



HAL
open science

Le conflit conceptuel comme espace de négociation du dicible : dire la citoyenneté mondiale dans le débat public britannique dans le contexte du Brexit

Anna Khalonina

► **To cite this version:**

Anna Khalonina. Le conflit conceptuel comme espace de négociation du dicible : dire la citoyenneté mondiale dans le débat public britannique dans le contexte du Brexit. Linguistique. Université Paris Cité, 2022. Français. NNT : 2022UNIP7139 . tel-04299246

HAL Id: tel-04299246

<https://theses.hal.science/tel-04299246>

Submitted on 22 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris Cité

École doctorale 622 « Sciences du langage »

Laboratoire Éducation, Discours, Apprentissages (EDA), EA 4071

Le conflit conceptuel comme espace de négociation du dicible

*Dire la citoyenneté mondiale dans le débat public
britannique dans le contexte du Brexit*

Par Anna Khalonina

Thèse de doctorat de Sciences du langage

Dirigée par Patricia von Münchow

Présentée et soutenue publiquement le 21 novembre 2022

Devant un jury composé de :

Laura Calabrese, professeure, Université libre de Bruxelles (Rapportrice)

Vincenzo Cicchelli, maître de conférences HDR, Université Paris Cité (Examineur)

Marianne Doury, professeure, Université Paris Cité (Examinatrice)

Dominique Maingueneau, professeur émérite, Sorbonne Université (Rapporteur)

Eleni Mitropoulou, professeure, Université de Haute-Alsace (Examinatrice)

Patricia von Münchow, professeure, Université Paris Cité (Directrice)

Résumé

Cette thèse interroge le potentiel de conflits sur les mots (Calabrese et Veniard 2018, Husson 2018) à devenir des terrains où se négocient les normes du dicible d'une communauté discursive donnée. Il s'agit en l'occurrence d'étudier un espace discursif (Maingueneau 1984 : 11) où s'entrecroisent plusieurs discours portant sur le concept de citoyenneté : celui qui ne la conçoit qu'à l'intérieur des frontières nationales et ceux qui cherchent à dire une citoyenneté cosmopolitique (Delanty 2019 : 4). Cette rencontre discursive conflictuelle est abordée au moment où, dans un Royaume-Uni qui a voté pour quitter l'UE, le propos de la Première ministre conservatrice, Theresa May (2016), « If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere. You don't understand what the very word citizenship means », suscite une mobilisation des ressources discursives cosmopolitiques par différentes instances énonciatives de la sphère publique, notamment des médias et, à travers ceux-ci, des universitaires, des personnalités politiques, des citoyen-ne-s ordinaires. L'étude des formations discursives qui régissent les discours sur la citoyenneté est ici conjuguée à l'analyse du statut des représentations (von Münchow 2016, 2017, 2021) à l'intérieur de ces formations afin de se pencher sur la dicibilité publique de ces différents discours. En étudiant ainsi les contraintes qui déterminent leur déploiement et peuvent être saisies à travers les traces de la compétence topique (Sarfati 2008 : 98) des locuteurs et locutrices, cette recherche vise à apporter une contribution linguistique et discursive à la compréhension du statut des discours du cosmopolitisme dans la sphère publique européenne de nos jours.

Mots-clefs : Analyse du discours, conflit conceptuel, statut du discours, dicibilité, citoyenneté, cosmopolitisme, Brexit

Abstract

This study questions the potential of conflicts about words (Calabrese and Veniard 2018, Husson 2018) to become the spaces in which the norms of the sayable of a given discursive community are negotiated. For this sake, I analyse a discursive space (Maingueneau 1984 : 11) which produces an encounter of several discourses centered on the concept of citizenship: the one that conceives citizenship only within national borders and those that seek to make "sayable" different forms of cosmopolitan citizenship (Delanty 2019: 4). This discursive conflict is addressed in the context of Brexit, when cosmopolitical discursive resources have been used by different actors of the public sphere, including the media and, through them, by academics, politicians and ordinary citizens, to respond to the Conservative Prime Minister Theresa May's (2016) statement, "If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere. You don't understand what the very word citizenship means". The methodological framework of this thesis is inspired by the French discourse analysis, with a focus on discursive formations and on the status of representations of citizenship within it (von Münchow 2016, 2017, 2021) in order to examine the public acceptability of the discourses at stake. By studying the constraints which determine their production through the traces of the speakers' topical competence (Sarfati 2008 : 98), this research aims to make a linguistic and discursive contribution to understanding the status of discourses of cosmopolitanism in today's European public sphere.

Keywords: Discourse analysis, conceptual conflict, citizenship, discourse status, discursive acceptability, cosmopolitanism, Brexit

Les mots d'une langue n'appartiennent à personne et en même temps ils appartiennent à chacun
d'entre nous.

Josiane Boutet, *Le pouvoir des mots*, 2016, p. 249

[...] comment être citoyen du monde, pour reprendre la question d'Appiah, quand on est
constamment sommé de choisir une identité bien souvent nationale ?

Éloïse Brezault, « Cosmopolitisme et “déterritorialisation” de l'imaginaire dans les littératures africaines
francophones actuelles. Une “identité-monde” en gestation », 2011, p. 393

Remerciements

Je tiens avant tout à remercier ma directrice de thèse Patricia von Münchow qui m'a guidée, à travers le master, puis le doctorat, dans la découverte de la recherche en analyse du discours. Merci pour cet encadrement rigoureux et plein de bienveillance, merci de m'avoir fait confiance et de m'avoir enseigné l'exigence envers moi-même, qu'il m'appartient de continuer à développer.

Je remercie les membres du jury Laura Calabrese, Vincenzo Cicchelli, Marianne Doury, Dominique Maingueneau et Eleni Mitropoulou de m'avoir fait l'honneur d'accepter de lire et d'évaluer ma thèse parmi leurs autres multiples engagements.

Mes remerciements vont à l'Université Paris Cité et à l'École doctorale 622 (anciennement 180), qui m'ont donné la chance de bénéficier d'un contrat doctoral ce qui a facilité mon parcours et a favorisé ma participation à de nombreux colloques, écoles d'été et formations. Je voudrais remercier tout particulièrement la directrice de l'École doctorale 622 Ioana Chitoran pour son soutien aux doctorant-e-s, notamment pendant l'épidémie de Covid.

J'adresse mes remerciements à Vincenzo Cicchelli et à Claire Oger qui ont vu ma recherche progresser en tant que membres du comité de suivi de la thèse. Leurs conseils et remarques m'ont guidée à tout moment de ce parcours.

Je remercie les membres du laboratoire EDA avec lesquels j'ai pu en toute confiance échanger et collaborer. Merci à Éric Bruillard, directeur du laboratoire, pour sa volonté d'impliquer les doctorant-e-s dans la vie du laboratoire. Merci à Marie Veniard pour ses conseils sur la lexicométrie, merci à Marianne Doury pour nos échanges sur la pédagogie, entre autres, et pour le soutien qu'elle a toujours apporté aux doctorant-e-s. Merci à Mathilde Lefèvre, gestionnaire du laboratoire, dont la disponibilité, le professionnalisme et la bienveillance aident l'ensemble des membres du laboratoire.

Ces quatre années m'ont permis de rencontrer de nombreuses personnes : les échanges avec ces dernières font également partie de cette thèse. Certaines ont partagé avec moi leur riche expérience et m'ont ouvert de nouvelles pistes de réflexion. D'autres ont fait leur chemin doctoral en même temps que moi, et j'ai eu la chance d'évoluer à leurs côtés.

Merci à Cécile Canut pour l'aventure du terrain carnavalesque que j'ai hâte de poursuivre, pour les conseils et le soutien à tout moment. Merci à Valentina Pricopie pour un merveilleux colloque à Bucarest dont je garderai toujours les souvenirs les plus chaleureux et pour les échanges qui l'ont suivi. Merci à Rachele Raus pour son intérêt envers mon travail, pour les discussions qui ont

commencé dans le cadre des colloques du réseau *Discours d'Europe* et qui continuent à l'occasion du projet « Droits et variations linguistiques en Europe à l'ère de l'intelligence artificielle ».

Une pensée particulière va à la magnifique communauté des doctorant-e-s et jeunes docteur-e-s du laboratoire EDA : Elaine Anderson, Emma Archimbaud, Charlotte Barbier, Annabelle Cara, Yuri Batista Santos, Alice Cesbron, Sarah Halimi, Vanessa Münch, Céline Robillard, Théophile Robineau, Sevina Touloupaki, Julie Wasilewski. Je voudrais remercier de tout cœur Céline et Sevina avec qui j'ai partagé tant de moments, heureux et beaucoup moins heureux, et sans qui ces quatre années de doctorat n'auraient jamais été si particulières au meilleur sens possible du terme.

Merci à mes collègues et amies Elise Schürgers et Ekaterina Tskhovrebova à qui je dois le sentiment d'appartenir à la communauté internationale des chercheur-se-s et la satisfaction de savoir qu'à travers le monde d'autres doctorant-e-s se posent parfois les mêmes questions, s'interrogent sur les mêmes enjeux, ont les mêmes doutes. Le cosmopolitisme de la recherche fait définitivement la force.

Merci à Daria Astakhova pour ses relectures, pour son précieux soutien, pour sa rigueur et sa minutie hors pair qui m'ont toujours inspirée.

Je remercie Manon Him-Aquilli, ma « grande sœur de thèse », désormais maîtresse de conférences, pour son exemple qui m'a toujours guidée depuis que je l'ai connue et pour ses multiples encouragements.

Je voudrais remercier de tout mon cœur ma collègue et amie, désormais docteure, Martina Ronci, pour nos échanges aussi chaleureux qu'infinis, pour ses relectures pleines de bienveillance, pour son soutien infaillible, pour sa belle amitié.

Merci à Davide de s'être sincèrement intéressé à toutes les péripéties de ma thèse, de m'avoir redonné du courage et de la confiance à de nombreux moments de doute, mais aussi d'avoir toujours cherché à mettre mes idées à l'épreuve d'une discussion.

Merci à ma mère et à ma grand-mère d'avoir toujours été là pour moi en défiant distances et frontières. En ces temps funestes pour la citoyenneté en Russie, je les remercie d'être, comme elles l'ont toujours été, pleines d'esprit critique et résistantes. Спасибо моей маме и бабушке за то, что всегда доверяли моему выбору и были рядом со мной несмотря на дистанции и границы. В эти горькие для гражданских прав в России времена я благодарю их за то, что они, как и всегда, продолжают критически мыслить и сопротивляться.

Cette thèse est dédiée à la mémoire de mon grand-père qui m'a toujours encouragée sur la voie de la recherche et qui, je me permets de l'espérer, est ravi de voir ce doctorat aboutir.

Sommaire

Remerciements.....	7
Sommaire	9
Conventions rédactionnelles et typographiques.....	11
Introduction générale	17
Partie 1. Contexte, cadre théorique et méthodologique	31
Chapitre I. S’interroger sur le concept de citoyenneté dans le contexte de la mondialisation	33
Chapitre II. La contrainte comme productrice du discours	89
Chapitre III. Le cosmopolitisme, entre discours de rupture et discours d’exclusion.....	121
Chapitre IV. Données et corpus	145
Chapitre V. Démarche et catégories d’analyse.....	181
Partie 2. Présentation des résultats.....	225
Chapitre VI. Représentations de la citoyenneté : contenus disponibles	226
Chapitre VII. Représentations de la citoyenneté : marquage et statut	303
Chapitre VIII. Interdiscours.....	345
Conclusion de l’analyse du corpus de travail	377
Chapitre IX. Mise en perspective : aborder les discours sur la citoyenneté à partir du <i>Brexit corpus</i>	379
Conclusion générale	407
Index des notions.....	419
Index des auteur-e-s	421
Bibliographie.....	427
Table des matières.....	450
Annexes	457

Conventions rédactionnelles et typographiques

Conventions de féminisation

Dans cette thèse, le masculin générique n'est pas utilisé. La démarche et la typographie adoptées en conséquence s'inspirent des conventions de féminisations exposées dans le « Guide pour la féminisation des textes scientifiques » de la revue *Tracés*¹. Appliquée au présent cas, cette démarche prévoit :

1 – L'usage des traits d'union pour les substantifs et les adjectifs qui forment leur féminin en « e », avec ou sans redoublement de la consonne finale : « citoyen-ne français-e ». Ce procédé s'applique également aux cas de sonorisation de la consonne au féminin : « juif-ve »

2 – Pour les autres cas, l'usage parallèle des formes du masculin et du féminin, employées dans l'ordre alphabétique, réunies par la conjonction « et » : « les locuteurs et les locutrices ». Le même principe s'applique aux pronoms : « elles et ils », « celles et ceux ». J'ai choisi de dire « auteure » plutôt qu'« autrice » par souci de concision, car ce mot est souvent employé dans le texte en co-occurrence avec la forme masculine « auteur ».

3 – Dans la mesure du possible, l'emploi des formes épiciènes (« les journalistes ») et des noms massifs : « le lectorat » plutôt que « les lecteurs et les lectrices ». Dans le cas des formes épiciènes, la marque du genre est portée par l'article, l'adjectif ou le participe passé, le cas échéant : « certaines journalistes », lorsqu'il s'agit de femmes, « certains journalistes », lorsqu'il s'agit d'hommes et « certain-e-s journalistes » lorsqu'il s'agit d'un groupe mixte ou dont la composition exacte n'est pas connue. Pour les formes épiciènes, les articles marquant le féminin et le masculin sont séparés d'une barre oblique : « du/de la journaliste ». Une exception est faite pour le terme « acteur (social) », employé ici au masculin.

4 – L'accord de proximité (« les locuteurs et les locutrices disent se sentir heureuses »), y compris dans les cas où les mots concernés ne désignent pas les êtres humains.

Ces principes ne s'appliquent pas aux citations (du corpus et de la littérature scientifique) qui respectent les choix des auteur-e-s du texte original.

¹ Guide pour la féminisation des textes scientifiques, *Tracés*, URL : <https://journals.openedition.org/traces/5771?file=1> (consulté le 20/10/2021).

Conventions de transcription

Pour les parties orales du corpus, consulté sous forme d'audio ou de vidéo, j'adopte² une convention de transcription du niveau intermédiaire inspirée des conventions ICOR³. Le niveau intermédiaire prévoit que soient notés : les changements de locuteur ou locutrice, les chevauchements, les pauses, ainsi que les phénomènes vocaux et les commentaires. Voici la légende des symboles utilisés :

EF (pour « Elif Shafak »)	Identification du locuteur ou de la locutrice se fait en utilisant ses initiales. Puisqu'il s'agit d'interactions destinées à être diffusées à travers les médias audio-visuels, aucune anonymisation n'est prévue. La locutrice n'est pas indiquée lorsque je cite le discours de Theresa May, étant donné qu'il s'agit d'un monologue.
NM [yes] LK [are we doing] anything wrong what's your advice to left remainers	Chevauchements
DL well i think that was the point which I obviously inadequately tried to make earlier which is that (.) eh I think for our for our intellectual elites or whatever we like to call them in countries which are:: very strong	Allongement perçu d'un son (le nombre de « : » varie en fonction de la durée perçue de l'allongement)
KA excellent welcome the metropolitan elites we are still fighting on and we fight to win well done so this is a sort of rally more than [more than a debate] [((la salle rit))]	Action à valeur de tour
AK thanks elif= =((la salle applaudit))	Enchaînement immédiat des tours de parole ou d'actions à valeur de tour
ES i don- i don't like identity politics	Amorce de mot
NM in *poland on that or look at in *poland and in *eastern	Noms propres et abréviations

² Pour référer à l'auteure de la thèse, le pronom « je » a été privilégié. Le pronom « nous » apparaît également dans le texte mais les deux ne sont pas interchangeables. En effet, « nous » a vocation à référer à la fois à l'auteure et aux lecteurs et lectrices de la thèse.

³ Conventions de transcription, *Groupe ICOR 2006*, CORINTE, URL : <http://icar.cnrs.fr/corinte/conventions-de-transcription/> (consulté le 20/10/2021).

	*europe more generally in fighting against *acta and for internet freedom they were leading when no one was talking about it in the rest of *europe	
KA	(inaud.) what i'm pushing you on is immigration well exactly	Segment inaudible
SS KA	the answer is very short yes (.) yes i do believe that's true [and i do] [why]	Pause
TM	[...] the new center ground of british politics (.) built on the values of fairness and opportunity\ (.) where everyone plays by the same rules and where every single person regardless of their background or that of their parents is given the chance to be all they want to be (.) and as i ((tousse))	Productions sonores diverses

Abréviations récurrentes

AD	Analyse du discours
ADC	Analyse du discours contrastive
ADF	Analyse du discours « française »
CDS	<i>Critical Discourse Studies</i>
DCA	<i>Discourse-Conceptual Approach</i>
DHA	<i>Discourse-Historical Approach</i>
RU	Royaume-Uni
SHS	Sciences humaines et sociales
UE	Union européenne
UKIP	<i>United Kingdom Independence Party</i>

Système de renvois au corpus

Les extraits provenant du corpus sont référencés au format suivant :

1 – Pour le corpus de travail :

Les sources écrites sont référencées en utilisant le numéro de l'annexe où se trouve le texte, le nom de famille de l'auteur-e et le nom de la source. Par exemple : 3-1-Moore-Guardian. Dans le cas où

un-e même auteur-e a publié plusieurs contributions dans un même média, on ajoute un numéro après le nom de la source pour les distinguer, par exemple : 3-2-Lynch-London-1 et 3-2-Lynch-London-2.

Les extraits du discours de Theresa May sont référencés en utilisant le numéro de ligne noté dans la transcription : par exemple, lignes 86-90.

Les extraits du débat *Intelligence squared* et du podcast *Another Europe is Possible* sont référencés en utilisant le numéro de l'annexe, le nom de la source et le numéro du/des tour(s) de parole en question, par exemple : 3-7-Europe-33.

2 – Pour le corpus de référence :

Tous les extraits sont référencés en utilisant la première lettre du nom du média, le numéro de l'extrait parmi ceux de la même lettre et la date de parution, par exemple : B-1, 20/06. Les liens URL vers les sources concernées sont fournis dans l'annexe 4.

Autres conventions typographiques et rédactionnelles

Les caractères gras sont utilisés pour souligner les éléments pertinents dans les extraits du corpus. Cette mise en relief n'est pas systématique et intervient surtout quand plusieurs extraits sont cités à la suite ou quand il s'agit de citations particulièrement longues. Les cas de mise en relief, de soulignement ou d'italique dans les citations de la littérature relèvent tous des choix des auteur-e-s cité-e-s, sauf indication contraire.

Un choix terminologique

Un choix terminologique central dans cette thèse est à poser d'emblée. En parlant du « cosmopolitisme », je suis fréquemment amenée à utiliser l'adjectif dérivé de ce nom. Dans l'usage courant, on rencontre le plus souvent l'adjectif « cosmopolite ». « Cosmopolitique » est plus rare et susceptible de provoquer un étonnement, comme j'ai pu le constater à plusieurs occasions. En revanche, dans la littérature spécialisée les deux versions existent. Mon choix repose sur l'une des possibles interprétations de la différence sémantique entre ces deux termes.

Il s'agit ici de faire dériver la distinction entre ces deux adjectifs de la différence faite par Ulrich Beck entre les substantifs « cosmopolitisme » et « cosmopolitisation ». Pour lui, « le premier relève du domaine de la philosophie, tandis que la seconde relève du domaine de la pratique, c'est-à-dire qu'elle s'y accomplit » (Beck 2006 : 196). Corollairement, je parlerai de « cosmopolitique » pour signifier « relatif au cosmopolitisme » (quel que soit le sens que l'on donne à ce dernier, les

précisions sont à venir). « Cosmopolite » (en tant qu'adjectif) sera à son tour entendu comme « relatif à la cosmopolitisation dont il constitue le résultat ». Ainsi je ne parlerai pas de « discours cosmopolite » au risque de suggérer qu'il s'agit d'un discours résultant de la dynamique de cosmopolitisation. Il s'agira d'un discours « cosmopolitique », s'inspirant des idées du cosmopolitisme.

Introduction générale

Une triple expérience de la notion de « citoyenneté mondiale »

À l'origine de ce travail se trouve un intérêt que je nourris, depuis 2016, pour les concepts de « cosmopolitisme » et de « citoyenneté mondiale ». En août 2016, je suis partie à New-York où je devais participer au forum intitulé *Many Languages One World*, organisé sous l'égide de l'ONU. Il portait sur le rôle du multilinguisme dans la construction d'une citoyenneté globale. En compagnie d'autres jeunes venu-e-s de divers pays, j'ai été invitée à travailler sur des initiatives visant à atteindre les Objectifs du développement durable⁴. L'événement a été couronné par la présentation de nos réflexions à la tribune de l'ONU. Mais plus que des réponses, ce sont des questions que cette expérience a suscitées en moi. Qu'est-ce qu'une citoyenneté *mondiale* ? Qui peut se dire citoyen-ne du monde et comment ?

Le discours officiel de la plus grande organisation internationale n'allait en effet pas du tout dans le sens des autres occurrences de « citoyen du monde » ou « cosmopolite » que j'avais croisées auparavant. L'une d'elles avait particulièrement marqué mon esprit au cours de ma scolarité. Je suis née à Saint-Petersbourg, une ville d'art qui abrite, parmi ses monuments architecturaux, un palais baroque dans lequel est aménagé le musée dédié à la poétesse Anna Akhmatova. Elle écrivait ses poèmes à l'époque où la terreur stalinienne était au plus fort. En 1946, elle fit l'objet, avec d'autres écrivains dont l'œuvre était jugée trop « bourgeoise », trop peu patriotique, d'une condamnation par le décret du Comité central du parti communiste. Dans son musée, on peut lire le texte du décret qui dénonce avec force celles et ceux qui ne font pas de l'art une arme de propagande communiste. Ce décret est l'un des premiers événements de la « lutte contre le cosmopolitisme » en URSS. La formule « cosmopolite sans racines » qui étiquetait les cibles de cette campagne est l'un des souvenirs les plus bouleversants de mes cours de littérature et des visites au musée Akhmatova.

Ces deux acceptions sont diamétralement opposées : dans le discours de l'ONU, la citoyenneté mondiale est hautement souhaitable, alors que dans celui du régime totalitaire stalinien elle est assimilée à la haute trahison. Le premier discours aspire à une « dicibilité » inconditionnelle de la citoyenneté mondiale comme idéal citoyen. Le second implique son « indicibilité » totale pour la

⁴ Objectifs du développement durable, Nations Unies, URL : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/> (consulté le 09/05/2022).

population soumise au pouvoir totalitaire : qui pourrait s'aventurer à se proclamer « citoyen-ne du monde » alors que l'expression servait à désigner les « ennemis du peuple » ?

Une troisième expérience de la notion de citoyenneté mondiale complète le tableau des observations qui ont précédé le questionnement que je m'appête à présenter. Elle relève cette fois-ci de mon premier contact avec la littérature scientifique sur le cosmopolitisme, décidée que j'étais de résoudre l'énigme de ce qu'on peut appeler à la fois un idéal moral, un projet politique, un discours, une vision, une forme de vie... Malgré les différences qui existent entre des définitions du cosmopolitisme que donnent les ouvrages, une similarité discursive les concerne toutes sans exception. Leurs auteur-e-s, philosophes ou sociologues pour la plupart, semblent vouloir convaincre dans leurs textes un adversaire discursif invisible. On ne sait jamais de qui il s'agit, mais on entend ses arguments qui, pour une raison que j'ignorais au début de mon travail, doivent nécessairement être réfutés en même temps que les chercheur-se-s énoncent leurs conceptions du cosmopolitisme et/ou de la citoyenneté mondiale. Cette observation pourra sans doute déboucher un jour sur une recherche distincte. J'en donnerai ici un exemple issu de l'ouvrage d'Alain Policar (2018a : 59) : « En effet, se proclamer citoyen du monde et souhaiter conserver un sentiment d'appartenance, quelle que soit la portée qu'on accorde à celui-ci, n'a rien de contradictoire ». Pourquoi serait-ce contradictoire ? Qui est cet autre invisible mais si insistant avec lequel le chercheur se doit de dialoguer ? Ce constat d'une sorte de nécessité, qui s'impose aux chercheur-se-s, de réfuter explicitement les discours représentant la citoyenneté mondiale comme quelque chose d'anormal, d'incohérent, voire de dangereux, est venu se placer quelque part entre celui d'une « citoyenneté mondiale » inconditionnellement acceptable de l'ONU et celle d'une « citoyenneté mondiale » inconditionnellement interdite, sous peine d'exclusion, de condamnation, voire de « suppression », de la terreur stalinienne. C'est ainsi que naît, à l'origine de ce travail, une interrogation sur la façon dont on peut (et parfois, dont on ne peut pas, ou à certaines conditions) dire aujourd'hui la citoyenneté mondiale, afficher un positionnement « cosmopolitique », alors que celui-ci est exploité par des acteurs sociaux et politiques adoptant des stratégies bien différentes : il peut s'agir, par exemple, d'une « disposition au cosmopolitisme » mise en scène et en discours par des artistes (Alviso-Marino 2016 : § 21, sur l'exemple des arts visuels au Yémen) ou d'un cosmopolitisme « de décor » performé dans le discours officiel d'un État qui souhaite se donner une image positive à l'étranger et séduire les investisseur-se-s et pratique en même temps une ségrégation de certaines populations en son sein (Thiollet et Assaf 2021 : 10, sur l'exemple des pays du Golf).

Le cosmopolitisme : un objet complexe au sein des sociétés globalisées

Comment peut-on définir le cosmopolitisme, cet objet dont j'ai commencé à relever les multiples facettes ? Commençons par l'une des définitions possibles, celle qui servira ici d'un point de départ :

Est cosmopolite, le citoyen de l'univers, le citoyen du monde, conscient et attaché aux particularismes de son origine tout en essayant de toucher à l'universalité sur laquelle il est ouvert. Être cosmopolite, c'est donc être soi et ouvert sur l'autre à la fois. (Ménard 2011 : 49)

Cette définition met, d'abord, un signe d'égalité entre plusieurs désignations de celle ou celui qui partage les idées de cosmopolitisme : « cosmopolite », « citoyen de l'univers », « citoyen du monde ». Elle souligne ensuite à double reprise les attachements pluriels de ces individus, leur orientation à la fois vers l'intérieur et vers l'extérieur : l'appartenance aussi bien à sa ou ses communauté(s) d'origine qu'à la communauté humaine, l'ouverture non seulement à ce qui appartient à un univers familier mais aussi à ce qui relève de l'altérité.

Malgré une impression de consensus que donne cette définition (et qui règne d'ailleurs, dans une certaine mesure, sur toute définition⁵), le concept de cosmopolitisme et l'idée d'être un-e citoyen-ne du monde apparaissent au cours de leur histoire comme fortement controversées, suscitant des oppositions entre ses « partisans et détracteurs » qui « s'affrontent de façon récurrente » (Cicchelli 2016a : 16). L'une des raisons de ces affrontements est sémantique : « le mot *cosmopolitisme* est à la fois flou et très connoté. Cette double caractérisation est le fruit d'une longue sédimentation historique » (*ibid.*). Dans son ouvrage consacré à la vie urbaine contemporaine en Inde, Swati Chattopadhyay écrit⁶ :

Although historically, the term *cosmopolitan* did not always carry a positive connotation, referring to those who lack roots and are adrift between cultures and spaces, in contemporary cultural discourse the term is invariably used in a positive sense, celebrating a cultural space that signifies larger-than-local concerns. (Chattopadhyay 2012 : 66)

⁵ Je pense notamment à la dimension persuasive des énoncés définitoires avec lesquels les locuteurs et locutrices « tente[nt] d'influencer “la manière avec laquelle les mots devraient être utilisés” (Schiappa 2003 : 3) » (Labatut 2018 : 71).

SCHIAPPA Edward, 2003, *Defining Reality: Definitions and the Politics of Meaning*, Carbondale, Southern Illinois University Press.

⁶ Pour les citations longues en anglais (de la littérature comme du corpus), la traduction n'est pas fournie. Les citations courtes en anglais sont traduites par mes soins. Pour toute autre langue, c'est toujours la traduction (déjà existante ou faite par moi-même) qui est fournie dans le texte, alors que le texte original figure en note de bas de page.

Même si la chercheuse fait référence à une certaine « histoire » du mot « cosmopolite », sans doute la même que rappelle Vincenzo Cicchelli, et où le terme pouvait revêtir un caractère problématique, elle signale qu'actuellement il est plutôt utilisé sur un mode de célébration. Or des constats faits par certain-e-s chercheur-se-s tout comme mes propres observations des discours publics actuels invitent à nuancer ce constat.

Le dernier *Routledge International Handbook of Cosmopolitan Studies* souligne en effet que le cosmopolitisme est loin d'être uniquement célébré sur l'arène publique contemporaine : il est également redouté, voire violemment dénoncé :

As with previous periods of major social and political transformation, the new millennium began with cosmopolitan and anti-cosmopolitan movements colliding. From 11th September 2001 with the emergence of the 'war of terror' to the global crisis of capitalism that began on 14th September 2008, with the collapse of the Lehman Brothers⁷, anti-cosmopolitan tendencies emerged to re-shape the world according to new doctrines of security and capitalist crisis. The rise of right-wing xenophobic nationalism in central and Eastern Europe, the Trump presidency and Brexit, the trend towards authoritarian democracy in many parts of the world are further reminders that global change does not lead only to cosmopolitan outcomes. (Delanty 2019 : 4)

Ainsi l'un des événements majeurs de la scène politique européenne des années 2010, le Brexit, a-t-il remis au goût du jour les usages péjoratifs de « cosmopolite » et « citoyen du monde », qui ne semblent pour rien être tombés en désuétude. Le syntagme « cosmopolitan elites » a notamment été l'une des façons de désigner les partisans du « Remain » et, plus généralement, cet « Autre » contre lequel ont été dirigé le vote du « Leave », grandement motivé, selon Craig Calhoun, par la fracture sociale dans la population britannique :

Arguably, the EU was a scapegoat for English anger at London, the version of globalization it has helped lead and symbolize and the politicians who have championed cosmopolitanism at the expense of solidarity with significant parts of their own country. (Calhoun 2016 : 52)

Dans un contexte où la citoyenneté s'exerce parfois au-delà des frontières de la communauté nationale, on observe une forte résistance par celles et ceux qui se croient ainsi privé-e-s de leur identité, de leurs ressources ou de leur position sociale :

La tension séculaire entre ordre national et ordre international s'accroît en revanche avec la mondialisation de l'économie et des produits culturels, la présence numérique, économique, culturelle des immigrés et la redéfinition de la redistribution par les États providence. La correspondance historique entre territoire, nation, culture, économie et État perd quelque peu de sa réalité, et la citoyenneté de son aura nationale. Être citoyen d'un État ne véhicule plus autant de solidarité sociale et les immigrés détiennent des droits. La xénophobie s'aggrave, plus présente dans les catégories sociales dont le statut dépend de l'État et qui estiment que leur

⁷ *Lehman Brothers* est une banque d'investissement dont la faillite, en 2008, a largement contribué à la crise économique mondiale.

appartenance ethno-nationale devrait les protéger d'un déclassement social, d'une réduction d'acquis socio-économiques et du partage du pouvoir politique. (Helly 2009 : 37)

En effet, le slogan le plus connu de la campagne pour le Brexit, *Take back control*, a traduit notamment la volonté d'une plus grande « autonomie de gestion de migrations » (Wihtol de Wenden 2018 : 47). Le cosmopolitisme a alors été considéré comme une trahison – des devoirs citoyens, de l'identité et de la souveraineté nationale.

Vers une approche discursive du cosmopolitisme

Rapportées à mes premières expériences de discours sur la citoyenneté mondiale dans trois espaces différents, les observations que je viens de faire conduisent à se demander : le cosmopolitisme contemporain est-il en passe de devenir un nouvel idéal citoyen et, à terme, un discours hégémonique, ou au contraire la revendication cosmopolitique s'approche-t-elle de ce que l'on ferait mieux de ne pas dire trop fort, selon les lieux sociaux, les instances discursives, les contextes politiques ? Linguistiquement parlant, cela pousse à s'interroger sur les façons dont on tient actuellement un discours cosmopolitique et sur les éventuelles tensions qu'une telle démarche produit. Pour cela, je propose d'étudier les traces témoignant de la prise en compte des limites du dicible par les locuteurs et locutrices impliqué-e-s dans la mise en discours de la citoyenneté mondiale à l'occasion d'un débat sur le concept de citoyenneté dans le contexte du Brexit. En effet, selon Bryan Turner et en accord avec ce qui a été dit *supra*, ce concept est directement affecté par la dynamique de globalisation qui pousse à la fois à étendre les limites des responsabilités citoyennes et à chercher à préserver les souverainetés plus locales :

The contemporary world is structured by two contradictory social processes. On the one hand, there are powerful pressures towards regional autonomy and localism and, on the other, there is a stronger notion of globalism and global political responsibilities. The concept of citizenship is therefore still in process of change and development. (Turner 1994 [1990] : 220)

Ce concept apparaît ainsi comme une porte d'entrée pour aborder, en discours, cette tension caractéristique du débat sur le Brexit, mais qui s'étend à bien d'autres contextes, ce qui se reflète dans l'agenda scientifique des Sciences humaines et sociales (désormais SHS). Par exemple, Ruth Wodak et Michael Meyer (2016 [2001] : 13) définissent ainsi les objectifs des *Critical Discourse Studies* (désormais CDS⁸) : « analysing, understanding and explaining the impact of globalization

⁸ Ce que j'appelle dans ce travail *Critical Discourse Studies*, s'est surtout fait connaître sous le nom de *Critical Discourse Analysis* (CDA) et, avant cela, de *Critical Linguistics*. Les trois éditions de l'ouvrage de Wodak et Meyer cité ici (2001, 2009 et 2016) illustrent bien cette évolution de la nomination. CDS n'a cependant pas évincé CDA, comme un témoin d'un long passage recensant différentes positions sur le sujet dans l'ouvrage de Theresa Catalano et Linda R. Waugh (2020 : 155-158). Dans ce travail j'adopte l'appellation « CDS » à la suite de celles et ceux qui considère qu'elle souligne davantage la diversité d'approches regroupées sous ce nom.

in most domains of our lives – as well as the contradictory tendencies of glocalization and renationalization which can be observed in many parts of the world ». Le couple conceptuel « glocalization/renationalization » utilisé par Wodak et Meyer illustre l'approche qui consiste à étudier ces tendances dans leur interaction et dépendance mutuelle, et non pas comme une simple confrontation entre les partisans de l'« ouverture » cosmopolite et du « repli » national. C'est ce que pointe précisément Cicchelli (2016a : 13) en avançant « qu'à l'ère de la globalisation, la demande de reconnaissance identitaire et l'aspiration universaliste doivent se comprendre dans un même mouvement ».

Les linguistes ont beaucoup étudié la façon dont on défend la position « communautaire » (le terme désignant une position qui s'oppose au cosmopolitisme, voir Koopmans et Zürn 2019) : cela a produit des analyses devenues aujourd'hui des références pour décrire le fonctionnement des discours nationalistes et xénophobes (Achard 1997, Cillia, Riesigl et Wodak 1999, parmi d'autres – j'aurai l'occasion d'y revenir dans le chapitre I). Cependant, nous ne savons que peu, du point de vue de l'analyse du discours (désormais AD), de la façon dont on défend une idée cosmopolitique, quelle qu'elle soit. La littérature sur les matérialités discursives du cosmopolitisme n'a rien du vaste champ d'études qui lui est consacré à partir des positions disciplinaires de la philosophie (Appiah 2008 [2006], Guenancia 2008, Føessel 2012, Nussbaum 2012 [1994], Lourme 2014, Zarka 2014, Remaud 2015, Policar 2018a), de la sociologie (Beck 2006, Appadurai 2013, Cicchelli 2016a, Delanty 2019 (éd.), Cicchelli et Mesure 2020), de l'anthropologie (Werbner 2008) ou de la littérature (Cadin *et al.* (éds.) 2017, Bridet *et al.* (éds.) 2019). En français, les rares travaux qui ont porté sur la cosmopolitisation dans et par le discours ont pris pour objet les échanges plurilingues abordés dans une perspective de sociolinguistique interactionnelle (Mondada et Nussbaum (éds.) 2012). Dans la littérature anglophone, les discours cosmopolitiques étudiés sont souvent sollicités par les chercheur-se-s dans le cadre d'entretiens, « focus groupes » ou entretiens collectifs. Les échanges ainsi recueillis font alors l'objet d'une analyse de contenu (Lamont et Aksartova 2002, Calcutt, Woodward et Skrbiš 2009, Woodward et Skrbiš 2019) avec un apport mineur de l'analyse du discours, ce qui restreint nécessairement le champ de vision quant au *mode de déploiement*, au *fonctionnement* et au *statut* de ces discours. Cela génère également une difficulté méthodologique majeure sous la forme d'un serpent qui se mord la queue : le manque d'études portant sur les discours cosmopolitiques ne permet pas d'affiner nos connaissances de leurs caractéristiques énonciatives et argumentatives ce qui à son tour engendre des difficultés de recueil de ces discours (Calcutt, Woodward et Skrbiš 2009 : 175) et freine sans doute des recherches ultérieures. Or des analyses ancrées dans les sciences du

langage profiteraient aussi aux spécialistes d'autres disciplines qui, en travaillant également sur du discours, sont demandeurs de cet apport. Cicchelli, en sociologue, formule cette demande de façon plus générale, en pointant un manque d'analyse des pratiques construisant des « identités cosmopolites » :

[...] les travaux consacrés au cosmopolitisme contemporain [sont] peu diserts sur les mécanismes réels de fabrication des identités cosmopolites. L'analyse de la façon dont les individus interprètent les processus globaux, bâtissent un rapport cosmopolite au monde, se reconnaissent dans les dimensions transnationales de leurs identités est généralement absente de ces publications. (Cicchelli 2016a : 124)

Malgré l'appartenance disciplinaire du chercheur, j'ai tendance à y lire un appel non seulement aux sociologues mais aussi aux linguistes travaillant sur les pratiques discursives. Dans un autre travail de la même année, le chercheur signale en effet la nécessité de

[...] comprendre les mécanismes par lesquels les individus produisent ou non des discours universalistes, mobilisent ou non des répertoires cosmopolites, participent ou non à l'élaboration de cultures et imaginaires transnationaux dans les différents domaines de l'esthétique, de la culture, de l'éthique et de la politique. (Cicchelli 2016b : § 12)

Ici le rôle de l'AD et de la sociolinguistique est d'autant plus évident qu'il y est question des « discours » et des « répertoires ». La façon dont le chercheur formule ce manque à combler est par ailleurs symptomatique du caractère controversé des discours cosmopolitiques, notamment dans leur dimension universaliste. En effet, Cicchelli attire l'attention non seulement sur les pratiques de production mais également sur celles de non-production de tels discours.

Un terrain pour s'interroger sur le statut des discours cosmopolitiques

Cette thèse aspire ainsi à répondre à une partie des questions qui émergent de ce premier survol des pistes de recherche proposées dans la littérature, et qui rejoignent les observations qui m'ont poussée à travailler sur le cosmopolitisme et la citoyenneté mondiale en discours. En s'inscrivant dans les principes de l'analyse du discours française (désormais ADF) avec des apports ponctuels des CDS, ce travail se propose d'interroger les contraintes idéologiques qui régissent le déploiement des discours cosmopolitiques, définis ici (de façon volontairement restrictive) comme les discours concevant la possibilité d'une citoyenneté mondiale (j'y reviendrai dans le chapitre I). Face au manque de travaux sur la matérialité des discours cosmopolitiques, je tente de mieux comprendre comment on parle « en cosmopolite » dans les espaces publics contemporains en Europe. Or convaincue que cette analyse ne peut être séparée des questions de légitimité d'un tel discours face à d'autres potentialités discursives en matière de citoyenneté, j'oriente mon

questionnement vers la dynamique de construction de l'espace du dicible et de l'indicable autour de ce concept.

Le terrain choisi pour réfléchir à ces questions est le débat public sur le Brexit, et en particulier un espace discursif produisant un désaccord sur les mots de la citoyenneté dans le cadre de celui-ci. À l'origine de ce désaccord il y a un discours prononcé par Theresa May à la conférence du parti conservateur à Birmingham le 5 octobre 2016. Occupant depuis quelques mois le poste de Première ministre, elle était alors attendue sur des propositions précisant la façon dont le Royaume-Uni (désormais RU) allait négocier les modalités de sortie de l'UE. Dans ce discours clôturant la conférence de son parti, elle a suscité une polémique en affirmant : « If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere. You don't even understand what the very word citizenship means » (May 2016). Son propos a notamment été interprété comme dénigrant l'idée d'une citoyenneté mondiale et du cosmopolitisme et proposant une définition de la citoyenneté que d'aucun-e-s n'étaient pas prêt-e-s à accepter pour penser l'avenir du RU en dehors de l'UE. Ainsi, des contre-discours ont-ils émergé dans la sphère publique : sur les réseaux sociaux et dans les médias de divers types, journaux et médias en ligne, audio-visuels et podcasts. La sphère culturelle et l'espace scientifique ont par ailleurs réagi en proposant des projets de recherche, des festivals et des espaces de débat pour favoriser les échanges sur le concept de citoyenneté et susciter des alternatives à la définition donnée par la Première ministre. Dans cette vaste matière qui s'offrait à moi, j'ai choisi de travailler sur les réactions au discours de la Première ministre qui ont permis le déploiement des discours d'inspiration cosmopolitique. Le terrain d'étude à proprement parler a ainsi circonscrit une interaction conflictuelle entre un discours politique, défini au sens « étroit », comme un « discours émanant des seuls acteurs investis dans le champ politique » (Le Bart 2003 : 97) et les réactions de diverses instances du discours public participant à la médiatisation critique du propos politique.

Le caractère « interactif » de ce terrain a paru adapté à la réalité des pratiques discursives, en constante interaction avec des discours concurrents. Dans *Genèses du discours*, Dominique Maingueneau pose en effet le « primat de l'interdiscursif » (1984 : 25) dont la prise en compte influence, entre autres, le mode de construction de l'objet de recherche en AD : « L'interdiscours prime le discours. Ce qui revient à poser que l'unité d'analyse pertinente n'est pas le discours mais un espace d'échanges entre plusieurs discours convenablement choisis » (Maingueneau 1984 : 11).

La particularité principale de l'espace discursif sur lequel j'ai ainsi travaillé est d'accueillir un conflit « sur les mots », un conflit où, pour remettre en cause un positionnement, on réfute les façons dont l'adversaire désigne, utilise et définit certains éléments de son discours. Je reviendrai

plus tard à une exploration détaillée de la littérature sur ces « querelles de mots » (Micheli 2013). Limitons-nous pour le moment à une remarque importante pour formuler les hypothèses de ce travail.

Toute polémique est, selon Emmanuel de Jonge (2010b : 411), révélatrice de l'état de la « topique », c'est-à-dire d'un « arrière-fond sémantique » de la communauté (*op.cit.* : 405). Le moment polémique est un moment de remise en question de la topique, qui soit continue de résister aux propositions de sa révision, soit commence à évoluer. Les conflits sur les mots sont ici abordés comme des moments discursifs par excellence permettant de travailler sur l'état de la topique qui se manifeste notamment dans les normes du dicible, interrogées au cours de ces confrontations. En effet, ces conflits constituent des périodes critiques où l'attention et l'activité discursive des locuteurs et locutrices sont dirigées sur les façons de dire dans leur rapport aux normes de l'acceptabilité⁹ discursive en vigueur dans la communauté. En considérant que le « statut » des discours impliqués dans un conflit pourrait être identifié à partir de la distance perçue par les locuteurs et locutrices entre les discours en question et les normes du dicible de la communauté discursive¹⁰ dans la période concernée, j'avance l'hypothèse que les conflits sur les mots sont particulièrement propices à l'analyse de la construction des espaces de légitimité ou d'illégitimité discursive. En effet, si la définition proposée par Theresa May de la citoyenneté et la façon dont elle utilise le concept « citizen of the world » fait l'objet d'un conflit sur les mots, c'est que de tels usages discursifs sont considérés comme inacceptables par une partie des locuteurs et locutrices. Le statut des alternatives proposées, et notamment des discours cherchant à rendre dicible la citoyenneté mondiale, peut alors également faire l'objet d'une analyse à travers les contraintes qui régissent ces pratiques discursives.

⁹ Ici et dans l'ensemble du travail, j'emploie la notion d'acceptabilité de façon qui n'a rien à voir avec son usage dans la théorie linguistique de Noam Chomsky. Pour celui-ci, l'acceptabilité d'une phrase est sa recevabilité par un locuteur ou une locutrice natif-ve (Léon et Riemer 2015 : 120). Au départ synonyme de « grammaticalité » (*op.cit.* : 129), la notion s'en distancie au fur et à mesure qu'elle prend de l'importance dans la théorie de Chomsky. Si « grammaticalité » relève du domaine de la compétence, « acceptabilité » relève du domaine de la performance (*op.cit.* : 143). Cette distinction permet au linguiste de reconnaître que la grammaire ne peut pas expliquer ni décrire toutes les phrases produites dans une langue, et c'est là que la notion d'acceptabilité vient en aide pour juger de leur validité, les exceptions relevant de la performance (*op.cit.* : 50). Dans mon cas, il s'agira de parler d'acceptabilité sociale des discours et de leurs éléments, la restriction se situant non pas au niveau du système linguistique, mais au niveau des normes sociales des communautés discursives. La conception du discours et du sujet qu'une telle définition implique sera présentée dans le chapitre II.

¹⁰ Pour définir le concept de « communauté discursive », je m'inspire des considérations de Dell Hymes à propos de sa notion de « speech community ». En effet, il affirme qu'une « speech community » n'est pas un ensemble de personnes qui parlent la ou les mêmes langues, mais un ensemble de locuteurs et locutrices partageant les « normes d'usage de la langue » [the norms for the use of language] (Hymes 1972 : 54). Pour lui, « [...] a speech community is defined as a community sharing rules for the conduct and the interpretation of speech, and rules for the interpretation of at least one linguistic variety » (*ibid.*). Je reviendrai à ce qu'implique ce partage des normes dans la section 2.1.3, au moment d'évoquer la notion de compétence du sujet parlant.

Ma deuxième hypothèse porte sur le statut des discours cosmopolitiques dans l'espace discursif étudié. Il a été largement souligné que la campagne du « Leave » au référendum sur le Brexit revêtait un caractère anti-cosmopolitique : « [Brexit] celebrated the people against the elite, national identity against multiculturalism and cosmopolitanism, nation over globalization » (Langlois 2021 : § 6). Dans ce contexte et compte tenu du caractère systémique de ce phénomène qui a amené des leaders populistes et d'extrême droite au pouvoir dans différents pays du monde (voir *supra*), j'avance l'hypothèse que les discours cosmopolitiques articulés sur la notion de citoyenneté mondiale ne sont pas hégémoniques sur mon terrain et de ce fait présentent des traces des précautions prises par les locuteurs et locutrices conscient-e-s du fait de tenir un discours problématique pour certain-e-s. Cette hypothèse est basée sur la théorisation du fonctionnement des représentations discursives par Patricia von Münchow (2021b : 79). Certaines représentations sont « assertées », c'est-à-dire marquées « fortement » et signalent « très probablement que le locuteur a consciemment choisi de communiquer le contenu en question » (*ibid.*). D'autres ne sont pas « assertées » mais « indexées », c'est-à-dire marquées « faiblement » ce qui peut signifier que le locuteur ou la locutrice « cherche à cacher cette information » ou qu'elle ou il « n'est pas ou peu conscient[-]e de la véhiculer » (*op.cit.* : 80). D'autres encore ne sont pas du tout exprimées, puisqu'évidentes ou alors fortement taboues. Ces différents degrés de marquage constituent des traces des statuts des représentations dans une communauté discursive : plus ou moins acceptables, plus ou moins évidentes, plus ou moins taboues, et donc plus ou moins « dicibles » publiquement. En suivant ce modèle méthodologique, j'entreprends de comprendre quelles représentations de la citoyenneté sont disponibles pour les locuteurs et locutrices sur mon terrain, quels statuts elles revêtent et quels interdiscours régissent les espaces où elles s'entrecroisent. Ces trois facteurs, la disponibilité des représentations, leur statut et le travail de l'interdiscours, sont étudiés en tant que procédures de limitation et de détermination des « dicibilités » publiques en matière de citoyenneté, notamment, de discours sur la possibilité d'une citoyenneté mondiale.

Les résultats de ces analyses effectuées sur le corpus de travail (réunissant le discours de May et des réactions publiques à celui-ci) sont ensuite mis en perspective moyennant un corpus de référence. Cette fonction est remplie par le *Brexit corpus*, disponible à travers l'outil d'analyse textuelle *Sketch Engine* et composé de 506 828 textes (articles et commentaires en ligne ainsi que des tweets) participant au débat public sur le Brexit pendant trois jours, peu avant le référendum qui a eu lieu le 23 juin 2016 (les 19, 20 et 21 juin). Alors que le corpus de travail est largement dominé par un positionnement « Remain », le corpus de référence représente de façon quasi égale les positionnements « Leave » et « Remain » (43% et 37% respectivement, alors que les 20%

restants ne sont pas classés selon le critère d'opinion sur le Brexit). Cette mise en perspective vise à vérifier la possibilité de généraliser les résultats obtenus à partir d'un corpus restreint en se servant d'un corpus plus représentatif, en termes de volume, du débat public dont relève le corpus de travail. Cette analyse permet par ailleurs de recenser d'autres façons de tenir un discours cosmopolitique et de préciser les contours de l'espace du dicible autour de la notion de « citoyenneté » en relativisant l'association univoque d'un discours communautaire au positionnement « Leave » et d'un discours cosmopolitique au positionnement « Remain ». Enfin, cette étude rend possible une interrogation, à partir des usages du lexème « citizenship » en contexte, sur les raisons qui sous-tendraient l'organisation de cet espace du dicible (tel qu'il est décrit dans la thèse) et le statut des discours cosmopolitiques dans cet espace (tel que je le définis).

Composition de la thèse

La thèse se présente en deux parties et neuf chapitres dont les cinq premiers permettent d'expliquer le contexte de la recherche, de formuler sa problématique, ses cadres de référence théoriques, de présenter le terrain et le corpus ainsi que les principes méthodologiques et le positionnement de la chercheuse. Les quatre chapitres suivants sont consacrés à la présentation des résultats de l'analyse du corpus (trois portent sur le corpus de travail et un sur le corpus de référence).

Le premier chapitre donne lieu à une contextualisation de la recherche ainsi qu'à l'explicitation du fondement théorique et socio-politique de mes questionnements, qui aboutissent à une problématique de recherche en AD. Ce chapitre inscrit la recherche dans le contexte de la mondialisation avec sa double dynamique cosmopolitique-communautaire dont la présentation a été amorcée dans l'introduction. Le rôle du Brexit dans cette dynamique est par ailleurs approfondi à partir de travaux en sciences politiques, en psychologie sociale et en AD. La raison d'être théorique de mon questionnement sur le statut des discours cosmopolitiques est ensuite identifiée à partir de travaux en AD et plus largement en SHS, s'interrogeant sur la place des discours cosmopolitiques dans l'espace du dicible sur la citoyenneté dans différentes communautés discursives occidentales. En identifiant ainsi la nécessité d'une approche résolument discursive, je procède à l'explicitation de mon positionnement théorique. Je précise notamment mon approche en matière de conflictualité discursive, notamment celle où les dires sont pris pour cible. Après un état des lieux des recherches en matière de conflits sur les mots, où la terminologie pour les désigner abonde, j'introduis la notion de « conflit conceptuel » en avançant qu'elle permettrait de renouveler notre regard sur ces confrontations abordées ici comme des espaces de négociation conflictuelle de la légitimité des discours concurrents. Cela me permet de formuler la

problématique et les objectifs de la thèse, en distinguant les objectifs épistémologiques et empiriques.

Le deuxième chapitre permet d'approfondir le positionnement théorique de la thèse, inspiré de l'ADF et de son prolongement dans le cadre de l'analyse du discours contrastive (désormais ADC, von Münchow 2016, 2021b), conjugué à certaines approches en CDS. La première partie du chapitre s'attache à montrer que les contraintes de différentes sortes, et notamment la contrainte idéologique, constituent le facteur central de la définition du « discours » en ADF. Cette vision du discours comme potentialité contrainte et en même temps rendue possible par les limites du dicible qui le régissent est le fondement théorique central de la thèse. La deuxième partie est consacrée à la présentation du cadre de l'ADC dont je fais ici un usage singulier. Comme son nom l'indique, il s'agit d'une approche visant la comparaison des « cultures discursives ». Ne situant pas ma thèse dans cette démarche comparative, je m'inspire en revanche de la réflexion théorico-méthodologique menée par von Münchow (2021b) pour fonder mon approche des statuts de discours sur le constat que les contraintes de « dicibilité », prises en compte par les locuteurs et locutrices de manière plus ou moins consciente, laissent des traces dans leurs pratiques discursives. Ces traces sont la principale matière à observer pour identifier les déterminations des discours dont on cherche à établir les statuts publics dans les communautés et les espaces discursifs donnés. Le chapitre se termine par l'introduction de deux notions complétant l'état des lieux des travaux sur le statut des discours : celle d'« hégémonie » développée par Marc Angenot (2006) dans une perspective gramscienne et celle de « contrainte visible » (Martuccelli 2004) qui revisite la question de l'assujettissement du sujet parlant héritée de l'ADF pour caractériser les mécanismes contemporains de la domination discursive.

Dans le troisième chapitre, la question des dicibles est située par rapport à l'histoire des discours cosmopolitiques. Le chapitre est construit chronologiquement, en retraçant quelques grands moments de l'histoire des idées en Europe, où le cosmopolitisme a été considéré comme un idéal moral ou politique à atteindre ou, au contraire, comme une condition indésirable et dangereuse. Sans prétendre réinventer l'histoire des idées cosmopolitiques, je procède à un croisement de travaux en histoire et en sciences politiques afin de mettre en lumière la complexité du statut des discours et projets cosmopolitiques. Au cours des différentes périodes, ce statut a en effet souvent changé assez radicalement, même si des tendances générales peuvent être identifiées, comme nous le verrons dans ce chapitre. Il débouche sur un rappel des quelques usages historiques les plus remarquables des concepts centraux de mon terrain : « cosmopolite » et « citoyen-ne du monde ». Leur caractère controversé et la charge mémorielle qu'ils continuent de porter permettent de

démontrer qu'ils remplissent sur mon terrain les critères de « formule » définis par Alice Krieg-Planque (2009).

Dans le chapitre IV, je présente les données recueillies et les principes de leur constitution en corpus. Ce chapitre débute sur un rappel théorico-méthodologique concernant l'objet « corpus » en AD. La présentation des données se fait ensuite, en trois temps. D'abord, je décris l'événement de parole « discours de Theresa May du 5 octobre 2016 ». Ensuite, je présente le corpus de travail, composé de discours publics qui s'étaient engagés dans une médiatisation critique du discours de la Première ministre. Je précise les conditions et les critères de recueil des textes concernés, ainsi que leurs sources et, autant que possible, l'orientation de ces dernières. J'insiste enfin sur l'intérêt et sur la pertinence du corpus de référence ainsi que je formule les caractéristiques du *Brexit corpus*, choisi ici pour jouer ce rôle.

Le chapitre V est dédié à la présentation de la méthodologie d'analyse du corpus de travail et de référence. Dans un premier temps, je présente les trois procédures de limitation discursive mobilisées comme catégories d'analyse dans l'étude du corpus de travail (sélection des représentations disponibles, marquage de ces représentations en fonction de leur statut perçu par les locuteurs et locutrices et détermination du discours par l'interdiscours) ainsi que les procédés et les marques discursives à travers lesquelles ces procédures sont saisies. Dans un deuxième temps, afin d'explicitier la méthodologie d'analyse du corpus de référence, je présente les fonctionnalités du logiciel *Sketch Engine* et quelques principes méthodologiques de l'exploitation du corpus de référence. Enfin, la dernière partie du chapitre est consacrée au positionnement de la chercheuse : je fais d'abord un tour d'horizon de la notion de « critique » en AD, avant de formuler mon propre positionnement. Son explicitation a été rendue nécessaire par les échanges que j'ai eus au sujet de mon travail et par la perception publique du caractère controversé des discours cosmopolitiques qui constitue précisément le point de départ de mes questionnements.

Les chapitres VI, VII et VIII sont consacrés à la présentation des résultats de l'analyse de l'espace discursif selon trois grandes catégories définies en tant que facteurs de limitation des discours en matière de citoyenneté : les représentations disponibles de l'objet « citoyenneté » (chapitre VI), le statut de ces représentations (chapitre VII) et la détermination interdiscursive à l'œuvre dans l'espace du conflit (chapitre VIII). Cette analyse débouche sur une conclusion en termes de statut des discours cosmopolitiques (notamment vis-à-vis des discours concurrents) dans mon corpus.

Enfin, le chapitre IX familiarise les lecteurs et les lectrices avec les résultats d'analyse du corpus de référence qui a permis de resituer les analyses menées sur le corpus de travail dans le contexte

du débat public sur le Brexit. Ce chapitre cherche par ailleurs à prendre de la hauteur par rapport au statut des discours cosmopolitiques tel que caractérisé dans les chapitres précédents et à s'interroger sur d'éventuelles raisons pour lesquelles ces discours tendent à revêtir actuellement un tel statut. Pour ce faire, dans la dernière section du chapitre, où je convoque des résultats issus à la fois de l'analyse du corpus de travail et du corpus de référence, on revient sur les conceptions de la notion de citoyenneté construites dans les corpus.

Partie 1. Contexte, cadre théorique et méthodologique

La première partie de la thèse se compose de cinq chapitres. Cette partie a vocation à répondre à deux questions, incontournables dans toute recherche : qu'est-ce qui justifie le choix de l'objet d'étude et quelle démarche de recherche compte-t-on mettre en place ? Dans mon cas, ces deux questions s'actualisent de la façon suivante : pourquoi avoir choisi le discours du cosmopolitisme comme objet d'étude et quel appareil théorico-méthodologique bâtir pour analyser un objet à la fois si familier et si flou, qui se laisse si difficilement circonscrire ?

L'intérêt personnel pour l'objet de cette thèse, qui n'est d'ailleurs pas totalement dissocié de l'intérêt que j'y porte en tant que chercheuse, a été explicité dans l'introduction. Il faut à présent montrer comment il se conjugue avec les besoins de la recherche, en AD et en sciences humaines plus généralement. Contrairement à ce que j'ai pu entendre à l'égard de mon sujet durant la préparation de cette thèse, le cosmopolitisme et ses discours n'est pas du tout un objet de pure philosophie, ni une utopie littéraire. C'est une question brûlante de l'actualité la plus immédiate, qu'il s'agisse de l'avenir de l'Europe, des relations entre les Nords et les Suds ou de la façon dont nous répondons (ou pas) aux défis planétaires à caractère social, politique et environnemental. Savoir à quel point il est aujourd'hui possible (ou non) de parler de la communauté universelle des citoyen-ne-s, et non seulement des nations distinctes ou de quelques unions supranationales comme l'UE, peut avoir son utilité pour comprendre les différentes réactions que ces défis provoquent dans les sociétés. La thèse n'a évidemment pas la prétention d'apporter des réponses aussi globales. Elle s'efforce cependant de proposer une perspective discursive sur un objet dont le statut dans le discours public semble intéresser fortement différentes disciplines des SHS, sans pour autant qu'une étude s'inscrivant dans les sciences du langage vienne y apporter son grain. Ces questions seront détaillées dans le chapitre I.

En ce qui concerne l'appareil théorico-méthodologique de cette recherche, il a été pensé comme une structure ouverte à plusieurs approches en analyse du discours à condition qu'elles reposent sur l'idée que la production discursive d'une société et de ses membres ne peut être dissociée des contraintes d'ordre idéologique qui font sens dans la société en question. Pour cette raison, le chapitre II, qui introduit la plupart des concepts d'analyse du discours mobilisés ici, intègre volontairement les perspectives d'ADF, de son prolongement dans l'ADC et des éléments de CDS lorsque ceux-ci s'avèrent compatibles avec les deux premiers cadres, qui constituent le socle théorique et la principale source d'inspiration méthodologique.

Aborder les discours du cosmopolitisme signifie également renouveler le regard qui jusque-là y était porté par l'histoire, les sciences sociales et les sciences politiques. C'est s'intéresser à leur place dans la sphère publique des différentes communautés au fil des siècles, avant de proposer l'analyse de leur état contemporain. Dans le chapitre III, je propose ainsi une relecture de l'histoire des cosmopolitismes en tant que discours s'inscrivant différemment dans les rapports de pouvoir en jeu à une époque donnée (différentes formes d'exclusion, comme l'antisémitisme, le rapport aux empires et à leur démarche colonisatrice, etc.).

L'appareil méthodologique, présenté dans les chapitres IV et V, est un produit de l'hétérogène homogénéité du cadre théorique. Orienté vers la compréhension des déterminations et des contraintes qui régissent le discours sur la citoyenneté, et notamment sur la citoyenneté mondiale, il intègre les concepts d'interdiscours, de marquage et de recontextualisation afin d'explorer un conflit « sur les mots » en tant qu'espace où s'entrechoquent différentes conceptions des normes discursives.

Chapitre I. S'interroger sur le concept de citoyenneté dans le contexte de la mondialisation

Dans ce chapitre, la contextualisation et la problématisation de ma recherche initiées dans l'introduction se poursuivent afin d'explicitier l'intérêt de cette recherche. Ce dernier repose à la fois sur l'importance de la prise en compte de la tension entre communautarismes et cosmopolitismes pour l'étude des discours publics contemporains en Europe et sur le manque d'approches discursives qui se pencheraient sur les statuts respectifs de leurs expressions discursives.

Dans la section 1.1, le contexte politique et discursif de mon interrogation est précisé. Il s'agit notamment de voir comment la mondialisation et la globalisation¹¹ impactent le discours public, quelles oppositions et quelles injonctions elles produisent. Le choix du sujet de la thèse du point de vue du contexte théorique, cette fois-ci, est justifié dans la section 1.2. Dans la mesure où je me propose de travailler sur le statut de plusieurs discours concurrents sur la citoyenneté, et notamment des discours cosmopolitiques, cette section se penche d'abord sur les façons dont cette problématique a été traitée en analyse du discours. La deuxième partie de la section est consacrée à la question du statut des discours cosmopolitiques telle qu'elle est soulevée dans la littérature non-linguistique et à la demande, exprimée implicitement ou explicitement dans ces travaux, d'une approche des discours cosmopolitiques attentive à leur matérialité langagière.

La section 1.3 présente le positionnement théorique nécessaire à la construction de la problématique : ce positionnement consiste à analyser le discours à la fois comme un lieu et un objet de lutte. C'est en analysant des discours en conflit que je propose d'en identifier les statuts, c'est pourquoi la notion de « conflit conceptuel » est introduite dans la même section. Avant de présenter la problématique et les questions de recherche dans la section 1.4, j'explique une difficulté méthodologique qui consiste à définir et à recueillir des discours cosmopolitiques en la quasi-absence de travaux s'attachant à décrire leurs traits énonciatifs, argumentatifs, etc. du point de vue des disciplines du discours. Je procède notamment par comparaison avec un type de discours communautaire, à savoir les discours nationalistes, qui, eux, font régulièrement l'objet d'analyses en ce sens.

¹¹ La différence entre les termes est précisée dans la section 1.1.1.

1.1 Contexte socio-politique et discursif

Dans cette section, je m'emploie d'abord à présenter le contexte général de cette étude qu'est la mondialisation et les discours qu'elle a fait émerger. Je me penche ensuite sur la tension entre les cosmopolitismes et les anti-cosmopolitismes dont elle a favorisé l'émergence et qui constitue l'une des oppositions discursives structurantes des sociétés globalisées. Enfin, la pertinence d'un terrain britannique situé dans le contexte du Brexit pour une analyse du statut des discours cosmopolitiques fait l'objet d'une section à part.

1.1.1 La mondialisation/globalisation et ses discours

La mondialisation est à l'origine de deux tendances au premier abord contradictoires mais au fond complémentaires, qui m'intéressent ici particulièrement. L'ouverture et la fermeture, le goût (voire le « souci », Policar 2018a : 9) et la peur de l'autre sont les fruits de la mondialisation/globalisation des sociétés¹². Je vais explorer ici cette thèse en montrant quelles conséquences ces processus ont en termes de production discursive publique.

Que l'on le veuille ou non, la mondialisation-globalisation impacte nos façons de vivre et nos relations :

Les processus transnationaux à l'œuvre dans la société globale relient les individus et les groupes humains au-delà des frontières. La circulation des biens, d'idées, d'informations et de personnes conduit inmanquablement les individus et les groupes à des contacts, éphémères et/ou durables, avec une grande variété de modes de vie et de façons de penser. (Cicchelli 2016a : 89)

Puisque « la globalisation se traduit [...] », entre autres, « par une omniprésence de l'altérité » (Cicchelli 2016a : 49), elle crée les conditions pour une cosmopolitisation accélérée qui permet de prendre conscience du partage des goûts (favorisé par la diffusion globale de certaines traditions culinaires, musicales et autres, jadis locales), des émotions (les souffrances des voisin-e-s de la planète sont capables de nous émouvoir et de nous conduire à des démarches solidaires), des aspirations et des engagements (les marches pour le climat, pour les droits des femmes, contre le racisme, les violences policières, l'interdiction de l'avortement dans différents pays).

¹² Le couple terminologique permet, en français, de faire la distinction entre la globalisation « comme phénomène d'extension du néo-libéralisme », favorisant la circulation des capitaux et des biens et pour cela empêchant parfois celle des personnes (Policar 2018a : 25), et la mondialisation désignant les « pratiques partagées susceptibles de faire monde » (*op.cit.* : 26). L'usage du couple terminologique varie selon les auteur-e-s et n'existe pas forcément dans d'autres langues.

La cosmopolitisation de nos pratiques n'est toutefois pas une conséquence obligatoire, ni immédiate, ni la seule possible de la mondialisation. Cette dernière est en effet vécue par beaucoup comme un mécanisme de domination, notamment par celles et ceux qui n'arrivent pas à se conformer aux nouvelles injonctions qu'elle a produites. Parmi celles-ci, on peut penser par exemple à l'injonction « mobilitaire » dont les débuts sont situés par Stéphane Rosière (2020 : 79) à l'époque de la chute du Mur de Berlin et de la fin de l'Union Soviétique. Cette injonction devenue idéologique résulte, selon Christophe Mincke (2013), criminologue travaillant sur les représentations sociales impactant la légitimation des prisons, d'un passage de la « forme-limite » à la « forme-flux » dans les représentations sociales de l'espace-temps. Dans ce cadre, la contestation de la frontière (non seulement géographique, mais de toute frontière séparant deux entités supposées fixes, comme par exemple la binarité homme-femme) devient possible et même légitime (*op.cit.* : 10). La légitimité de la fluidité engendre son évidence de plus en plus grande en débouchant sur une injonction idéologique à bouger, à se déplacer, à s'activer (*ibid.*) construite dans le discours mobilitaire qui « s'est épanoui jusqu'à devenir hégémonique dans les représentations publiques, dans les discours politiques ou dans la recherche en sciences sociales » (Rosière 2020 : 79). Il s'inscrit dans une idéologie de « responsabilisation » que Danilo Martuccelli (2004 : 479) identifie comme l'un des principaux mécanismes contemporains de domination (voir la section 2.4). La logique de la responsabilisation « suppose que l'individu se sente, toujours et partout, responsable de tout ce qu'il fait (notion de responsabilité), mais également de tout ce qui lui arrive (principe de responsabilisation) ». L'une des procédures de la responsabilisation est l'injonction à l'autonomie (*op.cit.* : 485) que subissent les individus contraints d'assumer la responsabilité de leur destin ainsi que les échecs en résultant. Cette injonction se traduit, notamment, par une valorisation de la mobilité – selon une logique inégalitaire propre à un mécanisme de domination.

L'injonction à la mobilité, « ne renvoyant qu'au vécu des classes sociales blanches et les aisées »¹³, s'est paradoxalement accompagnée d'une « perception négative des individus réellement “mobiles” et notamment de ceux qui sont mobiles par nécessité : nomades, gens du voyage, sans domicile fixe et migrants [...] »¹⁴ (Rosière 2020 : 80). En effet, le discours « mobilitaire » ne

¹³ Je ne partage pas avec l'auteur la formulation « classes sociales blanches » car pour moi la « blanchité » ne peut pas circonscrire une classe à elle seule, même si elle joue fortement dans la position sociale des individus. Cette citation est donc à lire dans le sens que la perception d'un monde sans frontières s'est surtout fondée sur l'expérience des privilégié-e-s (qu'elles et ils le soient en vertu de leurs origines, de leur nationalité, de leurs revenus, statut social, couleur de peau, ou de plusieurs de ces facteurs conjoints).

¹⁴ Notons toutefois que la dévalorisation de certains types de mobilités n'est pas un phénomène propre à la période décrite. J'en parlerai notamment dans le chapitre III (voir la section 3.5) qui retrace l'histoire de l'acquisition par le substantif « cosmopolite » de sa charge sémantique négative.

valorise pas de la même manière tous les types de déplacements : il peut arriver que « la même personne qui trouvera naturel d'envoyer ses enfants en séjour Erasmus à l'étranger, ou de poursuivre sa carrière dans un autre pays s'opposera à la mobilité de migrants cherchant un refuge, ou un travail, dans son pays (*op.cit.* : 80-81). À cet effet, Rosière alerte sur l'écart entre un discours sur le monde sans frontières, qui a pris une place importante dès les années 1990-2000, et une évidence grandissante des logiques « sécuritaires » visant à restreindre l'immigration qui « s'impose[nt] comme une évidence » (*op.cit.* : 84). Son regard de géographe distingue ainsi, d'un côté, le discours de la mobilité généralisée, devenue une injonction, et, de l'autre côté, la « criminalisation de la migration » dans un monde de plus en plus « cloisonné », où les barrières frontalières sont plus nombreuses qu'avant et où la frontière joue un rôle sélectif rendant la mobilité « asymétrique » (Rosière 2020 : 85).

Une autre grande conséquence discursive de la mondialisation/globalisation est le « retour en force des localismes, nationalismes, protectionnismes, ethnicités, fondamentalismes » qui n'est « en aucun cas le signe d'une déglobalisation (Held et McGrew, 2007)^[15] » (Cicchelli 2016a : 90). En effet, comme l'avance Wendy Brown (2009 : 17), le cloisonnement contemporain du monde sous forme de barrières frontalières toujours plus nombreuses n'est pas une résurgence de la souveraineté étatique mais au contraire un indice de son déclin : « c'est l'affaiblissement de la souveraineté étatique, et plus précisément la disjonction entre la souveraineté et l'État-nation, qui a poussé les États à bâtir frénétiquement les murs ». En effet, ces tentatives de « spectacularise[r] » les frontières en vertu de l'imaginaire d'une souveraineté absolue, par l'hyperbolisation du marquage de la frontière, signalent précisément l'affaiblissement de la souveraineté qui a besoin de se mettre en scène, d'être physiquement impressionnante pour « marquer » son existence (*op.cit.* : 23-25). Or un élément marqué ne relève pas du générique, du normatif, de l'évident – mais au contraire du spécifique, de ce qui ne va pas de soi (Zerubavel 2018 : 18-19).

Les conséquences ambivalentes de la mondialisation/globalisation contribuent à les percevoir en termes à la fois d'« opportunité » et de « menace » (*op.cit.* : 205). Si l'opportunité est liée à une accélération et à une plus grande facilité des échanges, la menace, dont l'impression est alimentée par la force de l'imaginaire national encore puissant, s'exprime en termes de contamination, de

¹⁵ HELD David et MCGREW Anthony, 2007, « Globalization at Risk? », in : HELD David et MCGREW Anthony (éds), *Globalization Theory. Approaches and Controversies*, Cambridge, Polity Press, p. 1-11.

disparition, de nivellement, de neutralisation, en somme, de toutes sortes de dé-particularisation. En effet,

elle [la globalisation] fournit autant d'opportunités d'ouverture culturelle et d'*empowerment* à des individus plus mobiles qu'elle engendre de nouvelles inégalités entre pays et entre classes sociales à l'intérieur d'une société donnée, de même que des frustrations, des désenchantements et des déracinements (Cicchelli 2016a : 15)

Sur le plan des représentations de la condition citoyenne, la globalisation permet ainsi, d'un côté, de remettre en question le système des États nationaux comme la seule échelle d'exercice de la citoyenneté (Appadurai 2005 [1996] : 60). Elle engendre, de l'autre côté, une idée de disparition des identités ethnico-nationales et provoque à ce titre des « “replis” identitaires, nationalistes ou communautaristes, qui tiennent lieu de “politiques” » (Tassin 2014 : 24). Les relations et les activités changent du fait de la globalisation et « certains [...] ne peuvent pas l'admettre » (Appiah 2008 [2006] : 155) : soit parce que cela les prive de leur position de pouvoir, soit parce que cela les rend encore plus impuissant-e-s. Un rôle important dans ce rejet de l'hybridation du monde est joué par l'idéal d'une communauté homogène mais distincte des autres, particulièrement puissant dans la construction des identités nationales :

[...] certains principes et procédures essentiels de l'Etat-nation moderne – l'idée d'un territoire souverain et stable, l'idée d'une population contenue et décomptable, l'idée d'un recensement fiable, et l'idée de catégories stables et transparentes – se sont souvent détachés les uns des autres à l'ère de la globalisation. Par-dessus tout, la certitude que des gens distincts et singuliers naissent d'un sol national bien défini et contrôlé par eux a été déstabilisée par la fluidité globale de la richesse, des armes, des peuples et des images que j'ai décrite dans *Après le colonialisme*. (*op.cit.* : 114)

1.1.2 La cosmopolitisation et les populations

En étudiant ces différents effets de la mondialisation/globalisation, on distingue, dans la population, ses « gagnant-e-s » de ses « perdant-e-s » (Cardebat 2002 : 6). Les premier-e-s constitueraient une élite dotée de moyens leur permettant de tirer profit de l'extension des échanges et de renforcer leur position dominante. Elles et ils seraient porté-e-s au-delà des frontières nationales du fait de leur accès privilégié aux capitaux économiques et culturels qu'elles et ils chercheraient à maintenir :

Il s'agit désormais d'un phénomène global : un redoutable clivage entre les « inclus » du mondialisme et l'ensemble des laissés pour compte de l'espèce humaine. Un monde virtuel tend à se constituer, étranger à toute proxémie sociale. [...] Les « mondialistes » ne se sentent pas menacés : ils sont d'ailleurs hors d'atteinte, et les autres sont simplement annulés, devenus non-compétitifs. (Jeanson 2008 : 50)

Ces « autres » seraient celles et ceux qui subiraient plutôt les conséquences négatives de la globalisation car leur position sociale, politique et économique déjà fragile en pâtirait encore

davantage. Cette partie de la population n'aurait donc pas d'autre choix que défendre, contre le cosmopolitisme des élites, leur identité nationale et le statut de citoyen-ne qui y correspond :

[le cosmopolitisme] est en général défini, directement ou non, comme une connaissance cultivée du monde situé au-delà de son horizon immédiat, comme le produit d'activités délibérées associées à la compétence intellectuelle, à la liberté de voyager et au luxe d'élargir les limites de son propre soi en élargissant le champ de ses expériences. Aussi oppose-t-on généralement le cosmopolitisme à diverses formes d'enracinement et de provincialisme – ce dernier étant associé à l'attachement à ses amis, à son groupe, à sa langue, à son pays et même à sa propre classe et à une relative absence d'intérêt pour le franchissement de ces frontières. (Appadurai 2013 : 247)

Sur ce point, je préfère éviter les dichotomies trop rigides qui ont par ailleurs profité aux porteur-s des discours populistes représentant le cosmopolitisme comme une tyrannie de la globalisation visant à dominer encore mieux les populations déjà dominées. Notons en effet que des recherches en sciences sociales ont pu nuancer la distinction entre les élites – gagnantes de la mondialisation – et les autres, les perdant-e-s. Ainsi une étude sous la direction de Pieter de Wilde et ses collègues (2019), conduite dans 5 pays (Allemagne, États-Unis, Mexique, Pologne, Turquie), s'est-elle intéressée précisément à la question de savoir si les positionnements cosmopolitiques et communautaires étaient corrélés à la position sociale et économique des individus. À l'issue d'une de leurs enquêtes, les sociologues concluent : « No matter which issue is under consideration, members of the elite are more cosmopolitan than the masses. Furthermore, the elites are quite homogeneous in their cosmopolitan attitudes across countries » (Strijbis *et al.* 2019 : 60). C'est d'ailleurs plutôt le capital culturel que le capital économique qui influence majoritairement le positionnement adopté (*op.cit.* : 62). Ce résultat a pourtant ses limites, qui résident, pour moi, notamment, dans la définition du cosmopolitisme formulée dans cette recherche. Ainsi les auteurs écrivent : « we label those who advocate open borders, universal norms and supranational authority as “cosmopolitans” » (Koopmans et Zürn 2019 : 3). Il est en effet très probable que ce soient plutôt les représentant-e-s des élites qui adhèrent, plus que les autres, à un tel positionnement. Or il ne s'agit que d'une définition possible du cosmopolitisme, celle-ci faisant justement l'objet de divergences, voire de difficultés (voir la section 1.3.4.3).

En effet, Cicchelli observe que

dans un monde globalisé, la condition cosmopolite n'est plus réservée aux élites. En dépit du caractère toujours socialement différencié et classant de certaines pratiques, comme l'usage des langues étrangères et les voyages, il existerait des formes de cosmopolitisme ordinaire, banal, quotidien, repérable par exemple chez des sédentaires ou des individus peu diplômés » (2016 : 170-171)

Ce cosmopolitisme que de Sousa Santos (2016) qualifie de « subalterne » est en effet une « forme politique et culturelle de la mondialisation contre-hégémonique » de celles et ceux qui, bien qu'avec moins de ressources et d'opportunités que les autres, sont tout aussi impliqué-e-s dans les

discours cosmopolitiques, les échanges interculturels, les mobilités et les revendications politiques transnationales. Qui sont ces cosmopolites peu visibles ? En quoi consiste leur cosmopolitisme ?

L'une des tentatives les plus connues de changement de focus est celle de Homi Bhabha, pour qui il existe deux formes de cosmopolitisme. La première est un « cosmopolitisme de prospérité et de privilèges relatifs fondé sur des idées de progrès complices de formes néolibérales de gouvernance et de forces du marché en concurrence » (2007 : 14). La deuxième est celle qui

émerge du monde des pensions de famille des migrants et des lieux habités par les minorités nationales et diasporiques. Julia Kristeva, dans un autre contexte, l'appelle un cosmopolitisme blessé. Selon moi, il est mieux décrit comme un cosmopolitisme vernaculaire mesurant le progrès global dans une perspective minoritaire. Ses prétentions à la liberté et à l'égalité sont marquées par un « 'droit à la différence dans l'égalité' », plutôt que par une diversité fondée sur une « économie duelle ». (*op.cit.* : 16)

« Subalterne », « vernaculaire », « ordinaire », « blessé » – tels sont les adjectifs utilisés pour qualifier le cosmopolitisme des migrant-e-s des pays en développement mais aussi des sédentaires de classes populaires ou des minorités. En employant le terme « rooted cosmopolitanism », Werbner (2008) s'inscrit dans la même perspective que Bhabha, en opposant deux cosmopolitismes, « élitiste » et « working-class », le dernier étant, selon elle, le grand absent de nos représentations du cosmopolitisme. Appadurai (2013 : 248) insiste aussi sur l'invisibilité du cosmopolitisme « d'en bas » : c'est un cosmopolitisme des « populations les plus pauvres du monde, coupées de tout accès à l'enseignement supérieur, aux voyages, aux loisirs et à la culture ». Depuis, nombre d'études sur le cosmopolitisme des pauvres, des non-diplômé-e-s ou des sédentaires ont vu le jour, en apportant autant de termes pour le désigner. On ajoute ainsi à la sélection débutée *supra* « minority cosmopolitanism » (Koshy 2011) des ressortissant-e-s des anciennes colonies ; « provincial cosmopolitanism » des populations indiennes en mobilité entre la province et les grandes métropoles (Chattopadhyay 2012) ; « ordinary cosmopolitanism » des marchés de l'Asie du Sud-Est (Aljunied 2017), des ouvrier-e-s des banlieues new-yorkaises et parisiennes (Lamont et Aksartova 2002) et des réfugié-e-s Rohingya en Malaisie, survivant, grâce aux pratiques et croyances cosmopolitiques, dans un pays qui ne prévoit pas de droit d'asile (Perrodin 2019). S'y apparente le « cosmopolitisme de voisinage » des habitant-e-s de Maputo, au Mozambique (Fournet-Guérin 2019).

La plupart de ces notions ont en commun de souligner « le cosmopolitisme du cosmopolitisme », c'est-à-dire d'élargir la notion souvent réservée à la description des sociétés occidentales et en particulier des populations aisées ou de classe moyenne pour y inclure les cosmopolites du monde entier, en mobilité ou non et ce, quelle que soit leur condition économique et sociale. L'usage de

ces termes vient ainsi souligner que les cosmopolites constituent aussi une « classe très défavorisée globale » (Bauman 2006 : 34). Par exemple « minority cosmopolitanism » est défini comme

translocal affiliations that are grounded in the experience of minority subjects and are marked by a critical awareness of the constraints of primary attachments such as family, religion, race, and nation and by an ethical or imaginative receptivity, orientation, or aspiration to an interconnected or shared world. (Koshy 2011 : 594)

Cette notion permet d'interroger les formes consensuelles de citoyenneté comme une coïncidence permanente entre citoyenneté et nationalité, entre territoire et individu. Celles et ceux que l'auteure nomme les « exorbitant » ou « diasporic citizens » rentrent difficilement dans ce cadre, car leur citoyenneté est « excentrique, erratique ou irrégulière parce qu'ils et elles ne font pas partie des récits culturels hégémoniques d'appartenance ou se voient refuser les pleins droits des citoyen-ne-s ». Ces personnes, souvent migrant-e-s des anciennes colonies (dans le corpus de Koshy, il est question de l'Inde) habitent à la fois leur pays d'origine, en y restant connecté-e-s, leur(s) pays d'accueil, leur diaspora (*op.cit.* : 597), tout en ne se sentant chez elles nulle part. La chercheuse oppose le « diasporic citizenship » à la représentation européenne du cosmopolitisme, qu'elle considère comme dominante.

Ces deux cosmopolitismes sont-ils radicalement différents ? Le travail de Fournet-Guérin (2019) nuance quelque peu la définition du cosmopolitisme « subalterne ». Travaillant sur le cosmopolitisme de la capitale du Mozambique, Maputo, la chercheuse y découvre un brassage de populations venant des quatre coins de l'Afrique et d'ailleurs, et observe une multitude de pratiques cosmopolitiques au quotidien. Ces pratiques sont visibles dans la mise en place des interactions, dans les choix résidentiels et alimentaires, dans l'organisation du travail et des loisirs. L'auteure conclut au caractère éphémère du cosmopolitisme de Maputo, ville qui sert souvent d'étape transitoire aux personnes en mobilité à travers différents pays africains ou asiatiques, parfois en direction de l'Europe ou de l'Amérique du Nord. Pour beaucoup de ces personnes, les attaches géographiques ne comptent que peu : petit-e-s commerçant-e-s ou artisan-e-s, elles et ils se déplacent au gré des circonstances, en se renseignant à travers leurs réseaux familiaux et amicaux sur les conditions de vie et de travail offertes ailleurs. Certain-e-s de ces cosmopolites sont prêt-e-s à partir à tout moment afin de rejoindre la région ou le pays où ces conditions sont plus prometteuses : « ce cosmopolitisme ordinaire développé dans les quartiers populaires périphériques ou plus aisés du centre-ville apparaît alors comme labile, fugace, fluide, peu ancré dans l'espace et encore moins dans le temps » (*op.cit.* : 260). Le mouvement des cosmopolites et leur degré d'attachement à leur lieu de résidence, pour beaucoup provisoire, rappelle les « voyageur-se-s fréquent-e-s » (Calhoun 2003), malgré de fortes disparités des niveaux de vie, des

positions sociales, des accès à la mobilité. En effet, beaucoup d'interviewé-e-s semblent attaché-e-s au statut d'« aventurier » ou de « traveler » :

figure [...] désormais identifiée dans les sociétés africaines, en quête d'ailleurs et de mobilité, pas nécessairement fondée sur une nécessité impérieuse de partir, mais davantage à partir d'un désir d'ailleurs et de développement d'un parcours individuel (Bredeloup, 2014)^[16]. (Fournet-Guérin 2019 : 259)

Or Fournet-Guérin remarque que ces personnes se déplacent (pour chercher un travail mieux payé, une niche du marché pas encore occupée, pour rejoindre un-e proche parti-e ailleurs) d'autant plus facilement, si elles sont dotées d'un certain capital, « économique, mais aussi social et culturel, des “compétences” de mobilité, déjà mobilisées puisqu'[elles] ont quitté leur pays d'origine et ont réussi dans un autre pays » (*op.cit.* : 257). Et la chercheuse de conclure que « la “mondialisation des pauvres” (Choplin et Pliez, 2018) est celle de certain-e-s habitant-e-s de pays pauvres, mais pas des individus en situation de pauvreté » (*ibid.*). Les inégalités quant à la possibilité ou non de mener un mode de vie cosmopolite se reproduisent alors au sein même des populations faiblement dotées en ressources.

1.1.3 Les cosmopolitismes et les anti-cosmopolitismes sur le devant de la scène

En 1994, Bryan S. Turner et Peter Hamilton (s.p.) prédisaient les effets transformateurs de la mondialisation sur la citoyenneté et l'apparition de nouveaux enjeux en la matière :

Within the theory of the global system, it is assumed that the economic trade, the development of cultural communication and the emergence of global military system have undermined the sovereignty of the nation-state because within the new world system there are significant social agents (such as a corporation) which command greater power and authority than the traditional nation-state. These world changes have once more transformed the debate about citizenship. Modern issues in citizenship theory will increasingly embrace the problems of stateless persons, and refugees, where the question of human rights in relation to citizenship will become increasingly problematic.

Les défis énumérés à la fin de l'extrait signalent que la principale transformation de la citoyenneté consiste en ce qu'elle dépasse les frontières des États-nations car les personnes et les enjeux à affronter les dépassent eux-mêmes. En effet, toutes les nouvelles problématiques mentionnées sont transnationales, voire mondiales (« stateless persons », « refugees », « human rights »). « Ce sont les dynamiques transnationales qui aujourd'hui mettent le plus en cause le modèle classique de la citoyenneté », confirme Ernest-Marie Mbonda (2010 : 197). Vingt-huit ans plus tard il semble en effet que le concept de citoyenneté demeure central dans les différentes réponses proposées

¹⁶ BREDELOUP Sylvie, 2014, *Migrations d'aventures. Terrains africains*, Paris, CTHS.

aujourd'hui dans les discours publics face aux défis de la mondialisation/globalisation. C'est la raison pour laquelle ce concept est au cœur de mon étude qui s'intéresse aux possibilités de déploiement des discours cosmopolitiques dans leur interaction avec les discours reconnaissant la seule communauté nationale comme horizon de la citoyenneté et affirmant la primauté de cette communauté sur les autres appartenances citoyennes.

La citoyenneté sera ici entendue « à la fois comme notion et comme ensemble de pratiques » (Neveu *et al.* 1998 : 46), notamment des pratiques discursives. Concevoir la citoyenneté comme une pratique et non seulement comme un statut conférant à l'individu-citoyen des droits et des obligations n'est pas une évidence. Dès les années 1990, cette conception permet la naissance des *Citizenship Studies* qui prennent acte de la diversification des façons d'être citoyen-ne-s et donc de la nécessité de renouveler l'approche scientifique de la citoyenneté (Isin et Turner 2002). Il s'agit maintenant de s'intéresser à la participation des individus à la vie de la communauté, à leurs façons de revendiquer et de défendre leurs droits relatifs à une multitude d'enjeux : ainsi parle-t-on de « sexual citizenship, ecological citizenship, diasporic citizenship, differentiated citizenship, multicultural citizenship, cosmopolitan citizenship and Aboriginal citizenship » (*op.cit.* : 2). Les pratiques de citoyenneté participent de la construction des identités citoyennes et aux nouveaux sens que l'on donne désormais à la notion de citoyenneté. Les trois éléments (pratiques, identités, significations) constituent les trois principaux objets des *Citizenship Studies*, en déplaçant ainsi le focus des normes citoyennes vers leurs mises en actes (et leurs contestations), ou encore des professionnels de la politique vers la pratique ordinaire de la citoyenneté par des individus et des groupes et enfin « de ce que les gens disent (opinions, perceptions, enquêtes longitudinales) à ce que les gens font » (Neveu 2013 : 211, en citant Isin 2009¹⁷). Ce dernier déplacement semble contredire, au premier abord, le fait que la présente étude s'inscrit dans l'approche de la citoyenneté comme pratique participative. En effet, si une telle approche propose de se désintéresser de « ce que les gens disent », toute approche discursive paraît d'emblée compromise. Or il me semble que l'interprétation de la citation dépend de la conception que l'on a du discours. Si l'on sépare discours et pratiques, en considérant le premier comme une sorte de surface qui peut cacher en réalité une posture d'acteur totalement différente de celle que l'individu se donne dans son discours, certes, l'analyse de la citoyenneté comme pratique s'affranchit de toute étude du discours. En revanche, si on considère, et c'est la position de toute AD, que le discours est en soi une pratique, la contradiction est levée. C'est ce que confirment les études de citoyenneté comme

¹⁷ ISIN Engin F., 2009, « Citizenship in flux: The figure of the activist citizen », *Subjectivity* (29), pp. 367-388.

étant exercée par et dans le discours, comme celle de John Clarke (2009) portant sur la réappropriation du discours gouvernemental par les citoyen-ne-s britanniques. L'auteur y mobilise la notion de « ressources discursives » (*op.cit.* : 52) indiquant qu'il s'agit de considérer que l'espace du discours sur la citoyenneté est en même temps un espace de son élaboration et de sa négociation (*op.cit.* : 55). Une telle approche de la citoyenneté appréhendée à travers les pratiques discursives est de nature à modifier le questionnement initial du/de la chercheur-se. Comme le souligne Engin Isin (2009, cité dans Neveu 2013 : 208), les *Citizenship Studies* se fondent sur le constat qu'il ne peut plus être question de savoir « ce qu'est la citoyenneté » (approche étique) mais plutôt « ce qu'on [les acteurs de terrain] appelle citoyenneté » (approche émique). C'est précisément cette négociation, qui fait partie des pratiques citoyennes, qui m'intéresse dans ce travail se situant dans le prolongement des recherches citées.

Si l'identité citoyenne reste principalement associée à l'État-nation (Diez et Squire 2008 : 566), cette corrélation peut aujourd'hui être contestée et reformulée pour, notamment, penser une citoyenneté supranationale, transnationale, cosmopolitique. Ce sont justement les approches d'une citoyenneté comme pratique qui permettent de se rendre compte de l'existence de ces formes de participation politique non limitées aux frontières nationales. Il n'en reste pas moins que penser une citoyenneté par-delà les frontières des États-nations constitue une rupture de la tradition citoyenne basée plus ou moins largement, selon les contextes nationaux, sur l'exclusion (*op.cit.* : 567). Sans pouvoir analyser l'ensemble des discours qui portent, sur la scène publique, différentes conceptions de la citoyenneté, il semble important de se concentrer sur l'opposition entre cosmopolitismes et anti-cosmopolitismes qui, selon les spécialistes de la citoyenneté et de la nation, détermine activement les discours publics contemporains :

In Europe – and beyond – we have recently witnessed the appearance of a number of convergent phenomena that seem to contradict the cosmopolitan prerequisite of openness. In the political sphere: Brexit, the rise in power of far-right parties, the emergence out of the shadows of neofascist and neo-Nazi militant groups; in the social sphere, the resurgence of anti-Semitism, the rise of Islamophobia, and public reluctance to allocate funds for refugees. From a historical perspective, our era has brought revisionism and the denial of various horrific events in our past; and in terms of social mores, the undermining of certain fundamental freedoms that we believed to be protected by the law, such as women's bodily autonomy and their right to work, divorce, abort [...]. (Cicchelli 2020 : 292)

L'angle d'analyse visant à éclairer l'antagonisme et, à la fois, la complémentarité de ces discours est ainsi régulièrement adopté dans différentes disciplines des SHS, de l'économie à la musicologie en passant par la littérature et l'histoire du sport (Preparata et Elliott 1996, Turino 2000, Lanfranchi 2002, Kichelewski 2010, Staroń 2016, Pope *et al.* 2017, parmi tant d'autres). Notons que les chercheur-se-s sont souvent amené-e-s à nuancer l'opposition (Haugh 2013, Levitt 2015), à parler

d'un continuum entre pratiques ancrées dans les communautés nationales et participant de la cosmopolitisation des relations :

Cosmopolitanism has been an uncomfortable but necessary part of the imagination of national cultures as reflected in the establishment of its major institutions, such as national museums and galleries. These have been one of the main forms of cultural institutionalization of the nation-state, whilst at the same time laying claim to a universalistic culture for the purposes of foreign relationship and cultural diplomacy. (Sassatelli 2019 : 190-191)

À l'origine de l'idée d'un continuum entre volonté d'ouverture et désir de fermeture se trouvent sans doute Immanuel Kant et son concept d'« insociable sociabilité » qui caractérise pour lui les Hommes et les États, en tant qu'institués par les Hommes. L'« insociable sociabilité » est définie, dans la quatrième proposition de son *Idée d'une histoire universelle du point de vue cosmopolitique* comme « le penchant des hommes à entrer en société, qui est pourtant lié à une résistance générale qui menace constamment de rompre cette société » (Kant 2002 [1784] : 8-9). Nous avons besoin d'être avec les autres tout en étant parfois hostiles à une coexistence avec elles et eux. Afin de gérer cet « antagonisme » (*op.cit.* : 8) et d'éviter la guerre, le mal absolu pour Kant, le philosophe préconise l'instauration d'une société civile à l'intérieur des États (cinquième proposition, *op.cit.* : 10) et la mise en place d'une « société des nations » (septième proposition, *op.cit.* : 12), d'un « État cosmopolitique de sécurité publique des États » (*op.cit.* : 13) pour gérer les relations inter-étatiques, maintenir la paix et assurer l'égalité des États.

Au-delà du projet cosmopolitique lui-même, dont il sera de nouveau question dans le chapitre III, plusieurs constats faits ici sont nécessaires pour continuer la contextualisation de ma proposition de recherche. D'abord, l'idée que l'espace public est constitué par des antagonismes inhérents, ce qui s'applique également aux discours qui font vivre cet espace (cette idée sera développée dans la section 1.3.2). Ensuite, la conception du cosmopolitisme et de l'anti-cosmopolitisme, quelle que soit leur forme concrète, comme de deux forces qui ne s'exercent pleinement qu'à travers une confrontation qui est en même temps une forme de leur interdépendance et co-construction.

1.1.4 Le Brexit

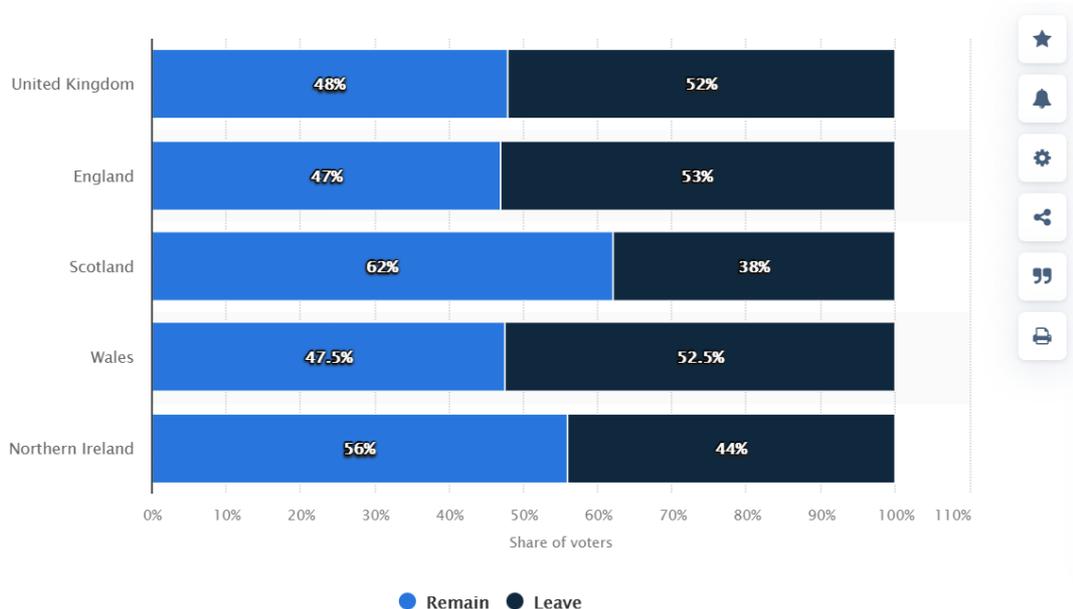
La rencontre des visions cosmopolitiques et anti-cosmopolitiques de la citoyenneté est abordée dans ce travail à partir d'un terrain situé dans le contexte politique du Brexit. Au-delà d'une connaissance du terrain préalable au début du doctorat, ce choix se fonde sur les spécificités de l'événement politique en question dans le contexte général de la mondialisation et des discours qu'elle engendre, présentés *supra*. Afin de démontrer la pertinence de ce choix, je préciserai d'abord les raisons de la victoire du « Leave », en faisant des liens avec l'état du discours public

britannique à cette période. J'évoquerai ensuite la façon dont le statut du discours cosmopolitique dans la communauté britannique a été évalué dans les travaux existants portant sur cette période.

Carlo Ruzza et Milica Pejovic (2019 : 433) soulignent que malgré une tradition eurosceptique vigoureuse au RU, la victoire du « Leave » a surpris plus d'un-e et n'a pas encore reçue une explication exhaustive. Des travaux en sciences politiques et en analyse critique du discours s'accordent toutefois sur l'idée du nationalisme comme l'un des vecteurs majeurs ayant conduit d'abord au référendum, puis à son résultat (Bell 2019 : 352, Valluvan et Kalra 2019 : 2393-2394, Wellings 2021 : 328, par exemple). Or il n'y a pas lieu ici de parler d'un seul type de nationalisme. Ainsi la volonté d'une « désintégration » d'un État vis-à-vis d'une forme politique supranationale telle que l'UE n'est pas l'unique raison pour laquelle le « Leave » l'a emporté le 23 juin 2016. Sont en cause notamment les dynamiques nationalistes à l'intérieur même du pays :

Brexit – understood as an ongoing politics of nationalist mobilisation since 2010 – rather than just the referendum, negotiations and 2017 and 2019 elections alone – is not only a form of horizontal European disintegration (à la Webber) but is also the product of multiple competing sovereignties within the UK, including national sovereignties (Bickerton 2019). The Brexit referendum itself was a product of these nationalist mobilisations, in particular in England, where a decade-old politicised sense of anti-establishment nationhood (Kenny 2014) found an outlet for expression in the vote to leave the EU. (Wellings 2021 : 328)

En effet, toutes les nations constitutives du royaume n'ont pas voté de la même façon :



© Statista 2021

Figure 1. Le pourcentage du vote au référendum sur le Brexit par nation. Capture d'écran du site Statista¹⁸.

¹⁸ Share of votes in the Brexit referendum of 2016 in the United Kingdom, by nation, *Statista*, juin 2016, URL : <https://www.statista.com/statistics/568701/brexit-results-by-nation/> (consulté le 01/11/2021).

Dans deux d'entre elles (l'Écosse et l'Irlande du Nord), la majorité a voté pour rester dans l'UE (62% et 56% des votes « Remain » respectivement), alors que c'est en Angleterre que le pourcentage des votes « Leave » a été le plus élevé (53%), ce qui permet à Calhoun (2016 : 52) de conclure : « Brexit is an expression of English – more than British – nationalism and is part of a decades-long decline in British unity ». Cette remarque doit cependant être nuancée car les habitant-e-s des grandes villes anglaises ont majoritairement choisi de rester dans l'UE : c'est le cas de Manchester (60,4% des votes « Remain »), immédiatement suivi de Londres (59,9%) et Liverpool (58,2%) et, avec un pourcentage moins élevé, de Newcastle (50,7%) et Leeds (50,3%)¹⁹.

Comme montré *supra*, la mondialisation compte parmi ses effets à la fois la cosmopolitisation, notamment des grandes métropoles, mais aussi l'aliénation d'autres citoyen-ne-s en mal d'agentivité politique et manquant de réponses à la question du vivre-ensemble (Calhoun 2016 : 52). Le nationalisme à l'origine de la victoire du « Leave » peut ainsi également être circonscrit non pas en termes territoriaux, mais en termes d'« objets » à protéger : d'un côté, le parlementarisme britannique et la souveraineté des décisions du Parlement face à l'Europe, de l'autre, l'économie, le système social et l'identité nationale face aux immigré-e-s (Alexandre-Collier et Avril 2013 : 228). Ces deux types de nationalisme initialement propres aux partis de l'extrême droite dont le *British National Party* et le *United Kingdom Independence Party* (*ibid.*), ont été remobilisés dans le discours du parti conservateur qui a appelé à préserver le système politique du RU ainsi que les emplois et les bénéfices sociaux des nationaux qui seraient menacés en raison de l'immigration. À ce titre, la campagne pour le « Leave » s'inscrit dans une tendance européenne, voire mondiale :

Immigration was both a political issue and a social anxiety. The nastiest part of the campaign was the persistent fanning of anti-immigrant sentiment that extended into racism and open religious bias. This is something Brexit shares with populist and rightist politics on the European continent, in the United States, and in Australia. (Calhoun 2016 : 59)

Dans un contexte où l'euroscpticisme britannique de longue date articulé au nationalisme anglais et au discours anti-immigration nourrissent la campagne du « Leave », le statut du cosmopolitisme se trouve questionné. Sur un plan très général, on retrouve dans la littérature l'idée du Brexit comme étant le résultat d'un vote « anti-cosmopolitique » (Turner 2019, Bagguley et Hussain 2021, entre autres), cette tendance venant à la fois d'en haut et d'en bas : « [...] the vote in the UK's referendum to leave the European Union (EU) (Clarke et al., 2017) popularly known as

¹⁹ Percentage of leave and remain votes in selected major cities in the United Kingdom (UK) in the EU referendum in 2016, *Statista*, septembre 2018, URL : <https://www.statista.com/statistics/912939/brexit-major-cities-vote-share/> (consulté le 01/11/2021).

Brexit, also demonstrates both a popular- and state-level anti-cosmopolitanism » (Bagguley et Hussain 2021 : 317). Selon l'analyse de Calhoun, cette tendance anti-cosmopolitique vient contrebalancer le statut hégémonique que le cosmopolitisme revêtait dans la sphère publique précédemment, notamment pendant le mandat de Tony Blair au poste de Premier ministre (Calhoun 2016 : 64). Ce statut du cosmopolitisme comme sens commun, selon Calhoun (*op.cit.* : 63), avait été propre aux grandes villes et surtout à Londres, mettant toujours plus à l'écart les autres populations qui, faute d'avoir pu embrasser le cosmopolitisme (notamment, pour des raisons économiques), se mirent à regretter une « anglicité confortable » (*op.cit.* : 64). Les nouvelles logiques nationalistes (basées sur la peur des étranger-e-s, la baisse du niveau de vie, le sentiment d'être oublié-e-s en bas de l'échelle) sont alors venues se substituer, selon le principe de balancier et d'interdépendance « cosmopolitisme/communautarisme », à cet ancien succès des discours qui promeuvent un vivre-ensemble multiculturel : « The open racism is startling after decades in which almost all public speech embraced virtues of liberal tolerance and often more active multiculturalism (whether in full sincerity or not) » (*op.cit.* : 59)²⁰.

Le débat public au sujet du Brexit apparaît donc comme un terrain susceptible de permettre de travailler sur le statut des discours cosmopolitiques dans une période où leur position est instable car concurrencée (comme de tout temps, d'ailleurs) par les discours souverainistes. Le renforcement de cette concurrence, signalée dans de nombreuses études, mérite donc un éclaircissement :

We argue that Brexit constituted a political opportunity for a localist, nationalist, anti-cosmopolitan vision to emerge, to be debated and articulated by a new ideological coalition. It was then an opportunity for a principled rejection of cosmopolitanism to be aired in a transnational arena that many felt had been for too long dominated by the neoliberal open-society vision they rejected and the EU represented. (Ruzza et Pejovic 2019 : 444-445)

Plus particulièrement, le discours de May prononcé à Birmingham en octobre 2016 a été analysé par des chercheur-se-s comme représentatif d'une entrée en force du discours communautaire dont parle Calhoun (voit *supra*). Ulrike Vieten (2008 : 8) argumente ainsi que May « is constructing a narrative, which addresses sections of the UK citizen population, who are framed in terms of locally bounded and non-cosmopolitan characteristics ». Barbara Pezzini (2017 : 199) parle à son tour d'un « anti-immigration speech » en mettant l'accent sur le lien de cause à effet qu'a établi

²⁰ Je ne partage pas totalement ce constat qui assimile le discours du multiculturalisme à celui du cosmopolitisme. Ils peuvent certes être rapprochés dans la mesure où ils peuvent constituer une alternative inclusive aux discours d'exclusion, mais ils ne sont pas non plus identiques. J'y reviens dans la section 1.2.2.

May entre l'immigration et le chômage des Britanniques (j'analyse cette séquence dans la section 7.1.1.2).

L'opposition entre cosmopolitisme et anti-cosmopolitisme qui a largement été mobilisée pour expliquer la structuration du débat public britannique doit cependant être traitée avec précaution. J'ai signalé, dans la section précédente, que les recherches adoptant la perspective de confrontation entre nationalisme et cosmopolitisme comme angle d'analyse sont souvent amenées à nuancer cette opposition qui ne saurait être celle d'entités discursives « pures », univoquement identifiables dans l'espace public. Une recherche menée par Eleni Andreouli (2019) sur le discours public britannique dans le contexte du Brexit formule les mêmes précautions. En effet, selon la chercheuse spécialisée en psychologie sociale de la citoyenneté,

this cosmopolitan/communitarian scheme can explain to an extent the changing political cleavages of the Brexit landscape, but it does not fully capture the complexity of the meanings attached to these concepts. [...] the meanings of the categories 'local' and 'global' cannot be taken as given because they are actively constructed and negotiated in debates around Britain and the EU. (Andreouli 2019 : 11)

Andreouli montre notamment que les positionnements nationalistes et cosmopolitiques ne sont pas forcément associés aux positionnements du « Leave » et du « Remain » respectivement. Certaines électeurs et électrices orienté-e-s vers le « Leave » associent en effet le cosmopolitisme à l'identité nationale qui serait celle d'une « global Britain » que l'Europe empêcherait d'exercer son engagement global (*op.cit.* : 22). Ainsi, la position du « Leave » n'est pas forcément celle d'un pays replié sur lui-même, tout comme la position du « Remain » n'est pas toujours inspirée par le cosmopolitisme. Cette « complexité sémantique » des notions « cosmopolitisme », « nationalisme », « communautarisme », « local » et « global » soulignée par Andreouli invite à penser que le contexte du Brexit n'est pas seulement susceptible de nous renseigner sur l'état des cosmopolitismes en Europe, mais qu'il permet également de prendre en compte la complexité qu'implique l'étude du statut des discours, à la fois d'une relative stabilité et en constante transformation.

1.2 Contexte théorique

Après avoir posé le contexte socio-politique du travail, je m'emploierai dans cette section à resituer le questionnement de ma recherche dans le paysage de la littérature ayant traité des discours en tant que produits de normes du dicible, en général et notamment en ce qui concerne le cosmopolitisme. Je montrerai d'abord que les travaux en analyse du discours s'interrogent régulièrement sur le statut des discours, sans pour autant toujours employer ce terme. J'évoquerai ensuite une panoplie de « signaux faibles » qui témoignent d'un fort intérêt des chercheur-se-s dans d'autres disciplines en SHS pour la question du statut des cosmopolitismes en l'absence de contributions des linguistes, manque que j'entends commencer à combler par ce travail.

1.2.1 Les approches du statut du discours en AD

Depuis ses travaux fondateurs, l'ADF n'a cessé d'explorer les mécanismes du contrôle et de la détermination discursive, le fonctionnement et la transformation des règles de « ce qui *peut et doit être dit* [...] à partir d'une position donnée dans une conjoncture donnée [...] » (Haroche, Henry et Pêcheux 1971 : 103)²¹.

L'article de Marc Abélès sur les « sémantiques institutionnelles » (1999) exemplifie parfaitement la richesse du vocabulaire analytique qui existe sur la question des normes du dicible et de leur évolution. À propos des discours du et sur le service public, il parle ainsi d'interdits lexicaux qui sont tels puisqu'ils sont associés à des discours peu audibles comme le discours commercial pour le service public (*op.cit.* : 506). Les sémantiques institutionnelles sont ainsi sources de « contraintes fortes pour ceux qui les adoptent » et la ténacité de ces contraintes se révèle au moment où les transformations sur le terrain entrent en contradiction avec le discours à tenir. Par exemple, la logique de commercialisation de *la Poste* conduit à une ambiguïté du discours du service public dont la raison d'être résidait auparavant dans son opposition aux discours commerciaux guidés par des « intérêts privés » (*op.cit.* : 507-508). De nouvelles « sémantiques institutionnelles » émergent alors qu'elles frayent la voie à une « normativité nouvelle des conduites politiques » (*op.cit.* : 508). Elles autorisent des possibilités politiques, sociales et économiques par l'extension des frontières du dicible. C'est ainsi que l'on peut analyser, selon Abélès, « le langage de la *good governance* » qui se développe dans le monde de l'entreprise où, en intégrant un collectif de travail, tout le monde est invité à intégrer une « famille » (*ibid.*). Les

²¹ Ces travaux, qui constituent le fondement de mon approche théorique, seront présentés plus en détail dans le chapitre II (section 2.1).

discours peu audibles s'imposent et franchissent les frontières des interdits. Des possibilités du dicible sont fabriquées et mises en œuvre dans les discours d'abord imposés et puis de plus en plus communément acceptés et reproduits sans injonction extérieure explicite. Des « normativités nouvelles » se créent ainsi en produisant « un univers de sens acceptable » (*op.cit.* : 508). Autant d'expressions pour parler de ce qui sera ici désigné comme le statut d'un discours.

Dans les travaux plus récents, mobilisant la notion de dicible ou d'acceptabilité discursive, une tendance est notable. Suivant les évolutions du débat public en Europe, ces travaux s'intéressent principalement aux discours sur l'identité, l'immigration, la nation. Je présenterai d'abord deux exemples francophones : le travail de Lise Jacquez (2015) sur la possibilité de défendre la cause des sans-papiers dans les médias français des années 2000 et celui de Françoise Dufour (2016) sur l'évolution du nom du *Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale* sous la présidence de la République de Nicolas Sarkozy. Enfin, une perspective anglophone de l'analyse de l'acceptabilité discursive sera traitée à partir des travaux de Michał Krzyżanowski (2016), y compris en collaboration (Krzyżanowski et Ledin 2017), issus des CDS.

L'article de Jacquez (2015) s'intéresse au plus près au statut de certains discours circulant dans l'espace médiatique français. L'objet de son attention est la dénonciation de l'expulsion des sans-papiers telle qu'elle est médiatisée dans la presse entre 2006 et 2010. Parmi les finalités de son étude, la chercheuse mentionne la nécessité de « mesurer [l'] acceptabilité sociale [des discours dénonçant les expulsions] à travers leur reprise dans l'espace médiatique » (Jacquez 2015 : § 2). Pour cela, il convient de « repérer les frontières du dicible et de l'indicible en matière de défense des sans-papiers, telles qu'elles s'actualisent entre 2006 et 2010 » (*op.cit.* : § 28). En menant un travail sur la dynamique discours/contre-discours, la chercheuse montre la difficulté pour les journalistes de « s'affranchir de la perspective sécuritaire en matière de gestion des flux migratoires » (*op.cit.* : § 16). En effet, « le discours sur l'ouverture des frontières [étant] décrit comme extrême et irresponsable », comme « utopique » (*op.cit.* : § 14), le contre-discours médiatisé sur la liberté de circulation n'ose pas vraiment franchir la frontière de l'hégémonie discursive, en défendant inconditionnellement celles et ceux qui ont franchi la frontière illégalement. Cela témoigne de la faible position de ce discours sur la scène publique. La présence d'un « important travail rhétorique et argumentatif » (*op.cit.* : § 15) qui s'avère nécessaire pour légitimer le soutien d'une « politique migratoire alternative » (*op.cit.* : § 16) confirme également l'hypothèse de la difficulté de plaider la cause des sans-papiers dans l'espace public français. De nouveau, le vocabulaire renvoyant au statut d'un discours vis-à-vis d'une représentation de l'acceptabilité discursive est très présent : Jacquez parle de discours « peu audibles », « radicaux »,

« impensables » et s'interroge sur les « frontières du dicible et de l'indicible » (voir *supra*) dans le cadre desquelles se déploie le contre-discours en question.

Françoise Dufour (2016) explore également le discours public français, cette fois-ci à l'occasion de la mise en place par Nicolas Sarkozy du ministère nommé, au cours de sa campagne présidentielle, *Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale*, puis renommé à son instauration au début du mandat de Sarkozy *Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement*, avant que le terme « codéveloppement » ne soit remplacé par « développement solidaire ». La thèse principale de Dufour consiste à interpréter les changements lexicaux dans le nom du ministère comme des ajustements aux normes du dicible propres au discours public français de la période concernée. Selon la chercheuse, les modifications dans le nom du ministère sont vouées à rendre plus acceptable aux yeux de la population la cooccurrence des notions d'« immigration » et d'« identité nationale », cooccurrence qui contribue à représenter la première comme un problème pour la seconde (Dufour 2016 : 118). Si une telle association n'était pas inconnue des Français-e-s car adoptée par le discours de l'extrême droite, son institutionnalisation par le fait de l'utiliser dans le nom d'un ministère apparaît comme un franchissement des limites du dicible.

Du côté des approches anglophones de l'AD, notamment des CDS, la question de la hiérarchie discursive mouvante est travaillée par Krzyżanowski à partir du concept central de « recontextualisation » (2016) et de celui de « borderline discourse » (Krzyżanowski et Ledin 2017). Krzyżanowski théorise la « recontextualisation » d'après les travaux de Basil Bernstein (2003 [1990]) :

recontextualisation is a description of a certain movement of various elements of language and discourse across different social loci – most prominently between so-called “sites of production and reception of discourse” (van Dijk, 1991). (Krzyżanowski 2016 : 314)

Mais la recontextualisation n'est pas seulement un processus de circulation des discours dans le temps et l'espace ; elle est avant tout un processus de leur « hiérarchisation stratégique » (*ibid.*). La recontextualisation passe par les étapes suivantes : un discours est d'abord *produit*, ensuite *recontextualisé* (replacé dans un autre cadre) afin d'être *reproduit* dans ce nouveau cadre dans un objectif de domination. Krzyżanowski y rajoute une étape non mentionnée dans cette triade, mais figurant également dans la théorie de Bernstein, à savoir le moment de décontextualisation, c'est-à-dire du détachement du discours de son contexte de production initiale dans un but de « repositionnement idéologique » :

Decontextualisation is vital as it denotes the moment when discourse is ideologically re-positioned. Or, it “regulates the new ideological positioning of the text in its process of relocation” (Bernstein, 1990: 193) that is the overall aim of the process of recontextualisation as such. (Krzyżanowski 2016 : 315)

Krzyżanowski illustre l’application de ces concepts à l’aide de son étude portant sur la recontextualisation de ce qu’en ADF on appellerait la « formation discursive » néolibérale. Il montre notamment que le caractère néolibéral de la *EU Lisbon Strategy 2000* impacte les discours institutionnels européens sur les langues et le multilinguisme. En accord avec les grandes lignes de la stratégie de Lisbonne qui visait à rendre l’UE « “the most competitive and dynamic knowledge-based economy in the world [...]” » (*op.cit.* : 316), le discours sur les politiques linguistiques de l’UE représente les langues comme une plus-value économique en adoptant une approche utilitaire de leur maîtrise qui détermine le choix de la notion désormais largement diffusée de « language skills » (*ibid.*). La question du statut des discours est ici abordée par l’analyse des processus qui mènent certains discours à un statut hégémonique résultant de leur déplacement dans l’espace sociodiscursif.

Si Dufour (voir *supra*) signale que dénommer un ministère français *Ministère de l’Immigration et de l’Identité nationale* était considéré en 2007 comme un franchissement des limites du dicible, les travaux de Krzyżanowski (2005, 2017, 2020) témoignent d’une progressive « normalisation » des discours « anti-pluralistes ». En ce sens, le travail du linguiste constitue une forme d’interrogation sur le statut de ces discours dans certaines communautés. En se penchant sur les discours populistes dans l’Europe contemporaine, Krzyżanowski cherche notamment à identifier les mécanismes de la normalisation de la rhétorique « incivile » qui accompagnent leur succès (Krzyżanowski et Ledin 2017 : 1-2). Ce discours « incivil » (anti-démocratique, anti-pluraliste, promouvant l’exclusion et les idées illibérales), déployé notamment par des médias alternatifs d’extrême droite, est qualifié de « borderline discourse » (*op.cit.* : 3) puisqu’il se trouve à la frontière entre l’acceptabilité et l’inacceptabilité. Plus précisément, il véhicule des idées susceptibles de paraître inacceptables dans le cadre de discours en apparence « civils », en « élargissant » [stretching] les « normes du publiquement acceptable en matière du discours sur la société et la politique inclusives » (*ibid.*). Michał Krzyżanowski et Per Ledin constatent en effet que les stratégies d’objectivation et de « factualisation » déployées dans les médias d’extrême droite médiatisant l’immigration permettent au discours « incivil » de gagner en acceptabilité (*op.cit.* : 12), en transformant ainsi les normes de dicibilité publique.

Enfin, un important travail sur la notion de statut (de représentations) basée sur une conception de la production discursive comme étant régie par des normes collectives est mené par von Münchow dans le cadre de l’ADC dans la continuité de l’ADF. La notion de statut y permet d’aborder

l'hétérogénéité « intratextuelle » (von Münchow 2021b : 78) des représentations dont le rapport aux normes de publiquement dicible évolue, ce qui oblige les locuteurs et locutrices à ajuster la façon dont elles procèdent à la mise en discours de ces représentations (d'où l'idée cruciale que le statut d'une représentation peut être identifié à travers l'analyse de son degré de marquage dans le discours, *op.cit.* : 79). Comme je l'ai suggéré dans l'introduction, le cadre de l'ADC constitue de ce fait l'une des inspirations théoriques et méthodologiques principales de cette thèse. Pour cette raison, je me limite ici à ce bref descriptif, en renvoyant les lecteurs et les lectrices à la section 2.2 où la perspective et les concepts principaux de l'ADC seront présentés de façon détaillée.

Ces travaux qui se penchent sur le statut des discours (que le terme y soit utilisé ou pas) avoisinent par ailleurs nombre de travaux qui posent à peu près les mêmes questions mais qui sont issus de disciplines autres que la linguistique (sociologie, sciences de l'éducation, histoire, philosophie, parmi d'autres). Pour restreindre le champ de cet état de l'art, je ne donnerai ici que des exemples de travaux portant sur le statut des discours sur la citoyenneté et en particulier des discours cosmopolitiques. Cela permettra de voir que le domaine des études du cosmopolitisme semble formuler de façon tantôt implicite, tantôt explicite une demande d'analyse du statut des discours sur la citoyenneté.

1.2.2 Le statut des discours cosmopolitiques vu depuis d'autres disciplines des SHS

Dans les travaux sur le cosmopolitisme issus des SHS, une évolution des points de vue concernant la place que les discours cosmopolitiques occupent dans l'espace public contemporain (notamment occidental) est notable. Nous verrons dans cette section que les travaux des années 2000 définissent les discours cosmopolitiques (en les assimilant parfois à d'autres discours d'inclusion) comme une nouvelle hégémonie qui agit à travers l'instauration d'une image immanquablement positive de la diversité et de la mobilité, engendrant des injonctions idéologiques. Les recherches plus récentes, celles des années 2010 et du début des années 2020 mettent en avant la position fragilisée et non dominante des discours cosmopolitiques sur l'arène publique actuelle face notamment au succès des discours nationalistes et populistes. Je ferai ici état de quelques recherches qui ont alimenté ces deux positions, avant de souligner le rôle de ces observations dans la contextualisation de mon étude.

Selon la première position, qui s'est établie dans les recherches en SHS dans les années 2000, le discours cosmopolitique est un discours légitime qui domine la sphère publique. Sa force hégémonique résulterait des positions dominantes de ses détenteurs et détentrices dont il favorise,

en même temps, le maintien. Pour Zygmunt Bauman, ce discours vient se substituer à celui d'« assimilation », en soulignant non plus la hiérarchisation, mais l'égalité des cultures. L'un des indices qui accompagnent l'entrée en vigueur de ce discours hégémonique est, selon lui, le succès du terme « multiculturalisme »²² (Bauman 2006 : 45). Pour d'autres chercheur-se-s, ce sont les discours de « valorisation de la diversité » qui sont symptomatiques de la position hégémonique du cosmopolitisme associé notamment aux élites des sociétés occidentales.

Parmi les travaux qui ont prêté un caractère hégémonique aux discours cosmopolitiques, notons d'abord la réflexion sur « l'ouverture ostentatoire à la diversité » faite par les sociologues Viviana Fridman et Michèle Ollivier (2004). Dans un travail qui mobilise nombre de concepts d'analyse du discours relatifs aux statuts des discours dans l'espace public, les auteures avancent que le discours cosmopolitique forme « un nouveau sens commun » (*op.cit.* : 116). Il consiste à construire une attitude d'ouverture et d'engouement pour l'autre et le lointain comme une attitude inmanquablement positive et désirable. Dans une société où l'accès à la culture, à la mobilité, à l'éducation est inégalement distribué, cette hégémonie fonctionne cependant au profit des seuls groupes et individus en position de dominance économique et culturelle et au détriment des autres, dépourvus de ce capital. Ce facteur d'inégalité et d'exclusion vient se substituer à la consommation par les élites de la culture « savante », également exclusive (*op.cit.* : 111).

Le travail de Laure Bereni et Alexandre Jaunait (2009), qui se penchent sur le concept de diversité, va dans le même sens. Sans évoquer, contrairement à Fridman et Ollivier, la notion de « cosmopolitisme », la sociologue et le politiste soulignent que l'hégémonie implique l'impossibilité sociale de s'opposer aux effets bénéfiques de la diversité et, corollairement, à sa rhétorique – une façade cachant les inégalités derrière l'impression d'un brassage idéalisé :

Ce discours de la diversité, qui marque l'appropriation nationale d'une catégorie forgée plus de vingt ans auparavant aux États-Unis, semble s'être imposé avec la force de l'évidence dans le vocabulaire d'une pluralité d'acteurs sociaux. En effet, comment pourrait-on s'opposer à la diversité ? Le concept paraît s'insérer parfaitement dans le champ lexical du libéralisme, en renvoyant à la pluralité, l'harmonie, l'échange

²² Ce n'est pourtant pas ce que pensent des spécialistes du cosmopolitisme dont Ulrich Beck (2006) pour qui le multiculturalisme est le contraire du cosmopolitisme : il renfermerait les communautés dans ce qui leur est spécifique, ne considérerait que les particularités et essentialiserait les individus par leur identité « ethnique » ou « culturelle ». L'interconnexion et la responsabilité collective des individus peuplant la Terre se trouveraient alors sous-estimées par rapport à la mise en visibilité des différences et des altérités, chacune risquant de verser dans le « nationalisme vers l'intérieur » (*op.cit.* : 135). Toujours est-il que dans nombre de travaux les notions de discours multiculturalistes et cosmopolitiques sont des quasi-synonymes. À la suite de Beck, entre autres, je suis d'avis que les deux ne coïncident pas, même s'ils partagent sans doute quelques caractéristiques. Bien que mon objet de recherche soit le statut des discours cosmopolitiques, je n'exclue cependant pas de mon champ de vision les travaux sur les discours du multiculturalisme pour les deux raisons suivantes : la première consiste en l'hétérogénéité des définitions ne permettant pas toujours de dissocier clairement les deux objets (Cicchelli (2016a : 31) ; la deuxième est avancée par Bolette Blaagaard (2012 : 218) qui les associe à un phénomène social et politique commun : « the crisis of multiculturalism has [...] been associated with a critique of cosmopolitanism ».

et la tolérance, en même temps qu'il semble s'arrimer à l'évidence de la nature (la « biodiversité »). (Bereni et Jaunait 2009 : 5)

Enfin, le fonctionnement du discours cosmopolitique, perçu comme dominant, est expliqué par Bauman (2006 : 8) à travers la notion de vie liquide. Cette vie liquide caractérise le régime privilégié de la société contemporaine qui valorise la nouveauté, le mouvement, le changement auquel il convient de s'adapter à toute vitesse. La vie liquide n'est pourtant pas accessible à tout le monde : il y a ceux qui suivent le mouvement et ceux qui « n'aiment » pas ou ne peuvent pas se permettre « d'être en mouvement » » (*op.cit.* : 11). Une métaphore permet de mieux saisir le fossé entre les deux groupes. L'identité est comparée à un cocktail : ce qui est à la mode actuellement, ce sont des cocktails sophistiqués et donc inaccessibles à un grand nombre de personnes. Celles et ceux qui n'ont pas la possibilité de se procurer les différents suppléments nécessaires pour se confectionner un cocktail « tendance », consomment des boissons « telles qu'elles sont – crues, ordinaires et insipides »²³. Bauman constate alors qu'

il serait aussi inutile que cruel de reprocher « au reste » d'ingérer des boissons que les grands connaisseurs et gourmets en matière de cocktail considèrent comme inférieures, brutes et sans aucun intérêt. Personne ne leur a demandé de choisir, et aucun choix ne leur a été proposé. (*op.cit.* : 50)

Mais la question n'est pas uniquement celle des inégalités économiques. Bauman pointe également la caractéristique occidental-centrée de l'impératif de « liquidité » sans prise en compte de la différence des habitudes et des situations à travers la planète.

Toutefois, déjà dans les années 2000 certains travaux tendent à interpréter le statut des discours cosmopolitiques comme non dominant. Par exemple, Kathleen K. Abowitz et Jason Harnish (2006), spécialistes en sciences de l'éducation, s'interrogent sur les statuts de différents discours sur la citoyenneté dans la documentation relative à l'éducation civique dans les écoles étatsuniennes. Leur analyse montre que les discours dominants sont ceux qui lient la participation citoyenne aux États-nations : les discours républicain et libéraliste. Ceux-ci sont défiés par les discours que les chercheurs se nomment « critiques », dont le discours transnational (dans lequel sont inclus les discours cosmopolitiques), mais également féministe, queer, etc. Ces discours « critiques » questionnent le cadre national comme l'unique échelle de la citoyenneté : « Across many forms of critical citizenship discourses, we see the centrality of the nation-state and homogenous identity being questioned » (*op.cit.* : 668). Mais la présence de ces discours est peu

²³ J'ajouterais, à ce propos, que les vies « ordinaires » représentées dans la métaphore de Bauman comme des cocktails « insipides » le sont non pas par nature, mais en raison, justement, des injonctions idéologiques résultant de la mondialisation. Il s'agit, comme nous l'avons vu *supra*, de valoriser la mobilité, le mouvement, la vie « intense » et de dévaloriser la sédentarité (mais aussi certaines formes de mobilités, celles des migrant-e-s des pays dominés, notamment).

significative dans leur corpus, ce qui amène les auteur-e-s à conclure qu'ils occupent une place marginale malgré leur potentiel de développement. Il s'agit donc de discours émergents : dicibles, non encore dominants mais en train de gagner en acceptabilité et donc en évidence. Une telle conclusion se base essentiellement sur un critère que j'appelle un critère de surface occupée : plus un discours est matériellement présent dans un corpus (en l'occurrence, dans la documentation relative à l'éducation civique scolaire), plus sa position serait forte ; l'inverse signifie donc que la position du discours en question serait (encore ou déjà) faible.

Plus tard, et surtout à partir des années 2010, on retrouve des constats à la fois similaires et différents, allant dans le sens de la position marginale ou marginalisée des cosmopolitismes. Le sociologue Lauren Langman soutient que même si le cosmopolitisme n'est pas en position de dominance aujourd'hui, il a un potentiel d'émergence qui lui permettra un jour de l'emporter sur son ennemi idéologique actuellement en position de force – les populismes autoritaires : « However, just as these populisms were reactions to cosmopolitanism, so too can the growing cosmopolitanism of the youth relegate authoritarian populisms to the dustbins of history. Let us hope so » (Langman 2021 : 353). Il partage en cela le point de vue d'Abowitz et Harnish (2006) sur le statut émergent (« growing ») des discours cosmopolitiques et leur espoir quant au renforcement de cette positions. L'écart temporel entre ces travaux laisse cependant entendre qu'en 15 ans, la situation n'a pas beaucoup changé en ce qui concerne l'entrée en force attendue du cosmopolitisme.

Pour Chedly Belkhodja, qui parle en 2010 des discours d'inclusion au Canada francophone, un processus de transformation du dicible a lieu en destituant une norme qui serait plutôt celle de l'acceptation des différences au profit de celle qui y serait hostile :

La critique de la pluralité et des demandes d'accommodements illustre bien le déplacement de certaines attitudes et valeurs auparavant confinées aux marges du débat public. Entendre dire que le multiculturalisme et l'interculturalisme ne sont plus le modèle idéal de l'intégration ne provoque pas de remous de nos jours. (Belkhodja 2010 : 92)

Le discours « populiste » est alors identifié comme étant celui qui accède à la position hégémonique qui se libère : « le populisme n'est plus seulement cette idéologie extrémiste défendue par des partis politiques mais plutôt une rhétorique et un style largement employés afin de créer une nouvelle relation entre les individus » (*ibid.*). Contrairement aux auteur-e-s mentionné-e-s *supra*, la position non-dominante des cosmopolitismes ne promet pas leur (ré)émergence mais signale plutôt leur déclin toujours plus important. Vers les années 2020, ce constat s'installera comme majoritaire dans les travaux portant sur les enjeux discursifs de la citoyenneté et du rapport à l'altérité.

À ce sujet, Wulf Kansteiner souligne que les discours cosmopolitiques ont pu bénéficier, au moment de la « deuxième modernité » (*op.cit.* : 614), d'une « hégémonie fragile » [*brittle hegemony*] (2019 : 613), avant d'être destitués par des discours racistes et anti-immigration. Le tournant qui marque le déclin de cette hégémonie temporaire est situé pour l'auteur au moment de la crise d'accueil des migrant-e-s en 2015-2016 coïncidant avec l'arrivée au pouvoir de plusieurs leader-se-s politiques de droite populiste (*ibid.*). C'est alors que le discours anti-cosmopolitique reprend la position dominante sur la scène européenne, en se joignant au discours « anthropocène » environnementaliste représenté par la position de Greta Thunberg (*op.cit.* : 613). Les discours cosmopolitiques avec leur potentiel critique, de « transgression d'un discours dominant », sont désormais associés au passé lointain, à l'époque des Lumières (Messling 2019 : 71). Markus Messling, spécialiste de la littérature comparée, soutient donc, comme Kansteiner (2019), que le cosmopolitisme se trouve aujourd'hui en position affaiblie, mais en identifie une raison différente : parce que les connotations négatives qui y sont associées (l'élitisme, notamment) l'ont emporté sur celles qui permettaient de voir dans le cosmopolitisme un discours d'émancipation.

La faible acceptabilité des discours cosmopolitiques, qui sont loin de faire consensus aujourd'hui, est également soulignée par Cicchelli (2016a : 58). Ce qui les empêche de mieux s'implanter, c'est notamment la croyance que l'État-nation soit l'unique cadre qui puisse garantir la sécurité, les droits sociaux et citoyens. Enfin, le titre même de l'un des derniers ouvrages en la matière, *Cosmopolitanism in Hard Times* (Cicchelli et Mesure (éds.) 2020) suggère que le cosmopolitisme est loin de constituer le sens commun des discours publics. Les deux auteur-e-s caractérisent le présent comme étant une période de « tournant » historique où les sociétés vacillent entre le cosmopolitisme d'un côté et les souverainismes, nationalismes et populismes en vogue de l'autre (*op.cit.* : 11).

Lorsque le statut des discours cosmopolitiques n'est pas une préoccupation centrale des chercheur-se-s, certains indices discursifs nous renseignent tout de même sur la présence implicite de cette question dans l'analyse des discours publics contemporains : notamment les syntagmes « montée/retour des nationalismes/populismes/souverainismes » (Bouvet 2015 : 7, Cicchelli et Octobre 2021b : 19), « rise of nationalism » (Wang 2021), et ceux qui sont désignés comme étant leurs pendants : « decline of a cosmopolitan ethos » (Ruzza et Pejovic 2019 : 432), « crise du multilatéralisme », « déclin de la communauté nationale », « mise en cause du principe de solidarité » (Cicchelli et Octobre 2021b : 19). Cela n'exclue pas non plus la possibilité de parler (quoique bien plus rarement et sans doute plus dans les années 2000 qu'aujourd'hui) d'une « montée de nouveaux cosmopolitismes » (Escallier 2003 : § 25) et d'un « déclin des

nationalismes » (Lachapelle et Gagné 2003 : 28). Parfois, ce mouvement « vers le haut » ou « vers le bas » est mesuré en termes de fréquence de certains éléments lexicaux, comme ici le syntagme « cité cosmopolite », connaissant, selon Robert Escallier, qui écrit au début des années 2000, « une remontée lexicale significative » :

Dans l'imaginaire collectif, la cité cosmopolite, interface marchand et ville de mélanges et de rencontres a fait l'objet de représentations plurielles. Ainsi le concept de cosmopolitisme urbain évolue-t-il du positif mettant l'accent sur les richesses et les saveurs des différences, au négatif lorsque le mélange des groupes ethniques, linguistiques ou confessionnels, est envisagé comme une menace à l'intégrité d'un fonds culturel « sacralisé », peur que décrit l'expression d'A. Touraine : « obsession de l'identité et refus de toute altérité ». Il est aussi délaissé pour l'emploi jugé plus « neutre » des notions de ville multiculturelle, de cité pluriethnique ou bien il peut connaître comme aujourd'hui une remontée lexicale significative. (Escallier 2003 : § 2)

Cette estimation se limite toutefois à cette remarque car l'auteur ne conduit pas d'analyses linguistiques.

Afin de parler d'une position non-hégémonique du cosmopolitisme, on l'évoque en sous-entendant qu'il s'oppose à d'autres discours en position de domination, qu'il s'agirait de « défier » (les italiques sont les miens) :

Le cosmopolitisme peut s'incarner à l'échelle du monde dans des formes politiques différentes. Il peut inspirer le projet d'un gouvernement mondial, d'une fédération d'États, d'une démocratie internationale ou de formes plus ou moins radicales de gouvernance internationale. En ce sens, *l'option cosmopolite est un défi par rapport à l'état du monde aujourd'hui*, fondé sur le principe de souveraineté. (Canto-Sperber 2010 : 61)

Faire société humaine et plus largement construire une société du vivant est le défi de notre époque. Édifier une société qui reconnaît tous ses membres en élargissant le spectre de ceux qui appartiennent à la communauté aux étrangers, aux espèces animales et végétales, aux ancêtres disparus, à la Terre-Mère, à ceux qui ne sont pas encore là. (Sarr 2017 : 16)

ou auxquels il opposerait une « résistance » :

Après l'étude de ce premier écosystème littéraire, nous nous attacherons à montrer comment, plus largement, *ce cosmopolitisme est aussi une forme de résistance plus générale face aux dynamiques capitalistes, nationalistes, colonialistes et individualistes*, d'un monde en voie de globalisation. (Tordjman 2019 : 144-145)

Enfin, on fait dériver parfois le statut du discours cosmopolitique du statut des locuteurs et locutrices qui le porteraient. C'est ainsi que le lien causal « discours des élites occidentales » – « discours non-universel » – « discours problématique » est établi dans cette considération de Monique Canto-Sperber, pour qui « le cosmopolitisme est un discours de l'universel, enraciné dans la culture occidentale, qui suscite nécessairement des réactions de rejet. » (Canto-Sperber 2010 : 69). De la même manière, Philip Resnick fait d'abord une observation générale sur le groupe qui est le plus enclin à adhérer aux discours cosmopolitiques : « En général, les valeurs cosmopolites sont celles des membres des classes moyennes, de cadres, de personnes ayant fait

des études supérieures, plutôt que de représentants d'une autre catégorie sociale (Resnick 2006 : 414). Il conclut, ensuite : « pas davantage aujourd'hui qu'hier le cosmopolitisme n'est une cause universelle » (*op.cit.* : 416).

Ainsi, trois observations théoriques motivent mon choix d'approche et de questionnement. La première concerne ma discipline d'ancrage, l'analyse du discours. Nous y percevons d'abord la place fondamentale de la question de contraintes socialement et politiquement situées qui sont la condition de l'émergence d'un discours. Ces travaux abordant des questions de légitimité, de normalisation et de dicibilité dans les discours publics se penchent régulièrement sur les discours dans lesquels se négocie le rapport à l'autre, entre ouverture et hostilité. Les discours cosmopolitiques manquent pourtant à l'appel, alors que les chercheur-se-s ont tendance à aborder des terrains relatifs aux discours de l'(extrême-)droite. La deuxième observation est celle d'une présence massive de la question du statut des discours cosmopolitiques dans les travaux issus d'autres disciplines de la SHS. Lorsqu'elle est désignée comme centrale, les observations se basent souvent sur un critère de « surface occupée » : les discours cosmopolitiques sont-ils largement présents ou non dans tel genre discursif ou lieu social ? La réponse à cette question gagnerait, à mon sens, à être ancrée dans une perspective discursive. La troisième observation est, enfin, celle de routines discursives implicites un certain statut des discours cosmopolitiques et de leurs concurrents idéologiques sans que celui-ci fasse l'objet d'une analyse spécifique. L'usage de ces routines semble à la fois présumer la connaissance de ce statut (qu'il convient donc d'interroger) et traduire une attention constante des chercheur-se-s pour celui-ci et ses transformations. Une perspective discursive basée sur des analyses linguistiques situées et à partir d'un corpus semble ainsi manquer à ce « territoire »²⁴ (Maingueneau 2005 : 8) de recherche dont j'ai dressé ici les contours.

²⁴ Maingueneau entend par « territoire » un groupement de chercheur-se-s délimité non pas par « des présupposés théoriques et méthodologiques » (ces chercheur-se-s peuvent donc agir au sein de disciplines ou courants divers) mais par « l'objet d'étude » (Maingueneau 2005 : 8).

1.3 Positionnement pour la construction d'une problématique

La contextualisation théorique et socio-politique de mon sujet a permis de saisir quelques « signaux faibles » (ou même tout à fait « forts ») qui ont contribué à l'émergence d'un questionnement sur le rapport entre les discours cosmopolitiques contemporains et ce qui est représenté actuellement comme une norme du dicible. Cette section a vocation à approfondir mon positionnement théorique et, à certaines occasions, conceptuel, afin de montrer comment le questionnement préalable, résumé dans l'introduction et contextualisé dans les deux sections précédentes, a donné lieu aux questions de recherche. Je préciserai d'abord la conception du discours public dans laquelle s'inscrit mon travail. En faisant un tour d'horizon des termes permettant de parler de mon objet de recherche – les conflits « sur les mots », je serai amenée à justifier le choix terminologique fait dans la thèse. Je définirai à cet effet la notion de « conflit conceptuel » que j'introduis dans le champ notionnel déjà existant. Je définirai ensuite le terme « discours cosmopolitiques » tels qu'il est entendu dans ce travail, et je préciserai quelles difficultés ont accompagné cette définition. Je terminerai cette section en faisant converger l'ensemble de ces choix théoriques et terminologiques vers la formulation de la problématique.

1.3.1 La production du sens comme processus conflictuel : position au sein de l'AD

Le titre de cette section thématise la notion de « production du sens », tellement courante en AD qu'elle n'est pas régulièrement définie. Or, il est nécessaire de le faire afin de montrer en quoi la production du sens en discours est un processus souvent conflictuel. Cette définition est d'ailleurs fondamentale pour la spécificité disciplinaire de l'AD.

La notion de « production » renvoie à une conception constructiviste du sens comme n'étant pas universel ni préalable au processus d'interaction : un sens produit est un sens « lié à la mise en discours » (Longhi 2018 : 17). Penser le sens à travers le « lien qui relie les “significations” d'un texte aux conditions socio-historiques de ce texte » (Haroche *et al.* 1971 : 98) est en effet un des gestes fondateurs de l'ADF. La notion de « fonctionnement » est importante : si dans la linguistique saussurienne le « fonctionnement » est propre aux systèmes linguistiques, un texte, lui, ne peut pas « fonctionner ». C'est le contraire qu'affirme Michel Pécheux, en proposant de dépasser les niveaux traditionnels de l'analyse linguistique pour s'intéresser aux « conditions de production » du discours qui permettent d'en saisir le « fonctionnement » :

les phénomènes linguistiques de dimension supérieure à la phrase peuvent effectivement être conçus comme un fonctionnement, mais à la condition d'ajouter immédiatement que ce fonctionnement n'est pas intégralement linguistique, au sens actuel de ce terme, et qu'on ne peut le définir qu'en référence au mécanisme de mise en place des protagonistes et de l'objet du discours, mécanisme que nous avons appelé les « conditions de production » du discours. (Pêcheux 1969 : 16)

La notion de production du sens est ainsi héritière de cette perspective, ouverte par les fondateurs et fondatrices de l'ADF, de penser un discours comme ayant un fonctionnement propre partagé entre les règles du système linguistique et les règles de la formation discursive, cette dernière étant un « *ensemble des discours possibles* à partir d'un état défini des conditions de production » (*ibid.*). Parler de « production de sens » dans le cadre de l'ADF revient à dire, selon la formulation d'Eni Orlandi, que

le sens n'est placé nulle part, mais produit dans les rapports : des sujets, des sens, et cela n'est possible, puisque sujet et sens se constituent mutuellement, que par leur inscription dans le jeu de des multiples formations discursives (qui constituent les régions distinctes du dicible pour les sujets. (Orlandi 1996 [1994] : 20).

Ce sens « en discours » n'est pas à l'opposé du sens « en langue ». L'analyse du discours qui conçoit cette dernière comme une « matérialité linguistique » (*op.cit.* : 21), s'attache en effet à montrer comment elle fonctionne, non pas selon les règles internes du système, mais en tant que « lieu de la manifestation des rapports de forces et de sens qui réfléchissent les confrontations idéologiques » (*ibid.*). Dans la perspective de Maingueneau, celle d'une linguistique qui « se dédouble » plutôt qu'elle ne se divise en deux pour étudier d'un côté la langue et de l'autre le discours (1988 : 22), la production du sens est ainsi conçue comme devant être étudiée au moyen de descriptions linguistiques réinscrivant les productions langagières dans le « lieu social » (Maingueneau 1995 : 7) qui les fait surgir et qui lui-même n'existe que par ces productions. Une remarque est nécessaire : je parle de « réinscription » plutôt que d'« inscription » pour signaler que rapporter les énoncés à un « lieu social » (un positionnement, une formation discursive) n'est qu'un geste second de l'analyste qui, dans la démarche même de l'analyse extrait les énoncés de ce lieu, dont ils ne sont pas en réalité séparés.

Le fait que le sens ne peut préexister à la mise en discours détermine la non-neutralité du langage : « les mots ne sont pas neutres [...], le choix de l'un ou de l'autre engage des systèmes de valeur, des croyances, des opinions adverses » (Boutet 2016 : 62). La non-neutralité correspond à une caractéristique déjà évoquée du discours – son caractère de « pratique » participant pleinement à la vie sociale des groupes, individus, institutions et autres sujets de parole potentiels. C'est cette fonction de constitution sociale par le discours qui permet de prendre en compte les effets idéologiques auquel il participe, précisément parce que le discours n'est pas produit par un locuteur

ou une locutrice autonome et individuellement subjectif-ve, mais par un sujet qui n'est pas à l'origine de ce qu'il dit²⁵. En postulant la non-neutralité de la parole, les linguistes ont ouvert, entre autres, un champ d'investigation sur la négociation des dires faisant partie de la conflictualité sociale. Précisons quels travaux ont démontré l'intérêt de faire ce lien.

En vertu de la perception par les locuteurs et locutrices – et non seulement par des linguistes – de toutes sortes de facteurs déterminant ce qui est dit par qui et à quel moment, le discours devient régulièrement terrain et objet de luttes. Alors que la quête de « modèle[s] de compréhension de la conflictualité sociale » (Husson 2016 : 93) constitue l'un des intérêts majeurs de l'AD, la « production du sens » peut elle-même être étudiée à la fois comme un processus conflictuel et comme son résultat :

La production du sens est un processus conflictuel entre reconduction et innovation, réglage (dans sa forme institutionnelle, contrôle) et illimitation, obscur au sujet producteur lui-même, qui sait le faire, mais rencontre des difficultés pour expliciter ce faire : pour le dire. Ce processus conflictuel se produit toujours dans la seule réalité de la parole en acte : l'interaction verbale. Il prend la forme de conflit sur le sens, suscitant malentendus, tensions interactives, ratages, métadiscours, reformulations... La parole, parce qu'elle se réalise comme actualisation, donne parfois presque à voir ledit processus. (Bres 1997 : 105)

Dans sa conception performative du langage (« non seulement le langage dit le monde, mais le langage transforme, modifie, façonne ce monde »), Josiane Boutet (2016 : 49) affirme également que les mots sont capables de devenir objets et enjeux de luttes dans lesquels les locuteurs s'engagent « pour trouver les mots justes, dire le juste » (*op.cit.* : 52) ou encore pour maintenir le contrôle du pouvoir en « confisquant » les mots d'autrui (*op.cit.* : 54). C'est exactement cette conception du discours comme à la fois espace, moyen et objet de conflictualité que j'adopte ici afin de travailler sur le « statut » d'un discours. En effet, pour qu'il y ait statut, il faut que des discours concurrents coexistent dans un même espace où ils sont en lutte, d'abord, pour l'acceptabilité (pour pouvoir être tenus publiquement, être « dicibles ») et, ensuite, pour l'obtention d'une position dominante qui puisse leur conférer un caractère hégémonique (lorsque l'acceptabilité d'un discours atteint le niveau d'une évidence).

Un bref regard sur l'actualité du discours public permet d'envisager l'ampleur des conflits qui portent sur l'acceptabilité de certains discours en ciblant leurs « mots-symptômes »²⁶ (Charaudeau

²⁵ La conception du sujet en lien avec la notion de formation discursive et ses règles sera approfondie dans le chapitre II (voir la section 2.1.2) qui posera l'idée des contraintes inhérentes à la production du discours.

²⁶ Le « mot-symptôme » est défini par Patrick Charaudeau comme « un mot qui est chargé sémantiquement par le contexte discursif dans lequel il est employé et par la situation dans laquelle il surgit » (Charaudeau *et al.* 2016 : en ligne). Je suis consciente de transformer un peu cette définition dans l'usage que j'en fais ici : en m'éloignant de l'aspect « formulaire » (de « formule » dans le sens de Krieg-Planque 2009) très prononcé dans la définition de Charaudeau, j'utilise cette notion pour parler de mots perçus par les locuteurs et locutrices comme marqueurs d'un type de positionnement au sein d'un « champ discursif » où ces différents positionnements s'opposent et se délimitent

et al. 2016 : en ligne). Ces conflits constituent notamment une part importante des interactions politiques et de leurs médiatisations. Les débats électoraux sur l'immigration obligent les candidat-e-s à se positionner par rapport à l'adjectif « multiculturel » permettant ou pas, selon leurs positionnements, de caractériser la France (Veniard 2019). La « querelle de mots » portant sur « intégration », « insertion » et « assimilation » impacte les formateurs et formatrices de FLE/FLI qui exercent auprès des migrant-e-s (Vadot 2016). Parmi les exemples encore plus récents, on remarque que le débat sur la vaccination contre le Covid-19 a été, au moment de son paroxysme, un débat sur le sens de la notion de « liberté ». Aucun travail de recherche ne porte pour l'instant, à ma connaissance, sur le sujet, mais un tel terrain ne passera sans doute pas inaperçu en analyse du discours.

L'appropriation, la critique des mots et, derrière leur choix, les positionnements, semblent en effet constituer une pratique discursive de première importance, notamment dans la sphère de la parole publique. À la suite de Boutet, je soutiens ainsi pleinement l'idée que « le travail sur la langue qui consiste à faire émerger le sens social et conflictuel des mots est désormais une des caractéristiques de la réflexion politique, syndicale, comme associative » (Boutet 2016 : 61). J'y ajoute nécessairement l'activité médiatique tournée dans ses fonctions vers le recueil, la reformulation, la sélection, la distribution, l'interprétation des dires et qui est de ce fait particulièrement attentive à la forme du propos et à tout type de conflictualité sémantique.

N'étant évidemment pas la seule à faire ces constats, j'ai observé un intérêt considérable des linguistes envers toutes sortes de conflits portant sur les façons de dire, de nommer, de définir. Mon travail s'inscrit dans cette perspective d'analyse afin de montrer qu'un conflit « sur les mots » est un terrain privilégié pour l'étude de la construction des acceptabilités discursives et donc des statuts de discours. Dans la section suivante, je ferai un état de l'art en matière de l'étude des conflits sur les mots avant de préciser les objectifs et la spécificité de ma propre contribution à ce champ de recherche.

1.3.2 Discours public comme espace de lutte sémantique

Afin de présenter le champ de recherche de la conflictualité portant sur les dires, je montrerai d'abord que ces conflits ont la particularité d'être considérés, dans certains discours non-

mutuellement (Maingueneau 2014 : 65-66) : « citoyen du monde » pour le discours cosmopolitique ou « grand remplacement » pour le discours anti-immigration de l'extrême droite. L'accent est donc moins mis sur la circulation d'un mot dans une période précise où son usage marque les clivages des positionnements, que sur l'association, à long terme, d'un mot et d'un type de positionnement auquel correspond sa prise en charge.

spécialistes, comme « futiles » par rapport aux enjeux « réels » du désaccord. J'insisterai alors sur la position radicalement différente des analystes des discours par rapport à cette représentation. J'exposerai ensuite une définition du « discours public » à travers sa dimension conflictuelle : je me positionnerai par ailleurs par rapport au sens de l'adjectif « public » dans ce terme. J'aborderai par la suite plus en détail les conflits qui portent sur les mots. Un tour d'horizon des travaux qui se sont penchés sur cette question s'accompagnera d'une interrogation sur l'apport de ces analyses à l'étude de la conflictualité sociale. Ma propre proposition, qui consiste à appréhender les conflits sur les mots comme des espaces de négociation du dicible, pourra alors être précisée.

1.3.2.1 Les « querelles de mots » – un enjeu pas si secondaire

Le géographe Claude Raffestin écrivait dans une note terminologique consacrée à la notion de « territorialité » qu'il avait employée en suscitant des discordances entre collègues : « J'appartiens à cette catégorie de gens qui ne croient pas aux querelles de mots ; je crois que toute querelle sémantique révèle des prises de conscience différentes qu'il est toujours indispensable d'explicitier » (Raffestin 1983 : 305). Le chercheur oppose la « rhétorique » aux enjeux « réels » du problème, comme on oppose parfois les « paroles » (secondaires, superficielles) aux actions (« réelles », les seules à avoir vraiment un « effet »), selon une observation de Krieg-Planque (2017 : 51). Il entend valoriser une confrontation sur les idées plutôt que sur les mots qui les expriment. Cette position est remarquable par sa récurrence dans des genres discursifs tout à fait différents : on peut la retrouver dans un meeting politique, sur un plateau de télévision et dans la dissertation d'un-e élève de terminale. Or c'est précisément le contraire qu'il m'importe ici de montrer.

En effet, et Raffestin le suggère lui-même dans sa remarque, les « querelles de mots » sont susceptibles de nous renseigner sur les positionnements en jeu, sur les valeurs accordées aux concepts mobilisés et, c'est l'ambition de mon travail de le démontrer, sur les rapports des discours aux représentations²⁷ d'acceptabilité discursive qu'ont les locuteurs et les locutrices. Il n'y a donc pas lieu de reléguer une querelle de mots au rang de détail en traçant une frontière entre les mots (importants, mais somme toute secondaires) et le fond des débats puisque l'un va difficilement sans l'autre. Si le fait social existe par le langage (Searle 1998), ce dernier est loin d'être une matière stérile, comme je l'ai rappelé dans la section précédente. Ainsi, « le lien qui rattache les

²⁷ Par « représentation », lorsque j'utilise cette notion hors citations, j'entends une « forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » (Jodelet 2003 : 53). Je reviens sur la notion au moment de présenter mon cadre méthodologique (voir la section 5.1.1).

mots aux choses » n'est pas immuable, il est régulièrement problématisé comme étant un vecteur de domination ou de résistance, d'où la fréquence et l'ardeur des polémiques qui portent sur les mots (Calabrese et Veniard 2018 : 9-12).

Nous ajustons constamment nos choix linguistiques, nous revendiquons certains mots, nous avouons le mal qu'on a à trouver le mot « juste »²⁸, nous nous offensons et nous nous indignons des usages de certains mots par les autres : nos proches, des inconnu-e-s croisé-e-s sur les réseaux sociaux, les journalistes, les personnalités politiques, etc. Or nul besoin d'entrer en politique, ni même de consulter les médias, pour faire l'expérience de la conflictualité métalinguistique. Frédérique Sitri, par exemple, montre dans son ouvrage de 2003, à partir d'un corpus oral de négociations dans diverses situations de la vie quotidienne et professionnelle, qu'il nous arrive régulièrement d'achopper sur les mots en les commentant, en les refusant et en leur proposant des alternatives. Cependant, ce qui m'intéresse dans le cadre de ce travail c'est le rapport problématique aux mots dans la sphère publique où ces derniers font l'objet de débats sémantiques (« ceux qui portent sur le sens ») et lexicaux (« ceux qui portent sur le choix des mots »), selon les termes de Laura Calabrese et Marie Veniard (2018 : 10). Or pour parler des conflits sur les mots dans la sphère publique, une autre précision terminologique s'impose d'abord.

1.3.2.2 Qui est le « public » du « discours public » ?

La notion d'« espace » public ou de « sphère » publique évoque avant tout le travail de Jürgen Habermas (1993 [1993]), dans lequel il explique le processus de constitution d'un tel espace dans les États modernes. Son émergence a partie liée avec la constitution des États eux-mêmes, avec l'apparition d'une administration et d'une armée permanentes, ainsi que des canaux d'échanges, permanents eux aussi, à savoir le commerce, la communication postale et les premiers médias d'opinion (*op.cit.* : 29). Cette sphère publique rassemble les couches bourgeoises, distinguées notamment par Habermas comme étant un « public de lecteurs » (*op.cit.* : 33-34) qui se constitue « face » au pouvoir étatique et « comme son pendant ». La sphère publique bourgeoise des États modernes est ainsi définie comme « la sphère des personnes privées rassemblées en un public », sphère « réglementée par l'autorité », mais en même temps lui faisait face « afin d'être en mesure de discuter avec lui des règles générales de l'échange [...] des marchandises et du travail social » (*op.cit.* : 38).

²⁸ Le fait d'en concevoir l'existence est en soi un facteur puissant de « querelles de mots ».

Pour s'adapter à l'étude des sociétés contemporaines, la notion de sphère publique, selon Marc Lits (2014 : 79), doit rendre compte du fonctionnement d'un espace beaucoup plus hétérogène. Il s'agit notamment d'étudier les croisements du public et du privé, ainsi que du rationnel et de l'émotionnel. Par ailleurs, on voit à travers le tour d'horizon des travaux en la matière qu'il effectue, que l'espace public contemporain est « éclaté » en « sous-groupes multiples, voire en individualités autonomes », notamment sous l'effet des réseaux sociaux (*op.cit.* : 79-80), au point de devoir parler de « sphères publiques » au pluriel (*op.cit.* : 80). Lits est également attentif à la dimension discursive de la sphère publique qu'il décrit comme étant un espace de circulation de discours qui forment des pouvoirs et des contre-pouvoirs (*op.cit.* : 79). Cela donne une première idée de ce que pourrait signifier la notion de « discours public ».

Malgré l'abondance de débats autour du concept habermassien, dont Lits rend également compte (*op.cit.* : 77), lorsque l'on parle de « discours public », le sens du terme est plus souvent présumé qu'explicité. En effet, il se découvre dans nombre de cas indirectement : il faut pour cela s'intéresser au corpus sur lequel s'appuient les recherches. « Discours public » peut ainsi renvoyer aux discours des « acteurs publics » (Lemire 1999 : 84) dont les politiques, les entreprises, les institutions. Ce discours peut être saisi tel qu'il est produit par l'acteur lui-même et destiné à un public externe (Dubernet 2018 : 206, qui a travaillé sur les communiqués de presse de l'agence *Frontex*) ou tel qu'il est orchestré par les médias (Dagenais 1994 : 51) ou analysé par les chercheurs (Dutka 1997 : 53²⁹). Le discours public est aussi pensé comme constitué par un ensemble de textes et de discours circulant dans une communauté à propos d'un problème public, comme les « substances » (les grains) dans la France du XVIII^e siècle, que construisent les documents administratifs, les textes de lois, etc. (Guilhaumou 1984 : 59).

La notion apparaît comme difficile à cerner, alors que chacun des champs discursifs mentionnés (médiatique, administratif, etc.) constitue sans aucun doute une partie du discours public. On en trouve la confirmation chez William A. Gamson et Hanna Herzog (1999 : 250) qui considèrent que le discours public se déploie sur un ensemble d'« arènes » : « dans les médias de masse, imprimés ou enregistrés, au sein de la communauté académique, parmi les décideur-se-s » ainsi

²⁹ Anna Dutka utilise la notion de « discours public » de façon à signaler qu'il s'agit d'un terme employé sur le terrain qu'elle étudie, à savoir la discussion dans la société sur « le métadiscours [produits par des chercheur-se-s et des journalistes] sur la langue de bois » en Pologne entre 1989 et 1992 (Dutka 1997 : 53). Ainsi, elle emploie le terme entre guillemets (par exemple, dans le titre de l'article) ou alors en l'accompagnant d'un marqueur indiquant qu'il provient d'une instance énonciative autre que l'auteure (« discours dit public », *ibid.*). Elle fait par ailleurs une note terminologique, dans laquelle elle établit une équivalence (en polonais de l'époque) entre les syntagmes traduits comme « langage de la politique » et « discours public », en faisant remarquer que ce dernier est « en expansion » (*ibid.*).

que dans des rassemblements de citoyen-ne-s. Dans cette perspective, j'entends ici par « discours public » les pratiques discursives relevant de la sphère publique. Je le définis ainsi à travers l'espace dans lequel il est susceptible de se déployer. Pour cela, j'ai adapté aux besoins de ma recherche la définition de la sphère publique européenne (EPS, *European public sphere*) proposée par Anna Triandafyllidou, Ruth Wodak et Michał Krzyżanowski. Pour ces chercheur-se-s, la sphère publique implique la participation des acteurs du champ politique, médiatique, culturel, et se forme autour d'événements cruciaux :

we define the EPS as a transnational arena of communication where social, political, institutional, cultural and economic actors voice their opinions and ideas which are then discussed, distributed and negotiated with reference to different (crucial) events. (Triandafyllidou *et al.* 2009 : 4)

Parmi ces événements, les auteur-e-s évoquent, dans la logique de l'objet de leur ouvrage, les crises, qui cristallisent les tensions autour des désignations des objets politiques en jeu : « During crises, perceptions and definitions of political objects of reference (such as Europe or the nation-state) are contested, negotiated, reformulated and reorganized » (*op.cit.* : 5). La sphère publique est décrite comme un terrain de luttes sociales qui sont inmanquablement des luttes discursives. L'interaction (y compris conflictuelle) constitue ainsi l'une des conditions d'existence de la sphère publique³⁰ (*ibid.*), voire, pour certain-e-s, sa principale caractéristique définitoire. Ainsi, Michael Rothberg, auteur de la notion de « multidirectional memory », définit la sphère publique comme

[...] a malleable discursive space in which groups do not simply articulate established positions but actually come into being through their dialogical interactions with others; both the subjects and spaces of the public are open to continual reconstruction. (Rothberg 2009 : 5)

C'est sur une partie de cette dimension conflictuelle de la sphère publique que je me focalise ici. Elle consiste en ces débats portant sur les façons de nommer des objets sociaux, les façons d'employer et de définir certains concepts tout en utilisant ce contexte conflictuel pour interroger les normes et limites du dicible en vigueur.

1.3.2.3 Débattre des mots – mais desquels ?

Comme le souligne Calabrese dans son étude du débat lexico-sémantique sur les mots « migrant » et « réfugié », certains mots ont tendance à provoquer un débat public sur les modalités et l'acceptabilité de leur usage, motivé notamment par la perception de leur charge trop négative (2018a : 109). La probabilité qu'un tel débat émerge n'est cependant pas la même pour tous les

³⁰ «The construction and functions of an EPS involve a continuous interaction and intertwining between different (nationally and transnationally incepted) ideas/viewpoints and various ethical notions, that are central to the negotiation and legitimation of different forms of (collective) identities » (*ibid.*).

mots que la société emploie. Au-delà de ce premier critère énoncé (la charge sémantique négative), quelles caractéristiques les mots en question possèdent-ils, qui les rendent plus susceptibles que d'autres d'être problématisés par les locuteurs et locutrices non-linguistes ? Cette question posée par Calabrese et Veniard (2018 : 25-26) à propos des mots de la migration sera ici prise comme un point de départ pour introduire la notion de conflit sur les mots (voir 1.3.3 pour la question de variation terminologique en la matière). Les deux linguistes proposent une liste détaillée de critères qui font des mots l'objet de débats. Ce sont :

- Des mots qui font débat eux-mêmes (Français de souche)
- Des mots tabous (race)
- Des mots slogans (multiculturalité, diversité)
- Des mots créés ou revendiqués par les acteurs (sans-papiers, aventuriers) ou par l'administration (dublinés, allochtones)
- Des mots vagues mais très utilisés (communauté, intégration)
- Des mots qui changent de référent en permanence (exilé, migrant, immigré, immigration, réfugié)
- Des mots qui ont un sens technique et un sens courant (accommodements raisonnables, étrangers, réfugiés)
- Des oppositions floues (Islam/Occident)
- Des mots qui sont des « passages obligés » de certains arguments ou prises de position (Europe forteresse/Europe passoire). (Calabrese et Veniard 2018 : 26)

Selon ces chercheuses, les candidats les plus probables réfèrent à des objets sociaux et non pas à des objets matériels. Les objets sociaux étant les fruits des constructions discursives, les mots qui les désignent sont plus souvent pris à parti par les locuteurs et locutrices qui perçoivent « le caractère social du signe linguistique » (Boutet 1982 : 31³¹, cité dans Calabrese 2018a : 109) et sont plus enclin-e-s à en débattre.

Cependant, il semble qu'au sein même des « référents sociaux », certains soient « meilleurs candidats » que d'autres à provoquer des débats métalinguistiques. Krieg-Planque écrit, à propos de la « formule » (qui sera définie en détail dans la section 3.6), que celle-ci est « porteuse d'enjeux politiques » car « elle met en jeu quelque chose de grave », à savoir « l'existence des personnes » (Krieg-Planque 2009 : 103). Ceci me semble être une condition universelle pour qu'un mot ou un syntagme devienne le « passage obligé » et provoque des confrontations au sujet de son usage public. Le périmètre reste large : pour Krieg-Planque, il s'agit de mots qui

met[tent] en jeu des modes de vie, les ressources matérielles, la nature et les décisions du régime politique dont les individus dépendent, leurs droits, leurs devoirs, les rapports d'égalités ou d'inégalité entre citoyens,

³¹ BOUTET Josiane, 1982, « Matériaux pour une sémantique sociale », *Modèles linguistiques* IV (1), pp. 7-37.

la solidarité entre humains, l'idée que les personnes se font de la nation dont ils se sentent être les membres. Parfois, la formule met en jeu leur vie tout court. (Krieg-Planque 2009 : 103-104)

Les mots et les syntagmes sur lesquels portent mes analyses, « (global) citizenship » « citizen (of the world) », relève incontestablement de ce périmètre. Leur usage engage des représentations des régimes politiques et de l'organisation politique de la communauté humaine en générale, de la nation, de soi et de l'autre selon que ce dernier est pensé comme membre ou non-membre de certaines communautés politiques, ethniques, culturelles, linguistiques.

À la suite de Krzyżanowski (2016 : 312), je parlerai ainsi de « concept » pour désigner les mots qui, en disposant d'une certaine importance politique préalable dans une communauté discursive, peuvent devenir des objets de désaccord et acquièrent, dans le processus de « lutte discursive », ce que le chercheur appelle « charisme ». Il s'agit en fait de la capacité d'un tel mot à « encapsuler les significations sociales » tout en conservant un « certain degré de généralité » (*ibid.*) lui assurant la continuité de son trajet dans le discours public. Cette définition du mot-concept nous sera utile dans la section 1.3.3, qui justifie le choix terminologique adopté dans ce travail pour désigner les conflits sur les mots. Avant de préciser ce choix, il convient de dresser un panorama d'options existant en la matière.

1.3.2.4 Que cherchent les analystes du discours dans les conflits « sur les mots » ?

Si, du fait de l'appartenance disciplinaire, j'ai surtout évoqué les études des conflits portant sur les dires issues des sciences du langage, cela ne signifie pas que les linguistes sont les seul-e-s à observer comment les mots deviennent des objets de confrontations³². Certaines approches discursives des « conflits sur les mots » sont notamment redevables en ce sens à l'histoire des concepts d'inspiration allemande.

Les essais de Reinhart Koselleck (2016 [1979]), portant sur des concepts comme celui de « citoyen » ou encore de « crise » et leurs trajets sémantiques, démontrent ainsi que c'est à travers l'analyse de la négociation de leurs sens par divers acteurs sociaux que les historien-ne-s des concepts parviennent à faire aboutir leurs recherches. Koselleck fait remarquer à quel point l'analyse des « combats sémantiques » est indispensable pour l'étude du concept de crise :

³² Voir par exemple le numéro 43 « Instabilités sémantiques » de la revue interdisciplinaire *Tracés* qui sortira prochainement et auquel j'ai également eu la chance de contribuer.

Le combat sémantique qui consiste à tenter de définir des positions politiques ou sociales et à les maintenir ou les imposer par voie de définition se retrouve, il est vrai, à toutes les époques de crise que nous connaissons, à travers des documents écrits. (Koselleck 2016 [1979] : 133)

Il en est de même pour son étude comparative du concept de citoyen en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne. Koselleck introduit la notion de « concept “adéquat” », qui désigne à la fois un objet désiré du combat discursif et sa pomme de discorde, chacun-e cherchant à imposer son propre sens. Ces concepts sont étudiés dans la mesure où les « glissements, [...] survivances et [...] ruptures sémantiques » qu’ils subissent au cours de l’histoire doivent être pris en compte « en tant qu’expressions de conflits politiques et sociaux », explique Sabina Loriga, préfacière de Koselleck (2016 [1979] : 12). « Bataille », « lutte », « combat » : la plupart des termes utilisés par les linguistes et les historien-ne-s pour décrire les affrontements sémantiques sont des métaphores militaires renvoyant à la polarisation de tels échanges. Quentin Skinner, une autre figure majeure de l’histoire conceptuelle, côté britannique, leur préfère le terme sans doute plus pacifique de « disagreement » (2002), ce qui ne l’empêche pas de mener ses réflexions de manière semblable à celle que je viens de tracer. Il définit l’objectif de l’historien-ne des concepts de manière à articuler les notions de « conflictualité », « idéologie » et « langage » : « our aim is to illuminate ideological disputes through the study of linguistic disagreements [...] » (2002 : 160).

Du côté des CDS, ce rapprochement n’avait pas échappé à Krzyżanowski (2016), qui reprend les enseignements de l’histoire conceptuelle pour fonder une *Discourse-Conceptual Approach* (désormais DCA). Selon lui, le discours politique contemporain est de plus en plus articulé autour de concepts-clés : c’est ce que Krzyżanowski (2016 : 309) appelle la « nature toujours plus fortement conceptuelle du discours ». À cet égard, le linguiste estime nécessaire de revisiter la méthodologie de l’analyse du discours construite par les CDS. Selon lui, celles-ci s’intéressent le plus souvent aux procédés d’inclusion/exclusion d’acteurs par le discours, aux représentations de soi et de l’autre, plutôt qu’aux affrontements discursifs au sujet de concepts majeurs de la société en question. Or la tendance du discours politique et médiatique contemporain soulignée par l’auteur est à « la discussion et la redéfinition » de concepts sociaux et politiques « abstraits », d’où la nécessité d’étudier les « luttes sémantiques » de plus près. Celles-ci consistent en la négociation des significations et de la légitimité des concepts et des usages par les acteurs sociaux qui ont des statuts et des positionnements variés, souvent contradictoires :

The same concepts are used by different agents in the political arena, yet with varying meanings. Consequently, disputes arose over the correct interpretations; attempts were made to exclude one’s political opponents from using the same words to say and wish for that which might differ from one’s own conception. The outcomes of conceptual struggles are always uncertain. (Stråth & Wodak 2009 : 23)

Les conflits sur les mots sont alors appréhendés comme des terrains permettant d'étudier l'instabilité sémantique des concepts, différemment employés selon les positionnements sociaux des locuteurs et locutrices. Ils constituent par ailleurs une pratique (propre au champ politique et à sa médiatisation) caractérisée par des « types d'enchaînements argumentatifs relativement stables et récurrents » (Micheli 2013 : § 10). Le modèle analytique de Raphaël Micheli se base sur trois entrées d'analyse (*op.cit.* : § 8-10) : le cadrage journalistique d'une querelle de mots entre acteurs et actrices du politique ; le métadiscours que ces dernier-e-s déploient afin de se positionner par rapport aux mots en question ; la structure argumentative des positionnements ainsi adoptés.

Cependant, les recherches existantes sur les confrontations à propos des diren n'ont presque jamais soulevé le lien qui existerait entre un positionnement vis-à-vis de certaines façons de dire et une représentation de ce qui est dicible ou non dans une communauté discursive, que les instances discursives s'engageant dans une telle confrontation donnent à voir. Si la question de la « dicibilité », donc du statut de la parole publique, en tant que problématique majeure de l'ADF « première génération », a tendance à revenir dans les contributions contemporaines (voir *supra*), la réflexion qui conjuguerait le fait que le discours public s'achoppe de plus en plus sur des concepts qui y sont problématisés (voir les travaux de Krzyżanowski cités *supra*) et le rapport des locuteurs et locutrices aux normes de dicibilité, est peu présente. Parmi les quelques exemples, on peut citer le travail de Veniard (2019), brièvement mentionné *supra*, sur l'adjectif « multiculturel » dans le débat politique français. Même s'il ne s'agit pas d'un seul conflit conceptuel mais plutôt d'interventions diverses de candidat-e-s à l'élection présidentielle de 2017, la recherche rend compte de l'épaisseur sémantique de l'adjectif « multiculturel » par rapport auquel les journalistes invitent les candidat-e-s à se positionner en révélant les clivages et les difficultés du dire. Une partie de ce travail est consacrée à la mise en évidence de la « frontière entre ce qui est dicible ou non en France actuellement au sujet de la multiculturalité/du multiculturalisme » (Veniard 2019 : 201). L'analyse des mises en discours de l'adjectif « multiculturel » révèle notamment qu'il est « très délicat pour un homme/femme politique de concilier unité et diversité » et que l'homogénéité culturelle de la France est actuellement la norme du dicible en la matière (*op.cit.* : 197). L'intérêt d'une telle analyse pour la compréhension de la configuration discursive des espaces publics et, en même temps, sa faible présence dans les travaux actuels m'amène à mon tour à en faire le cœur de ma recherche. La section suivante précisera le choix terminologique qui a été fait à cette fin.

1.3.3 « Conflit conceptuel » : un choix terminologique

On constate que le champ notionnel relatif aux conflits « sur les mots » déborde de termes : de « combat sémantique » (Koselleck 2016 [1979]) et « semantic struggle » (Krzyżanowski 2016) à « linguistic disagreement » (Skinner 2002), en passant par « querelle de mots » (Micheli 2013) ou encore « bataille sémantique » et « désignative » (Rennes 2007). Or après un tour d’horizon, aucun de ceux-ci ne s’est avéré assez approprié pour les objectifs de mon travail ni pour la méthodologie que j’adopte. Ainsi les concepts de « lutte », « bataille » ou de « conflit » « sémantique » semblent-ils restreindre l’enjeu de la confrontation au seul conflit sur les signifiés. En effet, Juliette Rennes (2007 : 95) définit la « bataille sémantique » comme un conflit qui consiste à procéder par antanaclase, c’est-à-dire à « prendre appui sur un mot de l’adversaire pour lui attribuer une définition polémique ». Or, comme nous verrons *infra*, ce procédé n’épuise pas les stratégies discursives des locuteurs et locutrices dans mon corpus.

La notion de « conflit métalinguistique/métadiscursif » présente le même problème de limiter d’emblée la portée de l’analyse. Elle semble suggérer que la conflictualité autour des mots et des façons de dire se joue uniquement ou principalement dans les métadiscours et que son analyse doit se baser sur cette catégorie. Sans vouloir nier le rôle fondamental du métadiscours dans ce type de conflit (elle a été illustrée, par exemple, dans Micheli 2011 et 2013 et dans Husson 2018), j’insiste sur une multitude de procédés mobilisés dans les conflits en question pour disputer ou imposer les limites du dicible. Je partage en cela la conviction de von Münchow qui, dans ses travaux récents, entend

montrer – tout à fait dans l’esprit de Fairclough (2003) – que ce ne sont pas seulement le métadiscours et les procédés saillants en général qui permettent (de tenter) d’imposer certaines représentations, mais aussi des procédés bien moins manifestes. (von Münchow 2021a : § 2)

Par « bien moins manifestes » la chercheuse entend des « peu-dits » et des « non-dits » en tout genre, que je prendrai soin d’analyser au même titre que les « dits ».

Le terme de « bataille désignative » proposé par Rennes (2007 : 95) focalise l’attention des analystes sur les tentatives d’un-e locuteur ou locutrice d’« essayer d’imposer ses propres désignations contre celles de l’adversaire afin de faire valoir sa prédéfinition de la question en débat et de ses solutions ». Bien que permettant de conceptualiser certaines stratégies mises en œuvre dans mon corpus, cette notion ne couvre pas, à nouveau, la totalité des procédés étudiés. Sur mon terrain, tout ne se joue pas que dans le choix des mots, car s’agissant de « citizenship », le vocable est partagé par tous les partis du conflit. Ce qui ne fait pas consensus, c’est, d’un côté,

la possibilité de l'utiliser pour parler de la citoyenneté mondiale et, de l'autre côté, le degré de marquage qu'une telle représentation de la citoyenneté devrait posséder.

La notion de « querelle de mots » utilisée par Micheli (2013) est plus générique, mais elle possède l'inconvénient d'être marquée, en dehors du champ linguistique, par une nuance péjorative due à la représentation des discours comme « accessoires » par rapport aux enjeux « réels » d'un conflit (voir le début de la section 1.3.2.1). Je préfère ainsi éviter toute confusion en choisissant un terme qui n'est pas susceptible de créer des malentendus en dehors du champ de la recherche.

La notion de « conflit conceptuel », que je propose ici, permet de mettre au centre les mots sur lesquels porte la confrontation tout en suggérant qu'il s'agit généralement de ceux parmi ces mots qui véhiculent une charge sociale et politique considérable et portent une « épaisseur » mémorielle acquise au terme d'une circulation intense. Le mot « concept » est ainsi employé dans « conflit conceptuel » au sens que lui donne Krzyżanowski dans la définition citée dans la section 1.3.2.3. Rappelons que le chercheur part de l'hypothèse que les luttes conceptuelles dans le discours public doivent être prises en compte au même titre que les représentations des acteurs sociaux ou les procédés qui leur permettent de faire groupe (ou, au contraire, de produire de la différenciation), qu'il considère comme étant les objets d'analyse privilégiés, notamment en CDS.

La notion de conflit conceptuel permet de mettre en avant le fait que non seulement les signifiants et les signifiés sont disputés lors de conflits sur les mots, mais également leur degré d'acceptabilité en fonction des règles de production discursive d'une communauté. En effet, la notion de « conflit conceptuel » que j'utiliserai ici s'inspire de celle de « semiotic battle » d'Eviatar Zerubavel (2018 : 28) amorçant une réflexion qui me semble importante. Selon le sociologue, les « batailles sémiotiques » naissent du désaccord entre les locuteurs sur ce qui devrait être marqué ou pas dans le discours public, dans le choix entre « spécificité marquée » et « généricité non marquée » (*op.cit.* : 29). Pour illustrer cela, Zerubavel donne l'exemple du slogan « Black Lives Matter » qui a été rejeté par certain-e-s au profit d'un « All Lives Matter » (*op.cit.* : 29-30). Tenter d'imposer le second au détriment du premier signifie ici une volonté de ne pas marquer le problème spécifique du racisme à l'égard des personnes noires et donc de prétendre que toutes les populations courent dans la société les mêmes risques quelle que soit leur couleur de peau, ce qui va à l'encontre de la réalité sociale constatée³³. En accord avec l'hypothèse de Zerubavel,

³³ Selon la recherche statistique menée par Franck Edwards, Hedwig Lee et Michael Esposito, aux États-Unis, « les hommes noirs sont environ 2,5 fois plus susceptibles d'être tués par la police au cours de leur vie que les hommes blancs. Les femmes noires sont environ 1,4 fois plus susceptibles d'être tuées par la police que les femmes blanches » (2019 : 16794). Sur les causes multiples de la situation d'inégalité dans laquelle se trouve actuellement la population noire américaine et sur le caractère systémique des violences policières à son égard, voir par exemple le travail

j'envisage de montrer que les conflits « sur les mots » fonctionnent en tant qu'espaces de (re)configuration du dicible où le marquage et le non-marquage ont des « implications politiques » (*op.cit.* : 31). Par conséquent, j'entends par « conflit conceptuel » un échange réfutatif ayant lieu dans un espace public au sujet de mots mobilisés en tant que marqueurs de discours et de positionnements politiques d'inégale acceptabilité. La dernière section avant la formulation définitive de ma problématique sera consacrée à la difficulté qui a accompagné la définition et le recueil des discours dont je propose d'interroger le statut.

1.3.4 De la difficulté de définir les discours cosmopolitiques

Si les discours « communautaires » et notamment nationalistes ont fait l'objet de nombreuses analyses au sein des sciences du langage, ce n'est pas le cas des discours cosmopolitiques qui restent, par conséquent, difficiles à circonscrire. Je procéderai d'abord à une synthèse des constats sur le fonctionnement des discours qui construisent une identité nationale à protéger. Ensuite, je présenterai le contraste tangible entre ce domaine d'investigation et celui qui s'intéresse aux cosmopolitismes. J'expliquerai notamment la difficulté que d'autres chercheur-se-s travaillant sur les discours des cosmopolitismes ont éprouvé au moment de recueillir, d'annoter ou d'analyser leurs corpus, même si c'est pour réaliser des analyses de contenu et non pas du discours.

1.3.4.1 Définir les discours relatifs à la nation

Parler de la nation et des frontières nationales dans le cadre de l'analyse du discours revient le plus souvent à adapter une perspective socioconstructiviste « qui comprend les frontières comme processus sociaux (de pouvoir) visant au marquage et à la démarcation » (Wille 2020 : 25). Les frontières sont de ce fait étudiées moins comme des phénomènes matériels ou institutionnels qu'en tant qu'objets sociaux construits, déconstruits et négociés par les acteurs (*ibid.*). Par conséquent, étudier les discours centrés sur la nation implique de s'appuyer sur une conception de celle-ci comme d'une construction discursive instaurant des rapports de pouvoir à travers la démarcation. Plusieurs linguistes soutiennent en effet que l'existence de la nation est due principalement à la croyance en son existence, partagée et maintenue par ceux et celles qui sont défini-e-s comme ses membres et ses non-membres, ainsi qu'à sa performance constante par les un-e-s et les autres (Sériot 1997 : 44-45, Achard 1998 : 12, de Cillia, Riesigl et Wodak 1999 : 153, Wodak 2018) :

d'Audrey Célestine et de Nicolas Martin-Breteau (2016 : 17, 20-21) consacré spécifiquement au mouvement *Black Lives Matter*.

La nation n'est pas un objet naturel, mais une catégorie, qui existe avant tout dans le nom qu'une communauté se donne à elle-même ou que d'autres lui donnent de l'extérieur. Un ethnonyme n'est pas le reflet direct d'une « chose », mais un objet de discours. (Sériot 1997 : 44-45)

En ce sens, les chercheur-se-s suivent la perspective de Benedict Anderson (2002 [1983] : 19) dans sa définition de la nation comme d'une « communauté imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine ». C'est une communauté de personnes qui se pensent comme groupe sans se connaître toutes et qui, pour se penser comme groupe, ont besoin d'une frontière : « aucune nation ne s' imagine coextensive à l'humanité » (*op.cit.* : 20). Cela constitue la difficulté (mais non pas l'impossibilité) fondamentale de penser une humanité cosmopolite dans un monde dont la perception est largement définie chez ses habitant-e-s par un imaginaire national.

Mais qu'entend-on exactement par « nation en tant que construction discursive » ? Rudolph de Cillia, Martin Reisigl et Ruth Wodak (1999 : 155) insistent sur la capacité sémiotique de l'imaginaire national qui fournit des sens et des interprétations spécifiques aux membres de la communauté qui les intériorisent :

A national culture is a discourse, a way to construct meanings which influence and organize both our actions and our perceptions of ourselves. National cultures construct identities by creating meanings « of the nation », with which we can identify; these are contained in stories that are told about the nation, in memories which link its present to its past and in the perceptions of it that are constructed. (Hall 1994 : 201^[34], cité dans de Cillia, Reisigl et Wodak 1999 : 155)

Le discours qui fait vivre la nation reproduit constamment deux opérations discursives : le regroupement et la différenciation (Koukoutsaki-Monnier 2008 : 309). La première produit un « nous » collectif : « position d'énonciateur attachée à tout discours politique, lui-même constituant de contrôle et d'implémentation de l'État » (Achard 1998 : 17). S'imaginer comme un « nous » implique également de penser un « eux », le couple formant une entrée classique en analyse du discours s'intéressant à la construction discursive de Soi et de l'Autre dans leur définition-tension mutuelle.

De même que la nation, l'appartenance à celle-ci est une construction discursive résultant d'un processus de socialisation des individus qui se déroule sur plusieurs plans dans une optique nationale (Wodak 2018). On apprend alors progressivement que cette optique est une « évidence » parce que c'est comme cela que l'on en fait l'expérience. L'apprentissage de la langue, souvent, nous inscrit dans une communauté nationale avant même qu'on commence à en concevoir l'existence. Les revendications linguistiques constituent, parmi d'autres (religieuses, ethniques...),

³⁴ HALL Stuart, 1994, *Rassismus und kulturelle Identität*. Ausgewählte Schriften 2, Hambourg, Argument.

un vecteur important pour l'autoidentification nationale et la lutte politique que celle-ci réclame (le « nationalisme linguistique », voir Boyer 2004 sur la situation catalane). Il semble alors « acquis que l'appartenance à une nation va de pair avec celle à une communauté linguistique » (Kremnitz 2000 : 26), or les chercheur-se-s savent qu'« il n'en est rien » (*ibid.*). D'un côté, « des nations entières ne peuvent pas ou plus se définir par la langue », comme l'Irlande (*ibid.*). De l'autre côté, une nation peut reconnaître son caractère plurilingue (la Suisse) sans cesser d'en être une.

L'« apprentissage » de l'appartenance nationale se poursuit à l'école (Delanty 2013 : 175), où celui-ci est soit un objectif didactique explicite (Koukoutsaki-Monnier 2008 : 305 à propos de la Grèce, Boudart 2011 : 45 à propos de la Belgique, Denimal 2011 : § 1-2 à propos du Liban) soit un résultat potentiel compte tenu du discours proposé aux élèves. Parfois le nationalisme et le concept de nation sont consciemment déconstruits par les auteur-e-s des manuels qui, selon les contextes, jugent peu acceptable, voire inadmissible d'enseigner ce qui pourrait être associé au nationalisme. C'est le cas d'un manuel d'histoire grec (Koukoutsaki-Monnier 2008) ou des manuels d'histoire allemands (von Münchow 2019). Or la primordialité de l'enseignement de l'appartenance nationale l'emporte dans les deux cas. En Grèce, le manuel orienté vers une perspective transnationale de l'histoire subit une forte critique de l'Académie d'Athènes et finit par être retiré des programmes. Dans les manuels allemands, la volonté de remettre en question le concept de nation et les dérives politiques auquel celui-ci a participé n'empêche pas que l'appartenance nationale du lectorat – des élèves – continue à relever pour les auteur-e-s de l'évidence (*op.cit.* : 167) et donc à être enseignée comme telle. D'autres canaux, comme la communication politique, la production culturelle, les manifestations sportives, les célébrations et commémorations ou encore les médias (Anderson 2002 [1983] : 77-91, 119) participent également à maintenir l'idée d'une communauté nationale et à apprendre aux individus à se penser comme appartenant « naturellement »³⁵ à une nation et à s'y inscrire discursivement (de Cillia, Riesigl et Wodak 1999 : 153).

Distinguons maintenant l'optique nationale qui relève de l'évidence de l'appartenance à la nation du discours nationaliste. À partir de travaux essentiellement linguistiques, je propose une liste non-exhaustive de traits permettant de caractériser ce dernier. D'abord, le discours nationaliste met l'accent sur le groupe : la communauté des nationales et des nationaux, la communauté ethnique et/ou linguistique (Achard 1998 : 25), ainsi que, souvent, sur la singularité de ce groupe (de Cillia,

³⁵ Voir la « boucle réflexive » sous forme de « prédicat exclamatif » (Authier-Revuz 2012 [1995] : 125) que fait Anderson (2002 [1983] : 149) sur le mot « naturalisation » : « mot merveilleux ! » [*wonderful word!*].

Riesigl et Wodak 1999 : 162). Cela implique de se focaliser sur la différence entre le groupe en question et les autres groupes : le discours nationaliste « vise à renforcer la légitimité politique d'une entité désignée et à laquelle appartient le locuteur soit à l'égard d'entités nationales étrangères, soit à l'égard de constructions énonciatives concurrentes » (Achard 1998 : 36). Ce qui fait l'unité (le territoire national, la culture, la langue, l'histoire et la souveraineté politique) de la nation relève dans le discours nationaliste du domaine du « naturel » :

« Nation » as defined by many politicians, also from right-wing populist parties, is a limited and sovereign community that exists and persists through time and is tied to a specific *territory (space)*, inherently and essentially constructed through an in/out (member/non-member) opposition to its out-groups (Spiering 2015)³⁶. (Wodak 2018 : 38)

Les éléments de l'identité nationale sont représentés comme données d'avance et devant être protégées car composant le meilleur ordre des choses possible, la supériorité étant dans l'évidence de cet ordre. Le discours nationaliste présente généralement cet ordre comme bouleversé en présupposant une situation de manque par rapport à une représentation idéale d'un État-nation. Cette représentation est celle d'un « État exerçant son autorité sur un territoire, et “se débrouillant” de façon satisfaisante (c'est-à-dire avec le moins de contestations possibles) quant à sa légitimité en tant qu'énonciation de ceux sur lesquels s'exerce son autorité ». (Achard 1998 : 37). Le manque relevé, quant à lui, peut concerner :

- les frontières territoriales d'un État ;
- la légitimité de l'État par rapport à la population ;
- la légitimité d'une partie de la population à contribuer au consensus de fait qui fonde l'État. (*op.cit.* : 37-38)

Les frontières nationales, par exemple, sont idéalement représentées comme une manifestation de la coïncidence « naturelle » entre une population et un territoire en vertu de l'histoire liant les deux. Face à une hybridation de cette relation, notamment par les migrations, les discours nationalistes entrent en force pour souligner ce manque de coïncidence et appeler à la rétablir :

Les migrations introduisent un désordre par le fait que population et territoire ne coïncident plus. Elles provoquent la déterritorialisation des populations, la fluidité du passage, l'hybridation des allégeances et des identités multiples. Dans le discours nationaliste, beaucoup d'États-nations sont ainsi menacés dans leur autonomie de gestion des migrations par le haut, du fait de systèmes de gestion régionaux comme en Europe, ainsi que de l'idée de gouvernance mondiale des migrations dont les normes s'imposeraient aux États pour sécuriser les migrations. Mais aussi par le bas, à travers le pluriculturalisme, qui transforme les identités nationales en introduisant des valeurs issues du cosmopolitisme. (Wihtol de Wenden 2018 : 47)

³⁶ SPIERING Menno, 2015, « The Essential Englishman: The Cultural Nature and Origins of British Euroscepticism », in : TOURNIER-SOL Karine et GIFFORD Chris (éds.), *The UK Challenge to Europeanization : The Persistence of British Euroscepticism*, Londres, Palgrave Macmillan, pp. 17-32.

Pour cela, les nationalistes passent notamment par l'altérisation accentuée de la figure de l'étranger-e. Sur l'exemple de la communication du parti suisse l'UDC, Vincent Capt, Jérôme Jacquin et Stéphanie Pahud circonscrivent le stéréotype des étranger-e-s (précisément, de confession musulmane ou présumé-e-s tel-le-s) en Suisse, défini par quatre traits sémantiques : [trop nombreux], [trop différents], [profiteurs] et [répréhensibles]. La rhétorique émotionnelle du parti les représente comme « menaçant[s] (i.e. suscitant la crainte) et condamnable[s] (i.e. suscitant l'indignation) » (Capt *et al.* 2010 : § 181).

Face à ces nombreuses propositions de théorisation du fonctionnement des nationalismes, les discours cosmopolitiques, à leur tour, semblent être une entité beaucoup plus floue pour les chercheur-se-s, en raison à la fois de la diversité des discours qui peuvent être qualifiés de « cosmopolitiques » et du manque de travaux se penchant sur leurs caractéristiques énonciatives. Les deux sections suivantes, bien qu'orientées elle aussi vers la définition de tels discours, souligneront surtout la difficulté à les construire, tout en essayant d'en proposer une définition « de travail ».

1.3.4.2 Deux usages scientifiques du terme « cosmopolitisme »

Commençons par préciser que le terme « cosmopolitisme » peut avoir plusieurs fonctions dans les travaux de recherche. Sa fonction normative s'exerce lorsqu'on vise à discuter et à proposer un projet cosmopolitique du point de vue politique et/ou moral. Les titres suivants des travaux de recherches exemplifient l'application normative du concept : *Comment susciter l'émergence du demos mondial* (Weinstock 2010), *Seeking global justice: what kind of equality should guide cosmopolitans?* (Brock 2019). L'appartenance des individus aux communautés politiques est vue non pas comme un prérequis, mais comme un lien qui part de l'individu et qui l'attache à une communauté qu'il « fait sienne » (Guenancia 2017 : 81). Les différences entre individus et communautés ne sont alors pas indépassables ni inexistantes : elles sont tout simplement pensées comme secondaires à l'unité de l'espèce humaine dont les individus sont tous des représentants différents :

Seul ce point de vue [cosmopolitique] permet de considérer (à tous les sens du mot) les différences entre les nations, les peuples, les civilisations non pas comme des différences entre des mondes propres, mais comme des expressions de la diversité, irréductible et bonne, des hommes habitants d'un même monde. (Guenancia 2017 : 79)

Penser le cosmopolitisme c'est, en l'occurrence, penser une organisation politique tendue vers une justice globale, une résolution concertée des enjeux mondiaux et une « solidarité internationale » considérée comme un « impératif moral et politique » (Policar 2018a : 19). On suggère que des

organisations internationales, se chargeant notamment de la justice, doivent porter le cosmopolitisme sans qu'il soit forcément nécessaire, comme le montre entre autres Policar, d'imaginer une sorte de gouvernement mondial :

À partir du moment où les interactions se généralisent au monde entier, il faut donc penser une forme de droit qui régule les liens transnationaux. Le « droit cosmopolitique » au sens strict concerne justement les prétentions juridiques que les « étrangers » peuvent faire valoir aux États. La citoyenneté mondiale justifie dès lors l'exigence d'entrer dans les relations juridiques avec les autres, et non pas la constitution d'un nouvel Empire. Le cosmopolitisme est dès lors rigoureusement incompatible avec l'homogénéisation produite par la globalisation néo-libérale. (Policar 2018b : 56-57)

Dans la même veine, Daniele Archibugi et David Held (2012 : 12) réfléchissent au projet d'une démocratie cosmopolitique qui « n'a jamais été pensée comme le produit d'une démarche unique, mais comme un cadre susceptible de réunir une foule de propositions et de campagnes dont l'objectif est d'amener la gouvernance mondiale à la démocratie par des voies diverses ». Parmi les « méthodes possibles pour l'avènement d'une démocratie cosmopolitique » (*op.cit.* : 13), on retrouve des propositions dans le domaine

1 – des politiques internes aux États : « s'efforcer, lorsque les conditions le permettent, de réduire les différences entre nationaux et étrangers, pour permettre à ces derniers de jouir des mêmes droits politiques que les citoyens du pays » (*op.cit.* : 13).

2 – des relations externes des États : « Un État démocratique devrait ainsi utiliser ses instruments de politique extérieure en faveur de la communauté internationale, même si cela implique des désavantages à court terme » (*op.cit.* : 14).

3 – de la justice : « [...] tout développement significatif de l'État de droit mondial requiert une CIJ [Cour internationale de justice] plus forte qui aurait les moyens d'imposer sa juridiction pour agir en véritable tribunal au lieu de simplement jouer les arbitres entre États » (*op.cit.* : 16-17)

4 – de la participation citoyenne : « la création d'une Assemblée parlementaire mondiale sur le modèle du Parlement européen » (*op.cit.* : 17).

Le projet de cosmopolitisation des États serait ainsi compatible avec leur existence ; il dépasse par ailleurs la globalisation économique et la création des organisations internationales : « Il faut pouvoir envisager la possibilité du maintien du pluralisme étatique dans un cadre cosmopolitique. Il n'est donc pas nécessaire, selon ces auteur-e-s, de remplacer les États-nations par un État mondial pour donner corps au cosmopolitisme (Mbonda 2010 : 211).

La fonction empirique de la notion de « cosmopolitisme » entre en jeu lorsque, plutôt que de proposer un projet d'organisation politique qui fonctionnerait selon les principes du

cosmopolitisme, on s'attache à analyser la cosmopolitisation des espaces et des communautés. Il s'agit ici de définir le cosmopolitisme comme une pratique et une performance (Woodward et Skrbiš 2019 : 131). Les titres suivants exemplifient l'usage empirique du terme : *Everyday Cosmopolitanism in the Marketplace* (Aljunied 2017), *Cosmopolitanism in exclusionary contexts* (Thiollet et Assaf 2021). Un tel usage est fait notamment par celles et ceux qui étudient un cosmopolitisme témoignant d'une « forme politique et culturelle de la mondialisation contre-hégémonique » (Bhabha 2007 : 16) de celles et ceux qui, avec moins de ressources et d'opportunités que les autres, sont tout de même impliqués-e-s dans les processus de cosmopolitisation (voir la section 1.1.2).

Cela ne signifie pas, bien évidemment, que les pratiques de cosmopolitisation des élites n'intéressent pas les chercheur-se-s explorant la dimension empirique du cosmopolitisme. C'est le cas par exemple du recueil dirigé par Lorenza Mondada et Luci Nussbaum (2012) qui se penche sur les interactions cosmopolites de « certains protagonistes de la globalisation appartenant aux élites européennes » (*op.cit.* : 8). Les questions guidant les travaux réunis témoignent toutes de la perspective résolument empirique dans laquelle les éditrices proposent d'aborder le cosmopolitisme :

Comment se déploie l'agir cosmopolite en contexte ? Comment s'organisent des formations sociales cosmopolites ? Comment se comprennent et agissent ensemble des professionnels en situation cosmopolite ? De quelles ressources interactionnelles disposent-ils, mobilisent-ils et parfois inventent-ils, et quelles sont les conséquences de la disponibilité et de la mobilisation de certaines ressources plutôt que d'autres pour communiquer ? Vers quelles finalités et quelles valeurs s'orientent les choix des ressources linguistiques lors de l'organisation de rencontres cosmopolites ? Comment la diversité des cultures, des langues, des identités est-elle traitée dans de tels contextes ? Quels en sont les effets en termes d'inclusion ou d'exclusion de certains participants – autrement dit en termes d'opportunités, facilités, contraintes, difficultés de participer ? (Mondada et Nussbaum 2012 : 15)

Il s'agit par ailleurs de l'un des rares travaux s'intéressant à la manière dont « la cosmopolitisation se réalise effectivement sur le terrain » (*op.cit.* : 11) à travers les pratiques langagières des individus.

Le cosmopolitisme a ainsi été doublement défini comme étant « à la fois une théorie normative [...] et un type particulier de phénomènes sociaux » (Delanty et Harris 2019 : 95). En faisant cette distinction, les chercheur-se-s appellent souvent à ne pas négliger le potentiel empirique du concept qui se trouve parfois à l'ombre de son pendant normatif :

Only by studying the context-immanent action orientations, practices and relations and the context-transcendent, reflexive, meta-cultural structure in their tension-laden, dynamic, temporally unfolding interrelationship can an adequate analysis of cosmopolitanism be approached. (Strydom 2019 : 84)

En effet, si le cosmopolitisme peut être un « projet » (Mignolo 2019 : 102), il n'en est pas moins un ensemble de pratiques sociales de mobilité, de travail, de loisirs, de socialisation, d'interaction, de pratiques résidentielles, culturelles, vestimentaires et alimentaires (Assael 2013, Fournet-Guérin 2019, Perrodin 2019, Sassatelli 2019).

1.3.4.3 Définir les discours cosmopolitiques

Comme je l'ai souligné *supra*, la place des travaux adoptant une approche discursive du cosmopolitisme reste encore largement vacante³⁷, alors que la conception empirique du cosmopolitisme y prédispose, avec sa définition du cosmopolitisme comme « discursive, practical resources available to social actors to deal with emergent, everyday global agendas and issues, related to things like cultural diversity, the global and otherness » (Woodward et Skrbiš 2019 : 134).

Le cosmopolitisme est discours, sa présence dans la sphère publique correspondant selon Cicchelli à l'un des « quatre usages » suivants (2016a : 18) :

- La consommation globale de « produits dé-culturalisés » ou encore de produits « ayant un fort ancrage culturel local (qui devient ensuite un signe distinctif de reconnaissance à l'échelle planétaire) ».
- La mobilité cosmopolite des voyageurs invétérés
- Le cosmopolitisme comme universalisation et comme « menace » aux cultures et identités particulières (usage propre à l'extrême droite)
- Le cosmopolitisme comme domination des « élites globalisées » et tentative de reconstruction des empires modernes (usage propre à l'extrême gauche).

Encore faut-il pouvoir identifier les réalisations linguistiques et discursives de ces ressources, du moins en première approche, pour pouvoir les recueillir en vue d'une analyse. À ce sujet, plusieurs recherches témoignent de difficultés éprouvées à cette occasion. Lyn Calcutt, Ian Woodward et Zlatko Skrbiš, étudiant les discours cosmopolitiques et nationalistes des citoyen-ne-s notent : « At this stage of the project cosmopolitanism was interpreted as expressions approximating the wide range of values described in the literature and many statements could not be coded with certainty » (Calcutt *et al.* 2009 : 175). Comme indiqué *supra*, les discours cosmopolitiques sont également associés aux discours du type « mobilitaire » (Mincke 2013, Fridman et Ollivier 2004) et aux discours de diversité (Bereni et Jaunait 2009), de multiculturalisme, ce qui, à la fois, complique la

³⁷ On peut certes considérer que les travaux en sociolinguistique interactionnelle portant sur des échanges plurilingues constituent une forme de contribution linguistique à l'étude des pratiques cosmopolites. Il n'en reste pas moins que ce terme y est rarement employé et encore plus rarement discuté.

tâche de différenciation et fournit des ressources potentiellement exploitables (notamment, pour comprendre quelles formations discursives concernant le rapport de soi à l'autre sont susceptibles de produire les discours cosmopolitiques contemporains).

Le travail sur les discours cosmopolitiques pourrait par ailleurs profiter des études du transfrontalier et de ses modes de communication bénéficiant, dans l'espace européen, d'une légitimité institutionnelle. Les enseignements tirés par Eleni Mitropoulou (2020 : 92-93) de son analyse du discours transfrontalier dans le Rhin Supérieur selon une perspective sémiologique représentent, à mon sens, des pistes de réflexion qui peuvent nourrir les études des discours cosmopolitiques. Il est possible de formuler ces pistes sous forme de questions : s'agit-il d'une juxtaposition de références aux identités nationales ou d'une interaction entre elles produisant une identité d'un niveau supérieur ? Le transfrontalier (et, dans notre cas, le cosmopolitique), est-il conçu et médiatisé comme une valeur, et si oui, comment ? Quels rapports de force structurent les espaces construits par-delà les frontières nationales et en même temps compte-tenu de celles-ci ? Les analyses, qui seront présentées dans la partie 2, reflètent en effet, du moins partiellement, l'utilité de ce questionnement pour aborder les discours du cosmopolitisme.

Une autre proposition de description des positionnements propres à une vision cosmopolitique du vivre-ensemble a été publiée quand ma recherche s'approchait déjà de sa phase finale. Il s'agit de l'ouvrage *Une jeunesse crispée* (Cicchelli et Octobre 2021b) qui propose, à partir d'une étude qualitative d'interviews avec de jeunes Français-e-s, une typologie de quatre « esprits », chacun avec sa « grammaire morale du vivre ensemble » : nationaliste, républicaine, multiculturaliste et cosmopolite. La présentation de l'esprit cosmopolite fournit des indications précieuses sur les profils de celles et ceux qui l'adoptent, de leur vision de la nation, de l'UE, des frontières nationales, de la liberté et de la solidarité. En faisant écho aux recherches, citées précédemment, qui ont démontré que le cosmopolitisme n'est pas réservé aux populations aisées tirant profit de la globalisation, les auteur-e-s notent, par exemple :

Loin du cosmopolitisme des élites globalisées, souvent assimilé à l'indifférence typique du consommateur blasé, le puissant souci d'Autrui qui se retrouve dans cet esprit se détache singulièrement de l'histoire politique française tant il semble surgir de nulle part et ne se réclame d'aucun héritage : aucun de ces jeunes n'évoque les liens avec les Lumières ou la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. (*op.cit.* : 191)

Si je n'ai pas pu inclure les enseignements de cette étude dans mon bagage théorique préalable, car la constitution du corpus avait commencé deux ans plus tôt, il sera d'autant plus intéressant de voir en quoi une analyse discursive que je propose dans ce travail rejoint ou non les conclusions des sociologues, même si les deux études ne procèdent pas de la même manière ni se déroulent dans une même communauté discursive.

La définition de travail des discours cosmopolitiques, qui a été nécessaire dès le début de la thèse pour pouvoir recueillir le corpus, se base donc sur d'autres études. Notamment, la définition de Woodward et Skrbiš (2019) m'a paru suffisamment large pour inclure la diversité des positionnements qui existent au sein de ce que j'appelle ici les « discours cosmopolitiques ». Pour eux, ces discours sont organisés autour de l'idée d'ouverture à la différence culturelle qui se présente comme un « schéma opérationnel pertinent du discours » (*op.cit.* : 138). L'ouverture n'est pas ici à prendre dans son expression absolue mais doit être observée dans sa performance contextuellement située (*ibid.*). Dans la même veine, selon Calcutt et ses collègues (2009 : 182), on peut définir les discours cosmopolitiques selon le critère de « sécurité culturelle » qui s'y exprime. Pour mieux comprendre la notion de « sécurité culturelle », on peut partir de son contraire, l'« insécurité culturelle ». Manifestée dans les réactions d'inquiétude, de peur et de rejet, l'insécurité culturelle résulte de la perception de celles et ceux que l'on considère comme étant « autres » comme « une gêne ou une menace en raison de [leur] “culture”, de différences apparentes ou supposées » (Bouvet 2015 : 10). Les discours souverainistes et nationalistes, racistes et xénophobes s'inscrivent dans ce schéma sans l'épuiser. Un discours basé sur une expression de sécurité culturelle serait alors celui qui exprimerait une proximité plutôt qu'une différence indépassable et une peur de celle-ci. Il est important de souligner qu'en l'état il ne s'agit pas de caractéristiques énonciatives précises, mais plutôt de points de repères identifiés dans les travaux précédents et qui ont pu être utilement mobilisés au début du travail. Puisque les discours cosmopolitiques étudiés dans ce travail le sont en tant que constituant un espace du dicible et de l'indicible autour du concept de citoyenneté, il est possible de préciser la définition empruntée à Woodward et Skrbiš en disant que dans le cas de cette recherche, je m'intéresse aux discours cosmopolitiques en tant que potentialité discursive d'imaginer une citoyenneté basée sur une ouverture à la diversité, une sécurité culturelle et une prise en compte de la commune humanité des citoyen-ne-s par-delà leurs appartenances nationales.

Cette première définition des discours cosmopolitiques, très large et peu ancrée dans des modes d'énonciation concrets, doit d'ores-et-déjà, être accompagnée d'une autre observation : celle qu'il n'est pas nécessaire de se dire citoyen-ne du monde ou cosmopolite pour produire un discours cosmopolitique. Justement, c'est parfois l'identification qui fait défaut, en raison de ses connotations ou d'autres raisons menant à une indicibilité, ou alors parce qu'elle n'est pas dans l'habitude discursive des personnes concernées (la question se pose alors de savoir pourquoi, précisément). C'est ainsi que le caractère peu naturel du mot « cosmopolite » se manifeste dans un

exemple d'interaction cité par Catherine Fournet-Guérin qui a étudié le cosmopolitisme quotidien des habitant-e-s des quartiers populaires de Maputo :

« Je suis globaliste ! Cosmopolite ? Oui, d'accord ! ». Si cet homme, professeur d'université d'origine rwandaise, installé à Maputo depuis plus de vingt ans, accepte la proposition du mot lors d'un entretien, nul à Maputo n'aurait l'idée de l'employer, que ce soit parmi les étrangers résidant en ville ou les Maputéens mozambicains. Pourtant, les interactions entre les locaux et les étrangers révèlent bien des manières de faire qui relèvent de pratiques cosmopolites au quotidien : dans le commerce de détail et de proximité, dans l'usage partagé de la langue de communication au Mozambique, le portugais, dans des lieux de sociabilité partagés, dans la fréquentation d'un espace public sûr et ouvert, entre autres. (Fournet-Guérin 2019 : 260)

Les mots explicitant le cosmopolitisme quotidien des habitant-e-s de la ville sont manifestement extérieurs à leur répertoire linguistique habituel (« nul à Maputo n'aurait l'idée de l'employer »). Cette remarque vient confirmer à nouveau la nécessité d'étudier les discours cosmopolitiques non seulement en tant que type de positionnement³⁸ mais aussi et surtout en tant qu'expression d'une représentation particulière du dicible en concurrence avec d'autres représentations et dont la place dans la hiérarchie discursive des locuteurs et locutrices peut impacter l'énonciation, comme l'illustre l'exemple de Fournet-Guérin. Dans le cas particulier de cette recherche, je me centrerai sur les discours cosmopolitiques basés sur la revendication du statut de citoyen-ne du monde, même si, comme je l'ai souligné *supra*, ce n'est certainement pas la seule façon de parler en cosmopolite.

³⁸ En employant la notion de « type de positionnement », j'utilise la typologie des unités discursives proposée par Maingueneau (2014 : 65) pour y rapporter, selon les objectifs de la recherche, les genres discursifs : il s'agit de la « sphère d'activité », du « champ discursif » et du « lieu d'activité ». En parlant des discours cosmopolitiques, je parle dès lors d'un ensemble d'énoncés correspondant à une position énonciative (Maingueneau parle d'« identité énonciative », *op.cit.* : 66) et idéologique qui, dans le cadre d'un « champ discursif », se trouve en relation de concurrence avec d'autres positionnements.

1.4 Problématique et questions de recherche

Ce premier chapitre a permis de voir, d'abord, que le « statut » du discours dans les communautés discursives, que le mot soit employé ou pas, fait l'objet d'une attention particulière en SHS. Les chercheur-se-s s'interrogent régulièrement sur la place des discours qu'elles et ils étudient et précisément sur les moments de transition où cette place semble changer en fonction du déclin ou de l'accroissement de l'acceptabilité des discours en question dans l'espace public. Si les travaux en analyse du discours proposent un riche appareillage conceptuel permettant de se pencher sur les degrés d'acceptabilité et de dicibilité d'un discours, une réflexion mettant à l'épreuve la notion de « statut » de discours semble pouvoir prolonger les recherches existantes de façon pertinente. Une telle contribution discursive pourrait s'interroger, en complément des travaux présentés, notamment dans d'autres disciplines, non pas sur le statut de détenteurs d'un discours ni sur l'étendue matérielle de sa présence, mais sur les manifestations discursives de son caractère plus ou moins dominant ou marginal, plus ou moins dicible dans une période et un contexte donné. Cette intention est directement inspirée de l'observation de von Münchow (2021b : 80) qui constate la présence d'« une certaine hiérarchie entre les représentations différentes » d'un même objet social au sein d'une même culture discursive, constat à partir duquel elle forge la notion de « statut » de représentation. Je l'emprunte ici pour appréhender la concurrence des discours qui se cristallise lorsque ces discours s'articulent autour d'un même concept dans une situation de désaccord linguistique et politique.

Les discours cosmopolitiques constituent un objet prometteur pour ce type d'étude : ils se trouvent au cœur des processus de mondialisation qui engendrent nombre de controverses. Ces discours participent ainsi des questionnements à la fois universellement importants et spécifiquement actuels correspondant au terrain que j'ai choisi pour cette étude, à savoir le Brexit. Ces discours font vivre les catégories ambivalentes de « citoyen-ne du monde » et de « cosmopolite », portant une riche mémoire discursive et désignant un objet qui n'existe et n'a encore jamais existé du point de vue légal³⁹, mais a toute de même une existence imaginaire et, pour certain-e-s, pratique (il est possible d'agir, certes de façon restreinte, en citoyen-ne du monde même si ce statut n'a pas de valeur juridique). Les discours cosmopolitiques tirent souvent leur raison d'être d'une opposition avec les discours nationalistes et souverainistes et semblent, selon les chercheur-se-s qui se sont récemment penchés sur eux, traverser actuellement une période dans laquelle leur acceptabilité est

³⁹ « So far, we have never actually experienced a cosmopolitan type of citizenship, although the idea had existed throughout human history » (Karatani 2002 : 25).

remise en question. Le choix du terrain s'explique enfin par la présence d'une demande, perceptible dans la littérature concernée en SHS, d'étude des statuts des discours concurrents sur la citoyenneté, actifs sur la scène publique d'aujourd'hui. Cette demande peut être formulée indirectement comme un intérêt pour le « succès » et le « déclin » de certaines représentations de la citoyenneté au détriment ou au profit de certaines autres (comme indiqué dans la section 1.2.2) ; elle est parfois très explicite, notamment lorsqu'elle s'appuie sur une conception de la citoyenneté comme d'une pratique discursive, régie, comme toute autre pratique sociale, par un système de normes. Par exemple, la position de recherche de Thomas Diez et Vicki Squire est formulée ainsi, alors qu'il ne s'agit pas pour les auteur-e-s de se situer dans la discipline de l'AD :

Indeed, we work from the assumption that discourses are always contested, and that there will always be inconsistencies and competing discourses within a single citizenship tradition. Therefore, to the extent that we distinguish between different citizenship traditions in relation to the securitization of migration, the analysis draws attention to tendencies rather than absolutes. It does this by drawing attention to the general discursive rules that establish the limits of what can be legitimately said about citizenship within each specific national context. (Diez et Squire 2008 : 567)

Il s'agit ainsi pour moi de proposer une étude s'attachant à la matérialité langagière, nécessaire pour étudier les mécanismes de construction de l'autorité en discours et de l'acceptabilité qu'elle produit, d'un côté, et les tentatives de subversion des limites du dicible ainsi instaurées, de l'autre (Krieg-Planque 2015). Ces processus semblent déterminants pour la catégorie de « statut » du discours puisqu'ils rendent compte de la hiérarchisation des discours dans les communautés en fonction de leur rapport aux règles du dicible, toujours en évolution.

En réponse, sans doute, au phénomène qualifié par Krzyżanowski (2016 : 309, voir la section 1.3.2.3) comme la « nature toujours plus fortement conceptuelle du discours », les travaux qui se sont déjà intéressés aux terrains de conflits sur les mots ont exploré leurs dimensions argumentatives, métadiscursives, polémiques. Le point commun de ces recherches dont j'ai fait état dans la section 1.3.2 est de considérer que loin d'être des confrontations de second ordre, puisque centrés sur les *mots* et seulement de façon secondaire sur les *choses*, les conflits sur les mots sont une excellente entrée en matière des controverses publiques où les négociations et les conflits sur les dires occupent un terrain non-négligeable. Le croisement des sphères politique et médiatique constitue en ce sens un territoire particulièrement attrayant pour les linguistes. En effet, c'est le discours politique, en vertu de sa vocation antagoniste, qui fournit nombre d'occasions de conflits sur les mots, alors qu'ils sont « cadrés » (Micheli 2013 : § 8), polarisés et diffusés par les médias.

En accord avec l'objectif empirique de ma thèse, à savoir de réfléchir au statut actuel des discours contemporains dans l'espace public européen à l'exemple du RU, il m'est nécessaire de renouveler le regard sur les conflits conceptuels. Ils sont appréhendés en tant que moments de vérification, d'interrogation et sans doute d'évolution des normes qui régissent et contrôlent la production discursive d'une communauté, c'est-à-dire des règles du dicible. Cette intention découle de l'hypothèse que les moments de conflictualité qui problématisent les pratiques discursives en tant que telles sont révélateurs des frontières du dicible en vigueur dans une communauté. Ainsi, à propos des discours politiques et de leurs « énoncés fondateurs », Christian Le Bart remarque que

la dramatisation qui marque le franchissement des frontières dicible/indicible, recevable/irrecevable, permet la mise à nu des croyances qui sous-tendent le discours politique. Les périodes de routine, en ce sens, nous intéressent moins que les périodes de crise. Le scandale peut même constituer une période fiable révélant une violence faite aux idéologies politiques fondatrices. (Le Bart 2003 : 100)

Ce fond commun, ce système de détermination qui sous-tend les discours, propre à une période donnée, sera ici abordé par les concepts de « formation discursive » (Haroche *et al.* 1971), qui constitue le fondement de mon approche théorique, et de « culture discursive » (von Münchow 2021b : 17), centrale dans l'approche des statuts de représentations qui fonde ma méthodologie. Ces notions (qui seront détaillées dans le chapitre suivant) pointent en effet la présence, dans une période et une communauté donnée, d'une hiérarchie du dicible allant de ce qui ne se dit pas parce qu'inacceptable à ce qui n'a pas besoin ou ne doit pas être dit parce qu'évident en passant par des degrés d'acceptabilité et donc de dicibilité et d'évidence différents, le tout formant un continuum (von Münchow 2021b : 87-88). La position d'un discours dans cette hiérarchie est précisément ce que je conçois ici comme son statut public.

Sur la base de cette problématisation, ma thèse propose ainsi une triple contribution à la fois théorique et empirique :

- 1 – Contribuer à l'exploration de la catégorie de « statut » du discours pour l'étude de la construction des acceptabilités ou inacceptabilités en discours.
- 2 – Répondre à la demande des travaux en SHS en termes de compréhension du statut des différents discours sur la citoyenneté, en particulier des discours cosmopolitiques, moyennant une étude située dans la discipline de l'analyse du discours.
- 3 – Proposer une nouvelle approche des conflits conceptuels en cherchant à montrer qu'il s'agit d'un terrain particulièrement adapté à l'étude de la construction des espaces du dicible et de l'indicible autour de concepts-clés d'une communauté discursive.

Les trois contributions auxquelles aspire ce travail se reflètent dans la question de recherche doublement formulée comme ceci :

Dans un contexte où aucune réalité juridique ne correspond à la catégorie de « citoyen-ne du monde », quel statut les discours cosmopolitiques contemporains articulés sur cette notion ont-ils dans la sphère publique ? Notamment, comment un espace du dicible et de l'indicible en matière de citoyenneté se construit-il dans le discours public britannique à travers un « conflit conceptuel » dans le cadre des débats sur le Brexit ?

Cette question pluridimensionnelle peut être segmentée en un certain nombre de questions plus ponctuelles suggérant les différentes étapes de la méthodologie d'analyse qui sera présentée dans le chapitre V : Quelles représentations de l'objet social « citizenship » sont mobilisées sur le terrain ? Quelles contraintes régissent la mise en discours de ces représentations et quels statuts de ces représentations peut-on en inférer ? Comment les discours communautaires et cosmopolitiques étudiés interagissent-ils à propos de ces représentations et quelle hiérarchie du dicible et de l'indicible cela permet-il de configurer (en fonction également des genres discursifs, des types de médias, des figures des locuteurs et locutrices) ?

Ces questions seront précisées et justifiées au fur et à mesure de la présentation du cadre théorique et de la proposition méthodologique de ma recherche. Le chapitre suivant s'attachera à faire une présentation théorique de la notion de « contrainte » en AD. Cette notion est doublement importante au regard de la problématique de la thèse. D'un côté, elle est centrale dans la définition du discours, adoptée ici, comme ce qui peut être produit au regard du système de règles du dicible en vigueur. Corollairement, la notion de contrainte constitue le pivot de mon approche méthodologique centrée sur la recherche des traces de contraintes dans les discours étudiés en vue de la reconstruction de la hiérarchie du dicible à l'œuvre sur mon terrain.

Chapitre II. La contrainte comme productrice du discours

Ce premier chapitre théorique cherche à présenter l'idée, centrale dans l'analyse du discours, que la production discursive des sociétés résulte du travail des règles et opérations de contrôle et de limitation. Von Münchow (2017b : 97) remarque : « Tout discours est régi par des normes de différents types : linguistiques, textuelles, génériques, sociales, culturelles... L'analyse du discours peut contribuer à la mise au jour de certaines d'entre elles ». Les moyens par lesquels cette mise au jour serait possible et efficace ont de tout temps intéressé les analystes du discours de divers horizons. En inscrivant le présent travail dans cette filiation théorique, je me propose ici d'exposer quelques projets qui ont guidé les analystes du discours dans la recherche de ce qui détermine et contraint le discours, le rend totalement ou partiellement impossible ou, au contraire, lui ouvre la voie d'une dominance hégémonique.

Dans la section 2.1, la notion de « contrainte » dans le discours est explorée à la lumière des théories des fondateurs de l'ADF et de leur évolution. Cette section introduit les notions de « formation discursive », de « règle du dicible » et d'« interdiscours », qui permettent d'aborder le discours comme un système de ce qui peut être énoncé dans le cadre défini par des formations idéologiques. Dans la section 2.2, je présente le cadre de l'ADC, qui théorise la contrainte culturelle moyennant la notion de « culture discursive ». Les cultures discursives sont elles aussi des systèmes de règles du dicible dans la mesure où elles intègrent des représentations dont le statut peut varier d'une culture à l'autre et est susceptible d'évoluer dans le temps. La notion de « statut de représentation » que j'emprunte à l'ADC intègre l'appareillage méthodologique de la thèse aux côtés de celle d'« interdiscours ». La section 2.3 est l'occasion d'introduire une autre notion-clé permettant de s'interroger sur le travail de détermination des discours : celle d'« hégémonie » mobilisée par Angenot. Ses travaux ont en effet été nécessaires pour comprendre la domination discursive non pas comme la raison du plus fort, de celles et ceux dont le point de vue est le plus audible, mais comme la capacité à instaurer un « monopole de représentation » invisible et, de ce fait, puissant. Le concept d'hégémonie attire l'attention des analystes du discours sur l'importance d'analyser les routines, les évidences, les marquages faibles, indices du sens commun installé dans le discours d'une communauté. Enfin, dans la section 2.4, je montre comment le cadre canonique de la domination interdiscursive dissimulée au sein des formations idéologiques a été repensé par Martucelli (2004) à la lumière des dynamiques contemporaines de l'exercice de pouvoir.

2.1 L'(im)possibilité du discours

Cette première section est consacrée à la théorisation de contraintes en discours en tant que projet fondamental de l'ADF. Bien que certains de ses concepts aient été repensés depuis, il me semble important d'y revenir, à la fois pour situer la problématique annoncée *supra* et pour rappeler les interrogations initiales de l'ADF qui l'ont déterminée en tant que discipline.

2.1.1 Le contrôle discursif et la sélection du dicible

Avant de présenter le cadre de l'ADF en tant que discipline linguistique, il convient de rappeler un cadre philosophique avec lequel l'ADF dialogue constamment. Il s'agit de la typologie des opérations de contrôle discursif qu'offre la leçon inaugurale de Michel Foucault au Collège de France. L'hypothèse énoncée au tout début de la conférence constitue la trame de la leçon : « dans toute société la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité » (Foucault 1971 : 10-11). Je commencerai par rappeler les détails de la typologie proposée par le philosophe suite à cette hypothèse, sous la forme du schéma suivant :

I. Procédures d'exclusion

1. Interdit (*op.cit.* : 11)
 - a. Tabou de l'objet (« on n'a pas le droit de tout dire »)
 - b. Rituel de la circonstance (« on ne peut pas parler de tout dans n'importe quelle circonstance »)
 - c. Droit privilégié ou exclusif du sujet qui parle (« n'importe qui ne peut pas parler de n'importe quoi »)
2. Partage et rejet de la folie
 - a. Rejet comme non-reconnaissance de la parole du fou assignée au statut de (socialement) nulle et non-avenue
 - b. Partage comme fonction de cette même parole de nous permettre de distinguer la parole socialement reconnue de celle qui ne peut l'être
3. Volonté de vérité
Partage institutionnellement appuyé entre ce qui est tenu pour discours vrai et faux

II. Procédures de distribution

1. Commentaire

La nouveauté du discours autre à partir du texte premier est limitée par la « répétition » au fondement du commentaire : « le nouveau n'est pas dans ce qui est dit, mais dans l'événement de son retour » (*op.cit.* : 28)

2. Auteur

Le hasard du discours est maîtrisé par l'individualité d'un-e auteur telle qu'elle se moule dans la représentation de l'auteur-e propre à une époque et un domaine

3. Discipline

Pour qu'un énoncé puisse relever d'une discipline en particulier, il doit s'inscrire dans un système de contrainte concernant :

- a. Le plan d'objets sur lequel porte l'énoncé
- b. Les instruments conceptuels et techniques mobilisés pour construire l'énoncé
- c. L'horizon théorique dans lequel s'inscrit l'énoncé

III. Procédures de raréfaction des sujets parlants (= « systèmes d'assujettissements du discours », *op.cit.* : 46-47)

1. Rituel de parole

« La qualification que doivent posséder les individus qui parlent » (*op.cit.* : 41) et qui détermine « l'efficacité » de leur parole au sens performatif

2. Société de discours

Forme de raréfaction du discours par sa conservation et distribution dans des groupes fermés

3. Doctrine

Contrôle des énoncés qui doivent s'inscrire dans le paradigme collectif et contrôle des sujets parlants à qui la doctrine interdit les énoncés qui se situent hors d'elle

4. Appropriation sociale des discours

La gestion de la distribution des savoirs et des discours suivant les « lignes qui sont marqué[e] par les distances, les oppositions et les luttes sociales » (*op.cit.* : 46). Foucault donne l'exemple de l'éducation qui, bien que formellement dédiée à donner à tout un chacun accès à tout type de discours, fonctionne comme une « manière politique » de sélection et de distribution contrôlée de discours (*ibid.*).

Il est important que ces opérations ne s'appliquent pas *a posteriori* à un certain discours plein, en le limitant d'un coup, comme un panneau de restriction de vitesse qui incite un-e automobiliste à passer de 120 à l'heure à 90. Le discours en tire au contraire son existence, sa possibilité déterminée et restreinte étant sa seule réalité. Il est ce qui apparaît comme valable et recevable dans une configuration complexe d'interdits, de procédures de distributions du discours, de rituels de parole associés à des rôles spécifiques ; c'est ce qui est vrai non pas intrinsèquement, mais dans le cadre d'un paradigme idéologique, d'une volonté de vérité évoluant selon les époques, cultures, régimes politiques et domaines.

Par contraste, on peut aussi identifier ce qui est donc indicible dans une configuration historique donnée. Cependant, la corrélation n'est pas immédiate. La raison en est une grande complexité du domaine de l'indicible. Ainsi, quand on s'intéresse aux opérations de raréfaction du discours chez Foucault, on voit que ce qui se trouve en dehors de la possibilité discursive, du dicible, c'est rarement ce qui ne peut absolument pas être dit (cela concerne par exemple, les « tabous de l'objet »). Dans une grande partie des autres cas, l'indicible ne relève pas de l'interdit formel ou légal. Il est, par exemple, dans l'impossibilité de dire autre chose que ce qui est dit en raison d'une détermination sociale et historique du sujet parlant (c'est le cas de la fonction « auteur »). Enfin, l'indicible n'est pas tel parce qu'il ne peut pas être dit par un sujet parlant, mais parce que même lorsqu'il est dit, il reste inaudible, considéré sans effet, irrecevable, incohérent, ne faisant pas sens. C'est le cas du rejet, des rituels de parole, des restrictions disciplinaires et, avant tout, de la volonté de vérité. Nous verrons à présent comment les mécanismes de contrôle et la contrainte du dicible ont été théorisés par les fondateurs et les fondatrices de l'ADF et par les chercheur-se-s des générations suivantes qui, en prolongeant ces théories, les ont fait évoluer.

2.1.2 Plutôt que la créativité, la contrainte

Le projet fondateur de l'ADF a été celui d'une sémantique discursive qui ne dissocie pas l'étude du discours de l'étude des idéologies. Ce projet acquiert dès le départ une vocation disciplinaire et « participe de la discussion philosophique » de l'époque (Maingueneau 2014 : 26). En effet, la référence majeure de cette théorie est la conception althussérienne de l'idéologie (qui sera détaillée dans la section 2.1.2), alors que le terme de « formation discursive » dialogue, chez Pêcheux et ses collègues, avec les travaux de Michel Foucault (2008 [1969]).

Dans un mouvement de pensée qui prend pour point de référence la théorie de la valeur de Ferdinand de Saussure, la sémantique discursive se construit sur la critique de la sémantique formelle (Haroche *et al.* 1971 : 96). Puisque les signes n'existent que par contraste aux autres

signes faisant partie du système de la langue, aucun sens intrinsèque n'y réside : il se construit en discours selon la détermination de celui-ci par les « conditions socio-historiques » (*op.cit.* : 98). Dans ce mouvement, le couple saussurien langue/parole est retravaillé. Ce travail consiste notamment à critiquer la vision de ses éléments comme s'opposant sur le critère de la contrainte : la langue, en tant que système, serait contraignante, alors que la parole, en tant que sa mise en œuvre individuelle et subjective, serait libre. Or, selon Claudine Haroche, Paul Henry et Michel Pêcheux (*ibid.*), une telle opposition est circulaire, puisque la créativité tire son existence du système, et que le système résulte de la créativité. Pour repenser ces mécanismes de production discursive, les fondateurs et fondatrices de l'ADF s'emploient à redéfinir la figure du sujet parlant.

La théorie du discours s'ancre alors dans une conception du sujet (dont les origines seront présentées *infra*) qui ne se limite pas à la créativité et la subjectivité de sa parole. Les conditions de production qui participent de la construction du sens instituent en même temps le sujet : non plus un être sans histoire, puisant dans la langue pour s'en affranchir en même temps, mais une figure socialement et politiquement située dont la production discursive est *contrainte* par sa « position » et non pas par le seul système de la langue. Pour Pêcheux, dès l'*Analyse automatique du discours* (1969) et jusque dans les travaux postérieurs, « il s'agira toujours de se tenir au point de rencontre de la langue, prise dans sa pure acception saussurienne de système, et de contraintes irréductibles à l'ordre linguistique comme au sujet psychologique » (Maldidier 1990 : 14). Ma présentation du projet fondateur de l'ADF sera ainsi axée précisément sur l'émergence et le développement dans l'ADF de l'idée de « contrainte », cette contrainte qui limite le discours tout en étant à l'origine de sa possibilité.

L'Analyse automatique du discours inaugure la conception du discours dans sa non-transparence. Le projet de « machine » à décrypter les discours, imaginée par Pêcheux, consiste alors à « référer [le discours] à l'ensemble des discours possibles, à partir d'un état défini des conditions de production » (Pêcheux 1969 : 16). Plusieurs éléments attirent l'attention dans cette définition qui marque le début d'une théorie du discours. D'abord, le syntagme « les discours possibles » implique l'idée que tout discours ne peut être tenu à n'importe quelle occasion, par n'importe quel sujet parlant, à propos de n'importe quel objet. La nature de cette restriction est précisée plus loin : la « possibilité » d'un discours se mesure à « l'état des conditions de production ». En lecteurs et lectrices postérieur-e-s à la genèse de l'œuvre de Pêcheux, nous y voyons les contours de la notion de « formation discursive », à la fois la clé et l'énigme de sa théorie qui, en 1969, ne fait que commencer son trajet. Le constat et sa formulation sont cruciales : l'idée que tout ce qui se dit ou ne se dit pas soit en rapport avec « l'état » d'un certain fond commun du discours produit dans une

société traversera, sous une forme ou une autre, les travaux en AD jusqu'aux plus récents. Je le signalerai à chaque fois que nous rencontrerons à nouveau cette idée au cours de l'exposé. Pour comprendre comment fonctionne la limitation idéologique du discours, il nous faut à présent étudier les différentes facettes de la contrainte discursive, à travers notamment les notions de « formation discursive », de « sujet », d'« idéologie » et d'« interdiscours ».

2.1.3 Le sujet idéologiquement contraint

La sémantique discursive dans sa première phase a « pour but de saisir la relation entre le discours et ses extérieurs, que ces derniers soient nommés “conditions” ou “rapports idéologiques” » (Paveau 2006 : 65). Pour ce faire, Pêcheux et ses collaborateurs et collaboratrices ont besoin de l'apport conceptuel du matérialisme historique en référence aux « “classiques du marxisme” » (Haroche *et al.* 1971 : 102), les travaux de Louis Althusser élaborant la définition de l'« idéologie » à partir de l'œuvre de Karl Marx. Dans sa théorie de l'idéologie, Althusser accorde une place primordiale à la conception du sujet au point de considérer que l'idéologie « fonctionne à la catégorie de sujet (comme un moteur [...] fonctionne à l'essence) » (Sobel 2013 : 184). Dans cette conviction, il « prolonge voire radicalise la critique marxienne de la conscience comme ordre de l'illusion, et plus largement la critique de l'idéalisme de la conscience constituante, du sujet autonome et du libre arbitre » (*op.cit.* : 174).

Les présentations de l'ADF dans sa filiation althussérienne mentionnent souvent sa célèbre formule de « l'individu interpellé en sujet » par l'idéologie : « pour garantir la reproduction des rapports sociaux de production, l'idéologie interpelle les individus en sujets, autrement dit elle a pour fonction de les assujettir et de les subjectiver » (Borotto 2015 : § 4). Or il est important de ne pas omettre la « réponse » de l'individu à cette interpellation : « chacun est “interpellé” et répond à cette interpellation parce qu'il se voit assigné/offert/garanti une place/identité/stabilité dans la société ; autrement dit, chaque individu répond car il se voit assuré dans son être » (Sobel 2013 : 184). L'idéologie fonctionne ainsi dans les deux sens.

Le sujet althussérien est théorisé au carrefour du marxisme et de la psychanalyse lacanienne. Cette configuration théorique est aussi héritée par l'ADF dans la mesure où elle comprend des préoccupations d'ordre linguistique : pour Jacques Lacan, c'est le langage qui « préexiste » à l'individu et fait advenir son existence ; pour Althusser, la formation idéologique impose inconsciemment à la société un « ordre de représentation », terme dans lequel on peut lire une dimension de contrainte discursive (*op.cit.* : 179). La conception du sujet de l'ADF dépasse ainsi

l'idée d'un locuteur ou une locutrice mettant en œuvre une « liberté individuelle de la "parole" » ou exerçant une « "performance" » comme production empirique de la "compétence" » (Mazière 2018 [2005] : 43) au sens chomskyen des termes. Le sujet est inscrit, au contraire, dans les rapports sociaux, les rapports de pouvoir qui déterminent la production discursive au même titre que les processus sémiologiques définis par le système linguistique.

La notion de « compétence » du sujet n'est tout de même pas exclue du cadre de l'ADF, du moins pour certain-e-s auteur-e-s s'y inscrivant. Dans *Genèses du discours* (1984), Maingueneau en explique ainsi l'utilité, tout en mettant en garde contre des usages de la notion qui iraient à l'encontre des principes fondamentaux de l'ADF :

[...] pour nous le détour par un modèle de compétence, par ce qui peut être dit, permet justement de mieux rendre compte de ce qui a été effectivement dit. La seule chose qui importe, c'est de ne pas être déporté de la compétence vers une combinatoire anhistorique, ou, au contraire, par respect pour la chose énoncée, de ne pas sombrer dans la pure description. (Maingueneau 1984 : 47-48)

Plus loin, le chercheur souligne que la notion de « compétence » est bénéfique dans la mesure où elle éclaire la façon dont les énonciateurs et les énonciatrices s'approprient les contraintes discursives pour produire ce qui sera énonçable et entendable dans le cadre d'une formation (*op.cit.* : 51). La notion de compétence permet de penser la marge de manœuvre qu'auraient les sujets parlants, bien que contraints par des formations discursives. Cette marge consiste, d'abord, en ce qu'« au cours de sa vie le même individu peut, successivement et parfois simultanément, s'inscrire dans des compétences discursives distinctes » (*ibid.*). La notion de compétence permet donc d'inclure dans l'analyse le sujet individuel, avec son histoire singulière, sans pour autant le dissocier de sa position contrôlée par l'idéologie. Par ailleurs, sa compétence peut évoluer avec l'évolution des règles du dicible et des statuts des formations discursives : « ce n'est pas parce qu'à un moment donné la domination discursive a basculé, qu'un discours s'est tari ou marginalisé que tous les usagers se sont tus ou ont laissé la parole à d'autres énonciateurs » (*op.cit.* : 51-52). Parler de « compétence » permet donc, également, de prendre en compte l'évolution des normes discursives et l'adaptation des sujets à celle-ci. J'adhère d'autant plus à l'idée que la notion de compétence discursive des sujets parlants ne contredit pas le cadre de l'AD, que cette notion est (implicitement) présente dans la position de von Münchow, dans le cadre de l'ADC, au sujet de la connaissance des règles du dicible par les membres d'une communauté discursive. J'évoquerai cette position plus en détail dans la section 2.2.1 et j'y reviendrai dans le chapitre VI (voir la section 5.1.2.1).

La notion de compétence du sujet pris en même temps dans les contraintes des normes et règles du dicible présente, à mon sens, un intérêt particulier face au dilemme auquel les analystes du

discours peuvent être confronté-e-s, à savoir : si le sujet est contraint par sa position, cela signifie-t-il qu'il n'y a aucune créativité voire aucune activité singulière qui lui soit propre dans ses productions discursives ? Ou encore : comment penser la singularité des productions sans tomber dans l'idée de sujet-maître de ses énoncés ? C'est ainsi que s'interroge Georges-Elia Sarfati, après avoir posé une théorie de la formation du sens commun⁴⁰ (2021 : 91-92) :

[...] dans cette conception du sens commun, compris comme ciment du social – comme institution au sens anthropologique, philosophique et sémiotique –, quelle place y a-t-il pour l'originalité, la créativité, l'innovation, et par extension pour toute manifestation sémiotique un tant soit peu disruptive, ou dérogoire aux normes de la topique sociale ?

Le chercheur y répond en introduisant la notion de « figure de rupture » : celle qui remet en cause le sens commun, tout en étant produite, elle aussi, par les mêmes formations sociales qui fondent le sens commun. En effet, une innovation ne l'est pas éternellement : à force d'être réitérée, réutilisée, elle finit par nourrir elle-même le sens commun (*op.cit.* : 151). La compétence place en effet le sujet dans un « champ de possibles » de la formation « sociale » (chez Sarfati, *op.cit.* : 129), où il est producteur d'un discours, mais pas de n'importe lequel. Les possibilités créatives du sujet sont limitées par ce qui peut être concevable dans les frontières du sens commun partagé. Même si son discours constitue une rupture, elle est déterminée par le fond commun par rapport auquel elle est produite : la rupture elle-même est donc contrainte⁴¹. Il me semble ainsi que la notion de compétence du sujet permet de garder l'équilibre méthodologique tant recherché : pouvoir rendre compte des mouvances, des créations, des ruptures sans redonner au sujet la maîtrise du discours qu'il n'a pas, sans l'extraire de ses déterminations. En effet, il ne s'agit pas d'une compétence individuellement construite, mais d'une compétence socialement partagée par les membres d'une communauté, d'une compétence qui est aussi imposée, car ne pas connaître les règles du dicible ou ne pas les suivre, sciemment ou non, implique des conséquences sociales.

⁴⁰ Je la présenterai dans le chapitre méthodologique (voir la section 5.1.3.1).

⁴¹ Un vaste champ de travaux qui ont démontré que le contre-discours et la résistance discursive ne constituent jamais une rupture totale avec la topique sociale en vigueur dans la communauté peut être cité. Je pense notamment à Susan Gal (1993 : 338) qui part du constat que « la résistance se déploie dans le dialogue avec les idées dominantes ; chacun révèle beaucoup de choses sur l'autre » et à Marc Angenot (1989 : 13) qui souligne la nécessité d'étudier « ce qui dans l'apparence de l'originalité demeure dans la mouvance de l'hégémonie ». D'autres travaux (Marignier 2015, Serpereau 2015, Sedda 2019) ont également montré que les résistances sont tout aussi révélatrices de l'hégémonie en place que les discours dominants vis-à-vis desquels s'organisent ces résistances.

2.1.4 La contrainte des conditions de production

La notion de formation discursive prolonge l'idée que « toute formation sociale “fonctionne à l'idéologie” » (Althusser 2011 : 233). La formation sociale étant définie avant tout par un mode et des rapports de production, les idéologies assurent à l'intérieur de celle-ci la reproduction de ces rapports qui « “fait agir tout seuls les individus” » sans que « les appareils idéologiques de l'État » exercent une force directe sur eux (*op.cit.* : 210, 234). Parmi les déterminations de la formation sociale ainsi organisée, Haroche, Henry et Pêcheux citent :

[...] le *mode de production* qui la domine, par un état déterminé du *rapport entre les classes* qui la compose; ces rapports s'expriment à travers la hiérarchie des pratiques que ce mode de production nécessite, compte tenu des *appareils* à travers lesquels se réalisent ces pratiques ; à ces rapports correspondent des *positions* politiques et idéologiques, qui ne sont pas le fait d'individus, mais qui s'organisent en *formations* entretenant entre elles des rapports d'antagonisme, d'alliance ou de domination. (Haroche, Henry et Pêcheux 1971 : 102)

Les formations sociales tirent leurs spécificités des conjonctures idéologiques qui prennent forme dans la confrontation des formations idéologiques qui, à leur tour, se composent d'une ou plusieurs formations discursives (*ibid.*). Cette notion de « formation discursive » bénéficie, aux yeux des analystes du discours contemporain-e-s, d'une « double paternité », selon les termes de Maingueneau (2011 : 87). D'un côté, il y a le travail théorique de Foucault (1969) sur l'histoire des sciences où le philosophe pense le discours « sans se réclamer de l'analyse du discours » (Maingueneau 2011 : 88). De l'autre côté, l'œuvre de Pêcheux et de ses collègues qui, tout en aspirant à créer une théorie du discours, s'adonnent également, au début, à l'entreprise de l'automatisation de l'analyse.

Il n'existe sans doute pas d'analyste du discours qui n'ait pas fait l'expérience de la complexité de la notion de « formation discursive ». En ce qui concerne la définition formulée par Foucault, cette complexité vient notamment d'une tension, perceptible tout au long de *L'archéologie du savoir* (1969) et soulignée par Maingueneau (2011 : 88), dans la définition des « règles de formation » (Foucault 1969 : 57). La première occurrence du terme pourrait laisser entendre que les différents éléments composant un discours (« objets, modalité d'énonciation, concepts, choix thématiques ») sont les premiers concernés par les règles de formation (*op.cit.* : 57). Or juste après, ces dernières sont définies comme des « conditions d'existence (mais aussi de coexistence, de maintien, de modification et de disparition) dans une répartition discursive donnée » (*ibid.*), donc déterminant le discours avant tout à une échelle plus large que le mode d'énonciation : au niveau de son interaction avec d'autres discours. C'est ce que Foucault va s'employer à démontrer tout au long du chapitre II de *L'archéologie du savoir*. Il met ses lecteurs et lectrices en garde de voir la

formation discursive comme saisissable à travers les objets de discours, les thèmes ou les concepts communs. Les règles de formation sont en effet des règles de « dispersion ». En illustrant sa thèse par une analyse des discours scientifiques, Foucault explique :

Ce qu'il faudrait caractériser et individualiser ce serait la coexistence de ces énoncés dispersés et hétérogènes ; le système qui régit leur répartition, l'appui qu'ils prennent les uns sur les autres, la manière dont ils s'impliquent et s'excluent, la transformation qu'ils subissent, le jeu de leur relève, de leur disposition et de leur remplacement. (Foucault 1969 : 51)

Au lieu de chercher des points communs, le philosophe propose donc de circonscrire « un champ de possibilités stratégiques » (*op.cit.* : 55). Voici le premier « arrêt » parmi ceux que j'ai promis de faire à chaque fois que nous rencontrerons l'idée, déjà citée à partir de Pêcheux, d'une *possibilité* de discours, nécessairement limitée. Si nous reconnaissons un domaine d'énoncés comme un discours (la grammaire, la médecine) ce n'est pas parce que les énoncés grammaticaux et médicaux peuvent tous être ramenés à une source, une tradition, un thème, un type d'objet, mais plutôt parce que la dispersion même de ces énoncés hétérogènes est sujette à une régularité de fonctionnement (Foucault 1969 : 56). En prenant l'exemple des discours psychiatriques sur la folie, le philosophe montre ainsi comment la formation discursive intervient non pas au niveau des objets de la psychiatrie qui auraient caractérisé son discours au XIX^e siècle, mais au niveau de la « manière dont il [le discours psychiatrique] forme ses objets » : notamment par le rapport entre la médecine et la justice qui ont établi les liens de causalité entre des déviations mentales et des crimes, des « types de caractères », d'« aptitudes », etc. (*op.cit.* : 63-64). On retrouve ici l'illustration du principe, formulé par Pierre Achard (1995 : 85), de la distinction entre l'analyse du discours et d'autres approches travaillant sur du discours (l'analyse de contenu, notamment). Plutôt que de chercher « ce [qui est] dit » *dans* un discours, où, en rapport avec le concept de formation discursive, ce qu'il y a de commun dans ce qui est dit, on cherche « ce [qui est] fait » *par* le discours ou, respectivement, ce qu'il y a de commun dans ce qui est fait.

On peut maintenant saisir le caractère fondamental de la notion de formation discursive : c'est elle qui permet de formuler une définition du discours et du sujet de discours. Ainsi le discours, selon Foucault (1969 : 67-68), serait à penser comme une pratique discursive qui ne renvoie pas à un ensemble de formes mais à un ensemble de restrictions. Analyser le discours ne serait pas le « traverser » ni rechercher les objets préexistants à celui-ci, ni « faire à travers lui une histoire de référent » (*op.cit.* : 68). C'est étudier ce qui constitue les objets d'un discours dans leur possibilité de devenir tels selon ces mêmes règles restrictives (*op.cit.* : 69). Par conséquent, le sujet ne se définit pas non plus comme une entité pleine mais comme un sujet dispersé lui aussi, un « espace d'extériorité où se déploie un réseau d'emplacements distincts » (*op.cit.* : 78). Ces emplacements

sont la place sociale qui l'autorise à tenir un certain discours et qui l'établit en sujet parlant, l'institution dans le cadre de laquelle il tient ce discours, les dispositifs qui déterminent son appréhension des objets du discours, sa position « dans le réseau des informations » (*op.cit.* : 72-75).

L'idée qu'un discours existe justement en vertu des règles qui le déterminent et limitent sa production et que le sujet se définit par un ensemble de lieux et dispositions l'instituant en tant que tel se retrouve également dans la définition de formation discursive donnée par Haroche, Henry et Pêcheux :

Nous avancerons, en nous appuyant sur un grand nombre de remarques contenues dans ce qu'on appelle « les classiques du marxisme » que les formations idéologiques ainsi définies comportent nécessairement, comme une de leurs composantes, une ou plusieurs formations discursives interreliées, qui déterminent ce qui peut et doit être dit (articulé sous la forme d'une harangue, d'un sermon, d'un pamphlet, d'un exposé, d'un programme, etc.) à partir d'une position donnée dans une conjoncture donnée [...]. (Haroche *et al.* 1971 : 102-103)

La production du sujet est contrainte (« ce qui peut et doit être dit »), alors même qu'il se situe au croisement des « deux oublis » : l'oubli de ne pas « être à la source du sens » et celui de la constitution des énoncés « [en] posant des frontières entre le “dit” [...] et le “non-dit” » (Maldidier, 1990 : 34). Les propositions de Foucault comme celles de Pêcheux, Haroche et Henry sont ainsi formulées de façon à contester une conception du discours qui viendrait, dans toute sa limpidité, dire les « choses » préexistant à celui-ci pour s'y refléter.

Comme le montre Claire Oger (2005), il existe cependant une différence non négligeable entre la conception des formations discursives chez Foucault et chez les fondateurs et fondatrices de l'ADF. Cette différence est mise en relief au moment où la chercheuse explique le choix en faveur de la conception de Foucault fait dans son propre travail. Il s'agit d'une recherche portant sur la façon dont trois grandes écoles de la fonction publique française délimitent chacune leur espace du discours légitime dans lequel les candidat-e-s aspirant à y entrer se doivent d'inscrire leur énonciation. En effet, Oger montre que la formation discursive chez Foucault est avant tout un espace de clôture avec ses propres règles qui déterminent ce qui relève ou non de cette région du discours, distincte de toutes les autres (*op.cit.* : 118). En revanche, la formation discursive chez Pêcheux est un espace où opère l'interdiscours, un espace de lutte idéologique, plutôt qu'un espace de stabilité institutionnelle (*op.cit.* : 117-118). Alors que pour étudier la « raréfaction du discours » (*op.cit.* : 116) produite par les jurys des concours qui représentent les institutions en question, la conception de Foucault apparaît à l'auteure comme la plus appropriée, dans mon cas, c'est, au contraire, celle de la formation discursive selon Pêcheux qui s'applique davantage. En effet, je

m'intéresse ici à la négociation de normes du dicible comme résultant de la concurrence discursive et de la lutte conceptuelle sur un terrain fortement dialogique. Le cadre foucauldien n'est cependant pas complètement abandonné ici, comme nous le verrons par la suite.

Le trajet de la notion de formation discursive après cette première phase de sa genèse est complexe. D'abord, la vocation totalisante et disciplinaire de la proposition de Pêcheux est remise en cause par lui-même dans *Les Vérités de La Palice* (1975 : 266). Sur le plan conceptuel, le retour sur la notion de formation discursive vise à l'éloigner de l'image d'« un bloc homogène rapporté à une idéologie dominante » (Guilhaumou 2004 : en ligne) : « L'accent est mis désormais sur le jeu contradictoire des formations discursives, sur le rapport interne, local qu'elles entretiennent avec leur extérieur spécifique, ce qui équivaut à les considérer tant du point de vue régional de leur intérêt propre que du point de vue du marxiste de la lutte des classes » (*op.cit.*). La notion d'interdiscours (orthographiée d'abord « inter-discours ») entre en scène pour permettre de penser les formations discursives dans leur hétérogénéité.

2.1.5 La contrainte de l'interdiscours

Centrale dans la réflexion de Pêcheux à partir de 1975, la notion d'« interdiscours » est pourtant déjà présente dans *L'analyse automatique du discours* (voir *supra*), sous un autre nom – qui nous est familier – celui de « discours possibles » (Paveau 2010 : en ligne). Basée sur la notion de « préconstruit », celle d'« interdiscours » exprime la détermination d'un discours par un autre, « produisant l'effet de “déjà-là” » (*ibid.*). Nourrie dans sa conceptualisation par l'idée de l'inconscient, l'interdiscours apparaît ainsi comme un facteur puissant des déterminations discursives : le discours et le sujet sont contraints non seulement par des « conditions de production » extérieures, mais aussi par d'autres discours et leurs effets mutuels, « dissimulés » par la formation discursive :

Nous dirons dans ces conditions que le propre de toute formation discursive est de dissimuler, dans la transparence du sens qui s'y forme, l'objectivité matérielle contradictoire de l'interdiscours, déterminant cette formation discursive comme telle, objectivité matérielle qui réside dans le fait que « ça parle » toujours « avant, ailleurs et indépendamment », c'est-à-dire sous la domination du complexe des formations idéologiques. (Pêcheux 1975 : 146-147)

Cette définition est importante pour la méthodologie d'analyse des statuts de discours que je formulerai *infra*, car on y perçoit la détermination discursive non seulement comme un « assujettissement » par l'idéologie mais aussi comme un jeu complexe de conflits et de contradictions au sein même des formations discursives et entre elles. Comme le rappelle Orlandi (1996 [1994] : 21), l'hétérogénéité des formations discursives tient à plusieurs choses. D'abord,

les sens ou, plutôt, les « effets de sens » se produisent « dans le rapport réglé historiquement entre les nombreuses formations discursives » en même temps qu'ils produisent les sujets parlants qui participent eux-mêmes à la construction du sens. Ensuite, les formations discursives n'existent que parce qu'elles se distinguent des autres formations, par conséquent, « la formation discursive est hétérogène par rapport à elle-même, puisqu'elle évoque en soi l' "autre" sens qu'elle ne signifie pas » (*ibid.*).

L'évolution de la notion d'interdiscours à partir des années 1980 est dirigée, selon Marie-Anne Paveau (2010 : en ligne) vers sa « matérialisation ». Celle-ci se manifeste d'abord dans la recherche des traces de l'interdiscours et ensuite dans la perte de la composante inconsciente et hétérogène-contradictoire. La notion subit une « bakhtinisation »/« dialogisation » qui tend à homogénéiser le sujet et se trouve corrélée avec une « intertextualisation » de l'interdiscours. Par « bakhtinisation » Paveau (*ibid.*) entend l'assimilation des concepts d'interdiscours et de dialogisme et l'attribution du premier à l'auteur du second, Mikhaïl Bakhtine. L'« intertextualisation » de l'interdiscours est une conséquence directe de sa « dialogisation », car la perte de la dimension inconsciente et conflictuelle amène les chercheur-se-s à considérer que l'interdiscours est matériellement présent dans le discours, notamment à travers le « discours rapporté d'un locuteur collectif » (*ibid.*)⁴², ce qui n'est pas le cas dans la théorie fondatrice de l'ADF.

2.1.6 La contrainte du type et du genre discursif

L'idée de la détermination de l'objet et du sujet de discours par les règles de « dispersion » socialement et historiquement spécifiques est travaillée dans *Genèses du discours*, ouvrage dans lequel Maingueneau (1984 : 10) souligne qu'« [é]voquer "le discours de l'art", "le discours féministe", etc., ce n'est pas tant renvoyer à un ensemble de textes effectifs qu'à un ensemble virtuel, celui des énoncés productibles conformément aux contraintes de la formation discursive ». La « possibilité » du discours (nous voici arrivé-e-s à un nouvel « arrêt ») se définit par ce qui est « productible » (voir *supra*), « énonçable » (*op.cit.* : 7) et « dicible » (voir *infra*). Ce sont ces contraintes qui forment système dans le domaine du discours :

Si le jeu des contraintes qui définissent la « langue », celle de Saussure et des linguistes, suppose que tout ne peut se dire, le discours à un autre niveau suppose donc qu'à l'intérieur d'un idiome particulier, pour une

⁴² Ce premier aperçu de la notion d'« interdiscours » sera approfondi dans le chapitre méthodologique (voir la section 5.1.3, qui se penchera notamment sur la question de savoir comment « saisir » l'interdiscours au moment de l'analyse, sans pour autant procéder à sa « matérialisation » et donc son « intertextualisation »).

société, un emplacement, un moment définis seule une part du dicible est accessible, que ce dicible forme système et délimite une identité. (Maingueneau 1984 : 5-6)

En reprenant la terminologie de Foucault (1969 : 85), on voit que les trois adjectifs au suffixe de possibilité cités *supra* rapportent l'existence des énoncés formant un discours aux domaines de « validité » et de « normativité », qui déterminent si ces énoncés sont recevables à l'égard d'un certain paradigme.

Or la définition du discours formulée à cette occasion par Maingueneau présente une différence avec celle que propose Foucault. En définissant la formation discursive par les « règles de dispersion » de discours, Foucault postule notamment que

tout ce jeu de rapports [entre plusieurs discours] constitue un principe de détermination qui permet ou exclut, à l'intérieur d'un discours donné, un certain nombre d'énoncés : il y a des systématisations conceptuelles, des enchaînements énonciatifs, des groupes et des organisations d'objets qui auraient été possibles (et dont rien ne peut justifier l'absence au niveau de leurs règles propres de formation), mais qui sont exclus par une constellation discursive d'un niveau plus élevé et d'une extension plus large. (Foucault 1969 : 93)

Ainsi le travail limitatif des règles de formation est à saisir non pas tant à travers le mode énonciatif qu'elles configurent (types d'arguments, de genres discursifs, etc.), mais à un niveau plus élevé où s'établissent les relations « d'analogie, d'opposition, ou de complémentarité » et donc de « détermination réciproque » (*op.cit.* : 92-93) entre plusieurs discours⁴³. Ce postulat va évoluer au fur et à mesure des usages ultérieurs de la notion de formation discursive.

Dans *Genèses du discours*, Maingueneau explique, au sujet de la nature de la détermination du discours, que celui-ci existe à travers un « système de règles qui définit la spécificité d'une énonciation » (1984 : 9). Il prend ainsi en compte les traces des déterminations au niveau de la surface énonciative tout autant qu'au niveau des relations interdiscursives. Le développement de la notion prouvera la tendance à rétrécir son échelle jusqu'à considérer (implicitement) les ensembles tels que les « types de discours » comme synonymes de la « formation discursive » (Maingueneau 2011 : 90). Une autre tendance consistera également à chercher la contrainte discursive au plus près de l'expérience énonciative : notamment, dans la détermination que confère au discours le genre discursif (Beacco 2004). Ce sera mon dernier point dans cette première partie de l'exposé consacré à la théorisation du discours entendu comme régi par des systèmes de contraintes de différents ordres.

⁴³ C'est notamment pour cette raison que prendre en compte le cadre de Foucault a également sa pertinence au regard de mon objet de recherche, comme je l'ai précisé dans la section précédente.

Dans un article qui récapitule une proposition de renouvellement de la notion de « formation discursive », Maingueneau (2011 : 89) souligne la différence entre « position » (Haroche *et al.* 1971) et « positionnement », terme relevant de la conception du sujet parlant dans le cadre d'un genre discursif : « le positionnement se définit à l'intérieur d'un champ discursif⁴⁴], alors que la position dont parle Pêcheux est inscrite dans l'espace de la lutte des classes ; elle se situe donc sur un autre plan que les genres de discours ». Le genre, chez Pêcheux, ne détermine pas le discours mais accueille une détermination inconsciente par la position : « C'est la "position" qui est déterminante, et le genre de discours ne semble pas être autre chose que le lieu où se manifeste quelque chose qui par essence est caché, suivant en cela le modèle psychanalytique dominant à l'époque » (Maingueneau 2011 : 89). Or la notion de formation discursive s'éloigne progressivement, comme je l'ai notamment souligné *supra* à partir d'un travail de Paveau (2011), de ses origines marxistes et psychanalytiques en s'approchant de celle de « type de discours »⁴⁵. C'est ce que constate Maingueneau en analysant un extrait d'ouvrage de Jean-Michel Adam (1999 : 86, ainsi que la réédition de 2005⁴⁶, cité dans Maingueneau 2011 : 90). « Formation discursive » commence à être également assimilé à « positionnement », comme le montre Maingueneau (*op.cit.* : 91) sur l'exemple de l'entrée « formation discursive » rédigée pour le *Dictionnaire d'analyse du discours* (Charaudeau et Maingueneau 2002). Cette évolution aboutit ainsi à l'accentuation du rôle des contraintes propres aux champs discursifs (telles les contraintes du genre) dans la production du discours. Aux exemples donnés par Maingueneau on pourrait en ajouter d'autres où la contrainte du genre se perçoit comme la plus immédiate, configurée à son tour par les effets de la « formation discursive ». Ainsi, Claude Beacco (2004), dans un article sur la notion de « genre discursif », présente trois points de vue théoriques sur le genre « pour ce qu'elle [la notion] est originellement : une catégorisation ordinaire, intrinsèquement floue mais qui peut être objectivée, de la communication verbale ». L'un des trois est le point de vue de l'analyse du discours qui pense le genre comme « une forme structurant la communication sociale, constitutif de lieux, dont la configuration relève de la conjoncture socio-historique, dans lesquels s'ancrent les formations discursives et s'appréhende le sens sociétal » (Beacco 2004 : 109).

⁴⁴ En complétant la note faite dans la section 1.3.4.3 à propos de la notion de « type de positionnement », le « champ discursif » est à comprendre ici comme un « espace où s'affrontent [...] divers positionnements politiques » (Maingueneau 2014 : 65).

⁴⁵ « [L]es pratiques discursives attachées à un même secteur d'activité, des groupements de genres stabilisés par une même finalité sociale : types de discours administratif, publicitaire, religieux... » (Maingueneau 2014 : 64).

⁴⁶ ADAM Jean-Michel, 1999, *Linguistique textuelle. Des genres de discours aux textes*, Paris, Nathan.
—, 2005, *La linguistique textuelle. Introduction à l'analyse textuelle des discours*, Paris, Armand Colin.

Plutôt que de préserver à tout prix la vocation originelle de la notion de formation discursive, Maingueneau propose de suivre la nouvelle problématique dans laquelle cette notion s'implante : « celle de la diversité des unités sur lesquelles travaille l'analyste du discours », ce ou cette dernière pouvant se sentir embarrassé-e face à « un groupement de textes qui ne correspond pas à une catégorisation nette » (Maingueneau 2011 : 91). Le linguiste inclut ainsi la notion dans son schéma des unités de discours (Maingueneau 2005 et 2011). Le concept conserve son orientation vers l'appréhension d'une hétérogénéité des énoncés sans présumer sa détermination par une raison unique mais « sans non plus ignorer [les] multiples interactions » entre ces unités (Maingueneau 2011 : 96).

Dans ma recherche, j'adopte la définition de « formation discursive » proposée dans *Genèse du discours* (1984), tout en prenant en compte à la fois les intentions théoriques à l'origine de la notion en ADF et son évolution. À ce titre, je mobilise la distinction, proposée par Maingueneau (*op.cit.* : 10), entre la formation discursive comme « système de contraintes de bonne formation sémantique » et le discours comme « un ensemble virtuel, celui des énoncés productibles conformément aux contraintes de la formation discursive ». Ainsi les divers discours sur la citoyenneté sont-ils ici abordés comme des possibilités du dire dont les modalités énonciatives sont déterminées par leurs interactions dans un champ discursif où ils se font concurrence, ce champ constituant le principal terrain de négociation de leurs statuts respectifs.

Dans cette première partie du chapitre II, je me suis employée à éclairer les différentes facettes des contraintes qui engendrent la production discursive d'une société. Or en m'intéressant ici aux « statuts » des discours, je m'intéresse forcément à leur hiérarchisation, qui résulte de leur limitation, aux mécanismes qui régissent la dicibilité et aux manifestations discursives de ces derniers. Alors que le cadre de l'ADF permet d'analyser la possibilité et l'impossibilité de certains énoncés au sein de formations discursives, entre ces deux extrêmes, nombre de nuances existent. Entre ce qui peut et ce qui ne peut pas être dit, des configurations singulières, toujours situées spatialement, temporellement, socialement et historiquement, se dressent. Que faire alors du « peu-dit », du « pas tout à fait dit », du « à peine dit » ? Comment analyser « les silences en discours » qui échappent à la catégorie d'implicite, qui taisent souvent des choses connues de tous mais ne pouvant pas être énoncées telles quelles, pour mille raisons différentes ? À travers la notion de « culture discursive », que je propose à présent d'explorer, von Münchow (2010, 2016, 2021a, 2021b) a apporté une réflexion théorique et méthodologique extrêmement utile à qui tente une réponse à ces questions.

2.2 La contrainte culturelle pensée par l'ADC

Dans un travail de plusieurs décennies qui a abouti à la mise en place du cadre de l'ADC, von Münchow (2021b : 17) propose d'étudier et de théoriser ce que l'on perçoit généralement comme des différences culturelles dans le discours, qui deviennent saillantes lorsqu'on confronte des textes issus de plusieurs communautés. Basé sur une comparaison franco-allemande de divers genres discursifs (journal télévisé, guide parental, manuel scolaire d'histoire), le travail de l'ADC débouche sur une réflexion qui dépasse, à mon sens, les besoins d'un travail d'analyse du discours en situation de comparaison. En effet, les considérations sur la culture discursive comme étant un facteur de limitation des discours constitue un renouvellement des questions de discours et de sujet contraints. Ne travaillant pas dans une perspective de comparaison discursive des cultures, je tenterai ainsi de montrer plus en détail l'intérêt des acquis théoriques et méthodologiques de l'ADC pour une telle réflexion, centrale dans cette thèse.

2.2.1 Culture discursive : le sens d'un trajet

« L'ADC a comme objet la mise au jour de différentes cultures discursives par l'intermédiaire des productions verbales qui en relèvent » (von Münchow 2021b : 17). Cette définition apporte d'emblée une nouvelle variable dans une réflexion générale sur la production discursive et ses mécanismes : c'est la variable culturelle traduite par la notion de « culture discursive ». Dimension absente des travaux fondateurs de l'ADF, de laquelle l'ADC tire son inspiration, elle permettra, à terme, de travailler la question de ce qu'il est possible de dire ou non (et dans quelle mesure) en prenant en compte la socialisation et les expériences culturelles et linguistiques du sujet parlant comme constituant sa « position » (au sens de Pêcheux, voir *supra*) délimitatrice du discours. Dans la mesure où l'ADC compare « les manifestations d'un même genre discursif dans différentes communautés discursives » (von Münchow 2021b : 17), elle s'inscrit également dans la tendance contemporaine, déjà mentionnée dans 2.1.6, qui accorde une grande attention au genre discursif comme déterminant ce qui peut être dit et comment. Reprenons, toutefois, l'examen des propositions théoriques et méthodologiques de l'ADC dans le sens de la genèse chronologique de la notion de culture discursive.

Au fur et à mesure que le cadre de l'ADC s'est précisé, régulièrement mis à l'épreuve de plusieurs corpus, la notion centrale a évolué. Telle qu'elle est formulée en 2010, le primat de délimitation du dicible est attribué aux genres discursifs. C'est parce que les genres discursifs ne se réalisent

pas de la même façon dans différentes communautés linguistiques que certains énoncés sont possibles dans un cas et impossibles dans un autre. En effet, la culture discursive

inclut les représentations sociales des « objets » (au sens large) telles qu'on peut les inférer des représentations discursives construites à l'intérieur de telle communauté ethnolinguistique et dans tel genre discursif, d'un côté, et les représentations sociales en cours dans telle communauté au sujet des formes discursives que tel genre discursif oblige/autorise à ou interdit de produire. (von Münchow 2010 : en ligne)

En 2016, la définition de la culture discursive stipule que celle-ci est composée de « manifestations/constructions discursives des représentations sociales circulant dans une communauté donnée sur les objets sociaux au sens large, d'une part, et sur les discours à tenir sur ces objets, d'autre part » (von Münchow 2016 : en ligne). La définition semble alors intégrer l'idée que les sujets ne contrôlent qu'en partie les représentations discursives qu'ils donnent à voir, dans la mesure où le terme « manifestation » fait référence à la détermination sociale, collective des représentations discursives mises en discours individuellement. La définition met en évidence la structure de la culture discursive à deux niveaux : elle inclut d'un côté les représentations d'objets sociaux et de l'autre côté les représentations de la façon dont il faut ou il ne faut pas les exprimer. Or la portée du second niveau s'élargit par rapport à la définition de 2010. Là où en 2010 il s'agit du choix des « formes discursives », en 2016 il est question de « discours à tenir sur [les] objets ». La mention du genre discursif est absente de la définition au sens strict, avec pour effet une plus grande importance accordée à la culture discursive elle-même en matière de détermination de la production discursive des membres de la communauté.

Dans l'ouvrage de 2021, la définition initiale de la notion de « culture discursive » prend la forme suivante :

La notion de culture discursive recouvre les manifestations/constructions discursives des représentations sociales circulant dans une communauté donnée sur les objets sociaux, d'une part, et sur les discours à tenir sur ces objets sociaux, d'autre part. Autrement dit, une culture discursive se définit par ce qu'on peut/doit/ne peut pas/ne doit pas penser, d'une part, et dire, d'autre part, d'un objet social donné. Et une « communauté discursive » réunit les membres qui « partagent » ces règles, ce qui veut dire non pas qu'ils y adhèrent ou les suivent nécessairement, mais qu'ils les connaissent (plus ou moins) et que cette connaissance laisse des traces dans leurs productions verbales. (von Münchow 2021b : 17)

Même si la première partie de cette définition est identique à celle de 2016, deux remarques sont à faire. D'abord, une dimension cognitive enrichit la dimension discursive à proprement parler : les contraintes portent non seulement sur la face visible du discours, mais également sur la perception des objets sociaux. Ensuite, le glissement vers le rôle crucial de la culture discursive dans la détermination des frontières du dicible semble ici aboutir. Je l'ai déjà fait remarquer à partir de la définition de 2016. Celle de 2021 ne laisse pas de doute, grâce notamment à l'ajout de la deuxième partie de la définition où le rôle sélectif et restrictif de la culture discursive est postulé.

Mais cette deuxième partie peut également être lue dans un autre sens : ce qui définit une culture discursive, ce qui fait la spécificité de chacune d'entre elles (et ce qui, parfois, les réunit) ce n'est pas autre chose que les règles d'acceptabilité publique déterminant, d'un côté, ce qu'il convient de penser à propos d'objets sociaux et, de l'autre côté, ce qu'il convient d'en dire (ou de ne pas dire) et comment.

La culture discursive est redéfinie à la fin de l'ouvrage ce qui permet à la chercheuse de la situer non pas dans les représentations mêmes, mais dans « l'intrication » de représentations sociales et discursives qui s'influencent mutuellement :

Une culture discursive réside dans l'intrication d'un ensemble hiérarchisé de représentations sociales et de représentations discursives. Les représentations discursives prennent en compte, véhiculent, construisent et transforment aussi bien les contenus que les statuts des représentations sociales à travers des niveaux de marquage ou de non-marquage spécifiques à ces statuts. (von Münchow 2021b : 106)

Notons par ailleurs que cette définition distingue clairement deux facettes des représentations : le contenu et le statut ; une distinction qui sera mobilisée dans ma propre méthodologie afin de séparer la détermination de ce qui est dit de la détermination de la manière dont ce contenu disponible est mis en discours. Les deux sections suivantes préciseront pourquoi et comment l'enjeu de dicibilité, cruciale pour ce travail s'inspirant de l'ADC, a fini par devenir central dans les travaux de von Münchow.

2.2.2 Culture discursive : approche méthodologique

Dans un souci de faire apparaître les similitudes et les différences entre les représentations dans le cadre d'un même genre discursif mais au sein de cultures discursives différentes, l'approche méthodologique de l'ADC « établit la relation de va-et-vient entre les *représentations sociales*, les *représentations mentales*, les *représentations discursives*, les *modules langagiers* (énonciatif, sémantique, compositionnel) et les *marques linguistiques* » (von Münchow 2010 : en ligne).

Le niveau observable du schéma est celui des marques linguistiques, propres à chaque langue mais qu'il est nécessaire de relier aux catégories dont l'étude peut se faire (le positionnement de la personne, l'embranchement, etc.). Ces catégories relèvent à leur tour « d'un des modules discursifs » (*ibid.*). Les niveaux suivants impliquent les interprétations des régularités observées au niveau des modules à travers les catégories basées sur le prélèvement des marques. Les représentations « discursives » sont identifiables au niveau de l'interprétation « simple », concernant « le rôle des différents locuteurs impliqués » et le genre discursif investigué (*ibid.*). Celles-ci donnent accès aux représentations « mentales » des destinataires et destinatrices qui sont à leur tour des variantes des

représentations « sociales » en cours dans sa communauté, qu'elles et ils assimilent, reproduisent et font circuler de façon singulière, différente de celle des autres membres de sa communauté. Il s'agit alors de faire des interprétations « causales » des formes employées (« à propos des causalités institutionnelles, historiques, matérielles etc. », *ibid.*).

Les approches comparatives (ou non) prenant pour unité d'analyse les communautés plus ou moins correspondantes à des ensembles nationaux sont parfois soupçonnées de pratiquer un « nationalisme méthodologique », à savoir d'assimiler une société à la société d'un État-nation, en naturalisant une forme d'organisation politique et en lui attribuant un rôle plus grand que celui qu'elle n'aurait dans l'explication des phénomènes sociaux. Même les études se réclamant d'approches transnationales n'en sont pas forcément exemptes, comme l'a montré Speranta Dumitru (2014). La problématique étant vive dans le cadre de mon étude qui a pour objet les discours cosmopolitiques, un éclairage doit être apporté. Il consiste à croiser le regard que von Münchow porte sur sa propre approche et les observations que j'ai pu faire en tant que lectrice de ses travaux. Avant tout, sans mentionner le terme « nationalisme méthodologique », la chercheuse tient à éclairer la nature des normes propres à une culture discursive que son approche entend pouvoir relever :

En effet, on ne peut bien évidemment pas penser, même dans le cadre d'une étude contrastive, que les normes qu'on va pouvoir inférer des documents analysés seront exclusivement celles d'une communauté nationale, « ethnique » ou « ethnolinguistique ». Des représentations sociales de tout type de groupes pourront avoir un effet sur la matérialité discursive, les individus appartenant à une multitude de groupes en même temps. (von Münchow 2017b : 99)

La « nation » ou l'« ethnie » n'a donc pas le monopole de représentations telles que celles-ci sont pensées par l'ADC. En témoigne la distinction qu'établit von Münchow (2010b : en ligne), entre les dimensions « émique » et « étique »⁴⁷ d'une communauté discursive. Cette distinction permet

⁴⁷ Ces deux termes, dans leur version francisée, relèvent d'une distinction introduite par le linguiste Kenneth L. Pike (1967 [1954]) entre sur la base de la différence entre deux approches des phénomènes sonores, *phonemic* (« phonologique » dans la tradition française) et *phonetic*. Si la phonétique s'intéresse aux propriétés physiques, acoustiques des sons sans rapport à un locuteur particulier ni dans le cadre d'un système, la phonologie prend pour point de départ la production des sons par un locuteur concret, en s'intéressant au système formé par les contrastes pertinents pour ce locuteur. Les termes *etic/emic* représentent donc, du point de vue de la forme, une aphérèse, et, du point de vue du sens, une extension sémantique qui permet de dépasser d'abord le cadre de l'étude des sons, et puis celui de l'étude du langage. En effet, le créateur des termes propose de généraliser leur usage pour l'appliquer à l'étude des « faits culturels » (Olivier de Sardan 1998 : 152). La différence entre *emic* et *etic* est ainsi une question de perspective. L'approche émique adopte celle des participant-e-s, des locuteurs et locutrices, des acteurs de terrain : « how they see things and how they make sense of their behaviour, their situation, and their relationships with other players in the scene » (Riazi 2016 : 103). L'approche étique, à son tour, prend pour point de départ les considérations théoriques pertinentes pour la question de recherche posée.

PIKE Kenneth L., 1967 [1954], *Language in relation to a unified theory of the structure of human behavior*, La Haye, Mouton.

de pallier une éventuelle circularité de la démarche de l'ADC, à savoir présupposer l'existence d'une culture discursive avant même d'en identifier les particularités. Or il faut bien délimiter son terrain et recueillir ses données pour procéder à une telle identification. Pour cela, un minimum de critères de départ est nécessaire. De ce fait, von Münchow distingue le versant « étique » de la communauté discursive qui se délimite, alors, au préalable, par des critères politiques et linguistiques : « les citoyens d'un État partageant la même langue maternelle » (*ibid.*). La culture discursive est, quant à elle, le versant « émique » de cette communauté. L'existence d'une culture discursive ne peut pas être posée comme un préalable à l'analyse, mais peut être découverte (ou non⁴⁸) au terme de celle-ci.

En même temps, l'approche de l'ADC démontre parfois que malgré une importante transnationalisation des pratiques et normes discursives, l'État-nation et l'« optique nationale » (Beck 2006 : 12) restent un cadre déterminant une partie du discours social. Cela concerne en particulier les manuels scolaires et *a fortiori* les manuels d'histoire (comme je l'ai montré dans la section 1.3.4.1), sur lesquels est centrée une grande partie d'investigations de von Münchow. Ainsi, dans un travail sur la représentation de « Soi » et de « l'Autre » dans les séquences consacrées à la Première Guerre mondiale dans les manuels français et allemands, elle met au jour une tendance parlante, déjà mentionnée dans la section 1.3.4.1 :

Dans l'ensemble, on constate donc bien une déconstruction du nationalisme, voire de la notion de « nation », mais non de la nation en tant qu'unité d'appartenance, laquelle reste une évidence (ce que montre aussi le fait que, par la nomination, les « Allemands » ainsi que les « peuples » bénéficient d'une présupposition d'existence [...]). (von Münchow 2019 : 167)

En effet, même si les manuels allemands, soucieux de déconstruire le nationalisme et le concept de nation, cherchent à se placer dans un espace transnational européen, l'appartenance nationale des élèves continue de relever, pour leurs auteur-e-s, de l'évidence. A contrario, l'analyse des guides parentaux français et allemands permet de conclure à la présence d'« importantes similarités quant aux représentations qui y sont véhiculées et/ou construites ». Cela permet d'envisager l'existence, en la matière, d'une « culture discursive au niveau transnational » (von Münchow 2021b : 75). L'ADC reste ainsi ouverte à l'appréhension des phénomènes discursifs transnationaux, tout en contribuant à révéler, par rapport à certains genres discursifs notamment, la persistance hégémonique du cadre national.

⁴⁸ Par exemple, lorsque la comparaison démontre qu'entre plusieurs communautés « étiques » il y a plus de ressemblances que de différences et que les normes discursives identifiées revêtent un caractère transnational, translangagier, etc.

2.2.3 Culture discursive : nouvelles problématiques

Au terme de plusieurs recherches sur différents genres issus de la culture discursive française et allemande, l'ADC a été confrontée à des questionnements méthodologiques qui ont déterminé ses problématiques ultérieures. Les questions qui se posent sont au nombre de deux : comment traiter les représentations qui ne sont pas verbalement exprimées ? Comment aborder l'hétérogénéité des représentations parfois contradictoires présentes en même temps dans une culture discursive ? Commençons par la seconde. Le constat qui constitue son point de départ est formulé ainsi⁴⁹ :

Les représentations discursives construites/véhiculées à l'intérieur d'un même ouvrage peuvent entrer en contradiction les unes avec les autres et ne forment donc pas un ensemble cohérent, ce qui nous oblige à nous poser la question de savoir comment on peut concevoir les cultures discursives face à cette hétérogénéité. (von Münchow 2021b : 75)

Une partie de la réponse consiste pour von Münchow à montrer que les représentations discursives auxquelles l'analyste du discours peut accéder ne sont pas toutes maîtrisées par les locuteurs et les locutrices. Elles sont tantôt sciemment données à voir, tantôt inconsciemment reproduites, au point que, parfois, en voulant transmettre une représentation, le locuteur ou la locutrice finit par en transmettre une autre, contradictoire à la première :

D'une part, pour accéder (par hypothèse) aux représentations mentales d'un locuteur, l'analyste ne se sert pas seulement de représentations discursives consciemment construites par ce locuteur (autrement dit d'images consciemment données à voir) ; il prend aussi appui sur des représentations dont ce locuteur n'est peut-être pas conscient, voire qu'il ne souhaiterait en aucun cas transmettre, mais qui « se trouvent » néanmoins dans son discours, certes de façon « discrète » et non pas explicite. D'autre part, dans la construction d'hypothèses sur les représentations mentales du locuteur il est nécessaire de prendre également en compte ce qui est absent des représentations discursives, autrement dit le relevé des marques doit aussi faire ressortir, par contraste, ce qui n'est pas marqué. (von Münchow 2018 : 432-433)

Ceci permet à la linguiste de conclure à une « hiérarchie des représentations » qui, dans une culture discursive comme dans sa réappropriation individuelle par les locuteurs et les locutrices, n'ont pas toutes le même statut, c'est-à-dire le même degré d'acceptabilité et donc la même possibilité d'être publiquement énoncées. Par exemple, deux représentations contradictoires peuvent coexister dans un même texte, l'une étant « déclinante » (plus vraiment dicible mais encore bien ancrée) dans la culture discursive donnée, l'autre étant « émergente » (celle qui apparaît en indiquant l'évolution des normes du dicible mais qui a encore du chemin à faire avant de devenir « acceptable », puis « évidente »). Ainsi ne suffit-il pas d'étudier ce qui est dit plus ou moins en toutes lettres, il faut également repérer ce qui est dit de façon à ne pas trop le faire remarquer ainsi

⁴⁹ Je cite un extrait de l'ouvrage de 2021, mais la problématique commence à être formulée dans les travaux qui précèdent cet ouvrage récapitulatif (voir, par exemple, von Münchow 2017b : 100).

que ce qui n'est pas du tout dit, consciemment ou pas. Ainsi émerge un autre problème auquel est confrontée l'ADC : « [...] certaines représentations se construisent de manière non-explicite, ce qui pose le problème méthodologique du traitement de représentations qui ne sont d'aucune manière verbalement exprimées » (von Münchow 2021b : 75). La notion de « degré de marquage » permet à la chercheuse de proposer une méthodologie d'analyse en adéquation avec ce défi.

2.2.4 Les degrés de marquage : vers la question du statut des représentations

Françoise Gadet (1994 : 87) rappelle que la notion de marque, d'élément « marqué » et « non marqué », est issue de la théorie phonologique de Nikolaï Troubetskoï selon laquelle le système phonologique est abordé comme un système d'oppositions et de contrastes. Comme l'indique Troubetskoï dans sa correspondance avec Roman Jakobson, l'un des termes d'une corrélation phonologique possède obligatoirement certains traits (il est donc marqué) que l'autre ne possède pas (il est non-marqué). Ainsi l'absence est-elle aussi significative que la présence lorsque les deux s'opposent. Ce principe fondamental découvert à partir des analyses des systèmes linguistiques a été ultérieurement transposé sur le champ des études du peu-dit et du non-dit en discours.

Dans le processus de la construction du sens, le marquage est, selon Zerubavel (2018), un indice d'« attention culturelle » collective portée à un objet social : « And indeed, whereas the marked is by its very definition highly noticeable and thereby culturally “visible”, the unmarked represents the “background” regions of our phenomenal world, which typically escape our attention » (Zerubavel 2018 : 6). Le fait de marquer, c'est-à-dire de rendre saillants ou non, certains phénomènes dans le discours participe de la mise en place de l'« asymétrie sémiotique », un puissant moteur de normalisation ou, au contraire, d'« anormalisation » de représentations. De nombreux exemples apportés par Zerubavel permettent de l'illustrer. Ainsi, le fait qu'il existe aux États-Unis une manifestation culturelle appelée « Black History Month » mais qu'il n'existe pas de « White History Month », au point que la dénomination semblerait tautologique et la pratique absurde, indique que dans la société étatsunienne la place des personnes perçues comme noires est marquée, alors que celles des personnes à la peau perçue comme blanche ne l'est pas (*op.cit.* : 63) car elle bénéficie d'une normativité socialement et politiquement construite : « as we mark things, thus effectively implying that they cannot be assumed by default and therefore taken for granted, we actually “abnormalize” them, thereby tacitly also normalizing what remains unmarked » (*op.cit.* : 7). On aura noté que cette réflexion qui débouche sur une conclusion en termes de

« norme » ou d'« anormalité » de certains phénomènes dans une société donnée est, au fond, une conclusion sur le statut social des représentations.

C'est précisément pour éclairer ce statut que la notion de « degrés de marquage » est mobilisée dans l'ADC. Von Münchow remarque en effet que lorsque des représentations hétérogènes d'un même objet (par exemple, la parentalité) sont simultanément présentes dans une communauté, elles le sont à travers des régimes énonciatifs différents : l'une serait par exemple clairement assertée et prise en charge par l'énonciateur ou l'énonciatrice alors que l'autre serait à peine mentionnée ou dite « en passant ». Ces représentations bénéficient ainsi de degrés de marquage différents. En s'appuyant sur le principe de repérage des marques linguistiques à travers quelques procédés analytiques privilégiés (recherche d'acteurs sociaux, recherche d'instabilités dans les représentations, comparaison), la chercheuse propose ainsi la classification suivante des représentations selon leur statut (von Münchow 2021b : 81)⁵⁰ : représentations évidentes (non-marquées), dominantes (faiblement marquées), acceptables (fortement marquées), sensibles (« à peine en émergence ou au contraire fortement contestées », faiblement marquées), non inacceptables mais malséantes (faiblement ou pas marquées du tout), inacceptables (non marquées car relevant du tabou) et inexistantes/non pertinentes pour la communauté (non marquées). Notons qu'en réponse à la question portant sur le traitement des représentations non exprimées verbalement, cette méthodologie offre une possibilité de leur repérage, notamment grâce au principe comparatif qui est au cœur de l'ADC. La comparaison permet en effet d'accéder, par contraste, même aux représentations ne pouvant en aucun cas être exprimées dans une communauté en raison de leur évidence ou, au contraire, de leur inacceptabilité ou encore de leur non-pertinence.

2.2.5 Dynamique des statuts des représentations

Les statuts des représentations tels qu'inférés au sein de l'ADC sont dynamiques, susceptibles de changer de catégorie (voir *supra*) en passant au fil du temps d'« acceptable » à « sensible » ou de « sensible » à « malséante » ou encore d'« acceptable » à « dominante ». L'évolution, à la fois constante et complexe, des statuts des représentations témoigne à son tour d'une dynamique du dicible, de l'évolution des normes discursives en fonction desquelles les statuts des représentations et des discours sont distribués dans une communauté : « il n'y a donc pas *une* norme sociale en discours, mais des normes, en constante évolution au contact les unes des autres, mais qui n'ont

⁵⁰ La typologie évoluant au fur et à mesure de la recherche, les termes peuvent varier selon les publications. La terminologie citée ici est celle de 2021b.

pas forcément le même statut les unes et les autres » (von Münchow 2017b : 99). Cela s'inscrit dans un constat plus général de la dynamique des normes (linguistiques, discursives, culturelles...) fait par Colette Feuillard (2017 : 8) : « Codification et norme ne renvoient donc pas à des concepts homogènes et univoques ; elles s'inscrivent dans une dynamique liée à la stabilité flexible de la langue prônée par Mathesius et à la diversité des situations dans lesquelles elles sont impliquées ». Tout comme la langue obéit à la logique d'une « stabilité flexible », le discours est également un lieu de tension constante entre une évolution des représentations et leur résistance au changement. Comme le montrent Gamson et Herzog (1999), le rôle des contextes conflictuels dans l'analyse des statuts des discours et des représentations ne peut être surestimé. En effet, les conflits sont d'excellents indicateurs du degré de l'évidence : les représentations les moins ancrées sont susceptibles de traverser les frontières des catégories plus rapidement que les autres, en changeant de statut au gré des conflits discursifs, qui nous intéressent dans ce travail. En revanche, les représentations les plus évidentes sont les plus difficiles à faire bouger de leur position hégémonique : certaines y restent même en contexte de contestation des normes du dicible, alors que d'autres pourront être « remontées à la surface » pour examiner leur caractère jusque-là incontesté et éventuellement leur faire changer de statut, en questionnant leur validité : « this contest over meaning determines which beliefs at the deeper level will be activated and brought into the discussion and which will remain present but dormant » (Gamson et Herzog 1999 : 265).

Or si le statut d'une représentation ou d'un positionnement est sujet aux évolutions, c'est essentiellement parce que les normes du dicible changent, elles aussi. Un discours ou une représentation qui, ayant longtemps été acceptable, bascule dans le « sensible », puis le « malséant » ne le fait pas *per se*, mais au regard du changement des normes d'acceptabilité discursive, de l'évolution de la topique d'une communauté discursive. Ces normes, rarement inscrites noir sur blanc, mais souvent intégrées au cours de nos différentes socialisations, sont fréquemment objets de lutte. C'est ainsi que la question du statut des discours, à laquelle j'ai consacré ce chapitre, rejoint la conception du discours comme espace de lutte sémantique, abordée dans le chapitre précédent. Si les normes et les limites du dicible sont affectées par l'ensemble de la dynamique sociale et culturelle d'un groupe, elles ne le sont pas moins par les luttes visant à prendre le pouvoir par le discours. Nous revenons ainsi à la définition fondamentale du discours comme pratique sociale inscrite dans les rapports de pouvoir et sous-tendant ces mêmes rapports. Pour compléter ce cadre dans lequel s'est déroulée ma recherche, j'y inclus le concept d'« hégémonie » qui permet justement d'appréhender les normes du dicible et les statuts des discours qui en dépendent comme un instrument et un objet de pouvoir. En adéquation avec

les positionnements théoriques annoncés jusque-là, je pars ici de la conception de l'hégémonie proposée par Antonio Gramsci (2010 [1947]) et adaptée aux préoccupations de l'analyse du discours par Marc Angenot (1989, 2006).

2.3 Les normes du dicible comme objets de lutte et instruments de pouvoir : le concept d'hégémonie

Le concept d'hégémonie a traversé époques, pays et discours. Partant de la Grèce antique, il a fait le voyage jusqu'au vocabulaire des révolutionnaires russes et la théorie du pouvoir de Gramsci (2010 [1947]), qui s'inspira de la révolution bolchevique pour imaginer une révolution italienne (Hoare et Sperber 2019 [2013] : 94). L'hégémonie, selon Gramsci, est un consentement des groupes sociaux « auxiliaires » (qui ne dominent pas mais ne sont pas non plus opposés au groupe dominant). Ce consentement, cette dominance des idées, doit être distinguée de la dominance par la force, politique et militaire, les deux rendant possible le pouvoir (Gramsci 2010 [1947] : lettre 109). L'instauration de l'hégémonie est représentée chez Gramsci par la célèbre expression « guerre de position » renvoyant justement à une domination par les idées, les représentations, le discours. La domination discursive doit constituer la face visible de la politique pour assurer à celles et ceux au pouvoir une légitimation symbolique jugée par Gramsci plus puissante qu'une force « brute » : « l'ordre hégémonique le plus solide, le plus stable, est celui où la force brute se manifeste le moins, puisque son exercice quotidien est rendu superflu par le consentement » (Hoare et Sperber 2019 [2013] : 98). Retenons ici le fait qu'un groupe qui vise à instaurer un tel consentement vis-à-vis de son projet politique doit, d'après Gramsci, opérer une « révolution du sens commun », une diffusion large et une acceptation, notamment inconsciente, de son projet. De formation philologique, Gramsci pense en effet la dominance politique comme reposant sur le pouvoir discursif qui instaure l'évidence de « son langage et ses catégories » (Keucheyan dans Gramsci 2012 : 46). Comme toute autre dominance, l'hégémonie discursive « se reproduit quotidiennement et, le cas échéant, s'altère, s'étend ou se rétracte dans la lutte qui l'oppose à des projets hégémoniques rivaux » (Hoare et Sperber 2019 [2013] : 104).

Mobilisée par Angenot dans ses travaux théorisant le fonctionnement du « discours social », la notion d'« hégémonie » est importante pour mieux penser le phénomène de légitimité des discours. Le choix du terme « hégémonie » est explicitement commenté par le linguiste comme étant en même temps un non-choix du terme « dominance ». Pour Angenot, ce dernier renvoie trop rapidement à la dimension quantitative du pouvoir discursif, que j'ai désignée, dans le chapitre I, comme « la raison du plus fort » : est dominant le discours qui est le plus diffusé et le plus audible.

En revanche, la notion d'hégémonie, d'après Angenot, traduit mieux l'idée, partagée avec Gramsci, de la puissance « représentationnelle » d'un discours qui domine en devenant la doxa d'une communauté. C'est exactement le même problème que j'ai relevé (voir la section 1.2.2) dans les travaux portant sur les statuts des discours cosmopolitiques (et d'autres discours sur la citoyenneté), à savoir une mise en équivalence entre diffusion massive et dominance et, au contraire, entre sous-représentation et marginalité.

On ne peut certes nier l'importance de la diffusion plus ou moins massive de certains discours contrairement à d'autres. On ne peut pas non plus oublier que la diffusion d'un discours dépend de l'accès inégal à la parole, de l'audibilité des un-e-s et de l'inaudibilité des autres dans l'espace public, facteur majeur de la domination. C'est le cas, par exemple, des institutions scolaires. Elles tirent leur pouvoir discursif de l'accès aux esprits de la majorité écrasante des élèves-futur-e-s citoyen-ne-s et d'une sorte de monopole de la connaissance, comme le remarque Jean-Louis Fabiani (2003 : 308-309) en soulignant que « la puissance de la légitimité d'une action ou d'un dispositif symbolique est dérivée, en dernière instance, de la force des groupes dont elles expriment les intérêts ». Angenot appelle cependant à ne pas se cantonner à observer qui parle le plus fort. La notion d'hégémonie, quand elle est introduite dans l'appareil de l'analyse du discours, permet de s'interroger sur les mécanismes qui permettent, au contraire, une domination « invisible », par l'instauration d'évidences, et donc, selon l'idée de Gramsci, la plus puissante et difficile à combattre.

L'hégémonie chez Angenot est ainsi « la résultante synergique d'un ensemble de mécanismes unificateurs et régulateurs qui assurent à la fois la division du travail discursif et l'homogénéisation des rhétoriques, des topiques et des doxaï » (1989 : 12). Cet ensemble est saisissable à travers les récurrences caractérisant un « état de société » dans une période délimitée (Angenot 2006 : § 24-25). Pour les objectifs de ma recherche, il est important de m'attarder dans ce qui suit sur les mécanismes de cette fonction fondamentale de l'hégémonie – la régulation. Ce mécanisme peut d'abord être résumé par une formule synthétique d'Angenot selon laquelle l'hégémonie discursive consiste à instaurer dans une société un « monopole de représentation » (1989 : 6). Plus particulièrement, l'hégémonie détermine les limites de l'acceptabilité discursive. Le travail de l'hégémonie est donc essentiellement un travail de légitimation de pratiques, d'assignation de statuts et, nécessairement, de naturalisation de liens et de faits convoqués pour légitimer et conférer ces statuts. À cette fonction régulatrice correspondent deux types de pratiques de dominance : d'un côté, la légitimation du « dicible » et du « pensable » et, de l'autre côté, l'exclusion de l'« indicible » et de l'« impensable » (2006 : § 28). Le caractère idéologique des contraintes du

dicible, mis en évidence déjà par les fondateurs et fondatrices de l'ADF, est également souligné par Angenot : il s'agit, en effet, de la mise en place d'un système de sens et de valeurs autorisant et interdisant certaines pratiques. L'hégémonie transcende ainsi pratiques et genres discursifs afin d'assurer une cohésion sémantique à l'intérieur d'une communauté – ce qu'Angenot appelle une « convivialité langagière » (2006 : § 33). C'est le résultat d'instauration d'un sens commun partagé, résultant de la limitation discursive. Or malgré la puissance des hégémonies discursives, elles peuvent être ébranlées par de nouveaux sens communs apportant avec eux d'autres contraintes, transformant les limites du dicible, idée déjà exprimée par Gramsci et qui est également celle d'autres linguistes comme Sarfati qui explique le fonctionnement du discours de rupture (voir la section 2.1.3).

2.4 La contrainte « se visibilise »

J'ai choisi de conclure la présentation du cadre théorique d'AD en introduisant dans ce chapitre l'approche de la contrainte discursive de Martuccelli (2004), qui propose de revisiter les mécanismes de domination tels que théorisés par les héritiers du marxisme que j'ai mentionnés ici, notamment Pêcheux et Gramsci. Le renouvellement porte notamment sur la façon dont le sujet est « interpellé », au sens d'Althusser, par les idéologies dominantes. Martuccelli parle de la domination comme étant incarnée par un ensemble de « contraintes » qui sont « à la fois [...] une limite d'action et [...] un déterminant d'action ». La contrainte « diminue le champ des possibles, et en détermine partiellement le contenu » (Courpasson 2000 : 24⁵¹, cité dans Martuccelli 2004 : 475).

Cependant, la thèse principale de Martuccelli consiste à dire que la domination s'exercerait aujourd'hui moins comme un assujettissement « caché » des individus résultant de la naturalisation d'un sens commun qui leur est imposé à leur insu. Il conviendrait plutôt de parler de « contraintes de plus en plus éprouvées et présentées comme des contraintes » (*op.cit.* : 476). Les dominations contemporaines chercheraient alors moins à se « voiler » qu'à rendre visible la contrainte. Ce constat, tempéré par Martuccelli lui-même (*ibid.*), n'explique certainement pas l'ensemble des mécanismes de la domination, comme le montre notamment la réflexion de von Münchow, présentée *supra* (voir la section 2.2.4), sur les représentations « évidentes » et pour cette raison « non-dites », non visibles donc, ou très peu. Cependant, c'est le mécanisme général de la domination, dont la conception est revisitée par Martuccelli, qui m'intéresse ici. Ce dernier

⁵¹ COURPASSON David, 2000, *L'action contrainte*, Paris, PUF.

propose notamment d'envisager un nouveau type d'assujettissement, caractéristique des systèmes de domination contemporains et qui passerait de façon paradoxale (au prime abord) par la « responsabilisation » du sujet. Celui-ci est appelé à « gérer » à sa façon sa vie et ses actes, dont il serait le seul maître et responsable et dont il assumerait ainsi pleinement les conséquences :

La responsabilisation se situe à la racine d'une exigence généralisée d'implication des individus dans la vie sociale et à la base d'une philosophie les obligeant à intérioriser, sous forme de faute personnelle, leur situation d'exclusion ou d'échec. Il s'agit moins d'un appel à la responsabilité individuelle que d'une série de processus confrontant l'acteur, puisqu'il a toujours la possibilité de « faire » quelque chose de sa vie, aux conséquences – parfois de plus en plus involontaires – de « ses » actes. (Martuccelli 2004 : 479)

Au sein du mécanisme de responsabilisation, le sociologue distingue quatre formes d'injonction (*op.cit.* : 485-490) :

1 – Injonction à l'autonomie

L'individu est appelé à faire preuve de « flexibilité », de « souplesse », d'être actif et qui plus est toujours à l'origine, à l'initiative de ses actions.

2 – Injonction à l'indépendance

Cette injonction appelle l'individu à devenir maître de sa vie, mais, si l'acteur ne réussit pas à s'y conformer, elle « souligne [...] moins l'incapacité de l'acteur à se donner sa “propre” loi, qu'à pouvoir tout simplement exister en tant qu'individu indépendant, le contraignant alors à accepter un contrôle externe et au pire risquant de le disqualifier en tant qu'individu » (Martuccelli 2004 : 487). Cette définition montre particulièrement bien que ce qui importe dans les mécanismes de responsabilisation, c'est moins d'inciter à être responsable que de faire assumer par l'individu les conséquences de son potentiel « manque de responsabilité » qui ne peuvent alors être imputées qu'à lui seul.

3 – Injonction à la participation

Répondant au besoin de faire adhérer les individus à une cause collective, l'injonction à la participation construit un sujet (employé-e, citoyen-ne, etc.) libre dans ses actions, plus précisément libre de mettre ses actions au service d'un collectif, autrement dit, un acteur qui n'a d'autre choix que de faire le choix de s'engager.

4 – Injonction à l'authenticité

Elle consiste à valoriser un « épanouissement personnel » selon la logique de l'« agentivation » de l'individu, toujours « subordonné, voire au service d'une adaptation sociale ». (Martuccelli 2004 : 489)

Comme je l'ai déjà suggéré, les différentes formes d'injonction comme mécanisme de dominance ont cependant moins d'importance dans le modèle de Martuccelli que le mécanisme de « dévolution ». C'est celui-ci qui met l'individu-interpellé-en-acteur face aux conséquences de ses actes lorsqu'il aura manqué de « responsabilité » :

en réalité, l'individu responsabilisé au niveau des « causes » de sa situation est aussi « culpabilisé » sous forme de sanction, au niveau des conséquences. Du coup, cela devient une raison morale légitime permettant à la collectivité de se dédouaner de sa responsabilité face au sort de ses membres les plus fragiles. Rappelons que la solidarité consiste, dans sa vocation primigène, à défendre la position contraire. (*op.cit.* : 491-492).

Ce retour fait par Martuccelli sur la notion de « domination » n'invalide point le cadre théorique que cette section vient conclure. Au contraire, il permet de prendre en compte l'évolution des formes de contrôle social s'exerçant dans les sociétés contemporaines et de considérer la responsabilisation sous ses différentes formes comme un autre facteur de la limitation du discours par les formations idéologiques. Ce cadre rejoint par ailleurs les considérations faites au début du chapitre I sur l'impact de la globalisation sur la production discursive et notamment sur le discours mobilitaire qui exerce précisément une domination responsabilisante.

2.5 Bilan du chapitre II

Ce chapitre a permis de retracer, à travers quelques figures de l'AD (la liste n'est évidemment pas exhaustive), la naissance et l'évolution d'une conception du discours. Cette dernière consiste à penser le discours comme se définissant à travers les règles de limitation qui, simultanément, permettent, déterminent et restreignent ou alors rendent très peu ou pas du tout possible sa production. Ces contraintes peuvent être de natures différentes, agir à l'insu du sujet parlant ou sans chercher à se dissimuler. Elles rendent toutes compte, néanmoins, du rôle du discours dans les rapports sociaux de pouvoir et de la composante idéologique de la production discursive.

Mon travail est une occasion de montrer, à la lumière des cadres théoriques ici présentés, comment les moments d'interrogation des limites du dicible que sont, potentiellement, les conflits conceptuels, permettent de saisir les statuts des discours dans leur dynamique inhérente, dans leur interdépendance et leur rapport aux normes discursives en tant qu'objets de luttes pour les positions dominantes. J'ai évoqué, dans le chapitre I, les raisons pour lesquelles ces hypothèses théoriques ont été mises à l'épreuve d'un corpus de discours que je qualifie ici de cosmopolitiques. Parmi ces raisons, j'ai mentionné la connotation ambivalente de ces discours et de leurs concepts-clés, due à une longue histoire de leur circulation, ainsi que le déclin constaté de ces discours face aux nationalismes. Le chapitre III est ainsi pensé comme une occasion de faire le tour des travaux

sur l'histoire et le présent de quelques idées cosmopolitiques avec un regard linguistique et discursif rarement porté sur elles. À la lumière des fondements théoriques de ma recherche exposés dans le présent chapitre, le suivant permettra de tirer des travaux existants des enseignements concernant les statuts dont les discours cosmopolitiques ont pu bénéficier tout au long de leur histoire. Cette excursion permettra également de situer mon terrain dans l'histoire discursive des cosmopolitismes.

Chapitre III. Le cosmopolitisme, entre discours de rupture et discours d'exclusion

Ce chapitre a pour but d'éclairer la complexité des rapports entre les discours cosmopolitiques et les normes du dicible dans différentes communautés, majoritairement occidentales, au cours de l'histoire. Il ne vise pas à égaler l'exhaustivité ou la richesse historique des ouvrages de référence comme celui de Peter Coulmas (1995 [1990]). Il ne s'agit pas de (ré)écrire l'histoire du cosmopolitisme, mais d'en rappeler certains moments importants⁵² du point de vue discursif.

Je montrerai notamment que depuis les cyniques, puis les stoïciens, en passant par Kant jusqu'à des figures contemporaines, se revendiquer cosmopolite ou penser la communauté cosmopolite était une pratique de rupture avec l'ordre de pensée établi (sections 3.1, 3.2 et 3.4). En prenant l'exemple du Grand Tour des aristocrates, je présenterai la naissance de la dimension désirable, valorisante et élitiste du cosmopolitisme (section 3.3). En me penchant sur les usages du lexème « cosmopolite » dans des contextes d'idéologies antisémites au XIX^e et au XX^e siècles (section 3.5), je rappellerai les origines de la charge sémantique négative du concept, toujours d'actualité aujourd'hui. Pour conclure, je formulerai les raisons pour lesquelles les concepts de « cosmopolite » et de « citoyen-ne du monde » possèdent un potentiel considérable à être propulsés au statut de « formule » dans leurs usages publics, souvent polémiques, comme en témoigne mon terrain (section 3.6). Pour cela, dans la section 3.7, j'appréhenderai ces mots en tant que chargés d'une « mémoire », en accord avec la définition proposée par Sophie Moirand (2007 : 135), qui considère que certains mots se font « porteurs des savoirs qu'ils ont acquis au fil des discours qu'ils ont traversés, de mots "habités" au sens de Bakhtine [...] ».

⁵² Je suis consciente de suivre ici, à quelques différences près, ce que David Inglis (2019 : 42-43) appelle une « narration standard » de l'histoire du cosmopolitisme : un récit historique qui se reproduit dans de nombreux travaux sur le cosmopolitisme. Cependant, même si je reprends ici les grandes lignes de ce récit stéréotypé, n'étant pas moi-même historienne, je mets tout de même l'accent sur les questions de discours en espérant ainsi renouveler, dans une certaine mesure, le regard sur ce qui peut paraître aux spécialistes comme du déjà-vu.

3.1 Le cosmopolitisme dans la philosophie grecque antique

Le berceau du cosmopolitisme dans sa conception européenne est situé dans la Grèce antique, avec plusieurs personnages et écoles philosophiques ayant contribué à son développement. Si l'on commence d'habitude par Diogène, Derek Heater (1990 : 9) cite d'autres figures comme Antiphon, le premier à avoir fait des « propositions significatives quant au fait qu'une Loi Universelle existe au-dessus de toutes les lois locales ». Jean-François Pradeau (2017 : 10) note la référence que Diogène fait à Héraclite en disant que « le tout est limité et il est un monde unique ». Il faut souligner, après avoir mentionné ces noms, que l'idée cosmopolitique des cyniques est déjà, en son temps, une « provocation » car elle contredit « la conception partagée non seulement du cosmopolitisme, de l'identité et de l'appartenance, mais de l'ordre politique et social lui-même » (Ingram 2019 : 22). On comprend dès lors pourquoi la phrase de Diogène le Cynique par laquelle il se proclame « citoyen du monde », « cosmopolite », est si célèbre : parce qu'elle fait événement au regard de la norme politique mais aussi linguistique. En effet, l'association de « citoyen » avec « cosmos » apparaît déjà à l'époque comme un « rejet de l'idée conventionnelle selon laquelle toute personne civilisée appartenait à une communauté particulière et différente des autres » (Appiah 2008 [2006] : 13).

Il est intéressant d'inscrire la conception cosmopolitique grecque dans la tradition qui régissait la circulation des individus. L'hospitalité, qui, beaucoup plus tard, avec Kant, est définie comme le droit universel d'être accueilli si l'on souhaite séjourner pacifiquement dans un pays étranger, était à l'époque archaïque « la condition même de la circulation régulière des voyageurs et des échanges diplomatiques » (Coulmas 1995 : 32). Notamment « à partir du V^e siècle, l'accueil des étrangers devient une fonction publique précisément définie et confiée tour à tour à chacun des membres de la communauté » (*ibid.*). Il y a dans cette hospitalité nombre d'aspects rationnels et institutionnels : c'est un devoir citoyen, mais dont on n'osera pas abuser. En parlant de l'hospitalité grecque à l'exemple de *l'Odyssée*, Claude Mouchard évoque le « temps compté » du séjour : « l'hôte ne devait pas s'attarder plus de trois jours » (2018 : 10). Mais il faut une certaine vision de l'Autre pour pouvoir l'accueillir et en faire une « fonction publique ». L'importance de la création du statut d'hôte est soulignée par Coulmas :

Le passage de l'étranger du statut d'ennemi à celui d'hôte est une des grandes conquêtes de la civilisation humaine et en même temps un grand pas en avant vers l'ouverture de communautés jusque-là fermées et isolées : vers le cosmopolitisme. (Coulmas 1995 : 32)

Les stoïciens, héritiers de la philosophie du cosmopolitisme, chercheront, d'après James Ingram, à pallier son caractère « paradoxal » par l'introduction de l'idée d'une « loi naturelle » qui, selon eux, unissait déjà les humains sans que des changements fondamentaux de l'ordre politique soient nécessaires. En ce sens, le projet des stoïciens est jugé plus « consensuel » car s'alignant sur la norme existante plutôt que l'interrogeant (*op.cit.* : 23). Coulmas (1995 : 73) rend hommage au cosmopolitisme stoïcien qui « fut en vigueur pendant tous les siècles de l'époque hellénistique et de l'Empire romain, et qui l'est restée jusqu'à nos jours ». On y conçoit l'unité et l'égalité de tous les hommes en tant que fils des dieux. Ils doivent obéir à la loi de la nature, qui est un « code constitué de principes fondamentaux de justice émanant de la raison divine et discernable par l'homme par l'exercice de cette même faculté » (Heater 1990 : 11). La conception de la double citoyenneté est reprise par les stoïciens au détriment d'une conception qui refuserait toute appartenance locale au profit d'une appartenance à la communauté universelle (Pradeau 2017 : 16). Le *cosmopolis* des stoïciens est à la fois une utopie, un monde idéal où règne la raison, mais aussi, comme on l'a vu plus haut, une acceptation des « communautés politiques existantes » dans le cadre desquelles ils se conduisaient comme tout autre membre (Coulmas 1995 : 77).

On retiendra de ces premières tentatives, très significatives pour la suite, de penser l'homme dans le monde, que dès ses débuts le cosmopolitisme est une alternative à une vision déjà existante de la citoyenneté, une façon critique de penser celle-ci, et cette dimension critique y persiste jusqu'à nos jours (Policar 2018a : 48). On y retrouve le lien avec le devoir citoyen d'hospitalité et la possibilité d'une double appartenance – à la communauté locale et au *kosmopolis*. Cette citoyenneté mondiale qui marquera l'histoire ultérieure des idées restera cependant « un processus de moralisation intérieure » (Santi 2018 : 147), « une sorte de représentation de soi-même au sein du monde, ou de l'humanité entière » car l'avènement des citoyen-ne-s du monde sur le plan juridique n'est, jusqu'à présent, toujours pas à l'ordre du jour (Lourme 2017 : 25).

3.2 L'idée cosmopolitique comme légitimation de l'impérialisme, un projet cosmopolitique contre l'impérialisme

Cependant, dans le cadre de ce cosmopolitisme des Anciens, le « monde » est encore petit du point de vue de la connaissance géographique. Il sera élargi au terme des découvertes, des conquêtes, de la mise en place de grands empires. Aujourd'hui, on qualifierait difficilement de « cosmopolitique » l'intention derrière la conquête de nouveaux territoires et l'assujettissement des peuples qui les habitent, mais elle l'est d'après certain-e-s auteur-e-s. Ainsi, Coulmas juge qu'Alexandre le Grand est un cosmopolite dans sa façon, dans la mesure où il chercha à réunir différents peuples au sein de son empire⁵³ (1995 [1990] : 66). L'empire byzantin est aussi un espace cosmopolite abritant de nombreux peuples. Cependant, on est loin du cosmopolitisme comme « projet » au sens contemporain du terme : la coexistence des populations n'est pas pensée délibérément comme un vivre-ensemble cosmopolite (*op.cit.* : 103). Si les empires ont duré, peut-on résumer avec Beck (2006 : 171-172), c'est en vertu de leur cosmopolitisme « pratique » qui comprenait les armées multiethniques et les « droits civiques » dont pouvaient bénéficier les peuples des contrées conquises et rattachées à l'empire. Policar (2018a : 45) insiste justement sur l'écart entre l'organisation des grands empires et les « conditions exigées par la modernité pour être cosmopolite au sens philosophique du terme ».

Un autre coup d'envoi à la cosmopolitisation des esprits dans un monde toujours plus grand et par là-même toujours plus petit sera donné par les grandes découvertes (Coulmas 1995 [1990] : 29-31). En effet, comme l'indique Louis Lourme (2014 : 15), les explorations et les découvertes des contrées dont on ne savait pas l'existence sont cosmopolitiques dans le sens où elles rendent le monde plus « réel », plus palpable. Il s'agit d'une « période durant laquelle le monde apparut pour la première fois comme objet physique susceptible d'être entièrement connu » (Lourme 2014 : 15). Et plus on en sait du monde, plus il nous devient proche, moins il paraît hostile :

Une fois entièrement découvert, le monde a tendance à se réduire, au sens où la connaissance que l'on en a, couplée au développement de la technique, entraîne mécaniquement une diminution des espaces. Une fois que toute la terre habitable est cartographiée, une autre période peut prendre le relais dans la manière que les hommes ont d'habiter le monde, une période qui pourrait être définie par la mise en relation de tous avec tous ou par le développement des liens. (Lourme 2017 : 23)

⁵³ Policar (2018a : 45) émet une réserve, que je partage ici, à l'égard d'une telle considération qu'il qualifie d'« admiration » exprimée par Coulmas à l'égard de l'empire d'Alexandre.

Or c'est aussi le moment où les discours du cosmopolitisme serviront à légitimer l'une des façons les plus violentes de se rapporter à l'autre : la colonisation. Les empires coloniaux, bien loin de rapprocher les peuples, ont mobilisé la matrice discursive universaliste pour légitimer la domination coloniale qui serait faite au nom d'une mission civilisatrice (Couderc-Morandeaudeau 2011 à propos de la politique coloniale française). Un discours prônant « l'unification et [le] progrès de l'humanité dans laquelle elle [la République] serait à la tête de citoyens du monde, de citoyens cosmopolites » (*op.cit.* : 130) va alors de pair avec « des méthodes abusives, totalitaires, allant à l'encontre du contenu théorique de [c]es discours sur la mission civilisatrice » (*op.cit.* : 131) des colons.

Cependant, le projet cosmopolitique sans doute le plus connu rejette au XVIII^e siècle l'impérialisme et le colonialisme européen. C'est le *Projet de paix perpétuelle* de Kant (1984 [1795]) qui voyait dans l'impérialisme « une violation flagrante du droit à l'hospitalité » (Wolin 2011 : 39). Les empires exploitent les peuples des pays conquis et s'enrichissent au détriment de ces derniers. En réponse à cela, Kant définit le droit d'hospitalité comme le droit au séjour et non pas à une installation définitive. Cela peut surprendre dans le contexte actuel où le *Projet de paix perpétuelle* est beaucoup cité en lien avec la crise d'accueil des réfugié-e-s en Europe. En effet, dans le contexte où ces personnes ont besoin d'une installation durable, voire définitive en dehors des pays qu'ils ont quittés, le parallèle semble inadéquat et le projet de Kant contreintuitif et pas vraiment cosmopolitique⁵⁴. Cependant, Kant pense bien son projet comme un rejet de l'impérialisme : son but est de proposer un principe de droit qui encadrerait l'accueil – non pas sur les terres européennes mais sur les terres des pays colonisés par l'Occident. En effet, le droit de l'hospitalité ne vise pas à légaliser l'accueil par les Européen-ne-s (qui est problématisé dans le contexte actuel) mais à limiter leur propre présence « prédatrice » sur les terres des autres – d'où l'exigence du caractère temporaire du séjour (Wolin 2011 : 39), un paradoxe pour le cosmopolitisme, mais qui perd son caractère paradoxal une fois inscrit dans le contexte de l'œuvre de Kant.

Kant imagine un projet de « paix perpétuelle » sous forme d'une fédération, d'une république d'États. Il propose ainsi une alternative au Traité de Westphalie permettant aux États d'appliquer le « droit du plus fort », et donc ne garantissant pas la paix, condition cruciale chez le philosophe (*op.cit.* : 38). Le fait d'être basé sur une conception fédérative de l'ordre mondial vaut au *Projet*

⁵⁴ VAN REETH Adèle et CALORI François, « Qu'est-ce que l'insociable sociabilité », Les chemins de la philosophie, *France Culture*, URL : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-chemins-de-la-philosophie/quatre-emissions-pour-ne-plus-avoir-peur-de-kant-24-quest-ce-que-linsociable-sociabilite-0> (consulté le 26/04/2021).

des interprétations présentant un doute sur son caractère cosmopolitique. En effet, selon Monique Canto-Sperber,

le cosmopolitisme kantien est à peine un cosmopolitisme dans la mesure où il repose sur l'évidence que les sociétés humaines sont organisées en communautés étatiques. Il ne prône ni l'unité du genre humain ni la citoyenneté mondiale. (Canto-Sperber 2010 : 62)

Le philosophe est « une voix dans le désert » à son époque (Wolin 2011 : 40). Plus précisément, « Le point de vue de Kant sur la nécessité d'une orientation universaliste était *déjà impopulaire* parmi ses contemporains. Il était bien conscient de ce [...] fait » (Chernilo 2019 : 37). En effet, le philosophe finira par reconnaître que son projet ne risque pas de prendre forme dans l'Europe qui lui était contemporaine :

D'un point de vue théorique, ses arguments auraient pu être « rationnels » et consistants ; pourtant il savait bien qu'il était peu probable que l'Europe des Grandes Puissances, qui penchait en permanence pour des politiques agressives d'expansion territoriale, souscrivit à un tel bien-fondé. (Wolin 2011 : 40)

Ce constat de la part de Kant « révèle simplement à quel point, à cette époque, l'idée de gouvernance cosmopolite avait pu apparaître utopique » (*ibid.*). Nous reconnaissons ici l'un des indices les plus récurrents du caractère peu acceptable et peu dicible de l'idée d'une citoyenneté mondiale : son association à l'utopie (Mattelart 2009, Fœssel 2012 : 71). Le cours de l'histoire le confirme :

Le projet de Kant va sombrer dans un XIX^e siècle qui est à l'opposé de ce que le philosophe appelait de ses vœux. Les nations civilisées vont coloniser le reste de la planète et les richesses qu'elles en tirent accélèrent le processus d'individualisation. Les efforts et les bouleversements que celle-ci entraîne contribuent à cristalliser les États-nations, ainsi que la compétition entre eux jusqu'aux deux guerres mondiales. (Yerasimos 2007 : 115)

Tout comme la section précédente, celle-ci se prête à un rappel qui va dans le sens de l'observation de Louis Lourme (2014 : 9) : ce dernier remarque que des stoïciens à Kant et même au-delà, « le cosmopolitisme ne renvoie pas à l'exercice d'une citoyenneté réelle, mais seulement au droit de ne pas être traité en ennemi en arrivant sur un territoire ». Il s'agit alors d'une manière de penser le monde, d'une métaphore de la citoyenneté, plutôt que de la citoyenneté elle-même. Selon Gerard Delanty,

The cosmopolitanism of the eighteenth century Enlightenment may indeed have been more a state of mind than a depiction of reality and it took more than 100 years for the first major normative international order to be created in the form of the League of Nations following the First World War. (Delanty 2013 : 180)

Le XX^e siècle expérimentera en effet quelques tentatives de mise en actes du cosmopolitisme, notamment après que les régimes totalitaires se seront employés à (re)charger le terme « cosmopolite » d'un poids idéologique insoutenable.

3.3 Le Grand Tour : quand le cosmopolitisme est à la mode

S'il est un espace discursif où le cosmopolitisme était perçu comme une attitude, un mode de vie et une pratique distinctive et plus qu'acceptable, c'est celui des discours sur le voyage dont en particulier le Grand Tour, ce voyage éducatif à travers l'Europe traditionnellement entrepris par des jeunes nobles aux XVI^e-XIX^e siècles. En effet, l'impératif du Grand Tour pour les jeunes gens de bonne famille construit, chose rare, comme on l'a vu précédemment, une figure désirable d'un citoyen du monde.

N'étant pas le seul pratiqué à l'époque (puisque voyagent aussi, chacun-e à sa façon, les scientifiques, les pèlerin-e-s, les militaires, les archéologues...), ce « [...] voyage des élites en formation devint, dès les années 1530, une référence intellectuelle, sociale, esthétique, politique et morale » (Bertrand 2014 : 7), « s'imposa comme un mode d'être et devint un épisode éducatif obligé [...] » (*op.cit.* : 9). Le Grand Tour n'est pas un trajet précis mais un cadre et une intention. Des destinations privilégiées existent, mais le trajet exact est à la discrétion du voyageur. Durant sa première phase, « le Grand Tour [...] était centré sur les vestiges en Italie », avant de « s'institutionnaliser » et d'inclure d'autres destinations (Löfgren 2019 : 13).

La pratique du Grand Tour revêt plusieurs fonctions. D'abord, politiquement parlant, il contribue à la consolidation et au maintien au pouvoir des élites européennes ; lors de ce tour d'Europe, on noue des liens, on se procure des recommandations, on apprend les us et coutumes de ceux avec qui on sera bientôt appelé à constituer des alliances, à faire de la diplomatie et du commerce. Une autre fonction concerne l'apprentissage des langues et des arts, la familiarisation avec les « normes politiques et religieuses » ainsi qu'avec les « styles de vie des sociétés de cour » (Wagner 2007 : 60). Les jeunes gens font la connaissance du monde, en même temps qu'ils s'exercent au dessin et à l'écriture afin de restituer leur voyage, de le raconter à leurs proches (Bertrand 2014 : 12). Le parcours du Grand Tour, c'est aussi, à travers et au-delà des apprentissages « pratiques », une voie de construction de soi telle que racontée dans les romans de formation : « le rôle du Grand Tour est de potentialiser l'inachèvement constructif de l'homme » (Remaud 2015 : 70). C'est ainsi que le cosmopolitisme en vient à devenir une attitude valorisée : à travers son association au voyage éducatif dont le Grand tour est un prototype. Cette croyance en le pouvoir mélioratif du voyage s'installe grâce à la pratique du Grand tour et continue de déterminer, selon Orvar Löfgren (2019 : 14), la motivation des jeunes qui entreprennent des voyages éducatifs et/ou touristiques :

Certains idéaux relient le Grand Tour du XVIII^e siècle à celui des étudiants d'aujourd'hui. Par exemple, l'idée que le tourisme et le voyage à l'étranger est un investissement, supposé rendre plus ouvert sur le monde, plus cosmopolite (*sic* – AK) et plus créatif. Aller à l'étranger est encore aujourd'hui synonyme d'ouverture d'esprit.

Pour mieux saisir le lien qui s'installe entre voyage, éducation et cosmopolitisme, il est nécessaire de prendre en compte la production discursive engendrée par la pratique du Grand Tour qui encourage la rédaction de guides touristiques accompagnant les voyageurs. Les guides sont des « outils d'éducation » qui contribuent en même temps à instaurer un discours de valorisation du voyage et, par là-même, de ce qu'on appelle alors le cosmopolitisme. Les guides à destination des jeunes aristocrates deviennent en effet des lieux discursifs où se crée, se propage et se normalise l'idée que ce voyage instructif « forme la jeunesse », enrichit, confère aux futurs dirigeants une ouverture d'esprit et leur fait vivre de nouvelles expériences. L'impératif du voyage pour la formation de la personnalité (bien que réservée à une minorité) entre en discours. Notons la façon dont ce processus de changement de statut discursif est décrit dans cet extrait de l'*Histoire générale du tourisme* de Marc Boyer :

Des ouvrages spéciaux, intitulés *The Tour*, *The Grand Tour*, *The gentleman's guide in his tour*, paraissent nombreux après le traité de Paris (1763) pour conduire ces jeunes en Europe ; tous commencent par une longue préface qui vante les vertus pédagogiques d'un tel voyage ; ces mérites devenus poncifs ; ils étaient alors idées neuves. Ainsi, Nugent déclare :

1. le voyage enrichit l'esprit par la connaissance
2. rectifie le jugement
3. écarte les préjugés de l'éducation (« remove the prejudices of education »)
4. forme les manières extérieures (« compose the outward manners »). (Boyer 2005 : 44-45)

En citant l'un des guides qui vante les vertus du voyage, le sociologue qualifie ce discours de « poncif », du point de vue contemporain. Son statut à l'époque est tout autre, comme il le souligne par la suite : « ils étaient alors idées neuves ». Nous aurons l'occasion de découvrir les effets de cette évolution sur les discours cosmopolitiques ici étudiés dans la section 8.2. Pour l'instant, limitons-nous à l'exemple des voyageurs britanniques du XVII^e-XVIII^e siècle faisant leur Grand Tour sur le continent européen. Chez certains d'entre eux, le cosmopolitisme est à la mode justement parce qu'ils sont déjà convaincus de la nécessité de voyager pour devenir meilleur ; devenir meilleur signifie en l'occurrence s'ouvrir à d'autres cultures, être cosmopolite :

Pendant un siècle – fin XVII à fin XVIII – le voyage éducatif sur le Continent fut une pratique exclusive de l'aristocratie britannique, ou plus précisément d'une partie d'entre elle qui ainsi se distingue. Ce n'est donc pas toute la classe supérieure qui a ce comportement ostentatoire, mais ceux qui sont les plus sensibles aux inventions culturelles ; l'élite britannique craint que l'insularité ne « l'enferme dans une prison et veut devenir « *citizen of the world* », « *cosmopolitan* », parce que cela est « *fashionable* ». (Boyer 2005 : 41)

Notons l'opposition qui se forme dans le contexte britannique entre les concepts d'« insularité » et de « cosmopolitisme » : dans la section 8.2.2, nous en observerons le comportement à partir de mon corpus.

3.4 Quand se dire citoyen-ne du monde c'est faire événement

Si la guerre est un facteur fort du renforcement des identités nationales (Abowitz et Harnish 2006 : 659), sa fin est susceptible d'engendrer des dispositions cosmopolitiques en vue de prévenir la reproduction des hostilités. Ce fut le cas des deux Guerres mondiales. Si l'on considère, à la suite de Heater (1990 : 139-146) que tout document, toute initiative qui vise un impact transnational relève d'une « cosmopolitique », d'une politique du cosmopolitisme, alors les accords de paix, de désarmement, de non-prolifération des armes nucléaires, les conventions relatives aux droits de l'Homme conclues notamment à la suite de la création des Nations Unies sont les indices d'une prise de conscience cosmopolitique, ayant comme échelle l'humanité entière. Heater note par ailleurs que c'est à cette époque que le droit international tend, sans doute pour la première fois, à faire valoir la responsabilité individuelle comme composante de la responsabilité supranationale. Le procès de Nuremberg crée un précédent pour pouvoir juger l'action individuelle même si celle-ci a été soumise aux ordres de l'État. Auparavant, remarque Heater, la responsabilité collective prévalait sur la responsabilité individuelle : on ne jugeait pas en tant qu'individu responsable de son acte une personne ayant agi sous les ordres de son supérieur (dont l'État). Or le procès de Nuremberg a montré que « tout individu est dans l'obligation de respecter le droit international basé sur les principes universels de la morale humaine » et que cette morale dépasse les intérêts nationaux (*op.cit.* : 145). C'est donc pour la première fois que le droit a reconnu que l'universel prévaut sur le national : la communauté internationale a rendu justice en condamnant les criminels de guerre au nom de l'humanité (Pratt 2018). Il s'agit bien d'une Organisation des *Nations Unies* qui se crée après la guerre : la validité de l'organisation du monde en États souverains n'est pas remise en question. Cela n'est d'ailleurs pas forcément un obstacle au cosmopolitisme, notamment de type stoïcien, pour lequel la citoyenneté mondiale, relative à notre appartenance à la communauté des humains, n'est en rien contradictoire avec une citoyenneté « civique » relative à une communauté plus restreinte, comme la nation (Pradeau 2017 : 16). Cependant, ce n'est pas non plus un passage radical à un ordre cosmopolitique : les décennies qui suivront la création des Nations Unies montreront bien leur incapacité à freiner les guerres, les génocides et les colonisations postérieures à la Seconde Guerre mondiale.

Cet état des choses ne satisfait pas un certain Garry Davis. Ce pilote étatsunien ayant vécu les horreurs de la Seconde Guerre mondiale pense que la création des Nations Unies est une demi-mesure qui ne permettra pas de mener une véritable politique pour l'humanité. Il renonce à sa nationalité étatsunienne et, plus tard, au titre de séjour français qui lui est accordé. Il déchire littéralement son passeport et se déclare « citoyen du monde » avant de planter sa tente près du Palais de Chaillot à Paris où siégeaient les Nations Unies à ce moment-là. Le « coup d'éclat médiatique » de Davis résume bien la nouveauté que produit le fait de dire la citoyenneté mondiale comme statut dans l'espace public, à moins de passer pour un « original », un « idéaliste naïf » :

L'action de Garry Davis a le mérite de mettre en lumière le fait que nous ne soyons pas habitués à entendre la référence à une « citoyenneté mondiale » en un sens littéral (où l'expression désignerait une véritable citoyenneté, renvoyant à un ensemble de lois, de droits ou de devoirs), tout en montrant aussi qu'il est peut-être davantage possible de le faire aujourd'hui qu'auparavant. On considère en effet habituellement que le fait de se dire citoyen du monde est condamné à n'être qu'une métaphore (Lourme 2014 : 8)

En effet, la citoyenneté mondiale de Davis qui s'affirme par le refus des autres allégeances citoyennes est dans ce cas plutôt un non-statut, du moins légalement, puisque discursivement il s'agit bien d'une prise de position énonciative.

Jusque-là j'ai mis en lumière les tentatives qui cherchaient à dresser, philosophiquement, ou à mettre en acte, moyennant la pratique juridique, les institutions ou des gestes publics, un projet cosmopolitique, différent selon les époques. Or le cosmopolitisme n'a pas toujours été vu comme étant désirable, quoique utopique : il a aussi été désigné comme le mal à combattre, comme une attitude qui serait profondément étrangère aux un-e-s tout en caractérisant de manière intrinsèque d'autres. Les deux sections suivantes rappelleront comment le mot « cosmopolite » a intégré et articulé autour de lui les idéologies antisémites en Europe occidentale et en URSS.

3.5 « Cosmopolite sans racines »

Cette section s'emploiera à rappeler comment le cosmopolitisme en est venu à être associé à la communauté juive et quels usages discursifs, constitutifs des pratiques d'exclusion dans des contextes fortement nationalistes en ont été faits.

3.5.1 « Cosmopolite » et « cosmopolitisme » dans les discours antisémites en Europe occidentale

L'entrée du terme « cosmopolite » et « cosmopolitisme » dans le vocabulaire antisémite fait pleinement partie de l'histoire de l'opposition entre nationalismes et cosmopolitismes. L'historien Enzo Traverso introduit ainsi son récit de l'association entre la culture juive et le cosmopolitisme en Europe : « Dans l'imaginaire collectif du monde occidental, les juifs sont souvent représentés comme l'incarnation du cosmopolitisme » (Traverso 2006 : 5). Dire cela c'est reconnaître d'emblée que le concept même de cosmopolitisme revêtait alors une connotation particulièrement négative sans quoi il aurait été impossible d'accuser qui que ce soit d'être cosmopolite. Rappelons ainsi les éléments de la construction d'un mythe qui opposa le « cosmopolitisme » juif à l'« ancrage » des peuples occidentaux dans leurs terres (*op.cit.* : 7)⁵⁵.

Aux yeux des nationalismes puissants du tournant du XIX^e et XX^e siècles, le cosmopolitisme présumé des juif-ve-s est une condition intrinsèquement inférieure face à celle des membres des communautés nationales, de celles et ceux qui revendiquent une appartenance à un territoire, censé coïncider avec les frontières des identités culturelles. La valorisation de l'attachement au détriment d'une identité transculturelle fait alors du mot « cosmopolite » une injure faite à l'étranger-e que l'on suspecte de ne pas être assez loyal-e, assez assimilé-e : « the negative figure of the cosmopolitan drew upon an ambiguous historical baggage where the rootless and flexible outsider was treated with suspicion and hostility » (Kofman 2005 : 87). Les juif-ve-s sont alors souvent le prototype de l'étranger « par excellence » (*op.cit.* : 92) Plus particulièrement, la présumée infériorité des juif-ve-s « cosmopolites » se base sur « le mythe [...] du "juif errant", Ahasvérus, qui raconte son vagabondage éternel entre les continents et les peuples »⁵⁶ (Traverso 2006 : 5).

⁵⁵ À l'exception de quelques références ponctuelles à d'autres époques, je traiterai, dans cette section et dans la suivante, de ce qu'Esther Benbassa (1997 : 210) appelle « l'antisémitisme moderne » dont le début est situé dans les années 1880. Pour le Royaume-Uni, Colin Holmes (1979) note également que l'antisémitisme britannique atteint son sommet entre la fin des années 1870 et le début de la Seconde Guerre mondiale. C'est à cette période que son ouvrage est consacré.

⁵⁶ J'y reviendrai à nouveau dans la section 6.6.3.1.

Cette représentation a la particularité de voir associer l'image des errant-e-s avec celle des magouilleurs et traîtres en lien avec leurs activités financières : « Jews, in particular, represented rootless and unstable ubiquity; they were perceived as a corrupting element, foreign to the people and the nation » (*op.cit.* : 89). Le stéréotype des « juif-ve-s cosmopolites » est donc biface. D'abord, il comprend l'idée de cosmopolitisme comme le sort misérable des « errant-e-s » qui sont d'autant plus hostiles qu'elles et ils « envahissent » (notons la récurrence de la formule dans le contexte migratoire actuel) les pays occidentaux et fomentent des complots contre le monde chrétien. Sans patrie ni attaches, les cosmopolites sont donc en quelque sorte sans vergogne, notamment lorsqu'il est question de fortune. Cette image, originaire des croyances médiévales, est au fondement de la théorie du complot juif international⁵⁷ selon laquelle les juifs (les hommes, bien plus que les femmes !⁵⁸) du monde entier aspirent à « soumettre et dominer le genre humain, par la corruption lente et la destruction violente » (Taguieff 2013 : 25). Les différentes composantes de ce stéréotype dominant selon les contextes nationaux, quelques-uns que j'analyserai afin de mieux comprendre le fonctionnement de la fabrique discursive du cosmopolitisme aux antipodes de la construction des identités nationales au cours du XIX^e siècle.

Un grand nombre de juif-ve-s ashkénazes quittent l'Europe de l'Est en direction des pays occidentaux après l'annexion de la Pologne par l'empire russe et après que, suite à l'assassinat d'Alexandre II par une organisation anarchiste, les membres de la communauté juive, associé-e-s par amalgame aux anarchistes, deviennent l'objet de discriminations et de massacres (Holmes 1979 : 3). Vers la seconde moitié du XIX^e siècle, l'Allemagne, parmi d'autres pays, abrite ainsi une vaste communauté juive (Traverso 2006 : 6). La position des membres de celle-ci évolue, au cours du XIX^e et au début du XX^e siècle, de façon particulière que d'aucun-e-s qualifient de paradoxale (voir *infra*). Ils vivent une exclusion citoyenne « en dépit de l'octroi des droits civiques ». Cette exclusion (par exemple, l'impossibilité, ou presque, d'occuper des postes dans la fonction publique) trouve son pendant dans un effort considérable de la communauté juive pour « s'adapter »⁵⁹ à la culture allemande (Mosse 1991 : 9⁶⁰, cité dans Pulliero 2013 : 121). Cet effort

⁵⁷ Cette théorie s'appuie grandement sur un faux document, les *Protocoles des Sages de Sion*, dont je parlerai à la fin de cette section.

⁵⁸ Comme le souligne en effet Benbassa (1997 : 189), les juives en Europe occidentale, notamment en France, à laquelle son ouvrage est consacré, devront, tout comme les autres femmes, « attendre le XX^e siècle » pour ne plus être cantonnées à l'univers domestique et, dans les classes supérieures, à celui des salons. Il ne peut donc s'agir d'inclure les femmes dans le stéréotype du juif qui tient les reins de la politique et de la finance.

⁵⁹ Le terme est ambigu, et fait transparaître la difficulté à désigner le processus que l'on appelle parfois « émancipation », « assimilation » (Pulliero 2013 : 121, en citant différents auteurs), « assimilation culturelle », « germanisation » (Traverso 2006 : 6). Marino Pulliero (*ibid.*) explique longuement cette difficulté de désigner le phénomène, notamment en raison des changements sémantiques et de connotation de ces mots qui se sont opérés au fil du temps.

⁶⁰ MOSSE George L., 1991, *Ebrei in Germania fra assimilazione e antisemitismo*, Rome, Giuntina.

est incarné par le concept de *Bildung* – un « ensemble de valeurs – éducation, auto-accomplissement, souci éthique, bonnes manières – qui permettait aux juifs de se sentir des Allemands à part entière » (Traverso 2006 : 6-7). L'« intégration » est initiée par les intellectuels et soutenu par la communauté « forte de sa cohésion et de son homogénéité sociale – car les juifs allemands appartiennent, dans leur ensemble, à la bourgeoisie cultivée [...] ». Elle implique, notamment, une « sécularisation » (Pulliero 2013 : 125) de ces membres de la bourgeoisie qui « peu[ve]t se permettre de couper les ponts avec le passé de la religion populaire » (Mosse 1991 : 39, cité dans Pulliero 2013 : 123). Elle consiste également à chercher à exceller dans la connaissance de la culture occidentale. À ce propos, Bauman (2003) décrit un « paradoxe » (le mot est mis en avant dans le titre de son article) que cet effort a produit. En effet, il s'est trouvé que « dans toutes les nations occidentales, c'est eux [les juifs] qui prenaient le plus au sérieux l'héritage culturel national – plus au sérieux, en réalité, que ce que l'on attendait (généralement comme moyen de mobilisation nationale et de légitimation de l'Etat) » (*op.cit.* : 285). Par conséquent, la volonté de se faire reconnaître au même titre que les populations nationales a accentué, au contraire, la différence, en l'occurrence, entre les Allemand-e-s et les juif-ve-s allemand-e-s aux yeux des premier-e-s : « loin de les rapprocher de l'assimilation, l'enthousiasme culturel affiché et l'exhibition obsédante de la noblesse culturelle les isolaient de la classe moyenne du pays et fournissaient surtout une preuve supplémentaire de leur indéradicable *étrangèreté* » (*ibid.*). L'exclusion du « cosmopolitisme juif », contraire à un ancrage « vital » des Allemand-e-s « aryen-ne-s » culminera, comme nous le savons, avec l'avènement du national-socialisme. Les *Protocoles des Sages de Sion*, le « principal véhicule textuel » du mythe du complot juif (Taguieff 2004 : 173), « découvert » au début du XX^e siècle⁶¹, donnera un appui au récit fictionnel que Hitler perpétuera dans *Mein Kampf* en représentant « le Juif », « conspirateur international », comme l'ennemi absolu à deux faces : d'un côté, le détenteur d'un capital mondial et de l'autre, le bolchévik (Taguieff 2020 : 9-10).

Dans la France du XIX^e siècle, l'antisémitisme possède son propre vocabulaire, décrit par Jean-Paul Honoré (1981). Ce vocabulaire est classé par le chercheur en quatre catégories selon les

⁶¹ Les guillemets entourant le mot « découvert » rappellent que les *Protocoles des Sages de Sion* est un faux document, une « mystification littéraire à usage politique », selon la formule de Taguieff (2004 : 173). Il n'a donc pas été « découvert », mais fabriqué par la police secrète de l'empire russe au début du XX^e siècle pour prouver l'existence d'un soi-disant complot sioniste mondial dont le document témoignerait (alors qu'il s'agit d'une « compilation attribuée mensongèrement à des sources juives ou judéo-maçonniques », comme le définit Taguieff, *ibid.*). La nature du document est démystifiée en 1921 suite à l'investigation du journaliste britannique Philip Graves, qui démontre qu'il s'agit d'un plagiat, alors que l'auteur du document, Matthieu Golovinski, est identifié en 1999 par l'historien russe Mikhaïl Lepekhine (*op.cit.* : 173-174).

« bases » idéologiques qui le sous-tendent : religieuse, sociale, nationaliste et raciste (*op.cit.* : 76). L'antisémitisme français a la particularité, par rapport à celui de l'Allemagne, de représenter les membres de la communauté juive comme ayant surtout une puissance sans limites les aidant à envahir les structures de l'État. Cette représentation est ainsi formulée par Honoré : « les juifs sont devenus les maîtres de la France, les Rois de la République, les rois de l'époque, la première aristocratie du monde » (*op.cit.* : 78). Le cosmopolitisme est alors associé à l'étranger en général et aux juif-ve-s en particulier.

Ayant fait le tour du vocabulaire de l'époque en fonction de sa base idéologique, Honoré rappelle que les frontières entre elles n'étaient pas étanches. Ainsi, « le cosmopolitisme était reproché aux financiers, aux socialistes, aux Juifs, aux francs-maçons » (*op.cit.* : 90). Cette association puissante, dans un seul terme, des connotations d'infériorité et de pouvoir a incontestablement marqué la mémoire du mot « cosmopolite », réactivée, à l'occasion, jusque dans certains de ses usages actuels à travers l'Europe (Taguieff 2004 : 173). C'est ce qu'analysent par exemple Karin Stoenner et Ruth Wodak (2016) dans leur travail sur les attaques discursives contre le député britannique Ed Miliband. Le discours de ce travailliste a été remis en cause à travers la figure de son père, Ralph Miliband, réfugié juif arrivé en Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale et devenu un économiste renommé. Celui-ci est représenté comme un « Juif sans racines » qui n'a jamais « assez » aimé son pays d'adoption, en défaveur de son fils critiqué lui aussi car n'étant pas légitime de promouvoir le concept de *One Nation* revendiqué par son parti. Les auteures montrent comment une attaque *ad hominem* moyennant une variante de la formule idéologiquement chargée réactualise une réflexion sur « la vraie britannicité », à travers une recontextualisation : « thus, the entire debate is recontextualised into a dispute over “true Britishness” represented in the *One Nation* concept advocated by Ed Miliband » (*op.cit.* : 7). La réflexion sur les formes actuelles de la dénonciation du cosmopolitisme des « autres » sera prolongée dans la section 3.7 avec les observations d'Eleonore Kofman (2005).

Dans le contexte britannique, justement, la représentation de l'indésirable cosmopolitisme des juif-ve-s partage des traits avec celle présentée à partir des discours publics allemand et français. La ligne de démarcation entre les Britanniques et les juif-ve-s y est notamment de nature religieuse : ne pas être de foi chrétienne signifiait à lui seul être considéré comme manquant potentiellement de loyauté envers la nation (Alessandri 2019 : 86) et donc restreignait fortement les droits des juif-ve-s : notamment, jusqu'en 1825, les juif-ve-s n'avaient pas accès à la naturalisation car celle-ci impliquait la condition d'être chrétien-ne (Holmes 1979 : 8). Il a fallu attendre (et lutter) encore plus longtemps, jusqu'en 1838, pour que le *Sheriff's Declaration Act* entre en vigueur en

dispensant du serment chrétien ceux qui occupaient les postes dans l'administration de l'État et donc d'ouvrir les élections à la communauté juive (Bérubé 2019 : 101). Autorisés ainsi à se présenter aux élections municipales, les juifs ne pouvaient cependant pas siéger au Parlement. C'est en 1858, en vertu du *Jewish Relief Act* promulgué suite à la pression de la communauté juive mais aussi des couches libérales de la population britannique, que ce droit leur a été accordé (*op.cit.* : 102). Or le fait même que la communauté juive jouissait des droits citoyens n'avait pas une implication immédiate sur leur statut symbolique et la façon dont la communauté britannique se construisait par le discours. Une tension particulièrement intéressante entre l'absence d'une raison objective qui amènerait à considérer les juif-ve-s britanniques comme étranger-e-s et le caractère inconcevable de l'idée qu'elles et ils puissent faire partie de la nation peut être observée dans cette citation :

They are citizens of the world, rather than citizens of England. It is quite true that they are not aliens in this sense that they do not owe allegiance to another country; but there are no people in the world who can transfer themselves to another country with the same facilities as the Jews. Wherever a Jew goes he finds his own people, his own religion, his own language, and, at the same time, he finds all persons of his nation engaged in transactions similar to himself. I cannot therefore consider that they are, or ever can be, identified with the people amongst whom they live. (Ellenborough 1848⁶², cité dans Alessandri 2019 : 87)

Le statut légal de citoyen-ne ne semble pas suffire. L'allégeance des citoyen-ne-s doit être exclusive, exclusivement nationale, liée à un seul territoire qui abrite un peuple et une langue. Le cosmopolitisme dont ce comte accuse les juif-ve-s est aux antipodes de cette exclusivité. Cependant, il est ici une potentialité plus qu'une réalité : moyennant une concession, l'auteur accorde à la population juive le fait qu'elle prête une allégeance exclusive à l'Angleterre (« It is quite true that they are not aliens in this sense that they do not owe allegiance to another country ») ; pour autant, dire qu'elles et ils sont en tout point membres de la nation semble enfreindre la norme du dicible. Par conséquent, c'est un argument de leur non-loyauté *potentielle* qui est employé (« but there are no people in the world who can transfer themselves to another country with the same facilities as the Jews »). La mobilité hors normes des juif-ve-s n'est ici qu'une possibilité, une hypothèse (« can transfer ») : elle suffit pourtant à les considérer comme un corps étranger. Or parmi les juif-ve-s bénéficiant du statut de citoyen-ne-s britanniques, il y a celles et ceux qui, d'après les détenteurs du pouvoir, méritent plus que les autres cette citoyenneté. Une distinction nette sépare, aux yeux des conservateurs, notamment, « la communauté d'origine sépharade dont sont issus les députés d'origine juive et les riches financiers » et « les ashkénazes

⁶² ELLENBOROUGH Earl of, *Hansard*, HL, col. 1343, vol. 98, 25/05/1848.

de l'Est arrivant démunis » sur le sol britannique après avoir fui les pogroms sur le territoire de l'empire russe (Alessandri 2019 : 178).

La Première Guerre mondiale engendre une nouvelle vague d'antisémitisme, celui dirigé contre les juif-ve-s allemand-e-s. À moins de combattre au sein des troupes britanniques, la population juive est à nouveau considérée comme n'étant pas digne de confiance en ce temps de guerre, son cosmopolitisme supposé étant devenu synonyme de trahison potentielle. Or le discours antisémite est, ici aussi, biface. D'un côté, les juif-ve-s allemand-e-s sont soupçonné-e-s d'avoir gardé des liens avec l'Allemagne, de l'autre côté, la théorie du complot juif contribue à représenter la communauté juive comme étant la « main cachée » de la guerre qu'elle peut à tout moment arrêter, et si ce n'est pas encore fait, c'est que la guerre profite aux capitaux des juifs (voir par exemple l'analyse d'un article du *Bystander*, paru le 31 mars 1915⁶³, dans Alessandri 2019 : 226).

3.5.2 « Cosmopolite sans racines » dans l'URSS de Staline

La sortie de la Deuxième Guerre mondiale et les initiatives cosmopolitiques, comme la création de l'ONU, qui ont pu en résulter ne marquent pas un tournant vers une acceptabilité générale de l'idée d'être un-e citoyen-ne du monde. Au contraire, c'est juste après la guerre que le terme « cosmopolite » connaît à nouveau des usages glaçants. Quand, à Paris, Garry Davis se déclarait citoyen du monde devant les caméras, à Moscou se préparait une campagne antisémite d'une grande envergure, dont le discours mobilisait la même notion à des fins totalement différentes. Même si la présente recherche est focalisée sur un contexte britannique, cette étape dans la « vie » discursive du mot « cosmopolite » doit être rappelée. En effet, elle fait indiscutablement partie de sa mémoire transnationale, ce qui se reflète dans mon corpus, comme on aura l'occasion de le constater dans les chapitres de présentation des résultats.

L'antisémitisme tout comme l'association entre le judaïsme et le cosmopolitisme en Russie naît bien avant l'avènement de l'URSS (Grüner 2010 : 446), mais c'est dans la période de l'après-guerre que le terme « cosmopolite » est surtout utilisé comme un marqueur désignant celles et ceux qui sont suspecté-e-s de non-allégeance à l'ordre – du discours et de la pensée – soviétique. Elles et ils sont principalement juif-ve-s, mais aussi Arménien-ne-s, Polonais-e-s, Grec-que-s (Kofman 2005 : 90). Le nom est alors assorti d'un qualificatif souvent traduit comme « sans racines », « déraciné », « rootless », mais signifiant littéralement, en russe, « sans origines », « sans tribu » :

⁶³ A Stranger Within, "Can the Jews Stop the War?", *The Bystander*, 31/03/1915.

bezrodniy kosmopolit. Ce mot devient le vecteur d'une campagne antisémite de grande ampleur⁶⁴. La phase publique visible de cette campagne a lieu entre le 28 janvier et fin mars 1949 dans la presse soviétique. Visant les intellectuel-les libérales et libéraux, cette campagne revêt un caractère d'« antisémitisme d'État » et mène aux licenciements, à l'ostracisation et aux arrestations de celles et ceux qui ont été qualifié-e-s de cosmopolites par le parti communiste : chercheur-se-s, médecins, critiques d'art.

La campagne contre le cosmopolitisme s'inscrit dans l'agenda du travail idéologique à mener par le parti communiste à l'issue de la guerre. Elle a pour but de dissuader la population, qui a pu constater les différences entre le mode de vie européen et soviétique, de rêver du premier. Cette campagne lutte contre l'« antipatriotisme », la « servitude » à l'égard de l'Europe, des États-Unis, du capitalisme occidental, contre « les “restes” de la vision bourgeoise parmi les Soviétiques, contre un regard non critique sur la culture bourgeoise “réactionnaire” », contre le manque de fidélité à l'idéologie communiste dans le travail scientifique et artistique (*op.cit.* : 10). Le cosmopolitisme comme vision du monde est aussi un prétexte pour éliminer les juif-ve-s des positions importantes dans la science et le monde de l'art. Il s'agit de renforcer l'appareil idéologique de l'État contre toute tentative de s'opposer au monopole du parti dans toutes les sphères et notamment dans la sphère culturelle, qui se doit, elle aussi, de s'engager dans la construction du projet communiste. C'est pour cette raison que la campagne prend d'abord pour cibles les critiques théâtraux ayant émis des avis négatifs sur les qualités littéraires des pièces ayant reçu l'approbation du parti.

En trois jours (les 28, 29 et 30 janvier 1949), trois journaux dont la *Pravda* publient des éditoriaux fustigeant un groupe de critiques théâtraux qualifiés de « cosmopolites sans racines », qui, selon eux, calomnient la culture soviétique unique en son genre et indépendante des cultures européennes. Les trois articles semblent avoir été rédigés sur un même canevas, et certaines formulations se retrouvent dans plusieurs textes, reproduites presque à l'identique. Ils seront suivis d'autres publications s'étalant sur la période indiquée *supra*. Quelle conception du cosmopolitisme émerge-t-elle de ces textes ?

L'article de la *Pravda* stipule que les critiques théâtraux en question sont porteurs d'un cosmopolitisme sans racines « profondément répugnant et hostile à l'Homme soviétique ». Le

⁶⁴ Dans cette section, je m'appuierai, pour retracer l'histoire et les enjeux de cette campagne antisémite, sur un recueil des documents de l'époque (arrêtés, notes, lettres, discours, articles de presse) réunis dans un ouvrage sous la direction de Djakhanguir Nadjafov et Zinaïda Beloussova (2005).

mouvement artistique du « réalisme socialiste », seul encouragé dans l'article, est opposé à ce que la rédaction appelle « un cosmopolitisme bourgeois enthousiaste », caractérisé par « l'indifférence au peuple, l'esthétisme froid et le formalisme » qui freine le développement de la culture soviétique (Nadjafov et Belousova (éds.) 2005 : 233). *Literaturnaya gazeta* (« Le journal littéraire ») définit dans son article du 29 janvier 1949 le cosmopolitisme comme

une étrangeté à la vie et à l'intérêt historique de son peuple, une attitude servile à l'égard de la culture bourgeoise de l'Occident et une incompréhension tout aussi servile d'une énorme valeur de la grande culture nationale russe et de la culture des autres peuples fraternels de l'URSS. Un cosmopolite, en ricanant méchamment, s'efforce à tous les coûts de « retrouver » une « parallèle », une présomption de similitude des phénomènes de la culture russe avec celle de l'Occident⁶⁵. (*op.cit.* : 242)

Le cosmopolitisme est donc aussi, selon *Literaturnaya gazeta*, une tentative d'entacher la culture russe, dominante dans l'idéologie soviétique, en faisant des parallèles ou en recherchant des influences sur celle-ci dans la culture européenne. À ce titre, l'œuvre de Molière dont l'influence sur le théâtre russe est remarquée par l'un des critiques et violemment rejetée par le journal, se trouve reléguée par ce dernier au rang de « pseudo-classique » (*op.cit.* : 246). Enfin, le journal *Kultura y zhizn'* (« Culture et vie ») affirme dans son article du 30 janvier 1949 que les « petites idées cosmopolites » sont surtout nuisibles à l'« image de l'Homme soviétique » (*op.cit.* : 253) construit par l'art qui suit le droit chemin du parti. Le « paradigme désignationnel » (Mortureux 1993) de « cosmopolite » comprend dans cet article des syntagmes tels que « esthètes bourgeois pourris », « critiques anti-patriotiques », « groupe anti-patriotique des esthètes bourgeois », « critiques esthétisants », etc. Être cosmopolite est donc, au fond, une accusation de non-loyauté au régime communiste.

Le sens de « cosmopolitisme » dans la propagande soviétique est à la fois singulier et similaire, sur certains plans, par rapport à l'antisémitisme en Europe occidentale. « Cosmopolite » c'est d'abord un juif, un individu *bez rodu i plemeni*, sans attachements, sans racines, sans territoire. Mais c'est aussi celui qui va à l'encontre des principes idéologiques imposés. De ce fait, les cosmopolites sont un danger, un parasite, un poison qui nuit à l'« atmosphère saine » de la culture soviétique. Les cosmopolites échappent à la pensée commune. Elles et ils regardent ailleurs, lisent la littérature étrangère, font des comparaisons, établissent ces fameux « parallèles ». Elles et ils refusent d'accepter l'idée de la « pureté » d'une culture qui suppose éminemment sa supériorité

⁶⁵ « Космополитизм – чуждость жизни и историческим интересам своего народа, холуйское преклонение перед буржуазной культурой Запада и столь же холопское недопонимание великой ценности могучей русской национальной культуры и культуры других братских народов СССР. Космополит, злорадно хихикая, силится во что бы то ни стало “обнаружить” ту или иную “параллель”, ту или другую примету сходства явлений русской культуры с культурой Запада ».

aux autres. On les accuse alors d'« antipatriotisme » : les cosmopolites ne savent pas faire des éloges à l'œuvre des artistes de leur pays, de loin les meilleur-e-s au monde. On les accuse également d'« esthétisme » et de « formalisme » : le cosmopolitisme prône « l'art pour l'art » alors que, selon le discours officiel, il faut subordonner l'art à la politique, et à cette seule politique envisageable qui est celle du parti communiste. Cette chaîne argumentative permet de passer rapidement d'une dénonciation des œuvres ou des articles critiques aux répressions. Le « cosmopolite » est en effet un mot-argument qui concentre en lui les accusations de « manque de loyauté au parti », de « moralité compromise », voire d'« espionnage » (*op.cit.* : 14). Après la chute de l'URSS, le discours anti-occidental gardera son influence sur « une partie de l'opinion publique de la Russie jusqu'à nos jours » (*op.cit.* : 16), vivement encouragé par les autorités du pays. En revanche, on ne parle plus de « cosmopolites », mais de « libérales » et de « libéraux » (en ajoutant aux substantifs des suffixes fortement péjoratifs en tous genres) pour dénoncer celles et ceux qui prônent la démocratie, la liberté de la parole, l'égalité, le mariage pour tou-te-s, etc.

3.6 « Citizen of the world » et « cosmopolitan » : des « formules » ?

Au vu de leur histoire discursive riche et controversée, dont j'ai rappelé *supra* quelques épisodes, les concepts « citizen of the world » et « cosmopolitan » peuvent être considérés comme candidats potentiels au statut de « formule ». Par « formule » suite aux travaux de Krieg-Planque on entend un mot ou un syntagme qui, à un moment de sa « vie » discursive, commence à circuler de façon accrue dans l'espace public et acquiert des valeurs argumentatives en devenant « constitutivement polémique » (Krieg-Planque 2009 : 58). Dans cette période de « densité » discursive qui permet de la caractériser comme « formule », elle « signifie quelque chose pour tous » (*op.cit.* : 55) et peut donc figurer dans l'ensemble des positionnements pris par rapport à l'objet de la polémique, selon les modes différents qui définissent alors ces positionnements : prise en charge, contestée ou dénoncée, elle reste un passage obligé. La formule circule, et cette même circulation est révélatrice de rapports entre les positions, qui sont souvent des rapports de force : « La circulation [...] ne résulte pas d'une mécanique de la linguistique, mais de pratiques langagières et de rapports de pouvoirs et d'opinion qui s'observent dans le discursif » (*op.cit.* : 43).

La formule se définit moyennant quatre critères relatifs à sa forme et son fonctionnement dans le discours (*op.cit.* : 63) :

1 – la formule « présente un caractère figé »

Son signifiant est d'une relative stabilité et se fige au cours de sa circulation, tout en étant potentiellement sujet à des paraphrases. En effet, Krieg-Planque insiste sur une approche de repérage des formules « qui ne soit purement formaliste » afin notamment de prendre en compte « des séquences qui peuvent être étrangères à la formule d'un point de vue morphologique mais qui fonctionnent en contexte comme des alternatives » (*op.cit.* : 72).

2 – la formule revêt un « caractère discursif »

Cela implique que la formule ne peut être identifiée en dehors de ses usages dans le discours qui l'instaurent en tant que telle. Cela ne signifie pas pour autant que la séquence « ne préexiste [pas] formellement à son accès au rang de la formule » (Krieg-Planque 2009 : 85). Pour savoir à quel moment elle accède à ce rang, il faut considérer son « caractère de référent social » (voir critère 3) et son « caractère polémique » (voir critère 4).

3 – La formule a un « caractère de référent social »

La formule est une séquence qui, à un moment donné de son existence, devient connue de toutes et tous et constitue un passage obligé dans les discours publics. Loin de faire consensus, elle suscite au contraire des réactions contradictoires et polémiques et acquiert ainsi une fonction « de cadrage de débat » (*op.cit.* : 100).

4 – La formule a un « caractère polémique »

Ce caractère polémique est constitutif de la formule « parce qu'elle constitue un enjeu, parce qu'elle met en jeu l'existence des personnes, parce qu'elle est porteuse d'une valeur de description des faits politiques et sociaux » (*op.cit.* : 104). À ce titre, la formule est propice à l'éclatement de conflits sur les mots plus ou moins violents et dans tous les cas à d'importants métadiscours qui témoignent non seulement du fait qu'on se positionne différemment par rapport à elle, mais que sa mise en discours est en soi problématique, ce qui oblige les locuteurs et locutrices à abondamment commenter leurs propres pratiques discursives et celles des autres : « le caractère polémique de la formule se manifeste particulièrement par des achoppements des énonciateurs sur la séquence elle-même, achoppements qui sont révélateurs de certains des enjeux que la formule recèle » (*op.cit.* : 109). Cela confirme le lien qui existe entre la circulation des formules et les conflits conceptuels qu'elles sont susceptibles de provoquer.

À la lumière de ces quatre critères, les concepts « citizen of the world » et « cosmopolitan » présentent tous les traits nécessaires pour être considérées comme des candidats susceptibles de devenir des formules en contexte polémique. Présents dans le discours public de différentes

communautés discursives depuis des siècles, ces signifiants sont sujets à des variations (« world citizen », « global citizen »). En ce qui concerne « citizen of the world », la formule conserve majoritairement dans mon corpus sa forme de syntagme nominal du type « N + préposition + article + N », modèle propice à la création formulaire, selon Krieg-Planque (voir *supra*). Le caractère discursif et polémique des deux candidats au statut de formule sera mis en lumière dans les chapitres analytiques, mais nous avons déjà pu parcourir leur histoire discursive dont le poids est important dans le statut « formulaire ». Cette histoire est en effet chargée d'enjeux liés au rapport à l'altérité et avant tout d'enjeux d'organisation politique et morale de la cité. Les deux catégories sont fortement disposées à devenir formules en raison notamment de la jonction de deux notions en leur sein, « citoyen », *polítês*, et « monde », « cosmos », *kósmos*. Pour les un-e-s, cette jonction forme un paradoxe, désigne ce qui ne peut pas exister et, pour les autres, esquisse un idéal éthique, politique, culturel, etc. Cette jonction ouvre également le potentiel interprétatif des deux concepts, ce qui contribue à leur prise en charge souvent controversée : « citoyen-ne d'un État mondial », « citoyen-ne d'un monde sans États », « citoyen-ne sans attachement aucun », « citoyen-ne attaché-e à plusieurs communautés dans le monde », « membre d'une élite », « vagabond-e déraciné-e », etc. En effet, malgré le fait qu'aucune réalité juridique n'y correspond, les concepts continuent à circuler, tantôt en contribuant à imaginer une communauté cosmopolite et une citoyenneté mondiale, tantôt en dénonçant toute forme d'universalisme.

3.7 Les usages des formules dans les discours publics contemporains

La brève excursion historico-discursive effectuée dans ce chapitre a permis d'observer comment le concept de citoyen-ne du monde a fonctionné en tant qu'une invention philosophique et linguistique, un « mot-symptôme » de projets utopiques, ou encore une injure antisémite et un moyen d'oppression pensé par les totalitarismes. Si le cosmopolite « était d'abord un exclu, forcé ou volontaire, quelqu'un en rupture de ban avec son groupe, sa communauté d'origine » (Yerasimos 2007 : 112), il semble qu'à aucun moment de l'histoire se dire cosmopolite n'a été une évidence. Les processus de globalisation, dès la fin du XX^e siècle, ont encore une fois changé la donne. Aujourd'hui, le concept est partagé entre les discours de valorisation de la diversité, de la mobilité, des frontières ouvertes, où le mode de vie cosmopolite est célébré, et des discours reprenant les modèles d'exclusion déjà expérimentés et qui exploitent à nouveau la peur de la différence et la méfiance envers la mobilité des « indésirables » (voir la section 1.1.1).

La célébration du cosmopolitisme caractérise l'image des grandes métropoles avec leur mélange de populations, de langues, de cuisines. Son acceptabilité et même sa « désirabilité » sont associées à la figure valorisante que Kofman (2005 : 84) désigne par la notion de « cultural citizen » : « The cultural citizen is open to the variety of global cultures and can participate equally at all levels of society from the local to the global ». Ce « *feeling global*⁶⁶ » (Robbins 1999⁶⁷, cité dans Fœssel 2012 : 74) qui « confèr[e] au cosmopolitisme une évidence qu'il n'avait jamais acquise auparavant dans l'histoire » (Fœssel 2012 : 74) ne s'applique cependant pas à toutes les populations. Comme je l'ai souligné dans le chapitre I (voir la section 1.1), si les déplacements de certain-e-s sont désirables et valorisés, ceux d'autres sont au contraire sujets à limitations et deviennent source de craintes de toutes sortes (Kofman 2005 : 86).

Les modèles des vieilles oppositions entre les nationales et les nationaux « de souche » et les étranger-e-s sont réactualisés. D'un côté, malgré toutes les démystifications qui ont eu lieu autour de la légende du « complot juif mondial », l'antisémitisme n'a pas cessé :

Nombreux sont aujourd'hui les indices attestant non seulement la survivance, mais encore la surprenante et inquiétante vitalité de ce mythe d'accusation redoutable, porté par un ensemble de peurs, d'obsessions et de haines inépuisables. Il représente le fil continu reliant le vieil antisémitisme médiéval aux nouvelles formes de judéophobie, liées à la mythisation de l'« antisionisme ». Sa vitesse de circulation et sa force de pénétration dans les opinions permettent de mesurer la nouvelle vague planétaire de judéophobie. Il semble bien que la démythisation n'ait pu entamer la force symbolique de ce grand récit de fiction mettant en scène une prétendue surpuissance cachée, celle des « Juifs internationaux », du « sionisme mondial » ou de la judéo-maçonnerie cosmopolite » (ou « mondialiste »). (Taguieff 2004 : 172-173)

De l'autre côté, comme le montre Kofman, le rejet des Juif-ve-s sur la base de leur présumé cosmopolitisme fournit aujourd'hui une base idéologique et discursive pour les expressions de l'hostilité envers les musulman-e-s dans le pays occidentaux :

Today, the fear of divided loyalties and transnational political participation falls in particular upon Europe's Muslim populations, who must demonstrate that they are not truly cosmopolitan. As with Jews in the past, they are both insufficiently national and excessively international. (Kofman 2005 : 92)

En effet, leur cosmopolitisme n'est pas bienvenu, en même temps qu'elles et ils sont suspecté-e-s d'avoir des « attaches » trop fortes avec les cultures arabo-musulmanes.

Les raisons d'une représentation ambiguë du cosmopolitisme contemporain peuvent ainsi être résumées dans le fait que le cosmopolitisme est aujourd'hui associé à la globalisation et ses conséquences, positives comme négatives, précisées dans le chapitre I. D'un côté, les échos du

⁶⁶ Le terme réfère, dans l'usage qu'en fait Michaël Fœssel (2012 : 74), à une expérience du cosmopolitisme que peuvent vivre les acteurs sociaux (il parle de « la dimension mondiale du réel [qui] s'atteste dans le vécu des agents »).

⁶⁷ ROBBINS Bruce, 1999, *Feeling Global, Internationalism in Distress*, New York, New York University Press.

mythe du « complot juif international » nourrissent l'idée « d'une "mondialisation" orchestrée par une oligarchie financière prédatrice, conspirant contre "les peuples" dans des réseaux invisibles » (Taguieff 2013 : 96). De l'autre côté, l'image positive d'un « cultural citizen » se double d'une figure plus problématique d'un homme d'affaire « de Davos » survolant des pays et des continents, insouciant du sort des personnes « ordinaires » (Stråth 2019 : 58). Suite à l'émergence du concept de multiculturalisme que l'on commence vite à associer aux échecs de la politique respectueuse (« immigrant ghettos, marginalisation, exclusion and poverty »), celui de cosmopolitisme hérite également de ces connotations. D'abord fonctionnant comme contre-concept de « multiculturalisme », il se trouve affecté par une aura de méfiance qui se forme autour de celui-ci (*ibid.*) et par un doute quant au fait qu'il puisse vraiment fonctionner.

3.8 Bilan du chapitre III

Dans ce chapitre j'ai proposé de porter un regard de linguiste sur l'histoire du cosmopolitisme. En accord avec la conception du discours comme différemment limité et contrôlé idéologiquement selon les époques, j'ai relu cette histoire comme une histoire des discours du, pour et contre le cosmopolitisme, vus comme révolutionnaires, utopiques, fous, passibles de répressions, sauveteurs mais faisant événement à toutes les époques que j'ai passées en revue. Les discours cosmopolitiques se sont engagés au cours de cette histoire dans des configurations concurrentes de toutes sortes : ils se sont opposés à l'impérialisme, au souverainisme, à la xénophobie, tout comme l'image des cosmopolites a été elle-même mobilisée pour dissocier et opposer des peuples, pour désigner les ennemis de la nation.

La citoyenneté mondiale n'est souvent restée qu'un projet, ce qui lui a valu une connotation utopique. De nombreuses aspirations à la solidarité internationale ayant été restées lettre morte, voire ouvertement bafouées, et de nombreuses promesses n'étant toujours pas réalisées (Cicchelli et Octobre 2021b : 33), le cosmopolitisme continue à être associé à un positionnement tout au plus « affectif » qui ne saurait ou ne devrait ainsi donner lieu à aucune citoyenneté « réelle », selon certain-e-s⁶⁸. Et puisqu'elle n'advient jamais, il est inutile, voire dangereux d'y songer. Cette mémoire a prédisposé les concepts de « citoyen-ne du monde » et de « cosmopolite », dans différentes communautés discursives européennes, à un destin « formulaire » (Krieg-Planque 2003, 2009), « conceptuel » (voir la section 1.3.3). Une instabilité référentielle (les « citoyen-ne-s

⁶⁸ « Some scholars, therefore criticize the cosmopolitan type as being unrealistic, or worse, a 'purely sentimental, and slightly absurd, notion' » (Karatani 2002 : 26).

du monde » sont tantôt les juif-ve-s, tantôt les Européen-ne-s, présumé-e-s ancré-e-s dans une culture que l'on considère hostile ou du moins incompatible avec la sienne, ou dans aucune culture, etc.) assure aux concepts un large potentiel sémantique, (ré)actualisé selon les contextes politiques. C'est pour cette raison qu'il est important de considérer les concepts en question dans leur dimension mémorielle. Les occurrences que nous rencontrerons dans le corpus de travail prolongent leur trajet discursif à la mémoire toujours aussi vive et controversée. En effet, selon Moirand (2007 : 134), « le discours des médias jouerait [...] un rôle dans la remontée en mémoire des savoirs antérieurs et dans la construction des savoirs partagés ». C'est précisément dans cette perspective que je m'intéresserai aux rappels mémoriels qui seront appréhendés comme un élément de conflit conceptuel susceptibles de nous renseigner sur l'état de la topique sociale dans laquelle celui-ci se situe.

Chapitre IV. Données et corpus

Dans ce chapitre, je présenterai les données à analyser et les choix présidant à leur recueil et à leur organisation en un corpus à plusieurs volets. D’abord, dans la section 4.1, je rappelle la genèse de la notion de « corpus » en ADF en précisant mon positionnement vis-à-vis des différentes conceptions identifiées. Je définis ensuite les grands principes de ma récolte de données avant de passer à la description du corpus à trois volets : le discours-pivot de Theresa May (section 4.2), le corpus de travail composé de réactions publiques, notamment médiatiques à celui-ci (section 4.3), et le corpus de référence représentant l’état du débat public sur la question du Brexit sur le web peu avant le référendum (section 4.4). À chaque fois, les critères et modalités de recueil, ainsi que la nature et l’orientation des sources dont proviennent les textes recueillis sont détaillées.

4.1 Le corpus en analyse du discours

La conception de ce qui est appelé « corpus » en AD a connu des évolutions. Il est donc utile d'en rappeler les principales étapes pour mieux situer la façon de penser, de recueillir et d'appréhender le corpus sur lequel est basée ma recherche.

Les premiers corpus en analyse du discours s'appuient sur une extraction d'énoncés relatifs à « une époque, un locuteur, un groupe social » (Guilhaumou 2002 : § 8). L'analyste du discours partait, pour ce faire, à la recherche de « termes-pivots » (Guilhaumou 2006 : 14) dont la pertinence pour l'analyse relevait du jugement du ou de la chercheur-se. La direction que donne Pêcheux à la discipline naissante de l'AD à la fin des années 1960 détermine un premier principe de constitution des corpus « sur la base des conditions de production stables et homogènes » (Maldidier 1993 : § 9). Cela permet à la théorie du discours de penser celui-ci « comme lieu où se noue le rapport entre la langue et l'Histoire » (*op.cit.* : § 11) avec un ancrage dans la matérialité langagière. L'étape interprétative d'une telle analyse consistait alors à rapporter une certaine configuration discursive à un « positionnement adéquat du discours politique » (*op.cit.* : § 14), ce qui amenait l'analyste à produire des catégories référant à des « entités discursives stables » (*op.cit.* : § 13). Deux principes, ou « paris » (*op.cit.* : § 12) déterminaient le bon fonctionnement d'un tel corpus : la représentativité (le corpus est à même de « représenter une réalité discursive ») et la systémativité (autrement dit, l'homogénéité assurée par le fait que tous les éléments du corpus soient issus d'un même cadre de production).

Plusieurs tournants marquent par la suite cette façon de concevoir les corpus. Le premier, signalé par Jacques Guilhaumou, est suggéré par l'étude de Jean-Pierre Faye (1972)⁶⁹ qui travaille sur une formule (« l'État total ») et une antithèse (« la Révolution conservatrice ») et parvient à introduire « une dimension pragmatique et stratégique dans l'approche du discours politique » (*op.cit.* : § 18-19) ce qui revient à considérer le discours comme une action, comme la force d'un récit idéologique, sans présenter les conditions de production comme extérieures au discours. Au milieu des années 1970, l'attention des analystes du discours se concentre sur l'« articul[ation] » de la théorie du discours et de l'idéologie (*op.cit.* : § 21). C'est ainsi que deux concepts de Michel Pêcheux commencent à déterminer l'approche discursive : la « formation discursive » et l'« interdiscours ». Cette approche s'oppose clairement, pour Guilhaumou, à la « démarche inaugurale » en AD dans la mesure où la segmentation (de locuteurs et locutrices par classes

⁶⁹ FAYE Jean-Pierre, 1972, *Langages totalitaires*, Paris, Hermann.

sociales, des discours par leur ancrage idéologique, etc.) cède la place à la prise en compte de la complexité des emboitements, croisements, intégrations et oppositions idéologiques dans le discours.

Vers la fin des années 1970, la théorie du discours est de nouveau repensée et la constitution du corpus avec elle. L'engouement, en France, pour la pragmatique, les théories de l'énonciation, la linguistique textuelle amène à reconsidérer le sujet qui apparaît, à la lumière de ces approches, « trop bien assujetti » (Maldidier 1993 : § 22). Le « retour du sujet » qui se réalise en AD est appelé à permettre à l'hétérogénéité d'entrer dans les corpus pour faire place au singulier, à l'aléatoire, à l'individuel, à l'instable (*op.cit.* : § 26-29). Les deux principes de constitution du corpus propres à la première génération d'AD se trouvent ainsi contestés : la stabilité et l'homogénéité du corpus n'ont plus le même statut puisque le discours, jadis « objet de l'histoire », est désormais abordé comme un « objet social en lui-même » (Deleplace 1996 : 312, cité dans Guilhaumou 2002 : § 47). De nouveaux paramètres émergent afin de définir un corpus en AD. Marc Deleplace les cite à partir d'un travail d'Antoine Prost : le corpus doit

être contrastif, pour permettre des comparaisons ; être diachronique, c'est-à-dire s'échelonner dans le temps, pour permettre de repérer continuités et tournants ; enfin être constitué, sinon de textes d'organisation, du moins de textes significatifs, assignables à des situations de communication déterminées. (Prost 1988 : 280⁷⁰, cité dans Deleplace 1996 : 313).

La dernière étape, contemporaine à l'article de Guilhaumou, est pour lui caractérisée par la prise en compte d'« une histoire linguistique des usages conceptuels en tant que partie intégrante de l'histoire langagière des concepts » (*ibid.*) ainsi que par un intérêt pour la réflexivité dans le discours. La lexicométrie oriente les chercheur-se-s vers un recueil des corpus selon « [d]es critères linguistiques explicites » (Guilhaumou 2002 : 5-6) alors que les corpus eux-mêmes augmentent en volume. La sélection des éléments de corpus ne se fait pas ainsi en avant de son recueil (à partir des connaissances sur la situation de communication ou sur la formation discursive, même si ces connaissances restent indispensables) mais fait partie de la recherche même, de sa démarche descriptive. On s'intéresse aux « configurations d'archives significatives à la fois d'un thème, d'un sujet, d'un concept, et en fin de compte d'un événement » (*op.cit.* : 7).

Une autre transformation consiste en la prise en compte progressive du fait que le corpus ne donne à voir qu'un fragment du discours social, construit et mis en lumière comme tel par l'analyste. C'est sur ce critère d'exhaustivité que Damon Mayaffre (2005 : 12) oppose deux idées de constitution du corpus : comme un récipient de sens et un producteur de sens. Le corpus-récipient

⁷⁰ PROST Antoine, 1988, « Les mots », in : Rémond René (éd.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, pp. 255-287.

de sens fonctionne comme un objet préexistant à la démarche d'analyse, permettant de découvrir un sens qui précède à sa constitution. Au contraire, un corpus-producteur de sens est pensé comme faisant partie de la démarche de recherche, sa constitution étant un mouvement réflexif de l'analyste et qui, en soi, donne un sens aux discours ainsi sélectionnés et réunis, plutôt que de prétendre être un reflet ou un « fragment » intact de la « réalité ».

Dans ma thèse, il a été primordial de me rallier à cette conception du corpus comme « producteur de sens », dont la constitution est une première étape analytique. En effet, je considère qu'un corpus ne contient pas une connaissance préexistante : c'est l'objet d'une réflexion à assumer puisqu'elle détermine en partie les résultats. La première raison en est que le fragment du discours public que l'on analyse ici ne se donne pas à voir de la même façon au public-destinataire des discours analysés qu'à l'analyste. Comme le souligne Krieg (2000 : § 12), « les articles que l'analyste lit à l'occasion de sa recherche ne sont pas ceux que les lecteurs ont pu lire dans le journal au jour de sa parution ». La linguiste défend sa thèse en soulignant que « l'analyste procède à une lecture intensive alors que le lecteur pratique en général une lecture extensive » (*op.cit.* : § 6) et que la posture de l'analyste « dénature » le journal qui ne se présente pas à lui comme il se présente au lectorat (*op.cit.* : § 8). Je tiens à y ajouter deux autres constats. D'abord, celui de l'ampleur de la production médiatique à laquelle les lecteurs et lectrices n'ont pas forcément accès et (surtout) dont elles et ils n'ont pas besoin. Sauf intérêt particulier, souvent professionnel, on n'imagine pas vraiment un lecteur ou une lectrice de presse se mettre à rechercher et à stocker, puis à lire un à un tous (ou presque tous) les articles sur le même sujet, autour d'un même événement, produit par un-e même journaliste ou un même média. Je fais ensuite un constat de degré de visibilité des productions concrètes que l'on analyse. Il n'est absolument pas le même entre un article du *Guardian*, un billet de blog d'une université britannique et un podcast anglophone sur l'Europe alternative. Une fois de plus, ces productions ne se donnent pas à être lues ou écoutées à leur public de la même façon, ni d'ailleurs, au même type de public. Journaux de différentes inspirations politiques, blogs, médias régionaux... : un même lecteur ou une même lectrice n'est pas susceptible d'être attiré-e par chacune de ces sources.

C'est de ce point de vue que l'on considère ici que le corpus en soi est un début d'analyse et de parcours interprétatif. L'adoption de critères nécessaires pour constituer un corpus « analysable » selon les questions de recherche m'amène à concevoir le corpus comme un objet construit dans la conscience des choix effectués et non pas comme un fragment « objectivé » de la réalité. C'est pour cette raison que l'hétérogénéité du corpus de travail, explicitée et justifiée dans la section suivante, est à la fois un choix réfléchi de l'analyste mais aussi le tout premier résultat de ce travail,

un début d'interprétation. En effet, un tel corpus permet de voir d'emblée quels acteurs de la sphère publique se sont impliqués dans la médiatisation critique du propos de May, quels sont leurs orientations thématiques et politiques, car ces paramètres ne constituent pas les critères de recueil « étiques », prédéfinis par l'analyste, mais résultent directement de la volonté de travailler sur les productions discursives en adoptant un certain positionnement et en contribuant au conflit conceptuel.

4.2 Discours de Theresa May

Cette section est dédiée à la présentation du premier volet de mon corpus : le discours de Theresa May. D'abord, je présente le contexte général du discours et la locutrice. Ensuite, je procède à la description de l'événement de parole, basée sur l'enregistrement vidéo du discours. Cette description combine des variables issues des grilles pour l'analyse des interactions proposées par Dell Hymes (1972) ainsi que par Theo van Leeuwen et Ruth Wodak (1999).

4.2.1 Contexte et figure politique de Theresa May

Le discours en question a été prononcé le 5 octobre 2016, c'est-à-dire un peu plus de trois mois après le jour où les Britanniques ont voté pour quitter l'UE. Il s'est déroulé lors de la Conférence annuelle du parti conservateur à Birmingham. Le texte du discours a été rendu disponible par plusieurs sources dont le magazine *The Spectator*⁷¹, dont j'utilise la version. Le travail de récolte de cette partie du corpus a été approfondi par la consultation de l'enregistrement vidéo officiel du discours mis en ligne sur le site Internet du parti conservateur⁷².

Au moment où May prononce ce discours, il ne s'agit pas encore de négocier les conditions de sortie du RU de l'UE : ces pourparlers doivent être précédés par l'approbation des résultats du référendum par le Parlement britannique et son accord pour déclencher la procédure. Le RU peut ensuite entrer dans le processus de déclenchement de l'article 50 du traité européen de Lisbonne de 2009, qui prévoit la possibilité pour un pays de quitter l'Union. La Première ministre doit alors en informer le Conseil Européen, et les deux côtés désignent les chargé-e-s de négociations. Lorsqu'un accord quant aux conditions de sortie est obtenu, il doit être approuvé par le Parlement britannique, les États-membres de l'UE et le Parlement européen. Si dans un délai prévu les deux

⁷¹ « Full text: Theresa May's conference speech », *The Spectator*, 05/10/2016, URL : <https://www.spectator.co.uk/article/full-text-theresa-may-s-conference-speech> (consulté le 01/07/2019).

⁷² La transcription du discours est consultable dans l'annexe 1.

partis n'arrivent pas à obtenir un accord, les négociations peuvent être prolongées ou bien la sortie automatique du pays peut être effectuée. Le jour du discours de Birmingham, le RU est au tout début de ce long trajet : l'article 50 n'est pas encore déclenché, c'est l'une des promesses de la Première ministre.

Theresa May elle-même occupe alors les postes de cheffe du parti conservateur et de Première Ministre depuis presque trois mois (elle a pris le poste en juillet 2016). Éluë députée en 1997 et ensuite nommée au poste de *Home Secretary* sous le gouvernement de David Cameron, elle devient Première ministre après le référendum et la démission de Cameron. Son mandat est ainsi majoritairement associé à cet événement majeur, le Brexit, et aux débats quant à sa capacité ou non à tenir le coup face aux difficultés du processus de sortie : « the aftermath of the referendum on leaving the European Union has understandably dominated the eighteen months of Theresa May's leadership of the Conservative party and Prime Ministership » (Schnapper 2018 : 21). Ces difficultés viennent d'ailleurs à la fois des négociations difficiles avec l'Europe et de la division que connaissent la population britannique et le parti conservateur même sur la question du Brexit.

L'image de la Première ministre dans le processus de négociations est d'autant plus complexe qu'elle prônait le « Remain » en amont du référendum, mais, ensuite a activement soutenu le Brexit, y compris dans sa version « dure » (c'est-à-dire une sortie même si l'accord avec l'UE n'est pas trouvé). Pauline Schnapper évoque ce contraste en opposant la *May-Remainer* à la *May-enthusiastic Brexiter* :

Having been a Remainer during the referendum campaign, though not a very active or vocal one, she needed to establish her credentials as somebody who would deliver Brexit and therefore swiftly turned, in rhetoric at least, into an enthusiastic Brexiter when she became Prime Minister. (*ibid.*)

Craig Oliver (2016 : 393-394) souligne également, de façon métaphorique, l'ambiguïté de la position de Theresa May tout au long de la campagne qui a précédé le référendum : « Her few interventions during the campaign were always calibrated to suggest she was fifty-one per cent for Remain and forty-nine per cent to Leave ». En évoquant le positionnement initial de May en faveur du « Remain », l'auteur y voit une stratégie politique bien mesurée : « Theresa May backed Remain but she did it in a way that made clear for her it was a finely balanced decision » (*op.cit.* : 393). En même temps, le rôle de promotrice du Brexit s'est inscrit dans la continuité de celui que May avait joué en tant que *Home Secretary* qui s'était engagée à « réduire le nombre d'immigrés arrivant au Royaume-Uni à moins de 100 mille par an » (Schnapper 2018 : 22).

4.2.2 Présentation de l'événement de parole

Cette section mobilise deux modèles de description de la situation de parole formulés respectivement par van Leeuwen et Wodak (1999 : 94-96) et par Hymes (1972 : 59-65) en vue d'une familiarisation avec le discours de Theresa May en tant qu'un événement de parole. Cette description a une valeur contextualisante plutôt qu'analytique à proprement parler, d'où le choix de la placer dans le chapitre qui présente le corpus, au sein de la partie 1, et non pas dans un chapitre de présentation des résultats, dans la partie 2 de cette thèse.

Le modèle de van Leeuwen et Wodak contient huit composantes présentées dans l'ordre suivant (*op.cit.* : 94-96) :

1 – *Activities*⁷³ : les actions qu'il est nécessaire d'exécuter dans le cadre d'une pratique sociale dans un ordre « habituel, conventionnel ou prescrit » (*op.cit.* : 94).

2 – *Participants* : celles et ceux impliqué-e-s dans la réalisation des activités ; celles et ceux dont la présence est requise pour que la pratique sociale puisse avoir lieu et être valide.

3 – *Performance indicators* : les manières de réaliser la pratique (parmi les exemples de *performance indicators* les auteur-e-s mentionnent le rythme de la parole ou encore les modalités).

4 – *Times* : cadre temporel propre à chaque pratique (début et fin, durée...).

5 – *Places* : les lieux dédiés à la réalisation de la pratique.

6 – *Tools and materials* : le matériel nécessaire pour réaliser la pratique.

7 – *Dress and grooming* : un ensemble de règles (explicites ou relevant de conventions sociales implicites) relatives à l'apparence des participant-e-s (par exemple, les vêtements à porter et à ne pas porter), au registre adopté, aux lieux, documents et éléments symboliques nécessaires.

8 – *Eligibility conditions* : ces conditions s'appliquent à tous les éléments *supra* et assurent la validité de la pratique qui, pour être effective, doit se dérouler dans des circonstances appropriées. La définition de ce critère s'apparente à celle des « conditions nécessaires au fonctionnement heureux [...] d'un performatif » formulées par John Austin (1970 [1962] : 49).

Une telle grille ne peut ne pas faire penser au modèle SPEAKING de Hymes (1972). Hymes conçoit son modèle en vue de caractériser des événements de parole [*speech events*], définis

⁷³ Ici et dans toute cette section, les catégories relatives aux modèles de Hymes et de van Leeuwen et Wodak sont données en anglais pour suivre la terminologie d'origine.

comme des activités régies par des normes qui gouvernent l'usage de la parole (*op.cit.* : 56). Rappelons que Hymes distingue les variables suivantes (*op.cit.* : 59-65) :

1 – *Message form* : comment est dit ce qui est dit

2 – *Message content* : thème du message

3 – *Setting* : espace-temps de l'événement de parole

4 – *Scene* : circonstances « psychologiques » de l'événement de parole ou encore « la définition culturelle d'une occurrence (d'un événement particulier) comme relevant d'un certain type de scène »

5-8 – *Speaker (Sender), Addressor, Hearer (Receiver, Audience), Addressee* : les statuts et les rôles des participant-e-s de l'événement

9 – *Purposes-outcomes* : correspondance entre l'objectif de l'événement de parole et son résultat (prise de décision, établissement d'une norme)

10 – *Purposes-goals* : la proportion du conventionnel, du « purement situationnel et personnel et du latent et non-intentionnel » dans un événement de parole (*op.cit.* : 61-62)

11 – *Key* : l'attitude du locuteur, le ton, la manière (verbale et non-verbale) de performer un acte de parole (modalité)

12 – *Channel* : médium, ou canal de communication (écrit, oral en tête à tête ou par téléphone, etc.)

13 – *Forms of speech* : phénomène de variation dans la communication (usage des différentes langues et registres)

14 – *Norms of interaction* : règles sociales qui gouvernent les actes de parole. Leur analyse exige la connaissance ou une analyse de la structure sociale dans laquelle agissent les participant-e-s

15 – *Norms of interpretation* : cette donnée, orientée, contrairement aux autres, vers des questions de réception, vise à décrire la communication entre différentes communautés dans lesquelles les normes conversationnelles sont susceptibles de varier

16 – *Genres* : les genres sont définis comme les entités identifiables selon un ensemble de caractéristiques normatives constamment présentes. Dominique Picard (1992 : 76), en commentant Hymes, définit le genre comme « catégorie formelle dans laquelle s'inscrit un message ».

En regroupant certains points de cette liste à seize entrées, Hymes propose sa mnémotechnique en réunissant huit éléments clés sous forme d'acronyme SPEAKING : « settings, participants, ends [qui regroupent *purposes-outcomes* et *purposes-goals*], act sequences [forme et contenu des messages], keys, instrumentalities [pour les *forms of speech* et les *channels*], norms, genres » (1972 : 65).

Je vois les modèles de Hymes et de van Leeuwen et Wodak comme étant complémentaires. Hymes prend davantage en compte les paramètres langagiers et surtout tout ce qui relève de la conventionnalité et de l'aspect pragmatique des échanges. En revanche, van Leeuwen et Wodak se concentrent plus sur le cadre socialement contraint (avec les conditions d'éligibilité) d'un événement de parole. Ce constat sur la complémentarité des deux modèles m'amène à une grille individualisée qui permet de décrire l'événement de parole « discours de Theresa May du 5 octobre 2016 ». Elle a pour base la grille de van Leeuwen et Wodak, relevant de l'analyse du discours, plutôt que celle de Hymes, située dans l'ethnographie de la communication. J'emprunte tout de même à cette dernière certaines variables pour couvrir davantage la part langagière de l'événement en question. Il s'agit de compléter la liste de van Leeuwen et Wodak avec une description de la multimodalité énonciative du discours de May à l'aide des catégories de *Speaker (Sender)*, *Addressor*, *Hearer (Receiver, Audience)*, *Addressee* (associées à *Participants* dans le modèle de van Leeuwen et Wodak) ainsi que de définir les objectifs du discours (=Ends) et sa modalité (=Keys). En ce qui concerne le modèle de van Leeuwen et Wodak, une modification y est apportée pour les besoins de l'analyse. Je réunis en effet dans une seule et même rubrique dénommée *Performance indicators* les catégories *Dress and grooming* et *Tools and materials*, les trois étant pour moi indissociables car contribuant à la construction sémiotique de l'événement : un discours politique au sens large et plus spécifiquement un discours de la cheffe d'un parti politique devant les membres de celui-ci.

Activities : Le discours de May constitue le moment clé d'un événement plus global, à savoir la *Conservative Party Conference*, une réunion annuelle des membres du parti conservateur britannique. Ce type d'événement n'est pas une caractéristique propre à ce parti : le parti travailliste organise également sa *Labour Party Conference*, tout comme le parti libéral-démocrate sa *Liberal Democrat Federal Conference*.

Participants (Speaker/Hearer et Addressor/Addressee) : Deux participant-e-s constituent au premier abord la situation de parole en question : Theresa May prononçant son discours et le public, à savoir les membres du parti conservateur. Cependant, la structure énonciative de la situation est complexifiée par le double rôle politique de Theresa May, ce qui nous oblige à

distinguer ses différents rôles énonciatifs. En effet, le cadre du discours (le congrès du parti conservateur) suggère que Theresa May (locutrice) parle en qualité de cheffe du parti s'adressant à ses membres. En même temps, le titre du discours (*A country that works for everyone*) et surtout l'autre fonction exercée par Theresa May, celle de Première ministre britannique, nous amènent au-delà du cercle du parti. Il s'agit donc également d'une Theresa May en tant que cheffe du gouvernement britannique qui s'exprime devant la population (absente, dans sa majorité, de l'espace physique du discours mais incontestablement prise en compte).

Le cadre physique nous oriente vers la perception de May en tant que cheffe du parti conservateur. Elle l'est donc en tant que *Speaker*. En revanche, dans le discours lui-même elle réalise majoritairement une autre posture énonciative, en partie déterminée elle aussi par le dispositif (par exemple, les slogans à portée nationale). Elle est ainsi cheffe du gouvernement britannique en tant qu'*Addressor*. À ce dédoublement énonciatif dans la production correspond un dédoublement dans la réception. *May-Speaker* s'adresse aux membres de son parti, présents et éventuellement absents dans la salle (*Hearer*). En revanche, *May-Addressor* vise un auditoire beaucoup plus large : la population britannique (*Addressee*).

Performance indicators : l'événement se déroule dans une grande salle avec une scène. Le discours est prononcé à la tribune posée sur la scène. Le public est assis pendant le discours. Theresa May apparaît sur scène au son de *Start Me Up* par *The Rolling Stones* et d'une ovation debout offerte par le public. La cheffe du parti salue ses membres en faisant d'amples gestes avec ses bras et s'adressant d'abord à ceux assis dans le parterre puis à ceux sur les balcons. Ensuite, elle remercie le public et l'invite à s'asseoir. Une ovation debout marque également la fin du discours. Comme au début, May salue la salle, sitôt rejointe par son mari sur scène. Après un moment de salutation à deux, le couple descend dans la salle.

Le décor de la scène est conçu dans les couleurs du parti conservateur (bleu ciel et blanc). Trois éléments forment le fond de la scène : au milieu, un fond bleu uni, à gauche, une bannière portant le titre du discours (*A country that works for everyone*), lettres bleues sur fond blanc, *for everyone* étant écrit en caractères gras. À droite, une bannière avec des rayures bleues et blanches rappelant celles du drapeau anglais. Des bannières d'une plus petite taille sont disposées partout dans la salle (sur les barrières séparant la baignoire et le balcon du parterre). Elles reproduisent le décor du fond de la scène en une seule pièce : sur les côtés, les rayures bleues et blanches du drapeau, au milieu un aplat de couleur blanche avec une inscription dessus. Celle-ci varie, en formant un espace d'intertextualité qui se crée entre toutes les bannières. Celle de la scène évoquant *A country that works for everyone*, celles de la salle spécifient le slogan en remplaçant *country* par d'autres mots

renvoyant aux différents domaines de la vie du pays. La vidéo ne donnant pas de vue panoramique de la salle, nous pouvons identifier seulement quelques-uns de ces « sous-titres » : *An economy that works for everyone* à gauche de Theresa May et *A democracy that works for everyone* au fond de la salle.

Times : La conférence du parti conservateur se tient entre le 2 et le 5 octobre 2016. Si la tradition veut que le discours du ou de la leader-se du parti conclue le rassemblement, le premier discours de May lors de l'événement constitue une exception à cette règle : elle s'adresse à son parti le premier jour de la conférence avec un discours intitulé *Global Britain: Making a success of Brexit*. Le discours ici présenté, lui, conclut la conférence et dure une heure environ.

Places : La conférence, changeant de lieu d'une année à l'autre, se déroule, en 2016, à Birmingham. Elle est organisée dans *The International Convention Center*.

Eligibility conditions : La légitimité de Theresa May vient du vote effectué par les membres du parti conservateur qui lui confère son double statut de cheffe du parti et de Première ministre.

Ends : Compte tenu de la multimodalité énonciative présentée *supra*, il convient de distinguer plusieurs objectifs potentiellement visés par le discours. En effet, en tant que conclusion de la conférence du parti conservateur, le discours est conçu comme un moment fédérateur. Les séquences où May oppose les conservateurs aux travaillistes permettent notamment de soutenir et de perpétuer l'identité du parti. Un autre type de séquences caractéristiques d'un événement fédérateur d'une communauté est la glorification de ses membres les plus distingués, anciens et actuels. Le discours s'inscrit aussi dans un contexte plus large que l'activité de son parti, à savoir dans celui des grands changements de la vie politique britannique avec le Brexit voté en juin 2016. Ce n'est donc pas uniquement une conclusion de la conférence des conservateurs, mais aussi une introduction au processus de négociation avec l'Europe et à la nouvelle existence politique du pays. Dans ce contexte, l'objectif du discours est de présenter un programme politique, social, économique pour le RU en dehors de l'UE. May, qui avant le vote exprimait de forts doutes quant à la victoire du *Leave*, se porte désormais garante du respect des résultats du référendum.

Keys : Il est difficile de décrire l'attitude générale régissant le discours. Theresa May adopte en effet une large gamme de tonalités émotionnelles, de types d'actes de langage et de registres allant de blagues, menaces, ton déterminé ou pathétique. J'aurai l'occasion d'y revenir dans les chapitres consacrés aux résultats.

4.3 Corpus de travail

La présentation du corpus qui a permis d'analyser le processus de réception et de médiatisation critique du discours de May se déroule en deux phases. D'abord (sections 4.3.1 et 4.3.2), j'explique l'intérêt d'étudier les conflits sur des normes discursives à travers les processus de médiatisation. Je me penche par ailleurs sur le rôle complexe des médias dans la nationalisation et la cosmopolitisation de l'espace public, ce qui représente un autre facteur de pertinence pour le corpus choisi. La suite (sections 4.3.3 et 4.3.4) est consacrée aux critères et modes de recueil du corpus médiatique ainsi qu'aux sources retenues dans la logique de l'application de ces critères.

4.3.1 Les médias comme lieu de stabilisation des normes socio-discursives

Le choix d'aborder les discours cosmopolitiques tels qu'ils sont mobilisés dans la sphère publique et notamment dans les médias est dû notamment au rôle spécifique de ces derniers dans la stabilisation et la diffusion des normes discursives au sein des communautés discursives. La définition des médias que j'adopte ici est celle de Jean-Pierre Esquenazi (2014 : 165), qui explique que « [...] les médias sont ces institutions chargées d'inscrire à l'intérieur de mises en scène caractéristiques des rapports et des explications concernant notre monde commun ».

Dans un travail qui se propose de comprendre comment les acceptabilités et inacceptabilités discursives à propos de la citoyenneté sont construites, les médias apparaissent en effet comme un espace privilégié d'étude, pour plusieurs raisons. D'abord, c'est en raison de ce que Arnaud Richard, Fred Hailon et Nahida Guellil qualifient de « circularité des discours » médiatiques (2015 : 17). En effet, les médias « se f[on]t média » en produisant un discours « médiatisable », reproductible, qui entretient « les représentations culturellement normées », « un certain ordre politique et médiatique des choses » (*ibid.*). C'est la fonction stabilisatrice des discours médiatiques qui, à la fois, produisent de la nouveauté et cherchent une intelligibilité et une connivence basées sur le maintien des usages et des normes en vigueur. En effet, la production médiatique est, d'après Gamson et Herzog (1999 : 250), un lieu d'observation par excellence de la (re)production et de transformation du discours public au vu du rôle joué par les journalistes en tant qu'instances discursives : « by drawing their frames from the cultural repertoire of the society, journalists serve simultaneously as progenitors, transmitters, and reproducers of a broader public discours ». Vincent Bullich et Laurie Schmitt (2019 : 41) décrivent également les médias comme étant des « organisations industrielles et productrices de sens socialement partagés », le deuxième

aspect étant primordial pour cette recherche. Par ailleurs, les médias se présentent comme l'une des principales arènes de « compétition politique » (*ibid.*), un autre facteur important pour le choix du corpus lorsqu'on s'intéresse à des confrontations discursives et notamment à des conflits conceptuels qui relèvent souvent de la communication politique, y compris dans sa médiatisation.

Enfin, puisque cette interrogation se fait dans ma recherche moyennant l'étude d'un conflit conceptuel, rappelons que les médias jouent un rôle important dans la conflictualité sociale, qu'ils mettent en visibilité, encadrent, représentent, entretiennent et parfois exacerbent :

Ils contribuent à la mise en visibilité des acteurs, à la présentation des points de vue, au choix des registres d'énonciation, à la détermination du cadre en fonction de logiques éditoriales et économiques, etc. Médiatisation et conflictualisation sont donc étroitement liées : elles contribuent à la dynamique de l'espace public. (Pailliant 2019 : 191)

Le choix d'un corpus à dominante médiatique oblige à se positionner par rapport à la problématique de « média-centrisme », régulièrement abordée ces dernières décennies face au nombre très important d'études basées sur des corpus médiatiques. À l'origine, le créateur de la notion de « média-centrisme », le sociologue Philip Schlesinger (1992 [1990]), en avait besoin pour une critique des méthodes de la sociologie du journalisme de son temps. Il a notamment remis en question un intérêt presque exclusif des chercheur-se-s pour « la manière dont les organismes des médias, et notamment ceux qui diffusent les nouvelles, utilisent les sources d'information [...] » (*op.cit.* : 78) et, corollairement, a pointé une absence d'études « sur les relations sources-médias du point de vue des sources elles-mêmes » (*op.cit.* : 77). Depuis ses premières acceptions, pourtant, la notion de « média-centrisme » semble avoir intégré, par extension, d'autres problématiques liées à l'étude des médias. Par exemple, Jocelyne Arquembourg, Guy Lochard et Arnaud Mercier, en coordinateurs et coordinatrices du numéro 46 de *Réseaux* (2006), tiennent à se prémunir, dans l'introduction, contre toute critique potentielle de média-centrisme. D'après une définition implicite qui en est donnée, le concept semble désigner une croyance en la toute-puissance des médias-créateurs du social au point d'occulter l'existence de la réalité des événements en dehors de leur médiatisation : « Dans un premier temps, il nous a paru important de revenir sur la définition de l'événement médiatique afin de nous démarquer d'une posture qui pécherait par médiacentrisme. Ce numéro pose l'existence des événements en dehors des médias » (Arquembourg *et al.* 2006 : 9). Philippe Aldrin et Caroline Ollivier-Yaniv (2014 : 27) définissent le média-centrisme comme une attitude qui « tend à exagérer l'influence ou le pouvoir des médias et à se focaliser sur la politique politicienne », ainsi qu'à « produire [...] une réification des institutions (qui semblent dotées d'une conscience et d'une volonté) et des publics (lorsqu'ils sont décrits comme une masse unanime) ». Quels que soient les aspects mis en

lumière par les critiques du média-centrisme, il apparaît comme un intérêt exagéré envers le social et le politique en tant que produits de leur médiatisation et donc une rapidité excessive dans la façon dont un pouvoir de construction du sens social est conféré aux médias et parfois à eux seuls.

Sans chercher à présenter mon corpus majoritairement médiatique comme représentatif de l'ensemble des discours publics, je tente de suivre dans mon approche les préconisations de Benoît Lafon (2019). Pour lui, les médias sont un espace parmi d'autres permettant de saisir des « indices » d'évolution des sociétés, à condition de sortir de l'optique d'analyse des seuls « reflets médiatiques » :

L'analyse des médiatisations doit éviter de rester focalisée sur des micro-objets au risque de faire de l'analyse des reflets médiatiques sa seule finalité. En revanche, sa contribution à la compréhension de mécanismes sociaux profonds est essentielle en ce que la multiplicité des médiatisations peut nous révéler des schémas récurrents, des rapports de force, des lignes de fracture – autrement dit autant d'indices de permanences et de transformation du social. Analyser les médiatisations et savoir les resituer dans le processus qui les rend possibles et les encadre est un projet qui doit permettre de mieux saisir les enjeux évolutifs de nos sociétés, désormais largement médiatisées. (Lafon 2019 : 184-185)

Par ailleurs, l'intérêt pour les discours médiatiques s'explique dans mon travail non seulement par leurs fonctions décrites dans cette section, mais aussi par leur rôle spécifique dans la construction de l'optique nationale et cosmopolitique. Cet aspect sera détaillé dans la prochaine section.

4.3.2 Entre construction d'une « sensibilité globale » et maintien de « lignes de fracture »

Le rôle des médias dans la représentation du monde globalisé semble ambivalent. Arquembourg, Lochard et Mercier parlent en effet de « deux mouvements contraires » notables dans la médiatisation des « événements » :

Un mouvement d'appropriation que l'on pourrait qualifier de centripète et un mouvement d'empathie que l'on pourrait qualifier de centrifuge. Par mouvement centripète, nous entendons tout ce qui fait qu'un événement étranger peut se voir appliquer des cadres d'interprétation nationaux. Par mouvement centrifuge, nous nous interrogeons sur ce qui fait qu'un public est touché par un événement étranger. Qu'est-ce qui se joue dans les grandes manifestations de sympathie pour les victimes d'un attentat ou d'une catastrophe naturelle ? Au nom de quoi, peut-on dire qu'un public est alors affecté par ce qui se passe loin de lui ? (Arquembourg *et al.* 2006 : 9)

D'un côté, les médias contribuent à la globalisation de l'information et, parfois, à la cosmopolitisation des esprits à travers la circulation globale des textes et images, mais aussi des valeurs et des représentations ainsi diffusées. La notion de « mediascape » proposée par Arjun Appadurai (1990 : 298-299) focalise ainsi l'attention sur la capacité des médias à participer à la distribution de ces images, récits et représentations aux côtés de quatre autres dimensions du « flux

culturel global », à savoir les « ethnoscapes » (configurations issues de mobilités de personnes), les « technoscapes » (configurations dues à la capacité des technologies de dépasser les frontières), les « finanscapes » (configurations issues du mouvement global des capitaux) et les « ideoscapes » (réseaux conceptuels configurant les discours publics).

Les médias apparaissent ainsi, d'un côté, comme un vecteur important d'attitudes cosmopolitiques prenant la forme d'un « sentiment de cohabitation globale » ou d'empathie envers les « autres lointain-e-s », notamment, mais pas exclusivement, lorsqu'elles et ils sont en souffrance :

Studies of mediated cosmopolitanism, inevitably, position media and communications as a leading vector in the circulation of images and ideas that can help to sustain a sense of global cohabitation as well as care and responsibilities for distant others (cf. Stevenson 1999^[74]; Tomlinson 1999^[75]; Szerszynski and Urry 2006^[76]; Silverstone 2007^[77]). In a context of intensifying globalization, interlocking global crises and ever-accelerating and encompassing media and cultural flows, this is perhaps not surprising (Cottle 2011[a])^[78]. (Cottle 2013 : 232)

C'est justement dans le rapprochement de l'autre et de soi, dans leur inscription dans une commune humanité, que le cosmopolitisme médiatique est le plus souvent identifié, notamment dans le cas du traitement des catastrophes, naturelles ou non (tsunamis, actes terroristes, etc.) :

In many ways the contemporary media landscape invites us to experience multiple belongings, care for distant others and mourn the victims of faraway tragedies, expose ourselves to foreign cultures and engage in political issues in places far from our local context of living. (Lindell 2014 : 13)

Selon Arquembourg, le cadrage des événements médiatiques n'obéit en effet plus vraiment à une dichotomie national vs international. Leur traitement peut souvent être analysé en tant qu'une médiatisation globale, à la fois située dans le temps et l'espace d'un événement et universalisée par son cadrage axiologique dépassant les limites d'une région ou d'un pays :

Les événements internationaux contemporains font aussi apparaître en creux, l'image des valeurs auxquelles sont attachés des publics dont l'identité déborde largement les contours des espaces nationaux. On assiste donc aujourd'hui à une hybridation complexe au niveau de l'interprétation des événements en tant qu'ils imbriquent à la fois des cadres d'interprétation culturellement situés et des valeurs qui s'imposent par leur universalisme ou leur diffusion. (Arquembourg 2006 : 18)

⁷⁴ STEVENSON Nicholas, 1999, *The Transformation of the Media: Globalization, Morality and Ethics*, Londres, Longman.

⁷⁵ TOMLINSON John, 1999, *Globalization and Culture*, Cambridge, Polity.

⁷⁶ SZERSZYNSKI Bronislaw et URRY John, 2006, « Visibility, Mobility and the Cosmopolitan: Inhabiting the World from Afar », *British Journal of Sociology* 57 (1), pp. 113-131.

⁷⁷ SILVERSTONE Roger, 2007, *Media and Morality: On the Rise of Mediapolis*, Cambridge, Polity Press.

⁷⁸ COTTLE Simon, 2011, « Taking Global Crises in the News Seriously: Notes from the Dark Side of Globalization », *Global Media and Communication* 7 (2), pp. 77-95.

Cette médiatisation représente, selon la chercheuse, une manifestation de la « sensibilité globale » caractéristique de la reconfiguration des espaces publics selon des logiques cosmopolites et non seulement nationales (*op.cit.* : 20).

Le constat de l'émergence d'une « conscience mondiale » des « public[s] solidaire[s] » sous l'effet d'une « sensibilité globale » (*ibid.*) est toutefois régulièrement tempéré et ce, souvent, par les mêmes chercheur-se-s qui l'étudie. D'abord, même si le récit médiatique apparaît comme susceptible d'en appeler à la « conscience mondiale », rien ne garantit un tel effet à la réception. On rappelle notamment que l'impact des images racontant l'existence et la souffrance des « autres » doit être relativisé : d'un côté, en raison d'un flux interminable de telles informations dont on finit par se lasser, de l'autre, puisqu'observer les images venues d'un autre bout du monde ne revient pas à réellement faire l'expérience de ce qui arrive à nos voisin-e-s terrien-ne-s (Lindell 2014 : 57-58). C'est donc souvent le contraire d'une « conscience mondiale » que les médias produisent, comme certain-e-s l'ont souligné à propos du traitement médiatique des actualités qui résonnent avec l'enjeu de vivre-ensemble. Selon Belkhdja, dans le contexte de la globalisation, les médias n'ont pas seulement échoué à cosmopolitiser leur mode de traitement de l'information, mais « ont plutôt accentué les différences entre les communautés » (2010 : 79). Ce n'est pas « une sensibilité pluraliste », une commune humanité des populations diversifiées qu'ils ont tendance à exposer mais « des lignes de fracture » tracées selon ce qui est présumé être des frontières culturelles et religieuses :

Par exemple, les violences urbaines dans les banlieues françaises en 2005, les affrontements entre blancs australiens et jeunes libanais dans le quartier de Cronulla à Sydney, la situation aux Pays-Bas après le meurtre du cinéaste Théo Van Gogh par un immigrant marocain, les attentats de Madrid (2004) et de Londres (2006), les caricatures du Prophète Mahomet au Danemark, les émeutes raciales de Montréal-nord (2008). (Belkhdja 2010 : 79)

Si le journalisme citoyen, à savoir la diffusion des informations par des non-professionnel-le-s à travers les blogs et les réseaux sociaux, propose parfois une conception plus transnationale des médias, le journalisme professionnel, majoritairement, « reste attaché à l'idée de la nation et de la communauté nationale comme une construction culturelle et principalement homogène », tout en présentant un potentiel d'évolution vers un modèle plus transnational (Blaagaard 2012 : 214). S'y ajoute la perception par les journalistes, comme par un grand nombre de citoyen-ne-s de façon générale, du cadre national comme « naturel », situé dans le domaine des non-dits évidents et contribuant à son tour au maintien de cette évidence collectivement construite :

In support of the national community, journalism constantly and overtly builds on the idea that there is a common “we”, a common frame of reference, to which a news item implicitly refers. Often that frame of reference follows the boundaries of the nation-state or a slightly wider (or at times narrower) ethnically or

religiously defined community. This allows journalists to reproduce social imaginaries through repetition of cultural constructions and memories excluding minority groups and/or glossing over unrecognized multiculturalism within the national context. (*op.cit.* : 215)

Les modes d'appréhension cosmopolitiques ou exclusivement nationaux des événements d'actualité ne représentent évidemment pas deux blocs distincts mais s'imbriquent au sein des récits et commentaires médiatiques et de leurs réceptions par les publics. En témoigne, par exemple, l'enquête de Maria Kyriakidou (2009) auprès de téléspectateurs et téléspectatrices grecque-s face à la médiatisation des catastrophes naturelles survenues dans des régions du monde éloignées de la Grèce : « national and cosmopolitan frameworks co-exist and are being employed alternatively to define and redefine respondents' sense of identity and their relation to the "other" » (Kyriakidou 2009 : 492). La chercheuse remarque que malgré le sentiment d'appartenance globale que peut faire naître une telle médiatisation, ses analyses confirment également que « la nation reste un lieu privilégié d'identification émotionnelle et de sentiment d'appartenance », mais que ce cadre d'interprétation national des événements représente en même temps une forme de « cosmopolitisme ancré » [rooted cosmopolitanism] observée chez certains publics (*op.cit.* : 493).

L'ensemble complexe que représente la médiatisation inspirée par des sentiments d'appartenance globale et/ou locale est ainsi résumé par Arquembourg et ses collègues :

[...] si la médiatisation des événements internationaux s'effectue au prisme des contextes locaux, en retour, la mise en visibilité de certains événements locaux ne peut s'accomplir qu'au travers d'un recadrage, voire d'un formatage (en termes de droits de l'homme, de lutte contre le terrorisme, de défense de l'environnement, etc.) réalisé sur des scènes internationales. (Arquembourg *et al.* 2006 : 10)

Dans le contexte spécifique du Brexit, qui est le mien dans ce travail, la logique du souverainisme national, voire nationaliste, a prévalu dans la médiatisation de la campagne. C'est ainsi que Catherine Bouko et David García résument les principaux enseignements des recherches qui ont été menées sur les discours médiatiques des temps du Brexit :

L'industrie médiatique est considérée comme partiellement responsable du vote en faveur du Brexit (Mair *et al.* 2017)^[79]. La critique principale concerne le traitement de l'immigration pendant la campagne, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. [...] Une autre critique fréquente porte d'ailleurs sur l'échec des médias dans l'éducation des Britanniques concernant l'UE, accusés de traiter les questions européennes de façon presque exclusivement négative depuis des années et de ne pas avoir fourni les informations de base concernant l'UE lors de la campagne, alors qu'elles étaient particulièrement nécessaires (Lewis, Cushion 2017)^[80]. (Bouko et García 2018 : 46)

⁷⁹ MAIR John, CLARK Tor, FOWLER Neil, SNODDY Raymond et TAIT Richard (éds.), 2017, *Brexit, Trump and the Media*, Bury St Edmunds, Abramis academic.

⁸⁰ LEWIS Justin et CUSHION Stephen, 2017, « Broadcasting, balance and Brexit: the role of impartiality in an age of confusion », in : MAIR John, CLARK Tor, FOWLER Neil, SNODDY Raymond et TAIT Richard (éds.), *Brexit, Trump and the Media*, Bury St Edmunds, Abramis academic, pp. 209-218.

Marzia Maccaferri (2019 : 393) rappelle par ailleurs que le traitement médiatique de la campagne du Brexit a contribué au maintien des discours eurosceptiques et a participé à une simplification de l'antagonisme entre l'Europe et le RU, tout en n'informant pas assez le lectorat sur le fonctionnement de l'UE. Par ailleurs, la façon dont l'immigration a été traitée, en association avec le discours eurosceptique, en tant que « menace », témoigne également de l'importance de l'optique souverainiste dans la médiatisation du Brexit (*op.cit.* : 395). L'analyse discursive conduite par la chercheuse s'appuie sur la notion de recontextualisation⁸¹ théorisée en *Critical Discourse Studies* par Krzyżanowski (2016). Ainsi, pour Maccaferri, « l'analyse des éditoriaux et commentaires lors du référendum européen de 2016 met en évidence un processus de recontextualisation du discours des frontières matérielles et immatérielles entre la Grande-Bretagne et l'Europe » (2019 : 398). Le cadre hégémonique résultant de cette recontextualisation est un cadre de l'« exceptionnalité de la tradition politique britannique » (*ibid.*), qui a influencé la médiatisation de la campagne quelle que soit l'orientation des médias concernés et malgré la différence des arguments. Cette recontextualisation a permis la réémergence du concept d'« anglosphère » encapsulant un narratif foncièrement national :

Crucially, from the perspective of the Brexit discourse as reconceptualised during the referendum campaign, the Anglo-sphere evokes a way of articulating the national narrative and the identity discourse and, at the same time, it is a way of understanding Britain's place in the world through a new nationalistic sentiment interrelated with the past. The emerging Anglosphere dimension of British political discourse crystallized and reinforced the centrality of national narratives based on a historical interpretation set in opposition to European integration and the European political project. (Maccaferri 2019 : 399)

La place des tentatives de porter un discours apportant un cadrage différent au traitement du Brexit reste cependant à éclairer. Quelles sont les modalités de leur déploiement dans un contexte que certain-e-s décrivent comme étant celui d'une « normalisation » des discours d'exclusion (Krzyżanowski et Ledin 2017 : 5) ? Le corpus que je décris dans la section suivante a vocation à répondre (entre autres) à cette question.

4.3.3 Critères et conditions de recueil des données

La récolte des données du corpus de travail s'est effectuée au cours des années 2018 et 2019. Le corpus de référence y a été ajouté en 2022. Le corpus de travail, qui comprend nombre de formats médiatiques différents (voir la section suivante), illustre le processus d'« extension du domaine médiatique » (Lafon 2017) qui s'est produite, il y a plusieurs années déjà, lorsque les médias ont

⁸¹ La notion a été définie dans la section 1.2.1 et j'y reviendrai dans la section 5.1.3.2 pour préciser comment elle s'intègre dans mon cadre méthodologique.

commencé à connaître des mutations liées à la généralisation du numérique et à l'apparition des réseaux sociaux. Cette extension se traduit avant tout, selon Lafon, par l'« industrialisation du relationnel » (*op.cit.* : 59). Elle se manifeste par l'occupation faite par les médias de l'espace numérique et la mutation de l'offre en résultant : versions numériques des journaux, podcasts ou chaînes YouTube proposés par les rédactions, nouvelles offres d'abonnement, outils de participation pour les publics, comme des espaces de commentaires, ainsi qu'une émergence de nouvelles formes de journalisme (*ibid.*). À ce titre, mon corpus reflète les particularités de ce que l'on peut appeler « le discours médiatique contemporain » avec ses divers supports et une prévalence des contenus en ligne.

De l'autre côté, on peut aussi formuler un principe énonciatif général auquel obéissent tous les éléments du corpus : il s'agit de productions privilégiant le régime du « commentaire ». Charaudeau définit ainsi le « commentaire » journalistique :

Le commentaire argumenté impose du monde une vision d'ordre explicatif. Il ne se contente pas de montrer ou d'imaginer ce qui a été, ce qui est ou ce qui se produit ; il cherche à mettre au jour ce qui ne se voit pas, ce qui est latent et constitue le moteur (causes, motifs et intentions) de l'« événementialisation » du monde. Il problématise les événements, fait des hypothèses, développe des thèses, apporte des preuves, impose des conclusions. Ici on n'est plus appelé à se projeter dans un monde raconté mais à évaluer, mesurer, jauger le commentaire pour décider, en raison, si l'on y adhère ou si on le rejette. (Charaudeau 2011a : 146)

L'activité de commentaire implique notamment de « problématiser son propos, élucider ses différents aspects et les évaluer » (*op.cit.* : 147). Le mode évaluatif du commentaire est opposé au mode constatif du récit. Cependant, comme le souligne Charaudeau (*op.cit.* : 146), il est difficile (et inutile ?) de tracer une frontière entre les deux, notamment parce que les finalités de l'un peuvent également servir celles de l'autre (un récit faisant office d'argument lors d'une prise de position, par exemple).

Les critères formels qui ont permis le recueil du corpus de travail sont de deux sortes⁸². D'abord, il s'agit de critères permettant d'identifier une production médiatique comme émanant de l'espace discursif britannique :

1 – langue d'expression (anglais).

2 – implantation géographique de la source, si connue, et/ou implantation virtuelle au Royaume-Uni. Dans le cas des médias ayant des antennes dans plusieurs pays et des éditions en plusieurs langues, il a été systématiquement vérifié que les productions proviennent des versions

⁸² Ce corpus est consultable dans l'annexe 3.

britanniques et qu'elles n'ont pas été traduites d'autres langues. L'envergure du corpus illustre bien une tendance à la globalisation du monde des médias que je n'ai pas voulu dénaturer en choisissant uniquement des médias « britanniques ». En effet, certains d'entre eux ont été fondés et ont leurs sièges ailleurs, ce qui ne les empêche pas de participer à alimenter la sphère médiatique britannique. Dans ce genre de cas, j'ai veillé à ce qu'il s'agisse des éditions britanniques de tels médias et/ou à ce que les auteur-e-s soient activement investi-e-s dans le discours public de la communauté concernée.

D'autres critères ont ensuite permis d'identifier les productions médiatiques comme relevant de la médiatisation critique du discours de May :

1 – au moins une occurrence de « citizen of the world » / « world citizen » / « global citizen » / « global citizenship » / « world citizenship » / « cosmopolitan » / « cosmopolitanism », un renvoi explicite au discours de Theresa May du 5 octobre 2016 et une réception critique de celui-ci dans un contexte de conflit conceptuel qui problématise la notion de citoyenneté.

2 – mobilisation des ressources discursives cosmopolitiques telles que définies, en première approche, à partir de la littérature existante, dans 1.3.4.3.

3 – préférence pour le régime du « commentaire » (voir *supra*).

Parmi ces trois critères linguistico-discursifs, c'est le deuxième, la « mobilisation des ressources discursives cosmopolitiques », qui mérite une discussion approfondie. Il amène en effet une interrogation quant à une éventuelle circularité entre les critères de recueil des données et les résultats. Or c'est un défi habituel des travaux qui se penchent sur des objets (certains genres ou types de discours) peu étudiés par les analystes du discours. Dans de tels travaux, les chercheur-se-s se trouvent dans la position délicate de devoir, pour pouvoir décrire leur fonctionnement, définir des objets discursifs peu explorés avant même de les analyser justement pour pouvoir recueillir le corpus à analyser. J'ai décrit cette problématique dans la section 1.3.4.3 en faisant référence à d'autres travaux où le même constat avait déjà été fait.

La majorité des productions médiatiques du corpus de travail a été récoltée à partir des bases de presse *Europresse* et *Factiva*, ainsi que grâce à la fonctionnalité *Actualities* du moteur de recherche *Google*. Une moindre partie des éléments du corpus a été recueillie au fil de mes navigations sur le web et toujours selon les mêmes critères linguistiques, pragmatiques et temporels. La requête s'est faite à partir des mots-clés « Theresa May », « Brexit », « citizen of the world », « citizen of nowhere », « global citizenship » dans leurs différentes combinaisons.

Cette récolte a abouti à un corpus de travail composé de :

- articles d'opinion⁸³ ou interviews publiés dans la presse en ligne :
 - généraliste d'envergure nationale
 - généraliste d'envergure régionale
- articles d'opinion issus des plateformes web (des médias n'ayant pas de version papier et ne se positionnant pas comme un « journal »)
- billets de blogs
 - personnels
 - tenus par un collectif indépendant (blog investi par un groupe de personnes, non rattaché à une institution)
 - rattachés à des entreprises ou à des universités
- articles rédigés par des universitaires et destinés au grand public (publiés notamment sur la plateforme *The Conversation*)
- publications du courrier de lecteurs et lectrices par les rédactions des journaux
- textes médiatisant des événements culturels en lien avec le conflit conceptuel (débat, festivals, etc.)
- extraits d'un livre politique⁸⁴
- épisode d'un podcast
- débat entre experts

L'Angleterre comme territoire d'implantation des sources est surreprésentée dans le corpus : seule la communication faite par le *National Theater of Scotland* sort du lot.

Il reste maintenant à préciser la façon dont le corpus a été appréhendé. J'ai notamment renoncé à une analyse d'images accompagnant certains articles en raison du fait que les articles tirés des bases de presse comme *Factiva* ou *Europresse* n'y donnaient pas accès, même si, originellement, l'article pouvait contenir des images. Une telle analyse aurait pu toutefois s'avérer fructueuse, à en juger d'après les images que j'ai pu observer. Loin d'un logocentrisme parfois pointé du doigt à propos des travaux en analyse du discours centrés uniquement sur la dimension verbale, je

⁸³ Par « article d'opinion », j'entends toute production médiatique dont l'auteur-e prend position par rapport à un fait d'actualité ou un « problème public » (défini par Calabrese (2013 : 56) comme « l'expression d'un conflit structurel opposant des groupes sociaux »). La typologie des sous-genres du genre « article d'opinion » proposée par Thierry Herman et Nicole Jufer (2001 : § 15) inclut l'éditorial, la tribune, le billet et le courrier de lecteurs et lectrices. Ici, j'utilise le terme « article d'opinion » pour parler de productions des journalistes professionnel-le-s ou d'autres auteur-e-s publiées dans des journaux généralistes, en considérant le billet de blog et le courrier de lecteurs et lectrices comme des genres à part.

⁸⁴ Je définis ce genre discursif dans la section suivante.

reconnais donc tout à fait le caractère multidimensionnel des discours (qui comprend, dans mon cas, non seulement des images, mais aussi des liens vers d'autres articles, l'architecture du média ou d'autres sources, des éléments paraverbaux pour les sources orales, etc.). La multidimensionnalité n'a cependant pas été retenue comme angle d'analyse pertinent par rapport aux questions de recherche posées ni au regard des conditions de recueil du corpus. Des données autres que verbales sont donc convoquées ponctuellement et non pas systématiquement, selon des besoins précis de l'analyse. Il s'est agi notamment des composantes paraverbales de la parole publique, pour les parties orales du corpus (discours de May, débat, épisode de podcast) ou encore de données relatives à la construction du dispositif médiatique (organisation de la page web du média, par exemple). Dans chaque cas, la mobilisation de ces données est motivée par un objectif particulier et ne s'applique donc pas à l'ensemble du corpus.

4.3.4 Sources du corpus de travail

Le choix de travailler sur un corpus de discours publics à dominante médiatique implique de ne pas passer sous silence ce que l'on peut appeler l'« orientation politique » des médias dont on analyse les productions. Cette notion est pourtant à utiliser en toute prudence. Comme le montre Jean de Bonville (2006 : 366), la « couleur » politique du journal peut être plus ou moins effacée dans un article par rapport à un autre.

Les médias eux-mêmes, en vertu d'une éthique journalistique, contestent régulièrement les « étiquettes » politiques qu'on leur attribue. C'est ainsi que Véronique Maurus du *Monde* s'exprime :

La « ligne politique » du journal est un mythe. Le Monde n'en a pas, n'en a jamais eu. Il a des valeurs (démocratie, liberté, justice, tolérance, lutte contre les discriminations, le racisme, etc.) partagées depuis toujours par la rédaction et défendues par ses directeurs successifs, mais aucune direction politique imposée : journal pluriel, chacun y demeure libre d'exprimer ses idées, à condition de les étayer. Nous l'avons écrit moult fois dans cette chronique afin de dissiper erreurs et malentendus - car il ne revient pas à la médiatrice de commenter la ligne éditoriale.

En vain. Les lecteurs persistent et signent. Accrochés au mythe, ils croient à l'existence d'une ligne politique implicite ou cachée et scrutent sans relâche titres et contenu éditorial, prêts à bondir au moindre soupçon de « dérive » et souvent enclins à en surinterpréter les « signes »⁸⁵.

⁸⁵ MAURUS Véronique. « Ligne politique ? », *Le Monde*, 30/10/2010, URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2010/10/30/ligne-politique-par-veronique-maurus_1433279_3232.html (consulté le 28/10/2019).

Il me semble toutefois qu'il ne faut pas confondre l'orientation politique des médias libres et la « ligne imposée » des médias dépendant des personnes au pouvoir, or c'est ce qui se produit dans ce texte.

Ce qui compte en revanche pour les analystes du discours, c'est de connaître le mieux possible le « lieu social » du discours étudié. Le positionnement des médias peut faire partie de ce « lieu » entendu au sens large de position sociale. Dans cette section, je propose ainsi de faire un tour d'horizon des sources dont les productions discursives font partie du corpus de travail, en donnant quelques informations factuelles et, lorsque c'est possible, les orientations. Pour cela, je m'appuie dans certains cas sur les données fournies par *Eurotopics*⁸⁶, une base de presse européenne en ligne, créée sous l'égide de l'Agence allemande pour l'éducation civique. Dédiée à la publication des actualités telles qu'elles sont couvertes partout en Europe, elle fournit également des informations sur nombre de médias européens. Dans le Tableau 1 ci-dessous, je résume le contenu du corpus de travail, aidée de cette source et des auto-présentations des médias en question sur leurs sites.

Tableau 1. Composition du corpus de travail

Nom de la source (nombre de productions retenues)	Description de la source
Journaux et magazines d'envergure nationale et internationale	
The Guardian (5)	Quotidien de gauche, europhile.
Financial Times (2)	Quotidien, libéral en matière de l'économie.
The Times (1)	Quotidien conservateur aux tendances eurosceptiques.
The Independent (1)	Journal de centre-gauche qui, depuis 2016, n'existe que sous forme digitale.
The Economist (2)	Hebdomadaire libéral dans lequel les auteur-e-s ne signent pas leurs articles.
New Statesman (2)	Positionné à gauche et du côté « Remain ».
The Spectator (2)	« Magazine conservateur s'intéressant aux actualités et à la société » (Montgomery <i>et al.</i> 2019 : 36). Il a été dirigé par Boris Johnson avant l'entrée de ce dernier en politique.
Prospect (1)	Magazine mensuel d'orientation centre-gauche fondé par David Goodhart, journaliste et écrivain, activement cité dans le corpus et intervenant au débat sur le plateau d' <i>Intelligence squared</i> . C'est

⁸⁶ *Eurotopics*, URL : <https://www.eurotopics.net/fr/> (consulté le 21/02/2020).

	dans ce même magazine qu'il a publié son article « Too diverse ? » qui lui a valu des critiques, voire des accusations de racisme. Son positionnement, exprimé dans le livre <i>The Road to Somewhere</i> (2017), dans lequel il fait une distinction entre les « Somewheres » (« citoyen-ne-s de quelque part ») et les « Anywheres » (« citoyen-ne-s de nulle part »), fait également l'objet de nombreuses références dans le corpus.
Jewish Quarterly (2)	Magazine qui existe depuis 70 ans et se définit comme « une publication indépendante qui explore les questions juives et les enjeux de l'humanité d'un point de vue juif » ⁸⁷ .
London Evening Standard (3)	Quotidien d'orientation conservatrice distribué gratuitement à Londres depuis 2009.
The Argus (1)	Journal local basé à Brighton et Hove, dans l'East Sussex.
The Conversation (2)	Portail international publiant des contributions d'universitaires adressées au grand public. La mission du site est d'« améliorer la qualité du discours public » et de contribuer à la vulgarisation des savoirs scientifiques (« to unlock their [des universitaires] knowledge for use by the wider public » ⁸⁸). Il a été consulté dans sa version britannique. Les auteur-e-s des articles retenus travaillent dans des universités d'Angleterre et d'Écosse.
Medium (1)	Portail d'information fondé aux Etats-Unis. L'auteur de l'article retenu est un chercheur britannique, James Dennis, spécialiste en communication politique et journalisme qui exerce à l'Université de Portsmouth.
Politico (1)	Portail étatsunien consulté dans sa version européenne en anglais.
Politics (1)	Portail fait par des journalistes professionnel-le-s mais ouvert à qui souhaite publier son article.
HuffPost (1)	Le média s'autodéfinit comme « Internet newspaper » et se décline en 15 éditions dont la britannique. L'équipe est composée de journalistes professionnel-le-s et la valeur principale affichée est la « diversité » ⁸⁹ .
Inews (1)	Portail d'information, génétiquement lié à <i>The Independent</i> (dont il se distancie pourtant clairement sur sa page de présentation) et au <i>i</i> ,

⁸⁷ *The Jewish Quarterly*, URL : <https://jewishquarterly.com/> (consulté le 12/05/2022).

⁸⁸ « Who we are ? », *The Conversation*, URL : <https://theconversation.com/uk/who-we-are> (consulté le 30/10/2019).

⁸⁹ Anonyme, « About Us », *HuffPost*, URL : <https://www.huffingtonpost.co.uk/p/huffingtonpostcouk-about-us> (consulté le 30/10/2019).

	un quotidien édité depuis 2010 suite aux changements de la politique éditoriale de <i>The Independent</i> .
CaféBabel (1)	Défini comme « magazine participatif multilingue », <i>CaféBabel</i> a été fondé par des étudiant-e-s Erasmus en 2001 et il est aujourd’hui alimenté par des contributions issues de plusieurs pays européens ⁹⁰ . L’article en question est rédigé par un auteur britannique.
Reaction (1)	Site d’actualité basé à Londres avec un positionnement « pro-marché, mais pas de manière servile » ⁹¹ .
Democratic Audit (1)	Portail rattaché à un organisme de recherche affilié à la <i>London School of Economics</i> avec l’objectif d’explorer l’efficacité de la démocratie britannique ⁹² .
Positive News (1)	Média britannique qui se définit comme pionnier du « journalisme constructif » focalisé sur « le progrès, les possibilités et les solutions » ⁹³ .
Left Foot Forward (1)	Média britannique résolument de gauche. Il est géré par des professionnel-le-s du journalisme mais publie également des contributions des membres de la société civile.
Quartz (1)	Média dont le siège se trouve aux États-Unis mais qui possède plusieurs éditions internationales et des collaborateurs et collaboratrices dans le monde entier. L’article retenu est rédigé par une journaliste britannique et basée au RU.
Dispatches Europe (1)	Portail d’information dédié à la communauté des « expatrié-e-s » ⁹⁴ anglophones en Europe. L’article retenu est rédigé par une contributrice britannique.
British Sociological Association (1)	Le site web de l’Association héberge une sélection d’articles destinés au grand public et contenus dans la rubrique « Latest News ».
Citizen of Nowhere... and citizen of the world (1)	Site indépendant publiant des articles d’opinion sur le Brexit avec un positionnement résolument « Remain ».
Billets de blogs et courrier de lecteurs et lectrices	
Citizens of Everywhere (5 + description du projet)	Blog rattaché à un projet de recherche sur la citoyenneté, initié par l’université de Liverpool. Le projet et son blog doivent leur

⁹⁰ « About Us », *CaféBabel*, URL : <https://cafebabel.com/en/article/about-us-5ae00487f723b35a145da7bd/> (consulté le 30/10/2019).

⁹¹ « About », *Reaction*, URL : <https://reaction.life/about/> (consulté le 30/10/2019).

⁹² « About », *Democratic Audit*, URL : <http://www.democraticaudit.com/about/> (consulté le 30/10/2019).

⁹³ « About Positive News », *Positive News*, URL : <https://www.positive.news/about/> (consulté le 12/05/2022).

⁹⁴ « About us », *Dispatches Europe*, URL : <https://dispatcheseurope.com/about-us/> (consulté le 12/05/2022).

Le conflit conceptuel comme espace de négociation du dicible

	naissance au discours de May : le projet est en fait une réaction directe au propos de la Première ministre. Les auteur-e-s du blog sont des chercheur-se-s et des doctorant-e-s, mais aussi des auteur-e-s d'autres horizons.
Argonauts and Emperors (1)	Blog du département des études anciennes de l'université de Nottingham. Il vise à « promouvoir le travail des enseignant-e-s et des étudiant-e-s du département » ⁹⁵ .
Creative Multilingualism (1)	Blog relatif à un projet de recherche britannique sur « l'interconnexion entre la diversité linguistique et la créativité » ⁹⁶ .
The Jewish Chronicle (blog du journal) (1)	Le journal juif le plus vieux au monde qui paraît depuis 1841 et qui a joué un rôle du premier plan dans la vie de la communauté juive britannique, notamment au moment de l'émancipation citoyenne de ses membres (Cesarani 1990 : 275).
The disorder of things (1)	Blog tenu par un groupe d'auteur-e-s qui s'autodésignent comme « universitaires travaillant dans le domaine des relations internationales », écrivant cependant à titre personnel. Le blog a une vocation critique affichée : « Un blog collectif consacré à l'étude critique de la politique mondiale, mais avec une préférence marquée pour l'exploration du normatif, du philosophique et du polémique » ⁹⁷ .
CAUTE (1)	Blog tenu par Andrew Brown, musicien et chercheur, actuellement pasteur de l'église unitaire de Cambridge et affichant un positionnement pro-laïcité, pro-démocratie et cosmopolite.
The Finanser (1)	Blog de Chris Skinner, spécialiste de la finance et du digital pour la transformations environnementales et sociales, auteur, analyste et PDG d'une entreprise spécialisée dans le FinTech ⁹⁸ .
Intrepid (1)	Blog d'une entreprise de tourisme responsable
Rosetta Stone (1)	Blog d'une entreprise de formation linguistique
Courrier de lecteurs et lectrices de <i>The Guardian</i> (6)	-
Courrier de lecteurs et lectrices de <i>The Financial Times</i> (2)	-

⁹⁵ « About this blog », *University of Nottingham* [blog], URL : <http://blogs.nottingham.ac.uk/argonautsandemperors/> (consulté le 06/11/2019).

⁹⁶ « About », *Creative Multilingualism*, URL : <https://www.creativeml.ox.ac.uk/about> (consulté le 06/11/2019).

⁹⁷ « Disclaimer », *The Disorder Of Things*, 2015, URL : <https://thedisorderofthings.com/disclaimer/> (consulté le 06/11/2019).

⁹⁸ « About Us », *Chris Skinner*, URL : <https://chrisskinner.global/about-us/> (consulté le 16/05/2022).

Communication relative à des projets culturels et entrepreneuriaux	
Citizen of Nowhere (1)	Argumentaire du festival <i>Citizen of Nowhere</i> (novembre 2018) lancé par le Théâtre national écossais et visant à explorer le pouvoir de nouvelles technologies et des performances immersives dans l'activisme artistique où l'art devient un moyen de faire réfléchir sur le monde et la société et d'influencer les mentalités.
The Coronet Theater (1)	Présentation du débat qui a eu lieu à <i>The Coronet Theater</i> à Londres le 22 octobre 2017 afin de réfléchir au propos de Theresa May sur les citoyen-ne-s du monde. Le débat a donné la parole à Helena Janeczek, une écrivaine italienne, et Lauren Elkin, écrivaine, collaborant entre autres au projet <i>Citizens of Everywhere</i> de l'Université de Liverpool présenté <i>supra</i> . N'ayant pas accès à l'enregistrement du débat, je me suis contentée d'en analyser la présentation sur le site du théâtre.
Citizens of Everywhere (1)	Présentation d'un projet de brasserie collaborative qui réunit les brasseurs de plusieurs pays européens.
Extraits d'un livre écrit par les fondateurs d'un mouvement citoyen	
Citizens of Nowhere (plusieurs extraits)	Ouvrage rédigé par les fondateurs du mouvement <i>European Alternatives</i> , Niccolo Milanese et Lorenzo Marsili, d'origine italienne et basés au Royaume-Uni. Le mouvement promeut « la démocratie, l'égalité et la culture au-delà des États-nations » et s'attache à « imaginer, exiger et mettre en œuvre des alternatives pour un avenir viable de l'Europe » ⁹⁹ . Le livre peut être qualifié de « politique » (Krieg-Planque 2020), car écrit pour présenter un projet d'organisation politique de la société. Les extraits du livre choisis pour faire partie du corpus sont ceux où les locuteurs se positionnent vis-à-vis des propos de Theresa May sur la citoyenneté mondiale.
Sources audio-visuelles	
Intelligence squared (1)	Débat disponible sur YouTube et sur le site de la société organisatrice. Le débat s'est déroulé le 5 mars 2018, organisé à Londres par <i>Intelligence squared</i> , une entreprise britannique avec des antennes à l'étranger. L'agence se spécialise en organisation de manifestations culturelles et notamment de débats, avec pour

⁹⁹ « Mission & Values », *European Alternatives*, URL : <https://euroalter.com/mission-and-values/> (consulté le 16/05/2022).

	<p>objectif de « promouvoir une conversation globale qui permette aux citoyen-ne-s de prendre des décisions réfléchies concernant les enjeux importants, en compagnie des esprits les plus éclairés et les meilleurs orateurs du monde »¹⁰⁰. Le débat en question a pour titre la citation de Theresa May au cœur de ma recherche. Ce débat d'une durée d'une heure trente minutes a été animé par Kamal Ahmed, éditorialiste à la BBC, et a réuni sur le plateau David Goodhart, auteur, David Landsman, ancien diplomate, Simon Schama, historien, et Elif Shafak, écrivaine.</p>
<p>Another Europe is Possible (1)</p>	<p>Le podcast <i>Another Europe is Possible</i>, se déclarant résolument de gauche et contre la vision du Brexit adoptée par le parti conservateur, est représenté dans le corpus par l'un de ses épisodes. L'épisode en question intitulée « Are we all “citizens of nowhere”? » donne la parole à Niccolo Milanese, co-auteur du livre <i>Citizens of Nowhere</i> (2018) présenté <i>supra</i>.</p>

Dans cette diversité de productions issues du discours public, il est possible de discerner des similitudes de positionnement. D'abord, les sources du corpus sont dans leur majorité des médias dits « de qualité » (opposés aux tabloïds) : cela vaut pour les journaux avant tout (*The Guardian*), mais aussi pour les plateformes de diffusion de savoir scientifique (*The Conversation*), les blogs (souvent tenus par des collectifs de chercheur-se-s) et les débats (où des expert-e-s sont convié-e-s). Par conséquent, le capital social, économique et culturel des acteurs du corpus est remarquablement élevé : nous y entendons parler des journalistes, mais aussi des chercheur-se-s, des écrivain-e-s, des entrepreneurs, des acteurs du monde associatif, des activistes civiques, des blogueur-se-s. La grande majorité des sources dont les productions se retrouvent dans le corpus sont enfin positionnées du côté « Remain » dans la question de la sortie du RU de l'UE. En effet, presque tous les grands journaux pro-« Remain » sont représentés dans le corpus (*Financial Times*, *The Guardian*, *The Times*, *Economist*, *New Statesman*, *Prospect*) contre une source de cette catégorie qui est d'inspiration « Leave » (*The Spectator*), selon la classification proposée par Maccaferri (2019 : 393). Ceci n'a rien de surprenant, étant donné que la case « Remain » a plus systématiquement été cochée par des personnes adoptant un positionnement « cosmopolitan-left »,

¹⁰⁰ « Our aim is to promote a global conversation that enables people to make informed decisions about the issues that matter, in the company of the world's greatest minds and orators ». « About », *Intelligence Squared*, URL : <https://www.intelligencesquared.com/about/> (consulté le 08/11/2019).

comme le montrent James Sloam et Matt Henn (2019 : 82), en analysant le vote des jeunes britanniques. Puisque le terme « cosmopolitisme » n'a rien d'évident, comme je l'ai montré à plusieurs reprises, précisons qu'il a été défini dans cette étude surtout comme une attitude positive envers la diversité culturelle (de la société britannique). En cela cette définition se rapproche de celle de Woodward et Skrbiš (2019 : 138), retenue, comme je l'ai montré dans la section 1.3.4.3 pour former une définition « de travail » des discours cosmopolitiques.

Certains articles participant à la médiatisation du discours de May, qui ne répondaient pas à tous les critères énoncés dans la section 4.3.3, ont cependant été retenus dans un autre objectif. Ils ont formé un sous-corpus nécessaire à la description de l'entrée de l'énoncé polémique sur les citoyen-ne-s du monde dans le discours public, notamment moyennant les médias¹⁰¹. En effet, il paraissait peu pertinent de me pencher directement sur l'espace conflictuel où la définition de « citizenship » par May est questionnée dans la sphère publique, sans avoir montré pourquoi et comment l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde s'est détaché du reste du discours et a été mis en circulation par les médias qui ont contribué à en faire une « petite phrase ». Selon la définition d'Alice Krieg-Planque (2011 : 26), une « petite phrase » est une séquence discursive construite (souvent par une personnalité politique) et reprise par les médias de telle sorte qu'elle commence à circuler de façon intense dans les espaces discursifs d'une ou plusieurs communautés, en devenant objet de polémique au fur et à mesure de sa circulation¹⁰².

Ce sous-corpus est composé d'articles médiatiques qui, à quelques exceptions près, ne font pas partie du conflit conceptuel à proprement parler, mais qui ont contribué à son émergence. Ce corpus ne prétend pas à une exhaustivité de traitement du parcours de l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde, mais permet d'observer les grandes étapes de son détachement et de sa polémisation au cours de laquelle il s'éloigne de son contexte (les fraudes fiscales évoquées par May), pour être associé aux thématiques de migration et de citoyenneté. Les articles sont issus des médias ou groupement de médias qui ont presque tous été déjà mentionnés lors de la description du corpus de travail : *London Evening Standard*, *The Independent*, *The Guardian* et *Press Association*. Ce sous-corpus sera mobilisé dans la section 6.5.

¹⁰¹ Ce corpus est consultable dans l'annexe 2.

¹⁰² Cette première définition sommaire sera approfondie dans la section 6.5.

4.4 Corpus de référence

Cette section est consacrée au corpus de référence qui a intégré l'ensemble des données de recherche dans un second temps, avec la finalité de placer le corpus de travail, relativement homogène en termes de positionnement, dans une perspective plus large de débat sur le Brexit. Dans la section 4.4.1, après un tour d'horizon des différents usages de ce qu'on appelle un « corpus de référence » en AD, j'explique lequel de ceux-ci j'ai fait mien dans le travail. Je précise ensuite l'intérêt de mobiliser un corpus de référence dans cette recherche avant de présenter, dans la section 4.4.2, le *Brexit corpus* choisi à cette fin.

4.4.1 De l'intérêt du corpus de référence dans ce travail

Le corpus de travail correspondant au périmètre de l'événement discursif décrit *supra* peut être pensé comme un corpus « spécialisé », c'est-à-dire « limité à une situation de communication, ou à un domaine » (Habert *et al.* 1997 : 144). Pour pallier la localité de tels corpus (qui n'est pas forcément un obstacle, mais qui peut gagner à être rapportée à un ensemble plus représentatif d'un certain état de la langue ou du discours), il est courant d'interpréter les résultats des analyses à la lumière d'un corpus « de référence ». La notion de corpus de référence, courante dans les travaux en AD de tous horizons, peut référer à des objets dont la vocation méthodologique varie considérablement. La différence se loge dans la nature du corpus de référence, dans la relation entre le corpus de référence et le corpus de travail, ainsi que dans le choix du moment, dans la chronologie de la recherche, où le corpus de référence est mobilisé. Plusieurs tendances se dessinent.

D'abord, le corpus de référence peut constituer une unité de rang supérieur par rapport au corpus de travail. Bénédicte Bommier-Pincemin (1999) propose dans sa thèse la typologie suivante des corpus qui peuvent être mobilisés dans un même travail. Le corpus de référence est un niveau intermédiaire entre l'ensemble des données existantes, relatives à la problématique de la recherche, et le corpus d'étude (le terme équivaut à celui de « corpus de travail » que j'utilise ici). Ce dernier est défini comme un « ensemble des textes sur lesquels porte effectivement l'analyse, pour lesquels on attend des enseignements, des résultats » (*op.cit.* : 420). Le corpus d'étude est donc extrait du corpus de référence, il correspond à la part de données retenue pour l'analyse.

Or dans d'autres cas, le corpus de référence et le corpus de travail pouvant être deux ensembles « génétiquement » distincts. Le recueil et l'étude d'un corpus de référence peut précéder l'analyse

du corpus de travail afin d'informer l'analyste sur l'état du domaine discursif de référence avant d'en étudier une manifestation particulière. C'est le cas du travail de Stéphanie Lopez (2010) qui analyse d'abord un corpus de phraséologie créée par l'Organisation de l'Aviation civile internationale et mise à disposition pour régler les échanges entre les pilotes d'avion et les contrôleurs (*op.cit.* : 60). Il s'agit, en termes de genre discursif, de manuels destinés à l'apprentissage d'une telle communication. Le corpus de travail est composé, lui, d'échanges réels entre pilotes et contrôleurs, ce qui permet d'étudier l'usage du « plain language » en connaissance de la norme établie.

Enfin, le corpus de référence peut être convoqué après avoir analysé le corpus de travail pour resituer celui-ci dans son domaine de spécialité en étudiant notamment la façon dont les discours de cadrage déterminent et contraignent les énoncés composant le corpus de travail. C'est le cas de l'étude de Georgeta Cislaru et Frédérique Sitri (2012) où l'analyse des rapports de signalement d'enfants en danger produits par les services sociaux est contextualisée grâce au corpus de référence composé de lois régissant le domaine de la protection de l'enfance et la pratique en question :

Notre volet 2 participe ainsi à la construction d'un « savoir sur le domaine » du signalement, i.e. à la compréhension des contraintes juridiques, discursives, professionnelles et sociales dans lesquelles évolue le volet 1 ; il consacre le signalement comme acte d'écriture performative, ce qui justifie la prééminence du volet 1, qui a constitué notre objet d'analyse premier. (Cislaru et Sitri 2012 : 63-64)

Dans ma recherche, le corpus de référence a vocation à fournir des connaissances sur le domaine de construction du corpus de travail sans que ce dernier en fasse partie. En effet, le *Brexit corpus*, un « grand corpus », représente le contexte dans lequel le conflit conceptuel a eu lieu.

Il ne s'agit pas ici d'une fascination pour un corpus de grande taille qui constituerait en elle seule sa valeur (Cappeau et Gadet 2007 : 101). L'intérêt du *Brexit corpus* en tant que corpus de référence réside certes dans son volume, qui (parmi d'autres caractéristiques) lui permet d'être suffisamment représentatif d'un état ponctuel (d'une parcelle) du discours public britannique, mais également dans le fait que ce corpus réunit des discours issus du web et produits pendant une période significative pour le débat sur le Brexit, à savoir dans les jours précédant le vote, du 19 au 21 juin 2016. Ce corpus est accessible depuis *Sketch Engine*, l'outil d'analyse textuelle qui héberge le corpus et qui fournit en même temps des outils pour son exploitation à des fins analytiques.

Les « grands corpus » présentent un inconvénient majeur : celui de ne pas être « connu[s] en profondeur » (*op.cit.* : 102) par l'analyste car le volume de données ne se prête pas à une lecture intégrale. Dans mon cas celle-ci est d'autant moins possible que le corpus a fait l'objet d'une

récolte et annotation complètement extérieure à mon travail de recherche, contrairement aux grands corpus constitués par les mêmes personnes qui les exploitent ensuite. C'est aussi une contrainte difficile à surmonter pour quelqu'un qui, comme moi, est habitué aux analyses qualitatives et donc à la possibilité de bien connaître l'intégralité de son corpus. Cependant, le statut de ce corpus de référence, dont la présence dans ce travail ne dépasse pas l'ambition de permettre une mise en perspective, pallie en partie, au moins, cet inconvénient. J'adopte ainsi une approche portant conjointement sur un corpus de travail récolté manuellement par l'analyste, qui est donc « à l'origine de sa conception » (*op.cit.* : 102), et un corpus de référence abordé selon une granularité moins fine. La vocation de celui-ci est ainsi moins de fournir des résultats supplémentaires que d'approfondir, de mieux interpréter, voire de tenter d'expliquer ceux obtenus à partir du corpus de travail.

4.4.2 Présentation du corpus

Le *Brexit corpus* est génétiquement lié au *Brexit Prediction Corpus*¹⁰³ réuni en vue de prédire l'issue du référendum. Il est consultable depuis le logiciel d'analyse textuelle *Sketch Engine* (Kilgarriff *et al.* 2004), dont les fonctionnalités seront détaillées dans le chapitre suivant. Le *Brexit corpus* réunit des textes issus des versions web des journaux et autres médias britanniques (*The Guardian*, *The BBC*, *The Daily Mail*, *The Telegraph*, etc.), des billets de blog, des commentaires et des tweets publiés en anglais sur le sujet du Brexit entre le 19 et le 21 juin 2016, à peu de jours du vote qui a eu lieu le 24 juin. La présence des publications issues des réseaux sociaux constitue la plus grande différence en termes de genre discursif avec le corpus de travail, qui ne comprend aucune donnée de ce type.

Le corpus est lemmatisé¹⁰⁴ moyennant l'outil *TreeTagger*. Les textes sont également classés selon des critères linguistiques et sociologiques. Deux de ces derniers présentent un intérêt particulier pour ce corpus qui rend compte d'un débat : l'opinion sur le Brexit et la teneur émotionnelle du texte. Le critère « opinion sur le Brexit » (*Opinion on Brexit*) distingue « agreement », correspondant à la position « Leave », et « disagreement », correspondant à la position « Remain ». Le critère de tonalité émotionnelle (*Sentiment*) distingue entre textes positifs, négatifs et neutres. Ces critères et les fondements de cette annotation doivent bien sûr être discutés. *Sketch*

¹⁰³ *Brexit Prediction Corpus*, URL : <http://sisl.disi.unitn.it/brexit-prediction-corpus/> (consulté le 12/02/2022).

¹⁰⁴ Lemmatiser un corpus « a pour effet de réduire le nombre de [ses] unités », en ramenant les occurrences à des « formes canoniques » : « les substantifs (noms communs) au masculin singulier ; les adjectifs au masculin singulier ; les formes verbales à l'infinitif ; les formes élidées à la forme sans élision » (Née (éd.) 2017 : 81).

Engine ne fournit pas d'information sur la façon dont les textes ont été classés dans ces différentes cases et la fréquentation du corpus montre que sur ces critères l'annotation n'est pas toujours fiable. Parfois, le marqueur d'opinion sur le Brexit est absent, ou bien attribué de façon manifestement erronée, à en juger par la lecture de l'extrait. La première de ces deux observations se confirme dans la description que fournit *Sketch Engine* des sous-corpus qu'il est possible de distinguer dans l'ensemble selon les critères d'annotation. En effet, on voit bien que la somme des sous-corpus « *Opinion on Brexit – agreement* » et « *Opinion on Brexit – disagreement* » ne constitue pas cent pour cent, mais seulement un peu plus de 81 (Figure 2).

SUBCORPUS SIZES

Subcorpus	Tokens	%
Opinion on Brexit - agreement	54,691,630	43.531
Opinion on Brexit - disagreement	47,377,577	37.71
Sentiment - negative	78,968,685	62.855
Sentiment - neutral	5,843,782	4.651
Sentiment - positive	40,822,958	32.493
Topic - Boris Johnson	1,083,477	0.862
Topic - Brits Abroad	23,975	0.019
Topic - Brussels	650,633	0.518
Topic - Immigration	3,056,045	2.432
Topic - Leave and Leave AGAINST EU	7,763,358	6.179
Topic - Remain and Remain FOR EU	27,257,911	21.696
Topic - Scotland	449,636	0.358
Topic - Terrorism	155,457	0.124

Figure 2. La subdivision du corpus selon les critères « Opinion sur le Brexit », « Tonalité émotionnelle » et « Thème »

Par ailleurs, les étiquettes mêmes méritent un questionnement car peut-on imaginer un positionnement « neutre » ? Quelle forme prendrait-il ? J'ai donc relativisé l'importance de ces critères dans mon analyse sans les ignorer complètement, car leur présence dans le logiciel afin d'aborder un tel corpus ne peut être que souhaitable. Le corpus permet de consulter les métadonnées de chaque texte qui comprennent la source (nom, site web et domaine), l'URL, la date et l'heure de sa publication, la thématique, la localisation de l'auteur-e et le nombre de mots contenus dans le document.

4.5 Bilan du chapitre IV

Guidée par la définition de mon objet de recherche, le statut des discours cosmopolitiques, abordé à travers leur déploiement au sein d'un « conflit conceptuel », je me suis tournée vers un terrain capable de recouvrir une partie du discours public britannique en la matière. Le corpus final se présente en trois volets : le discours de Theresa May, les discours publics, principalement médiatiques, qui se sont engagés dans un « conflit conceptuel » avec la dirigeante et un corpus de référence composé de discours médiatiques en ligne au sujet du Brexit. Un sous-corpus qui retrace le parcours de la petite phrase de Theresa May à travers les médias complète le tout.

L'hétérogénéité du corpus est une question épineuse en analyse du discours : dans certains cas, elle constitue un obstacle à la validité des résultats, dans d'autres, elle s'inscrit dans le dispositif de la recherche, à condition d'être justifiée et consciemment gérée. Ici, l'hétérogénéité, notamment dans le corpus de travail, est voulue et assumée ; elle est par ailleurs considérée comme l'un des résultats, et non seulement une conséquence du design de la recherche : en effet, savoir quelles instances discursives ont choisi de mobiliser les ressources discursives cosmopolitiques en réponse à May est un tout premier résultat qui affecte le reste de l'analyse. Pincemin (2012 : 24) avance que « l'hétérogénéité d'un corpus peut être scientifiquement assumée » si l'on respecte ce qu'elle appelle le critère d'« interprétabilité ». Il implique que « ce n'est pas tant la forme intrinsèque du corpus qui est déterminante, mais la connaissance que l'on a de son contenu et de ses limites » (*ibid.*).

Voici quelques précisions sur la façon dont j'applique ce critère à mon corpus de travail. D'abord, ce corpus n'a pas vocation à être représentatif de l'état actuel des discours cosmopolitiques dans leur ensemble. Il rend compte pourtant de la façon dont une forme de cosmopolitisme contemporain constitue une ressource pour former un contre-discours face aux discours souverainistes. Une conviction a accompagné sa constitution : un conflit conceptuel ne se limite que rarement à un seul type d'instance énonciative ou de genre discursif. Il s'est agi donc de construire un corpus de travail structuré par le choix de plusieurs types de sources énonciatives (Née (éd.) 2017 : 53-54) réunies autour d'un « moment discursif » (Moirand 2004 citée dans Née (éd.) 2017 : 54-55) qui garantit la cohérence du corpus.

Cette cohérence de « moment » mais aussi de l'« espace » discursif se manifeste par ailleurs dans les relations d'intertextualité entre les différents éléments du corpus. En effet, on constate d'abord que des parties du corpus se réfèrent les unes aux autres à travers des procédés de discours rapporté. Ensuite, certain-e-s locuteurs et locutrices s'expriment à travers plusieurs genres médiatiques en

variant les postures énonciatives : l'auteur d'un livre est invité dans un podcast, alors qu'un journaliste et essayiste, cité dans plusieurs articles de journaux, intervient dans un débat.

L'intérêt de ce corpus a ainsi été de se focaliser sur un moment critique où le discours public se polarise sans faire l'impasse sur la diversité des instances énonciatives qui y sont impliquées. Cette focalisation, fructueuse sur tous les plans, a enfin eu l'avantage de me permettre de la dépasser. Après plusieurs mois de travail analytique, la nécessité s'est accentuée de projeter le corpus de travail sur un pan plus large du discours public britannique dans ce contexte historique particulier du Brexit. Le dispositif d'analyse a alors accueilli ce que j'appelle ici un corpus de référence. J'ai en effet considéré bénéfique de profiter d'un grand ensemble de données du *Brexit corpus* (environ 108 500 000 mots). Ce corpus a été mobilisé à la toute fin de ma recherche pour rapporter les résultats obtenus à partir du corpus de travail à un ensemble de données comprenant cette fois-ci toute la diversité des voix pour et contre le Brexit. Le chapitre suivant s'emploie à préciser le cadre méthodologique et les catégories d'analyse mobilisées en fonction des volets du corpus.

Chapitre V. Démarche et catégories d'analyse

Dans ce chapitre, il s'agit de présenter l'ossature conceptuelle de ma démarche analytique guidée par les principes énoncés dans les chapitres II et IV. Le travail d'analyse de la construction des espaces de dicible et d'indicible au sujet du concept de citoyenneté dans le conflit conceptuel s'effectue en trois temps, spécifiés dans la section 5.1. J'explique ensuite, dans la section 5.2, la façon d'aborder le corpus de référence. Les entrées d'analyse ne sont pas les mêmes que pour le corpus de travail, compte tenu de la différence des objectifs entre l'analyse du corpus de travail et du corpus de référence, du type de corpus et de leur volume. La section 5.3 traite, enfin, du positionnement de la chercheuse face à son objet de recherche. Dans cette section, je fais d'abord un tour d'horizon des différentes conceptions de la critique en analyse du discours avant de spécifier en quoi mon approche relève également d'un positionnement critique sans aller pour autant à l'encontre des principes de rigueur scientifique.

5.1 Discours politique-pivot et corpus de travail

En accord avec la conception du discours comme pouvant être défini à travers les règles du dicible, je conçois une méthodologie d'analyse du conflit conceptuel en rendant compte de trois facteurs de limitation et de détermination du discours par les formations et les cultures discursives : la variété des représentations de la citoyenneté accessibles aux locuteurs et locutrices (révélatrice des discours disponibles dans l'espace public), le type de marquage de ces représentations (plus ou moins) disponibles (révélateur de la hiérarchie des représentations et des discours, de leur acceptabilité), ainsi que l'interdiscours (révélateur des ensembles idéologiques régissant l'espace discursif en question). Pour chaque mécanisme de limitation, je précise *infra* les catégories et les marques servant d'entrées d'analyse dont l'ensemble est présenté sous forme de tableau récapitulatif dans la section 5.1.4.

5.1.1 Représentations : disponibilité

Il est possible de distinguer au moins deux acceptions linguistiques de la notion de « représentation ». C'est à la fois une représentation en tant que mise en discours, soumise à l'arbitraire du signe, et une représentation en tant que (re)production d'une connaissance à la fois individuelle et collective de l'objet. Ainsi, quand Theresa May prononce « If you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere », elle donne à voir dans son énoncé certains objets sociaux mis en mots, tout comme elle mobilise des cadres de pensée, des connaissances partagées et des routines discursives pour donner une certaine orientation à la mise en discours de ces objets et donc à son interprétation par les destinataires. Ces cadres de pensée et ces connaissances sont connues sous le nom de « représentations sociales » : notion dont la définition n'est pas une affaire des moindres au vu de son succès dans l'ensemble des sciences humaines (Jodelet 2003 : 54). Si dans son article de 2003, Serge Moscovici hésite à répondre à sa propre question de savoir si on n'entrerait pas dans « l'âge des représentations sociales », il semble que le doute est désormais levé.

Je reviendrai sur la genèse de la notion de représentation dans la section 5.1.1.1, avant de cibler son rôle dans l'analyse du discours et dans la présente recherche. Dans les sections 5.1.1.2 et 5.1.1.3, je montrerai enfin quels procédés discursifs je considère comme étant pertinents à analyser pour identifier les représentations de la citoyenneté à l'œuvre dans mon corpus.

5.1.1.1 Une notion emblématique des SHS

La notion de représentation sociale interroge la distance entre les faits sociaux et leur perception par les membres d'une société. Elle a traversé, dans les sciences sociales françaises, au moins deux périodes cruciales dans sa vie conceptuelle (Moscovici 2003). La première période est celle où la notion est pensée par les fondateurs de la sociologie et notamment par Émile Durkheim. Il reconnaît d'abord une « réalité » des représentations qui sont relativement autonomes des « cellules cérébrales » et possèdent bien un fonctionnement propre en dehors des perceptions immédiates (Durkheim 2014 [1924] : 27). Tout comme les perceptions sont extérieures aux « cellules cérébrales », les représentations collectives sont extérieures aux représentations individuelles selon le principe d'un ensemble qui n'est pas une simple somme d'éléments particuliers : « chaque état psychique se trouve ainsi, vis-à-vis de la constitution propre aux cellules nerveuses, dans ces mêmes conditions d'indépendance relative où sont les phénomènes sociaux vis-à-vis des natures individuelles » (*op.cit.* : 31). Comme l'explique Moscovici (2003 : 81), ces substrats collectifs sont alors pensés, par la sociologie, comme bénéficiant d'une grande stabilité et comme étant des structures homogènes qui se transmettent entre générations et exercent des contraintes sur les individus. Les représentations individuelles, relatives aux consciences de chacun-e, sont au contraire considérées comme « variables et emportées dans un flot ininterrompu » (*ibid.*). Cette période dans l'évolution de la notion de représentation se caractérise aussi, pour Moscovici (*op.cit.* : 84), par la spécificité des terrains d'observation. Les études des représentations étant menées à propos de sociétés éloignées (du point de vue occidental), les représentations collectives sont pensées comme des socles culturels propres à chaque société, ce qui explique que certaines pratiques sont considérées comme inintelligibles pour les chercheur-s issu-e-s d'une culture occidentale.

La deuxième entrée en force de la notion (qui consacre l'usage de l'adjectif « social » en association avec le substantif « représentation ») commence dans les années 1960. Grâce à la prise en compte de l'interaction nécessaire entre les représentations individuelles et collectives, la notion est renouvelée en intégrant l'idée du caractère dynamique des représentations (Moscovici 2003 : 79-80). La conception des représentations, qui, selon Émile Durkheim, fourniraient une base culturelle homogène et stable à la perception du monde par un groupe, évolue. Les sciences humaines mettent en lumière le fait que cette notion permet de rendre compte de la « vie sociale en train de se faire » (*op.cit.* : 99). La dynamique des représentations sociales s'explique justement par les modifications qui y sont apportées au cours de nos interactions (*ibid.*) donnant lieu à une

« confrontation permanente des idées » (Valence 2010 : 125). Nous retrouvons ici, sans peut-être que les auteur-e-s veuillent le dire précisément ainsi, la conception du discours comme espace de « lutte sémantique » impliquant des négociations et des confrontations qui mettent en jeu des représentations contradictoires existant dans une communauté et évoluant en permanence.

J'adopte ici une des nombreuses définitions possibles des représentations sociales – celle proposée par Denise Jodelet (2003 : 53). Il s'agit d'une « forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social ». Plus concrètement, ce sont des « réalités préformées, des cadres d'interprétation du réel, de repérage pour l'action, des systèmes d'accueil des réalités nouvelles » (Jodelet 1984 : 26, cité dans Grize 2003 : 177). Le concept intègre une démarche d'analyse de la configuration des espaces du dicible dans la mesure où il permet d'étudier, selon Moscovici (2003 : 80), « la diffusion des savoirs, le rapport entre la pensée et la communication, la genèse du sens commun ». De ce fait, il semble possible de concevoir les représentations existantes (et non) dans une communauté comme résultant de la limitation du discours par une topique collective et des hégémonies discursives en jeu.

Envisager les représentations comme étant des schèmes de sens limités en fonction des communautés discursives constitue une alternative à d'autres approches, notamment ancrées dans l'analyse de contenu. Au sein de celle-ci, les représentations sont traitées comme des possibilités expressives d'un sujet qui, en « transmettant un message », met en discours des « attitudes », des « opinions » (Negura 2006 : 4). Ici, au contraire, je traiterai les représentations comme dessinant un périmètre restreint du dicible (et du pensable), et non pas comme un réservoir illimité de celui-ci. Mon analyse des contenus des représentations de la citoyenneté s'appuie sur l'étude de deux procédés discursifs : les métadiscours qui permettent de problématiser le concept au cœur de l'espace discursif négocié et la construction des personnages associés aux différentes visions de la citoyenneté rendues explicites à travers ces métadiscours. Les personnages, à leur tour, sont saisis grâce à l'étude des motifs qui les caractérisent dans le corpus.

5.1.1.2 Métadiscours

L'importance de l'analyse des activités métadiscursives dans l'étude des conflits sémantiques a été soulignée dans de nombreux travaux. En effet, si la confrontation porte sur les mots, c'est que l'adéquation entre « le mot » et « la chose » est problématisée (Authier-Revuz 1982 : 94), ce qui constitue une condition pour l'adoption par les locuteurs et locutrices d'une posture réflexive vis-à-vis des dires. Charlotte Husson considère que l'activité métadiscursive est le procédé central de

ce type de confrontations, étant une « manière de produire un contre-discours » (Husson 2018 : 22). Plus généralement, elle est une modalité de construction de l'événement polémique :

Entendus ainsi [comme le discours ayant pour objet « du discours »], les métadiscours constituent des entrées essentielles pour comprendre à la fois le fonctionnement du discours polémique — c'est-à-dire la manière dont un discours prend son « autre » pour objet afin de le commenter, le critiquer, le mettre à distance, etc. — mais aussi l'émergence de l'événement polémique lui-même : le pas de côté permis par le mécanisme réflexif est en effet ce qui permet la définition et la constitution, par les locutrices folk¹⁰⁵, dudit événement. (*op.cit.* : 172)

Les métadiscours constituent ainsi, pour moi, une variable importante, quoique pas l'unique ni la principale. Ils permettent d'identifier mon terrain comme étant un « conflit conceptuel » car ils révèlent des discordances au sujet de la perception des normes discursives en matière de citoyenneté.

La polysémie du terme « métadiscours » a été soulignée par Jacqueline Authier-Revuz (2012 [1995] : 38-39, 2020 : 10), qui en recense trois principales acceptions allant de la plus générique à la plus spécifique :

- 1 – Le métadiscours « comme actualisation, au plan du discours de ce qui, dans la langue, est caractérisé comme relevant de la *métalangue* » (Authier-Revuz 2012 [1995] : 38).
- 2 – Le métadiscours comme « tout élément de discours ayant pour objet “du discours” », ce qui exclut donc de la catégorie le discours portant sur la langue (*op.cit.* : 39).
- 3 – Le métadiscours comme « élément de discours ayant pour objet ce discours même » (*ibid.*).

Même si la problématique de la thèse pouvait m'amener à privilégier la deuxième acception, car c'est le rapport des locuteurs et locutrices aux discours tels que régis par les normes du dicible qui m'intéresse, j'opterai ici pour la première acception, la plus large des trois. En effet, comme on le verra plus tard, dans les conflits sur les mots, autant la langue que le discours font l'objet de « retours » réflexifs des locuteurs et locutrices, et il est parfois difficile de savoir où est la frontière entre la métalangue et le métadiscours. Les pratiques définitoires des locuteurs et locutrices, sur lesquelles est basée une grande partie de mon analyse des métadiscours, en sont un bon exemple. En effet, le fait de contester une certaine définition de « citizenship » relève plutôt de la métalangue ; or cette contestation est généralement motivée par le fait que les locuteurs et les

¹⁰⁵ Par métadiscours « folk » Husson entend dans son travail le métadiscours des locuteurs et locutrices ordinaires, c'est-à-dire des non-spécialistes de la linguistique (2018 : 25). L'ouvrage de référence en la matière est *Folk Linguistics* de Nancy A. Niedzielski et Dennis R. Preston (2000). Par ailleurs, Husson utilise dans sa thèse le féminin générique, d'où le syntagme « les locutrices folk ».

locutrices n'acceptent pas certaines pratiques discursives impliquant le concept « citizenship » ainsi défini. Les deux sont donc rarement dissociables dans un conflit conceptuel. Je préciserai maintenant l'utilité d'analyser les énoncés définitoires pour identifier les contenus disponibles des représentations en jeu dans un espace conflictuel, ainsi que l'approche de ces pratiques qui est ici adoptée.

Du point de vue lexicographique d'Uriel Weinreich (1970), une définition est une « formulation du sens » qui « n'est rien d'autre que la liste de ses conditions de dénotation » (*op.cit.* : 73). Ces conditions sont obligatoires pour qu'un-e usager-e de la langue puisse identifier le *denotatum* du terme exact sans le confondre avec les *denotata* des termes « voisins », ses synonymes. Une définition « canonique » comprend ainsi, selon Weinreich, une partie « descriptive » (avec les conditions de dénotation) et une partie « démonstrative » avec des hyponymes servant d'exemple de réalisation de ces conditions. Josette Rey-Debove, dans sa traduction du texte de Weinreich, précise tout de même que ce modèle incluant les hyponymes est « peu suivi en lexicographie » (*op.cit.* : 74-75). En revanche, la forme de définition sans doute la plus connue, « par genre et différence » (c'est-à-dire avec un hypéronyme et les conditions dénotatives minimales et nécessaires) peut, elle aussi, selon Weinreich, « être transformée en forme canonique » (*ibid.*) présentée *supra*. Ce qui importe ici, c'est que « la définition lexicographique est explicative : elle s'applique à un signifié donné, préexistant, le sens du mot en langue » (Rey-Debove 1971 : 180), ce sens ayant « valeur de vérité dans le système sémio-culturel des lecteurs » (*op.cit.* : 23).

À cette définition de la « définition » s'oppose celle qui permet d'explorer la *pratique* de définition *en discours* qui va au-delà de la tâche explicative et didactique d'une définition lexicographique. En effet, les locuteurs et locutrices mobilisent régulièrement les « énoncés définitoires » (Riegel 1987) que j'appellerai ici « définitions ordinaires » et que d'autres appellent, avec un degré plus ou moins fort d'équivalence terminologique, définitions « subjectives » (Paveau 2006 : 154), « redéfinitions » (*op.cit.* : 146) ou « reformulations métalinguistiques » (Dufour 2007). Ces définitions « ordinaires » se distinguent non seulement des définitions lexicographiques, mais aussi des définitions « constructives » utilisées pour « attribuer un sens conventionnel à un mot en dénommant le concept qu'on élabore (définitions opératoires des sciences) » (Rey-Debove 1971 : 181). Selon Martin Riegel, la finalité des énoncés définitoires ordinaires est souvent incitative : « énoncer une définition stipulatoire c'est d'abord assigner un sens arbitraire à un terme existant ou nouveau ; mais c'est aussi s'engager à suivre l'usage ainsi instauré et inviter le lecteur à en faire autant » (Riegel 1987 : 33).

L'activité définitoire intéresse les chercheur-se-s travaillant sur les confrontations portant sur les mots en tant qu'elle permet aux locuteurs et locutrices de construire des rapports singuliers entre les faits sociaux concernés par les énoncés définitoires et les mots qui sont choisis pour désigner et qualifier ces faits. Or les objectifs de ma recherche m'incitent à explorer la définition non seulement comme une mise en discours d'une désignation mais aussi comme une trace de la détermination du discours. En effet, pour pouvoir définir quelque chose, encore faut-il que le contenu définitoire soit disponible (même de façon marginale) dans le discours de la communauté.

Dans l'optique de l'analyse d'un conflit conceptuel, il est également important de considérer le rôle pragmatique des énoncés définitoires. Appréhendé en tant qu'acte de langage (ou même plusieurs actes conjoints), un énoncé définitoire « acquiert [...] une force illocutoire spécifique qui varie selon la situation de discours et le statut respectifs des protagonistes » (Riegel 1987 : 33). La définition est un effet « un mode particulier » de « communiquer un contenu définitoire » (*ibid.*) – un contenu disponible, comme expliqué ci-dessus – et qui est capable, du fait de ce mode particulier, de construire des positionnements d'autorité. Cet effet de sens repose notamment sur la figure de « lexicographisme » qui constitue une forme d'appel à la « mémoire de la langue » (Paveau 2006 : 153) qui préexisterait à l'énonciation. L'enjeu d'un procédé définitoire étant de rétablir l'adéquation entre le mot et la chose (voir *supra*), cette dernière se trouve alors présentée comme « antérieur[e] au discours » (*ibid.*). Cette représentation d'un savoir « prédiscursif » portée par les énoncés définitoires produit un effet d'« objectivité » et légitime ce qui est dit à travers cette définition pourtant « subjective » (*op.cit.* : 153-154), ainsi que celui qui énonce une telle définition. En effet, un énoncé définitoire produit une « typisation » qui « fixe en quelque sorte un sens préconstruit et collectif dans une forme cognitivement et discursivement légitime » (*op.cit.* : 154).

Les pratiques de définition peuvent ainsi rentrer dans le cadre de résistances discursives en proposant de nouvelles dicibilités ou en les légitimant. Par exemple, pour Luca Greco (2016 : 140), « [l]es pratiques de catégorisation et de définition » dans le cadre de son corpus d'interactions au sein de la communauté LGBTQ sont « des ressources pour l'action et constituent l'argumentation politique même ». Puisque les énoncés définitoires « ordinaires » constituent des prises de position argumentatives dans les espaces discursifs traversés par des rapports de pouvoir, ils se trouvent de façon récurrente à l'origine des confrontations comme celle que j'appelle ici un conflit « conceptuel ». Ces conflits sont, selon mon hypothèse, des moments critiques où l'état du discours social, défini à travers les règles d'acceptabilité discursive, est questionné par les membres de la communauté discursive. C'est notamment pour cette raison que les définitions constituent à la fois

des sources de conflits et des armes de combat : leur dynamique correspond à celle de la transformation des règles du dicible, alors que les définitions formées dans le discours peuvent aussi servir à accélérer et à légitimer cette transformation. Par exemple, la définition du mot « mariage » est remise en question jusqu'à provoquer des confrontations métadiscursives au moment où différents pays légalisent le mariage entre les personnes du même sexe (Schiappa 2012 et Labatut 2018 pour les États-Unis, Doury et Micheli 2016 pour la France) en agissant sur la norme socio-discursive. Cette évolution sociale et juridique entraîne une transformation du dicible vécue par certain-e-s locuteurs et locutrices comme une « rupture définitionnelle » dont le résultat est une « inadéquation entre ce que pourrait être en langue le référent d'un mot et l'usage qui en est fait en discours » (Labatut 2018 : 69). La perception de cette inadéquation par les locuteurs et locutrices provoque des conflits de discours où les définitions concurrentes construisent des points de vue incompatibles (*ibid.*).

Concernant mon corpus, j'ai été ainsi fréquemment amenée à travailler sur les conflits de définitions, à savoir une « [mise] en scène dans [les] discours [d']une opposition frontale entre deux définitions incompatibles » (Doury et Micheli 2016 : 123). Doury et Micheli identifient la source des conflits de définition dans « une incertitude, un flou, un déficit de savoir sur le X [l'objet de définition] » ou encore dans l'existence de plusieurs définitions concurrentes (*ibid.*). En effet, « tant qu'un mot fait consensus, que sa définition lexicale et/ou juridique donne le sentiment qu'elle coïncide avec l'état du monde auquel il renvoie, nul ne se sent tenu d'en rappeler, discuter, éventuellement remodeler la définition » (*ibid.*). En me basant sur la réflexion qui précède, j'y ajoute une autre condition susceptible de provoquer une confrontation de plusieurs définitions : la rencontre des discours bénéficiant de degrés différents d'acceptabilité. Je n'entends donc pas ici la concurrence comme une rivalité de deux ou plusieurs discours ayant le même statut dans la communauté concernée, mais comme une rencontre de discours qui peuvent être dicibles à des degrés différents.

5.1.1.3 Personnages et motifs

Issue de la narratologie, la catégorie de « personnage » a depuis longtemps intégré le champ de l'analyse des discours politiques et médiatiques. Selon Marc Lits (2019 : 141), le personnage est un « marqueur typologique » du récit auquel il donne corps, qu'il rend reconnaissable et intelligible. Le plus souvent, les personnages médiatiques sont donc analysés là où une narration s'installe, comme c'est le cas des récits sportifs, par exemple, qui nécessitent généralement la présence d'un héros ou d'une héroïne qui incarne le chemin vers la victoire :

Dans le sport comme dans tous les domaines, les médias produisent des récits, et plus précisément des mises en intrigues d'actions réelles impliquant l'intervention d'acteurs réels représentés sous la forme de personnages, quelquefois construits comme des figures. Qu'ils soient ouverts ou clôturés, ponctuels ou itératifs, ces récits sont fondamentalement organisés autour de mises en intrigue dominées par une fin ultime, la victoire, et à travers les péripéties plus ou moins dramatisées auxquelles cette quête à l'issue incertaine donne lieu. (Boure 2009 : 3)

Notons la distinction qui est faite entre « acteurs », « personnages » et « figures » pour introduire une différence entre la personne physique, le personnage comme construction discursive et la figure comme un faisceau de traits stéréotypiques s'inscrivant dans des modèles culturels collectivement partagés (*op.cit.* : 6) :

Il s'agit d'abord ici de ne pas confondre personnage et personnalité fortement médiatisée, mais bien de désigner par « personnage » tout protagoniste du récit tel qu'il est médiatiquement construit, caractérisé et mis en jeu ; qu'il soit politique, professionnel, expert, témoin, simple citoyen ou autre porte-parole. (Devresse 2011 : 74)

Le choix des personnages, en l'occurrence des citoyen-ne-s du monde, m'intéresse ici en tant que point névralgique des représentations de la citoyenneté. Les personnages comme construits discursifs sont en effet culturellement et idéologiquement déterminés, comme le souligne Philippe Hamon (1972 : 94), qui propose un modèle d'« étude sémiologique du personnage » : « l'étude du héros fait certainement partie de ce que l'on pourrait appeler le domaine d'une socio-stylistique du personnage, domaine fortement tributaire des contraintes idéologiques et des filtres culturels ». Le personnage est entendu dans mon travail d'abord comme construction discursive réalisée par le journaliste, avec ou sans prototype dans la vie réelle. Ce personnage est aussi une réalisation individuelle d'une représentation, collectivement partagée, culturellement et idéologiquement déterminée, d'un positionnement discursif.

Les personnages des discours médiatiques sont également appréhendés comme les indices de « ce que les médias font au social », notamment à travers les choix que j'ai mentionnés ci-dessus :

On l'aura compris, ces « personnages » n'équivalent donc pas aux personnes réelles, « de chair et d'os » dirait Ph. Hamon, auxquelles ils renvoient, mais plutôt aux personnages tels qu'ils apparaissent à l'écran, tels qu'ils sont constitués dans et par le média. Or ces personnages sont, pour le public, à la fois le support d'un « effet de réel » important et des « lieux par excellence d'investissement » psychologique et social, au travers des affects, des croyances et des valeurs qu'ils mettent en jeu (Glaudes et Reuter, 1998, pp. 4-16)^[106]. Cette double propriété fait alors des personnages les lieux de construction des dimensions axiologiques de notre perception du monde (Lits, 1996, p. 58)^[107].

C'est précisément, me semble-t-il, l'intérêt de l'usage de la notion de personnage pour l'analyse des médias, à plus forte raison si cette dernière s'intéresse à ce que les médias font au social, ou pour mieux le dire aux

¹⁰⁶ GLAUDES Pierre et REUTER Yves, 1998, *Le personnage*, Paris, PUF.

¹⁰⁷ LITS Marc, 1996, *Récit, médias et société*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant.

mécanismes de construction sociale du sens à l'intersection du récit médiatique et de sa « réception ». (Devresse 2011 : 74)

Je me suis donc proposée d'étudier les images médiatiques des citoyen-ne-s du monde présentes dans le corpus en me penchant sur la façon dont elles et ils agissent en tant qu'« acteurs sociaux » (van Leeuwen 1996). Ce cadre conceptuel est proposé par van Leeuwen, l'une des figures centrales des CDS, pour contribuer à répondre à la question guidant l'ensemble de ses recherches : « [...] how are social practices transformed into discourses about social practices [?] » (*op.cit.* : 35). Mis à l'épreuve d'un corpus de discours anglophone, ce cadre se veut « pan-sémiotique », c'est-à-dire fournissant un modèle d'analyse qui peut être ajusté selon les spécificités de la langue des locuteurs et locutrices (*op.cit.* : 34). Pour cette raison, van Leeuwen cherche à proposer des catégories discursives dont les « réalisations linguistiques et rhétoriques » (*ibid.*) peuvent varier d'une langue à l'autre, mais dont l'analyse est primordiale pour identifier les modes de représentations d'acteurs, individus ou groupes, dans un discours. La typologie des procédés de représentations d'acteurs sociaux est vaste, de ce fait les procédés spécifiques auxquels j'aurai affaire dans mon corpus seront définis directement dans les chapitres de présentation des résultats. Précisons tout de même que les procédés recensés par van Leeuwen se réfèrent tous à la catégorie d'*agency*. Le chercheur précise que l'agentivité est pour lui un concept avant tout sociologique (*op.cit.* : 32) ; par conséquent, sa signification ne se limite pas à l'agentivité au sens sémantique (le rôle d'agent), mais est susceptible d'embrasser d'autres cas de figure où les acteurs endossent un rôle d'agissant (et non pas de subissant une action extérieure). En effet, le cadre conceptuel de van Leeuwen permet avant tout de comprendre quels acteurs sont représentés en discours comme ayant un pouvoir d'agir et lesquels, au contraire, sont représentés comme des « patients » soumis à des activités extérieures, voire partiellement ou complètement exclus de la surface discursive.

Une partie de cette réflexion se conjugue dans mon cas avec une analyse impliquant la notion de « motif », qui permet de prendre en compte de nombreuses structures récurrentes, relativement stables du point de vue lexico-syntaxique et utilisées pour faire reconnaître les personnages citoyen-ne-s du monde abordés en tant qu'acteurs sociaux. La linguistique doit, là encore, la notion de « motif » à la narratologie, à laquelle elle vient des études musicologiques. En musicologie, le motif est une « unité mélodique minimale qui possède une signification expressive déterminée et qui se reconnaît à son apparition »¹⁰⁸ (Chalygina 2012 : 250). Dans les études narratives, le motif est une « unité narrative de base et l'élément d'une réalité extra-littéraire dont il convient de rendre compte en termes anthropologiques et ethnographiques » (Roussin 2010 : 62).

¹⁰⁸ « Мотив в музыке – наименьшая часть мелодии, которая имеет определенное выразительное значение и которую можно узнать при ее появлении ».

Aleksandr Vesselovski, auteur de *Poétique historique* (1989 [1940]), cherche à expliquer les raisons anthropologiques de l'existence des motifs : « par motif, j'entends une formule qui, à l'aube des sociétés, répondait aux questions que la nature posait à l'homme partout, ou bien qui fixait les impressions les plus vives de la réalité, celles qui semblaient importantes et susceptibles de se reproduire »¹⁰⁹ (cité dans Chalygina 2012 : 250-251). Les motifs, selon Vesselovski, sont des unités stables, insécables et tirent cette stabilité de leur longévité, qui a permis leur reproduction jusqu'au figement. La narration – par exemple un conte – est ainsi un système clos composé de nombreux motifs. Les personnages deviennent « reconnaissables » par les lecteurs et lectrices à travers les motifs qui leur sont régulièrement associés (Neri 2012 : 54).

L'unité, l'insécabilité et la stabilité universelle des motifs est remise en question par Vladimir Propp (Propp et Meletinski 1970 [1928]). À la variabilité qui caractérise selon lui les « motifs », il oppose la stabilité de la « fonction », capable de jouer le rôle d'invariant. Chacune des trente-et-une fonctions identifiées comme composante potentielle d'un conte magique est un « maillon élémentaire du déroulement de toute intrigue » (Adam 1985 : 22), une « action segmentée en actes primaires » (Neri 2012 : 56). Leur enchaînement constitue la carcasse du conte, sa « morphologie ». Les personnages sont expressément placés hors du focus de Propp. Il est cependant « difficile [...] d'exclure les personnages de l'examen [...] » des fonctions (Adam 1985 : 23). S'ils ne représentent pas une unité d'analyse, ils sont inséparables des fonctions dont ils tirent leur raison d'être narrative.

Intégrée par la linguistique, la notion de « motif » investit le champ de la sémantique. En reprenant les questions que se posaient à l'époque les spécialistes du folklore, François Rastier (1995 : 231) définit les « motifs » par contraste avec les « thèmes », qui ne se situent pas à la même échelle catégorielle : le motif est un « syntagme narratif stéréotypé », alors que le thème est une « unité du palier inférieur, non nécessairement stéréotypée, et qui se trouve dans toutes sortes de textes ». On retrouve dans cette définition l'idée du figement des motifs exprimée par la notion de « stéréotypisation ». En revanche, l'idée que le motif soit l'« unité minimale » du récit est délaissée par Rastier au profit de la conception du motif comme « structure textuelle complexe », tel qu'il était déjà défini par Propp qui s'était opposé à Vesselovski en affirmant que « le motif n'est pas simple et [qu']il n'est pas décomposable » (Propp et Meletinski 1970 [1928] : 22-23). Des travaux plus récents en linguistique de corpus se sont également appropriés la notion de « motif » qui, étant

¹⁰⁹ « Под мотивом я разумею формулу, отвечающую на первых порах общественности на вопросы, которые природа всюду ставила человеку, либо закрепляющую особенно яркие, казавшиеся важными или повторяющимися впечатления действительности ».

dotée d'une certaine stabilité, peut être modélisée et se prête donc à une recherche automatique. Le motif est alors défini comme une séquence

présentant une régularité d'ordre lexical (un même paradigme lexical est employé dans le patron – par exemple, les lexèmes relatifs au corps), et/ou fonctionnel : un motif possède une fonction sémantique, pragmatique, rhétorique discernable, voire une fonction d'organisation des plans textuels. (Legallois *et al.* 2016 : 103)

Dans mon approche des motifs, ceux-ci sont entendus comme des séquences présentant des stabilités au niveau lexical, syntaxique, sémantique et associées à un personnage qui à son tour se fait reconnaître par ces motifs. Leur analyse permet de découvrir les caractéristiques récurrentes des figures de citoyen-ne-s du monde (liées au genre, aux origines, aux professions, aux activités, etc.) à la fois en tant que composantes des représentations de la citoyenneté mondiale et en tant qu'indices de limitation des discours cosmopolitiques, dans la mesure où le motif, stable et récurrent, peut être un vecteur des déterminations du discours par l'interdiscours.

5.1.2 Représentations : marquage et statut

Après avoir identifié les représentations de la citoyenneté disponibles sur le terrain, grâce aux catégories définies *supra*, je procède à l'analyse du statut de ces représentations en prenant en compte leur degré de marquage. Le processus de marquage est la mise en saillance d'un élément, ce qui correspond en même temps à l'effacement de la spécificité des éléments non marqués. Dans la section 2.2.4, j'ai rappelé l'histoire de la catégorie et j'ai précisé ses applications discursives, notamment au sein de l'ADC. Afin de montrer ici en quoi le marquage constitue une trace de limitation discursive, il faut souligner son rôle dans les processus de normalisation. En effet, le marquage matérialise le rapport des locuteurs et locutrices d'une communauté à la norme, plus précisément la façon dont certaines catégories leur apparaissent, au sein de la dynamique sociale, comme plus ou moins éloignées de cette norme. Zerubavel (2018 : 32) explique :

At least in formally egalitarian social systems, the more dominant a group, the more its identity tends to remain unmarked and thereby assumed by default and taken for granted. [...] As we shall see, semiotic asymmetry is often a product of the differential distribution of power between marked and unmarked groups. While marked identities carry greater semiotic weight, it is nevertheless the unmarked ones that tend to carry greater political weight.

L'analyse du marquage constitue ainsi une entrée dans l'étude de la construction d'un espace du normatif et du marginal, de l'ordinaire et de l'hors du commun dans le discours. Les sections à venir préciseront les observables retenus pour étudier le type de marquage des représentations de la citoyenneté dans mon corpus.

5.1.2.1 Marquage comme trace de la compétence topique des locuteurs et locutrices

Rappelons la définition de la notion de culture discursive telle que formulée dans la publication la plus récente en date de von Münchow :

La notion de culture discursive recouvre les manifestations/constructions discursives des représentations sociales circulant dans une communauté donnée sur les objets sociaux, d'une part, et sur les discours à tenir sur ces objets sociaux, d'autre part. Autrement dit, une culture discursive se définit par ce qu'on peut/doit/ne peut pas/ne doit pas penser, d'une part, et dire, d'autre part, d'un objet social donné. Et une "communauté discursive" réunit les membres qui "partagent" ces règles, ce qui veut dire non pas qu'ils y adhèrent ou les suivent nécessairement, mais qu'ils les connaissent (plus ou moins) et que cette connaissance laisse des traces dans leurs productions verbales. (von Münchow 2021b : 17)

Cette définition a déjà fait l'objet d'un premier commentaire dans le chapitre II (voir la section 2.1.3). Prêtons attention à la dernière phrase du paragraphe, qui n'a pas encore été commentée et qui définit la « communauté discursive », en corrélation directe avec la « culture discursive » dont la communauté est porteuse. Celle-ci est composée de représentations hiérarchisées selon leur niveau de dicibilité. Cette hiérarchie implique la présence de « règles » qui sont connues des locuteurs et locutrices en vertu de leur socialisation. Von Münchow souligne qu'il existe une certaine marge de manœuvre que possèdent ces dernier-e-s : non pas totalement subjugué-e-s par les règles en vertu d'un consentement idéologique, mais plus ou moins conscient-e-s de leur existence et des conséquences sociales de leur respect et non-respect. Cela n'invalide pas la conception du sujet en ADF comme étant moins autonome qu'il ne le croit¹¹⁰, mais permet au contraire d'avoir une vision équilibrée de la norme discursive qui contraint les pratiques, qu'elles soient (plus ou moins) consciemment adaptées à ces normes ou pas.

Cette « connaissance » par les locuteurs et locutrices des règles du jeu discursif a été théorisée par Sarfati sous le nom de « compétence topique ». Elle représente

une activité de synthèse perceptive et cognitive intervenant sur les normes mises en jeu au cours d'une performance sémiotique. Cette activité se déploie par anticipation et rétroaction, ajustement et stabilisation, questionnement et réévaluation des possibles normatifs afférents à la latitude expressive des sujets. (Sarfati 2008 : 98)

Les différents moyens de « déploiement » de la compétence topique (« anticipation et rétroaction, ajustement et stabilisation, questionnement et évaluation ») entrent en résonance avec ce que von Münchow appelle les « traces » de la connaissance des normes du dicible. Le point commun de

¹¹⁰ C'est ce qu'a notamment montré Maingueneau en introduisant la notion de « compétence » du sujet parlant dans *Genèses du discours* (1984). Cette définition a été présentée dans la section 2.1.3, au moment d'évoquer la conception du sujet idéologiquement contraint, tel que pensé par l'ADF.

ces deux réflexions est la reconnaissance de la matérialité de ces traces, relevant notamment de la « négoci[ation] » des cadres partagés (Sarfati 2008 : 98), qui pourraient donc se prêter à une description.

L'ADC propose une multitude d'entrées d'analyse pour les marquages forts ou faibles et qui permettent donc d'identifier le statut des représentations analysées. Par exemple, les procédés comme l'indexation, la thématization, l'inscription « dans des lieux textuels non stratégiques, en position argumentative non saillante », l'appel aux prédiscours et la présupposition témoignent d'un marquage faible des représentations dominantes (von Münchow 2021b : 81). Le marquage faible d'une représentation cette fois-ci « sensible » se manifesterait également par des procédés comme l'indexation et l'inscription « dans des lieux textuels périphériques », auxquels s'ajoutent le discours rapporté, l'archilèxe, l'euphémisation et la métaphore (la liste n'étant pas fermée), caractéristiques d'une posture de locuteur ou locutrice qui évite une prise en charge totale d'une représentation. Le marquage fort, propre à une représentation acceptable, peut, quant à lui, être exprimé par la surassertion, la rhématisation, le métadiscours, la justification argumentative, les désignations saillantes, les procédés d'intensité et l'inscription « dans des lieux discursifs stratégiques » (*ibid.*).

Les marques que j'ai prises en compte dans mon analyse relèvent d'un côté de la limitation doxale du discours qui se manifeste dans les procédés discursifs produisant des « évidences » communément partagées (section 5.1.2.2). De l'autre côté, les phénomènes d'hétérogénéité énonciative seront analysés comme des formes de marquage « fort », notamment lorsqu'il s'agit de marques dialogiques (section 5.1.2.3) donnant à voir certaines représentations comme, au contraire, n'allant pas de soi, ne pouvant être présentées comme faisant partie du sens commun¹¹¹.

5.1.2.2 Procédés de marquage faible : partage du sens (et l'impossibilité du partage)

L'analyse de ce qui apparaît comme des « évidences partagées » d'un côté, et des représentations marquées comme non-évidentes, de l'autre, s'appuie dans mon travail sur deux types de marques/procédés ayant trait à la construction phrastique : la deixis encyclopédique et la thématization/rhématisation.

¹¹¹ Les différents termes mentionnés dans ce paragraphe seront définis dans les sections correspondantes.

Deixis encyclopédique

La notion de deixis encyclopédique fait partie du cadre d'analyse des déterminations antérieures du discours proposé par Paveau (2006). Ces « prédiscours » sont définis comme « un ensemble de cadres prédiscursifs collectifs qui ont un rôle instructionnel pour la production et l'interprétation du sens en discours » (*op.cit.* : 14). La notion est basée sur une conception de la mémoire cognitivo-discursive antérieure « préorganisant » les discours. Cette mémoire est « fondamentalement dynamique car elle participe du mécanisme de production des discours » (*op.cit.* : 106), ce que paraphrase la notion de « rôle instructionnel » dans la définition. À ce titre, les prédiscours constituent une forme de contrainte exerçant leur détermination sur la production discursive. Les cadres prédiscursifs collectifs sont « manifestables en discours et linguistiquement analysables » (*op.cit.* : 126) à travers des « traces » dont la « deixis encyclopédique ». Cette dernière relève dans la typologie de Paveau des procédés manifestant le « partage de sens » entre les locuteurs et locutrices qui ont besoin d'une base sémantique permettant l'intercompréhension (*op.cit.* : 173). Cette base contribue à former une « communauté de sens » dans laquelle certains savoirs, certaines représentations acquièrent le statut de savoirs partagés provoquant « un effet d'empathie », ce qui « se manifeste dans certaines formes langagières » (*ibid.*) dont fait partie la deixis encyclopédique. Elle témoigne de la présence d'un cadre (de premier abord temporel, mais surtout idéologique) dans lequel les destinataires sont invité-e-s à inscrire leur interprétation de l'énoncé. La linguiste distingue la deixis encyclopédique « marquée » et « non-marquée ». La première (*op.cit.* : 174-175) mobilise des déictiques traditionnellement connus des théories énonciatives : « pronoms personnels, désinences verbales, possessifs, démonstratifs, adverbes de lieu et de temps » (« *notre monde actuel* est source de nombreux problèmes [...] », exemple de Paveau). À son tour, la deixis « non-marquée » (*op.cit.* : 175-177) se manifeste « indirect[ement] », dans les formes convoquant des « partages conniventiels », notamment lorsqu'il s'agit de se situer dans le temps de façon à signaler la caractéristique évoquée de l'époque comme universellement connue et partagée (« *dans un monde où le Spectacle est l'autorité symbolique la plus haute [...]* », exemple de Paveau). La deixis encyclopédique sera étudiée en tant que procédé de faible marquage des représentations de la citoyenneté disponibles dans l'espace discursif en question. Son analyse permettra notamment de rendre compte de la façon dont les discours cosmopolitiques participent à la création d'une image partagée de l'état actuel de la topique sociale.

Thématisation/rhématisation

Alors que le thème n'est pas forcément à associer à du « connu » et le rhème à du « nouveau », comme le souligne Michael Halliday¹¹², l'analyse des procédés de thématization et de rhématisation des représentations discursives m'intéresse ici dans la mesure où la possibilité ou l'impossibilité, pour une représentation, d'être thématisée et/ou rhématisée, pourrait indiquer le statut que lui accorde le locuteur ou la locutrice en fonction de ses connaissances de la culture discursive de la communauté et de ses normes du dicible. Dans un travail consacré à la thématization prosodique en français parlé, Anne Lacheret-Dujour, Sabine Ploux et Bernard Victorri notent :

Dialoguer, raconter une histoire, produire un discours, etc. relève toujours du même objectif : négocier avec son/ses interlocuteurs, les faire adhérer à un point de vue. Le locuteur met en scène et cadre les éléments de son discours afin de permettre à l'auditeur de saisir les éléments saillants (premiers plans discursifs) et secondaires (arrières plans discursifs) de sa production. Cette construction d'un espace intersubjectif conditionne les opérations de construction thématique qui font l'objet de notre propos. Puisque le langage offre cette possibilité de se faire entendre et de négocier avec l'autre, différents marqueurs linguistiques doivent porter la trace de cette quête de consensus. (Lacheret *et al.* 1998 : 89)

Sans adhérer à leur vision de la communication comme d'un processus hautement stratégique, je retiens tout de même de cette séquence l'idée de « cadrage » qui a lieu lors de l'interaction et la distinction entre « premier plan discursif » (qui relève pour moi du marquage fort) et « arrière-plan discursif » (relevant des différentes formes du marquage faible voire d'absence de celui-ci). Si le locuteur ou la locutrice n'a pas le plein pouvoir sur la configuration de ce cadrage, ce sont justement les différentes déterminations discursives qu'il serait possible de saisir à travers la façon dont certaines représentations sont mises en discours en tant que largement acceptables ou, au contraire, potentiellement dicibles mais ne pouvant encore accéder au rang des collectivement partagées.

Pour ce faire, je suivrai la proposition conceptuelle de Judith Aissen qui parle, elle aussi, de la façon de « cadrer » les informations dans un énoncé, en utilisant le terme de « structure informationnelle » [*information structure*]. Celui-ci est défini de la façon suivante : « [it] refers to the partitioning of the information conveyed in a sentence in a way that relates that information to

¹¹² Halliday avance notamment l'idée que lorsqu'une interaction s'établit, il faut « commencer quelque part » : il est alors possible que le tout premier énoncé d'un texte ne contienne que des informations nouvelles, alors qu'on pourra toujours y distinguer un thème et un rhème (Halliday et Matthiessen 2004). La distinction *given vs new* semble ainsi s'appliquer à l'ensemble du contexte qui contribue à produire un énoncé alors que la distinction « thème » vs « rhème » est intraphrastique (Helkkula-Lukkarinen 1991 : 372). Mervi Helkkula-Lukkarinen (*ibid.*) rappelle également que le thème et le rhème n'ont pas de « valeur absolue » mais se déterminent mutuellement à l'intérieur de la phrase. Il n'y a donc pas lieu d'associer systématiquement chacun d'entre eux à du « connu » ou du « nouveau », ces catégories se situant à une autre échelle.

the discourse context » (Aissen 2017 : 2). Ici, je prendrai en considération à la fois les relations intraphrastiques entre thème et rhème et leur rapport au « contexte discursif » et notamment à l'une des composantes de celui-ci, qu'Aissen appelle le « common ground ». Ce dernier inclut, d'un côté, un certain sens partagé permettant aux participant-e-s de la communication de se comprendre, et de l'autre côté les éléments introduits précédemment dans le contexte et donc présumés connus dans une situation de communication :

The common ground is the set of propositions which the discourse participants have agreed to mutually accept (Stalnaker, 2002)^[113]. These propositions can be taken for granted as the discourse moves forward, they are presupposed. The common ground also contains a set of given discourse referents, those referents that have already been introduced into the discourse, or who are known to be familiar to speaker and addressee (e.g., because they are present in the speech situation), or who can be accommodated because of their relation to other given discourse referents. (Aissen 2017 : 3)

S'agit-il de quelque chose qu'on entend comme une idée que les autres seraient capables de partager, d'avoir dans leur propre bagage expérientiel, ou alors s'agit-il d'une représentation vue comme moins largement partagée et susceptible d'être concurrencée par d'autres représentations en circulation dans la communauté ? C'est cette question que je me pose lorsqu'il s'agit d'analyser le statut des représentations discursives de la citoyenneté selon leur aptitude à être thématiques et rhématisées.

5.1.2.3 Procédés de marquage fort : ce qui « ne va pas de soi »

L'œuvre d'Authier-Revuz (1982, 1984, 2012 [1995]), en prolongement des premiers travaux en ADF sur la nature non-monolithique du discours et du sujet, consacre une conception du discours comme constitutivement hétérogène, cette hétérogénéité étant tantôt montrée, tantôt non. Cette conception s'appuie sur la « théorie de la dialogisation interne du discours » de Bakhtine, sur la définition du discours par Pêcheux comme « produit de l'interdiscours », ainsi que sur la lecture lacanienne de Freud avec son sujet « divisé » par la polyphonie inhérente du discours traversé par l'inconscient (Authier-Revuz 1984 : 100-102). La thèse de l'hétérogénéité constitutive du discours implique donc que « *constitutivement, dans le sujet, dans son discours, il y a de l'Autre* » (*op.cit.* : 102). Cette hétérogénéité, dont les sujets ne sont la plupart du temps pas conscients, est non-marquée. Dans certains cas, cependant, cette hétérogénéité inhérente au discours peut être donnée à voir, marquée par les locuteurs et locutrices : c'est ce qu'Authier-Revuz appelle l'« hétérogénéité montrée ». Le caractère marqué consiste en ce que l'altérité d'un discours inscrit dans un autre

¹¹³ STALNAKER Robert, 2002, « Common ground », *Linguistics and Philosophy* (25), pp. 701-721.

discours est signalée. L'altérité est explicite dans le cas de l'autonymie et non explicite lorsqu'il s'agit de l'usage des guillemets ou de l'italique de mise à distance, non glosés (*op.cit.* : 103), ce qui n'en fait pas moins une forme de marquage. L'hétérogénéité montrée relève de la « représentation, dans un discours, de sa constitution » (*op.cit.* : 106) et non de sa nature intrinsèquement hétérogène. Étudier la constitution d'un discours par l'altérité est fondamental pour mon approche qui vise à comprendre la configuration des espaces discursifs à travers l'analyse des contraintes. En effet, comme le souligne Orlandi (1996 [1994] : 111), qui partage la conception dialogique du discours, « l'altérité est une part constitutive du dire qui le délimite et le règle ». Analyser la présence de l'autre dans un discours ne revient donc pas à constater simplement son hétérogénéité, son épaisseur polyphonique, mais à comprendre ce qui constitue sa condition d'émergence. Autrement dit, l'altérité présente au sein du discours n'est pas à analyser comme un débordement, un trop-plein de celui-ci, mais au contraire comme son « incomplétude ».

L'hétérogénéité énonciative dans ses différentes dimensions se manifeste avec une richesse particulière sur les terrains politico-médiatiques comme le mien. Outre la réalité de l'hétérogénéité de tout discours, des raisons particulières fondent l'hétérogénéité des discours politiques et médiatiques. Dans le cas de la politique, l'hétérogénéité est inhérente à la conflictualité foncière de son espace performé comme une arène de concurrence entre des projets et les forces qui les portent. Dans le cas des discours médiatiques, l'hétérogénéité est renforcée par le fait que, dans beaucoup de cas, la ou le journaliste n'est pas la seule personne à être à l'origine du texte qu'elle ou il signe (ou pas). Le travail des journalistes s'appuie sur les informations provenant des agences de presse ou celles recueillies par des correspondant-e-s « sur le terrain » ou par eux-mêmes et elles-mêmes (les deux premières options concernent les journalistes professionnel-le-s, la troisième concerne également les acteurs non-professionnels de la sphère médiatique), ainsi que sur les discours des acteurs de la société dont ils gardent des traces plus ou moins nettes et fidèles dans leurs textes (Krieg 2000).

Dans le cadre de l'analyse du marquage des représentations de la citoyenneté, je me concentre notamment sur quelques phénomènes relevant de l'hétérogénéité montrée. Ce choix s'explique par la raison suivante : si les locuteurs et les locutrices ressentent le besoin, quelle qu'en soit la nature, de s'attarder sur ce qui, dans leur discours, relève de l'autre, c'est leur compétence topique, telle que définie dans la section 5.1.2.1 qui travaille. Cela donne à l'analyste l'occasion de saisir les enjeux de la normativité discursive en la matière, nécessairement objet de lutte. En effet, une remarque particulièrement importante faite par Authier-Revuz m'incite à travailler sur les façons dont un discours fait émerger des fragments de ses extérieurs (non pas au sein de la réalité soi-

disant extralinguistique, mais au sens des différentes non-coïncidences que les locuteurs et les locutrices représentent). Le travail sur l'hétérogénéité montrée est doublement utile : il permet de relever ce qui « ne va pas de soi » pour les locuteurs et locutrices tout en donnant accès à ce qui, de l'extérieur, « détermine automatiquement par différence un intérieur, celui du discours ; c'est-à-dire que la désignation d'un extérieur spécifique est, à travers chaque marque de distance, une opération de constitution d'identité pour le discours » (Authier-Revuz 1984 : 105). Ceci est crucial dans mon travail qui pose comme nécessité, au vu du contexte socio-politique dans lequel il se situe, de travailler sur un espace discursif conflictuel, polémique, un espace de rencontre de discours ayant des degrés de dicibilité différents :

Aussi la zone de « contact » entre extérieur(s) et intérieur que dessinent les marques de distance dans un discours est-elle profondément révélatrice de celui-ci, d'une part par les points où il choisit de poser explicitement des frontières, bords, démarcations – c'est-à-dire de quel autre il faut se défendre, à quel autre il a recours pour se constituer – d'autre part par le type de rapport à tel autre qui s'y joue [...]. (*ibid.*)

La monstration de l'altérité à l'intérieur du discours cosmopolitique est ici étudiée à travers les procédés et marques suivantes : la négation dialogique, les guillemets autonymiques et la réflexivité des locuteurs et locutrices. L'analyse de ces trois procédés et types de marques ont en commun de nous renseigner sur le rapport problématique des discours cosmopolitiques à eux-mêmes et aux extérieurs qui les délimitent et les dominent.

Négation dialogique

Ce procédé a d'abord été théorisé par Oswald Ducrot au sein de sa théorie de la polyphonie énonciative (1984). En distinguant trois types de négation (métalinguistique, polémique et descriptive), il explore leur caractère polyphonique basé sur une autre distinction, celle entre « sujet parlant », « locuteur » et « énonciateur »¹¹⁴. Ainsi, la négation polémique laisse entendre la voix d'au moins deux énonciateurs ou énonciatrices différent-e-s. L'un-e des deux (Ducrot l'appelle E2) est « l'énonciateur du refus », assimilé au locuteur ou locutrice qui prend en charge l'énoncé négatif. Or ce qu'elle ou il nie est attribué à E1, énonciateur ou énonciatrice dont la voix est mise en scène sans « être assimilé[e] à l'auteur d'aucun discours effectif » (Ducrot 1984 : 217).

L'approche de Ducrot pose cependant problème du point de vue de la théorie de l'hétérogénéité discursive proposée par Authier-Revuz sur laquelle je m'appuie ici. En effet, selon Authier-Revuz, l'usage de certaines notions relevant de l'approche énonciative conduit – consciemment ou

¹¹⁴ Ducrot (1984 : 203-204) distingue deux formes de polyphonie énonciative. La première est rendue possible par la distinction entre « sujet parlant » (être physique) et « locuteur » (être de discours). Le deuxième est celle qui résulte de la capacité du locuteur à se « dédoubler » de sorte que plusieurs énonciateurs soient entendus dans son énoncé (l'exemple classique de cette polyphonie est l'ironie).

inconsciemment – les chercheur-se-s à concevoir le sujet comme « source autonome d'un sens qu'il communique par la langue » (Authier-Revuz 1984 : 99), en cédant ainsi à ce que Pêcheux et Fuchs (1975 : 14) appellent l'« oubli n° 1 », celui de ne pas être à la source du sens exprimé. Cette conception du sujet est notamment soutenue par la vision « théâtrale » du dire adoptée dans certaines approches (Authier-Revuz 2012 [1995] : 81). Or pour Authier-Revuz (1984 : 99) « toute parole est *déterminée en dehors* de la volonté d'un sujet », ce qui rend incompatible sa théorie avec les notions de « point de vue », de « prise en charge énonciative » ou encore de « mise en scène », employées entre autres par Ducrot, car elles « participe[nt] à l'opération de sauvetage du sujet » (*ibid.*, en citant Kuentz 1972¹¹⁵). En somme, plutôt que parler d'une représentation, par un locuteur-stratège (Authier-Revuz 2012 [1995] : 81), des points de vue ou des discours autres, la linguiste parle de « l'énonciateur *dédoublé* en commentateur de son dire », conception basée sur l'idée « de la division, du clivage » du sujet (*op.cit.* : 105). Je n'adopte donc pas ici la terminologie de Ducrot, en me tournant vers une conception de la négation polémique dans la perspective proposée par Jacques Bres (1999 : § 12).

Bres parle de négation « dialogique » incluse dans un large ensemble de « marques du dialogisme » à propos desquelles Authier-Revuz (2020 : 436) remarque qu'elles « apparaissent non comme des formes renvoyant par elles-mêmes à un discours autre (telles *il dit, selon, paraît-il, officiellement, officieusement...*) mais comme des formes susceptibles, en contexte, de se charger de cette dimension d'altérité discursive ». Avant de préciser l'approche de Bres, il est nécessaire d'en rappeler la source, à savoir la théorie du discours du cercle de Bakhtine.

Tzvetan Todorov montre que Bakhtine se sent, à son époque, à l'étroit entre les études littéraires et la linguistique structuraliste venant de naître : il a besoin d'une « nouvelle science du langage », la « translinguistique » (traduction par Todorov (1981 : 8) de ce que Bakhtine nomme *metalingvistika* en russe et ce que Todorov, lui, apparente à la *pragmatique*). Cette perspective lui permet de s'intéresser à l'« énoncé » (ce que ne fait pas la linguistique de l'époque). Le « dialogisme » c'est la « dimension intertextuelle » de cet énoncé qui entre en résonance avec les dires antérieurs de sorte que l'on ne produit jamais d'énoncés totalement nouveaux et qui ne préfigureraient les énoncés futurs :

Intentionnellement ou non, chaque discours entre en dialogue avec les discours antérieurs tenus sur le même objet, ainsi qu'avec des discours à venir, dont il pressent et prévient les réactions. La voix individuelle ne peut se faire entendre qu'en s'intégrant au chœur complexe des autres voix déjà présentes (*ibid.*)

¹¹⁵ KUENTZ Pierre, 1972, « Parole/discours », *Langue française* 15, pp. 18-28.

Les énoncés ne se reproduisent pas par un sujet (contrairement aux unités de la langue tels les phonèmes ou les structures syntaxiques) mais ils sont « liés entre [eux] par des relations dialogiques » (Bakhtine 1979 : 307¹¹⁶, cité dans Todorov 1981 : 45). Cette approche permet à Bakhtine de prendre en compte l'historicité de la communication et l'épaisseur mémorielle du discours. La notion de « pluriaccentuation » des mots est révélatrice de cette attention à l'historicité des dires. En effet, le travail de Bakhtine/Volochinov (1977 [1929]) stipule que les mots sont différemment « accentués » par les locuteurs et locutrices ou les groupes. Comme l'explique Boutet (1987 : 176), il s'agit ici de la « polysémie de nature sociale par laquelle le mot est siège d'une pluralité d'« indices de valeur », d'une pluralité d'« accents contradictoires » », non seulement puisque les locuteurs et les locutrices n'emploient pas les mots de la même façon, mais surtout en raison du rapport souvent inégalitaire auquel participe le langage. Cette conception du discours résonne particulièrement bien avec l'idée que le discours est espace de lutte au sujet de concepts importants pour les communautés et autour desquels se forment, dans une dynamique de conflit, de négociation, d'ajustement, d'imposition et d'opposition, des espaces de dicible et d'indicible. En effet, comme le montrent Émilie Devriendt, Michèle Monte et Marion Sandré (2018 : 13), cette « pluriaccentuation » se manifeste « dans des activités métasémantiques » (en citant Boutet 1982 : 8)^[117] des locuteurs capables « de révéler, montrer ou démontrer les conflits qui se jouent dans la construction référentielle ».

S'inspirant de Bakhtine, Bres (2005 : 58-59) formule une critique à l'approche du discours comme polyphonique, théorisée par Ducrot, et propose de revenir au terme « dialogisme » pour penser l'hétérogénéité foncière du discours. Il rappelle d'abord que parler de « dialogisme » et « plus encore, de *dialogisation interne* » évite de perdre de vue la dimension interactionnelle, qui fonde tout discours (et qui lui paraît invisibilisée dans le terme « polyphonie »). Par ailleurs, Bres s'en tient à la conception du sujet traversé par l'interdiscours plutôt qu'étant « maître » de sa parole, orchestrant les différentes voix à l'intérieur de celle-ci. Le linguiste refuse par ailleurs la terminologie « théâtrale » qu'Authier-Revuz critique également chez Ducrot (voir *supra*). Cette conception du sujet parlant lui permet de conjuguer les propositions de Bakhtine avec la position de l'ADF mettant sur le devant de la scène la détermination du discours par l'interdiscours : « Au-delà, et en prolongement, on peut avancer que l'interdiscours est la condition du discours, que le sujet est parlé tout autant qu'il parle » (Bres 2005 : 58).

¹¹⁶ BAKHTINE Mikhaïl, 1979, *Estetika slovesnogo tvorcestva* [Esthétique de la création verbale], Moscou, Iskusstvo (rus).

¹¹⁷ BOUTET Josiane, 1982, « Matériaux pour une sémantique sociale », *Modèles linguistiques*, t. IV, fasc. 1, p. 7-37.

Les négations étudiées dans le corpus suivant la proposition de Bres sont celles qui élucident, d'un côté, le rôle du dialogue entre les cosmopolitismes et les anti-cosmopolitismes dans la formation des premières et, de l'autre côté, le statut de ces deux ensembles discursifs-idéologiques que leur interaction, leur présence de l'un *dans* l'autre laisse découvrir. Dans les cas analysés, la présence des discours autres à l'intérieur des discours cosmopolitiques n'est pas à prendre comme une forme du discours rapporté. En effet, comme l'explique Agata Jackiewicz (2016 : 13), les discours donnés à voir au sein de la négation dialogique ne sont pas à prendre comme des énoncés réellement prononcés, dont on pourrait retrouver des traces, mais comme leurs simulacres. En m'intéressant à la négation dialogique, je travaillerai notamment sur les énoncés du type : « To be cosmopolitan you don't have to be rootless or a member of the global elite » (3-3-Skovgaard-Conversation), en me demandant quelles représentations de la citoyenneté mondiale sont ainsi marquées comme « autres », comme étrangères au discours tenu par un locuteur ou une locutrice et comment cette altérité détermine ses propres dires et leur assigne une place dans l'espace du publiquement dicible.

Guillemets autonymiques

Pour introduire la notion de guillemets autonymiques, rappelons d'abord la définition d'autonymie et d'autonymisation chez Authier-Revuz. L'une des formes de réflexivité, l'autonymisation « assur[e], en tout système de signes de langue naturelle la possibilité de référer à ces signes mêmes » (Authier-Revuz 2020 : 248). De ce fait, les signes mis en discours peuvent avoir l'un des trois statuts (*op.cit.* : 248-249) : ordinaire (fonction référentielle), autonome (le signifié est le signe lui-même), avec modalisation autonymique (l'alliance des deux : à la référence du type ordinaire s'ajoute la référence au signe pris en même temps pour l'objet de l'énonciation).

Ainsi, les guillemets dits de modalisation autonymique signalent qu'un « retour » est effectué sur le mot ou l'énoncé pour « représent[er] [le] fait de dire ce mot-là » (Authier-Revuz 1998 : 380), outre le fait d'en faire un usage « ordinaire ». Cécile Narjoux (2007 : 480) reprend, pour caractériser cette activité, la métaphore de l'écrivain Julien Gracq¹¹⁸ : les mots « mis en quarantaine ». Le signe guillemeté est alors rendu visible puisque le mot apparaît soit comme appartenant à un autre registre, à un autre énonciateur, à un autre univers discursif, soit comme problématique dans son rapport au référent (Authier-Revuz 1998 : 378), ou encore puisque le mot, dans le discours même du locuteur ou de la locutrice, produit des effets d'équivoque, de calembour, etc. (*op.cit.* : 379). Le guillemet peut également véhiculer la « pleine adhésion de l'énonciateur à

¹¹⁸ GRACQ Julien, 1989, « André Breton », *Œuvres complètes I*, Paris, Gallimard, p. 502.

son dire », et cette valeur n'épuise pas non plus la liste des fonctions du guillemet, comme le souligne bien Authier-Revuz (*op.cit.* : 378).

L'autonymie n'est ici relevable « univoquement, que par le signe typographique » (Authier-Revuz 2020 : 308) et requiert, contrairement à des cas de modalisation avec des commentaires métalinguistiques, un « travail interprétatif » (Authier-Revuz 1992 : 41) au moment de la réception. L'intérêt de l'analyse de ce procédé réside pour moi dans la possibilité d'opposer les usages guillemetés des concepts clés de mon corpus aux usages sans guillemets. Un tel contraste permet notamment de voir quelles désignations des objets sociaux relatifs à la citoyenneté « vont de soi » pour les locuteurs et locutrices du corpus et lesquelles posent problème. Ce qui me permet d'adopter cette position, c'est la notion de « naturalité » employée par Authier-Revuz (1998 : 380). La linguiste définit ainsi la fonction du guillemet autonymique : « C'est un pur geste de monstration du dire et du signe dans sa matérialité, accompagnant le fait de dire X – une simple suspension de la transparence, de la naturalité, de l'effacement du signe dans l'acte usuel de nommer [...] ». Le guillemet est donc une forme de marquage par excellence de ce qui ne peut pas être dit (pour une variété de raisons différentes dont certaines ont été mentionnées *supra*) en toute simplicité, *naturellement*.

Réflexivité des locuteurs et locutrices

L'étude du rôle de l'hétérogénéité montrée dans mon corpus se prolonge par l'analyse d'une « position méta-énonciative » (Authier-Revuz 2012 [1995] : 61) des locuteurs et locutrices qui font preuve de réflexivité vis-à-vis de leur propre production discursive et de leur statut en tant que sujet parlant. Certains travaux, notamment en anthropologie linguistique, appellent « réflexivité » ce que j'ai convenu d'appeler dans ce travail « métadiscours », à savoir « la capacité et même la tendance de l'interaction verbale à présupposer, structurer, représenter et caractériser sa propre nature et son propre fonctionnement » (Lucy 1999 : 212). Cependant, je tiens ici à distinguer les deux catégories en considérant comme « métadiscours » le discours sur la langue et le discours (voir la section 5.1.1.2) et en entendant par « réflexivité » les jugements sur le positionnement et le statut de locuteur ou locutrice. Si le « métadiscours » est dans mon travail une catégorie permettant de saisir principalement la mise à distance des dires des autres (c'est donc une activité allocentrée), la réflexivité permet d'analyser les dédoublements énonciatifs autocentrés et portant sur les positionnements discursifs en lien avec le statut social des locuteurs et locutrices, leur position en tant que citoyen-ne-s, membres d'une société.

Simon Cottle soutient que le journalisme contemporain favorise une posture auto-réflexive : « what is clear, perhaps, is that journalists today working both inside and outside mainstream news outlets increasingly demonstrate journalistic self-reflexivity and this often assumes humanistic and emotional forms » (Cottle 2013 : 243). Cette posture est d'autant plus répandue que l'on note une plus grande acceptabilité de l'expression réflexive de soi de façon générale, fruit d'une « culture de confession », toujours plus répandue, selon le chercheur (*op.cit.* : 242). Bien évidemment, le discours médiatique ne favorise pas ce type de posture de la même façon dans tous les genres discursifs : la réflexivité n'a pas les mêmes chances de s'exprimer selon qu'il s'agit d'un éditorial ou d'une brève. Or mon corpus dominé par le commentaire et l'opinion se prête davantage à l'intégration de cette entrée d'analyse que s'il s'agissait d'un corpus d'articles d'information, par exemple.

Les traits de réflexivité en discours sont parfois identifiés à travers des formes linguistiques spécifiques. C'est le cas du travail de Nadine Lucas (2005), qui se propose de saisir les caractéristiques de la réflexivité telle qu'elle se présente dans les articles consacrés aux sciences naturelles, que ce soit des textes scientifiques ou des textes de vulgarisation. Ainsi, les verbes réflexifs « signalent une transition vers l'actif, la première mutation de l'objet de discours en sujet d'action (« la vague se brise ») avant que grâce aux propositions anaphoriques réflexives on ne remet[te] l'objet de discours dans la perspective initiale » (« [...] peut se retourner sur elle-même et plonger » (*op.cit.* : 131). Les figures de style, comme l'allégorie (« un certain “tube” s'est alors défini »), contribuent à rendre tangible la description d'un procès que les destinataires du texte sont invité-e-s à partager (*op.cit.* : 135).

Pour Renáta Varga (2014 : en ligne), qui s'interroge sur la réflexivité dans les discours d'étudiant-e-s portant sur leur expérience professionnelle, la réflexivité se saisit moins dans des formes linguistiques qu'au niveau de procédés discursifs dont les suivants :

1 – Positionnement énonciatif : « la réflexivité se manifeste par les positionnements énonciatifs (Vanhulle, 2005^[119]) que le sujet endosse dans le discours à travers le regard pluriel qu'il porte sur soi et sur le monde professionnel où sa pratique prend place ».

2 – Démarche cognitive, qui comprend trois étapes : « déstructuration et mise à plat de l'expérience ; compréhension et interprétation des situations et des acteurs ; articulation des liens, production de significations personnelles, (re)construction du sens ».

¹¹⁹ VANHULLE Sabine, 2005, « Ecriture réflexive et subjectivation de savoirs chez les futurs enseignants », *Nouveaux cahiers de la recherche en éducation* 8 (1), pp. 41-63.

3 – Posture du sujet par rapport à son expérience, son environnement et sa place dans ce dernier : « La place que prend le sujet par rapport aux situations évoquées et sa pratique, suppose qu'il se situe lui-même et se situe par rapport au cadre de son expérience, c'est-à-dire qu'il se perçoit différencié de l'environnement, tout en restant en lien avec cet environnement. Cela renvoie à la distance que le sujet négocie avec le dispositif dans lequel il est inséré ».

Mon premier objectif a ainsi été d'observer comment la réflexivité participe à la construction d'un positionnement cosmopolitique dans le corpus de travail pour comprendre ensuite ce qui conditionne la nécessité d'endosser une telle posture réflexive, s'agissant des déterminations et des dominations interdiscursives à l'œuvre sur le terrain.

5.1.3 Interdiscours

La présentation, dans la section 5.1.2, de quelques manières dont un « ailleurs » traverse les discours cosmopolitiques a logiquement préparé le passage à l'étude du troisième grand mécanisme de limitation discursive et de la configuration du dicible : l'interdiscours. Le travail sur l'interdiscours se heurte dans la discipline d'analyse du discours à un problème majeur : comment saisir l'insaisissable ? En effet, l'interdiscours tel que défini par Pêcheux dans les *Vérités de la Palice* est une détermination dissimulée, tant du locuteur ou de la locutrice que, a-t-on l'impression, de l'analyste, car comment, en effet, saisir le fameux « ça parle » ? :

Nous proposons d'appeler interdiscours ce « tout complexe à dominante » des formations discursives, en précisant bien qu'il est lui aussi soumis à la loi d'inégalité-contradiction-subordination dont nous avons dit qu'elle caractérisait le complexe des formations idéologiques. Nous dirons dans ces conditions que le propre de toute formation discursive est de dissimuler, dans la transparence du sens qui s'y forme, l'objectivité matérielle contradictoire de l'interdiscours, déterminant cette formation discursive comme telle, objectivité matérielle qui réside dans le fait que « ça parle » toujours « avant, ailleurs et indépendamment », c'est-à-dire sous la domination du complexe des formations idéologiques. (Pêcheux 1975 : 146-147).

Orlandi (1996 [1994] : 129), en poursuivant la tradition de l'ADF, définit l'interdiscours comme l'ensemble du dicible, « la globalité du dire qui n'acquiert sa spécificité que dans la détermination historique des différentes formations discursives », qui, elles, « représentent déjà des découpes de l'interdiscours ». Sa définition confirme la difficulté générale à laquelle fait face un-e analyste s'aventurant dans le domaine de l'interdiscours : celui-ci est inaccessible non seulement parce qu'il n'est pas matérialisable, mais aussi parce que l'on ne peut jamais l'embrasser dans sa totalité ni l'atteindre complètement, car on n'y a accès que par le biais des formations discursives (*op.cit.* : 130). Les chercheur-se-s devront dès lors se consacrer à la recherche – non pas de l'interdiscours – mais de sa présence constitutive dans l'intradiscours : « le seul observable, supportant et recevant

les effets de l'interdiscours sous forme de traces, dont celles du préconstruit » (Paveau 2008 : en ligne).

En pointant la difficulté ici formulée, Sitri oppose la notion d'« interdiscours » à celle de « mémoire discursive » qui semble bien matérialisable à travers la généalogie des dire :

Si l'on peut parler de filiation entre les notions d'« interdiscours » et de « mémoire discursive », il n'y a pas cependant superposition entre les deux. Alors que l'interdiscours est défini de façon relativement abstraite et qu'il ne semble pas envisageable de se donner les moyens de l'appréhender concrètement, la notion de « domaine de mémoire », elle, repose précisément sur la possibilité de rassembler des éléments (discours, énoncés) qui permettent de saisir la « mémoire discursive » d'un discours, ou d'un énoncé. (Sitri 1996 : § 42)

Or dire que l'interdiscours n'est pas concrètement saisissable condamne l'analyste au tiraillement formulé *supra* entre la nécessité de montrer la détermination des discours par ses antérieurs et le danger de trop « matérialiser » l'interdiscours en l'assimilant à l'intertexte et en effaçant l'idée de l'assujettissement idéologique du discours par l'interdiscours (Paveau 2008 : en ligne¹²⁰). Les analystes du discours se retrouvent donc en quête d'une conceptualisation de l'interdiscours permettant d'en dégager la force opératoire sans simplifier sa portée d'origine. Pour cela, il semble important de rappeler la distinction que fait Paveau en écho à sa critique de l'« intertextualisation » ou de la « dialogisation » de l'« interdiscours ». Elle montre en effet que

la question des données prédiscursives est traitée [dans les travaux présentés dans sa revue de littérature] comme une question posée à la matérialité du discours lui-même, le préconstruit étant repérable en discours et constructible comme observable langagier, bien qu'il ne soit pas lui-même matérialisable dans les discours. (Paveau 2006 : 74)

Notons la différence ici soulignée entre « repérable » et « matérialisable » : si l'interdiscours ne se trouve pas dans le discours sous forme de citations ni de reprises, il peut tout de même être analysé à partir des traces de la détermination qu'il exerce sur celui-ci. La question consiste dès lors à savoir ce qui peut être considéré comme de telles traces. Plusieurs travaux d'horizons divers se sont en effet concentrés sur la théorisation des moyens permettant de définir les types de traces de l'interdiscours et d'en proposer des méthodes d'analyse. Dans la section 5.1.3.1, je présenterai ceux de ces travaux qui ont constitué le fondement de mes propres choix, qui seront explicités dans la section 5.1.3.2.

¹²⁰ La critique formulée par Paveau à l'égard de certains usages contemporains de la notion d'« interdiscours » a été résumée dans la section 2.1.5.

5.1.3.1 Les analystes du discours à la recherche de l'insaisissable

La première notion qui permet aux linguistes de penser la domination du discours par son antérieur est celle de « préconstruit ». Elle vise à décrire les productions discursives comme « s'appu[yant], selon des modalités variées, sur des sens préalables et connus, et/ou des évidences acquises, partagées et incontestées » (Paveau 2017 : 20). On peut penser notamment à la définition du « préconstruit » que Henry (1975 : 97) donne dans son article sur le fonctionnement discursif de la subordonnée relative : « l'effet subjectif d'antériorité, d'implicitement admis ». Comme le souligne Paveau, la notion de préconstruit présente la même difficulté méthodologique que celle d'interdiscours, à savoir sa difficile « analysabilité » moyennant une description linguistique :

S'il est incontestable que tout discours repose sur des antérieurs, sur ce que le locuteur sait, à partir de ses propres cadres préalables, parce qu'il les reconnaît, il est plus difficile de donner de ce processus une analyse en termes linguistiques : les savoirs encyclopédiques sont propres à chacun, ne sont pas généralisables et objectivables et ne sont pas non plus marqués en langue et en discours. (*ibid.*)

L'insaisissabilité du préconstruit constitue le fil rouge de la réflexion de Paveau qui pointe le fait que le préconstruit « n'existe pas », dans la mesure où « il n'existe pas d'éléments culturels, sociaux, cognitifs ou discursifs qui seraient objectivement identifiables comme des antérieurs à un discours, et auxquels on pourrait le rattacher » (*op.cit.* : 25). Le constat de son inexistence matérielle amène les chercheur-se-s à définir le préconstruit comme un « effet de sens », à savoir un « effet d'existence préalable » qui consiste à « présenter en discours des évidences sans histoire et des vérités admises » (*op.cit.* : 26-27). C'est justement autour de la notion d'évidence et de la description de leurs réalisations discursives que se forment les propositions méthodologiques cherchant à résoudre le problème d'analysabilité des antérieurs discursifs que j'ai mis en exergue ici.

L'étude de la proposition relative (Henry 1975) et de la nominalisation (Sériot 1986) jouent le rôle de premières démonstrations de la saisie de l'effet d'évidence par une analyse des phénomènes discursifs moyennant une description linguistique. Sitri (1996), recourt, elle aussi, à ces deux entrées d'analyse afin d'étudier la construction de l'objet de discours en tant que déterminée par l'interdiscours. En accord avec l'idée de Pêcheux que l'analyse de l'« articulation d'énoncés » permet d'accéder aux « soubassements » des discours analysés, Sitri se penche sur les subordonnées relatives et les nominalisations comme traces de la détermination interdiscursive. Par exemple, le discours d'un proviseur en conseil d'administration est caractérisé comme traversé par l'interdiscours « administratif » ou « institutionnel » se manifestant à travers une subordonnée relative explicative (Sitri 1996 : § 20-21).

Rappelons maintenant certaines approches postérieures du préconstruit, non mentionnées dans l'article de Paveau (2017). Dans son travail qui théorise une approche du sens commun, Sarfati (2021) propose plusieurs typologies pour rendre compte de ce qui précède et détermine la production du sens par les sujets. Ce sens commun se construit sur plusieurs échelles. On parle d'abord de « formation sociale » définie par un ensemble d'« institutions de sens » qui composent en même temps une « topique sociale ». Si la formation sociale se situe au niveau de la praxis (« les normes et les savoirs investis dans les pratiques »), la topique sociale se situe là où la praxis est sémiotisée, où les manifestations discursives du sens commun peuvent être saisies (*op.cit.* : 68-69). Le sujet pensé par Sarfati est un sujet situé et déterminé par les antérieurs de son discours. En même temps, c'est un sujet doté d'une compétence topique (*op.cit.* : 134), c'est-à-dire que son discours se déploie dans le périmètre des normes discursives que le sujet suit consciemment ou non¹²¹. La topique en tant que préconstruction du sens joue ce double rôle que j'ai décrit dans la section 2.1.3 en parlant de la notion de compétence de sujet, qui, à mon sens, permet de résoudre le dilemme entre le sujet complètement assujéti et le sujet créateur du sens. En effet, la topique chez Sarfati ouvre le champ des possibles en même temps qu'elle le contraint et délimite : « elle définit l'horizon de progression des sujets-acteurs, en jouant le rôle d'espace symbolique de constitution de leur subjectivité, et elle détermine leur horizon d'expression » (Sarfati 2021 : 70).

Afin de mieux comprendre le processus de formation du sens commun qui régit les productions individuelles, Sarfati propose une typologie de quatre « états du discours » (2021 : 109-111) : canon, vulgate, doxa et idéologie (ils étaient trois dans la typologie de 2008, où l'idéologie n'était pas incluse dans la liste) :

1 – Canon : en tant que discours fondateur, il est autosuffisant et ne réfère à aucun autre discours. On peut penser ici à des textes religieux ayant une fonction fondatrice, ou encore à des discours instituant un courant esthétique (Sarfati 2021 : 109), tel le manifeste d'un groupe artistique.

2 – Vulgate : c'est un commentaire, un dérivé du canon qui l'explique et le diffuse. Sarfati donne ici un exemple de discours didactiques (*op.cit.* : 110).

3 – Doxa : elle résulte d'une diffusion, voire d'une migration du sens canonique qui commence à être repris, y compris en dehors de ses instances énonciatives d'origine et, de ce fait, se banalise et se naturalise (*ibid.*).

¹²¹ En ce sens, la notion de compétence topique chez Sarfati peut être comparée à celle de compétence du sujet chez Maingueneau (1984), détaillée dans la section 2.1.3 et chez von Münchow (2021b), même si elle n'utilise pas ce terme (voir la section 2.2.1) mais parle de « connaissance » que les sujets ont des règles du dicible en vigueur dans leur communauté et de l'évolution de ces règles.

4 – Idéologie : contrairement à la doxa, elle utilise la force de l'évidence pour atteindre un objectif ; Sarfati parle d'un « calcul » à la base d'un usage idéologique des discours (*op.cit.* : 111).

Parmi les quatre stades, le troisième représente un intérêt particulier pour l'analyse de la détermination interdiscursive. En effet, la doxa efface les liens avec ses « antécédents » sous forme de canon et de vulgate, en produisant ainsi les évidences lesquelles prédestinent la production discursive d'une communauté à prendre certaines formes et pas d'autres. Paveau souligne toutefois (au sujet des travaux antérieurs de Sarfati), que sa conception du sens commun prédiscursif semble « laisse[r] [...] dans l'ombre les modalités linguistiques d'inscription de l'«*a priori* doxique» ou de l'arrière-plan topique dans la matérialité langagière » (Paveau 2006 : 76). La question de « marques » ou de « traces » de l'interdiscours reste ainsi, pour la chercheuse, entière.

Face à ce défi méthodologique, Paveau elle-même propose la notion de « prédiscours », inspirée d'une perspective cognitive du discours et s'inscrivant dans la tradition de l'ADF en ce qui concerne le traitement des cadres « préalables » à la mise en discours. Le concept a fait l'objet d'un premier éclairage dans la section 5.1.2.2. À la lumière du questionnement qui nous préoccupe ici, notons que les « prédiscours » sont pensés comme organisant le discours sans y être matériellement présents :

il s'agit de données qui ne sont pas matériellement discursives, mais qui ne sont pas non plus totalement étrangères à la mise en discours. Elles proviennent de notre perception organisée du monde et de l'accumulation de nos expériences. Je parle de perception organisée pour signaler qu'elle est prédéterminée par les formes du discours. (Paveau 2006 : 117)

En revenant à la question des traces, on note que, selon Paveau, « les prédiscours ne s'inscrivent pas directement dans la matérialité discursive, mais y impriment des marques indirectes ([...] «l'appel aux prédiscours») » (*op.cit.* : 119). Enfin, la dimension individuelle-collective des cadres prédiscursifs correspond à celle que propose von Münchow dans sa conception du système de représentations. Comme montré *supra*, les représentations mentales de chaque membre d'une communauté discursive sont des appropriations singulières des représentations sociales formant une culture discursive. Le partage collectif des représentations ne signifie pas l'adhésion, mais la connaissance des matrices collectives, par rapport auxquelles se font d'éventuels ajustements dans des contextes individuels (voir Sarfati et von Münchow dans la section 5.1.2.1). De même, « les cadres prédiscursifs collectifs sont partagés collectivement et appropriés individuellement » (Paveau 2006 : 118).

Une perspective à la fois semblable et différente est adoptée en CDS et plus particulièrement dans la *Discourse-Historical Approach* (DHA). Wodak et Krzyżanowski y mobilisent la notion de

recontextualisation dont la théorisation par Krzyżanowski (2013) a déjà été présentée dans la section 1.2.1. La notion est étroitement liée à la conception de l'hétérogénéité constitutive du discours que les CDS partagent avec l'ADF :

Recontextualization as one of the salient linguistic processes governing historical change is concretely manifested in the *intertextuality* and *interdiscursivity* of texts (Wodak, Fairclough, 2010)^[122]. The intertextuality of a text is a matter of how elements of other texts (words, phrases, arguments, topics, or larger elements) are incorporated within it; the interdiscursivity of a text is the particular combination of different discourses and different genres that characterizes the text, and how the deployment of particular discourses and genres links the text to other intertextually related texts. (Wodak 2010 : 61)

Même si cette définition ne reflète pas la dimension idéologique de l'interdiscours, saisi dans le processus de recontextualisation discursive, cette dimension est bien soulignée ailleurs par Krzyżanowski :

Hence, recontextualisation is not only a process of discourses' spatio-temporal diffusion, but essentially also a process of creating horizontal discourse orderings. Therein, some discourses not only recontextualise parts of the other, but also become tools in the process of creating and sustaining the hegemony of certain discursive frames. The logic of recontextualisation hence always ends up in 'the dominance of regulative discourse. (Krzyżanowski 2016 : 314)

Ce repositionnement hiérarchique se produit à travers la « décontextualisation », l'ultime étape de la recontextualisation :

Decontextualisation is vital as it denotes the moment when discourse is ideologically re-positioned. Or, it 'regulates the new ideological positioning of the text in its process of relocation' (Bernstein, 1990: 193)¹²³ that is the overall aim of the process of recontextualisation as such. (*op.cit.* : 315)

En ce sens, la décontextualisation correspond à ce que Sarfati décrit comme une rupture du lien intertextuel entre les discours de « canon » et « vulgate » et de « doxa », cette rupture permettant la domination d'un discours par un autre. Quelles « marques », témoins de la recontextualisation, propose-t-on d'étudier ? La *Discourse-Conceptual Approach* de Krzyżanowski, inspirée à la fois de la DHA et de l'histoire conceptuelle allemande (*Begriffsgeschichte*) s'appuie sur les transferts de concepts comme traces matérielles de la recontextualisation :

Whereas BG is quite similarly interested in a parallel process of re-accommodation of concepts along the spatio-temporal lines, it rarely seems to look systematically at how those processes take place, and how concepts become attached to, or detached from, their contexts. Thus, the gradual and phased description of such processes offered by the analytical concept of recontextualization would certainly be of value in BG's conceptual-historical analyses. (Krzyżanowski 2013 : 129)

¹²² WODAK Ruth et FAIRCLOUGH Norman, 2010, « Recontextualizing European higher education policies: the cases of Austria and Romania », *Critical Discourse Studies* 7 (1), pp. 19-40.

¹²³ BERNSTEIN Basil, 1990, *Class, Codes and Control*, vol. 4, « The Structuring of Pedagogic Discourse », Londres, Routledge.

Trois types de concepts sont distingués (Krzyżanowski 2016 : 312) : les concepts de base (concepts centraux d'un discours, par exemple le concept d'« État »), les concepts-sœurs qui soutiennent le concept de base (par exemple, « citoyenneté » pour « État ») et les contre-concepts (par exemple, « barbarie » comme un contre-concept de « civilisation »). Ils constituent un champ sémantique qui peut être transféré d'un discours à un autre, en déterminant ce qui doit se dire par ce qui a été dit auparavant et dans un autre lieu social.

Notons que l'analyse des effets d'évidence dus au fait que le discours est déterminé par son antérieur et son extérieur, n'équivaut pas à l'analyse des procédés de *construction* de l'évidence, qui permettent de présenter certains faits, événements ou liens logiques comme naturels dans le but d'établir et de maintenir le pouvoir par le discours. C'est au repérage et à la déconstruction (Guilbert 2011 : 16) de ce type d'évidence que se consacre Thierry Guilbert dans les travaux sur le discours néolibéral (2007, 2011, 2016). Ce qu'il analyse, ce ne sont donc pas des traces de préconstruit, mais bien des tentatives de celles et ceux qui détiennent et propagent le discours néolibéral de présenter ses éléments, comme la nécessité d'une compétition (2011 : 88) ou le fait que le modèle social français présenterait des défaillances (*op.cit.* : 96), comme étant des préconstruits. Or il s'agit en réalité d'une position politique qui vise à se présenter comme « l'expression du bon sens et de la rationalité » (*op.cit.* : 75).

Les quelques convergences de ces différents cadres ayant pour but d'accéder aux « traces » de l'interdiscours, par définition non matériel, dans l'intradiscours, m'ont permis de formuler ma propre proposition. La section suivante précisera comment se conjuguent dans mon analyse la recherche des traces de recontextualisation et l'analyse des « effets d'évidence ».

5.1.3.2 Atteindre les déterminations interdiscursives en matière de citoyenneté

Les différents travaux présentés *supra* permettent de distinguer deux grands types de « traces » prises en compte lors de l'analyse des déterminations interdiscursives. D'un côté, les traces de domination du discours par l'interdiscours (dans les travaux cités de Pêcheux, Henry, Sitri, Krzyżanowski, Wodak). De l'autre côté, les traces producteurs d'effets d'évidence (dans les travaux de Sitri, Paveau, Sarfati). Ces deux grandes catégories sous-tendent les deux axes selon lesquels sont organisées mes analyses de la détermination interdiscursive de l'espace du dicible autour du concept de citoyenneté. Il s'agit, en effet, de comprendre quels extérieurs discursifs nourrissent la production des discours cosmopolitiques (l'axe de la recontextualisation) et

comment ces facteurs de détermination interdiscursive configurent ces discours en produisant des effets idéologiques (axe 2).

L'axe de la recontextualisation

Cet axe permet de saisir les traces de déplacements de discours d'un lieu social à un autre. Le fait d'envisager ces déplacements comme étant à l'origine des processus de hiérarchisation des discours permet de considérer le caractère idéologique de la recontextualisation : « [...] what exactly gets transformed depends on the interests, goals and values of the context into which the practice is recontextualized » (van Leeuwen et Wodak 1999 : 96). Dans ce cadre, j'observe, d'abord, la réactivation de la mémoire des mots (« citizen of the world » et « cosmopolitan », encapsulant, comme montré *supra*, la mémoire du discours philosophique grec, celle des antisémitismes, celle, aussi, de la culture du voyage des élites, fruit de la modernité). Les discours sur la citoyenneté sont foncièrement constitués par cette mémoire. Il s'agit ici de décrire, d'un côté, les procédés de cette détermination (des rappels mémoriels mais aussi des précautions oratoires, notamment des formes d'atténuation, prises par les locuteurs et locutrices face à certains de ces rappels). De l'autre côté, mon attention d'analyste porte ici sur la manière dont ces procédés configurent l'espace discursif du conflit conceptuel qui intègre des structures argumentatives résultant de la recontextualisation d'autres discours (par exemple, l'argument du danger que représente une structure supranationale comme l'UE pour la souveraineté de chaque pays, issu de la formation discursive eurosceptique, ou encore l'argument de l'effet mélioratif du voyage sur les mœurs, qui remonte aux balbutiements de la formation discursive touristique faisant advenir le voyage comme une forme de loisirs).

L'axe de la doxa

Cet axe permet de saisir la détermination idéologique des discours cosmopolitiques à travers l'analyse des évidences, de ce qui ne pose aucun problème aux locuteurs et locutrices (contrairement aux cas de marquage fort qui, justement, signale que quelque chose « ne va pas de soi », voir la section 5.1.2.3). Par « évidence », j'entends, avant tout, à la suite de von Münchow (2016 : 3), une représentation qui existe dans la communauté et qui fait partie des représentations mentales de ses membres. Elle a comme spécificité de ne bénéficier d'aucun marquage dans leurs discours, car elle est on ne peut plus consensuelle : on n'a pas besoin de le dire, pour le faire entendre, et, réciproquement, il n'y a aucun besoin que ce soit dit pour le comprendre ainsi. L'évidence, dans la typologie de von Münchow, est en effet l'une des formes du non-dit, l'autre étant « ce que le locuteur ne peut pas dire (explicitement) en même temps que ce qu'il dit par

ailleurs, sous peine de produire un énoncé incohérent » (*ibid.*). Je prendrai en compte les deux types du non-dit pour montrer comment le fait de dire toujours (ou presque) X, et jamais (ou presque) Y produit une doxa qui caractérise les discours d'inspiration cosmopolitique issue de la même communauté discursive mais d'acteurs et de sources bien différentes.

Cette doxa sera étudiée en tant que génératrice du discours, dans la mesure où elle impose, d'abord, une certaine représentation des acteurs sociaux (van Leeuwen 1996, voir la section 5.1.1.3). Ainsi, la figure du/de la citoyen-ne du monde, que j'aurai présentée dans le chapitre consacré aux contenus des représentations disponibles dans l'espace concerné, sera étudiée, au moment de l'analyse des interdiscours, en tant qu'un choix contraint des locuteurs et locutrices. Ce choix contraint impose notamment qu'un-e citoyen-ne du monde, un-e cosmopolite, ait une forte agentivité, dont j'étudierai les réalisations discursives. Ensuite, la notion de motif (voir la section 5.1.1.3) sera, elle aussi, remobilisée pour comprendre comment, dans le cas de mon corpus, ces derniers « signale[nt] la présence d'un interdiscours, c'est-à-dire d'un ensemble de formulations auxquelles l'énoncé se réfère implicitement ou non, sciemment ou non, qui le domine et à partir duquel il fait sens » (Mounier 2018 : § 7, qui utilise la définition de Bres 2017 [2001] : 155). Enfin, la construction de la doxa dans l'espace du dicible autour de la notion de citoyenneté sera étudiée à travers l'analyse de la construction, par les locuteurs et locutrices, d'un système conceptuel incluant les notions de citoyenneté européenne et mondiale dans leur rapport réciproque.

5.1.4 Récapitulatif des catégories d'analyse

La grille d'analyse de mon corpus de travail, explicitée tout au long de la section 5.1, est résumée dans le Tableau 2. La colonne de gauche présente les trois procédures de détermination/limitation discursive à l'œuvre dans mon corpus. Chaque procédure de limitation est saisie à travers des procédés discursifs, matérialisés eux-mêmes par des marques langagières sur lesquelles porte systématiquement la description¹²⁴. En aucun cas les procédures/catégories/marques listées ici ne sont pensées comme les seules envisageables. Chaque contexte et corpus en reste la mesure de pertinence. Le choix fait ici est en effet le résultat de la fréquentation pré-analytique du corpus ainsi que de l'analyse-pilote. Ce qui constitue cependant le grand principe de ce cadre méthodologique, c'est l'idée de penser le statut d'un discours comme pouvant être (du moins,

¹²⁴ Les catégories d'analyse qui ne sont pas définies dans le présent chapitre le seront au fur et à mesure de la présentation de l'analyse dans la deuxième partie de la thèse.

partiellement) circonscrit par l'analyse des règles du dicible le régissant, ce qui se concrétise dans cette grille par la catégorie de « mécanismes de limitation des discours » :

Tableau 2. Récapitulatif des catégories d'analyse pour le corpus de travail

Mécanismes de limitation des discours	Catégories / procédés discursifs	Entrées d'analyse
Représentations de la citoyenneté : disponibilité	Métadiscours	Énoncés définitoires, conflits de définitions, resignification, appel à l'étymologie
	Construction de personnages	Désignation, rôle sémantique, représentation d'acteurs sociaux, motifs
Représentations de la citoyenneté : marquage et statut	Formes de partage (ou non) du sens	Deixis encyclopédique, thématisation/rhématisation
	Formes d'hétérogénéité montrée	Négation dialogique, concession, guillemets autonymiques, procédés réflexifs
Interdiscours	Recontextualisation	« Formules » (entités stabilisées, sémantiquement chargées mais pas forcément polémiques), convocation de la mémoire des mots
	Doxa	Représentation d'acteurs sociaux, motifs

5.2 Corpus de référence

Cette section est consacrée à la présentation de la méthodologie d'analyse du corpus de référence. Ce dernier, ayant un rôle d'ancrage, qui permet de resituer les résultats de l'analyse du corpus de travail dans un contexte plus général dont celui-ci est issu, n'est pas abordé à l'aide de la même grille d'analyse que le corpus de travail. Il permet de prolonger la réflexion sur les résultats obtenus en s'interrogeant notamment sur l'ampleur et les causalités (discursives et sociales) des phénomènes observés dans le corpus de travail. Puisque l'accès au corpus se fait moyennant le logiciel *Sketch Engine*, j'expliquerai d'abord ses principales fonctionnalités (section 5.2.1). Je préciserai ensuite lesquelles parmi elles ont été mobilisées dans le cadre de cette mise en perspective, et dans quel but (section 5.2.2).

5.2.1 Présentation des fonctionnalités du logiciel *Sketch Engine*

Sketch Engine est un outil d'analyse textuelle qui existe depuis 2004 (Kilgarriff *et al.* 2004). Il permet aux usager-e-s de charger leurs propres corpus pour les interroger à travers le logiciel. Son rôle est également de mettre à disposition des corpus en différentes langues, prêts à être exploités. Le point commun de ces « grands » corpus est d'être composés de productions discursives issues du web.

Sketch Engine offre six fonctionnalités principales¹²⁵ :

- 1 – Word Sketch : « English collocations categorized by grammatical relations »
- 2 – Thesaurus : « synonyms and similar words for every word »
- 3 – Keywords : « terminology extraction of one-word and multi-word units »
- 4 – Word lists : « lists of English nouns, verbs, adjectives etc. organized by frequency »
- 5 – N-grammes : « frequency list of multi-word units »
- 6 – Concordance : « examples in context »

La « marque de fabrique » de *Sketch Engine* à laquelle il doit son nom s'appelle *Word Sketch*, fonction mettant à la disposition de l'analyste « un résumé d'une page sur le comportement grammatical et collocatif d'un mot » (Kilgarriff *et al.* 2014 : 9). Ce résumé inclut, selon les spécificités de chaque lexème, la présentation de ses fonctions syntaxiques les plus courantes (X en tant que sujet/prédicat/déterminant, etc. ; X au sein de divers syntagmes prépositionnels, etc.). À partir de ce résumé, on peut approfondir chaque fonction en cliquant sur les mots avec lesquels le lexème en question entretient des relations spécifiques. Par exemple, parmi les « modifieurs » du lemme « citizen » figurent « second-class », « non-eligible », « commonwealth », « concerned », « Irish », etc. En cliquant sur « second-class », par exemple, on peut accéder soit à la fonction *Concordance* et visualiser tous les contextes où l'adjectif « second-class » détermine le substantif « citizen(s) », soit à la fonction *Multi-Word Sketch*. Dans ce dernier cas, le logiciel s'intéressera au syntagme nominal « second-class citizen » formant un tout et répétera la fonction *Word Sketch* pour ce syntagme, auquel cas il sera également possible de visualiser des exemples moyennant le concordancier.

¹²⁵ *Brexit corpus*, URL : <https://www.sketchengine.eu/brexit-corpus/> (consulté le 12/02/2022).

La fonction *Thesaurus* vise une extraction des synonymes contextuels d'un lexème moyennant la comparaison des contextes permise notamment par la fonction *Word Sketch* : « This draws on the theory of distributional semantics which says, in a nutshell, that words that appear in the same context are similar in meaning »¹²⁶.

La fonction *Keywords* permet une extraction des mots typiques d'un texte, en observation singulière ou comparative, par rapport à un autre corpus ou texte. Cette fonction est notamment utilisée pour obtenir des listes de termes pour un usage dans une situation de traduction et interprétation. Le logiciel distingue entre « keywords », des mots typiques à une unité lexicale, et « terms », des expressions comprenant plusieurs unités.

Word lists est une fonction qui permet d'obtenir des listes de fréquence de mots, de formes ou de lemmes. On peut préciser la catégorie grammaticale concernée ou les caractères que doivent contenir les unités dont on cherche à connaître la fréquence dans le corpus.

N-grammes est une fonctionnalité classique de nombre de logiciels d'analyse textométrique permettant d'identifier des « séquences de n éléments consécutifs (caractères, mots, etc.) extraites dans un texte » (Née (éd.) 2017 : 109). *Sketch Engine* permet de rechercher des n-grammes d'une longueur de 2 à 6 éléments en y ajoutant des critères supplémentaires (caractères ou mots contenus par la séquence et placés dans une certaine position).

Enfin, la fonction *Concordance* permet d'afficher les contextes d'usage de l'élément recherché dans une « fenêtre » contextuelle avec un volume prédéfini et réglable. Cette fonction est compatible avec toutes les autres fonctions, c'est-à-dire que tout type de requête peut aboutir à une observation des occurrences en contexte.

5.2.2 Les grands principes d'une « mise en perspective »

Le corpus de travail a été constitué de façon à pouvoir observer le déploiement des discours cosmopolitiques articulés sur le concept de citoyenneté mondiale en situation de conflit conceptuel. Pour le corpus de référence, j'ai donc choisi de centrer mes analyses sur l'usage des concepts-clés du corpus de travail et, à partir de celui-ci, sur leur interaction, la façon dont ils font système, se trouvent mobilisés par des locuteurs et locutrices aux positionnements différents et

¹²⁶ *Thesaurus*, URL : <https://www.sketchengine.eu/guide/thesaurus-synonyms-antonyms-similar-words/#toggle-id-3> (consulté le 12.02.2022).

permettent d'interpréter les contraintes repérées à partir du corpus de travail sur un terrain plus vaste du débat public.

Il s'agit ainsi d'une analyse principalement à entrée lexicale où l'on s'intéresse d'abord aux usages des concepts « citoyen-ne-s du monde » et « cosmopolite » ainsi qu'à la place de ces désignations dans les systèmes conceptuels proposés par les instances discursives. Dans l'esprit de la *Discourse-Conceptual Analysis* de Krzyżanowski (2016, voir la section 1.3.2.4), j'identifie non seulement la présence plus ou moins importante de certaines catégories nommant des types de citoyen-ne-s mais aussi leurs rapports sémantiques respectifs en contexte : quelles catégories fonctionnent comme synonymes ou concepts-voisins, sémantiquement proches, lesquelles s'opposent les unes aux autres ? La mise en perspective s'inspire de la réflexion de Krzyżanowski sur les processus de normalisation qui ont lieu actuellement dans le discours public européen (voir la section 1.2.1). La normalisation est définie dans ses travaux comme un processus de glissement discursif qui aboutit aux reconfigurations des frontières du dicible : « [the normalisation] takes place when new norms and ideas of social order, strategically constructed in discourse, become – or are strategically assumed to become – part and parcel of mainstream or common thinking » (Krzyżanowski 2020 : 435). D'après le chercheur, la normalisation concerne notamment les discours du souverainisme nationaliste : elle consiste ainsi en une « légitimation discursive croissante du souverainisme » (*op.cit.* : 433) qui transforme les représentations des individus sur ce qui est acceptable ou marginal dans les discours sur l'identité, la nation et la citoyenneté.

Afin de mieux comprendre quels systèmes conceptuels sont mis en œuvre dans les discours auxquels le corpus donne accès, j'ai privilégié l'usage des fonctions *Word Sketch* (y compris *Multi-Word Sketch*) et *Thesaurus*. La première, comme on l'a vu, est propice à l'observation des « comportements » syntaxiques et sémantiques (types de relations et nature de leurs constituants). En comparant les *Word Sketch* de deux unités lexicales (*Multi-Word Sketch*), je précise notamment leur place réciproque dans le système conceptuel des locuteurs et locutrices. Cette fonction fait également état des cooccurrences significatives qu'on n'aurait pu découvrir à travers les listes de fréquence. La fonction *Thesaurus* est avant tout une bonne entrée en matière pour une observation quantitative de certaines cooccurrences dont la nature doit ensuite être vérifiée qualitativement, en replongeant dans le texte à travers le concordancier. *Thesaurus* a permis de travailler sur les proximités sémantiques et syntaxiques en découvrant des similarités et des attractions autrement insoupçonnables entre unités.

Cette analyse du corpus de référence n'est ni uniquement quantitative ni uniquement qualitative. Les fonctionnalités décrites *supra* permettent une entrée en matière qui débouche ensuite sur une

analyse qualitative contextualisée. En effet, je n'hésite pas à explorer les sources présentes dans le corpus d'une façon qui dépasse les seuls extraits ou occurrences retenus par le logiciel selon les requêtes initiales. La contextualisation se fait notamment en consultant les textes complets dont les extraits sont issus, ainsi que, parfois, leur environnement (le site web où les textes sont publiés, d'autres rubriques de ce site, d'autres textes auquel le texte étudié renvoie, etc.).

5.3 Pour une posture de recherche réfléchie

Au cours de son élaboration, le sujet de cette thèse a été beaucoup questionné par mon entourage, notamment non académique. Pourquoi travailler sur le cosmopolitisme ? Suis-je moi-même « citoyenne du monde » ? Il m'est arrivé plusieurs fois de provoquer, en évoquant le sujet de ma thèse, des discours enflammés sur l'élitisme du cosmopolitisme, sur l'impossibilité d'être un-e citoyen-ne du monde... autant de représentations et de déterminations discursives qui sont justement étudiées ici. Alors qu'il ne s'agit pas de mélanger la recherche et mon positionnement citoyen dans ce travail, je me dois de préciser mes choix concernant la posture de recherche adoptée ici. Pour mieux élaborer mon positionnement d'analyste face à mon terrain, j'estime nécessaire de réaliser d'abord une brève revue de perspectives critiques en AD.

5.3.1 Différentes facettes de la critique en analyse du discours

En introduisant leur recueil consacré à la dimension critique de l'AD, Frédéric Pugnière-Saavedra, Frédérique Sitri et Marie Veniard (2012) rappellent les origines « engagées » de l'AD. La mise en place de la discipline se réalise en effet dans une conjoncture politique particulière qui conditionne la mise en place, par Pêcheux et ses collègues, d'un cadre théorique marxiste « disqualifi[ant] toute sémantique qui se prétendrait détachée de la lutte des classes » (Maingueneau 2014 : 55-56). La volonté d'appréhender l'activité langagière comme constitutive des rapports sociaux a déterminé le fait que l'AD « s'est engagée dès ses débuts dans un dialogue avec la société, position qu'elle partage avec d'autres disciplines des sciences du langage comme la sociolinguistique^[127], l'ethnographie de la communication ou l'ethnométhodologie » (Pugnière-Saavedra, Sitri et Veniard 2012 : 7). Les objectifs de l'AD dépassent ainsi, le plus souvent, la seule description-interprétation. J'y vois plusieurs raisons.

¹²⁷ En parlant de la critique en sociolinguistique, je pense surtout aux travaux qui théorisent la sociolinguistique critique (Heller 2002, Boutet et Heller 2007). Parmi les parutions plus récentes, on notera deux ouvrages à visée à la fois théorique et didactique : en langue anglaise, *Critical Sociolinguistic Research Methods* (Heller, Pietikäinen et Pujolar 2018) et, en français, l'ouvrage collectif *Le langage, une pratique sociale* (Canut et al. 2018).

C'est, d'abord, le choix des corpus de travail qui motive la visée critique de l'AD (Maingueneau 2014 : 57-58). D'un côté, l'analyste du discours est souvent attiré-e par des corpus de discours qui font société : les discours politiques, médiatiques, institutionnels, etc. En même temps, rien n'est exclu de la liste des corpus possibles : Maingueneau (*ibid.*) parle de la « désacralisation » de certains textes opérée par les choix des analystes du discours qui accordent une importance égale à des textes socialement prestigieux (littéraires, religieux) et à ceux qui ne le sont pas (« des graffitis, des conversations, des romans pornographiques, des tracts publicitaires ou des textes administratifs »). Deuxièmement, l'argument du « tout critique » de l'AD est motivé par la façon dont les chercheur-se-s conçoivent le discours, le langage, le sujet en « contest[ant] un certain nombre de convictions enracinées dans l'idéologie spontanée des locuteurs : que le discours reflète une réalité déjà là, que le langage est un instrument qui permet d'« exprimer » la pensée de Sujets, que le sens est enfermé dans les énoncés, etc. » (Maingueneau 2014 : 58). Troisièmement, selon Alain Rabatel (2017 : 165), travailler sur les activités langagières c'est travailler sur la subjectivité inhérente à celles-ci, qui peut avoir des effets sur certains membres de la société. Notons cependant que toute analyse du discours ne se considère tout de même pas (du moins explicitement) comme étant critique, et qu'à l'intérieur des approches critiques les points de vue présentent une grande diversité. Dans ce qui suit, je me pencherai sur certains d'entre eux.

La première approche est théorisée par Guilbert, qui s'appuie sur la définition weberienne du rôle de la science. Ce rôle consiste à comprendre et expliquer le sens des objets et des positionnements dans la société. Pour Guilbert, l'objectif d'une AD « critique et interprétative » doit être de « rechercher la “signification” des choix et des positionnements adoptés par une collectivité donnée » (2012 : 386) tout en travaillant sur des objets concrets faisant partie de la vie sociale dont le discours. Sa perspective critique vise les idéologies véhiculées dans le discours : le chercheur propose à cet égard des critères permettant de révéler les discours constituants (les doxas). Les idéologies discursives agissent, pour lui, par le biais de « fausses évidences ». Celles-ci doivent donc faire l'objet d'une description car pouvant « impose[r] une certaine vision du monde à l'ensemble de la collectivité », notamment à travers les médias (*op.cit.* : 389).

Rabatel prône à son tour une vision de la critique que l'on pourrait définir comme une approche réflexive et « raisonnée » aussi bien de l'objet d'étude que du travail scientifique lui-même. En effet, l'engagement critique du ou de la chercheur-se commence au moment du choix de son sujet et se poursuit par ses choix méthodologiques et plus concrètement par le choix des entrées d'analyse. Il s'agit alors d'être conscient-e du fait qu'« un autre chercheur pourrait procéder à des analyses différentes, à partir d'une autre sélection d'items, voire à partir de la même configuration,

analysée avec d'autres critères » (2017 : 168). Cette attitude critique d'ordre épistémologique ne semble en rien spécifique à l'analyse du discours mais s'étend à toute autre discipline qui se donne les moyens de maintenir le caractère scientifique de sa production. La critique proposée par Rabatel ne se limite pas à une attitude épistémologique mais possède également un versant « éthique » :

Ce qui est fondamental à mes yeux, c'est donc cette mise en relation de questionnements linguistiques portant sur des pratiques discursives avec la prise en compte des effets sociaux qui en découlent, à la lumière d'un questionnement éthique de nature politique. (*ibid.*)

Afin de ne pas rentrer en contradiction avec les principes de rigueur scientifique, une telle forme de critique requiert une grande vigilance de la part de l'analyste.

Sa version la plus poussée est probablement celle des chercheur-se-s en *Critical Discourse Studies*. Inspirée, entre autres, par la *Critical Linguistics* anglaise des années 1970, cette approche a beaucoup évolué, notamment en ce qui concerne ses finalités scientifiques et critiques. Au départ, la *Critical Linguistics* entend par « critiquer » le fait de « prendre en compte la valeur sociale de l'objet examiné » (Fowler 1991¹²⁸, cité dans Petitcherc 2012 : 68). Avec l'arrivée, dans les années 1990, des chercheur-se-s aujourd'hui figures de proue des CDS (Norman Fairclough, Teun van Dijk, Theo van Leeuwen, Ruth Wodak), la dimension critique se double d'un devoir d'action dans la société. En partant du constat que les discours idéologiques opèrent « une déformation systématique de la réalité au service des intérêts de classe » (Petitcherc 2012 : 69), les chercheur-se-s en CDS se chargent de pointer du doigt les usages du langage dédiés à créer « des biais intentionnels dans les représentations (notamment en ce qui concerne la couverture médiatique) » (Reisigl & Wodak 2016 : 56). Les références, ou les modèles qui servent pour appuyer la critique des CDS sont réunis sous le label de « principes éthiques » : « normes démocratiques, droits humains, principe d'empathie avec des groupes de personnes socialement défavorisées, ainsi que les critères de l'argumentation rationnelle » (*ibid.*). La particularité des CDS consiste à inciter les chercheur-se-s à mener leurs analyses non seulement pour avancer la réflexion scientifique, mais aussi pour comprendre le fonctionnement discursif de la violation de ces principes éthiques et de proposer des solutions aux problèmes sociaux auxquels font face les communautés (van Dijk 1990 : 10, dans l'introduction au premier numéro de la revue *Discourse & Society*).

Cette attitude peut être illustrée à partir d'une recherche de van Leeuwen et Wodak (1999) sur le discours des autorités autrichiennes dans les notices de refus de demande de regroupement familial

¹²⁸ FOWLER Roger, 1991, *Language in the News : Discourse and Ideology in the Press*, Londres, Routledge.

envoyées aux demandeur-se-s. Après l'analyse de ce corpus avec ses étudiant-e-s, Wodak a adressé une lettre au ministre de l'Intérieur autrichien en lui présentant ses résultats qui témoignaient de la présence dans lesdites notices de traces de discours racistes et chauvinistes (van Leeuwen & Wodak 1999 : 114). Ces résultats ont été rejetés par le ministre qui, par la même occasion, a remis en question leur validité scientifique. Or il s'est avéré plus tard, suite à une investigation journalistique, que le signataire de la plupart des notices « appartenait à un parti d'extrême droite et avait rédigé un recueil de poèmes antisémites » (*op.cit.* : 114-115). La position « hyper-engagée » des CDS est souvent critiquée ailleurs, notamment depuis les positions de l'ADF (voir Wagener 2019).

5.3.2 Quel positionnement critique pour ce travail ?

Après le tour d'horizon des considérations portant sur la posture du ou de la chercheur-se et la vocation critique de l'AD, fait dans la section précédente, je tenterai d'exposer les éléments de ma propre approche critique dans ce travail. En travaillant sur le concept de citoyenneté et, *a fortiori*, sur les discours cosmopolitiques, je suis consciente de toucher à une matière sensible. Pour beaucoup, il s'agit d'un discours qui ne fait pas sens, voire d'un discours dangereux, signalant une volonté de mondialisation inconditionnelle, d'impérialisme sous forme d'un gouvernement mondial ou encore d'effacement définitif des frontières et des particularités culturelles, linguistiques, etc.

Pour d'autres encore, le cosmopolitisme apparaît comme un paradis multiculturel auquel chacun-e peut accéder à condition de voyager pendant les vacances, d'avoir des ami-e-s étranger-e-s et d'apprécier de manger chinois le lundi, mexicain le jeudi et italien le dimanche. Ma position critique d'analyste ne consiste ni à soutenir ni à dénoncer l'une de ces visions, ou d'autres éventuelles conceptions du cosmopolitisme. En entendant par critique non pas une dénonciation, mais une attention scientifique aux discours qui forment les sociétés, je propose de saisir les discours cosmopolitiques précisément là où ils font l'objet d'un désaccord. C'est pour cela que le travail sur une mise en débat du concept de citoyenneté me paraît particulièrement important, notamment pour, comme le suggère Rabatel (2017 : 169), « participer à des approches plus respectueuses de la complexité des choses et des êtres et plus attentives aux formats de discussion et de coopération ».

La construction d'une posture critique en recherche n'a rien d'évident. Au-delà des différentes définitions de la « critique » mentionnées ici, la question se pose de savoir comment assumer une

telle posture « de façon à ce que nos positions citoyennes ne puissent pas être confondues avec notre position scientifique » (Vincent 2012 : 92). Il serait, à mon avis, vain de prétendre pouvoir/devoir écarter complètement la première position pour que la deuxième puisse être valide. Le choix des sujets et corpus, les questions de recherche posées par les chercheur-se-s relèvent à la fois de nécessités et curiosités scientifiques et d'interrogations plus citoyennes. Ce qui permet de maintenir la distinction entre une opinion citoyenne et un résultat scientifique c'est l'ancrage théorique et méthodologique rigoureux et transparent, l'objectivité au niveau de la description et le fondement de l'interprétation. L'objectivité n'est pas à prendre comme un regard stérile sur les données – personne ne peut prétendre en posséder un. Nous pouvons en revanche nous imposer des contraintes permettant de détacher l'analyse d'un jugement. Si aucun intérêt particulier n'est censé guider ni orienter l'analyse, « l'objectivité ne nous contraint ni au silence ni au travestissement de nos résultats » (*ibid.*).

Ma propre approche critique allant dans ce sens consiste, en m'interrogeant sur le statut des discours cosmopolitiques, à questionner en même temps leur capacité ou leur incapacité, selon ce que les analyses offriront comme résultat, à se constituer en un contre-discours face aux propositions politiques basées sur le souverainisme populiste. Cette question dépasse le seul intérêt linguistique en analyse du discours. C'est pour cela qu'elle n'est pas désignée en tant que question de recherche, mais fonde l'orientation critique de ce travail. En concevant que le statut d'un discours évolue constamment, au point que des choses complètement indicibles se trouvent parfois, quelques décennies voire quelques années plus tard, parfaitement acceptables (l'inverse est tout à fait possible aussi), je m'intéresse ainsi aux éventuelles causalités pouvant expliquer, du point de vue discursif et social, le statut actuel des discours d'inspiration cosmopolitiques, tel qu'il aura été identifié moyennant une analyse linguistico-discursive. Cela concerne notamment, dans ce travail, la question de l'« élitisme » des discours cosmopolitiques, qui leur est souvent reproché en raison de l'idée que « le cosmopolitisme est le privilège d'une élite, et qu'en débattre est également un privilège » (Appadurai 2013 : 247). Si la catégorie d'« élitisme » n'est pas une catégorie scientifique, cela n'empêche pas et, au contraire, invite à s'interroger sur ce qui fait, linguistiquement et discursivement, qu'une telle représentation du discours cosmopolitique soit diffusée et sur ce que cela fait au statut de ces discours, à leur acceptabilité. Cela concerne notamment diverses formes de communautés que produisent dans leur discours certain-e-s de celles et ceux qui se déclarent cosmopolites, et la façon d'y inclure ou non différents acteurs de la société. En résumant la démarche critique que j'adopte ici, on peut dire qu'elle consiste à aborder un objet d'analyse discursive comme un fragment de la société. Les questions qui guident la

recherche sont donc, d'abord, celles qui permettent d'avancer la réflexion disciplinaire, mais aussi celles qui, autant que possible, interrogent le fonctionnement social de l'objet pris comme objet de recherche. La critique n'est donc pas synonyme de « dévoilement » ni, *a fortiori*, de « jugement », mais plutôt d'« interrogation » ou d'« attention » qui peut dépasser les frontières de la discipline.

5.4 Bilan du chapitre V

Ce chapitre a permis de présenter le cadre méthodologique de la recherche. Ce cadre s'inspire, avant tout, de la conception du discours et du sujet contraint, dans la tradition de l'ADF. Afin de proposer une approche cohérente qui permette de travailler sur le statut des discours en confrontation, j'ai également emprunté à l'ADC l'idée que les représentations et, par extension, les discours dont elles font partie et à leur tour les construisent, constituent des hiérarchies au sein de la sphère discursive d'une communauté qui se dote de ses propres règles de ce qui est dicible ou non.

J'ai proposé d'appréhender le statut des discours cosmopolitiques sur mon terrain en prenant en considération trois facteurs de limitation discursive : la disponibilité des représentations, leur statut et la détermination du discours par l'interdiscours. Ainsi, je conçois les représentations d'objets sociaux non pas comme des « attitudes » que l'on adopte (ou pas) en tant que membre d'une communauté discursive et qui sont toutes disponibles de façon égale et à tout moment. Au contraire, il s'agit pour moi d'un faisceau de sens socialement construits, dont la disponibilité et l'acceptabilité varient selon la topique sociale en vigueur. Il me semble que le statut d'un discours dépend de l'accès qu'on a à certaines représentations (mais pas à d'autres, inexistantes dans la communauté) et de l'évolution des règles du dicible desquelles dépend le statut évolutif des différentes représentations. Par ailleurs, étudier le statut d'un discours implique de comprendre quelle place il occupe dans un écosystème avec d'autres discours, notamment concurrents car proposant une vision différente d'un même objet social. Enfin, la détermination par l'interdiscours permet de saisir les contraintes restreignant la production discursive des locuteurs et locutrices en tant qu'occupant une « position » déterminée par des formations idéologiques.

Ce chapitre a également été l'occasion de présenter l'outil *Sketch Engine*, dont les fonctionnalités ont partiellement façonné mon approche du corpus de référence. J'ai montré lesquelles d'entre elles étaient le plus adaptées à interroger ce corpus à partir de mots-clés de mon étude (« citizenship », « citizen (of the world) », « cosmopolitan ») afin de travailler sur la présence (et l'absence) des discours cosmopolitiques dans le débat sur le Brexit et dans les différents

positionnements qui s'y construisent. Enfin, le chapitre s'est terminé par un tour d'horizon des postures critiques adoptées au sein de la discipline d'analyse du discours. Ce passage de revue de quelques travaux évoquant la dimension critique de l'AD a été mobilisé pour mieux formuler ma propre posture de recherche face à un objet sémantiquement et politiquement chargé et nécessitant de ce fait une clarification scientifique.

Partie 2. Présentation des résultats

La deuxième partie de la thèse se compose de quatre chapitres. Les chapitres VI à VIII sont consacrés aux résultats d'analyse du corpus de travail, alors que le chapitre IX restitue l'analyse du corpus de référence et permet de revenir au corpus de travail à la lumière de sa mise en perspective. Cette partie a deux objectifs principaux : présenter les procédés caractérisant des discours d'inspiration cosmopolitique déployés en qualité de contre-discours et interroger ces traits en tant que révélateurs du statut de ces discours, de son acceptabilité publique.

Puisque je me suis proposée dans ce travail d'étudier un espace discursif conflictuel, une analyse approfondie du discours-déclencheur, celui de Theresa May, sera également menée, et les réactions de la sphère publique seront étudiées dans leur rapport à ce discours. Au terme de cette partie, j'espère pouvoir apporter des éléments de réponses aux questions suivantes : qui, comment et dans quelle configuration socio-discursive parle aujourd'hui, dans la communauté discursive britannique, de la citoyenneté mondiale, qui et comment peut se qualifier ou être qualifié-e de citoyen-ne du monde ? Comment, suite à cette analyse, peut-on préciser ce que sont les discours cosmopolitiques ? Comment les locuteurs et les locutrices concernées perçoivent-elles/ils le rapport de ces discours aux normes du dicible et quelles traces cela laisse-t-il dans leurs productions discursives ? Comment interagissent dans un espace public les différents discours et représentations de la citoyenneté, disponibles à la communauté des locuteurs et locutrices ? Enfin, les discours cosmopolitiques peuvent-ils prétendre à une place dominante dans la sphère publique européenne contemporaine ou sont-ils complètement en train de céder leur place à la normalisation du souverainisme ? La dernière question, la plus large et ambitieuse, ne saura, évidemment, être traitée ici de façon exhaustive. Toutefois, les réponses aux questions précédentes pourront donner de la matière pour amorcer la discussion, qui devra continuer moyennant des recherches ultérieures.

Chapitre VI. Représentations de la citoyenneté : contenus disponibles

La présentation des résultats de cette recherche débute par l'identification des représentations de la citoyenneté disponibles aux locuteurs et locutrices dans l'espace du conflit conceptuel. Pour Angenot (1989 : 12), les règles du dicible, l'hégémonie discursive peuvent être interrogées dans l'espace public. Cependant, ces mêmes « débats et dissensions » se trouvent « réglés par des conventions de forme et de contenu », d'où l'idée qu'identifier les représentations disponibles d'un objet social est un premier pas vers la découverte des règles qui régissent le déploiement des discours sur cet objet. Après une excursion dans les spécificités du concept de citoyenneté au RU et dans la langue anglaise (section 6.1), je montre que la citoyenneté est construite comme une valeur britannique dans le discours de May qui s'emploie à proposer un cadre d'unité nationale au pays qui a voté pour la sortie de l'UE (section 6.2). Le chapitre explore ensuite le contenu de la représentation de la citoyenneté cosmopolitique dans ce discours à travers l'analyse de l'énoncé polémique sur les citoyen-ne-s du monde comme tentative de contrôle et limitation du dicible en matière de citoyenneté (sections 6.3 et 6.4). Je montre par la suite comment cet énoncé acquiert un statut de « petite phrase » au gré de la circulation médiatique et comment sa structure contribue à produire une représentation de la citoyenneté mondiale provoquant un désaccord sur les règles du publiquement dicible (section 6.5). L'analyse des procédés métadiscursifs (section 6.6) ainsi que des personnages-citoyen-ne-s du monde et des motifs qui leur sont associés (section 6.7) met au jour les représentations de la citoyenneté mobilisées dans la réception publique et critique du discours de May.

6.1 « Citizenship »: une brève excursion historique et discursive

Avant de découvrir comment fonctionne l'espace de négociation des dicibles sur la citoyenneté sur mon terrain, je propose une excursion dans les études de citoyenneté au Royaume-Uni afin de découvrir les spécificités du concept et de l'institution qui n'impliquent pas la même chose selon les pays (Neveu *et al.* 1998 : 45). En effet, la conception britannique de la citoyenneté est fréquemment opposée aux autres traditions européennes, notamment française (Neveu 1989, Bickel 2007 : 15) et allemande (Diez et Squire 2008).

En retraçant l'histoire de la citoyenneté, comme institution et comme concept, Jean-François Bickel formule deux sens de « citoyenneté » :

Dans un premier sens, la citoyenneté est un statut octroyé à tous ceux qui sont reconnus membres d'une communauté politique ; ce statut, qui définit le cadre d'une égalité formelle pour les individus qui en sont dotés, leur confère un ensemble de droits et d'obligations dans leurs relations avec le pouvoir politique de la communauté en question.

Dans un second sens, elle désigne la participation au corps politique souverain (le *demos* des Grecs) qui délibère et décide des lois de la communauté. Ce sens strict – qui réfère à la sphère politique, avec ses trois composantes législative, exécutive, judiciaire –, est souvent élargi pour inclure également la participation à la sphère publique civile. (Bickel 2007 : 12-13)

Ces sens se complètent, tout comme ils peuvent s'inclure l'un dans l'autre¹²⁹ (*op.cit.* : 13). La citoyenneté, souligne l'auteur, est par ailleurs distincte de la nationalité, et cette distinction varie aussi selon les communautés. Le chercheur compare notamment la France et le RU, en avançant qu'en France la « nationalité » se rapproche de la « citoyenneté » au premier sens, alors qu'au RU, « le terme “citizenship” dénote indifféremment l'un et/ou l'autre sens du mot citoyenneté », alors que « nationality » « [renvoie à l']idéologie selon laquelle les nations sont appelées à se libérer des empires et à former chacune un état indépendant et souverain, dans lequel l'identité nationale pourra pleinement s'exprimer et s'épanouir » (*op.cit.* : 15).

Le dictionnaire Cambridge en ligne propose, pour l'anglais britannique, deux acceptions du mot « citizenship »¹³⁰. La première est relative au statut et aux droits dont un individu bénéficie en tant que membre d'une communauté étatique : « the state of being a member of a particular country

¹²⁹« [...] le sens 1 peut inclure le sens 2 dans la mesure où la citoyenneté politique (ou publique) peut être considérée comme un des attributs constitutifs du statut de citoyen (c'est-à-dire le sens 1). Dans le même temps, le sens 2, dans sa formulation même, comporte une connotation plus active (« participation ») (Bickel 2007 : 13).

¹³⁰ « Citizenship », *Cambridge Dictionary*, URL : <https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/citizenship> (consulté le 25/04/2022).

and having rights because of it ». La deuxième implique plutôt des obligations, ou en tout cas des attentes qu'ont les membres d'une communauté par rapport au comportement individuel du ou de la citoyen-ne au sein de celle-ci. L'appartenance à la communauté est définie ici à travers le lieu de résidence : « the state of living in a particular area or town and behaving in a way that other people who live there expect of you ». L'échelle de la citoyenneté est ici plus locale, non pas « un pays », mais « une région ou une ville ». Cette acception est relative aux règles de vivre-ensemble par lesquelles sont régies ces communautés locales. « Nationality »¹³¹ est à son tour définie, d'abord, comme une appartenance « officielle » à un pays et, ensuite, à un groupe de personnes partageant des origines ethniques et/ou culturelles.

Le cas du RU est complexe, dans la mesure où c'est un « État-nation multinational » et que les institutions britanniques de citoyenneté et de nationalité portent l'héritage de l'organisation de l'empire colonial, puis du *Commonwealth of Nations* (Byrne 2012 : 533) ayant donné lieu à une multiplication des statuts (Diez et Squire 2008 : 571) ou celui de « citizen » interagit avec celui de « national » et de « subject ». Rieko Karatani (2002 : 41) explique : « The complexity of citizenship statuses in Britain today results from this piecemeal development of immigration and nationality laws; which were established to supplement the common law principle ». L'histoire de la citoyenneté britannique a notamment été caractérisée par ce que Heater (1990 : 102) appelle les « gradations de la citoyenneté »¹³².

Comme le montre dans son ouvrage Karatani (2002), l'histoire de la citoyenneté britannique prend sa source dans l'allégeance à la couronne. Le premier statut qui marque alors l'appartenance à l'Empire britannique est le statut de sujet. Outre son premier critère, à savoir l'allégeance au roi, son attribution est basée sur une combinaison de facteurs : lieu de naissance (et le statut de ce lieu au moment de la naissance : appartenant ou non à l'Empire) et parenté (concernant les personnes nées hors des territoires de l'Empire, le statut de sujet ne pouvait pas s'accorder au-delà de la deuxième génération). L'évolution de ce statut de sujet va, ensuite, dans le sens de la reconnaissance de son caractère délébile, d'un côté, et dans le sens de son fractionnement, de

¹³¹ « Nationality », *Cambridge Dictionary*, URL : <https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/nationality> (consulté le 25/04/2022).

¹³² Ce type de citoyenneté n'est pourtant pas propre uniquement à la tradition britannique. Les États-Unis, par exemple, ont également connu une gradation des citoyen-ne-s, comme le rappelle la notion de « second-class citizenship » qui désigne le statut socialement inférieur des personnes noires dans la société états-unienne de la première moitié du XX^e siècle. Cette inégalité a été symboliquement dénoncée en 1955 par Rosa Parks qui n'a pas cédé, comme prescrit, sa place dans le bus à un homme blanc (Heater 1990 : 102). La différence entre les droits des citoyens et des citoyennes, notamment en matière de droit de vote, qui a existé en France encore plus longtemps qu'ailleurs, est un autre exemple de citoyenneté à géométrie variable.

l'autre. Avec la naturalisation, qui prend peu à peu le visage d'une procédure administrative, la première distinction sépare les sujets britanniques nés tels et devenus tels par la naturalisation. Selon Karatani, on y retrouve alors les premiers contours de la citoyenneté moderne dont l'une des fonctions est de distinguer les membres d'une communauté politique de ses non-membres (*op.cit.* : 54). La procédure et les critères de naturalisation sont loin d'être uniques sur tout le territoire : la naturalisation est gérée dans les colonies par l'administration locale (*op.cit.* : 51). Cela implique par ailleurs une limitation de la portée de celle-ci : une personne devenue sujet britannique sur le sol d'une colonie n'est reconnue comme tel que sur ce même territoire et nulle part ailleurs, où elle est traitée en fonction de sa nationalité d'origine (*op.cit.* : 55). Le fractionnement des différents statuts est accéléré par les deux guerres mondiales. La Première apporte comme conséquence le durcissement des contrôles aux frontières et l'élargissement du principe de *jus sanguinis* pour rendre hommage aux populations qui combattaient au nom de leur allégeance à la couronne. Les dominions (parmi lesquels le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud) commencent à cette époque à façonner leurs propres citoyennetés. Après la Deuxième Guerre mondiale, le *Commonwealth citizenship* distingue quatre catégories d'appartenances différentes (*op.cit.* : 116) : « citoyen-ne du RU et des colonies », « citoyen-ne des pays indépendants du Commonwealth », « sujet britannique sans citoyenneté » et « personne sous la protection britannique ». L'immigration des pays du *Commonwealth* produit des tensions sur le territoire britannique, ce à quoi le gouvernement répond par le durcissement des contrôles de l'immigration, en appliquant notamment le critère de l'emploi et en délivrant des autorisations de travail de différents types. Le *Commonwealth Immigration Act* (1962) autorise en effet l'entrée et la résidence inconditionnelle au RU seulement aux personnes nées sur son sol et à celles et ceux dont le passeport y a été délivré (*op.cit.* : 129). La citoyenneté nationale n'est, elle, créée qu'en 1981 par le *British Nationality Act* alors que les critères d'accès sur le territoire britannique que je viens de mentionner en faisaient déjà office (*op.cit.* : 169).

C'est sans doute pour cette raison que des constats contradictoires ont été faits dans la littérature en sciences politiques concernant la place du concept de « citizenship » dans le débat public britannique. En comparant les notions non-équivalentes (et en soulignant de diverses façons cette non-équivalence) de « citoyenneté » en France et de « citizenship » au RU, Catherine Neveu note : « Pour la plupart de mes interlocuteurs [britanniques], "la citoyenneté" n'était pas un enjeu de débat politique, ni un thème mobilisateur dans leurs actions collectives », alors qu'en France « ce thème était quasiment incontournable » (Neveu *et al.* 1998 : 44). D'autres auteur-e-s remarquent au contraire que la notion fait partie du débat public britannique depuis les années 1980 (Karatani 2002 : 27) et, de façon particulièrement intense, depuis le début du XXI^e siècle (Byrne 2012 : 533).

Ce débat porte un caractère identitaire et signale l'existence d'une « crise de citoyenneté » fréquemment associée à la « crise de britannicité », avec des questions comme « qu'est-ce que cela veut dire d'être Britannique ? », « qui désigne-t-on par un *we* référant aux Britanniques ? » (*ibid.*) :

A significant political discourse has emerged on both citizenship and national identity which positions Britain within a discourse of civic rather than ethnic nationalism and stresses multi-culturalism and tolerance as key features of Britishness. (*op.cit.* : 534)

Le caractère récent de la citoyenneté nationale peut en effet servir d'explication face à une telle divergence dans les observations scientifiques. L'enjeu étant ancien, mais le concept très récent, il est susceptible d'être à la fois perçu comme peu mobilisateur et très débattu.

Suite à la problématisation du concept de citoyenneté et de l'idée de l'identité britannique, des conceptions inclusives de la citoyenneté ont pu voir le jour (j'y reviendrai dans le chapitre IX, section 9.2), alors que les pratiques d'exclusion sur le terrain n'ont pas disparu et que la construction des « valeurs britanniques » s'est parfois appuyée sur le présupposé de l'incapacité de certains groupes, distingués par leurs origines ethniques et/ou religieuses, d'y adhérer (j'ai déjà évoqué, dans la section 3.5.1, le cas de l'antisémitisme, et la reprise de ce modèle d'exclusion projeté sur les migrant-e-s musulman-e-s). Les sections qui suivent font état de la façon dont on exprime différentes citoyennetés sur le terrain étudié dans cette thèse.

6.2 Quelle citoyenneté pour le Royaume-Uni hors UE ?

L'exploration des contenus des représentations de la citoyenneté disponibles sur le terrain a commencé par ceux mobilisés par Theresa May dans un discours qui dépeint l'avenir de son pays se préparant à quitter l'UE. Le résultat du vote des Britanniques amène la cheffe du gouvernement à préciser son positionnement et, comme on le voit dans son discours, à faire un effort particulier pour une (re)construction des valeurs communes faisant nation et société : « it has also demanded a renewal of the national community, uniting the people behind a vision of what Britain will be when it leaves the European Union » (Atkins 2021 : 1). La citoyenneté a bien sûr sa place dans ce projet politique discursivement construit.

6.2.1 Citoyenneté comme valeur britannique

Dès le début du discours de May, l'image du RU est ancrée dans un présent gnomique des valeurs « britanniques » dont celle de la « citizenship ». Ainsi May annonce deux séries de valeurs caractérisant les Britanniques : d'abord, « family, community, citizenship », ensuite, « strong institutions and a strong society ». Le caractère national, car transmissible d'une génération à une

autre, de ces valeurs et principes est conforté par la continuité familiale (« country of my parents ») :

- (1) the lesson of *britain is that we are a country built on the bonds of family community citizenship (.) of strong institutions and a strong society (.) the country of my parents who instilled in me a sense of public service and of public servants everywhere (lignes 85-88)

Quelques lignes plus tard, la liste des valeurs s'élargit à « decency, fairness and quiet resolve », présentées comme propriétés de ce qu'on pourrait appeler le « caractère national », le mot « country » référant par métonymie à la population britannique :

- (2) a country of decency fairness and quiet resolve and a successful country (.) small in size but large in stature (.) that with less than one per cent of the world's population boasts more *nobel laureates than any country outside the *united *states (.) with three more added again just yesterday two of whom worked here in this great city (.) [a country]

[[(la salle applaudit)]]

a country that boasts three of the top ten universities in the world/ (.) the world's leading financial capital (.) and institutions like the *nhs and *bbc whose reputations echo in some of the farthest corners of the globe all possible (.) because we are one *united *kingdom (.) *england *scotland *wales and *northern *ireland and I will always fight to preserve our proud historic union and will never let divisive nationalists drive us apart (lignes 95-106)

Les formes comparatives et superlatives (« more nobel laureats than any country outside the United States », « the farthest corner of the globe ») ainsi que le lexique du champ sémantique du succès et de la supériorité (« laureats », « great city », « top ten universities », « leading ») contribuent à (re)produire un récit national « glorieux ».

Cette séquence inclut la seule mention du nom « United Kingdom » dans le discours. L'idée de l'union est exprimée ici avec beaucoup d'intensité. D'abord, l'unité du « United Kingdom » est accentuée par l'adjectif « one ». Ensuite, l'énumération de toutes les nations réunies par l'hypéronyme à valeur argumentative signale la légitimité du territoire (« historic union ») et rejoint le récit national glorieux (« proud historic union ») en assimilant le sentiment d'appartenance nationale à un sentiment de fierté. En effet, si une telle représentation du royaume a valeur d'argument, c'est parce qu'elle permet à la Première ministre d'affirmer la position du gouvernement face aux mouvements d'indépendance intensifiés par le Brexit. Le royaume est présenté comme parfaitement homogène dans son attitude envers le résultat du référendum, alors même que dans certaines de ses composantes c'est le « Remain » qui l'a emporté (voir la section 1.1.4).

Les « divisive nationalists » sont construits comme des ennemis vis-à-vis desquels la Première ministre se doit de protéger les citoyen-ne-s. La notion de « division », souvent évoquée pour caractériser la situation dans la société britannique (division entre « Leavers » et « Remainers » et au sein même des deux camps) est ici employée dans un tout autre contexte : la division entre les citoyen-ne-s loyales et loyaux et les « nationalistes » (c'est-à-dire les « indépendantistes »). Il se produit ici une recontextualisation du terme permettant de ne pas évoquer les désaccords sur le sujet du Brexit qui n'ont pas disparu après le référendum.

Les Britanniques apparaissent ainsi comme des citoyen-ne-s en quelque sorte « par vocation » : parce que la citoyenneté fait partie des fondements de leur pays et de leur caractère qui se transmet d'une génération à la suivante. La nationalité et la citoyenneté se trouvent « [ancrées] dans un héritage culturel commun » pensé comme « compact, délimité, localisé et historiquement enraciné », composé « de traditions et de valeurs, transmis à travers les générations » (Stolcke 1996 : § 14, 41). Cela s'accorde avec l'un des objectifs du discours, à savoir présenter les avantages de la sortie de l'UE qui, avec la fin de la citoyenneté européenne pour les Britanniques, signale bien pour ces dernier-e-s la perte d'un des éléments de ce que Karatani appelle une citoyenneté « composite » (2002 : 25).

6.2.2 Souveraineté retrouvée

Après avoir dressé les contours de l'identité britannique qui fonde l'unité de la communauté et l'ancre dans son héritage, May propose un portrait de son pays d'après-Brexit. Cet État du futur est d'abord égalitaire, « qui fonctionne pour chacun », le terme « meritocracy » et la métaphore du jeu (« everyone plays by the same rules ») renvoyant à l'idée de l'égalité des chances :

- (3) so today i want to set up my plans for a *britain where everyone plays by the same rules and every person has the opportunity to be all they want to be (lignes 135-136)
- (4) we can build that new united *britain in which everyone plays by the same rules and in which the powerful and the privileged no longer ignore the interests of the people (lignes 168-170)
- (5) if we want to make sure that *britain is a country that works for everyone government has to act to make sure opportunity (.) is fairly shaired (.) (lignes 440-442)
- (6) so my vision is for *britain to be a great meritocracy (ligne 536)

Une métaphore mécanique (avec de légères variations) est mobilisée deux fois pour caractériser le nouveau RU. Notons, dans les deux cas, une possible influence d'un modèle actuellement

productif dans le discours politique, à l'origine des slogans « Make America great again » de Donald Trump et de ses resignifications (« Make our planet great again » d'Emmanuel Macron, « Make (South) Africa great again »¹³³) :

- (7) *philip *hammond and *greg *clark are working on a new industrial strategy to address those long-term structural challenges and get *britain firing on all cylinders again (lignes 266-268)
- (8) because we need to get *britain firing in all areas again (ligne 335)

Si le pays est décrit comme nécessitant un changement profond, comme noyé dans les inégalités, comme aspirant à une « nouvelle » unité (« new united Britain »), c'est pour avancer, implicitement comme explicitement, une série d'arguments justifiant le Brexit :

- (9) change has got to come (.) because as we leave the *european union and take control of our own destiny the task of tackling some of *britain's long-standing challenges like how to train enough people to do the jobs of the future becomes ever more urgent but change has got to come too (lignes 29-32)

La sortie de l'UE est présentée comme une « reprise en main » du destin du RU. Ainsi, le discours d'égalité dont les traces sont présentées *supra* laisse entendre qu'avant, l'appartenance à l'UE ne permettait pas de lutter contre les inégalités ou de faire avancer le pays. L'emploi à deux reprises de la métaphore mécanique, « to get [Britain] firing on all cylinders again », permet d'observer la construction de cet implicite à travers l'adverbe « again ». Si le pays doit faire à *nouveau* des progrès, c'est qu'il en a déjà fait, et puis en a été empêché. La locutrice invite ainsi son auditoire à percevoir le Brexit comme une possibilité de reprendre le chemin du succès et l'UE comme une embûche sur ce chemin.

L'image d'un pays prospère, libérée des contraintes de l'UE, est réactivée à la toute fin du discours, ce qui confirme son importance pour l'ensemble. Les propos conclusifs de la Première ministre offrent un ancrage spatial fort, en mobilisant le toponyme « Britain » :

- (10) such opportunities are rare (.) but we face such a moment today (.) a moment that calls us to respond and to reshape our nation once again (.) not every generation is given this opportunity (.) not every generation called to step up in such a way (.) but this is our generation's moment (.) to write a new future upon the page (.) to bring power home and make decisions **here in *britain** (.) to take back control and shape our future **here in *britain** (.) to build an outward looking confident trading nation **here in *britain** (.) to build a stronger fairer brighter future **here in *britain** (.) that is the opportunity we have

¹³³ MOUTON Schalk, « Make South Africa great again ! », University of Witwatersrand (Johannesburg), 12/08/2021, URL : <https://www.wits.ac.za/news/latest-news/research-news/2021/2021-08/make-south-africa-great-again.html> (consulté le 15/01/2022).

LUMUMBA Patrick Loch Otieno, tweet du 05/12/2020, URL : <https://twitter.com/profplolumumba/status/1335099134580240385> (consulté le 15/01/2022).

been given (.) and the responsibility to grasp it falls upon us all
(lignes 611-620)

Répété quatre fois, le déictique « here in Britain » devient un slogan qui vient résumer le propos principal du discours. La fonction locative du toponyme (Cislaru 2006 : 136) se double ici de son usage symbolique : la localisation « here in Britain » permet d'affirmer la possibilité pour les citoyen-ne-s de prospérer au sein de la communauté nationale, garantissant le progrès dont la nécessité a été démontrée tout au long du discours (nous le verrons aussi *infra*). La séquence est orientée vers l'avenir (on y retrouve deux occurrences du nom « future »), un avenir meilleur (d'où le choix de trois adjectifs au comparatif : « stronger, fairer, brighter »). Un argument implicite pour le Brexit se greffe sur cette triple mise en avant de la dimension nationale, selon le même mécanisme que celui qui s'appuie sur l'adverbe « again ». Ici, la forme comparative des adjectifs implique que le futur britannique présage une différence d'avec son passé et son présent où le pays était/est moins « fort », « équitable » et « brillant » car freiné par les contraintes européennes.

6.2.3 Définir la citoyenneté à travers la notion de « spirit of citizenship »

En revenant au concept-clé de mon analyse, notons d'abord que le mot « citizenship » n'est jamais directement défini par May. Ce qu'elle définit, c'est en revanche un concept dérivé, « spirit of citizenship ». La séquence en question commence par un constat des inégalités qui persistent dans le pays. Le « spirit of citizenship » apparaît comme une valeur susceptible de permettre leur éradication :

- (11) yet within our society today (.) we see division and unfairness all around (.) between a more prosperous older generation and a struggling younger generation (.) between the wealth of *london and the rest of the country (.) but perhaps most of all (.) between the rich the successful and the powerful (.) and their fellow citizens now don't get me wrong (.) we applaud success (.) we want people to get on (.) but we also value something else (.) the spirit of citizenship (.) that spirit that means you respect the bonds and obligations/ that make our society work that means a commitment to the men and women who live around you, who work for you (.) who buy the goods and services you sell (.) that spirit that means recognising the social contract that says you train up local young people before you take on cheap labour (.) from overseas (.) that spirit (.) that means you do as others do and pay your fair share of tax (.) [but today]

((la salle applaudit))]

but today too many people in positions of power (.) behave as though they have more in common (.) with international elites than with the people down the road (.) the people they employ (.) the people they pass on the street (.)but if you believe you're a citizen of the world you're a citizen of nowhere you don't understand what the very word

citizenship means (.) so if you're a boss who earns a fortune but doesn't look after your staff an international company that treats tax laws as an optional extra a household name that refuses to work with the authorities even to fight terrorism a director (.) who takes out massive dividends (.) while knowing that the company pension is about to go bust (.) [(tousse)]

[(la salle applaudit)]

i'm putting you on warning (.) this can't go on anymore (.) a change has got to come (.) and this party is going to make it (lignes 108-133)

« Spirit of citizenship » se présente comme un ensemble de plusieurs devoirs exposés au sein de plusieurs énoncés définitoires copulatifs avec le marqueur métalinguistique « means » et réunis par une triple anaphore (« that spirit that means ») :

- (12) but we also value something else (.) the spirit of citizenship (.) **that spirit that means** you respect the bonds and obligations that make our society work **that means** a commitment to the men and women who live around you, who work for you (.) who buy the goods and services you sell (.) **that spirit that means** recognising the social contract that says you train up local young people before you take on cheap labour (.) from overseas (.) **that spirit (.) that means** you do as others do and pay your fair share of tax (.) (lignes 113-119)

La notion philosophique de « contrat social » attire l'attention dans l'un des trois énoncés définitoires. La théorie philosophique du contrat social s'interroge sur l'origine de l'organisation politique des sociétés, « sur le sens de l'État de droit » (Champeau 2002 : 166). Cette théorie réfute l'origine « divine ou naturelle » d'une telle organisation pour avancer l'idée d'un « accord volontaire entre les hommes » qui cèdent leur liberté naturelle au profit d'une liberté civile (Godin 2004 : 264). Le principe de la souveraineté est au cœur du contrat social : cette souveraineté exprime la volonté générale « orientée vers la réalisation du bien commun » (*ibid.*). Theresa May, de son côté, utilise cette notion afin d'évoquer les devoirs des citoyen-ne-s britanniques envers leur communauté, en pointant notamment les manquements à ces devoirs. L'explicitation de ces derniers est une occasion pour nous de saisir la représentation de la citoyenneté qu'elle entend faire valoir.

Dans son discours, la notion de « social contract » se trouve en position d'agent, par l'association avec un verbe d'expression : « the social contract that says [...] ». Cet agent prescrit trois types de devoirs : « respecter les liens et les obligations qui font fonctionner la communauté », « s'engager » pour les membres de cette communauté et « former la jeunesse locale avant d'embaucher la main d'œuvre étrangère, moins coûteuse ». La communauté n'est jamais spécifiée, ce qui marque cette définition indirecte de la citoyenneté d'un non-dit de l'évidence : la communauté d'engagement est présumée nationale. Deux catégories de population se trouvent opposées : les jeunes Britanniques et les travailleur-se-s immigré-e-s. Basée sur la logique de la

construction d'une communauté des citoyen-ne-s par différenciation et exclusion des non-membres (voir la section 1.3.4.1), l'opposition se construit ici selon le critère géographique (« local » vs « from overseas ») et hiérarchise les catégories ainsi créées en utilisant différents degrés d'agentivation ou d'objectivation. Aux « local young people », présentés comme agents humains et spécifiés par leur tranche d'âge, on oppose une désignation collectivisante et fonctionnalisante d'un groupe mesuré au prix de son travail « cheap labor from overseas » (van Leeuwen 1996 : 54). La citoyenneté dont les principes sont métonymiquement incarnés par le « contrat social » est ainsi caractérisée par la « conscience nationale comme fondement de la solidarité citoyenne » (Choquet 2015 : 371). Cette définition du « spirit of citizenship » tait ainsi toute forme de solidarité dépassant les frontières nationales.

Cette réflexion sur le contenu de la représentation de la citoyenneté invoquée par Theresa May se poursuit dans l'analyse de l'énoncé sur les « citoyen-ne-s du monde ». Ces dernier-e-s étant l'un des destinataires fictifs du discours de la Première ministre, il m'a fallu d'abord examiner les catégories de citoyen-ne-s représentées chez May et modéliser le scénario selon lequel elle s'adresse à ces dernier-e-s.

6.3 Construction des destinataires

Lorsque May s'adresse à la population britannique en énonçant les grandes lignes de son plan d'action, deux catégories de personnages ressortent en tant que destinataires privilégiés de son discours. Les deux personnages collectifs en question sont opposés l'un à l'autre à la fois morphologiquement, syntaxiquement, sémantiquement et du point de vue du positionnement de l'énonciatrice à l'égard de ces catégories imaginées (section 6.3.1). L'analyse de leur construction discursive et de leur mise en relation a permis de découvrir un « scénario » syntaxique et lexical qui sous-tend l'énoncé déclencheur du conflit conceptuel : « If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere » (section 6.3.2). La description du fonctionnement de ce scénario permet à son tour de mieux cerner le contenu de la représentation de la catégorie « citizen of the world » mobilisée par May et les raisons pour lesquelles son emploi a suscité un conflit conceptuel lors de sa médiatisation-réception (section 6.3.3).

6.3.1 Deux échelles de la société

Le discours de Theresa May se veut orienté vers les « working-class people » et en même temps contre celles et ceux qui abusent de leur pouvoir et fortune au détriment des premier-e-s. Les deux

destinataires collectifs sont régulièrement sollicités dans son discours. La première catégorie est désignée de façon plus stable que la seconde : le syntagme « ordinary working-class people » traverse tout le discours (12 occurrences). Même si l'expression subit des variations du signifiant, elle est rarement remplacée par un synonyme contextuel (« working-class families », par exemple). La forme la plus complète du syntagme étant « ordinary working-class people » (13) ; on retrouve aussi des versions courtes comme « ordinary working people » (14), « working people » (15) ou « the people » (14) :

- (13) so where *labour build barriers we will build bridges (.) that means tackling unfairness and injustice (.) and shifting the balance of *britain decisively (.) in favour of **ordinary working-class people** (ligne 183-185)
- (14) and if- if we do if we act to correct unfairness and injustice and put government at the service of **ordinary working people** (.) we can build that new united *britain in which everyone plays by the same rules and in which the powerful and the privileged no longer ignore the interests of **the people** (lignes 167-170)
- (15) it's just not right that two thirds of energy customers are stuck on the most expensive tariffs (.) and it's just not right that the housing market continues to fail **working people** either (lignes 317-319)

La catégorie des « élites » est construite, elle, d'une tout autre façon, à l'aide d'adjectifs nominalisés dénotant l'aisance financière et sociale des personnes concernées : « the strong », « the wealthy », « the powerful and the privileged », « the rich and powerful ». La catégorie « working-class people » se trouve ainsi davantage personnifiée : elle a comme matrice nominale de la plupart des désignations le nom « people ». Les « élites » sont à leur tour privées d'une désignation relevant de la catégorie de nom de personnes :

- (16) it's why when i stood on the steps of *number *ten for the first time as prime minister eighty-four days ago i said that the government i lead- lead will be driven not by the interests of **the rich and powerful** (.) but by the interests of **ordinary working-class people** (lignes 576-579)

La seule fois où la désignation des élites utilise un nom d'humain, c'est pour parler des enfants :

- (17) why ordinary working-class people think it's one rule for them and another for everyone else (.) because the message we are sending them is this (.) we will not allow their children to have the same opportunities that **wealthier children** enjoy (.) that is a scandal (.) and we the *conservative party must bring it to an end (lignes 530-534)

Cela dit, la désignation « working-class people » et ses versions restent elles aussi hautement génériques, produisant une image homogène et « éloignée » de l'acteur social en question (van Leeuwen 1996 : 46-47) en le « fonctionnalisant » (*op.cit.* : 54), c'est-à-dire en le représentant à travers son rôle professionnel. La construction discursive de ces deux destinataires les éloigne

(sémantiquement et syntaxiquement, comme on le verra *infra*) et les rapproche (du point de vue de leur représentation en tant qu'acteurs sociaux plus ou moins homogènes, génériques et fonctionnalisés) à la fois. Ces deux pôles s'inscrivent dans un système conceptuel représentant la société britannique, sans qu'il ne soit jamais question de ce qui existe entre les deux.

6.3.2 Un scénario type

Dans la plupart des cas les deux destinataires apparaissent dans un même énoncé selon un scénario de mise en contraste. Je le présenterai en mobilisant les catégories de « fonction syntaxique » et « rôle sémantique » en considérant que les fonctions syntaxiques assignent des rôles sémantiques aux éléments de l'énoncé tout en établissant des types de relations qui ne sont pas équivalents.

Selon Feuillard (2009 : 98-99),

la fonction syntaxique, au sens étroit du terme, est une « **unité relationnelle** » orientée vers une unité déterminée ; elle résulte d'un lien correspondant à la relation de dépendance établie entre deux entités A et B, mais elle n'est pas, *stricto sensu*, ce lien, puisqu'elle met en jeu chacun des termes à partir desquels est fixé ce lien.

Lorsque cette relation est considérée du point de vue du sens qu'elle contribue à produire, il s'agit du rôle sémantique :

Fonction syntaxique et rôle sémantique concernent une même relation, mais dans le cas de la fonction syntaxique, cette relation est caractérisée exclusivement du point de vue des rapports de dépendance fonctionnelle entre les éléments, alors qu'elle est envisagée en référence au sens construit par la relation lorsqu'il s'agit du rôle sémantique. Ce dernier provient de « la combinaison de certains traits de sens qui résultent simultanément des monèmes entre lesquels est établie la relation syntaxique et de l'effet de sens entraîné par la fonction », d'où à la fois interdépendance et autonomie de la fonction syntaxique et du rôle sémantique. (*op.cit.* : 99)

En tant que sujets, parfois mis en relief dans une construction clivée, les catégories de « peuple » et « élite » peuvent jouer le rôle d'agent. En tant qu'objets directs ou compléments prépositionnels¹³⁴, elles sont bénéficiaires ou patientes.

La première situation (les catégories en position de sujet-agent) caractérise cet énoncé contenant la toute première mention de « ordinary working-class families »:

- (18) and the roots of the revolution run deep (.) because it wasn't the wealthy who made the biggest sacrifices after the financial crash but ordinary working-class families (lignes 72-74)

¹³⁴ La terminologie relative aux fonctions syntaxiques adoptée ici suit la typologie proposée dans *The Linguistic Structure of Modern English* de Laurel J. Brinton et Donna M. Brinton (2010).

Ici, l'opposition porte sur la contribution des deux catégories de population au progrès collectif : les « working class families » sont opposées aux « wealthy » selon l'importance des « sacrifices » faits pendant la crise économique. L'opposition se réalise moyennant une clivée¹³⁵ (it wasn't the wealthy who made [...] »). Notons son caractère dialogique : le sujet-agent « les riches » n'est mis en relief que pour mieux nier l'importance des sacrifices qu'il a dû faire au moment de la crise. Ainsi, l'énoncé affirmatif fictif « it was the wealthy who made the biggest sacrifices » est attribué à une instance énonciative tierce, alors que la locutrice met en avant un autre agent, les ouvrier-e-s (« but ordinary working-class families »). Leurs sacrifices sont distingués à travers la forme superlative de l'adjectif (« the biggest sacrifices »).

L'opposition est également possible lorsque les deux catégories jouent le rôle de bénéficiaire. Les « working-class people » s'avèrent alors un bénéficiaire « positif » alors que les « riches » deviennent un bénéficiaire négatif, tous les deux compléments prépositionnels :

- (19) and it's what i'm in this for (.) **to stand up for the weak and stand up to the strong** (.) and to put the power of government squarely at the service of ordinary working-class people (lignes 141-144)

Notons ici le rôle des verbes à particule : « to stand up for » qui régit l'objet « the weak », opposé à « to stand up to » régissant l'objet « the strong ». Ce parallélisme permet d'établir un contraste net entre les deux catégories et de présenter le positionnement de May comment étant en faveur des travailleur-se-s et contre les élites toutes-puissantes.

Un autre exemple d'opposition au moyen d'un parallélisme syntaxique est cet énoncé où les deux syntagmes « the interests of the rich and powerful » et « the interests of ordinary working-class people » sont des compléments d'agent introduits par la préposition « by » (« agent phrase ») dans une construction passive :

- (20) it's why when i stood on the steps of *number ten for the first time as prime minister eighty-four days ago i said that the government i lea- lead will be driven not by the interests of the rich and powerful (.)but by the interests of ordinary working-class people (lignes 576-579)

¹³⁵ Le terme générique *cleft sentence* a été proposé par Otto Jespersen (1937 : 83-89, cité dans Lambrecht 2001 : 464) à partir de ses observations de l'expression de la restriction dans plusieurs langues indo-européennes. En ce qui concerne la description des clivés en anglais, on y distingue deux grands ensembles (voir par exemple Declerck 1984 : 252 et 254) : « it-clefts » (« It was John who did it ») et « WH-clefts » (« What I gave her for her birthday was not expensive/was a ring »). Les seconds sont également appelés « pseudo-clivés » (*pseudocleft sentences*), auquel cas la catégorie de « clivés » (*cleft sentences*) est réservée aux « it-clefts » (voir par exemple Brinton et Brinton 2010 : 269). Les « clefts » ont été définis de façon suivante par Knud Lambrecht (2001 : 467) : « A cleft construction (CC) is a complex sentence structure consisting of a matrix clause headed by a copula and a relative or relative-like clause whose relativized argument is coindexed with the predicative argument of the copula. Taken together, the matrix and the relative express a logically simple proposition, which can also be expressed in the form of a single clause without a change in truth conditions ».

JESPERSEN Otto, 1937, *Analytic Syntax*, Londres, Allen and Unwin.

Pour démontrer que son programme est orienté vers la classe ouvrière et en défaveur des plus riches qui abusent de leur richesse et de leur pouvoir, May place la première catégorie en position de bénéficiaire (comme dans certains exemples vus *supra*) et la seconde en position de patient (subissant une action négative pour les élites, mais positive pour les moins favorisé-e-s) :

- (21) this is a bold plan to bring *britain together (.) to build a new united *britain (.) rooted in the center ground (.) an agenda for a new modern conservatism (.) that understands the good that government can do (.) that will never hesitate to face down the powerful when they abuse their positions of privilege (.) that will always act in the interests of ordinary working-class people (lignes 589-593)

L'objet direct « the powerful » régi par le verbe « to face down » devient un patient subissant une action réalisée par l'agent, « the government » (repris par « that »). Ce même « gouvernement » agit également à destination de la classe ouvrière, bénéficiaire de ces actions réalisées effectivement « dans l'intérêt des personnes ordinaires ».

Si les deux catégories n'apparaissent pas ensemble dans un seul et même énoncé, elles peuvent garder les mêmes rôles sémantiques ou en jouer d'autres. Dans le cas de « ordinary working-class people », le rôle de bénéficiaire est maintenu même si la catégorie apparaît en dehors de l'opposition travailleur-se-s/élites. Un autre rôle émerge cependant, celui de patient. Jamais enregistré au sein d'une opposition entre « people » et « the rich », ce rôle est mobilisé plusieurs fois lorsque Theresa May parle du « people » uniquement, et ce pour pointer du doigt ses difficultés. La catégorie « working-class people » joue ainsi le rôle de patient, en tant qu'objet direct, dans une situation typiquement peu heureuse où le patient subit une action marquant une défaite (« continues to fail ») :

- (22) it's just not right that two thirds of energy customers are stuck on the most expensive tariffs (.) and it's just not right that the housing market continues to fail working people either (lignes 317-319)

Une situation semblable est observée dans l'exemple suivant, avec le verbe « to stop (from) » avec comme sujet-agent « longstanding injustices and barriers » et le syntagme « working people » remplissant la fonction d'objet direct dans le rôle de patient :

- (23) rebalancing our economy is a start (.) but if we're serious (.) about overturning some of the longstanding injustices and barriers that stop working people from getting on (.) we need that economic reform to be allied with genuine and deep social reform too (lignes 451-455)

Le rôle sémantique de « working-class people » qui est maintenu tout au long du discours (que ce soit en présence de la catégorie « élites » ou non) est celui de bénéficiaire :

- (24) so where *labour build barriers we will build bridges (.) that means tackling unfairness and injustice (.) and shifting the balance of

*britain decisively (.) **in favour of ordinary working-class people** (lignes 183-185)

- (25) it means stepping up and doing what's right for *britain (.) making the market work **for working people** (lignes 331-332)
- (26) it is a program for government to act to create an economy that works for everyone (.) an economy that's **on the side of ordinary working-class people** (lignes 389-391)

Ce scénario assigne une place dans la société (privilégiée ou non) à chaque groupe social en fonction de son capital matériel et politique. Le revenu élevé des « élites » est systématiquement associé au pouvoir (« the strong ») et parfois à son abus, alors que la classe des travailleur-se-s est supposée avoir des revenus bas et est associée à des difficultés, dont les élites sont en partie responsables.

6.3.3 S'adresser aux destinataires

Puisque Theresa May non seulement désigne et décrit les destinataires principaux de son discours, mais aussi les interpelle, j'ai également pris en considération les énoncés dans lesquels le pronom « you » référerait aux représentant-e-s de la catégorie d'élite ou de peuple.

Une même structure syntaxique, à savoir une phrase à subordonnée conditionnelle du type [If you *x*, *y*] permet de s'adresser aux deux destinataires, comme ici dans le cas des « working-class people » :

- (27) but if you can't afford to get onto the property ladder (.) or your child is stuck in a bad school it doesn't feel like it's working for you (lignes 65-67)

Au total, 11 séquences syntaxiquement similaires ont été retrouvées, disséminées tout au long du discours de la Première ministre¹³⁶. En fonction du destinataire, ces phrases peuvent être divisées en deux groupes. Celles qui représentent une situation négative pour la catégorie « people », à qui May assure son soutien, et celles qui représentent une situation positive pour la catégorie des « élites », à qui May promet des mesures visant à restreindre leur pouvoir. J'évoquerai le rôle axiologique de ces modes d'adresse en analysant deux groupes d'exemples.

1 – Situation négative pour le destinataire

L'agent auquel réfère « you » (dans [If you *x*, *y*]) est ici une catégorie de personnes qui se trouvent en situation de manque ou de perte (« one of those people who lost their job », « someone who

¹³⁶ Si plusieurs subordonnées sont rattachées à une seule matrice dans une structure du type [If you *x*1, if you *x*2, if you *x*3, *y*], on ne compte qu'une seule occurrence.

finds themselves out of work »). Le destinataire peut également être déterminé par rapport à son lieu de résidence, son sexe, sa couleur de la peau ou à ses origines (figurant en tant qu'attribut du sujet ou circonstanciel), susceptibles de lui causer des difficultés (« if you live in the Midlands or the North », « if you are a black woman », « if you are from a black Caribbean background »). Des connaissances culturelles sont requises pour identifier certains implicites : par exemple, le fait que les régions du Nord de l'Angleterre ont traversé, depuis le XX^e siècle, des crises économiques et sociales, alors que celles du Sud se sont au contraire enrichies (Bailoni 2010 : 73).

Si les subordonnées ont ici vocation à mettre en scène une catégorie de personnes associées à une condition défavorable, les matrices décrivent les situations dans lesquelles elles se trouvent ou risquent de se trouver en raison de ces conditions. Ces situations varient, entre discrimination selon le sexe ou les origines (28), situations d'inégalité de chances (29) ou encore, plus généralement, une situation d'injustice sociale (30) :

- (28) if you are from a black *caribbean background/ you are three times more likely to be permanently excluded from school/ than other children\ (.)
if you are a black woman/ you are seven times more likely/ to be detained under mental health legislation than a white woman\ (lignes 475-478)
- (29) if you live in the *midlands or the *north/ you have less chance of attending a good school than children in the *south\ (lignes 501-502)
- (30) if you're one of those people who lost their job who stayed in work but on reduced hours took a pay cut as household bills rocketed (.) or (.) and I know a lot of people don't like to admit this/ (.) someone who finds themselves out of work or on lower wages because of low-skilled immigration/ life simply doesn't seem fair (lignes 77-80)

Les images ainsi construites permettent à Theresa May de décrire les situations (personnifiées) des classes populaires pour l'amélioration desquelles elle s'engage.

2 – Situation positive pour le destinataire

Les énoncés du second groupe mettent en scène la deuxième catégorie de citoyen-ne-s : celles et ceux qui sont (très) à l'aise économiquement et ont une position sociale privilégiée. Dans les subordonnées, elles et ils sont définie-e-s par leur niveau de revenu élevé (« rich », « well-off ») et donc leur niveau de vie très correct (« comfortable »). Leur situation, décrite dans la matrice, est radicalement différente de la condition du « peuple ». Elle est représentée non pas par des difficultés, mais par l'indifférence à celles-ci ou bien par des opportunités (« you can + V ») :

- (31) because if you're well-off and comfortable (.) *britain is a different country and these concerns are not your concerns (lignes 151-152)
- (32) if you're rich or well-off you can have a selective education for your child you can send them to a selective private school you can move to

a better catchment area or afford to send them long distances to get the education you want (.) but if you're not you can't (lignes 525-529)

Notons dans l'extrait (32) le contraste, introduit par la conjonction « but », entre la situation des nanti-e-s et celle des autres (étant résumée très concisément par le même type de phrase à subordonnée conditionnelle : « if you're not, you can't »).

Les personnages en situation privilégiée peuvent également être désignés par un nom de métier ou d'activité. Tous ces agents ont un point en commun : ils pratiquent des fraudes fiscales ou négligent les besoins de leurs employé-e-s ou les demandes des autorités et donc nuisent au pays. Ici, il s'agit aussi bien des agents-personnes (« tax-dodger », « middleman boss », « accountant financial adviser ») que des agents-entreprises (« international company », « household name »). Leur activité est soit explicitement caractérisée comme frauduleuse ou malhonnête (« a boss who earns a fortune but doesn't look after your staff, an international company that treats tax laws as an optional extra, a household name that refuses to work with the authorities even to fight terrorism, a director who takes out massive dividends while knowing that the company pension is about to go bust »), soit est déductible de leur désignation même (« tax-dodger »). En s'adressant aux personnes ou entreprises pratiquant ce type d'activités, May dénonce leur caractère intolérable : c'est à ces situations aussi que la Première ministre entend mettre fin :

(33) so if you're a boss who earns a fortune but doesn't look after your staff an international company that treats tax laws as an optional extra a household name that refuses to work with the authorities even to fight terrorism a director (.) who takes out massive dividends (.) while knowing that the company pension is about to go bust (.) [((tousse))]

[((la salle applaudit))]

i'm putting you on warning (lignes 125-132)

(34) if you're a tax-dodger we're coming after you

((la salle applaudit))

if you're an accountant financial adviser or a middleman who helps people to avoid what they owe to society we're coming after you too (lignes 383-385)

Quant aux actes de langage en jeu, c'est souvent un avertissement (33), voire une menace (34), qui est exprimée dans la matrice (« we're coming after you »). Le « peuple » est ainsi interpellé pour lui rappeler ses difficultés et formuler des promesses d'amélioration de ses conditions de vie, alors que les « élites » qui abusent de leurs privilèges et les fraudeur-se-s se voient adresser des avertissements et des menaces.

L'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde est construit selon le même modèle :

- (35) but today too many people in positions of power (.) behave as though they have more in common (.) with international elites than with the people down the road (.) the people they employ (.) the people they pass on the street (.) **but if you believe you're a citizen of the world you're a citizen of nowhere** you don't understand what the very word citizenship means (.) so if you're a boss who earns a fortune but doesn't look after your staff an international company that treats tax laws as an optional extra a household name that refuses to work with the authorities even to fight terrorism\ a director (.) who takes out massive dividends (.) while knowing that the company pension is about to go bust (.) ((tousse)) (lignes 121-130)

Se rapprochant des énoncés du second groupe, celui-ci permet d'identifier la catégorie « citizen of the world » comme n'étant pas acceptable vis-à-vis de la conception de la citoyenneté nationale que porte le discours de la Première ministre.

La conjonction « so » qui relie une série d'interpellations des élites à l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde laisse penser à une structure logique de spécification : l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde serait une sentence générale spécifiée ensuite par plusieurs exemples. Les « citizens of the world » seraient donc exactement les personnages de l'élite qui ne respectent pas l'esprit de citoyenneté nationale et dont les activités frauduleuses ou irresponsables nuisent à la population britannique. Soulignons cependant une différence importante. En effet, les statuts des personnages du second groupe, bien que critiqués, se situent dans la sphère du réel, avec la présence systématique de la copule « to be » au présent de l'indicatif (« if you are a tax-dodger [...] »). En revanche, le statut de citoyen-ne du monde est non seulement représenté comme blâmable, mais il est de surcroît éloigné de la sphère du réel à travers la modalisation par le verbe « to believe ». En effet, la présence dans l'énoncé d'un verbe de cognition crée une distance entre ce que l'on *pense* et ce qu'il en serait « en réalité ». Cela permet à la locutrice de se poser en même temps comme étant en mesure de distinguer la vérité des illusions de certain-e-s (voir *infra*).

Il est très important de rapporter l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde à son contexte large. La prise en compte de ce contexte permet de voir notamment que la catégorie se rapproche de celles de « patrons irresponsables » ou de « fraudeur-se-s ». Cela n'annule cependant en rien l'analyse de la réception et médiatisation critique de cet énoncé en lien avec le sens cosmopolitique de la catégorie « citizen of the world ». En effet, il est significatif que May ait utilisé ce concept, même si l'on suppose qu'elle n'entendait blâmer que les entreprises ne payant pas leurs impôts ou les employeur-se-s indifférent-e-s au sort de leurs employé-e-s :

In fairness to May, the 'citizen of nowhere' jibe was aimed at irresponsible business leaders who failed to contribute to British society, among whom was the former owner of BHS Sir Philip Green (Shipman, 2017: 18; Tapsfield et al., 2016). This is evident when the phrase is considered in the context of the speech, but it nonetheless highlights the polysemy of May's words and the active role of different empirical audiences in their interpretation. (Atkins 2021 : 10)

Partageant ce point de vue de la politiste Judi Atkins et en accord avec les principes généraux de l'analyse du discours, je ne cherche pas à proposer une « juste » interprétation des mots de Theresa May. Ce qui m'intéresse ici, c'est le type d'espace discursif qui est configuré lors de la médiatisation de son discours. Dans la section 6.4, je poursuis l'analyse de l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde en m'intéressant à la façon dont il mobilise à la fois une représentation de la citoyenneté mondiale et nationale, fort différemment mises en discours, ce qui constitue un premier indice de leur statut inégal. Cette section aborde l'énoncé en question en tant qu'il constitue une tentative de contrôle du dicible en matière de citoyenneté.

6.4 L'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde comme tentative de contrôle du dicible

Dans cette section, je propose une analyse de l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde en tant que *casus belli* du conflit conceptuel en question. En effet, il s'agit pour Theresa May d'une tentative d'endosser un pouvoir sémantique et de décider des règles du dicible, susceptibles de faire l'objet d'un désaccord, comme le prouvent les réactions ultérieures. Nous verrons quelles représentations de la citoyenneté sont mobilisées par la locutrice, qui ajuste le sens du concept de *citizenship* (section 6.4.1) et fixe les frontières du dicible moyennant une définition « négative » (section 6.4.2).

6.4.1 L'ajustement du sens de « citoyenneté »

L'énoncé débute par la conjonction « but » et constitue une phrase à subordonnée conditionnelle. La double occurrence du verbe « to be » au présent et d'un « you » générique confère un caractère sentenciel à l'énoncé à vocation définitoire. Cette fonction se réalise ici dans un acte d'ajustement du mot à la chose. En effet, la locutrice utilise les concepts « citizen of the world » et « citizen of nowhere » comme étant deux façons différentes de désigner le même objet, le deuxième nom étant plus « juste » que le premier. Cette démonstration du « bon » lien entre le mot et la chose, opposé à celui qu'instaurent celles et ceux qui se nomment « citizens of the world », traduit une volonté de la part de la locutrice d'opposer deux discours dans un même énoncé.

C'est la notion d'« hétérogénéité montrée » d'Authier-Revuz (1982 : 91-92) qui est susceptible de nous éclairer sur son fonctionnement. Rappelons qu'elle est définie comme la présence de ce qui relève de l'Autre dans la production discursive d'un locuteur ou une locutrice inscrit-e dans un réseau interdiscursif. Cette conception du discours permet d'aborder l'énoncé polémique comme

une opération de contrôle au sein du processus communicatif¹³⁷. Si le « contrôle-réglage » chez Authier-Revuz ne connote pas de rapports de pouvoir, il me semble nécessaire de le spécifier à l'égard de l'énoncé en question. En effet, la locutrice signale ici « l'[in]adéquation du mot à la chose » (*op.cit.* : 94). Plus précisément, elle vise à montrer que la « chose » (le référent de « citoyen du monde ») n'existe pas et que celles et ceux qui se désignent ainsi masquent un référent tout autre : celui de « citoyen-ne de nulle part », qu'il convient de prononcer pour faire correspondre le discours à la « réalité ». Ce propos rejoint ainsi une cohorte de « commentaires sur le masquage de la réalité » dont Paveau (2013 : 132) remarque qu'ils sont devenus « presque un genre de discours », tellement leur prolifération est importante. Dans le contexte politique actuel, ce type de propos constitue souvent une attaque au « politiquement correct » et une revendication du « free speech », c'est-à-dire de la volonté de sonner authentique, vrai, une stratégie activement exploitée par les figures politiques populistes (Montgomery *et al.* 2019 : 30).

Theresa May revendique précisément son droit de nommer les choses « telles qu'elles sont », de démasquer une désignation qu'elle considère comme inauthentique, trompeuse. En effet, les locutrices et locuteurs, lorsqu'elles ou ils perçoivent les inadéquations de la sorte, tentent de les ajuster : ces ajustements participent à « l'évaluation de[s] énoncé[s] d'autrui » (Paveau 2013 : 213-214). En l'occurrence, c'est à la fois une tentative de désillusion de celles et ceux qui se seraient fait piéger par la catégorie de « citizen of the world », jugée inadéquate, et une mise en scène de la citoyenneté mondiale comme d'une non-citoyenneté. L'ajustement permet de donner à voir cette représentation tout en excluant la catégorie « citizen of the world » de la sphère de ce qui peut raisonnablement se penser et se dire dans l'espace discursif que la locutrice entend maîtriser et contrôler.

Le concept « citizen of nowhere », mobilisé pour montrer la « vraie » nature du référent de « citizen of the world » convoque un argument anti-cosmopolitique basé sur un appel à l'étymologie du mot « citoyen »/« citizen ». Cicchelli (2016a : 24) explique que l'argument étymologique en question critique l'association des concepts « citoyen » (indexant l'ancrage dans une « cité ») et « monde, univers » (indexant un ensemble trop vaste pour être une « localité »)

¹³⁷ « En effet, elles [les formules de l'hétérogénéité montrée] s'inscrivent dans le fil du discours comme marques d'une activité de contrôle-réglage du processus de communication et spécifient, sous la forme négative de signal de défaillance ou de l'opération d'ajustement, les différentes conditions requises aux yeux du locuteur, pour l'échange verbal "normal", et qui, de ce fait, sont données implicitement comme "allant de soi" dans le reste du discours » (Authier-Revuz 1982 : 93).

dans un même mot¹³⁸, en qualifiant cette association d'oxymore. Dans le cadre d'une telle critique du concept de citoyen-ne du monde, l'appartenance du citoyen national (stable, issue d'une tradition et lui assurant une histoire ainsi qu'un projet d'avenir) est opposée à une potentielle errance d'un-e citoyen-ne du monde traînant sans attaches et sans finalité quelconque, donc un personnage inutile (puisque l'utilité et l'engagement se trouvent, dans le cadre de cette vision, liés uniquement à sa communauté nationale, comme on l'a vu dans le discours de May). Le discours qui prétend que « citoyen-ne du monde » est un oxymore considère en effet qu'il n'y a pas de citoyenneté en dehors de l'échelle nationale et que les obligations citoyennes sont conditionnées par l'appartenance territoriale dans le cadre des frontières nationales (Vieten 2018 : 8).

6.4.2 La fixation du sens et la posture d'autorité sémantique

Attardons-nous à présent sur la seconde partie de la séquence sur les « citoyen-ne-s du monde » qui constitue un jugement à caractère métalinguistique : « you don't understand what the very word citizenship means ». La locutrice s'arroge le pouvoir de fixer le sens des mots et le sens social plus généralement parlant, en se posant comme une instance légitime à décréter le « vrai » sens des mots et à le distinguer des autres qui seraient donc faux. Il s'agit précisément d'un commentaire sur le sens, présenté comme précédant tout emploi du mot dans le discours et comme étant « naturellement » donné au mot pour désigner une chose en particulier et jamais une autre. La compréhension de ce sens de « citoyenneté » se trouve, selon la locutrice, du côté de celles et ceux qui ne conçoivent pas de citoyenneté au-delà de la communauté nationale. Le même « you » générique et un présent de vérité générale sont mobilisés pour conférer une dimension universelle à l'énoncé (« aucun-e citoyen-ne du monde ne comprend le sens du mot "citoyenneté" »).

En même temps, la définition de la citoyenneté nationale n'est jamais donnée, elle est simplement indexée par le fait que les citoyen-ne-s du monde n'en comprennent pas le sens. Le fait de ne pas formuler une définition contribue à présenter la citoyenneté nationale comme une évidence, au point qu'il n'y a pas besoin de rappeler ce que cela signifie pour que tout le monde puisse interpréter d'une seule et même façon cet énoncé. Je qualifie ici cette dernière de « négative », entendant par là une définition qui n'a pas vocation à spécifier les propriétés sémantiques d'une entité, mais qui pointe le manque de connaissance de ces propriétés dans le camp adverse sans les expliciter. La privation des « citoyen-ne-s du monde » de la capacité intellectuelle à comprendre

¹³⁸ Pour Cicchelli lui-même, cet oxymore « présente une valeur heuristique, puisqu'il oblige à penser d'emblée la tension entre l'ancrage immédiat de la citoyenneté et l'ouverture de l'expérience humaine à des horizons de sens éloignés » (*ibid.*).

le sens du mot est précisément un travail sur les limites du dicible puisque les représentations concurrentes de la citoyenneté se trouvent placées des deux côtés de la frontière de l'acceptable. Celles et ceux qui se réclament de la représentation discréditée sont exclu-e-s du paradigme du dicible qui a été rappelé par la définition du « spirit of citizenship » qui place « naturellement » la citoyenneté dans le cadre national et seulement celui-ci.

Je ne suis pas la première à m'être intéressée au fonctionnement de l'énoncé en question. Le sémiologue Alin Olteanu, par exemple, le cite pour illustrer sa critique du culturalisme. Par « culturalisme » il entend l'idée que toutes les cultures possèdent des différences inhérentes et que ces différences constituent le fondement de toute construction du sens. Il analyse l'énoncé de May de la façon suivante :

What this implies in this context is that only by embracing a clearly defined British identity can an inhabitant of the UK (or of any state) have her citizen rights respected. Theresa May's statement is an ideological assumption, not a theoretical hypothesis as she would like to claim. It is entrenched in culturalist ideology. (Olteanu 2019 : 48)

Cette analyse tend, globalement, vers la même conclusion que la mienne, à savoir que l'énoncé en question a une prétention idéologique totalisante consistant à proposer un paradigme du dicible basé sur la prévalence de l'identité citoyenne nationale et à en exclure les représentations qui risqueraient de le mettre en danger. Un tel caractère idéologique de l'énoncé le prédestine à une circulation polémique dont la mise en place est décrite dans la section suivante.

6.5 L'émergence d'une « petite phrase »

Selon Krieg-Planque, une « petite phrase » est « un énoncé que certains acteurs sociaux rendent remarquable et qui est présenté comme destiné à la reprise et à la circulation » (Krieg-Planque 2011 : 26). Destinée volontairement ou non à une circulation accrue qui en fait un événement, la « petite phrase » est associée à « une intention, une position, à une doctrine, à une idéologie, à un trait de personnalité, à une opinion, à une stratégie, à une ambition, à des intérêts ou à un projet » (*op.cit.* : 32) dont elle est censée révéler la teneur, parfois de façon non-voulue. Commentée par un grand nombre de concerné-e-s (personnalités politiques, journalistes, lecteurs et lectrices, auditeurs et auditrices des médias), la petite phrase constitue un objet d'attention pour les linguistes, qui ont la possibilité, à travers ces commentaires, « d'en dégager les valeurs en discours ». Il est important que la « petite phrase » est potentiellement génératrice de confrontations discursives. En effet, Krieg-Planque remarque que

[la] « petite phrase » apparaît comme une catégorie péjorée, ce que suggère le fait que les petites phrases sont bien souvent déniées, critiquées, dénoncées, dépréciées, condamnées. Les « petites phrases » sont associées diversement à la surface (par opposition à ce qui serait le fond, les questions de fond, les débats de fond), à la forme (là aussi par opposition au fond), à l'anecdote (par opposition aux contenus, aux projets), à la polémique et aux polémiques (par opposition au débat de fond, au débat digne, au débat à la hauteur des enjeux), à l'agressivité, à l'invective, aux attaques, à l'insulte et l'injure, à la surenchère, à la mesquinerie et la bassesse, à la gratuité, à l'irresponsabilité (dans le sens de déclarations irresponsables) ou encore aux effets d'annonce (par opposition à l'action). (*op.cit.* : 39)

Dans la section 6.5.1, je montre que l'énoncé de May possède toutes les caractéristiques linguistiques et discursifs préalables qui le prédestinent à devenir une « petite phrase ». La section 6.5.2 illustrera son parcours de figement, qui commence le jour même où Theresa May prononce son discours. Enfin, dans la section 6.5.3, j'analyse une fausse nouvelle qui a émergé lors de ce parcours de circulation médiatique et a sans doute renforcé la visibilité et le caractère polémique de l'énoncé.

6.5.1 Les prédispositions de l'énoncé à devenir une « petite phrase »

Si l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde se prête particulièrement bien à une circulation intense et à des interprétations controversées, c'est, d'abord, en raison de sa structure syntaxique. Sa mémorabilité réside notamment dans un rythme créé par un parallélisme prédicatif (« you are a citizen of the world »/« you are a citizen of nowhere »). Cet emboîtement de répétitions apparente l'énoncé à un ensemble de slogans politiques et publicitaires qui usent de procédés proches de ceux de la versification. Boutet (2016 : 151) remarque : « Le rythme, l'une des propriétés centrales de la poésie, de la littérature orale et de la chanson, est très largement exploité dans les slogans politiques ou commerciaux ». Cela s'applique à l'énoncé en question comme à beaucoup d'autres « petites phrases » politiques, que Krieg-Planque compare, elle aussi, aux slogans publicitaires (2011 : 33). Enfin, l'énoncé devient un vecteur de positionnement idéologique. Il traduit une position anti-cosmopolitique (il use d'un argument classique de déracinement des cosmopolites) qui se réalise dans le contexte du discours vantant les avantages du Brexit. Je montrerai à présent comment son détachement du reste du discours et son entrée en circulation se fait à travers les discours médiatiques s'emparant de l'énoncé.

6.5.2 Circulation médiatique

Les premiers articles commentant la future petite phrase paraissent peu après le discours de May. Le détachement de la petite phrase se produit à grande vitesse, de sorte que dès les premières reprises médiatiques elle devient autonome et sa reprise s'accompagne d'une mise en scène

habituelle des petites phrases. Nous aurons l'occasion de le constater dans cette section et la suivante qui retracent le parcours de l'énoncé le 5 et 6 octobre 2016.

Les internautes sont les premier-e-s à faire émerger l'énoncé comme une séquence figée, détachable et polémique. Pour cette raison, l'un des tout premiers articles sur le sujet, paru dans le *London Evening Standard* le 5 octobre à 13h, signé Jamie Bullen (2-Bullen-London), commente les réactions des réseaux sociaux. Il propose notamment une sélection de tweets dont les auteur-e-s s'indignent du propos de May. L'article de Bullen est intitulé « Theresa May Sparks Major Backlash over “Citizen of the World” Remark », en conférant ainsi un caractère singulier à sa remarque qui se transforme en un événement à l'origine d'une forte réaction des réseaux sociaux (« major backlash »).

Le processus de construction de la petite phrase dans les journaux nationaux est un peu plus lent. Les premières publications à paraître sur le sujet sont celles qui fournissent la transcription intégrale du discours de May sans aucun commentaire (« full speech »). Plusieurs journaux et magazines la font paraître presque simultanément : *The Spectator* (à 14h00), *The Financial Times* (à 14h22), *The Telegraph* (à 14h50), *The Mirror* (à 15h13) et *The Independent* (à 15h28)¹³⁹. Dans ces publications, l'énoncé n'a encore aucun statut exceptionnel vis-à-vis du reste du discours de la Première ministre. Cependant, peu après, il commence à faire partie d'une sélection de propos « à retenir » qui se voient extraits du discours et commentés par les journalistes livrant leurs premières analyses. L'un des premiers articles de ce type est celui de David Hughes de la *Press Association* (2-Hughes-Press), publié au même moment que les dernières transcriptions (à 15h09). L'article présente une sélection de citations avec des enchaînements et quelques reformulations minimales du journaliste. Intitulé « Theresa May targets tax dodgers and “dysfunctional” markets in speech », il inclut dans ces citations choisies l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde sans aucun commentaire. Un autre article participant au détachement de l'énoncé paraît à 17h45 dans *The Independent* (2-Rentoul-Independent). John Rentoul y décrypte de manière ironique une sélection de propos de May (« what she said and what she really meant »).

Le tournant dans le parcours de la petite phrase est marqué par un article de *The Guardian*, sorti à 21h01 (3-1-Moore-Guardian)¹⁴⁰. En effet, dans les articles précédents, l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde est encore interprété en lien avec son co-texte où Theresa May évoque sa volonté

¹³⁹ Pour la raison évidente de répétitivité, ces textes ne figurent pas en annexe.

¹⁴⁰ Cet article figure dans l'annexe 3.1 car il fait partie à la fois du corpus de travail (annexe 3) et du corpus relatif à la circulation de la « petite phrase » (annexe 2).

de faire respecter les règles fiscales à toutes les entreprises dans son pays, y compris les multinationales (cf. le titre de Hughes, « Theresa May targets tax dodgers and “dysfunctional” markets in speech »). La journaliste de *The Guardian* Suzanne Moore, quant à elle, réoriente l'interprétation de l'énoncé. En évacuant la question fiscale, elle en propose une nouvelle lecture en mettant au centre de l'attention la question de citoyenneté et d'immigration. En effet, elle titre « The message of Brexit was mixed. Now we are told it was simply a referendum on immigration ». Le discours de May fait l'objet d'une analyse dans laquelle la journaliste produit une réflexion sur l'évolution du discours politique :

- (36) The dots are not joined here at all. The language of belonging matters. The redrawing of these new boundaries is being done in the language of the left, but it is the most extreme move to the right I have seen in my lifetime. “Stop the world I want to get off” turns into: “If you believe you are citizen of the world, you’re a citizen of nowhere.” A slight affront to the easyJet generation, a death sentence if you are on a dinghy in the cold sea. This is no move to the centre but a plunge into dark, dangerous waters. (3-1-Moore-Guardian)

Cette évolution est décrite en s'appuyant sur la métaphore de carte où les frontières bougent (« the redrawing of these new boundaries »). Dans son article, qui fustige autant la politique de division des conservateurs que l'arrogance des élites « libérales », elle remarque une tendance discursive qu'elle caractérise comme un basculement vers la droite (désignée, métonymiquement, par la locution « language of belonging » visant les discours « identitaires » de la droite). Or ce basculement se fait, selon elle, à travers « le langage de la gauche » : elle y fait allusion à la façon dont May cherche à adopter une rhétorique travailliste. En effet, tout au long de son discours elle s'adresse aux « ordinary working-class people », comme nous l'avons vu dans la section 6.2 ; elle déclare également que le parti conservateur est « the party of workers » (ligne 370) : un élément de discours que les politistes Kevin Hickson, Robert Page et Ben Williams (2020 : 340) qualifient à la fois comme « une atteinte verbale directe à l'héritage des travaillistes » et une tentative de proposer « une forme de politique plus inclusive et unificatrice que celle mise en œuvre par son prédécesseur immédiat », David Cameron.

Très métalinguistique, le dernier paragraphe de l'article confère de la visibilité à l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde et permet de « boucler » la structure circulaire de l'article en faisant écho au titre ainsi qu'au chapô qui reproche à May de faire une sélection dans la catégorie de « working-class people » auxquelles elle s'adresse, et de ne parler en fait qu'aux Anglais-e-s blancs et blanches : « For all the talk of being the party of the workers, the only ones the Tories seem to care about are white English people ». L'usage que fait la Première ministre de la catégorie « citoyen-ne du monde » constitue ici le cœur de la critique. Selon la journaliste, la cible de ce qu'elle perçoit comme une accusation ne sont pas les entreprises esquivant les impôts mais les personnes

désignées d'un côté comme une « génération *easyJet* » et de l'autre côté comme les passagers d'un dinghy « dans les eaux maritimes froides ». La métaphore à la base de la première désignation renvoie à la facilité avec laquelle les cosmopolites parcourent le monde. Cette facilité est soulignée à la fois par une généralisation qui inclut tout un groupe dans une seule catégorie, ainsi que par le choix du nom de la compagnie low-cost (*easyJet*) qui lui-même dénote la facilité de voyager à travers l'adjectif « easy ». Ce dernier détail atténue cependant l'idée de privilèges, sachant que les trajets avec les compagnies low-cost sont accessibles à un plus grand nombre de personnes que ceux offerts par les compagnies traditionnelles. La deuxième désignation n'est, au début, en rien une métaphore, renvoyant aux migrant-e-s qui traversent la Méditerranée en utilisant des transports de fortune. Cependant, une métaphore est filée à partir de l'image de la mer pour signifier le danger (« a plunge into dark, dangerous waters ») dans lequel la rhétorique « identitaire » semble abandonner ces personnes. Grâce à ce genre de commentaire, l'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde commence à entrer dans le débat public sur l'identité nationale, l'immigration et la citoyenneté, non sans quelques détours curieux au début de sa circulation.

6.5.3 Une fausse nouvelle dans le parcours de la « petite phrase »

À 21h06 le même jour, *The Independent* titre: « Theresa May speech: Marine Le Pen endorses PM's "citizen of the world, citizen of nowhere" comments » en publiant un article signé par Will Worley (2-Worley-Independent). Il prétend que Marine Le Pen aurait salué sur Twitter les propos de Theresa May. Une telle reprise de l'énoncé attire d'abord l'attention sur l'acquisition par celui-ci d'une autonomie totale par rapport au discours du 5 octobre :

- (37) The monologue dealt with numerous issues in classical Conservative rhetoric, attempting to appeal to the party's core grassroots support and other potential voters. But the Prime Minister also signalled a sharp swing to the right, talking about national pride and immigration in much stronger terms than her predecessor, David Cameron, ever did.
“If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere,” she said in the 7,000-word speech.
Ms Le Pen was quick to respond on Twitter, saying: “Exactly. If you believe that you are a world citizen, you are a citizen of nowhere.” (2-Worley-Independent)

L'énoncé, réduit à ces deux concepts-clés (« citizen of the world, citizen of nowhere »), représente ici, métonymiquement, l'ensemble du discours du 5 octobre, dont témoigne le commentaire qui accompagne la citation : « she said in the 7,000-word speech ». Aucun de ces 7000 mots n'est cité, mis à part le propos sur les citoyen-ne-s du monde « pris en charge » par Marine Le Pen.

L'association est cependant précipitée, le compte Twitter de « Marine Le Pen » s'étant avéré faux. Cela s'apprend assez rapidement et le 6 octobre *The Guardian* dément la fausse nouvelle dans un article publié à 13h18 (2-Belam-Guardian) et dialoguant directement avec celui de *The Independent* (voir son titre : « No, Marine Le Pen did not endorse Theresa May's speech on Twitter with a handclap emoji », signé Martin Belam). Cela dit, la comparaison établie entre May et Le Pen subsiste, car l'auteur fait plusieurs concessions qui indiquent que démentir une « fake news » ne veut pas dire pour lui nier la possibilité du rapprochement des discours des deux femmes politiques. La première de ces concessions se trouve dans la première moitié du texte :

- (38) While there's no doubt that Le Pen would find some common ground with the Conservative party's sudden focus on the impact of foreign workers on employment, the account that made the tweet is not Le Pen's. (2-Belam-Guardian)

Ce qui est asserté ici, c'est le caractère fautif de la nouvelle (« the account that made the tweet is not Le Pen's one »). Cette assertion est cependant sujette à une concession (introduite par « while ») qui accorde une part de probabilité à l'événement. Grâce à l'emploi du conditionnel (« would find »), le fait que Marine Le Pen puisse être d'accord avec Theresa May apparaît comme n'étant pas à exclure. Cette concession se trouve renforcée à plusieurs reprises, notamment à travers les citations d'autres acteurs politiques qui critiquent la « rhétorique anti-immigration » de May :

- (39) May's speech at the Conservative party conference has attracted considerable criticism for its anti-migrant rhetoric. The Labour leader, Jeremy Corbyn, issued a statement saying: "Conservative party leaders have sunk to a new low this week as they fan the flames of xenophobia and hatred in our communities and try to blame foreigners for their own failures."
A joint statement from the Scottish National party, Plaid Cymru and the Green party described the Conservative conference as producing "the most toxic rhetoric on immigration we have seen from any government in living memory." (2-Belam-Guardian)

Parmi les procédés critiques employés par le journaliste, on retrouve la métaphore « the flames of xenophobia », le syntagme « anti-migrant rhetoric » et un autre, « the most toxic rhetoric on immigration », où la critique est intensifiée par la forme superlative de l'adjectif et par une qualification universalisante (« we have seen from any government in living memory »). Notons une similitude de ce procédé avec celui utilisé par Moore (le superlatif et la mise en évidence du caractère unique du « virage à droite ») : « The redrawing of these new boundaries is being done in the language of the left, but it is the most extreme move to the right I have seen in my lifetime ». L'article de Belam se conclut, enfin, par une deuxième concession :

- (40) An apparent show of support for May's views from one of the leading far-right figures of European politics plays perfectly into people's desire to paint Conservative proposals on immigration and foreign workers as a significant and worrying lurch to the right. However, as is often the case, you can't necessarily believe everything you read on or about social media. (2-Belam-Guardian)

L'appel à la vigilance face aux fausses nouvelles circulant sur les réseaux sociaux (« you can't necessarily believe everything you read on or about social media ») s'accompagne d'une concession (« however, as is often the case ») qui porte cette fois sur la réception des discours politiques et la tentation éprouvée par certaines personnes d'assimiler le discours des conservateurs britanniques à celui de l'extrême droite française. Les arguments de ressemblance, voulue ou non, entre les conservateurs et Marine Le Pen, développés tout au long de l'article pour expliquer l'apparition de la fausse nouvelle, sont finalement présentés comme intenable, ce qui se réalise, de la part du journaliste, dans l'acte de « mise en garde contre les *fake news* » (Doutreix et Barbe 2019 : 52) : « you can't necessarily believe everything you read on or about social media ». Marie-Noëlle Doutreix et Lionel Barbe mettent en évidence le caractère prescripteur de ce discours de mise en garde lorsqu'il émane des médias. En s'appuyant sur leur statut de professionnels de l'information, ces médias disqualifient, selon les auteur-e-s, dans leur façon de traiter la matière, leur propre lectorat. Dans cet exemple, le rôle prescripteur qu'endosse le journaliste de *The Guardian* est notamment visible dans l'emploi de la modalité déontique portant sur l'action de « croire » (« you can't necessarily believe »). Quoique la fausse nouvelle ait été diffusée par ses confrères et consœurs journalistes, Martin Belam s'adresse avant tout aux lecteurs et lectrices du journal pour lequel il collabore. Cette interprétation trouve son écho dans les analyses que fait von Münchow (2004 : 141-142) de la minimisation des fautes professionnelles des collègues par les présentateurs et présentatrices de journaux télévisés qui « ne traite[nt] que par allusion » les discours « contradictoires » et parfois faux émis par d'autres médias. Dans mon cas, il en résulte que les lecteurs et lectrices se voient conférer une place de « disciples » ignorant-e-s face au journaliste « connaisseur ». Il saisit l'occasion d'une *fake news* pour faire de la pédagogie de la désinformation, tout en reconnaissant que la probabilité que la nouvelle puisse être vraie est assez élevée et en se positionnant ainsi par rapport au discours de May.

Même si la nouvelle s'avère fausse, elle contribue probablement au figement de la petite phrase de Theresa May, qui continuera son trajet dans les jours et les mois suivants, en parcourant les médias britanniques et ceux d'autres pays d'Europe. En effet, à partir du 6 octobre, l'énoncé commence à fonctionner indépendamment du reste du discours, et les réflexions sur sa valeur surgissent : on remarque sa contradiction avec l'autorisation de voter accordée aux émigré-e-s britanniques de longue date (« Expats to get "votes for life" », 2-Peck-Independent) et on inscrit l'énoncé dans l'historicité des discours sur la citoyenneté : « Theresa May's rejection of Enlightenment values » (3-4-Letters-Guardian-1) et « Ancient and modern: Diogenes vs Theresa May », (3-1-Jones-Spectator). Les premiers articles d'opinion sur le sujet paraissent ainsi dès le 6

octobre, à la fois dans la presse nationale et sur diverses plateformes web et blogs : « I'd rather be a citizen of nowhere than live in May's Britain » de Phil Bayles dans *CaféBabel* (3-3-Bayles-CaféBabel) ou encore « Citizens of the world, beware: The British government doesn't think you should exist » par Cassie Werber dans *Quartz* (3-3-Werber-Quartz). Dans ces articles qui viendront amplifier le conflit conceptuel, on remarque une consécration de l'énoncé en question en tant que petite phrase à l'aide de présentateurs linguistiques (Micheli 2013 : 17)¹⁴¹. Certains d'entre eux témoignent du figement de l'énoncé perçu comme un fragment de discours stable et à caractère sentencieux (« her dictum », 3-4-Letters-Guardian-1), d'autres accentuent la notoriété acquise par l'énoncé, comme dans « infamous phrase » (3-4-Goodall-Rosetta) ou son danger potentiel, comme dans « insidious phrase » (3-7-Europe-29).

La circulation accrue de la petite phrase est à considérer comme l'un des principaux catalyseurs du conflit conceptuel. En effet, elle permet la remobilisation d'un concept historiquement chargé d'interprétations contradictoires, celui de « citizen of the world » (d'autant plus qu'il est assimilé à un autre, « citizen of nowhere »). Il n'en faut alors que très peu pour qu'une confrontation sur les mots se mette en place, étant donné la nature métalinguistique de la petite phrase et son effet pragmatique de contrôle du dicible (voir *supra*). En continuant de relever les contenus des représentations de la citoyenneté disponibles dans l'espace du conflit conceptuel qui se forme ainsi, je monterai à présent comment la sphère publique a réagi au discours de Theresa May. Les sections qui suivent présentent trois procédés à travers lesquels les représentations qu'elle mobilise sont critiquées et questionnées, et d'autres discours sur la citoyenneté sont proposés en amenant avec eux des représentations différentes.

6.6 Métadiscours : construire un espace de conflit conceptuel, faire émerger des représentations alternatives

Jusque-là, deux représentations de la citoyenneté ont été identifiées, proposées par May : une citoyenneté exclusivement nationale, bénéficiant d'un statut dominant, et une citoyenneté cosmopolitique présentée comme un déracinement et comme un manquement à la seule « vraie » citoyenneté. En y réagissant, les locuteurs et locutrices du corpus de travail déploient notamment

¹⁴¹ Raphaël Micheli entend par « présentateur linguistique » un élément du métalangage, un mot ou un syntagme introduisant, du point de vue de sa nature linguistique perçue, un autre fragment de discours, cité ou non.

des procédés métadiscursifs à caractère réfutatif (visant à critiquer et à rejeter le discours de May) et propositif (visant à dire la citoyenneté, y compris la citoyenneté mondiale, d'une autre manière).

Dans la section 6.6.1, je m'interroge sur le rôle de la convocation de discours mémorables dans les contre-arguments médiatiques et en analysant les « jugements de dé-mémoire » (Paveau 2006 : 111) portant sur l'énoncé de Theresa May qui serait en rupture avec l'histoire du concept de citoyenneté. La section 6.6.2 permet de montrer comment un autre type de mémoire, celui de l'antisémitisme, est convoqué pour dénoncer les propos de May comme essentialisants et lui opposer une conception de la citoyenneté comme étant multiple et dynamique. Je travaille dans cette section sur la métaphore de « racines » et d'« enracinement » que certains acteurs médiatiques cherchent à déconstruire. Enfin, dans la section 6.6.3, je rends compte des moyens par lesquels les définitions alternatives de la citoyenneté sont formulées dans le corpus et montre comment l'énoncé polémique devient, parfois, une matière à resignifier.

6.6.1 Rétablir la continuité mémorielle

J'ai fait remarquer dans la section 6.3.2 qu'en proposant le concept « citizen of nowhere » comme étant la « juste » façon d'appeler les « citizens of the world », Theresa May mobilise une représentation du cosmopolitisme comme d'une non-appartenance, opposée à un ancrage territorial et historique des citoyen-ne-s « nationaux » et « nationales ». Elle suggère que par sa nature le mot « citizenship » ne peut rien signifier d'autre qu'une citoyenneté exercée dans le cadre d'un État-nation. Les conceptions de la citoyenneté cosmopolitique proposées par des acteurs et actrices du discours public s'appuient, elles aussi, sur un appel aux mots et à leur histoire – cette fois-ci il s'agit des mots du cosmopolitisme – pour en user exactement de la même façon en prétendant détenir le « vrai » sens de ce que « citizenship » veut dire. Ces procédés caractérisent surtout les articles de commentaires dans les journaux nationaux, mais aussi certains billets de blogs, d'universitaires et de particulier-e-s. L'objectif de ces rappels étymologiques est de démontrer que le discours de May est en rupture avec les origines du concept de citoyenneté, avec son sens, « vrai » car initial. Les discours médiatiques mobilisent en effet, eux aussi, une vision patrimoniale de la langue dont les sens « originels » auraient tendance à être corrompus par les locuteurs et locutrices ne tenant pas compte de l'histoire de leur langue, ne préservant pas ses sens « premiers ». L'exactitude de l'expression serait ainsi fonction du respect des origines des mots. Sur le plan matériel, les traces de la rupture sémantique que les locuteurs reprochent à May ont été relevées à partir des jugements de dé-mémoire (Paveau 2006 : 111), c'est-à-dire des énoncés

métadiscursifs qui ont vocation à signaler que, dans un discours sur lequel porte le jugement, « ‘l’usage de tel mot ne respecte pas la mémoire de son attribution première’ » (*ibid.*).

Les locuteurs et locutrices tentent alors de rétablir la continuité en indiquant l’énonciateur premier, celui qui serait véritablement légitime à leurs yeux à définir le sens de « citoyenneté ». Sont convoqués, à cet effet, des noms de figures historiques (Diogène, Kant), des appellations d’instances collectives (les philosophes grecs) et des chrononymes (Bacot *et al.* 2008) référant à un domaine de mémoire qui n’est pas simplement une période mais un lieu discursif et historique à la fois (l’Antiquité, les Lumières)¹⁴². Signaler la rupture étymologique permet, enfin, dans certains cas, d’inscrire le discours de May dans un réseau de récits nationalistes pratiquant la même dissociation. L’exemple suivant illustre un cas typique de jugement de dé-mémoire, dans la mesure où le locuteur reproche à May de « monopoliser » le concept de citoyenneté, de le « britanniser », en oubliant ses origines qui remontent à l’Antiquité et à son patrimoine littéraire :

- (41) Citizenship, despite the Home Office’s farcical attempts to rebrand it as a “British value”, is a notion that originates in Greece. You see it being moulded and honed in the comedies of Aristophanes, the tragedies of Euripides and Sophocles. (3-1-McCarthy-Guardian)

Le caractère intentionnel de cette monopolisation est critiqué à travers l’usage du verbe « to rebrand » relevant de l’univers sémantique du commerce et de la publicité. Il entre en contraste avec les références aux classiques de la littérature grecque antique (Aristophane, Euripide et Sophocle) et avec la caractéristique donnée au « citizenship », désigné par l’auteur même comme « literary concept » plus loin dans l’article.

Pour comprendre le rôle de ces jugements de dé-mémoire, on peut s’intéresser aux arguments similaires qui ne portent pas uniquement sur la mémoire des mots, mais sur la mémoire collective de façon générale. Le reproche d’oubli de la mémoire, toujours lié à l’Antiquité grecque et à la figure de Diogène, est également central dans l’une des interventions de l’écrivaine Elif Shafak lors d’un débat sur la citoyenneté mondiale organisé par *Intelligence squared*. Cet oubli est, selon la locutrice, caractéristique des discours nationalistes, dans ce cas des nationalistes turcs :

- (42) ES as i was listening to *simon i was thinking about this another (.)um thinker from the from the past from history the the greek thinker *diogenes *diogenes who saw himself as as a world citizen he came actually from um a from a town in *black sea which is in *turkey today in in a town called *sinope so in *sinope we have his statue right every year

¹⁴² Par « chrononyme », les auteurs cités entendent en effet « une expression, simple ou complexe, servant à désigner en propre une portion de temps que la communauté sociale appréhende, singularise, associe à des actes censés lui donner une cohérence, ce qui s’accompagne du besoin de la nommer » (Bacot *et al.* 2008 : 5).

you know every every couple of months mobs of turkish nationalists go there and they try to pull down the statue saying why do we have this statue of a greek philosopher in the middle of our town (.) and to me the whole scene is is a good example because that is what nationalism does to us first of all it makes us forget our own history (.) *asia *minor you know greeks turks so many communities living together contributing throughout history there's no such thing as a homogeneous identity there never was but that's what they make us think that's what nationalism does to us it really shrinks our minds and i think it shrinks our hearts as well (3-7-Intelligence-57)

La locutrice fait entendre dans son intervention deux discours opposés. D'un côté, un discours nationaliste symbolisé par la dichotomie « nous vs eux » (« we have », our town » vs « Greek philosopher »). C'est dans ce discours rapporté attribué aux « nationalistes turcs » que l'oubli se manifeste : « why do we have a statue of a Greek philosopher in the middle of our town ? ». De l'autre côté, un discours cosmopolitique est, lui, ancré dans l'histoire (« Asia Minor, you know, Greeks, Turks, so many communities living together, contributing throughout history ») et conçoit la pluralité des identités (« there's no such thing as a homogeneous identity »¹⁴³). Ainsi, la conception cosmopolitique de la citoyenneté est-elle associée à la continuité mémorielle. Au contraire, le discours nationaliste est caractérisé par un oubli de la mémoire collective à travers la construction d'une frontière entre les communautés et, partant, d'une idée de communautés nationales homogènes. Cela fait écho à la fonction prêtée à l'oubli mémoriel dans l'exemple précédent, à savoir « britanniser » un concept né et présent dans d'autres sociétés que la société britannique.

Les références aux origines grecques du concept de citoyen du monde tendent en effet à rappeler les origines européennes de la notion de citoyenneté. Les locuteurs et locutrices pointent ainsi un paradoxe qui consiste, dans le cas du propos de May, à redéfinir la citoyenneté en quelque sorte contre l'Europe, alors même que ce serait son foyer d'origine :

- (43) The idea of being a 'citizen of the world' has long been a cliché in English, and was bequeathed to us principally through Cicero and Plutarch, who both record that Socrates claimed to be one (Tusc. 5.108,

¹⁴³ Cet énoncé fait allusion à une célèbre citation de Margaret Thatcher : « there is no such thing [as society], there are individual men and women and there are families and no government can do anything except through people and people look to themselves first ». Cette phrase, prononcée dans une interview accordée au magazine *Woman's Own* le 31 octobre 1987, symbolise une approche individualiste dans la conception de l'État-providence : « To her critics, Thatcher's denial of the existence of society was a pithy admission of her radical individualism » (Allen 2020 : 2116).

Exil. 600f). The phrase crops up over 100 times in English writing between 1580 and 1700, according to a very quick search on EEBO^[144].

Classicists tend to regard the anecdote about Socrates as derivative from one about a man viewed in antiquity as Socrates' philosophical grandson, Diogenes of Sinope. He came to Athens in the fourth century BCE, and spent his days provoking the Athenians in ways which led to a particularly rich tradition of stories – many no doubt embellished in the retelling. He lived in a barrel, masturbated in the market-place... and declared himself to be a “kosmopolites” (Diogenes Laertius 6.63).

The word “cosmopolitan” has become familiar, but in Greece it was an oxymoron, typical of Diogenes' provocative style. “-politan” refers to the “polis”, one of the thousand or so towns which defined the citizenship of Greeks in a much more local way than we are used to. By juxtaposing this with “cosmo-”, Diogenes replaced the Greek norm of citizenship of one town with a sense of belonging not just to “Greece”, “humankind” or “the Earth”, but to the whole cosmos. This is of a piece with Diogenes' famous sense of commonality with animals: he was the original “cynic” because he admitted to “dog-like” behaviour. And since the Greek word *kósmos*, as well as referring to the universe, refers to other instances of elaborately ordered wholes including the government of single poleis, the choice of word makes this slide from literal citizenship to more extended loyalties seem natural.

Different philosophers fleshed out this sense of commonality with others in different ways. Diogenes probably connected it to his ideal of living in accordance with “nature”, of which everything is a part. One would hardly expect a prime minister to endorse the ways in which Diogenes pursued that ideal, by flouting as artificial the obligations and prohibitions imposed by Athens' civic organisation.

Soon after, however, Zeno of Citium also viewed all human beings as “fellow-citizens” (Plutarch Fort. Al. 329a), and founded the Stoic tradition of cosmopolitanism, which placed more weight on the divine ordering of all society. Later in antiquity, Pseudo-Heraclitus presented this thought starkly: if you are a good citizen of one polis, you will be a “citizen of the world” because you will also obey the unwritten divine laws which govern it (Epistle 9.2).

In declaring that the ideal of being a citizen of the world amounts to a misunderstanding of the word “citizenship”, Theresa May tried to make the oxymoronic seem moronic. In context, her comment applied explicitly only to a small group of the wealthy for whom, she suggested, cosmopolitan identity replaces commitment to a particular nation or community. However, the general form of the soundbite means that, as she could have predicted, it has also been widely quoted out of context as an instance of the current stirring of suspicion towards feelings of loyalties to Europe.

One of the things we share with Europe is the classical tradition, which gives us the word “cosmopolitan” and a range of ways of conceptualising cosmopolitanism, which should not be thrown out with the bathwater in the prime minister's comment. (3-4-Thomas-Argonauts)

La critique de l'usage du concept « citoyen du monde » par May consiste ici à dire qu'en mésinterprétant le concept, la Première ministre rompt avec la tradition classique européenne. Or, le locuteur considère que cette dernière est constitutive de la culture britannique. Rejeter un concept venant de la culture européenne équivaut pour lui, dans le contexte du Brexit, à nier les liens culturels entre l'Europe et le Royaume-Uni qu'il tente alors de maintenir (ou de rétablir) par son abondant métadiscours. Cela explique pourquoi il commence par un bref renseignement sur l'histoire du concept dans la langue anglaise (« The idea of being a 'citizen of the world' has long been a cliché in English [...] »), avant de passer aux informations étymologiques : c'est ici que la

¹⁴⁴ EEBO (*Early English Books Online*) est le plus grand corpus de l'anglais moderne qui réunit les textes littéraires datant de la période entre la deuxième moitié du XV^e et la fin du XVII^e siècles. URL : <https://www.english-corpora.org/eebo/> (consulté le 01/06/2022).

liaison entre l'Europe et le Royaume-Uni est (r)établie. En rappelant les racines grecques du mot utilisé depuis plusieurs siècles en anglais il tente de réparer le dégât sémantique et culturel qu'a causé, à son sens, le propos de la dirigeante britannique.

En effet, la perception d'un oubli de mémoire des mots de la part de May produit le plus souvent des tentatives de réparation. Dans cet article de *The Guardian*, la réparation se réalise à travers la convocation de discours des philosophes des Lumières, dont Kant en premier lieu :

- (44) In attacking world citizenship in her dictum, "If you believe you are a citizen of the world, you're a citizen of nowhere", Theresa May is in effect repudiating Enlightenment values as a whole, for cosmopolitanism is the apex and indeed the glory of Enlightenment philosophy, encompassing liberty, equality, fraternity, and all our human rights. The greatest of all Enlightenment thinkers, Immanuel Kant, proposed the ideal of world citizenship as a means to achieve perpetual peace. (3-4-Letters-Guardian-1)

L'usage polémique du concept de « citizen of the world » par May est perçu comme intentionnel et clairement malveillant (une « attaque »). Il est contraire aux « valeurs des Lumières » et à la tentative d'instauration de la paix selon la philosophie kantienne (« Immanuel Kant [,] proposed the ideal of world citizenship as a means to achieve perpetual peace »). Cela revient à dire que la citoyenneté représentée par May comme une valeur britannique ne peut être comprise en dehors des valeurs européennes issues d'une mémoire partagée.

Pointer les ruptures mémorielles revient à présenter le discours cosmopolitique comme respectant au contraire cette mémoire des mots et des faits. Dans cet extrait d'un billet issu d'un blog de voyage, le locuteur se positionne en héritier d'une conception de la citoyenneté globale venant de l'Antiquité et des Lumières :

- (45) Call me naive, but I do believe in a cosmopolitan society. Global citizenship isn't just a bumper sticker slogan. It's an enlightenment ideal that goes back thousands of years. You can trace it through the ages all the way back to Diogenes, the Greek philosopher. (3-4-Shackell-Intrepid)

Cette continuité est assurée par la réfutation dialogique d'une idée de citoyenneté globale coupée de ses origines, anhistorique et simpliste (« [it is] a bumper sticker slogan »). Après avoir renoncé à penser la citoyenneté globale de cette manière, le locuteur en propose une autre définition qu'il construit comme étant historicisée. Cette historicisation se fait dans les deux dernières phrases de l'extrait en introduisant le domaine du passé des discours cosmopolitiques (grâce aux verbes « goes back », « trace », au syntagme « all the way back » ainsi qu'aux circonstanciers de durée « thousands of years », « through the ages »), lié notamment à la figure de Diogène.

6.6.2 Convoquer la mémoire des mots pour dénoncer l'essentialisation

La mise en place du conflit conceptuel dans la réception-médiatisation du discours de May consiste à reprocher à ce dernier non seulement une rupture avec certaines traditions discursives valorisées, mais aussi une supposée continuité avec certaines autres, condamnées en vertu d'un consensus actuellement en vigueur dans les discours publics européens. Ce rapprochement identifié entre le discours de May et les discours antisémites, notamment, permet par la même occasion de représenter sa vision de la citoyenneté comme étant essentialisante, rigide, et les alternatives cosmopolitiques comme plus souples, dynamiques, plurielles. La convocation des exemples historiques liés à l'antisémitisme caractérise surtout les articles de journaux et le courrier de lecteurs et de lectrices « génétiquement » lié aux sujets abordés dans ses articles.

Observons ces deux courriers publiés dans *The Guardian* :

- (46) Theresa May's assertion of the need to tax "citizens of the world and of nowhere", presumably referring to foreign investors in the UK, may have been "felicitous" as Simon Jenkins says (May has the party's adoration for now. That won't last, 6 October). Curiously, however, a Google search (deleting the second "of") suggests that the phrase originated as an epithet for the Roma people, albeit not intrinsically a pejorative one. It also bears a striking similarity to the more sinister term "rootless cosmopolitans", deployed by Stalin to justify his late 1940s purge of Jewish intellectuals. One can only hope that these connections are indicative merely of a cloth-eared speechwriter, rather than of a dog-whistle aimed at the sharp ears of the racists who are already walking tall in Brexit Britain. (3-4-Letters-Guardian-1)
- (47) The very different, pejorative sense of cosmopolitanism adopted by Ms May, however, originates in German antisemitic discourse. It emerged in the 19th century: the "rootless Jew" was seen as a "cosmopolitan" citizen from "nowhere". This view is echoed in that most vile of all antisemitic texts, *The Protocols of the Elders of Zion* (1903). Subsequently, the prejudice was adopted by the Nazis, and used to justify the slaughter of the Jewish people as "non-citizens" and "non-persons" in the Holocaust (3-4-Letters-Guardian-1)

Les territoires du discours antisémite auquel on fait référence varient : tantôt le régime national-socialiste allemand, tantôt le communisme stalinien. La nature de l'argument reste le même, à savoir instaurer une analogie (de forme et/ou de contenu) entre le concept « citizen of nowhere » employé par May et « rootless cosmopolitan », mot-symptôme des discours antisémites en question (voir la section 3.5). Si l'auteur de l'extrait (46) se limite à souligner la ressemblance entre les deux concepts en utilisant le lexique de similitude ou de lien (« striking similarity », « connections »), celui de l'extrait (47) y voit une véritable filiation, signalée au moyen du verbe « to originate » : « The very different, pejorative sense of cosmopolitanism adopted by Ms May, however, originates in German antisemitic discourse ».

La dimension dialogique du concept employé par May se traduit également par l'emploi du verbe « to echo » : « this view is echoed in that most vile of all antisemitic texts, The Protocols of the Elders of Zion » (3-4-Letters-Guardian-1) ; « I don't appear to be the only one who senses echoes of 1933 on our brave new Britain » (*ibid.*). Il faut y ajouter les verbes et locutions qui véhiculent l'idée d'une analogie « intellectuellement » installée, à travers un mouvement d'esprit (« brought to mind » ici) :

- (48) The Prime Minister's caricature of a rudderless individual with no civic commitments brought to mind the antisemitic term deployed by Stalin – "rootless cosmopolitan". George Steiner points out the limitations of this metaphor: whereas trees have roots and are bound by them, humans have legs and prosper by using them. (3-3-Ramm-Jewish)

L'auteur de l'article de *Jewish Quarterly* procède, qui plus est, à la déconstruction de la formule « rootless cosmopolitan » à travers le discours rapporté attribué au philosophe et critique littéraire George Steiner. La formule est alors appréhendée dans sa dimension métaphorique, qui consacre l'appartenance d'un individu à un territoire et/ou une ethnie par analogie avec l'ancrage d'une plante dans le sol.

Comme le remarque Dolores Comas d'Argemir, la métaphore par excellence de l'appartenance nationale est celle de la parenté (voir aussi le rapprochement fait par May entre la famille et la communauté des citoyen-e-s, section 6.2.1) :

- De fait, la parenté est le système référentiel au moyen duquel se construit le concept d'appartenance et ce même concept est transféré à des entités suprafamiliales, comme dans le cas de la nation. En ce sens « famille » et « nation » sont des métaphores l'une de l'autre. (Comas d'Argemir 1996 : § 12)

La distinction entre les habitant-e-s dites « de souche » (*sic*) et les immigré-e-s reprend la distinction entre les parents de sang et les parents par alliance. Cette métaphore, partagée par de nombreuses langues et cultures, est un moyen particulièrement productif de la « naturalisation » de la conception de l'appartenance nationale comme intrinsèque à l'individu : on appartiendrait « par le sang » à notre nation comme on appartient à une lignée familiale¹⁴⁵.

Appadurai (2013 : 127-128) souligne également le caractère crucial de la métaphore du sang dans la construction des identités nationales. Cette métaphore incarne à la fois le lien de parenté et la violence qui fait partie de beaucoup de narratifs nationaux et nationalistes. L'ancrage de la métaphore et de la représentation correspondante « dans le sens commun » que l'anthropologue

¹⁴⁵ Cela se manifeste, par exemple, dans le fait que la procédure d'acquisition de la nationalité d'un pays s'appelle dans plusieurs langues « naturalisation ».

souligne est d'une grande importance pour ma réflexion, dans la mesure où ce « langage de parenté » (*cf. infra*) fournit un modèle discursif productif :

Si l'approche primordialiste est problématique à maints égards, on la retrouve souvent même chez ceux qui veulent lui résister, en partie parce qu'elle est profondément inscrite dans notre sens commun et en partie parce que nous n'avons pas de bonnes alternatives. (*op.cit.* : 127)

Or « si la parenté est un langage permettant d'exprimer les structures les plus vastes de notre monde, la biologie est le langage par lequel s'exprime la logique de la parenté elle-même » (Comas d'Argemir 1996 : § 20). Les métaphores de l'appartenance nationale comme parenté (LA NATION EST UNE FAMILLE) sont donc, au fond, des métaphores de l'appartenance comme lien biologique d'*enracinement* :

Originally, the image was of the rooted plant, which draws its resources from the soil in which it is stuck. Then by semantic shift, it designates humans or human groups that although devoid of roots in the original sense of the term, are thought, or believe themselves, to be born of the soil, nourished by the soil that conditions their individuality. (Debarbieux 2014 : 67)

Cette métaphore exprime ainsi une dépendance organique de la personne au sol d'où elle prend ses forces vitales (*op.cit.* : 68). La déconstruction de la métaphore proposée par l'auteur de l'extrait (48) passe par la substitution des éléments fondateurs de la métaphore (« roots » par « legs ») et d'une image statique de l'identité (« are bound by them ») par une image dynamique, voire téléologique (« prosper by them »).

Ce même procédé de déconstruction est présent dans le débat *Intelligence squared*, ce qui suggère qu'il s'agit non pas d'une stratégie individuelle mais d'un procédé rhétorique et argumentatif partagé par certain-e-s face à l'argument du « déracinement » cosmopolite. Dans ce débat, c'est l'historien Simon Schama qui mobilise exactement le même procédé de dé-métaphorisation à travers le discours rapporté, attribué cette fois-ci à Isaac Deutscher, journaliste et historien, auteur de biographies de Trotski et de Staline :

(49) SS i would say but i do remember and i don't quite agree with this actually but it was very much in my in my memory when *isaac *isaac *deutscher the biography the biographer of *trotsky came to my *cambridge college when i was a baby don and someone said to him mister *deutscher rather aggressively what are your roots and he said i'm a jew and trees have roots jews don't jews have legs (3-7-Intelligence-24)

Selon Rothberg (2009 : 23), « la mémoire ambivalente du génocide perpétré par les nazis a laissé des traces qui impactent aujourd'hui les politiques et les débats portant sur la race, la religion, le nationalisme et la citoyenneté ». C'est tout aussi le cas dans l'espace discursif que j'étudie, dans la mesure où les positionnements cosmopolitiques mobilisent la mémoire discursive de

l'antisémitisme en présentant, face à l'ambiguïté de la formule « citizen of nowhere », une conception dynamique de l'individu-citoyen. Cette dernière conteste l'appartenance à une ethnie ou une nation comme étant un type de lien de parenté, un lien biologique, ne l'autorisant pas à s'inscrire dans la communauté mondiale en raison des différences intrinsèques que présenterait chaque communauté nationale. Cette idée sera développée dans les sections qui suivent.

6.6.3 Redéfinir la citoyenneté

Un élément important de la configuration de l'espace du conflit conceptuel est l'activité définitoire qui consiste à la fois à contester la définition de la citoyenneté par la Première ministre et à y proposer des alternatives. Les énoncés définitoires constituent une matière précieuse pour découvrir le contenu disponible des représentations de la citoyenneté dans l'espace discursif étudié. Par ailleurs, les procédés de redéfinition permettent de saisir les zones de contact et donc de désaccord entre les représentations concurrentes. En effet, on verra que la redéfinition de « citizen of the world » ou de « citizenship » se fait souvent à partir de « matériaux » empruntés au discours de May. Il s'agit dans ce cas d'une resignification (Paveau 2019, un point théorique sera fait dans la section 6.6.3.4), notamment lorsque le concept est reçu comme une injure en raison de sa mise en équivalence avec celui de « citizen of nowhere ». Il est alors repris à leur compte par des locuteurs et locutrices cherchant à s'opposer à la tentative de contrôle du dicible qui se traduit chez May par « une affirmation d'un type de citoyenneté par rapport [over] à un autre » (3-1-Moore-Guardian).

6.6.3.1 Contester la définition de la citoyenneté

Les cas de contestation de la définition de « citoyenneté » par May qui n'appellent pas une redéfinition immédiate¹⁴⁶ peuvent être divisés en deux catégories. Premièrement, il s'agit de désaccords sémantiques avec la définition même proposée par May. Deuxièmement, on constate la présence d'énoncés contestataires dont la raison d'être est une présumée force performative de sa définition qui mettrait en danger certains de ses destinataires potentiels.

Le premier groupe peut être représenté par cet extrait où la définition de la citoyenneté mondiale donnée par May est contestée par un locuteur se présentant comme linguiste et enseignant dans un billet de blog sur le multilinguisme :

¹⁴⁶ Ces cas seront présentés dans la section suivante.

- (50) The Prime Minister's words worry me, because they contradict my very deeply held beliefs about who I am, and what I try to teach my students. As a linguist, I want to open my students' eyes to other worlds, other experiences, other ways of thinking. Languages are not 'safe spaces' where we can hear only what's already familiar to us; they are the very embodiment of what's most important in a liberal education. And being a cosmopolitan, being a 'citizen of the world' doesn't mean giving up on all the other identities we hold dear and surrendering ourselves unquestioningly to the dream of being a perpetual nomad. (3-4-Bullock-Creative)

Le désaccord vise ici donc l'équivalence, déjà étudiée *supra*, qu'établit la Première ministre entre « citizen of the world » et « citizen of nowhere », ce dernier concept étant reformulé par Bullock comme « perpetual nomad ». La contestation passe par une négation dialogique portant sur le prédicat exprimé par le verbe « to mean », copule d'un énoncé définitoire négatif [x doesn't mean y]. La notion de « perpetual nomad » possède manifestement une connotation péjorative chez ce locuteur qui s'efforce justement de faire la distinction entre le fait d'être un-e citoyen-ne du monde et le nomadisme. Le locuteur est ici contraint de s'opposer à une représentation perçue comme dominante (autrement, il n'y aurait aucun besoin de la rejeter si explicitement). Cette représentation négative de l'errance est ainsi résumée par Gérard Dessons (2014 : 425) : « L'errance, dans la culture occidentale, a une histoire, qui est celle d'une cause peccamineuse. L'errance est une pénitence. Celle de Caïn, ou celle d'Ahasvérus, le Juif errant ». Assigner un peuple ou un individu au statut d'errant a des effets que Dessons qualifie de politiques : « La notion d'errance fonctionne donc comme un opérateur politique et éthique de déclassement anthropologique (du côté des vagabonds) » (*ibid.*). Ce déclassement est rendu possible par le fait que qualifier une population d'errante lui ôte son histoire et, par là-même, la délégitime face aux communautés nationales (*op.cit.* : 424) qui tirent justement leur légitimité d'un récit qui les ancre dans un territoire et leur offre un sentiment de continuité historique (comme je l'ai montré dans les sections 1.3.4.1 et 3.5). Appliquée, dans le travail de Dessons, au cas des Roms, cette analyse du rôle des notions d'errance et de nomadisme est valable pour les discours anti-cosmopolitiques auxquels le locuteur s'oppose dans l'exemple (50), même s'il ne s'agit pas, dans le cas des cosmopolites, d'une population définie en des termes ethniques et que la domination discursive et politique ne s'exerce pas de la même façon et n'a pas le même effet sur les personnes concernées.

Le désaccord avec la définition de la citoyenneté par May peut également être motivé par une présumée force performative qui est attribuée à cette définition sur la base d'une croyance dans le « pouvoir des mots » et « les mots qui tuent »¹⁴⁷. La thématique migratoire est propice à ce genre

¹⁴⁷ Cette croyance ancienne, liée aux rites magiques et à la prière, persiste toujours dans les sociétés européennes contemporaines, comme le montre Boutet, malgré le fait que celles-ci « sont et se pensent culturellement éloignées des cultures reposant sur les tabous, les chamans et les sorciers qui exhibent très explicitement le pouvoir des mots sur le monde physique » (2016 : 209).

de désaccord. Dans l'extrait suivant, la conception performative du discours est basée sur une opposition classique du métadiscours ordinaire, à savoir celle entre le dire et le faire, entre les mots et les actes (Krieg 2017 : 51) :

- (51) This isn't just rhetoric. This narrative costs lives. Here is a stark example: We are living through the worst refugee crisis since World War Two, but the world's response to it has been shameful. In 2016 alone, more than 5,000 people died while trying to reach Europe. These were people fleeing war, torture and persecution, but we let them drown and bulldozed their camps, rather than offer them the support and compassion they desperately needed. (3-3-Bartley-Left)

Le locuteur admet que dans certaines situations les mots n'ont pas de conséquences réelles, ce qui n'est pourtant pas le cas ici, d'où la négation dialogique « this isn't just rhetoric ». Les mots ont des conséquences tangibles, voire fatales (« this narrative costs lives »). Les discours souverainistes et anti-immigration, dont celui de May, sont contestés en raison de leur conception performative et donc de leur présumé impact réel sur les personnes qu'ils rejettent.

Dans mon deuxième exemple, déjà partiellement analysé dans la section consacrée à la façon dont l'énoncé de May devient une « petite phrase », la locutrice adopte la même conception de performativité. Cette conception est celle d'un pouvoir des mots à impacter les conditions réelles des personnes qu'ils visent :

- (52) “Stop the world I want to get off” turns into: “If you believe you are citizen of the world, you're a citizen of nowhere.” A slight affront to the easyJet generation, a death sentence if you are on a dinghy in the cold sea. This is no move to the centre but a plunge into dark, dangerous waters. (3-1-Moore-Guardian)

La force performative des mots et donc les conséquences de l'énonciation varient cependant en gravité selon les destinataires. Pour les voyageurs qui ont *choisi* la mobilité, leur impact est plutôt psychologique (« affront ») et de faible intensité (le sens du substantif est atténué par l'adjectif « slight »). Pour les réfugiés traversant la mer, la force performative est maximale, traduite par la référence à la mort physique (« death sentence »). Dans différentes sections de la thèse qui suivent, j'aurai l'occasion de revenir sur la différence fondamentale, au sein même des discours cosmopolitiques, entre les façons de dire la citoyenneté mondiale des classes aisées, mobiles par choix, et celle des réfugiés, en situation de détresse, mobiles par absence de choix.

6.6.3.2 S'engager dans un conflit de définitions

La volonté de reconnecter l'usage du concept de citoyenneté avec son « vrai » sens est la manière la plus récurrente de motiver sa redéfinition en réponse au discours de May. Se poser en détenteur ou détenteuse du « vrai » sens permet non seulement de mobiliser une représentation différente de

la citoyenneté, mais aussi de qualifier implicitement les autres représentations comme étant fausses :

- (53) Such statements corrupt the true spirit of citizenship, setting up a choice between identities that is both dangerous and nonsensical. I can be a citizen of my town, of England, of the United Kingdom, of Europe, and of the world, whether or not any of these have a legal status. Thinking and acting as a member of the community at each and every one of these levels is what it takes to live a good life; not choosing between them. Citizenship is not a question of what passport we hold; it is an idea of who we are as human beings, a question of what we can do, and what we should. (3-3-Alexander-Positive)

Selon le locuteur, il existe un « vrai » esprit de citoyenneté (notons la reprise du syntagme « spirit of citizenship » du discours de May) qui ne se mesure pas à l'attachement à une seule communauté, mais à la volonté d'agir pour toutes les communautés auxquelles on se sent lié-e. La redéfinition fonctionne ici selon le schéma de « conflit de définitions » à caractère dialogique : « citizenship is not [définition 1] ; it's [définition 2] » (Doury et Micheli 2016 : 127-128). La définition prêtée à une instance énonciative autre laisse voir le caractère formel et passif d'une citoyenneté exclusivement nationale ; elle est formellement symbolisée par le passeport, dans la fonction d'objet direct régi par le verbe « to hold » supposant une faible agentivité de son détenteur (« citizenship is not a question of what passport we hold »).

La définition que le locuteur oppose à celle-ci accentue, quant à elle, la dimension universelle de la citoyenneté (« an idea of who we are as human beings ») et l'implication active des citoyens dans la vie des communautés. Pour cela, le « we » générique qu'il utilise s'associe à un verbe d'activité (« do »), modalisé de façon à exprimer une possibilité (« what we can do ») et une nécessité (« what we should »). C'est donc un « we »-acteur qui apparaît dans sa définition, à l'opposé du « we »-possesseur passif (« what passport we hold ») émergeant dans la représentation de la définition contestée. Comme dans de nombreux autres exemples de ce type, la redéfinition de « citoyenneté » appelle chez les locuteurs et locutrices la mise en discours du motif d'ouverture à la diversité (il en sera question plus en détail dans la section 6.7), basé sur l'accumulation de toponymes, de gentilés et d'autres marqueurs d'identité représentés comme complémentaires et non conflictuels.

6.6.3.3 Valoriser les manières inclusives de dire la citoyenneté

Dans un autre groupe d'exemples, les locuteurs et locutrices utilisent, pour redéfinir la « citoyenneté », un métadiscours qui ne procède pas par énoncés définitoires mais par la mise en valeur de certaines façons de parler de sa citoyenneté et de ses identités. Différentes sur le plan de l'expression, ces définitions indirectes construisent cependant une représentation semblable d'une citoyenneté non-exclusive, résultant d'une complexité d'appartenances multiples. C'est la

possibilité même de cette complexité, de la coexistence de plusieurs appartenances et allégeances chez une même personne que le métadiscours fait apparaître. Les deux locuteurs dont j'analyse ici les contributions prètent, comme celles et ceux mentionné-e-s dans les sections précédentes, une force performative au langage. Certains mots leur tiennent notamment à cœur pour incarner la multiplicité des identités, « both » dans les extraits (54) et (55) et « and » en (55) et (56) :

- (54) Within this shared space, national identity is to be understood in a radically new way. The Belfast Agreement recognises “the birthright of all the people of Northern Ireland to identify themselves and be accepted as Irish or British, or both, as they may so choose.” It accepts, in other words, that national identity (and the citizenship that flows from it) is a matter of choice. Even more profoundly, it accepts that this choice is not binary. Those lovely little words “or both” stand as a rebuke to all absolutist nationalisms. Identities are fluid, contingent and multiple. This is how you awake from the nightmare of history—into an embrace of the complex and fluid identities that real people have. (3-1-O’Toole-Prospect)
- (55) From an early age my now 7-year-old son has been practising how to answer the familiar question: where do you come from? Growing up bilingual in Sheffield where this question frequently doubles as a query about national identity, his first tactic was to reply according to the language in which the question was posed. If you asked him whether he was English or Spanish in English, he would always be English. Try the same question in Spanish and, perhaps not surprisingly, he would suddenly be Spanish. (Woody Allen’s *Zelig* acts similarly, changing his accent and appearance depending on who he is with.) As my son got older, probably around 4 or 5, he preferred to be both. “I’m English and Spanish,” he would affirm, the stress always landing on that conjunction. (3-4-Ellis-Liverpool)
- (56) At a recent workshop at my son’s primary school, we were told about the government’s new SATs test, one of which includes the requirement for 7 year olds [sic] to recognise and employ conjunctions. Adding “ands” to sentences is a silly test for understanding the English language. Thinking of oneself and one’s country as a place where “ands” matter is a more serious matter. Sometimes it takes a 7-year-old to teach us the way. “And” and “and.” How to be both. (3-4-Ellis-Liverpool)

Le pronom « both » est utilisé afin d’asserter l’impossibilité de se définir à partir d’une seule communauté. Le locuteur de l’extrait (54) s’intéresse aux changements dans la perception de l’identité irlandaise. Il accentue l’importance de la formulation « or both » dans le texte d’un accord, interprété par le locuteur comme une prise de conscience par rapport à la possibilité d’une pluralité d’identités qu’il affirme juste après : « Identities are fluid, contingent and multiple ». Une telle perception de la citoyenneté comme un ensemble d’appartenances correspond, selon lui, à une « bonne » compréhension, puisqu’elle traduit bien la « réalité » humaine : « [...] complex and fluid identities that real people have ».

Un autre article intitulé « How to be both? » (55) commence et se termine par la référence au fils du locuteur, né dans une famille mixte, et à sa façon de parler de ses origines. Le locuteur décrit la variation dans sa façon de s’identifier, qui aboutit au fil du temps à une double formulation « I am English and Spanish ». C’est ici que « both » est rejoint par la conjonction « and » véhiculant, pour le locuteur, la même idée des appartenances plurielles comme étant une normalité. Présent

dans le discours du petit garçon, mais aussi dans le programme scolaire que celui-ci doit maîtriser (56), le mot acquiert une véritable valeur symbolique permettant de penser la pluralité : « thinking of oneself and one's country as a place where "ands" matter is a more serious matter ».

6.6.3.4 Resignification : un rappel théorique

Je viens d'explorer les procédés par lesquels les locuteurs et locutrices arrivent à redéfinir le concept de citoyenneté en utilisant des ressources différentes de celles que mobilise la Première ministre. Cette redéfinition est basée sur une conception plurielle de l'identité et sur la possibilité d'être un-e citoyen-ne et d'avoir des appartenances multiples, y compris au genre humain, et non seulement à une nation. Or il arrive que pour contester les définitions jugées inadéquates, les acteurs médiatiques empruntent des ressources aux discours contestés (dont celui de May) en les subvertissant. La notion de resignification a permis de comprendre le procédé que j'illustrerai dans la section suivante, après avoir rappelé les origines du concept et précisé comment il a été adopté par l'ADF contemporaine.

Dans *Le pouvoir des mots* (2017 [1997]), Judith Butler explore différents aspects de la performativité du langage, dont la possibilité, par des sujets minorés, de « faire quelque chose » avec le vocabulaire injurieux qui les interpelle, c'est-à-dire les nomme mais surtout les prive de légitimité et de capacité d'agir, les assigne à une position idéologiquement définie (et inférieure à celle qu'occupe l'instance énonçant l'injure). L'injure et le discours de haine plus généralement sont capables de réduire au silence, de faire taire le groupe subalterne, de le « prive[r] [...] d[u] pouvoir performatif que certains estiment être la condition linguistique de la citoyenneté » (2017 [1997] : 129).

L'injure chez Butler est un acte de subordination et de contrôle du sens, de ce qui peut et ne peut pas être dit dans une communauté. C'est un acte de nommer, que les linguistes savent particulièrement propice à la construction de réalités, de catégories, d'identités. « Nommer c'est instituer socialement », rappelle Cécile Canut (2001 : 445). En effet, si l'injure humilie et délégitimise, elle donne par la même occasion un nom, et donc un statut. Ce même facteur constitue un potentiel de re-naissance de l'agentivité :

recevoir un nom injurieux nous porte atteinte et nous humilie. Mais ce nom recèle par ailleurs une autre possibilité : recevoir un nom, c'est aussi recevoir la possibilité d'exister socialement, d'entrer dans la vie temporelle du langage, possibilité qui excède les intentions premières qui animaient l'appellation. (Butler 2017 [1997] : 22)

C'est dans cette possibilité qu'est contenu le potentiel subversif souligné par Butler, qui se pose la question d'une possible résistance aux croyances dominantes et pratiques oppressives : « [...]

comment inverser, subvertir ou déstabiliser de l'intérieur une identité construite ? Qu'est-ce qui est possible en vertu de la nature construite du sexe et du genre ? » (Butler 2005 [1990] : 108). En effet, si les catégories permettant la domination sont les fruits d'une construction sociale, c'est qu'elles peuvent aussi être déconstruites et reconstruites autrement. C'est d'ailleurs cette même perception qui fonde la possibilité des conflits conceptuels, qui ont lieu précisément parce que les locuteurs se rendent compte de la dimension construite des catégories socio-politiques (migrant-e, citoyen-ne, etc.), comme je l'ai souligné dans la section 1.3.2.3 à la suite de Calabrese (2018a : 109). Quel effet le retournement d'injure vise-t-il ? Se défendre, se procurer une nouvelle légitimité, se faire entendre et critiquer le discours dominant, certes. Mais également, et cela paraît extrêmement pertinent pour parler de la resignification en AD, questionner la frontière existante du dicible (voire du pensable) et tenter de la faire bouger avec pour but ultime de « configurer un futur différent » (Butler 2005 [1990] : 233).

Les étapes de la resignification sont formulées par Butler, parfois de façon non-linéaire, tout au long de son ouvrage de 2005 [1990]. Tout d'abord, il s'agit pour les dominé-e-s de se saisir du terme injurieux. La philosophe souligne à cet effet un paradoxe : pour resignifier, il faut répéter l'injure, alors que sa répétition risque de pérenniser les rapports de domination. C'est l'écart énonciatif, y compris temporel et spatial entre l'usage de l'injure et sa reprise qui permet d'éviter que la reprise provoque un effet identique à celui de l'usage initial de cette même injure. Cette reprise est douloureuse, mais nécessaire :

Personne n'a jamais dépassé une injure sans la répéter : sa répétition est à la fois la continuation du traumatisme et ce qui marque une distance au sein même de la structure du traumatisme, la possibilité d'être autrement qui lui est inhérente. Il n'est pas possible de ne pas répéter. La seule question qui subsiste est la suivante : comment cette répétition aura-t-elle lieu, en quel site, juridique ou non-juridique, à quel prix de souffrance et avec quel espoir ? (*op.cit.* : 156)

Pour répéter le terme injurieux tout en s'écartant de ses connotations péjoratives, il faut l'« arracher » à son contexte premier et le reproduire dans un autre. C'est alors qu'une catégorie peut être « recontextualisé[e] sur des modes plus positifs » (*op.cit.* : 38). La recontextualisation se fait à travers une revendication de l'insulte par celles et ceux qui ont souffert d'être désigné-e-s ainsi et à travers sa nouvelle mise en visibilité par ces dernier-e-s qui contraste avec la visibilité à caractère humiliant produite lors de l'acte injurieux. Paveau (2019 : 113), dans une perspective d'AD, interprète le concept de resignification comme « un processus en quatre étapes : blessure linguistique, réappropriation, retournement, production d'*agency* ». Elle insiste donc plutôt sur la ré-acquisition d'agentivité du sujet comme résultat de la resignification, alors que ce qui m'importe

dans ce travail est la modification des frontières du dicible (ce qui ne serait évidemment pas possible sans que le sujet interpellé puisse devenir *agent*).

Le concept de resignification n'aurait pu échapper aux linguistes. Pour ce qui concerne l'ADF, Paveau souligne que le concept y a fait une entrée plutôt spontanée : « la notion de resignification et sa dimension politique sont présentes dans les analyses à titre d'exemple ou d'explication, mais sans théorisation de la notion en tant que telle » (2019 : 117). Pour cette raison, la chercheuse insiste sur la nécessité de « théoriser » la notion pour la rendre opératoire en analyse du discours, alors qu'elle est issue d'un cadre philosophique. Elle part du constat que

la resignification comme processus à la fois linguistique, discursif et politique consistant à redéployer un terme insultant par une répétition subversive à partir du site énonciatif de l'insulte, n'est donc pas formulée théoriquement en analyse du discours ou plus largement en sciences du langage dans le contexte français. (*op.cit.* : 119)

En vue de son adaptation par les analystes du discours, Paveau propose sept critères à partir desquels on peut identifier une situation de resignification dans le cadre d'une analyse linguistico-discursive :

Je définis la resignification comme une pratique langagière, linguistique et matérielle de réponse (2) à un énoncé blessant (1), effectuée par le sujet blessé via une autocatégorisation ou une recontextualisation simple (3), qui redéploie ou retourne l'énoncé blessant (4) dans un contexte alternatif (5), l'usage nouveau étant accepté collectivement (6) et produisant une réparation et une résistance (7). (*op.cit.* : 122)

Cette définition est plusieurs fois mise à l'épreuve de corpus natifs du Web (Paveau 2019, Paveau *et al.* 2021).

Attentive à ce travail épistémologique en train de se faire, j'ai songé à inclure la notion de resignification dans mon appareillage conceptuel centré sur les processus de négociation du dicible dans l'espace public. J'ai étudié la resignification des différents éléments du discours de May (dont le syntagme « citizen of nowhere »), qui permettent aux locuteurs et locutrices de déployer des représentations de la citoyenneté mondiale à partir d'un discours qui confine la citoyenneté dans les limites nationales. En reprenant à leur compte les représentations et les formes de discours que la Première ministre entend exclure du domaine du dicible et du « paradigme de vérité » (Foucault 1971), les locuteurs et locutrices proposent des potentialités discursives, elles-mêmes limitées et contraintes. Il s'agit ici d'une resignification assez particulière, sachant que, même si l'usage du concept « citizen of the world » corrélé à « citizen of nowhere » par May est perçu par certain-e-s comme une injure, il ne s'agit pas, comme dans d'autres cas décrits moyennant ce concept, d'une subordination sociale au sens fort du terme. Toujours est-il que le mécanisme reste comparable pour deux raisons. D'abord, le contrôle sémantique qu'entend

prendre la Première ministre aboutit à une hiérarchisation des discours contestée par certains acteurs. Ces derniers cherchent à faire jouer des sens autres que ceux qui ont été mobilisés par la dirigeante pour neutraliser la charge négative de son propos et lui offrir une dicibilité, du moins partielle. La façon dont cela se réalise est présentée dans la section suivante.

6.6.3.5 S'approprier l'énoncé polémique

Dans la section 6.5, j'ai montré comment l'énoncé de May « se fige »¹⁴⁸, en devenant au fil des premières circulations discursives dans les médias une « petite phrase » que l'on traite comme un tout insécable. Les cas de resignification par les acteurs médiatiques procèdent au contraire par un défigement de l'énoncé.

Certaines de ces tentatives de resignification sont des possibilités indiquées mais pas réalisées par le locuteur ou la locutrice. D'autres sont au contraire des démonstrations explicites d'une telle potentialité qui se matérialise dans les séquences métadiscursives. Les procédés en question sont recensés notamment dans les blogs et les textes relatifs à des événements culturels qui doivent leur raison d'être au discours de May et qui entendent s'engager dans un dialogue avec elle. Dans l'extrait suivant s'exprime, moyennant un verbe modal, une possibilité et une nécessité (« we might seize ») de transformer le concept « citizen of nowhere », jugé négativement, en un concept positif. Ce dernier est défini pourtant très vaguement, par un pronom indéterminé (« something ») et les deux adjectifs le déterminant, « beautiful and fierce » :

(57) As human beings, we might seize on May's epithet – “citizens of nowhere” – and, in the manner of Woolf's Society of Outsiders, make something beautiful and fierce out of it (3-4-Rao-Disorder)

Cette transformation n'est ici que suggérée, alors qu'ailleurs elle se réalise effectivement. En effet, certaines tentatives de resignification donnent lieu à la création de noms d'objets culturels ou médiatiques, de lieux ou d'évènements, ce qui, souvent, institue l'objet ou l'évènement lui-même, conçu précisément pour débattre du propos de May et du concept de citoyenneté, de lui opposer une représentation différente et un contre-discours. Les exemples que j'analyserai ici sont :

1 – L'argumentaire du festival du *National Theater of Scotland* intitulé « Citizen of Nowhere » :

¹⁴⁸ J'entends ici le « figement », à la suite de Krieg-Planque, comme une « occasion de resserrement de la créativité verbale, le principe d'imprévisibilité inhérent à l'activité de langage (récursivité, commutabilité, ouverture de la combinatoire...) se trouvant alors restreint » (2015 : 118). Le « défigement » serait alors, au contraire, une (ré)ouverture de ce potentiel créatif.

- (58) National Theatre of Scotland and GalinskyWorks present *Citizen of Nowhere*, a festival exploring how theatre can work with new technologies and interactive installations to respond to an increasingly fragmented world. (3-6-Citizen-Scotland)

2 – L’argumentaire du débat organisé par *The Coronet Theater* à Londres, intitulé « *Citizens of Nowhere?* » :

- (59) *FILL: CITIZENS OF NOWHERE?*
Theresa May said that “if you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere.” Issues of belonging, roots, community and bonds seem to matter more than ever in the Brexit-era world. (3-6-Citizen-Coronet)

3 – La présentation du site intitulé « *Citizen of Nowhere...and citizen of the world* » :

- (60) This site takes inspiration for its name from the speech Prime Minister Theresa May gave at the 2016 Conservative Party Conference. She painted a vision of citizenship in a Britain, fractured by a close-run EU referendum, which we neither recognised nor welcomed.
The people behind this website are not experts in politics, or economics, or the inner workings of the EU. But, unlike Michael Gove, we do listen to and take note of experts. We also regard ourselves as citizens of the world, and are dismayed at how a misleading Leave campaign and a marginal result in the referendum have led to a resurgence of right-wing, insular, xenophobic politics, both in the UK and across the world.
This site is an attempt to stake a claim for progressive politics. (3-3-Henness-Citizen)

4 – La présentation du blog d’un projet de recherche porté par l’université de Liverpool intitulé « *Citizens of Everywhere* » :

- (61) *Citizens of Everywhere* is a multidisciplinary project led by the University of Liverpool that aims to generate dialogue and response to recent political shifts in Europe and America. Through a series of public events, commissioned pieces of writing, workshops and creative engagement with schools, the project will address a range of issues—including challenges to national borders, the free movement of populations and identity, definitions of citizenship as well as the migrant crisis, turbulent geographies, trauma, internationalism in the age of globalisation, and the role of the sciences and humanities in a changing world.
Citizens of Everywhere directly engages with Theresa May’s recent Conservative Party conference speech, in which she reframes ideas of citizenship in the context of Brexit, by stating that “if you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere. You don’t understand what the very word ‘citizenship’ means.”
This project will draw from artists, scientists, academics, writers, cultural organisers and beyond to broaden and debate what ‘citizenship’ means today. It will also ask: how do practitioners and educators working in the sciences and humanities respond to the rapidly changing role of the arts and research in times of political turmoil? (3-4-Citizens-Liverpool)

5 – Un extrait du livre des fondateurs de l’initiative citoyenne « *European Alternatives* », intitulé *Citizens of Nowhere* :

- (62) This book takes its title from a phrase uttered by Theresa May after the UK voted to leave the European Union: ‘If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere’. We have reversed this phrase to argue that we are all already citizens of the world, but until we invent forms of politics beyond borders, we will remain citizens of nowhere, without political agency (3-5-Marsili-Citizens)

Dans les cinq exemples, on retrouve la référence au discours de May intégrée dans l'argumentaire précisant les origines du nom de l'objet/événement : « this book takes its title from a phrase uttered by Theresa May » ; « This site takes inspiration for its name from the speech Prime Minister Theresa May gave [...] » ; « Theresa May said that “if you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere.” », « Citizens of Everywhere directly engages with Theresa May’s recent Conservative Party conference speech ».

Dans la présentation du festival de théâtre et du blog de l'université de Liverpool, la citation se détache du reste du texte. Elle est placée en haut de la page web, signalant par sa présence la raison d'être des produits culturels et médiatiques en question – remettre en discussion la vision de la citoyenneté proposée dans ce discours :

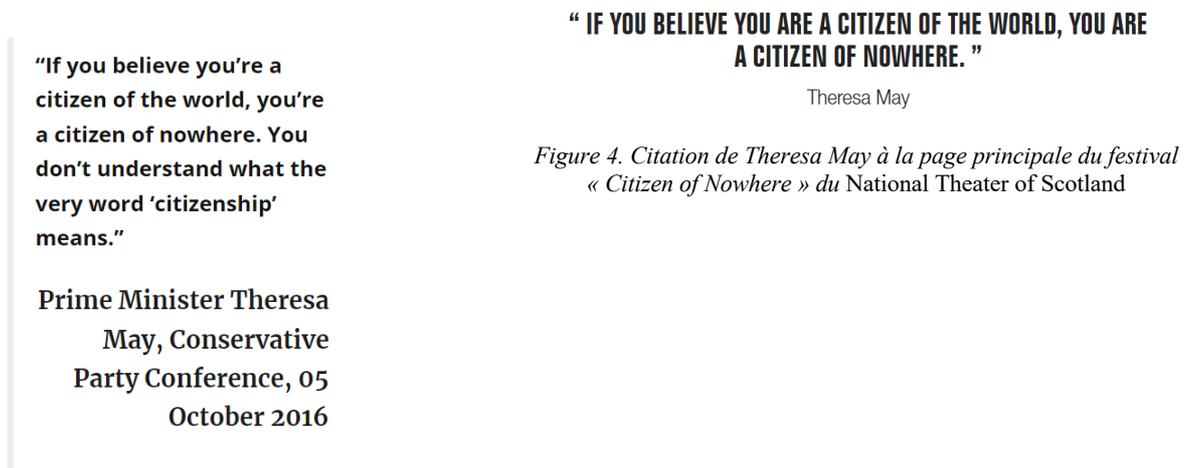


Figure 3. Citation de Theresa May à la page principale du blog Citizen of Nowhere

Figure 4. Citation de Theresa May à la page principale du festival « Citizen of Nowhere » du National Theater of Scotland

Ces procédés de resignification de la formule à travers son usage en tant que nom d'un produit culturel ont en commun de représenter la citoyenneté souverainiste comme fragmentée, comme une citoyenneté qui divise et contribue au désengagement des citoyen-ne-s. Elle est à la fois due à la fragmentation du monde et contribue aux fractures entre les communautés. Cette fragmentation est présentée comme un cadre interprétatif général du discours de May moyennant l'usage de la « deixis encyclopédique » (Paveau 2006 : 173, voir la section 5.1.2.2). L'usage de cette deixis permet de désigner une époque comme possédant des caractéristiques collectivement connues et partagées, relevant d'une connaissance antérieure. Les expressions déictiques « an increasingly fragmented world », « the Brexit-era world », « in the age of globalization », « in a changing world » et « in times of political turmoil » jouent le rôle de tels cadres interprétatifs dans les argumentaires en question :

- (63) National Theatre of Scotland and GalinskyWorks present *Citizen of Nowhere*, a festival exploring how theatre can work with new technologies and interactive installations to respond to **an increasingly fragmented world**. (3-6-Citizen-Scotland)
- (64) Theresa May said that “if you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere.” Issues of belonging, roots, community and bonds seem to matter more than ever **in the Brexit-era world**. (3-6-Citizen-Coronet)
- (65) Through a series of public events, commissioned pieces of writing, workshops and creative engagement with schools, the project will address a range of issues—including challenges to national borders, the free movement of populations and identity, definitions of citizenship as well as the migrant crisis, turbulent geographies, trauma, internationalism **in the age of globalisation**, and the role of the sciences and humanities in a changing world. [...]
This project will draw from artists, scientists, academics, writers, cultural organisers and beyond to broaden and debate what “citizenship” means today. It will also ask: how do practitioners and educators working in the sciences and humanities respond to the rapidly changing role of the arts and **research in times of political turmoil?** (3-4-Citizens-Liverpool)

Les formes de la deixis encyclopédique sont ici des groupes nominaux « décrivant des réalités ou des situations repérables comme contemporaines » (Paveau 2006 : 175-176). Ces situations sont présentées comme faisant l’objet d’un savoir partagé, notamment en ce qui concerne le trait typique choisi pour caractériser la période (« increasingly fragmented », « [age of] globalisation », « changing », « [in times of] political turmoil »), alors que ce sont les locuteurs et locutrices qui « établiss[e]nt ce partage » (*op.cit.* : 175). Les deux autres extraits (du blog indépendant et du livre) n’utilisent pas la deixis encyclopédique mais situent le discours de May et sa vision de la citoyenneté dans le contexte du Brexit, représenté lui aussi comme une fracture, interne et avec l’Europe : « She painted a vision of citizenship in a Britain fractured by a close-run EU referendum » (3-3-Henness-Citizen) et « This book takes its title from a phrase uttered by Theresa May after the UK voted to leave the European Union » (3-5-Marsili-Citizens).

Cette contextualisation de la citoyenneté exclusivement nationale qui la présente comme une citoyenneté qui divise, permet de lui opposer la nécessité d’une citoyenneté cosmopolitique qui réunirait les citoyen-ne-s. Cette dernière aurait pour but de réparer ces fractures en agissant par-delà les frontières, moyennant des « forms of politics beyond borders » (3-5-Marsili-Citizens) qui manquent aux citoyen-ne-s désemparé-e-s. Par conséquent, la contextualisation qu’entreprennent les formes du discours public ici réunis (blogs, festival, débat, livre « politique ») est suivie d’une proposition, située dans le domaine de la recherche, de la culture ou de la politique. Les locuteurs et les locutrices s’emparent en effet de l’énoncé de May pour proposer des remèdes à la fragmentation de la citoyenneté et à la division des citoyen-ne-s.

Le festival de théâtre « Citizen of Nowhere » situe sa proposition au niveau des technologies artistiques. La resignification réside ici précisément dans la reprise d’un syntagme polémique

(« citizen of nowhere »), dénotant la fragmentation du monde subi par les citoyen-ne-s, pour baptiser un festival dont les objectifs, définis par des verbes d'action, notamment intellectuelle (« exploring », « to respond »), visent à faire face à cette fragmentation :

- (66) National Theatre of Scotland and GalinskyWorks present Citizen of Nowhere, a festival exploring how theatre can work with new technologies and interactive installations to respond to an increasingly fragmented world. (3-6-Citizen-Scotland)

Le site *Citizen of Nowhere* situe, lui, sa contribution au contre-discours au niveau des revendications politiques (« to stake a claim ») :

- (67) This site is an attempt to stake a claim for progressive politics. (3-3-Henness-Citizen)

Enfin, le blog du projet *Citizens of Everywhere* de l'Université de Liverpool utilise la resignification pour ouvrir un espace de débat :

- (68) This project will draw from artists, scientists, academics, writers, cultural organisers and beyond to broaden and debate what 'citizenship' means today. It will also ask: how do practitioners and educators working in the sciences and humanities respond to the rapidly changing role of the arts and research in times of political turmoil? (3-4-Citizens-Liverpool)

Ces objectifs sont désignés par des verbes d'expression et de cognition (« to broaden and debate », « it will also ask »). Si je parle ici de l'ouverture d'un espace de débat, c'est parce que, contrairement à l'exemple (67), dans le (68), aucune revendication politique n'est faite. Cela s'explique probablement par le rattachement du blog *Citizens of Everywhere* (68) à une institution universitaire, alors que le portail *Citizen of Nowhere* (67) se revendique comme institutionnellement indépendant. En effet, dans l'exemple (68) le champ des significations potentielles du concept « citizenship » est laissé ouvert moyennant une subordonnée (« to broaden and debate what 'citizenship' means today »). La négociation de l'espace du dicible passe ici non pas par la proposition d'une définition alternative, mais par une absence de celle-ci. Cette posture non-normative des scientifiques s'oppose alors à la figure de l'autorité sémantique proposée par Theresa May décrite *supra*.

Le livre *Citizens of Nowhere* doit en ce sens être analysé comme un texte à part, car il s'agit d'un rare exemple qui propose une représentation de la citoyenneté mondiale comme un projet politique. En effet, dans la majorité des textes du corpus la citoyenneté mondiale est envisagée comme une vision de soi, une attitude envers les autres, un statut que l'on attribue, mais pas comme un projet qui exigerait la mise en place de formes de gouvernance ou d'institutions spécifiques. Implicitement, ces contributions laissent entendre ce que l'économiste Dani Rodrick a dit

explicitement, en se prononçant lui aussi au sujet du discours de May¹⁴⁹. Rodrick exclut toute possibilité pour la citoyenneté mondiale d'être appuyée par des institutions qui, pour lui, n'ont pas vocation à évoluer ou à être multipliées à cette fin :

We have to live in the world we have, with all its political divisions, and not the world we wish we had. The best way to serve global interests is to live up to our responsibilities within the political institutions that matter: those that exist.¹⁵⁰

Bien que l'existence d'une telle citoyenneté ne soit pas remise en question par le locuteur, qui, au début de son texte, s'autodésigne comme citoyen du monde, elle n'est pas reconnue comme un projet politique autonome, pouvant bénéficier d'institutions dédiées.

Or Marsili et Milanese ne partagent pas ce point de vue dans leur livre. D'abord, les auteurs expliquent que tout leur ouvrage est conçu comme une réponse à Theresa May. Le procédé de resignification est présent dès l'introduction : le livre en question est une action directe sur l'énoncé de May (« we have reversed this phrase »). Cette action vise à révéler ce qui est présenté comme un potentiel sémantique « caché » de l'énoncé :

- (69) While May's national populism is regressive and often racist, there is a way of misreading her phrase on citizenship that perhaps reveals its deeper truth and hidden energy. For what if we are all citizens of the world, and for this very reason we are citizens of nowhere? This sounds like a paradox, which is a sign that it works against prevailing common sense. But it is precisely by undermining ideological common sense that we can unpick the nationalist strategy, at once recovering a radical dimension to citizenship, creating a post-national horizon of political action, and providing a way to re-contextualise widespread feelings of disempowerment (3-5-Marsili-Citizens)

Cet extrait présente le procédé de resignification comme un début d'un contre-discours qui agit face à un « sens commun » à déconstruire (« undermining ideological common sense », placé du côté des nationalismes). La resignification permet en même temps de proposer une représentation différente de la citoyenneté, inscrite dans une perspective post-nationale qui constituerait selon les auteurs un remède contre le sentiment d'impuissance (« disempowerment ») citoyenne causée par la limitation de la plupart des outils d'engagement par les frontières nationales.

Leur représentation de la citoyenneté mondiale est celle d'une forme de participation politique (« creating a post-national horizon of political action »). Elle est confirmée dans l'intervention de l'un des auteurs du livre dans le podcast *Another Europe is Possible* :

¹⁴⁹ Sa contribution ne fait pas partie du corpus de travail car elle ne répond pas au critère d'implantation géographique et virtuelle au RU de la production et de la source.

¹⁵⁰ RODRICK Dani, "I'm a global citizen, but that doesn't mean I can forget about my compatriots", *World Economic Forum*, 20/02/2017, URL : <https://www.weforum.org/agenda/2017/02/im-a-global-citizen-but-that-doesnt-mean-i-can-forget-about-my-compatriots> (consulté le 04/07/2022).

- (70) NM [...] that for us is actually the core of what citizenship means it's to be able to continuously invent new ways of being politically active and organizing together creating a common world (3-7-Europe-29)

La redéfinition de la « citoyenneté » amène l'activiste à la représenter, à la différence de beaucoup de locuteurs et locutrices du corpus de travail, non pas comme une appartenance, mais comme une participation sous ses différentes formes (« continuously invent new ways of being politically active and organizing together creating a common world »). Cette représentation de la citoyenneté, quoique particulière, a un point commun avec celles construites moyennant la resignification dans les autres extraits analysés ici. C'est une citoyenneté qui réunit (« creating a common world ») et qui s'inscrit ainsi en opposition avec une citoyenneté exclusivement nationale qui, selon les locuteurs et locutrices, divise et désengage (voir *supra*).

6.6.3.6 Récupérer son agentivité sémantique

La dernière étape dans l'analyse du rôle du métadiscours dans la construction de l'espace du conflit conceptuel est l'étude des définitions formulées selon un procédé que j'appelle ici « la récupération de l'agentivité sémantique ». Cette dernière constitue une réaction à l'exercice d'autorité sémantique de la part de la Première ministre qui prive les citoyen-ne-s du monde de la capacité de compréhension de la signification du mot « citoyenneté ». La récupération de cette capacité se déroule sur un mode dialogique par les locuteurs et locutrices qui rebondissent sur l'énoncé de May dans une interaction imaginée. Contrairement à celles et ceux qui rejettent l'emploi de la formule « citizen of nowhere » (voir *supra*), ces locuteurs et locutrices tendent à l'assumer tout en percevant son caractère polémique, voire stigmatisant. Ces réactions métadiscursives exploitent notamment la deuxième partie de l'énoncé polémique, « you don't understand what the very word citizenship means », pour en faire leur propre ressource discursive :

- (71) I'm sorry Theresa May, but I am a citizen of the world and I know exactly what citizenship means. It means putting down roots in the place where you are and committing yourself to that place for as long as you are there. (3-3-Storie-Dispatches)
- (72) I do understand very well what citizenship is, Mrs May. It is to have a balanced view of the interests of your family, your neighbourhood, your town, your country and your world. What you do not seem to understand is that in a country where almost half the citizens strongly or somewhat agree with the statement "I see myself more as a global citizen than a citizen of my country", you have told us that we are citizen [sic] of nowhere. And this from a pulpit that says "A country that works for everyone". (3-4-Letters-Financial-1)

Le dialogisme interlocutif de ces énoncés s'exprime à travers une interpellation de la Première ministre (« I'm sorry Theresa May », « Mrs May »). La récupération du pouvoir sémantique se

réalise dans les énoncés définitoires à copule (« it means », « it is »). Ainsi émerge une représentation de la citoyenneté qui conçoit une possibilité d'attachements multiples (« to have a balanced view of the interests of your family, your neighbourhood, your town, your country and your world ») et éventuellement limités dans le temps (« committing yourself to that place for as long as you are there »). Dans tous les cas, l'exclusivité de la communauté nationale comme seul garant et territoire de la citoyenneté est contestée et le lien « naturel » entre un territoire national, une identité et une citoyenneté est remise en question.

Bilan d'étape

Les différentes représentations de la citoyenneté mondiale qui ont pu être relevées pendant cette étape de l'analyse sont d'abord celles d'une citoyenneté mondiale comme appartenance spirituelle et participative. Cette citoyenneté possède un caractère pluriel (on peut se sentir citoyen-ne de plusieurs communautés, y compris de la communauté mondiale). Elle s'inscrit dans une continuité historique avec les origines du concept de citoyenneté et implique de déconstruire le lien « naturel » entre appartenance nationale et citoyenneté. Plus rarement, et notamment dans le livre politique *Citizens of Nowhere* ainsi que dans une intervention orale de ses auteurs dans un épisode de podcast, la citoyenneté mondiale est représentée comme un projet politique et une forme de participation et d'organisation.

Les différentes représentations s'expriment à travers les procédés de resignification et de construction d'énoncés définitoires, souvent à caractère dialogique, en tenant compte des conceptions communautaires de la citoyenneté. Ces représentations de la citoyenneté mondiale, aussi bien comme appartenance que comme participation, visent par ailleurs à réunir les citoyen-ne-s dans un monde défini comme fragmenté et une société perçue comme « divisée ». Les différentes instances discursives proposent d'accomplir cette tâche au sein d'un espace de débat, d'une initiative culturelle ou d'un projet de participation politique. La section suivante permet d'approfondir la connaissance du contre-discours et des représentations de citoyenneté qu'il propose en s'intéressant aux personnages qui incarnent les figures de citoyen-ne-s du monde.

6.7 Le motif d'ouverture à la diversité

Les personnages désignés comme citoyen-ne-s du monde sont identifiables à travers un motif principal qui implique des récurrences lexicales, sémantiques, syntaxiques et intertextuelles. Il met en valeur l'ouverture à la diversité (de tout un chacun et des collectifs), ce qui fait penser à l'une des définitions des discours cosmopolitiques citées dans la section 1.3.4.3, d'après Woodward et Skrbiš (2019). En insistant sur l'« ouverture » comme principal trait sémantique du discours cosmopolitique, les auteurs invitent les chercheur-se-s à contextualiser cette ouverture et à l'analyser dans sa mise en acte performative à travers le discours :

[...] in this chapter we have also argued that cosmopolitan openness is something which is situationally and contextually dependent. In fact, this form of openness (p. 137) is amenable to expression and flowering in some contexts more than others. The implication of this context dependency is that openness should be conceptualised as having a performative dimension, it must be brought into social frames by actors, or indeed actants, that mobilise particular ways of seeing, which elevate and promote openness as a relevant operational schema of discourse. [...] This means that researchers must look not to absolute expressions of openness, but to its performance, effervescence and manifestation across a diversity of spatio-material contexts by a range of citizens. (*op.cit.* : 138)

Les récurrences décrites dans les sections suivantes semblent constituer ce que les auteurs appellent un « schéma opérationnel pertinent du discours ». Or si on lit dans cette définition une caractéristique thématique et axiologique du discours cosmopolitique, les sections à venir permettront de formuler une description plus ancrée dans la matérialité langagière en s'appuyant sur un motif saillant des discours cosmopolitiques.

6.7.1 La composition du motif

Cette section se penche sur les caractéristiques formelles du motif d'ouverture à la diversité, telles les désignations utilisées pour parler des citoyen-ne-s du monde, les principales composantes lexicales et la structure du motif. J'évoque également les caractérisations des citoyen-ne-s du monde du point de vue de leurs occupations, origines, genre, etc., afin de montrer quel type de figure émerge fréquemment des discours, ou, au contraire, de façon sporadique. Cette section aborde enfin la portée argumentative du motif d'ouverture à la diversité ainsi qu'elle retrace son lien intertextuel avec la définition de la citoyenneté européenne dans le discours institutionnel de l'UE.

6.7.1.1 Choix de désignations

Il n'y a pas qu'une façon de désigner quelqu'un comme « citoyen-ne du monde ». « Citizen of the world » est de loin l'option la plus fréquemment utilisée, avec 91 occurrences (pluriel et singulier confondus) dans le corpus de travail (sans compter les citations du discours de May explicitement marquées comme telles). Cette désignation est suivie de « cosmopolitan », nettement moins fréquente (38 occurrences en ne comptant que l'emploi substantif). On retrouve également 24 occurrences de « global citizen » et deux de « world citizen ». Au-delà de ces désignations dont la présence a été prédite en amont de l'analyse du corpus (seul le nombre d'occurrences est en ce sens une donnée non-prédictible), d'autres désignations insoupçonnées ont été relevées : il s'agit de « cosmopolitan citizen », « transnational citizen » et « citizen of everywhere ». Si les deux premières sont des apax, la troisième est représentée par six occurrences, toutes relatives au procédé de réappropriation de l'énoncé de May pour la création d'initiatives portant un contre-discours (un blog, une entreprise).

Le substantif « cosmopolitan » est parfois déterminé par des adjectifs à connotation négative (« corrupt », « small-town », « weak »), notamment dans le cadre de procédés intertextuels faisant entendre des discours anti-cosmopolitiques. Si « cosmopolitan » est doté de connotations positives, c'est lorsqu'il est en emploi adjectival, comme dans le syntagme « a cosmopolitan city », mais ces cas n'ont pas été pris en compte ici. Le nom « cosmopolitan », quant à lui, est déterminé, dans presque un tiers des cas (11 sur 38), par l'adjectif « rootless » avec lequel il forme un groupe nominal à caractère formulaire (voir les sections 3.5 et 6.6.2).

Qui peut être désigné ainsi ? Les figures de citoyen-ne-s du monde sont construites à partir de différents types d'énonciateurs et énonciatrices, individuel-le-s ou collectif-ve-s. Dans les articles de journaux, il s'agit généralement de désigner ainsi un individu interviewé ou mis en scène par le ou la journaliste. Plus rarement, le locuteur ou la locutrice même s'autodésigne comme citoyen-ne du monde. Ce cas constitue la majorité parmi les billets de blogs et dans les articles issus de portails web ainsi que dans le débat *Intelligence squared* (3-7-Intelligence). Il est présent dans les journaux de façon minoritaire. Dans les textes relatifs aux projets culturels de tels personnages sont absents, alors que dans le livre de Marsili et Milanese (3-5-Marsili-Citizens) il s'agit d'un personnage collectif : tou-te-s les citoyen-ne-s sont représenté-e-s comme citoyen-ne-s du monde qui peinent pourtant à exercer leur citoyenneté dans l'ordre politique existant.

6.7.1.2 Structure et récurrences lexicales

Le motif d'ouverture à la diversité se réalise le plus souvent à travers une séquence de présentation d'une personne ou d'un lieu (au sens spatial ou au sens d'un collectif) ayant des caractéristiques particulières. On note notamment la fréquence des présentatifs [I am N], suivis de noms d'appartenance nationale, régionale ou continentale, de noms de langues ou de toponymes désignant les différents territoires d'appartenance. Les locuteurs et locutrices s'efforcent en effet de démontrer que « la patrie réelle peut être plurielle par l'association des diversités, d'égale importance » (Ménard 2011 : 59). Cette mise en scène de la pluralité identitaire s'étend aussi à d'autres caractéristiques :

- (73) I was born and brought up in Britain, as a British citizen. I am not blind to its faults, nor do I deny its many virtues. But ask me how I identify myself and I will reply with a long list: I'm British, I'm European, I'm a Londoner, I'm a male, I'm a journalist, I'm a father and a husband. (3-1-Lustig-Guardian)

Dans cet article, la caractérisation du personnage intègre les aspects géographiques et citoyens (« British », « European », « Londoner »), ainsi que ceux de sexe (« male »), l'aspect professionnel (« journalist ») et relationnel (« father », « husband ») au service de la construction de soi comme un « acteur pluriel » (Lahire 2011).

Notons que les attachements géographiques et citoyens relèvent généralement de différents niveaux : local (niveau de la ville), régional, national et supranational. Chez ce journaliste, on retrouve en effet une présentation de soi qui mobilise des gentilés nationaux (« Greek and British »), régionaux (« Mykonian »), locaux (« Londoner ») et supranationaux (« European ») :

- (74) I don't see my geographical identities as mutually exclusive. I am Greek and British and a Londoner and Mykonian and European. I am not a "citizen of nowhere", but of many places. (3-3-Andreou-inews)

Si ce modèle est suivi dans la plupart des textes, dans certains cas les rapports entre différents attachements peuvent être nuancés :

- (75) I am not the only person asking this question right now. My identity was once simple. I am British, or Northern British to be more precise. That makes a difference.
Really, it does!
I am also European because I have taken the opportunity to move to a different country within the European Union.
I am part Latvian by adoption because I value many of the things Latvians do, like picking wild berries and mushrooms and identifying plants in the fields that are good for herbal teas or food.
I am a rural person because I love living in my rural corner of Latvia with our alpacas. The winters and being alone do not bother me. I am a little Estonian as I learn to fit into the culture where I work. Each piece adds to my identity.

I once could hold those multiple identities in tension – they rooted me to a place but also allowed me freedom. (3-3-Storie-Dispatches)

Les différents aspects de l'identité de la locutrice défilent devant nous. Le premier, national, (« I am British ») se trouve tout de suite rectifiée (« or Nothern British to be more precise »), ce qui lui confère un caractère plus local. La nuance doit cependant être marquée à nouveau, et ce, doublement : « that makes a difference » suivi d'un intensificateur (« really, it does ! ») avec des traits d'oralité tel l'ordre des mots (l'adverbe « really » en position détachée) et l'exclamation.

Le deuxième aspect de l'identité apparaît sans nuances (« I am also European »), mais avec une justification (« because [...] ») qui relève d'ailleurs d'une autre caractéristique fréquente des personnages citoyen-ne-s du monde, à savoir une mobilité souvent hors norme (j'approfondirai cette question dans la section suivante). Il s'ensuit d'ailleurs que c'est la mobilité qui forme l'identité européenne de la citoyenne et non pas son appartenance à la communauté politique qu'est l'UE (« I am also European because I have taken the opportunity to move to a different country within the European Union »).

L'appartenance de la locutrice à son pays de résidence actuelle (« Latvian ») est doublement nuancée, d'abord par un adverbe qui limite sa portée (« part Latvian »), ensuite par un autre (« by adoption ») qui spécifie qu'il s'agit d'une appartenance basée sur la mobilité. Cette affirmation est également suivie d'une justification relevant d'une certaine idée d'« intégration » dans la société d'accueil qui implique une valorisation des traits de la culture d'accueil et une adoption, du moins partielle, de ceux-ci (« because I value many of the things Latvians do »). Cela trouve sa suite dans l'affirmation d'un dernier aspect de l'identité, « I am a rural person », faisant écho aux activités privilégiées dans la société d'accueil (« picking wild berries and mushrooms and identifying plants in the fields that are good for herbal teas or food ») qui relèvent également d'une tradition rurale. L'identification au statut de citoyenne du monde est détachée de cette séquence de présentation et est placée à la toute fin du billet où l'auteure s'adresse, selon un scénario déjà décrit dans la section 6.6.3.6, à Theresa May : « I'm sorry Theresa May, but I am a citizen of the world ».

6.7.1.3 Caractérisations socio-professionnelles, de genre et d'origines des citoyen-ne-s du monde

La première particularité des figures de citoyen-ne-s du monde à constater concerne le genre. La plupart sont des hommes, et ce taux atteint cent pour cent chez les citoyen-ne-s du monde ou cosmopolites désignés ainsi par autrui. En effet, les femmes citoyennes du monde sont désignées comme telles uniquement quand elles s'autodéfinissent ainsi. Du point de vue de leurs origines, les citoyen-ne-s du monde représentent le plus souvent les pays occidentaux (Europe de l'Ouest

ou du Nord et les États-Unis) et s'ils ou elles n'y sont pas né-e-s, ils ou elles y ont fait leurs études ou y ont travaillé. Pour parler de leurs attachements géographiques, ethniques et citoyennes sont utilisés des gentilés, comme nous l'avons vu *supra*, des adjectifs de nationalité, ainsi que des toponymes et des adverbiaux à vocation localisatrice :

- (76) Jonas Prising, who runs Manpower, **has dual American and Swedish citizenship**. (3-2-Lynch-London-1)
- (77) Owens **has extensive European credentials**. As well as obtaining a degree in French and German, he has lived and worked in both France and Germany. He founded Le Verre Gourmand in the French Alps in 2005, selling wines and craft beers **from all over the world to clients in the ski resorts of France, Switzerland, Austria and Italy**. (3-6-Citizens)
- (78) I had no idea until then that the concept of a global citizen – which probably applies to me, **a Lebanese-born, French-educated journalist who has lived and worked in the US, the Middle East and Britain** – bothered anyone, let alone a prime minister. (3-1-Khalaf-Financial)

Les citoyen-ne-s du monde occupent des postes élevés dans la hiérarchie professionnelle, et ce dans les domaines de la finance ou de l'industrie, ou sont des entrepreneur-se-s à succès. Des syntagmes nominaux, verbaux et prépositionnels dénotent leurs positions dirigeantes, comme « the chairman [of the capital's lobby group] », « the chief executive [of the billion-dollar pharmaceutical company Forest Laboratories] », « chair [of Bibby Line, a private shipping and financial conglomerate] », « runs [Manpower] », « founded [Le Verre Gourmand] », « at the helm [of London First] ». Par ailleurs, certaines grandes compagnies et multinationales sont aussi qualifiées de citoyennes du monde, que ce soit une auto- ou une allo-désignation :

- (79) As if taunting the Prime Minister, Airbus declares on its website that it is “a citizen of the world”, its workforce drawn from 130 nationalities. (3-2-Mortished-London)

Les entreprises-citoyennes du monde sont celles qui emploient des personnes de nationalités différentes et/ou qui sont localisé-e-s dans différents endroits du monde. De nouveau, comme pour les personnes, il s'agit d'entreprises ayant une position de pouvoir sur le marché (les grandes compagnies nationales ou les multinationales). Si ce n'est dans le milieu des affaires ou de l'industrie, c'est dans le domaine scientifique et de l'information que l'on retrouve les citoyen-ne-s du monde : « a long career as a journalist and broadcaster » (3-1-Lustig-Guardian), « scientists and engineers » (3-4-Patterson-Liverpool).

Les citoyen-ne-s du monde sont aussi des voyageur-se-s qui changent souvent de pays, qui ne travaillent pas là où elles ou ils sont né-e-s et n'ont pas étudié là où elles ou ils travaillent. Ce sont des « repeat travelers », ou « frequent flyers », expressions issues du corpus qui ne sont pas sans rappeler la notion de « frequent traveler » de Calhoun (2003), qui sera mobilisée dans la section

8.2. La mobilité constante est le plus souvent liée aux choix de carrière et à la position hiérarchiquement élevée des citoyen-ne-s du monde :

- (80) We're meeting at London First's Fitzrovia headquarters in a big week for Brexit, in the aftermath of a botched Cabinet coup against Theresa May. Today was the "set in stone" departure date from the EU, but we're still here, for another couple of weeks at least. And despite this week's series of indicative votes in the House of Commons, the fog of Brexit is no clearer. May has sacrificed her job in return for MPs backing her deal at the third attempt, but opposition remains strong and there's no guarantee her gamble will pay off. A no-deal exit, under the letter of the law, is still a technical possibility. That's why Drechsler, an imposing 62-year-old who has swapped his native Dublin for Dulwich and travelled the world during a 40-year business career, wants us to go further. London First wants MPs to "Stop the Clock" on Brexit and revoke Article 50 until we can work out what to do. [...]
- For a Dublin son of a Czech immigrant who could "smell Lansdowne Road from my back garden", that time at ICI gave him an international outlook; after 10 years on Teesside he lived in Brazil, the US and the Netherlands before coming home.
- "I came here in 1978, spent two-thirds of my life here, had three children born in Yorkshire — I've never thought of myself as anything other than a citizen of the world." (3-2-Lynch-London-2)

La citoyenneté globale de ce personnage résulte, pour le journaliste, de son profil international, composé à la fois de ses origines (« Dublin son of a Czech immigrant »), de ses voyages professionnels et ses lieux de résidence en dehors de sa ville de naissance (« an imposing 62-year-old who has swapped his native Dublin for Dulwich and travelled the world during a 40-year business career » ; « after 10 years on Teesside he lived in Brazil, the US and the Netherlands before coming home »). Dans le discours rapporté attribué au citoyen du monde lui-même (dernier paragraphe) se combinent l'attachement à un lieu, désigné par le déictique « here » et une identité de « citizen of the world » présentée comme un choix évident (« I've never thought of myself as anything other than a citizen of the world »).

La représentation du cosmopolitisme comme caractérisant avant tout les élites, peut enfin être illustrée par un choix de désignation fait par un spectateur du débat d'*Intelligence squared* (le locuteur P4 dans la transcription), puis par Kamal Ahmed, l'animateur du débat, qui reformule sa question pour le panel. Comme l'indique le titre, ainsi que la question directrice du débat, il s'agit de discuter de la légitimité du concept « citizen of the world ». Ce concept accumule, au cours du débat, un certain nombre de co-référents. Ainsi, P4 (tour de parole 158), en invitant à « célébrer » le mode de vie cosmopolite, parle de « anywhere man, anywhere person », en faisant sans doute référence au livre d'un participant du débat, David Goodhart (pour plus de détails, voir la section 7.3.2). Il faut tout de même remarquer, que contrairement à P4, Goodhart n'appelle pas du tout à célébrer le cosmopolitisme, ce qui confère un caractère plutôt paradoxal à la reprise de son terme faite par P4. Toujours est-il que le cosmopolite, dans la prise de parole de P4, est défini par un critère d'attachement territorial (en l'occurrence, le plus large possible). Puisque la question de P4 est immédiatement suivie d'une question d'un autre spectateur, P5, et que d'autres répliques s'y

intercalent, au moment de focaliser l'attention du panel sur la question de P4, l'animateur se voit contraint de la rappeler. Sa reformulation (tour de parole 167) est parlante : « we should be celebrating liberal elites ? ». En effet, le critère de définition des citoyen-ne-s du monde change radicalement. L'attachement territorial n'y figure plus, en revanche, le syntagme « liberal elites » introduit, pour dresser la figure d'un-e cosmopolite, un critère d'orientation politique et un critère de classe. La possibilité qu'une attitude cosmopolite puisse caractériser d'autres groupes sociaux, avec d'autres préférences politiques, se trouvant dans une autre situation économique et avec un autre bagage culturel se trouve, de par le choix même de cette désignation, écartée.

Bülent Kaya, politologue spécialiste des migrations, souligne (2002 : 34) : « Dans les classes supérieures, être étrangers, venir de l'étranger, parler les langues étrangères, avoir des amis de toutes nationalités ne sont pas des stigmates, mais des atouts, cultivés et mis en avant. Ces cadres expatriés sont des gagnants de la mondialisation ». Puisque les figures médiatiques font partie des choix faits par les locuteurs et locutrices parmi les représentations à leur disposition, comme souligné dans la section 5.1.1.3, il y a lieu de considérer que les hommes occidentaux des classes sociales privilégiées constituent, consciemment ou non, l'option la plus évidente pour incarner la citoyenneté mondiale, du moins dans les limites de mon corpus. Cette option n'est pas la seule envisageable. Dans la section suivante, j'analyserai la façon dont une autre figure, à l'opposé de celle décrite ici, émerge pour incarner la citoyenneté mondiale.

6.7.1.4 Et les migrant-e-s et réfugié-e-s ?

Les trois sections précédentes ont montré que par « citoyen-ne-s du monde » on entend dans le corpus avant tout les personnes qui ont choisi un mode de vie par-delà les frontières et pour qui le cosmopolitisme représente à la fois un mode de vie « naturel », un positionnement à adopter et une nécessité économique (car, étant impliqué-e-s dans le commerce, le journalisme international ou un autre type d'activités transfrontalières, elles bénéficient davantage de la liberté de circulation que des frontières fermées). Or qu'en est-il des personnes qui se déplacent sans forcément l'avoir choisi ou sans avoir choisi la destination finale, et sans être sur-e-s de pouvoir s'installer là où elles le souhaitent ou de retourner là d'où elles sont parties ? Si je pose cette question, c'est parce que la présence de ces figures a été constatée dans le corpus, mais de façon différente de celle des figures qui incarnent la réussite des cosmopolites.

Le premier constat à faire est celui d'une moindre présence des réfugié-e-s en tant qu'incarnant la citoyenneté mondiale, par contraste avec les figures occidentales se déplaçant par choix de carrière ou de vie personnelle. Une première catégorie de réfugié-e-s-citoyen-ne-s du monde et qui ne

relève pas des mouvements migratoires du XXI^e siècle mais des exils du siècle précédent, causés notamment par l'antisémitisme en Europe :

- (81) Eighty years ago, on the night of 9 November 1938, tens of thousands of German Jews were arrested in a nationwide pogrom that became known as Kristallnacht, the Night of Broken Glass, because of the thousands of windows that were shattered in Jewish-owned shops, businesses, homes and synagogues. My father and grandfather went into hiding the following day, to escape arrest. Five months later, in April 1939, my father left Germany and sought refuge in Britain. His parents escaped a year later and fled to Portugal. (3-1-Lustig-Guardian)

En effet, les récits d'émigration non choisie et causée par des guerres et des persécutions reflètent l'expérience de la génération des ascendant-e-s de celles et ceux qui écrivent. Par conséquent, les citoyen-ne-s du monde d'aujourd'hui ne sont pas les migrant-e-s et les réfugié-e-s mais leurs enfants ou leurs petits enfants (« descendants of immigrants and refugees ») :

- (82) Anybody with an ounce of intelligence understands that climate change, pollution or epidemics know no frontiers; that extreme poverty in one region has stability implications for the whole world; that terrorism is a global problem with global solutions; that wars are not started by citizens of the world but narrow-minded people with a blind belief of their superiority; that some of the greatest minds in any society are descendants of immigrants and refugees. (3-4-Letters-Financial-1)

Dans ce cas, leurs personnalités et leurs parcours sont présentés de façon aussi détaillée que ceux des citoyen-ne-s du monde non concerné-e-s par l'exil. Le constat est différent, cependant, lorsqu'il s'agit de représenter en citoyen-ne-s du monde les réfugié-e-s contemporain-e-s.

D'abord, les textes qui incluent ce type de figure procèdent par des désignations collectives. Les quelques fois où l'on parle de ces personnes en tant que citoyen-ne-s du monde, aucune figure individuelle n'apparaît ni ne s'exprime : on évoque les « réfugié-e-s » au pluriel ou au singulier avec un article indéfini selon les principes d'une représentation collectivisante ou généricisante (van Leeuwen 1996 : 49) : « I want to speak about refugees and migrants » (3-4-Brown-Caute), « descendants of immigrants and refugees » (3-4-Letters-Financial-1), « so many homeless refugees from the Middle East » (3-4-Bullock-Creative).

Prenons comme exemple un texte du blog *Caute*, tenu par Andrew Brown, un prêtre unitariste. Il appelle à accueillir les réfugié-e-s en faisant un parallèle avec l'histoire européenne du siècle précédent et en s'appuyant sur les écrits d'Hannah Arendt. Dans l'ensemble du texte, les réfugié-e-s contemporain-e-s sont réuni-e-s en un acteur collectif sans aucune précision quant à leur provenance, destination, nationalité ou encore la raison de l'exil. La seule figure individualisée de réfugié est un personnage imaginé par Arendt dans son essai « We refugees » (2007 [1943]), « M. Cohn » (l'auteur du blog écrit « Cohen ») :

- (83) In a section of Arendt's essay, which I did not quote earlier, she points to an imagined Mr Cohen, an assimilated German Jew who, after having attempted to be 150 percent German (his place of birth) is then

forced as a refugee, firstly, to attempt to become 150 percent Viennese and then, being forced to flee even further afield, to attempt to become 150 percent French. As she says, “on ne parvient pas deux fois” — one does not succeed twice in carrying out such contortions because it’s almost impossible to do once and still remain a coherent person let alone twice or even three times. To this contortion you must add the simple but oft-forgotten fact that most refugees and migrants have “committed no acts” nor have ever “dreamt of having any radical opinion.” They are nearly all wholly innocent people forced, against their will, to move between territorial spaces. (3-4-Brown-Caute)

Notons que juste après, lorsqu’il ne s’agit plus de faire référence au personnage d’Arendt mais d’appeler à la solidarité avec celles et ceux qui se retrouvent aujourd’hui dans une situation semblable à celle de M. Cohn, le locuteur reprend les désignations génériques formées avec des noms collectifs (« most refugees and migrants », « wholly innocent people »).

Le seul exemple qui sort de la tendance générale de la représentation collectivisée des migrant-e-s est un dialogue entre Theresa May et « Igor », un Polonais qui vient d’arriver au Royaume-Uni, une scène imaginée dans *The Financial Times* :

- (84) Igor: Hello, I would just like to say how grateful I am...
Theresa May: Papers, please.
Igor: Sorry?
May: Only kidding, it’s my day off. How was your journey?
Igor: It was OK until I arrived at Downing Street. There was a long line of people outside...
May: Don’t mind them, they’re only resigning. Did you jump the queue? Of course you did, you cheeky EU citizen!
Igor: Mrs May...
May: Please, call me prime minister. At least for a little while longer.
Igor: Why did you want to take in a migrant like me?
May: I didn’t. Personally, I thought it was a bad idea which would damage our economy and our national security. But the household as a whole decided to take in a migrant, and I’m going to make a success of it.
Igor: I have much to learn about English logic.
May: Where are you from?
Igor: A small village in Poland. Really, it is in the middle of nowhere.
May: An actual citizen of nowhere! I’m not sure we’re going to get along. Let’s try the cricket test: who do you support, England or Pakistan?
Igor: What is cricket? (3-1-Mance-Financial Times)

Même si le personnage a un nom, il ne reste qu’une figure fictionnelle référant à une représentation collective d’un immigré de l’Est européen : n’est-il pas le fameux « plombier polonais », une figure produite par le discours politique anti-immigration et symbolisant les immigré-e-s qui viendraient voler les emplois des Occidentaux et Occidentales (Sarale 2015) ? Igor n’a pas d’histoire personnelle à part le fait d’être originaire d’un « petit village en Pologne », « au milieu de nulle part » et d’être venu au Royaume-Uni pour travailler. Ce personnage servant à critiquer la mauvaise gestion de l’accueil des migrant-e-s et réfugié-e-s par le gouvernement de May reste,

lui aussi, une image collective de celles et ceux que May, d'après l'auteur du texte, avait appelé-e-s « citizens of nowhere ».

Le fait que les figures des migrant-e-s et réfugié-e-s en tant que citoyen-ne-s du monde sont présentées de façon moins personnelle et plus collective a une incidence sur la façon de mobiliser le motif d'ouverture à la diversité, l'objet principal de la section 6.7. Ce motif s'avère être une ressource discursive pertinente uniquement pour faire entendre le cosmopolitisme de certain-e-s occidentaux et occidentales, leur citoyenneté composite (Karatani 2002). Les migrant-e-s et réfugié-e-s ne semblent en revanche être attaché-e-s à aucune communauté (voir l'extrait 83) ou seulement à celle d'où elles et ils sont originaires (c'est le cas de l'exemple 84). Leur exil constitue la principale motivation permettant de les représenter en citoyen-ne-s du monde.

6.7.1.5 Rôle argumentatif et liens intertextuels du motif

Après un approfondissement portant sur les figures médiatiques des citoyen-ne-s du monde et sur l'usage limité du motif d'ouverture, je reviens aux caractéristiques de celui-ci, et notamment à son rôle dans le conflit conceptuel et au réseau intertextuel dont il fait partie.

Mettre sur un pied d'égalité les différents engagements et attachements des citoyen-ne-s du monde (trait illustré dans les sections 6.7.1.1 et 6.7.1.2) a une valeur argumentative. En effet, la multiplicité des attachements citoyens, dont un attachement à l'humanité constitue le cœur du débat car son affirmation permet notamment de se prononcer contre l'idéologisation des identités nationales et pour la possibilité de s'engager pour différentes communautés. Par ailleurs, le motif d'ouverture à la diversité affirme et exemplifie la possibilité d'être un-e citoyen-ne du monde sans être déraciné-e.

La gestion de cette pluralité consiste notamment à présenter une identité hétérogène comme harmonieuse, non conflictuelle. J'ai déjà souligné, dans la section 6.6.3.3, que certaines conjonctions et pronoms (« and », « both ») deviennent, en vertu d'un retour autonymique effectué par les locuteurs et locutrices, emblématiques de ces identités cosmopolites. Or lorsqu'ils ne sont pas employés « en mention », ils permettent également une représentation de la pluralité harmonieuse :

- (85) He's lived in nine countries, on three continents. Alongside his native Swedish, and English, he speaks German, Italian and French: his accent is a polyglot mix of Scandinavian, American and the odd long Scottish vowel. The slightly built and articulate boss has also been a regular at Davos every January for the past eight years, for the global pow-wow of chief executives, politicians and thinkers. In fact you could argue — and the greying 52-year-old admits — that he's one of those classic "rootless global elite" types that the populists have gone after with vim and electoral success in recent years. (3-2-Lynch-London-1)

Ici, le motif d'ouverture à la diversité s'exprime par rapport aux langues parlées, en soulignant l'aspect polyglotte de cette identité. Le mélange non conflictuel est traduit à la fois syntaxiquement – par une énumération de noms de langues et d'accents, parfois reliés par des conjonctions (« and ») et des prépositions (« alongside ») ou simplement juxtaposés et séparés par des virgules – ainsi que lexicalement (« polyglot mix »).

S'il est nécessaire de construire une harmonie de la diversité, c'est parce que dans nombre de cas le motif d'ouverture à la diversité est utilisé en tant que contre-argument face à la représentation de la citoyenneté comme pouvant être exclusivement nationale et de la citoyenneté mondiale comme une non-citoyenneté, voire un non-sens. Cette idée peut être prêtée, dans mon corpus, à Theresa May, à l'ensemble des discours souverainistes et nationalistes, ou, le plus souvent, à une instance non spécifiée dont le discours se laisse entendre de façon dialogique. Dans 6.7.1.2, en étudiant la structure du motif, nous avons déjà pu observer une telle manifestation de l'hétérogénéité discursive donnant à voir un discours adverse qu'on entend contrecarrer. Quand Alex Andreou dit « I don't see my geographical identities as mutually exclusive » (extrait 74), il laisse en même temps comprendre que d'autres discours, prétendent que l'on ne peut pas appartenir à plusieurs endroits ou communautés en même temps. C'est ce que fait aussi l'écrivaine Elif Shafak qui utilise une interrogation et une négation dialogiques pour montrer que sa présentation de soi constitue une prémisse à une conclusion – [I can be many things at the same time] – qui n'est pas partagée par tout le monde :

- (86) ES we don't have to choose a side between identity and non-identity i don- i don't like identity politics but what i like is belongings plural fluid flexible so when i look at myself yes i am an istanbulite i'm quite attached to *istanbul but i'm also from the *aegean from the *mediterranean i carry in my soul so many elements from the *middle *east i'm a european by choice by birth this is where i was born and the values that i uphold and i have become a londoner and i'm very attached to this country why can't i be many things at the same time (3-7-Intelligence-57)

Cet emploi de la négation dialogique et son rôle dans la compréhension du statut de ces différents discours fera l'objet d'une analyse plus détaillée dans le chapitre VII (voir la section 7.1.3 et 7.2.3.1). Pour l'instant, je me contente de constater le rôle du motif en tant que contre-argument face à l'idée que se sentir citoyen-ne du monde reviendrait à rejeter les autres attachements nationaux et locaux.

Cette façon de dire la citoyenneté mondiale doit être mise en lien avec celle qui est adoptée dans les textes instituant la citoyenneté européenne. En effet, les définitions de la citoyenneté européenne s'inscrivent exactement dans le même schéma qui autorise et légalise une appartenance citoyenne supranationale tout en insistant sur la validité incontestable des catégories établies auparavant, notamment la « nation » et la citoyenneté « nationale ». Ainsi, on peut lire dans la *Version consolidée du Traité sur l'Union européenne* (2016) et dans la *Version consolidée du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne* (2016) :

Citizenship of the Union shall be additional to and not replace national citizenship.¹⁵¹

Citizenship of the Union is hereby established. Every person holding the nationality of a Member State shall be a citizen of the Union. Citizenship of the Union shall be additional to and not replace national citizenship.¹⁵²

La citoyenneté européenne est définie ici en référence à la citoyenneté nationale des États-membres qui s'en trouve confirmée dans sa validité dominante car apparaissant comme une représentation déjà connue par rapport à la nouveauté de la citoyenneté européenne. La définition de la citoyenneté de l'UE non seulement institue cette citoyenneté au sens performatif mais parvient également à se situer face à un discours qui prétendrait qu'elle mettrait fin aux appartenances citoyennes nationales. L'adjectif « additional » et l'usage de la négation dialogique portant sur le verbe « to replace » permet de gérer la coexistence de deux échelles citoyennes, tout en présentant la citoyenneté nationale comme un point de repère. Ceci offre une connaissance précieuse de la façon dont une citoyenneté supranationale tend à être mise en discours. En effet, ce modèle de définition se retrouve dans mon corpus lorsque les locuteurs et les locutrices définissent la citoyenneté mondiale et/ou argumentent en faveur de sa possibilité :

(87) Yet, for me and others I know in a similar position, there is no conflict between allegiance to a nation and identifying as a citizen of the world. (3-1-Khalaf-Financial)

Ici comme dans d'autres exemples (voir la section précédente et la section 7.2.1.3) la représentation d'un conflit potentiel sous-tend le discours cosmopolitique. L'appartenance à la nation (ou à plusieurs d'entre elles) est alors rappelée et confirmée pour écarter l'argument d'incompatibilité entre le national et le mondial.

¹⁵¹ Article 9, « Consolidated version of the Treaty on European Union », *Official Journal of the European Union*, C 202, 07/06/2016, URL : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A12016M%2FTXT> (consulté le 20/01/2022).

¹⁵² Article 20, « Consolidated version of the Treaty on the functioning of the European Union », *Official Journal of the European Union*, C 202, 07/06/2016, URL : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A12016E%2FTXT> (consulté le 20/01/2022).

6.7.2 Deux représentations en tension

La représentation des citoyen-ne-s du monde comme gérant de façon harmonieuse les différents attachements de plusieurs niveaux n'est pas la seule disponible dans le corpus des réceptions-médiatisations du propos de May. Plus rarement, les citoyen-ne-s du monde sont dépeint-e-s comme ayant dépassé les attachements nationaux et locaux pour se sentir avant tout comme appartenant à une certaine identité globale. Ces deux possibilités représentatives ne sont pas présentes dans le corpus de façon égalitaire : cette section s'emploie à le démontrer, en décrivant leur coexistence comme une source de tension. Nous le découvrirons d'abord à travers trois archétypes de citoyen-ne-s du monde formulés par Étienne Tassin (2014) et appliqués à l'analyse de mon corpus. La mise en discours des préférences sportives des citoyens du monde permettra d'approfondir la différence entre les deux figures à l'origine des tensions dans le corpus.

6.7.2.1 Citoyenneté « cosmopolitique » et citoyenneté « globale »

En posant la question de savoir qui sont les citoyen-ne-s du monde, Tassin (2014) construit trois figures archétypales correspondant à trois mouvements philosophiques qui ont pensé, à différentes époques, la citoyenneté mondiale. À la pensée cynique de Diogène correspond la figure du « rebelle » qui ne reconnaît aucune appartenance permanente, aucune responsabilité envers quelque communauté que ce soit. L'école stoïcienne propose un autre archétype, son contraire : Tassin le nomme « officier » car il « officie », c'est-à-dire qu'il remplit ses obligations à l'égard de la communauté locale d'appartenance tout comme à l'égard de la communauté mondiale, dans laquelle il est aussi inscrit et qu'il embrasse à partir de son appartenance plus locale. Enfin, le citoyen du monde du scepticisme se nomme chez Tassin « essayeur » et est celui qui « accepte, ou tâche, de se rendre étranger à soi-même, ce qui est la condition de l'hospitalité accordée à ceux qu'on nomme “étrangers” » (*op.cit.* : 31). Dans tous les cas, et surtout pour les deux premières figures, il s'agit de « s'élever contre les logiques d'identifications communautaires et les processus d'assignations identitaires » (*op.cit.* : 30). L'analyse des personnages citoyen-ne-s du monde à partir de ces archétypes permet de voir quels types d'attachements leur sont accordés et de différencier ainsi la représentation de la citoyenneté mondiale comme une des appartenances possibles (« officier ») et comme étant l'appartenance principale (« rebelle »), même si elle n'a

pas de fondement juridique. Pour différencier les deux représentations, je parlerai dans le premier cas de citoyenneté « cosmopolitique » et dans le deuxième cas de citoyenneté « globale »¹⁵³.

La figure de l'« officier » s'applique, comme nous l'avons déjà vu, à la majorité des figures de citoyen-ne-s du monde dans le corpus. La caractéristique commune des différentes façons d'affirmer cette représentation est de se distancier des logiques d'assignation identitaire et d'asserter la possibilité des attachements pluriels, comme le fait ce journaliste en racontant l'histoire de l'acquisition de la nationalité allemande par sa famille, descendante de juif-ve-s allemand-e-s qui en avaient été privé-e-s :

- (88) I feel the same. I could have chosen to live in many different countries, but in all my travels during a long career as a journalist and broadcaster – nearly 90 countries and still counting – I have never found anywhere I would rather call home. So in no sense do I regard my newly-acquired German citizenship as a replacement for my British identity. It is an addition, and an explicit repudiation of the idea that one's identity must be rigidly confined to national boundaries. (3-1-Lustig-Guardian)

Tout en étant critiqueusement engagé face au discours de May, le locuteur affirme son attachement à son pays d'origine (le Royaume-Uni), métaphoriquement désigné comme « home », et nie la logique selon laquelle on appartiendrait forcément à une seule communauté (« It is an addition, and an explicit repudiation of the idea that one's identity must be rigidly confined to national boundaries »). C'est un « officier » typique dont le cosmopolitisme réside dans la pluralité des identifications.

La figure de l'« officier » implique par ailleurs la mise en avant de l'idée d'une obligation ou encore d'une contribution citoyenne de sa part à l'égard des communautés locales et nationales :

- (89) The choice of a new life abroad brings both excitements and challenges. For many, one of the biggest challenges is language learning; something that is often vitally important for the success of a move in the long run. To really feel at home in a place, as well as to contribute to it, being able to speak the local language is a must.

[...]

Language learning has the potential to turn this story around. It not only provides the means to communicate with local people, it provides a reason and an opportunity to communicate with them. The act of learning is a great way to make new connections and language exchange provides an opportunity

¹⁵³ Les désignations des représentations sont ici le fruit d'un choix qui doit être précisé. Elles permettent de distinguer plusieurs représentations d'un même objet tout en gardant, dans le nom de la représentation, l'essence de ses traits spécifiques, que je résume dans cette section. Ainsi le choix de l'adjectif « cosmopolitique » pour la première représentation de la citoyenneté mondiale s'inspire de la définition de Cicchelli (2016a : 19) : « [...] l'attitude cosmopolite consiste tout d'abord à croire que l'on peut franchir des frontières sans perdre ses racines, que l'on peut s'afficher cosmopolite tout en ayant un ancrage dans une culture particulière (Appiah, 2006 [2005]) ». Le choix de l'adjectif « global » pour la deuxième représentation de la citoyenneté mondiale permet de désigner une représentation différente, celle qui focaliserait l'attention sur une appartenance transnationale endossée au détriment des appartenances nationales ou locales.

to contribute, sharing your language with the locals (so often keen to improve their English). (3-4-Godall-Rosetta)

L'article étant publié pour le compte d'une entreprise de formation linguistique, la problématique de l'échange est centrale, ce qui explique que la « contribution » d'un-e immigré-e britannique est envisagée avant tout sur le plan linguistique (« an opportunity to contribute, sharing your language with the locals »).

Contrairement à l'« officier », le « rebelle » est peu présent dans mon corpus. En effet, j'ai souligné plusieurs fois que les représentations de la citoyenneté mondiale se construisent souvent de façon à réfuter l'idée du « déracinement » cosmopolite. Ainsi, représenter les citoyen-ne-s du monde en « rebelle », avec des attachements locaux faibles, reviendrait-il à alimenter la représentation tant combattue. Même les figures d'hommes affaires, de chefs de grandes entreprises, ces « voyageurs fréquents », sont régulièrement ramenés à la figure de l'« officier » à travers une description minutieuse de leurs origines, leurs différents lieux de résidence et ceux de leurs familles. Tout en étant rare, la figure du « rebelle » nous donne tout de même l'occasion d'observer quelques tensions et contradictions que sa cooccurrence avec la représentation de citoyen-ne de monde en « officier » suscite dans le corpus de travail. Prenons comme exemple l'extrait d'un article consacré à un homme d'affaires, originaire de Dublin, fils d'un-e immigré-e tchèque, ayant voyagé partout dans le monde. Tout au long de l'article, le personnage est décrit comme un cosmopolite avec des attachements multiples. Or le discours rapporté de l'énonciateur second qui clôt l'article le représente davantage comme un « rebelle » :

- (90) For a Dublin son of a Czech immigrant who could “smell Lansdowne Road from my back garden”, that time at ICI gave him an international outlook; after 10 years on Teesside he lived in Brazil, the US and the Netherlands before coming home.
“I came here in 1978, spent two-thirds of my life here, had three children born in Yorkshire – I've never thought of myself as anything other than a citizen of the world.” (3-1-Lynch-London-1)

Dans la dernière phrase de l'article (et de l'extrait cité), la citoyenneté mondiale semble l'emporter sur tous les autres attachements qui par conséquent ne semblent plus vraiment pertinents (« “I've never thought of myself as anything other than a citizen of the world” »). Cependant, plusieurs circonstanciers spatiaux et temporels employés tant dans le discours du journaliste que dans le discours direct attribué à son interviewé (« a Dublin son of a Czech immigrant », « after 10 years on Teesside he lived in Brazil, the US and the Netherlands before coming home », « I came here in 1978, spent two-thirds of my life here, had three children born in Yorkshire ») sont destinés à « bloquer » une telle interprétation : l'« officier » concurrence le « rebelle ». Voilà un premier exemple de ce que j'ai appelé les « tensions » au sein des discours cosmopolitiques. En effet, il s'agit dans l'extrait en question de définir l'individu, et ce de façon très saillante, à travers une

séquence de discours direct, comme un citoyen global et *seulement* comme un tel, alors que de nombreux ancrages spatio-temporels sont en même temps mobilisés par le journaliste comme une sorte de contre-poids à ce qui pourrait être perçu comme une représentation peu acceptable.

Enfin, les essayeurs, « se rend[a]nt étrangers à eux-mêmes », peuvent être identifiés dans mon corpus à partir du procédé de resignification, déjà étudié *supra*. Dans cet extrait d'un article du magazine *Jewish Chronicle*, le locuteur se détache du statut de citoyen dans le cadre de sa définition proposée par May. Il assume par conséquent le statut de « citizen of anywhere – or indeed, nowhere » précisément parce qu'il n'adhère pas à la signification de « citoyenneté » qui lui est proposée en la qualifiant de « xénophobe » :

- (91) If the emerging pattern of xenophobia continues to grow and spread through government-encouraged rhetoric, count me out.
Better a citizen of anywhere - or indeed, nowhere - than a xenophobic citizen. (3-4-Jackman-Chronicle)

Un tel refus de se reconnaître dans la citoyenneté dont la source est identifiée (« government-encouraged rhetoric ») équivaut à s'en éloigner (« count me out ») sans doute au nom de celles et ceux qui pourraient en pâtir. Ces dernier-e-s ne sont pas nommé-e-s. Cependant, l'adjectif « xenophobic », caractérisant une vision indésirable de la citoyenneté, laisse entendre qu'une telle contestation s'effectue au nom des personnes dont la non-appartenance à la communauté des citoyen-ne-s britanniques pourrait devenir une source de discriminations.

6.7.2.2 « Attachements sportifs » : cohérence ou rupture de cohérence ?

Le sport est un facteur important dans la construction de l'identité nationale, régionale, citadine, etc. (Hunter 2003, Caspistegui 2013). De nombreuses nations sont associées à un sport en particulier (dont leurs membres sont fondateurs ou fondatrices, ou non), qui participe alors à la construction de l'identité nationale, de l'intérieur et/ou de l'extérieur de la communauté : hockey sur glace pour le Canada, football (pour plusieurs pays dont l'Angleterre en qualité de pays-fondateur, le Brésil en tant que pourvoyeur de joueur-se-s renommé-e-s), water-polo pour la Hongrie (Terret 2000), certains arts martiaux pour le Japon, etc. On projette par ailleurs toutes sortes d'images sur une compétition sportive en en faisant plus qu'une « simple » concurrence physique et intellectuelle : des rivalités symboliques ou des luttes politiques peuvent être extrapolées sur le terrain sportif¹⁵⁴. Mais le sport véhicule également des valeurs cosmopolites,

¹⁵⁴ Pour ne donner que deux exemples parmi tant d'autres, c'est le cas des matchs de football entre le *FC Barcelona* et le *Real Madrid*, occasions de performer la différence « historique et culturelle » entre la Catalogne et l'Espagne (Conversi 2000, cité dans Hunter 2003 : 411-412), ou encore d'un match de water-polo qui en 1956 opposa la Hongrie à l'URSS aux Jeux Olympiques de Melbourne et sombra dans la violence (Terret 2000).
CONVERSI Daniele, 2000, *The Basques, the Catalans and Spain*, London, Hurst.

que ce soit à travers les Jeux Olympiques, les règles de fair-play ou le mélange ethnique et culturel qui caractérise beaucoup de clubs. Cette tension a toujours accompagné le développement de la pratique sportive dans le monde : entre le cosmopolitisme d'une activité partagée à travers les frontières et le nationalisme lié à la mise en place des équipes nationales (Lanfranchi 2012, pour le football, ou encore Pope *et al.* 2017 pour les Jeux Olympiques). La tension est ainsi résumée par Cicchelli :

L'exemple d'événements sportifs tels que les Jeux Olympiques, la coupe du monde de football et de rugby illustre la complexité de ces interactions. Certes, ce sont des moments de rassemblement planétaire, de communion festive et émotionnelle sous la bannière de valeurs fraternelles et pacifiques du sport. Néanmoins, ils restent scandés par des mises en scène d'identification aux équipes nationales, avec une très forte présence de symboles nationaux (drapeaux et hymnes) et allant parfois jusqu'à l'usage d'un vocabulaire guerrier qui assimile l'adversaire à l'ennemi à abattre afin d'affirmer le collectif ethno-national incarné par les athlètes. (Cicchelli 2016a : 50)

Parlant des « routines discursives » impliquant le thème sportif, on peut noter un « lien de représentation régulier » qui existe entre « le lieu habité et une ou des équipes sportives » (Lecolle *et al.* 2018 : 47) et qui se réalise à travers la possibilité d'employer un toponyme pour désigner une équipe sportive (les classiques « England have climbed to the top of Group A in Euro 2022 after thumping Norway 8-0 at the Amex Stadium »¹⁵⁵ ou « Paris battu dans les dernières minutes »¹⁵⁶ aux côtés d'un sémantiquement plus surprenant mais affichant en fait un fonctionnement identique « Rennes est à Saint-Étienne demain »¹⁵⁷).

L'analyse des séquences décrivant les attachements sportifs des citoyens du monde (seuls les hommes sont identifiés dans le corpus comme supporters) se situe dans le prolongement de la réflexion à partir des catégories de « rebelle » et d'« officier » de Tassin (2014, voir *supra*). Ces séquences « sportives » sont notamment utilisées pour « ancrer » la figure de citoyen du monde et participent donc à la construction d'un personnage cosmopolite multiple et situé en même temps, et dont le cosmopolitisme n'est pas un déracinement. Les ancrages sportifs permettent ainsi de souligner le caractère incontournable des attachements locaux même chez les citoyens du monde dont les attachements semblent relatifs, ce qui nous ouvre un terrain d'observation de tensions entre les représentations de la citoyenneté cosmopolitique et globale.

¹⁵⁵ GARRICK Omar, « England vs. Norway Women's Euro 2022 live score: Lionesses win 8-0 as Mead gets hat-trick », *The Athletic*, 20/07/2022, URL : <https://theathletic.com/match/england-norway-score/aZ8o0PGMsgDn/> (consulté le 29/08/2022).

¹⁵⁶ SIMON Analie, « Nice-PSG : Paris battu dans les dernières minutes, quatre jours avant le Real Madrid », *RMC Sport*, 05/03/2022, URL : https://rmcsport.bfmtv.com/football/ligue-1/nice-psg-paris-battu-dans-les-dernieres-minutes-quatre-jours-avant-le-real-madrid_AV-202203050283.html (consulté le 29/08/2022).

¹⁵⁷ Entendu sur BFM TV.

Ainsi, l'historien Simon Schama, en répondant « yes » à la question de savoir s'il se considère ou non comme citoyen du monde, inclut-il son attachement sportif dans une série d'autres statuts (« British passport holder », « permanent resident of the United States of America ») :

- (92) AK *simon (.) do you believe you are a citizen of the world
 SS yes (.) i am also: a british passport holder and only a
 british passport holder despite having lived in *america for
 more than forty years i'm also a permanent resident alien
 of the *united states of *america a::nd a:: probably the
 most passionate tribal allegiance usually historically
 doomed *tottenham *hotspur football club as well (3-7-
 Intelligence-21-22)

Le fait de soutenir un club sportif anglais n'est justifié d'aucune façon, sans doute en raison d'une représentation selon laquelle il serait « naturel » qu'un Anglais soutienne un club anglais. En même temps, l'identification à la citoyenneté britannique (« I am also a British passport holder and only a British passport holder despite having lived in America for more than forty years ») ne semble pas sous-tendre cet attachement, caractérisé ironiquement comme « tribal allegiance ». L'attachement sportif contribue ici à la construction d'un positionnement de citoyen-« officier » : cet attachement s'inscrit dans l'identité multiple du cosmopolite. Le caractère pluriel et non conflictuel de celle-ci est traduite par la coordination des différents statuts moyennant la conjonction « and », les adverbes « also » et « as well » : « I am **also** a British passport holder », « I'm **also** a permanent resident alien of the United States of America **and** a probably the most passionate tribal allegiance usually historically doomed Tottenham Hotspur Football club as well ».

Or lorsque la citoyenneté mondiale est présentée comme relativisant les autres appartenances, les attachements sportifs sont racontés comme une sorte de rupture ou d'exception face à cette appartenance globale, comme dans cet article qui dresse un portrait du chef de la multinationale *Manpower*, l'un des plus grands cabinets de recrutement au monde :

- (93) The Swede who's a "global citizen" – except when the football's on [titre]
 WHEN I catch up with the head of one of the world's biggest staffing companies in the lobby of a City hotel, he's still smarting about the football. [...] Jonas Prising, who runs Manpower, has dual American and Swedish citizenship; but when the World Cup is on, it's the Swede that takes priority. (3-2-Lynch-London-1)

Dans les trois énoncés choisis ici pour l'analyse, le personnage principal est représenté d'un côté comme appartenant au « monde » (« global citizen », « head of one of the world's biggest staffing companies »), et de l'autre côté comme étant un citoyen avec une double appartenance (« Jonas Prising, who runs Manpower, has dual American and Swedish citizenship »). Les attachements

sportifs constituent une rupture avec cette identité globale, marquée par les conjonctions « but » et « except » (« except when the football's on » et « but when the World Cup is on »). Cette rupture est d'autant plus remarquable qu'elle est mise en avant dans le titre de l'article. Ainsi les événements sportifs amènent-ils l'individu à ne s'identifier qu'à une seule communauté, la Suède, son pays d'origine, ce qui, aux yeux du journaliste, est exceptionnel à l'égard de l'identité multiple, voire plutôt globale de l'entrepreneur. Dans le cadre de la représentation de la citoyenneté globale comme reléguant au second plan les autres appartenances, l'attachement sportif est ainsi mis en discours comme une rupture de cohérence.

Bilan d'étape

La section 6.7 a enrichi nos connaissances des représentations de la citoyenneté mondiale disponibles aux locuteurs et locutrices du corpus de travail. Les sections précédentes ont permis de distinguer la citoyenneté mondiale comme appartenance de celle qui fonctionne comme participation politique. Or nous constatons à présent que la première représentation (la citoyenneté mondiale est une forme d'appartenance) n'est pas homogène. Si la majorité des locuteurs et locutrices adoptent une représentation cosmopolitique de la citoyenneté mondiale, la représentation « globale » est également présente, ce qui constitue une piste intéressante pour l'étude du statut de ces représentations (voir le chapitre VII). La représentation cosmopolitique vise à s'inscrire dans l'opposition avec l'argument du déracinement des cosmopolites. Elle consiste à affirmer la compatibilité des citoyennetés nationales avec la citoyenneté mondiale (symbolique) par des moyens syntaxiques (juxtaposition, coordination), lexicaux et énonciatifs (usages de la négation dialogique dont j'ai commencé, dans ce chapitre, à explorer le rôle). Ce résultat va ainsi dans le sens de Cicchelli (2016 : 20) pour qui « l'attitude cosmopolite consiste tout d'abord à croire que l'on peut franchir des frontières sans perdre ses racines, que l'on peut s'afficher cosmopolite tout en ayant un ancrage dans une culture particulière ». Les analyses menées dans ce chapitre ont par conséquent montré ce que cela signifie discursivement parlant.

La représentation de la citoyenneté globale s'appuie au contraire sur l'appartenance à la communauté globalisée et relativise les appartenances nationales. La coexistence de ces deux représentations dans un seul texte est tout à fait possible, mais susceptible de produire des tensions. Par tension j'entends ici une contradiction résultant de cette coexistence des représentations, que son caractère contradictoire soit ou non explicité dans les textes. La présence de ces tensions suggère par ailleurs que ces représentations ne possèdent pas le même degré d'acceptabilité. Cette hypothèse sera confirmée dans le chapitre suivant.

6.8 Bilan du chapitre VI

Le cadre théorique et méthodologique de ce travail est largement tourné vers la compréhension des mécanismes qui déterminent et contraignent le discours. Parmi tous les chapitres qui présentent les résultats de l'analyse, ce chapitre VI est celui qui tend le plus vers l'étude des *possibilités* discursives, sans pour autant aller à l'encontre du cadre général. En effet, je considère qu'un sujet idéologiquement contraint, tel que je le conçois ici dans le cadre de l'ADF, n'est pas synonyme d'un sujet qui n'a aucun choix, qui n'oriente aucunement sa production discursive. Simplement, il s'agit de choix contraints, de possibilités limitées sans parler des différents facteurs de détermination dont il a été question dans le chapitre II. Dans le chapitre VI, il s'est agi de comprendre quelles possibilités de représenter la citoyenneté sont mobilisées par les participant-e-s du conflit conceptuel, ce qui nous donne une base sur laquelle fonder l'analyse des contraintes pesant sur l'énonciation.

On trouve d'abord deux représentations disponibles de la citoyenneté : une citoyenneté nationale et une citoyenneté plurielle qui inclut la citoyenneté mondiale. Les deux représentations sont mobilisées dans le discours de May et dans sa médiatisation, mais pas de la même façon. La citoyenneté nationale dans le discours de la Première ministre est une citoyenneté exclusive, le lien entre la citoyenneté et la communauté nationale est naturalisé au sein d'un discours qui cherche à renforcer l'identité britannique au moment où le pays s'apprête à déclencher la procédure de sortie de l'UE. Cette citoyenneté fait l'objet d'une définition « négative », c'est-à-dire basée sur un non-dit, en vue de la présenter comme une représentation partagée par toutes et tous (d'où le reproche, fait aux citoyen-ne-s du monde, de ne pas connaître le sens du mot « citizenship », sans pour autant l'explicitier). Cette représentation est sous-tendue par la célébration de la souveraineté retrouvée, le rappel des valeurs britanniques, dont la citoyenneté fait partie, et le renforcement de la frontière entre les Britanniques et les immigré-e-s. Or si une grande partie de ce discours est consacré à la (re)construction de cette citoyenneté confinée dans les limites de l'État-nation (quoique multinational), c'est que la locutrice conçoit que d'autres représentations de la citoyenneté sont potentiellement disponibles, notamment celle d'une citoyenneté mondiale. Bien que niée dans son existence même, elle n'en est pas moins existante dans le discours de la dirigeante et ce sous une forme particulière. L'analyse des formes d'interpellation des destinataires du discours a montré que la citoyenneté mondiale y est présentée comme contraire à l'intérêt de la communauté nationale et assimilée à l'indifférence des élites envers le sort de leurs compatriotes, voire à la fraude.

Néanmoins, ce qui engendre le conflit conceptuel, c'est précisément le fait que cette représentation de la citoyenneté mondiale n'est pas la seule disponible dans le discours public britannique. Alors que la Première ministre laisse entendre qu'elle détient le seul « vrai » sens du mot « citizenship », d'autres représentations émergent dans le cadre de ce que j'ai qualifié de discours cosmopolitiques mobilisés dans la réception-médiatisation du discours de May. La citoyenneté construite dans le corpus des réactions publiques est d'abord pensée comme résultant d'une vision inclusive des appartenances et des identités : je parle alors de la citoyenneté cosmopolitique. Elle valorise les attachements multiples et les engagements au profit des causes à la fois locales et communes à toute l'humanité (l'accueil des réfugié-e-s). Elle déconstruit les métaphores qui tendent à présenter les appartenances des individus aux communautés comme des liens biologiques. Le fait de se penser citoyen-ne du monde est majoritairement présenté comme un attachement moral, comme une vision du monde qui ne rentre pas en conflit avec d'autres appartenances dont se revendiquent les personnages. La représentation cosmopolitique dépourvue de prétentions politiques à la création d'instances d'une telle citoyenneté consacre en tant que citoyen-ne-s du monde un certain type d'individus. Il s'agit de personnes qui, ayant des revenus et un statut confortable, parlant plusieurs langues, éprouvent un engouement pour le dépassement des frontières d'autant plus fort que leur carrière et/ou leurs passeports le leur autorisent et les y encouragent. Parfois individus de classe moyenne, ce sont aussi souvent des patrons de grandes entreprises ou des intellectuel-le-s qui sont choisi-e-s en tant que personnages médiatiques pour incarner la citoyenneté cosmopolitique. Ces personnages sont identifiables à travers le principal motif cosmopolitique, à savoir l'ouverture de l'appartenance à des horizons multiples qui ne se limitent pas à la communauté nationale mais la dépassent.

Le corpus de travail propose également une autre représentation de la citoyenneté. Elle tend à concevoir l'appartenance au monde comme une citoyenneté tierce : celle-ci ne résulte pas du sentiment d'avoir plusieurs attachements et donc de se sentir appartenir au monde *tout comme* à ses différentes parties. C'est une citoyenneté globale qui affaiblit les appartenances plus locales. Cette représentation est peu présente et lorsque c'est le cas, certain-e-s locuteurs et locutrices cherchent à pallier ses effets. C'est dans ces cas-là que j'ai observé ce que j'ai qualifié de tensions entre la représentation de la citoyenneté cosmopolitique et globale. Cette question sera approfondie dans le chapitre suivant qui s'intéressera au statut desdites représentations.

Enfin, les textes qui disent la possibilité d'une citoyenneté mondiale comme projet politique sont très rares dans le corpus. Dans l'ouvrage *Citizens of Nowhere*, cette représentation est introduite moyennant la resignification de l'énoncé de la Première ministre : la citoyenneté mondiale est

présentée comme la mieux adaptée aux réalités contemporaines, alors que la citoyenneté exclusivement nationale est critiquée comme manquant d'outils pour permettre un engagement de chacun-e. Dans cette conception, la citoyenneté mondiale est déjà acquise, mais elle manque d'outils concrets pour se manifester. Cette structure de la représentation explique sans doute sa rareté : peu de locuteurs et locutrices, même dans un corpus comme le mien, vont en effet jusqu'à prétendre que tout le monde est *déjà* citoyen-ne du monde. Le fait qu'il s'agit d'une proposition d'organisation politique selon les principes de la citoyenneté cosmopolite constitue vraisemblablement un autre facteur de la rareté de cette représentation. Cette hypothèse sera, elle aussi, vérifiée *infra*.

Lors de l'écriture de ce chapitre, j'ai dû résister plusieurs fois à la tentation d'aller plus loin dans les analyses qui suggéraient que les représentations de la citoyenneté, disponibles sur mon terrain, n'ont pas le même statut aux yeux des locuteurs et locutrices qui s'y expriment. Le chapitre suivant traitera précisément du statut de ces représentations à travers l'analyse de leurs degrés de marquage. Le statut des représentations et donc leur rapport aux règles du dicible, telles que se les représentent les différent-e-s participant-e-s au conflit conceptuel, est le deuxième mécanisme de limitation discursive à décrire.

Chapitre VII. Représentations de la citoyenneté : marquage et statut

Pour de Jonge (2010b : 404), « l'échange polémique est un test sur la capacité de résistance des valeurs de la communauté à leur contestation, et non pas un simple échange de vues entre deux interlocuteurs ». Cela me semble particulièrement vrai pour les conflits conceptuels, centrés sur l'acceptabilité des usages linguistiques dont le statut est négocié par différent-e-s locuteurs et locutrices. C'est la raison pour laquelle il semble nécessaire, pour analyser ce genre de conflits, d'étudier le marquage des représentations disponibles au sujet du concept en débat pour tracer les contours du dicible et de ses différentes nuances.

Le présent chapitre contient trois sections, chacune étant consacrée aux façons de marquer les représentations de la citoyenneté retenues au chapitre VI. La section 7.1 permet de rendre compte du statut de la représentation de la citoyenneté nationale. Souvent évidente, elle est, néanmoins, énoncée d'une façon qui laisse comprendre que les locuteurs et locutrices tiennent compte de la possibilité de dire une citoyenneté plus large que celle limitée aux confins des États-nations. Un passage y est notamment consacré à la normalisation du souverainisme dans les discours politiques contemporains et à l'analyse des traces de celle-ci dans le discours de May, facilitant sa posture d'autorité sémantique. Dans la section 7.2, je me penche sur la représentation cosmopolitique de la citoyenneté, celle proposée par un grand nombre de locuteurs et locutrices qui conçoivent la possibilité d'être à la fois citoyen-ne-s de leurs pays d'origine et/ou de résidence, et citoyen-ne-s d'Europe et du monde. Cette section permet d'observer, notamment, comment une représentation s'appuyant sur un positionnement qui peut parfois être construit comme collectivement partagé, nécessite tout de même des précautions oratoires « sécurisant » sa mise en discours. Enfin, la section 7.3 porte sur la représentation de la citoyenneté globale qui consiste à s'attribuer avant tout une appartenance à la communauté des citoyen-ne-s du monde. Les procédés réflexifs qui accompagnent la réalisation discursive de cette représentation permettent de dégager son statut sensible, notamment du fait des inégalités qu'une telle représentation est susceptible de banaliser.

7.1 Citoyenneté nationale : une évidence à réaffirmer

Dans cette première section du chapitre VII, je reviens au discours de Theresa May pour me concentrer sur le statut de la représentation de la citoyenneté exclusivement nationale dont les composantes ont été identifiées dans le chapitre précédent. En se positionnant concernant les façons dont on peut dire la citoyenneté, May produit un discours possédant un haut degré d'acceptabilité et manifestant en même temps la nécessité de maintenir cette acceptabilité face aux défis auxquels fait face l'évidence de la citoyenneté exclusivement nationale. Ce double statut sera présenté à travers l'étude de quelques procédés de marquage : la pré-légitimation de certains énoncés, l'usage des concepts « citoyenneté » et « citoyenneté mondiale », qui forment une asymétrie sémiotique (Zerubavel 2018) et la négation dialogique (Bres 1999).

7.1.1 Normalisation du souverainisme populiste

Dans une publication récente, Krzyżanowski (2020) souligne que le discours public contemporain est en train de subir de profondes transformations des normes et limites du dicible. Le linguiste y observe notamment un phénomène de « normalisation » des discours de stigmatisation et d'exclusion, jadis « socialement inacceptables »¹⁵⁸ (*op.cit.* : 432) ou en tout cas limités à certains types d'instances énonciatives ou d'espaces de discours relatifs à des courants politiques radicaux. Le processus de normalisation est défini ainsi : « [it] takes place when new norms and ideas of social order, strategically constructed in discourse, become – or are strategically assumed to become – part and parcel of mainstream or common thinking » (*op.cit.* : 435). Pour Krzyżanowski, la normalisation a notamment propulsé les discours populistes et néolibéraux dans le domaine du dicible, voire vers la « norme » du discours public, en leur donnant une légitimité qu'ils n'avaient pas auparavant : « the forces of populism in politics and elsewhere on the one hand, and of neoliberal political economy on the other, currently dictate major trajectories of public discourse along with normalization, as well as the recontextualisation of related “new” social norms » (*op.cit.* : 433).

Parmi les procédés de normalisation du populisme de droite et du néolibéralisme (*op.cit.* : 434), le linguiste distingue des procédés discursifs (« pre-/légitimation, us/them distinction, frame-

¹⁵⁸ Il aurait été bénéfique de savoir de quelle époque exactement parle le linguiste, étant donné que l'émergence des discours d'exclusion ne date bien évidemment pas d'aujourd'hui. En l'absence de plus de précision de sa part, je considère qu'il fait référence à la période de l'entrée en force du discours de multiculturalisme (ce dont rendent compte notamment les travaux en sciences sociales dans les années 2000, que j'ai évoqués dans la section 1.2.2).

shifting, redefinition, scapegoating and creating ambiguity or moral panic »), l'usage des régimes de vérité alternatifs (« fake news, post-truth »), le recours aux supports visuels (« memes, videos »). Dans cette section, je montrerai comment le discours de Theresa May participe lui aussi à renforcer la normalisation d'un discours politique accordant des privilèges aux nationales et nationaux au nom d'une volonté populaire.

7.1.1.1 Structure sociale et posture du gouvernement

Dans la section 6.3, j'ai montré que le discours que Theresa May tient le 5 octobre 2016 est adressé à plusieurs destinataires (les membres du parti conservateur, la population britannique et surtout deux destinataires imaginaires : le « peuple » et les « élites »). De la mise en contraste systématique des deux derniers émerge une attitude protectrice de la dirigeante envers les « working-class people » et celle de la colère envers celles et ceux qui ignorent les intérêts du peuple tout en bénéficiant des privilèges d'un mode de vie cosmopolite. La condamnation de la citoyenneté mondiale par May s'inscrit en effet dans la logique de séparation de la société en deux groupes : « the elite is cosmopolitan, the people are rooted » (Tétu et Auboussier 2020 : 93). Cette opposition du « peuple » aux « élites » apparaît comme un trait important du caractère « populiste » du discours de May. Pour approfondir ce constat, je m'appuie ici sur une sélection de travaux en sciences politiques et en AD dégageant les caractéristiques conceptuelles et énonciatives du discours populiste.

Charaudeau nous met en garde contre toute idée simplifiée de cette idéologie. Il constate, d'abord, que le populisme ne date pas d'hier (l'auteur se rapporte notamment à des mouvements politiques de la fin du XIX^e siècle en Russie et aux États-Unis pour évoquer ses origines) et qu'il change de « peau » selon les régimes et contextes politiques. Il n'y aurait donc pas *un* mais *des* populismes :

Il y aurait des populismes classistes, voire ethnicistes ; des populismes nationalistes, plus ou moins autoritaires, jouant sur l'identité nationale et la ségrégation ; des populismes néolibéraux ; des populismes de circonstance s'exprimant dans les campagnes électorales à l'aide d'expressions démagogiques, afin de séduire les masses populaires. (Charaudeau 2011b : 103)

Selon plusieurs chercheur-se-s (Taguieff 1984, Stanley 2008, Wodak et Krzyżanowski 2017), le populisme se distingue avant tout par la mise en place de deux catégories antagonistes : le peuple (valorisé) et l'élite (dénigrée). La prise de décisions politiques s'explique, dans le discours populiste, par l'existence de la volonté du peuple et la nécessité, pour les personnes au pouvoir, de la suivre (*op.cit.* : 101). Plus spécifiquement, selon Wodak et Krzyżanowski (2017 : 475), il s'agit d'en appeler aux « hommes et femmes ordinaires en tant qu'un peuple quasi-homogène, défini dans une optique ethno-nationaliste ». Ainsi ne suffit-il pas que l'on représente la société en termes

de peuple et d'élite : dans un discours populiste, ces deux entités sont avant tout profondément antagonistes, irréconciliables (Stanley 2008 : 103).

Dans le discours de May, les « working-class people » sont choisies comme étant le destinataire privilégié auquel la dirigeante promet de limiter le pouvoir des « riches » (le scénario discursif selon lequel l'antagonisme est mis en scène a été présenté dans la section 6.3.2). L'idée de la souveraineté du « peuple » et d'un fonctionnement démocratique du pays se traduit ici par un pacte entre demandeur et exécuteur :

(94) the people told us they wanted these things and this conservative government is going to deliver them (lignes 214-215)

La demande du peuple basée sur une expression de volonté (« the people told us they wanted these things ») est (ou, plutôt, sera) satisfaite par le gouvernement qui accorde au peuple ce qu'il souhaite (« and this conservative government is going to deliver them »).

7.1.1.2 Pré-légitimation et émotions

Le discours de May agit également sur le plan émotionnel, en rappelant les « craintes » (Wodak et Krzyżanowski 2017 : 476) qui pourraient orienter la position de certaines populations : peur des immigré-e-s, peur de perdre son travail (à cause des immigré-e-s), « menace d'un gouvernement supranational » (Jamin 2018 : § 4). J'explore ici le cas de la naturalisation du lien entre immigration et chômage qui permet en même temps de nourrir l'opposition « nous vs eux » en projetant une crainte prêtée à la population domestique sur un acteur collectif situé hors de la communauté nationale et auquel on fait porter la responsabilité des problèmes des membres de la communauté.

En l'occurrence, le chômage et l'augmentation du nombre d'emplois précaires sont expliqués par la Première ministre comme résultant de la seule immigration :

(95) and if you're one of those people who lost their job who stayed in work but on reduced hours took a pay cut as household bills rocketed (.) or (.) and I know a lot of people don't like to admit this (.) someone who finds themselves out of work or on lower wages because of low-skilled immigration life simply doesn't seem fair (.) it feels like your dreams have been sacrificed in the service of others so change has got to come (lignes 76-81)

L'immigration apparaît comme une explication qui avait fait l'objet d'une validation préalable : c'est le procédé de « pré-légitimation », dans la terminologie de Krzyżanowski (2020 : 435). Aucune autre cause n'est mentionnée, et le fait que l'immigration soit la cause véritable de la perte

ou de la précarisation des emplois des Britanniques n'est pas soumis à discussion. En effet, la séquence « someone who finds themselves out of work or on lower wages because of low-skilled immigration » constitue un thème dont le développement ne vise pas à préciser davantage le lien entre immigration et perte d'emploi, mais à prêter au « peuple » privé de travail un sentiment d'injustice (« life simply doesn't seem fair »). Cette construction discursive du sentiment populaire est prolongée par l'usage axiologique du verbe « to sacrifice » (« it feels like your dreams have been sacrificed in the service of others »), qui révèle que l'injustice envers le peuple britannique profite en même temps à un collectif indéterminé de « others ».

Comme dans le cas de la définition du « spirit of citizenship », les immigré-e-s deviennent la cause des malheurs des Britanniques, tout en étant représenté-e-s comme un acteur massif, dont l'« humanité » est à peine visible. Si l'on a déjà évoqué la massification, l'objectivation et la fonctionnalisation à l'œuvre dans la désignation « cheap labour from overseas » (ligne 118, voir la section 6.2.3), cette analyse s'applique aussi au syntagme « low-skilled immigration ». Les étranger-e-s se trouvent à nouveau fonctionnalisés-e-s car caractérisés-e-s uniquement par leurs qualifications professionnelles (« low-skilled »). La désignation conserve également son caractère massif et objectivant car un nom de processus (« immigration ») est utilisé pour référer à des êtres humains. La force de persuasion réside ici dans la dimension émotionnelle plutôt qu'argumentative. En effet, le lien « immigration – chômage » n'est pas argumenté, il apparaît comme ayant été instauré ailleurs et auparavant¹⁵⁹. En revanche, le discours cherche à susciter un « ressentiment » chez la population ciblée, pour ensuite en indiquer les coupables (les immigré-e-s) et proposer *la* solution (Charaudeau 2011b : 106) : enclencher la procédure de sortie de l'UE et la poursuivre coûte que coûte. La constatation du problème amène une solution, en l'occurrence sous forme d'appel au changement (« so change has got to come »). Ce dernier constitue la formule rituelle du discours qui, en une heure, est répétée sept fois (lignes 29, 32, 81, 132, 154, 353 et 365-366).

¹⁵⁹ Il s'agit, manifestement, d'un interdiscours à caractère transnational. En effet, Catherine Lavergne et Paul Siblot (1993) ont montré, il y a presque 30 ans déjà, son emprise progressive sur le discours public français, qui s'est soldée, notamment dans la presse, par la naturalisation de l'association de trois concepts : « chômage-immigration-insécurité ».

7.1.1.3 Intertextualité et brouillage des frontières idéologiques

Un autre trait permettant de dire que le discours de la Première ministre participe à la normalisation du souverainisme populiste basé sur une vision exclusivement nationale de la citoyenneté concerne ses liens intertextuels avec d'autres acteurs de la scène politique britannique.

Le discours de May s'intitule *A country that works for everyone* : c'est ce qui est marqué sur la tribune depuis laquelle parle la Première ministre. Cette « formule », au sens de « construction rhétorique », constitue dans la structure globale du discours la promesse centrale pour le RU post-Brexit. Elle est spécifiée par deux promesses spécifiques, véhiculées par les slogans *A society that works for everyone* et *An economy that works for everyone*. La promesse centrale et ses dérivés se basent, comme d'autres éléments structurels de ce discours (voir *supra*), sur une représentation de la structure de la société britannique comme une opposition entre « peuple » et « élite ». Dans la section précédente, j'ai déjà souligné son importance de cette dichotomie dans le discours populiste. Je montrerai à présent qu'il s'agit d'un modèle discursif que les conservateurs partagent avec des formations politiques d'extrême droite.

Le slogan « [building] a country that works for everyone » se trouve développé, dans le corps du discours, par une forme de négation dialogique. Elle oppose la proposition égalitaire « for everyone », qui symbolise le projet national post-Brexit, à un constat d'inégalités (« just for the privileged few »), au passé et au présent :

(96) as i have always said my mission and the mission of this party is to build a country that truly works for everyone not just for the privileged few (lignes 574-576)

La représentation du post-Brexit comme d'un avenir égalitaire qui viendra transformer le présent où règne le droit des élites se répète dans les énoncés définitoires portant sur les formules « an economy that works for everyone » et « a society that works for everyone » correspondant aux volets économiques et sociaux du projet proposé. Chacune des deux formules fait d'abord l'objet d'une définition longue et détaillée qui ouvre le volet correspondant :

(97) an economy that works for everyone is an economy where everyone plays by the same rules (.) i understand the frustration people feel when they see the rich and the powerful getting away with things that they themselves wouldn't dream of doing (.) and they wouldn't get away with if they tried (.) i understand that because I feel it too (lignes 299-303)

(98) but if we're serious (.) about overturning some of the longstanding injustices and barriers that stop working people from getting on (.) we need that economic reform to be allied with genuine and deep social

reform too (.) because a society that works for everyone is a society based on fairness (.) and only genuine social reform can deliver it (.) genuine social reform means (.) helping more people onto the housing ladder (.) it means making sure every child has access (.) it means never writing off people who can work and consigning them to a life on benefits but giving them the chance to go out and earn a living and to enjoy the dignity that comes with a job well done (.) but for those who can't work we must offer our full support (.) which is why it was so important that *damian *green announced on saturday that we will end the mandatory retesting of those with [chronic health conditions that only induces stress]

[(la salle applaudit)]

and genuine social reform means addressing historic injustices that hold too many people back (lignes 451-466)

Le fondement égalitaire des deux projets, social et économique, est exprimé par un vocabulaire du champ lexical de justice : « fairness », « same rules », « every child ». Si la proposition de « society that works for everyone » détaille par ailleurs des mesures sociales en faveur des jeunes, des personnes avec des maladies chroniques, etc., la définition de l'« economy that works for everyone » s'articule avant tout autour de l'opposition du « peuple » aux « riches » : « I understand the frustration people feel when they see the rich and the powerful getting away with things that they themselves wouldn't dream of doing ».

Ces séquences définitives sont reprises plus tard dans le discours afin de récapituler chaque volet. L'importance de l'opposition des élites au peuple dans la construction de la vision du pays, notamment pour le volet économique, se confirme dans ces résumés :

(99) an economy that works for everyone is where- one where everyone plays by the same rules (.) so whoever you are however rich or powerful you have a duty to pay your tax (.) and we're going to make sure you do (lignes 386-388)

(100) a society that works for everyone is one of fairness and opportunity a society in which everyone has the chance to go as far as their talents will take them (lignes 489-490)

Notons par exemple que l'expression de l'universalité de la condition (« whoever you are ») est elle aussi basée sur une distinction entre riches (désigné-e-s par May de façon collectivisante et fonctionnalisante, « rich and powerful ») et les autres, matériellement absent-e-s du discours mais constituant le pendant implicite du groupe des « riches ».

Or des procédés similaires font partie du répertoire discursif d'une autre formation politique dans le contexte britannique : UKIP, un parti pro-Brexit et anti-immigration. L'image d'une leadeuse

politique amenée à sauver le peuple qui souffre des injustices causées par les élites globalisées constitue un espace intertextuel qui rapproche le discours de la conservatrice Theresa May de celui de Nigel Farage, ex-leader de l'UKIP. Dans le tweet suivant¹⁶⁰ publié le 23 mars 2015 sur son compte, on retrouve la même opposition entre le peuple et l'élite et la même recherche de proximité entre dirigeant et membres du « peuple » :



Figure 5. Tweet de Nigel Farage du 23/03/2015

L'opposition entre l'élite (« the few ») et les autres est exprimée par la négation dialogique du même type que celle utilisée par May dans sa promesse : « a country that works for everyone, not just for the privileged few ». Le peuple est incarné sur la photo par la figure d'un ouvrier en blouse de travail, un *everyman* anonyme. Nigel Farage, quant à lui, apparaît sur le cliché engagé dans un dialogue empathique (à en juger d'après les expressions faciales) avec l'ouvrier en mettant en scène un « face à face direct entre le leader et [un représentant] [d]es masses » (Charaudeau 2011b : 110). Les politistes et les analystes du discours s'intéressant au populisme font à ce propos un constat unanime : les leader-se-s qui se présentent ainsi comme proches du peuple se trouvent toutefois majoritairement issus de milieux très différents de celles et ceux dont elles et ils se réclament représentant-e-s. Ainsi, Glenn Morgan (2017 : en ligne) remarque : « Nigel Farage, self-

¹⁶⁰ Je dois la connaissance du tweet à Michał Krzyzanowski qui l'a utilisé pour illustrer un de ses cours du module *Analysing Political Discourse II : Analyses and Applications* dispensé dans le cadre de l'école d'été *ECPR Summer School in Methods and Techniques* à la *Central European University* (Budapest, 06/08/2019).

styled “man of the people” attended the prestigious independent school, Dulwich College, and followed his father into the City, trading commodities for 20 years ».

En revenant à la question des liens intertextuels entre les conservateurs et UKIP, notons que ce partage de modèles discursifs par deux formations politiques différentes illustre ce que Vieten signale sous le nom de « frontières floues » et ce que Krzyżanowski analyse comme une « normalisation » de la rhétorique populiste à l’origine de la reconfiguration des dicibles dans l’espace public :

Her speech [le discours de May] is framed in populist terms and indicates that the boundaries between what the conservative Tory party has to say, and what the far right such as UKIP might (have) push(ed), has become blurred, in only a few years. (Vieten 2018 : 8)

Dans les deux sections suivantes, je montrerai par quel type de marquage des représentations de la citoyenneté la locutrice participe à la normalisation de la posture dédagée ici.

7.1.2 Une asymétrie sémiotique

J’ai constaté dans le chapitre VI que le discours de Theresa May était d’abord un discours de positionnement de la dirigeante face à l’avenir du pays dans un contexte où des propositions concrètes et immédiates pour la mise en place du Brexit étaient attendues de sa part. C’est aussi un discours démontrant les bienfaits du Brexit. Des procédés de construction discursive de la nation (la définition des valeurs communes, la glorification des personnalités britanniques, l’opposition des membres et des non-membres de la communauté) y sont mis au service d’un récit de la souveraineté retrouvée et, corollairement, d’une citoyenneté exclusivement nationale (par opposition, notamment, à la citoyenneté européenne et, *a fortiori*, mondiale). Le statut dominant que revêt cette représentation de la citoyenneté dans le discours de May résulte avant tout d’un non-dit. C’est ce non-dit qui l’autorise à formuler ce que j’ai précédemment qualifié d’une définition « négative » de la citoyenneté alors qu’elle affirme que les citoyen-ne-s du monde n’en comprennent pas le sens (voir la section 6.4).

Or la citoyenneté limitée à l’espace national n’a non seulement pas besoin d’être définie en toutes lettres. Elle constitue qui plus est une référence « par défaut » du concept « citizenship » à chaque fois que celui-ci est employé. En effet, « citizenship » signifie toujours, dans ce discours, « citoyenneté britannique » ce qui constitue une forme de faible marquage de cette représentation car la locutrice ne ressent aucun besoin de préciser de quoi il s’agit. Employé dans une séquence à caractère métalinguistique qu’est l’énoncé sur les citoyen-ne-s du monde, ce non-dit semble toutefois résulter d’une démarche beaucoup plus contrôlée et intentionnelle qu’ailleurs dans le

discours (j'ai notamment parlé de la construction d'une posture d'autorité sémantique, voir la section 6.4.2). Or il est aussi nécessaire de prendre en compte la façon dont le concept de citoyenneté apparaît dans les séquences moins stratégiques de ce discours, là où il est employé de façon strictement référentielle et non « en mention ». Rappelons à titre d'exemple la séquence où « citizenship » est inscrite dans une série de valeurs britanniques et ensuite illustrée par des exemples de « public service » :

(101) because the lesson of *britain is that we are a country built on the bonds of family community citizenship (.) of strong institutions and a strong society (.) the country of my parents who instilled in me a sense of public service and of public servants everywhere who want to give something back (.) the parent who works hard all week but takes time out to coach the kids football team at the weekend (.) the local family business in my constituency that's been serving the community for more than fifty years (.) the servicemen and women i met last week (.) who wear their uniform proudly at home and serve our nation with honor abroad (lignes 85-93)

Les exemples représentent l'exercice de la citoyenneté au niveau local (entraîner une équipe de football junior pendant son temps libre ; fonder une entreprise familiale contribuant à la vie de la communauté) et national (servir militairement son pays). Bien que rien ne nous dise explicitement de quelle citoyenneté il s'agit, on s'aperçoit indirectement que c'est la citoyenneté britannique. En effet, les exemples de services que les citoyen-ne-s peuvent rendre à la communauté ne dépassent pas les frontières nationales (« our nation »). Cet exemple permet de voir comment fonctionne l'« asymétrie sémiotique » présente dans le discours de May : pour parler de la citoyenneté nationale, il suffit de dire « citizenship » et il serait probablement « sémiotiquement superflu » de caractériser davantage ce nom (Zerubavel 2018 : 10). La précision s'avère nécessaire seulement quand il s'agit de « citizens of the world ». La citoyenneté supranationale, dans son unique mention, est donc marquée : le complément « of the world » est nécessaire pour la désigner.

Laisser entendre qu'une forme de citoyenneté supranationale serait bienvenue constituerait sans doute un discours peu dicible du haut de la tribune de la cheffe du gouvernement dont le pays a choisi de quitter l'UE et se prépare à y procéder. Or l'évidence de la représentation de la citoyenneté comme ne pouvant être liée qu'à un État-nation (ou plurinational) au sein de ce discours fait visiblement face à un défi que la locutrice se voit obligée de relever, ne pouvant pas complètement taire la relation des Britanniques et de la communauté mondiale, en particulier, sans doute, du *Commonwealth*. L'analyse d'une négation dialogique employée par la femme politique éclairera ce défi dans la section suivante.

7.1.3 Négation dialogique

En même temps que le nationalisme et le souverainisme reviennent en force pour penser la citoyenneté, la globalisation contribue à relativiser les frontières nationales (y compris de façon idéologique, car cette relativisation favorise certain-e-s au détriment des autres), à normaliser (à nouveau, dans certains cas seulement) la rencontre avec l'altérité. Ces processus affectent les normes du dicible dans les communautés. En effet, si les discours cosmopolitiques n'occupaient pas une certaine place sur les arènes publiques, si la globalisation n'avancait pas, il n'y aurait pas besoin de revenir sur le concept « citoyenneté » du haut d'une tribune politique, ni d'ajuster le sens du concept « citoyen-ne du monde ». Or le chapitre VI a bien montré la disponibilité des représentations cosmopolitique et globale de la citoyenneté dans le discours public (leur statut étant tout de même problématique, voir *infra*). Par conséquent, même un discours qui salue le fait d'avoir quitté l'UE, ne peut pas être déployé sans présenter le pays comme faisant partie du monde globalisé. Ainsi, le programme de Theresa May envisage de

(102) creating [...] a confident global *britain that doesn't turn its back on globalisation but ensures the benefits are shared by all (.) a country that is prosperous and secure (.) so every person may share in the wealth of the nation and live their life free from fear (lignes 187-193).

La locutrice qui, avant et après cette séquence, prône l'idée de « reprise de contrôle » (c'est-à-dire, notamment, ne plus se conformer aux décisions européennes en matière de gestion des flux migratoires), dépeint ici l'image d'une « global Britain ». Pourquoi en a-t-elle besoin dans un discours qui accorde une place royale à l'« autosuffisance » du pays ?

La formule « global Britain » a joué son rôle dans le discours pro-« Leave » avant et après le référendum. Elle a notamment constitué un argument contre l'intégration européenne : « it became possible once again to imagine the Commonwealth as an alternative to European integration – one that imposed no costs or obligations, but was allegedly more in tune with “Anglo-Saxon” values » (Saunders 2020 : 1153). Cet argument s'est appuyé, notamment, sur la thèse de la non-appartenance culturelle du RU à l'Europe. En tant que puissance mondiale, celui-ci « dépasserait » l'Europe, plutôt qu'il en ferait partie :

Pour les élites britanniques, l'Europe n'est pas une communauté culturelle à laquelle appartiendrait le Royaume-Uni, elle n'est pas considérée comme une entité privilégiée par rapport au reste du monde. Tournée vers l'« *open sea* », leur vision est plus large et repose sur l'idée selon laquelle le pays reste une grande puissance avec des responsabilités mondiales qu'une intégration continentale affaiblirait. (Mischi 2006 : 85)

Après la victoire du « Leave », la formule « global Britain » a permis de s'opposer à l'accusation de repli, selon laquelle les Britanniques, en quittant l'UE, se retireraient du monde des échanges

globaux (Saunders 2020 : 1153). Enfin, dans les deux phases du débat, la formule a contribué à la construction d'un contre-discours à l'égard de celles et ceux qui accusaient les pro-Brexit d'être les nostalgiques de l'empire (*op.cit.* : 1140-1141). Parler de « global Britain » permettait en effet de faire « disparaître » l'histoire coloniale britannique derrière une représentation d'un pays à la pointe du commerce international et qui a participé à la globalisation des échanges par la voix industrielle et économique, plutôt que par la conquête. Robert Saunders analyse ainsi cet usage, en parlant des propos de Liam Fox, Secrétaire d'État chargé du commerce international dans le gouvernement de Theresa May :

Such evasions [rendues possible par l'usage de la formule « global Britain »] served a number of important functions. They established a heroic vision of British history that was global, rather than imperial, serving to detach a memory of British greatness from the sinews of imperial power. They cast the Britain that ruled the waves, not as a coercive military empire, but as a champion of « free trade »; and in so doing, rendered entrepreneurialism – rather than empire – the golden thread connecting past and present. (*op.cit.* : 1154)

Dans le programme de May (voir l'extrait 102), le RU « doesn't turn its back on globalisation but ensures the benefits are shared by all ». Il est significatif que l'image d'un pays ancré dans le monde globalisé émerge moyennant une négation dialogique. Rappelons que je m'intéresse ici à la négation dialogique en tant que forme de marquage de l'altérité qui participe à la constitution d'un discours et souvent le domine (voir la section 5.1.2.3). La négation dialogique permet en effet d'inscrire un discours dans un espace où d'autres discours circulent et se font concurrence. Cette séquence est particulièrement pertinente pour démontrer que les discours de la globalisation (économique) et du cosmopolitisme ne vont pas forcément ensemble.

Le discours autre, visé par la négation dialogique, est ici celui qui accuserait les pro-Brexit de « tourner le dos à la globalisation ». Or c'est visiblement ce qu'un-e leader-se politique aujourd'hui ne devrait surtout pas laisser entendre. Par conséquent, Theresa May s'attache à réfuter, par anticipation, toute objection de la sorte. Si l'inscription du pays dans une représentation du monde globalisé et global semble relever de ce qui doit être dit, le cosmopolitisme relève, comme nous l'avons déjà constaté, du peu dicible. Autrement dit, on se doit de représenter le monde global du point de vue économique, sans pour autant imaginer le rapprochement cosmopolitique des citoyen-ne-s. En effet, la construction d'un RU « global » débouche sur le renfermement de l'idée du « partage » et donc de solidarité citoyenne dans les limites de la nation (« so every person may share in the wealth of the nation »).

Bilan d'étape

La section 7.1 a permis de montrer que le discours de Theresa May s'inscrit dans une tendance décrite par certain-e-s analystes du discours comme la « normalisation » des discours souverainistes, synonyme de l'évolution des normes du dicible en matière de citoyenneté et d'identité. Le discours de la Première ministre emploie notamment un argument consistant à présenter le chômage de la population nationale comme une conséquence de l'immigration. Il est intéressant que cet argument soit utilisé par May de façon à seulement indexer ce lien de cause à effet, ce qui dispense la locutrice d'apporter des arguments pour le prouver. La normalisation en question se manifeste entre autres dans un partage, par des partis de centre-droite et de droite, de certains traits énonciatifs des discours populistes. J'ai ainsi mis en évidence un lien intertextuel entre le discours de Theresa May et de Nigel Farage, ancien leader du parti *UKIP*.

Après cette contextualisation, je me suis intéressée au marquage de la représentation de la citoyenneté nationale à proprement parler. Ce marquage a été partiellement analysé dans le chapitre VI lorsque j'ai montré que la citoyenneté nationale bénéficiait dans ce discours d'une définition « négative » : pratiquement non-dite car présumée connue et acceptée comme la seule possible par toute la population. Ici, cette analyse a été complétée par la mise en lumière du caractère non-marqué de la représentation véhiculée par le concept même de « citizenship »/« citizen » qui sans précision aucune réfère dans le discours à la citoyenneté nationale, alors que la citoyenneté mondiale, pour être signifiée, a besoin d'un concept marqué, « citizen of the world ». Enfin, cette représentation de la citoyenneté comme exclusivement limitée aux communautés nationales se soumet également à l'impératif de penser le monde global : non pas à travers le prisme de la cosmopolitisation, mais sur la base d'une conception de l'ordre global, tout en se projetant dans des relations internationales hors de l'Europe. La globalité n'est ici celle d'une humanité solidaire, mais celle d'un échange commercial international. Dans les deux sections suivantes nous verrons comment sont marquées les représentations qui, dans les discours publics répondant à May, tentent de faire concurrence à sa version de la citoyenneté.

7.2 Citoyenneté cosmopolitique : une représentation disponible et partiellement acceptable

La représentation de la citoyenneté qu'on appelle ici « cosmopolitique », c'est-à-dire définie par une appartenance et un engagement pluriels, a été dégagée à travers le motif d'ouverture à la diversité mobilisé dans les récits de soi des citoyen-ne-s du monde. Ce motif permet d'affirmer la possibilité de plusieurs attachements chez une seule personne et le caractère non-conflictuel et non-hiérarchique de cette pluralité. Celle-ci sous-tend par ailleurs l'identification des citoyen-ne-s du monde à la communauté mondiale et à l'humanité. L'appartenance à la communauté humaine est présentée, elle aussi, comme n'étant pas en conflit avec les autres attachements, ne les dominant pas ni, *a fortiori*, les effaçant. Dans cette section, je me propose d'exposer la façon dont j'ai identifié le statut de cette représentation dans le corpus des discours publics.

D'abord, je présenterai les procédés du faible marquage de cette représentation qui témoignent de sa (partielle) acceptabilité, cette dernière expliquant à son tour son apparition fréquente dans les textes du corpus. Dans la section 7.2.1, on étudie la construction d'un positionnement partagé qui ne serait possible si les discours cosmopolitiques n'avaient pas droit de cité dans un espace discursif comme celui que j'analyse ici. Nous verrons d'abord comment l'usage de la deixis encyclopédique permet aux locuteurs et locutrices de se positionner par rapport à l'état actuel du discours public (section 7.2.1). La section 7.2.2 est consacrée aux cas de thématization et rhématisation de la représentation de la citoyenneté cosmopolitique à travers les usages du concept « citizen of the world » et ses synonymes contextuels. Le constat du faible marquage et donc d'un caractère relativement dicible de cette représentation résulte de l'analyse des cas de thématization (section 7.2.2.1). Ce constat est ensuite nuancé par des contre-exemples qui démontrent que cette représentation n'arrive pas toujours à bénéficier d'un effet de sens partagé. On observera notamment un cas de son impossible thématization avant de passer à l'analyse des occurrences qui illustrent sa rhématisation, beaucoup plus fréquente dans le corpus (section 7.2.2.2). Cette dernière section constituera ainsi un passage vers la présentation des procédés de marquage fort de la représentation de la citoyenneté cosmopolitique (section 7.2.3). Je mobilise à cet effet les entrées d'analyse comme la négation dialogique (section 7.2.3.1), la concession (section 7.2.3.2) et les guillemets (section 7.2.3.3).

7.2.1 Un positionnement partagé

Dans la section 6.6.3.5, l'analyse de la deixis encyclopédique a permis de voir que certain-e-s locuteurs et locutrices du corpus de travail s'accordent sur l'idée que le renforcement des tendances souverainistes fragmente l'humanité et contribue à un désengagement citoyen. Je poursuis ici l'exploration de cette deixis pour approfondir la connaissance du positionnement qui réunit les locuteurs et locutrices au sein de mon corpus hétérogène en termes de sources et de genres discursifs. Ce positionnement consiste à souligner l'avènement des idéologies d'extrême droite, de politiques anti-immigration comme étant des symptômes de déclin du cosmopolitisme dont l'énoncé de May devient un exemple.

Ainsi, le temps présent est-il « sombre » et caractérisé par la « haine » par ces deux anciens co-leaders du Parti vert de l'Angleterre et du Pays de Galles, tous deux s'exprimant dans les médias :

(103) We saw Ed Miliband cave in with his ghastly mugs, and now we see that Corbyn isn't above capitulating to the politics of division either, and **at a time when hate is on the rise**.

This isn't just rhetoric. This narrative costs lives. Here is a stark example: We are living through the worst refugee crisis since World War Two, but the world's response to it has been shameful. In 2016 alone, more than 5,000 people died while trying to reach Europe. These were people fleeing war, torture and persecution, but we let them drown and bulldozed their camps, rather than offer them the support and compassion they desperately needed. (3-3-Bartley-Left)

(104) In Parliament I will press the Prime Minister on the issue as soon as possible – and will continue to work with brilliant organisations like the Hummingbird project to support those in need. By continuing to be a beacon of hope **in these dark times** Brighton and Hove offers an alternative to Theresa May's little Britain – let's make sure she continues to hear the voices of those who believe in a welcoming society. (3-2-Lucas-Argus)

Dans les deux cas, la caractérisation négative de l'époque est motivée par le manque d'accueil des réfugié-e-s et par les discours anti-immigration émanant du gouvernement. La caractéristique métaphorique « dark » permet d'ailleurs à Caroline Lucas d'opposer au discours du gouvernement les initiatives locales d'accueil, comme celles de la municipalité de Brighton and Hove, qualifiées de « phare ». La locutrice accentue par ailleurs le caractère omniprésent des attitudes et politiques de repli nationaliste regroupées sous le nom de « Theresa May's little Britain », variante de la formule « little England » désignant un nationalisme britannique « centré sur l'Angleterre » (Mischi 2006 : 89).

Ces deux formes de caractérisation du climat politique et du discours ambiant constituent une forme de « deixis encyclopédique » (Paveau 2006 : 173-174) qui fonctionne de sorte à permettre au locuteur ou à la locutrice de formuler une caractéristique de l'époque donnée comme étant

« typique » (Paveau 2006 : 176). Ce trait apparaît comme une pré-connaissance collectivement partagée et valable avant même d'être écrit ou prononcé.

Les deux exemples ci-dessus illustrent les deux types de deixis encyclopédique distingués par Paveau, marquée et non-marquée. La deixis marquée est présente dans l'extrait (104) où l'on retrouve un syntagme nominal composé d'un substantif désignant une période (« times »), son déterminant démonstratif (« these ») et un adjectif dénotant le trait typique qui caractériserait de façon primordiale et incontestable l'époque actuelle (« dark »).

La deixis non marquée, quant à elle, peut être relevée dans l'extrait (103), où l'on note la présence d'une structure type « at a time when [hate is on the rise] ». Une autre variante du même type de deixis est présente dans l'exemple suivant, où elle permet de pointer des transformations des limites du dicible perçues par le locuteur :

- (105) Yes, we should debate the best strategies to achieve equal rights for all and persuade the currently unconvinced. But that does not mean backpedalling or conceding in the face of a backlash. The emancipation of the working class means the whole working class: men and women, white and black, straight and LGBT. We live **in an age when many bigotries have been given official sanction**. Ugly demons have been unleashed on both sides of the Atlantic. The right has already won two massive votes this year. If we surrender to their agenda, we'll be gifting them yet more victories. (3-1-Jones-Guardian)

L'appel au prédiscours est ici repérable grâce au syntagme « in an age when », équivalent à la construction française « à une époque où » citée dans la typologie de Paveau (*op.cit.* : 175). Le danger, élément clé du positionnement ainsi construit, est ici signalé par le mot « bigoterie ». L'idée de leur généralisation et leur légitimité accrue, qui alarme le locuteur, apparaît comme un constat partagé, d'abord du fait de l'absence de complément d'agent et donc de l'instance responsable de cette légitimation. Par ailleurs, le pronom « we », dont il serait difficile de dire s'il renvoie aux Britanniques ou à l'humanité entière, contribue par sa référencialité flottante à assurer un caractère d'évidence partagée à l'énoncé.

Les auteurs du livre *Citizens of Nowhere* mobilisent, eux aussi, une deixis non marquée (« at a time when »), qui tend à créer un effet d'évidence alors même que la caractéristique de l'époque censée être connue et partagée est, en même temps, explicitée avec beaucoup de précision :

- (106) At a time when many would like to define Europe along ethnic or national lines, and **at a time when the proliferation of border fences goes hand in hand with the identification of an indigenous 'people'**, the story of Europa serves to remind us that from the beginning 'Europe' has been thought of as bigger than it is now typically understood as being, and that it exists at the crossroads of multiple paths. Europe, ultimately, is nowhere. (3-5-Marsili-Citizens)

Comme dans les autres cas où la deixis non marquée est mobilisée pour se positionner vis-à-vis de l'état actuel du discours public, celui-ci est caractérisée prioritairement par le nationalisme, les

revendications identitaires et le renforcement des frontières. Cela assure aux locuteurs et locutrices un cadre commun, notamment pour l'interprétation du propos de Theresa May, et par la même occasion une posture auto-validante qui se produit par la construction d'un tel cadre. L'usage de la deixis encyclopédique témoigne ainsi de la possibilité, dans le discours public britannique, de représenter une nouvelle entrée en force des idées contraires au cosmopolitisme comme un constat largement partagé. Or il convient d'examiner à présent comment cette possibilité est corrélée à celle d'imaginer, pour y résister, une citoyenneté cosmopolitique. Les procédés de thématization et de rhématisation de la représentation de la citoyenneté mondiale seront analysés à cette fin.

7.2.2 Thématization et rhématisation de la représentation

En m'intéressant au rapport entre thème et rhème, connu et nouveau dans les énoncés ayant trait à la représentation de la citoyenneté cosmopolitique, je me suis penchée sur la possibilité ou non, pour les concepts-clés comme « citizen of the world » de s'appuyer sur un « common ground » (Aissen 2017 : 3), ce terrain d'entente prédiscursif dont on imagine qu'il ne peut accueillir que des éléments faisant partie d'une topique sociale ou en train de l'intégrer : « I assume that the goal of discourse is "to discover the way things are", to update the common ground, typically by adding propositions to it ». Les deux sections suivantes montreront que l'idée qu'une citoyenneté puisse être mondiale, cosmopolitique, peut bénéficier d'un « terrain d'entente », lui procurant une acceptabilité qui a toutefois ses limites.

7.2.2.1 Citoyenneté mondiale thématized

Une représentation faiblement marquée, celle qui est donnée à voir (consciemment ou non) comme étant quelque chose de « normal », de « banal » et donc de largement acceptable, peut être thématized. Sa position traduit son caractère de préconstruit : la représentation est en effet perçue comme apte à constituer une « base » pour d'autres représentations que les locuteurs et locutrices ont besoin d'affirmer de façon saillante. Parmi les exemples suivants, le premier est issu du blog d'une entreprise proposant des formations en langues et le deuxième vient d'un article destiné à présenter une étude scientifique au grand public sur le portail *The Conversation* :

- (107) A citizen of the world needs language skills - but only 1 in 4 expats are fluent. More and more people are moving abroad for work, but are their language skills up to it? (3-4-Godall-Rosetta)
- (108) The idea of being a "citizen of the world " is often associated with global elites - those who shelter their wealth in offshore tax havens or invest their way to citizenship wherever they choose using a "golden visa" route. (3-3-Skovgaard-Conversation)

Les deux extraits thématisent la possibilité d'être un-e citoyen-ne du monde. En effet, ce qui les caractérise c'est que la question d'une telle possibilité ne se pose pas. Elle constitue, en revanche, une base cognitive pour ce qui est présenté comme le point de vue du locuteur ou de la locutrice mis en débat : l'insuffisance de la maîtrise des langues étrangères chez les expatrié-e-s et le fait que les citoyen-ne-s du monde ne soient pas toujours membres de l'élite globale. Le syntagme « citizen of the world » est situé dans les deux cas en position préverbale. L'existence de ce type de citoyen-ne a ici un caractère peu questionnable : s'il a « besoin d'avoir des compétences linguistiques » ou qu'il est « associé à des élites globaux », c'est qu'il est forcément possible d'être – et surtout, ce qui est important pour nous –, de se dire « citizen of the world ». Sur ce plan, les exemples constituent une forme de contre-discours vis-à-vis de Theresa May qui prétendait justement que le concept « citizen of the world » renvoyait à une réalité qui était pourtant tout autre – celle d'être un-e « citizen of nowhere ».

Une autre forme de thématisation de la même représentation fonctionne grâce à la conjonction « as » qui permet à la fois d'affirmer la possibilité d'être un-e « citizen of the world » et de marquer cette représentation comme ayant une existence préalable, peu sujette à la discussion et à la contestation. Les deux extraits suivants sont représentatifs d'une série de cas où l'identification aux catégories de « citizen of the world » ou de « cosmopolitan » fonctionne comme un cadre interprétatif préalablement installé et servant de légitimation aux arguments avancés :

(109) Sir,

As a self-professed citizen of the world who has lived and worked on four continents but who nonetheless swore allegiance to the Queen through two citizenships, I take great exception to Theresa May's comments about citizens of the world: "If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere" (3-4-Letters-Financial-1)

(110) I'm extremely attached to certain people and places all over the world: I'm British and secular Jewish, and a Londoner and a Parisian who loves Dutch football, and I occasionally feel quite South African too. But as a card-carrying cosmopolitan, I understand that my particular attachments are just random. They're not better than anyone else's. They just happen to be mine. (3-3-Kuper-Jewish)

Le concept « citizen of the world » ou « cosmopolitan » (que je désigne ci-dessous par N) apparaît dans les deux cas au sein de la construction [As + SN]. Ce qui distingue les deux, c'est le choix de l'adjectif : si « self-professed » accentue le caractère non-collectif de ce statut que l'on attribue à soi-même, « card-carrying » dénote au contraire un fort degré de ressemblance avec un certain prototype de cosmopolite. Cela renforce l'effet prédiscursif de la catégorie en question, assuré par la conjonction « as » qui « fait basculer » l'identification à celle-ci dans l'acquis (Lapaire et Rotgé 2002 : 273). Dans un cas comme dans l'autre, la représentation de la citoyenneté comme pouvant se rapporter à la communauté mondiale est thématisée. Cette thématisation crée un cadre dans

lequel se déploie l'argument principal, ce qui donne à la représentation un caractère d'autant plus normatif.

Des contre-exemples montrent cependant que la représentation de la citoyenneté mondiale n'est pas toujours « thématizable ». Je me penche ici sur l'argumentaire développé par les auteurs du livre *Citizens of Nowhere*. Ils expliquent que les humains sont actuellement à la fois « citizens of the world » et « citizens of nowhere » (car les formes d'organisation politique existantes ne leur permettent pas d'exercer leur citoyenneté mondiale). Cependant, même si les auteurs insistent sur le caractère acquis de la citoyenneté mondiale, elle n'est pas du ressort des représentations évidentes ou largement acceptables :

- (111) This book takes its title from a phrase uttered by Theresa May after the UK voted to leave the European Union; 'If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere.' We have reversed this phrase to argue that we are all already citizens of the world, but until we invent forms of politics beyond borders, we will remain citizens of nowhere, without political agency. The utopia we have presented in this book is one of transnational citizens, living and acting across borders, who have the power to work together as equals, who constantly invent new strategies for ensuring their autonomy to live rich, meaningful lives together, and who continuously struggle together for a better future. This is a vision we think is realistic for all citizens, not just an elite few, and we must invent forms of political struggle, parties, organisations and movements that work to bring this about. (3-5-Marsili-Citizens)

En effet, à la fois le fait d'être un-e « citoyen-ne du monde » et un-e « citoyen-ne de nulle part » sont présentés comme des arguments potentiellement discutables. Pour parler de la citoyenneté mondiale, les locuteurs utilisent une structure présentative avec le pronom « all » et l'adverbe « already » intensifiant et élargissant la portée de l'argument (« we are all already citizens of the world »). Or l'envie de donner à voir le phénomène comme largement diffusé contraste avec un marquage fort qui est réalisé à cette occasion. En effet, le fait de devoir « défendre » ou « soutenir » (« to argue ») une certaine représentation en employant des intensificateurs indique qu'il s'agit d'une représentation peu évidente car nécessitant des efforts et des ressources argumentatives et descriptives explicitement mobilisées. Ici, la représentation de la possibilité d'une citoyenneté mondiale n'arrive pas à être thématisée : elle est marquée de telle sorte qu'elle ne peut pas bénéficier d'un appui sur une topique partagée. Cela est significatif puisque ce livre fournit quasiment l'unique exemple d'une représentation de la citoyenneté mondiale comme projet politique auquel les citoyen-ne-s de différents pays pourraient participer. La non-évidence de la représentation traduit la difficulté que représente actuellement la mise en discours d'un tel projet. La section suivante le confirme : nous verrons que la représentation de la citoyenneté comme pouvant être mondiale, tend plutôt à être rhématisée, et, par conséquent, marquée de sorte à constituer un objet de débat et non pas une topique partagée.

7.2.2.2 Citoyenneté mondiale rhématisée

Dans la plupart des cas dans mon corpus de travail, la représentation de la possibilité d'être un-e citoyen-ne du monde est rhématisée. Par exemple, le syntagme « citizen of the world » est thématiqué 16 fois dans l'ensemble du corpus des contre-discours et rhématisé 72 fois. Pour « global citizen », la situation est similaire à ce détail près que cette désignation est beaucoup plus rare en soi : on retrouve 7 cas de thématique et 24 cas de rhématisation. Une différence émerge cependant si l'on considère le concept « cosmopolitan » qui est autant thématiqué (18 fois) que rhématisé (19 fois). Dans cette section, la rhématisation sera examinée en combinaison avec d'autres procédés de marquage d'une représentation comme étant saillante et donc peu évidente. La rhématisation se produit notamment lorsque le syntagme « citizen of the world » ou l'un de ses synonymes en discours remplit la fonction d'attribut (Nowakowska 2004 : 30). Parlant en termes d'organisation textuelle et interactionnelle, les éléments véhiculant la représentation sont aussi souvent placés dans des endroits stratégiques, par exemple au début ou à la fin du texte ou d'une séquence interactionnelle.

Les trois facteurs (placement du syntagme « citizen of the world » à la fin du dernier énoncé d'une séquence qui ouvre l'interaction, en position de « subject predicative » (Greenbaum 1996 : 66-67), ou, en français, attribut du sujet) sont réunis dans cette séquence initiale du débat consacré à la citoyenneté mondiale et organisé par la société médiatique *Intelligence squared* à Londres. L'animateur, Ahmed Kamal, ouvre le débat en évoquant l'événement discursif qui a servi de déclencheur : le discours de May. Avant de présenter les participant-e-s, il s'adresse à la salle :

(112) AK [...]welcome um to this event mm based around the famous or rather infamous quote by *theresa *may if you believe you are a citizen of the world you are a citizen of nowhere a quick question just to kick us off who here believes they are indeed a citizen of the world [((regarde le public))]

((de nombreuses mains se lèvent dans la salle))

AK excellent welcome the metropolitan elites we are still fighting on and we fight to win well done so this is a sort of rally more than more than a debate (3-7-Intelligence-1-3)

En demandant au public qui parmi les personnes présentes se considère « encore » comme un-e citoyen-ne du monde, l'animateur introduit le concept en tant que matière à discussion et dont l'usage et, surtout, la prise en charge, n'ont donc rien d'évident. Le concept, en position d'attribut, est placé à la fin absolue de son énoncé après quoi le tour de parole passe à la salle (le public

communiquera ici avec le corps, en levant les bras). La même question (« vous considérez-vous comme citoyen du monde ? ») sera ensuite posée à chaque intervenant-e sur le plateau qui devra se positionner par rapport à ce statut qui, à aucun moment de la discussion, ne sera tenu pour acquis.

D'autres cas d'une forte rhématisation de la représentation d'une citoyenneté mondiale sont intégrées dans les séquences métalinguistiques et métadiscursives qui constituent en tant que telles un indice de marquage fort de la représentation. Contrairement à l'exemple étudié *supra* et qui constituait l'ouverture d'une interaction, il s'agit dans l'exemple que je cite ici de la toute fin d'une production textuelle – un autre « endroit stratégique » susceptible d'accueillir des représentations peu évidentes. Après avoir détaillé les composantes de son identité plurielle et les motifs de son installation en Lettonie, l'auteure du texte, une Britannique, conclut :

- (113) I'm sorry Theresa May, but I am a citizen of the world and I know exactly what citizenship means. It means putting down roots in the place where you are and committing yourself to that place for as long as you are there. (3-3-Storie-Dispatches)

Comme je l'ai montré dans la section 6.6.3.6, il s'agit de reprendre l'énoncé contesté de May et de construire à partir de celui-ci son propre positionnement, en « récupérant » la capacité à investir le domaine du dicible voire à l'élargir. La rhématisation de la représentation se traduit à nouveau par l'usage du syntagme « citizen of the world » en position attributive et avec une fonction d'identification : [I am SN]. Le fait même d'utiliser cette identification au statut de citoyenne du monde en tant que contre-argument face au propos de la Première ministre contribue par ailleurs à représenter ce statut comme n'allant pas de soi, nécessitant une promotion et une défense particulière.

Dans les autres séquences de ce type, on note également une présence d'intensificateurs en tout genre qui rendent saillante la représentation qui l'est déjà du fait que le concept « citizen of the world » constitue le rhème des énoncés en question. Divers procédés d'emphase permettent aux locuteurs et locutrices d'asserter la viabilité de la représentation de la citoyenneté cosmopolitique. Cela s'exprime par l'usage des adverbes intensificateurs comme « exactly », « very well » (« I know exactly what citizenship means », « I do understand very well what citizenship means ») ou des auxiliaires emphatiques (« I do understand »). Notons que cette emphase permet notamment de se prémunir face à une éventuelle contre-attaque : « avec do, le contenu asserté est posé si fortement que son présupposé est que la négation est catégoriquement exclue » (Joly et O'Kelly 1986 : 68). Cela confirme une fois de plus que dire la citoyenneté mondiale et/ou s'identifier au

statut de citoyen-ne du monde n'est pas une activité discursive évidente. L'étude des procédés qui en témoignent se poursuit dans la section suivante consacrée aux marques dialogiques.

7.2.3 Procédés et marques dialogiques

Comme précisé dans l'introduction, avant même d'avoir commencé l'analyse du corpus, j'ai noté l'usage des procédés dialogiques, notamment de la négation, pour parler de la citoyenneté mondiale dans la littérature académique sur le sujet :

Cette diversité d'États, dont les membres sont dotés d'une citoyenneté politique, n'exclut nullement l'idée d'une citoyenneté universelle. L'homme en tant que tel est citoyen du monde, il a en outre, en tant que membre de tel ou tel État républicain, une citoyenneté civile particulière. Cela veut dire que la citoyenneté du monde n'implique aucun nomadisme, aucun antagonisme avec la citoyenneté civile ou politique. (Zarka 2008 : 27).

Les négations, par ailleurs renforcées par l'usage de différents intensificateurs, adverbes ou déterminants (« n'exclut nullement », n'implique aucun [nomadisme], aucun [antagonisme] ») donnent à voir les contre-discours à l'égard du cosmopolitisme dont les travaux universitaires en la matière tiennent infailliblement compte. Cette première observation survenue très tôt dans mon parcours de thèse a donné lieu à une analyse du corpus en termes d'usage par les locuteurs et locutrices des procédés dialogiques signalant la prise en compte d'une altérité discursive qui oriente et délimite l'énonciation de celles et ceux qui cherchent à dire la citoyenneté mondiale. J'ai ainsi remarqué qu'il s'agissait de traces d'une contrainte pesant sur cette représentation de la citoyenneté, indice potentiel de son statut peu acceptable.

7.2.3.1 Négation

Comme je l'ai suggéré dans l'introduction de la section, l'étude des négations dialogiques apporte une connaissance précieuse de ce qui est perçu par les locuteurs et locutrices comme un extérieur discursif significatif. De ce fait, les énoncés relevant de ces univers extérieurs, donnés à voir au sein des séquences de négation, sont ici mon entrée d'analyse. Ils sont généralement attribués à un agent collectif et très générique sinon matériellement absent du texte.

Le contre-discours qui parle à travers les discours cosmopolitiques est, dans une minorité des cas, une caractéristique péjorative très générale de la citoyenneté mondiale formulée à l'aide de noms en position attributive comme « shame » :

- (114) But many people who don't fit in this frequent flyer category felt under attack too. For this group, believing you are a citizen of the world is a badge of honour, not shame. The cosmopolitan impulse, they believe, isn't about loyalty to any single community. On the contrary, you can be a citizen of your street, your city, your country and the entire globe. And in our interconnected world, those with a burning

concern for global justice, for the environment, for the strife and carnage happening beyond our borders, see themselves as part of humanity at large – as citizens of the world. (3-7-Intelligence)

Dans cet argumentaire, publié sur le site *Intelligencesquared*, qui introduit le thème du débat entre expert-e-s, organisé par le média, l'énoncé anti-cosmopolitique que l'on peut reconstruire à partir de la négation dialogique ([believing you are a citizen of the world is a shame]) est attribué par à une instance énonciative tierce, complètement non-identifiée dans l'extrait. Les auteurs de l'argumentaire y opposent un contre-argument (« believing you are a citizen of the world is a badge of honour ») selon la logique d'un contre-discours non seulement « réactif » (qui dénonce) mais aussi « propositif » (qui avance d'autres arguments, des alternatives), selon les termes de Rabatel (2020 : 65-66). Dans d'autres cas, cependant, le contre-discours est plus développé. Il affirme l'impossibilité, pour diverses raisons, d'un attachement citoyen à la communauté mondiale. L'une de ses versions consiste à représenter la citoyenneté mondiale comme un attachement à toutes les communautés à la fois, en sous-entendant qu'il en perdrait toute légitimité. C'est le cas de la seconde négation dialogique de l'exemple (114) : « The cosmopolitan impulse, they believe, isn't about loyalty to any single community ». L'énoncé autre, contesté par le locuteur, consiste à associer la citoyenneté mondiale à un attachement indifférencié, « loyalty to any single community ».

À l'autre pôle se trouve une représentation, rejetée au sein de la négation dialogique, de la citoyenneté mondiale comme, au contraire, l'absence de tout attachement citoyen, ce qui est tout aussi négatif que d'être attaché à toutes les communautés à la fois :

(115) I'm proud of the fact he feels at home in two languages and two places, that's he's old enough to realise we can be rooted in more than one identity. That a citizen of more than one place is not a citizen of no place or nowhere. That having more than one place to call home might be an addition to rather than a subtraction from what we call ourselves in language. (3-4-Ellis-Liverpool)

C'est précisément ce que nie cet auteur d'un billet de blog en reprenant la formule « citizen of nowhere ». Cela lui permet de s'opposer au discours de May tout en conférant un caractère plus générique à l'argument de non-appartenance.

L'extrait suivant fournit un exemple d'un argument complexe à trois dimensions se rapportant au même argument de l'impossibilité d'une allégeance citoyenne à la communauté mondiale. La mise en exergue du contre-discours permet à ce locuteur de contester une représentation de la citoyenneté mondiale comme une façon de (1) refuser d'appartenir à toute communauté locale et, partant, (2) lui préférer la communauté mondiale car (3) il faudrait forcément choisir entre une appartenance locale et globale :

- (116) Languages are not “safe spaces” where we can hear only what’s already familiar to us; they are the very embodiment of what’s most important in a liberal education. And being a cosmopolitan, being a “citizen of the world” doesn’t mean giving up on all the other identities we hold dear and surrendering ourselves unquestioningly to the dream of being a perpetual nomad. Most of us are good at being many things, at juggling multiple and often contradictory identities, but we can only learn this by leaving home, by stepping outside of what’s familiar. (3-4-Bullock-Creative)

Le locuteur-linguiste rejette d’abord l’idée que toutes les langues mettraient à notre disposition des éléments forcément connus. Il adhère par la négation dialogique à une valorisation de l’altérité lui permettant de défendre la possibilité d’être « cosmopolite » et « citoyen-ne du monde ». Or pour pouvoir l’affirmer, il s’engage à nouveau dans la contestation d’un argument adverse : qu’il faudrait, pour le devenir, abandonner ses appartenances locales (« being a cosmopolitan, being a “citizen of the world” doesn’t mean giving up on all the other identities we hold dear identities we hold dear ») et leur préférer une sorte de non-appartenance à laquelle renvoie le concept de nomadisme (« and surrendering ourselves unquestioningly to the dream of being a perpetual nomad »). Ces deux négations dialogiques explicites semblent concourir à en produire une autre, qui est matériellement absente du texte mais qu’on pourrait restituer comme étant un rejet de l’idée qu’il faudrait choisir entre un attachement local et mondial. En plus de la négation dialogique à proprement parler, des intensificateurs laissent entendre que le locuteur n’adhère pas aux arguments qu’il prête à une instance complètement indéterminée. C’est le cas de l’adverbe « unquestioningly » ou de l’adjectif « perpetual [nomad] », radicalisant le discours anti-cosmopolitique tel qu’il se laisse entendre dans le billet.

L’argument de la nécessité de choisir entre plusieurs attachements citoyens est explicitement présent dans d’autres textes, où il est également ciblé par une négation dialogique :

- (117) Theresa May in her speech last October, at the Conservative party conference said: “If you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere.” If she is right, then she rendered many scientists and engineers as aliens; however, I don’t think she is, because citizenship of the world does not exclude us from also being citizens of other, local communities; even though politicians may want to redraw the boundaries of these communities and larger unions to which they belong. However, in practice, it is hard to avoid the fact that we are all inhabitants of planet Earth and have a responsibility for ensuring that it remains habitable for our grand-children and great-grandchildren; so, we are all citizens of the world with its associated responsibilities. (3-4-Patterson-Liverpool)
- (118) Taking ‘reason’ to be the divine (and therefore universal) element in man and ‘law’ its logical extrapolation, the Stoics thought of the whole kosmos as a form of polis, governed by divinely inspired law. The philosopher Philo (1st century AD) put it like this: “A man who is obedient to the law, being, by so doing, a citizen of the world, arranges his actions with reference to the intention of nature, in harmony with which the whole universal world is regulated.” But that did not mean one rejected one’s own polis in favour of the greater one: far from it. It was one’s duty to serve humanity as best one could, whatever the arena, great or small. (3-1-Jones-Spectator)

Les deux extraits cités mobilisent, à l'aide de la négation dialogique, la représentation d'une citoyenneté plurielle et dont la pluralité n'est pas conflictuelle. Elle est ici construite par le rejet d'un argument qui prétend le contraire : « citizenship of the world does not exclude us from also being citizens of other, local communities », « but that did not mean one rejected one's own polis in favour of the greater one: far from it ». Notons, dans cette deuxième séquence de négation dialogique, l'emphase « far from it ». Elle indique que si la représentation de la citoyenneté mondiale (comme étant compatible avec des attachements plus locaux) mobilisée par ce locuteur était plus dominante ou au moins courante, il n'aurait pas besoin de ce procédé d'intensité pour la prendre en charge. Dans la même veine, si la conception de la citoyenneté mondiale comme impliquant le rejet de « one's own polis » était moins dominante, il n'aurait pas besoin de la nier avec autant d'emphase.

Les exemples présentés dans cette section révèlent une tendance : celle de vouloir (ou de devoir) expliciter un extérieur discursif conflictuel pour pouvoir avancer que la citoyenneté peut être mondiale. En effet, ce qu'on identifie ici comme des discours cosmopolitiques (affirmant l'universalité de l'engagement citoyen ou la possibilité d'être « plusieurs choses à la fois ») résultent grandement de la négation de leurs contre-discours. Ainsi, le locuteur dans l'extrait (118) n'évoque le devoir cosmopolitique (« It was one's duty to serve humanity as best one could, whatever the arena, great or small ») qu'après avoir rejeté le contre-argument de l'impossibilité de joindre un engagement mondial et local. Les cas de la négation dialogique confirment la place ambiguë qu'occupe la représentation de la citoyenneté cosmopolitique au sein de la sphère du dicible. Elle n'en est pas exclue, puisqu'elle est disponible pour être dite dans l'espace public. Cependant, sa dicibilité est soumise, souvent, à la condition de démonstration et de rejet préalable des contre-arguments dont le caractère incontournable signale le poids du consensus à leur égard. Face à eux, une conception cosmopolitique de la citoyenneté doit être justifiée, afin notamment d'éviter de déroger à la représentation d'une citoyenneté comme d'un devoir de responsabilité qui ne peut être accompli que lorsque sa portée est délimitée par la communauté à laquelle ce devoir est relatif.

7.2.3.2 Concession

À la suite de la section précédente, je vais ici étudier une autre séquence qui inclut des traces de dialogisme et qui témoigne d'une difficulté à dire la citoyenneté cosmopolitique d'autant plus grande, que le locuteur y procède à plusieurs concessions dialogiques laissant entendre que les discours qu'il rend ainsi visibles ont un statut beaucoup moins contestable que sa propre

argumentation. Cette séquence vient par ailleurs confirmer l'observation faite dans la section 6.6.3.5 où j'ai avancé que la citoyenneté mondiale est très rarement représentée dans mon corpus en tant que projet politique : en effet, il semblerait qu'on peut très bien, avec certaines précautions, dire la citoyenneté mondiale, tant qu'il s'agit d'une attitude morale, éthique, culturelle de tout un chacun. Or quand il s'agit d'un projet politique, le rapport aux normes du dicible se complique (voir le cas de l'« impossible thématization » dans l'ouvrage de Marsili et Milanese (2018), analysée dans la section 7.2.2.1).

Ici, nous aurons affaire à une prise de parole de l'historien Simon Schama lors du débat d'*Intelligence squared*. Avec Elif Shafak, Simon Schama assume dans la discussion une position cosmopolitique, à l'opposé de deux autres intervenants, David Landsman et surtout David Goodhart. Schama répond en l'occurrence à un spectateur lors de la session question-réponse qui clôt le débat. La question, posée par le spectateur que j'ai désigné comme P3 (tour de parole 149), véhicule une vision classique de la citoyenneté gérée par un État qui garantit aux citoyen-ne-s des droits et exige le respect des devoirs. Interroger la possibilité de répliquer un tel modèle pour construire une citoyenneté mondiale revient, au fond, à mettre en évidence une potentielle impossibilité de le faire :

(119) P3 (inaud. <prénom> *mitchell american expat i wrote this down to make sure i don't forget any if you define citizenship as a status granted by a state you can understand rights responsibilities and the mechanisms for changing one's society as emanating from the state and from a particular uh location what entity grants global citizenship (.) what are the rights and responsibilities of a global citizen (.) and what mechanisms allow a global citizen to enact change in their global society (3-7-Intelligence-149)

Si l'on peut parler ici d'une intention critique, c'est notamment parce que la citoyenneté nationale, définie par un système de droits et d'obligations, est prise dans cette séquence en tant que point de repère pour envisager toute autre forme de citoyenneté possible. Cette définition est posée comme un préalable à la discussion (« if you define citizenship as a status granted by a state ») où la citoyenneté mondiale apparaît comme forcément déficiente à l'égard de cette conception de base.

La réponse de Simon Schama, en effet, laisse entendre que même s'il n'est pas d'accord avec une telle critique implicite, le poids de celle-ci est tel, qu'il n'est pas complètement en mesure d'y opposer une argumentation qui serait en phase avec les normes politiques, sociales et discursives rappelées par P3 :

(120) SS well i i don't think those of us who i- identify that's a very good question of course actually but i don't think i- it's like a question of contract law or something i mean it i don't think any of us who actually in some general sense are voting for empathy umm you know um have really um certainly i'm not wanting to sort of produce institutional sketches or maybe you're you're serious and question will leave me to ponder this more but in a much more wider sense of course actually there are all sorts of things happening which call on our sense of mutual let's say mutualism *adam *smith's absolutely lovely phrase in the theory of moral sentiments the most obvious being climate change and the *paris accord and after all the pragmatic bashing and the withdrawing from making states absolutely formally obliged to reduce euh carbon emissions something was really euh something was really produced which suggested a degree of constructive mutuality and it was precisely because of that that *donald *trump made such a tremendous dramatic performance about walking out of the global climate accord for him it's always as he's doing with mutual trade agreements the psychology really of going it alone of having your country first and not understanding that in the modern world you're necessarily um need to come to a sort of mutual understanding what's in the common good is really what's at stake and as i say that i know that that barely answers your wonderfully formulated question but on the other hand if you're looking at the choices that are on *donald *trump's desk whether or not he's going to define absolutely what he needs to do exclusively in american interests even even when you know there was there was a moment last week when his own cabinet said well surely you think about cutting a break for your allies like *canada and this country in terms of not imposing a twenty-five percent tariff on steel and and ten percent aluminum and he said no not at all there're not gonna be any exceptions so it's that that sense of being in the same boat i know it's wishy-washy it may be a piece of kind of liberal elitist superiority but you know if we're not in the same boat we're gonna drown and make a wreck i think (3-7-Intelligence-153)

Avant de nous intéresser au dialogisme dans cette séquence, nous pouvons noter un grand nombre d'hésitations, de phrases non achevées (« well I I don't think those of us who i- identify that's a very good question of course actually but I don't think I- it's like a question of contract law or something I mean it I don't think any of us who actually in some general sense are voting for empathy umm you know um have really um certainly »), de syntagmes indéfinis (« in some general sens », « a sort of mutual understanding », « there are all sorts of things happening »). La difficulté de dire la citoyenneté mondiale est donc ici littéraire.

Pour définir le fondement de la citoyenneté mondiale, le locuteur adopte au moment même de sa prise de parole le mot « mutualism » après avoir renoncé à une première tentative de former un syntagme nominal avec « mutual » comme épithète (« our sense of mutual let's say mutualism »). Sa défense de la nécessité d'une citoyenneté mondiale fonctionnera dès lors sur la base de cette

idée de mutualité qui débouchera sur la métaphore du bateau (« sense of mutualism » devenant vers la fin « sense of being in the same boat »). La question porte sur les institutions capables d'assurer la gestion de la citoyenneté mondiale, mais le locuteur n'évoque que les accords internationaux et les dispositifs de coopération comme la conférence sur le climat. Notons par ailleurs que les citoyen-ne-s ordinaires sont absent-e-s de ces dispositifs, à l'exception d'un « we » qui réunit l'humanité toute entière.

L'argumentaire de Simon Schama marque enfin la présence d'une altérité discursive en son sein. Comme dans la section précédente, il s'agit de contre-discours qu'on laisse transparaître sans doute du fait de leur poids dans la topique collective et par anticipation : « i know it's wishy-washy it may be a piece of kind of liberal elitist superiority but you know if we're not in the same boat we're gonna drown and make a wreck i think ». La métaphore du bateau est filée pour prédire la fin tragique de l'humanité si elle ne tient pas compte de notre interdépendance collective. Cette prédiction (*y*) fait partie d'une structure concessive [I know *x* but *y*]. La séquence *x* inclut deux objections à l'argumentaire qui vient d'être présenté : « it's wishy-washy » (mise en relief d'un manque de concret, de pertinent, de solide dans l'argumentation) et « it may be a piece of kind of liberal elitist superiority » (reproche d'élitisme, sujet débattu tout au long de la séance de discussion et, comme nous le verrons plus tard, commun à d'autres parties du corpus). Or contrairement aux cas de négation dialogique explorés précédemment, cette concession n'est pas un point de départ pour essayer de dire la citoyenneté mondiale, mais la fin d'une telle tentative, puisque ce qui suit reprend la métaphore déjà utilisée avant et débouche sur une prédiction de la fin de l'humanité, qui, ainsi, met fin au débat.

7.2.3.3 Guillemets

Le troisième procédé de marquage fort de la représentation de la citoyenneté mondiale exploré ici est l'usage de guillemets pour la mise en discours des concepts « citizen of the world » et « global citizen ». On en trouve neuf occurrences dans le corpus : cinq concernent le syntagme « global citizen » et quatre « citizen of the world ». Dans l'extrait suivant, un blogueur et ministre de culte unitaire qui se pose en fervent défenseur de la citoyenneté mondiale, choisit de placer le syntagme « citizens of the world » entre guillemets :

- (121) In short our theological unitarianism (God/Nature — however so defined — is one and so all creation is also one) and our theological universalism (salvation — however so defined — is for all people without exception and for each one in particular) led us during the Enlightenment powerfully to contribute and commit to the development in our culture of the idea of a European and, more recently, a global cosmopolitanism. Along with this came an associated sense that human beings were best primordially thought of as “citizens of the world” rather than citizens or subjects of “nations” — i.e. of the accidental

territorial space in which they were born (the word “nation” being derived, of course, from the latin word for birth, “natio”). This sense of being a citizen of the world was powerfully reinforced for many of us following publication of the famous “earthrise” photo of the Earth and the Moon’s surface taken by astronaut William Anders in 1968. (3-4-Brown-Caute)

Même en l’absence de renvoi quelconque à une instance à laquelle le terme pourrait être assigné par le locuteur, on interprète l’usage des guillemets entourant le syntagme « citizens of the world » comme un « emprunt à un extérieur discursif » (Authier-Revuz 1998 : 378). Mais quel extérieur ? L’instance tenant un discours anti-cosmopolitique est ici fictive, et sert justement à lui attribuer l’usage du concept que le locuteur n’est pas prêt à assumer complètement (même en étant un promoteur des valeurs cosmopolites). Il semble que cet extérieur discursif soit précisément le domaine de ce qui est disponible pour être dit, mais n’a pas encore rejoint le domaine du pleinement dicible. Par contraste avec « “citizens of the world” », on remarque que dans le syntagme « citizens or subjects of “nations” », seul le mot « nation » est entre guillemets. Si on peut y voir une distanciation qu’un porteur du discours cosmopolitique marque à l’égard du concept de nation, il n’en reste pas moins que « citizens of nations » apparaît comme une catégorie plus évidente et sans doute plus acceptable que « citizens of the world », même pour un tel locuteur, d’où le choix de mettre le deuxième syntagme entre guillemets, mais pas le premier.

Un autre exemple permet de conforter cette hypothèse :

(122) Eskenazi adds that nearly half of Britons agree with the statement that they are more a “global citizen” than a citizen of their country. (3-3-Sommers-Huffpost)

Le journaliste fait ici référence au courrier d’un lecteur qui a été publié par *The Financial Times* (le courrier lui-même fait également partie de mon corpus, voir 3-4-Letters-Financial-1), et notamment à l’énoncé suivant : « What you do not seem to understand is that in a country where almost half the citizens strongly or somewhat agree with the statement “I see myself more as a global citizen than a citizen of my country”, you have told us that we are citizen [sic] of nowhere ». Les guillemets entourant le syntagme « global citizen » peuvent, d’un côté, être mis sur le compte des procédés de citation, Sommers reprenant l’expression utilisée par l’auteur du courrier. Or la comparaison permet de proposer une autre interprétation. En effet, le syntagme « a citizen of their country », également emprunté au lecteur en modifiant le déterminant (« my » > « their ») pour l’inscrire dans le nouvel énoncé, est employé sans guillemets. La citoyenneté « d’un pays » est ainsi présenté comme allant de soi, à la différence de la citoyenneté mondiale. Cette analyse nous renvoie à celle menée sur les concepts « citizen » et « citizen of the world » dans le discours de May présentée dans la section 7.1.2.

Il est plus fréquent de voir placé entre guillemets le concept « citizen of the world » ou « global citizen » que celui de « cosmopolitan ». Cet extrait, déjà analysé pour ses négations dialogiques, démontre la différence d'autant plus clairement que les deux concepts sont co-occurents et mis en discours comme synonymes, et que « citizen of the world » est placé entre guillemets, alors que « cosmopolitan » ne l'est pas :

- (123) And being a cosmopolitan, being a 'citizen of the world' doesn't mean giving up on all the other identities we hold dear and surrendering ourselves unquestioningly to the dream of being a perpetual nomad. Most of us are good at being many things, at juggling multiple and often contradictory identities, but we can only learn this by leaving home, by stepping outside of what's familiar. (3-4-Bullock-Creative)

Le parallélisme syntaxique (« being a cosmopolitan, being a "citizen of the world" ») prouve que les deux concepts bénéficient ici d'une forte équivalence. Qu'est-ce qui pourrait motiver le choix des guillemets dans un cas et pas dans l'autre ? N'en ayant pas de preuves matérielles, certes, on peut néanmoins faire l'hypothèse que les racines grecques du « cosmopolitan » rendent moins évidente, plus opaque la dimension « oxymoronique » (du point de vue des représentations dominantes de la citoyenneté nationale exclusive) souvent reprochée à « citizen of the world » (voir la section 6.4.1). Par ailleurs, « cosmopolitan » ne renvoie pas immédiatement au concept de citoyenneté, ce qui l'éloigne des questions éminemment politiques et l'inscrit dans le domaine des attitudes culturelles. L'emploi du concept « citizen of the world », en revanche, peut être plus facilement perçu comme une prise de position politique. Or dans les sections précédentes nous avons vu que c'est la citoyenneté mondiale comme projet politique qui est nettement plus problématique que le cosmopolitisme moral ou pratique.

L'usage des guillemets comme forme de précaution oratoire des locuteurs et locutrices dans ces extraits peut être mise en lien avec les spécificités du discours médiatique prenant nécessairement en compte les attentes du public. La mise à distance du concept « citizen of the world » en tant que potentiellement problématique résulte donc à la fois d'une représentation individuelle de la citoyenneté par les locuteurs et locutrices et de l'idée que ces dernier-e-s se font de leur public et de ses représentations. Si « citizen of the world » est parfois mis entre guillemets, c'est que l'on suppose que le public ne s'attend pas à une prise en charge complète de la représentation de la citoyenneté comme pouvant être mondiale. En effet, comme le souligne Greta Komur, les guillemets sont souvent une trace de complicité instaurée entre les journalistes et leur lectorat, et leur absence est aussi significative : « Ainsi, le journaliste entourera de guillemets les mots que le lecteur attend de lui à ce qu'ils soient entourés ou, au contraire, ne les entourera pas pour choquer ou provoquer une réaction forte de la part du lectorat » (Komur 2009 : 75).

L'analyse de l'usage des guillemets a par ailleurs montré qu'à l'intérieur d'une même représentation de la citoyenneté cosmopolitique, l'utilisation du nom « cosmopolitan » n'est pas aussi problématique que celle de « citizen of the world » ou « global citizen », alors même qu'un effort considérable est fait par les locuteurs et locutrices pour démontrer qu'une citoyenneté mondiale impliquant un attachement pluriel, qui inclut le niveau de l'humanité, et non-conflictuel peut exister. La section suivante montrera que cet effort est corrélé avec le caractère également problématique que revêt la représentation de la citoyenneté globale, celle qui tend à effacer d'autres appartenances.

Bilan d'étape

Le statut de la représentation de la citoyenneté cosmopolitique peut être doublement défini dans le corpus des discours publics répondant à Theresa May. D'un côté, il s'agit d'une représentation disponible pour constituer un contre-discours face à un effort de restriction sémantique de la part de la Première ministre. Ce contre-discours s'appuie sur un positionnement partagé qui alerte sur l'entrée en force des idéologies communautaires et la division des sociétés qui en résulte. La possibilité de constituer un tel positionnement et de présenter certaines thèses sur lesquelles il s'appuie (le nationalisme s'accroît, le cosmopolitisme est en danger) comme des constats partagés témoigne d'une relative acceptabilité des discours cosmopolitiques. Dire la citoyenneté mondiale n'est toutefois pas anodin. Le poids des contre-arguments portant sur son impossibilité est pris en compte par les locuteurs et locutrices qui doivent faire un effort argumentatif et explicatif supplémentaire en les rejetant, avant d'y opposer un autre discours. Par ailleurs, les concepts-clés des discours cosmopolitiques étudiés ici, notamment « citizen of the world », s'avèrent problématiques à assumer, d'où le fait qu'ils figurent parfois entre guillemets afin de signifier qu'ils se situent à la frontière entre ce qui peut et ne peut pas être dit.

7.3 Citoyenneté globale : une « dicibilité » difficile et ses remèdes

J'ai commencé à montrer la différence entre la citoyenneté cosmopolitique et globale dans la section 6.7.2, qui a notamment illustré quelques tensions entre ces deux représentations. Il s'agit maintenant de travailler sur une potentielle raison de ces tensions en m'intéressant au statut de la représentation de la citoyenneté globale, comme je viens de le faire pour la citoyenneté cosmopolitique. Ce marquage sera étudié à partir de deux procédés. D'abord, il sera question des tentatives de « réparation » de l'exclusion produite par cette représentation. Je décrirai ensuite les

manifestations de la réflexivité des locuteurs et locutrices visant à contrebalancer la connotation élitiste de la représentation qui constitue à la fois un facteur de diffusion de celle-ci (tenir un discours de citoyen global c'est construire une identité valorisante) et une cause de son statut sensible (déclarer son appartenance à une élite dans l'espace public est générateur de risque).

7.3.1 Citoyenneté globale : refus des attachements nationaux, production et réparation de l'exclusion

Dans cette section on présentera, sur l'exemple d'un article publié sur le portail *The Conversation*, les traces du marquage fort de la représentation de la citoyenneté globale, indiquant son caractère sensible. Observons cet extrait où la chercheuse, en évoquant les résultats de son étude sur le cosmopolitisme, décrit ses enquêté-e-s et leurs façons de s'identifier à des communautés :

(124) I studied such a group of professionals from 14 different countries including France, Britain, Italy, Mexico, the US, Azerbaijan and Finland, who are living and working in Amsterdam. My research showed how they construct and share a cosmopolitan identity and sense of belonging. This means that they feel less attached to their nation of origin and cultural background. As one British interviewee told me: "I always denounce my nationality."

But at the same time they also maintain their different national or ethnic identities and cultures – albeit as ingredients in what some of them called the "melting pot" of their diverse community. They embrace the idea of being a "global person" who has lived in different places and who does not identify with either home or host country. As one French interviewee put it:

If I go home to France, the only people I can relate to are people who have also lived other places, who have been abroad. There is this new nationality which is globalism, you know. I have a French passport, but I don't feel French. I have lived in Holland for 15 years, but I don't feel Dutch either.

This however does not mean they are rootless. They are proud "Amsterdammers" who have put down roots in the city and call it home. They have become a new kind of "local" – and live lives just like other middle-class professionals. They work, become unemployed, change careers, buy homes, get married and start families, mostly of mixed nationality. Some have Dutch partners, but many are of other nationalities. They form strong and lasting friendships with people from all over the world that often endure when people move on to other places. (3-3-Skovgaard-Conversation)

La présentation des participant-e-s de l'étude suit la trame du motif d'identité plurielle que nous connaissons : « I studied such a group of professionals from 14 different countries including France, Britain, Italy, Mexico, the US, Azerbaijan and Finland, who are living and working in Amsterdam ». Cependant, quand leur identité cosmopolite fait l'objet d'une définition, une hiérarchie entre les appartenances est établie par l'auteure de l'article : l'attachement au global est privilégié par rapport au national ou régional, d'où l'usage du comparatif (« This means that they feel less attached to their nation of origin and cultural background »). Les attachements nationaux ne sont pas niés mais relégués au second plan moyennant la forme comparative « less attached » qui accorde la primauté à l'identité globale des participant-e-s.

Or les « voix » des interviewé-e-s que l'on entend dans le texte produisent une construction beaucoup plus radicale où les appartenances nationales sont volontairement effacées, tuées ou présentées comme n'ayant pas d'importance :

(125) As one British interviewee told me: "I always denounce my nationality." [...]

As one French interviewee put it:

If I go home to France, the only people I can relate to are people who have also lived other places, who have been abroad. There is this new nationality which is globalism, you know. I have a French passport, but I don't feel French. I have lived in Holland for 15 years, but I don't feel Dutch either. (3-3-Skovgaard-Conversation)

L'impossibilité de s'identifier à une nation (« "I always denounce my nationality" », « I have a French passport, but I don't feel French. I have lived in Holland for 15 years, but I don't feel Dutch either ») est flagrante dans ces réponses, où elle avoisine la construction d'une identité globale détachée de tout territoire délimité (« There is this new nationality which is globalism, you know »). Ceci n'est pas sans instabilités, car le ou la citoyen-ne français-e commence bien sa réponse par identifier la France comme un chez soi : « If I go home to France ». Cette expression d'un détachement au profit d'une seule identité globale, bien que flottante, ne coïncide pas avec la définition de la citoyenneté globale fournie par l'auteure de l'article cherchant sans doute à atténuer l'effet de rupture avec la nation.

Cette représentation d'une prévalence absolue d'une identité globale sur les autres est accompagnée d'un discours produit par l'un-e des interviewé-e-s qui crée deux catégories de personnes : les cosmopolites et les autres (« If I go home to France, the only people I can relate to are people who have also lived other places, who have been abroad »). Tout en se présentant comme adhérent à une « nouvelle nationalité », le « globalisme » (voir *supra*), le locuteur ou la locutrice délimite sa communauté d'attachement moyennant la restriction « the only [people I can relate to] ». Ainsi, les citoyen-ne-s globaux et globales sont représenté-e-s comme étant attaché-e-s à celles et ceux qui le sont déjà également, et non pas à toute la communauté humaine. Les personnes qui n'ont jamais quitté leur pays sont automatiquement exclues du groupe des cosmopolites et corollairement du cercle de confiance. L'exclusion a pour effet une représentation de la citoyenneté globale comme ayant un caractère sélectif.

Un décalage s'installe donc encore une fois entre la représentation de la citoyenneté produite par la chercheuse et par les interviewé-e-s car le « déracinement » cosmopolite est précisément la représentation que la chercheuse vise à déconstruire. En effet, son texte est intitulé « To be cosmopolitan you don't have to be rootless or a member of the global elite », un cas typique de l'usage de la négation dialogique dans le corpus, décrit dans la section 7.2.3.1. Afin de démontrer

la validité de sa thèse, la locutrice se positionne non seulement contre ce discours d'une instance non-identifiée ; elle se trouve aussi à « réparer » l'image du cosmopolitisme que produisent certain-e-s interviewé-e-s. Plusieurs procédés sont alors déployés.

D'abord, une argumentation explicite, comme dans cet énoncé où l'auteure s'efforce en effet de souligner l'hétérogénéité harmonieuse des identités de ses interviewé-e-s et la reconnaissance des attachements multiples : « they also maintain their different national or ethnic identities and cultures ». La réparation, ou le rééquilibrage entre deux représentations de la citoyenneté mondiale, que j'appelle ici cosmopolitique et globale, agit aussi au niveau de désignations des interviewé-e-s. Elles et ils sont désigné-e-s par leurs nationalités (« British interviewee », « French interviewee »), alors même qu'elles et ils affirment ne pas se reconnaître dans leurs identités nationales. Par ailleurs, la chercheuse ancre les personnages-citoyens du monde dans une identité citadine, en soulignant également d'autres formes de lien : professionnel, amoureux, amical. L'ancrage dans la ville mobilise ainsi les métaphores de la maison et des racines (« They are proud "Amsterdammers" who have put down roots in the city and call it home »), alors que la dernière est déconstruite ailleurs dans le corpus (voir la section 6.6.2) dans le cadre de la construction d'une représentation dynamique de la citoyenneté mondiale.

7.3.2 Réflexivité dans les discours cosmopolitiques : des constats théoriques à l'analyse du discours

La réflexion sur le statut sensible de la représentation de la citoyenneté globale se poursuit dans cette section à travers une analyse de séquences réflexives produites par des locuteurs et locutrices se présentant comme citoyen-ne-s globaux et globales mais se devant de prendre en compte les risques afférents d'une telle démarche. Pour nombre de spécialistes du cosmopolitisme, une posture cosmopolitique est par définition réflexive car nécessitant de questionner son rapport au monde et à ceux et celles qui s'y trouvent à ses côtés :

Ceux qui estiment en [= du cosmopolitisme] retrouver les manifestations auprès d'autres classes sociales s'intéressent en revanche à sa diffusion dans le corps social. Ils considèrent qu'il s'agit d'une posture renvoyant à la formation de soi, à la réflexivité des individus aux prises avec un monde où les référents identitaires se sont multipliés et dont les imaginaires sont revenus transnationaux. (Cicchelli 2016a : 171)

Ainsi, la réflexivité constitue-t-elle pour certain-e-s un critère permettant de distinguer le cosmopolitisme d'une sorte d'internationalisation ou de la globalisation qui peut créer des espaces hybrides sans pour autant provoquer une attitude cosmopolitique : « However, cosmopolitanism properly defined is not a condition to the hybridization, but one of the creative interaction of

cultures and the exploration of shared worlds. As such, it suggests heightened reflexivity (Delanty 2019 : 6). Pnina Werbner (2019 : 148) précise les composantes de la réflexivité cosmopolite qui sont pour elle au nombre de trois : « doute de soi », « recul réflexif » et « prise de conscience » de l'égale validité des éléments composant un ensemble diversifié (celui de l'humanité). La réflexivité cosmopolite est le contraire d'une pensée universelle qui prétendrait qu'il n'existe qu'un point de vue, un modèle, une opinion.

De telles considérations sont intéressantes pour mieux comprendre le cosmopolitisme, notamment dans sa dimension normative, mais elles ne peuvent pas garantir pour autant que tout discours d'inspiration cosmopolitique soit réflexif au sens discursif du terme (voir les sections 5.1.1.2 et 5.1.2.3). On ne peut donc tenir pour acquis le caractère réflexif des discours cosmopolitiques ; on peut en revanche étudier les formes de réflexivité discursive dans le corpus, afin de voir à quelle occasion elle est produite, sur quoi elle porte, comment elle se manifeste et surtout en quoi elle constitue potentiellement une forme de marquage fort des représentations portées par ces discours.

Dans la section 6.7.1, j'ai montré que la représentation dominante du ou de la citoyen-ne du monde dans mon corpus est celle d'un individu bien à l'aise du point de vue social et économique. Dans nombre de cas, ce choix de personnages qui incarnent la citoyenneté mondiale ne fait l'objet d'aucun commentaire spécifique de la part des locuteurs et locutrices ; j'ai ainsi parlé d'un choix qui leur semble naturel (et qui pour nous, en tant qu'analystes, indique une voie de détermination discursive qui se produit à l'insu des locuteurs et locutrices). Or j'ai tout de même recensé des cas où ce choix fait l'objet d'un retour réflexif, notamment quand la présentation du ou de la citoyen-ne du monde se fait à la première personne. La réflexivité consiste alors à expliciter les privilèges qui facilitent l'adhésion à un tel statut, en rapportant sa condition à celle des autres. C'est à ces cas-là que je m'intéresse dans cette section.

La reconnaissance de la position privilégiée passe par une caractérisation de soi (« how lucky I was ») ou de ses ressources, matérielles ou non (« my own easy ability ») grâce au lexique relevant du champ de la « chance » ou de l'« opportunité » : « lucky » (2 occurrences), « fortunate » (2 occurrences), « [easy] ability » (2 occurrences), « opportunity » (1 occurrence) :

(126) **We're certainly very fortunate to have the opportunity to live and work in Paris, and I'm very aware of how lucky I was to have been able to study more than one language at both school and university.** Looking back at the UK, I see a situation where ever fewer people have the chance to learn foreign languages, and where the powerful arguments for doing so are often drowned out by a shrill and insular nationalism.

It's not an easy place to be, it's true. France's deeply held secularism and Republican identity is under threat from a variety of quarters, and it's impossible not to be moved by the sight of so many homeless refugees from the Middle East, even in the midst of such wealth and splendour. **Their involuntary exile**

calls into question my own easy ability to step on the Eurostar and cross the Channel at the flash of the right sort of passport. (3-4-Bullock-Creative)

- (127) **The ability for people to move to new countries also cannot be taken for granted.** Research shows that visas have become increasingly difficult to secure for those who are not citizens of OECD countries. The election of Trump to the US presidency and the UK's vote for Brexit mean further restrictions on migration and global mobility are on the cards. British citizens, for instance, are unlikely to retain the right to free movement in the EU after Brexit, and vice versa. These developments mean that some people who have moved across national borders now face an increasingly uncertain and precarious future. (3-3-Skovgaard-Conversation)

- (128) To the contrary, I have an enduring feeling of solidarity with the working-class communities in my home region that were gutted by the death of the coal, steel and shipbuilding industries mostly before Britain joined the EU, and **whose children did not get the same educational and economic opportunities that I enjoyed.** But I believe their prospects lie in education, skills training and targeted public investment, not in shutting borders, restricting trade or leaving the EU. (3-3-Taylor-Politico)

Les privilèges ainsi critiquement évalués sont la mobilité facilitée (« the ability for people to move to new countries »), l'accès à l'éducation, aux possibilités d'avoir une carrière internationale (« the same educational and economic opportunities that I enjoyed »), à l'acquisition d'autres nationalités et aux droits de résidence à l'étranger (« the opportunity to live and work in Paris », « I said she was lucky it was an EU country and that she could simply move there like I did nearly 20 years ago »).

Les opportunités des cosmopolites privilégiés (et identifiés comme tels par un mouvement réflexif, voir le lexique de « chance ») sont opposées au manque de celles-ci chez d'autres personnes. Il s'agit de catégories bénéficiant soit d'un statut économique et social moins élevé (« working-class communities »), soit d'un droit de mouvement limité, notamment en Europe. Leurs désignations se construisent alors à l'aide de périphrases négatives ou de morphèmes privatifs : « **homeless** refugees from the Middle East », « **those who are not citizens** of OECD countries ». L'idée de « chance » que l'on a devient alors sujette à l'expression d'une conscience de soi et en même temps d'une solidarité émotionnelle avec celles et ceux qui n'ont pas cette chance (« I'm very aware of how lucky I was », « calls into question my own ability », « the ability [...] cannot be taken for granted », « I have an enduring feeling of solidarity »). Le fonctionnement d'ensemble de ces procédés peut être observé dans cet exemple où le locuteur reconnaît à la fois sa position privilégiée et les inégalités qui ne permettent pas à tout le monde d'avoir accès aux mêmes ressources que lui :

- (129) But where Goodhart gets people like me wrong is when he suggests we are so globalized that we no longer believe in society. To the contrary, I have an enduring feeling of solidarity with the working-class communities in my home region that were gutted by the death of the coal, steel and shipbuilding industries

mostly before Britain joined the EU, and whose children did not get the same educational and economic opportunities that I enjoyed. But I believe their prospects lie in education, skills training and targeted public investment, not in shutting borders, restricting trade or leaving the EU. (3-3-Taylor-Politico)

Cette séquence dialogue avec le point de vue de David Goodhart, journaliste et essayiste, fondateur du magazine *Prospect* et auteur d'un livre sur le sujet du clivage communautaire/cosmopolite. La figure de Goodhart est largement présente dans l'espace discursif que j'étudie. En tant qu'auteur du livre *The Road to Somewhere* (2017), il est notamment invité dans le débat *Intelligence squared*, faisant partie de mon corpus, alors que sa position fonctionne comme un point de repère pour d'autres locuteurs et locutrices dans le corpus exactement de la même façon que dans l'extrait (129) : pour fonder une représentation de la citoyenneté cosmopolitique sur le désaccord avec la vision du cosmopolitisme par Goodhart. En effet, dans son ouvrage il oppose les « Anywheres » (les cosmopolites libérales et libéraux, les habitant-e-s des métropoles tenant à s'affranchir des identités nationales) aux « Somewheres » (les personnes ressentant un fort ancrage dans un territoire et dans la communauté nationale), en racontant le parcours de sa propre « migration » de la pensée de la première catégorie vers la seconde¹⁶¹. L'auteur y fait aussi référence au propos de Theresa May sur les citoyen-ne-s du monde, en exprimant la convergence de sa vision avec celle de la Première ministre. En introduisant quelques exemples d'échanges qu'il a eus avec les représentant-e-s des « Anywheres », il avance : « And here are two examples of conversations I have been part of in the last few years that illustrate one of the book's central theses and lend some support to Theresa May's reprimand to the world citizens "from nowhere" » (Goodhart 2017 : 15).

Dans l'exemple (129), le locuteur s'inscrit dans une opposition avec le point de vue de Goodhart sur les cosmopolites réuni-e-s dans le groupe auquel le locuteur s'inclut lui-même (« people like me », « we »). La séquence a pour but de montrer qu'une position confortable ne le rend pas

¹⁶¹ Le livre, qui a eu un grand succès au RU, est par ailleurs une source précieuse de considérations sur le statut des discours cosmopolitiques et communautaires, en tout cas tel que vu par Goodhart. L'auteur dresse une chronologie qui permet de comprendre que, d'après lui, le point de vue des « Somewheres » était dominant il y a encore 30-40 ans. Il lui attribue le statut de « British common sense » (Goodhart 2017 : 6). Dans la même veine, il remarque que le slogan de Gordon Brown, « British jobs for British workers », qui a été décrié dans la société britannique en 2007, n'aurait froissé personne il y a 25 ans. Sa remarque est fort intéressante car elle construit un caractère jadis sémantiquement superflu de ce slogan, dont, au fond, on n'aurait même pas eu besoin il y a quelques décennies, ce qui traduirait l'évidence de cette idée à l'époque. Cette évidence n'est plus aujourd'hui : « In most other places in the world today, and indeed probably in Britain itself until twenty-five years ago, such a *statement about a job preference for national citizens would have seemed so banal as to be hardly worth uttering* » (*op.cit.* : 16, l'italique est à moi). De tels arguments laissent entendre que de nos jours le statut des discours cosmopolitiques et universalistes serait tout autre. En effet, l'auteur affirme qu'avec son point de vue de « Somewhere », il se sent aujourd'hui comme un « outsider » (*op.cit.* : 15). Le discours communautaire aurait donc cédé sa place aux discours cosmopolitiques largement dominants. Or une contradiction persiste dans l'argumentation de Goodhart qui reconnaît, à la même page, que la vision universaliste ne représente, au final, que 10 pour cent de l'opinion publique britannique (*ibid.*). Tout cela contraste, enfin, avec les chiffres (non-sourcés) qu'il mentionne pour montrer combien d'« Anywheres » et de « Somewheres » il y aurait au Royaume-Uni : les premier-e-s constitueraient 20 à 25 pour cent, les second-e-s – à peu près 50 pour cent et les 25 à 30 pour cent qui restent seraient des « entre-deux » (*op.cit.* : 4).

indifferent face aux difficultés des communautés défavorisées (« I have an enduring feeling of solidarity with the working-class communities in my home region that were gutted by the death of the coal, steel and shipbuilding industries »). Il produit un regard décentré sur soi et répare la dimension problématique de la représentation du citoyen global en explicitant le fait d'être conscient à la fois de son privilège et de la condition de celles et ceux qui n'en bénéficient pas.

L'absence d'une position réflexive chez certain-e-s cosmopolites peut être explicitement dénoncée, notamment là où il est question de la mobilité entre les pays. Cette position est exprimée par Ana-Maria Sánchez-Arce dans un billet de blog où elle rapporte un dialogue :

- (130) Last year I met a middle-aged, middle-class English woman who was planning to emigrate to Cyprus to work and complaining about the bureaucratic processes. I said she was lucky it was an EU country and that she could simply move there like I did nearly 20 years ago. Without a hint of self-awareness, she said, "That's the problem with this country. We let anyone in." (3-4-Sánchez-Liverpool)

Alors que la locutrice pointe du doigt la position privilégiée de son interlocutrice au sein de l'UE (« I said she was lucky it was an EU country ») cette dernière ne partage pas son regard critique sur sa propre situation. Ce qui est dénoncé, c'est, d'abord, le fait de « se plaindre » d'une condition qui est relativement facile au regard des autres situations possibles (« she could simply move there » fait référence à la liberté de circulation à l'intérieur de l'UE, ce qui n'est pas le cas partout). Ensuite, la locutrice dénonce l'incapacité de son interlocutrice à décentrer le regard en comparant sa situation avec celle des autres : en ne se percevant pas comme migrante alors même qu'elle a prévu de partir vivre dans un autre pays, elle tient un discours sur le « laxisme » migratoire (« we let anyone in ») sans faire de lien entre sa propre mobilité et celle des personnes arrivant au RU. Une telle façon de penser est ainsi présenté, à travers un commentaire sur le positionnement de l'interlocutrice, comme un manque de réflexivité (« without a hint of self-awareness »), alors que celle-ci consiste, comme nous venons de le voir, à reconnaître à la fois ses privilèges et les inégalités qui ne permettent pas aux autres d'en bénéficier.

Ainsi, les discours cosmopolitiques sont-ils associés aux élites non seulement dans les discours adverses (dans le discours de May la position cosmopolite est associée à une position élitiste irresponsable, voir la section 6.2.3) mais aussi chez (une partie de) celles et ceux qui conçoivent la possibilité d'une citoyenneté mondiale. Cette association, souvent non questionnée, est tout de même parfois remise en question par les locuteurs et locutrices du corpus. Nous verrons dans la section suivante que la réflexivité intervient notamment face au risque d'être associé-e à la position d'un-e citoyen-ne déraciné-e et déconnecté-e, ce qui témoigne de la difficulté que représente le fait d'adopter cette dernière.

7.3.3 La représentation de la citoyenneté globale comme objet de réflexivité

L'idée qu'une posture cosmopolite globale soit un moyen d'esquiver les responsabilités citoyennes classiques s'enracine dans la conviction, historiquement nourrie, que seul l'État-nation est capable de fournir un cadre où celles-ci sont assumées et respectées :

The political explanation points to the tension between the need to address social and environmental problems that are increasingly global in scope and cannot be solved within the context of single nation states, on the one hand, and upholding standards of accountability, participation and representativeness that have historically been tied to the nation state, on the other. (Koopmans et Zürn 2019 : 6)

Pour cette raison, la représentation de la citoyenneté globale continue d'être socialement coûteuse, comme l'indique un exemple de réparation effectuée à son égard (voir la section 7.3.1). Cette hypothèse est confirmée par l'analyse des procédés de réflexivité. Ils s'avèrent être la condition de dicibilité de cette représentation qui, autrement, serait sans doute trop peu acceptable dans un discours journalistique ou public de façon générale.

Dans cette intervention de l'écrivaine Elif Shafak au débat *Intelligence squared*, la possibilité d'assumer une représentation de la cosmopolite attachée à la communauté de ses semblables est conditionnée par un procédé réflexif critique qui nous indique un même temps une grande sensibilité de cette représentation :

(131) ES i think populist demagogues are doing a better job than other politicians in terms of connecting with people's emotions so that's one step forward i think it is our responsibility all of us we have this responsibility we need to go beyond our echo chambers we need to go beyond our digital echo chambers so yes we must have friends who have voted in different ways it is very narcissistic other way otherwise anyhow i mean if all friends if all of our friends think like us talk like us dress up like us it means we just want to be surrounded by our own mirror image that is a very narcissistic existence so all i'm saying is um i'm very worried about this polarisation because we have seen again in many countries demagogues benefit from that polarisation that is why they're constantly stoking that you know and we have to be smart and go beyond that duality (3-7-Intelligence-108)

Tout au long de la séquence, la locutrice opère la construction d'un groupe (« we ») isolé de celles et ceux qui vivent et pensent différemment. Le repli des cosmopolites est représenté à la fois dans le choix de la désignation de leurs espaces et modes de vie (« echo chambers », « digital echo chambers », « narcissistic existence ») et dans la construction d'un antagonisme avec leurs

adversaires idéologiques (« populist demagogues », « they »). En s'incluant dans la communauté des citoyen-ne-s globales et globaux, la locutrice assume ce statut, ce qui nécessite tout de même un mouvement réflexif pour pouvoir être énoncé.

La réflexivité consiste d'abord en la prise en charge explicite d'une représentation du cosmopolitisme élitiste, déconnecté, produisant un entre-soi. Cette prise en charge est très claire, s'appuyant sur de nombreux déictiques personnels : « I think it is our responsibility all of us we have this responsibility we need to go beyond our echo chambers ». La difficile dicibilité de cette représentation est dépassée, d'abord, par le fait de l'assumer explicitement, alors que ne pas en être conscient-e constituerait une perte de face, comme je l'ai montré à partir de l'exemple (130). La critique de cette condition élitiste (« narcissistic existence ») constitue un autre facteur écartant le danger de dire ce qui n'est pas très dicible. Enfin, la démarche réflexive est d'autant plus saillante que la locutrice fait une série de propositions à la modalité déontique, visant la sortie de la bulle cosmopolite : « we need to go beyond our echo-chambers » ; « we must have friends who have voted in different ways » ; « we have to be smart and go beyond the duality ».

Bilan d'étape

La représentation de la citoyenneté globale, où les appartenances locales sont relativisées au profit d'un attachement global est disponible tout en étant sensible. Elle peut être mobilisée, dans les discours en question, principalement de façon très saillante et en prenant en compte les contraintes qu'elle implique. Cette prise en compte passe par le fait que l'inclusion de soi dans l'identité globale est accompagnée d'une critique de cette condition, voire de propositions de son dépassement. Le procédé réflexif semble constituer la condition même de la dicibilité de cette représentation ; en l'absence de retour réflexif sur leur position, les locuteurs et locutrices dans mon corpus courent le risque de prendre en charge une représentation perçue comme trop coûteuse car socialement irresponsable, non solidaire, comme le montrent les cas de critique des citoyen-ne-s globales et globaux « inconscient-e-s » qui ne se rendent pas compte de l'entre-soi privilégié qu'elles et ils forment. La posture réflexive permet au contraire de prendre de la distance par rapport à soi-même, de se montrer à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'élite cosmopolite afin d'anticiper le risque d'être considéré-e comme quelqu'un qui adopte une posture élitiste de façon irréfléchie. Contrairement à la représentation de la citoyenneté cosmopolitique, celle de la citoyenneté globale n'est jamais supposée faire partie d'une topique partagée. Les deux représentations, cosmopolitique et globale, se rejoignent cependant sur un aspect.

7.4 Bilan du chapitre VII

Le chapitre VII constitue une deuxième étape dans la description des mécanismes de limitation et détermination des discours sur la citoyenneté, notamment en ce qui concerne la citoyenneté mondiale dans l'espace du conflit conceptuel. La limitation est ici pensée à travers la notion de statut de représentation (von Münchow 2016, 2017b, 2021b). Ce statut conditionne la mise en discours des représentations en fonction de leur rapport, aux yeux de la communauté discursive, aux principes du dicible en vigueur. Dans le chapitre VI, j'ai distingué et décrit trois représentations principales de la citoyenneté en jeu dans le conflit conceptuel étudié. La représentation d'une citoyenneté limitée aux frontières nationales est faiblement marquée, dans le discours de la Première ministre comme dans les réactions publiques à son égard. L'acceptabilité de cette représentation vient avant tout du fait qu'elle s'appuie sur la réalité légale d'une citoyenneté qui lie un individu et une communauté politique basée sur la nation. L'acceptabilité forte, voire l'évidence, ne signifie pourtant pas que c'est la seule représentation disponible. En effet, devoir rappeler que la citoyenneté mondiale ne serait pas une « vraie » citoyenneté revient, pour Theresa May, à signaler qu'un discours de la possibilité d'être un-e citoyen-ne du monde a une existence et une certaine acceptabilité dans la communauté britannique. Deux représentations de cette possibilité sont les représentations de la citoyenneté cosmopolitique et celle de la citoyenneté globale, d'une dicibilité inégale. Si les locuteurs se limitent à la reconnaissance d'une citoyenneté cosmopolitique spirituelle et/ou revenant à un engagement personnel et ne remettent pas en question la citoyenneté et l'appartenance nationale, la représentation apparaît comme acceptable, à certaines conditions. Son acceptabilité est d'autant plus assurée si la représentation n'implique pas de transformer un sentiment d'appartenance à la communauté mondiale en un projet politique. Une telle variante de cette représentation n'apparaît d'ailleurs jamais dans les discours médiatiques.

La représentation de la citoyenneté globale semble être d'une dicibilité plus problématique. Elle apparaît d'un côté comme valorisante, puisqu'elle permet la construction discursive d'une communauté sélective des citoyen-ne-s globales et globaux. Or c'est aussi pour cette même raison que son acceptabilité est limitée. En effet, la dicibilité de la représentation, et du discours qui s'y appuie, est fréquemment soumise à la condition de faire l'objet d'un retour réflexif permettant une distanciation et une critique de cet élitisme. Il semble donc qu'assumer une identité globale relativisant les autres appartenances sans décentrer son discours (en comparant sa condition avec

celle d'autres personnes, en soulignant l'existence des inégalités) est problématique dans le corpus en question.

Cette réflexivité est fréquente, mais si elle n'est pas omniprésente : il reste des cas où les locuteurs et les locutrices ne remettent pas en question le fait d'associer l'identité globale uniquement à des individus en position sociale et économique privilégiée. Enfin, faire preuve de réflexivité permet d'occuper une position moins socialement couteuse, moins risquée dans le contexte de concurrence discursive, mais ne signifie pas éviter d'exclure certains individus de la communauté des citoyen-ne-s du monde. Cette idée sera développée dans le chapitre suivant.

Chapitre VIII. Interdiscours

Le chapitre VIII constitue la troisième étape de la description des mécanismes de limitation discursive en matière de citoyenneté, celle qui explore la détermination interdiscursive. Ce travail a permis de saisir quelques grands ensembles idéologiques au sein desquels évoluent les discours sur la citoyenneté présents dans l'espace conflictuel. L'approche par l'interdiscours est d'autant plus pertinente dans ce corpus que l'espace de débat public sur le Brexit a été ainsi décrit par deux spécialistes en CDS : « We see Brexit at the intersection of different path-dependent discursive trajectories which have accumulated “forces, antagonisms and contradictions” (Clarke and Newman, 2017, p. 102¹⁶²) over a period of time and have resulted in the contingency of the 2016 referendum [...] » (Zappettini et Krzyżanowski 2019 : 382). S'interroger sur les déterminations interdiscursives de l'espace étudié doit permettre d'identifier les raisons de ces antagonismes et contradictions. Ce travail a déjà été entamé dans les deux chapitres qui précèdent celui-ci. Par exemple, dans la section 7.1.3 j'ai montré que l'usage du syntagme « global Britain » par Theresa May, de prime abord contradictoire par rapport à sa vision de la citoyenneté, ne l'est pas, puisque cet usage ne fait pas partie d'une formation discursive cosmopolitique, mais résulte de l'injonction idéologique de devoir inscrire toute action stratégique dans le contexte de la globalisation économique.

Dans les sections qui suivent, je présente d'abord la limitation des discours en matière de citoyenneté par un ensemble de formations discursives relatives à l'Europe (section 8.1). Ensuite, en accord avec les enjeux discursifs liés à la globalisation (voir la section 1.1.1), je m'attarde sur les traces de l'interdiscours mobilitaire (section 8.2). Je montre comment il détermine le rôle des voyages dans la construction des discours cosmopolitiques et rejoint, sur la question du voyage comme condition *sine qua non* de la cosmopolitisation, la formation discursive de « responsabilisation » libérale des citoyen-ne-s (Martucelli 2004). Cela permet d'élargir la réflexion sur l'élitisme souvent associé aux discours cosmopolitiques, déjà entamée dans le chapitre VII.

¹⁶² CLARKE John et NEWMAN Janet, 2017, « “People in this country have had enough of experts”: Brexit and the paradoxes of populism », *Critical Policy Studies* 11 (1), pp. 101-116.

8.1 L'Europe remise en question

Le contexte global dans lequel s'inscrit l'espace discursif étudié, à savoir le Brexit et plus généralement une profusion de questionnements sur le devenir de l'Europe et de l'UE, m'a amenée à m'interroger sur le rôle des formations discursives européennes, europhile comme eurosceptique, dans la construction des discours sur la citoyenneté. L'analyse des interdiscours européens est par ailleurs nécessaire à la compréhension du statut des discours cosmopolitiques dans la mesure où l'UE est l'une des rares formations politiques qui rend possible l'existence légale d'une citoyenneté supranationale (tout en rendant aux citoyennetés nationales leur primordialité et en perpétuant leur évidence, voir la section 6.7.1.5). Le fait qu'une telle forme d'organisation supranationale et une telle citoyenneté soient souvent critiquées et contestées n'en constitue pas moins un argument de leur existence sociale effective :

The fact that these discourses entail contestation is itself a fact of considerable significance, suggesting that Europe as a social reality is an emergent kind of reality based on repertoires of evaluation, modes of communication, political contestation and resistances, imaginaries and cultural models. (Delanty 2005 : 409)

En effet, « la puissance de l'Europe comme “discours”, récit et mythe que certains essayent de réaliser et que d'autres rejettent d'autant plus violemment et complètement » (Jullion *et al.* 2015 : 6) laisse penser que c'est au croisement des discours et contre-discours sur cette forme de citoyenneté supranationale que l'on peut saisir les enjeux liés au statut des discours sur les différentes formes de citoyenneté.

Comme suggéré *supra*, les discours et contre-discours sur l'Europe suivent souvent une logique d'adhésion ou de rejet. Or il est important, comme le soulignent Julien Auboussier et Toni Ramoneda (2015 : 10), de ne pas s'en tenir à une « analyse binaire en termes de soutien ou d'opposition à l'Europe » mais de voir comment ces discours sont déterminés mutuellement et par les discours institutionnels qui « contraignent l'espace de la discussion quant à l'avenir de l'intégration » et « rédui[sent] l'amplitude des discours autorisés » (*ibid.*). Je mettrai ainsi en avant une pluralité de discours sur l'Europe : l'opposition des dimensions pro-européenne et eurosceptique (sections 8.1.1, 8.1.2 et 8.1.3), mais aussi le rôle de la mémoire européenne (section 8.1.3) et l'évidence que constitue le cosmopolitisme européen (section 8.1.4) dans l'espace discursif étudié, un espace hybride car situé dans un pays ayant appartenu à l'UE et puis ayant voté pour la quitter.

8.1.1 Recontextualisation du Brexit

En poursuivant l'ordre établi dans les précédents chapitres, je commence mes observations avec le discours de May pour poursuivre ensuite avec les réactions de la sphère publique. L'événement du Brexit bénéficie dans son discours d'une construction particulière que je me suis proposée de décrire en termes de recontextualisation (Krzyżanowski 2016, voir la section 5.1.3.2), autrement dit de déplacement de concepts entre deux lieux sociaux, provoquant la détermination d'un discours par un autre. Je me suis intéressée, à cet effet, à la façon dont Theresa May parle du Brexit et du référendum, ce qui m'a amenée à interroger les paradigmes désignationnels respectifs. Définie par Marie-Françoise Mortureux comme une « liste de syntagmes (en général nominaux, parfois verbaux) fonctionnant en coréférence avec un vocable initial dans un discours donné » (1993 : § 4), le « paradigme désignationnel » comme entrée d'analyse permet ici de repérer les façons dont on reformule dans le discours le nom « Brexit » et le terme « referendum » de façon à légitimer et valoriser la décision en tant qu'émanant du peuple britannique et de sa volonté souveraine.

L'intérêt pour les façons de désigner l'événement en question vient d'une première observation lors de laquelle j'ai constaté que le Brexit et le referendum ne sont jamais nommés ainsi. Or leur paradigmes désignationnels sont variés, comme on le voit à partir de cette séquence du tout début du discours de Theresa May :

(132) i want to be clear about something else (.) that a vision is nothing without the determination to see it through (.) no vision ever built a business by itself no vision ever clothed a family or fed a hungry child (.) no vision ever changed a country on its own (.) you need to put the hours in and the effort too [but ((tousse))]

[[((la salle applaudit))]]

but if you do (.) great things can happen (.) great changes can occur (.) and be in no doubt that's what *britain needs today\ (.) because in june people voted for **change** (.) and **a change** is going to come [(.) change]

[[((la salle applaudit))]]

change has got to come (.) because as we leave the *european *union and take control of our own destiny the task of tackling some of *britain's long-standing challenges (.) like how to train enough people to do the jobs of the future becomes ever more urgent but change has got to come too (.) because of **the quiet revolution** that took place in our country just three months ago (.) **a revolution** in which millions of our fellow

Le conflit conceptuel comme espace de négociation du dicible

citizens stood up and said they were not prepared to be ignored anymore because this=

=((la salle applaudit))

this is **a turning point** for our country **a once-in-a-generation chance** to change the direction of our nation for good (.) to step back and ask ourselves what kind of country we want to be (lignes 19-39)

Les circonstanciels de temps (« in June », « just three months ago ») permettent d'établir un lien univoque entre les désignations proposées par la locutrice et l'objet de référence – le référendum lors duquel le Brexit a été décidé. Theresa May désigne l'événement en utilisant le champ lexical de « changement » (politique) : « change », « quiet revolution », « turning point ». Même si les marques métalinguistiques qui expliciteraient le processus de reformulation sont majoritairement absentes, on retrouve, à la fin de la séquence, deux éléments du paradigme introduits par le présentatif « this is » au sein d'un énoncé définitionnel :

(133) this is **a turning point** for our country **a once-in-a-generation chance** to change the direction of our nation for good (.) to step back and ask ourselves what kind of country we want to be (lignes 37-39)

En revenant à l'extrait (132) qui contient la majeure partie des différentes désignations du Brexit et/ou du référendum sur la question de celui-ci, on remarque que certaines sont disposées les unes par rapport aux autres de façon à produire un haut degré d'intensité sémantique (Romero 2007, 2017). Selon Clara Romero, l'intensité d'un énoncé, la « force » plus ou moins grande associée à un message (2017 : 13) est fonction de l'écart qu'il marque entre deux états du phénomène exprimé, un état intense et un état non-intense. Plus cet écart est « vu comme grand », « soit par le locuteur, soit par l'auditeur » (2007 : 62), plus le degré d'intensité exprimée est haut. L'écart peut être appréhendé comme quantitatif ou bien comme qualitatif.

Dans l'exemple (132) cette intensité va croissant : on retrouve d'abord « change » (lignes 25, 27 (deux fois), 29, 32), ensuite « the quiet revolution » (ligne 33), « a revolution » (ligne 34). « A turning point » et « a once-in-a-generation chance » (ligne 37) marquent elles aussi l'importance de l'événement, sans dépasser cependant l'intensité créée par le passage de « the quiet revolution », où l'adjectif joue un rôle d'atténuation, à « a revolution » tout court.

Un peu plus loin dans le discours on retrouve une séquence dans laquelle la désignation du Brexit comme « change » acquiert également un certain degré d'intensité :

(134) it was a vote not just to change *britain's relationship with the *european *union (.) but to call for a change in the way our country works (lignes 60-62)

La dimension dialogique du procédé d'intensification est ici importante. L'intensification s'appuie sur un écart de type qualitatif : on peut comparer cet exemple à celui que donne Romero en illustrant la façon dont l'intensité se crée dans l'opposition de deux caractéristiques d'un objet : « trempé » et « mouillé » : « ce n'est pas mouillé, c'est trempé ». Une opposition à valeur intensifiante est présente dans notre exemple grâce au procédé de renchérissement¹⁶³ (Bres 1999 : § 39-43). On en retrouve les marques linguistiques (« not just *x* but *y* », comparable au « non seulement *x* mais *y* » décrit par Bres¹⁶⁴) qui signalent une recherche de l'effet d'intensité par lequel le vote et son résultat se voient assigner une importance nouvelle. En effet, l'argument « it was a vote not just to change Britain's relationship with the European Union », par son rôle de premier terme du renchérissement, « tire toute sa pertinence d'être complété » par l'argument « it was a vote to call for a change in the way our country works » (*op.cit.* : § 43). Ce procédé de renchérissement, en plus de présenter l'argument du changement interne comme plus pertinent que celui de l'évolution des relations internationales du RU, rend également le premier plus sémantiquement intense. En effet, c'est la structure bipartite de la séquence en elle-même qui donne à voir que c'est vers son deuxième élément (« it was a vote to call for a change in the way our country works ») que converge tout le mouvement argumentatif. En ce sens, l'intensité ici est certes exprimée linguistiquement, mais elle est aussi iconique (Romero 2007 : 65-66) dans la mesure où l'on a affaire à une structure deux fois plus longue que dans le cas où Theresa May aurait directement présenté l'argument du changement interne pour défendre le Brexit. Dans le cadre de la valorisation du Brexit, Theresa May décale donc le focus des relations internationales à la situation interne du pays qui s'en trouve représentée comme le principal facteur du vote majoritaire pour le « Leave ».

Qui se trouve à l'origine de la volonté de changement et qui le met en œuvre ? Revenons à la séquence centrale de la section, l'exemple (132). Des acteurs humains sont identifiés comme étant à l'origine du changement : « in june people voted for change » ; « a revolution in which millions of our fellow citizens stood up and said they were not prepared to be ignored anymore ». C'est une

¹⁶³ Le renchérissement chez Bres est un procédé à caractère dialogique que le linguiste schématise de la façon suivante : [...non/pas seulement *x*, (mais aussi) *y*] (Bres 1999 : § 39). Le renchérissement met ainsi en lien deux arguments, *x* et *y* : « Le renchérissement pose que *x* tire toute sa pertinence d'être complété de *y* (l'argument de *e*l [l'énonciateur second auquel l'énonciateur premier attribue l'énoncé *x*] apparaît comme partiel). Façon d'intégrer la parole de l'autre pour mieux la dépasser, d'apparaître comme quelqu'un qui loin de s'opposer infantilement à elle, la dote d'un prolongement qui lui donne toute sa valeur » (*op.cit.* : § 43).

¹⁶⁴ La présence de l'effet de « renchérissement » dans cette structure en anglais est bien confirmée par les descriptions grammaticales de la valeur « anti-restrictive » de la conjonction « but » (Lapaire et Rotgé 2002 : 329) dans les séquences du type « not only *x*, but also *y* » : « loin d'être dressé contre [la proposition] *X*, [la proposition] *Y* vient « compléter », voire même « renforcer ce dernier » (c'est moi qui souligne).

entité collective qui joue le rôle de sujet-agent (« millions of our fellow citizens », « people »), doté d'une capacité d'action et d'expression citoyenne et démocratique exprimée par les verbes (« voted », « stood up and said »). Rien n'est dit pourtant de celles et ceux qui ont voté contre la sortie de l'UE. La décision apparaît comme partagée de façon unanime ou en tout cas largement majoritaire en l'absence d'acteurs qui auraient porté une autre opinion. Ce procédé semble être une constante du discours de May à travers les années de son mandat, comme le remarque Judi Atkins (2021 : 9, 12) qui s'était penchée sur trois autres discours de la dirigeante. Leur destinataire imaginaire est inmanquablement formé de « Leavers en tant que protagonistes du succès britannique ». La figure des partisans du « Leave » est utilisée « en tant que représentative de l'ensemble du pays » moyennant l'invisibilisation des autres points de vue.

Les agents de la mise en œuvre de la volonté exprimée par le peuple britannique sont eux aussi absents du discours de May. La séquence (132) contient ce que j'ai précédemment qualifié de formule « rituelle » du discours de May : « change has got to come » (voir la section 7.1.1.2). Elle apparaît à trois reprises dans l'extrait, dont une fois sous une forme différente, à savoir « a change is going to come », accentuant le fait que le résultat que la Première ministre appelle de ses vœux est en cours. Cette « formule » (au sens de structure figée à valeur rhétorique, et non pas au sens d'entité polémique de Krieg-Planque), ainsi que l'énoncé « because of the quiet revolution that took place in our country just three months ago » – où le mot « revolution » figure en position d'agent – participent à la suppression d'acteurs sociaux qui incarnent le changement.

L'image du Brexit comme « révolution » mérite par ailleurs que l'on s'y attarde. En effet, représenter un changement politique en tant que révolution n'est pas un choix anodin. Au-delà de la dimension exceptionnelle de l'événement que l'on souligne ainsi, tout comme de son caractère radical, le mot est chargé d'une mémoire différente selon l'histoire des communautés discursives. Catherine Perron, qui a analysé le discours des élites politiques dans les pays « postcommunistes » à la fin des années 1990, note :

La référence révolutionnaire est également soigneusement évitée par allergie aux projets utopiques d'expérimentation sociale et politique qu'elle sous-entend. Les élites politiques locales des deux pays [la Tchécoslovaquie et la RDA] ne revendiquent aucune « idée nouvelle ». Le changement de régime ne doit pas, à leurs yeux, s'apparenter à une énième tentative d'instaurer un « ordre nouveau » par une démarche volontariste et par une ingénierie sociale imposée du sommet à la base (à l'image de ce que fut le projet communiste). (Perron 2004 : 232)

Contraint par la formation discursive communiste, le discours des nouvelles élites dans les pays en question rejette l'usage du mot « révolution », ce qui constitue une forme de contrainte par la mémoire discursive du communisme qui accordait une place particulière à l'imaginaire révolutionnaire. Le discours de la Première ministre britannique conservatrice, dans notre cas, ne

subit pas de pareille contrainte, l'image de « révolution » y étant activement exploitée (quoique sous une forme atténuée, dans le cas de « quiet revolution ») pour qualifier le Brexit d'expression de la volonté populaire unanime dirigée contre l'oppressante UE.

8.1.2 Un patron du discours eurosceptique

Le positionnement discursif de Theresa May est par ailleurs déterminé par la formation discursive eurosceptique à la fois transnationale et spécifiquement britannique. Si l'euroscepticisme n'est pas un discours réservé à la communauté britannique, la position « exceptionnelle » du RU dans la communauté européenne a été maintes fois soulignée dans les études de l'euroscepticisme. Selon le politiste Julian Mischi,

[d]u point de vue de la rhétorique mobilisée, l'opposition britannique à la construction européenne se structure autour de trois axes d'ordre socio-économique, politique et géopolitique, qui renvoient à trois types de discours sur l'Europe : utilitariste (quel intérêt a le Royaume-Uni à participer au processus d'intégration communautaire ?), souverainiste (la présence dans les structures communautaires remet-elle en cause la souveraineté parlementaire britannique ?) et (inter)nationaliste (la place et le rôle singuliers du Royaume-Uni dans le monde sont-ils compatibles avec le projet européen ?). (Mischi 2006 : 81)

L'euroscepticisme britannique n'a pas eu, au cours de son histoire, un seul camp politique attiré. Activement porté par les travaillistes, ce qui a abouti au référendum de 1975 sur le maintien du RU au sein de l'UE, le discours anti-UE est progressivement repris, après la victoire du « oui » (en faveur du maintien), par le parti conservateur. Parmi une multitude d'arguments contre l'intégration européenne, celui qui nous intéresse le plus ici porte sur l'incompatibilité des principes politiques britanniques avec les instances supranationales européennes. Selon Mischi, cette critique des institutions européennes qui mettraient à mal la souveraineté parlementaire britannique naît dès les années 1960 :

Bien que le caractère politique des premières critiques anti-européennes soit plutôt faible, on peut déjà repérer un discours souverainiste d'opposition au projet supranational européen. Cette argumentation, qui prend la forme singulière d'une défense de la souveraineté parlementaire, est par exemple au cœur de l'intervention du dirigeant travailliste, Hugh Gaitskell, qui, en 1962, associe l'entrée du Royaume-Uni dans une Europe fédérale « à la fin de la Grande-Bretagne en tant qu'État européen (...). C'est-à-dire à la fin de milliers d'années d'histoire ». (Mischi 2006 : 84-85)

Après la victoire des partisans du maintien dans l'UE, l'argument est repris par Margaret Thatcher, notamment dans son discours prononcé en 1988 au Collège d'Europe à Bruges : « We have not successfully rolled back the frontiers of the state in Britain, only to see them reimposed at a European level, with a European superstate exercising a new dominance from Brussels » (discours de Bruges, cité dans Mischi 2006 : 91).

Comme suggéré *supra*, la critique des institutions européennes supranationales est mise au service d'un souverainisme bien particulier dans le cas britannique :

Comme le montre Henrik Larsen^[165], ce qui domine dans le discours politique britannique, ce n'est pas l'État, le peuple ou la nation, mais la souveraineté parlementaire, incarnation de la légitimité de la démocratie moderne qui fut efficace contre le fascisme et le communisme. Le discours politique eurosceptique repose sur l'activation de cette tradition parlementaire : c'est au nom de la démocratie représentative et de l'auto-détermination des citoyens britanniques que le projet européen est critiqué. (Mischi 2006 : 100)

La souveraineté parlementaire au nom de laquelle est critiqué le projet européen n'est cependant pas sans se doubler d'une exaltation de la souveraineté du peuple britannique libre de décider qui admettre ou non sur le territoire national. Comme je l'ai montré dans la section 7.1.1.1, le souverainisme populiste qu'incarne le discours de May analysé ici s'appuie fortement sur la différenciation des membres et des non-membres de la communauté britannique, même si cet argument se trouve subordonné à la critique générale de la « domination » des institutions européennes. Dans l'extrait que je propose ici pour l'analyse, nous verrons comment le discours sur la citoyenneté produit par la Première ministre se trouve sujet à la recontextualisation d'un discours eurosceptique. Ce dernier se manifeste à travers ce que j'ai appelé un « patron discursif » eurosceptique dont nous aurons également l'occasion de constater le caractère transnational :

(135) and let's be clear about what is going to happen (.) article *fifty triggered no later than the end of march (.) a *great *repeal *bill to get rid of the *european *communities *act introduced in the next parliamentary session (.) our laws made not in *brussels but in *westminster (.) [our jud-]=

=[((la salle applaudit))]

our judges sitting not in *luxembourg but in courts across the land (.) [the]=

=[((la salle applaudit))]

the authority of *eu law in this country ended forever (.) [the people told us they wanted]

[((la salle applaudit))]

[((geste appelant la salle à la laisser parler))]

the people told us they wanted these things and this *conservative government is going to deliver them (lignes 202-215)

Cette séquence est riche en noms : « London », « Birmingham », « Westminster », « Bruxelles » et « Luxembourg ». Ils sont mis en discours dans une série de constructions parallèles du type [not

¹⁶⁵ LARSEN Henrik, 1997, *Foreign Policy and Discourse Analysis: France, Britain and Europe*, Londres, Routledge.

in *x* but in *y*], où *x* est un toponyme européen non britannique et *y* britannique (ou son équivalent plus général, comme le circonstanciel « across the land », « land » avec un déterminant défini référant au territoire britannique bénéficiant d'un présupposé d'évidence dans le discours de la Première ministre).

Les noms propres géographiques, en plus de leur valeur de localisation, ont « d'importants possibles sémantiques qui en font de véritables noms de mémoire » (Paveau 2006 : 161) Cela revient à dire que les toponymes se prêtent dans le discours à un élargissement de leurs fonctions sémantiques lorsqu'on projette sur eux, par exemple, la mémoire d'un événement (génocide, défaite, victoire) ou qu'ils viennent à être utilisés pour dénoncer des rapports de force. En l'occurrence, la figure de l'opposition triplement réitérée oppose les noms géographiques non pas pour leur valeur référentielle mais pour leur valeur symbolique, qu'ils acquièrent à travers l'association à la principale institution qui se trouve dans le lieu en question (la Commission européenne, le Parlement britannique, etc.). Il s'agit, pour Theresa May, de construire une frontière symbolique avec l'Europe en activant un modèle de dénonciation du pouvoir des institutions européennes (Auboussier 2014), par ailleurs repérable dans d'autres espaces discursifs. Concrétisons cette thèse en comparant cet extrait à celui que met en lumière Emmanuelle Reungoat dans son article consacré aux « résistances à l'Europe » des partis politiques français. La chercheuse cite l'extrait suivant de « l'euromanifeste » du parti communiste datant du 1979 :

Ils [les personnes au pouvoir en France] veulent que ce soit à Bruxelles ou à Bonn, et non plus à Paris, que se prennent les décisions essentielles concernant la vie du pays. (exemple de Reungoat 2010 : 161)

Comme dans l'extrait du discours de May, on retrouve ici des toponymes, en l'occurrence uniquement des noms de villes, qui valent pour les institutions qui y sont implantées. Dans les deux extraits, les noms renvoyant aux institutions nationales (Paris pour la France et Westminster pour le RU) sont opposés aux toponymes représentant l'Europe et ses institutions (la ville de Bruxelles apparaît dans les deux cas, Theresa May mentionne aussi Luxembourg¹⁶⁶). Les communistes français évoquent également Bonn. Contrairement aux autres endroits mentionnés dans les deux exemples, cette ville n'a jamais abrité d'institutions européennes. En revanche, entre 1949 et 1999, c'est à Bonn que se trouvait le Parlement ouest-allemand. La dénonciation de l'UE se double ainsi, en l'occurrence, d'un versant germanophobe du discours eurosceptique à travers la représentation d'une Europe dominée par l'Allemagne.

¹⁶⁶ Qui abrite, entre autres, le Secrétariat du Parlement européen, la Commission européenne, la Cour de justice, la Cour des comptes, et d'autres institutions.

L'usage des toponymes n'est pas la seule caractéristique de ces énoncés qui me fait parler de « patron discursif ». La similarité des constructions se traduit également par le positionnement dans le temps adopté aussi bien dans l'exemple de Reungoat que dans le mien. L'énoncé de Theresa May comme celui du PCF dépeint un futur vu depuis le présent. La perspective est pourtant différente : Theresa May célèbre un avenir qui promet l'indépendance des institutions nationales de celles qui appartiennent à l'Europe (les lois régissant la vie au RU *ne seront plus* faites en Europe, mais au sein même du Royaume), alors que le manifeste du PCF augure un avenir peu prometteur si personne ne contre les décisions européennes (*aujourd'hui, c'est à Paris que se prennent les décisions* importantes pour la France, alors que *demain, si rien n'est fait, elles seront prises dans les institutions européennes*). Dans les deux cas, le discours de souveraineté nationale se moule dans une opposition entre les institutions d'un État souverain et celles d'une structure supranationale (dans laquelle dominant tout de même les intérêts de certains États-membres au détriment des autres, à en juger par la mention de Bonn dans l'exemple cité par Reungoat). L'invariant de cette opposition est par ailleurs l'un des arguments anti-cosmopolitiques fondamentaux : celui d'une structure supranationale qui pourrait devenir une sorte de gouvernement mondial constituant un danger vital pour la souveraineté des États-nations.

Ces deux exemples sont à mettre à l'épreuve des observations d'Auboussier (2014 : en ligne) quant à l'emploi du toponyme « Bruxelles » au sein du syntagme nominal « Europe de Bruxelles » dans le discours de la presse. En effet, le chercheur avance que si l'emploi métonymique du nom « Bruxelles » seul pour désigner l'Europe et ses institutions « relève de la routine journalistique et ne génère pas d'effets rhétoriques importants » (*ibid.*) et peut ainsi « échapper à l'emblématisation péjorative », le complément de nom « de Bruxelles » finit par acquérir forcément une « valeur péjorative » (*ibid.*). Dans mon propre exemple et dans celui de Reungoat, l'emploi de « Bruxelles » tout seul n'échappe tout de même pas à l'acquisition de cette même valeur au sein de ce patron discursif eurosceptique mobilisé par deux formations politiques différentes. Malgré la différence de projet politique, les acteurs adoptent un même modèle discursif pour critiquer le fonctionnement politique de l'UE. L'adoption de ce modèle les amène à représenter la relation entre un État et une structure supranationale comme une rivalité irréconciliable où le premier est nécessairement menacé par la deuxième, cherchant à l'étouffer. Il y a lieu ainsi de parler d'une formation discursive eurosceptique en suivant la définition de Damon Mayaffre (2004 : 343) qui postule qu'une formation discursive « c'est précisément ce qui fait qu'au-delà ou en-deçà du domaine, du genre, du registre ou du thème [...] deux discours se ressemblent [...] et que cette ressemblance linguistique témoigne du positionnement idéologico-social de l'instance énonciative ».

8.1.3 Le sens (trop) commun de la mémoire européenne

Le corpus des discours publics répondant à May subit, lui aussi, des déterminations par les discours sur l'Europe, d'une autre sorte cependant. Elles se manifestent dans la convocation de ce qui est présentée comme une mémoire discursive européenne, que les acteurs et actrices médiatiques entendent partager en se désignant comme Européen-ne-s entre autres choses.

De Jonge rappelle que les droits de l'homme constituent une topique majeure du discours fondant l'unité européenne en tant qu'espace discursif (de Jonge 2010a : § 3). La notion de « topique » – comme celle de « recontextualisation » et d'« interdiscours », mobilisées dans d'autres parties de mon analyse – rend bien compte de la détermination discursive qui nous intéresse ici. En effet, la topique est une « strate de représentations collectives qui sont organisées et hiérarchisées dans une société donnée, et déterminent le contenu rhétorique des échanges dans cette société » (*ibid.*). En analysant sous l'angle de cette notion la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, de Jonge met en lumière l'expression discursive des valeurs qui fondent une rhétorique collective européenne. Il note le rôle, dans ce processus, de la construction d'une mémoire collective qui vient « incarner les valeurs en les identifiant aux raisons historiques qui ont conduit à leur adoption par la communauté » (*op.cit.* : § 8).

Dans la critique d'une approche souverainiste de la citoyenneté, les discours d'inspiration cosmopolitique mobilisent la défense de telles valeurs, comme la diversité, les droits humains, la paix, l'inclusion, dans un double objectif de légitimation (puisque'il s'agit, pour la plupart d'elles, de valeurs fortement consensuelles) et de « reconstruction » d'un espace discursif commun où, à l'encontre des arguments souverainistes eurosceptiques, la communauté britannique partage les topiques européennes. Les acteurs médiatiques incluent ainsi les discours cosmopolitiques dans un « paradigme de pensée » à l'origine de la construction discursive de l'Europe dont la mémoire collective tire sa validité de l'effort d'empêcher le retour du nazisme (de Jonge 2010a : § 5). Cette « mémoire européenne, unanime dans son rejet du nazisme et du génocide des Juifs, mais aussi dans sa promotion des droits de l'homme, du droit international et d'une éthique à prétention universelle » (Sigrist et Ghervas 2008 : 225-226) qui émerge au XX^e siècle, semble fonctionner ici comme une doxa que les discours cosmopolitiques s'approprient activement. L'activation de ce fragment majeur de la mémoire européenne se fait notamment en rapprochant la notion de « citizen of nowhere », employée par May, de celle de « rootless cosmopolitan », marqueur des discours antisémites (voir la section 3.5). Une analyse de ce rapprochement a été faite dans la section 6.6.2,

elle sera complétée ici par une observation portant sur ses aspects encore inexplorés, comme son marquage et le peu-dit ou le « trop »-dit qui en résultent.

La façon de mobiliser la mémoire de l'antisémitisme laisse comprendre qu'il s'agit de ressources discursives facilement disponibles et vues comme bénéficiant d'un haut degré d'intelligibilité et d'acceptabilité. Il arrive par exemple que la mise en analogie des formules « citizen of nowhere » et « rootless cosmopolitan » ne soit accompagnée d'aucun commentaire métadiscursif explicitant les raisons ou les fondements d'un tel procédé. Dans cet extrait, « supposedly rootless cosmopolitans » est utilisée comme une expression co-référente de « citizens of nowhere » dans une séquence où le locuteur réfléchit aux destinataires des paroles de Theresa May :

- (136) In truth, it was a bigger point than all that. It was an attack on anyone with a mixed identity, who could hold two ideas in their head at the same time. It was an attack on the supposedly rootless cosmopolitans, or the liberal elitists, or whatever other bogeyman she and her pound-shop Rasputin, Nick Timothy, or her pound-shop Yoda, David Goodhart, had dreamed up. (3-3-Dunt-Politics)

La seule indication pour le lectorat concernant l'interprétation de l'analogie est une expression de distanciation du locuteur par rapport à la formule « rootless cosmopolitans » moyennant l'adverbe « supposedly ». Il indique que la formule est empruntée à un discours par rapport auquel le locuteur exprime ainsi ses réserves.

Or même si cette mise en analogie s'opère dans plusieurs cas dans un peu-dit, son acceptabilité n'est manifestement pas inconditionnelle. Dans la plupart des textes mobilisant l'analogie avec le discours antisémite des nationaux-socialistes ou des communistes (15 occurrences), des stratégies d'atténuation et d'euphémisation sont en effet déployées pour éviter de prendre ouvertement en charge un tel parallèle. La volonté de rester vague quant à la nature du lien entre les propos de May et les discours antisémites totalitaristes se manifeste notamment dans le choix des verbes, comme ci-dessous. On retrouve le syntagme « bears a striking similarity » ou encore le verbe « echoes » qui suggèrent une ressemblance (involontaire) plutôt qu'une filiation sciemment construite des deux discours :

- (137) Theresa May's assertion of the need to tax "citizens of the world and of nowhere", presumably referring to foreign investors in the UK, may have been "felicitous" as Simon Jenkins says (May has the party's adoration for now. That won't last, 6 October). Curiously, however, a Google search (deleting the second "of") suggests that the phrase originated as an epithet for the Roma people, albeit not intrinsically a pejorative one. It also bears a striking similarity to the more sinister term "rootless cosmopolitans", deployed by Stalin to justify his late 1940s purge of Jewish intellectuals. One can only hope that these connections are indicative merely of a cloth-eared speechwriter, rather than of a dog-whistle aimed at the sharp ears of the racists who are already walking tall in Brexit Britain. (3-4-Letters-Guardian-1)

- (138) In October last year, at the Conservative party conference, Theresa May famously goaded her opponents with the words: "If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere." She went further, chastising them: "You don't understand what the very word 'citizenship' means." Now this one I

feel moved to unpack. Not for the irony that she delivered these words as she planned to extra-judicially strip millions of the EU citizenship to which, since 1993, we've been (and still are) legally entitled; nor because they echoed (one hopes unintentionally) the Nazis' rhetorical move of using the term "rootless cosmopolitan" to signal "Jew". No, what spurs me to comment on May's claim is the fact that, in making it, she invoked a decidedly literary concept. (3-1-McCarthy-Guardian)

Par ailleurs, les deux extraits se caractérisent par une sorte de protection argumentative accordée à May afin de relativiser encore davantage ce possible lien entre son discours et les discours antisémites. Le procédé argumentatif réside d'abord dans l'expression d'un « espoir » (« One can only hope that... » ; « one hopes unintentionally »), l'espoir qu'une analogie que les deux locuteurs sont amenés à constater, n'est qu'une coïncidence non-voulue. La position de la séquence qui explicite cette analogie est également significative. Dans le deuxième extrait, l'euphémisation de la comparaison des deux discours passe par sa mise en position non-saillante qui lui permet toutefois d'être remarquée par le lectorat. Lorsque le journaliste nie deux raisons pour lesquelles il aurait pu être amené à questionner le discours de May (et que finalement il leur préfère une troisième raison : « No, what spurs me to comment on May's claim is... »), il les expose tout de même. Il s'agit d'une prétéition qui

consiste essentiellement, pour le locuteur, dans le fait d'annoncer explicitement qu'il va faire abstraction d'une chose tout en la mentionnant. L'énonciateur fait comprendre son intention de ne pas livrer une certaine information, et, ce faisant, la transmet quand même. (Snoeck Henkemans 2009 : § 6)

La prétéition permet de prétendre reléguer au second plan une certaine information tout en lui assurant une visibilité (*op.cit.* : § 33). Quant au premier extrait, l'argument de filiation discursive occupe une position qui n'est pas spécifiquement non-saillante, mais la responsabilité du propos est attribuée au ou à la « speechwriter ». Cela permet de suggérer une ressemblance du discours de May et du discours antisémite allemand sans pour autant le dire en toutes lettres ni inculper directement la Première ministre.

La mise à distance de la comparaison « discours de May – discours antisémite » peut également être effectuée au moyen d'îlots textuels en discours indirect¹⁶⁷ (Authier-Revuz 1992 : 41), comme dans cet extrait où la journaliste indique que le locuteur à la source de la comparaison est Vince Cable, ancien secrétaire d'État et leader des libéraux-démocrates, et non pas la journaliste elle-

¹⁶⁷ Un « îlot textuel en DI » est défini par Authier-Revuz (1992 : 41) comme un cas particulier de la modalisation autonymique qui a lieu, souvent dans les textes médiatiques, lorsqu'au sein d'une reformulation de la parole d'autrui, le ou la journaliste donne un statut particulier à un mot ou une séquence en signalant qu'il est rapporté sans modifications vis-à-vis de l'énoncé d'origine.

même. Sa voix¹⁶⁸ se trouve alors, selon la formulation de Marion Colas-Blaise (2011 : 47), « relégué[e] à l'arrière-plan, mis[e] en attente avant sa résurgence après le guillemet de clôture » :

- (139) This time last year, Theresa May used her now notorious party conference speech to condemn those who see themselves as “citizens of the world” – ie the so-called liberal elite that has benefited from globalisation – as “citizens of nowhere” (a phrase Vince Cable told me “could have been taken out of Mein Kampf”).
“If you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere. You don’t understand what the very word ‘citizenship’ means.” (3-1-Chakelian-Statesman)

Notons le même procédé dans un article signé par un autre journaliste qui, dès le titre, prend soin de désigner l'instance citée : « Theresa May speech “could have been taken out of Mein Kampf”, Vince Cable says » (3-1-Merrick-Independent).

Que penser de cette analogie qui, à la fois, se montre volontiers, tout en n'étant pas, manifestement, tout à fait dicible ? La facilité avec laquelle la mémoire européenne est mise au service d'un positionnement qui se veut cosmopolitique confirme la persistance de l'emprise de la topique universaliste des droits de l'Homme, largement nourrie par la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah, sur les discours cosmopolitiques situés dans l'espace européen. En effet, Beck parle de la référence à la Seconde Guerre mondiale comme d'un « sens commun cosmopolitique » (2006 : 139) appelant à la « conscience morale mondiale » (*op.cit.* : 207).

Mais pourquoi, alors, toutes sortes de précautions sont-elles prises lorsque cette analogie est établie ? D'un côté, puisque la formule « rootless cosmopolitan » reste une marque des discours antisémites. Or une adhésion à de tels discours peut difficilement être prêtée à Theresa May, étant donné le contexte idéologique contemporain au RU. En effet, ni l'antisémitisme ni la lutte contre celui-ci ne constituent la préoccupation majeure des acteurs du discours public britannique sur mon terrain¹⁶⁹.

De l'autre côté, il s'agirait sans doute d'une conscience qu'ont les locuteurs et les locutrices d'un certain « trop-plein » de consensus que représente cet appel à la topique universaliste européenne

¹⁶⁸ Colas-Blaise parle, elle, à la suite de Ducrot (1984), de « point de vue », notion que je considère comme n'étant pas compatible avec le cadre théorique de l'ADF adopté dans cette thèse, et que je n'utilise donc pas.

¹⁶⁹ Comme le soulignent Nasar Meer et Tariq Modood (2012 : 35), “Jews as minority population groups are not a primary focus of equality policy and legislation. In a marked contrast to the once seemingly intractable ‘Jewish question’ that haunted the continent throughout the eighteenth, nineteenth and twentieth centuries and which periodically facilitated episodes of persecution and genocide, there is evidence to suggest that the contemporary representation of Jewish minorities within European public discourses has undergone a process of ‘normalization’ (Bunzl, 2007) ». Cette impression de « consensus général sur l'inacceptabilité des expressions publiques de l'antisémitisme » (*op.cit.* : 36) n'annule en aucun cas le fait, mis en avant par Meer et Modood eux-mêmes (*ibid.*), et illustré dans ma thèse à partir d'un travail de Stoegner et Wodak (2016, voir la section 3.5.1) et des constats faits par Taguieff (2004 : 172-173, voir la section 3.7), que l'emprise de l'antisémitisme sur de nombreux esprits est toujours bien réelle aujourd'hui.

BUNZL Matti, 2007, *Anti-Semitism and Islamophobia: Hatreds Old and New in Europe*, Chicago, Prickly Paradigm Press.

basée sur la mémoire des totalitarismes. L'atténuation qu'exige cette analogie pourrait être due à la prise en compte d'une banalisation progressive de cette mémoire. Cette prise en compte se manifesterait notamment par une crainte de « perte de face » vis-à-vis des adversaires discursifs en raison d'un abus des références au nazisme, connu sous le nom de « *reductio ad Hitlerum* » (De Smet 2014). La notion de « *reductio ad Hitlerum* », formée sur le modèle du nom d'argument « *reductio ad absurdum* », s'utilise, en tant que « norme de langage et de valeur » (De Smet 2014 : 10), pour dénoncer l'usage des analogies avec l'idéologie national-socialiste ou le génocide des juif-ve-s. La notion a été proposée par le politologue Leo Strauss (2008 [1953])¹⁷⁰ avant de devenir une « sorte de lieu commun du discours public » (Paveau 2011 : en ligne) qui permet de dénoncer de supposés amalgames ou des mises en analogie impliquant la référence au nazisme et jugées trop précipitées. Qualifier un positionnement de « *reductio ad Hitlerum* » signifie ainsi prendre une certaine « posture cognitivo-discursive » (*ibid.*). Le poids de cette posture, désormais banalisée dans le discours public (voir *supra*¹⁷¹), agit dans le corpus comme une contrainte discursive dont les locuteurs et locutrices semblent tenir compte.

8.1.4 L'évidence du cosmopolitisme européen

L'analyse du rôle de l'interdiscours européen dans l'espace étudié se conclut par une observation quant au rapport particulier entre l'identification à la citoyenneté européenne et mondiale dans certains textes du corpus des discours publics. La citoyenneté européenne est fréquemment considérée par les locuteurs et locutrices comme une composante de leur identité cosmopolite. La mention de cette appartenance intervient dans la construction des figures de citoyen-ne-s du monde (section 6.7.1.2) et, corollairement, dans les procédés réflexifs qui accompagnent certaines de ces constructions (section 7.3.3). Dans certains cas cette citoyenneté européenne apparaît comme une garante ou une sorte de condition « minimale nécessaire », si l'on reprend un vocabulaire lexicographique, pour la citoyenneté cosmopolitique dont se réclamerait un personnage médiatique. Je me suis ainsi demandé comment s'instaure, dans le discours, un lien de causalité évidente entre le fait d'être Européen-ne et citoyen-ne du monde et quel effet cela produit.

¹⁷⁰ STRAUSS Leo, 2008 [1953], *Droit naturel et histoire*, Paris, Champs-Flammarion.

¹⁷¹ L'un des indices de la banalisation qu'a subi l'argument de « *reduction ad Hitlerum* » est la notion de « loi de Godwin » (on parle également de « point de Godwin » que l'on franchit en établissant une analogie fallacieuse avec le nazisme). La notion doit son nom à l'internaute Mike Godwin qui stipule, en 1991, sur un forum de discussion : « Plus une discussion en ligne dure longtemps, plus la probabilité d'y trouver une comparaison impliquant les nazis ou Adolf Hitler s'approche de 1 » (traduction de Paveau 2011 : en ligne). Popularisée sur le web, l'expression est « devenue très fréquente », selon Paveau (*ibid.*), qui cite des exemples témoignant de la circulation de celle-ci bien au-delà du web anglophone, toute thématique confondue.

Même si l'on a tendance à souligner très rapidement la « dimension supranationale » du discours européen (Jullion *et al.* 2015 : 10), notamment institutionnel, cette dimension n'est pas la seule à structurer l'Europe et son récit de la modernité à nos jours. Le nationalisme et le cosmopolitisme ont tous les deux façonné l'Europe et continuent, à la fois dans la tension et la continuité, d'en faire autant (Delanty 2013 : 179). Selon Delanty, le fait d'être une entité politique qui pense un mode de gouvernance et d'exercice de citoyenneté à la fois national et supranational ne fait pas automatiquement de l'Europe un espace cosmopolitique ni ne réserve le cosmopolitisme au seul espace européen :

In linking cosmopolitanism with the cultural logic of Europeanization attention is drawn to modes of self-transformation. The nature of this is that it is not uniquely European; however much it may be a feature of the current situation. Thus, we can speak of a cosmopolitan Europe but not a European cosmopolitanism. Europe may be becoming more and more cosmopolitan, but this cosmopolitanism is not unique to Europe where inside and outside, self and other cannot be easily demarcated. (Delanty 2005 : 418)

Par ailleurs, comme le soulignent Koopmans et Zürn (2019 : 16), une position en faveur de l'intégration européenne n'est pas intrinsèquement cosmopolitique mais peut relever de ce que les auteurs appellent le « régionalisme ». Il s'agit de promouvoir l'Europe non pas comme un laboratoire du cosmopolitisme, mais comme un projet de coopération de nations contre d'autres nations et leurs ambitions politiques (comme la Chine, les États-Unis ou la Russie).

Cependant, l'idée qu'en étant Européen-ne, on est forcément déjà cosmopolite, est présente dans certains textes du corpus. Le caractère idéologique de cette idée est ainsi explicité par Koopmans et Zürn (2019 : 20) : « [Western] Cosmopolitan ideology claims that the norms and values it propagates are 'universal' but in practical terms, large parts of the world live by, and many would like to continue to live by, very different norms and values ». La première façon d'affirmer le caractère universel du cosmopolitisme européen est de lier l'idée cosmopolitique à l'espace culturel européen et à l'histoire de sa pensée philosophique :

(140) In attacking world citizenship in her dictum, "If you believe you are a citizen of the world, you're a citizen of nowhere", Theresa May is in effect repudiating Enlightenment values as a whole, for cosmopolitanism is the apex and indeed the glory of Enlightenment philosophy, encompassing liberty, equality, fraternity, and all our human rights. The greatest of all Enlightenment thinkers, Immanuel Kant, proposed the ideal of world citizenship as a means to achieve perpetual peace. (3-4-Letters-Guardian-1)

Dans ce courrier de lecteur, le locuteur déploie une structure qui signale la nature immanquablement européenne de la citoyenneté mondiale, métonymiquement représentée par le concept de valeurs des Lumières. En effet, l'idée que le cosmopolitisme soit une invention de la philosophie européenne se trouve thématifiée au sein d'une subordonnée en « for » (« for cosmopolitanism is the apex and indeed the glory of Enlightenment philosophy, encompassing liberty, equality, fraternity, and all our human rights »), ce qui lui confère un caractère

d'information pré-validée vis-à-vis du rhème « Theresa May is in effect repudiating Enlightenment values as a whole » porté par la matrice. L'argument des valeurs des Lumières est ici un argument d'autorité dont la force rhétorique et le caractère consensuel permettent de destituer le point de vue de May représenté comme rejetant des valeurs collectivement partagées.

Le fait que l'expérience de la citoyenneté européenne est considérée comme une expérience de la citoyenneté mondiale se confirme dans certaines séquences de présentation de soi ou d'autrui. L'extrait de ce blog d'un prêtre unitarien en fournit plusieurs exemples :

(141) In short our theological unitarianism (God/Nature — however so defined — is one and so all creation is also one) and our theological universalism (salvation — however so defined — is for all people without exception and for each one in particular) led us during the Enlightenment powerfully to contribute and commit to the development in our culture of the idea of a European and, more recently, a global cosmopolitanism

[...]

Here she [Hannah Arendt] articulates her visionary hope that this widespread European experience of becoming a refugee and migrant would help the whole of the continent begin to develop a sense that what it is to continue to be the person they truly are, to be treated with respect and compassion and to have certain inalienable rights and responsibilities was not something which relied upon being born in this or that territorial space (nation) but simply because they were humans sharing a transnational, cosmopolitan experience of being European rather than German, Austrian, French, Italian, Spanish, British etc., etc.

[...]

The horrors of the war showed us in Europe that we were all, in actuality or potentially, all refugees in any world that continued to understand itself as made up primarily of competing nation states and that the way through this was to begin to see our common humanity, our European (and by extension, global) citizenship as more primordial, healthy and creative than identities defined by belonging to this or that nation state. (3-4-Brown-Caute)

Le lien de causalité nécessaire entre la citoyenneté européenne et mondiale est exprimé ici sous trois formes différentes. Dans le premier cas (« the idea of a European and, more recently, a global cosmopolitanism [...] »), le « cosmopolitisme global » et le « cosmopolitisme européen » sont présentés comme deux stades d'un même processus grâce à l'adverbe du temps au comparatif, « more recently », qui les situe sur une échelle temporelle unique. Dans un autre cas toujours dans le même texte, cette échelle est plutôt d'ordre logique ou conceptuel : « our European (and by extension, global) citizenship ». Cette fois-ci, il ne s'agit plus de stades consécutifs mais d'une équivalence immédiate, la citoyenneté européenne étant considérée comme un prototype d'une citoyenneté supranationale qui pourrait être « répliquée » à un niveau plus global. Ce lien est établi moyennant un marqueur métalinguistique « by extension » qui permet une connexion sémantique entre les deux niveaux de la citoyenneté.

Dans ces deux cas, le lien entre deux échelles de la citoyenneté, même si son caractère absolu est difficile à contester, reste assez fortement marqué car porté par des éléments qui y sont

spécialement dédiés. Or c'est la troisième occurrence qui semble présenter la façon la moins marquée et donc la moins contrôlée par le locuteur d'établir ce même lien : « simply because they were humans sharing a transnational, cosmopolitan experience of being European rather than German, Austrian, French, Italian, Spanish, British etc., etc. ». En effet, plutôt que d'*argumenter* le lien qui existe entre le cosmopolitisme de la citoyenneté mondiale et l'appartenance à la communauté européenne, le locuteur *qualifie* cette dernière de cosmopolitique. Cela en fait une propriété d'autant plus intrinsèque que les adjectifs « transnational, cosmopolitan » ont une fonction d'épithète et non pas d'attribut, par exemple, ce qui rendrait la caractérisation plus exposée à une possible mise en débat (de tels cas ont été présentés dans la section 7.2.2.2).

Un autre exemple où le lien de causalité entre citoyenneté européenne et mondiale est instauré uniquement par le lien de coréférence implicite, est cet article de *Reaction* où la caractérisation de l'identité européenne du locuteur (« a European mongrel ») est reformulée par le syntagme « to be a citizen of the world » :

(142) But then she got some ideas:

“If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere,” she said in her party conference speech in the autumn of 2016. It was an affront.

My parents lived on the continent for the majority of their working life. They lived alongside our European friends; spoke their languages; and tried to understand their literature; their fascinations; their fears and their hatreds. I was born in Luxembourg: a European mongrel. And as I grew up, I was told to be a citizen of the world was a 'good thing'. To be curious about difference is important, and an adventure of the spirit. (3-3-Benn-Reaction)

L'effet produit par la co-référence ne faisant l'objet d'aucune explicitation métalinguistique de la reformulation est précisément celui de l'évidence car les deux éléments de la chaîne (« European mongrel » et « citizen of the world ») apparaissent comme

déjà connectés, ailleurs et indépendamment de ces énoncés particuliers, dans ce qu'il [Michel Pêcheux] appelle l'*interdiscours* en d'autres termes, l'articulation discursive ne peut se faire que parce qu'elle s'appuie sur une articulation conceptuelle déjà disponible et qu'on ne peut assigner à un locuteur ou une locutrice individuel·le. (Husson 2016 : 105)

Cela va dans le sens du constat fait par Susan Koshy (2011 : 594) à partir de la littérature scientifique sur le cosmopolitisme : « To date, non-Western histories and cultures of cosmopolitanism constitute a limited portion of scholarship on the topic, and thus, despite a conscious effort to reorient the field, the default mode of cosmopolitanism is still Western ».

Le discours sur les identités citoyennes européennes impacte ainsi l'énonciation cosmopolitique dans notre corpus en lui fournissant des articulations conceptuelles qui réservent le cosmopolitisme à l'Europe et aux Européen-ne-s et représentent ces dernier-e-s comme étant déjà cosmopolites. La citoyenneté européenne est en effet présentée comme une voie d'accès privilégiée à la

citoyenneté mondiale en vertu de l'expérience culturelle des Européen-ne-s qui serait immanquablement cosmopolitique, mais simplement à une échelle plus restreinte que le monde entier. Or des chercheur-se-s constatent que

[1]’Europe ne peut plus prétendre avoir le monopole du cosmopolitisme culturel, et si elle peut toutefois encore s’en présenter comme un laboratoire, c’est parce que les forces vives du monde, qui viennent remettre en mouvement sur son continent même, le sens et la porosité des frontières culturelles, remettent en question son hégémonie patrimoniale. (de Wrangel et Bousquet 2011 : 30)

L'évidence du cosmopolitisme européen dans mon corpus médiatique fait par ailleurs écho à la sous-représentation des migrant-e-s et réfugié-e-s non-européen-ne-s en tant que citoyen-ne-s du monde, malgré quelques rares tentatives analysées *supra*. Ces contraintes impactent l'inclusivité des discours cosmopolitiques étudiés qui, contrairement à un idéal normatif du cosmopolitisme inclusif¹⁷², fonctionnent parfois de façon sélective.

Bilan d'étape

Un interdiscours européen à multiples visages, de la topique des droits de l'homme fondée sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale à l'eurosepticisme britannique contemporain, détermine les discours sur la citoyenneté, y compris les discours cosmopolitiques dans mon corpus. Le discours eurosceptique alimente une conception souverainiste de la citoyenneté proposée par May, qui ne peut s'exercer qu'au sein d'un État souverain, toute structure politique supranationale représentant une menace pour cette souveraineté. Son discours se trouve ainsi sous-tendu par la nécessité de présenter un changement politique comme le résultat de l'expression de la volonté souveraine du peuple dont la décision apparaît comme unanime contrairement à la réalité du vote. La célébration de la souveraineté populaire constitue elle aussi une forme de recontextualisation du discours eurosceptique qui oppose la souveraineté nationale au danger émanant des institutions supranationales (Atkins 2021 : 9).

Le déploiement des discours d'inspiration cosmopolitiques en réponse à May se présente également comme conditionné par l'interdiscours européen. Il s'agit notamment de la mémoire des crimes contre l'humanité dont la mobilisation relève à la fois du potentiel des discours cosmopolitiques situés dans l'espace européen à produire du sens partagé et de la perception d'un « trop-plein » de consensus qui finit par discréditer la topique commune. Enfin, la citoyenneté

¹⁷² Voir l'une des définitions du cosmopolitisme chez Delanty (2013 : 269) : « Cosmopolitanism itself is a transformative condition that seeks the transformation of the present in light of universalistic ideas or principles of inclusion by which the horizons of the political community are broadened ».

européenne, qui est régulièrement mentionnée comme *une* composante de l'identité cosmopolite, se trouve parfois mise en discours de façon à représenter la voie privilégiée d'accès à la citoyenneté mondiale en intégrant une forme d'évidence eurocentrée dans les discours cosmopolitiques en question.

8.2 Discours mobilitaire et responsabilisation

Le philosophe Olivier Remaud souligne l'importance de la figure du ou de la voyageur-se, sous ses différentes formes, dans les représentations du cosmopolite :

[...] une même perception du déplacement s'est diffusée dans l'opinion courante. Elle s'est élevée au rang d'un certain consensus : plus on bouge et plus on expérimente la vie. Mais la mobilité n'est pas pour autant devenue le ruban adhésif de la socialité politique – ce qui devrait être le cas si elle était vraiment un imaginaire social. Les formes du déplacement sont trop variées pour être rangées dans une seule case. S'ils sont simultanés, les types sociaux du touriste et du migrant demeurent asymétriques, et le sens de leurs existences est contradictoire. Ils alimentent pourtant nos représentations actuelles du cosmopolite. (Remaud 2015 : 36)

Nous avons également eu l'occasion de nous en apercevoir, notamment en observant les récurrences dans la caractéristique des personnages médiatiques citoyen-ne-s du monde (voir la section 6.7.1.3). Pour nombre de ces personnages, le voyage fait partie intégrante des récits biographiques.

Une excursion historique permet de voir que le discours sur le voyage et ses effets sur les humains est l'un des espaces où le statut de citoyen-ne du monde est ou fut fièrement revendiqué. À cette condition près, cependant, que cette revendication, notamment à certaines époques, n'est pas ouverte à tout un chacun. Elle est d'abord réservée à ceux (*sic*) qui y sont prédestinés par leur position sociale. Si le voyage religieux, commercial ou politique est connu bien avant, le voyage « par simple goût d'ailleurs » se répand en Europe à l'époque des Lumières (Vergopoulos 2021 : 97) et concerne notamment l'élite politique qui voyage dans un but éducatif mais aussi pour « connaître ses pairs et ses semblables » (Bertrand 2014 : 9). Pour cette raison, et au vu de l'importance de la thématique du voyage dans les discours cosmopolitiques (voir la section 3.3), j'ai jugé pertinent de m'intéresser à la façon précise dont la « formation discursive du tourisme » (Yanoshevsky 2021 : 3) et plus généralement de la mobilité oriente et limite les discours sur la citoyenneté mondiale dans mon corpus. Cette analyse vise ainsi à aller au-delà du constat que l'activité de voyager fait partie des représentations actuelles des citoyen-ne-s du monde. En m'intéressant à la façon dont le voyage se constitue en une activité à la vertu intrinsèque, j'aborde la mobilité en tant qu'injonction qui oriente les discours cosmopolitiques vers la valorisation d'un certain type de représentations ce qui en exclut d'autres.

8.2.1 Un voyage sans fin

Comme nous l'avons vu dans la section 6.7.1, les mobilités des classes moyennes et supérieures sont plus diversifiées et surtout sont mises en scène beaucoup plus souvent et avec une plus grande diversité des scénarios que celles des classes populaires. Ces citoyen-ne-s du monde se déplacent notamment au gré de leurs missions professionnelles ou pour les études. Les éléments de mon corpus relèvent pour beaucoup des récits de « migration des cadres » ainsi décrite par Kaya :

Des milliers de personnes très qualifiées, des cadres de haut niveau, des dirigeants de sociétés, des managers, des spécialistes, etc., migrent dans le contexte d'une mobilité provoquée par le déploiement des investissements et des multinationales à l'échelle planétaire. Ils forment une catégorie de personnes issue de la migration, dont l'effectif ne cesse d'augmenter. Ces étrangers de haut niveau social ne sont pas perçus comme des « immigrés », terme qui suppose implicitement une position socialement dominée. Eux sont « internationaux », ce qui est bien différent. (Kaya 2002 : 34)

Le voyage n'est pas toujours ici un trajet que l'on entreprend dans un but précis mais un mode de vie :

- (143) Cosmopolitans are always ready to move. If things aren't working out in one place, or if a country shoots itself in the foot and then starts celebrating "independence day", we can just take our children and our Mercurian skills elsewhere. We never feel trapped. Since we have no warrior honour, we aren't willing to lay down our lives for cosmopolitanism. But our mobility also means we seldom feel rooted in any particular place. The eternal Apollonian charge against us is that we have no loyalties, no sense of belonging. Theresa May mocks us as "citizens of nowhere". (In the would-be global language of Esperanto, obviously invented by a Jew, the word for cosmopolitan is "Satano".) (3-3-Kuper-Jewish)

Ce récit de mobilité cosmopolite est remarquable par son débrayage : les lieux ne sont pas nommés, mais plutôt indexés ; les circonstanciels de lieu ne produisent pas d'ancrage mais ouvrent un horizon de possibilités à travers l'usage d'hypéronymes, de déterminants et d'adverbes indéfinis : « one place », « a country », « elsewhere », « any particular place ».

En produisant ce type de présentation de soi, les locuteurs et locutrices restent cependant très prudent-e-s face au contre-discours qui semble hanter à tout moment les discours sur la citoyenneté mondiale : celui du déracinement des cosmopolites (notamment combattu moyennant des négations dialogiques, voir la section 7.2.3.1). Dans l'extrait (143) le locuteur l'anticipe en explicitant la charge critique (« The eternal Apollonian charge against us is that we have no loyalties, no sense of belonging »), alors que l'auteur de l'extrait suivant insiste, dans le même but, pour conjuguer ses déplacements fréquents et le fait d'être particulièrement attaché à son pays d'origine :

- (144) I feel the same. I could have chosen to live in many different countries, but in all my travels during a long career as a journalist and broadcaster – nearly 90 countries and still counting – I have never found

anywhere I would rather call home. So in no sense do I regard my newly-acquired German citizenship as a replacement for my British identity. It is an addition, and an explicit repudiation of the idea that one's identity must be rigidly confined to national boundaries. (3-1-Lustig-Guardian)

Sa mobilité est liée à son activité professionnelle (« all my travels during a long career as a journalist and broadcaster »), et, comme dans l'exemple ci-dessus, elle ne s'arrête jamais (notons la forme durative du verbe dans « nearly 90 countries and still counting »). La construction du positionnement à travers l'emploi du verbe « to choose » (« I could have chosen to live in many different countries ») permet de représenter sa mobilité comme choix : choix du lieu de résidence, choix de partir et de revenir quand on le souhaite. Ce point sera développé dans la section 8.2.3.

Le voyage perpétuel peut bénéficier d'une deixis spatiale et/ou temporelle forte, ce qui n'empêche pas de représenter la mobilité comme un processus inhérent au parcours des cosmopolites, voire comme ce qui le définit entièrement. Dans l'exemple suivant, la chercheuse qui raconte le parcours d'une famille cosmopolite opère avec des marques de temporalité courte (« for a short while ») ou plutôt raccourcie à dessein (« before long ») :

- (145) They talked about feeling uncomfortable, not fitting in and feeling like they couldn't trust anyone. One for instance had lived for a short while in a town in Switzerland where her husband is from and where there was little diversity and no international community. Before long they moved on to Sydney, Australia. (3-3-Skovgaard-Conversation)

Le trajet décrit ne couvre qu'une période de la vie de cette famille : on ne sait pas où elle a vécu avant de s'installer en Suisse ni si l'Australie sera sa destination finale. La décision de déménager d'un pays à l'autre est motivée par le caractère peu cosmopolite de leur lieu de résidence en Suisse, ce qui fonctionne comme un facteur d'agentivation des personnages. En position de sujet-agent, ils sont associés à des actions qui leur permettent de réorienter leur trajet de vie (« they moved on to Sydney »). Qui plus est, leur capacité à être maîtres de leur vie est telle qu'ils peuvent changer de lieu de résidence selon des critères purement culturels. L'absence d'une communauté internationale apparaît implicitement comme un défaut, alors que la communauté locale est décrite en termes d'altérité avoisinant une certaine hostilité (« They talked about feeling uncomfortable, not fitting in and feeling like they couldn't trust anyone »). Ce constat m'a amenée à investiguer plus précisément la valeur du voyage dans mon corpus.

8.2.2 Le bénéfice incontestable du voyage

Dans la section 3.3, j'ai évoqué le discours sur le voyage qui rend meilleur à partir d'un exemple de guide destiné à ceux qui effectuaient le Grand Tour. Le trajet historique et philosophique de ce discours, notamment au cours du XVIII^e siècle, a été retracé par Juliette Morice (2012). La question du bénéfice des voyages pour les hommes n'est pas à cette époque une évidence : l'article de

Morice traite précisément d'une controverse symbolisée entre autres par la question que l'Académie de Lyon propose en 1787 comme sujet de dispute philosophique : « Les voyages considérés comme faisant partie de l'éducation de la jeunesse, toute compensation faite des avantages à espérer, des abus à craindre, sont-ils utiles ou dangereux tant au moral qu'au physique ? » (*op.cit.* : 231). Certain-e-s y voient alors effectivement un danger plutôt qu'un bien, mais l'idée de la capacité méliorative du voyage forme au fil du temps un espace interdiscursif dans lequel le voyage commence à « fai[re] [...] partie de valeurs universelles » (Kaya 2002 : 34). Alors que le déplacement de certains groupes de personnes peut être dénigré (celles qui font partie des immigré-e-s « indésirables », à toute époque), les discours cosmopolitiques de mon corpus, qui tiennent compte surtout des déplacements par choix, présentent une détermination idéologique sous forme de valorisation inconditionnelle du voyage, voire d'injonction à celui-ci.

Du Grand Tour des jeunes aristocrates britanniques aux déplacements (professionnels, d'études ou de loisirs) des citoyen-ne-s du monde contemporain-e-s, le voyage s'est construit comme un moyen intrinsèque d'ouverture d'esprit et un remède sans faille contre l'« insularité » et ses présumées dérives. La doxa sur les bénéfices du voyage se réactualise dans le corpus à travers la recontextualisation des arguments sur la capacité du voyage à « corriger » l'Homme et à améliorer ce qu'il y a déjà de bon en lui. Les deux arguments ont eu une vie discursive longue. Dans son essai, Juliette Morice distingue l'argument du « polissage de mœurs » « hérit[é] de l'humanisme de la Renaissance » qui à son tour puise ses exemples dans l'Antiquité (Morice 2012 : 232-233) et l'argument de la « mélioration » de l'homme « seulement bon en puissance » (*op.cit.* : 237). Le premier est appelé « l'argument d'Anarchasis », du nom d'un philosophe scythe qui s'est rendu en Athènes pour s'instruire au cours d'un voyage qui « retire ce qu'il y a de mauvais ou de grossier en l'homme » (*op.cit.* : 233-234). Le second est « l'argument d'Ulysse » qui permet d'affirmer que les voyages sont nécessaires pour révéler ce qu'il y a de bon dans l'Homme et pour le perfectionner. Les deux arguments sous-tendent cet extrait d'un billet de blog sur les voyages dont l'auteur cherche à exprimer son indignation face aux propos de May et à rassurer son lectorat quant aux bénéfices d'être un-e cosmopolite :

- (146) 'Cosmopolitan' has become a bit of a throw away word, used to describe anywhere you can get a banh mi and a burger on the same city block. But really it's about sharing and understanding between different people. Which is a pretty neat description of why we travel in the first place. It's why travel has been shown to boost empathy, increase creativity, change personality, make us better, keener, less rigid thinkers. It's the process whereby a rough and brittle character, full of half-formed ideas and weird prejudices, is bounced around and made smooth, like a river stone. A lot of the time, you don't even feel it happening. It resurfaces later, back home, in unexpected ways. Being a little less hasty to judge, a little more open to change. A little more thankful for what we have, and a little more compassionate for those

that don't have it. When you identify as a 'citizen of the world', you're not just posturing to impress girls (well, not all the time), you're identifying as someone that gives a damn. (3-4-Shackell-Intrepid)

D'un côté, le choix des verbes suggère que les voyages ne font qu'amplifier, accélérer ou améliorer ce qui était déjà là. En effet, les syntagmes verbaux « to boost empathy » et « to increase creativity » impliquent l'existence préalable de ces qualités chez les cosmopolites auquel-le-s s'adresse le locuteur. Le choix des formes comparatives des adjectifs à connotation positive va dans le même sens, en indiquant que les voyages transforment l'état initial dans lequel se trouve un-e voyageur-se en un état meilleur, plus avancé (« better, keener », « a little more thankful for what we have, and a little more compassionate for those that don't have it »). En revanche, et de façon logique, les formes négativement connotées au comparatif d'infériorité concourent à construire l'argument du « polissage des mœurs ». En effet, les syntagmes comme « less rigid thinkers », « a little less hasty to judge » laissent entendre que les défauts (ou plutôt ce qui est présenté comme des défauts) préexistent chez l'individu (autrement dit, qu'on ne naît pas cosmopolite), mais qu'ils peuvent être « soignés » par l'expérience du déplacement (et donc que l'on peut devenir cosmopolite). Cet argument est également déployé sous forme de comparaison métaphorique avec une rivière qui lisse les pierres rugueuses : « It's the process whereby a rough and brittle character, full of half-formed ideas and weird prejudices, is bounced around and made smooth, like a river stone ». Le voyage a donc une valeur transformatrice qui permet de devenir cosmopolite et d'avancer sur cette voie. Cette capacité transformatrice est intrinsèquement positive et permet de construire un contre-discours à la fois face au souverainisme qui consacre la valeur de la communauté nationale, et face à l'argument anti-cosmopolitique de « déracinement ».

L'envie de voyager et l'ouverture d'esprit qui en résulte est opposée à l'« insularité » qui dans ce contexte britannique fonctionne comme une notion dénonçant le repli sur soi, voire le nationalisme. On voit dans cet article qui donne la parole à un écrivain d'origine étatsunienne vivant au RU et ayant rédigé un livre sur les voyages qu'un lien direct peut être établi entre le petit nombre de personnes qui voyagent et le succès des nationalismes et souverainismes représentés par l'élection de Donald Trump et la victoire du « Leave » :

- (147) Solomon argues that too little travel and the resulting sketchy understanding of the world around us have led to a kind of "social decay". He thinks that this insularity contributed to the rise of Donald Trump and the success of the Brexit campaign. "If Trump can actually achieve the level of attention and support he has, something has happened to the US population, and I think travel is part of that," he says. (3-1-Speed-Statesman)

Le regret du locuteur porte sur le nombre de personnes en déplacement d'agrément (« too little travel »). Cette circonstance est présentée, grâce aux verbes de causalité, comme étant à l'origine des phénomènes politiques qu'il qualifie négativement (« too little travel and the resulting sketchy

understanding of the world around us have led to a kind of “social decay” » ; « this insularity contributed to the rise of Donald Trump and the success of the Brexit campaign »). L’argument du bénéfique intrinsèque du voyage est mobilisé ici par la démonstration des conséquences négatives de son manque.

La mention du petit nombre de voyageur-se-s est par ailleurs anaphoriquement repris par le syntagme « this insularity » ; une telle coréférence permet de faire porter aux citoyen-ne-s qui, pour une raison ou pour une autre, ne voyagent pas, la responsabilité du manque d’ouverture et des choix politiques qu’elle motive selon le locuteur (pour une analyse du rôle argumentatif du mot-valeur « insularity » dans les discours d’inspiration cosmopolitique, voir Khalonina, à paraître). Le voyage, quel qu’il soit, en résulte comme un impératif moral et un remède contre l’anti-cosmopolitisme.

Cet exemple gagne en clarté lorsqu’on le confronte à un autre où l’argument du bénéfique des voyages acquiert aussi sa nature incontestable du fait d’être présenté négativement. Ceci est possible à travers un jeu polyphonique où le locuteur se fait porteur d’une autre voix, attribuée à Theresa May ou plus largement à une instance conservatrice :

- (148) She may have been addressing “people in positions of power” who avoid paying taxes or fail to take care of their employees, but the assertion rang out with an underlying, broader meaning.
For the 75 per cent of millennials who voted Remain, for everyone who considers themselves a part of Europe and the Western world, for anyone who wants to travel and become ensconced in a different culture - the message is clear.
You are not a British citizen.
Not a true one, anyway. A true citizen wouldn’t want to experience foreign countries, wouldn’t want to take on board a variety of values, cuisine or ways of living and become a more interesting, understanding human.
No, you should stay in Britain. Limit yourself. Become entrenched in views that people close to you hold and don’t expand your worldview even a tiny bit. (3-4-Jackman-Chronicle)

La conception du/de la citoyen-ne attribuée à May est présentée, sur un mode ironique, comme un prototype (« a true citizen »). Celui-ci est à l’opposé du/de la citoyen-ne cosmopolite. Sa présentation consiste d’abord en la négation des aspirations cosmopolites (« A true citizen wouldn’t want to experience foreign countries, wouldn’t want to take on board a variety of values, cuisine or ways of living and become a more interesting, understanding human ») et ensuite en des impératifs aux antipodes de celles-ci, moyennant des constructions antonymiques contextuelles (par exemple, « stay in Britain » vs « experience foreign countries », « don’t expand your worldview even a tiny bit » vs « take on board a variety of values, cuisine or ways of living »). La version de la citoyenneté soutenue implicitement par le locuteur à l’encontre de la vision offerte par la Première ministre présente l’acquisition d’une expérience de la diversité et de l’ouverture

d'esprit comme passant par le voyage. De nouveau, le voyage se trouve à l'origine d'un parcours mélioratif, d'une confrontation à d'autres espaces vers une adoption de nouvelles habitudes et d'une évolution personnelle dirigée vers une interaction :

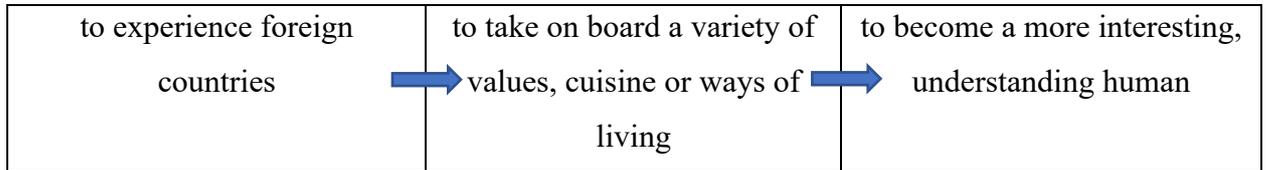


Figure 6. Parcours mélioratif du ou de cosmopolite

Le caractère « intrinsèquement » bénéfique du voyage est sous-tendu par l'argument de l'amélioration de soi, peu contestable grâce à sa généralité (« to become a more interesting, understanding human ») qui ne peut être que consensuellement positif. Tout en étant incontestablement bénéfique, le voyage est en même temps sujet à la modalité volitive : le prototype de citoyen attribué à la Première ministre n'exprime pas la volonté d'entamer un tel parcours (« wouldn't want to experience foreign countries ») mais ce procédé rhétorique donne à voir un autre parcours, valorisé par le locuteur et qui exprimerait donc une telle envie. Le voyage est ainsi construit à la fois comme une condition *sine qua non* de la citoyenneté cosmopolitique et en même temps comme un objet d'envie : celles et ceux qui ne voyageraient pas le feraient par manque de volonté. Ce manque est alors logiquement dévalorisé par le locuteur en vertu de l'argument de l'amélioration de soi. Une injonction au voyage comme valeur citoyenne est alors paradoxalement conditionnée par le fait qu'il puisse faire ou non objet d'une « envie ».

Ce paradoxe peut être résolu si l'on interprète ce fragment à la lumière de l'idéologie de responsabilisation (Martucelli 2004) présentée dans les sections 1.1.1 et 2.4. Cette dernière consiste à exercer une domination en rendant visible la contrainte dont les individus sont appelés à tenir compte. C'est la contrainte de la responsabilité strictement individuelle de leur vie : « la société moderne instaure les individus comme seuls maîtres de leur vie et les pousse à une réalisation en principe illimitée de leurs propres possibilités » (*op.cit.* : 484). Face à un éventuel manquement à cette nécessité, l'individu est menacé par les conséquences de sa passivité, dont il est présenté comme le seul responsable. La responsabilisation par la menace des conséquences de l'« irresponsabilité » agit comme un moyen de diminuer le rôle de la communauté en faisant porter à chacun-e les difficultés, notamment liées à sa position sociale, comme les conséquences de sa propre irresponsabilité. En revenant à notre exemple, on peut dire qu'en représentant le voyage, la diversification des expériences, l'adoption des habitudes différentes des siennes comme condition de la citoyenneté contemporaine, on ne condamne pas seulement une vision « souverainiste » du même objet. On s'aligne également sur l'une des contraintes particulièrement fortes du discours public actuel – celle de la mobilité au sens large du terme qui constitue une injonction pour chacun-

e, dans le cadre de sa responsabilité individuelle, d'aller de l'avant, d'élargir le périmètre de ses actions, d'être en mouvement, de se diriger vers l'appréhension de la nouveauté (Mincke 2013 : 10). En cela, l'injonction à la mobilité peut également être rattachée à une autre norme sociale puissante en termes de son effet idéologique : l'injonction à l'intensité, telle qu'explorée par le philosophe Tristan Garcia (2018). Formant un consensus moderne (peu importe la forme de vie qu'on adopte, la seule condition est qu'elle soit intense), cette injonction incite à trois formes de quête de sensations fortes (*op.cit.* : 161-176) : la variation des expériences, l'augmentation de leur puissance (quantité, vitesse, etc.) et le « primavérisme », à savoir la valorisation absolue de la toute première expérience de quelque chose (*op.cit.* : 174). Le parcours mélioratif du ou de la cosmopolite (Figure 6) se présente ainsi comme imprégnée de la logique d'intensité qui s'incarne dans trois valeurs : le contact direct avec l'altérité (« to experience foreign countries », ce qui s'opposerait à la connaissance médiée de cette altérité, par exemple à travers les médias ou les livres) ; la variété de cette expérience (« a variety of values, cuisine and ways of living » que l'on fait siens grâce à ce contact direct) pour intensifier sa propre identité qui, dans un discours cosmopolitique, tend vers un idéal d'intercompréhension et d'empathie (« to become a more interesting, understanding human »)¹⁷³.

Craig Calhoun parle d'un « avantage rhétorique » du cosmopolitisme des « frequent travelers » qui s'avère être une sorte de consensus imposé :

frequent travelers, easily entering and exiting polities and social relations around the world, armed with visa-friendly passports and credit cards. For such frequent travelers cosmopolitanism has considerable rhetorical advantage. It seems hard not to want to be a 'citizen of the world'. (Calhoun 2003 : en ligne)

Le chercheur saisit ainsi la façon dont la dominance des élites cosmopolites se reproduit par le discours. En effet, si certaines valeurs prônées dans les exemples étudiés ici semblent difficiles à contester, ce n'est pas pour leur caractère universellement positif, mais parce que, en raison des déterminations interdiscursives, les locuteurs et locutrices n'imaginent pas, ou peu, qu'un cosmopolitisme pourrait être différent. Cela explique en partie le paradoxe des discours cosmopolitiques qui, tout en ayant un rapport complexe à l'acceptabilité discursive, produisent en même temps des constructions de l'élitisme à travers une image d'un mode de vie valorisant et valorisable, qui ne manque pas pour autant d'être critiquée, car elle invite à s'engager dans un

¹⁷³ Dans cette dernière phase du parcours mélioratif l'intensité est linguistiquement manifestée dans le comparatif de supériorité (more + ADJ), forme que Garcia évoque en tant que caractéristique des réalisations matérielles de l'injonction à l'intensité, à l'exemple de la devise olympique « *citius, altius, fortius* » qui, datant du XIX^e siècle, « manifeste la victoire de l'imaginaire intensif sur l'imaginaire extensif » (2018 : 180). Même si dans notre exemple l'intensité n'est pas musculaire ni émotionnelle, l'idée que les voyages « intensifient » l'esprit est bien présente et s'oppose à ce qui est supposé l'endormir : l'entre-soi, la sédentarité, la routine.

parcours que tou-te-s ne sont pas en mesure de suivre. Dans la section suivante, je prolonge cette observation en m'intéressant spécifiquement au rôle social qu'un individu cosmopolite est appelé à endosser pour répondre à l'injonction de mobilité intense.

8.2.3 L'agentivité des voyageur-se-s

Les « voyageur-se-s fréquent-e-s » se caractérisent non seulement par un engouement pour les déplacements et l'adhésion à l'idée de leur bénéfice immanquable. Elles et ils ont un rôle particulier en tant qu'acteurs sociaux : le rôle d'agents de leur destin qui maîtrisent leur vie au point de pouvoir se permettre de se fier au hasard. Cette forme de limitation discursive est appréhendée ici comme une domination de la formation idéologique responsabilisante dont certains effets ont été évoqués dans la section précédente :

Cette variante de la responsabilisation ne nie pas la permanence des « destins » sociaux, ni la similitude des parcours ou des expériences sociales, mais elle oblige à prendre acte que désormais ils doivent être « assumés » par les individus eux-mêmes sous forme de biographies sinon toujours « choisies », du moins, hautement « personnalisées » (Beck 2001)^[174]. (Martuccelli 2004 : 490)

La notion de « choix » et la possibilité de choisir est centrale pour l'identification des effets de cette formation qui crée une injonction à devenir acteur ou actrice de sa vie et fait porter à l'individu la responsabilité d'éventuels échecs. Cette responsabilisation s'appuie par ailleurs sur l'individualisme comme « une valeur dominante de la construction identitaire [...] contemporaine » (Chaland 2001 : 43) : ce qui compte, c'est la capacité à choisir comment vivre sa vie.

L'agentivité peut être assumée par un locuteur ou une locutrice qui se prévaut de son autonomie pour construire une image d'immigré-e de choix :

(149) I got a message the other day from a British woman whose husband is Austrian and whose two children were born in France. She was asking what she is meant to do now. There are no wins for her; only damage limitation. What is your Christian response to her? That she shouldn't have jumped a fictitious queue you only just made up? I made an active choice to use my right as a European citizen to make a life in a country open to me, in a country that explicitly invited me. Even if you feel nothing for her or me, temper your language out of pure self-interest. (3-3-Andreou-Inews)

L'autonomie individuelle est ici mise en avant comme une valeur qui légitimise le parcours d'immigration – et seulement l'immigration « choisie ». L'agentivité de l'acteur social est construite à plusieurs niveaux. D'abord, en position de sujet-agent, le « I » du locuteur est associé à des verbes d'action qui traduisent sa capacité d'agir (« I made an active choice »), motivée par

¹⁷⁴ BECK Ulrich, 2001 [1986], *La société du risque*, Paris, Aubier.

une intention (« to make a life »), toutes les deux étant maîtrisées par un individu autonome. Dans cette autonomie, il est non seulement agent, mais aussi bénéficiaire dans la mesure où sa volonté répond à une invitation de la part de la communauté d'accueil. L'individu est défini uniquement en tant que personnalité indépendante (« me ») et non pas en tant que représentant d'une certaine nationalité ou possédant une certaine qualification (« in a country open to me, in a country that explicitly invited me »). Son parcours migratoire est donc totalement maîtrisé : sa raison, sa destination, le projet migratoire. L'agentivité est en effet d'autant plus saillante que les expressions de choix et de volonté sont intensifiées : par l'adjectif « active » (« I made an active choice »), par l'adverbe « explicitly » (« explicitly invited me »).

Or le contraire, c'est-à-dire un parcours qui n'est guidé que par des hasards, peut, lui, être valorisé au même titre qu'un parcours hyper-maîtrisé. Ceci n'est pas contradictoire, puisque ce n'est pas un hasard inconscient, un hasard de quelqu'un qui n'a pas la main sur son parcours de vie. C'est un hasard choisi :

- (150) I'm a Jewish cosmopolitan. (Not all Jews are cosmopolitans, and not all cosmopolitans are Jews, but we are quite a large subset.) I was born in Uganda, a British citizen of South African Jewish descent, and grew up in a small Dutch town where there weren't many other Jews or cosmopolitans. Like small-town gays, small-town cosmopolitans tend to leg it to the metropolis the minute they are old enough. I lived in Berlin, Boston and London before ending up in Paris, largely because I managed to buy a ridiculously cheap apartment here when you could still do that. Along the way I've found fellow cosmopolitans who share my beliefs (the usual elitist Rainbow Nation, cafe-latte, naïve multicultural liberalism). It's been a mostly happy life. (3-3-Kuper-Jewish)

Ce locuteur présente son installation à Paris non pas comme une finalité définie à l'avance mais comme le résultat hasardeux d'un parcours (« before ending up in Paris ») qui ne s'interrompt qu'au gré des opportunités que le voyageur est capable de saisir (« because I managed to buy a ridiculously cheap apartment here »). Grâce à l'emploi de l'adverbe « largely » (« largely because [...] »), on accorde au hasard le plus grand poids dans son choix du lieu de résidence, ce qui n'entre pas pour autant en contradiction avec la mise en avant de la capacité du locuteur à se représenter comme le seul acteur de sa vie (comme le montre l'emploi du verbe « to manage to » dans « I managed to buy a[n] [...] appartement »).

En effet, la possibilité de choisir et celle de se fier au hasard peuvent être indissociables, comme dans cet extrait d'un article web où la locutrice, se présentant comme citoyenne du monde, parle de ses enfants qui habitent loin d'elle et de son mari, le couple s'étant transféré en Lettonie :

- (151) As it turned out, they [ses enfants] chose to live in the United Kingdom but not especially close to each other, and so visits stretch out over several weeks. Because we have alpacas and a farm to tend to, my husband and I often visit separately, which is not easy either. (3-3-Storie-Dispatches)

Le hasard et le choix se rejoignent dans la première phrase de l'extrait, qui combine l'expression d'une force extérieure non-contrôlable (« as it turned out ») ayant un impact sur le résultat (les enfants installés au Royaume-Uni) qui est en même temps présenté comme un choix volontaire de la part des acteurs en mouvement (« chose to live »).

L'agentivité des citoyen-ne-s du monde constitue une forme de contrainte tant du point de vue du choix des personnages et des récits de vie comme meilleurs exemples du cosmopolitisme, que dans la façon dont l'agentivité même est présentée comme le seul choix possible. Un article du blog de *Rosetta Stone*, entreprise de formation en langues, dépeint ainsi la mobilité internationale comme un choix tout à fait libre et volontaire des « expats » :

(152) Despite – or perhaps because of – the looming threat of Brexit, the number of people leaving the UK to work or study abroad continues to rise. This reflects the global trend with more and more people choosing to relocate, often to countries where they have to learn a new language. It is estimated that a little under 60 million people would now be classed under the term 'expat'* and the number only increases every year.

The choice of a new life abroad brings both excitements and challenges. For many, one of the biggest challenges is language learning; something that is often vitally important for the success of a move in the long run. To really feel at home in a place, as well as to contribute to it, being able to speak the local language is a must. (3-4-Godall-Rosetta)

Bien que dans la première phrase le contexte soit clairement britannique, le reste du premier paragraphe pourrait très bien être une affirmation sur les migrations en général et non seulement sur l'émigration des Britanniques. En témoigne le groupe nominal généralisant « the global trend » ainsi qu'un autre, « a new language », ouvrant par la présence d'un article indéfini la possibilité d'envisager une multitude de cas de figure sans s'attacher uniquement aux expatrié-e-s britanniques partant dans un pays dont la langue est autre que l'anglais. L'idée de « choix » de son lieu de résidence et de son mode de vie est présente deux fois dans ces deux paragraphes (« more and more people choosing to relocate » et « the choice of a new life »), ce qui suggère que les personnes (en tout cas, les « expats ») ne migrent que si le cœur leur en dit. Leur parcours de migration est appréhendé comme une entreprise certes difficile, mais dont les difficultés sont présentées comme des défis (« challenges ») à affronter. Le voyage comme défi n'est pas un motif récent. L'idée d'affronter son voyage en se dépassant est, selon Hécate Vergopulos, propre aux voyageur-se-s dès l'époque des Lumières pour laquelle le bénéfice transformatif du voyage se manifestait notamment dans la fatigue du trajet. Le déplacement est déjà pratiqué comme un « défi » : « défi des durées (se rendre en un endroit plus vite), défi des découvertes (avec ses grands périple), défi des sommets (lié à la transformation du regard sur les montagnes et à l'invention de leur usage récréatif) » (Vergopulos 2021 : 97-98). Il s'agit ainsi d'un défi physique qui se transforme progressivement en un défi moral et culturel. Le dépassement de soi par le déplacement

(et surtout l'installation dans un autre pays) est valorisé dans mon exemple dans la mesure où l'envie et la capacité à affronter des défis caractérisent un individu comme l'acteur de sa vie, en mesure d'en choisir et non pas seulement d'en subir la direction. Ce parcours de migration peut être réussi ou non, l'idée de succès constituant la finalité introduite par un « for » de visée (Boulonnais 2008 : 80) : « for the success of a move ». Le succès, qui bénéficie à l'individu même (« to really feel at home in a place ») et à la communauté d'accueil (« as well as to contribute to it »), dépend des capacités de l'expatrié-e de se donner les moyens nécessaires pour réussir (dont « being able to speak the local language »).

Bilan d'étape

La section consacrée au rôle du voyage dans la construction des discours cosmopolitiques a été pensée comme un moyen de dépasser le simple constat que le voyage et l'engouement pour de nouveaux horizons sont l'une des principales composantes de l'attitude cosmopolitique. En effet, pour aller plus loin, il a été important de noter que la formation discursive du voyage détermine sur plusieurs plans les discours cosmopolitiques en participant notamment à ce qui est souvent qualifié d'élitisme dans de tels discours. D'un côté, les discours cosmopolitiques de mon corpus sont limités par des récits de certains voyages effectués par certains types de personnes : des déplacements plutôt choisis, augmentant le capital culturel, social et économique de tel-le-s voyageur-se-s. Le discours du bénéfice des voyages, agissant dans le cadre du conflit conceptuel en réponse à Theresa May, instaure une évidence idéologique de la nécessité de voyager pour dépasser l'insularité et le nationalisme auquel elle mène.

La valorisation du voyage s'imbrique dans l'interdiscours de responsabilisation déterminant la construction des personnages dans mon corpus. Si les discours cosmopolitiques peuvent être perçus comme élitistes c'est sans doute parce qu'ils obéissent à la contrainte de responsabilisation : les individus sont libres de choisir, et en même temps la mobilité (en termes de déplacements physiques, mais aussi de plasticité intellectuelle qui permet d'aller vers d'autres cultures et traditions voire d'en adopter certaines, une mobilité en tant que forme de vie intense) se présente comme le seul choix à faire. Cette contrainte a été étudiée sur l'exemple de la construction de l'agentivité des cosmopolites à l'égard de leurs parcours de vie.

8.3 Bilan du chapitre VIII

Dans ce chapitre plusieurs déterminations interdiscursives de l'espace du dicible sur la citoyenneté ont été mises au jour : l'euroscpticisme, la topique des droits de l'Homme, l'eurocentrisme, l'interdiscours mobilitaire sous forme de valorisation de l'autonomie individuelle et du voyage comme l'une de ses manifestations. Les traces de ces déterminations sont multiples : la recontextualisation de concepts ; la production d'énoncés définitoires et les co-occurrences qui font apparaître les liens entre certains phénomènes de société comme validées ailleurs et auparavant ; des représentations spécifiques d'acteurs sociaux.

D'un côté, les formations discursives relatives à l'Europe interviennent activement dans l'espace en question, en raison de son contexte politique. L'espace de conflit conceptuel autour du concept « citizenship » et de ses différents usages devient, logiquement, un espace de concurrence pour renforcer ou restreindre le potentiel du concept à désigner un lien avec une communauté supranationale. Les discours eurosceptiques, dénonçant le danger que représentent les structures supranationales, renforcent une conception de la citoyenneté nationale. La mémoire européenne est au contraire mobilisée pour présenter l'histoire du RU comme une partie de l'histoire de l'Europe, ce qui va dans le sens de l'inclusion de la citoyenneté européenne dans la représentation de la citoyenneté mondiale. Or c'est une évidence de l'Europe comme étant naturellement (le seul) espace cosmopolite qui détermine parfois les liens établis entre ces deux citoyennetés, le fait d'appartenir à la communauté européenne étant perçu comme un gage de citoyenneté mondiale.

De l'autre côté, les personnages citoyen-ne-s du monde dont les figures ont été décrites à travers les chapitres précédents, ont également pu être appréhendés à la lumière de certaines déterminations interdiscursives pour aller au-delà de la description de leur traits caractéristiques. Après avoir constaté qu'il s'agissait principalement de figures d'élites choisies pour incarner le cosmopolitisme, nous pouvons désormais en dire plus sur les interdiscours qui sous-tendent cette contrainte. Il s'agit notamment du discours de bénéfice des voyages mobilisé comme une valorisation inconditionnelle du mode de vie en mouvement et, plus généralement, de l'agentivité nécessaire à celui-ci.

Conclusion de l'analyse du corpus de travail

Au terme des trois chapitres présentant les résultats de l'analyse, nous avons découvert comment se structure l'espace discursif du conflit conceptuel sur la « citoyenneté », quelles dicibilités et indicibilités le configurent. Avant de détailler les apports de cette analyse dans la conclusion finale, j'en résume ici les principaux enseignements qui ont inspiré la mise en perspective dont rend compte le dernier chapitre de ce travail.

La représentation la plus disponible et évidente de la citoyenneté est celle qui trouve un référent dans l'organisation politique actuelle et qui correspond donc au lien entre un individu et un État-nation. Or le statut de cette représentation varie selon les façons de concevoir sa place parmi d'autres représentations possibles et son mode d'énonciation. Si la citoyenneté nationale est conçue comme l'une des possibilités parmi d'autres d'exercer sa citoyenneté, elle bénéficie d'un marquage faible et fonctionne comme une représentation routinière quelle que soit l'instance discursive. L'idée de son exclusivité, telle que mise en œuvre notamment dans le discours de Theresa May, est tout de même apte à susciter des contestations, ce qui témoigne d'une diversification d'autres options discursives, même si l'idée du caractère exclusif de la citoyenneté nationale garde sa position dominante en se généralisant dans de nombreux espaces discursifs nouveaux, comme le montrent les travaux sur la normalisation du souverainisme (Krzyżanowski et Ledin 2017, Krzyżanowski 2020).

Les discours cosmopolitiques sont susceptibles de fournir des ressources cognitives et discursives pour résister à une telle normalisation. La citoyenneté mondiale est ainsi introduite dans l'espace en question en tant que représentation alternative, elle-même hétérogène. En tant qu'appartenance, elle s'inscrit dans le schéma concentrique des attachements allant des plus locaux (ville ou région) aux plus globaux (les attachements supranationaux à l'Europe et à l'humanité). Ressources disponibles, ces discours cosmopolitiques valorisent notamment une attitude d'ouverture et d'hospitalité, ainsi que des modes de vie par-delà les frontières. Ces derniers ne sont tout de même pas disponibles pour tout le monde, d'où une préférence, dans l'incarnation du cosmopolitisme, pour des figures d'élites (économiques et/ou intellectuelles). Ainsi limités, les discours cosmopolitiques ne sont pas toujours perçus par les locuteurs et les locutrices comme collectivement partagés et partageables. Leur mobilisation nécessite de tenir compte de contre-discours potentiels, voire de les anticiper explicitement. L'idée de pouvoir être un-e citoyen-ne du monde, sous quelque forme que ce soit, constitue plus rarement une prémisse pour une argumentation ultérieure que l'argument même. Toutefois, ce qui reste le plus problématique, c'est

de représenter la citoyenneté mondiale comme étant un attachement avant tout à la communauté des cosmopolites, en relativisant les autres appartenances. Cette représentation, productrice de groupes sélectifs, est marquée comme sensible, notamment dans les médias d'envergure nationale. Ce type de discours est manié avec prudence et fait notamment l'objet d'une réflexivité visant à neutraliser partiellement son caractère potentiellement problématique.

Les formations discursives impliquées dans la construction des discours sur la citoyenneté sont majoritairement les fruits des processus de globalisation qui génèrent des confrontations au sujet de l'identité et de la société, de la conception de soi et de l'autre en tant qu'individu, membre d'une nation ou de la communauté mondiale. En tentant de se constituer en un contre-discours, le cosmopolitisme se trouve pris dans des contradictions. La principale peut être décrite comme une volonté d'inclusion (les identités plurielles, la valorisation du voyage, l'appartenance à la communauté mondiale) se soldant parfois par une production discursive excluante de la communauté des cosmopolites (personnages issus principalement des élites, citoyenneté mondiale pensée comme effaçant les autres appartenances, injonction à l'agentivité « intense », absence de personnages représentant le cosmopolitisme sédentaire, celui des classes populaires, etc.). Afin de pouvoir mesurer de façon adéquate les apports de ce travail à une échelle plus large, je propose dans le chapitre IX de mettre ces résultats en perspective moyennant un corpus de référence.

Chapitre IX. Mise en perspective : aborder les discours sur la citoyenneté à partir du *Brexit corpus*

Ce chapitre au statut particulier réinscrit le corpus de travail et les résultats obtenus à partir de son analyse dans le contexte discursif dont il est issu, à savoir le débat public sur le Brexit dans les médias écrits en ligne et sur Twitter. « Prendre le large » en me confrontant à un « grand corpus » a ici pour but de mesurer l'ampleur des phénomènes identifiés dans le corpus de travail à une échelle plus grande et de réfléchir aux raisons pour lesquelles, au-delà d'une pure corrélation avec l'absence ou la présence de l'objet juridique correspondant, dire la citoyenneté mondiale est une démarche pas évidente, voire parfois assez sensible.

Le chapitre est composé de deux sections¹⁷⁵. Dans la section 9.1, je dresse une typologie des moyens d'exprimer la citoyenneté mondiale et sa possibilité dans le débat public sur le Brexit, tels qu'observés dans le *Brexit corpus*, toujours dans la nécessaire interaction avec d'autres représentations de la citoyenneté. Dans la section 9.2, je reviens sur le concept-clé de mon étude, « citizenship », pour observer sa mise en discours au sein de ce corpus de référence, mais aussi de revenir dans le corpus de travail pour une comparaison à titre récapitulatif. Après un rappel théorique sur les différentes conceptions de citoyenneté qui existent aujourd'hui, je présente l'analyse des contextes dans lesquels le concept est employé afin de formuler une hypothèse interprétative concernant le statut globalement sensible des discours cosmopolitiques qui affirment, de diverses manières, la possibilité d'une citoyenneté mondiale, morale, esthétique ou politique.

¹⁷⁵ Tous les exemples cités ici sont référencés dans l'annexe 4.

9.1 Acteurs et espaces de la citoyenneté

À partir du corpus de travail, j'ai constaté que les discours cosmopolitiques envisageant la possibilité d'une citoyenneté mondiale ne sont pas homogènes et que leur degré de dicibilité varie selon la représentation de la citoyenneté mondiale en jeu. Par conséquent, l'interrogation du corpus de référence s'est d'abord orientée vers la question de savoir comment le débat sur le Brexit dans sa manifestation plus large posait les questions de citoyenneté, mettait en mots ses différentes représentations et se structurait (ou non) en fonction de la mobilisation de ces dernières au sein de divers positionnements discursifs. Puisqu'il ne s'agissait pas de réitérer la procédure méthodologique prévue pour le corpus de travail sur le corpus de référence (qui en perdrait sa raison d'être), je me suis intéressée, d'abord, à la présence (et à l'absence) des concepts clés de ma recherche dans celui-ci et à la construction des positionnements qui en résultait, aux acteurs des citoyennetés envisagées dans le débat et à celles et ceux qui en étaient exclu-e-s.

9.1.1 « Citizen of ... » ? Une citoyenneté nationale compatible (ou non) avec une citoyenneté supranationale

Le concept « citizen » est employé dans le corpus de référence pour parler de l'individu-membre d'une communauté nationale dans la majorité écrasante des cas. Le syntagme « citizen of the world » n'est recensé que 14 fois contre une multitude de différentes structures permettant de parler de la citoyenneté nationale et européenne. Les fonctionnalités « N-grammes » et « Word Sketch » permettent d'en identifier au moins trois. Les mêmes constructions syntaxiques peuvent être utilisées pour représenter la citoyenneté comme lien avec un État-nation et comme lien avec une structure supranationale comme l'UE :

1 – (DET) citizen(s) of N¹⁷⁶

(153) Nationalism is a strong force everywhere, and in Europe, the notion of the nation and the “people” can be very close. As we have noted on numerous occasions, if one comes to the U.S., takes the citizenship test and passes it, one becomes an “American”. But, in Europe, this is less common. Yes, one can move to France, learn the language and pass the citizenship test to become **a citizen of France**, but one will never truly be “French”. (V-1, 20/06)

(154) Why is the European project facing an existential threat this week? In the recent words of European Union president Donald Tusk: “The spectre of a breakup is haunting Europe.” In perhaps the frankest admission ever to come out of Brussels, he said: “Obsessed with the idea of instant and total integration, we failed to notice that ordinary people, **the citizens of Europe**, do not share our Euro enthusiasm.” Thus did he

¹⁷⁶ DET = déterminant, N = nom, ADJ = adjectif.

dismiss the utopian dreams of the forerunners of the EU and the subsequent “naive Euro-enthusiastic visions of total integration”. (G-5, 20/06)

2 – (DET) ADJ/N citizen(s)

(155) I am an immigrant. I chose to become a **British citizen** because I love our tolerant, open and diverse society. (S-1, 20/06)

(156) These are the people — Johnson, Gove, Grayling, Duncan Smith, possibly even Farage — who will be responsible for the divorce settlement. They will be in charge of the following:

[...]

Deciding the precarious fate of EU **citizens** currently resident in the UK. (R-1, 21/06)

3 – (DET) N’s citizen(s)

(157) EU governments have said roaming charges for mobile phone users travelling in the 28-member bloc should remain at least until the end of 2018. The decision is seen as a challenge to both the European Parliament and bureaucrats at the European Commission. They had said charges were too high and called for roaming charges to be scrapped by the end of 2015. An end to roaming charges would bring economic benefits to **the EU’s** 500 million **citizens**, they argue. (B-1, 21/06)

Concernant la citoyenneté comme un lien entre un individu et un État-nation, les noms communs comme « nation » ou « country » sont utilisés dans ce cas :

(158) The “ever closer union” crowd has spent the past decade or so figuring out how to deny **member nations’ citizens** the right to vote on where they want their countries to go. (S-2, 21/06)

Notons ici que même si dans l’énoncé il s’agit des citoyen-ne-s de l’UE, elles et ils sont identifié-e-s de façon primaire comme appartenant à leurs nations respectives (« nation’s citizens ») qui, elles, font partie de l’UE (« member nations »). Cela fait écho au modèle discursif, décrit dans la section 6.7.1.5 qui montre que la construction de la citoyenneté européenne et, souvent, mondiale tend à prendre pour point de repère les citoyennetés nationales en réaffirmant ainsi leur caractère primordial et incontestable.

Concernant la construction de l’espace de débat, la mise en avant de la citoyenneté britannique des locuteurs et locutrices peut faire partie autant d’un positionnement « Leave » que « Remain ». En effet, elle peut être revendiquée comme exclusive (« at the top of my passport »), comme dans ce tweet :

(159) I’m a **British citizen** and my country should be at the top of my passport not an unaccountable superstate. #VoteLeave (T-2, 20/06)

La citoyenneté nationale fonctionne ici comme un point de repère pour rejeter la citoyenneté supranationale, vue comme présupposant l’allégeance à un « super-État sans responsabilité » (sans doute une façon de désigner l’UE). Son rejet est nourri par l’argument de non-responsabilité des structures supra-étatiques et de leurs membres (voir la section 7.3.3).

La citoyenneté nationale peut au contraire être jugée compatible avec une citoyenneté supranationale, dont la citoyenneté européenne :

(160) My reasons are deciding to Vote Remain are: [sic] Put simply I feel part of Europe. As a British citizen I'm proud to hold a passport of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. The line above that in the passport states "European Union". It's in my being. (H-1, 20/06)

L'identité nationale et l'identité européenne sont toutes deux construites chez ce locuteur par l'affirmation de leur caractère intrinsèque, viscéral. La citoyenneté britannique est en effet posée comme un préalable, moyennant la conjonction « as » qui introduit une information comme étant déjà acquise (Lapaire et Rotgé 2002 : 273, voir la section 7.2.2.1 pour des analyses similaires). La citoyenneté européenne est, quant à elle, exprimée en des termes affectifs, voire physiologiques (« I feel part of Europe », « it's in my being »). L'image du passeport vient à la fois réunir et hiérarchiser ces deux attachements. D'abord, le passeport est univoquement associé à la citoyenneté britannique moyennant un lien d'identification (« a passport of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland »). Cependant, l'identification à l'UE à travers le même symbole, même si elle arrive plus tard dans la linéarité textuelle, n'est pas secondaire : sémiotiquement parlant, le passeport est re-représenté comme une appartenance avant tout à l'UE puisque ce nom se situe au-dessus du nom du pays (« The line above that in the passport states "European Union" »). La position des inscriptions sur l'objet devient une métaphore qui permet de hiérarchiser les appartenances tout en évitant de les dissocier.

L'idée de la possibilité d'une citoyenneté mondiale est plutôt caractéristique du positionnement en faveur du « Remain »¹⁷⁷. Dans ce tweet, dont l'auteur-e se positionne dans le camp « Remain », à en juger par les hashtags, le fait de douter de la promesse d'une citoyenneté mondiale comme argument de la campagne pour le « Leave » indique que le locuteur ou la locutrice conçoit tout de même qu'une telle citoyenneté soit pensable :

(161) "Vote leave means that we can become citizens of the world" Ummm.... really? Did you just hear yourself? #VoteRemain #BBCDebate (T-3, 21/06)

En effet, ce qui le ou la fait douter c'est la crédibilité de la promesse et non pas la possibilité de devenir citoyen-ne-s du monde. La première est remise en question moyennant une interjection marquée dans sa forme par un trait d'oralité (« Ummm ») et par une double question (« really ? Did you just hear yourself? »).

¹⁷⁷ Ce n'est toutefois pas une règle absolue, comme le démontrera l'exemple suivant.

Le positionnement « Leave » peut également être construit en concevant la possibilité d'une citoyenneté supranationale. Dans l'exemple suivant, la locutrice prend le parti du « Leave » à travers les désignations péjoratives des partisans du « Remain » (« pro-EU whippersnappers »). Le rejet de la citoyenneté mondiale n'y est toutefois pas absolu :

- (162) A few weeks ago I tuned in to a news package in which some pro-EU whippersnappers studying abroad were speaking to the correspondent about a young person's (particularly a student's) view on the upcoming referendum. All seemed to be going predictably, until one of the students decided to say what pretty much amounts to the following: "Young people today see themselves as citizens of the world, not a single nation". The arrogance of this claim is astonishing. On what grounds can one claim to be such a citizen? Students who take a gap year – or an extended holiday to South-East Asia – and come back claiming to be higher beings who no longer recognise borders with our fellow man? Or volunteer at an orphanage somewhere in Africa and return armed with a beard, and many an explanation as to how I, a black woman, actually know nothing about black women? The UK is innately incompatible as a part of an idealist superstate. Which young people are they talking about here – these "citizens of the world"? Remainers like to bring up how enlightened and globe-trotting the British youth are, hugging foreigners as much as they hug trees and worshipping at the altar of Merkelism. (E-1, 20/06)

D'un côté, la citoyenneté mondiale est présentée comme impossible dans la mesure où la citoyenneté britannique et supranationale sont déclarées incompatibles « par nature », le caractère supposé naturel de l'incompatibilité étant traduit par l'adverbe « innately » (« The UK is innately incompatible as a part of an idealist superstate »). En outre, l'idée de pouvoir exercer sa citoyenneté à l'échelle mondiale est interprétée par la locutrice comme une prétention de supériorité ; elle qualifie en effet ce positionnement d'« arrogant » (« The arrogance of this claim is astonishing »). Cependant, cette représentation, qui fait partie des séquences assimilant un positionnement élitiste et cosmopolitique, est ambivalente. L'envie d'une citoyenneté mondiale est incarnée par des jeunes mobiles, en même temps qu'elle est associée au camp de « Remain », au discours écologiste et pro-européen (« Remainers like to bring up how enlightened and globe-trotting the British youth are, hugging foreigners as much as they hug trees and worshipping at the altar of Merkelism »). Le rejet de ces discours par la locutrice inclut la référence à la supposée domination allemande dans l'UE, métaphoriquement représentée comme un culte que les pro-Européen-ne-s vouent à la chancelière Angela Merkel. Si dans le corpus de travail j'ai pu décrire la construction d'une présomption d'effet bénéfique, polissant et éclairant du voyage, cette locutrice semble justement s'y attaquer en remettant en question la légitimité des personnes ayant fait une courte expérience à l'étranger à se proclamer « citoyen-ne-s du monde ». La catégorie est introduite en utilisant des guillemets au sein d'une séquence qui construit un positionnement instable. D'un côté, nier la légitimité de ces jeunes à se dire « citoyen-ne-s du monde » revient, au fond, à cautionner la catégorie car c'est la figure des candidat-e-s à la citoyenneté mondiale qui est remise en question, mais pas l'idée d'une citoyenneté mondiale. De l'autre côté, la locutrice s'interroge sur l'existence

même des citoyen-ne-s du monde, ce qui indique que pour elle la catégorie est tout de même difficilement acceptable (« Which young people are they talking about here – these “citizens of the world” ? »). La question portant ici sur un potentiel référent de la notion de « citizens of the world » (que la locutrice remet en cause), on voit que le présupposé de l’existence de ce type de citoyen-ne-s, identifié *supra*, n’est pas une constante pour cette locutrice. De nouveau, l’existence de la représentation de la citoyenneté comme pouvant être mondiale ne fait pas de doute ; ce qui est source de désaccord dans l’espace du débat, c’est précisément le statut de cette représentation et du discours correspondant, le degré de marquage dont ils devraient bénéficier et leur rapport aux normes du dicible.

9.1.2 « Cosmopolitan » : de la valorisation du multiculturalisme à la peur de la globalisation

Le mot « cosmopolitan » est surtout employé dans le corpus de façon adjectivale : seules 14 occurrences du substantif sont recensées, contre plus de 2000 emplois adjectivaux. Comme pour « citizen of the world », je me suis intéressée à ses usages au sein des positionnements « Remain », puis « Leave ». Au sein des positionnements « Remain », l’adjectif « cosmopolitan » caractérise positivement des espaces (« London », « metropolis », « city », « place ») ou plus généralement des cadres de vie ou de travail (« setting », « environment »). Cette caractéristique est notamment mobilisée dans les récits de migration en tant que l’une des motivations pour le ou la migrant-e de venir ou de rester vivre au RU, le plus souvent à Londres :

- (163) I came to the UK 16 years ago, absolutely fell in love with the city of London, with the English language, the culture, I felt extremely welcome here, and what was supposed to be my original two week vacation turned into 16 years, Coll said. Originally from Ostrow Wielkopolski in central Poland, she now co-owns the Mamuska! Polish bar in Elephant and Castle, a multicultural part of London. After taking British citizenship in 2006, she said she was keen to exercise her right to vote. The tourism, the culture, the economy, it all benefited from the fact that we are very welcoming to everybody. It also benefited from the fact that we’ve got more people, young people, coming here, wanting to work and pay taxes, so that is why I will be voting to stay in the EU, she said. I would definitely want my children to grow up in a multicultural, cosmopolitan environment. (F-1, 21/06)

Dans ce discours rapporté d’une Britannique d’origine polonaise, « multicultural, cosmopolitan environment » est bien une caractéristique de son lieu de résidence, mais elle est conditionnée à l’appartenance européenne du RU, par conséquent, la motivation principale pour voter « Remain » pour cette locutrice est la volonté de préserver un environnement multiculturel à Londres (« [...] so that is why I will be voting to stay in the EU, she said. I would definitely want my children to grow up in a multicultural, cosmopolitan environment »).

Les récits de migration valorisant le cosmopolitisme de la capitale sont souvent des récits de succès où l'installation et l'intégration se passent presque naturellement. Dans l'exemple (163), on peut noter que l'agent n'est pas à l'initiative de la migration : la présence des déictiques de personne correspond en effet au récit de vacances à Londres (« I came to the UK 16 years ago, absolutely fell in love with the city of London, with the English language, the culture, I felt extremely welcome here »). Or quand il s'agit de raconter le passage de vacancière à résidente, la locutrice n'est présente dans son discours qu'indirectement, à travers le déterminant possessif « my » (« what was supposed to be my original two week vacation turned into 16 years »). La locutrice n'est ainsi pas impliquée dans cet événement en tant qu'agente, le changement de statut se produisant « de lui-même ». À travers l'emploi du verbe « to turn », le récit accorde par ailleurs une place importante à l'imprévu. Cet exemple rejoint la tendance décrite à partir du corpus de travail (voir la section 8.2.3), de valoriser la maîtrise de son parcours de vie, soit par la valorisation d'une agentivité « intense », soit, au contraire, par la mise en avant de la capacité et de la possibilité de se fier au hasard, comme c'est le cas de l'immigrée polonaise en question.

L'exemple suivant illustre le même type de détermination discursive, ce qui se manifeste notamment dans le fait que le trajet migratoire est complètement absent de ce récit :

- (164) Paolo Esposito, an Italian national working in financial services, says he has 'zero concern' about attitudes towards European residents changing in the event of a Brexit because of the welcoming, cosmopolitan character of London, where he lives. 'I wasn't expecting it to be so easy to settle. From simple things like bureaucracy, which is a lot more straightforward than in Italy, to people's attitudes towards foreigners. Looking back on it, it was less hassle than changing your gym,' he says. I'm definitely settled, with a ring, a mortgage, a British baby. (M-1, 21/06)

Le parcours de ce personnage n'est qu'indexé : on retrouve le verbe « to settle » indiquant qu'il s'agit d'un résident venu d'ailleurs, ainsi que le nom « foreigners », sans pour autant que le locuteur s'autodésigne directement ainsi. La mention du pays d'origine (« Italian national », « in Italy ») situe le début du parcours. En effet, le propos principal de cet extrait est la fluidité de l'expatriation à Londres, dont témoignent plusieurs adverbes et adjectifs au comparatif ou accompagnés d'intensificateurs : ils caractérisent les étapes du parcours comme ayant été extrêmement faciles (« so easy to settle », « bureaucracy, which is a lot more straightforward than in Italy », « it was less hassle than changing your gym »). Le motif de la mobilité fluide se manifeste ici activement, en faisant écho aux figures des citoyen-ne-s du monde découvertes dans le corpus de travail (voir la section 6.7.1.3). Contrairement à certains exemples que j'avais identifiés dans le corpus de travail, le récit est ici dépourvu de toute réflexivité sur le privilège de ce professionnel. Le cosmopolitisme de la capitale fait ainsi partie de ces circonstances d'une installation facile et agréable formant une continuité entre elles, comme l'indique la structure en « from [simple things

like bureaucracy] [...] to [people's attitude towards foreigners] ». Ce cosmopolitisme acquiert une valeur difficilement contestable, d'autant plus qu'il s'agit d'un immigré européen dans une situation économique stable.

Des contre-exemples où un mouvement réflexif s'impose à un récit de mobilité facilitée (par son statut, ses liens familiaux, sa carrière) ont tout de même été recensés aussi :

- (165) And it's not just about economics. I am sick with worry that the incredible opportunity we have to pursue the life we want anywhere in this diverse continent will be snatched away from us and from the generations that follow us. In a sense, I am one of the lucky ones: if we exit, I can apply for Swedish citizenship after another year and a half, and I will because I value the freedoms and the rights that being a citizen of the EU brings me. Most people don't have that choice. But on the other hand: what if we hadn't moved to Sweden in 2014 but in 2018, post-Brexit? Would I have been allowed in? What if we were still living in the UK now; what would Andreas's status be post-Brexit? What rights would he have to continue living in the country he contributed to for so many years? If the result is Leave, will we ever move back? (H-2, 21/06)

La réflexivité fonctionne ici selon le même modèle qui a été identifié dans le corpus de travail : elle vient contrebalancer un récit de soi cosmopolite d'une locutrice consciente d'une dicibilité problématique de son positionnement car pouvant potentiellement être perçu comme élitiste et exclusif. Elle reconnaît alors son privilège de pouvoir accéder à la citoyenneté européenne même si le RU quitte l'UE (« In a sense, I am one of the lucky ones: if we exit, I can apply for Swedish citizenship after another year and a half »). Comme dans le corpus de travail, on retrouve ici une identification de soi comme se trouvant dans une position privilégiée par chance (« I am one of the lucky ones »). La locutrice souligne ensuite la différence de sa condition avec celle des autres qui n'ont pas le même accès à cette opportunité (« Most people don't have that choice »). Cependant, à la différence des exemples de réflexivité recensés dans le corpus de travail, le procédé de réflexivité ne se limite pas à la reconnaissance des privilèges et des inégalités qui en résultent. En effet, dans la suite de son texte elle met l'accent sur une potentielle perte de tout privilège si son pays d'origine quitte l'UE et sur les difficultés qui seraient alors les siennes et celles de ses proches (« What if we were still living in the UK now; what would Andreas's status be post-Brexit? »).

Comme dans le corpus de travail, les discours cosmopolitiques les plus dicibles présentent l'appartenance à la communauté humaine comme compatible avec les appartenances nationales et construisent des figures privilégié-e-s. Ce cosmopolitisme est associé à une mobilité non problématique et à une valorisation de l'hospitalité. Cette dernière est une valeur dans la mesure où, d'abord, les cosmopolites la mettent en œuvre en s'associant à la communauté d'accueil. Ainsi, dans l'exemple (163), l'usage du pronom « we » permet à la locutrice, se présentant comme étant

d'origine polonaise et naturalisée britannique, de s'inscrire dans l'ensemble de celles et ceux qui reçoivent les autres au sein de la communauté des Britanniques : « it all benefited from the fact that we are very welcoming to everybody »). L'hospitalité est également valorisée du côté de celles et ceux qui se placent en position d'en recevoir. Dans l'exemple (164), le « welcoming, cosmopolitan character of London » est identifié par le locuteur comme l'un des principaux facteurs de sa rapide intégration dans la société d'accueil. Cette idée d'une société cosmopolite où à la fois les accueillant-e-s et les accueilli-e-s bénéficient de l'hospitalité ne suppose pas de projet politique, au sens étroit, d'une citoyenneté mondiale – au risque sans doute de rendre son propos peu acceptable.

Mobiliser le lexème « cosmopolitan » au sein des discours pro-« Leave » revient à activer une autre représentation du cosmopolitisme et de la citoyenneté mondiale, à savoir celle de leur incompatibilité avec les citoyennetés nationales car étant au fond une absence d'appartenance et donc une absence de responsabilité citoyenne. J'ai commencé à présenter ce positionnement dans la section précédente. Il s'agit notamment de mobiliser l'argument des cosmopolites déconnecté-e-s de leurs origines mais aspirant à un pouvoir mondial, dont la réfutation par anticipation a été étudiée dans le corpus de travail comme indice du statut non dominant des discours cosmopolitiques (voir la section 7.2.3.1). « Cosmopolitan » se trouve alors à déterminer le substantif « élites » :

(166) The Brexit vote on Thursday is the first electoral test of the biggest political issue in our time: nationalism v. globalism. Are we to go on living in nation-states, under laws and customs suited to our peoples and their histories, with secure borders and a sensible concern for demographic stability; or are we to become a uniform global peasantry herded and taxed by cosmopolitan elites? (V-1, 21/06)

Le locuteur envisage le référendum comme l'une des manifestations du choix qui s'impose aux citoyen-ne-s britanniques et aux citoyen-ne-s contemporaines de façon générale, le vote sur le Brexit étant identifié comme un premier élément dans une série d'éléments semblables à venir à l'échelle mondiale (« the first electoral test of the biggest political issue in our time »). Toutes les préoccupations valorisées par le locuteur sont placées du côté de la communauté nationale, garante de la « sécurité » et de la « stabilité ». Ces valeurs s'opposent à la représentation d'un certain ordre mondial où l'on distingue seulement deux catégories de population : « a [...] global peasantry » soumise aux « cosmopolitan elites », le rapport de force étant exprimé moyennant la voix passive (« global peasantry herded and taxed by cosmopolitan elites »). La question étant alternative (*x* or *y*?), les caractéristiques des deux états dans lequel les citoyen-ne-s sont projeté-e-s se trouvent pré-assertées. En effet, ce qui est mis en discussion, c'est le choix de l'une ou de l'autre option, et non pas la validité des deux images du futur en fonction du choix des électeurs et électrices. De ce fait,

la communauté nationale bénéficie d'un présupposé d'existence « naturelle », notamment du fait que les limites des États (chacun défini par ses « lois et coutumes ») se présentent comme correspondant aux frontières entre les « peuples » dotés chacun d'une histoire distincte (« our peoples and their histories »). La caractéristique de ces lois et coutumes (« suited ») tout comme celle des frontières (« secure ») et du souci de stabilité démographique (« sensible ») ne sont donc pas non plus censées faire débat : le focus de l'interrogation étant ailleurs, une certaine vision du nationalisme et du cosmopolitisme se trouve en mesure de produire un effet d'évidence.

9.1.3 « (To) open borders » : quelques facettes d'un projet politique

Certaines expressions récurrentes permettent de penser la communauté humaine dans son unité ou encore d'envisager d'autres ordres mondiaux sans utiliser les catégories de « citizen of the world » ni de « cosmopolitan ». Ces expressions relèvent notamment de la thématique migratoire qui occupe une place importante dans le débat. Attardons-nous sur le syntagme nominal « open borders » et son pendant verbal « to open borders ». J'ai plusieurs fois souligné à partir du corpus de travail que la citoyenneté mondiale comme projet politique est une représentation rare et peu dicible. L'analyse de la mise en discours du projet des frontières ouvertes permet de préciser ce constat en montrant comment les frontières nationales peuvent être relativisées, que cela permette ou non d'imaginer une communauté cosmopolite.

Le syntagme nominal [(DET) ADJ + N] « open border(s) » est mobilisé 452 fois dans le corpus, et le syntagme verbal [V + N] « (to) open borders » (uniquement au pluriel) est employé à 31 reprises. L'idée des frontières nationales ouvertes est discutée depuis des positions très différentes. Tout d'abord, même si de façon très ponctuelle, l'ouverture des frontières peut être envisagée comme un projet qui a droit de cité dans le paysage politique :

- (167) All the Brexiteers are asking for is the right for the government of the day to be able to control immigration, if they so desire. If one of the political parties wants to put a commitment to totally open borders in their manifesto, then fair enough. I should imagine the rules and procedures for applying for British Citizenship will be the same as they are now for any immigrant e.g., good character, ability to speak English, resident for 5 years, have possessed an indefinite leave to stay for the last 12 months, have not broken any immigration laws etc. Nobody will be forced to take up Citizenship. (N-1, 21/06)

L'expérience d'ouverture des frontières intra-européennes est parfaitement familière aux Britanniques. Ici, il s'agit cependant d'une ouverture « totale » (« totally open borders »), admise comme un projet politique hypothétique qu'un parti pourrait mettre sur pied et promouvoir (« If one of the political parties wants to put a commitment to totally open borders in their manifesto,

then fair enough »). On voit ici que l'existence légale de l'institut de citoyenneté mondiale ne conditionne qu'en partie l'acceptabilité discursive d'une telle représentation de la citoyenneté. En effet, nous savons pertinemment que jusqu'à présent, les frontières britanniques ne sont pas ouvertes et qu'aucun des programmes actuellement sur la scène politique ne l'envisage. Cependant ce locuteur considère possible d'évoquer l'ouverture des frontières comme une potentialité qui n'est donc pas tout à fait contradictoire par rapport aux normes sociales et discursives. Au sein de la subordonnée conditionnelle (« if one of the political parties... »), les déterminants laissent ouverte la possibilité de porter un tel discours sur la scène politique à qui le souhaite (« one of the political parties », « their manifesto »). L'acceptabilité de ce discours d'ouverture des frontières tient ici au fait que celle-ci est construite comme compatible avec la citoyenneté nationale, l'accès à laquelle est symbolisé par une liste de critères requis pour la « naturalisation » (« good character, ability to speak English, resident for 5 years, have possessed an indefinite leave to stay for the last 12 months, have not broken any immigration laws etc »). Cela confirme à nouveau le rôle de première importance que joue la citoyenneté nationale dans la construction de l'espace du dicible au sujet de citoyenneté, y compris quand il s'agit d'envisager son élargissement. La hiérarchie des discours, entre celui qui ne conçoit le monde que structuré par des frontières nationales et celui qui permet de penser leur absence est également rendue visible dans cet extrait :

- (168) We sit on the cusp of a new world where nations, reacting against economic downturn and aggressive nationalism, decide either to accept open borders and the influx of other cultures or close themselves off. What if Eco's prospective Erasmus idea could instead become a global rather than just a European project? If people from around the world were free to go anywhere, the old argument goes that they would gravitate towards the moneyed western hemisphere. A recent study by the American Economic Association suggests that a world without national borders preventing immigration would be a world that would see a doubling of global GDP. It would also, according to the Centre for Global Development be the greatest possible tool for fighting poverty. These liberal compassions that dream up a "perfect world" where everyone has enough money are tempered by our innate sense of cultural identity and perceived threats to it. (P-1, 21/06)

Avant tout, les deux discours n'ont pas la même ancienneté dans le discours public ni le même ancrage dans celui-ci : « the old argument » en faveur de la nécessité des frontières nationales s'oppose à une « recent study » qui présente au contraire les bénéfices du monde sans frontières. Ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas seulement le contraste des épithètes, mais aussi la différence entre les façons dont sont nommées les instances énonciatives portant chacun des deux discours. Dans le premier cas, la personnification du nom « argument » (« the old argument goes that [...] ») indique l'impossibilité d'attribuer le discours en faveur des frontières à une instance concrète. Aux yeux du locuteur, il s'agit d'un discours disséminé dans la communauté et dont on ne retrouve plus l'origine. Au contraire, le contre-discours est porté par des voix bien identifiées, comme l'*American Economic Association* et le *Centre for Global Development* et bénéficie par conséquent

d'une acceptabilité moindre. Le caractère cosmopolitique de leur discours se manifeste notamment dans la définition de l'objectif d'une plus grande égalité à l'échelle de l'humanité (« the greatest possible tool for fighting poverty »). Le locuteur lui-même ne s'empresse pas à se rallier à la promotion de l'ouverture des frontières. Il effectue un retour métadiscursif sur les arguments de l'association et du centre pour le développement, qualifiés de « liberal compassions », alors qu'une représentation classique du caractère utopique d'un ordre mondial cosmopolitique est mobilisée moyennant un vocabulaire dénonçant son caractère idéaliste et marquant l'altérité inhérente à ce discours (« dream up a “perfect world” »). Le statut très peu acceptable du discours sur l'ouverture des frontières, souvent perçu comme « extrême et irresponsable », a en effet déjà été identifié par Jacquez (2015 : § 14) sur l'exemple des médias français de la deuxième moitié des années 2000 (voir la section 1.2.1).

Quand les pro-« Leave » se préoccupent des frontières britanniques, c'est souvent pour en exiger un contrôle plus serré. On peut prendre l'exemple de cet article du leader de l'UKIP, Nigel Farage, publié dans l'*Express* :

(169) We must leave the European Union so that not only can wages increase for British workers but so that living standards rather than declining can start going up. The wellbeing of those living and working in our country matters to me more than GDP figures. The EU's open borders make us less safe. As a bureaucratic club it makes us poorer. Membership of this union stops us acting in our own national interest, forcing us to be represented by unelected old men in Brussels. So we must seize this chance. (E-2, 21/06)

Les frontières ouvertes sont ici un sujet-agent qui affecte négativement la population britannique à laquelle réfère le pronom « us ». Le locuteur priorise le « national interest », ancré dans la communauté (« our ») et approprié par ses membres (« own ») en l'opposant à ce qui est représenté comme un organisme de pouvoir « débrayé », composé de personnages politiques collectivisés et indéfinis, non-représentatifs des citoyen-ne-s britanniques (« unelected old men »). La mention de Bruxelles, comme dans le discours de May du corpus principal (voir la section 8.1.2), permet d'exprimer un positionnement eurosceptique qui met en avant la confiscation de la souveraineté nationale par les institutions européennes.

Malgré cela, la perspective des frontières ouvertes peut aussi être dicible dans certains positionnements pro-« Leave », en s'incarnant dans la promesse d'une « global Britain » que j'ai déjà analysée à partir de son usage dans le discours de May (voir la section 7.1.3). Au sujet du corpus de travail, j'ai également souligné l'influence de la vision euro-centrée sur les discours cosmopolitiques qui envisagent parfois la citoyenneté européenne comme une (la) clé d'accès quasi automatique à la citoyenneté mondiale. Le positionnement qui envisage l'ouverture des

frontières tout en soutenant le « Leave » tâche justement de déconstruire cette évidence et d'envisager la coopération mondiale sous un autre angle que celui de l'intégration européenne :

- (170) There is nothing to stop the UK co-operating with the rest of the world on any matter we choose, from pollution to terrorism to human rights, we don't need the EU to do this for us. We could open our borders to the entire world rather than just the EU if we went our own way, rather than being held back to a parochial protectionist world view by the EU. We could open our trade to the third world rather than imposing import tariffs on them, we could provide aid to the other countries without the cost of EU bureaucracy. (A-1, 21/06)

L'indépendance de l'UE n'est pas ici appréhendée comme une façon de mieux refermer les frontières, mais comme un moyen de les ouvrir sans suivre les directives européennes. En l'occurrence, l'horizon d'actions envisagé par le locuteur ou la locutrice est mondial (« the entire world », « other countries »). Les enjeux qu'elle ou il cite parmi les priorités sont ceux qui sont souvent mis en avant par les discours cosmopolitiques, ayant eux aussi une portée globale (« from pollution to terrorism to human rights »). Enfin, la caractéristique péjorative « parochial protectionist world view », attribuée généralement aux « Leavers » dans le discours de leurs adversaires, est ici resignifiée pour viser l'UE qui empêcherait le RU de s'ouvrir au reste du monde.

Ainsi, les discours d'ouverture des frontières sont-ils présents dans différents positionnements qui constituent le corpus de référence. Cela confirme qu'il s'agit de ressources disponibles (y compris pour celles et ceux qui, contrairement aux locuteurs et locutrices du corpus de travail, ne sont pas prêt-e-s à accepter qu'il existe une citoyenneté mondiale). La disponibilité de ce discours et de certaines de ses formules ou de structures argumentatives doit, cependant, comme l'a montré déjà le corpus de travail, être dissociée de son acceptabilité. Celle-ci reste en effet bien moindre, notamment par comparaison au statut dominant de la citoyenneté comme gérée uniquement par les États nationaux, se devant de garder le contrôle de leurs frontières.

9.1.4 Et les migrant-e-s et réfugié-e-s ?

J'ai volontairement repris dans cette section un titre déjà utilisé lors de la présentation des résultats à partir du corpus de travail. En effet, dans la section 6.7.1.4, j'ai pointé le fait que même si la citoyenneté mondiale est parfois entendue dans le corpus de travail comme une disposition à l'hospitalité, les migrant-e-s et réfugié-e-s y sont rarement identifié-e-s comme citoyen-ne-s du monde. Lorsque c'est le cas, elles et ils ne sont inclus-e-s dans cette citoyenneté qu'en tant que bénéficiaires, jamais en tant qu'acteurs et actrices. L'exemple qui sera présenté ici montrera que l'espace plus général du débat public sur le Brexit offre tout de même cette possibilité discursive

d'inclure les migrant-e-s et réfugié-e-s de classe populaire dans la citoyenneté mondiale grâce au discours de frontières ouvertes.

Le média qui s'intitule *Open Borders Scotland* présente un exemple singulier où l'opposition élite/peuple, sur laquelle nous avons déjà travaillé à partir du discours de May (voir la section 6.3), est reconfigurée de façon à penser la deuxième catégorie de manière transnationale. Indépendamment du contexte du référendum, le blog se présente comme un espace de discussion sur les frontières ouvertes : « OpenBordersScotland has been established to create debate and discussion on open borders ». Dans la continuité des résultats présentés dans la section précédente, on note qu'une possibilité discursive d'évoquer le projet politique des frontières ouvertes (ici, dans un souci de mieux accueillir les migrant-e-s et réfugié-e-s) existe malgré l'absence d'un cadre légal et donc d'une dicibilité juridique. La page principale et les rubriques fournissent d'autres informations sur le positionnement du média :

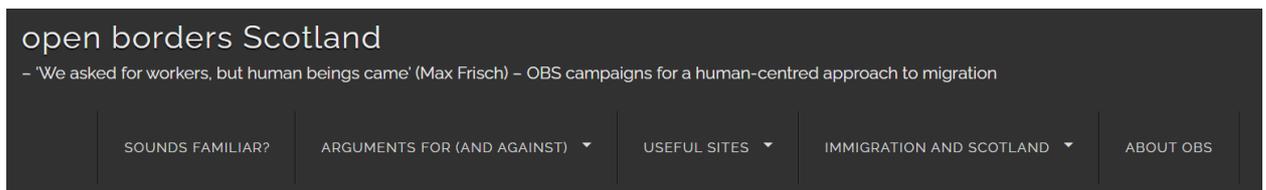


Figure 7. Extrait de la première page du site web Open Borders Scotland

D'abord, le titre permet à la fois de localiser l'enjeu moyennant le toponyme « Scotland » et d'annoncer sa thématique d'élargissement des horizons (« open borders »). La citation de Max Frisch et le commentaire éditorial qui la suit confirment le positionnement cosmopolitique du média qui se manifeste dans la mise en avant de l'« humanité » des individus, et notamment des migrant-e-s, afin d'éviter de les définir par leurs origines ou leurs religions, ce que les auteur-e-s dénoncent plus tard. Les noms des rubriques indiquent une intention informative (« Useful sites », « Immigration and Scotland ») du blog qui affiche en même temps sa vocation d'être un espace de débat (« Arguments for (and against) »). Dans le nom de cette rubrique notons que « against » est placé entre parenthèses. D'une part, cela laisse entendre que la ligne éditoriale privilégie un positionnement « pour » l'ouverture des frontières. D'autre part, si l'on revient à la question du statut des discours cosmopolitiques, cela peut témoigner d'une plus grande saillance des arguments « pour ». En effet, les arguments « contre » se voient accorder un statut secondaire non pas parce qu'ils seraient marginaux, mais au contraire parce qu'ils nécessiteraient moins d'efforts argumentatifs que la défense des frontières ouvertes.

Le billet de ce blog retenu dans le *Brexit corpus* s'intitule « Open Borders and the EU referendum ». Il est initialement publié dans un autre média et repris dans le blog par extraits, alors

que l'auteur est identifié par son affiliation à *Open Borders Scotland*. L'article débute par la présentation du concept de souveraineté comme un contrat social. Le locuteur constate que de nombreuses personnes sentent que ce contrat entre les citoyen-ne-s et le pouvoir a été rompu. Ce constat produit une dichotomie « people »/« elites ». Le locuteur ne s'inclut pas dans le groupe des « ordinary people », il prend plutôt une position d'observateur extérieur en utilisant le pronom « they » pour référer au « ordinary people » :

- (171) Many... ordinary people...^[178] feel distant from the political elite. They complain that “No one listens to us” and “If you haven't got money, no one cares”. For many ordinary working people immigration policy is an index of their government's distance from them and their everyday concerns. (O-1, 21/06)

Ce positionnement est doublement reconfiguré dans la suite de l'article. D'ailleurs, une première instabilité est visible déjà dans cet extrait, car en convoquant la voix du peuple le locuteur produit ce qui peut être décrit comme un discours direct avec « that » (sur le modèle du terme « discours direct avec que », voir Maingueneau 2016 : 176). Il s'agit d'une structure syntaxique du discours direct qui se combine avec un verbe déclaratif (« complain ») plus « that », alors que les embrayeurs se rapportent à la situation d'énonciation « d'origine », donc sont ceux du discours direct. Ainsi, les déictiques de la principale et de la subordonnée contrastent : le locuteur réfère au même groupe de personnes tantôt « de l'extérieur », en utilisant le « they » dans la principale, tantôt de l'intérieur car, contrairement à la logique attendue du discours indirect, on s'attend à un « them » là où le « us » est employé (« “No one listens to us” »). Maingueneau (*ibid.*) explique les emplois contemporains de cette structure dans les médias par les injonctions du métier de journaliste, qui demande à la fois de « commenter les événements », de ne pas être (trop) subjectif et de remplir un contrat de confiance en citant fidèlement (autant que possible, même si ce n'est pas toujours le cas) les paroles de celles et ceux dont il est question. Dans notre exemple, cet emploi produit un flottement de la référence au groupe de « ordinary people » ce qui permet au locuteur de se situer à la frontière de celui-ci.

Le flottement est encore plus explicite dans la suite du texte. Dans un premier temps, le locuteur propose une vision transfrontalière de l'action politique, ce qui l'amène à négocier l'expression discursive de l'unité nationale et les procédés de construction des groupes :

- (172) One of the problems with this anti-immigrant sentiment is that it accepts the idea that 'we' as citizens have common interests. The interests of elites and the mass of ordinary working people, however, are not the same... We should not chain ourselves to the nation-state; we should view our political elites as they view

¹⁷⁸ Les points de suspension correspondent aux coupures effectuées par la rédaction de *Open Border Scotland* par rapport au texte initial.

us. They are foreign to us. As long as political demands are framed in national terms they will favour the interests of elites, not the mass of ordinary people. (O-1, 21/06)

D'abord, à travers une autonymisation du pronom « we », signalée par les guillemets, il s'oppose à l'idée que les « ordinary working people » s'inscrivent dans l'ensemble national que les élites leur proposent de partager. Ensuite, il établit une dichotomie en créant un « we » du peuple qui n'inclut pas les élites auxquelles le locuteur réfère moyennant le pronom « they » (« we should view our political elites as they view us. They are foreign to us »). Le cadre national exclusif de la citoyenneté est dès lors présenté comme favorable aux élites, et non pas au peuple. La distinction « peuple » vs « élite » est maintenue et, même si le cadre national n'est pas retenu comme pertinent, la notion d'étrangéité continue de jouer un rôle dans la distinction des groupes. Ainsi, les élites sont identifiées comme « étrangères » (« they are foreign to us »), même si « foreign » ici n'est pas opposé au « national », mais dénote une altérité des élites vis-à-vis du peuple.

Dans un second temps, le locuteur présente le Brexit comme un vote ne proposant pas de vraie solution :

(173) A Brexit will not put power in the hands of ordinary working people. Remain will keep us in the same mess we already inhabit. The issue of immigration, however, will not go away. Instead of dismissing the mass of ordinary working people as stupid, gullible racists we should recognise that they have a lot in common with immigrants. Whatever way the vote goes, we, immigrants and ordinary working people, should work hard to promote the idea that political elites are the real foreigners. (O-1, 21/06)

Une nouvelle reconfiguration des groupes construits par le locuteur est proposée. Il s'oppose, de façon dialogique, à l'assimilation des « ordinary working people » à des « stupid, gullible racists ». Si l'on suit l'usage des pronoms et les catégories auxquelles ils réfèrent, on constate un glissement de la position d'observateur (« we should recognise that they have a lot in common with immigrants ») vers une position de membre du collectif des « ordinary people ». Cela aboutit à la mise en place d'une nouvelle communauté qui regroupe les Britanniques « ordinaires » et les immigré-e-s : « we, immigrants and ordinary working people ». L'agentivité ainsi redonnée aux migrant-e-s aux côtés des citoyen-ne-s britanniques est plutôt d'ordre idéologique (« should work hard to promote the idea that political elites are the real foreigners »). Cependant, on voit dans cet extrait du corpus de référence que la distinction entre élite et peuple, qui peut paraître rigide¹⁷⁹, est en réalité susceptible de produire discursivement des groupes sociaux assez variables, y compris transnationaux, grâce à une certaine dicibilité du discours des frontières ouvertes.

¹⁷⁹ Notamment à la lumière des travaux qui analysent son emploi en tant que caractéristique des discours populistes.

Bilan d'étape

La question de savoir ce qu'est la citoyenneté, quel-le citoyen-ne on peut ou on ne peut pas être dans le discours, centrale dans le corpus de travail, est également largement présente dans le corpus de référence qui fait office d'observatoire du débat public sur le Brexit. Si le mot « citizen » réfère dans la grande majorité des cas au membre d'une communauté politique nationale, cela ne signifie pas pour autant que d'autres formes de citoyenneté ne soient pas concevables, dites et défendues par les locuteurs et locutrices.

L'usage du concept « citizen of the world » révèle une fracture entre celles et ceux qui conçoivent la compatibilité d'une citoyenneté nationale et des citoyennetés supranationales et celles et ceux qui revendiquent l'exclusivité de la première, qui serait la seule à assurer le respect de devoirs citoyens (« accountability »). Or même dans ce dernier cas, certain-e-s locuteurs et locutrices oscillent entre un rejet total de l'idée que l'on puisse être un-e citoyen-ne du monde, reléguée au rang du non-sens, et une reconnaissance partielle de sa validité.

Le concept « cosmopolitan » offre un autre regard sur l'espace du dicible concernant la citoyenneté. D'un côté, il permet de valoriser les communautés accueillantes et l'ouverture à la diversité. Or, comme dans le corpus de travail, ces discours peuvent produire des groupes sélectifs en mobilisant uniquement des personnages issus de certaines classes sociales, qu'elles effectuent ou non un retour réflexif sur leur position. Cet effet est confirmé par la présence d'autres positionnements qui dénoncent le cosmopolitisme justement comme une idéologie élitiste et « déconnectée » de la réalité du reste de la population. Parler des communautés cosmopolites et valoriser l'hospitalité n'a ainsi pas le même « coût » que d'envisager une citoyenneté mondiale.

Le faible nombre d'occurrences de « citizen of the world » et « cosmopolitan » m'a suggéré d'explorer la possibilité que d'autres formes discursives permettent de construire (ou déconstruire) la citoyenneté supranationale et cosmopolitique. En effet, concevoir des citoyennetés, y compris par-delà les frontières nationales est possible par exemple à travers les syntagmes « (to) open borders ». Le discours d'ouverture des frontières possède plusieurs facettes qui ne le réservent pas uniquement aux détenteurs et détentrices d'un discours que l'on pourrait qualifier de cosmopolitique. Sa condition de dicibilité reste cependant la compatibilité du projet des frontières ouvertes avec le maintien des citoyennetés nationales. Cette conclusion est sensiblement proche de celle que fait Lise Jacquez (2015, voir *supra*) concernant le statut du discours sur l'ouverture des frontières dans les médias français. Malgré les traces de sa présence, il tend à être atténué au

risque de dire l'indicible, ce qui revient, finalement, à ne pas remettre en question la politique des frontières nationales et la gestion des migrations dont elles sont le principal instrument.

L'étude des syntagmes « (to) open borders » a permis par ailleurs d'avoir un regard plus nuancé sur l'opposition entre « élites » et « peuple ». Contrairement à ce que nous avons pu constater à partir du discours de May, cette opposition ne produit pas la catégorie de « peuple » uniquement comme victime de la mondialisation : elle peut au contraire permettre de rendre l'idée d'une citoyenneté transnationale plus acceptable en associant, en l'occurrence, les Britanniques et les immigré-e-s face aux élites. Toutefois, le cosmopolitisme des subalternes reste une représentation majoritairement absente du débat et donc, sans doute, la plus difficilement dicible.

9.2 Retour aux sources : quelle citoyenneté est-elle en jeu ?

En clôturant la présentation des résultats, je souhaite revenir là où tout a commencé : au concept de « citizenship », pour imaginer les raisons pour lesquelles il n'est pas évident aujourd'hui de tenir un discours cosmopolitique articulé au concept de citoyenneté mondiale. La réponse « simple » à cette interrogation pointerait le manque d'institutions et de projets politiques porteurs de l'idée d'une citoyenneté mondiale effective, qui viendraient répondre au besoin grandissant des citoyen-ne-s de s'engager à un niveau transnational. Toutefois, si tout s'arrêtait là, cela ne vaudrait sans doute pas la peine de faire une thèse en analyse du discours sur le sujet. Or si j'ai décidé d'en faire une, c'est parce que cette réponse ne me semble pas épuiser la question.

Dans cette section, je convoque à la fois le corpus de travail et le corpus de référence pour que cette confrontation de deux ensembles de données nous permette de réfléchir aux raisons pour lesquelles l'espace du dicible autour de cette notion dans le contexte britannique est formé tel que j'ai essayé de le décrire dans cette thèse. Dans le corpus de travail, la notion de « citizenship », comme j'ai longuement montré dans les chapitres VI et VII notamment, fait l'objet de métadiscours abondants. Je les laisse ici de côté pour m'intéresser aux emplois du lexème uniquement de façon référentielle et en dehors des séquences identifiées comme métadiscursives. L'analyse s'est notamment centrée sur les verbes qui régissent « citizenship » en tant que complément essentiel.

9.2.1 « Citizenship » dans le corpus de travail

D'abord, la citoyenneté peut être pensée comme un statut que l'on peut posséder, souhaiter avoir, acquérir ou perdre, éventuellement réacquérir. Les verbes représentatifs de ce groupe sont, notamment, « to seek », « to deserve », « to lose », « to acquire », « to restore ». En ce sens, la citoyenneté est un statut évolutif, comme on voit dans le récit de ce journaliste racontant l'histoire de sa famille dont les membres ont été déprivés du statut de citoyen-ne-s allemand-e-s au moment de la Deuxième Guerre mondiale car juif-ve-s, la raison pour laquelle le locuteur, né au RU, a pu lui-même acquérir la nationalité (en français le terme change, certes) allemande :

(174) My father died last year at the age of 98 but he knew that we had applied for naturalisation, and understood our reasons. He could have applied as well but saw little point. Having served in a top-secret unit of British military intelligence during the second world war, and having lived in the UK all his adult life, he was every inch a proud and loyal British citizen. He lost his German citizenship in 1941, when the Nazis introduced a decree that stripped any German Jew living outside Germany of their citizenship.

[...]

However, once the Nazis had been defeated, new legislation enabled any former German citizens who had been deprived of it on political, racial, or religious grounds, as well as their descendants, to apply to have citizenship restored.

[...]

I was born and brought up in Britain, as a British citizen. I am not blind to its faults, nor do I deny its many virtues. But ask me how I identify myself and I will reply with a long list: I'm British, I'm European, I'm a Londoner, I'm a male, I'm a journalist, I'm a father and a husband. Less than two weeks before I acquired my German citizenship, a gunman in Pittsburgh murdered 11 Jews in a synagogue. (3-1-Lustig-Guardian)

Pour ce locuteur, la citoyenneté est un statut octroyé ou retiré administrativement, suite à des démarches de la part du ou de la citoyen-ne (« we had applied for naturalisation », « I acquired my German citizenship ») ou sans de telles procédures, selon une décision des autorités et conformément à des textes légaux (« the Nazis introduced a decree that stripped any German Jew living outside Germany of their German citizenship » ; « the new legislation enabled any former German citizens [...] to apply to have their citizenship restored »). Cependant, une telle représentation n'empêche pas en même temps d'évoquer les mises en actes de cette citoyenneté, sans que le mot « citizenship » soit nécessaire. En effet, en expliquant pourquoi son père a refusé de demander à être re-naturalisé Allemand, le locuteur le caractérise ainsi : « he was every inch a proud and loyal British citizen », en soutenant cette description par un argument de service rendu à la communauté nationale (« having served in a top-secret unit of British military intelligence during the second world war ») et de résidence de longue durée (« having lived in the UK all his adult life »). La citoyenneté comme statut peut donc s'accompagner (ou non) de sa mise en actes par le ou la citoyen-ne : la présence au sein de la communauté et l'action en sa faveur.

La citoyenneté comme statut revêt dans certains extraits un caractère désirable, prestigieux. Dans l'exemple suivant, elle est un objet potentiellement recherché (« seeking ») :

- (175) That's why I'm applying to become a citizen of France, the country where I reside, and which allows its citizens to vote wherever they live, and no matter however long they've been abroad. I'm not seeking French citizenship in a fit of pique because I believe my countrymen made the wrong choice (although I certainly do). Nor am I motivated by material considerations like health care, tax, residence rights or property ownership. (3-3-Taylor-Politico)

En effet, le locuteur explique pourquoi il demande à être naturalisé Français et son argumentaire intègre un discours qu'il estime nécessaire de rejeter : celui où acquérir un statut de citoyen français s'expliquerait par le détachement de la communauté d'origine en raison du Brexit (« because I believe my countrymen made the wrong choice ») ou par une motivation matérielle (« material considerations like health care, tax, residence rights or property ownership »). Les vraies raisons pour se faire naturaliser Français sont, elles aussi, explicitées : c'est, comme dans l'exemple précédent, la résidence sur le territoire concerné et la possibilité d'exercer sa citoyenneté moyennant le vote, même en étant éloigné du territoire¹⁸⁰. Quelle qu'en soit la raison, l'acquisition du statut de citoyen, décrite à nouveau moyennant un lexique administratif (« I'm applying to become a citizen of France », « I'm not seeking French citizenship »), fait apparaître ce statut comme un objectif.

Plus encore, c'est le verbe « to deserve » qui connote dans l'exemple suivant le prestige du statut de citoyen :

- (176) May's decision to call a general election in 2017 – when she had a working majority in parliament – was not pure vanity. It was the inevitable result of the rhetoric she had adopted when in her first flush as leader she told her party conference that “if you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere,” evoking the far-right trope of “rootless cosmopolitans” who did not deserve citizenship. (3-1-O'Toole-Prospect)

Notons cependant que le fait que les membres d'un groupe social (ici, les cosmopolites) ne « méritent » pas d'être considérés comme citoyen-ne-s renvoie ici à un univers discursif autre, celui de l'extrême-droite identifié par la formule « rootless cosmopolitan » qui fonctionne comme un rappel mémoriel pour discréditer le propos de Theresa May (voir la section 6.6.2).

La citoyenneté est aussi un concept dont on peut discuter. Comme je l'ai précisé *supra*, je ne prends pas ici en compte la dimension métalinguistique de mon corpus, longuement étudiée dans d'autres

¹⁸⁰ Le locuteur fait ici référence à la loi qui interdisait aux citoyen-ne-s britanniques de participer aux élections de leur pays si elles ou ils ont vécu à l'étranger pendant plus de 15 ans (« the 15-year rule »). Cette interdiction a été abrogée en 2022 en instaurant ainsi la règle du « vote à vie ». Overseas voters, *House of Commons Library*, le 28 avril 2022, URL : <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/sn05923/> (consulté le 15/06/2022).

chapitres. Je me contente de signaler qu'au-delà des emplois anonymiques, on réfère à « citizenship » en tant que concept philosophique dont on peut débattre en société. La première dimension apparaît dans cet exemple où la citoyenneté et plus précisément la citoyenneté mondiale signifie une idée qui traverse les siècles :

- (177) The greatest of all Enlightenment thinkers, Immanuel Kant, proposed the ideal of world citizenship as a means to achieve perpetual peace. In the 20th century, his views underwrote the founding of the United Nations, an organisation which invokes world citizenship as a means to attain world peace. (3-4-Letters-Guardian-1)

Deux dimensions complémentaires du concept sont présentes : une dimension abstraite, « the ideal », quand on évoque les travaux de Kant sur la question et, en même temps, une dimension politique (au sens de l'action politique) qui se rapporte autant à des usages révolus qu'à des contextes contemporains dans lequel le mot est utilisé (« a means to achieve perpetual peace », « a means to attain world peace »). Bien que le mot « idéal » ne soit pas utilisé pour le contexte contemporain où l'ONU est identifiée comme une instance discursive principale qui manie le concept « world citizenship », l'idée d'aspirer à cette condition est présente grâce au verbe « to invoke ».

Enfin, la citoyenneté est une participation à la vie de la communauté. La citoyenneté nationale et la citoyenneté mondiale peuvent être mises en actes, notamment, comme dans cet exemple, au cours de manifestations pour des causes qui touchent les humains par-delà les frontières :

- (178) Not only is world citizenship an essential, even if minimal legal protection of those dislocated by the effects of war, famine, humanitarian disaster and increasingly, climate change, it is also an essential for political life more generally. Britain's young activate their world citizenship when they rise in solidarity with youth everywhere against climate inaction, or when London airs its contempt for Trump and all he represents (e.g., 'Orange Baby', July 2018). They do so in ways that the cosmopolitan identity and politics of Britons are vividly displayed. (3-3-Skillington-Sociological)

La dimension mondiale de cette citoyenneté est justifiée par le locuteur par le fait qu'il s'agit d'enjeux pour lesquels se mobilisent (entre autres) les Britanniques, alors que ces enjeux concernent tous les pays du monde (le changement climatique) ou, au contraire, impliquent prioritairement les membres d'une autre communauté, mais, impactent indirectement toutes les autres aussi (l'élection de Donald Trump). Les verbes d'action, parfois accompagnés d'intensificateurs comme des adverbes, traduisent une capacité agentive de cette citoyenneté (« Britain's young activate their world citizenship », « they rise in solidarity », « London airs its contempt », « the cosmopolitan identity and politics of Britons are vividly displayed »).

Cependant, tout en étant citoyen-ne *de jure*, on peut être privé-e de la possibilité de la pratiquer *de facto* et donc privé-e de cette même agentivité tant mise en avant et valorisée dans l'exemple

précédent. Là où l'auteur de l'extrait (178) produit une image homogène des Britanniques qui peuvent toutes et tous mettre leur citoyenneté en action, un autre locuteur souligne qu'à certaines époques, le racisme a empêché certain-e-s citoyen-ne-s de pratiquer leurs droits civiques :

- (179) For black British citizens, this racialised notion of belonging manifested itself in their experience of the racism endemic in British society and culture in the third quarter of the 20th century. Immigration, whiteness, and citizenship were intertwined in ways that effectively excluded many Britons who possessed the status of citizens from practising their citizenship in its fullest sense. (3-3-Grant-Democratic)

On retrouve ici les trois sens de citoyenneté identifiés dans cette section. D'abord, c'est un concept qui a fait système avec celui de « immigration » et de « whiteness » de façon à produire de l'exclusion. C'est une exclusion partielle dans la mesure où les personnes racisées gardaient bien leur statut de citoyen-ne, mais ne pouvaient pas pratiquer leur citoyenneté de la même manière que les non-racisé-e-s. Les différentes acceptions sont mobilisées moyennant des syntagmes avec les types de verbes déjà mentionnés pour chacune des dimensions de la citoyenneté : « possessed [the status of citizens] » et « practising [their citizenship] ».

La citoyenneté comme statut peut être clairement opposée à la citoyenneté comme participation. J'avais déjà montré que dans le livre de Marsili et Milanese, par exemple, la participation citoyenne et la coopération transnationale des collectifs de citoyen-ne-s sont les conditions principales de la mise en actes de la citoyenneté mondiale. En effet, Niccolo Milanese, interviewé dans le podcast *Another Europe is Possible*, appelle les citoyen-ne-s à préférer la posture d'« active citizenry » à celle de « simply party members » (3-7-Europe-33). On voit ici une tension, et non pas un simple contraste entre deux postures, car la première est obligatoire pour la mise en place d'une citoyenneté mondiale, là, où la seconde, à elle seule, ne suffit pas, et se trouve donc implicitement critiquée par le locuteur pour son inefficacité (voir l'usage de l'adverbe « simply »).

9.2.2 « Citizenship » dans le corpus de référence

Dans le corpus de référence, la plupart des verbes (9 sur les 11 premiers en termes de fréquence) qui régissent l'objet « citizenship » relèvent du domaine administratif où la citoyenneté est un statut : [to] « revoke », « assign », « acquire », « deny », « grant », « hold », « claim », « require », « keep ». Seuls « imply » et « exercise » sortent du lot. La thématique migratoire favorise la représentation de « citizenship » comme statut, en l'occurrence celui que les migrant-e-s ne possèdent pas mais auxquels elles et ils cherchent à avoir accès :

- (180) Poles living in Britain want to stay there even if it leaves the EU, while just three percent want to return home, a poll published Sunday said. More than half of the Polish migrants surveyed by Poland's IBriS pollsters also said they intend to apply for British citizenship. The study conducted 15-17 June is the

largest ever involving Polish migrants in Britain, which could vote to leave the EU in a referendum on Thursday. A further 10% of Polish migrants said they would move to another EU state if a Brexit meant they would have to leave Britain. “Almost nobody wants to leave Britain,” IBRiS chief Marcin Duma wrote in a commentary summing up the survey results. As non-citizens, the vast majority of Poles in Britain are not entitled to vote in Thursday’s referendum. (E-3, 20/06)

« British citizenship » apparaît d’abord comme un statut à acquérir (« they intend to apply for British citizenship »). Tant qu’il n’est pas acquis, il contribue à définir le groupe de non-citoyen-ne-s comme n’ayant pas accès au vote (« as non-citizens, the vast majority of Poles in Britain are non entitled to vote in Thursday’s referendum »).

La représentation uniquement statutaire de « citizenship » est d’autant plus remarquable dans l’extrait suivant qu’il s’agit d’un discours rapporté de la porte-parole du Bureau de l’Intérieur (« Home Office ») s’occupant des droits de résidence des étranger-e-s :

(181) A Home Office spokeswoman said: British citizenship is a privilege, not a right and we expect those wishing to settle here to demonstrate they are ready and able to integrate into society. This government has made the acquisition of citizenship harder and all applicants are required to pass both the new, revised Life in the UK test and have the relevant English language speaking and listening qualification. (B-3, 21/06)

L’énoncé définitoire produit par la représentante du *Home Office* a un caractère dialogique car elle intègre une autre définition, rejetée pour pouvoir lui opposer un contre-discours (« British citizenship is a privilege, not a right »). La définition rejetée et celle assumée relèvent toutes deux d’une vision de la citoyenneté comme statut, la seule différence étant dans la modalité d’accès à celui-ci. Le *Home Office* insiste sur une citoyenneté à laquelle l’accès est sélectif (« British citizenship is a privilege »), tout en rejetant dialogiquement l’idée d’un accès universel (« British citizenship is a right »).

Le concept « citizenship » autorise également, dans le corpus de référence, une représentation de la citoyenneté comme forme de participation (*agency*), mais la rareté de ces exemples ne fait que confirmer le caractère dominant de sa représentation en statut.

L’extrait suivant opère une distinction emblématique de mon corpus, celle entre les élites et le peuple :

(182) Do you really think that “national identity” is not threatened by these changes? I accept of course that change is inevitable. National identities are not set in stone and it is highly desirable that there should be some mixing to promote international understanding and friendship, as I know to my great personal benefit. But free movement is an accelerant which IMO unduly and unnecessarily advantages the mobile, well-educated and above all wealthy to the detriment of immobile, lesser educated and poor people whose culture and citizenship will be rapidly diminished. People thrive most in societies in which power is distributed as thinly and widely as possible. In such environments they are happier, healthier, wealthier, freer, and they achieve more. The EU, by design, centralises power in Brussels. We are moving into an age of decentralisation and localisation. The EU is the wrong model for the times. (C-1, 21/06)

Exactement comme dans le discours de Theresa May, les désignations de l'« élite » sont dépersonnalisées car réalisées à partir d'adjectifs nominalisés (« the mobile, well-educated and above all wealthy »). Au contraire, le « peuple » est désigné, de façon collective et fonctionnalisée, en tant qu'un ensemble d'humains défini par une certaine condition de vie (« immobile, lesser educated and poor people »). Le locuteur ou la locutrice construit un positionnement « internationaliste ». Dans le cadre de celui-ci, la primauté du cadre national est très peu marquée. En revanche, toute activité au-delà du cadre national est très saillante : « National identities are not set in stone and it is highly desirable that there should be some mixing to promote international understanding and friendship, as I know to my great personal benefit ». « National identities » constitue le thème de l'énoncé : ce qui est mis en débat, ce n'est pas l'existence de telles identités, mais leur caractère non-figé (« set in stone »). Par ailleurs, l'argument de la promotion des « international understanding and friendship » implique avant tout l'existence des nations et ensuite la possibilité de leurs interactions. Cette interaction est présentée comme étant d'autant moins évidente qu'elle est introduite par un marqueur de modalité volitive (« it is highly desirable »). Ce dernier témoigne à la fois de la saillance de la représentation et du fait que cette « compréhension et amitié internationale » a, selon le locuteur ou la locutrice, plutôt un caractère fictif qu'une existence véritable. La distinction entre « élite » et « peuple » appuie ici les réserves émises à l'égard de l'idée de la libre circulation des personnes telle qu'elle existe au sein de l'UE. Cette libre circulation est présentée comme nuisible au peuple qui serait dépossédé de sa « culture » et de sa « citoyenneté » (« whose culture and citizenship will be rapidly diminished »). Cette acception de « citizenship » mérite d'être précisée. Il ne s'agit pas ici d'un statut d'appartenance permettant une distinction entre les membres et les non-membres d'une communauté. En effet, le locuteur ou la locutrice ne prétend pas que le peuple britannique est dépourvu de son statut citoyen au sens légal du terme à cause de la mobilité permise par les frontières ouvertes au sein de l'UE. « Citizenship », (une composante du) sujet auprès du verbe au passif « will be diminished », est ici une catégorie graduable, ce qui n'est pas le cas dans la représentation de la citoyenneté comme statut, que l'on possède ou non. Ici, la citoyenneté est entendue comme la forme et la capacité de participation à la vie de la communauté, potentiellement sujette à des élargissements et à des rétrécissements.

Bilan d'étape

Dans son travail de 2009, Didier Lassalle décrivait la société britannique comme faisant face à une idée du multiculturalisme qui ne correspondrait plus à l'état de la société ni aux aspirations de celles et ceux qui intégraient la communauté par l'immigration :

Jusqu'à une période récente, la question du multiculturalisme tournait tout simplement autour du droit des minorités à être ou à rester dans le pays, alors qu'il s'agit aujourd'hui de réinventer collectivement la société dans laquelle vivront les enfants et les petits enfants du multiculturalisme, ainsi que leurs relations envers elle. Dans cette optique, deux concepts fondamentaux ont fait, depuis le tout début des années 2000, l'objet d'une attention particulière : celui de « Britannicité » et celui de « citoyenneté ». (Lassalle 2009 : 107)

Dans ce contexte, une redéfinition de l'idée de « britannicité » s'est imposée aux Britanniques, afin d'y inclure les personnes qui ne s'identifient pas aux mots « English » ou « British », impliquant dans bien des cas la blanchité. Un travail pour repenser l'identité britannique a alors été initié au sein de la société, ce qui a amené à l'idée de développer « une “identité citoyenne” qui redéfinirait les rapports de l'individu au pouvoir central » (*op.cit.* : 111). En résultent deux conceptions de la citoyenneté actuellement en circulation dans la société britannique. D'un côté, celle qu'on appelle la « citoyenneté méritée » (*earned citizenship*), en utilisant le concept de David Goodhart, dont la position nous est désormais familière, « selon [lequel], il s'agit avant tout [pour les immigré-e-s] de faire preuve de respect envers une société préexistante » (*op.cit.* : 112). De l'autre côté, la citoyenneté « active » qui permet au nouveau membre de « négocier son adhésion, sa participation et sa délégation dans une certaine mesure » (*ibid.*). Cette citoyenneté implique ainsi non seulement une adhésion comme gage d'appartenance, mais une participation qui assurerait le bon fonctionnement du vivre-ensemble (*ibid.*).

Le désaccord sur la réponse à la question de savoir laquelle des deux conceptions devrait prévaloir semble être partie intégrante du débat public dont j'ai étudié ici une partie. Par conséquent, il y a lieu de se demander si une relative rareté de la conception de la citoyenneté comme participation qui implique également une négociation de son statut ne serait pas à l'origine, dans ce contexte et peut-être dans d'autres, de la difficulté à penser et à dire la citoyenneté mondiale. En effet, j'ai observé dans le corpus de travail comme dans le corpus de référence que la volonté de penser une citoyenneté supranationale se heurte souvent à l'argument disant que l'État mondial n'existe pas et ne devrait pas exister. Or cet argument est basé sur une séparation radicale du premier sens du concept de citoyenneté (statut) et du deuxième (participation). Sans doute le statut des discours cosmopolitiques serait-il différent si la représentation de la citoyenneté comme forme de participation avait plus de poids dans le discours. On a pu l'observer dans l'exemple (182) où la mobilisation de la représentation de la citoyenneté mondiale comme action et participation ne

nécessitait pas de précautions oratoires particulières, comme cela a été le cas ailleurs, lorsqu'il s'agissait, par exemple, de se qualifier de citoyen-ne du monde, et donc d'évoquer avant tout la dimension statutaire de la citoyenneté. Cette idée est déjà présente dans certains travaux, même si parfois l'argument est construit dans l'autre sens. Par exemple, Christopher Gifford défend l'idée d'inclure la dimension cosmopolitique dans l'éducation à la citoyenneté (et donc de contribuer à la rendre plus acceptable, plus facilement pensable et dicible), pour permettre aux jeunes de mieux se projeter dans l'idée d'une citoyenneté transformatrice, pratiquée par l'action :

The idea that citizenship is an ongoing learning experience as expressed in various UK and European policy documents is itself a radical idea. Thus, despite the real limitations posed by dominant and regressive political discourses and structures of social injustice, these policies allow spaces for genuine experiences of the transformatory potential of becoming a citizen to take place. It has been the argument of this paper that this can be best achieved if citizenship is conceived within a post-national cultural context. (Gifford 2004 : 157)

La tâche n'est cependant pas aisée, comme on peut notamment le déduire de l'étude de Sophie Duchesne dans le contexte français (1998 : 71), le vote monopolise l'imaginaire de la participation citoyenne chez ses enquêté-e-s.

9.3 Bilan du chapitre IX

Ce chapitre a permis de mesurer l'importance de certains phénomènes observés dans le corpus de travail, bien spécifique, à l'aune d'un large corpus reflétant les grandes tendances du débat public britannique sur le Brexit. L'exploration du corpus de référence a confirmé qu'il s'agissait, pour le corpus de travail, d'une parcelle du discours public assez spécifique mais dont les grandes tendances ont pu également être identifiées à une échelle plus globale. Par exemple, nous avons clairement vu, dans les deux cas, que les discours cosmopolitiques explicitant la possibilité d'une citoyenneté mondiale sous ses différentes formes sont minoritaires. C'est dans la compatibilité ou non, selon les locuteurs et locutrices, de la citoyenneté mondiale avec la citoyenneté nationale que se joue la dicibilité de la première.

On peut ainsi constater que les grands mécanismes de la construction de l'espace du dicible au sujet de la citoyenneté sont les mêmes dans les deux corpus malgré des différences quantitatives naturelles. Dans les deux corpus, l'espace du dicible sur la citoyenneté est dominé par une évidence de la citoyenneté nationale et, par conséquent, pour tenir un discours différent, un marquage fort s'impose aux locuteurs et locutrices, que ce soit par des métadiscours, des séquences réflexives ou des guillemets. Les variations sont cependant non négligeables : dire la citoyenneté mondiale pour célébrer la diversité d'une communauté expose le locuteur ou la locutrice à un risque moindre que de proposer un projet politique basé sur une citoyenneté cosmopolitique.

Par ailleurs, dans les deux corpus, le discours cosmopolitique accorde une large place à certaines formes de vie cosmopolites (mobilité par choix, carrière internationale) et, de ce fait, en laisse moins pour d'autres, comme le cosmopolitisme sédentaire (Føessel 2012 : 75) ou le cosmopolitisme des classes populaires. Des configurations singulières ne sont toutefois pas à ignorer, comme la possibilité de construire discursivement une communauté transnationale en rapprochant les Britanniques des classes populaires et les immigré-e-s dans une situation économique semblable.

Enfin, le corpus de référence a permis de revenir à la question de savoir ce qui pourrait, fondamentalement, constituer un obstacle à l'évidence des discours cosmopolitiques, disponibles mais pas complètement dicibles. Une analyse de la mise en discours du concept « citizenship » suggère ainsi que la citoyenneté est pensée principalement comme un lien d'appartenance, un statut que l'on peut obtenir, posséder et perdre. Le cosmopolitisme pose alors problème faute d'institutions politiques qui accorderaient un tel statut. En revanche, la citoyenneté comme participation est, potentiellement, une représentation plus propice à l'acceptabilité du cosmopolitisme, dans la mesure où le lien d'appartenance peut rester prioritairement national, sans pour autant entrer en contradiction avec la participation citoyenne à l'échelle supranationale ou au contraire très locale mais avec un impact sur la communauté mondiale. En effet, c'est notamment à une présumée incompatibilité entre les deux régimes de citoyenneté que j'ai attribué, *supra*, le caractère peu acceptable de l'idée d'une citoyenneté mondiale.

Conclusion générale

La globalisation des échanges économiques, culturels et informationnels ne s'accompagne pas forcément d'une cosmopolitisation des esprits, comme l'a démontré notamment la crise du covid-19 (Chernilo 2021). Cette dernière a révélé certes des mouvements de solidarité internationale, a accentué le rôle de certaines organisations internationales comme l'OMS (Cicchelli et Octobre 2021b) et a encouragé une circulation globale de produits culturels (Cicchelli et Octobre 2021a : 14), mais elle a aussi provoqué des replis, la peur des contacts et un désir d'une plus grande souveraineté pour ne plus dépendre des autres si une autre épidémie devait nous arriver.

Pour agir en cosmopolite, encore faut-il que les normes sociales, dont les normes discursives, soient prêtes à embrasser ces représentations, ces façons de penser, de dire et de faire. Il en existe de nombreux obstacles et résistances, dont quelques-uns ont été explorés dans ce travail. Cette conclusion qui annonce le terme (provisoire, sans aucun doute !) de cette exploration se structure comme suit. Je rappellerai d'abord la question centrale de ma recherche et ses trois objectifs principaux. Je retracerai également le parcours effectué pour apporter des réponses à cette question, et pour atteindre, en toute conscience des limites, les objectifs. Je reviendrai ensuite sur le rôle des conflits conceptuels en tant que terrains de construction et de négociation des dicibilités publiques. Je résumerai, enfin, les principales considérations concernant le statut des discours cosmopolitiques sur mon terrain¹⁸¹. Tout au long de la conclusion, je préciserai la façon dont ces résultats dialoguent avec les travaux présentés dans la partie I de cette thèse.

Cheminement de la recherche et quelques choix

Ma question de recherche a été doublement formulée, à la fois pour faire apparaître l'ambition générale de mon travail et pour la situer sur le terrain que j'avais choisi pour cela :

Dans un contexte où aucune réalité juridique ne correspond à la catégorie de « citoyen-ne du monde », quel statut les discours cosmopolitiques contemporains articulés sur cette notion revêtent-ils dans la sphère publique ? Notamment, quelle est leur place dans un espace du dicible

¹⁸¹ Pour mieux s'orienter dans la conclusion, des conventions graphiques légèrement différentes de l'ensemble de la thèse sont ici adoptées. Les principaux enseignements théoriques, méthodologiques et empiriques figurent en gras dans le texte. Les paragraphes présentant les résultats sont par ailleurs numérotés de sorte à former une liste de conclusions pour les différents volets de ma problématique.

et de l'indicible en matière de citoyenneté qui se construit dans le discours public britannique au sein d'un « conflit conceptuel » dans le cadre des débats sur le Brexit ?

Le choix de travailler sur un terrain de débats sur le Brexit mérite, d'abord, un éclairage particulier. En effet, l'idée d'explorer les discours cosmopolitiques et en particulier leur rapport à des discours concurrents dans l'espace public a précédé le choix du Brexit comme contexte de l'étude. Tout au long de mon travail, je me suis efforcée de montrer que ce cadre était particulièrement intéressant pour observer les modalités du déploiement des discours cosmopolitiques, mais qu'il ne constitue pas l'unique possibilité de le faire, compte tenu du contexte actuel caractérisé par Cicchelli et Octobre (2021b : 64) comme un « retour des anti-Lumières », en reprenant le terme de Zeev Sternhell (2010). J'ai donc souhaité aborder les discours publics sur le Brexit non pas comme objet « ultime » de ma recherche, mais comme une étude de cas, une première pour un projet plus global d'étude des discours cosmopolitiques et de leur place dans les espaces du dicible propres à différentes communautés discursives. Ce choix a été d'autant plus évident que s'offrait à moi, dans le débat public britannique, un événement discursif extrêmement pertinent pour ma question, le discours de Theresa May, qui au fil de sa médiatisation a fini par être métonymiquement désigné comme « speech on citizens of the world ».

Le travail d'analyse s'est centré sur un corpus rendant compte d'un espace où le discours de Theresa May mobilisant un concept polémique devient un facteur d'émergence de représentations alternatives de la citoyenneté mondiale de la part des acteurs du discours public. Initialement, l'intention était de comparer la mobilisation des discours d'inspiration cosmopolitique au RU et en France. Progressivement, je me suis centrée sur le seul corpus britannique, au fur et à mesure que la dimension comparative laissait la place à des questionnements liés à l'acceptabilité discursive. Quand les analyses du corpus de travail se trouvaient déjà à un stade avancé, un autre besoin s'est fait sentir : celui de mettre en perspective les résultats obtenus en les projetant sur un corpus plus représentatif de l'ensemble du débat public de la même période. Ce besoin a pu être satisfait moyennant l'introduction d'un corpus de référence, le *Brexit corpus*. L'ensemble des données a ainsi été structuré pour former un corpus à trois dimensions : le discours politique-pivot, les réactions publiques ayant mobilisé des discours cosmopolitiques et un espace de projection rendant compte de l'hétérogénéité des débats sur le Brexit.

Le cadre théorique bâti a également été composé de plusieurs facettes. Il s'est formé autour de la définition du discours comme prenant sa source dans la contrainte, et notamment, selon la tradition de l'ADF, dans les contraintes idéologiques qui forment un système de règles du dicible. Une hypothèse a été avancée, celle de l'intérêt particulier des conflits sur les mots, que j'ai appelés

conflits conceptuels, pour l'analyse du statut des discours concurrentiels tels qu'ils sont limités par les règles dicible et tels qu'ils configurent, au retour, de nouvelles règles ou créent des potentialités discursives jadis inexistantes. Cette hypothèse s'est appuyée sur la définition d'un tel conflit comme d'un moment de tension au sujet de la topique, c'est-à-dire du sens commun d'une communauté discursive (de Jonge 2010b : 405), remis en question par les un-e-s et soutenu par les autres. J'ai ainsi proposé de m'attacher à l'étude des contraintes discursives en jeu dans le déploiement conflictuel des discours sur la citoyenneté. Trois contraintes discursives ont été évaluées. D'abord, les représentations disponibles dans l'espace discursif concerné (que peut-on penser et dire au sujet de X dans la communauté discursive Y ?). Ensuite, le statut de ces représentations, identifiable selon leurs degrés de marquage dans le discours (von Münchow 2016, 2021a, 2021b). Enfin, les déterminations interdiscursives, notamment par la voie de la recontextualisation (Krzyżanowski 2016) et de la (re)production des évidences.

Principaux résultats

Que signifie tenir un discours cosmopolitique ?

Comme je l'ai souligné dans la section 1.3.4.3, la définition des discours cosmopolitiques dans une perspective d'AD fait défaut dans la littérature existante. Je commencerai ainsi la synthèse des principaux résultats par préciser quelques traits énonciatifs et argumentatifs qui se sont révélés caractéristiques de ce que l'on peut qualifier de discours cosmopolitique. Cette liste ne prétend pas à l'exhaustivité de la description qui n'est atteignable qu'au terme de plusieurs recherches portant sur les discours cosmopolitiques issus de différents lieux sociaux et communautés discursives. En ce qui concerne mon corpus, le fait de prendre en charge le statut de « cosmopolite » ou « citoyenne du monde » constitue une première particularité de ces discours sur le plan de la construction du positionnement de la personne. Ce positionnement présente quelques régularités :

1 – Une représentation partagée du nationalisme comme menace au vivre-ensemble et au fonctionnement démocratique des sociétés, ainsi qu'à la cosmopolitisation des pratiques. Le caractère consensuel que les locuteurs et locutrices confèrent à cette représentation est notamment assuré par la mobilisation des références historiques et des formules mémorielles faisant partie du bagage culturel européen.

2 – La mobilisation du motif d'ouverture à la diversité. Le motif se réalise dans mon corpus principalement dans les séquences présentatives, à la première ou à la troisième personne, et vise à mettre en discours l'hétérogénéité d'une identité, d'un groupe ou d'un lieu. Il se caractérise par

une accumulation de noms ou d'adjectifs relatifs à l'appartenance ethnique, nationale, linguistique. Deux conditions semblent indispensables : la combinaison de plusieurs niveaux d'appartenance (locale, nationale et supranationale, notamment) et leur conjonction qui se fait de façon à souligner le caractère non-confliktuel et inclusif de l'identité citoyenne composite.

3 – La représentation des rapports à l'autre sur l'axe « hospitalité – hostilité » et, corollairement, la valorisation de la première et la dénonciation de la seconde. Cette dichotomie peut toutefois être sujette à contradictions, comme je l'ai montré dans un article (Khalonina 2021 : en ligne). Ces contradictions consistent, notamment, à ne valoriser que certains types de migrations ou de déplacements, et de ne blâmer que le rejet de certaines catégories de migrant-e-s, et pas d'autres. Cela permet d'introduire le point suivant qui a trait au type de personnage construit dans les discours cosmopolitiques étudiés.

4 – La figure « naturellement » proposée pour incarner le cosmopolitisme est une figure socialement et économiquement privilégiée, qui correspond souvent à l'archétype de « frequent traveler » de Calhoun (2003). La mise en valeur de l'hospitalité ne s'accompagne donc pas forcément, dans les discours cosmopolitiques contemporains, d'une construction inclusive du personnage « citoyen-ne du monde », tant sur le plan économique et social, que sur le plan des identités de genre (il y a très peu de personnages femmes ou identifiés en dehors du système binaire).

Que peut-on ou ne peut-on pas dire au sujet de la citoyenneté ? Quel est le statut des discours cosmopolitiques sur notre terrain ?

L'espace du dicible au sujet de la citoyenneté est fait de discours concurrents et de représentations contradictoires. Pour expliciter la place qu'occupent dans cet espace les discours du cosmopolitisme, j'ai mobilisé les catégories de disponibilité et de dicibilité. Les discours cosmopolitiques sont, d'abord, **des ressources disponibles, notamment, pour faire face à un discours de type « souverainiste »**. Une certaine acceptabilité des discours cosmopolitiques se manifeste en effet dans le fait même qu'ils puissent faire partie d'une controverse publique : comme le rappelle Rennes (2016 : 39), « toute controverse politique se déploie dans le cadre d'un espace doxique définissant une série limitée de questions débattables dont la formulation même charrie un certain nombre de présupposés qu'il faut accepter pour s'engager dans le débat ». Être disponible ne signifie cependant pas nécessairement être largement acceptable ni, *a fortiori*, dominant. **Les discours cosmopolitiques sont ainsi d'autant plus dicibles que la majorité des locuteurs et locutrices ne prétend pas que la citoyenneté mondiale puisse être un projet politique au sens étroit du terme.** Le seul exemple contraire recensé dans le corpus de travail est

celui du livre de deux activistes pro-européens dans lequel ils réfléchissent aux dispositifs qui pourraient permettre aux individus d'agir en citoyen-ne-s au niveau de la communauté mondiale.

Malgré cette relative disponibilité et acceptabilité, **le déploiement des discours cosmopolitiques est conditionné à une prise de précautions** par les locuteurs et locutrices qui se proposent pour les mettre en œuvre. Les discours cosmopolitiques revêtent dans mon corpus de travail un caractère ambivalent. D'un côté, ils sollicitent fréquemment une image discursive du ou de la citoyen-ne du monde qui apparaît comme une figure socialement, économiquement et culturellement dominante. De l'autre côté, leur mobilisation se déroule dans un régime énonciatif basé sur une saillance importante et nécessitant une légitimation régulière. Ces discours manifestent notamment leur moindre acceptabilité par rapport à la représentation de la citoyenneté nationale en se définissant par rapport à celle-ci. Cela va dans le sens du constat fait par Woodward et Skrbiš (2019 : 135) : « It [cosmopolitanism] is increasingly prominent, available cultural discourse – and ideal – but one that conflicts with an array of other social and personal imperatives, and thus does not always find expression in social encounters ». Cicchelli et Octobre (2021b : 52) ont également constaté, à partir du contexte français, un décalage entre la disponibilité des « imaginaires transnationaux » et le manque d'un « récit du vivre ensemble dont la visée se situe en dehors de l'enceinte de l'État-nation ».

Tirillés entre une forte disponibilité, voire une certaine désirabilité, et une (quasi) absence de récit collectif et donc du « sens commun » sur lesquels ils pourraient s'appuyer, **les discours cosmopolitiques se caractérisent par quelques tensions principales relevées à partir de mon terrain :**

1 – Ne pas produire une non-appartenance / Ne pas produire une appartenance exclusive

Au regard de cette tension, le caractère problématique du fait de dire la citoyenneté cosmopolitique tient à son association à un déracinement, une appartenance à aucune communauté. C'est le principal argument des anti-cosmopolites, ressenti par celles et ceux qui tiennent à promouvoir le cosmopolitisme comme dominant et nécessitant de ce fait une déconstruction explicite. Pour cette même raison, rendre dicible l'idée d'une citoyenneté mondiale passe souvent par l'affirmation de sa compatibilité avec d'autres formes d'appartenance et d'engagement, notamment au niveau national. Sa mise en discours dans le corpus est conditionnée par une importante réflexivité qui permet d'écarter la critique du « déracinement » des cosmopolites-membres d'une élite. Une autre tension se dessine alors :

2 – Ne pas construire une citoyenneté trop élitiste / Ne pas produire une citoyenneté unique et universelle

Si une citoyenneté globale à caractère sélectif peut être problématique à dire, comme précisé *supra*, une citoyenneté unique à accessible à tout le monde l'est tout autant dans mon corpus. Par la force des déterminations interdiscursives, il se trouve en effet que non seulement toutes les citoyennetés ne se valent pas, aux yeux des locuteurs et locutrices sur mon terrain, mais toutes les personnes ne peuvent pas non plus pas prétendre incarner la citoyenneté mondiale de la même façon. En effet, les réfugié-e-s et les migrant-e-s peuvent parfois être désigné-e-s comme citoyen-ne-s du monde, mais leur citoyenneté est celle de « second plan »¹⁸² : même si certain-e-s les incluent dans la communauté cosmopolite, c'est souvent en position d'aidé-e-s, de bénéficiaires, rarement en position d'agent-e-s. La dicibilité problématique d'une citoyenneté universelle tient par ailleurs l'impossibilité discursive que représente la promotion d'un État et d'un gouvernement mondial. Dire la citoyenneté mondiale sans faire entendre ce désir qui risque d'être qualifié de totalitariste représente ainsi une tâche qui n'est pas aisée, nécessitant des compromis et des précautions. La question de la peur d'un État mondial sera développée dans la tension suivante.

3 – Ne pas cautionner la création d'un État mondial / Ne pas restreindre la citoyenneté aux seuls État-nations

Cette tension est due, comme je l'ai suggéré *supra*, à la rencontre entre le désir du transnational (Cicchelli et Octobre (2021b : 59) parlent de l'existence de la « norme d'ouverture ») et l'absence du cadre pour sa réalisation politique, alors même que « nos comportements peuvent avoir des conséquences très au-delà de “nos” frontières » (Bickel 2007 : 27).

L'évaluation par Bickel de la possibilité de mettre en place des instances d'une citoyenneté supra-étatique qui, par ailleurs, « ne serai[e]t pas fondée[s] sur le seul rapport de forces » est symptomatique du dilemme que je viens d'évoquer : « le défi est difficile, peut-être tient-il même de l'impossibilité » (*ibid.*). Sa propre proposition reflète cette difficulté actuelle à penser la citoyenneté au-delà des frontières : il propose d'appréhender la citoyenneté non seulement comme une « institution », mais aussi comme un « imaginaire » des futurs commencements. Bickel explique cette difficulté par le fait que l'institutionnalisation de la citoyenneté telle que nous la connaissons a été inhérente à la mise en place des états modernes (*op.cit.* : 19). L'exploration du corpus de référence a pu fournir une autre explication potentielle à cette acceptabilité limitée des

¹⁸² J'utilise cette expression en référence à celle de « citoyen-ne de seconde classe » qui permet de désigner (et de critiquer) les citoyennetés partielles qui n'accordent pas les mêmes droits à tous les membres d'une communauté, en produisant ainsi de la discrimination.

discours cosmopolitiques. J'ai constaté, en effet, que la conception de la citoyenneté qui prévaut dans le débat est surtout celle d'une appartenance, et non pas d'une participation. Or c'est la première qui est plus susceptible de générer l'inacceptabilité de l'idée d'une citoyenneté mondiale, alors que la seconde semble pouvoir éviter la contradiction.

Pourquoi aborder la construction et la négociation du dicible à partir de conflits conceptuels ?

Von Münchow montre régulièrement (par exemple, 2021b : 94) que la comparaison est un outil puissant dans l'identification des représentations propres à une communauté discursive et de leurs statuts car elle rend compte non seulement des « présences », mais aussi des « absences significatives » (2018a) : une représentation taboue ou non-pertinente dans une culture discursive ne peut émerger que par la comparaison avec une autre, où elle est présente et/ou possède un statut différent. Pour mieux décrire la façon dont les locuteurs et les locutrices conçoivent les possibilités discursives (toujours limitées) pour évoquer un concept crucial tel que la citoyenneté, j'ai également fondé mon approche sur le procédé du « miroir », en m'appuyant, en l'occurrence, sur l'observation de la conflictualité, de la concurrence discursive. Mon corpus a ainsi permis d'observer une rencontre de discours d'inégale acceptabilité en constante transformation et luttant pour des positions dominantes et pour ce qu'Angenot appelle le « monopole de représentation » (voir la section 2.3). Les procédés discursifs relevés dans le corpus de travail, notamment ceux qui témoignent de la présence d'une altérité dans les discours étudiés (l'usage des métadiscours, des négations dialogiques, des guillemets) témoignent en effet du statut secondaire des discours cosmopolitiques qui se forment *en réponse à, à partir de, par contraste à* des discours qui limitent la citoyenneté aux confins des États-nations. Ces résultats suggèrent ainsi que la situation de conflit sur les mots, en particulier, est propice au travail sur la construction et la négociation des dicibilités. Précisons-en quelques raisons avant de revenir sur la notion de statut de discours.

D'abord, un conflit conceptuel présente l'avantage de pouvoir être identifié à partir de critères formels : présence de formules impliquées dans des procédés autonymiques et faisant l'objet de métadiscours. Cela facilite le repérage des terrains où deux ou plusieurs types de discours se confrontent au sujet d'un objet social. Le fait de m'être penchée sur le statut des discours cosmopolitiques à partir d'une situation de rencontre de discours a eu, en effet, le bénéfice de **ne pas isoler ce type de discours de son contexte de production** et donc de voir, par exemple, que les discours cosmopolitiques semblent d'autant plus avoir un statut non-dominant sur la scène

publique contemporaine qu'ils émergent principalement *en réponse* à un discours adverse, comme un discours souverainiste. Cette hypothèse reste à vérifier sur d'autres terrains.

Comme je l'ai souligné *supra*, un conflit « sur les mots » peut être appréhendé comme un choc de plaques tectoniques : dans la dynamique du dicible, dont les normes et limites ne cessent d'évoluer, il est un indice de la coexistence de discours contradictoires et possédant, potentiellement, des statuts inégaux. Précisément puisque les normes discursives sont mouvantes, puisque les déterminations discursives, relativement stables d'un côté, évoluent pourtant constamment, **l'étude des conflits conceptuels, qui couvent parfois pendant plusieurs années, connaissent quelques jours, semaines ou mois d'effervescence et ensuite restent présents de façon latente ou reviennent quelque temps après, peut permettre de rendre compte de cette évolution.** Le choix même des mots dont débattre est alors significatif. Toutefois, comme j'ai essayé de le montrer dans ce travail, l'analyse des conflits sur les mots gagne à être réalisée en se focalisant non seulement sur les sens en jeu, mais aussi sur la lutte sémiotique (Zerubavel 2018), c'est-à-dire sur la négociation des formes de marquage à adopter, sur le désaccord au sujet de ce qui doit être considéré comme la norme et comme un dérivé de celle-ci.

Enfin, **un conflit conceptuel est une forme d'interaction discursive qui transcende les frontières des langues et des communautés discursives**, ce qui peut ouvrir la voie à des comparaisons interculturelles. Dans mes chapitres théoriques, j'ai cité des recherches francophones, mais les études des conflits sémantiques concernent tout aussi bien d'autres langues et communautés (Mussalim 2009 pour un exemple brésilien, Inigo-Mora et Deligiorgi 2007 : 88 pour un autre exemple britannique). Une perspective comparative interculturelle n'a finalement pas été adoptée dans ma recherche. Il serait d'autant plus important, pour le développement de ces considérations épistémologiques, de travailler à l'avenir sur un conflit conceptuel transfrontalier touchant plusieurs communautés discursives différentes à la fois. Quant à cette thèse, il ne me reste à présent qu'à tracer la direction dans laquelle je souhaiterais orienter mon parcours de recherche dont elle marque le début.

Perspectives

Il ne m'est pas facile de finir cette thèse. Le jour où je rédige ces lignes suit celui où le président de la Russie a ordonné l'invasion militaire de l'Ukraine. Une fois de plus, l'idée du cosmopolitisme est battue en brèche face aux intérêts des États-nations, face aux discours nationalistes, voire ouvertement racistes, utilisés pour justifier une guerre menée au nom d'une pacification qui a pourtant tout d'une ambition coloniale nourrie par un ancien empire nostalgique des territoires

perdus et échappant à son contrôle. À voir la facilité avec laquelle les armes sont dégainées, toute recherche sur le cosmopolitisme semble d'ailleurs complètement inutile.

La pratique de la discipline dans laquelle s'inscrit cette recherche exige avant tout une excellente connaissance du contexte de la production des discours étudiés. C'est la raison pour laquelle les chercheur-se-s travaillent souvent sur les terrains qui leur sont familiers du fait d'avoir passé de nombreuses années au sein de la communauté discursive en question. Cependant, j'ai préféré, dans cette thèse, me détacher du contexte dans lequel j'ai grandi pour élargir mes horizons d'analyste, pour devenir un peu une citoyenne du monde par la recherche. Les événements qui se déroulent actuellement m'incitent à faire un choix différent pour un prochain projet de recherche. En effet, en tant que chercheur-se-s, il nous appartient de décrire, d'expliquer et de rendre publics les mécanismes qui ont contribué à ce que se tienne et se développe au sein de l'Europe géographique un discours légitimant la guerre contre un État dont les dirigeants russes nient la souveraineté et même l'existence, et ce dans un pays qui a fait de l'héritage de la Deuxième Guerre mondiale son fer de lance idéologique. Il nous appartient également d'être attentif-ve-s aux voies par lesquelles les alternatives discursives émergent, prennent forme et se constituent en contre-discours. Alors que dans les pays démocratiques les discours cosmopolitiques occupent actuellement une position pour le moins ambivalente, voire fragile, qu'est-ce qui permet ou ne permet pas de les tenir sous un régime autoritaire nationaliste ? Les exemples ne manquent pas.

En décembre 2021, le ministère russe de la Culture a publié un projet de décret intitulé « Des fondements de la politique nationale sur la préservation et la consolidation des valeurs traditionnelles spirituelles et morales russes »¹⁸³. Le décret prévoyait la constitution d'une liste de « valeurs traditionnelles » propres aux citoyen-ne-s de la Fédération de Russie et d'une autre sur laquelle devaient figurer les « valeurs hostiles » à la culture russe telle que pensée par opposition à l'Europe, à la démocratie occidentale. Après des protestations de la société civile, la discussion du projet de décret a été arrêtée pour ajustements.

Abonnée à la page de l'association *Deti Peterbourga* [Les enfants de Saint-Pétersbourg]¹⁸⁴ qui s'investit dans la scolarisation et l'enseignement du russe aux enfants des migrant-e-s, j'y ai noté des traces d'un discours de résistance à ce décret. L'association, qui essuie régulièrement des attaques xénophobes sur les réseaux sociaux mais continue de lutter, entre autres, pour que les

¹⁸³ Au moment où j'écris ce texte, le projet de décret n'est pas disponible à la consultation en ligne car il a été retiré pour être retravaillé.

¹⁸⁴ *Deti Peterbourga*, URL : <https://detipeterburga.ru/> (consulté le 04/04/2022).

enfants allophones, provenant majoritairement d'Asie centrale, puissent s'inscrire à l'école publique russe¹⁸⁵, publiait sa propre liste de valeurs. Les valeurs partagées par l'association comprenaient : « le respect mutuel et l'entraide », « la quête d'égalité », « le libre accès à l'éducation pour chaque enfant », la conscience du fait que « les migrations font partie intégrale des relations économiques mondiales » et que « l'adaptation des migrant-e-s et de leurs enfants est une partie importante de la politique de l'État ». L'association a aussi composé sa liste de valeurs « hostiles ». Certaines sont désignées par des fragments de discours rapportés : « restez chez vous cette année, et puis l'année prochaine vous aurez peut-être une place à l'école », « rentrez dans votre Tadjikistan ». D'autres sont représentées en référence à des actes argumentatifs : « évaluation du niveau intellectuel des individus en fonction de leur maîtrise de la langue russe ».

La guerre et la censure des médias indépendants et des discours publiquement tenus qui s'en est suivie ont aussi révélé des mécanismes de résistance discursive au sein d'un conflit désignationnel qui oppose le syntagme « opération spéciale », seul accepté par les autorités en place, au mot « guerre », revendiqué par l'opposition pour dénoncer l'invasion de l'Ukraine. Alors que « la guerre pose inévitablement la question de la loyauté » (Marthoz 2018 : 100), une censure peut être instaurée pour cacher ou détourner les informations, pour gagner et maintenir l'adhésion de la population à l'action du gouvernement. Le conflit désignationnel en question dépasse le champ journalistique pour embrasser toute expression publique, allant d'une pancarte brandie dans la rue à une publication sur les réseaux sociaux, voire un re-post ou un « like » d'une telle publication. Ce conflit autour de la façon de nommer l'action militaire menée sur le territoire d'un autre pays est un terrain qui peut permettre d'explorer le processus de construction et de négociation du dicible dans un contexte où les voix de l'opposition sont progressivement dépourvues de tout espace d'expression où elles n'encourraient pas le risque de poursuite légale.

Cette négociation du dicible est radicalement différente de celle que j'ai étudiée dans la thèse. Si je me suis surtout penchée sur les contraintes idéologiques, les contraintes de statuts de représentations qui traversent le discours et lui sont inhérentes, le cas que je me propose d'étudier à l'avenir relève de terrains où la parole publique est contrainte de façon visible (par l'instauration de désignations autorisées et le bannissement, par des lois, de toutes les autres). Orlandi (1996 [1994] : 23) parle dans ce cas du « silence local », à savoir des règles explicitant « ce qu'il est

¹⁸⁵ En effet, le rapport mondial de suivi sur l'éducation par l'UNESCO Migration, déplacement et éducation (2019 : 130) montre que malgré une constitution qui prévoit que tous les enfants, y compris les migrant-e-s, réfugié-e-s et apatrides, quel que soit leur situation sur le sol national, ont le droit d'être scolarisés, ce n'est pas toujours le cas sur le terrain : l'accès à l'école est refusé au niveau municipal ou au niveau des établissements sous prétexte de manque des pièces nécessaires pour constituer un dossier d'inscription.

défendu de dire dans une certaine conjoncture » et, par là-même, interdi[san]t au sujet d’occuper certaines “positions” » (*op.cit.* : 64). De ce fait, les effets de la censure doivent être étudiés, eux aussi, en accord avec l’idée directrice de l’ensemble de ma recherche sur les conflits sur les mots comme participant à reconfigurer l’espace du dicible de façon particulière. Il s’agit en effet, selon Orlandi, d’une sorte d’interdiction dans l’interdiction. La parole du sujet étant contrainte par la formation discursive, la censure intervient, dans cette contrainte, de sorte que l’espace du dicible, initialement limité, se rétrécisse encore davantage : « on ne peut pas dire ce qu’on pourrait se dire » (*ibid.*).

Or depuis le 24 février 2022¹⁸⁶, au moins deux phases du contrôle discursif et de la reconfiguration de l’espace du dicible au sujet de l’intervention militaire russe en Ukraine peuvent être observées. D’abord, une phase de polarisation, où la désignation « opération spéciale » est mise en place par les représentant-e-s du gouvernement, en opposition à laquelle celle de « guerre » est revendiquée par les opposant-e-s et concourt à construire un discours alternatif. Cependant, après la promulgation en quelques jours de la loi prévoyant une condamnation pénale pour la « discréditation » des troupes russes (l’usage du mot « guerre » fait partie de la discréditation), le conflit est reconfiguré. Face au risque de voir leur activité interdite et d’encourir une poursuite pénale, les journalistes avant tout, et ensuite les citoyen-ne-s adoptent une stratégie d’autocensure préférant (notamment pour les médias), un compromis sur la désignation à la réduction au silence total. Comme le souligne Marie-Soleil Frère (2016 : 349), « le développement de l’autocensure constitue un avantage énorme pour un régime semi-autoritaire : en effet, l’internalisation de la contrainte permet d’éviter toute trace visible et saisissable du processus de limitation de la parole publique ». Or comme le souligne Orlandi (1996 [1994] : 40) dans sa conception du silence comme condition du langage, le silence n’est pas forcément un silencement. Au contraire, « il existe de multiples silences : celui des émotions, du silence mystique, de la contemplation, de l’introspection, de la révolte, de la résistance, de la discipline, de l’exercice du pouvoir, de la défaite de la volonté... ». Celles et ceux que l’on contraint au silence, peuvent donc aussi s’en emparer pour en faire un moyen de résistance (*op.cit.* : 28), ce qui nous invite, dans le cadre de ce terrain, à étudier à la fois l’injonction au silence, sa resignification et son contournement. En effet,

¹⁸⁶ Malgré l’importance de cette date qui marque un tournant dans la mise en place de la censure médiatique et publique, l’étude qui se penchera sur le terrain dressé ici devra prendre en compte une période plus longue qui avait préparé l’instauration aussi rapide et, pour ainsi dire, « fluide », de la censure au niveau légal pendant les quelques jours qui ont suivi l’invasion de l’Ukraine (voir Zakharova et Pauthe (2016) sur les signes avant-coureurs de la dégradation actuelle de la liberté des médias russes).

même dans un régime d'autocensure¹⁸⁷, le conflit de désignations continue : celle-ci est organisée de façon à faire comprendre au public la non-adhésion du média ou du/de la citoyen-n-e à la désignation imposée par le gouvernement et le caractère contraint de l'absence du mot « guerre ». Les stratégies graphiques, audio-visuelles, gestuelles et verbales mériteront une exploration approfondie, orientée vers une étude du caractère polyphonique des contournements et des usages de la censure qui, en respectant les obligations formelles, parviennent à construire un positionnement d'opposition à la rhétorique officielle.

Le terrain exploré dans cette thèse, tout comme ceux que je me propose d'étudier ultérieurement, suggère en effet que dans tous les régimes politiques et dans différentes communautés discursives les conflits sur les mots permettent de saisir les points névralgiques du discours public, notamment en contexte de crise (comme le Brexit ou la guerre en Ukraine). Leur identification permet de proposer une analyse en termes de construction et d'évolution des espaces du (plus ou moins) dicible et du (plus ou moins) indicible nous informant sur l'état et les transformations de la « topique » de la communauté et des rapports de pouvoir qui régissent sa production discursive dans un moment précis de son histoire.

¹⁸⁷ Bien que j'emploie ici le terme d'« autocensure », je suis consciente de son ambiguïté. En effet, Orlandi (1996 [1994] : 87) souligne que pour elle, il n'y a pas d'autocensure, il n'y a que la censure tout court car un sujet qui s'interdit un certain discours le fait parce qu'il *est* censuré, c'est-à-dire limité dans sa position de sujet, interdit de certains mouvements de sens. Plutôt que de l'« autocensure », Orlandi parle, dans son étude de la résistance discursive à la dictature militaire brésilienne, d'une censure « introjectée » dans chaque citoyen-ne-s qui « éprouvait, dans sa propre intimité, les limites du dire » (*op.cit.* : 94).

Index des notions

A

Acceptabilité, 25, 50, 52, 56, 57, 62, 63, 64, 67, 73, 85, 86, 87, 107, 110, 113, 115, 136, 142, 156, 182, 187, 188, 204, 222, 223, 225, 298, 303, 304, 316, 319, 333, 343, 356, 371, 389, 390, 391, 405, 408, 410, 411, 412, 413
Agentivité, 46, 190, 213, 267, 269, 270, 278, 372, 374, 375, 376, 378, 385, 394, 399
Asymétrie sémiotique, 111, 304, 311, 312
Autonymie, 198, 202, 203

C

Common ground, 197, 253, 319
Conflit conceptuel, 3, 27, 33, 60, 71, 72, 73, 87, 88, 118, 140, 144, 149, 157, 164, 165, 173, 175, 178, 181, 182, 185, 186, 187, 212, 216, 226, 236, 245, 255, 261, 264, 270, 278, 289, 299, 300, 301, 303, 343, 375, 376, 377, 407, 408, 409, 413, 414
Conflit de définitions, 188, 214, 266, 267
Conflit désignationnel, 416
Conflit sémantique, 184, 414
Culture discursive, 28, 85, 87, 89, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 182, 193, 196, 209, 413

D

Deixis, 194, 195, 214, 274, 275, 316, 317, 318, 366
Désignation, 19, 67, 72, 187, 194, 199, 203, 214, 217, 236, 237, 243, 246, 252, 280, 281, 284, 285, 287, 288, 293, 307, 322, 336, 338, 341, 348, 383, 402, 416, 417
Dialogisme, 101, 200, 201, 278, 327, 329
Dicible, 3, 21, 24, 25, 26, 27, 28, 49, 50, 51, 52, 53, 56, 60, 61, 62, 64, 67, 71, 72, 74, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 95, 96, 100, 101, 102, 105, 106, 110, 112, 113, 114, 115, 118, 121, 126, 135, 181, 182, 184, 185, 188, 193, 196, 201, 202, 205, 208, 211, 213, 214, 217, 223, 225, 226, 227, 245, 248, 255, 264, 270, 271, 276, 301, 303, 304, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 318, 323, 327, 328, 331, 342, 343, 358, 376, 384, 386, 388, 389, 390, 395, 396, 404, 405, 407, 408, 410, 411, 413, 414, 416, 417, 418
Discours public, 20, 24, 29, 31, 33, 42, 43, 44, 48, 51, 57, 59, 60, 62, 63, 64, 65, 66, 69, 71, 73, 88, 134, 140, 141, 148, 156, 158, 159, 164, 166, 168, 172, 173, 175, 178, 179, 217, 256, 261, 275, 300, 304, 307, 313, 315, 316, 318, 333, 355, 358, 359, 370, 389, 404, 408, 418
Doxa, 115, 208, 209, 210, 212, 213, 214, 355, 367

E

Espace discursif, 24, 26, 28, 29, 127, 163, 173, 182, 184, 187, 195, 198, 199, 212, 225, 245, 246, 263, 264, 316, 339, 346, 353, 355, 377, 409

Évidence, 35, 36, 42, 54, 56, 62, 71, 75, 76, 77, 87, 89, 106, 109, 112, 113, 114, 115, 116, 126, 141, 142, 160, 162, 194, 207, 209, 211, 212, 219, 235, 247, 253, 254, 304, 312, 315, 318, 321, 328, 339, 343, 346, 353, 359, 362, 363, 364, 366, 375, 376, 388, 391, 404, 405, 409

F

Formation discursive, 52, 61, 62, 82, 87, 89, 92, 93, 95, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 146, 147, 205, 212, 345, 346, 350, 351, 354, 364, 375, 376, 378, 417
Formule, 17, 23, 29, 48, 62, 68, 69, 94, 115, 121, 132, 133, 134, 139, 140, 141, 146, 191, 201, 227, 246, 262, 264, 274, 278, 307, 308, 313, 314, 317, 325, 350, 356, 358, 391, 398, 409, 413

H

Hégémonie, 28, 50, 53, 54, 57, 89, 96, 113, 114, 115, 184, 226, 363
Hétérogénéité constitutive, 197, 210
Hétérogénéité montrée, 197, 198, 203, 214, 245, 246

I

Idéologie, 35, 56, 70, 87, 92, 94, 95, 97, 100, 116, 121, 130, 137, 138, 146, 208, 209, 219, 227, 248, 305, 317, 333, 359, 370, 395
Interdiscours, 24, 26, 29, 32, 89, 94, 99, 100, 101, 146, 182, 192, 197, 201, 205, 206, 207, 209, 210, 211, 213, 214, 223, 307, 345, 346, 355, 359, 362, 363, 375, 376
Intertexte, 206

L

Lutte discursive, 67, 69
Lutte sémiotique, 414

M

Marquage, 26, 29, 32, 36, 53, 73, 74, 107, 111, 112, 182, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 203, 212, 214, 301, 303, 304, 311, 314, 315, 316, 321, 322, 323, 330, 333, 334, 337, 356, 377, 384, 404, 409, 414
Mémoire des mots, 212, 214, 257, 260, 261
Métadiscours, 62, 66, 71, 72, 140, 184, 185, 194, 203, 214, 255, 259, 266, 267, 278, 396, 404, 413
Motif, 163, 184, 188, 190, 191, 192, 213, 214, 226, 267, 280, 282, 289, 290, 300, 316, 323, 334, 374, 385, 409

N

Négation dialogique, 199, 202, 214, 265, 266, 290, 291, 298, 304, 308, 310, 312, 313, 314, 316, 324, 325, 326, 327, 330, 332, 335, 365, 413

Non-dit, 72, 99, 111, 116, 160, 212, 235, 299, 311, 315

P

Personnage, 122, 184, 188, 189, 190, 191, 192, 214, 226, 236, 243, 244, 247, 279, 280, 281, 282, 283, 285, 287, 288, 292, 294, 296, 297, 300, 336, 337, 359, 364, 366, 374, 375, 376, 378, 385, 390, 395, 410
Petite phrase, 173, 178, 226, 248, 249, 250, 252, 254, 255, 266, 272
Préconstruit, 100, 187, 206, 207, 208, 211, 319
Prédiscours, 194, 195, 209, 318
Pré-légitimation, 304, 306

Q

Querelle de mots, 25, 63, 64, 65, 71, 72, 73

R

Recontextualisation, 32, 51, 52, 134, 162, 210, 211, 212, 214, 232, 270, 271, 304, 347, 352, 355, 363, 367, 376, 409
Réflexivité, 147, 199, 202, 203, 204, 205, 334, 336, 337, 340, 341, 342, 344, 378, 385, 386, 411

Renchérissement, 349

Resignification, 214, 264, 269, 270, 271, 272, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 295, 300, 417

Rhématisation, 194, 196, 214, 316, 319, 322, 323

S

Sens commun, 47, 54, 57, 89, 96, 114, 116, 184, 194, 208, 209, 262, 263, 277, 358, 409, 411
Sujet, 21, 25, 28, 29, 31, 33, 47, 57, 60, 61, 62, 63, 68, 70, 71, 74, 81, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 105, 106, 113, 116, 117, 118, 140, 141, 142, 147, 148, 176, 178, 181, 184, 185, 193, 197, 199, 200, 201, 203, 204, 205, 208, 209, 215, 218, 219, 222, 223, 228, 232, 238, 239, 240, 242, 250, 254, 261, 269, 270, 271, 277, 299, 303, 322, 324, 330, 339, 350, 352, 366, 367, 370, 372, 378, 389, 390, 396, 402, 404, 409, 410, 413, 414, 417, 418

T

Thématisation, 194, 196, 214, 316, 319, 320, 322, 328
Topique, 25, 96, 113, 144, 184, 193, 195, 198, 208, 209, 223, 319, 321, 330, 342, 355, 358, 363, 376, 409, 418

Index des auteur-e-s

A

Abélès, Marc, 49
Abowitz, Kathleen K., 55, 56, 129
Achard, Pierre, 22, 74, 75, 76, 77, 98
Adam, Jean-Michel, 103, 191
Aissen, Judith, 196, 197, 319
Aksartova, Lada, 22, 39
Aldrin, Philippe, 157
Alessandri, Jean-Louis, 134, 135, 136
Alexandre-Collier, Agnès, 46
Aljunied, Khairudin, 39, 80
Allen, Michael P., 239, 258, 268
Althusser, Louis, 94, 97, 116
Anderson, Benedict, 7, 75, 76
Andreouli, Eleni, 48
Angenot, Marc, 28, 89, 96, 114, 115, 226, 413
Appadurai, Arjun, 22, 37, 38, 39, 158, 222, 262
Appiah, Kwame A., 22, 37, 122, 293
Archibugi, Daniele, 79
Arendt, Hannah, 287, 288, 361
Arquembourg, Jocelyne, 157, 158, 159, 161
Assael, Brenda, 81
Assaf, Laure, 18, 80
Atkins, Judi, 230, 244, 245, 350, 363
Auboussier, Julien, 305, 346, 353, 354
Austin, John L., 151
Authier-Revuz, Jacqueline, 76, 184, 185, 197, 198, 199,
200, 201, 202, 203, 245, 246, 331, 357
Avril, Emmanuelle, 46

B

Bacot, Paul, 257
Bagguley, Paul, 46
Bailoni, Mark, 242
Bakhtine, Mikhaïl, 101, 121, 197, 200, 201
Barbe, Lionel, 254
Bauman, Zygmunt, 40, 54, 55, 133
Beacco, Jean-Claude, 102, 103
Beck, Ulrich, 14, 22, 54, 109, 124, 358, 372
Belkhodja, Chedly, 56, 160
Bell, Emma, 45
Belousova, Zinaïda, 137, 138
Benbassa, Esther, 131, 132
Bereni, Laure, 54, 55, 81
Bernstein, Basil, 51, 52, 210
Bertrand, Gilles, 127, 364
Bérubé, Damien, 135
Bhabha, Homi K., 39, 80
Bickel, Jean-François, 227, 412
Bommier-Pincemin, Bénédicte, 174
Bonville, Jean de, 166
Borotto, Jessica, 94

Boudart, Laurence, 76
Bouko, Catherine, 161
Boulonnais, Dominique, 375
Boure, Robert, 189
Bousquet, Emmanuelle, 363
Boutet, Josiane, 3, 61, 62, 63, 68, 201, 218, 249, 265
Bouvet, Laurent, 57, 83
Boyer, Henri, 76
Boyer, Marc, 128
Bres, Jacques, 62, 200, 201, 202, 213, 304, 349
Brezault, Éloïse, 3
Bridet, Guillaume, 22
Brock, Gillian, 78
Brown, Wendy, 36
Bullich, Vincent, 156
Butler, Judith P., 269, 270
Byrne, Bridget, 228, 229

C

Cadin, Anne, 22
Calabrese, Laura, 3, 65, 67, 68, 165, 270
Calcutt, Lyn, 22, 81, 83
Calhoun, Craig, 20, 40, 46, 47, 284, 371, 410
Canto-Sperber, Monique, 58, 126
Canut, Cécile, 218, 269
Cappeau, Paul, 175
Capt, Vincent, 78
Cardebat, Jean-Marie, 37
Caspistegui, Francisco Javier, 295
Cesarani, David, 170
Chaland, Karine, 372
Chalygina, Svetlana, 190, 191
Champeau, Serge, 235
Charaudeau, Patrick, 62, 103, 163, 305, 307, 310
Chattopadhyay, Swati, 19, 39
Chernilo, Daniel, 126, 407
Choplin, Armelle, 41
Choquet, Sabine, 236
Cicchelli, Vincenzo, 19, 20, 22, 23, 34, 36, 37, 38, 43, 54,
57, 81, 82, 143, 246, 247, 293, 296, 298, 336, 407, 408,
411, 412
Cillia, Rudolf de, 22, 74, 75, 76
Cislaru, Georgeta, 175, 234
Clarke, John, 43, 46, 345
Colas-Blaise, Marion, 358
Comas d'Argemir, Dolores, 262, 263
Cottle, Simon, 159, 204
Couderc-Morandeau, Stéphanie, 125
Coulmas, Peter, 121, 122, 123, 124

D

Dagenais, Bernard, 66

De Smet, François, 359
Debarbieux, Bernard, 263
Declerck, Renaat, 239
Delanty, Gerard, 20, 22, 76, 80, 126, 337, 346, 360, 363
Deleplace, Marc, 147
Deligiorgi, Katerina, 414
Denimal, Amandine, 76
Dessons, Gérard, 265
Devresse, Jennifer, 189, 190
Devriendt, Émilie, 201
Diez, Thomas, 43, 86, 227, 228
Doury, Marianne, 188, 267
Doutreix, Marie-Noëlle, 254
Dubernet, Cécile, 66
Duchesne, Sophie, 404
Ducrot, Oswald, 199, 201, 358
Dufour, Françoise, 50, 51, 52, 186
Dumitru, Speranta, 108
Durkheim, Émile, 183
Dutka, Anna, 66

E

Edwards, Franck, 73
Elliott, John, E., 43
Escallier, Robert, 57, 58
Esposito, Michael, 73
Esquenazi, Jean-Pierre, 156

F

Fabiani, Jean-Louis, 115
Feuillard, Colette, 113, 238
Fœssel, Michaël, 22, 126, 142, 405
Foucault, Michel, 90, 91, 92, 97, 98, 99, 102, 271
Fournet-Guérin, Catherine, 39, 40, 41, 81, 84
Frère, Marie-Soleil, 417
Fridman, Viviana, 54, 81
Fuchs, Catherine, 200

G

Gadet, Françoise, 111, 175
Gal, Susan, 96
Gamson, William A., 66, 113, 156
García, David, 161
Ghervas, Stella, 355
Gifford, Christopher, 77, 404
Godin, Christian, 235
Goodhart, David, 167, 172, 285, 328, 338, 339, 356, 403
Gramsci, Antonio, 114, 115, 116
Grant, David, 400
Greco, Luca, 187
Greenbaum, Sidney, 322
Grize, Jean-Blaise, 184
Grüner Frank, 136
Guellil, Nahida, 156
Guenancia, Pierre, 22, 78
Guilbert, Thierry, 211, 219
Guilhaumou, Jacques, 66, 100, 146, 147

H

Habermas, Jürgen, 65
Habert, Benoît, 174
Hailon, Fred, 156
Halliday, Michael, 196
Hamilton, Peter, 41
Hamon, Philippe, 189
Harnish, Jason, 55, 56, 129
Haroche, Claudine, 49, 60, 87, 92, 94, 97, 99, 103
Harris, Neal, 80
Haugh, Wendi A., 43
Heater, Derek, 122, 123, 129, 228
Held, David, 36, 79
Helkkula-Lukkarinen, Mervi, 196
Heller, Monica, 218
Helly, Denise, 21
Henn, Matt, 173
Henry, Paul, 49, 93, 97, 99, 207, 211
Herman, Thierry, 165
Herzog, Hanna, 66, 113, 156
Hickson, Kevin, 251
Hoare, George, 114
Holmes, Colin, 131, 132, 134
Honoré, Jean-Paul, 133, 134
Hunter, John, 295
Hussain, Yasmin, 46
Husson, Anne-Charlotte, 62, 72, 184, 185, 362
Hymes, Dell, 25, 149, 151, 152, 153

I

Inglis, David, 121
Ingram, James D., 122, 123
Inigo-Mora, Isabel, 414

J

Jacquez, Lise, 50, 390, 395
Jacquin, Jérôme, 78
Jamin, Jérôme, 306
Jaunait, Alexandre, 54, 55, 81
Jeanson, Francis, 37
Jodelet, Denise, 64, 182, 184
Joly, André, 323
Jonge, Emmanuel de, 25, 303, 355, 409
Jufer, Nicole, 165
Jullion, Marie-Christine, 346, 360

K

Kalra, Virinder S., 45
Kansteiner, Wulf, 57
Kant, Immanuel, 44, 121, 122, 125, 126, 257, 260, 360, 399
Karatani, Rieko, 85, 143, 228, 229, 232, 289
Kaya, Bülent, 286, 365, 367
Khalonina, Anna, 369, 410
Kichelewski, Audrey, 43
Kilgarriff, Adam, 176
Kofman, Eleonore, 131, 134, 136, 142

Komur, Greta, 332
Koopmans, Ruud, 22, 38, 341, 360
Koselleck, Reinhart, 69, 70, 72
Koshy, Susan, 39, 40, 362
Koukoutsaki-Monnier, Angeliki, 75, 76
Kremnitz, Georg, 76
Krieg-Planque, Alice, 29, 62, 64, 68, 69, 86, 139, 140, 141,
143, 148, 171, 173, 198, 248, 249, 266, 272, 350
Krzyzanowski, Michał, 50, 51, 52, 67, 69, 70, 71, 72, 73, 86,
162, 209, 210, 211, 217, 304, 305, 306, 311, 345, 347,
377, 409
Kyriakidou, Maria, 161

L

Labatut, François, 19, 188
Lachapelle, Guy, 58
Lacheret-Dujour, Anne, 196
Lafon, Benoît, 158, 162
Lahire, Bernard, 282
Lambrecht, Knud, 239
Lamont, Michèle, 22, 39
Lanfranchi, Pierre, 43, 296
Langlois, Laëtitia, 26
Langman, Lauren, 56
Lapaire, Jean-Rémi, 320, 349, 382
Lassalle, Didier, 403
Lavergne, Catherine, 307
Le Bart, Christian, 24, 87
Lecolle, Michelle, 296
Ledin, Per, 50, 51, 52, 162, 377
Lee, Hedwig, 73
Leeuwen, Theo van, 149, 151, 153, 190, 212, 213, 220,
236, 237, 287
Legallois, Dominique, 192
Lemire, Marc, 66
Léon, Jacqueline, 25
Levitt, Peggy, 43
Lindell, Johan, 159, 160
Lits, Marc, 66, 188, 189
Lochard, Guy, 157, 158
Löfgren, Orvar, 127
Longhi, Julien, 60
Lopez, Stéphanie, 175
Lourme, Louis, 22, 123, 124, 126, 130
Lucas, Nadine, 204, 317
Lucy, John A., 203

M

Maccaferri, Marzia, 162, 172
Maingueneau, Dominique, 24, 59, 61, 63, 84, 92, 95, 97,
101, 102, 103, 104, 193, 208, 218, 219, 393
Maldidier, Denise, 93, 99, 146, 147
Marignier, Noémie, 96
Marthoz, Jean-Paul, 416
Martuccelli, Danilo, 28, 35, 116, 117, 118, 372
Mattelart, Armand, 126
Matthiessen, Christian, 196
Mayaffre, Damon, 147, 354
Mazière, Francine, 95

Mbonda, Ernest-Marie, 41, 79
Meer, Nasar, 358
Meletinski, Eleazar, 191
Ménard, Olivier, 19, 282
Mercier, Arnaud, 157, 158
Merkel, Wolfgang, 383
Messling, Markus, 57
Mesure, Sylvie, 22, 57
Meyer, Michael, 21
Micheli, Raphaël, 25, 71, 72, 73, 86, 188, 255, 267
Mignolo, Walter D., 81
Mincke, Cristophe, 35, 81, 371
Mischi, Julian, 313, 317, 351, 352
Mitropoulou, Eleni, 82
Modood, Tariq, 358
Moirand, Sophie, 121, 144, 178
Mondada, Lorenza, 22, 80
Monte, Michèle, 201
Montgomery, Martin, 167, 246
Morgan, Glenn, 310
Morice, Juliette, 366, 367
Mortureux, Marie-Françoise, 138, 347
Moscovici, Serge, 182, 183, 184
Mouchard, Claude, 122
Mounier, Pascale, 213
Münchow, Patricia von, 26, 28, 52, 72, 76, 85, 87, 89, 95,
104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 116,
193, 194, 208, 209, 212, 254, 343, 409, 413
Mussalim, Fernanda, 414

N

Nadjafov, Djakhanguir, 137, 138
Narjoux, Cécile, 202
Née, Émilie, 176, 178, 216
Negura, Lilian, 184
Neri, Laura, 191
Neveu, Catherine, 42, 227, 229
Niedzielski, Nancy A., 185
Nowakowska, Aleksandra, 322
Nussbaum, Luci, 22, 80
Nussbaum, Martha, 22, 80

O

Octobre, Sylvie, 57, 82, 143, 407, 408, 411, 412
Oger, Claire, 99
Olivier de Sardan, Jean-Pierre, 108
Olivier, Craig, 108, 364
Ollivier, Michèle, 54, 81, 157
Ollivier-Yaniv, Caroline, 157
Olteanu, Alin, 248
Orlandi, Eni Puccinelli, 61, 100, 198, 205, 416, 417, 418

P

Page, Robert, 251
Pahud, Stéphanie, 78
Pailliant, Isabelle, 157
Pauthe, Nicolas, 417

Paveau, Marie-Anne, 94, 100, 101, 103, 186, 187, 195, 206, 207, 208, 209, 211, 246, 256, 264, 270, 271, 274, 275, 317, 318, 353, 359
Pêcheux, Michel, 49, 60, 61, 92, 93, 94, 97, 98, 99, 100, 103, 105, 116, 146, 197, 200, 205, 207, 211, 218, 362
Pejovic, Milica, 45, 47, 57
Perrodin, Louise, 39, 81
Perron, Catherine, 350
Petitclerc, Adèle, 220
Pezzini, Barbara, 47
Picard, Dominique, 152
Pietikäinen, Sari, 218
Pliez, Olivier, 41
Ploux, Sabine, 196
Policar, Alain, 18, 22, 34, 78, 79, 123, 124
Pope, Marc, 43, 296
Pradeau, Jean-François, 122, 123, 129
Pratt, Valéry, 129
Preparata, Giacomo, 43
Preston, Dennis R., 185
Propp, Vladimir, 191
Pugnière-Saavedra, Frédéric, 218
Pujolar, Joan, 218
Pulliero, Marino, 132

R

Rabatel, Alain, 219, 221, 325
Raffestin, Claude, 64
Ramoneda, Toni, 346
Rastier, François, 191
Reisigl, Martin, 75, 220
Remaud, Olivier, 22, 127, 364
Rennes, Juliette, 72, 296, 410
Resnick, Philip, 58
Reungoat, Emmanuelle, 353, 354
Rey-Debove, Josette, 186
Riazi, Mehdi A., 108
Richard, Arnaud, 156, 161
Riegel, Martin, 186, 187
Riemer, Nick, 25
Romero, Clara, 348, 349
Rosière, Stéphane, 35
Rothberg, Michael, 67, 263
Roussin, Philippe, 190
Ruzza, Carlo, 45, 47, 57

S

Santi, Raffaella, 123
Sarale, Jean-Marc, 288
Sarfati, Georges-Elia, 96, 116, 193, 194, 208, 209, 210, 211
Sarr, Felwine, 58
Sassatelli, Monica, 44, 81
Saunders, Robert, 313, 314
Schiappa, Edward, 19, 188
Schlesinger, Philip, 157
Schmitt, Laurie, 156
Schnapper, Pauline, 150
Searle, John R., 64

Sedda, Paola, 96
Sériot, Patrick, 74, 75, 207
Serpereau, Antonin, 96
Siblot, Paul, 307
Sigrist, René, 355
Sitri, Frédérique, 65, 175, 206, 207, 211, 218
Skinner, Quentin, 70, 72, 170
Skrbiš, Zlatko, 22, 80, 81, 83, 173, 280, 411
Sloam, James, 173
Smith, Angela, 381
Snoeck Henkemans, Francisca, 357
Sobel, Richard, 94
Sousa Santos, Boaventura de, 38
Sperber, Nathan, 58, 114
Squire, Vicki, 43, 86, 227, 228
Stanley, Ben, 305
Staroń, Anita, 43
Stoegner, Karin, 134, 358
Stolcke, Verena, 232
Strâth Bo, 70, 143
Strijbis, Oliver, 38
Strydom, Piet, 80

T

Taguieff, Pierre-André, 132, 133, 134, 142, 143, 305, 358
Tassin, Étienne, 37, 292, 296
Terret, Thierry, 295
Tétu, Jean-François, 305
Thiollet, Helene, 18, 80
Todorov, Tzvetan, 200, 201
Tordjman, Laëtitia, 58
Traverso, Enzo, 131, 132
Triandafyllidou, Anna, 67
Turino, Thomas, 43
Turner, Bryan S., 21, 41, 42, 46

V

Vadot, Maude, 63
Valence, Aline, 184
Valluvan, Sivamohan, 45
Varga, Renáta, 204
Veniard, Marie, 63, 65, 68, 71, 218
Vergopoulos, Hécate, 364
Vesselovski, Aleksandr, 191
Victorri, Bernard, 196
Vieten, Ulrike M., 47, 247, 311
Vincent, Diane, 78, 156, 222

W

Wagener, Albin, 221
Wagner, Anne Catherine, 127
Weinreich, Uriel, 186
Weinstock, Daniel, 78
Wellings, Ben, 45
Werbner, Pnina, 22, 39, 337
Wihtol de Wenden, Catherine, 21, 77
Wilde, Pieter de, 38

Wille, Christian, 74
Williams, Ben, 251
Wodak, Ruth, 21, 22, 67, 70, 74, 75, 76, 77, 134, 149, 151,
153, 209, 210, 211, 212, 220, 305, 306, 358
Wolin, Richard, 125, 126
Woodward, Ian, 22, 80, 81, 83, 173, 280, 411
Wrangel, Catherine de, 363

Y

Yanoshevsky, Galia, 364

Yerasimos, Stéphane, 126, 141

Z

Zakharova, Maria, 417
Zappettini, Franco, 345
Zarka, Yves Charles, 22, 324
Zerubavel, Eviatar, 36, 73, 111, 192, 304, 312, 414
Zürn, Michael, 22, 38, 341, 360

Bibliographie

- ABELES Marc, 1999, « Pour une exploration des sémantiques institutionnelles », *Ethnologie française* 29 (4), pp. 501-511.
- ABOWITZ Kathleen K. et HARNISH Jason, 2006, « Contemporary Discourses of Citizenship », *Review of Educational Research* 76 (4), pp. 653-690¹⁸⁸.
- ACHARD Pierre, 1995, « Formation discursive, dialogisme et sociologie », *Langages* 29 (117), pp. 82-95.
- , 1998, « Nations, nationalismes : l'approche discursive », *Langage et société* 86 (1), pp. 9-61.
- ADAM Jean-Michel, 1985, *Le texte narratif*, Paris, Fernand Nathan.
- AISSEN Judith, 2017, « Documenting topic and focus », *Language Documentation & Conservation*, pp. 1-43.
- ALDRIN Philippe et OLLIVIER-YANIV Caroline, 2014, « Introduction de la première partie », in : ALDRIN Philippe, HUBE Nicolas, OLLIVIER-YANIV Caroline et UTARD Jean-Michel (éds.), *Les mondes de la communication publique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 23-30.
- ALESSANDRI Jean-Louis, 2019, *Les différentes formes d'antisémitisme en Angleterre de 1905 à 1933*, thèse de doctorat en études anglophones, Université Bordeaux Montaigne.
- ALEXANDRE-COLLIER Agnès et AVRIL Emmanuelle, 2013, *Les partis politiques en Grande-Bretagne*, Paris, Armand Colin.
- ALJUNIED Khairudin, 2017, *Muslim Cosmopolitanism: Southeast Asian Islam in Comparative Perspective*, Edinburgh, Edinburgh University Press.
- ALLEN Michael P., « The Thatcherite Bildungsroman », 2020, *Textual Practice* 34 (12), pp. 2113-2130.
- ALTHUSSER Louis, 2011, *Sur la reproduction*, Paris, PUF.
- ALVISO-MARINO Anahi, 2016, « Géographie(s) des territoires de l'art. Extraversion et cosmopolitisme des artistes visuels au Yémen », *Géographie et cultures* (97), pp. 39-65.
- ANDERSON Benedict, 2002 [1983], *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.
- ANDREOULI Eleni, 2019, « Constructions of Europe in the run-up to the EU referendum in the UK », *Identities: global studies in culture and power* 26 (2), pp. 241-259.
- ANGENOT Marc, 1984, « Le discours social : problématique d'ensemble », *Cahiers de recherche sociologique* 2 (1), pp. 19-44.
- , 1989, « Hégémonie, dissidence et contre-discours : réflexions sur les périphéries du discours social en 1889 », *Études littéraires* 22 (2), pp. 11-24.
- , 2006, « Théorie du discours social. Notions de topographie des discours et de coupures cognitives », *Contextes* (1). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/contextes.51>>, consulté le 07/06/2019.
- APPADURAI Arjun, 1990, « Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy », *Theory, Culture and Society* 7 (2), pp. 295-310.
- , 2005 [1996], *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot & Rivages.

¹⁸⁸ Les références aux sources rédigées dans les langues utilisant l'alphabet latin sont données en langue originale sans traduction. Les références aux sources rédigées dans les langues utilisant un autre alphabet, comme le russe, et n'ayant pas de traductions publiées, sont données en translittération avec, entre crochets, la traduction des titres en français.

- , 2013, *Condition de l'homme global*, Paris, Payot & Rivages.
- ARCHIBUGI Daniele et HELD David, 2012, « La démocratie cosmopolitique », *Cahiers philosophiques* 1 (128), pp. 9-29.
- APPIAH Kwame A., 2008 [2006], *Pour un nouveau cosmopolitisme*, Paris, Odile Jacob.
- ARENDT Hannah, 2007 [1943], « We Refugees », in : KOHN Jerome et FELDMAN Ron H. (éds.), *The Jewish Writings*, New York, Schocken, pp. 264-274.
- ARQUEMBOURG Jocelyne, 2006, « De l'événement international à l'événement global : émergence et manifestations d'une sensibilité mondiale », *Hermès* (46), pp. 13-21.
- ARQUEMBOURG Jocelyne, LOCHARD Guy et MERCIER Arnaud, 2006, « Introduction », *Hermès* (46), pp. 9-10.
- ASSAEL Brenda, 2013, « Gastro-cosmopolitanism and the restaurant in late Victorian and Edwardian London », *The Historical Journal* 56 (3), pp. 681-706.
- ATKINS Judi, 2021, « Rhetoric and audience reception: An analysis of Theresa May's vision of Britain and Britishness after Brexit », *Politics*, pp. 1-15.
- AUBOUSSIER Julien, 2014, « "Europe de Bruxelles" : du toponyme à la désignation péjorative », *Discours d'Europe*. En ligne : <<https://disceurope.hypotheses.org/292>>, consulté le 10/09/2019.
- AUBOUSSIER Julien et RAMONEDA Toni, 2015, « Introduction », in : AUBOUSSIER Julien et RAMONEDA Toni (éds.), *L'Europe en contre-discours*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, pp. 7-14.
- AUSTIN John L., 1970 [1962], *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil.
- AUTHIER-REVUZ Jacqueline, 1982, « Hétérogénéité montrée et hétérogénéité constitutive : éléments pour une approche de l'autre dans le discours », *DRLAV* 26 (1), pp. 91-151.
- , 1984, « Hétérogénéité(s) énonciative(s) », *Langages* 19 (73), pp. 98-111.
- , 1998, « Le guillemet, un signe de "langue écrite" à part entière », in : DEFAYS Jean-Marc, ROSIER Laurence et TILKIN Françoise (éds.), *A qui appartient la ponctuation ?*, Bruxelles, De Boeck & Larcier, pp. 373-388.
- , 2012 [1995], *Ces mots qui ne vont pas de soi. Boucles réflexives et non-coïncidences du dire*, Limoges, Lambert-Lucas.
- , 2020, *La représentation du discours autre : principes pour une description*, Berlin, De Gruyter.
- BACOT Paul, DOUZOU Laurent et HONORE Jean-Paul, 2008, « Chrononymes. La politisation du temps », *Mots* (87), pp. 5-12.
- BAGGULEY Paul et HUSSAIN Yasmin, 2020, « Cosmopolitanism in an Age of Xenophobia and Ethnic Conflict », in : CICHELLI Vincenzo et MESURE Sylvie (éds.), *Cosmopolitanism in Hard Times*, Leiden, Brill, pp. 317-327.
- BAILONI Mark, 2010, « Le nord de l'Angleterre : l'affirmation d'un territoire politique et identitaire », *Herodote* 2 (137), pp. 70-92.
- , 2017, « Comprendre le vote pour le Brexit : de l'utilité d'une analyse territoriale », *Herodote* 1 (164), pp. 43-64.
- BAKHTINE Mikhaïl, 1977 [1929], *Marxisme et la philosophie du langage : essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*, Paris, Les éditions de Minuit.
- BAUMAN Zygmunt, 2006, *La vie liquide*, Rodez, Le Rouergue/Chambon.
- , 2003, « Visas de sortie et billets d'entrée : les paradoxes de l'assimilation juive », *Tumultes* 2-1-2004 (21-22), pp. 275-317.
- BEACCO Jean-Claude, 2004, « Trois perspectives linguistiques sur la notion de genre discursif », *Langages* 1 (153), pp. 109-119.
- BECK Ulrich, 2006, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Paris, Aubier.

- BELKHODJA Chedly, 2010, « Le discours de la “responsabilisation de l’Autre” : une lecture “des accommodements raisonnables” au Québec dans quelques journaux du Québec et du Canada francophone », in : GOHARD-RADENKOVIC Aline et ACKLIN MUJI Dunya (éds.), *Entre médias et médiations : les « mises en scène » du rapport à l’altérité*, Paris, L’Harmattan, pp. 79-94.
- BELL Emma, 2021, « Post-Brexit nationalism: challenging the British political tradition? », *Journal of Contemporary European Studies* 29 (3), pp. 351-367.
- BENBASSA Esther, 1997, *Histoire des Juifs de France*, Paris, Seuil.
- BERENI Laure et JAUNAIT Alexandre, 2009, « Usages de la diversité », *Raisons politiques* 3 (35), pp. 5-9.
- BERNSTEIN Basil, 2003 [1990], *The Structuring of Pedagogic Discourse*, Londres, Routledge.
- BERTRAND Gilles, 2014, « La place du voyage dans les sociétés européennes (XVI^e-XVIII^e siècle) », *Annales de Bretagne et des Pays de l’Ouest* 121 (3), pp. 7-26.
- BERUBE Damien, 2019, « Politisation, émancipation et sionisme : le cas des Juifs britanniques entre 1829 et 1917 », *Strata* 9, pp. 94-115.
- BHABHA Homi K., 2007 [1994], *Lieux de la culture : une théorie postcoloniale*, Paris, Payot.
- BICKEL Jean-François, 2007, « Significations, histoire et renouvellement de la citoyenneté », *Gérontologie et société* 30 (120), pp. 11-28.
- BOMMIER-PINCEMIN Bénédicte, 1999, « Diffusion ciblée automatique d’informations : conception et mise en oeuvre d’une linguistique textuelle pour la caractérisation des destinataires et des documents », thèse de doctorat en linguistique, Université Paris 4.
- BONVILLE Jean DE, 2006, *L’analyse de contenu des médias*, Paris, De Boeck Supérieur.
- BOROTTO Jessica, 2015, « Interpellation du genre et sujets mélancoliques. Butler lectrice d’Althusser », *Cahiers du GRM* (8). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/grm.715>>, consulté le 16/03/2022.
- BOUDART Laurence, 2011, « Lecture et apprentissage de l’identité nationale. Étude de manuels scolaires belges (1842-1939) », *Culture & Musées* (17), pp. 41-62.
- BOUKO Catherine et GARCIA David, 2018, « S’exprimer sur l’Europe après le referendum du Brexit : une analyse des réactions sur Flickr, entre charge affective et détournement métaphorique », *De Europa* 1 (2), pp. 45-62.
- BOULONNAIS Dominique, 2008, « Les préposition de To et For : grammaticalisation et subjectivation », *Anglophonia* 12 (24), pp. 45-97.
- BOURE Robert, 2009, « La construction médiatique des figures sportives. Le cas des joueurs de rugby français », *Communication & Langages* 2 (160), pp. 3-17.
- BOUTET Josiane, 1987, « Façons de dire la qualification », *Mots* (14), pp. 171-196.
- , 2016, *Le pouvoir des mots*, Paris, la Dispute.
- BOUTET Josiane et HELLER Monica, 2007, « Enjeux sociaux de la sociolinguistique : pour une sociolinguistique critique », *Langage et société* 3-4 (121-122), pp. 305-318.
- BOUVET Laurent, 2015, *L’insécurité culturelle*, Paris, Fayard.
- BOYER Henri, 2004, « Langue et nation : le modèle catalan de nationalisme linguistique », *Mots* (74), pp. 27-42.
- BOYER Marc, 2005, *Histoire générale du tourisme du XVI^e au XXI^e siècle*, Paris, L’Harmattan.
- BRES Jacques, 1997, « Production du sens : interaction, dialogisme, actualisation », in : BAGGIONI Daniel et LARCHER Pierre (éds.), *Le contrôle social du sens*, Aix-en-Provence, Publications de l’Université de Provence, pp. 105-111.
- , 1999, « Vous les entendez ? Analyse du discours et dialogisme », *Modèles linguistiques* XX-2 (40), pp. 71-86. En ligne : <<https://doi.org/10.4000/ml.1411>>, consulté le 01/07/2019.

- , 2005, « Savoir de quoi on parle : dialogue, dialogal, dialogique ; dialogisme, polyphonie... », in : BRES Jacques, HAILLET Patrick Pierre, MELLET Sylvie, NØLKE Henning, ROSIER Laurence (éds.), *Dialogisme et polyphonie : approches linguistiques*, Bruxelles, Duculot, pp. 47-61.
- , 2017 [2001], « Interdiscours », in : *Termes et concepts pour l'analyse du discours : une approche praxématique*, Paris, Honoré Champion.
- BREZAULT Éloïse, 2011, « Cosmopolitisme et “déterritorialisation” de l’imaginaire dans les littératures africaines francophones actuelles. Une “identité-monde” en gestation », in : ROUYER Muriel, WRANGEL Catherine de, BOUSQUET Emmanuelle et CUBEDDU Stefania (éds.), *Regards sur le cosmopolitisme européen : frontières et identités*, Bruxelles, Peter Lang, pp. 389-404.
- BRIDET Guillaume, GARNIER Xavier, MOUSSA Sarga et ZECCHINI Laëtitia (éds.), 2019, *Décentrer le cosmopolitisme : enjeux politiques et sociaux dans la littérature*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon.
- BROCK Gillian, 2019, « Seeking global justice: what kind of equality should guide cosmopolitans? », in : DELANTY Gerard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitanism Studies*, 2^e éd., Abingdon/New-York, Routledge, pp. 315-325.
- BROWN Wendy, 2009, *Murs : les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, Paris, Les Prairies ordinaires.
- BULLICH Vincent et SCHMITT Laurie, 2019, « Socio-économie des médias : analyser les stratégies de production-valorisation », in : LAFON Benoît (éd.), *Médias et médiatisation. Analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- BUTLER Judith P., 2005 [1990]. *Troubles dans le genre*, Paris, La Découverte.
- , 2017 [1997], *Le pouvoir des mots : discours de haine et politique du performatif*, 3^e éd., Paris, Éditions Amsterdam.
- BYRNE Bridget, 2012, « A local welcome? Narrations of citizenship and nation in UK citizenship ceremonies », *Citizenship Studies* 16 (3-4), pp. 531-544.
- CADIN Anne, COUDURIER Perrine, DESCLAUX Jessica, GABORIAUD Marie et NICOLAS-PIERRE Delphine (éds.), 2017, *Romans et récits français, entre nationalisme et cosmopolitisme*, Paris, Classiques Garnier.
- CALABRESE Laura, 2013, *L'événement en discours. Presse et mémoire sociale*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan.
- , 2018a, « Faut-il dire migrant ou réfugié ? Débat lexico-sémantique autour d'un problème public », *Langages* 210 (2), pp. 105-124.
- , 2018b, « Diversité, entre constat et injonction », in : CALABRESE Laura et VENIARD Marie (éds.), *Penser les mots, dire la migration*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, pp. 71-79.
- CALABRESE Laura et VENIARD Marie, 2018, « Mots, discours et migration, une relation dialectique », in : CALABRESE Laura et VENIARD Marie (éds.), *Penser les mots, dire la migration*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan.
- CALCUTT Lyn, WOODWARD Ian et SKRBIŠ Zlatko, 2009, « Conceptualizing otherness: An exploration of the cosmopolitan schema », *Journal of Sociology* 45 (2), pp. 169-186.
- CALHOUN Craig, 2003, « The Class Consciousness of Frequent Travelers: Toward a Critique of Actually Existing Cosmopolitanism », *South Atlantic quarterly* 101 (4), pp. 869-897.
- , 2016, « Brexit is a Mutiny Against the Cosmopolitan Elite », *New Perspectives Quarterly* 33 (3), pp. 50-58.
- CANTO-SPERBER Monique, 2010, « Les fondements normatifs du cosmopolitisme », in : CHUNG Ryoa et NOOTENS Geneviève (éds.), *Le cosmopolitisme. Enjeux et débats contemporains*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 59-76.

- CANUT Cécile, DANOS Félix, HIM-AQUILLI Manon et PANIS Caroline, 2018, *Le langage, une pratique sociale : éléments d'une sociolinguistique politique*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté.
- CAPPEAU Paul et GADET Françoise, 2007, « L'exploitation sociolinguistique des grands corpus », *Revue française de linguistique appliquée* 12 (1), pp. 99-110.
- CAPT Vincent, JACQUIN Jérôme et PAHUD Stéphanie, 2010, « La figure de l'étranger dans les discours d'un parti politique suisse nationaliste : modes de désignation, traits stéréotypiques et émotions visées », *Textes et contextes* (5). En ligne : <<http://preo.u-bourgogne.fr/textesetcontextes/index.php?id=245>>, consulté le 04/11/2021.
- CARDEBAT Jean-Marie, 2002, *La mondialisation et l'emploi*, Paris, La Découverte.
- CASPISTEGUI Francisco Javier, 2012, « Deporte e identidad, o sobre cómo definirnos », *Historia y Comunicación Social* (17), pp. 19-39.
- CATALANO Theresa et WAUGH Linda R., 2020, *Critical Discourse Analysis, Critical Discourse Studies and Beyond*, Cham, Springer.
- CELESTINE Audrey et MARTIN-BRETEAU Nicolas, 2016, « “Un mouvement, pas un moment” : *Black Lives Matter* et la reconfiguration des luttes minoritaires à l'ère Obama », *Politique américaine* 2 (28), pp. 15-39.
- CESARANI David, 1990, « The importance of being editor: “The Jewish Chronicle”, 1841-1991 », *Jewish Historical Studies* 32, pp. 259-278.
- CHALAND Karine, 2001, « Pour un usage sociologique de la double généalogie philosophique de l'individualisme », in : SINGLY François DE, *Être soi d'un âge à l'autre*, vol. 2, « Famille et individualisation », Paris, L'Harmattan, pp. 31-43.
- CHALYGINA Svetlana, 2012, « Ponyatie motiv i ego interpretatsiya v teorii literatury i muzyke [La notion de motif et son interprétation dans la théorie de la littérature et la musique] », *Sotsyal'no-ekonomicheskiye yavleniya i protsessy [Processus sociaux-économiques]* (1), pp. 250-254 (rus).
- CHAMPEAU Serge, 2002, « Contrat social », *Cités* 2 (10), pp. 159-167.
- CHATTOPADHYAY Swati, 2012, *Unlearning the City: Infrastructure in a New Optical Field*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- CHARAUDEAU Patrick, 2006, « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », *Semen* (22). En ligne : <<http://journals.openedition.org/semen/2793>>, consulté le 29/01/2020.
- , 2011a, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, 2^e éd., Bruxelles, De Boeck Supérieur.
- , 2011b, « Réflexions pour l'analyse du discours populiste », *Mots* (97), pp. 101-116.
- CHARAUDEAU Patrick, BOYER Henri et LOCHARD Guy, 2016, « “Le discours doit être analysé en rapport avec les dispositifs de mise en scène” », *Mots* (111), pp. 131-146.
- CHARAUDEAU Patrick et MAINGUENEAU Dominique, 2002, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil.
- CHERNILO Daniel, 2019, « There is no cosmopolitanism without universalism », in : DELANTY Gerard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitan Studies*, 2^e éd., Abingdon/New York, Routledge, pp. 30-41.
- , 2021, « Another Globalisation: Covid-19 and the Cosmopolitan Imagination », in : DELANTY Gerard (éd.), *Pandemics, Politics, and Society*, Berlin/Boston, De Gruyter, pp. 157-170.
- CHOPLIN Armelle et PLIEZ Olivier, 2018, *La mondialisation des pauvres : loin de Wall Street et de Davos*, Paris, Seuil.
- CHOQUET Sabine, 2015, *Identité nationale et multiculturalisme : deux notions antagonistes ?*, Paris, Classiques Garnier.

- CICCHELLI Vincenzo, 2016a, *Pluriel et commun : sociologie d'un monde cosmopolite*, Paris, Presses de Sciences Po.
- , 2016b, « Comment enquête-t-on sur la socialisation cosmopolite ? », *Terrains/Théories* (5). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/teth.805>>, consulté le 22/10/2021.
- , 2020, « The Cosmopolitan Individual in Tension », in : CICCHELLI Vincenzo et MESURE Sylvie (éds.), *Cosmopolitanism in Hard Times*, Leiden, Brill, pp. 289-301.
- CICCHELLI Vincenzo et MESURE Sylvie (éds.), 2020, *Cosmopolitanism in Hard Times*, Leiden, Brill.
- CICCHELLI Vincenzo et OCTOBRE Sylvie, 2021a, « La globalisation de la culture à l'aune de la circulation des produits culturels », *Réseaux* 2 (226-227), pp. 9-15.
- , 2021b, *Une jeunesse crispée. Le vivre ensemble face aux crises globales*, Paris, L'Harmattan.
- CILLIA Rudolf de, REISIGL Martin et WODAK Ruth, 1999, « The discursive construction of national identities », *Discourse & Society* 10 (2), pp. 149-173.
- CISLARU Georgeta, 2006, « Nom de pays, nom de peuple : quels usages, quelles identités ? », *Cahiers de sociolinguistique* 1 (11), pp. 41-62.
- CISLARU Georgeta et SITRI Frédérique, 2012, « De l'émergence à l'impact social des discours : hétérogénéités d'un corpus », *Langages* 187 (3), pp. 59-72.
- CLARKE John, 2009, « Parler de citoyenneté : discours gouvernementaux et vernaculaires », *Anthropologie et Sociétés* 2 (33), pp. 43-62.
- COLAS-BLAISE Marion, 2011, « Les types et les régimes de la prise en charge : de la linguistique de l'énonciation à la sémiotique du discours », in : DENDALE Patrick et COLTIER Danielle (éds.), *La prise en charge énonciative. Études théoriques et empiriques*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, pp. 37-54.
- COMAS D'ARGEMIR Dolors, 1996, « L'arbre et la maison : Métaphores de l'appartenance », in : FABRE Daniel (éd.), *L'Europe entre cultures et nations*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, pp. 199-212.
- COTTLE Simon, 2013, « Journalists witnessing disaster. from the calculus of death to the injunction to care », *Journalism Studies* 14 (2), pp. 232-248.
- COUDERC-MORANDEAU Stéphanie, 2011, « Pratique et ambiguïté du cosmopolitisme à travers l'exemple de la colonisation », in : ROUYER Muriel, WRANGEL Catherine de, BOUSQUET Emmanuelle et CUBEDDU Stefania (éds.), *Regards sur le cosmopolitisme européen : frontières et identités*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, pp. 127-142.
- COULMAS Peter, 1995 [1990], *Les citoyens du monde : histoire du cosmopolitisme*, Paris, Albin Michel.
- DAGENAIS Bernard, 1994, « Le corps médical oriente le discours public sur le sida : les cas du Canada et du Sénégal », *Communication* 15 (2), pp. 48-78.
- DE SMET François, 2014, *Reductio ad hitlerum*, Paris, PUF.
- DEBARBIEUX Bernard, 2014, « Rootedness – Anchoring – Mooring: Reviving Metaphors », *L'Espace géographique* 43 (1), pp. 68-80.
- DECLERCK Renaat, 1984, « The pragmatics of *it*-clefts and *WH*-clefts », *Lingua* (64), pp. 251-289.
- DELANTY Gerard, 2005, « The Idea of a Cosmopolitan Europe: On the Cultural Significance of Europeanization », *International Review of Sociology* 15 (3), pp. 405-421.
- , 2013, *Formations of European modernity: a historical and political sociology of Europe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- , 2019, « Introduction. The field of cosmopolitan studies », in : DELANTY Gerard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitanism Studies*, 2^e éd., Abingdon/New-York, Routledge, pp. 1-8.

- (éd.), 2019, *Routledge International Handbook of Cosmopolitanism Studies*, 2^e éd., Abingdon/New-York, Routledge.
- DELANTY Gerard et HARRIS Neal, 2019, « The idea of critical cosmopolitanism », in : DELANTY Gerard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitan Studies*, 2^e éd., Abingdon/New-York, Routledge, pp. 91-100.
- DELEPLACE Marc, 1996, « La notion d’anarchie pendant la Révolution française. Un parcours méthodologique en analyse de discours », *Revue d’histoire moderne et contemporaine (1954-)* 43 (2), pp. 307-328.
- DENIMAL Amandine, 2011, « Les valeurs d’ouverture à l’altérité dans les manuels de français libanais : aspects d’un traitement paradoxal », *Tréma* (35-36), pp. 36-53.
- DERMAUX-FROISSART Édith, 2013, « Royaume-Uni », in : ROUBY Francine (éd.), *Europe : histoire, nations, identités*, Paris, Ellipses, pp. 211-248.
- DESSONS Gérard, 2014, « Errants devant l’Éternel », in : COQUIO Catherine et POUHEYTO Jean-Luc (éds.), *Roms, Tsiganes, nomades : un malentendu européen*, Paris, Karthala, pp. 419-430.
- DEVRESSE Jennifer, 2011, « Le personnage au carrefour du médiatique et du social : une analyse des débuts de l’“affaire Calice” à la RTBF », *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir* (74), pp. 73-86.
- DEVRIENDT Émilie, MONTE Michèle et SANDRE Marion, 2018, « Analyse du discours et catégories « raciales » : problèmes, enjeux, perspectives », *Mots* 1 (116), pp. 9-37.
- DIEZ Thomas et SQUIRE Vicki, 2008, « Traditions of citizenship and the securitisation of migration in Germany and Britain », *Citizenship Studies* 12 (6), pp. 565-581.
- DIJK Teun A. VAN, « Discourse & Society: A New Journal for a New Research Focus », *Discourse & Society* 1 (1), 1990, pp. 5-16.
- DOURY Marianne et MICHELI Raphaël, 2016, « Enjeux argumentatifs de la définition : l’exemple des débats sur l’ouverture du mariage aux couples de même sexe », *Langages* 4 (204), pp. 121-138.
- DOUTREIX Marie-Noëlle et BARBE Lionel, 2019, « Légitimer et disqualifier : les Fake News saisies comme opportunité de normalisation du champ journalistique », *Études de communication* 2 (53), pp. 49-66.
- DUBERNET Cécile, 2018, « Qui est vulnérable ? Une analyse critique du discours public de l’agence européenne Frontex », *Revue européenne des migrations internationales* 34 (2-3), pp. 205-227.
- DUCHESNE Sophie, 1998, « Jeunes, citoyenneté, Europe : quelques remarques à propos des représentations ordinaires de la citoyenneté en France », *Agora débats/jeunesses* 12 (1), pp. 69-80.
- DUCROT Oswald, 1984, *Le Dire et le dit*, Paris, Minuit.
- DUFOUR Françoise, 2007, « Reformulation métalinguistique et re-catégorisation du référent : du progrès civilisateur au développement », in : CISLARU Georgeta, GUERIN Olivia, MORIM Katia, NEE Émilie, PAGNIER Thierry et VENIARD Marie (éds.), *L’acte de nommer, une dynamique entre langue et discours*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, pp. 165-176.
- , 2016, « “Immigration et identité nationale” : les conditions de dicibilité d’un acte de nomination impossible », in : AMBROISE Bruno et GEAY Bertrand (éds.), *Langage et Politique. L’efficacité du langage en question*, Villeneuve d’Ascq, Presses universitaires du Septentrion, pp. 109-118.
- DUMITRU Speranta, 2014, « What is methodological nationalism? An essay of typology », *Raisons politiques* 2 (54), pp. 9-22.
- DURKHEIM Émile, 2014 [1924], *Sociologie et philosophie*, 5^e éd., Paris, PUF.
- DUTKA Anna, 1997, « Sciences du langage et discours sur le “discours public” en Pologne 1989-1992 », *Langage & société* (79), pp. 53-74.

- EDWARDS Frank, LEE Hedwig et ESPOSITO Michael, 2019, « Risk of being killed by police use of force in the United States by age, race–ethnicity, and sex », *Proceedings of the National Academy of Sciences* 116 (34), pp. 16793-16798.
- ESCALLIER Robert, 2003, « Le cosmopolitisme méditerranéen : Réflexions et interrogations », *Cahiers de la Méditerranée* (67). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/cdlm.120>>, consulté le 25/10/2021.
- ESQUENAZI Jean-Pierre, 2014, *L'écriture de l'actualité*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble. En ligne : <<https://doi.org/10.3917/pug.esque.2014.01>>, consulté le 10/06/2021.
- FABIANI Jean-Louis, 2003, « Peut-on encore parler de légitimité culturelle ? », in : DONNAT Olivier et TOLILA Paul (éds.), *Peut-on encore parler de légitimité culturelle ?*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 305-317.
- FEUILLARD Colette, 2009, « À propos des fonctions syntaxiques », *La linguistique* 45 (2), pp. 93-114.
- , 2017, « Avant-propos » in : FEUILLARD Colette (éd.), *Usage, norme et codification, de la diversité des situations à l'utilisation du numérique*, Louvain-la-Neuve, EME Éditions, pp. 5-8.
- FÆSSEL Michaël, 2012, « La raison du cosmopolitisme », *Cahiers philosophiques* 1 (128), pp. 71-84.
- FOUCAULT Michel, 1969, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard.
- , 1971, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.
- FOURNET-GUERIN Catherine, 2019, « Être étranger dans les quartiers populaires de Maputo (Mozambique) : un cosmopolitisme de voisinage aux périphéries de la mondialisation », *Revue européenne des migrations internationales* 35 (3), pp. 239-265.
- FRERE Marie-Soleil, 2016, « Censure de l'information en Afrique subsaharienne francophone : la censure dans les régimes semi-autoritaires », in : MARTIN Laurent (éd.), *Les censures dans le monde : XIX^e-XX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, pp. 341-356.
- FRIDMAN Viviana et OLLIVIER Michèle, 2004, « Ouverture ostentatoire à la diversité et cosmopolitisme : vers une nouvelle configuration discursive ? », *Sociologie et sociétés* 36 (1), pp. 105-126.
- GADET Françoise, 1994, « La genèse du concept de marque (1926-1931) », *Cahiers de l'ILSL* (5), pp. 81-92.
- GAL Susan, 1993, « Diversity and contestation in linguistic ideologies: German speakers in Hungary », *Language in Society* 22 (3), pp. 337-359.
- GAMSON William A. et HERZOG Hanna, 1999, « Living with Contradictions: The Taken-for-Granted in Israeli Political Discourse », *Political Psychology* 20 (2), pp. 247-266.
- GARCIA Tristan, 2018, *La vie intense. Une obsession moderne*, Paris, Autrement.
- GIFFORD Christopher, 2004, « National and post-national dimensions of citizenship education in the UK », *Citizenship Studies* 8 (2), pp. 145-158.
- GODIN Christian, 2004, « Contrat », in : Dictionnaire de philosophie, Fayard/ Éditions du temps, p. 264.
- GOODHART David, 2017, *The Road to Somewhere*, Londres, C. Hurst & Co. Publisher.
- GRAMSCI Antonio, 2010 [1947], *Lettere dal carcere*, Milan, Einaudi.
- , 2012, *Guerre de mouvement et guerre de position. Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan*, Paris, La Fabrique.
- GRECO Luca, 2016, « Définir le genre et la parenté en contexte LGBTQ : la définition comme laboratoire catégoriel et comme performance », *Langages* 4 (204), pp. 139-156.
- GREENBAUM Sidney, 1996, *The Oxford English grammar*, Oxford, Oxford University Press.
- GRIZE Jean-Blaise, 2003, « Logique naturelle et représentations sociales », in : JODELET Denise (éd.), *Les représentations sociales*, 7^e éd., Paris, PUF, pp. 170-186.
- GRÜNER Frank, 2010, « “Russia’s battle against the foreign”: the anti-cosmopolitanism paradigm in Russian and Soviet ideology », *European Review of History* 17 (3), pp. 445-472.

- GUENANCIA Pierre, 2008, « L'idée de nation d'un point de vue cosmopolitique », *Esprit* (6), pp. 67-82.
- , 2017, « Identité et cosmopolitisme », *Raison présente* 1 (201), pp. 75-86.
- GUILBERT Thierry, 2007, *Le discours idéologique ou la Force de l'évidence*, Paris, L'Harmattan.
- , 2011, *L'« évidence » du discours néolibéral*, Broissieux, Éditions du Croquant.
- , 2012, « Transdisciplinarité et analyse du discours médiatique », in : PUGNIERE-SAAVEDRA Frédéric, SITRI Frédérique et VENIARD Marie (éds.), *L'analyse de discours dans la société : engagement du chercheur et demande sociale*, Paris, Honoré Champion, pp. 385-401.
- , 2016, « Performativité et évidence discursive. "Aujourd'hui" dans les discours politico-médiatiques », in : *Langage et Politique. L'efficacité du langage en question*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, pp. 119-134.
- GUILHAUMOU Jacques, 1984, « Subsistance(s) et discours publics dans la France d'ancien régime (1709-1785) », *Mots* (9), pp. 57-87.
- , 2002, « Le corpus en analyse de discours : perspective historique », *Corpus* (1). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/corpus.8>>, consulté le 28/12/2021.
- , 2004, « Où va l'analyse de discours : autour de la notion de formation discursive », *Texte ! IX* (2). En ligne : <<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00420668>>, consulté le 10/11/2021.
- , 2006, *Discours et événement : l'histoire langagière des concepts*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté.
- HABERMAS Jürgen, 1993 [1962], *L'espace public*, Paris, Payot.
- HABERT Benoît, NAZARENKO Adeline et SALEM André, 1997, *Les linguistiques de corpus*, Paris, Armand Colin.
- HALLIDAY Michael et MATTHIESSEN Christian, 2004, *An Introduction to Functional Grammar*, 3^e éd., Londres, Hodder Arnold.
- HAMON Philippe, 1972, « Pour un statut sémiologique du personnage », *Littérature* (6), 1972, pp. 86-110.
- HAROCHE Claudine, HENRY Paul et PECHEUX Michel, 1971, « La sémantique et la coupure saussurienne : langue, langage, discours », *Langages* 6 (24), pp. 93-106.
- HAUGH Wendi A., 2013, « Against Apartheid: Nationalists, Cosmopolitans, and Language Ideology in Northern Namibia », *Anthropological Quarterly* 86 (1), pp. 191-220.
- HEATER Derek, 1990, *Citizenship: the civic ideal in world history, politics and education*, Londres/New York, Longman.
- HEKKULA-LUKKARINEN Mervi, 1991, « L'organisation thématique de l'énoncé. Considérations générales et remarques particulières sur le français », *Neuphilologische Mitteilungen* 92 (3), pp. 371-390.
- HELLER Monica, 2002, « Éléments d'une sociolinguistique critique », Paris, Didier.
- HELLER Monica, PIETIKÄINEN Sari et PUJOLAR Joan, 2018, *Critical Sociolinguistic Research Methods. Studying Language Issues That Matter*, New York, Routledge.
- HELLY Denise, 2009, « La légitimité en panne ? Immigration, sécurité, cohésion sociale, nativisme », *Cultures & Conflits* (74), pp. 11-62.
- HENRY Paul, 1975, « Constructions relatives et articulations discursives », *Langages* 9 (37), pp. 81-98.
- HERMAN Thierry, 2008, « La connivence entre le journaliste et son lecteur : un lieu d'échange entre sciences du langage et de la communication », in : BURGER Marcel (éd.), *L'analyse linguistique des discours médiatiques*, Montréal, Nota bene.
- HERMAN Thierry et JUFER Nicole, 2001, « L'éditorial, "vitrine idéologique" du journal ? », *Semen* (13). En ligne : <<http://journals.openedition.org/semen/2610>>, consulté le 12/11/2019.

- HICKSON Kevin, PAGE Robert et WILLIAMS Ben, 2020, « Strangled at birth: the One Nation ideology of Theresa May », *Journal of Political Ideologies* 25 (3), pp. 334-350.
- HOARE George et SPERBER Nathan, 2019 [2013], *Introduction à Antonio Gramsci*, nouvelle éd., Paris, La Découverte.
- HOLMES Colin, 1979, *Anti-semitism in British society: 1876-1939*, New York, Holmes & Meier.
- HONORE Jean-Paul, 1981, « Le vocabulaire de l'antisémitisme en France pendant l'affaire Dreyfus », *Mots* (2), pp. 73-92.
- HUNTER John, 2003, « Flying the Flag: Identities, the Nation, and Sport », *Identities* 10 (4), pp. 409-425.
- HUSSON Anne-Charlotte, 2016, « Dialogisme et conflictualités sociales dans les disciplines du discours », *Études de communication. Langages, information, médiations* (47), pp. 91-110.
- , 2018, « Les mots du genre : Activité métalinguistique folk et constitution d'un événement polémique », thèse de doctorat en sciences du langage, Université de Paris 13 Sorbonne Paris Cité.
- HYMES Dell, 1972, « Models of the interaction of language and social life », in : HYMES Dell et GUMPERZ John J. (éds.), *Directions in sociolinguistics: The ethnography of communication*, New York, Holt, Rinehart & Winston, pp. 35-71.
- INGLIS David, 2019, « Alt-histories of cosmopolitanism. Rewriting the past in the service of future », in : DELANTY Gérard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitan Studies*, 2^e éd., Abingdon/New York, Routledge, pp. 42-55.
- INGRAM James D., 2019, « Radical cosmopolitanism and the tradition of insurgent universality », in : DELANTY Gérard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitanism Studies*, 2^e éd., Abingdon/New York, Routledge, pp. 21-29.
- INIGO-MORA Isabel et DELIGIORGI Katerina, 2007, « Strateguiya ukloneniya v polititcheskom interview: analyz televisionnyh interview Tony Blaira » [La stratégie de contournement dans l'interview politique : analyse des interviews télévisés de Tony Blair], *Polititcheskaya lingvistika* [Linguistique politique] 3 (23), pp. 78-90 (rus).
- ISIN Engin F. et TURNER Bryan S., 2002, « Citizenship Studies: An Introduction », in : ISIN Engin F. et TURNER Bryan S. (éds.), *Handbook of Citizenship Studies*, Londres, Sage, pp. 1-10.
- JACKIEWICZ Agata, 2016, « Matérialité linguistique des controverses sociétales. Rapports intersubjectifs et interdiscursifs dans des tweets polémiques », *SHS Web of Conferencies* (27), pp. 1-18.
- JACQUEZ Lise, 2015, « De la difficulté de défendre les sans-papiers dans l'espace public français : typologie et analyse des contre-discours militants (2006-2010) », *Semen* (39). En ligne : <<http://journals.openedition.org/semen/10482>>, consulté le 20/09/2019.
- JAMIN Jérôme, 2018, « Le populisme aux États-Unis : le rejet de l'élite. Deuxième partie », *Amnis* (17). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/amnis.3935>>, consulté le 26/08/2019.
- JEANSON Francis, 2008, *Citoyennetés : du local au mondial*, Lormont, Bord de l'eau.
- JODELET Denise, 2003, *Représentations sociales : un domaine en expansion*, 7^e éd., Paris, PUF.
- JOLY André et O'KELLY Dairine, 1986, « Anaphore et argumentation : DO dit emphatique en anglais moderne », *Cahiers de praxématique* (7), pp. 63-81.
- JONGE Emmanuel de, 2010a, « La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme comme l'expression d'une vision du monde : une approche topique et génétique », *Argumentation et analyse du discours* (4). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/aad.956>>, consulté le 05/04/2019.
- , 2010b « Polémique et rhétorique de l'Antiquité à nos jours », in : ALBERT Luce et NICOLAS Loïc (éds.), *Polémiques, valeurs et évidences. Le combat de mots dans l'ère contemporaine des droits de l'Homme*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, pp. 399-412.

- JULLION Marie-Christine, GUIEU Jean-Michel, BENZONI Maria Matilde et CATTANI Paola, 2015, « Énoncer l'Europe : discours, récits, idées », *Lingue Culture Mediazioni - Languages Cultures Mediation* 2 (2), pp. 5-21.
- KANSTEINER Wulf, 2019, « Migration, racism, and memory », *Memory Studies* 12 (6), pp. 611-616.
- KANT Immanuel, 2002 [1784], *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*, Chicoutimi. En ligne : <<http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.kae.ide>>, consulté le 26/04/2021.
- , 1984 [1795], *Projet de paix perpétuelle*, 5^e éd., Paris, Vrin.
- KARATANI Rieko, 2002, *Defining British Citizenship: Empire, Commonwealth and Modern Britain*, Londres, Routledge.
- KAYA Bülent, 2002, *Une Europe en évolution - les flux migratoires au XX^e siècle*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe.
- KHALONINA Anna, 2021, « Le couple conceptuel "hostilité/hospitalité" dans sa filiation ulyssienne comme clé de compréhension de l'opposition entre cosmopolitismes et anti-cosmopolitismes », *MuseMedusa* (9). En ligne : <https://archives.musemedusa.com/dossier_9/khalonina/>, consulté le 29/04/2022.
- , à paraître, « Notion d'insularité dans la structure conceptuelle des discours cosmopolitiques dans les médias britanniques et français », in : MORCILLO Françoise, PELAGE Catherine et SHIMOSAKAI Mayumi (éds.), *Vivre et écrire l'insularité : le défi d'un patrimoine culturel en mutation*, Orléans, Paradigme.
- KICHELEWSKI Audrey, 2009, « Imagining "the Jews" in Stalinist Poland: nationalists or cosmopolites? », *European Review of History* 17 (3), pp. 505-522.
- KILGARRIFF Adam, RYCHLÝ Pavel, SMRZ Pavel, TUGWELL David, WILLIAMS Geoffrey et VESSIER Sandra, 2004, « The Sketch Engine », in : WILLIAMS Geoffrey et VESSIER Sandra (éds.), *Proceedings of the 11th EURALEX International Congress*, Lorient, Le Paquebot, pp. 105-116.
- KOFMAN Eleonore, 2005, « Figures of the cosmopolitan », *Innovation: The European Journal of Social Science Research* 18 (1), pp. 83-97.
- KOMUR Greta, 2009, « Que se cache-t-il sous les guillemets dans la presse écrite française ? », *Synergies Pologne* (6), pp. 69-78.
- KOOPMANS Ruud et ZÜRN Michael, 2019, « Cosmopolitanism and Communitarianism – How Globalization Is Reshaping Politics in the Twenty-First Century », in : WILDE Pieter DE, KOOPMANS Ruud, MERKEL Wolfgang, STRIJBS Oliver et ZÜRN Michael (éds.), *The Struggle Over Borders: Cosmopolitanism and Communitarianism*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 1-34.
- KOSELLECK Reinhart, 2016 [1979], *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, 2^e éd., Paris, Éditions de l'EHESS.
- KOSHY Susan, 2011, « Minority Cosmopolitanism », *PMLA* 126 (3), pp. 592-609.
- KOUKOUTSAKI-MONNIER Angeliki, 2008, « Enjeux de mémoire et identités nationales », *Questions de communication* (13), pp. 303-322.
- KREMnitz Georg, 2000, « Langue et nation - Une relation périlleuse. Quelques réflexions », *Studis Românes* (22), pp. 23-28.
- KRIEG Alice, 2000, « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le "discours de presse" comme objet de recherche », *Communication. Information médias théories pratiques* 20 (1), pp. 75-97.
- KRIEG-PLANQUE Alice, 2003, *Purification ethnique : une formule et son histoire*, Paris, CNRS éditions.
- , 2009, *Notion de « formule » en analyse du discours : cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté.

- , 2011, « Les « petites phrases » : un objet pour l'analyse des discours politiques et médiatiques », *Communication & Langages* 2 (168), pp. 23-41.
- , 2015, « Construire et déconstruire l'autorité en discours. Le figement discursif et sa subversion », *Mots* (107), pp. 115-132.
- , 2017, *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Armand Colin.
- , 2020, « Le genre « livre politique » comme espace d'expression d'un discours transgressif : ethos de rupture et réflexivité langagière », *SHS Web of Conferences* (78). En ligne : <https://doi.org/10.1051/shsconf/20207801002>, consulté le 08/02/2022.
- KRZYŻANOWSKI Michał, 2013, « Discourses and Concepts: Interfaces and Synergies between *Begriffsgeschichte* and the Discourse-Historical Approach in CDA », in : WODAK Ruth (éd.), *Critical Discourse Analysis*, vol. 4, « Applications and Perspectives-New Trends in CDA », Londres, Sage, pp. 201-214.
- , 2016, « Recontextualisation of neoliberalism and the increasingly conceptual nature of discourse: Challenges for critical discourse studies », *Discourse & Society* 27 (3), pp. 308-321.
- , 2020, « Normalization and the discursive construction of “new” norms and “new” normality: discourse in the paradoxes of populism and neoliberalism », *Social Semiotics* 30 (4), pp. 431-448.
- KRZYŻANOWSKI Michał et LEDIN Per, 2017, « Uncivility on the web. Populism in/and the borderline discourses of exclusion », *Journal of Language and Politics* 16 (4), pp. 566-581.
- KRZYŻANOWSKI Michał, TRIANDAFYLLIDOU Anna et WODAK Ruth, 2009, « Introduction », in : TRIANDAFYLLIDOU Anna, WODAK Ruth et KRZYŻANOWSKI Michał (éds.), *The European public sphere and the media: Europe in crisis*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, pp. 1-12.
- KYRIAKIDOU Maria, 2009, « Imagining Ourselves Beyond the Nation? Exploring Cosmopolitanism in Relation to Media Coverage of Distant Suffering », *Studies in Ethnicity and Nationalism* 9 (3), pp. 481-496.
- LABATUT François, 2018, « Énoncés définitoires et subjectivité dans les débats sur l'évolution du mariage aux États-Unis », *Les Carnets du Cediscor* (14), pp. 67-76.
- LACHAPELLE Guy et GAGNE Gilbert, 2003, « Intégration économique, valeurs et identités : les attitudes matérialistes et postmatérialistes des québécois », *Politique et Sociétés* 22 (1), pp. 27-52.
- LACHERET-DUJOUR Anne, PLOUX Sabine et VICTORRI Bernard, 1998, « Prosodie et thématization en français parlé », *Cahiers de praxématique* (30), pp. 89-111.
- LAFON Benoît, 2017, « Médias sociaux : l'extension du domaine médiatique par l'industrialisation du relationnel », *Les enjeux de l'information et de la communication* (18/3A), pp. 53-64.
- , 2019, « Des médiatisations au processus de médiatisation », in : LAFON Benoît (éd.), *Médias et médiatisation. Analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, pp. 157-189.
- LAHIRE Bernard, 2011, *L'homme pluriel : les ressorts de l'action*, Pluriel, Paris.
- LAMBRECHT Knud, 2001, « A framework for the analysis of cleft constructions », *Linguistics* 39 (3), p. 463-516.
- LAMONT Michèle et AKSARTOVA Sada, 2002, « Ordinary Cosmopolitanisms: Strategies for Bridging Racial Boundaries among Working Class Men », *Theory, Culture and Society* 19 (4), pp. 1-25.
- LANFRANCHI Pierre, 2002, « Football, cosmopolitisme et nationalisme », *Pouvoirs* 2 (101), pp. 15-25.
- LANGLOIS Laëtitia, 2021, « The Brexit Vote and The Trump Vote: A comparative study of the common trends and factors that led to a populist radical right vote in Britain and the United States », *LISA* 19 (51). En ligne : <https://doi.org/10.4000/lisa.13054>, consulté le 13/03/2022.

- LANGMAN Lauren, 2020, « The Dialectic of Populism and Cosmopolitanism », in : CICHELLI Vincenzo et MESURE Sylvie (éds.), *Cosmopolitanism in Hard Times*, Leiden, Brill, pp. 339-354.
- LAPAIRE Jean-Rémi et ROTGE Wilfrid, 2002, *Linguistique et grammaire de l'anglais*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- LASSALLE Didier, 2009, *L'intégration au Royaume-Uni : réussites et limites du multiculturalisme*, Paris, Ophrys.
- LAVERGNE Catherine et SIBLOT Paul, 1993, « Les fabriques du sens commun : presse régionale et discours d'exclusion », *Hommes & Migrations* (1169), pp. 34-37.
- LE BART Christian, 2003, « L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur », *Mots* (72), pp. 97-110.
- LECOLLE Michelle, VENIARD Marie et GUERIN Olivia, 2018, « Pour une sémantique discursive : Propositions et illustrations », *Langages* 210 (2), pp. 35-54.
- LEEUWEN Theo van, 1996, « The representation of social actors », in : CALDAS-COULTHARD Carmen Rosa et COULTHARD Malcolm (éds.), *Text and Practices: readings in critical discourse analysis*, Londres, Routledge, pp. 32-70.
- LEEUWEN Theo van et WODAK Ruth, 1999, « Legitimizing Immigration Control: A Discourse-Historical Analysis », *Discourse Studies* 1 (1), pp. 83-118.
- LEGALLOIS Dominique, CHARNOIS Thierry et POIBEAU Thierry, 2016, « Repérer les clichés dans les romans sentimentaux grâce à la méthode des “motifs” », *Lidil* (53), pp. 95-117.
- LEMIRE Marc, 1999, « Les représentations sociales dans le discours public sur les autoroutes de l'information », *Politique et Sociétés* 18 (2), pp. 83-100.
- LEON Jacqueline et RIEMER Nick, 2015, « Genèse et développement du concept de grammaticalité dans la pensée de Chomsky (1951-1965) », *Histoire, Épistémologie, Langage* 37 (2), pp. 115-152.
- LEVITT Peggy, 2015, *Artifacts and Allegiances. How Museums Put the Nation and the World on Display*, Oakland, University of California Press.
- LINDELL Johan, 2014, « Cosmopolitanism in a Mediatized World », thèse de doctorat en médias et communication, Université de Karlstad (Suède).
- LITS Marc, 2014, « L'espace public : concept fondateur de la communication », *Hermès* 3 (70), pp. 77-81.
- , 2019, « Récits médiatiques », in : LAFON Benoît (éd.), *Médias et médiatisation. Analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, pp. 137-144.
- LONGHI Julien, 2018, *Du discours comme champ au corpus comme terrain. Contribution méthodologique à l'analyse sémantique du discours*, Paris, L'Harmattan.
- LOPEZ Stéphanie, 2010, « Corpus de référence et corpus d'usages : méthodologie de constitution pour une analyse des communications pilote-contrôleur », *Cahiers de praxématique* (54-55), pp. 59-72.
- LOURME Louis, 2014, *Le nouvel âge de la citoyenneté mondiale*, PUF.
- , 2015, « L'usage des frontières d'un point de vue cosmopolitique », *Éthique publique* 17 (1), 2015. En ligne : <<https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.1748>>, consulté le 28/08/2019.
- , 2017, « Citoyens, de quelle cité ? », *Revue Projet* 2 (357), pp. 22-28.
- LÖFGREN Orvar, 2019, « Apprendre à être un touriste », in : PEYVEL Emmanuelle (éd.), *L'Éducation au voyage. Pratiques touristiques et circulation des savoirs*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 11-17.
- LUCAS Nadine, 2005, « Réflexivité en linguistique, en discours et en grammaire », in : STINCKWICH Serge (éd.), *Réflexivité et auto-référence dans les systèmes complexes*, Paris, ENST, pp. 125-137.
- LUCY John A., 1999, « Reflexivity », *Journal of Linguistic Anthropology* 9 (1/2), pp. 212-215.

- MACCAFERRI Marzia, 2019, « Splendid isolation again? Brexit and the role of the press and online media in re-narrating the European discourse », *Critical Discourse Studies* 16 (4), pp. 389-402.
- MAINGUENEAU Dominique, 1984, *Genèses du discours*, 2^e éd., Bruxelles, P. Mardaga.
- , 2005, « L'analyse du discours et ses frontières », *Marges linguistiques* (9), pp. 64-75.
- , 2011, « Pertinence de la notion de formation discursive en analyse de discours », *Langage et société* 1 (135), pp. 87-99.
- , 2014, *Discours et analyse du discours*, Paris, Armand Colin.
- MALDIDIER Denise, 1990, *L'inquiétude du discours. Textes choisis de Michel Pêcheux*, Paris, Éditions des Cendres.
- , 1993, « L'inquiétude du discours. Un trajet dans l'histoire de l'analyse du discours : le travail de Michel Pêcheux », *Semen* (8). En ligne : <<http://journals.openedition.org/semen/4351>>, consulté le 20/12/2019.
- MARIGNIER Noémie, 2015, « L'agentivité en question : étude des pratiques discursives des femmes enceintes sur les forums de discussion », *Langage et société* 2 (152), pp. 41-56.
- MARTHOZ Jean-Paul, 2018, *En première ligne. Le journalisme au cœur des conflits*, Bruxelles, Mardaga.
- MARTUCELLI Danilo, 2004, « Figures de la domination », *Revue française de sociologie* 45 (3), pp. 469-497.
- MATTELART Armand, 2009, *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*, 2^e éd., Paris, La Découverte.
- MAYAFFRE Damon, 2004, « Formation(s) discursive(s) et discours politique : l'exemplarité des discours communistes versus bourgeois durant l'entre-deux-guerres », *Texte !*, pp. 343-353.
- , 2005, « Rôle et place du corpus en linguistique. Réflexions introductives », in : VERGELY Pascale (éd.), *Actes du colloque JETOU'2005*, Université de Toulouse-Le Mirail, pp. 5-17.
- MAZIERE Francine, 2018 [2005], *L'analyse du discours : histoire et pratiques*, 4^e éd., Paris, PUF.
- MBONDA Ernest-Marie, 2010, « Immigration, cosmocitoyenneté et justice globale », in : CHUNG Ryoa et NOOTENS Geneviève (éds.), *Le cosmopolitisme. Enjeux et débats contemporains*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 195-220.
- MENARD Olivier, 2011, « Le cosmopolitisme infra étatique ou le risque du repli identitaire », in : ROUYER Muriel, WRANGEL Catherine de, BOUSQUET Emmanuelle et CUBEDDU Stefania (éds.), *Regards sur le cosmopolitisme européen : frontières et identités*, Bruxelles, Peter Lang, pp. 49-66.
- MEER Nasar et MODOOD Tariq, 2012, « For “Jewish” Read “Muslim”? Islamophobia as a Form of Racialisation of Ethno-Religious Groups in Britain Today », *Islamophobia Studies Journal* 1 (1), pp. 34-53.
- MESSLING Markus, 2019, « Réalisme esthétique et cosmopolitisme littéraire. Politiques de la perte chez Giorgos Sféris et Kossi Efoui », in : BRIDET Guillaume, GARNIER Xavier, MOUSSA Sarga et ZECCHINI Laëtitia (éds.), *Décentrer le cosmopolitisme : enjeux politiques et sociaux dans la littérature*, Éditions universitaires de Dijon, Dijon, pp. 71-84.
- MICHELI Raphaël, 2011, « Quand l'affrontement porte sur les mots en tant que mots : polémique et réflexivité langagière », *Semen* (31), pp. 97-112.
- , 2013, « Les querelles de mots dans le discours politique : modèle d'analyse et étude de cas à partir d'une polémique sur le mot « rigueur » », *Argumentation et analyse du discours* (10). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/aad.1446>>, consulté le 29/04/2020.
- MIGNOLO Walter D., 2019, « Border thinking and decolonial cosmopolitanism », in : DELANTY Gerard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitan Studies*, Abingdon/New-York, Routledge, pp. 101-116.

- MINCKE Cristophe, 2013, « Discours mobilitaire, désirs d'insécurité et rhétorique sécuritaire ». En ligne : <<https://halshs.archives-ouvertes.fr/hal-00835063/>>, consulté le 29/10/2021.
- MISCHI Julian, 2006, « Les mobilisations eurosceptiques au Royaume-Uni : une continuité historique ? », *Critique internationale* 3 (32), pp. 79-101.
- MITROPOULOU Eleni, 2020, « Le “transfrontalier” comme valeur de communication », in : DZIUB Nikol (éd.), *Le transfrontalier. Pratiques et représentations*, Reims, Éditions et Presses universitaires de Reims, pp. 83-93.
- MOIRAND Sophie, 1975, « Le rôle anaphorique de la nominalisation dans la presse écrite », *Langue française* (29), pp. 60-78.
- , 2007, *Les discours de la presse quotidienne : observer, analyser, comprendre*, Paris, PUF.
- MONDADA Lorenza et NUSSBAUM Luci (éds.), 2012, *Interactions cosmopolites : l'organisation de la participation plurilingue*, Limoges, Lambert-Lucas.
- , 2012, « Introduction », in : MONDADA Lorenza et NUSSBAUM Luci (éds.), *Interactions cosmopolites : l'organisation de la participation plurilingue*, Limoges, Lambert-Lucas, pp. 7-27.
- MONTGOMERY Martin, HIGGINS Michael et SMITH Angela, 2019, « Political Offensiveness in the Mediated Public Sphere: The Performative Play of Alignments », in : GRAEFER Anne (éd.), *Media and The Politics of Offence*, Cham, Palgrave Macmillan, pp. 23-46.
- MORGAN Glenn, 2017, « Brexit and the elites: the elite versus the people or the fracturing of the British business elites », *Socio-Economic Review* 14 (4), pp. 825-829.
- MORICE Juliette, 2012, « “Les voyages rendent-ils meilleur ?” : Autour d'une controverse au XVIII^e siècle », *Revue Philosophique de Louvain* 110 (2), pp. 231-260.
- MORTUREUX Marie-Françoise, 1993, « Paradigmes désignationnels », *Semen* (8). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/semen.4132>>, consulté le 25/01/2022.
- MOSCOVICI Serge, 2003, « Des représentations collectives aux représentations sociales : éléments pour une histoire », in : JODELET Denise (éd.), *Les représentations sociales*, 7^e éd., Paris, PUF, pp. 79-103.
- MOUCHARD Claude, 2018, « Histoires d'errance et d'hospitalité », *Poésie* 3 (165-166), pp. 7-18.
- MOUNIER Pascale, 2018, « Les enjeux de l'emploi communautaire de motifs séquentiels en analyse du discours », *Corela* (HS-26). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/corela.6665>>, consulté le 27/08/2019.
- MÜNCHOW Patricia VON, 2004, *Les journaux télévisés en France et en Allemagne : plaisir de voir ou devoir de s'informer*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.
- , 2010, « Langue, discours, culture : quelle articulation ? (1^{ère} partie) », *Signes, Discours et Sociétés* (4). En ligne : <<http://revue-signes.gsu.edu.tr/article/-LXz7yiZKgVO69fy49uT>>, consulté le 09/12/2019.
- , 2016, « Quand le non-dit n'est pas l'implicite : comment rendre visibles les silences dans le discours ? », *Signes, Discours et Sociétés* (17). En ligne : <<http://revue-signes.gsu.edu.tr/article/-LY-6XwEW9n8ye3pKT1y>>, consulté le 09/12/2019.
- , 2017a, « Theoretical and Methodological Challenges in Identifying Meaningful Absences in Discourse », in : SCHRÖTER Melani et TAYLOR Charlotte (éds.), *Exploring Silence and Absence in Discourse. Empirical Approaches*, Londres, Palgrave Macmillan, pp. 215-240.
- , 2017b, « Observer les normes en discours », in : FEUILLARD Colette (éd.), *Usage, norme et codification, de la diversité des situations à l'utilisation du numérique*, Louvain-la-Neuve, EME Éditions, pp. 97-105.
- , 2018, « Penser le non-dit en Critical Discourse Analysis, Analyse du Discours Française et Analyse du Discours Contrastive », in : ABLALI Driss, ACHARD-BAYLE Guy, REBOUL-TOURE Sandrine et TEMMAR Malika (éds.), *Texte et discours en confrontation dans l'espace européen*, Berne, Peter Lang, pp. 431-445.

- , 2019, « Quel “Soi” et quel “Autre” ? Une étude de la construction discursive de l’appartenance dans les manuels d’histoire français et allemands », *Langage et société* 2 (167), pp. 145-174.
- , 2021a, « Du politiquement correct et d’autres procédés de correction discursive », *ILCEA* (42). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/ilcea.11776>>, consulté le 03/02/2021.
- , 2021b, *L’analyse du discours contrastive. Théorie, méthodologie, pratique*, Limoges, Lambert-Lucas.
- MUSSALIM Fernanda, 2009, « Aspectos da semântica discursiva do modernismo brasileiro: polêmica e interincompreensão em torno da noção de “cópia” », *ALFA* 53 (1). En ligne : <<https://periodicos.fclar.unesp.br/alfa/article/view/1677>>, consulté le 02/03/2022.
- NADJAFOV Djakhanguir et BELOOUSSOVA Zinaïda (éds.), 2005, *Stalin i kosmopolitizm 1945-1953* [Staline et cosmopolitisme 1945-1953], Moscou, Materik (rus).
- NARJOUX Cécile, 2007, « “Une énergétique du mot”. Italique et guillemets dans *Un balcon en forêt* », *Poétique* 4 (152), pp. 479-505.
- NEE Émilie (éd.), 2017, *Méthodes et outils informatiques pour l’analyse des discours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- NEGURA Lilian, 2006, « L’analyse de contenu dans l’étude des représentations sociales », *SociologieS*. En ligne : <<https://doi.org/10.4000/sociologies.993>>, consulté le 23/12/2021.
- NERI Laura, 2012, *Identità e finzione: per una teoria del personaggio*, Milan, Ledizioni.
- NEVEU Catherine, 1989, « Citoyenneté et nationalité en France et en Grande-Bretagne : l’effet miroir », *Hommes & Migrations* 1120 (1), pp. 43-47.
- , 2013, « “E pur si muove !”, ou comment saisir empiriquement les processus de citoyenneté », *Politix* 3 (103), pp. 205-222.
- NEVEU Catherine, BIER Bernard et ROUDET Bernard, 1998, « Pour une anthropologie de la citoyenneté, une approche comparative France/Grande-Bretagne », *Agora débats/jeunesses* (12), pp. 43-51.
- NIEDZIELSKI Nancy A. et PRESTON Dennis R., 2000, *Folk Linguistics*, Berlin, De Gruyter.
- NOWAKOWSKA Aleksandra, 2004, « Syntaxe, textualité et dialogisme : clivage, passif, si z c’est y », *Cahiers de praxématique* (43), pp. 25-56.
- NUSSBAUM Martha, 2012 [1994], « Patriotisme et cosmopolitisme », *Cahiers philosophiques* 1 (128), pp. 99-110.
- OGER Claire, 2005, « L’analyse du discours institutionnel entre formations discursives et problématiques socio-anthropologiques », *Langage et société* 4 (114), pp. 113-128.
- , 2012, « La conflictualité en discours : le recours à l’injure dans les arènes publiques », *Argumentation et analyse du discours* (8). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/aad.1297>>, consulté le 03/09/2019.
- OLIVER Craig, 2016, *Unleashing demons: the inside story of Brexit*, Londres, Hodder & Stoughton.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1998, « Émique », *L’Homme* 38 (147), pp. 151-166.
- OLTEANU Alin, 2019, *Multiculturalism as Multimodal Communication: A Semiotic Perspective*, Cham, Springer, 2019.
- ORLANDI Eni Puccinelli, 1996 [1994], *Les formes du silence*, Paris, Éditions des Cendres.
- PAILLIART Isabelle, 2019, « Médiatisation et espace public », in : LAFON Benoît (éd.), *Médias et médiatisation. Analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, pp. 191-211.
- PAVEAU Marie-Anne, 2006, *Les prédiscours. Sens, mémoire, cognition*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.
- , 2010, « Interdiscours et intertexte. Généalogie scientifique d’une paire de faux jumeaux », in : *Linguistique et littérature : Cluny, 40 ans après*, Besançon, France, Annales littéraires de

- l'université de Franche-Comté, pp. 93-105. En ligne : <<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00473985>>, consulté le 10/02/2020.
- , 2011, « Le mot de trop 2. Hitler », *La pensée du discours* [carnet de recherche]. En ligne : <<https://penseedudiscours.hypotheses.org/2985>>, consulté le 01/07/2021.
- , 2013, *Langage et morale : une éthique des vertus discursives*, Limoges, Lambert-Lucas.
- , 2017, « Le préconstruit : généalogie et déploiements d'une notion plastique », in : BRECHET Florent, GIAI-DUGANERA Sabrina, LUIS Raphaël, MEZZADRI Agathe, THOMAS Solène (éds.), *Le Préconstruit*, Paris, Classiques Garnier, pp. 19-36
- , 2019, « La resignification. Pratiques technodiscursives de répétition subversive sur le web relationnel », *Langage et société* 2 (167), pp. 111-141.
- PECHEUX Michel, 1969, *Analyse automatique du discours*, Paris, Dunod.
- PECHEUX Michel et FUCHS Catherine, 1975, « Mises au point et perspectives à propos de l'analyse automatique du discours », *Langages* 9 (37), pp. 7-80.
- PERRODIN Louise, 2019, « Les ressources du cosmopolitisme ordinaire pour les exilés Rohingyas, sans papiers en Malaisie », *Sociétés plurielles* (3), pp. 3-27.
- PERRON Catherine, 2004, *Les pionniers de la démocratie*, Paris, PUF.
- PETITCLERC Adèle, 2012, « *Critical discourse Analysis* : une proposition sur la posture et l'engagement du chercheur en analyse du discours », in : PUGNIERE-SAAVEDRA Frédéric, SITRI Frédérique et VENIARD Marie (éds.), *L'analyse de discours dans la société : engagement du chercheur et demande sociale*, Paris, Honoré Champion, pp. 67-83.
- PEZZINI Barbara, 2017, « “Rootless Cosmopolitans”? Visual Resources, an International Journal in Nationalist Times », *Visual Resources* 33 (3-4), pp. 199-203.
- PICARD Dominique, 1992, « De la communication à l'interaction : l'évolution des modèles », *Communication & Langages* (93), pp. 69-83.
- POLICAR Alain, 2018a, *Comment peut-on être cosmopolite ?*, Lormont, Le Bord de L'eau.
- , 2018b, « De la possibilité d'une citoyenneté universelle », *Pratiques en santé mentale* 64 (2), pp. 11-14.
- POPE Marc, ROLF Jan Niklas et SIKLODI Nora, 2017, « Special Affects? Nationalist and Cosmopolitan Discourses Through the Transmission of Emotions: Empirical Evidence from London 2012 », *British Politics* (12), pp. 409-431.
- PRADEAU Jean-François, 2017, « Le cosmopolitisme, une histoire ancienne », *Raison présente* 1 (201), pp. 9-18.
- PRATT Valéry, 2018, *Nuremberg, les droits de l'homme, le cosmopolitisme : pour une philosophie du droit international*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- PREPARATA Giacomo et ELLIOTT John E., 1996, « Protecting the infant industry: Cosmopolitan versus nationalist economists », *International Journal of Social Economics* 23 (2), pp. 4-34.
- PROPP Vladimir et MELETINSKI Eleazar, 1970 [1928], *Morphologie du conte* suivi de *Les transformations des contes merveilleux* et de *L'étude structurale et typologique du conte*, Paris, Seuil.
- PUGNIERE-SAAVEDRA Frédéric, SITRI Frédérique et VENIARD Marie, 2012, « Introduction. L'analyse de discours dans la société : engagement du chercheur et demande sociale », in : PUGNIERE-SAAVEDRA Frédéric, SITRI Frédérique et VENIARD Marie (éds.), *L'analyse de discours dans la société : engagement du chercheur et demande sociale*, Paris, Honoré Champion, pp. 7-26.
- PULLIERO Marino, 2013, *Le désir d'authenticité*, Paris, Hermann.
- RABATEL Alain, 2017, *Pour une lecture linguistique et critique des médias : empathie, éthique, point(s) de vue*, Limoges, Lambert-Lucas.
- , 2020, « La construction des identités personnelles et collectives autour de François Hollande dans le discours du Bourget de 2012 raconté par Laurent Binet », in : PAISSA Paola et KOREN

- Roselyne (éds.), *Du singulier au collectif : constructions discursives de l'identité collective*, Limoges, Lambert-Lucas, pp. 55-70.
- RAFFESTIN Claude, 1983, « La territorialité mal aimée et/ou mal comprise ou les avatars d'une notion mal aimée et/ou mal comprise », *L'Espace géographique* 12 (4), pp. 305-306.
- RASTIER François, 1995, « La sémantique des thèmes. Ou le voyage sentimental », in : RASTIER François (éd.), *L'Analyse thématique des données textuelles : l'exemple des sentiments*, Paris, Didier, pp. 223-249. En ligne : <<http://www.revue-texto.net/Parutions/Analyse-thematique/Analyse-thematique.html>>, consulté le 20/02/2020.
- REISIGL Martin et WODAK Ruth, 2016, « The Discourse-Historical Approach (DHA) », in : WODAK Ruth et MEYER Michael (éds.), *Methods of Critical Discourse Studies*, 3^e éd., Londres, Sage, pp. 23-61.
- REMAUD Olivier, 2015, *Un monde étrange. Pour une autre approche du cosmopolitisme*, Paris, PUF.
- RENNES Juliette, 2007, « Analyser une controverse. Les apports de l'étude argumentative à la science politique », in : BONNAFOUS Simone et TEMMAR Malika (éds.), *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris, Ophrys, pp. 91-107.
- , 2016, « Les controverses politiques et leurs frontières », *Études de communication* (47), pp. 21-48.
- RESNICK Philip, 2006, « Cosmopolitisme et nationalisme », in : DIECKHOFF Alain et JAFFRELOT Christophe (éds.), *Repenser le nationalisme. Théories et pratiques*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 397-421.
- REUNGOAT Emmanuelle, 2010, « Les résistances partisans à l'Europe dans les partis français : enjeux de présentation de soi et de labellisation », in : WASSENBERG Birte, CLAVERT Frédéric, HAMMAN Philippe (éds.), *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours*, vol. 1, « Les concepts », Stuttgart, Franz Steiner, pp. 155-171.
- REY-DEBOVE Josette, 1971, *Étude linguistique et sémiotique des dictionnaires français contemporains*, Paris/La Haye, Mouton.
- RIAZI Mehdi A., 2016, « Emic perspective », in : *The Routledge Encyclopedia of Research Methods in Applied Linguistics: Quantitative, Qualitative, and Mixed-Methods Research*, Abingdon/New-York, Routledge, p. 103.
- RICHARD Arnaud, HAILON Fred et GUELLIL Nahida, 2015, « Introduction », in : RICHARD Arnaud, HAILON Fred et GUELLIL Nahida (éds.), *Le discours politique identitaire dans les médias*, Paris, L'Harmattan, pp. 15-23.
- RIEGEL Martin, 1987, « Définition directe et indirecte dans le langage ordinaire : les énoncés définitoires copulatifs », *Langue française* (73), pp. 29-53.
- ROMERO Clara, 2007, « Pour une définition générale de l'intensité dans le langage », *Travaux de linguistique* 1 (54), pp. 57-68.
- , 2017, *L'intensité et son expression en français*, Paris, Ophrys.
- ROSIERE Stéphane, 2020, *Frontières de fer : le cloisonnement du monde*, Paris, Syllepse.
- ROUSSIN Philippe, 2010, « Généalogies de la narratologie, dualisme des théories du récit », in : PIER John et BERTHELOT Francis (éds.), *Narratologies contemporaines. Approches nouvelles pour la théorie et l'analyse du récit*, Paris, Éditions des archives contemporaines, pp. 45-74.
- ROTHBERG Michael, 2009, *Multidirectional Memory. Remembering the Holocaust in the Age of Decolonisation*, Stanford, Stanford University Press.
- RUZZA Carlo et PEJOVIC Milica, 2019, « Populism at work: the language of the Brexiteers and the European Union », *Critical Discourse Studies* 16 (4), pp. 432-448.
- SANTI Raffaella, 2018, « Le citoyen du monde dans le stoïcisme », *Cites* 3 (75), pp. 133-148.

- SARALE Jean-Marc, 2015, « Formule discursive, argumentation et dialogisme transdiscursif : le “plombier polonais” dans le débat public de 2005 sur l’Europe », in : AUBOUSSIER Julien et RAMONEDA Toni (éds.), *L’Europe en contre-discours*, Presses Universitaires de Franche-Comté, pp. 95-114.
- SARFATI Georges-Elia, 2008, « Pragmatique linguistique et normativité : Remarques sur les modalités discursives du sens commun », *Langages* 2 (170), pp. 92-108.
- SARR Felwine, 2017, *Habiter le monde. Essai de politique relationnelle*, Montréal, Mémoire d’encrier.
- SASSATELLI Monica, 2019, « Festivals, museums, exhibitions. Aesthetic cosmopolitanism in the cultural public sphere. », in : DELANTY Gerard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitan Studies*, 2^e éd., Abingdon/New York, Routledge, pp. 186-197.
- SAUNDERS Robert, 2020, « Brexit and Empire: “Global Britain” and the Myth of Imperial Nostalgia », *The Journal of Imperial and Commonwealth History* 48 (6), pp. 1140-1174.
- SCHIAPPA Edward, 2012, « Defining Marriage in California: An Analysis of Public and Technical Argument », *Argumentation and Advocacy* 48 (4), pp. 216-230.
- SCHLESINGER Philip, 1992 [1990], « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d’information et les limites du média-centrisme », *Réseaux. Communication – Technologie – Société* 10 (51), pp. 75-98.
- SCHNAPPER Pauline, 2018, « Brexit, or Theresa May’s Headache », *Observatoire de la société britannique* (21), pp. 21-34.
- SEARLE John R., 1998, *La construction de la réalité sociale*, Paris, Gallimard.
- SEDDA Paola, 2019, « Contre-public, contre-discours, contre-média ? La stratégie numérique du MoVimento 5 stelle », *Communication* 36 (2). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/communication.10920>>, consulté le 30/09/2019.
- SEROT Patrick, 1986, « Langue russe et discours politique soviétique : analyse des nominalisations », *Langages* 21 (81), pp. 11-41.
- , 1997, « Ethnos et demos : la construction discursive de l’identité collective », *Langage et société* 79 (1), pp. 39-51.
- SERPEREAU Antonin, 2015, « Critique des imaginaires institués et renforcement d’êtres-ensembles : pratiques médiatiques critiques et production de contre-discours », *Semen* (39). En ligne : <<https://journals.openedition.org/semen/10490>>, consulté le 18/09/2019.
- SIGRIST René et GHERVAS Stella, 2008, « La mémoire européenne à l’heure du “paradigme victimaire” », in : ROSSET François (éd.), *Lieux d’Europe : Mythes et limites*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l’homme, pp. 215-243.
- SITRI Frédérique, 1996, « Interdiscours et construction de l’objet de discours », *Linx* (8), pp. 153-172.
- , 2003, *L’objet du débat*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.
- SKINNER Quentin, 2002, *Visions of Politics*, vol. 1, « Regarding Method », Cambridge, Cambridge University Press.
- SLOAM James et HENN Matt, 2019, *Young Cosmopolitans Against Brexit: The Rise of Young Cosmopolitans in Britain*, Cham, Palgrave Macmillan.
- SNOECK HENKEMANS Francisca, 2009, « La prétérition comme outil de stratégie rhétorique », *Argumentation et analyse du discours* (2). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/aad.217>>, consulté le 04/04/2022.
- SOBEL Richard, 2013, « Idéologie, sujet et subjectivité en théorie marxiste : Marx et Althusser », *Revue de philosophie économique* 14 (2), pp. 151-192.
- SOUSA SANTOS Boaventura DE, 2016, *Épistémologies du Sud : mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer.

- STANLEY Ben, 2008, « The thin ideology of populism », *Journal of Political Ideologies* 13 (1), pp. 95-110.
- STARON Anita, 2016, « Les Hors Nature de Rachilde : la querelle des nationalistes et des cosmopolites à la sauce décadente », *e-Scripta Romanica* (3), pp. 63-74.
- STERNHELL Zeev, 2010, *Les anti-Lumières : une tradition du XVIIIe siècle à la guerre froide*, 2^e éd., Paris, Gallimard.
- STOEGNER Karin et WODAK Ruth, 2016, « “The man who hated Britain” – the discursive construction of “national unity” in the Daily Mail », *Critical Discourse Studies* 13 (2), pp. 193-209.
- STOLCKE Verena, 1996, « Europe : nouvelles frontières, nouvelles rhétoriques de l’exclusion », in : FABRE Daniel (éd.), *L’Europe entre cultures et nations*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l’homme, pp. 227-255.
- STRATH Bo, 2019, « World History and Cosmopolitanism », in : DELANTY Gerard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitan Studies*, 2^e éd., Abingdon/New York, Routledge, pp. 56-68.
- STRATH Bo et WODAK Ruth, 2009, « Europe – Discourse – Politics – Media – History: Constructing “Crises”? », in : TRIANAFYLLIDOU Anna, WODAK Ruth et KRZYŻANOWSKI Michał (éds.), *The European Public Sphere and the Media. Europe in Crisis*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, pp. 15-33.
- STRIJBIS Oliver, TENEY Céline et HELBLING Marc, 2019, « Why Are Elites More Cosmopolitan than Masses? », in : WILDE Pieter de, KOOPMANS Ruud, MERKEL Wolfgang, STRIJBIS Oliver et ZÜRN Michael (éds.), *The Struggle Over Borders: Cosmopolitanism and Communitarianism*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 37-64.
- STRYDOM Piet, 2019, « The modern cognitive order, cosmopolitanism and conflicting models of world openness », in : DELANTY Gerard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitan Studies*, 2^e éd., Abingdon/New-York, Routledge, pp. 78-90.
- TAGUIEFF Pierre-André, 1984, « La rhétorique du national-populisme », *Mots* (9), pp. 113-139.
- , 2004, « Invention et réinventions du mythe des “Sages de Sion”. De la “conspiration juive” au “complot sioniste mondial” dans le monde arabo-musulman », *Revue d’Histoire de la Shoah* 1 (180), pp. 172-219.
- , 2013, « L’invention du “complot judéo-maçonnique”. Avatars d’un mythe apocalyptique moderne », *Revue d’Histoire de la Shoah* 1 (198), pp. 23-97.
- , 2020, *Hitler, les Protocoles des Sages de Sion et Mein Kampf : antisémitisme apocalyptique et conspirationnisme*, Paris, PUF.
- TASSIN Étienne, 2014, « Que signifie être citoyen du monde aujourd’hui ? », *Actes du séminaire doctoral du laboratoire ICT - EA 337 « Cosmopolitisme et Internationalisme : théories - pratiques – combats »*, (1), Université Paris Diderot, pp. 23-33.
- TERRET Thierry, 2000, « Identité nationale ou identité confessionnelle ? Le cas des poloïstes Hongrois (1924-1956) », in : FAUCHE Serge, CALLEDE Jean-Paul, GAY-LESCOT Jean-Louis, LAPLAGNE Jean-Paul (éds.), *Sport et identités*, Paris/Montréal, L’Harmattan, pp. 111-121.
- TETU Jean-François et AUBOUSSIER Julien, 2020, « Evolution of discourses on Europe. The rise of national-populisme and identity malaise », *Romanian Journal of Sociological Studies* (2), pp. 87-98.
- THIOLLET Helene et ASSAF Laure, 2021, « Cosmopolitanism in exclusionary contexts », *Population, Space and Place* 27 (1), pp. 1-16.
- TODOROV Tzvetan, 1981, *Mikhaïl Bakhtine : le principe dialogique suivi de Écrits du Cercle de Bakhtine*, Paris, Seuil.

- TORDJMAN Laëtitia, 2019, « Cosmopolitisme et imaginaire national : écarts, décalages, dans Banjo de Claude McKay et Les Contrebandiers d'Oser Warszawski », in : BRIDET Guillaume, GARNIER Xavier, MOUSSA Sarga et ZECCHINI Laëtitia (éds.), *Décentrer le cosmopolitisme : enjeux politiques et sociaux dans la littérature*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, pp. 143-155.
- TRAVERSO Enzo, 2002, « Cosmopolitisme et transferts culturels. Le cas des Juifs allemands », *Revue de Synthèse* (123), pp. 65-84.
- , 2006, « Judaïsme allemand et cosmopolitisme », *Materiaux pour l'histoire de notre temps* 4 (84), pp. 5-11.
- TURINO Thomas, 2000, *Nationalists, Cosmopolitans and Popular Music in Zimbabwe*, Chicago, University of Chicago Press.
- TURNER Bryan S., 1994 [1990], « Outline of a Theory of Citizenship », in : TURNER Bryan S. et HAMILTON Peter (éds.), *Citizenship: critical concepts*, vol. 1, Londres/New-York, Routledge, pp. 199-226.
- , 2019, « The cosmopolitanism of the sacred », in : DELANTY Gerard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitan Studies*, 2^e éd., Abingdon/New-York, Routledge, pp. 211-223.
- TURNER Bryan S. et HAMILTON Peter, 1994 [1990], « General Commentary », in : TURNER Bryan S. et HAMILTON Peter (éds.), *Citizenship: critical concepts*, vol. 1, Londres/New-York, Routledge, s.p.
- UNESCO, 2019, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, *Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts, pas des murs*, Paris, UNESCO.
- VADOT Maude, 2016, « De quoi *Intégration* est-il le nom ? L'importation d'une querelle de mots dans le champ de la formation linguistique des migrants », *Argumentation et analyse du discours* (17). En ligne : <<https://doi.org/10.4000/aad.2228>>, consulté le 30/07/2021.
- VALENCE Aline, 2010, *Les représentations sociales*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur.
- VALLUVAN Sivamohan et KALRA Virinder S., 2019, « Racial nationalisms: Brexit, borders and Little Englander contradictions », *Ethnic and Racial Studies* 42 (14), pp. 2393-2412.
- VARGA Renáta, 2014, « Manifestations linguistiques de la réflexivité et de la non-réflexivité : les postures en jeu dans la transformation du sujet », *¿ Interrogations ?* (18). En ligne : <<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01226571h>>, consulté le 19/02/2020.
- VENIARD Marie, 2019, « Polysémie, polémique et évitements dans les débats politiques français contemporains : “La France devient-elle multiculturelle ?” », *Fragmentum* (54), pp. 179-203.
- VERGOPOULOS Hécate, 2021, « Les corps en jeu dans les guides de voyage », *Argumentation et analyse du discours* (27), pp. 90-102.
- VESSELOVSKI Aleksandr, 1989 [1940], *Istoritcheskaja poetika* [Poétique historique], Moscou, Vyschaya Chkola (rus).
- VIETEN Ulrike M., 2018, « Ambivalences of Cosmopolitanisms, Elites and Far-Right Populisms in Twenty-First Century Europe », in : MACKERT Juergen, TURNER Bryan et FITZI Gregor (éds.), *Populism and the Crisis of Democracy*, Londres, Routledge, pp. 101-118.
- VINCENT Diane, 2012, « De la demande sociale à l'offre de service : l'analyste du discours face au transfert de connaissances », in : PUGNIERE-SAAVEDRA Frédéric, SITRI Frédérique et VENIARD Marie (éds.), *L'analyse de discours dans la société : engagement du chercheur et demande sociale*, Paris, Honoré Champion, pp. 85-101.
- WAGENER Albin, 2019, *Discours et système : théorie systémique du discours et analyse des représentations*, Bruxelles, Peter Lang.
- WAGNER Anne Catherine, 2007, « La place du voyage dans la formation des élites », *Actes de la recherche en sciences sociales* 5 (170), pp. 58-65.
- WEINREICH Uriel, 1970, « La définition lexicographique dans la sémantique descriptive », *Langages* 5 (19), pp. 69-86.

- WEINSTOCK Daniel, 2010, « Comment susciter l'émergence du demos mondial », in : CHUNG Ryoa et NOOTENS Geneviève (éds.), *Le cosmopolitisme : Enjeux et débats contemporains*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, pp. 241-261.
- WELLINGS Ben, 2021, « Brexit, nationalism and disintegration in the European Union and the United Kingdom », *Journal of Contemporary European Studies* 29 (3), pp. 322-334.
- WERBNER Pnina, 2008, *Anthropology and the new cosmopolitanism: rooted, feminist and vernacular perspectives*, Oxford/New-York, Berg.
- , 2019, « Anthropology and the new ethical cosmopolitanism », in : *Routledge International Handbook of Cosmopolitanism Studies*, 2^e éd., Abingdon/New-York, Routledge, pp. 143-156.
- WIHTOL DE WENDEN Catherine, 2018, « Frontières, nationalisme et identité politique », *Pouvoirs* 2 (165), pp. 39-49.
- WILDE Pieter de, KOOPMANS Ruud, MERKEL Wolfgang, STRIJBS Oliver et ZÜRN Michael (éds.), 2019, *The Struggle Over Borders: Cosmopolitanism and Communitarianism*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WILLE Christian, 2020, « Espace de frontière : penser et analyser la frontière en tant qu'espace », in : DZIUB Nikol (éd.), *Le transfrontalier. Pratiques et représentations*, Reims, Éditions et Presses universitaires de Reims, pp. 23-50.
- WODAK Ruth, 2010, « The Discursive Construction of History. Brief Considerations », *Mots* (94), pp. 57-65.
- , 2018, « “We Have the Character of an Island Nation”. A Discourse-Historical Analysis of David Cameron’s “Bloomberg Speech” on the European Union », in : KRANERT Michael et HORAN Geraldine (éds.), *Doing Politics: Discursivity, performativity and mediation in political discourse*, Amsterdam, John Benjamins, pp. 27-58.
- WODAK Ruth et KRZYŻANOWSKI Michał, 2017, « Right-wing populism in Europe & USA. Contesting politics & discourse beyond “Orbanism” and “Trumpism” », *Journal of Language and Politics* 16 (4), pp. 471-484.
- WODAK Ruth et MEYER Michael, 2016, « Critical Discourse Studies: History, Agenda, Theory and Methodology », in : WODAK Ruth et MEYER Michael (éds.), *Methods of Critical Discourse Studies*, 3^e éd., Londres, Sage, pp. 1-22.
- WOLIN Richard, 2011, « Le concept de cosmopolitisme. De Kant à la guerre d'Irak et au-delà », in : ROUYER Muriel, WRANGEL Catherine de, BOUSQUET Emmanuelle et CUBEDDU Stefania (éds.), *Regards sur le cosmopolitisme européen : frontières et identités*, Bruxelles, Peter Lang, pp. 37-48.
- WOODWARD Ian et SKRBIŠ Zlatko, 2019, « Performing cosmopolitanism: The context and object framing of cosmopolitan openness », in : DELANTY Gerard (éd.), *Routledge International Handbook of Cosmopolitanism Studies*, Abingdon/New-York, Routledge, pp. 127-137.
- WRANGEL Catherine de et BOUSQUET Emmanuelle, 2011, « Europe culturelle, cultures européennes ? », in : ROUYER Muriel, WRANGEL Catherine de, BOUSQUET Emmanuelle et CUBEDDU Stefania (éds.), *Regards sur le cosmopolitisme européen : frontières et identités*, Bruxelles, Peter Lang, pp. 25-36.
- YANOSHEVSKY Galia, 2021, « Introduction : les discours du tourisme, un objet privilégié pour l'analyse du discours », *Argumentation et analyse du discours* (27), pp. 2-17.
- YERASIMOS Stéphane, 2007, « Le cosmopolitisme avant les nationalismes », in : BADUEL Pierre Robert (éd.), *Construire un monde ? Mondialisation, pluralisme et universalisme*, Tunis, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, pp. 111-121.
- ZAKHAROVA Maria et PAUTHE Nicolas, 2016, « La liberté de la presse et des médias en Russie », *Droit et société* 2 (93), pp. 437-452.

- ZAPPETTINI Franco et KRZYŻANOWSKI Michał, 2019, « The Critical Juncture of Brexit in Media & Political Discourses: from National-Populist Imaginary to Cross-National Social and Political Crisis », *Critical Discourse Studies* 19 (4), pp. 381-388.
- ZARKA Yves Charles, 2008, « Cosmopolitisme et hospitalité chez Kant », in : ZARKA Yves Charles et GUIBET-LAFAYE Caroline (éds.), *Kant cosmopolitique*, Éditions de l'Éclat, pp. 17-30.
- , 2014, *Refonder le cosmopolitisme*, Paris, PUF.
- ZERUBAVEL Eviatar, 2018, *Taken for granted. The remarkable power of the unremarkable*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.

Table des matières

Remerciements.....	7
Sommaire	9
Conventions rédactionnelles et typographiques.....	11
Conventions de féminisation.....	11
Conventions de transcription	12
Abréviations récurrentes	13
Système de renvois au corpus	13
Autres conventions typographiques et rédactionnelles	14
Un choix terminologique.....	14
Introduction générale	17
Une triple expérience de la notion de « citoyenneté mondiale ».....	17
Le cosmopolitisme : un objet complexe au sein des sociétés globalisées	19
Vers une approche discursive du cosmopolitisme	21
Un terrain pour s’interroger sur le statut des discours cosmopolitiques	23
Composition de la thèse.....	27
Partie 1. Contexte, cadre théorique et méthodologique	31
Chapitre I. S’interroger sur le concept de citoyenneté dans le contexte de la mondialisation	33
1.1 Contexte sociopolitique et discursif.....	34
1.1.1 La mondialisation/globalisation et ses discours	34
1.1.2 La cosmopolitisation et les populations	37
1.1.3 Les cosmopolitismes et les anti-cosmopolitismes sur le devant de la scène	41
1.1.4 Le Brexit.....	44
1.2 Contexte théorique	49
1.2.1 Les approches du statut des discours en AD	49
1.2.2 Le statut des discours cosmopolitiques vu depuis d’autres disciplines des SHS	53
1.3 Positionnement pour la construction d’une problématique.....	60
1.3.1 La production du sens comme processus conflictuel : position au sein de l’AD	60
1.3.2 Discours public comme espace de lutte sémantique	63
1.3.2.1 Les « querelles de mots » - un enjeu pas si secondaire	64
1.3.2.2 Qui est le « public » du « discours public » ?.....	65
1.3.2.3 Débattre des mots - mais desquels ?	67
1.3.2.4 Que cherchent les analystes du discours dans les conflits « sur les mots » ?.....	69

1.3.3 « Conflit conceptuel » : un choix terminologique	72
1.3.4 De la difficulté de définir les discours cosmopolitiques	74
1.3.4.1 Définir les discours relatifs à la nation	74
1.3.4.2 Deux usages scientifiques du terme « cosmopolitisme »	78
1.3.4.3 Définir les discours cosmopolitiques	81
1.4 Problématique et questions de recherche	85
Chapitre II. La contrainte comme productrice du discours	89
2.1 L'(im)possibilité du discours	90
2.1.1 Le contrôle discursif et la sélection du dicible.....	90
2.1.2 Plutôt que la créativité, la contrainte.....	92
2.1.3 Le sujet idéologiquement contraint	94
2.1.4 La contrainte des conditions de production.....	97
2.1.5 La contrainte de l'interdiscours.....	100
2.1.6 La contrainte du type et du genre discursif.....	101
2.2 La contrainte culturelle pensée par l'ADC	105
2.2.1 Culture discursive : le sens d'un trajet	105
2.2.2 Culture discursive : approche méthodologique	107
2.2.3 Culture discursive : nouvelles problématiques	110
2.2.4 Les degrés de marquage : vers la question du statut des représentations	111
2.2.5 Dynamique des statuts des représentations.....	112
2.3 Les normes du dicible comme objets de lutte et instrument de pouvoir : le concept d'hégémonie.....	114
2.4 La contrainte « se visibilise »	116
2.5 Bilan du chapitre II	118
Chapitre III. Le cosmopolitisme, entre discours de rupture et discours d'exclusion.....	121
3.1 Le cosmopolitisme dans la philosophie grecque antique.....	122
3.2 L'idée cosmopolitique comme légitimation de l'impérialisme, un projet cosmopolitique contre l'impérialisme	124
3.3 Le Grand Tour : quand le cosmopolitisme est à la mode	127
3.4 Quand se dire citoyen-ne du monde c'est faire événement	129
3.5 « Cosmopolite sans racines ».....	131
3.5.1 « Cosmopolite » et « cosmopolitisme » dans les discours antisémites en Europe occidentale	131
3.5.2 « Cosmopolite sans racines » dans l'URSS de Staline	136
3.6 « Citizen of the world » et « cosmopolitan » : des formules ?	139
3.7 Les usages des formules dans les discours publics contemporains	141
3.8 Bilan du chapitre III	143

Chapitre IV. Données et corpus	145
4.1 Le corpus en analyse du discours.....	146
4.2 Discours de Theresa May.....	149
4.2.1 Contexte et figure politique de Theresa May.....	149
4.2.2 Présentation de l'événement de parole.....	151
4.3 Corpus de travail	156
4.3.1 Les médias comme lieu de stabilisation des normes socio-discursives.....	156
4.3.2 Entre construction d'une « sensibilité globale » et maintien de « lignes de fracture »	158
4.3.3 Critères et conditions de recueil des données	162
4.3.4 Sources du corpus de travail	166
4.4 Corpus de référence	174
4.4.1 De l'intérêt du corpus de référence dans ce travail	174
4.4.2 Présentation du corpus	176
4.5 Bilan du chapitre IV	178
Chapitre V. Démarche et catégories d'analyse.....	181
5.1 Discours politique-pivot et corpus de travail	182
5.1.1 Représentations : disponibilité.....	182
5.1.1.1 Une notion emblématique des SHS.....	183
5.1.1.2 Métadiscours	184
5.1.1.3 Personnages et motifs	188
5.1.2 Représentations : marquage et statut.....	192
5.1.2.1 Marquage comme trace de la compétence topique des locuteurs et locutrices.....	193
5.1.2.2 Procédés de marquage faible : partage du sens (et l'impossibilité du partage).....	194
5.1.2.3 Procédés de marquage fort : ce qui « ne va pas de soi »	197
5.1.3 Interdiscours.....	205
5.1.3.1 Les analystes du discours à la recherche de l'insaisissable	207
5.1.3.2 Atteindre les déterminations interdiscursives en matière de citoyenneté	211
5.1.4 Récapitulatif des catégories d'analyse	213
5.2 Corpus de référence	214
5.2.1 Présentation des fonctionnalités du logiciel <i>Sketch Engine</i>	215
5.2.2 Les grands principes d'une « mise en perspective »	216
5.3 Pour une posture de recherche réfléchie	218
5.3.1 Différentes facettes de la critique en AD	218
5.3.2 Quel positionnement critique pour ce travail ?.....	221
5.4 Bilan du chapitre V	223
Partie 2. Présentation des résultats.....	225
Chapitre VI. Représentations de la citoyenneté : contenus disponibles	226

6.1 « Citizenship » : une brève excursion historique et discursive.....	227
6.2 Quelle citoyenneté pour le Royaume-Uni hors UE ?.....	230
6.2.1 Citoyenneté comme valeur britannique.....	230
6.2.2 Souveraineté retrouvée.....	232
6.2.3 Définir la citoyenneté à travers la notion de « spirit of citizenship ».....	234
6.3 Construction des destinataires	236
6.3.1 Deux échelles de la société.....	236
6.3.2 Un scénario type.....	238
6.3.3 S'adresser aux destinataires.....	241
6.4 L'énoncé sur les citoyen-ne-s du monde comme tentative de contrôle du dicible	245
6.4.1 L'ajustement du sens de « citoyenneté ».....	245
6.4.2 La fixation du sens et la posture d'autorité sémantique.....	247
6.5 L'émergence d'une « petite phrase ».....	248
6.5.1 Les prédispositions de l'énoncé à devenir une « petite phrase »	249
6.5.2 Circulation médiatique	249
6.5.3 Une fausse nouvelle dans le parcours de la « petite phrase »	252
6.6 Métadiscours : construire un espace de conflit conceptuel, faire émerger des représentations alternatives.....	255
6.6.1 Rétablir la continuité mémorielle.....	256
6.6.2 Convoquer la mémoire des mots pour dénoncer l'essentialisation	261
6.6.3 Redéfinir la citoyenneté	264
6.6.3.1 Contester la définition de la citoyenneté	264
6.6.3.2 S'engager dans un conflit de définitions	266
6.6.3.3 Valoriser les manières inclusives de dire la citoyenneté	267
6.6.3.4 Resignification : un rappel théorique	269
6.6.3.5 S'approprier l'énoncé polémique	272
6.6.3.6 Récupérer son agentivité sémantique	278
Bilan d'étape.....	279
6.7 Le motif d'ouverture à la diversité.....	280
6.7.1 La composition du motif.....	280
6.7.1.1 Choix de désignations	281
6.7.1.2 Structure et récurrences lexicales	282
6.7.1.3 Caractérisations socio-professionnelles, de genre et d'origines des citoyen-ne-s du monde.....	283
6.7.1.4 Et les migrant-e-s et réfugié-e-s ?.....	286
6.7.1.5 Rôle argumentatif et liens intertextuels du motif.....	289
6.7.2 Deux représentations en tension	292

6.7.2.1	<i>Citoyenneté « cosmopolitique » et citoyenneté « globale »</i>	292
6.7.1.2	<i>« Attachements sportifs » : cohérence ou rupture de cohérence ?</i>	295
	Bilan d'étape	298
	6.8 Bilan du chapitre VI	299
	Chapitre VII. Représentations de la citoyenneté : marquage et statut	303
	7.1 Citoyenneté nationale : une évidence à réaffirmer	304
7.1.1	Normalisation du souverainisme populiste	304
7.1.1.1	<i>Structure sociale et posture du gouvernement</i>	305
7.1.1.2	<i>Pré-légitimation et émotions</i>	306
7.1.1.3	<i>Intertextualité et brouillage des frontières idéologiques</i>	308
7.1.2	Une asymétrie sémiotique	311
7.1.3	Négation dialogique	313
	Bilan d'étape	315
	7.2 Citoyenneté cosmopolitique : une représentation disponible et partiellement acceptable ..	316
7.2.1	Un positionnement partagé	317
7.2.2	Thématisation et rhématisation de la représentation	319
7.1.1.3	<i>Citoyenneté mondiale thématifiée</i>	319
7.1.1.3	<i>Citoyenneté mondiale rhématisée</i>	322
7.2.3	Procédés et marques dialogiques.....	324
7.2.3.1	<i>Négation</i>	324
7.2.3.2	<i>Concession</i>	327
7.2.3.3	<i>Guillemets</i>	330
	Bilan d'étape	333
	7.3 Citoyenneté globale : une « dicibilité » difficile et ses remèdes	333
7.3.1	Citoyenneté globale : refus des attachements nationaux, production et réparation de l'exclusion.....	334
7.3.2	Réflexivité dans les discours cosmopolitiques : des constats théoriques à l'analyse du discours	336
7.3.3	La représentation de la citoyenneté globale comme objet de réflexivité.....	341
	Bilan d'étape	342
	7.4 Bilan du chapitre VII	343
	Chapitre VIII. Interdiscours	345
	8.1 L'Europe remise en question	346
8.1.1	Recontextualisation du Brexit	347
8.1.2	Un patron du discours eurosceptique	351
8.1.3	Le sens (trop) commun de la mémoire européenne	355
8.1.4	L'évidence du cosmopolitisme européen.....	359

Bilan d'étape.....	363
8.2 Discours mobilitaire et responsabilisation	364
8.2.1 Un voyage sans fin.....	365
8.2.2 Le bénéfice incontestable du voyage	366
8.2.3 L'agentivité des voyageur-se-s	372
Bilan d'étape.....	375
8.3 Bilan du chapitre VIII	376
Conclusion de l'analyse du corpus de travail	377
Chapitre IX. Mise en perspective : aborder les discours sur la citoyenneté à partir du <i>Brexit corpus</i>	379
9.1 Acteurs et espaces de la citoyenneté.....	380
9.1.1 « Citizen of... » ? Une citoyenneté nationale compatible (ou non) avec une citoyenneté supranationale	380
9.1.2 « Cosmopolitan » : de la valorisation du multiculturalisme à la peur de la globalisation ..	384
9.1.3 « (To) open borders » : quelques facettes d'un projet politique	388
9.1.4 Et les migrant-e-s et réfugié-e-s ?.....	391
Bilan d'étape.....	395
9.2 Retour aux sources : quelle citoyenneté est-elle en jeu ?.....	396
9.2.1 « Citizenship » dans le corpus de travail	397
9.2.2 « Citizenship » dans le corpus de référence.....	400
Bilan d'étape.....	403
9.3 Bilan du chapitre IX	404
Conclusion générale	407
Cheminement de la recherche et quelques choix	407
Principaux résultats	409
Que signifie tenir un discours cosmopolitique ?	409
Que peut-on ou ne peut-on pas dire au sujet de la citoyenneté ? Quel est le statut des discours cosmopolitiques sur notre terrain ?	410
Pourquoi aborder la construction et la négociation du dicible à partir de conflits conceptuels ?	413
Perspectives.....	414
Index des notions.....	419
Index des auteur-e-s	421
Bibliographie.....	427
Table des matières.....	450
Annexes	457

Annexes

Annexe 1. Discours de Theresa May	459
Annexe 2. Circulation de la « petite phrase »	473
Annexe 3. Discours publics	485
Annexe 3.1 Journaux et magazines d'envergure nationale	485
Annexe 3.2 Journaux locaux.....	524
Annexe 3.3 Portails web.....	533
Annexe 3.4 Blogs et courriers de lecteurs et lectrices	570
Annexe 3.5 Livre <i>Citizens of Nowhere</i> (extraits).....	609
Annexe 3.6 Projets culturels et entrepreneuriaux	617
Annexe 3.7 Débat et podcast	622
Annexe 4. Éléments du corpus de référence.....	665

Annexe 1. Discours de Theresa May

Le 5 octobre 2016, Birmingham

Durée : 59 min 13 sec.

Vidéo disponible sur : <https://www.conservativehome.com/video/2016/10/watch-theresa-mays-speech-to-the-conservative-party-conference-in-full.html> (consulté le 13/04/2022).

1 when we came to *birmingham this week, some big questions were hanging in the
2 air (.) do we have a plan for *brexit (.) are we ready for the effort it will
3 take (.) to see it through we are (.) can *boris *johnson stay on message for
4 a full four days

5 [((la salle rit et applaudit))]

6 [just about]

7 ((rires))

8 but i know there's another big question people want me to answer (.) what's my
9 vision for *britain my philosophy my approach (.) today i want to answer that
10 question very directly (.) i want to set out my vision for *britain after
11 *brexit (.) i want to lay out my approach the things i believe (.) i want to
12 explain what a country that works for everyone means i want to set our party
13 and our country on the path towards the new center ground of british politics
14 (.) built on the values of fairness and opportunity (.) where everyone plays
15 by the same rules and where every single person regardless of their background
16 or that of their parents is given the chance to be all they want to be (.) and
17 as i ((tousse))

18 ((la salle applaudit))

19 and as i do so (.) i want to be clear about something else (.) that a vision
20 is nothing without the determination to see it through (.) no vision ever built
21 a business by itself no vision ever clothed a family or fed a hungry child (.)
22 no vision ever changed a country on its own (.) you need to put the hours in
23 and the effort too [but ((tousse))]

24 [((la salle applaudit))]

25 but if you do (.) great things can happen (.) great changes can occur (.) and
26 be in no doubt that's what *britain needs today (.) because in june people voted
27 for change (.) and a change is going to come [(.) change]

28 [((la salle applaudit))]

29 change has got to come (.) because as we leave the *european union and take
30 control of our own destiny the task of tackling some of *britain's long-standing
31 challenges (.) like how to train enough people to do the jobs of the future
32 becomes ever more urgent but change has got to come too (.) because of the quiet
33 revolution that took place in our country just three months ago (.) a revolution
34 in which millions of our fellow citizens stood up and said they were not prepared
35 to be ignored anymore because this=

36 =(la salle applaudit))

37 this is a turning point for our country a once-in-a-generation chance to change
38 the direction of our nation for good (.) to step back and ask ourselves what
39 kind of country we want to be (.) and let's be clear (.) we have come a long
40 way over the past six years (.) we've brought the deficit down (.) got more
41 people into work than ever before (.) taken the lowest paid out of income tax
42 (.) established a new national living wage (.) helped nearly a million new
43 business to set up and grow (.) got almost one and a half million more children
44 into good or outstanding schools (.) put record investment into the *nhs (.)
45 created nearly three million new apprenticeships and brought crime down by more
46 than a quarter to its lowest ever level (.) that's a record of which we should
47 all be proud [(.) and]

48 [(la salle applaudit))]

49 and this morning (.) it's right that we pause to say thank you to the man who
50 made that possible (.) a man who challenged us to change and told us that if
51 we did then we would win again (.) and he was right (.) we did change (.) we
52 did win (.) the first majority conservative government in almost twenty-five
53 years (.) a great leader of our party a great servant to our country (.)
54 *david *cameron thank you

55 ((la salle applaudit))

56 but now we need to change again (.) for the referendum was not just a vote to
57 withdraw from the *eu. (.) it was about something broader (.) something that
58 the *european union had come to represent (.) it was about a sense (.) deep
59 profound and let's face it often justified (.) that many people have today that
60 the world works well for a privileged few but not for them (.) it was a vote
61 not just to change *britain's relationship with the *european union (.) but to
62 call for a change in the way our country works (.) and the people for whom it
63 works (.) forever (.) knock on almost any door in almost any part of the country
64 and you will find the roots of the revolution laid bare (.) our society should
65 work for everyone (.) but if you can't afford to get onto the property ladder
66 (.) or your child is stuck in a bad school it doesn't feel like it's working
67 for you (.) our economy should work for everyone but if your pay has stagnated
68 for several years in a row and fixed items of spending keep going up (.) it
69 doesn't feel like it's working for you (.) our democracy should work for everyone
70 (.) but if you've been trying to say things need to change for years/ and your
71 complaints fall on deaf ears (.) ((un rire ironique)) it doesn't feel like it's
72 working for you (.) and the roots of the revolution run deep (.) because it
73 wasn't the wealthy who made the biggest sacrifices after the financial crash
74 but ordinary working class families (.) and [(tousse)]

75 [(la salle applaudit))]

76 and if you're one of those people who lost their job who stayed in work but on
77 reduced hours took a pay cut as household bills rocketed (.) or (.) and I know
78 a lot of people don't like to admit this (.) someone who finds themselves out
79 of work or on lower wages because of low-skilled immigration life simply doesn't
80 seem fair (.) it feels like your dreams have been sacrificed in the service of
81 others so change has got to come

82 ((la salle applaudit))

83 because if we don't respond if we don't take this opportunity to deliver the
84 change people want resentments will grow (.) divisions will become entrenched
85 (.) and that would be a disaster for *britain (.) because the lesson of *britain
86 is that we are a country built on the bonds of family community citizenship (.)
87 of strong institutions and a strong society (.) the country of my parents who
88 instilled in me a sense of public service and of public servants everywhere who
89 want to give something back (.) the parent who works hard all week but takes

90 time out to coach the kids football team at the weekend (.) the local family
91 business in my constituency that's been serving the community for more than
92 fifty years (.) the servicemen and women i met last week (.) who wear their
93 uniform proudly at home and serve our nation with honor abroad (.) [a country]

94 [((la salle applaudit))]

95 a country of decency fairness and quiet resolve and a successful country (.)
96 small in size but large in stature (.) that with less than one per cent of the
97 world's population boasts more *nobel laureates than any country outside the
98 *united *states (.) with three more added again just yesterday two of whom
99 worked here in this great city (.) [a country]

100 [((la salle applaudit))]

101 a country that boasts three of the top ten universities in the world (.) the
102 world's leading financial capital (.) and institutions like the *nhs and *bbc
103 whose reputations echo in some of the farthest corners of the globe (.) all
104 possible (.) because we are one *united *kingdom (.) *england, *scotland, *wales
105 and *northern *ireland and i will always fight to preserve our proud historic
106 union and will never let divisive nationalists drive us apart

107 ((la salle applaudit))

108 yet within our society today (.) we see division and unfairness all around (.)
109 between a more prosperous older generation/ and a struggling younger generation\
110 (.) between the wealth of *london and the rest of the country (.) but perhaps
111 most of all (.) between the rich the successful and the powerful (.) and their
112 fellow citizens now don't get me wrong (.)we applaud success (.) we want people
113 to get on (.) but we also value something else (.) the spirit of citizenship
114 (.) that spirit that means you respect the bonds and obligations that make our
115 society work that means a commitment to the men and women who live around you,
116 who work for you (.) who buy the goods and services you sell (.) that spirit
117 that means recognising the social contract that says you train up local young
118 people before you take on cheap labour (.) from overseas (.) that spirit (.)
119 that means you do as others do and pay your fair share of tax (.) [but today]

120 [((la salle applaudit))]

121 but today too many people in positions of power (.) behave as though they have
122 more in common (.) with international elites than with the people down the road/
123 (.) the people they employ (.) the people they pass on the street (.) but if
124 you believe you're a citizen of the world you're a citizen of nowhere you don't
125 understand what the very word citizenship means (.) so if you're a boss who
126 earns a fortune but doesn't look after your staff an international company that
127 treats tax laws as an optional extra a household name that refuses to work with
128 the authorities even to fight terrorism a director (.) who takes out massive
129 dividends (.) while knowing that the company pension is about to go bust (.)
130 [((tousse))]

131 [((la salle applaudit))]

132 i'm putting you on warning (.) this can't go on anymore (.) a change has got
133 to come (.) [and this party is going to make it]

134 [((la salle applaudit))]

135 so today i want to set up my plans for a *britain where everyone plays by the
136 same rules and every person has the opportunity to be all they want to be (.)
137 it's a plan to tackle the unfairness and injustice that divides us (.) so that
138 we may build a new united *britain rooted in the centre ground (.) a plan that
139 will mean government stepping up (.) righting wrongs (.) challenging vested

140 interests (.) taking big decisions (.) doing what we believe to be right (.)
141 getting the job done (.) because that's the good that government can do (.) and
142 it's what i'm in this for (.) to stand up for the weak and stand up to the
143 strong (.) and to put the power of government squarely at the service of ordinary
144 working-class people (.) because too often that isn't how it works today (.)
145 just listen to the way a lot of politicians and commentators talk about the
146 public (.) they find your patriotism distasteful (.) your concerns about
147 immigration parochial (.) your views about crime illiberal (.) your attachment
148 to your job security inconvenient (.) they find the fact that more than seventeen
149 million voters decided to leave the *european union [simply bewildering]

150 [((rires dans la salle))]

151 because if you're well-off and comfortable (.) *britain is a different country
152 and these concerns are not your concerns (.) it's easy to dismiss them (.) easy
153 to say that all you want from government is for it to get out of the way (.)
154 but a change has got to come (.) it's time to remember the good that government
155 can do (.) time for a new approach that says (.) while government does not have
156 all the answers (.) government can and should be a force for good (.) that the
157 state exists to provide what individual people communities and markets cannot
158 and that we should employ the power of government for the good of the people
159 (.) time to reject the ideological templates provided by the socialist left and
160 the libertarian right and to embrace a new center ground in which government
161 steps up and not back to act on behalf of us all (.) providing security from
162 crime but from ill health and unemployment too (.) supporting free markets but
163 stepping in to repair them (.) when they aren't working as they should (.)
164 encouraging business and supporting free trade but not accepting one set of
165 rules for some and another for everyone else (.) [and]

166 [((la salle applaudit))]

167 and if- if we do if we act to correct unfairness and injustice and put government
168 at the service of ordinary working people (.) we can build that new united
169 *britain in which everyone plays by the same rules and in which the powerful
170 and the privileged no longer ignore the interests of the people (.) only we can
171 do it (.) because the main lesson i take from their conference last week is
172 that the *labour party is not just divided but divisive (.) determined to pit
173 one against another (.) to pursue vendettas and settle scores (.) and to embrace
174 the politics of pointless protest that simply pulls people further apart (.)
175 that's what *labour stands for (.) fighting among themselves (.) abusing their
176 own mps (.) threatening to end their careers (.) tolerating anti-semitism and
177 supporting voices of hate (.) you know what some people call them the nasty
178 par[ty]

179 [((la salle rit et applaudit))]

180 and with *labour divided divisive and out-of-touch (.) we have a responsibility
181 to step up represent and govern for the whole nation (.) [so]

182 [((voix indistinctes dans la salle puis applaudissements))]

183 so where *labour build barriers we will build bridges (.) that means tackling
184 unfairness and injustice (.) and shifting the balance of *britain decisively
185 (.) in favour of ordinary working class people giving them access to the
186 opportunities that are too often the preserve of the privileged few (.) putting
187 fairness at the heart of our agenda (.) and creating a country in which hard
188 work is rewarded (.) and talent is welcome (.) a nation where contribution
189 matters more than entitlement (.) merit matters more than wealth (.) a confident
190 global *britain that doesn't turn its back on globalization but ensures the
191 benefits are shared by all (.) a country that is prosperous and secure (.) so
192 every person may share in the wealth of the nation and live their life free

193 from fear (.) that's what I mean by a country that works for everyone (.) and
194 if we believe in the good that government can do (.) it's important for people
195 to trust us to deliver the change they need (.) we can start as I said on sunday
196 by doing something obvious (.) and that is to stop quibbling respect what the
197 people told us on the twenty third of june and take *britain out of the *european
198 union (.) because it took=
199 =[(la salle applaudit)]
200 that typically *british quiet resolve for people to go out and vote as they did
201 (.) to defy the establishment to ignore the threats to make their voice heard
202 so let us have that same resolve now (.) and let's be clear about what is going
203 to happen (.) article *fifty triggered no later than the end of march (.) a
204 *great *repeal *bill to get rid of the *european *communities *act introduced
205 in the next *parliamentary session (.) our laws made not in *brussels but in
206 *westminster (.) [our jud-]=
207 =((la salle applaudit))]
208 our judges sitting not in *luxembourg but in courts across the land (.) [the=
209 =(((la salle applaudit)))]
210 the authority of *eu law in this country ended forever (.) [the people told us
211 they wanted]
212 [(((la salle applaudit)))]
213 [((geste appelant la salle à la laisser parler))]
214 the people told us they wanted these things and this *conservative government
215 is going to deliver them (.)
216 [it is, of course]
217 [(((la salle applaudit)))]
218 it is of course too early to say exactly what agreement we will reach with the
219 *eu it's going to be a tough negotiation it will require some give and take
220 and while there will always be pressure to give a running commentary (.) it
221 will not be in our national interest to do so (.) but let me be clear about the
222 agreement we seek (.) i want it to reflect the strong and mature relationships
223 we enjoy with our *european friends (.) i want it to include cooperation on law
224 enforcement and counter-terrorism work (.) i want it to involve free trade in
225 goods and services (.) i want it to give *british companies the maximum freedom
226 to trade with and operate within the *single market (.) and let *european
227 businesses do the same here (.) but let's state one thing loud and clear we are
228 not leaving the *european union only to give up control of immigration all over
229 again (.) and we are not leaving only to return to the jurisdiction of the
230 *european *court of *justice (.) that's not going to happen (.) we are leaving
231 to become (.) once more a fully sovereign and independent country (.) and the
232 deal is going to have to work for *britain (.) [and that *britain]
233 [(((la salle applaudit)))]
234 and that britain the *britain we build after *brexit is going to be a global
235 *britain [(.) because]
236 [((voix indistincte dans la salle puis applaudissements))]
237 because while we are leaving the *european union we will not leave the continent
238 of *europe (.) we will not abandon our friends and allies abroad and we will
239 not retreat from the world (.) in fact now is the time to forge a bold new
240 confident role for ourselves on the world stage (.) keeping our promises to the

241 poorest people in the world (.) providing humanitarian support for refugees in
242 need (.) taking the lead on cracking down on modern slavery wherever it is found
243 (.) ratifying the *paris agreement on climate change (.) always acting (.) as
244 the strongest and most passionate advocate for free trade right across the globe
245 and always committed to a strong national defense (.) and supporting the finest
246 armed forces known to man

247 ((la salle applaudit))

248 and this week our excellent *defense secretary *michael *fallon proved not only
249 that we will support them with our hearts and souls (.) not only will we remain
250 committed to spending two per cent of our national income on defense (.) but
251 we will never again (.) in any future conflict (.) let those activist left-wing
252 human rights lawyers harangue and harass the bravest [of the brave the men and
253 women of *britain's armed forces]

254 [((la salle applaudit))]

255 it's about restoring fairness (.) something that must be at the heart of
256 everything we do (.) supporting those who do the right thing (.) who make a
257 contribution (.) helping those who give something back (.) and that's at the
258 heart of my plan for our economy too (.) an economy that's fair and where
259 everyone plays by the same rules (.) that means acting to tackle some of the
260 economy's structural problems that hold people back (.) things like the shortage
261 of affordable homes (.) the need to make big decisions on and invest in our
262 infrastructure (.) the need to rebalance the economy across sectors and areas/
263 in order to spread wealth and prosperity around the country (.)politicians have
264 talked about this for years (.) but the trouble is that this kind of change
265 will never just happen by itself (.) if that's what we want (.) we need the
266 vision and determination to see it through (.) and that's why *philip *hammond
267 and *greg *clark are working on a new industrial strategy to address those long-
268 term structural challenges and get *britain firing on all cylinders again (.)
269 it's not about picking winners propping up failing industries or bringing old
270 companies back from the dead it's about identifying the industries that are of
271 strategic value to our economy and supporting and promoting them through
272 policies on trade tax infrastructure (.) skills training and research and
273 development (.) it's about doing what every other major and growing economy in
274 the world does not just sitting back and seeing what happens but putting in
275 place a plan and getting on with the job (.) so we will identify the sectors
276 of the economy financial services yes but life sciences tech aerospace car
277 manufacturing creative industries and many others that are of strategic
278 importance to our economy (.) and do everything we can to encourage develop and
279 support them (.) and we will identify the places that have the potential to
280 contribute to economic growth and become the homes to millions of new jobs (.)
281 that means inspiring an economic and cultural revival of all of our great
282 regional cities and we've made a start (.) thanks to *george *osborne's
283 *northern *powerhouse over the past year foreign direct investment in the *north
284 has increased at double the rate of the rest of the country here [in *birmingham]

285 [((la salle applaudit))]

286 here in *birmingham thanks to the incredible *jaguar *land *rover the *west
287 *midlands is the only part of the country that runs a trade surplus with *china
288 [(.) and ((sourire))]

289 [((la salle applaudit))]

290 and across the region (.) the *midlands *engine is on track to deliver three
291 hundred thousand more jobs by twenty twenty (.) now it's time to build on that
292 success in *birmingham and *manchester and in other cities across the country
293 (.) and as we are here in *birmingham this week let us show our support for the

294 *conservative party's candidate for next year's mayoral election (.) a success
295 in business running *john *lewis an action man in *birmingham playing his part
296 in transforming this city a man to get things done (.) the future *mayor of the
297 *west *midlands *andy *street

298 [((la salle applaudit))]

299 an economy that works for everyone is an economy where everyone plays by the
300 same rules (.) i understand the frustration people feel when they see the rich
301 and the powerful getting away with things that they themselves wouldn't dream
302 of doing (.) and they wouldn't get away with if they tried (.) i understand
303 that because I feel it too (.) there's always an excuse a reason why something
304 can't be done but when that is used as a basis for inaction faith in capitalism
305 and free markets falls (.) the *conservative party will always believe in free
306 markets (.) and that's precisely why it's this party that should act to defend
307 them (.) from *edmund *burke onwards *conservatives have always understood (.)
308 that if you want to preserve something important (.) you need to be prepared
309 to reform it (.) and we must apply that same approach today (.) that's why where
310 markets are dysfunctional we should be prepared to intervene (.) where companies
311 are exploiting the failures of the market in which they operate where consumer
312 choice is inhibited (.) by deliberately complex pricing structures we must set
313 the market right (.) it's just not right for example that half of people living
314 in rural areas and so many small businesses can't get a decent broadband
315 connection

316 ((voix indistinctes et applaudissements dans la salle))

317 it's just not right that two thirds of energy customers are stuck on the most
318 expensive tariffs (.) and it's just not right that the housing market continues
319 to fail working people either ask almost any question about social fairness or
320 problems with our economy and the answer so often comes back to housing (.)
321 high housing costs and the growing gap between those on the property ladder and
322 those who are not (.) lie at the heart of falling social mobility falling
323 savings and low productivity (.) we will do everything we can to help people
324 financially so they can buy their own home that's why help to buy and right to
325 buy are the right things to do (.) but as *sajid said in his bold speech on
326 monday (.) there is an honest truth we need to address (.) we simply need to
327 build more homes (.) this means using the power of government (.) to step in
328 and repair the dysfunctional housing market (.) it means using public sector
329 land for more and faster house building (.) it means encouraging new
330 technologies that will help us to get more houses built faster (.) and putting
331 in more government investment too. (.) it means stepping up and doing what's
332 right for *britain (.) making the market work for working people (.) because
333 that's what government can do (.) and something else we need to do (.) take big
334 (.) sometimes even controversial decisions about our country's infrastructure
335 (.) because we need to get *britain firing in all areas again (.) it is why we
336 will press ahead with plans for *high *speed two linking *london and *birmingham
337 and eventually towns and cities in the *north (.) why we will shortly announce
338 a decision on expanding *britain's airport capacity (.) and why having reviewed
339 the evidence and added important new national security safeguards we signed up
340 to *hinkley *point (.) we will take the big decisions when they're the right
341 decisions for *britain (.) because that's what government can do (.) and we can
342 make these big decisions because our economy is strong and because of the fiscal
343 discipline we have shown over the last six years (.) and we must continue to
344 aim for a balanced budget (.) but to build an economy that works for everyone
345 we must also invest in the things that matter the things with a long-term return
346 (.) that is how we will address the weaknesses in our economy (.) improve our
347 productivity (.) increase economic growth and ensure everyone gets a fair share
348 (.) and that's not the only reason (.) because while monetary policy with super-
349 low interest rates and quantitative easing provided the necessary emergency

350 medicine after the financial crash (.) we have to acknowledge there have been
351 some bad side effects (.) people with assets have got richer (.) people without
352 them have suffered (.) people with mortgages have found their debts cheaper (.)
353 people with savings have found themselves poorer (.) a change has got to come
354 (.) and we are going to deliver it (.) because that's what a *conservative
355 government can do (.)

356 ((la salle applaudit))

357 this party (.) will always be the party of businesses (.) large and small (.)
358 but we must acknowledge that the way a small number of businesses behave fuels
359 the frustration people feel (.) it's not the norm i know that most businesses
360 and the people who run them are hardworking entrepreneurial and public spirited
361 at heart (.) but the actions of a few tar the reputations of the many (.) so
362 the party that believes in business is going to change things to help support
363 it (.) too often the people who are supposed to hold big business accountable
364 are drawn from the same narrow social and professional circles as the executive
365 team (.) and too often the scrutiny they provide is not good enough (.) a change
366 has got to come (.) so later this year we will publish our plans (.) to have
367 not just consumers represented on company boards but workers as well (.) because
368 we are the party of workers (.) of those who put in the effort (.) those who
369 contribute and give of their best (.) that's why we announced on saturday that
370 we're going to review our laws to make sure that in our modern and flexible
371 economy people are properly protected at work (.) that's right (.) workers'
372 rights not under threat from a *conservative government (.) workers' rights
373 protected and enhanced by a *conservative government (.) and let me say
374 something about tax (.) we're all *conservatives here (.) we all believe in a
375 low-tax economy (.) but we also know that tax is the price we pay for living
376 in a civilised society nobody (.) no individual tycoon and no single business
377 however rich has succeeded on their own their goods are transported by road
378 their workers are educated in schools their customers are part of sophisticated
379 networks taking in the private sector the public sector and charities (.) we've
380 all played a part in that success (.) so it doesn't matter to me who you are
381 (.) if you're a tax-dodger we're coming after you

382 ((la salle applaudit))

383 if you're an accountant financial adviser or a middleman who helps people to
384 avoid what they owe to society we're coming after you too

385 ((la salle applaudit))

386 an economy that works for everyone is where- one where everyone plays by the
387 same rules (.) so whoever you are however rich or powerful you have a duty to
388 pay your tax (.) and we're going to make sure you do (.) this is a big agenda
389 for change (.) but it is necessary and essential (.) it is a program for
390 government to act to create an economy that works for everyone (.) an economy
391 that's on the side of ordinary working class people (.) and an economy that can
392 support the vital public services and institutions upon which we all rely (.)
393 to invest in the things we hold dear (.) like the *nhs (.) one of the finest
394 health care systems anywhere in the world and a vital national institution (.)
395 an institution that reflects our values our belief in fairness and in which we
396 all take enormous pride (.) and i mean all (.) because there is complete cross-
397 party support for the *nhs (.) for its status as a provider of free-at-the-
398 point-of-use health care (.) for the thousands of doctors and nurses that work
399 around the clock to care for their patients (.) we all have a story about the
400 nurse who cared for a loved one or a surgeon who saved the life of a friend (.)
401 so let us take this opportunity to say to those doctors and nurses thank you

402 ((la salle applaudit))

403 the *nhs should unite us (.) but year after year election after election
404 *labour try to use it to divide us (.) at every election since it was established
405 *labour have said the *tories would cut the *nhs and every time we have spent
406 more on it (.) every election (.) they say we want to privatise the *nhs and
407 every time we have protected it (.) in fact the party that expanded the use of
408 the private sector in the *nhs the fastest was not this party but the *labour
409 party

410 ((voix d'approbation dans la salle puis applaudissements))

411 the only party to ever cut spending on the *nhs is not this party but the
412 *labour party that's what they did in *wales (.) and at the last election it
413 wasn't the *labour party that pledged to give the *nhs the money it asked for
414 to meet its five-year plan (.) it was this party the *conservative party (.)
415 investing an extra ten billion pounds in the *nhs more than its leaders asked
416 for (.) and this year more patients are being treated more operations are being
417 carried out by more doctors and more nurses than ever before (.) that's a
418 tribute to everyone who works in the *nhs (.) but also to one man (.) *jeremy
419 *hunt (.) [who is one of the most passionate]

420 [((la salle applaudit))]

421 *jeremy is one of the most passionate advocates for patients and for doctors
422 nurses and others who work in our health service that i have ever known (.) so
423 let's have no more of *labour's absurd belief that they have a monopoly on
424 compassion [(.) let's ((tousse))]

425 [((la salle applaudit))]

426 let's put an end to their sanctimonious pretense of moral superiority [(.)
427 let's]

428 [((la salle applaudit))]

429 let's make clear that they have given up the right to call themselves the party
430 of the *nhs the party of the workers the party of public servants (.) they gave
431 up that right when they adopted the politics of division (.) when their extreme
432 ideological fixations led them to simply stop listening to the country (.) when
433 they abandoned the center ground (.) and let us take this opportunity (.) to
434 show that we the *conservative party truly are the party of the workers (.) the
435 party of public servants (.) the party of the *nhs (.)[because]

436 [((la salle applaudit))]

437 because we believe in public service (.) we believe in investing in and
438 supporting the institutions that make our country great (.) we believe in the
439 good that government can do (.) government cannot stand aside (.) when it sees
440 social injustice and unfairness (.) if we want to make sure that *britain is a
441 country that works for everyone government has to act to make sure opportunity
442 (.) is fairly shared (.) and i want us to be a country where it doesn't matter
443 where you were born who your parents are where you went to school what your
444 accent sounds like what god you worship whether you're a man or a woman gay or
445 straight or black or white (.) all that should matter is the talent you have
446 and how hard [you're prepared to work]

447 [((la salle applaudit))]

448 but if we're honest we'll admit that's simply not the case for everyone today
449 (.) advancement in today's *britain is still too often determined by wealth or
450 circumstance by an accident- accident of birth rather than talent by privilege
451 not merit (.) rebalancing our economy is a start (.) but if we're serious (.)
452 about overturning some of the longstanding injustices and barriers that stop

453 working people from getting on (.) we need that economic reform to be allied
454 with genuine and deep social reform too (.) because a society that works for
455 everyone is a society based on fairness (.) and only genuine social reform can
456 deliver it (.) genuine social reform means (.) helping more people onto the
457 housing ladder (.) it means making sure every child has access to a good school
458 place (.) it means never writing off people who can work and consigning them
459 to a life on benefits but giving them the chance to go out and earn a living
460 and to enjoy the dignity that comes with a job well done (.) but for those who
461 can't work we must offer our full support (.) which is why it was so important
462 that *damian *green announced on saturday that we will end the mandatory
463 retesting of those with [chronic health conditions that only induces stress]

464 [(la salle applaudit)]

465 and genuine social reform means addressing historic injustices that hold too
466 many people back (.) some of my proudest moments as *home *secretary came when
467 we began to tackle deep-seated and long-standing problems that few had dared
468 to tackle before (.) i introduced the first ever *modern *slavery *act (.)
469 bringing in tough new penalties to put slave masters behind bars (.) with life
470 sentences for the worst offenders (.) i cut the police's use of stop and search
471 by almost two thirds and reduced the disproportionate targeting of young black
472 men (.) and I know our impressive *home *secretary *amber *rudd is committed
473 to carrying on that work

474 ((la salle applaudit))

475 but injustices remain (.) if you are from a black *caribbean background you are
476 three times more likely to be permanently excluded from school than other
477 children (.) if you are a black woman you are seven times more likely to be
478 detained under mental health legislation than a white woman (.) people in ethnic
479 minority households are almost twice as likely to live in relative poverty as
480 white people (.) but it is not just those from minority backgrounds who are
481 affected (.) white working class boys are less likely to go to university than
482 any other group in society (.) we cannot let this stand (.) not if a country
483 that works for everyone is the principle that binds us all together (.) that's
484 why i've launched an unprecedented audit of public services to shine a light
485 on these racial disparities and let us do something about them (.) because they
486 are all burning injustices and i want this government this *conservative
487 *government to fight every single one of them

488 ((la salle applaudit))

489 a society that works for everyone is one of fairness and opportunity a society
490 in which everyone has the chance to go as far as their talents will take them
491 (.) that's why in one of the first speeches i gave as *prime *minister i set
492 out my plans to transform *britain into a *great *meritocracy (.) and that
493 starts in our schools (.) i want *britain to be a country in which every child
494 has access to a good school place that's right for that individual child (.)
495 because *britain after *brexit will need to make use of all of the talent we
496 have in this country. (.) we've come a long way (.) thanks to the free schools
497 and academies program (.) and the efforts of teachers heads and governors there
498 are now one point four million more children in good and outstanding schools
499 compared with twenty ten (.) but we need to go further because there are still
500 one and a quarter million children in schools that are just not good enough and
501 if you live in the *midlands or the *north you have less chance of attending a
502 good school than children in the *south (.) this simply cannot go on (.) that's
503 why *justine *greening and i have set out a new package of reforms building on
504 *michael *gove's success to increase the number of good school places across
505 the country (.) so here's not just a school place for every child but a good

506 school place for every child (.) a school place that suits the skills interests
507 and abilities of every single pupil (.) [that is why ((tousse))]

508 [((la salle applaudit))]

509 that's why we want more of our great universities to set up or sponsor schools
510 in the state sector (.) just as the *university of *birmingham has done a few
511 miles from here (.) it's why we are saying to the great private schools that
512 in return for their charitable tax status we want them to do more to take on
513 children without the means to pay or set up and sponsor good state schools (.)
514 it is why we want more good faith schools for parents and pupils who want them
515 (.) and it is why we have said where there is demand from parents where the-
516 where they will definitely take pupils from all backgrounds where they will
517 play a part in improving the quality of all schools in their area we will lift
518 the ban on establishing new grammar schools too

519 ((la salle applaudit))

520 and here we see the challenge (.) because for too long (.) politicians have
521 said to people and communities who are crying out for change that they can't
522 have what they want (.) they've said we don't think you should have it even
523 though we might enjoy those very same things for ourselves (.) and you end up
524 in the absurd situation where you stop these good popular life-changing schools
525 from opening (.) by law (.) imagine (.) think of what that says (.) if you're
526 rich or well-off you can have a selective education for your child you can send
527 them to a selective private school you can move to a better catchment area or
528 afford to send them long distances to get the education you want (.) but if
529 you're not you can't (.) i can think of no better illustration of the problem
530 (.) why ordinary working class people think it's one rule for them and another
531 for everyone else (.) because the message we are sending them is this (.) we
532 will not allow their children to have the same opportunities that wealthier
533 children enjoy (.) that is a scandal (.) and we the *conservative party must
534 bring it to an end

535 ((la salle applaudit))

536 so my vision is for *britain to be a *great *meritocracy (.) that's what i've
537 always believed in the cause that everything i have ever done in politics has
538 been designed to serve (.) because a country based on merit not privilege is a
539 country that's fair (.) and when we overcome un- injustice and unfairness we
540 can build that new united *britain that we need (.) and united we can do great
541 things (.) we saw that (.) in the summer in *rio (.) we saw how individual
542 success was powered by collective effort (.) how the dedication and talent of
543 one was supported by a united team (.) and how a government's determination (.)
544 *john *major's *conservative *government's determination (.) [to step up and
545 back *britain's sporting success contributed (.) ((tousse))]

546 [((la salle applaudit))]

547 we were honoured to welcome four members of the team *helen *richardson-*walsh
548 *dame *sarah *storey *vicky *hornley and *andrew *triggs-*hodge to our
549 conference on monday (.) and to them and to every athlete and every member of
550 *team and *paralympics *gb we say (.) thank you (.) you [did your country proud]

551 [((la salle applaudit))]

552 it was a memorable summer for *british sport (.) but one moment stood out for
553 me above all other (.) it wasn't from *rio (.) it happened later (.) just a
554 couple of weeks ago on the sun-drenched streets of *cozumel in *mexico (.) there
555 our celebrated triathlon champion *jonny *brownlee was heading for glory (.)
556 the finishing line in sight (.) when he faltered (.) stopped (.) and was falling
557 exhausted to the ground (.) and just behind him his brother *alister (.) a

558 tough competitor who typically yields to no one (.) had the chance to run on
559 and steal the prize (.) but seeing his brother's struggle (.) he didn't pass
560 on by (.) as other competitors ran past he stopped (.) reached out his hand (.)
561 and gently carried him home (.) and there (.) in that moment (.) we saw revealed
562 an essential truth (.) that we succeed (.) or fail together (.) we achieve
563 together (.) or fall short together (.) and when one among us falters our most
564 basic human instinct is to put our own self-interest aside to reach out our
565 hand and help them over the line (.) that's why the central tenet of my belief
566 is that there is more to life than individualism and self-interest (.) [we form
567 families]

568 [(la salle applaudit)]

569 we form families communities towns cities countries and nations (.) we have a
570 responsibility to one another (.) and i firmly believe that government has a
571 responsibility too (.) it is to act to encourage and nurture those relationships
572 networks and institutions (.) and to step up to correct injustices and tackle
573 unfairness where it can (.) because these are the things that can drive us apart
574 (.) that's why i say today as i have always said that my mission and the mission
575 of this party is to build a country that truly works for everyone not just for
576 the privileged few (.) it's why when i stood on the steps of *number ten for
577 the first time as prime minister eighty-four days ago i said that the government
578 i lead will be driven not by the interests of the rich and powerful (.)
579 but by the interests of ordinary working class people (.) and this week we have
580 shown the country that we mean business (.) not just protecting but enhancing
581 workers' rights (.) building an economy that's fair where everyone plays by the
582 same rules (.) getting more houses built more doctors in the *nhs investing in
583 things that will make our economy grow (.) hundreds of great new schools
584 universities and fee-paying schools helping state schools to improve (.) and
585 yes where parents want them and where they'll improve standards for children
586 of whatever background the first new grammar schools to open in *britain for
587 fifty years

588 ((la salle applaudit))

589 this is a bold plan to bring *britain together (.) to build a new united *britain
590 (.) rooted in the center ground (.) an agenda for a new modern conservatism (.)
591 that understands the good that government can do (.) that will never hesitate
592 to face down the powerful when they abuse their positions of privilege (.) that
593 will always act in the interests of ordinary working class people (.) that's
594 what government's about action it's about doing something not being someone (.)
595 about identifying injustices finding solutions driving change (.) taking not
596 shirking the big decisions (.) having the courage to see things through (.)
597 it's not always glamorous or exciting but at its best it's a noble calling (.)
598 and where many just see government as the problem (.) i want to show it can be
599 part of the solution too (.) and i know this to be true (.) for as i leave the
600 door of my office at *number *ten i pass that famous staircase (.) the portraits
601 of prime ministers past lined up along the wall (.) men and of course one woman=

602 =((rires dans la salle))

603 of consequence (.) who have steered this country through difficult times and
604 changed it for the better too (.) there's *disraeli who saw division and worked
605 to heal it (.) *churchill who confronted evil and had the strength to overcome
606 (.) *attlee with the vision to build a great national institution and *lady
607 *thatcher (.) who taught us we could dream great dreams again (.) those portraits
608 remind me of the good that government can do (.) that nothing good comes easy
609 (.) but with courage and vision and determination you can always see things
610 through (.) and as i pass them every day i remember that our nation has been
611 shaped by those who stepped up to be counted when the big moments came (.) such

612 opportunities are rare (.) but we face such a moment today (.) a moment that
613 calls us to respond and to reshape our nation once again (.) not every generation
614 is given this opportunity (.) not every generation called to step up in such a
615 way (.) but this is our generation's moment (.) to write a new future upon the
616 page (.) to bring power home and make decisions here in *britain (.) to take
617 back control and shape our future here in *britain (.) to build an outward
618 looking confident trading nation here in *britain (.) to build a stronger fairer
619 brighter future here in *britain (.) that is the opportunity we have been given
620 (.) and the responsibility to grasp it falls upon us all (.) so to everyone
621 here this morning and the millions beyond whether leavers or remain i say (.)
622 come with me and we'll write that brighter future (.) come with me and we'll
623 make that change come with me as we rise to meet this moment (.) come with me
624 and together let's seize the day

625 ((la salle applaudit))

Annexe 2. Circulation de la « petite phrase »

Précisions sur la lecture des annexes 2 et 3

Les textes de chaque section des annexes sont présentés en ordre chronologique du plus ancien au plus récent.

Chaque nouvelle unité du corpus s'identifie moyennant un code composé du numéro de l'annexe, suivi du nom de famille de l'auteur et du nom du média. Si l'auteur est inconnu, le code inclut la mention SA à la place du nom. Si le nom du média contient plusieurs mots, celui qui permet une identification plus immédiate du média est retenu.

Le code est suivi par les métadonnées de chaque texte. Certains textes sont disponibles uniquement dans les bases de presse *Factiva* ou *Europresse*, de quoi une mention spéciale est faite le cas échéant. Certains textes ne sont plus accessibles depuis le moment où ils ont été recueillis. Une mention spéciale le précise également. Tous les liens actifs ont été vérifiés le 18/09/2022.

L'orthographe et la ponctuation originelles sont conservées. Les images ne sont pas reproduites, à l'exception de celles auxquelles les auteur-e-s font référence dans les textes et qui sont indispensables pour leur compréhension.

2-Bullen-London

Auteur : Jamie Bullen

Titre : Theresa May's speech sparks Twitter backlash over "citizen of the world" remark

Source : London Evening Standard

Date et heure : 5 octobre 2016, 13h00

Lien : <https://www.standard.co.uk/news/politics/theresa-may-sparks-twitter-backlash-over-citizen-of-the-world-remark-in-conservative-party-conference-speech-a3361701.html>

Theresa May has been accused of "pure nationalism" as members of the public began a backlash against parts of her closing speech at the Tory conference.

Mrs May sparked controversy when she said "if you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere" during an attack on international corporations.

It came as the Prime Minister declared "change" was needed as she pledged to transform Britain in the wake of the Brexit vote.

But her comments were described as "pure undisguised nationalism" as critics queued up on social media to attack her over the "divisive" comments.

Sam Shenton tweeted: "If you're a citizen of the world you're a citizen of nowhere"... but I thought nationalism was divisive and wrong? #CPC16

Patrick Hall wrote: "If you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere". T May #CPC16 - Pure undisguised nationalism.

While Julia Bird posted: "UK just told by @theresa_may "If you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere". I don't know my own country anymore. #CPC16

And Daniel Harris tweeted: May: "If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere." Sounds preferable to being a citizen of the UK right now."

2-Hughes-Press

Auteur : David Hughes

Titre : Theresa May targets tax dodgers and “dysfunctional” markets in speech

Source : Press Association

Date et heure : 5 octobre 2016, 15h09

Lien : article disponible sur *Factiva*

Theresa May set her sights on bad bosses as she vowed to tackle tax dodgers and improve corporate governance.

The Prime Minister said she was issuing a warning that “a change has got to come” in response to the “frustration” the public feel about some business chiefs.

Mrs May vowed to put representatives of workers and consumers on company boards and intervene in “dysfunctional” markets, hinting at action in the broadband, housing and energy sectors.

The Prime Minister said: “Too many people in positions of power behave as though they have more in common with international elites than with the people down the road, the people they employ, the people they pass in the street”.

“But if you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere. You don’t understand what the very word ‘citizenship’ means.”

“So if you’re a boss who earns a fortune but doesn't look after your staff, an international company that treats tax laws as an optional extra, a household name that refuses to work with the authorities even to fight terrorism, a director who takes out massive dividends while knowing that the company pension is about to go bust: I'm putting you on warning. This can’t go on any more.”

“A change has got to come. And this party - the Conservative Party - is going to make that change.”

Although she did not name any firms or bosses, the examples she highlighted followed a series of parliamentary investigations into corporate scandals.

These include Mike Ashley’s failure to pay Sports Direct staff the minimum wage, the row over Sir Philip Green’s sale of BHS, allegations of legal tax avoidance against global firms including Google, Amazon and Starbucks and the reluctance of internet giants including Facebook and Twitter to tackle terrorists using their platforms.

Mrs May told activists at the Conservative Party Conference in Birmingham: “An economy that works for everyone is an economy where everyone plays by the same rules”.

“I understand the frustration people feel when they see the rich and the powerful getting away with things that they themselves wouldn't dream of doing. And they wouldn't get away with if they tried”.

“I understand that because I feel it too”.

“There’s always an excuse - a reason why something can’t be done - but when that is used as a basis for inaction, faith in capitalism and free markets falls.”

She said that where markets were not functioning properly, her Government would be prepared to intervene.

“Where companies are exploiting the failures of the market in which they operate, where consumer choice is inhibited by deliberately complex pricing structures, we must set the market right.”

“It’s just not right, for example, that half of people living in rural areas, and so many small businesses, can't get a decent broadband connection.”

“It’s just not right that two thirds of energy customers are stuck on the most expensive tariffs.”

“And it’s just not right that the housing market continues to fail working people either.”

The Prime Minister restated her aim of reforming corporate governance to give workers representation on company boards.

“I know that most businesses and the people who run them are hard working, entrepreneurial and public spirited at heart.”

“But the actions of a few tar the reputations of the many.”

She said that too often the boards responsible for scrutinising the conduct of businesses were drawn from the "same, narrow social and professional circles" as the executive team.

“So later this year we will publish our plans to have not just consumers represented on company boards, but workers as well.”

“Because we are the party of workers. Of those who put in the effort. Those who contribute and give of their best.”

2-Rentoul-Independent

Auteur : John Rentoul

Titre : Theresa May’s conference speech: What she said... and what she really meant

Source : The Independent

Date et heure : 5 octobre 2016, 17h45

Lien : <https://www.independent.co.uk/voices/theresa-may-conference-speech-what-she-said-what-she-meant-john-rentoul-a7346456.html>

“When I find out who has been in power for the past six years, I’ll give them what for”

Our Chief Political Commentator offers a translation of the Prime Minister’s speech to the Conservative Party Conference in Birmingham

What she said:

When we came to Birmingham this week, some big questions were hanging in the air.

What she meant: am I booked on the 1330 or the 1350 back to London?

Do we have a plan for Brexit? We do.

The plan is not to repeat “Brexit means Brexit” again because people are beginning to see through that one.

Are we ready for the effort it will take to see it through? We are.

Not remotely. But the people voted for it so I am bulletproof, whatever chaos and hardship lies ahead.

I want to explain what a country that works for everyone means.

A country that works for everyone means a country that works for everyone. Next question.

No vision ever changed a country on its own. You need to put the hours in and the effort too. But if you do, great things can happen. Great changes can occur. And be in no doubt, that’s what Britain needs today. Because in June people voted for change. And a change is going to come.

You think I can’t compare the injustice of American blacks being turned away from a whites-only motel in Louisiana, the inspiration for Sam Cooke’s “A Change is Gonna Come”, and the oppression suffered by the British people under the yoke of Brussels? Try me.

This is a turning point for our country. A once-in-a-generation chance to change the direction of our nation for good. To step back and ask ourselves what kind of country we want to be. Let’s be clear: we have come a long way over the past six years.

This is a turning point for my speech, as I say everything is rubbish and then praise the achievements of the clowns who have been in government for the past six years, including me.

And this morning it’s right that we pause to say thank you to the man who made that possible. A man who challenged us to change and told us that if we did then we would win again.

Ladies and gentlemen, I give you Nigel Farage.

And he was right. We did change. We did win.

Now we’ve got to change back.

If you’re one of those people who lost their job, who stayed in work but on reduced hours, took a pay cut as household bills rocketed, or –and I know a lot of people don’t like to admit this – someone who finds themselves out of work or on lower wages because of low-skilled immigration, life simply doesn’t seem fair.

It’s always easier to blame others, especially foreigners. But I’m a politician. I’ll give people what they think they want.

Yet within our society today, we see division and unfairness all around. Between a more prosperous older generation and a struggling younger generation. Between the wealth of London and the rest of the country. But perhaps most of all, between the rich, the successful and the powerful –and their fellow citizens.

Whoever has been in charge for the past six years were a right bunch of divisive toffs. I’ll give them what for.

If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere. You don't understand what the very word "citizenship" means.

The referendum was a vote against the liberal metropolitan elite. You may have thought I was one of them, but I was just biding my time to break the system down from the inside.

A change has got to come. And this party – the Conservative Party – is going to make that change.

Hence the new name, the Changeversative Party.

Because that's the good that government can do. And it's what I'm in this for. To stand up for the weak and stand up to the strong.

What an amateur that Ed Miliband is. You can make the case for big government only if you are actually in government.

It is ... time to reject the ideological templates provided by the socialist left and the libertarian right and to embrace a new centre ground in which government steps up – and not back – to act on behalf of us all.

The third way between old Labour and the new right. Forward not back to a new kind of Blairism.

The main lesson I take from their conference last week is that the Labour Party is not just divided, but divisive. Fighting among themselves. Abusing their own MPs. Threatening to end their careers. Tolerating anti-Semitism and supporting voices of hate. You know what some people call them? The nasty party.

Too easy.

It took that typically British quiet resolve for people to go out and vote as they did: to defy the establishment, to ignore the threats, to make their voice heard.

To defy the establishment, including me. But you know that because I'm a Remainer convert I absolutely have to deliver Brexit, unlike that potential backslider Boris Johnson. So stick with me.

Our judges sitting not in Luxembourg but in courts across the land.

And also in Strasbourg, because I don't have the votes to take us out of the European Convention on Human Rights.

The people told us they wanted these things –and this Conservative Government is going to deliver them.

This is how democracy works, people.

Because while we are leaving the European Union, we will not leave the continent of Europe. We will not abandon our friends and allies abroad. And we will not retreat from the world.

I commissioned a feasibility study, but I understand that –although I believe we could overcome the objections of the Irish government –harnessing continental drift to move the British Isles further into the Atlantic is too great an engineering challenge for the foreseeable future.

And always committed to a strong national defence and supporting the finest Armed Forces known to Man.

I'm a feminist. I'm Prime Minister. I'll use gendered language if I like.

The need to make big decisions on –and invest in –our infrastructure. The need to rebalance the economy across sectors and areas in order to spread wealth and prosperity around the country. Politicians have talked about this for years.

Because there is rather little they can do about it. But I'm a new Prime Minister, so I can spout all this stuff afresh until the fine words wither on the vine of inevitability in a few years' time.

That's why Philip Hammond and Greg Clark are working on a new industrial strategy to address those long-term structural challenges and get Britain firing on all cylinders again. It's not about picking winners, propping up failing industries, or bringing old companies back from the dead.

It's about picking winners, propping up failing industries, and trying to bring old companies back from the dead.

It's just not right that two thirds of energy customers are stuck on the most expensive tariffs.

Do you know, I see people in Waitrose every weekend and they could save several pounds if they bought supermarket own-brand goods.

We can make these big decisions because our economy is strong and because of the fiscal discipline we have shown over the last six years. And we must continue to aim for a balanced budget.

We must continue to say that a balanced budget would be jolly nice but we're not actually aiming for it.

We're all Conservatives here. We all believe in a low-tax economy. But we also know that tax is the price we pay for living in a civilised society.

There's an old saying that you can ignore everything before the "but". That applies here. I am taking your most cherished beliefs, friends and fellow representatives, and I am going to trash them in the relentless pursuit of victory at the next election.

Let us take this opportunity to show that we, the Conservative Party, truly are the party of the workers, the party of public servants, the party of the NHS.

The Labour Party has gone absent without leave, so we can call ourselves what we like. Let's make the most of it.

All that should matter is the talent you have and how hard you're prepared to work.

I work until 2am and I don't see why the rest of you shouldn't too.

Our celebrated triathlon champion Jonny Brownlee was heading for glory, the finishing line in sight, when he faltered. Stopped. And was falling exhausted to the ground. And just behind him, his brother Alistair – a tough competitor who typically yields to no one – had the chance to run on and steal the prize. But seeing his brother's struggle, he didn't pass on by. As other competitors ran past, he stopped. Reached out his hand. And gently carried him home. And there in that moment, we saw revealed an essential truth. That we succeed or fail together. We achieve together or fall short together.

Let me tell you a parable of collectivism too toe-curling even for Tony Blair.

As I leave the door of my office at Number 10, I pass that famous staircase – the portraits of prime ministers past lined up along the wall ... There's Disraeli, who saw division and worked to heal

it. Churchill, who confronted evil and had the strength to overcome. Attlee, with the vision to build a great national institution. And Lady Thatcher who taught us we could dream great dreams again.

And one day there I will be on that wall, the Brexit Prime Minister, and I want to be remembered for something more than taking us out of the EU, which I argued for staying in.

2-Worley-Independent

Auteur : John Rentoul

Titre : Theresa May speech: Marine Le Pen endorses PM's "citizen of the world, citizen of nowhere" comments

Source : The Independent

Date et heure : 5 octobre 2016, 21h06

Lien : article disponible sur *Factiva*

French far right presidential candidate praises Prime Minister's closing speech at Tory conference.

One of the most controversial comments of Theresa May's Conservative conference speech has received a ringing endorsement from French far right leader, Marine Le Pen.

The monologue dealt with numerous issues in classical Conservative rhetoric, attempting to appeal to the party's core grassroots support and other potential voters. But the Prime Minister also signalled a sharp swing to the right, talking about national pride and immigration in much stronger terms than her predecessor, David Cameron, ever did.

"If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere," she said in the 7,000 word speech.

Ms Le Pen was quick to respond on Twitter, saying: "Exactly. If you believe that you are a world citizen, you are a citizen of nowhere."

The divisive French presidential candidate is known for her right wing populist views and is campaigning for 'Frexit' – the departure of the France from the European Union. Her influence and popularity is growing in the country, riding a wave of public anger after the terrorist attacks in the country and taking advantage of popular discontent with the status quo.

In addition to her anti-immigrant and anti-diversity rhetoric, Ms Le Pen is also known for her strong nationalist sentiment, recently announcing that the "time of the nation state is back", and saying that Brexit signaled a return to the "time of borders".

However, others were less welcoming of the remarks. "One of the most moronic things I have ever heard," said Robin Walters on Twitter.

Daniel Keohane said: "What a strange thing to say. Identity is one thing, legal status is something else." He added that the comment demonstrated the "anti-globalisation paradox" of a more outwards looking post-Brexit Britain.

Others drew a contrast from Ms May's comments to ancient Greek philosopher Socrates, who wrote in Plutarch's : "I am a citizen, not of Athens or Greece, but of the world."

The Prime Minister also took a strong line on immigration during her speech. "We are not leaving the European Union only to give up control of immigration all over again," she said, adding: "And we are not leaving only to return to the jurisdiction of the European Court of Justice. That's not going to happen."

In an apparent attempt to appeal to Ukip and Labour voters, she said: "If you're... someone who finds themselves out of work or on lower wages because of low-skilled immigration, life simply doesn't seem fair."

Later, she added: "Just listen to the way a lot of politicians and commentators talk about the public. They find your patriotism distasteful, your concerns about immigration parochial, your views about crime illiberal, your attachment to your job security inconvenient."

While her comments were welcomed by some, others said they were xenophobic.

2-Belam-Guardian

Auteur : Martin Belam

Titre : No, Marine Le Pen Did Not Endorse Theresa May's Speech on Twitter with a Handclap Emoji

Source : The Guardian

Date et heure : 6 octobre 2016, 13h08

Lien : <https://www.theguardian.com/politics/2016/oct/06/no-marine-le-pen-did-not-endorse-theresa-mays-speech-twitter-with-handclap-emoji>

Social media is full of claims that France's far-right presidential candidate Marine Le Pen has endorsed part of Theresa May's speech to the Conservative party conference with a handclap on Twitter.

Alastair Campbell and the Labour MP Angela Rayner are among those who have commented about it on Twitter.



Just one problem. It isn't actually true.

While there's no doubt that Le Pen would find some common ground with the Conservative party's sudden focus on the impact of foreign workers on employment, the account that made the tweet is not Le Pen's.



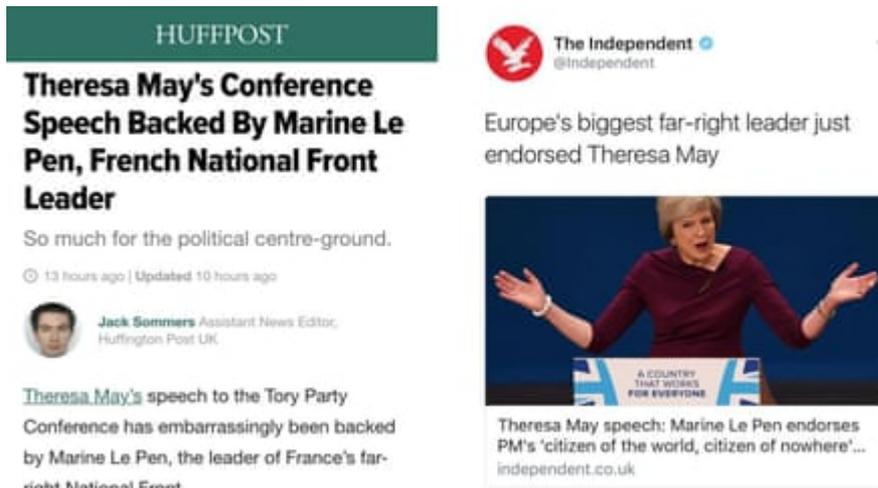
A Marine Le Pen supporter tweets in praise of Theresa May's speech. Photograph: ElyseeMarine/Twitter

Instead it belongs to a 46-year-old Front National supporter from Toulouse. "It is funny that British MPs cannot recognise an unofficial account. It's clearly marked on my profile," the supporter said in an exchange of messages on Thursday morning.



The Twitter bio of the Le Pen supporter's account is clearly marked 'Compte Non Officiel'. Photograph: ElyseeMarine/Twitter

This has not stopped several news sources claiming the handclap emoji came from Le Pen herself.



Several news sites covered the tweet as if it were a genuine endorsement. Photograph: Huffington Post/Twitter/The Independent

May's speech at the Conservative party conference has attracted considerable criticism for its anti-migrant rhetoric. The Labour leader, Jeremy Corbyn, issued a statement saying: "Conservative party leaders have sunk to a new low this week as they fan the flames of xenophobia and hatred in our communities and try to blame foreigners for their own failures."

A joint statement from the Scottish National party, Plaid Cymru and the Green party described the Conservative conference as producing "the most toxic rhetoric on immigration we have seen from any government in living memory".

An apparent show of support for May's views from one of the leading far-right figures of European politics plays perfectly into people's desire to paint Conservative proposals on

immigration and foreign workers as a significant and worrying lurch to the right. However, as is often the case, you can't necessarily believe everything you read on or about social media.

2-Peck-Independent

Auteur : Tom Peck

Titre : Expats to get “votes for life”

Source : The Independent

Date et heure : 7 octobre 2016, 09h23

Lien : <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/expats-get-votes-life-a7349746.html>

The 15-year rule' is set to be scrapped, meaning British people living abroad will receive voting rights for life

The Government will announce today that it would scrap the 15-year limit after which British people who have left the UK lose their right to vote, in a pledge that was first announced by David Cameron in 2014 and formed part of the Conservative election manifesto.

Immigrants, or “expatriates”, will be given the right to vote in the constituency in which they last lived.

The vast majority of British people living abroad are elderly retirees, and are more likely to be Conservative voters.

Chris Skidmore, the constitution minister, said: “This statement shows how we will introduce ‘votes for life’.

“British citizens who move abroad remain a part of our democracy and it is important they have the ability to participate.

“Following the British people’s decision to leave the EU, we now need to strengthen ties with countries around the world and show the UK is an outward-facing nation.

“Our expat community has an important role to play in helping Britain expand international trade, especially given two-thirds of expats live outside the EU.”

Prior to 1985, Brits abroad were not permitted to register to vote in UK national elections. In 2000 the rule was amended to give Brits abroad fifteen years before losing their voting rights.

Geoffrey Clifton-Brown MP, parliamentary adviser to Conservatives Abroad, who has campaigned for the changes for years, told The Daily Telegraph: “British citizens abroad ... are some of the best unofficial ambassadors that we have. It is only right and fair after a lifetime of contributing to the UK that they in turn should be given the right to vote.”

The move stands in marked contrast to Theresa May’s party conference speech on Wednesday, when she said, “If you are a citizen of the world you are a citizen of nowhere,” in a passage meant to place greater emphasis on local citizenship.

Annexe 3. Discours publics

Annexe 3.1 Journaux et magazines d'envergure nationale

3-1-Moore-Guardian

Auteur : Suzanne Moore

Titre : The message of Brexit was mixed. Now we are told it was simply a referendum on immigration

Source : The Guardian

Date : 5 octobre 2016

Lien : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/oct/05/the-message-of-brexit-was-mixed-now-we-are-told-it-was-simply-a-referendum-on-immigration>

For all the talk of being the party of the workers, the only ones the Tories seem to care about are white English people

In an asymmetrical neckline, Theresa May declares her asymmetrical vision. Asymmetrical because there is no balance between so many of her pronouncements; indeed, some are quite contradictory. There is no point at which opposing views are squished together into some kind of Blairite compromise. Nor is it the economy, stupid: it's about identity. It is a rightwing power grab that hopes to scoop up those who have just about managed to vote Labour in the past.

It is new and it is scary and, although May is the unelected head of a government with a small majority, she is acting as if she has a huge mandate to fundamentally change the nature of the UK. It is not enough that we are leaving Europe, she is attempting to nail down the Tories as the party of the workers, absorb Ukip, intervene in business via the state, and hit the left where it hurts them personally. She is reclaiming the notions of fairness, compassion and moral superiority. Right now, the left is in one of its death spirals of vicious piety. So here is May, the toffs tossed away, to talk of meritocracy and ordinariness. She embodies the notion that, what you don't have in charisma, you can make up for in long hours. But as she draws people into her big tent, we can already see that it is more of a gazebo and it's invite only. The decked-out monstrosities of Bake Off have a lot to answer for: a version of the 50s with gays, immigrants and cake – woo! A fantasy that has now been flogged off.

These are new bakes indeed. Chancellor Philip Hammond's dismantling of deficit targets is part of repairing the failing neoliberal structures, so May talked of tax avoidance and workers' rights. But this comes at a cost and that cost is social: the dismantling of a liberal consensus. This means hatred of difference, spreading fear, inflexible uniformity, the assertion of one kind of citizenship over another, a puritanical stifling of joy.

May's vision rewrites the relationship between the state and business, and also insists on the social over the individual. But in this radical garb, she and her ministers found the enemy within. Those who voted remain have overcompensated by offering up suspicion and exclusion of all "foreigners". Those who take our jobs – even the ones who save our lives – must be listed, and instructed where to be. This is appalling. British workers do have British jobs and won't work in the fields for £3.50 an hour. Meritocracy is a local policy, it turns out. It is for white English people, though it calls Englishness British, as always. Add to the enemy list of foreigners, human rights lawyers and the liberal elite. We wait in vain for health and safety gone mad. The Tories take on the culture war as the economy shrinks. This xenophobia may result in actual bloodshed.

It is as if the message of Brexit was not mixed, as if it was simply a referendum on immigration. It was more than that. May dismays by playing only one chord. So we now have members of the elite – being PM is fairly elite – and leaders of parties such as Ukip (Farage was leader when I started writing this sentence, but may not be when I have finished) saying they don't mind being poorer if there are fewer immigrants, but they are never going to be poor, of course.

Yet the walling-in of economies to protect us from globalisation (government is in partnership with the state, the talk of responsible capitalism) is, as the IMF says, not simply a British reaction. May's version is a closing down and a direct challenge not just to economic neoliberalism, but to liberalism as the dominant discourse. She pitches the chattering classes, the liberal elite, against ordinary people. The liberal elite sneer at patriotism, at ordinary people's views on immigration and crime. There is some truth in this, although ordinary people are not a monolith.

I now live in a liberal elite bubble made easier for me by social media, which allows me to chat with people who mostly think more or less like me. But because identity is hybrid, a base part of me remains horrified by how narrow-minded this elite is. Those who would lead the masses disdain them. The liberal elite will lead its sheeple out of its Jeremy Kyle-induced pit of despair and into the uplands of good wine, laughing at comedians on Radio 4 and voting the correct way. May is right to say these people do not have the monopoly on compassion. Many are hypocrites. Just after the Brexit vote and the election, there was a total empathy vacuum. The liberal elite boasted it didn't know anyone who voted Tory or Brexit because these people were thick, immoral. What a lovely socialist and internationalist reaction.

So May will strike home with this. But for all her lefty drag, where she and her ministers have been so divisive is on immigration and race. While the Scottish Tory leader, Ruth Davidson, has welcomed immigrants, May cannot even countenance Scottish independence – what she calls divisive nationalism.

This move to the centre works only if the centre is white and Scotland keeps quiet. Nicola Sturgeon has provided the best opposition to this nasty fear and loathing. For May is sowing all kinds of division. The centre can't hold when it cannot keep the union together.

The dots are not joined here at all. The language of belonging matters. The redrawing of these new boundaries is being done in the language of the left, but it is the most extreme move to the right I have seen in my lifetime.

"Stop the world I want to get off" turns into: "If you believe you are citizen of the world, you're a citizen of nowhere." A slight affront to the easyJet generation, a death sentence if you are on a dinghy in the cold sea. This is no move to the centre but a plunge into dark, dangerous waters.

3-1-SA-Economist-1

Auteur-e : inconnu-e

Titre : Bagehot; May's revolutionary conservatism

Source : The Economist

Date : 8 octobre 2016

Lien : <https://www.economist.com/britain/2016/10/08/mays-revolutionary-conservatism>

Britain's new prime minister signals a new, illiberal direction for the country

MAINSTREAM politicians in Britain have long held these truths to be self-evident. The left won the social battles of the past decades. The right won the economic ones. The resulting consensus combines free-market liberalism with broadly permissive cultural instincts. But on October 5th Theresa May strode up to the podium at the Conservative Party conference, awkwardly waved at the crowd, cleared her throat and unceremoniously drove a bulldozer through those assumptions.

Mrs May began with a short tribute to David Cameron. Her predecessor had presided over rising employment, improving schools and falling crime, she noted, before adding: "But now we need to change again." And then came the tornado. Britain's vote to leave the EU in June was about much more than Brexit. It was a "quiet revolution", a "turning point", a "once in a generation" revolt by millions of ignored citizens sick of immigration, sick of footloose elites, sick of the laissez-faire consensus. "A change has got to come," she said, four times.

The nation state is back: "Time to reject the ideological templates provided by the socialist left and the libertarian right and to embrace a new centre ground in which government steps up," Mrs May declared. So borders will be strengthened, foreign workers kept out, patriotism respected, order and discipline imposed, belonging and rootedness enshrined. "If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere. You don't understand what the very word citizenship means," she said.

On the economy, the Conservatives are moving left. Parts of Mrs May's speech recalled Ed Miliband, Labour's previous leader, whose market interventionism earned him an anti-business reputation. She went on about bosses who do not look after their staff, companies that do not pay enough tax and utility firms that rip off consumers (even hinting at the sort of meddling in energy markets that won Mr Miliband particular barbs). Her government, she said, would identify the industries that are of "strategic value to our economy" and boost them "through policies on trade, tax, infrastructure, skills, training, and research and development." At one point she even questioned the independent Bank of England's low interest rates.

Socially, meanwhile, Mrs May is taking her party rightward and at moments sounded more like Nigel Farage, the doyen of the populist UK Independence Party. She took aim at liberal politicians and commentators who "find your patriotism distasteful, your concerns about immigration parochial, your views about crime illiberal" and "left wing, activist human-rights lawyers". Companies will be made to declare how many of their staff are foreigners, to shame those who do not hire natives.

It remains to be seen precisely what will come of all this. The almost comically small-bore policies announced so far—including cadet forces in two-dozen state schools and a review into labour conditions—hardly correspond to the daring rhetoric. Every new prime minister since Thatcher has arrived in office promising to revive manufacturing, lubricate social mobility and do more for hacked-off, hard-pressed strivers. Still, the sheer intellectual swagger of its authoritarianism sets Mrs May's speech apart. It is worrying: a systematic rejection of the way the country has been governed, for worse and mostly better, for decades. Like it or not, Britain's strengths are its open, flexible, mostly urban service economy and its uncommonly mobile and international workforce. That fact cannot simply be wished or legislated away.

Mrs May makes it clear that liberal London should not take precedence over post-industrial areas. Yet the citizens of that great deracinated, metrosexual Babylon pay more in work taxes than do those of the next 36 cities combined. Brexit, it is true, was partly a vote against the aloofness of the capital and its arrogant captains of finance. But it was not a vote for a poorer country, higher unemployment or shabbier public services. The prime minister's speech does not fill Bagehot with confidence about her ability, or even willingness, to find the right balance as she sets the country's post-Brexit course.

Au revoir, laissez-faire

Yet it will resonate with the public and may propel the Tories to a landslide at the next election. Its premise—that the vote for Brexit was a revolt against globalisation—was sound. Touring pro-Leave events during the referendum campaign, Bagehot heard again and again that the cards were stacked in favour of fat cats and foreigners. One can disapprove of Mrs May's prospectus without denying that it speaks to these concerns, and to the pathology that has emerged with each recent tale of elite complacency, corporate malfeasance and political corruption; from the MPs' expenses scandal of 2009 to the shoddy treatment of workers at BHS, a collapsed retail giant, this spring.

So it is not enough for liberals to shake their heads at Mrs May's populism. They have to grapple with the reasons for its appeal. Areas with fast-rising migrant populations do not receive corresponding resources fast enough. The country's infrastructure is patchy, the health service is at breaking point and jobs are plentiful but low-paying. It is not illiberal to recognise that London and the rest of Britain can feel like different countries.

Those who resent the prime minister's protectionist, authoritarian gloom must, then, do more than hyperventilate and pearl-clutch. They should cheer Mrs May when she gets things right; perhaps on house-building, where her government has declared war on NIMBYs who oppose new construction projects. And when they disagree, they should come up with better solutions: better ways to reform corporate governance, increase competition, improve public services and adapt the workforce to change. No one can accuse the prime minister of being vague about the course she wants Britain to take. At the very least, opponents must rise to the same standard—and offer an alternative.

3-1-Ferguson-Times

Auteur : Niall Ferguson

Titre : Mrs May bids for Labour votes by roasting us, the rootless global elite

Source : The Sunday Times

Date : 9 octobre 2016

Lien : article disponible sur *Factiva*

‘If you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere. You don’t understand what the very word ‘citizenship’ means.’ Those were the key words of Theresa May’s speech at the Conservative Party conference last week. My response — as a fully paid-up member of the rootless cosmopolitan class — was: ooh la la! Welcome to the new class war, Brexit edition.

On one side are the citizens of the world — the *Weltbürger* — who are only citizens in the sense that Orson Welles’s *Citizen Kane* was a citizen. (Actually, we fancy ourselves as a new aristocracy, even though most of us are self-made.) We have at least two passports. We speak at least three languages. And we have at least four homes, not one of them in the town where we were born.

On the other side — seething with resentment against us — are you citizens of the nation state. You have one passport, if that. You hate the few words of French you learnt at school. And you live within driving distance of your parents or your children.

No prizes for guessing which group is more numerous. No matter how many donations the global elite made, philanthropic and political, we could never quite compensate for that disparity.

Well, we had a pretty good run. Nearly 30 years of globalisation, information technology and bubbly asset markets, from 1979 until 2008. And what fun it all was. The Bolly. The beluga. The bling. Since the financial crisis, however, the tide has turned, despite such inspired devices as quantitative easing (whose benefits to us can be, well, easily quantified). We may as well face it: 2016 has been the global elite’s *annus horribilis*.

We seem to be back in the 1970s: first the industrial strategy, then the sterling crisis

When we met at Davos in January we could still laugh at Donald Trump. Then he won the Republican nomination. When we met some months later in Aspen we could still joke about Boris Johnson. Then he (inadvertently) led the Brexit campaign to victory and became foreign secretary. All summer long — from Lake Como to Martha’s Vineyard — we clung to the hope that the economic consequences of Brexit would be so dire that the voters would repent. Wrong.

Now, as the nights draw in, we rootless cosmopolitans have gathered in Washington for the usual meeting of the International Monetary Fund. Our glorious leader, Christine Lagarde, issues the perennial warning against protectionism. We congratulate another member of our club, the former Portuguese prime minister Antonio Guterres, on his appointment as the United Nations secretary-general. But we have to agree with Wolfgang Schäuble, the German finance minister, when he says: “More and more, people don’t trust their elites.”

Cue Theresa May.

As my old friend Paul Goodman, editor of the ConservativeHome website, pointed out last week, you can't understand "Mother Theresa" without knowing something of her upbringing as the daughter of a provincial Anglo-Catholic clergyman. (If you missed her appearance on Desert Island Discs, download it at once.)

Yet what we heard from "Her Majesty" last week was more than a high church version of Christian democracy. And those who think she is simply the Oxford University Conservative Association's answer to Angela Merkel are missing some very big differences.

Her conference speech did three extraordinary things. First, she made it clear that we are destined for a "hard Brexit". May has understood that in June the country voted to restrict immigration and that ending the free movement of European Union citizens must mean our departure from the European single market.

Her appeal to Ukip voters — to people who find themselves "out of work or on lower wages because of low-skilled immigration" — was as unambiguous as her allusion to the "social contract that says you train up local young people before you take on cheap labour from overseas". Ooh la la!

Second, this was a complete repudiation of Thatcherism aimed directly at disillusioned anti-Corbynite Labour voters. Indeed, whole chunks appeared to have been lifted from speeches by Labour leaders from Neil Kinnock to Ed Miliband: "A plan that will mean government stepping up. Righting wrongs. Challenging vested interests. Taking big decisions. Doing what we believe to be right. Getting the job done. Because that's the good that government can do."

"The good that government can do." She used that phrase five times. She pledged "to put the power of government squarely at the service of ordinary working-class people". She even asserted that "the state exists to provide what . . . markets cannot", declaring her readiness "where markets are dysfunctional [to] intervene".

Most breathtaking of all was the promise of "a new industrial strategy . . . identifying the industries that are of strategic value to our economy and supporting and promoting them through policies on trade, tax, infrastructure, skills, training and research and development".

By the time May had finished, stunned Tories had signed up for workers' representation on company boards and were cheering their new identity as "the party of the workers, the party of public servants, the party of the NHS". After she name-checked Clement Attlee, was I alone in expecting Gordon Brown to appear on stage as postmaster-general in the new national government?

No one can dispute the audacity of this attempt to define the Conservatives as "the new centre ground of British politics", as opposed to what she dismissively called "the socialist left and the libertarian right".

Yet the most daring part of this speech was May's sustained barrage against the "privileged few . . . the rich, the successful and the powerful . . . the powerful and the privileged . . . the rich and the powerful".

Not since Edward Heath called Tiny Rowland "the unacceptable face of capitalism" in 1973 has a Tory leader talked this way.

And that is precisely what perturbs me. Months ago I warned readers that a vote for Brexit risked throwing this country back to where it was 43 years ago, when we first joined the European Economic Community. I now fear this is exactly what May has in mind.

Forget the token nod to “the world’s leading financial capital”. Discount the lame reference to “global Britain”. As the pound fell off a cliff on Thursday night, we were back in the 1970s every which way: first the industrial strategy, then the sterling crisis. The Japanese got Abenomics. Just our luck to get “Abbanomics” — named in honour of May’s favourite band.

My favourite 1970s band was the Faces, and all this reminds me of one of their greatest hits.

“Poor old Granddad / I laughed at all his words / I thought he was a bitter man / He spoke of women’s ways / ‘They’ll trap you, then they use you / Before you even know / For love is blind and you’re far too kind / Don’t ever let it show’.”

All together: “I wish that I knew what I know now / When I was younger.”

That song’s name? Ooh La La.

3-1-Khalaf-Financial

Auteur : Roula Khalaf

Titre : Life in Brexit Britain for a proud citizen of the world

Source : Financial Times

Date : 12 octobre 2016

Lien : <https://www.ft.com/content/a9f91acc-8fb7-11e6-8df8-d3778b55a923>

Flirting with identity politics seems to be a requirement for mainstream politicians.

I was still puzzling over Amber Rudd’s bombshell suggestion that companies should reveal how many foreign workers they employ when I realised that I might have become part of a menacing breed.

After the UK home secretary’s pronouncement at last week’s Conservative party conference, Theresa May railed against those who dared to identify as global citizens or cast in their lot with the global elite.

I had no idea until then that the concept of a global citizen — which probably applies to me, a Lebanese-born, French-educated journalist who has lived and worked in the US, the Middle East and Britain — bothered anyone, let alone a prime minister.

Before I became a UK citizen more than a decade ago, I was also a “foreign worker” — which, by today’s rhetoric, would indicate that I had done harm to my British hosts by taking someone’s job.

Luckily, back then, globalisation and multiculturalism still had a good name so Britain was glad to welcome me. But now, according to Mrs May: “If you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere. You don’t understand what the very word ‘citizenship’ means.”

Yet, for me and others I know in a similar position, there is no conflict between allegiance to a nation and identifying as a citizen of the world.

Describing oneself as a global citizen used to reflect, most of the time, a sense of belonging to the wider, interconnected world — and, perhaps, also a commitment to shared concerns such as human rights and global warming.

Sadly, in today's strange world, flirting with identity politics seems to be a requirement for mainstream politicians anxious about challenges from the far right. Whatever Mrs May's intentions, the rhetoric of the Conservatives (despite some recent retractions) is bound to reinforce the xenophobic attitudes that surfaced during the Brexit campaign — and create divisions between “real” citizens and “fake” ones.

It's not just immigrants or those with more than one nationality who could be alienated. Young people attached to the EU and glad to be called global citizens do not feel any less British than their parents. In a digital age, they feel part of a community that transcends borders.

A few months ago, a poll for the BBC World Service by GlobeScan, a consultancy, found that for the first time in 15 years of tracking, more people around the world saw themselves as global citizens than citizens of their own country.

True, since the 2008 financial crisis, there's been a growing divergence in views between the industrialised world and emerging markets, with a decline in respondents from developed countries who identify as global citizens. This year's findings were driven by strong increases in countries such as Nigeria, China and India.

But the results in the UK were interesting. Some 22 per cent of respondents still strongly agreed — and another 25 somewhat agreed — that they see themselves more as global citizens. These are impressive findings, even if they show a significant decline from the combined 59 per cent recorded in 2007.

Identity is a complex matter, and national identity still has a strong pull. Given a choice of five distinct identities, more than half of the citizens polled defined the most important as citizens of their country.

“It's not a contradiction,” Lionel Bellier, associate director at GlobeScan, told me. “You can feel increasingly part of a global society by, for example, making your voice heard through social media. But national citizenship remains powerful to most people if they have to choose an identity.”

Mrs May rightly wants to understand the malaise that drove the vote to leave the EU. But it would be unfortunate to misdiagnose the issue or create new grievances while trying to address the existing ones.

While immigration was an important factor in the referendum, it was one of many. Inequality is a present danger but it is not the creation of global citizens or solely the responsibility of an international elite. To pretend otherwise is to engage in populism and narrow nationalism that a country so divided by the Brexit vote would do well to avoid.

3-1-Jones-Spectator

Auteur : Peter Jones

Titre : Diogenes vs Theresa May

Source : The Spectator

Date : 15 octobre 2016

Lien : <https://www.spectator.co.uk/article/diogenes-vs-theresa-may>

The idea our Prime Minister denounces was meat and drink to the early church.

‘If you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere,’ proclaimed Theresa May in a speech to the Conservative party conference. Oh dear! And her a vicar’s daughter too!

‘Cosmopolitan’ derives from the ancient Greek kosmos ‘world’ plus politês, ‘enfranchised member of a polis, citizen’. It was a word used by the 4th century BC philosopher Diogenes to describe himself when he was asked where he came from. Famous for living ‘like a dog’ (kunikos, whence ‘cynic’) and rejecting all conventional values, it seems that he was claiming to be an example of a man wholly in tune with nature and existing on a higher plane of virtue that should embrace the whole world.

Diogenes was taking to extremes an idea that Greeks had been debating for some time, that there were values that rose about local concerns and tied all humanity together. It was Roman Stoic thinkers who developed this debate in a world that was becoming increasingly ‘cosmopolitan’ in itself as the Roman Empire expanded from Britain in the west to Persia in the east and North Africa and Egypt in the south.

Taking ‘reason’ to be the divine (and therefore universal) element in man and ‘law’ its logical extrapolation, the Stoics thought of the whole kosmos as a form of polis, governed by divinely inspired law. The philosopher Philo (1st century AD) put it like this: ‘A man who is obedient to the law, being, by so doing, a citizen of the world, arranges his actions with reference to the intention of nature, in harmony with which the whole universal world is regulated.’ But that did not mean one rejected one’s own polis in favour of the greater one: far from it. It was one’s duty to serve humanity as best one could, whatever the arena, great or small.

This image was meat and drink to early Christians. Taking it to mean a religious community of all peoples, they envisioned a world joined as one, becoming through Christ ‘fellow citizens with the saints’. Unlike Mrs May.

3-1-SA-Economist-2

Auteur-e : inconnu-e

Titre : Global politics: League of nationalists

Source : The Economist

Date : 19 octobre 2016

Lien : article disponible sur *Europresse*

All around the world, nationalists are gaining ground. Why?

AFTER the sans culottes rose up against Louis XVI in 1789 they drew up a declaration of the universal rights of man and of the citizen. Napoleon's Grande Armée marched not just for the glory of France but for liberty, equality and fraternity. By contrast, the nationalism born with the unification of Germany decades later harked back to Blut und Boden--blood and soil--a romantic and exclusive belief in race and tradition as the wellspring of national belonging. The German legions were fighting for their Volk and against the world.

All societies draw on nationalism of one sort or another to define relations between the state, the citizen and the outside world. Craig Calhoun, an American sociologist, argues that cosmopolitan elites, who sometimes yearn for a post-nationalist order, underestimate "how central nationalist categories are to political and social theory--and to practical reasoning about democracy, political legitimacy and the nature of society itself."

It is troubling, then, how many countries are shifting from the universal, civic nationalism towards the blood-and-soil, ethnic sort. As positive patriotism warps into negative nationalism, solidarity is mutating into distrust of minorities, who are present in growing numbers (see chart 1). A benign love of one's country--the spirit that impels Americans to salute the Stars and Stripes, Nigerians to cheer the Super Eagles and Britons to buy Duchess of Cambridge teacups--is being replaced by an urge to look on the world with mistrust.

Some perspective is in order. Comparisons with the 1930s are fatuous. Totalitarian nationalism is extinct except in North Korea, where the ruling family preaches a weird mixture of Marxism and racial purity, enforced with slave-labour camps for dissidents. And perhaps you could add Eritrea, a hideous but tiny dictatorship. Nonetheless, it is clear that an exclusive, often ethnically based, form of nationalism is on the march. In rich democracies, it is a potent vote-winner. In autocracies, rulers espouse it to distract people from their lack of freedom and, sometimes, food. The question is: where is it surging, and why?

The most recent example is Donald Trump, who persuaded 61m Americans to vote for him by promising to build a wall on the Mexican border, deport illegal immigrants and "make America great again". Noxious appeals to ethnic or racial solidarity are hardly new in American politics, or restricted to one party. Joe Biden, the vice-president, once told a black audience that Mitt Romney, a decent if dull Republican, was "gonna put y'all back in chains". But no modern American president has matched Mr Trump's displays of chauvinism. That no one knows how much of it he believes is barely reassuring.

His victory will embolden like-minded leaders around the world. Nigel Farage of the UK Independence Party (UKIP), the politician most responsible for Brexit, has already visited Mr Trump, greeting him with a grin wide enough to see off the Cheshire cat. Viktor Orban, Hungary's immigrant-bashing prime minister, rejoiced: "We can return to real democracy... what a wonderful world."

The consequences for the European Union could be disastrous. In France pollsters no longer dismiss the possibility that Marine Le Pen, the charismatic leader of the National Front (FN), could be elected president next year. Compared with other Europeans, French voters are strikingly opposed to globalisation and international trade, and few think immigrants have had a positive effect on their country (see chart 2). Ms Le Pen promises that she would pull France out of the euro and hold a "Frexit" referendum on membership of the EU. The single currency might not survive a French withdrawal. And if French voters were to back Frexit, the EU would surely fall apart.

The rush for the exit

European elites once assumed that national identities would eventually blend into a continental bouillabaisse. But the momentum is now with parties like the FN, including Hungary's Fidesz, Poland's Law and Justice party and Austria's Freedom Party (one of whose leaders, Norbert Hofer, could win Austria's largely ceremonial presidency next month). Ms Le Pen's language is typical. She caters to nostalgia, anxiety and antipathy to the liberal international order. ("No to Brussels, yes to France", goes one slogan.) She laments the decline of a proud people and vows to make France great again.

Unlike Mr Trump, Ms Le Pen has never called for a ban on Muslims entering the country; rather, she talks about curbing the "gigantic wave" of immigration. A lawyer by training, she defends her arguments with reference to France's rules on keeping religion out of public life. Yet her voters are left in little doubt as to which sorts of immigrants she disapproves of, and whom she counts as French. An FN campaign poster for regional elections in 2015 showed two female faces: one with flowing hair and the French tricolour flag painted on her cheeks, the other wearing a burqa. "Choose your neighbourhood: vote for the Front", ran the text.

Ms Le Pen's popularity has dragged other politicians onto similar territory. Nicolas Sarkozy, a centre-right former president, wants the job again. As soon as you become French, he declared at a recent campaign rally, "your ancestors are Gauls." At another, Mr Sarkozy said that children who did not want to eat pork at school should "take a second helping of chips"--in other words, that it was up to non-Christians whose religions impose dietary restrictions to make do with the food on offer, not up to schools to accommodate them. France is witnessing a "defensive nationalism", says Dominique Moïsi of the Institut Montaigne, a think-tank, "based on a lack of confidence and a negative jingoism: the idea that I have to defend myself against the threat of others."

Something similar is on the rise elsewhere in Europe, too. In 2010 the Sweden Democrats (SD), a nationalist party, put out a television ad that captured the popular fear that Sweden's generous welfare system might not survive a big influx of poor, fertile Muslim asylum-seekers. An elderly white woman with a Zimmer frame hobbles down a dark corridor towards her pension pot, but is overtaken by a crowd of burqa-clad women with prams, who beat her to the money. At least one channel refused to air it, but it spread online. Polls suggest the SD is now one of Sweden's most popular parties.

In the Netherlands Geert Wilders, the leader of the anti-Muslim, anti-immigrant Party for Freedom, is on trial for "hate speech" for goading his audience to chant that it wanted "fewer Moroccans" in the country. Polls put his party in first or second place in the run-up to the national election in March; its popularity has risen since the start of the trial.

Britain's vote in June to leave the EU was also the result of a nationalist turn. Campaign posters for "Brexit" depicted hordes of Middle Eastern migrants clamouring to come in. Activists railed against bankers, migrants and rootless experts; one of their slogans was "We want our country back". After the vote David Cameron, a cosmopolitan prime minister, resigned and was replaced by Theresa May, who says: "If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere. You don't understand what the very word 'citizenship' means."

Even before Britain has left the EU, the mere prospect has made the country poorer: the currency is down 16% against the dollar. Still, few Brexiteers have regrets. In Margate, a seaside town full of pensioners, it is hard to find anyone who voted to remain. Tom Morrison, who runs a bookshop, says: "[We] should be allowed to make our own laws...At least our mistakes will be our own mistakes."

Clive, a taxi driver, is more trenchant. "All the Europeans do is leech off us. They can't even win their own wars," he says. He is glad that Mrs May has promised to reduce immigration: "We just physically haven't enough room for them...The schools are overfilled with foreigners." He adds that some of them are hard workers, but "in Cliftonville [next to Margate], you might as well be in Romania. A lot of them are gypsies." Asked if being British is important to him, he declares a narrower identity: "It's being English. English."

Vladimir Putin, Russia's president, is not sure what to make of Mr Trump. Though he doubtless welcomes Mr Trump's promise to reset relations with Russia, if America ceases to be the enemy, he will need another one. Mr Putin's core belief is in a strong state led by himself, but since he first took power in 2000 he has harnessed ethnic nationalism to that end. In 2011 he faced huge protests from an urban middle class angry about both corruption and uncontrolled immigration by non-Slavic people. He responded by whipping up imperial fervour. When Ukraine sought to move closer to the West, he then annexed Crimea and invaded Eastern Ukraine. State media portrayed him as saving ethnic Russians from (historical) "Ukrainian fascists".

With oil prices low, and after a long spell in the economic doldrums, nationalism is Mr Putin's way of remaining popular. His version involves rejecting the universal, liberal values that the West has long promoted. That is why he so eagerly supports illiberal nationalist parties in Western Europe, such as Ms Le Pen's FN. "We see how many Euro-Atlantic countries are in effect turning away from their roots, including their Christian values," he said in 2013. He contrasted this with an ethnically defined version of Russia as "a state civilisation held together by the Russian people, the Russian language, Russian culture and the Russian Orthodox Church".

In China a similarly ethnic, non-universalist nationalism is being pressed into service by the Communist Party (see briefing). The party seeks to blur the distinction between itself and the nation, and to prop up its legitimacy now that economic growth, long the main basis of its claim to power, has slowed. Soon after becoming president in 2012, Xi Jinping launched the "Chinese Dream" as a slogan to promote the country's "great revival". A "patriotic education" campaign extends from primary school all the way up to doctoral students.

The government often blames "hostile foreign forces" for things it does not like, including protests in Hong Kong or Xinjiang, a far-western province where Uighurs chafe against Han rule. State

television tries to make other countries look stupid, dangerous or irrelevant. Anti-Western rhetoric has been stepped up. In 2015 China's education minister called for a ban on "textbooks promoting Western values" in higher education.

China's glorious victory over Japan has become central to history lessons (though in fact it was the communists' rivals, the Kuomintang, who did most of the fighting). In 2014 three new national holidays were introduced: a memorial day for the Nanjing massacre, commemorating the 300,000 or so people killed by the Japanese there in 1937; a "Victory Day" to mark Japan's surrender at the end of the second world war; and "Martyrs' Day" dedicated to those who died fighting Japan.

My enemy's enemy

Perhaps unsurprisingly, given the jingoism, many Chinese now see international affairs as a zero-sum game, believing that for China to rise, others must fall. A recent poll by Pew found that more than half of those asked reckoned that America is trying to prevent China from becoming an equal power; some 45% see American power and influence as the greatest international threat facing the country. Chinese antipathy towards the Japanese has also increased considerably.

The propaganda has been so effective that the government is no longer sure that it can control the passions it has stoked. In 2012 protests erupted across China against Japan's claims to islands in the East China Sea: shops were looted, Japanese cars destroyed and riot police deployed to protect the Japanese embassy in Beijing. The government now censors the angriest online posts about nationalist topics.

Abdel-Fattah al-Sisi, Egypt's authoritarian president, uses all the resources of the state to promote the idea that he is the father of his country. His regime blames Islamists for everything: when heavy rains caused flooding in Alexandria last year, the interior ministry blamed the Muslim Brotherhood, a banned Islamist group, for blocking the drains. Last summer, after splurging \$8bn on expanding the Suez Canal, he declared a public holiday and sailed up the waterway in full military regalia, as warplanes flew overhead. State television broadcast shots of the new canal to the bombastic theme tune of "Game of Thrones", a television show.

A similar story is playing out in Turkey, a country that only a few years ago appeared firmly on course to join the EU. Now its president, Recep Tayyip Erdogan, vows to build a "New Turkey", bravely standing up to coup-plotters and their imaginary Western enablers. He recently attended a mass rally celebrating the conquest of Constantinople in 1453. He accuses Turkey's duplicitous Western allies of trying to "pick up the slack of crusaders". Such rhetoric is intended to justify the arrests of 36,000 people since a coup attempt in July.

In India ethnic nationalism, never far beneath the surface, is worryingly resurgent. Since 2014 the country has been ruled by Narendra Modi of the Hindu-nationalist Bharatiya Janata Party (BJP). The party seeks to distance itself from radical Hindutva (Hindu nationalist) groups, which criticise it as "soft" on Pakistan, Muslims and those who harm cows (which are sacred to Hindus). And Mr Modi is urbane, pro-business and friendly towards the West. But he is also a lifelong member of the RSS (National Volunteer Organisation), a 5m-strong Hindu group founded in 1925 and modelled loosely on the Boy Scouts.

Members of the RSS parade in khaki uniforms, do physical jerks in the morning, help old ladies cross the street, pick up litter--and are occasional recruits for extremist groups that beat up left-wing students. And last year Mr Modi's minister of culture, Mahesh Sharma, said that a former president was a patriot "despite being a Muslim". The minister remains in his job.

Hindutva purports to represent all Hindus, who are four-fifths of India's population. It promises a national rebirth, a return to an idealised past and the retrieval of an "authentic" native identity. Its adherents see themselves as honest folk fighting corrupt cosmopolitans. They have changed India's political language, deriding "political correctness", and calling critical journalists "presstitutes" and political opponents "anti-national". The RSS also exerts huge sway over education and the media. Some states and schools have adopted textbooks written by RSS scholars that play up the role of Hindutva leaders and marginalise more secular ones.

The BJP has made a big push to control the judiciary by changing rules for appointments, but has met strong resistance. It does not control most states in the east and south. Many of the educated elite despise it. And banging on too much about Hinduism and not enough about the economy is thought to have cost it a state election in Bihar last year.

So India will not slide easily into Turkish-style autocracy--but plenty of secular, liberal Indians are nervous. The police, especially, are thought to favour the ruling party. A reporter nabbed by cops for the "crime" of filming angry crowds outside a bank in Delhi this week says they threatened him with a beating and said: "Who gave you permission to film? Our government has changed; you can't just take pictures anywhere you like any more."

Nations once again

Inquiring after the roots of nationalism is like asking what makes people love their families or fear strangers. Scholars have suggested that nations are built around language, history, culture, territory and politics without being able to settle on any single cause. A better question is: what turns civic nationalism into the exclusive sort? There are several theories.

In rich countries, pessimism plays a role. As chart 3 shows, slower growth lowers support for globalisation. Inequality hurts, too. Educated people may be doing just fine, but blue-collar workers are often struggling. Mr Trump did remarkably well among blue-collar white voters. One of the best predictors of support for Brexit or Ms Le Pen is a belief that things were better in the past.

In developing countries, growth is often faster and support for globalisation higher. But people still have woes, from rapacious officials to filthy air. For the new-nationalist strongmen such as Mr Sisi and Mr Putin, nationalism is a cheap and easy way to generate enthusiasm for the state, and to deflect blame for what is wrong.

The new nationalism owes a lot to cultural factors, too. Many Westerners, particularly older ones, liked their countries as they were and never asked for the immigration that turned Europe more Muslim and America less white and Protestant. They object to their discomfort being dismissed as racism.

Elite liberals stress two sources of identity: being a good global citizen (who cares about climate change and sweatshops in Bangladesh) and belonging to an identity group that has nothing to do with the nation (Hispanic, gay, Buddhist, etc). Membership of certain identity groups can carry material as well as psychological benefits. Affirmative action of the sort practised in America gives even the richer members of the racial groups it favours advantages that are unavailable to the poorer members of unfavoured groups.

Nationalists dislike the balkanisation of their countries into identity groups, particularly when those groups are defined as virtuous only to the extent that they disagree with the nation's

previously dominant history. White Americans are starting to act as if they were themselves a minority pressure group.

Lastly, communication tools have accelerated the spread of the new nationalism. Facebook and Twitter allow people to bypass the mainstream media's cosmopolitan filter to talk to each other, swap news, meet and organise rallies. Mr Trump's tweets reached millions. His chief strategist, Steve Bannon, made his name running a white-nationalist website.

For Mrs May's "citizens of nowhere", all this is deeply worrying. But they should not despair. Liberals can use social media, too. Demagogues fall from favour when their policies fail to bring prosperity. And demographic trends favour pluralism.

In many countries the university-educated population--typically cosmopolitan in instinct--is rising. In the post-war period about 5% of British adults had gone to university; today more than 40% of school-leavers are university-bound. In Germany 2m citizens were in tertiary education in 2005; a decade later that number had risen to 2.8m. The share of 18- to 24-year-old Americans in that category rose from 26% in 1970 to 40% in 2014.

And immigration, which has done much to fuel ethnic nationalism, could, as generations are born into diverse societies, start to counter that nationalism. The foreign-born population of America rose by almost 10m, to 40m in the decade to 2010. In Britain it rose by 2.9m, to 7.5m, in the decade to 2011. Western voters aged 60 and over--the most nationalist cohort--have lived through a faster cultural and economic overhaul than any previous generation, and seem to have had enough. Few supporters of UKIP and the FN are young; the same is true for Alternative for Germany, another anti-immigrant party (see chart 4).

But youngsters seem to find these changes less frightening. Although just 37% of French people believe that "globalisation is a force for good", 77% of 18- to 24-year-olds do. The new nationalists are riding high on promises to close borders and restore societies to a past homogeneity. But if the next generation holds out, the future may once more be cosmopolitan.

3-1-Jones-Guardian

Auteur : Owen Jones

Titre : Don't be divided by Trump and Brexit: minorities are part of the working class

Source : The Guardian

Date : 17 novembre 2016

Lien : article disponible sur *Factiva*

Identity politics have always been part of the struggle. Those who claim there's a backlash only seek to drive us apart

I can see where this is heading. Trump won the US presidency and the populist right are on the march, so the story goes, because people who champion minority rights and women have overreached themselves. "The left pushed too far," declares one Wall Street Journal columnist.

“Identity politics, censoriousness and basing policy on the need of exotic sexual minorities. Now the backlash.”

Exotic sexual minorities: presumably gay men with three heads, lesbians with llama legs and trans people who can vaporise Trump supporters with laser beams. But the message is clear. Minorities who many believe are peculiar, morally depraved, perverted and/or dangerous have agitated too loudly for their rights; women (“nasty women”, perhaps) have been too assertive. They have reaped a whirlwind, and must now accept responsibility for the consequences.

The “elite” used to denote those who, in any given society, had the wealth, power and privilege: for example, privately educated ex-City brokers and billionaire plutocrats who hang out in golden lifts. It now apparently means those who defend the rights of minorities and women. The rightwing populism of our time is comfortable talking about class, but only to define a patriotic working class against a rootless, metropolitan, self-hating bunch of middle-class do-gooders with contempt for their values and lifestyles.

“If you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere,” declares Theresa May, deriding a contemptuous elite who look at the working class and “find their patriotism distasteful, their concerns about immigration parochial”.

According to columnist Melanie Phillips, Brexit and Trumpism represent a “people’s counter-revolution: an attempt to move politics back to the true centre of cultural gravity”. Her thesis is that the real bigots are not the white nationalists on the brink of power in Washington, but the “anti-white racism of Black Lives Matter” and other “liberals”. Those with the audacity to oppose blacklisting Muslims from entering the United States drove the decent American people into the arms of Trump, she claims.

The real tormentors of the working class are not financial institutions that plunge their countries into economic calamity, the bosses who don’t pay their workers enough, or the tax avoiders (such as Trump). No: it is the champions of minorities and women who are supposedly on a collision course with the working class. The working class, apparently, consists only of straight white men: not women who want rights, not ethnic minorities, not migrants, not LGBT people.

The old left, dominated as it was (and still is) by straight white men, long echoed this sentiment. The class struggle comes first; after the revolution, we’ll sort out everything else. It was an approach that women and minorities rebelled against. The working class was full of diversity, they argued, and class oppression was not the only injustice that many working-class people suffered.

Oppression didn’t just come from above, but from within their own communities and workplaces. Women were exploited by their bosses, just like their male counterparts: but they were also groped by men (such as Trump), or worse; paid less; and forced to do unpaid housework and the bulk of childcare.

Black workers too had lousy terms and conditions in the workplace, but they were also treated as second-class citizens by the law; harassed by the police; subjected to racist abuse in the streets; and discriminated against in the workplace, making them more likely to be unemployed.

LGBT workers, just like their straight colleagues, could be hired and fired on a whim, but they were also exposed to bigotry their entire life; often suffered mental distress because much of society rejected and hated them; were unable to hold hands with their lovers in the streets without attracting abuse and violence; and lacked the same legal rights as other couples.

Movements emerged to rectify these injustices. Such movements, throughout history, have always been accused of being too aggressive, too angry, not conciliatory enough. “Rage does not work as political opposition,” says US commentator Kurt Eichenwald in defiance of, well, all history. “Moral high ground, peaceful engagement, asking respectful questions of opponents. These work.” If polite letter-writing campaigns and chats over coffee with policymakers achieved dramatic social change, we’d still be living as barons and serfs.

The problem is that rights for women and minorities mean others losing privileges they are desperate to retain. Movements encounter resistance. They are compelled to make a nuisance, to force people who would rather ignore them to listen. And frankly, if you’ve had your life damaged by hatred and discrimination, you may feel justifiable anger and want to express it. Most people do not protest for kicks. They are bored with their oppression. They just want it to go away so they can get on with their lives.

There are those who argue the left has abandoned class in favour of identity politics. There is certainly a type of liberal who has done this: who argues for solutions such as more women in corporate boardrooms rather than addressing systemic inequality. But socialists argue that class is absolutely central to understanding society’s ills, but cannot be understood without gender, race and sexual orientation.

The multiple grievances suffered by working-class communities in Trumpland or Brexitland are caused by the financial sector, the corporate elite, and tax dodgers – not Poles, Muslims, black people or trans rights activists.

Some self-described progressives have become accomplices to the rightwing Brexiteers and Trumpists, agreeing the left has indeed over-reached. Not only does this approach throw women and minorities under a bus, it is also a strategic mistake. The Trumpists will never be satisfied. Whatever is conceded will never be enough, and will simply embolden them.

Yes, we should debate the best strategies to achieve equal rights for all and persuade the currently unconvinced. But that does not mean backpedalling or conceding in the face of a backlash. The emancipation of the working class means the whole working class: men and women, white and black, straight and LGBT. We live in an age when many bigotries have been given official sanction. Ugly demons have been unleashed on both sides of the Atlantic. The right has already won two massive votes this year. If we surrender to their agenda, we’ll be gifting them yet more victories.

3-1-Liddle-Spectator

Auteur : Rod Liddle

Titre : Donald Trump is the new normal

Source : Spectator

Date : 19 novembre 2016

Lien : article disponible sur *Factiva*

Trump's victory is the latest manifestation of an enormous paradigm shift

What was your favourite response from the liberals to Donald Trump's victory in the US presidential election? Actress Emma Watson handing out copies of a Maya Angelou book to bewildered commuters in New York? Cher announcing that she wasn't simply leaving the USA, 'but Planet Earth too' — a move some of us assumed she had made at least 40 years ago? The hysterical protestors who set fire to their own shoes because they thought the said shoes were pro-Trump? The hyperbolic hatred spewed out towards those who voted for the Donald, or Matthew Parris suggesting that maybe this democracy caper has gone too far, or the teachers telling tearful children that we're all going to die?

There's just too many to choose from, a cornucopia of riches, of wailing and fury and outrage. And yet they still don't quite get it, the liberals — don't get the full import of what Trump's victory, and this tumultuous year 2016 in general, means for us all. It presages an enormous paradigm shift to a post-liberal future. They are weighty, cumbersome things, paradigms, and take a lot of shifting. This one has been at least 20 years in the making. But once they turn, the course is set, and you can set fire to as many shoes as you like — it will do no good. In a sense, 2016 is 1968 in reverse.

Theresa May clearly gets this. Gets the change, the momentum behind the change. Even before Trump's astonishing and deserved victory she had grasped, post-Brexit, that patriotism, long considered a bit long in the tooth, had made a rather remarkable comeback: 'If you are a citizen of the world, then you are a citizen of nowhere,' she said, to derision from the Guardian. Patriotism, a sense of historic pride in one's nation state, persuaded a good few Americans to vote for Trump; it persuaded most of Scotland to vote SNP last year. It is, you have to say, very much alive and well in Russia, and growing in continental Europe.

It is a corrective to globalisation, though, not a denial of it. Much of what we are seeing now and will come to see even more in the future is not a denial of reality, but an adjustment to it. Our Prime Minister gets this too, I think. The post-liberal economic world will have some time for protectionism once again — the very left-wing US film-maker and writer Michael Moore spoke approvingly of Trump telling Ford executives in Detroit that he would slap a 35 per cent tariff on their cars if they moved production to Mexico. So the intelligent parts of the left get it, too.

The economic paradigm shift, away from the inviolable sanctity of the free market, long predates Trump's victory, mind. It started after the financial crisis of 2007. For three decades, state ownership was considered de trop — not any more. The opinion polls suggest that there is a huge appetite for nationalising the railways and the utilities, while even that old liberal David Cameron

(remember him?) offered to take parts of our steel industry into public ownership. There is no great wish for a return to 1973, when even some travel agents were owned by the state — it is, instead, an adjustment, a tilting of the tiller.

The interesting thing, for me, is the degree to which social policy will change — because change it certainly will. Those who voted for Brexit and those who voted for Trump are often derisively accused of wishing to turn the clock back to the mid-1950s. But that is not the case at all. The 1950s was the thesis — overly authoritarian and conservative about how people lived their lives, how children were taught in schools, how people could express their sexuality. The antithesis came in the 1960s and early 1970s, with legislation which made divorce easier, increased welfare, legalised homosexuality, changed for two generations the way in which teachers went about their work — all or most of this stuff long overdue.

But as is ever the case with these lumbering paradigms, we went too far. The liberalism of the 1960s has resulted in this decade with too many broken families and failed, inarticulate, unhappy children. With people who proudly will say they will not work for a living because they don't like working and prefer to be on the dole. With the manifest insanity of safe spaces in universities where absurd liberal shibboleths about race and a ludicrous multiplicity of gender options must not, under any condition, be gainsaid. In scores of tenth-rate universities turning out unemployable young people with useless degrees in fatuous subjects. Oh, and so much more. And yet the imperative now is not to roll back that earlier legislation. It is to achieve instead a synthesis, an accommodation, if you like.

Take the issue of homosexual rights and equality. There is not the remotest desire to return to a time when gay people were considered criminal and, further, were the subject of contempt from the man in the street. The opinion polls show an enormous majority favouring equality for homosexuals (a rather larger majority here than in the States, mind). But ask people if homosexuality should be considered the norm, or whether it is perfectly OK for gay people to adopt children then tell them that, further, people who think it is preferable for children to be raised by a mummy and a daddy are irredeemable bigots who shouldn't be allowed to adopt children themselves, and I suspect you will get a very different response. Even now, despite the enormous opprobrium which attends if you express this view, and the almost impossible task of expressing this view if you hold public office, the electorate is split pretty much 50-50 on gay adoptions. My guess — and it's only a guess — is that if you put before the electorate the statement: 'Children are best raised in a traditional family, by a mum and a dad', three quarters would agree. There is also an aversion to gender and LGBT propaganda being doled out to young children in school, especially transgender propaganda. My guess — only a guess again — is that people would in general prefer a greater proportion of NHS funds be spent on cancer care than gender re-alignment procedures.

And what of heterosexuals? The last opinion poll I saw (Ipsos-MORI) suggested that more than 70 per cent of people thought that marriage should be for life. We marry, or don't marry, and have children too readily, too easily — and there is plenty of evidence suggesting that children from single-parent families are prone to greater mental strife, poorer educational ability and more future joblessness than those from a traditional nuclear family. Should people have kids if they can't afford to bring them up without substantial help from the taxpayer? Much like the issue of single parents, this was an almost impossible issue for a politician to raise without being labelled a bigot. The opinion polls suggest a majority of voters think people should have children only when they can afford to provide for them. All of this stuff is likely to be back on the agenda now.

Should people who do no work as a consequence of idleness be allowed to live their entire lives on taxpayer's money? An enormous issue — and one which arouses fury particularly among the hardest-working, poorest-paid of us, for obvious reasons. The public think they should not be able to get away with this. If you don't give, you don't get.

And there are more obvious issues, such as immigration. There is no animus against the immigrants themselves, except among a handful of untermensch knuckle-draggers. Nor a wish to return to the almost pristinely white 1950s. But more than 70 per cent of the public think there is too much immigration, and almost 50 per cent think it should be cut substantially. And that people who come here should learn the language pronto and 'fit in'. Both Donald Trump's victory and the Brexit result demonstrated the potency of this issue — as does the rise of right-wing populist parties across Europe. I would suggest that it is an unstoppable force. It is time that the left got to grips with it. The liberals, of course, cannot get to grips with it.

Neither Brexit nor Donald Trump brought about this paradigm shift. They are simply manifestations of it. The liberal elite (it was a conservative elite which ran us back in the 1960s, remember; elites rise and fall) may flail against Trump and Brexit for as long as they like. But to use a phrase which the liberals rather like, and use a lot — they are beginning to look as if they are on the wrong side of history.

3-1-McCarthy-Guardian

Auteur : Tom McCarthy

Titre : Does Theresa May really know what citizenship means?

Source : The Guardian

Date : 21 janvier 2017

Lien : <https://www.theguardian.com/books/2017/jan/21/theresa-may-citizenship-tom-mccarthy-aeschylus>

The prime minister may not know her Aeschylus, writes the novelist Tom McCarthy, but she has a duty to understand the basic concepts she invokes.

In the 1960s, the French novelist Alain Robbe-Grillet became so frustrated by the manner in which his nouveau roman movement was framed and discussed in public that he devised a rule of thumb: whatever you hear or read about it, presume that the exact opposite is true. The same rule might be applied to recent British political events. A coup orchestrated and bankrolled by hedgefund managers, media tycoons and privately educated politicians is described, time and again, as an "anti-establishment uprising". The proposed handing to offshore corporations of blank slates on which to write, from offices in Austin or Beijing, their own contractual and fiscal terms unfettered by EU tax and worker protection laws is presented as "taking back control". And a phenomenon – immigration – that has been shown as a matter of factual record to add enough to the exchequer for a primary school or doctor's surgery to be planted in every second neighbourhood up and down the country is painted, almost without contest (even by opposition frontbenchers) as a "strain" on public resources.

It doesn't take a novelist's eye to draw these paradoxes into focus. But amid the post-truth wildfire that has flared on both sides of the Atlantic, and which threatens to extend its flames later this year to continental Europe's dry bracken, one particular instance of prestidigitative false-speak has struck me as an affront so grievous and fundamental that it clamours above all the others. In October last year, at the Conservative party conference, Theresa May famously goaded her opponents with the words: "If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere." She went further, chastising them: "You don't understand what the very word 'citizenship' means." Now this one I feel moved to unpack. Not for the irony that she delivered these words as she planned to extra-judicially strip millions of the EU citizenship to which, since 1993, we've been (and still are) legally entitled; nor because they echoed (one hopes unintentionally) the Nazis' rhetorical move of using the term "rootless cosmopolitan" to signal "Jew". No, what spurs me to comment on May's claim is the fact that, in making it, she invoked a decidedly literary concept.

Citizenship, despite the Home Office's farcical attempts to rebrand it as a "British value", is a notion that originates in Greece. You see it being moulded and honed in the comedies of Aristophanes, the tragedies of Euripides and Sophocles. Greek theatre was not simply a means of entertainment, nor even of representing society back to itself; rather, it provided the smithy in which the basic concepts that underpinned a state were forged in the first place – a quasi-sacred mechanism for placing order and meaning in the world.

Nowhere is this more apparent than in Aeschylus's *Oresteia*. First performed in 458BC, the trilogy charts the move from tyranny to the creation of a divinely mandated but secularly managed form of early participatory democracy. After Agamemnon, king of Mycenae, is murdered by his wife Clytemnestra on his return from sacking Troy, their son Orestes kills her in revenge and is then pursued from place to place by hound-like Furies – goddesses of revenge – bent on exacting bloody retribution for his matricide. The cycle's third and final play, *The Eumenides*, finds Orestes seeking sanctuary in Athens, clinging to a statue of the city's deity Athena. Athena appears on stage in person and demands to know what's up. Orestes confesses to his mother's killing, but argues (in tandem with his advocate Apollo) that this act was justified, indeed required, by her treacherous slaying of Agamemnon. The Furies counter by pointing out that Clytemnestra was herself avenging Agamemnon's sacrificing of their daughter Iphigenia (which he did in order to raise winds to bear his fleet to battle); and they contend that the killing of a mother is more heinous than that of a husband, since (unlike a married couple) mother and son are of the same flesh.

Both positions have much to recommend them. Taken on their own terms, they're each pretty sound. The genius of Aeschylus is to set these claims and counterclaims in dialogue with one another, in a way that calls for careful negotiation and transformative resolution. And the genius of Athena, goddess of wisdom, shines through in what she does next. Realising she has a complex situation on her hands, in which the stakes are high (she can't risk alienating either her fellow god Apollo or the Furies, who threaten to desecrate her city's fields and population if they're slighted), she proposes something radical and unprecedented: 12 of her wisest citizens will hear both sides out, then come to a decision by each casting a vote. Whatever the outcome of this trial, she decrees, this custom shall hold sway from this day forth in Athens.

That Orestes is (by the skin of his teeth) acquitted is almost incidental. What matters, what persists in perpetuity is the political order that is generated by the episode: civic democracy. For Athens, this is not simply a static, inward-facing or self-contained order: the goodwill of Orestes, who leaves to assume power back home, guarantees peaceful trade and military solidarity between Athens and Argos. At the same time, to placate the Furies Athena grants them a permanent

residence within the city, a grotto from which they, too, can issue protection to supplicants. Thus, in opening her city to not just one but two foreign bodies, and reconfiguring its practices and layout through this opening-up, Athena secures an age of prosperity that will place Athens at the very centre of the Hellenic universe.

Two vital points follow from this. Firstly, that democracy is structural. The legal mandate for Orestes' verdict comes not from (for example) the Furies whipping up hatred of him among the general Athenian populace, even if they might have won over a majority by so doing. If civic justice worked like that, then William Golding's *Lord of the Flies* would be taught in schools as a positive illustration of "people power". Democracy takes place when civic institutions – brilliantly embodied by Golding's conch shell – uphold due process, even when there are only 12 (or three) people on a particular panel. In this respect, Trump's disparagement of a judge for being of Mexican heritage and May's refusal to condemn newspapers that more or less openly incited violence against justices who ruled against her places these two firmly in the conch-smashers' camp.

Secondly, that one is a citizen not simply because of an internal relation to one's community, although that's part of the picture, but because of a relation to a complex, often troubled outside; through the acceptance of the outsider into your place and yourself into theirs. As the philosopher Simon Critchley, discussing the *Oresteia* 10 years ago (appropriately enough, in Athens), put it: "A city, a polis, for us a nation-state ... only is through a dialogical relation to the foreign and the foreigner." It turns out that May is not just wrong; she's exactly wrong. If you're not a citizen of the world you're not a citizen of anywhere. You're not even a citizen; you're just a subject.

It might not be realistic to expect our leaders to have read the *Oresteia* (indeed, it's unlikely any future ones will have, since under this government classics A-level faces the chop). But it is incumbent on them to understand the concepts they're invoking – all the more so at a time when, on both sides of the Atlantic, these concepts might turn out to name the fulcrum around which two conditions, two conjoined yet quite divergent futures, those of democracy and tyranny, hang in the balance.

3-1-Clare-Guardian

Auteur : Horacio Clare

Titre : National borders cross a line of decency: we should all be citizens of the world

Source : The Guardian

Date : 27 janvier 2017

Lien : <https://cutt.ly/EFGTBkd>

From contemporary Cameroon to communist East Germany, these geographical divisions are harmful and unnatural, and take a brutal human toll.

The most convincing border I know is near Ouesso, where Cameroon meets the Republic of the Congo. And the Central African Republic, just upriver. This morning, as on mornings eight years

ago, I like to think the Gardien came out of his office on the misty riverbank, straightening his beret; ran up the pole the flag of Cameroon, saluted it, his expression blank, with just enough flourish to show due duty and professionalism, before retreating behind his desk, and attending to the the line of river travellers the pirogues disgorge now and then.

This is a watched if not an obviously armed border, though no doubt the Gardien has weapons. His everyday weapons are stamps and ledgers. To be turned back there is no joke. The river may be presumed full of crocodiles; the surrounding equatorial rainforest dense and wild. This is a true, or pure, border, in that you cannot cross it illicitly without peril. And the Gardien has great authority. His battledress, his professionally slouching beret made me think of paratroopers. A sergeant, he had the paratrooper NCO's knack of switching on instant, overwhelming aggression when confronted and an instantly mollified air where he found cooperation. In our line, he found two felonies, some fees requiring payment and one attempted fraud – a lady who claimed she had a passport, and that she had recently used it here on the trip from which she was now attempting to return. The Gardien was not having it. His ledger was not having it, even when she pointed at a signature and said it was hers.

My own crime was easily identified and solved. The Cameroonian visa I had been sold in London was out of date, as I should have noticed, would have noticed if I had studied the stamp I had paid handsomely for in Kensington, in the embassy where a member of staff was asleep at their desk. The Gardien took this evidence of criminality in his country's London embassy unblinkingly and charged the fee again for the correct stamp. A gold trader, three trading women, a jobbing rugby player and "a white", our accidental group reminded me of Chaucer's pilgrims. In the end, after half a day of arguments, payments and interrogations, we were all allowed to proceed – price, three-and-a-half working days, split between six travellers and the Gardien.

And so a straight line drawn on a map in Europe in 1901 (redrawn 1911 and 1919) did its job once again: the coffers of Cameroon were minutely swelled, no undesirable was allowed in. (Though the net repressive effect on local trade caused by fees and inconvenience to the traders in my party probably amounted to an overall loss to the region.) The only other travellers we saw on that frontier were white, with local assistants, all wearing protective suits, speeding by on a small craft. Loggers, my companions said. Neither frontiers nor jungle would interfere much with their work, the logging industry enjoying similar relations with all three adjoining countries. And there were the local pygmies, the forest people, who gave no sign of being affected by the frontiers, though they must have been.

My favourite borders are geographic, the point where the hill people used to meet the people of the plains

They are only selectively effective, even the purest borders. The only time I have knowingly crossed one illegally it was similar: another river populated by famously hungry crocodiles; a low shore, Namibia; and a steeper, Angola. I promised the boatman I would keep quiet about it, and we watched the sun come up over the two countries, listened to the many birds on both banks and left cautiously when stalked by a crocodile.

The peculiar thing is, I still do not really believe borders need exist, or that they do, in the ways they pretend, or that they will stand for many more decades. The life of a repeat traveller exposes frontier fences and crossing points as philosophical obscenities, unnecessary burdens on humankind and the planet. When was the last time you crossed a frontier, looked over your shoulder at the lines, the computers, the uniforms, and thought, "Phew! I'm glad that's there"?

It has never happened to me. My favourite borders are geographic, the point where the hill people used to meet the people of the plains; where person contemplated person across a gulf, an estuary or a river; where words spoken on both sides found their own tongues. The border between England and Wales is obscured, near my home, by the Forest of Dean, a third nation in the self-perception of many residents. Wooded hills, the river Wye; Chepstow for Ouessou. They would not have been such different frontiers once, and may not be again. (Although that would involve the fall of Paul Biya, Africa's most successful dictator, and no doubt approval from the French government as well as western logging companies.) Certainly the peoples of the border region would vote unhesitatingly for its dismantling. Who wants walls, except those under attack?

Citizens of Israel and occupied Palestine are divided by the desirability of their new walls, but it is an easy place to find border advocates. Political support for borders is less interesting, in the cases I am studying, than local enthusiasm for them. The distance between the Gardien's hut and Yaoundé and Douala (four days' travel by logging truck and shared taxi) places a contradiction of mutually supposed ignorance between the centre of power and its place of exercise. The Gardien sees the conditions of the frontier daily, but might be supposed at least partially ignorant of the operations between the countries he watches over, their higher motives and strategies. From the capital, the border appears a line between dominated territory and prized resources and rivals' resources; little more. Logging fills the coffers of Cameroon. What Mr Biya does not invest on the Riviera he uses to pay civil service wages, notably the army's and those of the police, who keep him in power. That border guards are accessories in their own and, often, their nation's limitations - in the case of those who do not do the job for love - is one of the many ironies of borders. (The economic argument for doing away with borders scarcely needs rehearsing here.)

Does it make any difference if you can see the fence, or if the fence is nearby, at least - or do we all carry them within us, now? The question my research addresses is whether it makes any difference to feelings of nationality, rootedness, sympathy or fear if an individual lives near the geographical border between the adjoining states of his or her heritage and adoption. Or are borders now overwhelmingly imaginary constructions, undermined by telephone lines, YouTube, Skype and "globalised culture"?

The current prime minister of Great Britain and Northern Ireland unwittingly hit upon a truth of the age. If you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere, she said. And she owes her position to the votes of people who feel they have become, in her sense "citizens of the world" without moving much; the local has never felt less local, the nostalgia for heritage has never been keener, or undergoing more perceived erosion. Her opponents' contention that we are all citizens of all locales, now, seems theoretical and tenuous, as the opportunity to try the case, to move anywhere and live consistently with new circumstances and a largely unchallenged heritage is an experience afforded only to elites, certain minorities, successful migrants and certain demographics: the constituency of the anti-border, "international class" as I heard one member describe it.

The most educational border I have crossed is the old line of Berlin's Wall. Every politician, every fence-building contractor, every guard and every protectionist should be made to walk along it once, to atone for the temerity of daring to divide the world, and humanity. Citizens of the world, citizens of nowhere, this is a triumphal arch, this is a plaque where once was a watchtower, and these crosses and grave-shapes mark where they fell, gunned down in the road, in the river, on the brickwork, in the death zone. It would be easy to fall to cursing, but instead we might say: blessed be the wall-destroyers, for they shall know a wider world. (Not a sentiment you hear in the sheep country of south Wales; though the hills, where the flocks go in summer, are unfenced.)

3-1-Speed-Statesman

Auteur : Barbara Speed

Titre : A proud citizen of anywhere: Andrew Solomon's quest to celebrate difference

Source : New Statesman

Date : 18 mars 2017

Lien : <https://www.newstatesman.com/politics/uk/2017/03/proud-citizen-anywhere-andrew-solomons-quest-celebrate-difference>

As a child, the American Solomon believed the UK would be a land of plenty. Now, he sees travel as a way to combat insularity.

Andrew Solomon grew up loving Britain most of all. In the introduction to *Far and Away*, his collection of travel journalism published last autumn, he explains that as a young child he developed the idea that if he ever came to the UK he would receive “entitlements” – such as “someone to pick up my toys”, or “the most expensive item on the menu”. Britain, the New York-born Solomon imagined, was a land of luxury.

Many years later, over breakfast tea and tartines (sadly, not the most expensive items on the menu) in Kensington, west London, he explains to me that his affection for Britain has extended into adulthood, although it is for rather different reasons.

“There’s an internationalism here,” he says, adjusting his pocket square, “and even though there are the rigidities of the class system, there’s a commitment to social justice. Of course, it’s a little ironic that we’re talking about this now, when this is all under threat.”

Solomon grew up in a very wealthy family on New York’s Upper East Side. His father, Howard Solomon, was formerly the chief executive of the billion-dollar pharmaceutical company Forest Laboratories, known for licensing antidepressants.

As a writer, he is known for combining social commentary with an academic depth of knowledge. It’s a skill that he has applied to a range of subjects, from depression (in *The Noonday Demon*, a memoir of his struggle with mental illness) to families where the children are very different from their parents, because of, say, autism or deafness (as in 2012’s *Far from the Tree*). The latter runs to almost a thousand pages yet is compulsively readable, and demonstrates Solomon’s ability to pick an arbitrary-seeming theme of modern life and show its relevance.

Far and Away is more piecemeal than his previous work, but Solomon sees it as his contribution to the debate around globalisation and what it means to commit your loyalty to the world, rather than a single nation. The book was published in the year when Theresa May announced, “If you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere.” It’s an idea that he rejects. “I’m a US citizen and a UK citizen and 53 years old, and I am also many other things.”

Solomon argues that too little travel and the resulting sketchy understanding of the world around us have led to a kind of “social decay”. He thinks that this insularity contributed to the rise of Donald Trump and the success of the Brexit campaign. “If Trump can actually achieve the level

of attention and support he has, something has happened to the US population, and I think travel is part of that,” he says.

The British are better travellers, Solomon believes, better at slipping on our disguise as “citizens of the world” – an argument that gets more complex when you consider our imperial past. “I think British habits of modesty are behind it,” he reasons. “People don’t go in so much with a sense of: ‘They can’t possibly want anything else but to be like us.’”

In a globalised world, however, it is easy to forget that we are naturally attuned to our own cultures and customs, and it sometimes demands a great effort to overcome these. “It takes a certain leap of the imagination to go into another country where people don’t speak your language, don’t do things your way, and won’t be able to supply you with the brand of tuna that you’re accustomed to,” he says.

When I ask Solomon what unites his interests as a writer, he settles on identity and ideas of difference. “My work looks at how liberating it is when we get away from the narrow definitions of what’s acceptable” he says – such as when a community fights to have deafness considered as a feature, not a defect; or when a family whose wonderful child is described by the world as “disabled” finds out what “ability” means.

His next book is about identity, too, and returns to the subject of families: this time, what are commonly referred to, rather negatively, as “non-nuclear” families. Solomon is, as he once put it, “one of five parents with four children in four states”: his partner, John Habich, is the biological father of two children, Oliver and Lucy, who were born to lesbian friends and live in Minneapolis, Minnesota. Meanwhile, he and his partner live with their son George in New York City, and Solomon’s daughter Carolyn lives with her mother in Texas.

He says that there is a gap in our language for these kinds of families. We describe them only through their difference from the norm, or as a downgraded version of what is expected. They feature stepfathers, surrogate mothers, adopted parents.

“In the past two decades, everyone has learned maybe 300 new words that have to do with the internet – email, Google, PDF. In that same period, families have changed quite dramatically, but there are no new words.” He believes that the inadequate scrutiny of these new families often comes from good intentions: we want to see them as equal to the perceived “norm”, so we don’t dwell on their differences.

“In the urgent battle for equality, there has been a spillover into equivalence,” he says. To illustrate the point, he talks about an exchange with a lesbian acquaintance, in which he complained about how people ask him and his partner: “Which of you is really the mom?” She suggested a comeback: “I always ask them, ‘Which chopstick is the fork?’”

3-1-Merrick-Independent

Auteur : Rob Merrick

Titre : Theresa May speech 'could have been taken out of Mein Kampf', Vince Cable says

Source : The Independent

Date : 5 juillet 2017

Lien : <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/theresa-may-mein-kampf-adolf-hitler-nazi-vince-cable-liberal-democrat-conservatives-a7825381.html>

Prime Minister's attack on global elite as 'citizens of nowhere' condemned as 'quite evil' - 'It could've been taken out of Mein Kampf'

Vince Cable has launched a blistering attack on Theresa May, accusing of delivering a speech that "could have been taken out of Mein Kampf".

The likely next Liberal Democrat leader condemned the Prime Minister's attack, last year, on a global elite - as "citizens of nowhere" - for apeing Adolf Hitler's infamous book.

"I thought that particular phrase was quite evil," Dr Cable told the New Statesman magazine. "It could've been taken out of Mein Kampf. I think that's where it came from, wasn't it? 'Rootless cosmopolitans'?" Mr Cable added: "It was out of character for her."

The Prime Minister sparked huge controversy with her party conference speech, which was widely viewed as putting forward her own brand of post-Brexit nationalism.

Critics protested that Ms May's description ignored people with multiple nationalities, or identities, including immigrants to Britain.

"Today, too many people in positions of power behave as though they have more in common with international elites than with the people down the road, the people they employ, the people they pass on the street," she told the party faithful.

"But, if you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere. You don't understand what citizenship means." Olympia, the late wife of Dr Cable – who is set to be crowned as Tim Farron's successor without a fight, later this month - was Indian.

3-1-Chakelian-Statesman

Auteur : Anoosh Chakelian

Titre : ‘We choose to be good global citizens’: David Davis strays from Theresa May’s script

Source : New Statesman

Date : 3 octobre 2017

Lien : <https://www.newstatesman.com/2017/10/we-choose-be-good-global-citizens-david-davis-strays-theresa-may-s-script>

What happened to last year’s “citizens of nowhere”?

The Brexit Secretary David Davis would have you believe his party conference speech was about devising a Brexit plan rather than a career plan. But he didn’t quite succeed.

While he reiterated the government’s need to be prepared to walk away from a Brexit deal (saying Whitehall contingency arrangements are in play), what he really revealed was a shift in tone from that of the Prime Minister – who he may hope one day to be his predecessor.

This time last year, Theresa May used her now notorious party conference speech to condemn those who see themselves as “citizens of the world” – ie the so-called liberal elite that has benefited from globalisation – as “citizens of nowhere” (a phrase Vince Cable told me “could have been taken out of Mein Kampf”).

“If you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere. You don’t understand what the very word ‘citizenship’ means.”

But in his speech today, Davis strayed from this script, speaking of “Britain’s global role” and declaring that “we [the UK] choose to be good global citizens” – echoing more the “global race” rhetoric of the Cameron era than May’s attack on “citizens of nowhere”.

It’s a tonal shift towards the Tories and others who are more into liberalism and the economic opportunities of Brexit (think the Spectator’s cover with a Union Jack butterfly fluttering out of an EU flag box) than those who rail against immigration. A telling contrast with the “postliberal” moment his beleaguered boss represented with such short-lived fanfare last year.

3-1-Lustig-Guardian

Auteur : Robin Lustig

Titre : Eighty years after Kristallnacht, why my family has become German again

Source : The Guardian

Date : 10 novembre 2018

Lien : <https://www.theguardian.com/news/2018/nov/10/eighty-years-after-kristallnacht-family-german-robin-lustig>

The former senior Observer journalist says he'll never use his new German passport – but getting it is an important atonement for Nazi crimes

Eighty years ago, on the night of 9 November 1938, tens of thousands of German Jews were arrested in a nationwide pogrom that became known as Kristallnacht, the Night of Broken Glass, because of the thousands of windows that were shattered in Jewish-owned shops, businesses, homes and synagogues.

My father and grandfather went into hiding the following day, to escape arrest. Five months later, in April 1939, my father left Germany and sought refuge in Britain. His parents escaped a year later and fled to Portugal.

Last week my son, daughter, brother and I went to the German embassy in London to pick up our certificates of German naturalisation. We are now German citizens. (We remain, of course, UK citizens as well, and I have no intention of ever using a German passport.)

My father died last year at the age of 98 but he knew that we had applied for naturalisation, and understood our reasons. He could have applied as well but saw little point. Having served in a top-secret unit of British military intelligence during the second world war, and having lived in the UK all his adult life, he was every inch a proud and loyal British citizen.

He lost his German citizenship in 1941, when the Nazis introduced a decree that stripped any German Jew living outside Germany of their citizenship. However, once the Nazis had been defeated, new legislation enabled any former German citizens who had been deprived of it on political, racial, or religious grounds, as well as their descendants, to apply to have citizenship restored. Hence our trip to the embassy.

But if I don't intend to make use of it, why did I bother? First, because after the Brexit referendum it was important to show that I retained a deep attachment to my European identity. I have lived and worked in France, Spain and Italy, and I resented Theresa May's saying to the Conservative party conference two years ago: "If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere." Second, because one day my son or daughter might want to live and work in the EU. Until the Brexit referendum they had always assumed that they would have that right. After March, however, they are unlikely to retain it if they are no longer citizens of an EU member state. So for them, it is entirely possible that German citizenship could be of real benefit.

But third, how better to demonstrate – for my own satisfaction if not for anyone else's – that the Nazis' genocidal project utterly and totally failed. If postwar Germany, which has so impressively

confronted the full horror of its own history, enables us to undo at least a tiny part of the immense harm done to our forebears, then it would surely be ungenerous to refuse the offer of an outstretched hand.

As it happens, my family marks another anniversary this month. In November 1941, 77 years ago, my maternal grandmother, Ilse Cohn, was deported to Lithuania from her hometown of Breslau (now Wroclaw in Poland), and murdered by a Nazi death squad in Kaunas. My mother, Ilse's only child, had escaped to England barely a month before the outbreak of war, but Ilse's application to come with her had been refused because, at the age of 41, she was considered too old.

I have visited Kaunas, and I have stood at the edge of the killing field where my grandmother and 2,000 other Jews, including 150 children, were murdered on the same day. The men who shot them were probably Lithuanian, not German – and the commander of the death squad, SS colonel Karl Jäger, was Swiss. (He escaped arrest at the end of the war and lived quietly as a farm worker until he was discovered in 1959. He killed himself while awaiting trial.)

Both my parents always insisted that they felt a deep sense of gratitude to Britain for having taken them in when their lives were in danger. In 1989, on the 50th anniversary of their arrival here, they threw a “thank you” party for all their friends, and my father's speech moved several guests to tears. In his memoir he wrote: “I call Great Britain my ‘home country’, as I feel at home here, and I am glad this is where I lived my life, rather than anywhere else.”

I feel the same. I could have chosen to live in many different countries, but in all my travels during a long career as a journalist and broadcaster – nearly 90 countries and still counting – I have never found anywhere I would rather call home. So in no sense do I regard my newly-acquired German citizenship as a replacement for my British identity. It is an addition, and an explicit repudiation of the idea that one's identity must be rigidly confined to national boundaries.

I was born and brought up in Britain, as a British citizen. I am not blind to its faults, nor do I deny its many virtues. But ask me how I identify myself and I will reply with a long list: I'm British, I'm European, I'm a Londoner, I'm a male, I'm a journalist, I'm a father and a husband.

Less than two weeks before I acquired my German citizenship, a gunman in Pittsburgh murdered 11 Jews in a synagogue. The following day I received an email from a woman I met four years ago on a visit to Germany with my father.

She wrote from Magdeburg, an ancient university town where some of my father's family had lived, and from where three of his cousins were deported to Theresienstadt and Auschwitz. This is what she said: “It is 80 years since the synagogues were attacked here, and we all know that it was the prelude to millions of murders. Since 1945, and every year since then, when we remember what happened, we realise how important it is to fight back from the beginning.”

3-1-Mance-Financial

Auteur : Henry Mance

Titre : A Downing Street Welcome for One Citizen of Nowhere

Source : Financial Times

Date : 24 novembre 2018

Lien : <https://www.ft.com/content/00fab2ac-ee68-11e8-89c8-d36339d835c0>

Revelations former PM Attlee protected a refugee prompt thoughts of more secret good deeds

Clement Attlee secretly took in a Jewish refugee in 1939, when he was leader of the Labour opposition. Would Theresa May embark on such a mission improbable? © Getty

It was revealed this week that Clement Attlee secretly took in a Jewish refugee for four months in 1939, when he was leader of the Labour opposition. Attlee never sought publicity about the matter, of which even his biographer was previously unaware. In the following years, he formed part of a government that tightly restricted the number of Jews coming to the UK.

The case raises the possibility that the UK's current leaders are performing secret good deeds in the privacy of their own homes. Imagine, for example, if the current prime minister took in an unskilled EU migrant.

Igor: Hello, I would just like to say how grateful I am . . .

Theresa May: Papers, please.

Igor: Sorry?

May: Only kidding, it's my day off. How was your journey?

Igor: It was OK until I arrived at Downing Street. There was a long line of people outside . . .

May: Don't mind them, they're only resigning. Did you jump the queue? Of course you did, you cheeky EU citizen!

Igor: Mrs May . . .

May: Please, call me prime minister. At least for a little while longer.

Igor: Why did you want to take in a migrant like me?

May: I didn't. Personally, I thought it was a bad idea which would damage our economy and our national security. But the household as a whole decided to take in a migrant, and I'm going to make a success of it.

Igor: I have much to learn about English logic.

May: Where are you from?

Igor: A small village in Poland. Really, it is in the middle of nowhere.

May: An actual citizen of nowhere! I'm not sure we're going to get along. Let's try the cricket test: who do you support, England or Pakistan?

Igor: What is cricket?

May: OK, let's try a different test. What do you think of Jeremy Corbyn?

Igor: Is he the one who likes the Soviet Union?

May: Yes.

Igor: I do not like him.

May: OK, make yourself comfortable. This is the lounge, over there is my home office.

Igor: Oh no, the dreaded Home Office!

May: No, that's different. Your bedroom is upstairs. The bathroom is next door — it used to be a gloss tile environment, but we've recently had it redecorated.

Igor: Prime minister, you suddenly look very sad.

May: Oh Igor, it's just work. Can you imagine what it's like to spend such effort making somewhere your home, then all these people ask you to leave?

Igor: Actually I can . . . But prime minister, I have come to England to work.

May: Let me think. Can you understand legal texts?

Igor: No.

May: Speak French?

Igor: No.

May: Follow orders?

Igor: Yes.

May: How about Brexit secretary?

Igor: But this would mean working with your cabinet, who say bad things about immigrants.

May: Oh, we politicians are very different in person when you get to know us. Chris Grayling is always on time. David Davis is absolutely crippled with self-doubt. And Boris Johnson spends weekends at a Benedictine retreat, where he's not allowed to say a word.

Igor: Even in Latin?

May: Especially in Latin.

Igor: What about your culture secretary, Jeremy Wright? They say he plays with Lego, but I guess he is very different in person too?

May: No, he actually plays with Lego.

Igor: There is so much to explore in this mysterious country. I feel I should stay!

May: You absolutely should — at least until 2020.

3-1-O'Toole-Prospect

Auteur : Fintan O'Toole

Titre : England's dreaming

Source : Prospect

Date : 13 décembre 2018

Lien : <https://www.prospectmagazine.co.uk/magazine/englands-dreaming-fintan-otoole-brexit-ulysses>

In an early chapter of *Ulysses*, James Joyce's alter ego, Stephen Dedalus, goes to collect the wages he is due for some part-time teaching in a Dublin school. The opinionated headmaster Deasy talks to him of history.

"History," Stephen replies, "is a nightmare from which I am trying to awake." Then, from Stephen's perspective, we read: "From the playfield the boys raised a shout. A whirring whistle: goal. What if that nightmare gave you a back kick?"

The great difficulty of Brexit was always going to be Ireland. Not just because of the enormous practical problems of a border that was never properly drawn—a temporary solution that became a semi-permanent fixture, with 208 official crossing-points and countless unofficial ones. But because of something that goes deeper: two incompatible ways of escaping history.

We all, in some way, desire to escape history, to imagine a future untrammelled by the uncertainties we have inherited from the past. Stephen's expression of this desire raises two questions, one implicit, the other explicit. Firstly, what do you awake from the nightmare into? Secondly, what if the nightmare of history kicks back? Do you awake to reality or do you merely escape into a kind of dreamtime, and—if so—with what consequences? The deeper problem raised is not just that Ireland and the border are the great spoke in the Brexit wheel. It is that there is another kind of border, a line separating one way of thinking about the trajectory of history from another, very different one.

In Ireland, we have been trying to awake from the epic into the ordinary, from the gloriously simple into the fluidly complex, from the once-and-for-all moment of national destiny into the openness and contingency of actual existence, with all its uncertainties and contradictions. In the England of Brexit, on the other hand, this process is working in reverse. The imagined movement has been from the ordinary into the epic, from the complex to the gloriously simple, from the openness and contingency of real life into a once-and-for-all moment of destiny: 23rd June 2016 as Independence Day, a day from which a new history begins, a day you can never turn back from.

This is a thing that emerging nationalisms do. Since recent history is always full of compromises, complexities and contradictions, they seek out a past that is not history but myth. Irish nationalism did this for well over a century: for English nationalism's June 2016, there is Irish nationalism's Easter 1916. But Irish nationalism was eventually forced by suffering to return from the land of myth to those compromises, complexities and contradictions. The question for England is: how much suffering do you want to endure before you make the same journey from pursuing epic dreams to making peace with complex realities?

The promise of Brexit is, to borrow from TS Eliot, that: “History is now and England.” But this promise turns out to be false. The moment of the referendum does not have a clear meaning—it is lost in contention and confusion. Neither does “England.” It emerges as a divided thing, bitterly split, not just between Leavers and Remainers but between the England of the big multicultural cities on the one side and the England of the villages and towns on the other. Perhaps this is always so with national revolutions—they are premised on the sacred unity of “the people” but have a habit (as in Ireland) of morphing into civil wars.

Brexit must thus find a way to exit its own (messy) historical condition, into mythological time. This escape from history can be achieved by three mental manoeuvres.

Year Zero

The first of them is Year Zero. Brexit—with the exception of the murder of Jo Cox—is a bloodless revolution. In this it could claim to be both characteristic of English and British history. It could, in principle, be imagined as the fourth in a series: the restoration of the monarchy in 1660, the replacement of the Stuarts by William of Orange in the Glorious Revolution of 1688 (catastrophically violent in Ireland but largely peaceful in England) and the creation of the Welfare State after 1945. These first three each had different distinctive characters—respectively a restoration of a previous regime and polity, the replacement of a governing elite, and a redistribution from elites to the masses.

So which of these does Brexit most resemble? All of them and none of them. It wants to be a restoration—of Britain as a great power, of England as it used to be. But neither of these things is possible. It is a kind of elite transfer of power, but on a negligible level. The replacement of James II by William of Orange was more than a swapping of kings—it ended the threat of a Catholic monarchy and guaranteed that Protestantism would underpin Britishness for centuries. David Cameron being replaced by his own home secretary (who, like him, had voted Remain) doesn’t have those epic reverberations. Brexit has rhetorically hinted at a re-commitment to the welfare state—with the infamous claim that £350m a week would be taken from Brussels and given to the NHS, and then May’s inaugural “burning injustices” speech on the steps of Downing Street. But the £350m was a lie, and there was no chance that May was going to be the new Attlee.

So the historical models of peaceful transformation didn’t work. The only recourse was to a great as if: to behave as if the bloodless revolution had in fact been bloody. This meant, in a delicious irony, imagining this English revolution as if it were the French revolution. A month before the referendum, Nigel Farage told the BBC that “it’s legitimate to say that if people feel they have lost control completely—and we have lost control... then violence is the next step.” But the EU is not the ancien regime, so the next step in the overthrow of its imaginary oppression had to be imaginary violence. It is another costume drama, in which the May government pretended to be the Committee of Public Safety, guardians of the people’s will against traitors and fifth columnists.

To take power in place of the actual leader of the revolution—Boris Johnson—May had to embrace a literal but entirely phony populism in which the narrow and ambiguous majority who voted for Brexit must be reimagined as “the people.” This is not English conservatism—it is pure Jean-Jacques Rousseau: the people express the General Will freely in a majority vote, but after that dissent is treason. Within a few months of the vote on a radio phone-in, Farage was cheerfully trashing the only real principle of the British constitution, arguing “Sovereignty does not lie with parliament, sovereignty lies with the people.” The General Will had been established on that sacred referendum day. And it must not be defied or questioned.

Hence, May's allies (or should that be masters?) in the Express and (at least until Paul Dacre stepped down from the editor's chair) the Daily Mail used the language of the French revolutionary terror—recalcitrant parliamentarians were heretics, judges who ruled on the procedure by which Brexit could be effected were "Enemies of the People." The accompanying article to that infamous headline quoted Farage's dark warning that "I now fear that every attempt will be made to block or delay the triggering of Article 50. If this is so, they have no idea of the public anger they will provoke." Given his earlier warnings of violence, the meaning was clear. As Farage boasted to a cheering audience at Southampton's Concorde Club, he would personally "don khaki, pick up a rifle and head for the front lines." Aux armes, citoyens! With a pint of IPA in one hand and an Armalite in the other.

The next logical step, voiced by Frederick Forsyth, was to call for loyalty tests for public servants: "Those pro-EU fanatics now seeking to frustrate the clear public will are almost entirely on the public payroll." They "should be the subject of a huge clear-out... To know that every penny entering your bank account comes from the British taxpayer is a privilege. It is to be repaid with loyalty..." He later went the whole hog and labelled any public servants with any scepticism about Brexit a "traitorous fifth column." When Thomas Mair, the far-right fanatic who murdered Cox during the referendum campaign told his trial that his name was "Death to Traitors, Freedom for Britain," he was at the extreme end of a spectrum that stretched into respectable mainstream opinion. Much of the rhetoric of Brexit springs from a long reactionary history of imagining an invaded Britain.

May's decision to call a general election in 2017—when she had a working majority in parliament—was not pure vanity. It was the inevitable result of the rhetoric she had adopted when in her first flush as leader she told her party conference that "if you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere," evoking the far-right trope of "rootless cosmopolitans" who did not deserve citizenship. A working majority is not enough when such ideas are in the air—in a revolutionary war, the unified people must have a unified parliament and a single, uncontested leader: one people, one parliament, one ring to rule them all. The election was to ensure that the opposition would be reduced to a token smattering of old socialist cranks and self-evidently traitorous Scots—"Crush the Saboteurs" screamed the Mail's front page when the surprise poll was announced. Britain would become in effect a one-party Tory state. An overawed Europe would bow before this display of British staunchness and concede a Brexit deal in which cake supplies would be infinitely renewed.

May was woefully miscast as the Madame Defarge of the Brexit revolution, the embodiment of the popular will sending saboteurs to the guillotine. But her wavering embodied deeper contradictions. The idea of a single British people united by the Brexit vote is ludicrous. Not only do Scotland, Northern Ireland, and London have large anti-Brexit majorities, but many of those who did vote for Brexit were deeply unhappy about the social effects of the Conservative austerity policies. So it didn't work. The Committee of Public Safety phase of the Brexit revolution finished less than a year after the referendum, ending when the Tories squandered their majority on 8th June 2017. The attempt to evoke "the people" as a single entity—and to mobilise it against traitors—had simply failed.

Splendid retreat

Once the French revolutionary fantasies were done with, the next escape hatch from history was heroic failure. The grand cock-up is not new, and in English historical memory it is not shameful. Most of the modern English heroes, after all, are complete screw-ups. Retreats or disasters have

loomed large in England's story since at least the 19th century: John Moore's evacuation of Corunna in the Peninsular Wars, the Charge of the Light Brigade, "Scott of the Antarctic," the "last stand" against the Zulus at Isandlwana, Gordon of Khartoum, the Somme, the flight from Dunkirk.

The cult of heroic failure was, in many ways, the ultimate colonial appropriation. Britain took to itself, not just the resources of the conquered people, but their suffering and endurance. In its Brexit iteration, England audaciously dreams itself into the colony status it once so triumphantly imposed on others. In reality, Britain went from being an imperial power to being a reasonably ordinary but still privileged western European country. But in the apparition conjured by Brexit, the history of the last 45 years of EU membership is not so much to be awoken from as to be transformed into a masochistic fantasy of an oppression that must be thrown off. Then the moment of greatest triumph—the defeat of the Nazis—is re-imagined as the moment of greatest humiliation: defeat by a resurgent Germany that has achieved its Reich by stealth rather than by force.

Thrill yourself with these dark imaginings, and you might end up spying salvation in the insights they offer: the EU is a front for a German cabal and this will save Brexit. The whole plan for Brexit depended on the idea of who really runs the EU: German car manufacturers. David Davis said during the referendum that "the first calling point of the UK's negotiator in the time immediately after Brexit will not be Brussels, it will be Berlin to strike the deal. Absolute access for German cars and industrial goods in exchange for a sensible deal on everything else." A year after the referendum and, as Brexit Secretary, Davis was leading the negotiations. Andrew Marr put it to him: "You basically argued that the German car industry, and German industry generally, would put pressure on the German chancellor who would put pressure on the EU to ensure that we got a good deal. Is that still your view?" "Oh," replied Davis, "that's where it will end up, yeah."

As it became plain we wouldn't end up there, Davis and Johnson simply walked away from the field, huffing at May's Chequers plan that proposed accepting a measure of EU influence was the price for certain trading privileges. In November came further outrage at the failure of the EU to accept even that plan wholesale, and then more resignations. Between the two waves of walk-outs, the Brexiteer MEP Daniel Hannan had written on Twitter: "No British government could go further to accommodate the EU. If Brussels holds out for more, dictating terms as if to a defeated enemy [my italics], a breakdown is inevitable."

Islands apart

This idea Hannan aired of a defeated Britain having to rise again in a national rebirth dovetails with the third and strangest mental manoeuvre to escape history: the idea of Britain as Ireland.

Hannan directly compared the Chequers proposals to the approach of the pro-Treaty side in the early years of Irish independence: "When the Irish Free State left the UK, in 1921, there were all sorts of conditions about Treaty ports and oaths of supremacy and residual fiscal payments. And what very quickly became apparent was not just that those things were unenforceable once the split had been realised; it was that everyone in Britain kind of lost interest in enforcing them. And although there were some difficulties along the way in the 1920s, it turned out to have been better to have grabbed what looked like an imperfect independence and then build on it rather than risking the entire process."

In this vertiginous analogy, interwar Britain is today's EU and Ireland is, um, Britain now. When the room stops spinning, a breathtaking shift in self-image comes into focus. The British are now

the people against whom they themselves once unleashed Oliver Cromwell and the Black and Tans, the gallant natives of a conquered territory rising up against their imperial overlords.

For those of us who are Irish it is tempting to take this as a compliment, but it has one flaw. Britain was not colonised by the EU. By no stretch of the imagination—and the elasticity of the Brexit imagination is astonishing—can the relationship between Brussels and London be credibly likened to that between London and Dublin before the Free State, let alone that between London and colonial Delhi or Nairobi. Forty-five years of modern history in which the UK has been deeply—and profitably—intertwined with the EU are here being evaded.

So too, and at the same time, is the actual living history of that part of the UK known as Northern Ireland. The latest “Future of England” survey reveals that a breathtaking 83 per cent of Leave voters agree that “the unravelling of the peace process in Northern Ireland” is a “price worth paying” for a Brexit that allows them to “take back control.” This is surely not mere cruelty. It is a determination to escape the history of the Irish border as a creation of the British parliament, of the tolerance by that parliament of structural discrimination against Northern Irish Catholics, of the awfulness of the Troubles, and—most strangely—of a great modern British diplomatic success: the peace process.

Forget the endless bickering over the technicalities of the “Irish backstop.” These are the real briars on which Brexit’s coat is snagged. For here we come to another—very different—way of escaping the nightmare of history. The one that has been unfolding in Ireland over the last 25 years. History on our island really did seem nightmarish—we seemed to be stuck with incompatible notions of national identity, and indeed the sour dregs of the Reformation and Counter-Reformation. And yet in 2011, for the first time in a century, it was possible for the British monarch and head of state to visit Britain’s closest neighbor, and there were no more than 200 people on Dublin’s streets to protest. The nightmare did appear to be over: Anglo-Irish relations were the best they had ever been, which is to say they were utterly normal. They had ceased to be epic and had become ordinary.

The Irish radically revised their nationalism. Big things changed. The power of a Catholic church, tainted by child sex abuse allegations, collapsed in the 1990s. The Irish economy became a poster child for globalisation. And the search for peace in Northern Ireland forced a rethinking of ideas about identity, sovereignty and nationality—the questions that had tormented Ireland for centuries, and fuelled the stubborn Troubles that had burned in the North since 1968.

Resolving that seemingly-interminable conflict could not be done without being radical. Things that nation states do not like—ambiguity, contingency, multiplicity—would have to be lived with, even embraced. Irish people, for the most part, have come to terms with this necessity. The English, as the Brexit referendum suggested, have not. This is why the Irish border has such profound implications for Brexit—it is a physical token of a mental frontier that divides, not just territories, but ideas about national identity.

Strange as it may be to recall, the same Conservative Party which is now the driving force behind Brexit, was crucial to the conceptual revolution that led to the Belfast Agreement. Traditionally, the Conservative and Unionist Party had held to Thatcher’s 1981 line: “Northern Ireland is part of the United Kingdom—as much as my constituency is.” But Conservatives would soon enough articulate a very different position. It was (and is) inconceivable that any British government would state that Thatcher’s seat of Finchley was free to go its own way and join, say, France. In 1990, however, the Conservative Secretary of State for Northern Ireland, Peter Brooke, announced, in a

carefully crafted phrase, that “The British government has no selfish strategic or economic interest in Northern Ireland.”

This phrase, since embedded in international law through the Belfast Agreement, is remarkable: sovereign governments do not ordinarily declare themselves neutral on the question of whether a part of their own state should ultimately cease to be so. Even more remarkable, however, was the parallel shift in the Irish position. Since Ireland became independent in 1922, Dublin had always looked on Northern Ireland as a part of its national territory unjustly and temporarily amputated by partition. Now Ireland too withdrew its territorial claim—in 1998 its people voted overwhelmingly to drop it from their constitution and replace it with a stated desire “in harmony and friendship, to unite all the people who share the territory of the island of Ireland, in all the diversity of their identities and traditions.” Those plurals resonate: Irish nationalism rests itself now on notions of shared space and of multiple identities.

Within this shared space, national identity is to be understood in a radically new way. The Belfast Agreement recognises “the birthright of all the people of Northern Ireland to identify themselves and be accepted as Irish or British, or both, as they may so choose.” It accepts, in other words, that national identity (and the citizenship that flows from it) is a matter of choice. Even more profoundly, it accepts that this choice is not binary. Those lovely little words “or both” stand as a rebuke to all absolutist nationalisms. Identities are fluid, contingent and multiple. This is how you awake from the nightmare of history—into an embrace of the complex and fluid identities that real people have.

When these ideas were framed and entrenched by referendums on both sides of the border, there was an assumption that there would always be a third and shared European identity. In the preamble to the agreement, the British and Irish governments evoked “the close co-operation... as partners in the European Union.” The two countries joined the then-EEC in 1973, and particularly after the creation of the single market in 1993, with the free movement of goods, services, capital and labour, the Irish border had itself become much less of an irritant. Together with the demilitarisation which the peace process allowed, it created the position where—today—travellers are generally unaware as they cross it.

When all of this was being done, nobody was thinking about the emergence of another force: English nationalism. There were two nationalisms—Irish and “British”—and they had been reconciled in a creative and civilised way. But the UK contained (in every sense) other national identities: Scottish, Welsh and English. In Scotland, especially, a sense of difference was evident in the devolved parliament and growing demands for independence. But few foresaw that the decisive nationalist revolution would instead occur in England. Brexit is unmistakably a nationalist revolt, albeit one that is contradictory, incoherent and not fully articulated. It is England’s insurrection against the very ideas that animated the Belfast Agreement: the belief that contemporary nationality must be fluid, open and many-layered. It is so unsure of itself that it escapes from a nightmare into a strange and woozy dreamtime.

In Ulysses, Deasy tries to insist, as utopians do, that: “All history moves towards one great goal,” which for him is also “the manifestation of God.” In response, “Stephen jerked his thumb towards the window, saying:—That is God. Hooray! Ay! Whrrwhee!— What? Mr Deasy asked.—A shout in the street, Stephen answered, shrugging his shoulders.”

History doesn’t move towards a single goal but it’s not a shout in the street either. It is not a moment of national destiny and it is not a sacred expression of the people’s will. It is an endless search for ways in which people in all the diversity of their traditions can share space. Perhaps, in

that light, the Irish border might be thought of not as a problem to be overcome for Brexit, but as a frontier over which we might pass from a mythological history into an acceptance of the complex here-and-now that is the only place and moment from which we can move forward. Perhaps, to adapt that great Anglo-Irish thinker Johnny Rotten, Ireland might be the place in which there is a future in England's dreaming.

Fintan O'Toole is the author of "Heroic Failure: Brexit and the Politics of Pain" (Head of Zeus). This essay is based on his 2018 Political Quarterly lecture

Annexe 3.2 Journaux locaux

3-2-Lucas-Argus

Auteur : Caroline Lucas

Titre : Brighton is the antidote to the PM's little Britain

Source : The Argus

Date : 18 février 2017

Lien : article disponible sur *Factiva*

IT WASN'T so long ago that the plight of child refugees was splashed across the front pages of every major newspaper in Britain.

The experience of refugees coming to Europe, travelling from south to north and east to west, couldn't be ignored. When the tiny body of Alan Kurdi was washed up on a Greek beach even The Sun called on the Government to act.

The Government did respond – though not as quickly or strongly as many of us would have wanted. First they said they'd take in 20,000 Syrian refugees over five years – and redouble efforts in the Middle East to help those in need.

A few months later, through an amendment to the Immigration Act, Lord Dubs' amendment was passed into law – aiming specifically to help lone child refugees who had made it to Europe. The universal expectation at the time was that Britain would take 3,000 of these extremely vulnerable children.

To date, almost a year after the amendment was passed, there have been just 200 beneficiaries of the scheme – and the Government has just announced that it is scrapping it with only 150 more children set to arrive.

A number of excuses have been rolled out by ministers as to why they're ditching their commitment to those most in need. Amber Rudd, the Home Secretary, said that the Government should avoid "incentivising" migration just after the PM said that Europe should be mindful of "pull factors" encouraging people to come to Europe. Such arguments don't stack up. These children have made their way to Europe because they are fleeing terror, with 30,000 unaccompanied children arriving in Greece and Italy last year.

If they weren't faced with such extreme danger they wouldn't be in Europe in the first place. Last year 5,000 people died in the attempt to reach safety. As the poet Warsan Shire puts it: "No one puts their children in a boat unless the water is safer than the land"

The truth is that there is no good reason for stopping this scheme. For it to continue it would have required the Government to give local authorities more resources to welcome refugee children. There's no doubt budgets are stretched – and welcoming people into our communities does have a financial cost, but it's one that the Government can afford if the political will is there.

The stark reality we're facing is that we have a Government led by a PM who has built her reputation on keeping foreign people out. Her interests lie in courting the editors of right wing tabloids – who very quickly reverted back to bashing migration after their short pro-refugee hiatus. With her increasingly clumsy handling of the Brexit process, and her mismanaging of an economy that continues to fail so many people, it's little wonder that she's desperate to distract attention. From sacrificing our economy at the altar of ending free movement, to locking out these child refugees, it's clear that Theresa May wants to be known as a Prime Minister who builds walls, rather than bridges.

When the Government tried to sneak out the Dubs U-turn late on the day before Parliamentary recess they clearly hoped to avoid too much publicity, but the backlash has been huge. From the Archbishop of Canterbury to Gary Lineker to the many city residents who have written to their MPs and signed petitions – the Government clearly misjudged the public mood.

Britain is a better country than we must seem right now to the rest of the world. From cosyng up to the racist, sexist US president to pulling up the drawbridge to refugee children stranded in Europe – any hope we have of becoming a world leader on human rights in this time of uncertainty is fast fading.

I'm deeply proud to represent a City of Sanctuary and I'm consistently inspired by the work done by volunteers who welcome refugees. When Theresa May says "if you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere" she doesn't represent Brighton and Hove. Of course we all have a sense of place – whether we're Brightonians, English, British or any other nationality – but we also recognise that ties of humanity bind us to people in need wherever they live.

The fight for a compassionate refugee policy continues. The children's commissioners from the four British nations have written to the Government arguing against the Dubs U-turn, and thousands of people have signed petitions calling for a reversal.

In Parliament I will press the Prime Minister on the issue as soon as possible – and will continue to work with brilliant organisations like the Hummingbird project to support those in need. By continuing to be a beacon of hope in these dark times Brighton and Hove offers an alternative to Theresa May's little Britain – let's make sure she continues to hear the voices of those who believe in a welcoming society.

3-2-Mortished-London

Auteur : Carl Mortished

Titre : No Place like Home? Not If You're Doing Serious Business

Source : London Evening Standard

Date : 27 juin 2018

Lien : article disponible sur *Europresse*

You can almost feel the hackles rising in Downing Street. "We are the most business-friendly country in Europe and those ungrateful so-and-sos are threatening to leave. Who do they think they are to tell us what to do?"

"They" are Airbus, Siemens, BMW and a swathe of industrial companies that last week threw their toys out of the pram. Without guarantees of barrierfree trade with the EU, they howled, we cannot continue in the UK. Airbus, which employs 15,000 people in Britain, said that a "no-deal" Brexit would put at risk €1 billion a week in sales; it would have no choice but to leave.

Even Tory Remainers, patriots all, must feel slighted as well as embarrassed. The slap from Airbus raises the obvious question, is this Government really the stalwart friend of business it claims to be? In her pronouncements since she took over at No 10, the Prime Minister has been almost chilly towards the interests of capital and of industry. Business leaders, expecting close consultation over Brexit, have been given the brush-off.

Last year's Tory election manifesto was riddled with populist promises, anathema to the corporate crowd: curbs on fat-cat pay, employee representatives in the boardroom and more government intervention in takeovers and mergers. Theresa May has since backtracked but if you dig deeper, you can detect an almost emotional antipathy to the power of international capital.

The key message was delivered by May in October 2016 when she set out her Brexit mission statement, declaring that, "If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere." As with many of her cryptic conservative mantras, her putdown of the globalist perspective drew a vitriolic response. How dare she ridicule the aspirations of young people to live in a connected, border-free global community? Later, in a bid to make the Government seem less "little England", she insisted her remark was addressed at corporations with no fixed address and no allegiance, shifting their corporate headquarters from one low-tax jurisdiction to another, in the eternal quest for higher returns.

Which brings us straight back to the indignant question of the Cabinet Brexiteers: "Who do they think they are?" We know Siemens is German; so is BMW, even if it does count as owner of that heroic British motoring brand, the Mini. Airbus was once, partly, British. However, BAE sold its interest in the civil aircraft manufacturer in 2006 to Eads, the ultimate Airbus parent.

You couldn't dream up a company with a more confusing identity. The Airbus manufacturing centre is in Toulouse, France but it has big facilities in Germany, the UK, Spain, China and the US. Its corporate headquarters is in the Netherlands. It still has small state shareholdings of 11%

each from France and Germany with Spain holding just 4%. The bulk of the shares are held by private sector investors.

As if taunting the Prime Minister, Airbus declares on its website that it is "a citizen of the world", its workforce drawn from 130 nationalities.

The idea that business should have a national allegiance comes and goes. In the 17th century, the monarch gave businesses exclusive rights to trade. In the 19th and early 20th centuries multinationals emerged, with fuzzy identities.

Royal Dutch Shell and Unilever were, for more than a century dual British and Dutch nationals. Both companies during the late 20th century developed complex, decentralised structures that gave overseas subsidiaries remarkable autonomy.

The new century brought reaction; multinationals were seen as uncontrollable, stateless global webs, shifting capital and jobs around the world. President Obama in 2016 stopped Pfizer, the drugs giant, from changing its American nationality to Irish in order to secure a tax break. His successor has embarked on a trade war, defending "American business" against foreigners. Underlying Brexit is May's crude idea that every person, physical or corporate, must have a clear national allegiance.

That will not wash; no small nation could build alone a new civil aircraft. The Mini sources more than half its components outside the UK.

The task of a government is to create an attractive business climate with the quid pro quo that investors do business that is lawful and socially responsible. It matters not a jot where, if anywhere, they call home.

3-2-Lynch-London-1

Auteur : Russell Lynch

Titre : The Swede Who's a "global Citizen" – except When the Football's On

Source : London Evening Standard

Date : 6 juillet 2018

Lien : article disponible sur *Europresse*

WHEN I catch up with the head of one of the world's biggest staffing companies in the lobby of a City hotel, he's still smarting about the football.

Jonas Prising, who runs Manpower, has dual American and Swedish citizenship; but when the World Cup is on, it's the Swede that takes priority. The Blågult (Blue-Yellows) lost in the last minute to the long-departed Germans, although they've had the last laugh by getting through to the second round and setting up a quarter-final date with England tomorrow. Prising was watching in Glasgow with his Scottish wife and her family. "We missed chances, messed up. And we should have had a penalty," he says, slipping into the hardluck talk of football fans everywhere. The World

Cup may bring national allegiances to the fore, but Prising is a "global citizen"; that's the very phrase former Manpower chairman Jeffrey Joerres used to describe him when he took the reins at the \$21 billion company in 2014. He's lived in nine countries, on three continents. Alongside his native Swedish, and English, he speaks German, Italian and French: his accent is a polyglot mix of Scandinavian, American and the odd long Scottish vowel. The slightly built and articulate boss has also been a regular at Davos every January for the past eight years, for the global pow-wow of chief executives, politicians and thinkers. In fact you could argue – and the greying 52-year-old admits – that he's one of those classic "rootless global elite" types that the populists have gone after with vim and electoral success in recent years. Theresa May, when she had a majority, once warned that "if you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere". Donald Trump, trade protectionist to his fingertips, would probably hate him. Judging from Prising's comments, he's none too keen on the US president either.

"I am quite concerned and all people should be concerned because ideology and populism are trumping" – the word is deliberate – "facts. Quite literally trumping facts, and the way things are as opposed to the way people make them up to be. That is a dangerous position to take, because you are responding to sentiment, not insights that are factbased, justified by science."

But over a 20-year career at Manpower, placing millions of people in work every year with tens of thousands of employers, Prising has a very good handle on what's driving the appeal of the demagogues; namely structural forces like demographics, the rise of technology and the fall of the "job for life". A "bifurcating" market is splitting between those in the right parts of the country with the right skills, and those in danger of being left behind.

He reckons up to 25% of the population in industrialised countries are in the second camp; this vast, discontented mass of millions "are starting to express it politically". "We don't want people in the streets who don't look like us, we don't want trade that is taking our jobs away. Neither of those is true but it is how people feel."

Here's there's also a mea culpa from "Davos man", who says he's probably the "epitome of that kind of individual". While he shakes his head at the siren snake-oil of the populists, Prising regrets that he and his elevated business colleagues were too quick to espouse the benefits of globalisation while paying too little heed to the victims. There has to be a "self-realisation", he says. "There are parts of the population that did not participate and we did not pay attention to that. We were not preparing them to navigate these changes. It is incumbent on us to make it so that everyone has those opportunities that this progress has shown for many of us, but not all of us."

Yes, but. Couldn't business leaders also have set a better example on pay? Corporate rewards have soared into the stratosphere, while median incomes have stagnated for years. Prising himself got paid \$12 million (£9.5 million) last year. He gets nearly 2,500 times more than one of his average workers, according to a recent US report. Prising says business has a "moral obligation" to bridge the gaps and he attacks "rampant" increases not linked to performance, but you don't get the impression he's going to take a pay cut. The Swede "sympathises with the desire to get back at 1000 executives paid too much", but conveniently adds that "the rationalist in me says focusing on executive pay doesn't really move the needle".

He has better news for a workforce of tomorrow shuddering at the march of the robots. Although Prising lapped up science fiction as a boy (Isaac Asimov's *I, Robot* a particular favourite) humans are still going to be part of the picture.

Recent Manpower research covering 20,000 employers – called "Robots Need Not Apply" – showed 86% of them plan to maintain or increase staff as a result of automation, and may actually need more in the short-term. It's a more optimistic view than the OECD thinktank's study which put one in seven "highly automatable" roles at risk.

Prising says we "spend way too much time" worrying about it, when we should be concentrating on adapting the skills of the existing workforce because human instincts will impose limits on the tech. "Airplanes essentially fly themselves and have done for 30 years. Whenever there is an accident, it is essentially humans interfering with tech and making the wrong decisions and causing a crash. Yet we prefer to have two pilots on a plane and sometimes three. We passengers want to make sure someone is at the wheel. When we talk about drivers done out of work, we forget some basic human preferences that say 'a 10-tonne truck without a driver? I'll be really uncomfortable with that'. It's probably not going to happen."

In his view skilled trades, and anything involving human interaction and insight, are going to be safe and that "covers the vast spectrum of jobs", although those most under threat are "anything highly repetitive, easy to automate and transactional in nature".

PRISING talks from the broad perspective of two decades at Manpower, serving as only the fourth chief executive in the New York-listed company's 70-year history. In business, he had a role model in his father – an executive for a flooring company now part of France's multinational Tarkett group – who gave him an early taste of the itinerant life as the family moved to Germany, Switzerland, and then back to Sweden. There was no "masterplan" but he studied at the Stockholm School of Economics because he wasn't good enough at maths and science to be a doctor.

He cut his teeth with Sweden's white goods giant Electrolux – meeting his wife in Singapore when she was teaching at a language school – and running the UK business in the Nineties. At Manpower, he made his name as boss of the Italian division, where sales jumped 50% on his watch and put him on course for the top job. Now he's based in Milwaukee, HQ of the world's third largest staffing company behind Switzerland's Adecco and Dutch firm Randstad. Life is busy; he spends weeks on a plane, getting by on three shots of espresso a day and six hours' sleep a night.

Two of Prising's three children were born in the UK. He despairs of the political catfighting over Brexit and the message it sends to employers. Typically, he looks at it from a skills perspective and warns against shutting the door. "The UK will need access to skills from other parts of the world. Intended or not, any message to the contrary will start driving the flows the other way. People have choices where they go. Otherwise very quickly it will be an island."

As for his own ambitions, he comes across as so presentationally polished that I wonder whether he might fancy being a politician himself, but "politics I can comprehensively rule out". Prising would rather do something in education, helping shape the workforce of the future. "These are my passions today," he says. That and the football of course.

3-2-Lynch-London-2

Auteur : Russell Lynch

Titre : "Citizen of the World" Marching to Save Capital's Global Prestige

Source : London Evening Standard

Date : 29 mars 2019

Lien : <https://www.standard.co.uk/business/business-interview-citizen-of-the-world-paul-drechsler-marching-to-save-capital-s-global-prestige-a4104361.html>

WHAT else was there to do on Saturday?" booms the Irishman at the helm of London First in disbelief when I ask him whether he was on the march for a People's Vote last weekend.

Paul Drechsler, who became the chairman of the capital's lobby group last summer, was on the demonstration with his daughter, starting out at Pall Mall before they "gave up in the crush" on Piccadilly.

Despite the sneering over "Waitrose marchers", for him it exemplified the best of the city: "This is London, this is the UK as we know it, this is why we should be proud. If you want to say why is London the best city on the planet, this is why, the richness of diversity.

"People with buggies, young children, people of every age. This is not about the elite, this was about people from all walks of life who share a point of view. I just thought it was a bit like Last Night of the Proms."

We're meeting at London First's Fitzrovia headquarters in a big week for Brexit, in the aftermath of a botched Cabinet coup against Theresa May. Today was the "set in stone" departure date from the EU, but we're still here, for another couple of weeks at least. And despite this week's series of indicative votes in the House of Commons, the fog of Brexit is no clearer. May has sacrificed her job in return for MPs backing her deal at the third attempt, but opposition remains strong and there's no guarantee her gamble will pay off. A no-deal exit, under the letter of the law, is still a technical possibility.

That's why Drechsler, an imposing 62-year-old who has swapped his native Dublin for Dulwich and travelled the world during a 40-year business career, wants us to go further. London First wants MPs to "Stop the Clock" on Brexit and revoke Article 50 until we can work out what to do.

On May's looming departure he says: "Essentially she has been blackmailed by her own team; she has paid the ransom, and is hoping having paid the ransom they will agree to her withdrawal agreement. It seems an unusual way for the next 20 to 30 years and the future for the next generation to be determined if that is what happens."

He believes London is "under the greatest threat it has been for decades". He's effusive on the point to the extent that I can barely interrupt his flow; if the Irish spend words like sailors according to critic Kenneth Tynan, Drechsler is just starting to open his wallet. Stopping Brexit in its tracks is a drastic move but the political crisis demands it, he argues. "National emergency is a calm way to describe where we are."

The former CBI president laments that a thousand days on since the referendum "we have still not got a carefully considered view of the way forward". Protecting us from the risk of an accidental no-deal remains paramount while Parliament remains divided, he says.

Certainly he sounds more pessimistic now than last May, when he cautiously said Britain's departure offered an opportunity to "shape our economic future". But that was then. "There is no reason for any of us to be confident that we will not be in a very bad place on April 11. In business when I invest, I invest on track record, performance and what might happen in the future. Based on the track record of the past 1000 days nobody can have a basis of confidence that people in that House can do the right thing.

"If after 1000 days we haven't got there do we really think in the last-minute heat of the moment they are going to come up with the best answer? They would be very lucky."

Revoking Article 50 is the best way to buy time, in his view. "I think you would need, a highly committed organised effort, something over a year or more."

London First, like the CBI a membership body, is backed by some 200 Remain-leaning members so the tenor of Drechsler's view is understandable. He argues that one of the benefits of the EU has been peace, but what about the potential for civil disorder at home if the 2016 result is overturned? "I understand that and I think that is a very real risk. But I think civil unrest is a possibility under any outcome. If you have a population of 66 million people, and you choose to ignore 50 million, you are setting yourself up for trouble."

With a dig at the Brexiteers he adds: "I think it is more likely if we revoke Article 50, because the people who are the champions of a hard Brexit in particular are the same people who have a high potential to encourage anger as opposed to dissatisfaction. I think it is fine to have a different point of view, but I don't think it is fine to go out and encourage people to cause harm to others."

That's pretty strong stuff. But he has more where that came from for Theresa May and Jeremy Corbyn, slating the leaders of both main parties for putting personal interests ahead of country.

On the Tories he says: "It would be impossible for them to claim to be the party of business today, and I think it will take quite a long time to rebuild that relationship." The firms who've moved their bases out of London "are not coming back any time soon". As for Corbyn: "Any leadership which says it is going to renationalise half the bloody country is already stifling investment."

Boris Johnson, one of the pretenders to the Conservative crown, is dealt with even more harshly for his rapid U-turns over May's deal: "This is the next 20 years for this country and he's flip-flopping like a dog who hasn't eaten in two weeks."

Asked if he'd prefer a no-deal Brexit or a Corbyn government, he ducks it. "I wouldn't make that choice. But the people who are going to pay the highest price [for no-deal] are the most disadvantaged people in this country, not the people who went to tea at Chequers" — referring to the hard-liners' summit at the PM's country residence last weekend. "There is no way anyone with a conscience could take us into a no-deal disaster". ALTHOUGH Brexit sucks up the oxygen of debate, the capital has other pressing issues on its plate. Drechsler is a supporter of Sadiq Khan despite criticisms that the Mayor is moving too slowly on housing, but admits that in "London and nationally we are failing badly to deliver the number of homes we need".

He talks of better funding models to encourage building, alongside planning reform and greater use of modular construction techniques. There's skills to consider as well because of the ageing

demographics of domestic workers and the prevalence of overseas workers on London sites. "Where are you going to get your homes from if we don't have an open immigration policy?" he asks.

That's the builder in him speaking: he spent 10 years working at the privately owned Wates construction group until 2014, landing a £7 million payout in his last year there, which jarred in some quarters when he went on to lecture bosses over high pay as CBI president. But high-ups in the business world say they "never heard anybody say a bad word against him" at the organisation despite worries over a lack of top-level plc experience.

Now he's also chair of Bibby Line, a private shipping and financial conglomerate with £1 billion in sales around the world. He joined Wates after a rare setback ended a career of more than 20 years at ICI, where he rose to head the industrials group's Quest fragrances division but carried the can for a botched computer upgrade.

For a Dublin son of a Czech immigrant who could "smell Lansdowne Road from my back garden", that time at ICI gave him an international outlook; after 10 years on Teesside he lived in Brazil, the US and the Netherlands before coming home.

"I came here in 1978, spent two-thirds of my life here, had three children born in Yorkshire — I've never thought of myself as anything other than a citizen of the world."

The pointed phrase is as much a rebuke to the Prime Minister as the hundreds of thousands who took to London's streets. And all the time, that clock is still ticking.

Annexe 3.3 Portails web

3-3-Bayles-CaféBabel

Auteur : Phil W. Bayles

Titre : I'd rather be a citizen of nowhere than live in May's Britain

Source : CaféBabel

Date : 6 octobre 2016

Lien : <https://cafebabel.com/fr/article/theresa-may-au-diable-citoyen-5ae00b62f723b35a145e7707/>

I moved to France to start a new job three months ago, still bitter over the result of the EU referendum in June. I thought that eventually I would start to miss that green and pleasant land. But when I see what it's becoming under Theresa May, I don't think I want to go back any time soon.

Apparently, I am a citizen of nowhere.

I'll admit, finding this out came as something of a shock. I thought that I had a pretty good handle on what it meant to be a citizen. All my life I've been a citizen of the UK - I speak the Queen's English, I hold a British passport. But for most of my life I've also been a citizen of Europe. I've worked as a teacher in French schools, and now I spend my days sharing an office with people from Poland, Spain, Germany and Italy.

But according to Theresa May, this means I am trying to have my cake (filled with innovative jam) and eat it, too. "If you believe you're a citizen of the world," she says, "you're a citizen of nowhere. You don't understand what the word 'citizenship' means."

So what does 'citizenship' mean to Mrs May? Apparently, it means fostering an exaggerated fear of the 'Other', of the immigrant coming to steal your job. It means forcing UK businesses to reveal how many foreign workers they hire - an idea so terrifyingly familiar to any student of history that any attempt to guess what comes next will inevitably run afoul of Godwin's Law. It means promising that EU trained doctors and nurses can keep their jobs in the NHS - but only until enough British doctors have been trained to replace them. It means refusing to guarantee EU nationals the right to stay in the UK because they are "one of our main cards in negotiations", as if they were not men, women and children with lives and futures at stake.

No wonder Diane James stepped down as the leader of UKIP after only 18 days in office. In a few short months the party has received everything it wished for, and in the process it has lost all reason to exist. The UK will leave the European Union. Theresa May has 'gained the centre ground' by dragging it further to the right than it has ever been. Like Nigel Farage before her, the unelected, Oxford-educated former Home Secretary has pulled off the impressive doublethink tactic of sneering at the 'establishment' and painting her party as the party of decent, ordinary people.

There was a time when 'immigration' didn't immediately conjure up images of nasty foreigners filling up space and taking jobs. It used to be a source of pride; to think that of all the nations of all the world people wanted to come here, to our tiny little island, because they felt it was where they had the best chance at a better life. Now it means an atmosphere of constant distrust. It means being conditioned to look twice when we hear an accent we don't recognise, or see a skin tone that's different to our own.

If that's what the definition of 'citizenship' is becoming in the UK, then Theresa May is totally right - the word no longer means what I thought it does.

3-3-Werber-Quartz

Auteur : Cassie Werber

Titre : Citizens of the world, beware: The British government doesn't think you should exist

Source : Quartz

Date : 6 octobre 2016

Lien : <https://qz.com/802178/citizens-of-the-world-beware-theresa-mays-post-brexit-government-doesnt-think-you-should-exist/>

In a speech that talked a lot about unity and bonding, Theresa May, Britain's prime minister, this week set out exactly how she thinks the country should be divided. On one side: "citizens" who pull together, work hard, and, by implication, look inward. On the other: a hefty list of undesirables.

These are the people who should take the blame for the country's problems, May suggested. They're a disparate bunch. But if you weren't born on British soil; or if you identify with "international elites"; or if your main identity isn't based on the country for which you hold a passport—they include you.

"[I]f you believe you're a citizen of the world," May said in the hour-long speech on Oct. 5 to her Conservative party's conference, "you're a citizen of nowhere. You don't understand what the very word 'citizenship' means."

By denouncing the idea of global citizenship, May placed everything by which "Leave" voters might feel threatened on the far side of a conceptual divide.

First, foreigners. A strong undercurrent of anti-immigration sentiment ran through the speech: "I know a lot of people don't like to admit this [but to] someone who finds themselves out of work or on lower wages because of low-skilled immigration, life simply doesn't seem fair."

The stance isn't new for May. In her previous job as minister in charge of domestic affairs, she called for curbs on immigration, and went as far as to commission billboards telling immigrants to go home, mounted on trucks which drove through their neighborhoods.

At the time, three years ago, the billboards provoked a backlash. But last June's Brexit vote, in which just over half of voters opted to leave the European Union, has provided her with both the power of the top job, and the argument that she's enacting the will of the people, to translate blame into action.

Next, May targeted the relationship between big business and politicians. That's been a source of anger in a country where house prices have soared in part because of overseas investment in high-value property (but also because of a shortage of housing stock). "Too many people in positions of power," May said, "behave as though they have more in common with international elites than with the people down the road, the people they employ, the people they pass in the street." There is a divide, the speech insisted, and business fat-cats are on the wrong side of it.

Though it wasn't explicit, May's attack on global citizenship also took in another swathe of the electorate: the younger generations that have grown up with the internet and the freedom of travel associated with EU membership. They voted overwhelmingly to stay in the EU; May's speech was firmly targeted towards people who voted to leave. The cosmopolitan, outward-looking young might feel more connection to peers elsewhere than to some of their own compatriots but, May's rhetoric implied, they're wrong.

In sum, the message was clear: Unity is the best policy, especially when there are lots of people you want to exclude.

3-3-Sommers-HuffPost

Auteur : Jack Sommers

Titre : Theresa May's "Citizen Of The World" View Blasted By Financial Times Reader

Source : HuffPost

Date : 10 octobre 2016

Lien : <https://cutt.ly/iFHkwQG>

'I do understand very well what citizenship is, Mrs May'.

A Financial Times reader has nailed it with their response to Theresa May condemning people who identify as "citizens of the world."

May caused controversy when she told The Tory Party Conference last week: "If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere. You don't understand what the very word 'citizenship' means."

Henry Mance, one of the paper's political correspondents, tweeted a picture of a letter in Monday's paper, from Londoner Jem Eskenazi, a "self-confessed citizen of the world".

In defence of citizens of the world pic.twitter.com/YQQXP6gfo5
— Henry Mance (@henrymance) [October 10, 2016](#)

The letter reads:

“Anybody with an ounce of intelligence understands that climate change, pollution or epidemics know no frontiers, that extreme poverty in one region has stability implications for the whole world; that terrorism is a global problem with global solutions; are not started by citizens of the world but narrow-minded people with a blind belief of their superiority, that some of the greatest minds in any society are descendants of immigrants and refugees.”

“I do understand very well what citizenship is, Mrs May,” Eskenazi writes.

“It is to have a balanced view of the interests of your family, your neighbourhood, your town, your country and your world.”

Eskenazi adds that nearly half of Britons agree with the statement that they are more a “global citizen” than a citizen of their country.

“You have told us we are citizens of nowhere. And this from the pulpit that says ‘A country that works for everyone’,” the letter concludes.

3-3-Grant-Democratic

Auteur : Matthew Grant

Titre : ‘Citizen of the world’? Think again: British citizenship after Brexit

Source : Democratic Audit

Date : 21 novembre 2016

Lien : <http://www.democraticaudit.com/2016/11/21/citizen-of-the-world-think-again-british-citizenship-after-brexit/>

National identity is fundamental to citizenship, Theresa May told Conservatives in October, and self-styled ‘citizens of the world’ are deluding themselves. Matthew Grant traces how British citizenship has been endlessly redefined for political purposes since the second world war – first becoming associated with whiteness, and now with the non-European. The scope of what constitutes ‘belonging’ is shrinking.

In her speech to the Conservative Party conference in October this year, Theresa May declared that ‘if you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere’. In the febrile atmosphere of post-referendum Britain, this statement caused consternation. Here was a top level political rejection of the values of internationalism to go alongside the public’s rejection of the European model. For many, and not just those on the left, this seemed to discount the feelings of compassion and connection that came from considering oneself a global citizen. Instead, May was declaring that citizenship was something narrower and smaller, based on British provincialism, and allying herself with the anti-immigration rhetoric which featured so heavily in the Leave campaign prior to the referendum.

If we place May's statement back into context, we can see that it was part of a broader attack on the disconnect between the actions of the wealthy and the need to 'respect the bonds and obligations that make our society work'. She attacked those 'people in positions of power', who 'behave as though they have more in common with international elites than with the people down the road, the people they employ, the people they pass in the street'. It was these people she meant when she said 'if you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere' – adding to those who believed this: 'You don't understand what the very word "citizenship" means'.

For her, the 'spirit of citizenship' is a way to create a sense of unified purpose in the nation, a nation 'built on the bonds of family, community, citizenship'. But this is a concept of citizenship based on the logic of anti-immigration. For the rich, citizenship 'means recognising the social contract that says you train up local young people before you take on cheap labour from overseas'. The beneficiaries of this action, for May, should be the people 'out of work or on lower wages because of low-skilled immigration': for these people, 'life simply doesn't seem fair', and they feel as though their 'dreams have been sacrificed in the service of others'.

British ideas of citizenship are extremely diffuse

May's vision of citizenship is based on contractarian notions of obligations as well as rights – in this sense the obligations of the rich and the rights of the excluded. In articulating citizenship in this way, May was confident that she, unlike the wealthy, understood the true meaning of citizenship. But her rhetoric was also proof that the meaning of citizenship can be endlessly redefined for political purposes. This is possible because in Britain ideas of citizenship are extremely diffuse, and have been throughout the period since the second world war. The sociologist Ruth Lister, now a peer, has noted that understandings of citizenship are so fragmented that the concept 'runs the danger of meaning what people choose it to mean'.^[1]

But if we carefully unpick the main ways citizenship has been discussed in modern British history, we find that there are in fact three main ways in which 'citizenship' is used and defined. First, citizenship is seen as a narrowly politico-legal framework, making up the legal, political, and social rights of the population, but also the obligations expected in return. Secondly, citizenship is conceived as resulting from a sense of 'belonging' to a constructed national community, with belonging a key marker of, or barrier to, citizenship status. Thirdly, there is a focus on what we can call differentiated aspects of citizenship, particularly on the idea that 'good citizens' are those who participate more within society, with a particular emphasis on voluntary action or 'engagement'. I call these the three registers of citizenship.^[2]

The legal rights of citizens in the United Kingdom expanded during the 20th century. For those with the status of legal citizens, not only increased voting rights (for women most obviously, but also for working class men), but also increased social rights (access to the welfare state), have transformed the relationship between the state and the people. But the boundaries of legal citizenship have also been more sharply drawn, most obviously when the right to reside and work in the UK was withdrawn from British passport holders born in Commonwealth countries under the 1962 Commonwealth Immigrants Act.

Underpinning such legislative change was the shift towards understanding citizenship as a category of belonging, and within this register British citizenship was increasingly racialised and associated with whiteness from the late 1950s: in this sense, non-white people born in the Commonwealth were perceived as not 'belonging', and not 'really' British. For black British citizens, this racialised notion of belonging manifested itself in their experience of the racism endemic in British society and culture in the third quarter of the 20th century. Immigration,

whiteness, and citizenship were intertwined in ways that effectively excluded many Britons who possessed the status of citizens from practising their citizenship in its fullest sense.[3]

If Britons are not European, what appeal can formal British citizenship have to those Europeans who have called Britain home?

Theresa May's criticism of the 'citizens of nowhere' continues this process of aligning Britishness with a partial and exclusive vision of belonging. She portrays citizenship as a national community from which the 'low-skilled' immigrant is pointedly excluded. This is why her rhetoric matters: for many, her explicit rejection of an international outlook confirms that Britain is no longer open or welcoming to those born outside its shores. For the same reason, the government's suggestion that European citizens apply for formal leave to remain, or for British citizenship, rather misses the point. If British citizenship is to be defined in such a way that Europeans are so visibly excluded and categorised as not belonging, what appeal can formal British citizenship have to those Europeans who have called Britain home?

Citizenship means more than a simple legal framework, as May knows. It is about values and belonging, and no one source of authority can control what is valued in Britain. For many Remain campaigners, notions of Britishness and belonging were rather more elastic than what is on the cover of an individual's passport. Pro-Leave campaigners, however, concentrated on the rights of those whose passports featured the lion and the unicorn. In post-referendum Britain, the shrinking sense of belonging is palpable. As the history of debates on citizenship shows, when an individual, group or community is no longer considered to belong, attacks on their rights, their position, and their bodies soon follow.

Notes

[1] Ruth Lister, *Citizenship: feminist perspectives* (2nd edn, Basingstoke, 2003), p. 13.

[2] Matthew Grant, 'Historicizing Citizenship in Post-War Britain', *Historical Journal*, 59:4 (2016), pp.1187-1206.

[3] See, in particular, Bill Schwarz, *The white man's world* (Oxford, 2011); and Kennetta Hammond Perry, *London is the place for me: Black Britons, citizenship, and the politics of race* (Oxford, 2016).

3-3-Bartley-Left

Auteur : Jonathan Bartley

Titre : Tramping artisans who marched thousands of miles a year are proof that Britain was built by migrants

Source : Left Foot Forward

Date : 20 janvier 2017

Lien : <https://leftfootforward.org/2017/01/jonathan-bartley-im-a-proud-citizen-of-the-world-and-in-2017-im-going-to-act-like-one/>

Trump's presidency makes it more important than ever to stand with refugees

Last year, Theresa May said that 'if you think you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere'.

More than half the world disagrees with her. For the first time ever, a majority of the global population think of themselves as being a citizen of the world, above being a citizen of their country. In fact, people got so upset about May's comment, that she had to clumsily disassociate herself from it earlier this month.

I'm not surprised that people felt affronted. I am a proud citizen of the world, and I know that billions of others are too. In a world with problems which don't respect borders, it makes less and less sense to drive divisions between ourselves and our neighbours. We need to build bridges not walls.

Sadly, you wouldn't think it when you look around the political landscape today. In just a few hours time, a racist, misogynist bully will be sworn in as the president of the United States of America. And the worst part? He's not even that out of the ordinary at the moment.

Trump is just the most extreme example of the normalisation of xenophobia, division and hatred which is rapidly seeping through all political discourse.

Here in the UK, May set out her plan to leave the European Union earlier this week. During her speech, she blamed migrants for problems ranging from the NHS crisis, to low wages, to the lack of housing.

This is just par for course for political speeches in 2017, and gets passed over without much fuss. But it is simply false. Migrants are not to blame for our collapsing public sector and economy. If anything, they're propping it up. The Government's cuts and its blind allegiance to a failing economic model are to blame.

This line of thinking has become so ubiquitous that you can't even count on Jeremy Corbyn's Labour to stand up for migrants any longer. They've succumbed to the narrative too: giving up on the principle of free movement, while posing as a so-called opposition to the Tories' hard Brexit.

We saw Ed Miliband cave in with his ghastly mugs, and now we see that Corbyn isn't above capitulating to the politics of division either, and at a time when hate is on the rise.

This isn't just rhetoric. This narrative costs lives. Here is a stark example: We are living through the worst refugee crisis since World War Two, but the world's response to it has been shameful. In 2016 alone, more than 5,000 people died while trying to reach Europe. These were people fleeing war, torture and persecution, but we let them drown and bulldozed their camps, rather than offer them the support and compassion they desperately needed.

There are different versions of this story, however.

We learned this month that one in ten people in Germany are actively involved with volunteering work to help refugees. This is an astonishing number. And it begs the question: When we have such clear evidence of a European population's willingness to welcome refugees, why do we see such relentless capitulation to the anti-refugee narrative from such massive sections of political debate and the media? There are so many more people to reach.

Could the UK population support fellow citizens of the world, in the same way that we're seeing in Germany? We could certainly do a lot more.

We're currently around 40th in the world, when it comes to taking in Syrian refugees as a percentage of population. And we also happen to be the fifth richest country in the world. It's clear to me that our government needs to get serious about facing up to the scale of this crisis.

If there's one good thing about the horror show of seeing Trump going into the White House, it's that it's made millions of people more determined than ever to stand in solidarity with people affected by the politics of hate. People like refugees.

That's why I joined activists in Bristol today as part of the massive wave of Bridges Not Walls actions, where hundreds of people came together to send messages of hope, in defiance of the rise of the far-right.

And I'm excited to be launching a Green Party campaign to support refugees in our local communities, and get thousands more resettled here in the UK. It's going to take time, but I really believe we can shift the narrative around migrants and refugees. Together, we can put an end to the politics of hate.

I'm a proud citizen of the world. And in 2017, I'm going to do my best to act like one.

3-3-Henness-Citizen

Auteur : Alan Henness

Titre : About

Source : Citizen of Nowhere

Date : 25 janvier 2017

Lien : <https://www.citizen-nowhere.com/about/>

This site takes inspiration for its name from the speech Prime Minister Theresa May gave at the 2016 Conservative Party Conference. She painted a vision of citizenship in a Britain, fractured by a close-run EU referendum, which we neither recognised nor welcomed.

The people behind this website are not experts in politics, or economics, or the inner workings of the EU. But, unlike Michael Gove, we do listen to and take note of experts. We also regard ourselves as citizens of the world, and are dismayed at how a misleading Leave campaign and a marginal result in the referendum have led to a resurgence of right-wing, insular, xenophobic politics, both in the UK and across the world.

This site is an attempt to stake a claim for progressive politics. Note that we have absolutely no funding from any source.

“If you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere. You don’t understand what the very word ‘citizenship’ means.”

Prime Minister Theresa May, Conservative Party Conference, 05 October 2016

“People in this country have had enough of experts”

Michael Gove MP, Vote Leave

3-3-Ramm-Jewish

Auteur : Benjamin Ramm

Titre : Citizens Of Nowhere – Jewish Identity After Brexit

Source : Jewish Quarterly

Date : 13 février 2017

Lien : <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/0449010X.2016.1281514>

“If you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere.” – Theresa May

At roughly 2 a.m. on 24 June 2016, I experienced a deep sense of grief – it felt as if part of my identity had been cleaved from me. This attachment to Europe was more civilisational than generational, as the Ashkenazi side of my family had left over a century ago; but it was framed by the fact that the EU evolved partly in response to the Jewish experience on the Continent. I had always conceived of my identity in plural terms: deeply British (irredeemably so), with a strong internationalist outlook and a global lineage and heritage. So I felt chastened by the Prime Minister’s remark, and compelled to respond.

At around 1 a.m. on 9 November, many Jewish Americans experienced a similar trauma. In the hours after the presidential election, and after a sustained wave of antisemitic abuse on Twitter, Peter Beinart wrote in Haaretz:

“I’ve never felt less American and more Jewish ... I still love America to my core. But I don’t trust it in the same way. And I don’t trust progress. I keep hearing my grandmother’s voice in my ear (She said: ‘A Jew must always know when to leave the sinking ship’)”

Beinart felt more Jewish because, in his discomfort, he was attuned to the struggles of his kinsmen over centuries. America held open the “golden door”, wrote the Jewish poetess whose words adorn Lady Liberty, and Beinart writes as if he is a spurned lover who is told he is no longer desired. In this, there is a cultural communion too, with the spirits of Paul Celan and Stefan Zweig – consider this anecdote, recounted in George Prochnik’s book *The Impossible Exile: Stefan Zweig at the End of the World*:

“One day in the 1920s when Zweig happened to be travelling in Germany with [the playwright] Otto Zarek, the two men stopped off to visit an exhibition of antique furniture at a museum in Munich... Zweig stopped short before a display of enormous medieval wooden chests.

“Can you tell me,” he abruptly asked, “which of these chests belonged to Jews?” Zarek stared uncertainly – they all looked of equally high quality and bore no apparent marks of ownership.

Zweig smiled. “Do you see these two here? They are mounted on wheels. They belonged to Jews. In those days – as indeed always! – the Jewish people were never sure when the whistle would blow, when the rattles of pogrom would creak. They had to be ready to flee at a moment’s notice”.”

It is important to comprehend this persecution as an act of self-sabotage on the part of the host country – nobody believed more deeply in German civilisation, or contributed to it more profoundly, than the Jews. “Europe committed suicide by killing its Jews”, remarked George

Steiner in 1969. Later he reflected that, in the 1930s, the Germans wanted to be German, the Italians to be Italian – only the Jews aspired to be “European”. It took the Holocaust for the nations of Europe to realise the virtues of this common identity. The news that, in the wake of the Brexit vote, Jews with German ancestry are applying for German passports is not only laden with irony, but highlights why insular cultures so rarely thrive.

In every presidential election since 1992, over two thirds of American Jews have voted Democrat – a point highlighted by nativist nationalists of the “alt-right” And yet, despite a commitment to progressive values, Jews have learned to be wary of certain forms of mass democracy, particularly in its populist variants. The historian Tony Judt noted that many Jews in the early twentieth century were drawn to communism both for its emancipatory promise and for its vanguardism—it presented no opportunities for politicians who, as in Vienna and then in Munich, had succeeded electorally by stoking antisemitism. In 1992, Leonard Cohen articulated this same unease, foreseeing the election of the tyrant king of bad television:

“Most of us from the middle-class, we have a kind of old, 19th Century idea of what democracy is, which is, more or less, to oversimplify it, that the masses are going to love Shakespeare and Beethoven. But that ain’t it. It’s going to come up in unexpected ways from the stuff that we think are junk: the people we think are junk, the ideas we think are junk, the television we think is junk.”

The dark energy of the demagogue is fuelled by fear, and the demonisation of vulnerable minority groups – Latinos and Muslims look at the fate of the Jews, the perennial Cassandra, as a warning from history. Only in recent decades, prior to the Trump phenomenon, have Jews been incorporated into the national consciousness as “white” or, as the census form puts it, “white +”. I always quite liked the idea of a “+”, an identity not contained by a single category, a formula disturbed only when one asserted itself at the cost of another. In this sense, the experiences of Jews, Italians and Irish in the nineteenth and twentieth centuries informs the challenges facing Eastern Europeans in the twenty-first, who in Brexit Britain find themselves subject to hostility.

Beyond the west, however, the trend is encouraging. For the first time in fifteen years, according to a poll by GlobeScan for the BBC World Service, a narrow majority identifies with global citizenship ahead of national citizenship. This is particularly marked in developing countries (Nigeria 73 per cent, China 71 per cent, India 67 per cent), but noticeably in reverse amongst European nations. This trend is pronounced in Germany, where pressure from the refugee crisis has exacerbated tensions, a factor reflected in the UK figure, which, within the margin of error, mirrored the Brexit vote (47 per cent vs 50 per cent).

As citizens of developing countries recognise, technology and the liberalised economy have bound up our futures together—a point made pithily by Jem Eskanazi in the Financial Times:

“Anybody with an ounce of intelligence understands that climate change, pollution or epidemics know no frontiers; that extreme poverty in one region has stability implications for the whole world; that terrorism is a global problem with global solutions; that wars are not started by citizens of the world but narrow-minded people with a blind belief of their superiority; that some of the greatest minds in any society are descendants of immigrants and refugees.”

The Prime Minister’s caricature of a rudderless individual with no civic commitments brought to mind the antisemitic term deployed by Stalin—“rootless cosmopolitan”. George Steiner points out the limitations of this metaphor: whereas trees have roots and are bound by them, humans have legs and prosper by using them. Indeed, the greatest periods of Jewish growth have come through cultural cross-pollination: not in the insular community of the shtetl, but in the cities of Al-

Andalus, where Hebrew poetry and theology underwent a renaissance; and during the Haskalah, the Jewish Enlightenment, which sowed the seeds for the thinkers (Marx, Freud, Kafka) that helped shape European modernity. As Amos Elon's book *The Pity of It All* reveals, Jews flourished in part because of their peripheral status: denied the comfort and benefit of full integration, they found a perspective from which to comprehend and critique society. "It is likely that no one ever masters anything in which he has not known impotence", wrote Walter Benjamin, who lived on the precipice, a painful but fertile territory.

In peacetime, Jews have benefitted from this legacy of learning. But what of those who are not equipped to adapt to profound social and cultural change, whether they be in Middlesbrough or rural Michigan? Simply asserting plurality as a virtue is insufficient without tackling the economic forces that create insecurity—forces that Jews once challenged through organised labour (e.g. the Bund). This reflects a broader problem for the left: capital has globalised, but labour has not—there are few international trade unions. Globalism is a problem only if the benefits are confined to the financial elite, not least because this narrative plays into the hands of antisemites. There's a paradox here: it is possible to maintain multiple identities only by asserting solidarity with those whose autonomy is under threat.

There is a particularly beautiful exegesis of the concept of *tikkun olam* ("repair of the world") in the cosmology of the Lurianic Kabbalah, as explained by Howard Schwartz:

"At the beginning of time, God's presence filled the universe. When God decided to bring this world into being, to make room for creation, He first drew in His breath, contracting Himself. From that contraction darkness was created. And when God said, 'Let there be light' (Gen. 1:3), the light that came into being filled the darkness, and ten holy vessels came forth, each filled with primordial light.

"In this way God sent forth those ten vessels, like a fleet of ships, each carrying its cargo of light. Had they all arrived intact, the world would have been perfect. But the vessels were too fragile to contain such a powerful, divine light. They broke open, split asunder, and all the holy sparks were scattered like sand, like seeds, like stars. Those sparks fell everywhere, but more fell on the Holy Land than anywhere else.

"That is why we were created—to gather the sparks, no matter where they are hidden. God created the world so that the descendents of Jacob could raise up the holy sparks. That is why there have been so many exiles—to release the holy sparks from the servitude of captivity. In this way, the Jewish people will sift all the holy sparks from the four corners of the earth.

"And when enough holy sparks have been gathered, the broken vessels will be restored, and *tikkun olam*, the repair of the world, awaited so long, will finally be complete. Therefore it should be the aim of everyone to raise these sparks from wherever they are imprisoned and to elevate them to holiness by the power of their soul."

Exile is not an accident of history—it is essential to our redemption. This calls us to stand in solidarity with the stateless ("since you yourselves know the feelings of a stranger, for you also were strangers") and to nurture firmer civic bonds, in our local community, our city, our nation, our continent, our globe. To negate one in the service of another, or suggest they are mutually exclusive, is an act of sabotage, for the self and for the stranger. If anyone is deemed a citizen of nowhere, then we are all at sea.

3-3-Alexander-Positive

Auteur : Jon Alexander

Titre : The age of the citizen is coming

Source : Positive News

Date : 30 mars 2017

Lien : <https://www.positive.news/society/the-age-of-the-citizen-is-coming/>

Against a backdrop of Brexit, now is a pertinent time to rethink our ideas of society. Jon Alexander suggests that when we consider ourselves citizens rather than consumers, communities are stronger and more effective

Shortly after taking over as prime minister, Theresa May put “the spirit of citizenship” right at the heart of her vision for Britain. In his farewell speech in January, Barack Obama declared the citizen “the most important office in any democracy”. He and Michelle have placed citizenship at the heart of their vision for his Presidential Center in Chicago and the associated Obama Foundation. Suddenly, it seems citizenship is all the rage.

But a hot concept is a contested concept. Because of its surface associations with legal status and national boundaries, the idea of the citizen is at risk of co-option by those who want to divide people. Indeed, for all the positive potential in May’s speech, at last year’s Conservative party conference she was guilty of exactly this, arguing: “If you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere.”

Such statements corrupt the true spirit of citizenship, setting up a choice between identities that is both dangerous and nonsensical. I can be a citizen of my town, of England, of the United Kingdom, of Europe, and of the world, whether or not any of these have a legal status. Thinking and acting as a member of the community at each and every one of these levels is what it takes to live a good life; not choosing between them. Citizenship is not a question of what passport we hold; it is an idea of who we are as human beings, a question of what we can do, and what we should.

As such, the idea of the citizen is better understood in contrast to two other ideas of who we are: the subject, and the consumer. The story of the last century is the story of an underlying shift from one to the next, in search of a fuller human experience.

Connect with others who are creating a thriving society. Positive News members get priority invitation to our events. We’re a magazine and a movement, changing the news for good.

In the early days of the 20th century, we were subjects: we were told what to do by our betters, with little or no power to shape the course of our own lives. Coming out of the second world war, this idea was replaced by the consumer. We gained the power to choose and the right to complain. As a shift from the subject, this was liberating, a raise in status that should not be underestimated. The idea drove huge improvements in material standards of living across the world. It has, however, outlived its time.

What’s coming next is the citizen. If, as consumers, we gained the power of choice, as citizens we are gaining the power to shape the choices. If, as consumers, we could seek the best deal for

ourselves as individuals, as citizens we are starting to work together to understand what is best for us as collectives.

Once you start to look at the world through this lens, you see the change happening in every aspect of society, everywhere, much of it reported in the pages of Positive News. In politics, it is the shift from representative democracy – limited to the occasional consumer choice of the vote – to the participatory democracy of Taiwan’s Gov Zero movement, Better Reykjavik’s civic forum, Portugal’s nationwide participatory budget, and Mexico City’s crowdsourced constitution, for example. It is the shift in perception of the role of business: from exploitation to empowerment, from shareholders to stakeholders, from profit to purpose. Perhaps most importantly, in local communities, it is the shift from consumers complaining to citizens reinventing structures from the ground up. From nimbyism to swimbyism (Something Wonderful In My Backyard), manifesting in everything from local food to local energy, and supported by the explosion of local currencies.

That all this is happening is undeniable: the citizen is coming. But it is fragile, and not yet fully formed. The consumer remains, shaken but intact, and its sustained dominance as an idea is driven by its dominance in our language and our media. Such words matter: they are the scaffolding on which we build our thoughts, values, attitudes and behaviours. This, in the end, is why it is so important that today the idea of the citizen must not become co-opted or reduced.

Being able to name this change will be crucial to our ability to bring it into being.

3-3-Dennis-Medium

Auteur : James Dennis

Titre : ‘If you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere.’ – Leddy-Owen on #GE2017

Source : Medium

Date : 16 septembre 2017

Lien : <https://medium.com/uopjournalism/if-you-believe-youre-a-citizen-of-the-world-you-re-a-citizen-of-nowhere-403a822804e0>

This quote, delivered by current Prime Minister Theresa May nearly exactly one year ago during her first Conservative Party speech, depicts a confident politician at the height of her political powers. Then how come her party lost the parliamentary majority during the General Elections 2017?

Charlie Leddy-Owen, Sociology Lecturer at the University of Portsmouth, has given an interesting insight into this topic and its implications for British society as part of a recent event held at the university called “Reflections on #GE2017”.

According to Leddy-Owen, “the idea was that Leave voters who hadn’t voted Tory in 2015 some of who might previously have voted UKIP, some of who might previously have voted Labour, would switch en masse to the Conservative Party along with some hitherto Remainers who

accepted the result of the referendum.” Along observers, there were even claims of May remaining PM “for as long or longer than Thatcher or Blair”. However, that is not quite how things unfolded, as the election resulted in the Tories losing their small parliamentary majority, leaving them to partner up with Northern Ireland’s Democratic Union Party (DUP).

The reasons for this massive miscalculation, as Leddy-Owen suggests, was “to believe that the people anxious about this nationalist shift [in the Tory government] [...] are what the commentator David Goodhart has termed ‘anywheres’ rather than ‘somewheres’”. This attitude might, in fact, have helped the backlash against this kind of attitude from politicians, as people’s everyday life experiences beg to differ greatly from being thought of as a nationalist Britain. Rather, Leddy-Owen claims that “studies suggest that there are increasingly large numbers of people in Britain who do not consider their supposed national identity to be very important to them, and who are especially critical of the kind of parochial, nasty English nationalism [...] paraded around [...] by politicians like Theresa May since Brexit”.

Leddy-Owen believes that those who are anxious about recent nationalist movements are perceived to be “weak, rootless cosmopolitans... [and] self-hating nationals denying their birth-right.” However, those hesitant to succumb to nationalist extremes draw their ideologies from equally reputable philosophies, and ideologies like “universalism, liberalism or socialism” that back-date nationalism significantly. We are not the young undermining the old, we are the educated, “work[ing] out the best ways to build bridges.”

“Britain, and England especially, is and always has been an immigrant, mongrel society.” Leddy-Owen levels the playing field, challenging what current citizens may believe about Britain’s history. Yes, there were the triumphs of “abolishing slavery and winning World War II,” but “Britain’s history isn’t a march of progress to be celebrated... it was far more ambivalent, violent and dark.”

Brexit led to a spike in hate crimes and the general, renewed confidence of the nationalist right,” said Leddy-Owen. However, “the real irony here is that, in contrast, millions of Leave voters (4 million Leave voters YouGov have estimated) didn’t vote for anyone in General Election 2017; they didn’t come out to vote at all. When their great leader needed them the most, these ‘patriotic citizens’ of Britain, these supposed citizens of somewhere, failed to fulfil one of the core, most basic duties of citizenship by voting in their nation’s General Election.

I’m tempted to rewrite May’s phrase and suggest that these English nationalists are the real citizens of nowhere.”

How should we respond to the negative effects of historical and current nationalism? We must carry the hope of a brighter future, by educating ourselves “in terms of understanding all of these issues. Through understanding we can work out the best ways to build bridges across these political divides, though also of course, if necessary, the times when it might be most appropriate to build barricades.”

By Pia Ewers and Abi Thompson (Level 5 students @ University of Portsmouth)

3-3-Skovgaard-Conversation

Auteur : Irene Skovgaard-Smith

Titre : To be cosmopolitan you don't have to be rootless or a member of the global elite

Source : The Conversation

Date : 9 novembre 2017

Lien : <https://theconversation.com/to-be-cosmopolitan-you-dont-have-to-be-rootless-or-a-member-of-the-global-elite-85636>

The idea of being a “citizen of the world” is often associated with global elites – those who shelter their wealth in offshore tax havens or invest their way to citizenship wherever they choose using a “golden visa” route.

This was the “international elite” that the British prime minister, Theresa May, targeted in her conference speech in the wake of the Brexit vote when she argued that: “If you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere.” Her comment draws from a common and longstanding stereotype of cosmopolitans as rootless, uncommitted elites.

The journalist David Goodhart refers to what he calls a tribe of mobile “global villagers” who are likely to identify as citizens of the world. This is the image of individualistic high flyers who benefit from globalisation and want a borderless world. They live in their “global-citizen bubble” and value autonomy and mobility over local and national attachments, community and belonging.

The reality is far more nuanced and complex.

Cosmopolitans come from many backgrounds

May’s “citizen of nowhere” comment caused widespread controversy. There was a backlash on social media and critique from Londoners, journalists, rival politicians, and the philosopher Kwame Anthony Appiah – who has long challenged the assumption that cosmopolitans are rootless.

Those who embrace cosmopolitan values or see themselves as “global citizens” come from a broad range of social backgrounds and from all over the world, constituting not one, but many tribes. These include working-class labour migrants, lower-class Creoles in Mauritius as well as young people who have moved to study and globally mobile, middle-class career professionals.

I studied such a group of professionals from 14 different countries including France, Britain, Italy, Mexico, the US, Azerbaijan and Finland, who are living and working in Amsterdam. My research showed how they construct and share a cosmopolitan identity and sense of belonging. This means that they feel less attached to their nation of origin and cultural background. As one British interviewee told me: “I always denounce my nationality.”

But at the same time they also maintain their different national or ethnic identities and cultures – albeit as ingredients in what some of them called the “melting pot” of their diverse community. They embrace the idea of being a “global person” who has lived in different places and who does not identify with either home or host country. As one French interviewee put it:

If I go home to France, the only people I can relate to are people who have also lived other places, who have been abroad. There is this new nationality which is globalism, you know. I have a French passport, but I don't feel French. I have lived in Holland for 15 years, but I don't feel Dutch either.

This however does not mean they are rootless. They are proud "Amsterdammers" who have put down roots in the city and call it home. They have become a new kind of "local" – and live lives just like other middle-class professionals. They work, become unemployed, change careers, buy homes, get married and start families, mostly of mixed nationality. Some have Dutch partners, but many are of other nationalities. They form strong and lasting friendships with people from all over the world that often endure when people move on to other places.

Not a byword for 'openness'

Some of the people I interviewed referred to their identity using terms such as a "non-nationality" or "an international nationality". Such a sense of belonging produces its own "us-versus-them" dynamic, in which "them" refers to people who are seen as "monocultural", or "too narrow-minded" and "can't cope with people from different cultural backgrounds" as some interviewees described to me. This is not an attitude of unlimited openness.

Nor does identifying as a citizen of the world necessarily involve allegiance to humanity as a whole, or to one definition of global culture. This is a cosmopolitan identity that is local and grounded. It takes shape in the context of diverse social networks in specific places, often in urban environments.

As one interviewee with a mixture of Tanzanian, Ugandan and German backgrounds explained:

I surround myself with people from everywhere generally speaking. I don't know any other way than being with people from different places.

Opportunities to be part of diverse, international communities are predominantly accessible in larger metropolitan cities. For those who do not have access to such social networks, a sense of non-belonging might become dominant. Some of the people I interviewed talked about their experience of "monocultural environments" and it was consistently a negative one.

They talked about feeling uncomfortable, not fitting in and feeling like they couldn't trust anyone. One for instance had lived for a short while in a town in Switzerland where her husband is from and where there was little diversity and no international community. Before long they moved on to Sydney, Australia.

Feelings of non-belonging can further intensify when a rhetoric of exclusion based on national identity gains ground, such as in the wake of the Brexit vote in the UK. A recent KPMG survey suggested that many highly qualified EU nationals are considering leaving, mainly because of a perception that British society has changed. Half of those surveyed said they felt less valued and welcomed in the UK since the EU referendum.

The ability for people to move to new countries also cannot be taken for granted. Research shows that visas have become increasingly difficult to secure for those who are not citizens of OECD countries. The election of Trump to the US presidency and the UK's vote for Brexit mean further restrictions on migration and global mobility are on the cards. British citizens, for instance, are unlikely to retain the right to free movement in the EU after Brexit, and vice versa.

These developments mean that some people who have moved across national borders now face an increasingly uncertain and precarious future.

3-3-Benn-Reaction

Auteur : Alastair Benn

Titre : May's disgraceful treatment of EU citizens shows her small mentality

Source : Reaction

Date : 1 février 2018

Lien : <https://reaction.life/mays-disgraceful-treatment-eu-citizens-shows-small-mentality/>

The latest statement by Theresa May on EU citizens' rights is another sign of how hopeless this government has become.

During the referendum, we were assured by Brexiteers that, after Brexit, EU citizens would not be treated as 'bargaining chips' in a negotiation strategy. But for the last two years that is exactly what Theresa May has done.

Now, halfway through a trip to China that has barely registered here or abroad, she said:

"When we agreed the citizens' rights deal in December, we did so on the basis that people who had come to the UK when we were a member of the EU had set up certain expectations. It was right that we have made an agreement that ensured they could continue their life in the way they had wanted to. Now for those who come after March 2019, that will be different because they will be coming to a UK that they know will be outside the EU."

That isn't good enough. During the two year transition Britain after March 2019, Britain has agreed to sign up to the EU's rules. It is only fair that this covers the rights and interests of those who come here while we still have EU free movement.

From the start the government has botched this subject. It should have made a unilateral gesture of goodwill to the millions of EU citizens who live and work in the UK – and she needed to reassure the very many Brits abroad. That required bold and serious leadership. It required Theresa May to pay less attention to the hard Brexiteers in her own party. It required her to govern for all; to bind the nation together.

When Theresa May gained power, I was sympathetic. Here was a compromise candidate who was willing to take on the difficult, and thankless task of giving the country some sense of stability. As a furious (and still furious) Remainer, I was comforted: at least if we're going to do this, let's do it with competent and pragmatic decision-making.

And for a while, her obvious personal inadequacies could be ignored: her control-freakery and lack of eloquence, for example. Anyway, the British people were tired of the smooth 'Blairite but not quite as charismatic' style of leadership that had become a hallmark of the Cameron premiership.

But then she got some ideas:

"If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere," she said in her party conference speech in the autumn of 2016. It was an affront.

My parents lived on the continent for the majority of their working life. They lived alongside our European friends; spoke their languages; and tried to understand their literature; their fascinations; their fears and their hatreds. I was born in Luxembourg: a European mongrel. And as I grew up, I was told to be a citizen of the world was a 'good thing'. To be curious about difference is important, and an adventure of the spirit.

And then I thought: okay, maybe that's unfair. Elites are always reviled. It's the easiest trick in politics. And anti-intellectualism (along with its spiritual cousin, anti-Semitism) is everywhere at the moment. You can hardly blame the PM for trying to come to terms with that. It's incurious and boring and easy, but nothing will come of it.

But today's pronouncement on free movement fits into that spirit of smallness that is the hallmark of the May administration, part of a complete inability to make generous, bold, difficult decisions.

The British celebration of multiculturalism was never just a Blairite fad: it is an irreducible fact of British identity. In 1701, just before the Acts of Union between England and Scotland, Daniel Defoe wrote: "A true-born Englishman's a contradiction ... Since scarce one family is left alive, which does not from some foreigner derive". We've always been a bit of a hodge-podge, a bit of a mess; a mongrel country just off the coast of Europe.

We don't have much truck with grand, collective ideals (à la France), but prefer to see society as a patchwork of diverging interests. We come together in times of great need, many hands weaving together in harmony for some sense of good. After the War, we built the NHS together. But for the most part, the artistry and symbolism of the nation are treated with profound unease, and those who fetishise its works are seen for what they are: priggish, immature, obsessive.

Throughout most of its history, Britain has had an unstable core: eternally fluctuating between parochial recidivism and outward openness; between the city and the country; between North and South. And I like that patchwork of anarchy and the freedom it endows.

But today, Theresa May struck a new blow for the parochial tendency. She is permanently narrowing what it means to be British. And I can't sodding stand it.

3-3-Dunt-Politics

Auteur : Ian Dunt

Titre : How Britain made me a citizen of nowhere

Source : Politico

Date : 6 février 2018

Lien : <http://www.politics.co.uk/blogs/2018/02/06/may-now-hates-the-abuse-she-did-so-much-to-encourage>

“When she announced the snap general election, she targeted Labour, the Lib Dems and the Lords in turn.”

Political interventions about social media are like films based on video games: they don't have a very good track record. Later today Theresa May will test that theory with a speech about how we are all horrible to one another online. There is little reason to believe it'll be any different.

Speaking at the centenary of women winning the right to vote, the prime minister will warn that politics is being coarsened by "bitterness and aggression" and demand new transparency standards for social media firms, presumably in a new 'social media code of practice' she plans to introduce.

The problem with the prime minister's ideas are not that they are unworkable, although they are, nor that they are insufficiently thought through, although they are that as well. It is that she herself has been responsible for no small portion of the degraded political debate in this country. She didn't harass women online, or go through their Twitter archive to find things to abuse them with. But she actively stoked the tribalism and malice at the heart of the online culture she claims to disdain.

It began with her first conference speech after the referendum. It was a speech which defined her approach to governance. "If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere," she said. "You don't understand what citizenship means."

Her supporters – there are still some left – say this was not meant to categorise all Remainers as potential traitors. Maybe, maybe not. But even as an attack on those who consider themselves citizens of the world, it was despicable.

In truth, it was a bigger point than all that. It was an attack on anyone with a mixed identity, who could hold two ideas in their head at the same time. It was an attack on the supposedly rootless cosmopolitans, or the liberal elitists, or whatever other bogeyman she and her pound-shop Rasputin, Nick Timothy, or her pound-shop Yoda, David Goodhart, had dreamed up. It symbolised the great Ukipisation of No.10, the rejection of moderate government in the name of a right-wing identity politics in which the imagined victimhood of the dominant group is relentlessly promoted.

That attitude was then weaponised into a general day-to-day political struggle. May didn't raise a peep when the press demanded she "crush the saboteurs", or when they branded judges "enemies of the people", or when the governor of the Bank of England was called an "enemy of Brexit".

Instead, she thought this method of political communication was so effective it could win her a stronger majority. When she announced the snap general election, she targeted Labour, the Lib Dems and the Lords in turn.

"There should be unity here in Westminster, but instead there is division. I am not prepared to let them endanger the security of millions of working people across the country. Because what they are doing jeopardises the work we must do to prepare for Brexit at home and it weakens the government's negotiating position in Europe."

The message was clear. The opposition was not supposed to oppose. It was conspiring to undermine the national interest and the will of the people. In a tense moment of national division, May aggressively pursued the most reactionary element of one side of the debate. Then she encouraged the worst kind of paranoid accusations about the other side, framed around innuendo about national betrayal. It was one of the most irresponsible starts to a general election the country had ever seen.

She followed through. Halfway through the campaign she accused the EU of leaking details to the press in a manner that was "deliberately timed to affect the result" of the election. Some EU counterparts "do not want Britain to prosper", she added menacingly.

Europe had the good judgement to largely ignore her. But it was a telling moment. Her reaction to political embarrassment was to invent nonsense stories about foreign leaders trying to subvert British democracy. She treated long-time allies of the UK as adversaries.

The prime minister's rhetoric was about enemies everywhere – plotting against Britain abroad, undermining her at home. These enemies were implicitly made up of the 'citizens of nowhere', those massed ranks of 'other' who ultimately did not have loyalty to this country.

The election failed and a chastened May has not since had the courage to attempt that level of political rhetoric again. But it is not because she has changed. It is because she cannot. Had she won that election with the majority we expected, there'd have been much more where that came from.

Instead, it continues from other parts of the Brexit lobby. Last week, Jacob Rees-Mogg accused officials in the Treasury of inventing economic forecast models to secure their desired outcome. Essentially, he was accusing civil servants of trying to undermine the policy of the elected government. That accusation was given additional weight by Brexit minister Steve Baker. And then it was pointedly allowed to stand by Downing Street, which said it had "no reason to doubt Mr Baker's account of events". They were hanging civil servants out to dry.

These sorts of shenanigans may seem far removed from abuse and nastiness on social media, but they have the same social and psychological underpinnings: the strict policing of tribal allegiance, the insistence that your opponent has the worst possible motives at all times, and the accusation of treason and betrayal for disagreement.

These are the core emotional components of social media hate mobs and they remain central to how May has gone about the business of government. For her to now portray herself as the answer suggests a staggering absence of self-awareness.

3-3-Taylor-Politico

Auteur : Paul Taylor

Titre : How Britain made me a citizen of nowhere

Source : Politico

Date : 16 mai 2018

Lien : <https://www.politico.eu/article/how-britain-made-me-a-citizen-of-nowhere/>

Paris – I am a citizen of nowhere. Or that’s what Brexit Britain would have me, and millions of others like me, believe.

I was denied the right to vote in the 2016 referendum on Britain’s membership of the European Union because I had lived too long ... in the European Union. Under a law passed by Tony Blair’s Labour government, people who live abroad more than 15 years lose the franchise.

That’s why I’m applying to become a citizen of France, the country where I reside, and which allows its citizens to vote wherever they live, and no matter however long they’ve been abroad.

I’m not seeking French citizenship in a fit of pique because I believe my countrymen made the wrong choice (although I certainly do). Nor am I motivated by material considerations like health care, tax, residence rights or property ownership. As the spouse of a French citizen, I am entitled to public health care and have the right to reside here indefinitely. I pay my taxes in France anyway.

No. I simply want to become a full citizen of somewhere. When I disagree with the government, I want to be able to vote the rascals out.

Instead, my government has voted me out. As Prime Minister Theresa May said at the Conservative Party conference in October 2016 in a speech pitting "international elites" against "the people down the road": "If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere — you don’t understand what citizenship means."

In a democracy, the right to vote is the core of citizenship. Perhaps naively, I had not imagined that mine could be taken away, even though as a career foreign correspondent employed by a U.K.-based company, I rarely had the opportunity to exercise it.

The first time I voted was in the 1975 referendum when Britons decided by a two-thirds majority to remain in what was then the European Economic Community, two years after joining it.

Forty-one years later, Britons were asked to take the same decision again. Only this time, the stakes were much higher, because we had become so integrated into the EU economically, politically and in our national security.

Yet, like many of the estimated 5.5 million British expatriates, I was deprived of a say. This denial of citizenship was all the more galling since my day job involved explaining how the EU works to Britons and other readers around the world, as European affairs editor at Reuters. I suppose that made me one of those “experts” of whom Conservative Brexit crusader Michael Gove said “people in this country have had enough.”

Becoming French won't fundamentally change my identity. Like millions of Europeans, I am culturally diverse with multiple identities. I am British and European and Jewish and a Geordie with an abiding attachment to northeast England. I still log on every Saturday night wherever I am to find out how Newcastle United fared (or as we Geordies say, "who the lads lost to this week").

I have lived more than half my life outside the U.K., mostly in France and Belgium but also in Germany, Israel, Palestine and Iran. My wife, children and grandchildren are French. I feel at home in many places, especially the village in Provence that has been our family home-from-home for 40 years.

That makes me a paid-up member of what British essayist David Goodhart calls the "Anywheres" — the tribe of highly educated, mobile, globalized people who moved away from their home towns when they went to university and never returned. True to his description, I am a secular social democrat at ease with immigration and social diversity.

In Goodhart's theory of the new value divisions in advanced democracies, propounded in his book "The Road to Somewhere," that also makes me an antagonist of the "Somewheres" — less well educated people who are more locally rooted and socially conservative, who value security and familiarity and feel change has gone too far, too fast.

There is some truth to that. I viscerally dislike nationalism, which I believe ultimately leads to war, as former French President Francois Mitterrand rightly observed in his final speech to the European Parliament. Whether in the guise of "America first" or Brexit, nationalism goes beyond asserting a right to self-determination based on a shared geography or ethnicity. It involves a dangerous collective sense of superiority over other tribes, races, creeds or religions.

France, my prospective new motherland, also has its share of nationalism, anti-immigrant bigotry and anti-Semitism, some of it violent.

But where Goodhart gets people like me wrong is when he suggests we are so globalized that we no longer believe in society.

To the contrary, I have an enduring feeling of solidarity with the working-class communities in my home region that were gutted by the death of the coal, steel and shipbuilding industries mostly before Britain joined the EU, and whose children did not get the same educational and economic opportunities that I enjoyed.

But I believe their prospects lie in education, skills training and targeted public investment, not in shutting borders, restricting trade or leaving the EU.

My own ancestors immigrated from the Baltic states and Poland in the late 19th century, fleeing poverty and pogroms against the Jews. Thanks to the EU, they would nowadays be entitled to work anywhere in the bloc under freedom of movement rules. They were exactly the sort of poor, Eastern European "economic migrants" Brexiteers want to shut out.

They made a rapid contribution to Britain in business, medicine, the law and academe. Post-war British meritocracy gave them plenty of opportunity. My uncle, whose mother was born in Lithuania to a family of rabbis, became Lord Chief Justice of England. My father was a solicitor who also chaired the Newcastle Health Authority. His father and sister were doctors.

They also encountered British anti-Semitism. My mother's maiden name was Cohen. When she applied to join a tennis club in the early 1950s, she was told there was a long waiting list. When she married my father shortly afterward and reapplied as Mrs. Taylor, the waiting list had miraculously disappeared. Several local golf clubs didn't admit Jews.

France, my prospective new motherland, also has its share of nationalism, anti-immigrant bigotry and anti-Semitism, some of it violent. More Jews are leaving France out of fear for their safety than are seeking citizenship to settle here.

A friend asked whether I would have requested French nationality if Marine Le Pen, a populist anti-immigration Euroskeptic, had won last year's presidential election instead of Emmanuel Macron, a pro-European social liberal.

My answer was yes, because as a citizen I can campaign and vote against her. Without the right to vote, as I learned from the U.K., I can only be a dismayed observer.

In a few months' time, when I hope to raise a glass of rouge and sing "La Marseillaise" to celebrate becoming French, I will have become a citizen of somewhere again. Or perhaps I will have gained triple nationality as a citizen of France, Britain and nowhere.

3-3-Andreou-Inews

Auteur : Alex Andreou

Titre : Theresa May: I'm not a 'queue jumper', I'm a hard-working European who loves Britain – and you're causing me misery

Source : Inews

Date : 20 novembre 2018

Lien : <https://inews.co.uk/opinion/queue-jumper-european-citizen-letter-theresa-may/>

Theresa May has caused anger by saying her Brexit plan will stop EU migrants 'jumping the queue'.

Dear Theresa May, I love this country. I love it actively, because I chose it to be my home. Not by default; not by accident of birth.

I struck a silent bargain with this country, back in 1990, when I decided to come here to work, to make my tax and National Insurance and pension contributions. I didn't jump any sort of queue. There was none. I didn't elbow any engineer from Sydney or software developer from Delhi out of the way to come here.

I made an active choice to use my right as a European citizen to make a life in a country open to me, in a country that explicitly invited me to become part of its economic success (and have stuck it out through plenty of its failures, too). You didn't do me a favour. It wasn't a boon. It was a reciprocal right, of which millions of British people and businesses have availed themselves.

And because I have been in this country for nearly three decades – all of my adult life – I understand perfectly well how profound an attack it is to call me “a queue-jumper” – that most cardinal of British sins. You’re saying I cheated. That either I don’t understand the rules or I chose to circumvent them. You are weaponising that well known British sense of order and “fair play” against me, in order to appease the bigots within your party.

I didn’t circumvent any rules. You changed the rules, unilaterally, for the millions of EU27 citizens who live here and Brits living on the continent, without so much as considering whether we deserved a vote in a referendum which affects our lives more than anyone else’s. When I arrived here, there was no provision for leaving the EU. It was seen as a permanent arrangement. That was the basis of our deal. Article 50 only came into effect in 2009. By that point I had lived here for 19 years. My sunk costs were already too large to write off, both financial and emotional.

I didn’t circumvent any rules. You changed the rules, unilaterally, for the millions of EU27 citizens who live here. You might ask why, in all this time, I have not applied for British citizenship. The truth is it didn’t occur to me. I don’t see my geographical identities as mutually exclusive. I am Greek and British and a Londoner and Mykonian and European. I am not a “citizen of nowhere”, but of many places. Route to citizenship is a Kafkaesque, expensive and, at times, demeaning process. The simple reason I didn’t apply in 28 years is that I didn’t need to. The reason I won’t apply after 28 years is that I shouldn’t have to. I shouldn’t have to justify my right to live in my own home; my right to my perfectly ordinary, peaceful, lawful existence.

Brexit is causing people like me incalculable misery. It will put a border between myself and ageing relatives, including a parent with Alzheimer’s for whom I care jointly with my sisters. It has destroyed my finances. Every time I have to contribute to the cost of my mother’s care, I don’t know what the exchange rate will cost me. It, and I, are at the mercy of nonentities like Jacob Rees-Mogg and Peter Bone who fall out of bed and decide to make some inane statement that morning, causing Sterling to plummet. How did we get to this?

Bigoted attacks have reached their highest spike in decades. This is not abstract to me. It is real. Do you know what a young lad, who almost crashed into me the other day as I was coming out of my neighbourhood bakery, riding his bike on the pavement, replied to me when I said “watch it”? He told me to go back to my country.

But this is my country. And you’re not just his Prime Minister. You are mine, too, whether I like it or not. How about taking the responsibility that office bestows seriously? How about you stop promoting the notion that I don’t deserve to be here? The notion that I am an alien; an interloper; a cheat? You know Brexit is a dumpster fire of a policy. How about you stop pouring petrol on it?

You claim to be a religious person. Empathy and compassion are key pillars of your faith. Use them. Try to imagine what it feels like for people like me, who might be out of the country next March, to not know whether I will be able to get back to my home, my partner, my job and my cats, depending on how someone as erratic and poorly informed as Nadine Dorries might decide to vote that day.

I got a message the other day from a British woman whose husband is Austrian and whose two children were born in France. She was asking what she is meant to do now. There are no wins for her; only damage limitation. What is your Christian response to her? That she shouldn’t have jumped a fictitious queue you only just made up?

I made an active choice to use my right as a European citizen to make a life in a country open to me, in a country that explicitly invited me. Even if you feel nothing for her or me, temper your language out of pure self-interest. You say you want to lead “Global Britain”. You say you want to attract “the brightest and the best”. Think what the world’s brightest and best think of a country that has a history of welcoming migrants when expedient, then un-inviting them and victimising them when they are no longer politically convenient. This isn’t your first strike. The Windrush scandal is still in the news. This is becoming a pattern of behaviour. What “brightest and best” would choose such a country?

People’s lives are at stake. You lead this country; this country that I love and chose as my home. Stop pandering to its basest extremes. Stop harming its fabric. Start leading it towards the best, not the worst, version of itself. You still can.

Sincerely Yours,

Alex Andreou

3-3-Kuper-Jewish

Auteur : David Finkelstein

Titre : Nowhere Man

Source : Jewish Quarterly

Date : 15 février 2019

Lien : l’article n’est plus disponible sur le web

Confessions of a Jewish Cosmopolitan Nowhere Man

I’m a Jewish cosmopolitan. (Not all Jews are cosmopolitans, and not all cosmopolitans are Jews, but we are quite a large subset.) I was born in Uganda, a British citizen of South African Jewish descent, and grew up in a small Dutch town where there weren’t many other Jews or cosmopolitans. Like small-town gays, small-town cosmopolitans tend to leg it to the metropolis the minute they are old enough. I lived in Berlin, Boston and London before ending up in Paris, largely because I managed to buy a ridiculously cheap apartment here when you could still do that. Along the way I’ve found fellow cosmopolitans who share my beliefs (the usual elitist Rainbow Nation, café-latte, naïve multicultural liberalism). It’s been a mostly happy life.

But being a Jewish cosmopolitan has always been confusing, even before 2016 when it suddenly became clear that we were living in a nativist era. What makes us different? Do we belong anywhere? Do we even want to? How vulnerable are we?

The best guide I’ve found to these questions is *The Jewish Century*, published in 2004, by the Russian historian Yuri Slezkine, who teaches at Berkeley. I’d heard great things about the book, and finally read it after meeting the author in Moscow last summer. One of the pleasures of life is a long dinner with someone with a beautiful mind, especially when the venue is an excellent Georgian restaurant overlooking the Moscow botanical gardens. Slezkine is only half-Jewish (the

other half being Russian aristo) which helps him see the Jews from that classic Jewish vantage-point of insider-outsider. His book helped me locate myself in the modern Jewish tradition.

Slezkine's central argument is that what always set Jews apart is that most of them were "service nomads". Throughout history, native-born people in almost all countries were generally farmers or soldiers. The Jews, though, had neither land nor means of violence. Instead they valued education, and lived by their wits. They were meritocrats before the concept existed; they prized status by achievement over status by birth. One main measure of achievement was education, and the other was wealth.

When modern professions developed, Jews rose to the top of them, especially in medicine, law, science, and my trade of journalism. ("Mercury's original job was that of a messenger", notes Slezkine. Though Jews don't control the media, we are massively overrepresented among commentators, probably because we instinctively see our societies from the outside.)

Even when Jews lived in a place for centuries, they typically remained strangers there. They kept their own religion and food taboos, and often spoke a foreign language amongst themselves: Yiddish, or Ladino.

None of this makes the Jews unique, argues Slezkine. There are many other non-violent "stranger" tribes who lived as service nomads in foreign lands: the overseas Chinese in Southeast Asia ("the Jews of the east"), Armenians, East African Asians, overseas Greeks, the Lebanese in West Africa, the Parsis in India, etc. Like the Jews, these tribes have tended to be multilingual (so that they could talk to their hosts, when necessary) and highly literate. Typically, they worked as self-employed merchants, moneylenders, entertainers, craftspeople or professionals. Being outsiders, all they could rely on was their own tribe, and so they valued tribal solidarity. Their businesses were generally family affairs.

Slezkine groups these tribes together under the term "Mercurians". They are the spiritual descendants of Hermes, or Mercury, "the god of all those who did not herd animals, till the soil, or live by the sword; the patron of rule breakers, border crossers, and go-betweens; the protector of people who lived by their wit, craft, and art." Also, crucially, Hermes was physically weak.

By contrast, the native farmers and soldiers among whom Mercurians lived are what Slezkine calls "Apollonians". Apollo was the Greek god of archery, patron of agriculture; he protected soldiers and sailors. For most of history, Apollonians lived in villages, and Mercurians in the nearby towns.

The way to become intimate with other tribes is to eat their food, and marry them. The Jews – and other Mercurians – did neither. They always kept themselves apart from their Apollonian neighbours. They and the Apollonians regarded each other as impure. (The word "shiksa", Slezkine points out, means "filthy".) Mercurians and Apollonians each saw the other tribe as their opposite: "mind versus body, head versus heart, outsider versus insider, nomadic versus settled," sums up Slezkine. Mercurians tended to stereotype Apollonians as dim; Apollonians stereotyped Mercurians as crafty.

As long as the criteria were wealth and learning, Mercurians invariably outdid Apollonians. But this made them vulnerable. Slezkine pinpoints "'the Jewish problem' of excessive success". As well-off unarmed outsiders, Mercurians were always vulnerable to pogroms: the 1916 genocide of the Armenians, the massacres of Chinese in southeast Asia, or Idi Amin's expulsion of the Ugandan Asians.

Unusually, *The Jewish Century* tells the Jewish story from the vantage-point of Russia. Slezkine starts in the late 1800s in the Pale of Settlement, the western fringe of the Tsarist Russian Empire, where Jews were permitted to live. (The area covers parts of today's Ukraine, Belarus, the Baltics, Poland and western Russia.) Arguably, the Pale rather than Israel is the modern Ashkenazi-Jewish homeland. It was certainly home to the large majority of the world's Ashkenazis until the 1880s. Then the Tsarist state began to industrialise, ruining the old small-time Jewish Mercurian economy, but not letting the Jews participate fully in the new one. Also, there were pogroms. After centuries in the Pale, Jews resumed their wandering. They began emigrating, mostly to the US, and some to western Europe, where, in Hannah Arendt's phrase, they were "very clearly the only inter-European element in a nationalised Europe". My ancestors took a route less travelled, from Lithuania to South Africa.

By 1900, only 4.7 of the 8.7 million European Jews remained in the Pale. Many had dropped Yiddish in favour of Russian. Younger Jews adopted the Russian cult of Pushkin. They also cherished an ancient Jewish dream: that the country they lived in would become a neutral (or at least "semi-neutral") space where they would be accepted. Then they could stop being strangers. Inevitably, many Jews, from Bialystock to Brooklyn, fell for a rising cosmopolitan ideology that promised to erase their strangeness: Bolshevism.

Marx's ideology said that it didn't matter what ethnicity you were; only class counted. In the words of the Communist anthem: "The Internationale unites the human race." All this had an obvious appeal to beleaguered Mercurians, especially those who were embarrassed by their small-trader, Yiddish-speaking parents. (Slezkine doesn't say it, but the enmity between "book Jews" and "money Jews", often within the same family, is a historical constant into our time.) Better yet for Jews, the way to become a Bolshevik was through a recognisably Talmudic study of the Marxist creed's sacred texts.

When the USSR came into being, writes Slezkine, it "was neither an Apollonian empire nor a nation-state". In fact, it "was almost as strongly committed to cosmopolitanism as it was to mass violence". In addition, the USSR needed educated people, and after the Revolution and the civil war, what remained of the Soviet intelligentsia was largely Jewish. Jews were welcomed into the USSR's pre-war elite – and were overrepresented even in the NKVD secret police and the staff of the early gulags.

In Slezkine's 2017 tome, *The House of Government*, a study of the Bolshevik elite who lived in a single building on Moscow's embankment, he notes that "Jewish women were more strongly overrepresented among socialist sectarians than Jewish men". Many non-Jewish party officials married Jewish women in their first, second and subsequent marriages. Vyacheslav Molotov, the Soviet foreign minister, who put his name to Hitler and Stalin's Nazi-Soviet pact, was frequently influenced by his Jewish wife Polina.

Anti-Communists latched onto the Jewish overrepresentation among Bolsheviks and delighted in painting the entire movement as Jewish. That wasn't true, but it embarrassed the Bolsheviks. That Lenin's own maternal grandpa had been a shtetl Jew was kept a state secret. Still, until the late 1930s, the Bolsheviks mostly protected the Jews: from 1927 through 1932, writes Slezkine, "Soviet publishing houses produced fifty-six books against anti-Semitism." The Jewish-Soviet embrace lasted only two decades. From about 1939 onwards, the Jews discovered that neither they nor the USSR were quite as cosmopolitan as they had imagined. First, Stalin made his pact with Hitler. Then, after Hitler invaded, the USSR mobilised Russian nationalism – which didn't fully include Jews. The Holocaust, whose central location was the old Pale of Settlement, returned

Soviet Jews to their Jewishness. In 1948, many responded with wild enthusiasm to the creation of the state of Israel. (The USSR was the first country to recognise the new state.) When the Russian-born Golda Meir arrived in Moscow that September as Israel's first ambassador, "what followed was a series of improvised, spontaneous, and supervised political rallies – something the Soviet capital had not seen in more than twenty years," writes Slezkine. That Yom Kippur, a crowd followed Israeli diplomats from the Moscow synagogue to the Hotel Metropole, chanting, "Next year in Jerusalem."

Stalin came to view the Jews as potential foreign Zionist agents. Soviet Yiddish writers were purged, Jews were the imagined villains of the purported "doctors' plot" of 1952–1953, Molotov's wife was among many Jews sent to a labour camp, and things might have got completely out of hand had Stalin not fortuitously died in March 1953. Afterwards, the USSR dealt with the "problem" of Jewish success through unofficial quotas to keep down Jewish numbers in the best jobs and universities.

Slezkine says the Jews suffered less in the USSR than did other suspect nationalities such as Poles, Greeks, Crimean Tatars or Volga Germans. Even so, in the postwar decades, Soviet Jews converted en masse from Communism to anti-Communism. Slezkine cites "the 'Komsomoler of the 1920s' and 'pitiless' collectiviser, Lev Kopelev, [who] became one of the best-known Soviet dissidents of the 1970s". Most Soviet Jews no longer felt they belonged in the USSR.

Until the 1970s, the Soviet and the American Jewish journeys had many similarities. Both the US and USSR claimed to be ethnicity-blind. In both countries before the war, Jews were overrepresented among communists. In both, they were purged after the war: the victims of 1950s' McCarthyism were overwhelmingly Jewish. In the 1960s and 1970s, Jews were still massively overrepresented in American radical movements like Berkeley's Free Speech Movement, the Weathermen, and the Freedom Riders who tried to desegregate the south. Even at Kent State, in the heartland, three of the four students shot dead in 1970 during anti-Vietnam protests were Jewish.

But while American Jews continued to power ahead, the Soviet Jewish story began to wind down. From 1968, Soviet Jews (and Soviet gentiles pretending to be Jews) emigrated en masse, to the US if they could, or otherwise to Israel; passage of the 1974 Jackson-Vanick amendment to the US-Soviet trade bill turned a steady exodus into a flood. Perhaps the last major Jewish flourish in Russian history came in the early 1990s, when Jewish oligarchs were prominent among those dividing up the former Soviet Union's mineral wealth. Afterwards many of them left, too. By 2004, Slezkine could write: "The Jewish part of Russian history is over." In Russia's 2010 census, only 157,800 people – a little over 0.1% of the population – identified as Jewish. The million or so Jews in the EU (centred around London and Paris) are a bit of a sideshow, too. Nowadays over 80% of the world's Jews are distributed almost evenly between Israel and the US. Israel touts itself as the Jewish promised land of milk and honey; the US arguably has a better claim to the title.

Israel, as Slezkine describes it, is the project of turning Mercurian Jews into Apollonian farmers and soldiers. The Israeli state conceives of itself as an ethnically homogeneous nation, so no wonder its best friends now are aggressively nationalist Apollonians like Viktor Orbán and Donald Trump. No wonder, also, that we cosmopolitan diaspora Jews are increasingly uncomfortable with the country. Aggressively Apollonian Israelis call us self-hating, but Slezkine slaps the epithet right back on them: after all, they despise the age-old Jewish diaspora Mercurian tradition.

In the last twenty years, a split has emerged between Apollonian Israelis and Mercurian diaspora Jews. Call it the divide between Benjamin Netanyahu and George Soros. Both sides acquired a

new mission after the Holocaust: “Never again!” But cosmopolitan Jews and Apollonian Israelis meant different things by that. We cosmopolitans meant, “This must never happen again to anyone”, which is why, for instance, Jewish groups in the US were among the leading protestors against Donald Trump’s Muslim ban in 2017, and why Soros has become the main under of threatened minorities from Myanmar’s Rohingya to Europe’s Roma. But for Israelis like Netanyahu, and for many tribal Jews living in “Jewish communities” from Cleveland to northwest London (who generally aren’t cosmopolitans), “Never again” means “This must never happen again to us.”

The last time I was in Israel, it felt like a foreign country – part Russian, part Arab, part Brooklyn Messianic, Apollonian by creed, and practising a form of apartheid against Palestinians that I recognised from childhood visits to my grandparents in apartheid South Africa.

Mercurian Jews have been freest to be themselves in the ultimate Mercurian society: the US. Especially once leading universities dropped their Jewish quotas after the war, Jews were unstoppable. In 1949, one professor on the Yale faculty was Jewish; by 1970, 18% were, writes Slezkine. The classic Jewish progression goes: great-grandfather a schmatta trader, grandfather an orthodontist, dad a sociology professor, and his daughter an independent documentary filmmaker. But in the US last century, Jews completed the cycle in record time.

That’s partly because the US, like all developed countries, is shedding its Apollonian roots. Factories have closed, farms no longer employ many people, and the military has lost power and prestige. Instead, wealth and status increasingly go to the best-educated, globally connected, urbanised service nomads. As Slezkine explains this process: “Modernisation... is about everyone becoming Jewish.” But, he adds, “No one is better at being Jewish than the Jews themselves.” He calls them the “model moderns”.

So Jews have become the wealthiest, best educated and possibly the most influential religious group in the world’s most powerful country. Yet even in the US, they aren’t entirely welcomed as frontline politicians. Bernie Sanders, for decades a marginal figure in the US Senate, became, somewhat accidentally, an exception. For the most part, it’s still accepted that leading American politicians need to be male gentiles. When a Jewish friend of mine with a glittering CV and long service to the Democratic Party asked to run for Senator in his red home state, the party said no: where he came from, only Christians stood a chance.

Instead, Jews have supplied American politics with brains, money, and commentary (not to mention Commentary magazine). When conspiracy theorists said that Jews were behind a certain American political movement, it was usually true; but then Jews were behind almost all American political movements. Jews have dominated the country’s post-war political debate, from old line conservatives (Ayn Rand) and neo-conservatives (Norman Podhoretz) through liberals (Paul Krugman) to the far left (Noam Chomsky). Among donors, Soros fought against Trump’s nativist-Apollonian backlash of 2016; Sheldon Adelson helped fund it.

Now there is an angry Apollonian in the White House. Confusingly, after a life spent in the archetypally Jewish Mercurian domains of television and New York real estate, Trump is surrounded by Jews. His favourite child has become one. He has said that he only wants “short guys that wear yarmulkes every day” counting his money. Even so, Jews have learned over time to fear angry Apollonians. The great Jewish question is always whether it’s 1938 all over again. The new nativism – coupled with the upsurge in antisemitism among some European Muslims – is scary.

We rootless cosmopolitans are always going to be a small unpopular minority. David Goodhart estimates in his subtle, intelligent, anti-cosmopolitan book *The Road to Somewhere* (2017) that only three to five per cent of Britons are what he calls “Global Villagers”, by which he means that they believe in “putting global before national welfare, being indifferent to national identity, and not caring whether Muslims integrate or not”. Even if Brexit is converting many younger Brits into Global Villagers, we’re still vastly outnumbered.

Nativistic nationalism often strikes us cosmopolitans as absurd: why believe that the place where you happened to be born is better than any other place? Yet lots of people do believe it. No other ideology has the emotive power of nationalism. Slezkine explains: “Tribalism is a universal human condition, and the family is the most fundamental and conservative of all human institutions.... Nationalism needs no doctrine because it seems so natural.” Even in the western member-states of the European Union, nationalism usually triumphs.

This means that cosmopolitan cities are always fragile. The ethnic homogenisation of long-time cosmopolitan hubs like Istanbul, Damascus, and Cairo is a warning to Paris and London today. Our lot have learned always to keep our eyes open for the next cosmopolitan haven. That might well turn out (with extreme historical irony) to be Berlin. Already there’s a rush of Western institutions opening offices in Hitler’s old capital, from Oxford University and the Wellcome Trust to Soros’s Open Society Foundation.

Cosmopolitans are always ready to move. If things aren’t working out in one place, or if a country shoots itself in the foot and then starts celebrating “independence day”, we can just take our children and our Mercurian skills elsewhere. We never feel trapped. Since we have no warrior honour, we aren’t willing to lay down our lives for cosmopolitanism. But our mobility also means we seldom feel rooted in any particular place. The eternal Apollonian charge against us is that we have no loyalties, no sense of belonging. Theresa May mocks us as “citizens of nowhere”. (In the would-be global language of Esperanto, obviously invented by a Jew, the word for cosmopolitan is “Satano”.)

As a child I used to worry about not belonging. Nobody wants to be an atom whizzing aimlessly through space. But I’ve learned over the years that cosmopolitan belonging is every bit as strong as the Mercurian variety. It’s just different, and arguably richer. I saw that in 2017 in Paris when my American wife and children became French. (When my wife began applying for citizenship years earlier, I hadn’t bothered. After all, as a Brit, I was already European. Since Brexit, I have spent my leisure hours collecting the lifetime’s worth of documents required to become French.)

At the end of a long and boring ceremony, the 221 new French citizens – with origins from Afghanistan to Argentina – sang the Marseillaise. My kids knew it by heart: they sometimes sing it at birthday parties, unselfconsciously, with their friends, who are the children of Greek and Senegalese and Ivorian and Portuguese immigrants, as well as the odd French Apollonian.

After the ceremony, as our family celebrated their new status over croissants in a nearby café, I interviewed them about what it meant. My wife hadn’t noticed any extra Frenchness: “I was hoping I’d be thinner.” One son said he felt “normal”, and was disappointed President Macron hadn’t come. The other son shrugged, “I was already French. No need to become any more French.” They were all already French – but also American and British and cosmopolitan. They had what the philosopher Amartya Sen calls “multiple identities”. All humans do, but cosmopolitans most of all.

We cosmopolitans aren't simply what Goodhart calls "Anywheres". As he himself admits: "Even the most cosmopolitan... members of the Anywhere group retain some connection with their roots." In fact, the feeling is stronger than "connection". It's love. I'm extremely attached to certain people and places all over the world: I'm British and secular Jewish, and a Londoner and a Parisian who loves Dutch football, and I occasionally feel quite South African too. But as a card-carrying cosmopolitan, I understand that my particular attachments are just random. They're not better than anyone else's. They just happen to be mine.

The writer Judith Kerr put all this much better than I could. In her autobiographical novel *When Hitler Stole Pink Rabbit*, about a German-Jewish family that flees Berlin and peregrinates around Europe, the daughter asks her father: "Do you think we'll ever really belong anywhere?"

"Not the way people belong who have lived in one place all their lives," he replies. "But we'll belong a little in lots of places, and I think that may be just as good." As long as you always keep a suitcase packed.

3-3-Skillington-Sociological

Auteur : Tracey Skillington

Titre : Brexit and the Future of European Cosmopolitanism

Source : British Sociological Association

Date : mars 2019

Lien : <https://www.britsoc.co.uk/about/latest-news/2019/march/brexit-and-the-future-of-european-cosmopolitanism/>

In many ways, Brexit represents the most profound break with European identity, one that is not only politically, legally and economically significant but emotionally so as well. It evokes deep anxiety on all sides as to the nature of Britain's relationship to Europe moving forward. Will the peoples of the UK in a post-Brexit context continue to define the essence of their political and cultural values as broadly 'European' or will more territorially bound ideas now dominate? How will the present be represented in new cultural memory narratives in relation to long-standing alliances in the struggle against Nazism, fascism and the forging of a long-standing European peace? All of these are questions for the future and perhaps even the stuff of necessary sociological investigation. There is one issue that concerns a growing number of people and that is whether the Brexit choice is an anti-cosmopolitan one? It is perhaps important to reflect on the degree to which cosmopolitanism, legally, politically and culturally, is embedded in the institutional frameworks of British society. Like the other founding allied states, Britain committed itself wholeheartedly in the post-World War II period to the idea of an international community of peoples and a project of enduring peace that would legitimate itself democratically through a process of reciprocal self-determination and international cooperation. This period marked the beginning of a new era of cosmopolitan state sovereignty founded on the battlefields of World War II where struggles for freedom were fought in the name of all, when a new universal emphasis on human rights law would be established and internationally agreed normative constraints would be incorporated into

domestic law. Britain's commitment to this form of legal cosmopolitanism remains solid. In social and cultural terms, also, cosmopolitanism has continued to evolve to the point where, today, youth are almost instinctively world open and inter-culturally engaged.

In political terms, cosmopolitanism fares less well. The rise of right-wing populism across Europe today threatens to undermine the achievements of cosmopolitanism in these other spheres. The claims of Theresa May at the 2016 Conservative Party conference that being a citizen of the world makes one a citizen of nowhere, are indicative of this collective assault on the universal subject of rights. Presented as a grand and insular rejection of European cosmopolitanism, May's comments make no sense in historical legal terms. When post-War communities set out to establish certain human rights protections that abstract from the privileges that accrue to citizens of particular states, they did so to minimize the likelihood of peoples becoming citizens of nowhere (what international law refers to as protecting the elementary considerations of humanity). Not only is world citizenship an essential, even if minimal legal protection of those dislocated by the effects of war, famine, humanitarian disaster and increasingly, climate change, it is also an essential for political life more generally. Britain's young activate their world citizenship when they rise in solidarity with youth everywhere against climate inaction, or when London airs its contempt for Trump and all he represents (e.g., 'Orange Baby', July 2018). They do so in ways that the cosmopolitan identity and politics of Britons are vividly displayed. The principles and values they struggle to defend know no territorial boundaries or politically constructed ideas of belonging. Youth aim to unblock the generative capacities of a transnational democratic response to climate destruction and the loss of rights to a safe, healthy and democratic future. At the same time, political leaders and populist movements flirt with anti-cosmopolitan nationalist tendencies and attempt to restrict issues of justice to a narrow range of co-patriots. With politics becoming increasingly divided along cosmopolitan/anti-cosmopolitan lines, Britain and Europe share these tendencies in common but as societies, they also share another common feature – a failure to address historical legacies of imperial violence. The latter continue to mark how identity politics is played out in these settings not only in relation to environmental concerns but also border control, migration, terrorism, ongoing class, religious-ethnic, and gender divisions. Both struggle with issues of liability for historical episodes of atrocity, including slavery, the mass displacement of indigenous peoples and natural resource plundering on a grand global scale. Imperial logics have not been made the subject of a necessary 'decolonization process' chiefly because the social and economic conditions that traditionally sustained them have never been truly challenged. It is not too difficult to see how Europe and Britain share a certain talent for remembering imperial histories in ways that refuse to cognize parallel histories of violence or confront openly questions of guilt, prejudice, intolerance and collective responsibility for wrongdoing. As a consequence, the influence of this violence is still pervasive today. It energizes notions of closing borders to certain peoples, 'taking back control' and restoring the 'greatness' of nations which, in an era of globally expanding economic inequalities and ecological decline make little sense. For youth, these issues are self-evident and do not evoke the type of border neurosis that plagues their elders. The question, however, is whether theirs is a politics capable of moving beyond the limitations of imperialist thinking and activating a better model of social historicity? The problems we confront today require a more forward-looking system of societal action where Britain and Europe do not define themselves or each other in a post-Brexit world in terms of their differences but, rather, in terms of common histories and common futures.

3-3-Storie-Dispatches

Auteur : Johanna Storie

Titre : Theresa May, i know exactly what it means to be a citizen of the world

Source : Dispatches Europe

Date : 23 avril 2019

Lien : <https://dispatcheseurope.com/joanna-storie-in-latvia-sorry-theresa-may-im-a-citizen-of-the-world-and-i-know-exactly-what-that-means/>

Who am I? Well, that is a good question. Where do I start? Wife, mother of adult children, grandmother, researcher, alpaca owner, and so on.

My roles are varied and who am I depends upon who I am talking to at the time.

Identity is important, especially if you have moved around a lot. In my role as a researcher at an Estonian University, I try to find out what people think is important in the landscapes where they live or visit regularly.

WE TAKE THE LANDSCAPE WITH US

Landscapes, though, are not just the physical geography of places; they are also layered with memories built up over time. Meaningful places – the place where we were born, grew up, met a significant other – are built layer upon layer. Each view of the landscape is different, each one is unique.

It also helps to build our identity; it can make us who we are. If we move, we take a piece of that landscape with us.

SO WHO AM I?

I am not the only person asking this question right now. My identity was once simple. I am British, or Northern British to be more precise. That makes a difference.

Really, it does!

I am also European because I have taken the opportunity to move to a different country within the European Union.

I am part Latvian by adoption because I value many of the things Latvians do, like picking wild berries and mushrooms and identifying plants in the fields that are good for herbal teas or food.

I am a rural person because I love living in my rural corner of Latvia with our alpacas. The winters and being alone do not bother me. I am a little Estonian as I learn to fit into the culture where I work. Each piece adds to my identity.

I once could hold those multiple identities in tension – they rooted me to a place but also allowed me freedom.

Then Brexit happened.

“If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere — you don’t understand what citizenship means,” said Theresa May, British Prime Minister, in 2016 at the post-Brexit Tory party conference.

Suddenly my identity was being defined by someone else. The landscape of Britain had changed almost overnight. I didn’t recognise the country where I was born and had lived in until my late 30s.

THIS WASN’T ALL THAT ROCKED MY IDENTITY

I knew about reverse culture shock that emigrants feel when they return to visit their country of origin; I was prepared for it and it never bothered me when I moved away from the UK. I also learnt to grieve each passing stage of life, as I allowed myself to mourn the loss of those things I missed but was then able to move on.

Still, I was unprepared for other changes in life. Here in Latvia, many people migrate away from the villages to the cities, not just Latvian cities but also cities abroad. Rural depopulation is a worldwide issue, leaving an aging population to farm the land. Think about that as you look at your next meal!

Here in my village, people were drifting away; some were good friends who had helped us settle into Latvian life. I could understand the lament of one of my research’s rural interviewee, who felt desolate as he looked out of his window and saw the lights go out in his neighbours’ houses one by one as they moved away.

I was always conscious that grandchildren growing up in a different country might be an issue for me. I have worked with children for a significant part of my life, and I love watching children interact with the world around them, so I was looking forward to seeing my own grandchildren grow. I was just never sure where my own children would land in this world.

As it turned out, they chose to live in the United Kingdom but not especially close to each other, and so visits stretch out over several weeks. Because we have alpacas and a farm to tend to, my husband and I often visit separately, which is not easy either.

The tug from missing out on their milestones is stronger than even I thought it would be

MENOPAUSE

The final shaking that I was totally unprepared for was menopause. I’m an educated woman, with a degree in pharmacology and chemistry and still I was totally unprepared for menopause. Somehow any information on what you go through, apart from hot flushes, seemed to pass me by.

I had heard of hormone replacement therapy but my encounter with hormone treatments was bad enough; I wasn’t going down that route.

Really, it wasn’t that bad physically for me, but it was the subtle effects that were the hardest. Several years of brain fog while trying to complete a doctorate is not something I would recommend. Neither is it good for your identity.

The steady drain of mental energy meant my identity slipped down the drain. I felt like a tree by the river with the bank slowly eroding away, exposing my roots. I no longer felt sure I knew who I was, where my identity was located.

Thankfully, menopause has now almost passed and the brain fog has lifted. I am slowly reclaiming my identity.

I'm sorry Theresa May, but I am a citizen of the world and I know exactly what citizenship means. It means putting down roots in the place where you are and committing yourself to that place for as long as you are there.

As life changes, I have to choose to either find new anchors to a place or choose to pull them up myself and move on.

That should be a part of living in a democratic society.

3-3-Finkelstein-Conversation

Auteur : David Finkelstein

Titre : Tramping artisans who marched thousands of miles a year are proof that Britain was built by migrants

Source : The Conversation

Date : 17 juillet 2019

Lien : <http://theconversation.com/tramping-artisans-who-marched-thousands-of-miles-a-year-are-proof-that-britain-was-built-by-migrants-119680>

“If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere” – so said British prime minister Theresa May in a speech which captured the tone of the Conservative government’s long-running campaign to crack down on immigration. From creating a “hostile environment” for illegal immigrants, to ramping up visa restrictions and pursuing a Brexit deal to end freedom of movement between the UK and Europe, the Conservative government has made strenuous efforts to prevent immigration to the UK.

What’s perhaps more surprising is that the opposition felt compelled to say something similar: the Labour party’s manifesto declares it would honour the EU referendum result and end freedom of movement, replacing it instead with “fair immigration rules”, as yet not clearly defined.

Both parties’ stances contain a grain of irony. The Conservatives – seen in the past as supporting businesses that make money from international labour – now seeking to tighten the borders. Labour – a party descended from unions set up to support worldwide movement of labour – now showing little sense of solidarity with international or EU workers.

But as a professor researching labour history and media communication, I find the greatest irony is that migration helped forge the very social, cultural and economic infrastructures that Britain now seeks to wall off from the rest of the world.

A brief history of British migration

Between 1815 and 1930, an estimated 11m Britons left for North America, Australasia and South Africa. During the same period, 7m Irish shipped out to the US and the British dominions.

Migration on this massive scale contributed to imperial and labour diasporas – economic migrants shifting across international borders during a period of great change.

At the same time, between 1840 and 1911 around 4.5m people moved from the countryside to British cities such as London, Leeds, Liverpool, Sheffield, Glasgow, Birmingham and Newcastle to take up work and learn new skills. With this came the need to help those without jobs.

Until the Trade Union Act of 1871, UK trade unions were prevented from organising for political purposes. Instead, workmen banded together as mutual self-help societies. They provided funds for illness and death duties, set up regional support networks and offered members financial support during periods of unemployment.

From the early 1800s onwards, UK labour unions built sophisticated structures to support the movement of people locally, regionally and globally. The general workings were similar: societies issued members with travelling documents indicating their good standing, as well as information on union contacts strung along a circuit of towns.

Travellers presented themselves to such representatives (available in the evening usually in a pub or meeting space), where they would be issued with an official note for lodgings, offered food and drink and paid a small sum for distances tramped (between a half-penny or a penny per mile). If work was forthcoming, they would be directed to relevant employers; if not, they continued onwards.

In such ways, tramping artisans would often cover huge distances over a course of many months. In one extreme case from 1848, a tramping typographer marched over 1,800 miles, leaving London to take in the delights of Southampton, Bristol, Glasgow, Stirling and 21 different Irish towns, before returning to his old haunts a year later.

A global network

International movement was part of that mix. Throughout the 19th and early 20th centuries, union-sponsored emigration grants offset travel costs of union members, enabling them to circulate along transnational routes as part of the British Empire's colonial expansion in places such as Australia, Canada, New Zealand, South Africa and India.

The Scottish Typographical Association, for example, operated a structured emigration scheme for its members. Between 1903 and 1912 it paid out over £1,626 in emigration grants – worth £625,000 in modern currency. Travel subsidies usually averaged between £5 to £10 per member (worth £500 to £1,000 in modern currency), depending on how long they had been a member of the union. This was quite substantial during a period when you could enjoy a pint of bitter in your local pub for a penny, travel from Birmingham to London for 20p, and the average earnings in 1908 were £70 a year.

Governments and civilians in British settlements were often complicit in subjugating, suppressing and destroying indigenous cultures in pursuit of colonial expansion. The ongoing impacts of colonialism in these places are many and complex. Yet migration played its part in shaping those regions in ways that have since defined their national identities, bringing trade skills and knowledge.

Migrants supported by union schemes started businesses that were central to shaping the economies of emerging communities and towns, such as Lawrence in New Zealand, Ballarat in

Australia and Kimberley in South Africa. They parlayed and passed on their knowledge and expertise to others they encountered on their travels.

The unions that emerged in the 19th century developed complex information and support networks to respond to the need for trade worker movement. They were used to support those who could not find long-term work, and to create global knowledge and skills exchange systems.

British people should recognise that the working world today has been greatly shaped by a freedom of movement that was once encouraged and supported. The flotsam and jetsam of the past, also despised as citizens of nowhere, often became civic leaders thanks to union links and support, offering generosity of communal spirit and embrace of potential worth. It's best not to forget such lessons, in today's turbulent times.

Annexe 3.4 Blogs et courriers de lecteurs et lectrices

3-4-Rao-Disorder

Auteur : Rahul Rao

Titre : Citizens Of Nowhere

Source : The disorder of things

Date : 21 novembre 2016

Lien : <https://thedisorderofthings.com/2016/11/28/citizens-of-nowhere/>

In her speech to the 2016 Conservative Party conference, Theresa May threw down a gauntlet:

...if you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere. You don't understand what the very word "citizenship" means.

For anyone wondering who or what met the cut, May was helpfully expansive, populating this rather arcane placeholder with the figures of the boss who earns a fortune but doesn't look after his staff, the international company that eludes the snares of tax law, the 'household name' that refuses cooperation with anti-terrorist authorities, and the director who takes out massive dividends while knowing that the company pension is about to go bust. Basically, fat cats with the odd public intellectual thrown in. May contrasted the spectre of the rootless cosmopolitan with the 'spirit of citizenship', which, in her view, entailed 'respect [for] the bonds and obligations that make our society work' 'commitment to the men and women who live around you', 'recognizing the social contract that says you train up local young people before you take on cheap labour from overseas.' And perhaps astonishingly, for a Conservative Prime Minister, May promised to deploy the full wherewithal of the state to revitalize that elusive social contract by protecting workers' rights and cracking down on tax evasion to build 'an economy that works for everyone'. Picture the Brexit debate as a 2X2 matrix with ideological positions mapped along an x-axis, and

Remain/Leave options mapped along a y-axis to yield four possibilities: Right Leave (Brexit), Left Leave (Lexit), Right Remain (things are great) and Left Remain (things are grim, but the alternative is worse). Having been a quiet Right Remainer in the run-up to the referendum, May has now become the Brexit Prime Minister while posing, in parts of this speech, as a Lexiter (Lexiteer?)

May moves with apparent ease between three of the four boxes in the matrix under cover of a fundamental ambivalence inherent in the very notion of a 'citizen of the world'. Marx understood this ambivalence well, recognising that precisely because 'the bourgeoisie has through its exploitation of the world market given a cosmopolitan character to production and consumption in every country' its antithesis would have to be no less cosmopolitan: 'the working men have no country.' The ambivalence persists in contemporary discussion of the concept. Craig Calhoun has memorably punctured much of the naiveté surrounding talk of cosmopolitanism by describing its actually existing manifestations as the 'class consciousness of frequent travellers' (he would know). Calhoun argues that the notion of world citizenship comes most readily to the denizens of airport business lounges, who are able to experience a sense of inhabitation of the world as a whole thanks to their credit cards and visa-friendly passports. In a not dissimilar vein, reminding us that Stoic, Cynic and Enlightenment cosmopolitanisms emerged in tandem with the spread of Greek, Roman and European empires, Anthony Pagden offers us the sobering prospect that moral universalism has tended to acquire currency within the institutional context of political universalism: this is cosmopolitanism as the superstructure of empire.

Musing about the prospects for postnational belonging in a perhaps more optimistic time, Arjun Appadurai reworks Benedict Anderson's account of nations as imagined communities for a globalising world. If for Anderson it is the itineraries of Creole elites conjoined with the phenomenon of print capitalism that shape new nations, Appadurai suggests that global migration and global mass media now provide the infrastructural basis for the imagination of postnational communities. Migration, mobility and movement are as central to Appadurai's argument as they are to Calhoun's; but for Appadurai, these are not the sole prerogative of the privileged. The cosmopolitan worlds that he and others write of are brought into being as much by the movement of slaves, indentured and migrant labour, refugees, asylum seekers, dissidents, exiles and trafficked persons, as they are by frequent flyers.

At least one blindingly obvious rejoinder to May's contemptuous dismissal of the citizens of 'nowhere', then, is that while some choose nowhere, others have nowhere thrust upon them. Ask a Syrian. Moreover, while some choose nowhere out of self-interest, others do so in solidarity with those who have it thrust upon them. Haven't dreams of revolution always relied on the prospect of alliance between the alienated-even-if-not-exploited, the exploited-even-if-not-alienated, and the exploited-and-alienated? As if to remove any shred of doubt, May was equally contemptuous of those who might place themselves in voluntary exile from national loyalty in solidarity with the excluded, vowing that we will never again – in any future conflict – let those activist, left-wing human rights lawyers harangue and harass the bravest of the brave – the men and women of Britain's Armed Forces.

Odd, and odious, how the phrase 'never again', once a shorthand for the human rights movement's determination to hold states to account, is now tethered to a determination to thwart it.

* * *

I went to Yarl's Wood for the first time in September this year. Few artefacts of the built environment bring out the brutality of the British state more effectively than this place. For a start,

it's called an Immigration Removal Centre. Like the ten other IRCs in the country it exists to hold people in a variety of fraught immigration-related circumstances – because they have pending asylum claims, or are awaiting deportation after unsuccessful claims, visa violations, etc. But the institution's *raison d'être* is summed up in the word 'removal': rather like pest control, it exists to eliminate. Yarl's Wood houses mostly women and families. Hunger strikes, sexual abuse, child detention and deaths in custody, not to mention its mismanagement by the private company Serco, have kept the place in the news since its inception in 2001. But it is only the most high profile of similar institutions elsewhere.

Yarl's Wood is hard to reach, and has become the site of regular protests largely because of the extraordinary organising efforts of Movement for Justice activists who arrange coach transport from all over the country every few months. A countryside that one might normally describe as idyllic here takes on a dystopian character, as if it exists only to isolate and quarantine. The building is surrounded by an enormous metal fence, so high it's hard to imagine what exactly it's intended to exclude or contain: people jumping over certainly, but armed invasion or a prison break appear to have weighed heavily on the minds of the planners. A grim-looking structure, half water tank, half watchtower, stands in one corner of the premises. Think 'Escape from Sobibor' rather than 'Orange is the New Black'. But it's the windows, above all else, that symbolize the cruelty of the place: none opens enough to allow more than a slender hand to poke out.

As protesters chant, shout, bang pots and kick the fence, inmates stick their hands out and wave. Handkerchiefs and pieces of cloth flutter out of some of the chinks. Some of the women manage to hang signs out of the windows. On that day in September, one read simply 'SOS'. The most extraordinary moment in the afternoon came when activists were able to establish telephone contact with some of the women, broadcasting their voices on loudspeakers. The crowd went silent as detainees described, in their own voices, the experience of being separated from children and families and of awaiting deportation into potentially more harrowing circumstances. For the duration of the protest, the monstrously ugly fence becomes something else: a zone of encounter between people whose citizenship of nowhere has been thrust upon them and others whose alienation from the state of which they are citizens or legal residents compels them to extend their solidarity. Very occasionally, the line between the two becomes porous, sometimes in hopeful ways as when former detainees win the right to remain and agitate, on the outside, for the release of their comrades; but perhaps also in the opposite, more worrying, direction.

In recent months, I've been following a fierce debate within the UN system over the creation of an Independent Expert on Sexual Orientation and Gender Identity, something that finally happened in June 2016. During the course of the debate at the UN Human Rights Council, the UK representative supported the creation of this position, shaming opponents of the resolution with some impressively plain speaking: 'By voting against this resolution you are voting to block the UN from trying to stop violence and discrimination. How is that acceptable? This affects people in this room, and people in my team who are LGBT. Are you saying it is OK to discriminate against them based on their sexual orientation and gender identity? To hit, torture, or possibly kill them? Because that is what you are supporting, if you vote against this resolution.' But in April 2014, when Rashida Manjoo, the UN Special Rapporteur on Violence Against Women, tried to visit Yarl's Wood as part of a fact-finding mission to the UK, she was refused entry on reaching the gates of the centre, reportedly on instructions from the highest levels of what was then May's Home Office (well before she became Prime Minister, a popular chant at the Yarl's Wood protests has been 'Hey, hey Theresa May / How many lives will you ruin today?'). Evidently the international governmentality of human rights, of which the British government is sometimes an

impassioned advocate, is only ever intended to apply to inferior states. The exposure of state hypocrisy may well be the lowest, most banal form of IR commentary, but hypocrisy is fatal to projects such as human rights that are constituted entirely by their moral purpose.

* * *

Contrary to May's claim that citizens of nowhere don't understand the meaning of citizenship, you might think that they, of all people, have the most acute understanding of the entitlements of which they have been stripped. This is the perspective from which Virginia Woolf famously declared

... as a woman, I have no country. As a woman I want no country. As a woman my country is the whole world.

Writing in 1938, when the drumbeats of fascism in Europe were growing louder and British public consensus was almost universally in favour of war mobilization, Woolf cannot see how women have a stake in the abstraction that is being described as 'our country' or indeed in any country given their centuries-long exclusion from politics, education and the professions. She refuses to join not only the patriotic chorus but also the worthy anti-war society to which the unnamed man to whom *Three Guineas* is addressed has invited her, preferring instead to champion a Society of Outsiders. Anticipating by several decades queer debates on assimilation and separatism, she questions the impulse towards three-guineas joining and inclusion. On the one hand, she looks forward to the day when 'we too can leave the house, can mount those steps, pass in and out of those doors, wear wigs and gowns, make money, administer justice.' (Perhaps anticipating a future woman Prime Minister, she writes, 'We who now agitate these humble pens may in another century or two speak from a pulpit.') At the same time, conscious as she is of the ways in which the male-dominated professions have drawn their societies inexorably into the vortex of war, she asks: 'do we wish to join that procession, or don't we? On what terms shall we join that procession? Above all, where is it leading us, the procession of educated men?' Woolf does not valorise exclusion. She can see the inescapable necessity of women earning their own livelihoods despite the corrupting effects of the professions. The question, as she puts it, 'is how we can enter the professions and yet remain civilized human beings; human beings, that is, who wish to prevent war?'

Woolf's answer is to remind readers that although women in her time didn't have much by way of formal education, they were richly instructed by the four teachers of their 'unpaid-for education': poverty, chastity, derision, and – anticipating the privilege debates of our time – 'lack of rights and privileges' or what she later parses as 'freedom from unreal loyalties'. Woolf's advice to women is to reach for 'some wealth, some knowledge, and some service to real loyalties' while refusing to be separated from the four great teachers. And lest they appear too self-denying to be useful, she explains:

By poverty is meant enough money to live upon... to be independent of any other human being and to buy that modicum of health, leisure, knowledge and so on that is needed for the full development of body and mind. But no more. Not a penny more.

By chastity is meant that when you have made enough to live on by your profession you must refuse to sell your brain for the sake of money.

By derision... is meant that you must refuse all methods of advertising merit, and hold that ridicule, obscurity and censure are preferable, for psychological reasons, to fame and praise.

By freedom from unreal loyalties is meant that you must rid yourself of pride of nationality in the first place; also of religious pride, college pride, school pride, family pride, sex pride and those unreal loyalties that spring from them.

In this last respect, Woolf finds ironic assistance in the British state itself whose law, at the time she was writing, consigned women to an unequal position in matters of property and citizenship ('the law of England denies us, and let us hope will long continue to deny us, the full stigma of nationality').

* * *

Theresa May inveighed against 'citizens of the world' in the name of bringing to heel a disembedded capitalism that no longer serves the needs and interests of the community (when have Conservatives done this?). In fact, by disingenuously synonymizing this category with 'citizens of nowhere', she also mobilizes and rides a wave of increasingly racist, xenophobic public antipathy towards immigrants and asylum seekers. As political theorists, we might begin to draw a much-needed distinction between 'citizens of the world', at home everywhere, and 'citizens of nowhere', and to question whether both can fit comfortably under the rubric of cosmopolitanism. As human beings, we might seize on May's epithet – 'citizens of nowhere' – and, in the manner of Woolf's Society of Outsiders, make something beautiful and fierce out of it.

3-4-Thomas-Argonauts

Auteur : Oliver Thomas

Titre : If...you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere

Source : Argonauts and Emperors (University of Nottingham)

Date : 10 octobre 2016

Lien : <http://blogs.nottingham.ac.uk/argonautsandemperors/2016/10/10/9652/>

'If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere. You don't understand what the very word "citizenship" means', pronounced Theresa May during the Conservative Party conference last week, addressing rich people who allegedly align themselves with an 'international elite' rather than being committed to 'our society'.

The idea of being a 'citizen of the world' has long been a cliché in English, and was bequeathed to us principally through Cicero and Plutarch, who both record that Socrates claimed to be one (Tusc. 5.108, Exil. 600f). The phrase crops up over 100 times in English writing between 1580 and 1700, according to a very quick search on EEBO.

Classicists tend to regard the anecdote about Socrates as derivative from one about a man viewed in antiquity as Socrates' philosophical grandson, Diogenes of Sinope. He came to Athens in the fourth century BCE, and spent his days provoking the Athenians in ways which led to a particularly rich tradition of stories – many no doubt embellished in the retelling. He lived in a barrel, masturbated in the market-place... and declared himself to be a 'kosmopolites' (Diogenes Laertius 6.63).

The word 'cosmopolitan' has become familiar, but in Greece it was an oxymoron, typical of Diogenes' provocative style. '-politan' refers to the 'polis', one of the thousand or so towns which defined the citizenship of Greeks in a much more local way than we are used to. By juxtaposing this with 'cosmo-', Diogenes replaced the Greek norm of citizenship of one town with a sense of belonging not just to 'Greece', 'humankind' or 'the Earth', but to the whole cosmos. This is of a piece with Diogenes' famous sense of commonality with animals: he was the original 'cynic' because he admitted to 'dog-like' behaviour. And since the Greek word *kósmos*, as well as referring to the universe, refers to other instances of elaborately ordered wholes including the government of single poleis, the choice of word makes this slide from literal citizenship to more extended loyalties seem natural.

Different philosophers fleshed out this sense of commonality with others in different ways. Diogenes probably connected it to his ideal of living in accordance with 'nature', of which everything is a part. One would hardly expect a prime minister to endorse the ways in which Diogenes pursued that ideal, by flouting as artificial the obligations and prohibitions imposed by Athens' civic organisation.

Soon after, however, Zeno of Citium also viewed all human beings as 'fellow-citizens' (Plutarch *Fort. Al.* 329a), and founded the Stoic tradition of cosmopolitanism, which placed more weight on the divine ordering of all society. Later in antiquity, Pseudo-Heraclitus presented this thought starkly: if you are a good citizen of one polis, you will be a 'citizen of the world' because you will also obey the unwritten divine laws which govern it (Epistle 9.2).

In declaring that the ideal of being a citizen of the world amounts to a misunderstanding of the word 'citizenship', Theresa May tried to make the oxymoronic seem moronic. In context, her comment applied explicitly only to a small group of the wealthy for whom, she suggested, cosmopolitan identity replaces commitment to a particular nation or community. However, the general form of the soundbite means that, as she could have predicted, it has also been widely quoted out of context as an instance of the current stirring of suspicion towards feelings of loyalties to Europe.

One of the things we share with Europe is the classical tradition, which gives us the word 'cosmopolitan' and a range of ways of conceptualising cosmopolitanism, which should not be thrown out with the bathwater in the prime minister's comment.

3-4-Bullock-Creative

Auteur : Bullock Philip Ross

Titre : On being a citizen of the world

Source : Creative Multilingualism

Date : 12 octobre 2016

Lien : <https://www.creativeml.ox.ac.uk/blog/exploring-multilingualism/being-citizen-world-0>

One of the most discussed statements made by our new Prime Minister, Theresa May, in her speech to the Conservative Party conference in October 2016 was: ‘if you believe you’re a citizen of the world, you’re a citizen of nowhere. You don’t understand what the very word citizenship means.’ There are many reasons to question such sentiments, especially in the light of Brexit. But for linguists in particular, May’s comments should give pause for thought, anxiety, and perhaps even a little hope.

I’m writing these reflections in Paris, where I’m spending the year as a fellow at the Institute for Advanced Study. Part of the pleasure of being here stems from the chance to indulge my deep-seated Francophilia and to return to live in a country where I first discovered a love of speaking a foreign language when I was just 13. But the greatest pleasure comes in the form of having the freedom to devote myself fully to research and writing, and from sharing ideas with colleagues from across the world. For the Institute isn’t really a French institution at all, it’s a global one. My colleagues come from the US and Canada, Syria and Israel, Brazil and Argentina, Switzerland, Italy, the Netherlands, Russia, Germany, and the United Kingdom. We converse in French and English, and any other languages we find in common. We’ve all studied abroad and interested in other cultures and languages, and live our lives across borders.

We’re certainly very fortunate to have the opportunity to live and work in Paris, and I’m very aware of how lucky I was to have been able to study more than one language at both school and university. Looking back at the UK, I see a situation where ever fewer people have the chance to learn foreign languages, and where the powerful arguments for doing so are often drowned out by a shrill and insular nationalism. Moreover, cosmopolitan perspectives on citizenship are being discredited by many politicians, who set up an ‘us-versus-them’ attitude that may benefit their popularity in the short term, but which helps no one in the end.

France is a fascinating place to think about what it means to be a citizen, and especially a citizen of the world. Paris was the world’s first global city – a mecca for writers, artists and thinkers in the nineteenth century, and an intellectual centre for centuries well before that. It was the heart of the Republic of Letters in the seventeenth and eighteenth centuries, and a hub for scholarship of all stripes in the age when Latin was the lingua franca of European thought. Latin and French may have been replaced by English as a global language, but France has not lost its intellectual curiosity, or its ability to produce powerful ideas about what it means to be a human individual in a changing world. Living here offers me the possibility of being in France, but it also offers me a gateway to new worlds, new encounters and new ways of thinking.

It's not an easy place to be, it's true. France's deeply held secularism and Republican identity is under threat from a variety of quarters, and it's impossible not to be moved by the sight of so many homeless refugees from the Middle East, even in the midst of such wealth and splendour. Their involuntary exile calls into question my own easy ability to step on the Eurostar and cross the Channel at the flash of the right sort of passport. But listening to France Culture every morning and reading the weekend papers, I've been stuck by the thoughtful debate that's underway here about what it means to be a citizen in a multicultural, multi-ethnic, multi-religious, multipolar world. It's certainly very different from the pages of the British newspapers, or the pugnacious tone of the Today programme on Radio 4.

The Prime Minister's words worry me, because they contradict my very deeply held beliefs about who I am, and what I try to teach my students. As a linguist, I want to open my students' eyes to other worlds, other experiences, other ways of thinking. Languages are not 'safe spaces' where we can hear only what's already familiar to us; they are the very embodiment of what's most important in a liberal education. And being a cosmopolitan, being a 'citizen of the world' doesn't mean giving up on all the other identities we hold dear and surrendering ourselves unquestioningly to the dream of being a perpetual nomad. Most of us are good at being many things, at juggling multiple and often contradictory identities, but we can only learn this by leaving home, by stepping outside of what's familiar. These are things other languages can teach us, as can diverse literatures, and the empathy and imagination they entail are also essential if we are to show true hospitality to the strangers and guests who make their way into our lives from other lands and cultures.

But perhaps Theresa May was closer to the truth than she realised. To be a citizen of the world - quite literally a 'cosmopolitan' - is indeed to be citizen of 'nowhere'. In Greek, nowhere is utopos, and a utopia is a place that doesn't or cannot exist. But utopia is also a good place, an eutopos, a kind of ideal to which we should always strive, and an experiment in being better versions of our existing selves. Perhaps, through learning what it feels like to speak another language, to live another life, we can help to build that place, even if that's only nowhere for the time being.

3-4-Jackman-Chronicle

Auteur : Josh Jackman

Titre : You don't belong here

Source : The Jewish Chronicle

Date : 6 octobre 2016

Lien : <https://www.thejc.com/blogs/the-jc-blog/you-don-t-belong-here-1.51278>

“If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere. You don't understand what the very word 'citizenship' means.”

If Theresa May is trying to appeal to Jews or young people, it's not going well.

She may have been addressing “people in positions of power” who avoid paying taxes or fail to take care of their employees, but the assertion rang out with an underlying, broader meaning.

For the 75 per cent of millennials who voted Remain, for everyone who considers themselves a part of Europe and the Western world, for anyone who wants to travel and become ensconced in a different culture - the message is clear.

You are not a British citizen.

Not a true one, anyway. A true citizen wouldn't want to experience foreign countries, wouldn't want to take on board a variety of values, cuisine or ways of living and become a more interesting, understanding human.

No, you should stay in Britain. Limit yourself. Become entrenched in views that people close to you hold and don't expand your worldview even a tiny bit.

You are a citizen of nowhere. You don't belong here, in post-Brexit Britain, in this version of Britain where the Home Secretary wants firms to release lists of their foreign employees and the Prime Minister says foreign doctors will be working in the NHS for an "interim period".

Take your foreign land-loving self to a foreign land, you, who appreciates and enjoys other cultures as well as the one they are attached to with a passport.

And what of Jews? The British Jewish community, like most Jewish communities, has a deep, traumatic history of immigration and mixed ancestry.

Like many of our readers, I have roots in central and eastern Europe, with a bit of Brazilian thrown in from when one side of my family escaped the Holocaust.

But May's choice of phrase eliminates that painful but important history. It tells you to forget the cross-global routes your family took for safety, survival and prosperity.

Added to that is the community's connection to Israel.

A citizen of the world is simply someone who feels at home in multiple cultures - like, say, Israel. An overwhelming 93 per cent of British Jews say Israel plays a part in their Jewish identity, and nearly three-quarters say it is an important or central part.

But if you are a citizen of the world, if you - like hundreds of Israel Tour or Gap Year participants do every year - discover you feel at home in Israel, then you might as well move there.

Because as far as May is concerned, you are a citizen of nowhere.

May's statement was rank with the kind of isolationist, anti-globalisation feeling that has pervaded a populace which is frustrated and wants to lash out at something.

We've seen it take hold in the US, where around 40 per cent of the country is planning to vote for an actual, bona fide racist who says terrifying things about Muslims and Mexicans, and is loved by Jew-hating white supremacists.

If the emerging pattern of xenophobia continues to grow and spread through government-encouraged rhetoric, count me out.

Better a citizen of anywhere - or indeed, nowhere - than a xenophobic citizen.

3-4-Letters-Guardian-1

Auteurs : Philip Murphy, Jeremy Adler, Rob Sykes, Ben Horsbrugh

Titre : Theresa May's rejection of Enlightenment values (Letters)

Source : The Guardian

Date : 9 octobre 2016

Lien : <https://www.theguardian.com/politics/2016/oct/09/theresa-may-rejection-of-enlightenment-values>

Following the referendum result, leave campaigners gave assurances that a post-Brexit Britain would remain “open to the world”. Instead, we have witnessed increasing signs over the last few days of a Powellite drift towards insular nationalism, with UK universities as easy targets. We have seen proposals for restrictions on the number of overseas students and for organisations to be forced to reveal the proportion of their workforce which is “foreign”. And most recently (Foreign experts are excluded from advising UK on Brexit, 8 October) evidence has emerged that UK-based academics will be excluded from consultations with government on particular issues if they are not British citizens.

For centuries, scholars have considered themselves part of an international community of learning. Universities have thrived when – like British institutions in recent years – they have been able to play a full part in this international exchange of ideas and people. But when, for ideological reasons, governments have sought to isolate them, they have stagnated, and with them the intellectual and creative life of the societies they served. This will be Britain's fate unless we defend the outward-looking nature of our universities, and the rights and dignity of all academics in this country. It might be naive to hope that the undertaking to maintain the UK's engagement with the rest of the world will be honoured. But it would be nice to think that not all the promises of the Brexiteers were outright lies.

Professor Philip Murphy

Director, Institute of Commonwealth Studies

In attacking world citizenship in her dictum, “If you believe you are a citizen of the world, you're a citizen of nowhere”, Theresa May is in effect repudiating Enlightenment values as a whole, for cosmopolitanism is the apex and indeed the glory of Enlightenment philosophy, encompassing liberty, equality, fraternity, and all our human rights. The greatest of all Enlightenment thinkers, Immanuel Kant, proposed the ideal of world citizenship as a means to achieve perpetual peace. In the 20th century, his views underwrote the founding of the United Nations, an organisation which invokes world citizenship as a means to attain world peace. The very different, pejorative sense of cosmopolitanism adopted by Ms May, however, originates in German antisemitic discourse. It emerged in the 19th century: the “rootless Jew” was seen as a “cosmopolitan” citizen from “nowhere”. This view is echoed in that most vile of all antisemitic texts, The Protocols of the Elders of Zion (1903). Subsequently, the prejudice was adopted by the Nazis, and used to justify the slaughter of the Jewish people as “non-citizens” and “non-persons” in the Holocaust. Is that

where our xenophobic PM wants to lead us, this time by scapegoating “foreigners”? I don’t appear to be the only one who senses echoes of 1933 in our brave new Britain.

Jeremy Adler

King’s College London

Theresa May’s assertion of the need to tax “citizens of the world and of nowhere”, presumably referring to foreign investors in the UK, may have been “felicitous” as Simon Jenkins says (May has the party’s adoration for now. That won’t last, 6 October). Curiously, however, a Google search (deleting the second “of”) suggests that the phrase originated as an epithet for the Roma people, albeit not intrinsically a pejorative one. It also bears a striking similarity to the more sinister term “rootless cosmopolitans”, deployed by Stalin to justify his late 1940s purge of Jewish intellectuals. One can only hope that these connections are indicative merely of a cloth-eared speechwriter, rather than of a dog-whistle aimed at the sharp ears of the racists who are already walking tall in Brexit Britain.

Rob Sykes

Oxford

As a British citizen living and working in Europe, I have long kept my faith that the rise of rightwing, xenophobic populism will ultimately be checked by democratic forces. Following a conference in which the Conservatives seem hellbent on driving an alarmingly reactionary agenda into the heart of British society, I am not so sure. I can only hope that a majority of the British public will remind this political elite that it does not share such shoddy values. Brexit or no Brexit, this is not the sort of leadership any self-respecting country should tolerate in times like these.

Ben Horsbrugh

Oldenburg, Germany

3-4-Letters-Financial-1

Auteur : Jem Eskenazi

Titre : It’s May who misunderstands world citizenship (Letters to the editor)

Source : Financial Times

Date : 10 octobre 2016

Lien : <https://www.ft.com/content/0e175bc2-8cac-11e6-8aa5-f79f5696c731>

Sir, As a self-professed citizen of the world who has lived and worked on four continents but who nonetheless swore allegiance to the Queen through two citizenships, I take great exception to

Theresa May's comments about citizens of the world : "If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere. You don't understand what the very word 'citizenship' means."

Anybody with an ounce of intelligence understands that climate change, pollution or epidemics know no frontiers; that extreme poverty in one region has stability implications for the whole world; that terrorism is a global problem with global solutions; that wars are not started by citizens of the world but narrow-minded people with a blind belief of their superiority; that some of the greatest minds in any society are descendants of immigrants and refugees.

I do understand very well what citizenship is, Mrs May. It is to have a balanced view of the interests of your family, your neighbourhood, your town, your country and your world. What you do not seem to understand is that in a country where almost half the citizens strongly or somewhat agree with the statement "I see myself more as a global citizen than a citizen of my country", you have told us that we are citizen of nowhere. And this from a pulpit that says "A country that works for everyone".

Jem Eskenazi

London N3, UK

3-4-Letters-Financial-2

Auteur : Lewis Bassett

Titre : Erstwhile Conservative seeks a new party (Letters to the editor)

Source : Financial Times

Date : 11 octobre 2016

Lien : <https://www.ft.com/content/30882df2-8cb7-11e6-8aa5-f79f5696c731>

Sir,

As another citizen of the world, I'd like to second Jem Eskenazi's letter (October 10).

I'm a relatively young entrepreneur and company director, at the start of what I hope will be a long career in business. Along with my wife, who is an EU citizen, I run a small marketing consultancy that serves clients around the world who sell to niche global markets via the internet. We recently moved our company, which we started and built while living overseas, back into the UK, because we believed the UK to be a fitting base for an outward-looking and global business.

I voted Conservative for the last two election cycles. However, I am now looking for another party to support that is pro-business, pro-enterprise, and pro-globalisation. I expect that a large portion of the 48 per cent who also voted Remain are too.

Is there a political leader out there who is willing to offer an alternative vision than the anti-business, xenophobic protectionism of Mrs May's government - perhaps via a new party?

Lewis Bassett

London W1, UK

3-4-Skinner-Finanser

Auteur : Chris Skinner

Titre : Welcome to Little Britain (and its hard Brexit)

Source : The Finanser

Date : 12 octobre 2016

Lien : <https://thefinanser.com/2016/10/welcome-little-britain-hard-brexit.html/>

In my travels over the past months, whether it's Asia, America or around Europe, everyone asks me what I think about the Brexit vote. What's going to happen? What does it mean?

So I'm not going to write lots about Brexit, but every now and again it's worth picking up the tone, especially as the GBP is taking a pounding at the moment, literally. Against the dollar it has fallen below \$1.21 at one point this week, whilst against the euro it fell below €1.1. As a global traveller, I can remember just last year that our humble currency commanded \$1.50 and €1.35 to the pound, which shows how much of a trumping it's taking (ed: yes, I meant trumping).

Much of this is on the back of Theresa May's Tory Party Conference speech, which made it clear that she wants to lead the country towards a hard Brexit. A hard Brexit is where Britain leaves the Single Market and flouts the core rules of the European Union's free movement of people, goods, services and capital. A hard Brexit means that we lose open access to the European Union, and will cause the banks to shut down London ops for European trading and move it elsewhere.

How many jobs move to Paris, Frankfurt or elsewhere is unknown, but we are talking thousands, not a few. It also diminishes London's stature as a global financial centre, as access to Europe will no longer be facilitated by the English-speaking London base. That will be big news for the economy and the future of the UK. Does Theresa May care? Apparently not. She claims Brexit means Brexit. Sure, but there is a choice between a hard Brexit and a soft one.

Most banks and businesses wanted a soft one. A soft Brexit would be a fudge, but is far more practical than a hard one. The idea of a soft Brexit is that we would keep access to the Single Market. It would keep passporting for banks, allowing free movement of capital across the markets. That is the aim of the City, but it's looking far less likely to happen as Theresa May's speech at the Conservative Conference made clear, and the immediate aftermath has been a wipe out of confidence in our country. The key statements she made include (you can read the speech in full here):

“Let's be clear about what is going to happen. Article Fifty – triggered no later than the end of March. A Great Repeal Bill to get rid of the European Communities Act – introduced in the next Parliamentary session. Our laws made not in Brussels but in Westminster. Our judges sitting not in Luxembourg but in courts across the land. The authority of EU law in this country ended forever.”

This is meant to have given us clarity. Half the reason why not much happened after June 23 is because no one knew what Brexit meant, and no one in government had a plan for it. Now we have a government that's made clear we will withdraw from the European Union by the end of March 2019 latest (Article Fifty signals the two-year process of withdrawal, and Theresa May announced that would start by March 2017 latest), but we still have no plan. However, the fact that she has added to this statement a clear intent to withdraw from European laws and the European Court of Justice, makes clear that this government intends to implement a hard Brexit.

"We are going to be a fully independent, sovereign country, a country that is no longer part of a political union with supranational institutions that can override national parliaments and courts ... So it is not going to a 'Norway model'. It's not going to be a 'Switzerland model'. It is going to be an agreement between an independent, sovereign United Kingdom and the EU."

This means that we are not going to be part of the Extended Economic Area (EEA) that Norway, Iceland, Lichtenstein enjoy; nor are we going to be a neutral but fully immersed player in the European Union, like Switzerland. What it doesn't say is what we are going to be. Hence, there's no idea of what's at stake here, apart from political grand-standing to say we are playing no part in Europe, our largest trading partner.

Another key part of her speech talked about citizenship and immigration: "if you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere. You don't understand what the very word 'citizenship' means."

I fundamentally disagree with that sentiment, as do half the world's global citizens. The issue is that Theresa May is trying to appeal to nationalism in an age of globalism. It may be good for political brownie points, but it just doesn't make sense. It also creates lots of questions about our country's future. Do Europeans in the UK get to stay? What happens to all those foreign workers who contribute massively to our economy? Do British folks still get holidays in Spain?

I find the whole thing disheartening to be honest, and now we are starting to see the consequences. As the pound takes a beating, banks are making their UK withdrawal plans clearer. Frankfurt, Paris, Berlin, Luxembourg, Liechtenstein and other cities are all licking their lips with glee as they see opportunities to attract banks away from London.

The mood is summed up well by Deutsche Welle who, reporting on a conference of bankers in London this week, give the following report:

Major banks in the City of London have warned they could start moving staff abroad as early as next year if there is no clarity on whether Britain will retain access to the European single market when it leaves the EU.

At a conference in London, senior executives from European divisions of some of the world's biggest financial institutions expressed the view that the UK government's tough rhetoric on immigration risked harming their business.

James Bardrick, the UK head of US-based Citibank, said the main dilemma facing the finance industry was how urgently it needed to act on contingency plans aimed at protecting their businesses. "How do we and when do we start making decisions ... knowing the plan is ready to go? It could be in the first quarter of 2017," he said.

Rob Rooney, CEO of Morgan Stanley International, said his bank would also have to move parts of their operations from London if Britain were shut out of the single market. "It really isn't terribly

complicated. If we are outside the EU and we don't have what would be a stable and long-term commitment to access the single market then a lot of the things we do today in London, we'd have to do inside the EU 27.”

Nearly 2.2 million people work in financial services in Britain and the sector contributed 190 billion pounds (\$240 billion), or 11.8 percent of output, to the British economy in 2014, making it the UK's top tax generator. The financial sector overall had campaigned to stay in the EU, but speakers also urged the industry to accept the referendum result and move on to shaping future relations with Europe.

Shriti Vadera, chairman of Spanish-owned Santander UK bank, who heads an advisory committee of banking, insurance and asset management chiefs, said: “Of course there is a lot of emotion around issues of access, and you are being pitted against political priorities, which are not illegitimate, they are legitimate, people voted on them. We have to accept and be humble in the face of that.”

All in all, this conference summed up the City's reaction to the Prime Minister's speech, which is not good. Now they realise that the UK will leave the EU by March 2019, they realise that there may not be enough time to negotiate transitional agreements to keep passporting available. Hence, most banks are now planning for a hard Brexit and making plans to restructure their European operations accordingly. In practice, that means leaving London and, just to make clear what that means, a Brexit report by Oliver Wyman published last week, concluded that a soft Brexit would result in the loss of 4,000 jobs and £500 million in tax revenue while a hard Brexit would result in the loss of around 70,000 jobs and £10 billion in tax revenue.

Congratulations Brexiteers. You've just stuffed our economy.

3-4-Brown-Caute

Auteur : Andrew Brown

Titre : The vanguard of their peoples— a meditation on Hannah Arendt's 1943 essay, “We refugees” for hope not hate's “one day with(out) us”

Source : Caute

Date : 19 février 2017

Lien : <http://andrewjbrown.blogspot.com/2017/02/the-vanguard-of-their-peoples.html>

Hope Not Hate interfaith event in the church after the morning service

Readings:

Leviticus 19:33-34

When the alien resides with you in your land, you shall not oppress the alien. The alien who resides with you shall be to you as the citizen among you; you shall love the alien as yourself, for you were aliens in the land of Egypt: I am the Lord your God.”

Leviticus 24:22

You shall have one law for the alien and for the citizen: for I am the Lord your God.

Hebrews 13:2

Do not neglect to show hospitality to strangers, for by doing that some have entertained angels without knowing it.

Hannah Arendt (1906-1975)

From “We Refugees” (1943) by Hannah Arendt

In the first place, we don't like to be called “refugees.” We ourselves call each other “newcomers” or “immigrants.” Our newspapers are papers for “Americans of German language”; and, as far as I know, there is not and never was any club founded by Hitler-persecuted people whose name indicated that its members were refugees.

A refugee used to be a person driven to seek refuge because of some act committed or some political opinion held. Well, it is true we have had to seek refuge; but we committed no acts and most of us never dreamt of having any radical opinion. With us the meaning of the term “refugee” has changed. Now “refugees” are those of us who have been so unfortunate as to arrive in a new country without means and have to be helped by Refugee Committees (p.110).

[. . .]

Our new friends, rather overwhelmed by so many stars and famous men, hardly understand that at the basis of all our descriptions of past splendours lies one human truth, once we were somebodies about whom people cared, we were loved by friends, and even known by landlords as paying our rent regularly. Once we could buy our food and ride in the subway without being told we were undesirable. We have become a little hysterical since newspapermen started detecting us and telling us publicly to stop being disagreeable when shopping for milk and bread. We wonder how it can be done; we already are so damnably careful in every moment of our daily lives to avoid anybody guessing who we are, what kind of passport we have, where our birth certificates were filled out — and that Hitler didn't like us. We try the best we can to fit into a world where you have to be sort of politically minded when you buy your food (p. 115).

[. . .]

Those few refugees who insist upon telling the truth, even to the point of “indecent,” get in exchange for their unpopularity one priceless advantage: history is no longer a closed book to them and politics is no longer the privilege of Gentiles. They know that the outlawing of the Jewish people in Europe has been followed closely by the outlawing of most European nations. Refugees driven from country to country represent the vanguard of their peoples — if they keep their identity. For the first time Jewish history is not separate but tied up with that of all other nations. The comity of European peoples went to pieces when, and because, it allowed its weakest member to be excluded and persecuted (p. 119).

—o0o—

ADDRESS

The vanguard of their peoples— A meditation on Hannah Arendt's 1943 essay, “We Refugees” for Hope Not Hate's "One Day With(out) Us"

This morning I want to speak about refugees and migrants (the two are never easily to be distinguished and constantly overlap) in a way that is, I hope, both unexpected and usefully suggestive. I am well aware that most of you probably don't want to hear just another address merely rehearsing the self-evident plight of refugees and migrants nor one which merely berates (if rightly) our various European governments for the way they are dealing with the matter.

Realising this I thought I'd take the time to re-read and think further about Hannah Arendt's (1906-1975) important 1943 essay "We Refugees" which prompted in me the unitarian and universalist related theological thought with which I'll begin today. After expressing it I'll go back to look at Arendt to draw out a thought that I think can be of help to us today as we take part in Hope Not Hate's national campaign "One Day With Us" celebrating diversity and the contribution of migrants and refugees.

It became apparent to me as I re-read Arendt that one of the major reasons we within the Unitarian and Universalist churches are so distressed at the way refugees and migrants are being treated (and at the contributory background circumstances of both the UK's vote to leave the EU and Trump's victory with all their nationalistic over and undertones) is because over our four-and-a-half centuries we have developed a strong theological and philosophical sense that, regardless of belief, nation, gender, colour etc., etc., each human being has what we have come to call universal, inalienable human rights. To put it another way round, we have become highly suspicious of any definition of a person that rests primarily on the accidents of belief, nation, gender, colour etc.. Our inherited language seems to want us say that there is something more essential about a person than these accidental aspects. Personally, I think there are profound problems with the language of essentialism and so I'd prefer say that we have come to have a sense that there is something more primordial to a human being than belief, nation, gender, colour etc.

In short our theological unitarianism (God/Nature — however so defined — is one and so all creation is also one) and our theological universalism (salvation — however so defined — is for all people without exception and for each one in particular) led us during the Enlightenment powerfully to contribute and commit to the development in our culture of the idea of a European and, more recently, a global cosmopolitanism. Along with this came an associated sense that human beings were best primordially thought of as "citizens of the world" rather than citizens or subjects of "nations" — i.e. of the accidental territorial space in which they were born (the word "nation" being derived, of course, from the latin word for birth, "natio"). This sense of being a citizen of the world was powerfully reinforced for many of us following publication of the famous "earthrise" photo of the Earth and the Moon's surface taken by astronaut William Anders in 1968.

But, as many of you are becoming increasingly aware, this great cosmopolitan ideal is today being seriously challenged, disparaged and even actually dispensed with across Europe. (It's being challenged in all kinds of other places as well — including the USA — but today I want to remain primarily focused on Europe of which the UK is an integral part).

This challenge came explicitly to the forefront of public consciousness in the UK when, in her Conservative Party conference speech in October last year, Theresa May disturbingly said: "If you believe you are a citizen of the world, you're a citizen of nowhere." In response to this Jeremy Adler, a professor and senior research fellow at King's College London (best known for his work on German literature specializing in the Age of Goethe, Romanticism, Expressionism and Modernism) summed up what many of us felt on hearing this, namely, that "Theresa May is in effect repudiating Enlightenment values as a whole, for cosmopolitanism is the apex and indeed

the glory of Enlightenment philosophy, encompassing liberty, equality, fraternity, and all our human rights.”

With this thought in mind let’s now turn to Arendt’s essay because she seems to me to be saying something about the more primordial aspect of human nature I have just noted that might help us look at world citizenship and the so-called “problem” of refugees and migrants in a different way than usual view and, perhaps, to see there a possible solution.

The first thing to note is the basic problem that exists with “natio” and nation. When a person is defined primordially by the territorial space in which they were born, any forced movement to another territorial space — whether as a refugee forced out by the violence of war or as a migrant forced out by the violence of economics — nearly always requires that person to try and perform acts of incredible mental and cultural contortion. In a section of Arendt’s essay, which I did not quote earlier, she points to an imagined Mr Cohen, an assimilated German Jew who, after having attempted to be 150 percent German (his place of birth) is then forced as a refugee, firstly, to attempt to become 150 percent Viennese and then, being forced to flee even further afield, to attempt to become 150 percent French. As she says, “on ne parvient pas deux fois” — one does not succeed twice in carrying out such contortions because it’s almost impossible to do once and still remain a coherent person let alone twice or even three times. To this contortion you must add the simple but oft-forgotten fact that most refugees and migrants have “committed no acts” nor have ever “dreamt of having any radical opinion.” They are nearly all wholly innocent people forced, against their will, to move between territorial spaces. As Arendt notes this movement forces too many refugees and migrants to be so damnably careful in every moment of their daily lives in order to avoid anybody guessing who they are, what kind of passport they have, where their birth certificates were filled out. This occurs because too many people in this or that new territorial space find even the refugees’ and migrants’ basic need to go out and shop for milk and bread as something “disagreeable.” As Arendt wonders, “how can this be done?” Could any of us do it I wonder?

These reflections lead her, towards the very end of her essay, to what seems to me to be a powerful, visionary insight that may still, just, be able to help us today stop committing a terrible, regressive, political and cultural mistake.

She begins by noting that “in exchange for their unpopularity” the Jewish refugee gained from this dreadful experience “one priceless advantage”, namely, that

“. . . history is no longer a closed book to them and politics is no longer the privilege of Gentiles. They know that the outlawing of the Jewish people in Europe has been followed closely by the outlawing of most European nations.”

Here she is reminding us that the pre-Second World War Jewish experience of being forced out of their country of birth by the Nazis and becoming stateless refugees was a foreshadowing of something which, when the war finally broke out, quickly became true, across Europe, for millions of other, non-Jewish people who had also committed no radical acts nor had ever dreamt of having any radical opinion. It is this that allows her prophetically to suggest that:

“Refugees driven from country to country represent the vanguard of their peoples — if they keep their identity.”

Here she articulates her visionary hope that this widespread European experience of becoming a refugee and migrant would help the whole of the continent begin to develop a sense that what it is

to continue to be the person they truly are, to be treated with respect and compassion and to have certain inalienable rights and responsibilities was not something which relied upon being born in this or that territorial space (nation) but simply because they were humans sharing a transnational, cosmopolitan experience of being European rather than German, Austrian, French, Italian, Spanish, British etc., etc..

It seems to me that, in this single sentence, Arendt was encouraging us — in this darkest moment of recent European history — to see that we shouldn't be vilifying the refugee and migrant and finding them disagreeable — even hateful — but to see in them and their experience a glimpse of truly better and more inclusive way of being human that didn't rely upon the nation-state but upon a sense that we are all citizens of the world and that united we would stand or divided we would fall; it was an encouragement to us to see the refugee and the migrant as being the first true citizens of the world and it is in this sense that Arendt saw them as being a vanguard, a group of people whom we should all admire, celebrate and, above all else, emulate.

The horrors of the war showed us in Europe that we were all, in actuality or potentially, all refugees in any world that continued to understand itself as made up primarily of competing nation states and that the way through this was to begin to see our common humanity, our European (and by extension, global) citizenship as more primordial, healthy and creative than identities defined by belonging to this or that nation state.

Now, in a wholly incomplete and ultimately unfulfilled way, the situation as it developed in Europe post-1945 did begin to bring into reality something of Arendt's remarkable cosmopolitan vision. The opening of internal European borders which began on 14 June 1985 was a truly remarkable event which many of us have had cause to celebrate and enjoy over the past thirty-odd years. In 1989 this opening-up was, of course, memorably and unexpectedly extended eastwards and I still remember the visceral amazement and joy I felt the evening when, in early January 1990, I and an international group of fellow musicians and poets crossed into East Germany through still standing barbed-wire fences and watch-towers without once being stopped by any border controls. To us Europe truly seemed to be uniting and transcending its nationalist past. They were heady, exciting days to be alive.

Of course, across Europe we are today all painfully aware that along with the rhetoric of open borders that seemed genuinely to be beginning to conceive of in what consists human identity and human rights in non-nation state ways there simultaneously came a profoundly dysfunctional, amoral, anti-democratic, neoliberal project — a project whose abject failure (and since 2008 its many painful crises) has served slowly to destroy countless numbers of local communities, jobs and security across the continent by creating everywhere situations of involuntary under-employment which, in turn, has brought with it an associated involuntary economic migration which, in its own turn has served to create increasing resentment against the economic refugee or migrant seeking any kind of job or the smallest amount of security away from their original homes. The anger here should, of course, be being directed not against the vulnerable and innocent people who are being forced to move but against the pernicious socio-political economic system that is causing this movement in the first place and destroying cosmopolitan hope with it.

But, alas, we are living in an age inhabited by more and more people who seem willing and able to forget the experience of the last war and the beautiful cosmopolitan vision of citizenship that rose, in part thanks to Arendt, phoenix-like from out of the ashes of a destroyed Europe of nation-states.

It is clear that our current, forgetful contemporary European cultures are suicidally reviving the dangerous idea that the solution to our present problems is going to be found by retreating back into the nation-state, by re-erecting around themselves barbed-wire fences and watch-towers and once again defining who is to get any rights at all only on the basis of the nation in which they were born.

The writer of Hebrews (Hebrews 13:2) wrote some two-thousand years ago, “Do not neglect to show hospitality to strangers, for by doing that some have entertained angels without knowing it.” In today’s climate I think we need to have the courage to change this to read: “Do not neglect to show hospitality to refugees and migrants, for by doing that some have entertained angels without knowing it.”

Arendt seems to me to have been one such angel and it is my confirmed opinion that refugees and migrants are for us not the enemy but a glorious vanguard of angels, that is to say a vanguard of messengers reminding us of a better, cosmopolitan vision of belonging than that being proposed by our current crop of nationalist politicians.

Please, please let us entertain refugees and migrants with open heads, hearts and hands for potentially they bring with them the sacred gift of the republic of heaven on earth, a cosmopolitan city built without walls, with one law (see note below) and set of rights for all and in which all people can find sanctuary and a true home.

—o0o—

Note: The idea of "one law" doesn't rule out the idea of the existence of many diverse local bylaws. The thought is that we might usefully be able globalise certain laws (pertaining to the wellbeing of the planet as a whole) whilst encouraging the localisation of all others. A legalistic mono-culture is certainly not in my mind when I express this thought.

3-4-Shackell-Intrepid

Auteurs : James Shackell

Titre : Dear “citizens of nowhere”, you are not alone

Source : Intrepid

Date : 18 janvier 2017

Lien : <https://www.intrepidtravel.com/adventures/dear-citizens-of-nowhere-youre-not-alone/>

Last October British PM Theresa May issued a warning to all those who consider themselves global citizens. “If you believe you are a citizen of the world,” she said. “you are a citizen of nowhere. You don’t understand what citizenship means.” Now this sort of thing isn’t particularly surprising in a world that’s goose-stepping towards nationalism, a world of clearly defined Us’s and Them’s. Still, the condescension rankles. It’s basically implying anyone who believes in a cosmopolitan ideal is too thick to wrap their head around the difference between countries and planets.

Call me naive, but I do believe in a cosmopolitan society. Global citizenship isn't just a bumper sticker slogan. It's an enlightenment ideal that goes back thousands of years. You can trace it through the ages all the way back to Diogenes, the Greek philosopher. The story goes that a passer-by asked Diogenes where he came from, and he answered "I am a citizen of the world." A kosmopolitês. (It's also rumoured he lived in a barrel and carried a lantern in order to search the world 'for an honest man'. He was really committed to the whole philosopher thing.) Diogenes was the founder of cosmopolitanism, and you can feel his influence in everything from the Declaration of Human Rights to the far-flung Turkish diaspora that ends in the garlicky crunch of a Saturday night kebab.

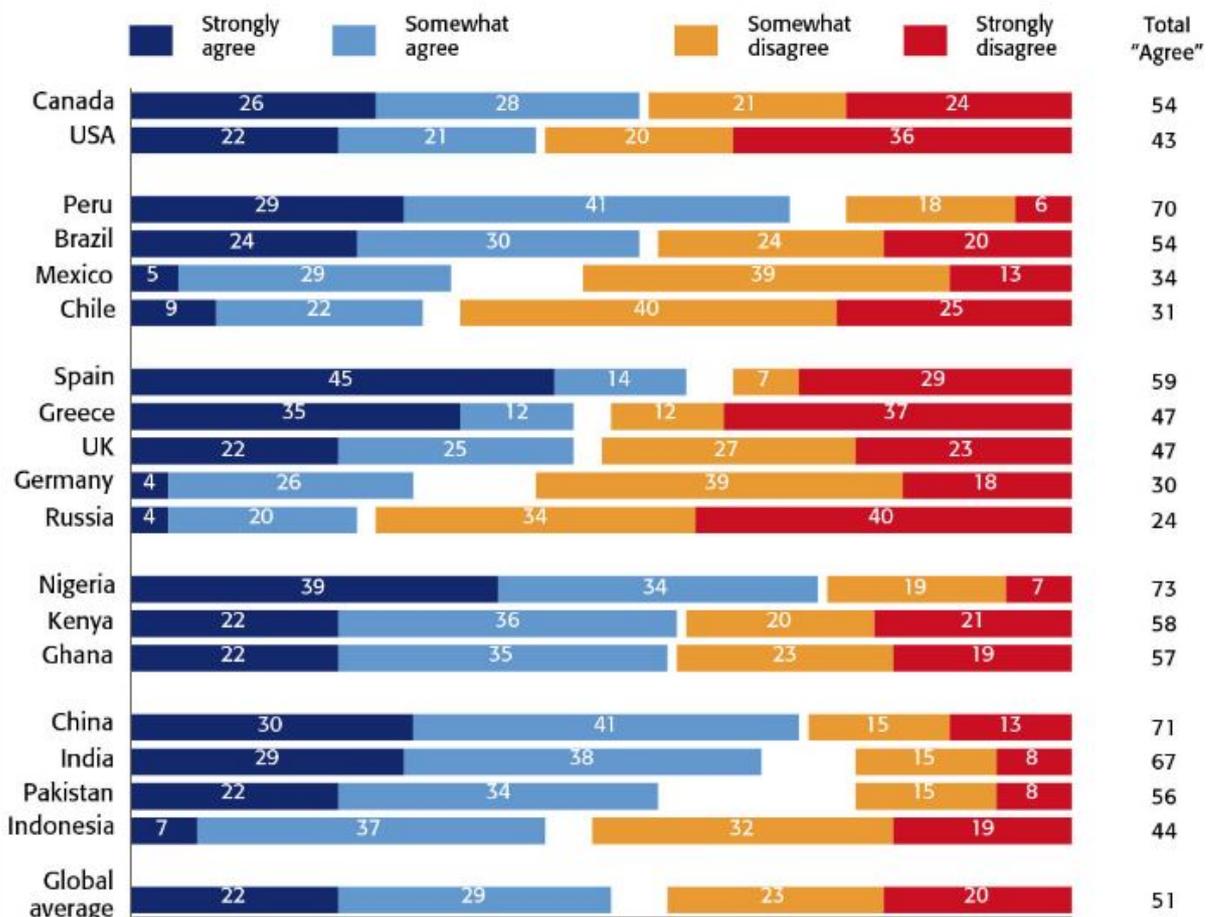
Immanuel Kant even believed global citizenship was the road to perpetual peace. The old one-in-all-in approach. Naive? Maybe. But it was one of the original tenets of the most important organisation of the 20th century, the United Nations (of which the UK is a founding member, just FYI). If you read the Declaration of Human Rights, you'll notice it doesn't set a lot of stock in nations. Mostly because the UN had just seen first-hand what nationalism could do. The Declaration talks more of a "human family", a "common people". One free from tyranny and oppression and arbitrary borders. A society devoted to something bigger than a flag. What are we all doing on this rock if not working toward that ideal? Making some money? Killing time? Can anyone really argue for self-interest on a national scale over shared prosperity on a global one?

The funny thing is, Theresa May thinks she's speaking to some shadowy liberal elite (probably the one with all these overqualified 'experts' we keep hearing about...) but she's actually disparaging over half the people on the planet. Turns out that's how many identify as a 'citizen of the world'. In an 18-nation survey released a few months ago, 47% of Brits identified more with the label 'global citizen' than they did with 'British'. Globally, the number was actually 51%. That's over 3.6 billion people that want to belong to something bigger than just a country – 3.6 billion proud citizens of Nowhere.

Here are the numbers, if you're interested.

I See Myself More as a Global Citizen than a Citizen of My Country

"Agree" vs "Disagree," by Country, 2016



BBC3143_Q18jt_etry

The white space in this chart represents "Depends, neither agree nor disagree," and "Don't know."

The company that runs the survey, GlobeScan, has been doing it since 2001, and this is the first year recorded when more people than not considered themselves global citizens. If anything, the population of Nowhere is booming. We all want a visa. And it's developing countries leading the charge too: countries like Nigeria, Peru and India.

'Cosmopolitan' has become a bit of a throw away word, used to describe anywhere you can get a banh mi and a burger on the same city block. But really it's about sharing and understanding between different people. Which is a pretty neat description of why we travel in the first place. It's why travel has been shown to boost empathy, increase creativity, change personality, make us better, keener, less rigid thinkers. It's the process whereby a rough and brittle character, full of half-formed ideas and weird prejudices, is bounced around and made smooth, like a river stone. A lot of the time, you don't even feel it happening. It resurfaces later, back home, in unexpected ways. Being a little less hasty to judge, a little more open to change. A little more thankful for what we have, and a little more compassionate for those that don't have it. When you identify as a 'citizen of the world', you're not just posturing to impress girls (well, not all the time), you're identifying as someone that gives a damn.

If that makes me a citizen of Nowhere, then sign me up. I'd be proud to call it home.

3-4-Citizens-Liverpool

Auteur : -

Titre : -

Source : Citizens of Everywhere (blog d'un projet de recherche de l'Université de Liverpool)

Date : -

Lien : <https://www.liverpool.ac.uk/new-and-international-writing/citizens-of-everywhere/>

Citizens of Everywhere is a multidisciplinary project led by the University of Liverpool that aims to generate dialogue and response to recent political shifts in Europe and America. Through a series of public events, commissioned pieces of writing, workshops and creative engagement with schools, the project will address a range of issues—including challenges to national borders, the free movement of populations and identity, definitions of citizenship as well as the migrant crisis, turbulent geographies, trauma, internationalism in the age of globalisation, and the role of the sciences and humanities in a changing world.

Citizens of Everywhere directly engages with Theresa May's recent Conservative Party conference speech, in which she reframes ideas of citizenship in the context of Brexit, by stating that "if you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere. You don't understand what the very word 'citizenship' means."

This project will draw from artists, scientists, academics, writers, cultural organisers and beyond to broaden and debate what 'citizenship' means today. It will also ask: how do practitioners and educators working in the sciences and humanities respond to the rapidly changing role of the arts and research in times of political turmoil?

3-4-Ellis-Liverpool

Auteur : Jonathan Ellis

Titre : How to be both...

Source : Citizens of Everywhere (blog d'un projet de recherche à l'Université de Liverpool)

Date : 21 février 2017

Lien : <https://www.liverpool.ac.uk/new-and-international-writing/past-activities/citizens-of-everywhere/blog/posts/how-to-be-both/>

From an early age my now 7-year-old son has been practising how to answer the familiar question: where do you come from? Growing up bilingual in Sheffield where this question frequently doubles as a query about national identity, his first tactic was to reply according to the language in which the question was posed. If you asked him whether he was English or Spanish in English, he

would always be English. Try the same question in Spanish and, perhaps not surprisingly, he would suddenly be Spanish. (Woody Allen's *Zelig* acts similarly, changing his accent and appearance depending on who he is with.) As my son got older, probably around 4 or 5, he preferred to be both. "I'm English and Spanish," he would affirm, the stress always landing on that conjunction.

I'm proud of the fact he feels at home in two languages and two places, that's he's old enough to realise we can be rooted in more than one identity. That a citizen of more than one place is not a citizen of no place or nowhere. That having more than one place to call home might be an addition to rather than a subtraction from what we call ourselves in language.

How to Be Both is the title of one of Ali Smith's recent novels in which two stories, one set in the present, one set in the past, exist in two different editions. Each story contains references to the other. They can be read separately, and in either order. Smith compared what she was doing to the form of a fresco. "You have the very first version of the fresco underneath the skin, as it were, of the real fresco. There's a fresco on the wall: there it is, you and I look at it, we see it right in front of us; underneath that there's another version of the story and it may or may not be connected to the surface. And they're both in front of our eyes, but you can only see one, or you see one first. So it's about the understory. I have the feeling that all stories travel with an understory."

I've spent most of my academic career thinking about the twentieth-century poet Elizabeth Bishop in similar terms, as a poet of both fresco and understory. The three qualities she admired in poetry were "Accuracy, Spontaneity, Mystery." Like Smith, one has the feeling that all her writing travels with "an understory," one almost visible beneath the surface. "Everything only connected by 'and' and 'and'", she once wrote in a poem.³ That's three "ands" together. I cannot think of another poet who repeats herself so much and who an get away with saying the same word three times in a single sentence. Yet perhaps the triple "and" has another purpose, to highlight our multiple and multiplying selves. It was Bishop who declared herself "3/4ths Canadian"⁴ to her first biographer, Anne Stevenson, in 1963, two years before the publication of her third collection of poems, *Questions of Travel*, the title poem concluding with two stanzas of italicised questions, none of which are definitively answered:

"Is it lack of imagination that makes us come
to imagined places, not just stay at home?
Or could Pascal have been not entirely right
about just sitting quietly in one's room?
Continent, city, country, society:
the choice is never wide and never free.
And here, or there . . . No. Should we have stayed at home,
wherever that may be?"

Bishop's maternal and paternal ancestors were what we would nowadays call economic migrants. They travelled from Nova Scotia and Prince Edward Island to New England when such journeys across borders were not just permitted but actively encouraged. Bishop scholar, Sandra Barry, rightly refers to such movements of people between Nova Scotia and New England as migration. Bishop's relatives felt Canadian and American. They may have travelled from one country to the other, but both places felt home. They shared a common identity. It's one of the reasons why Nova

Scotia sends a Christmas tree to Boston every year, a tradition began in 1918 as a token of thanks to the citizens of Boston for their help after the Halifax Explosion.

Travel implies a home to travel from and a home to which we can return. By the time of this poem's composition, in the midst of the Cold War, there were more pressing reasons for travel than "lack of imagination" as Bishop acknowledges in her acceptance that for most human beings "the choice is never wide and never free." It's the traveller's freedom, the traveller's responsibility, to think about freedom. One such freedom is the freedom of movement. This is a freedom that Bishop never takes for granted, that home can be "here, or there" only for those fortunate enough to own the right passport.

It seems to me that the actions and comments of Theresa May and others are directed against political and imaginary freedom of movement. It is not enough to limit the number of people who wish to live and work here. In addition to this, we're told what citizenship means, that a little over half of the people who voted can tell the other half not just what to do but how to think of themselves. "Half is enough," says Bishop's Gentleman of Shalott who lives his life through the looking-glass, not sure whether he is real or a reflection. Brexit Britain feels like a similar body divided, each side convinced their image of the country is the right one, neither sure what lies on the other side of the glass.

What about me? Well, I was born near Chester and have lived all of my life in England. One of my grandparents was Welsh. I speak Spanish at home and my son calls me papá. I live in the North of England, and teach American and English literature, film, and even letter writing. The university I teach at has academics and students from over 100 countries. These other lives and languages make us more than one thing. They add up to more than me.

At a recent workshop at my son's primary school, we were told about the government's new SATs test, one of which includes the requirement for 7 year olds to recognise and employ conjunctions. Adding "ands" to sentences is a silly test for understanding the English language. Thinking of oneself and one's country as a place where "ands" matter is a more serious matter. Sometimes it takes a 7-year-old to teach us the way. "And" and "and." How to be both.

1. Ali Smith, "A life in..." <https://www.theguardian.com/books/2014/sep/06/ali-smith-interview-how-to-be-both>
2. Elizabeth Bishop, "Writing poetry is an unnatural act." *Edgar Allan Poe & The Juke-Box: Uncollected Poems, Drafts, and Fragments*, ed. Alice Quinn. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2006, p. 208.
3. Elizabeth Bishop, "Over 2,000 Illustrations and a Complete Concordance." *Poems*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2011, p. 58.
4. Elizabeth Bishop, Letter to Anne Stevenson, 2nd October 1963. *Poems, Prose, and Letters*, ed. Robert Giroux and Lloyd Schwartz. New York: Library of America, 2008, p. 852
5. Elizabeth Bishop, "Questions of Travel." *Poems*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2011, p. 92.
6. Elizabeth Bishop, "The Gentleman of Shalott." *Poems*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2011, p. 12.

3-4-Kinsella-Liverpool

Auteur : John Kinsella

Titre : In that the worlds contracted thus

Source : Citizens of Everywhere (blog d'un projet de recherche à l'Université de Liverpool)

Date : 21 février 2017

Lien : <https://www.liverpool.ac.uk/new-and-international-writing/past-activities/citizens-of-everywhere/blog/posts/in-that-the-worlds-contracted-thus/>

All is in each of us, and we all deserve this acknowledgement, but as the sun shines across the planet it takes us collectively as well as individually. And human-induced climate changes alter the conditions under which the earth receives the sun's bounty, shifting the range of sustainability through which life was nurtured.

Subjectivity and damage to the biosphere are as intimately linked as the inevitable vast movements of people are linked to human conflict. Cause and effect are the poles we struggle between and deny, remaking our own images to convey to a world we hope is eager to see who we are, the very essence of our being. Modernity of the now is tied deeply to the way we materialise the soul through consumerism, making our interiority visible, and it seems consciously or unconsciously, to many, a price worth paying. A price. Worth paying. Breaking it up, the absurdity increases as syntax is designed to retain a status quo of reason, to ensure information is conveyed in an absorbable, comparative, and recognisable way, however different we are as individuals, or cultural collectives.

But when language is broken free of its patterns, it bothers and disrupts, and the accepted forms of social media do all they can to pull these disruptions back into line. As we resist as poets, reworking language into new possibilities, we also subscribe to a status quo that has contracted the world to the self, to materialistic gain, leisure and pleasure.

In what follows I proffer specific instances of ecological protest, and a more general shared action against consumerism that I believe can dislodge the ruling elites that disempower citizens. As an anarchist vegan pacifist (and all these qualifications of each ethical and political 'component' are necessary), I believe that 'citizenship' denotes the rights to inclusive participation (through consensus) of all bodies in a community, should an individual wish to participate. I believe in small communities that self-govern outside configurations of centralised power, and that make decisions for a social good, with each other's welfare as well as that of the self kept in mind in all such decision-making.

The brutality of Theresa May's 'to be a citizen of the world is to be a citizen of nowhere' is emphasized when expressed within such a belief system (or dynamic), as the 'nowhere' is very much the small non-flag-waving community. Through what I term 'international regionalism' — respecting regional integrity while fostering international lines of communication in order to prevent conflict and promote understanding between different communities around the world — citizens embrace cultural diversity, pluralism of life choices, and tolerance of difference.

In other words, as citizens of small communities outside centralised power constructs, we are also citizens of the international, of the world. That citizenship is open, non-prescriptive, flexible in definition, and tolerant. We are citizens only insofar as we are individuals with obligations to other individuals, and these citizens (flagless, nationless) are part of all other small communities, as much as part of the one we make decisions in. The 'social media revolution' has created faux and facsimile communities that can activate but ultimately detract from a cause because of the costs at which they come. The centralised power in this context is the corporate machine behind software, and even if 'open' software, certainly behind the manufacture of the hardware. I search for liberty from these constraints, and to decrease the ironies of any protest activity through this.

Where I am going with this is into the heart of protest and how protest actions are communicated and engendered — now largely through Facebook, Tweets, and other social media via 'devices'. We are witnessing the destruction of rare bushland and wetlands at Beeliar in Perth, Western Australia, and are part of a multitudinous voicing of opposition to abuse of the biosphere and locality, abuse committed by a Western Australian government hellbent on proving power in enforcing a toll highway that is seen by many, including town planners, as a 'white elephant'. In witnessing this, I have seen desperation and trauma leading to individuals and groups of people deploying all non-violent methods available to them, in an effort to stop the bulldozers.

There have been legal actions, chants, yelling, the holding of protest signs, the massing of protesters to block machinery, individuals locking-on to equipment, tree-climbing and tree-sitting, poetry and music and art being employed as protest tools, innumerable articles and essays and radio interviews pointing out the destructive wrongs of the government's actions.

In response to all this, we have seen hundreds of police deployed, and often quite aggressive retaliations to these protests. In many cases, the state has crushed and traumatised the protesters, over-riding all, and evoking signs and realities of a police state in which the constabulary become an extension of government policy. Nonetheless, this 'Roe 8' protest is much documented and is ongoing. The damage inflicted by government and its 'partners'/contractors from 'private industry' has been extreme, with obvious trauma to the land itself and equally obvious trauma to the people who care about that land (in many ways, it is akin to the psychological trauma inflicted by war).

The destruction of habitat, the wiping-out of endangered animal and bird species, of rare flora, and the abuse of Noongar boodja, are an extension of the state's remorseless attack on habitat and belonging throughout Western Australia, and there are numerous examples of this across the whole of Australia. I need not point out that the sun shines in a disturbed way on such abuses around the world as it works its way remorselessly round, witness to these serial and parallel desecrations.

Yet the very subjectivity that allows us personally to release and make collective bonds inside and outside our cultural norms, in order to resist such abuse, is compromised by the social media that have become pivotal in these resistances. As with the computer I type this on (a very old one I struggle to maintain, resisting the 'outmoded'), the devices we use to communicate our actions, to draw the soul into the materiality of resistance, come at a cost that equates to what we are protecting. The rare earths that go into making a phone come from somewhere, and the destruction in mining them is massive. The power used. The psychologies of indifference behind the industries that manufacture hardware and software. I don't need to list the causes and effects; they are well documented.

Nothing seems to be able to stop the juggernaut. In the same way that tyrants thrive in the late-capitalist Petri dish, so does the technology that has become synonymous with exploitation and

resistance at once. It is a universal that opens lines — often angry and disrupted lines — across cultural difference, and allows access not only to ‘information’, but to the very essence of a constructed, publicised self. In this, cultural identity is diluted and fused with consumerism. Ideology is now consumerism, and inflections of control (from the self-proclaiming ‘free’ societies to dictator pariah states) are managed through range of access to devices/gadgets and ‘freedom’ to use them.

To stop an oppressive government in a ‘free society’, stop consuming. Trump and May and Turnbull et al. ultimately succeed because we purchase. Even Stalin aimed for five-year plans that would resolve consumerist urges, and this is at the basis of all buying-offs of population. I ask my fellow protesters — would you agree to no phones (ever), in exchange for the wetlands? Some would genuinely answer yes, and mostly we can tell who they are because they make their difference from ‘society’ clear in many ways. Others would say yes on principle, but most would feel compelled by ‘necessity’ if nothing else, to decline.

This is an argument not of convenience but of syntax — if we don’t disrupt and change the way information flows, we will consume right to the core of the planet and the sun won’t be able to help us. We are dealing with notions of alternative facts and alternative truths at present, but control of media has always meant that — you don’t think Goebbels was for the free-flowing supply of ‘facts’, or that Stalin wanted the truth out on radio and in newspapers at all costs?

Of course not. But now we delude ourselves into thinking ‘freedom’ and ‘liberty’, which have been handed to us via the military through the internet, via the exploitation of Global South communities, via the mass destruction of habitat, have meant that we ourselves control our own access to information, and thus ‘armed’ with that information we become powerful ‘selves,’ and through that can make choices of connectivity (the old collectivity) to increase our RAM incrementally? This is delusional, and a feeding of the ‘alternative facts’, a rerouting of altered syntax into a new conservative prosody.

I laugh sadly as I see the increased sales of 1984 written by one who spied on and sold out the left, and the horrors of language altering to brainwash, when every Tweeter (say no more, man in the high tower!), and every Instagrammer does this textual or visually many times a day. We wear sunscreen to protect ourselves against a sun we have exposed ourselves to in ways John Donne never envisaged — and he was progressive! — and we filter our corporeal selves to reimagine what we understand as the essence of who we want to be — our identity — through filters.

In some ways, I am disturbed by the conservatism that could be read in this identification of the self as the route to destruction, but I reassure my radical self that it’s nothing to do with the essence of who we all are, as that, surely, doesn’t wish to hide behind hypocrisies that will wipe all life from this planet sooner than we allow ourselves to think. In each of us is all place, all people, all selves: each of us must act for the other whether we can see or hear them over phones. Just know we are out there, know in your relationship to sun, in language. Disrupt the lines of communication, don’t rejig them and contribute to the paradigm of consumerist denial.

[Ensuite, l’auteur cite son poème « The Bulldozer Poem », que ne n’inclus pas dans le corpus]

3-4-Patterson-Liverpool

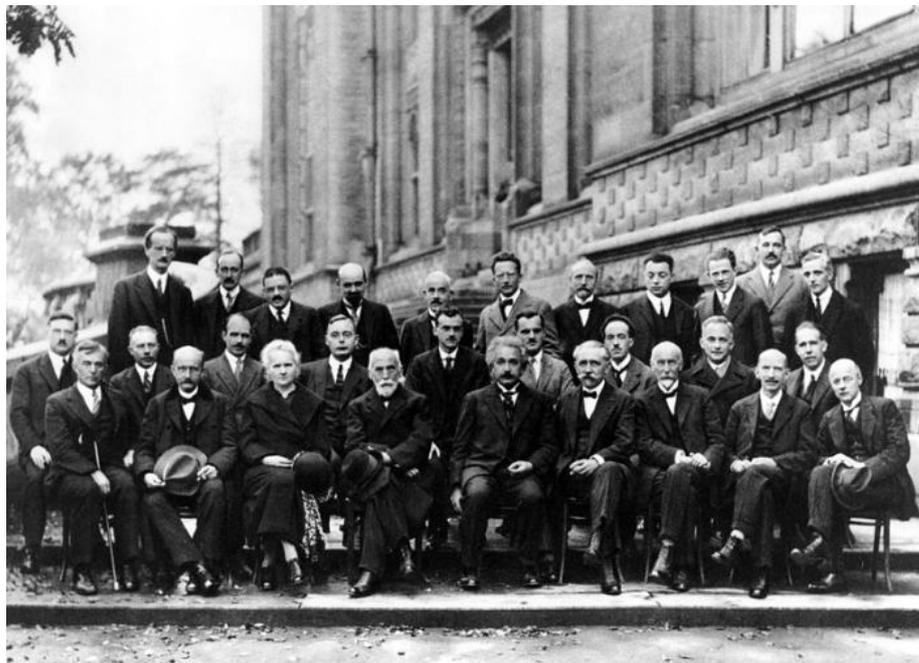
Auteur : Eann Patterson

Titre : We are all citizens of the world

Source : Citizens of Everywhere (blog d'un projet de recherche à l'Université de Liverpool)

Date : 28 mars 2017

Lien : <https://www.liverpool.ac.uk/new-and-international-writing/past-activities/citizens-of-everywhere/blog/posts/all-citizens/>



Scientists seek to discover and describe knowledge, while engineers seek to apply and deploy the same knowledge by creating technology that supports our global society. In their quests, both scientists and engineers are dependent on each other and on those that have gone before them.

On each other, because scientists increasingly need technology in order to make discoveries, and because engineers need new scientific discoveries to drive innovation; and both groups stand on the shoulders of their predecessors, to misquote Isaac Newton who said he was able to see further by standing on the shoulders of his predecessors.

Scientists and engineers have to build on the achievements of their predecessors, otherwise nothing would be achieved in a single lifetime. This process is enabled by the global dissemination of knowledge and understanding in our society, which does not recognise any boundaries and flows around the world largely unimpeded by the efforts of nation states and private corporations. As Poincaré is reputed to have said 'the scientist does not study nature because it is useful; he studies it because he delights in it, and he delights in it because it is beautiful'. The feeling of delight is a reward for hours of intense study; but, the realization that you are the first to recognise or discover a new scientific fact generates so much excitement that you want to tell everyone.

Scientists have always met to share their findings and discuss the implications. As a young researcher, I had a postcard above my desk showing a photograph of the attendees at the 5th Solvay Conference in 1927 at which 29 scientists from around the world met to debate the latest discoveries relating to electrons and photons. Seventeen of the 29 attendees at this conference went on to receive Nobel prizes. Not all scientific meetings are as famous, or perhaps as significant, as the Solvay conference; but, today they are happening all around the world involving thousands of researchers from scores of countries. Besides the bureaucratic burden of obtaining visas, national boundaries have little impact on these exchanges of scientific and technological knowledge and understanding. If you are a researcher working in the subject with sufficient funding then you can attend; and if your work is sufficiently novel, rigorous and significant, as judged by your peers, then you can present it at one of these meetings. You can also listen to the world's leading experts in the field, have a discussion over a coffee, or even a meal, with them before going back to your laboratory or office and attempting to add to society's knowledge and understanding. Most scientists and engineers work as part of a global community contributing to, and exploiting, a shared knowledge and understanding of natural and manufactured phenomena; and in this process, as global citizens, we are relatively unaware and uninfluenced by the national boundaries drawn and fought over by politicians and leaders.

Of course, I have described a utopian world to which reality does not conform, because in practice corporations attempt to protect their intellectual property for profit and national governments to classify information in the national interests and sometimes restrict the movement of scientists and technologists to and from states considered to be not playing by the right set of rules. However, on the timescale of scientific discovery, these actions are relatively short-term and rarely totally effective. Perhaps this is because the delight in the beauty of discovery overcomes these obstacles, or because the benefits of altruistic sharing outweigh the selfish gain from restrictive practices. (Of course, the scientific community has its charlatans, fraudsters and free-loaders; but, these counterfeiters tend to operate on a global stage so that even their fake science impacts on the world-wide community of scientists and engineers.)

Participation in this global exchange of ideas and information makes many of us feel part of a world-wide community, or citizens of the world, who are enfranchised by our contributions and interactions with other citizens and international organisations. Of course, along with everyone else, we are also inhabitants of the world; and these two actions, namely enfranchisement and inhabiting, are key characteristics of a citizen, as defined by the Shorter Oxford English Dictionary. Theresa May in her speech last October, at the Conservative party conference said: 'If you believe you're a citizen of the world, you're a citizen of nowhere.' If she is right, then she rendered many scientists and engineers as aliens; however, I don't think she is, because citizenship of the world does not exclude us from also being citizens of other, local communities; even though politicians may want to redraw the boundaries of these communities and larger unions to which they belong. However, in practice, it is hard to avoid the fact that we are all inhabitants of planet Earth and have a responsibility for ensuring that it remains habitable for our grand-children and great-grandchildren; so, we are all citizens of the world with its associated responsibilities.

When I was a student, thirty years ago, James Lovelock published his famous book, 'Gaia' in which he postulated that the world was a unified living system with feedback control that preserved its own stability but not necessarily the conditions for the survival of the human race. More recently, Max Tegmark, in his book 'Our Mathematical Universe', has used the analogy of spaceship Earth stocked with large but limited supplies of water, food and fuel, and equipped with both an atmospheric shield and a magnetic field to protect us from life-threatening ultra-violet and

cosmic rays, respectively. Our spaceship has no captain; and we spend next to nothing on maintenance such as avoiding onboard explosions, overheating, ultra-violet shield deterioration or premature depletion of supplies. Lovelock and Tegmark are part of a movement away from a reductionist approach to science that has dominated since Descartes and Newton, and towards systems thinking, in which it is recognised that the whole is more than the sum of the parts. It's hard for most of us to adopt this new thinking, because our education was configured around dividing everything into its smallest constituent parts in order to analyse and understand their function; but, this approach often misses, or even destroys, the emergent behaviour of the complex system – it's like trying to understand the functioning of the brain by physically dissecting it. Recently reported statements about citizens of the world and about climate change, suggest that some world leaders and politicians find it easier, or more convenient, to use reductionism to ignore or deny the potential for complex systems, such as our global society and planet Earth, to exhibit emergent behaviour.

Thomas L. Friedmann in his book, 'The World is Flat' warned that 'every young American would be wise to think of themselves competing against every young Chinese, Indian or Brazilian'. He was right; we cannot turn back the globalisation of knowledge. The hunger for knowledge and understanding is shared by all and courses provided over the internet are democratizing knowledge to an unprecedented level. For instance, I recently taught a course on undergraduate thermodynamics – not normally a popular subject; but, it was made available globally as a massive open on-line course (MOOC) and taken by thousands of learners in more than 130 countries. The citizens of the world are becoming empowered by knowledge and simultaneously more networked. Large complex networks are systems that exhibit emergent behaviour, which tends to be unexpected and surprising, especially if you only consider their constituents.

3-4-Robinson-Liverpool

Auteur : Ruby Robinson

Titre : Christmas Dinner

Source : Citizens of Everywhere (blog d'un projet de recherche à l'Université de Liverpool)

Date : 23 novembre 2017

Lien : <https://www.liverpool.ac.uk/new-and-international-writing/past-activities/citizens-of-everywhere/blog/posts/christmas-dinner/>

Each time I re-read Theresa May's infamous speech on citizenship, I'm left with no words. There are many eloquent responses on this blog to May's speech. If I may, I'm simply going to use this space to let you know about a project which I think exemplifies the actual meaning of citizenship.

Lemn Sissay MBE is a care leaver, poet and Chancellor of Manchester University. In 2013, inspired by the Topé Project (named after a 23-year-old care leaver who took his own life in 2010 and which works to combat loneliness and isolation amongst care leavers), Lemn created a community project in Manchester that would go on to expand to ten towns and cities in just four years. This project mobilises local communities to come together to care for care leavers on

Christmas Day. I'm writing from Sheffield, where we're hosting our first Christmas Dinner this year, following Lemn's guidance and with the support of the wider Christmas Dinner community.

Care leavers are people who spent time in the care of the State as children. They are some of the most vulnerable and excluded people in our society who, after a childhood of loss, trauma and instability, are left with far fewer opportunities and much less support than young people who have a family network. (Notice that May's speech used 'the family' as a touchstone for her concept of citizenship, taking for granted that the ideal of family life applies to us all.) Without the social capital afforded by extended family contacts, the reassurance of a safety net (and a home to return to) in order to take risks and follow aspirations, battling to manage legacies of trauma and loss, often managing without practical or emotional support, these young people begin adult life precariously. Adult children who have family continue to depend upon their relatives into their mid-twenties (or later), whereas, upon entering adulthood, young people who were once wards of the state (to whom we are all corporate parents, in fact) have a huge task ahead in order to see themselves, and be seen, as citizens, equal to their non-care experience peers. It's hard to reconcile the challenges that care leavers face with May's 'us and them' rhetoric.

As Emma Bennett writes in the Guardian: "We know care leavers are over-represented in national statistics of disadvantage and social exclusion, including among adult prisoners and mental health service users (pdf), and they are often paid low wages or are unemployed." What's needed to attend to the harm that care leavers experience is a social attitude of care, acceptance, understanding and empathy. When I heard May's speech, I heard manipulative threats about the concept of belonging. I heard a matriarchal cult figure. Someone desperate to uphold her own status by delegitimising others, and by inspiring fear and hatred by creating an illusion of belonging.

Growing up in care can be a hugely stigmatising experience, feeling unwanted, being looked after by someone whose job it is to be your parent. Some foster carers and institutions that look after children in care are wonderful and provide genuine, nurturing and healing relationship for children. However, this is not always the case. Children often miss out on the unconditional positive regard and love that many people take for granted as part of growing up. They may feel they don't 'belong' in a world where other children have a 'real' family. Surely true citizenship, then, is about inclusivity. It's about having the confidence to feel that by listening to others, lifting others up, we don't lose our status, we gain a relationship, we share in someone else's experience, which is a joy and privilege.

Christmas can be a particularly painful and isolating time for care leavers, many of whom, living independently, have nobody to be with on the one day of the year that emphasises the pleasure of a happy family life. Some care leavers who come to The Christmas Dinners may never have had a pleasant Christmas before. They may never have been shown true care and nurture.

Lemn Sissay's project, The Christmas Dinner, had a vision to change this; to include and cherish care leavers and show them that their communities care about them, value and respect them. Even without much understanding of the impact of childhood trauma on a person's adult life, it's easy to see how much potential may be lost in each young person who's not loved, nurtured and encouraged to be who they want to be.

Radio 1Xtra recently featured three young care leavers' stories of growing up in care and using their extraordinary creativity to turn their lives around. One of the project's mentors, Louise Wallwein, herself a care leaver and good friend of Lemn Sissay, is one of the core volunteers on The Christmas Dinner project. The care leaver community is really rather special. People, like

Louise, who have experienced loneliness, trauma and distress seem to feel compelled to use the privileges they find later in life to help others, to try and break cycles of mistreatment, to lift others up.

The Christmas Dinner is not a charity or social enterprise. It's not about exploiting the misfortune of others. Everyone involved in the project understands this is our community responsibility to care for the care leaver on what is possibly the most difficult day of the year, for many. Our Christmas Dinners treat our guests as the VIPs they are. We ensure each guest feels welcome and cared for, valued and respected as equals. Citizenship is about using our status, our privilege, as citizens to include others and affirm their status as fellow citizens alongside us. There should be no hierarchy in citizenship. We listen to one another, we work together, share what we have and take what we are offered, with thanks. That's the beauty of The Christmas Dinner. In five years, Lemn's inspiration from the Topé Project has led to ten areas hosting Dinners for a total of up to 500 young people who might otherwise have been alone. With your support who knows how many other communities will come together next year? Citizenship, rather than division, fear and cognitive dissonance, is really rather simple. It's about reflection, relationship, intention and action. Lemn reflected on his experiences, took inspiration from others, formed a community with a clear aim and got to work to demonstrate care for others.

3-4- Sánchez-Liverpool

Auteur : Ana-Maria Sánchez-Arce

Titre : Am I not a citizen?

Source : Citizens of Everywhere (blog d'un projet de recherche à l'Université de Liverpool)

Date : 28 mars 2018

Lien : <https://www.liverpool.ac.uk/new-and-international-writing/past-activities/citizens-of-everywhere/blog/posts/not-citizen/>

The following talks to and mirrors Theresa May's infamous 'Citizens of Nowhere' speech delivered on 5 October 2016. I wrote it a few days before Article 50 was triggered.

When I started writing this piece, some big questions were hanging in the air.

Does the Conservative government have a plan for Brexit that doesn't include destroying the economy, wrecking the Union and flaming the fires of fascist thinking? No, they don't.

Are they able to ensure the above doesn't mean this country only works for a few, not everyone? No, they aren't.

Can they pull back from demonising migrants and engaging in neo-Imperialist rhetoric to be honest with people about the immense benefits immigration has had for this country, and the fact that its impact on wages has been negligible? They could do... but they won't.

Why not?

Because, despite what Theresa May and many others say, this country isn't "built on the values of fairness and opportunity" but on those of exploitation, self-centredness and double-standards. The clearest examples of these are colonialism and Empire (something that making Britain "great" again reeks of) and the exploitation of UK citizens themselves. May recognised that the EU referendum "was a vote not just to change Britain's relationship with the European Union, but a call for change in the way our country works – and the people for whom it works – forever". What politicians on all sides don't want to admit is that "the way our country works" is the way it always has, before and after becoming a member of the EU. The UK works for the same old people, and these are precisely the "citizens of nowhere" May held up for abuse, and rightly so, those who avoid paying tax, perhaps using tax havens, often exploiting loopholes through clever accounting, occasionally becoming residents of other countries or registering their business in more accommodating ones. These people may beat their chest patriotically whilst begrudging the national minimum wage and EU regulations ensuring workers' rights. Some of them may benefit from an exploitative 'gig economy' that offers nothing but insecurity and precarious conditions to UK workers and which would increase should the current Conservative chancellor Philip Hammond's threat to turn Britain into a tax haven come to pass (15/1/2017).

Let's be clear, Theresa (if I may): these citizens of nowhere, just like Jack in *The Shining*, have always been this country's caretakers; they have taken care of themselves while pretending to care for the country. They have more in common with international elites (who govern their respective countries either directly or indirectly) than with "the people down the road" or "the people they employ". They are not, however, citizens of the world, or citizens at all. They are selfish individualists who take your predecessor's mantra, "There is no such thing as society", for granted, or, if there is such a thing as society they think it should serve them. Your chancellor's threat to turn the UK into a 'tax haven' shows how this Conservative government puts big corporations ahead of its citizens since low corporation tax and lack of employment rights batter the many to support an economy working for the few. This lost tax could be used to fund public services like Social Care or the NHS but this is obviously not a priority. This sense of entitlement is enshrined in the social fabric, in a particularly nasty way, as seen by the neo-imperialist rhetoric that blinds many Britons to the double standards that they employ, referring to those coming to the UK as migrants whilst Britons abroad are expats.

Last year I met a middle-aged, middle-class English woman who was planning to emigrate to Cyprus to work and complaining about the bureaucratic processes. I said she was lucky it was an EU country and that she could simply move there like I did nearly 20 years ago. Without a hint of self-awareness, she said, "That's the problem with this country. We let anyone in."

Let's be clear: The self-serving few (also called the 1%) who rule directly or indirectly most countries, including the UK, have come a long way in the past six years. Private debt has been taken on by countries as national debt. Taxpayers and normal people are paying for this with austerity. You may want to congratulate yourselves on the handling of the economy but 'your' economy does not stand for real people and real economy. The EU referendum was a happiness predictor, so to speak. Needless to say this country isn't happily expecting. You've come a long way: you've removed in-work benefits and a huge number of people in work have use food banks to make ends meet, rising by 2% last year to "1,109,309 three day emergency food supplies" in the 2015/16 financial year (The Trussell Trust, 15/4/15); you've underspent on the NHS and social care resulting in a breaking point crisis (the British Medical Association reported on 30/12/16 that Sustainability and Transformation Plans "will have to deliver £26bn cuts by 2020/2021 in order to balance health and social care spending [...] raising serious concerns about cuts to services and

the impact on patient care"); you've underinvested in mental health services with terrible consequences for some of the most vulnerable members of our society (a Feb. 2016 report from the independent Mental Health Taskforce to the NHS in England, talks of "chronic underinvestment"); you've underfunded councils so they carry the can for government cuts ("despite the efforts of local government the poorest places and the poorest people are being the hardest hit [...] cuts at the scale and pace of the last few years are unsustainable", Joseph Rowntree Foundation report on the consequences of cuts since 2010, 'The Cost of the Cuts: The Impact on Local Government and Poorer Communities'); you've syphoned off money for schools and promoted a system which perpetuates inequalities among schools and allows people who can afford it to buy into the right catchment areas (BBC 22/3/17 reports on the "'diabolical' budget squeeze as the government "prepares to introduce a new funding formula for schools"; the National Audit Office reports schools face £3bn shortfall by 2019-20); and you've harassed and deprived of rights those on disability income (Employment and Support Allowance disability benefit cut from April 2017). And the biggest cuts are yet to come. Some achievements. These are the roots of the revolution this Conservative government celebrates.

I would very much like to know who are the people you know who find "themselves out of work or on lower wages because of low-skilled immigration", or are these imaginary like the old lady in Enoch Powell's 'Rivers of Blood' speech? The Financial Times published a review of reports in May 2016 noting that "there is little evidence that more migrants push wages down or unemployment up. Economists from the Centre of Economic Performance at the London School of Economics say that when they look at the areas with the largest increase in EU immigration, these have not seen the sharpest falls in employment wages since 2008". It also reports, citing a former member of the government's own Migration Advisory Committee, that "there is still no evidence of an overall negative impact of immigration on jobs, [or] on wages." In semi-skilled and unskilled sectors there has been a very small impact of about 1% over 8 years. Please compare this to wage depression of 10% as a result of the financial crisis and austerity measures in the period 2007 to 2015 (numbers from the OECD employment outlook analysed by The Trades Union Congress). Please stop demonising migrants and look at Conservative policies and the causes of the financial crash.

In any case, you are right that "change has got to come". It seems rather unfair of you, however, to offer migrants as scapegoats for policies that have in effect been put in place by successive British governments. We did not fail to promote the building of affordable housing; you did. We did not cause the financial crisis or take on investors' debt so that the whole country had to pay for it, and we certainly contribute more to the economy than we take ("Immigrants who arrived in the EU since 2000 [...] were estimated to have contributed £1.34 for every £1 they took out", Full Fact, UK Independent Fact Checking Charity).

You talk about this country's values, of its fairness. How is it fair to blame us? But I forget... these values do not apply to the 1%. You are engaged in changing everything so that nothing changes in effect. The poor will be poorer, salaries will slump and inflation will go up. But you and yours will continue to reap the benefits of deregulation and exploit the 99%.

You say that Britain is built on family, community, and citizenship. Citizenship hinges on intersubjectivity. There are rights, but there are also duties. Migrants fulfil their duties to this nation through raising families, taxation, participation in social and community events and institutions. They form a large part of this country's researchers and NHS staff, look after your elderly relatives, take jobs that British people don't want to do, and engage in many civic tasks. Migrants do this without being granted the same rights. I have lived in this country for nearly 20 years, I married

here, I am raising a son with double nationality, I work full-time. And yet, despite a strong engagement with democratic processes (I participate in extra-parliamentary political activity as demonstrated by this piece). I am not allowed to vote in general elections. I now find myself wondering if come 2019 I will be allowed to stay in this country and continue exercising the limited rights I have here as an EU citizen, the right to access free health care, and have a state pension to which I contribute, the right to unemployment benefit should I lose my job, etc. Am I not a citizen? Do we not have a common past? If citizens "can only take from the community, in the form of rights, what they put into it in the form of duties", does it not follow that by putting so much into this community migrants deserve citizenship rights?[1]

I specialise in contemporary English literature, particularly Britain as postcolonial. My students keep asking why they haven't been taught certain aspects of British history. It is more convenient for the 1% to promote a certain narrative about this country (see Liam Fox's recent tweet about 20th c. British history and having nothing to be ashamed about, forgetting support for apartheid, the Dresden bombing, Bengal famine, Ireland...). I see it as my duty to give university students the tools to see how they're being played by the hegemonic narrative of Britain as great, how behind calls to a return to a nostalgic golden past there may be animosity towards multiculturalism, how patriotic fervour and taking back control are being used to undermine their rights as EU citizens to free movement, employment rights, etc.

It feels like our dreams have been sacrificed in the service of others. It is time for British people to take a look at themselves and those who lead them and consider who is not contributing to this community, who is taking them for granted, who is expecting them to pay for their mistakes, and who blames others for their actions. These are the citizens of nowhere for they only care about themselves.

[1] Nick Crossley, "Citizenship, Intersubjectivity and the Lifeworld", in N. Stevenson (ed) Culture & Citizenship, p.37.

3-4-Goodall-Rosetta

Auteur : Simon Goodall

Titre : A citizen of the world needs language skills – but only 1 in 4 expats are fluent

Source : Rosetta Stone UK

Date : -

Lien : <https://www.rosettastone.co.uk/magazine/language-learning-expat/>

More and more people are moving abroad for work, but are their language skills up to it? – A survey by expat networking site InterNations suggests not: Only 1 in 4 speak the local language fluently.

Despite – or perhaps because of – the looming threat of Brexit, the number of people leaving the UK to work or study abroad continues to rise. This reflects the global trend with more and more

people choosing to relocate, often to countries where they have to learn a new language. It is estimated that a little under 60 million people would now be classed under the term ‘expat’* and the number only increases every year.

The choice of a new life abroad brings both excitements and challenges. For many, one of the biggest challenges is language learning; something that is often vitally important for the success of a move in the long run. To really feel at home in a place, as well as to contribute to it, being able to speak the local language is a must.

Language barriers and expat bubbles

When Theresa May coined her infamous phrase that a citizen of the world is a citizen of nowhere she was roundly criticised by many, but perhaps struck a chord with some. Being an expat is a quintessentially dislocating experience and executives who move abroad for work are especially vulnerable to feelings of isolation. Often they don’t have any existing support networks when they arrive in a new country. 72% of respondents to the InterNations survey of members said they did not have existing friends or family in their new home when they moved.

Language barriers just reinforce this potential isolation. According to InterNations, only one in four of its expat members speak the local language fluently and language barriers were identified as the top reason why expats may feel unwelcome in their new home.

So-called ‘expat bubbles’ often arise to combat this. Expats hang together and speak English with one another, choosing the comfort of their main language over the challenge of communicating with the locals. This is a very understandable reaction to challenging circumstances, but it can lead to ongoing feelings of alienation. A third of respondents to the InterNations survey said that they had mostly only expat friends, while only 19% said the majority of their friendship group was made up of local people. Again, language issues were identified as a key reason for not mixing more with the locals.

Language learning brings people together

Language learning has the potential to turn this story around. It not only provides the means to communicate with local people, it provides a reason and an opportunity to communicate with them. The act of learning is a great way to make new connections and language exchange provides an opportunity to contribute, sharing your language with the locals (so often keen to improve their English).

“Many great cross-cultural friendships and relationships have started with language learning and it will always be a force for breaking down prejudices and resentments on both sides of the expat divide.”

“*The real gift of speaking another language is the ability to form friendships with people you wouldn’t otherwise have had. Being able to connect with people from different linguistic and cultural background gives you a new perspective and deeper understanding of the world.*” – Michele Frola from *The Intrepid Guide*



There are ever greater numbers of language exchange gatherings organised in major cities – not least by InterNations – where local people are encouraged to attend and get the most from having expatriate communities in their midst.

Overcoming the fear of talking to local people

Many people assume that living in another country makes language learning easy, but nobody ever learnt a language through osmosis alone. Wherever you are, to learn a language you need to study and to find the right environments to support you.

Fear of looking foolish is a powerful force and one that people living and working in a different language environment are very prone to (more so than people taking an evening class in their native country). The fear of being misunderstood or laughed at prevents many from interacting with local people as much as they would like.

“



“With language, the fear of making mistakes often prevents us from just speaking, perhaps much more than we realise. So, we need to recognise that fear inside us and actively combat it.” – author, singer and motivational coach, Naomi Susan Isaacs

Finding a safe space to practise

The reality is that most people, especially beginners, need a safe space to practise before they can speak with confidence in social or work situations.

Rosetta Stone provides this service for many businessmen and women living abroad. Weekly tutor sessions provide a unique opportunity to get into conversation with native teachers and fellow learners. Available in a range of time slots, tutor sessions revise study points and develop conversations – all with the core aim of increasing speaking confidence.

“



*“The training sessions are really all about **gaining the confidence** to communicate and use your language knowledge. Immersing yourself in a language means having conversations right from the start, if you don't know exactly the right word, you use what you do know to work around the problem and get the point across. **It's better to use the little you know, than to learn a lot and be too scared to use it.**” – Aliona Dameron, senior manager of the live tutoring department, Rosetta Stone.*

Rosetta Stone's entire focus is on speaking the language correctly. With the industry-leading pronunciation tool, the software also creates a safe feedback space, where you can practise saying a word as many times as you like until your accent is perfected – nobody will be laughing!

“

“The great thing about Rosetta Stone was being able to say the words and get confirmation that they sounded OK. This enabled me to build confidence and have a go at the more complicated words and build up my vocabulary. I keep repeating the course to ensure that I am not becoming sloppy with my pronunciation.” – Rosetta Stone learner of French

*Number and definition from the InterNations survey

3-4-Letters-Guardian-2

Auteurs : Jonathan Davis, Andy Hollis

Titre : Theresa May's Brexit Speech Had Shades of Hitler (Letters)

Source : The Guardian

Date : 12 octobre 2018

Lien : <https://www.theguardian.com/politics/2018/oct/12/theresa-mays-brexit-speech-had-shades-of-hitler>

Jonathan Davis and Andy Hollis trace the rhetoric of 'citizens of nowhere'

Your report that German historians found similarities between the leader of the AfD's opinion piece and a speech given by Hitler in 1933 is chilling (German party leader 'echoed Hitler' in newspaper opinion piece, 11 October). But what about the words used by Theresa May in a speech that followed the Brexit referendum: "Today, too many people in positions of power behave as though they have more in common with international elites than with the people down the road, the people they employ, the people they pass on the street ... but if you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere. You don't understand what citizenship means."

Compare with Alexander Gauland, leader, AfD, 2018: "The globalised class ... [live] ... almost exclusively in big cities, speak fluent English, and when they move from Berlin to London or Singapore for jobs, they find similar flats, houses, restaurants, shops and private schools".

And Adolf Hitler in 1933: "[the] clique ... people who are at home both nowhere and everywhere, who do not have anywhere a soil on which they have grown up, but who live in Berlin today, in Brussels tomorrow, Paris the day after that, and then again in Prague or Vienna or London, and who feel at home everywhere".

Jonathan Davis

Haute Savoie, France

According to your article, Hitler referred to the international clique (Jews) as being both home "nowhere and everywhere". The words resonated. After all, we remainers were told in no uncertain terms in 2016 that we were citizens of the world and therefore "citizens of nowhere". I couldn't help wondering why this piece was in the World section of the paper and not under National.

Andy Hollis

Todmorden, West Yorkshire

Annexe 3.5 Livre *Citizens of Nowhere* (extraits)

3-5-Marsili-Citizens

Auteurs : Lorenzo Marsili et Niccolo Milanese

Titre : Citizens Of Nowhere

Maison d'édition : Zed Books

Date : 2018

Introduction

Citizens of Nowhere

If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere. You don't understand what the very word 'citizenship' means.

Theresa May made these comments in the closing address to her first Conservative Party conference as Prime Minister in October 2016. It was a speech in which she tried to distance herself from Margaret Thatcher's (in)famous phrase 'there is no such thing as society', instead emphasizing the 'bonds and obligations that make our society work' and attacking tax-dodging companies and celebrities, as well as unscrupulous big-business directors who do not train up or care for their staff. This was the speech in which she attempted to set out her 'philosophy' and 'vision' for Britain following the Brexit vote in June; a vision of 'a country that truly works for everyone, not just the privileged few', in which an interventionist government steps in to correct injustice, ensure equitable distribution and opportunities, and end a regime of one rule for the rich and another for the poor. Just as she had been doing since becoming leader in July, she was attempting to steal the clothes of the Labour Party by defining the Conservatives as the party of workers' rights, the party of the NHS, the party of constructing houses, the party of social justice.

The underlying nationalism of Theresa May's message; which drew from the Leave campaign's often openly xenophobic stance, has sadly not evaporated in UK political discourse – unlike her authority and credibility. Instead, it has become more entrenched as the Brexit process moves forward. The division May draws between deterritorialized elites who escape all social obligations and 'everyday' local people who pay their fair share of taxes is equated with the distinction between those 'out-of-touch' 'traitors', 'mutineers' and 'enemies of the people' who call into question the good sense of Brexit and those 'patriots' who enthusiastically cheer it.

Brexit is, of course, a story unique to the United Kingdom, but the right-wing discourse of a turn against 'global' elites – constantly mixed up with migrants, left-wingers and human rights – is a common one throughout the Western world. Always ready to shift their arguments to maintain privileged positions, many voices of the establishment pronounce in grave voices that perhaps elites have raced too far ahead in a process called 'globalisation', leaving poor citizens unable to catch up. The teacher should slow down for the dim ones at the back! Faced with rebellion, now is the time to calm everyone down, to return to the nation, to return to the territory and forgotten populations. Or so the story goes. We think this story is quite wrong, perhaps because we have

more belief in – and probably more familiarity with – citizens than those forging the mainstream narratives. And in this book we will seek to overturn the dominant discourse.

While May's national populism is regressive and often racist, there is a way of *misreading* her phrase on citizenship that perhaps reveals its deeper truth and hidden energy. For what if *we are all* citizens of the world, and *for this very reason* we are citizens of nowhere? This sounds like a paradox, which is a sign that it works against prevailing common sense. But it is precisely by undermining ideological common sense that we can unpick the nationalist strategy, at once recovering a radical dimension to citizenship, creating a post-national horizon of political action, and providing a way to re-contextualise widespread feelings of disempowerment. As we describe in Chapter 1 of the book, the only way to offer genuine political alternatives is to reframe the problem. We will show that the nation is no longer a sufficient vehicle for progressive civic engagement, and that a radical reinvention is required to redirect the course of global politics.

News from nowhere

There is no reason to follow May in consecrating tax dodgers and brutal capitalists as 'cosmopolitans' rather than calling them simply 'criminals' or 'exploiters' and actually doing something about them. Instead, we contend that it is ordinary folk who have become citizens of the world. In contemporary Europe, and increasingly across the globe, very many of us – who are by no means economic elites – have access to information from throughout the world, the possibility to communicate with faraway places, and the opportunity to travel reasonably cheaply. In a globalized economy – and especially since the 9/11 terrorist attacks and the 2008 financial crash – it is clear that we can all be affected dramatically by events elsewhere in the world. Furthermore, we already know that climate change is damaging societies and lives. Whereas in earlier centuries only tiny elites may have been 'citizens of the world', now the world is more open to the masses than ever before, and the millennial generation has grown up taking this increased awareness for granted.

And yet if we understand citizenship as having the political agency to influence the course of our collective future, we indeed lack a citizenship of the world; only very few people have real agency regarding our future and while some have more rights and privileges than others (votes in more or less powerful countries, greater social and economic capital and mobility), the vast majority of us are 'citizens of nowhere' to some extent, and we will remain so until we invent political forms of agency that are equal to the forces which shape our world. So we have simultaneously 'gained' the world in our awareness, and 'lost' the world under our control.

This inverse relationship is expressed in particular in opinion polls of young people. Many recent polls have shown that younger generations see themselves in global terms, with a wide range of responsibilities to people both close and distant from them. There are generational shifts in many parts of the world when it comes to seeing community as defined in civic terms rather than based on ethnicity, family ties, religion or territory. And yet younger generations also say that they feel excluded from society, and disempowered, particularly in countries that have experienced recent economic crises. These two sentiments both go together and are in tension with each other: increased horizons go hand in hand with a feeling of powerlessness and exclusion, and that impression is increased if one feels that unchallengeable global events are driving local economic and social problems.

Thus, it is too simple as well as patronizing to argue that elites have raced ahead in globalization. A significant part of the population is more globally aware than the elites give them credit for, and precisely because if this awareness of what is going on they find the current course of politics

infuriatingly wrong: wrong in its objectives, wrong in its results, and wrong in its methods. What is more, as we will show, citizens are ready to act to change the course of history, but where the political establishment has not attempted to stamp out these energies for change (and that has happened very often), then unresponsive, unimaginative and out-of-date institutions and ways of thinking have stifled new initiatives.

The key slogan of the Brexit campaign was ‘Take Back Control’. There is no possibility of being able to completely *control* the future, and the backwards-looking nostalgia of this phrase is to be rejected. However, the demand for citizens collectively to decide their future is fully justified. Where the Brexit campaign and the rhetoric of the May government were duplicitous was in promising that this meaningful citizenship could be found in the nation. As we argue in Chapter 2, the global neoliberal economy in fact relies on the mirage of national sovereignty to hide its real operation. And so to ‘take back control’ we must not recoil into the bosom of the nation, but step beyond it.

What is Europe the name of?

Before Europe was a geographical space it was a myth: the myth of the goddess Europa abducted by Zeus, who disguised himself as a bull and carried the beautiful Europa away. As the myth is told by Apollodorus, Europa was the daughter of Agenor and Telephassa and had three brothers: Cadmus, Phoenix and Cilix. After her abduction, Agenor sent the three brothers to find Europa, telling them not to return until they had done so. The brothers set out in three different directions: one heading towards what today we would call Europe, one towards the Middle East and one towards Africa.

At a time when many would like to define Europe along ethnic or national lines, and at a time when the proliferation of border fences goes hand in hand with the identification of an indigenous ‘people’, the story of Europa serves to remind us that from the beginning ‘Europe’ has been thought of as bigger than it is now typically understood as being, and that it exists at the crossroads of multiple paths. Europe, ultimately, is *nowhere*.

Nowhere, of course, is also the etymology of the world ‘utopia’. And Europa – just like Utopia – is never found. After a lengthy and apparently fruitless search, the three exhausted brothers established cities in order to rest, regain strength, and continue looking for their sister. Phoenix settled in Phoenicia, which is modern-day Lebanon, Syria, Israel and Palestine; Cilicia settled in Cilicia, which is today’s Anatolia; and Cadmus settled in Thrace (now Greece, Bulgaria and Turkey) and founded the city of Thasus, later known as Thebes, a city that would become the very symbol of Greek tragedy. It is a historical contingency – but now coincidence – that movements of people through this part of the world today are leading to another epochal redefinition of the notion of citizenship itself. We will discuss this in Chapter 3.

Europe, then, is not primarily a geographical space: it is a process and a pursuit. Europe does not really exist: she is movement itself. As the Uruguayan writer Eduardo Galeano describes it: ‘Utopia is on the horizon. I move two steps closer, it moves two steps further away. I walk another ten steps and the horizon runs ten steps further away. As much as I may walk, I’ll never reach it. So what’s the point of utopia? The point is this: to keep walking.’

Today, history once again appears to be accelerating forcefully, with all in flux, ebullient. We are in the middle of a profound transformation that will change the basis of our economic model, our democracies, the distribution of wealth and the meaning of words themselves. Disruptive change should not be a novelty for Europe: beyond the myth of Europa, the continent’s modern origins

rest on a double revolution – French and Industrial – that precipitated an acceleration in time without precedent, a permanent revolution that would be exported to the whole world. Indeed, the very word ‘modernity’ comes from *modus*, meaning *just now* or the becoming of reality.

The problem we face today is not a fear of change, as the elites would have us believe. Rather, it is a justified feeling of losing control over that change, as we face a transformation that our political systems appear increasingly unable to mould and actively govern. Our search lacks direction, the object of our pursuit increasingly blurry. We feel powerless, and our democracies appear a sham. But there is no turning back to the fireplace of Agenor and Telephassa, to a time before our continent and our future were abducted. There is no placing history in a box, renouncing time, hopping off the ride. We need to cross the swamp and continue our pursuit.

Time travel, eternal returns and other utopias

The world ‘nostalgia’ was created during the seventeenth century from the Greek words *nostos*, meaning ‘homecoming’, and *algos* meaning ‘pain’ or ‘ache’. Somewhat fittingly, the word itself is a neologism using ancient roots. Although its Homeric overtones conjure up the long homecoming of Odysseus to Ithaca, the word itself is a modern invention. Nostalgia is a selective emotion: different countries had different ‘golden ages’, and not everyone can easily imagine that they lived like kings. That white, male middle-class Americans have some nostalgia for the 1950s is understandable; it is just as understandable that black, female Americans find the idea of a return to the same era horrifying. Some in Turkey may feel a sense of nostalgia for the greatness of the Ottomans; Christians in Turkey surely will not. Lesbians and gays worldwide may justly fear any nostalgia for earlier periods... unless they go all the way back to Ancient Greece, for example, where homosexuality and bisexuality were the norms. And so on. While some may be nostalgic for a period in which they can imagine they were privileged, others may simply be nostalgic for periods that were calmer or more peaceful, or when things seemed more certain. Between those reminiscing about imagined privileges and those simply dreaming of calmer times, predicament nostalgia has become a dominant public emotion and time travel a kind of electoral strategy.

This looking backwards has two counter-effects: a constant fear of historical repetition, and the loss of the future. As easy as it is for some to find elements of ‘the good old days’ in the past, it is much easier to find terrifying examples of where it all went wrong. Fear of a repeat of the 1930s economic slump is a dominant emotion for many, or fear of the ‘sleepwalking’ that led to the First World War. Anniversary commemorations of the beginning or end of wars have contributed to their heightened presence in public awareness, and for all that these events stand as warnings and can teach us valuable historical lessons, they can also reinforce the idea that disaster is inevitable, generated by forces much more powerful than citizens could ever hope to be. This fear of historical repetition, of eternal return, reinforces the difficulty many of us have in projecting into the future. This is particularly acute for younger generations who are at greater risk of economic precarity, which creates its own difficulties for imagining a happy future.

‘If I could but see a day of it!’ says a man tiredly returning home on a train from a political discussion where different visions of a progressive future have been debated endlessly, and in which he has lost his temper, shouting at the others until the meeting broke up. Arriving home, his thoughts move from the discussion with his friends to a wish for peace and quiet, for bed. Later, when he awakes and leaves his house, he finds society transformed.

This is a summary of the opening sections of *News from Nowhere or an Epoch of Rest*, a novel written by William Morris in 1890. In it, the narrator is transported to London in the early twenty-first century, and takes a journey along the Thames to see a society and a city that have been

transformed by a socialist revolution, becoming a kind of pastoral utopia in which good fellowship, rest, happiness and beauty are the primary social values. Curiously, the people of this London utopia are ignorant of history in general, and uninterested in anything beyond the forest that surrounds their city: bookish education and adventure and exploration are taken to be all well and good for the small minority who might be naturally inclined to them, but an exhausting distraction from bonhomie for everyone else. These ‘citizens of nowhere’ are indeed living in an epoch of rest.

Morris wrote *News from Nowhere* in response to the huge success of the novel *Looking Backwards*, written by the American Edward Bellamy in 1888, which imagined a future society in which monopolies have developed into state-run socialist enterprises, society is urban, and the mechanization of society means that people retire at forty-five and very few do any menial work at all. Looking back the other way and contrasting these utopias from the late nineteenth century is instructive in helping understand divergent attitudes today. The divisions between urbanite and pastoral ideals, attitudes towards technology, nationalization, the role of culture, the arts and the meaning of labour are all still present. And yet there is also a sense that we have reached the end of a historical period, and we need to go beyond mourning nostalgically for it and its embedded dreams. We surely have not arrived in utopia, but the same frame imagined by Bellamy, Morris and others has come to a close, and we must look forward into a new world rather than endlessly deferring the expiry date on previous visions; these political utopias have past, their creative energy spent. Going back to their future is impossible. In Chapter 4 we will look at how the organizing principles behind the political struggle for these past utopias have also become outdated, and how as a result we need to invent new strategies and scales of action beyond the nation state just as we elaborate new utopias.

Meaningful political citizenship requires the possibility of acting in support of what currently seems impossible. Max Weber concluded his celebrated ‘Politics as a Vocation’ address in 1919 to the Free Students Union of Bavaria by saying: ‘I have to freely admit, and historical experiences throughout the history of the world show, that people cannot be reaching successfully for what is possible, unless one also reaches for the impossible. We need to be citizens of nowhere in this sense: acting in the name of that which is not yet actual, perhaps not even fully thought-out yet, orienting ourselves to the horizon of our visions; as did the late nineteenth century utopians. Directing our vision forward in this way is one of two interconnected preconditions for seeing the signs of a positive future today, and drawing energy and hope for them. It requires not expecting the signs of the new to take the same forms as the old. The other precondition is that we must cut through old narratives which fog our vision: nostalgia is an understandable emotion, but it is frequently manipulated for the political purposes of a powerful few. We need to recover the bravery to break through ‘comfortable truths’ and common sense.

European alterities

For us, the two authors of this book, the journey into contemporary politics started in a prosaic way, albeit in magnificent and evocative surroundings, as we sat down for dinner in Rome in the summer of 2006. Lorenzo, originally from Rome, was back for the summer months from London. Niccolo, originally from London, had been living in Siena, and was in Rome to meet his cousin. Over pasta al dente and red wine, under the darkening Raphael-blue sky, we discussed politics, culture and art, and our sense of frustration at the contemporary situation. We agreed that the nation was simply the wrong political form for any progressive politics that might restore a sense of agency over history for this part of the world. We discussed now, in our view, the utopian idea of Europe had been captured by technicalities, an obsession with rules, administration and economic

arguments. It was the year after the referendums in the Netherlands and France that had rejected the so-called 'European Constitution' (which in reality was an unreadable 200-plus pages of mostly technical rules). To use the old phrase from the Marxist theorist Antonio Gramsci, one that became common after the economic crisis, it felt like we were in a period of 'interregnum': as if the old was dead but the new could not yet be born.

By the end of the evening we agreed that simply complaining was not an option. Thus, we decided to organize a series of cultural events, inviting philosophers, poets, artists and others to attempt to recover the utopian dimension of Europe. We settled on London as the most interesting place to launch such an endeavor, for four main reasons. Firstly, we both knew the city well, and indeed it was in London that we had first met a year or so previously through our involvement in several literary magazine projects. Secondly, London has powerful cultural institutions, and we thought that a series of activities in these would perhaps draw attention from others across the continent. Thirdly, London in those years was quite open, and it was possible to launch initiatives without financial capital or family connections in a way that was difficult in other major European cities. And fourthly, and most importantly, London is at once highly cosmopolitan in its population and famously reluctant about its place in Europe: it seemed like an ideal paradox.

Returning to London with next to no money, some slow laptops and a few email addresses, during the autumn of 2006 we created a space for us to work (and sleep) in an officially abandoned warehouse just off Brick Lane, in the East End. Renting from a nearby restaurant owner, we shared the space with some Italian waiters who worked in the restaurant, a Brazilian running something called the London Fight Club upstairs, a carpenter and someone importing parmesan cheese. Opposite was a supermarket selling products targeting at Indians and Bengalis, who are very present in the area, as anyone who has eaten curry on Brick Lane knows. On one of the most cosmopolitan streets in the most cosmopolitan of cities, just metres away from the City of London and yet worlds away from the world of finance, we were in a kind of nowhere space, a place of paradox and contradiction. It felt like an appropriate place to launch our humble attempts at an alternative.

As we started to send emails to potential speakers, knock on the doors of university and museum directors, and ask around to find out who might be interested in helping us, it became clear that we were not the only ones looking for a space in which Europe might be talked about differently. Furthermore, many of these people came from countries further afield than what would geographically be termed 'Europe'. The earliest team included people from France, the UK, Poland, Romania and Italy, but also from Lebanon, Australia and China. The events we put together quickly became something bigger than we had planned, eventually becoming the London Festival of Europe, which took place in March 2007 at the Courtauld Institute of Art, Tate Modern, the LSE and a series of other well-known London institutions. Zygmunt Bauman was the opening speaker, and Vaclav Havel and Jürgen Habermas responded with regret that they could not attend, as did Gordon Brown, who at that time was Chancellor of the Exchequer and told us he was busy preparing the budget.

At the opening event, there were many more people than we expected, notably including people from various embassies and government institutions. They were surprised that they were no reserved seats and some of them had to sit on the stairs. They were even more surprised to see us giving the introduction to the festival rather than some 'official' of one hand kind or another. 'Europe' was not supposed to be the kind of thing that mere citizens would be active in discussing. We received emails from Eurosceptic members of the European Parliament accusing us of being secretly employed by the European institutions (if only we had been secretly employed by

someone – we would have eaten better and had heating!). The Italian national television service, Rai, recorded interviews outside the festival venue. Chinese Central Television and the Canadian Broadcasting Corporation travelled halfway around the world to cover the events. The BBC was not interested... This is a striking contrast with the contemporary situation, where Brexit and the relationship with the European Union have become a national media obsession in the UK, and a minor news story in the rest of the world.

The success of the festival led us to launch an organization with the name European Alterities. From the beginning, our interest was in the ways in which Europe acts as a space of encounter between cultures, civilisations and people; and hence ‘alterities’, ‘othernesses’, was an expression of our conviction that Europe advances by questioning its own limits and borders – like its founding myth. Once we got started, two things quickly happened: first, we changed our name to the more comprehensible European Alternatives after the twentieth telephone conversation in which we had to spell it out... and second, people who had attended our events, had worked with us or had heard about our initiative started encouraging us not only to organize the festival, but also to do activities throughout Europe. As early as 2007, it was already apparent that there was a huge vacant space for talking about, promoting and imagining alternative ways of doing European politics and culture, starting with the citizens rather than going over their heads.

When, in 2008, the financial crisis hit the City of London, located just a few hundred metres from our office, that space for alternatives at once enlarged considerably and became intensely politically charged. European Alternatives grew into this space, developing and linking up with other emerging organisations. In retrospect, it is little surprise that no alternative political vision was able to take advantage of the crisis to force the transition to a new world: no alternative political organization or movement was sufficiently organised or connected across the continent to do so.

But there was also another reason which we think was more crucial: every political movement for change needs a guiding utopia to energise it, but all the utopias to hand were out of date. For one of our early projects we chose the slogan ‘Change Utopia’, at a time when Obama was campaigning on ‘change we can believe in’. Our sense was that ‘change’ was becoming a major theme of the epoch, almost an empty form of utopia in itself, because even those promising it were in reality advocating what sounded like more of the same. People were aware that history had not ended, but the collective force to imagine an alternative was lacking. Over the last ten years there have been several *printemps des peuples* with different leading characters and main stages – the Maidan in Kiev (several times), Mohamed Bouazizi in Sidi Bouzid, Tahrir Square, Occupy Zuccotti Park and Saint Paul’s, 15-M in Puerta del Sol, Gezi Park, Syntagma Square, Plenums in Tuzla... Each has had its successes, most have ended in failure, and some are still battling. The story of progressive political change has always been like this. But to a greater extent than ever before, people have been following from a distance, attentive to every sign of change, trying to piece together a bigger picture and foresee the direction of the coming epoch.

Today, looking back at ten years of economic and political crisis, Europe might appear like a continent pulling itself apart: north versus south, east versus west, citizens versus institutions. And yet these years have also shown the hidden vitality and the radical imagination of Europeans acting across borders. While the establishment has been paralysed by lack of vision and ambition, civil society, social movements and many citizens have organized to show that alternatives exist. From the economy to migration, from commons to democracy, citizens have invented new ways of ensuring solidarity and justice; and from these practices, mobilisations and collaborations, a multiplicity of radical ideas and proposals for a desirable European future have emerged. Our

experience is that the elements of this alternative are there, living in imaginations, in acts and practices, and they are growing. But seeing them requires a change in mindset, in our understandings of politics and what counts. Through the chapters of this book, we will try to provoke such a change, and propose a strategy for giving these alternatives political force.

Citizens of Nowhere: A Rallying Cry

This book takes its title from a phrase uttered by Theresa May after the UK voted to leave the European Union; ‘If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere.’ We have reversed this phrase to argue that we are all already citizens of the world, but until we invent forms of politics beyond borders, we will remain citizens of nowhere, without political agency. The utopia we have presented in this book is one of transnational citizens, living and acting across borders, who have the power to work together as equals, who constantly invent new strategies for ensuring their autonomy to live rich, meaningful lives together, and who continuously struggle together for a better future. This is a vision we think is realistic for all citizens, not just an elite few, and we must invent forms of political struggle, parties, organisations and movements that work to bring this about.

There are many ‘citizens of nowhere’ who have populated this book, from the historical figures of the First International, to the unknown migrant, the Amazon workers on strike, or those resisting fascism. Each of these people had a capacity for projecting utopias far into the future and acting in order to realise them; often against all odds. Thanks to such efforts, throughout history we have benefited from social and political progress that all but the most far-sighted citizens of past ages would have regarded as *incredible*. This is the collective capacity we need to recover above all: not expecting or wishing history to come to an end (and certainly not for it to go backwards), but rather being able to move history forwards, which is what politics in its noblest sense should mean for us. This capacity has been taken prisoner at the moment by a global economic system, by an attack on citizenship and on politics itself, which will only be overcome by inventing forms of politics that go beyond the nation state. We have argued that only by inventing a new kind of clock we set political history in motion again.

Throughout the book we have presented the experience of European Alternatives in attempting to do this over the last ten years, starting from where we are and what we have to work with – which has sometimes seemed very little at first but has turned out to be full of riches and potentials. In writing this book and telling the story, we hope to inspire other citizens of nowhere to roll up their sleeves and join arms with us or start their own transnational initiatives, without thinking that they need anyone’s authorization or support. These things are ours to do.

Ours is not an epoch of rest, and it is not an epoch for looking backwards. It is an epoch of historic change of global proportions? It is up to us to ensure that change is towards political citizenship and collective agency, and not subservience and isolation.

Annexe 3.6 Projets culturels et entrepreneuriaux

3-6-Citizens

Auteur : -

Titre : -

Source : Citizens of Everywhere

Date : -

Lien : le lien n'est plus accessible

Thirsty Cambridge and Moor Beer are very excited to announce the birth of “Citizens of Everywhere” — probably the biggest pan-European craft beer collaboration project ever undertaken.

About Citizens of Everywhere

As the UK hurtles towards a very uncertain future, Sam Owens of Thirsty and Justin Hawke of Moor wanted to do something to remind us of all the positive achievements that have come from our membership of the EU.

“The referendum campaign of 2016 was characterised by so much negativity on both sides. I always thought it was such a shame that the positive messages of EU membership were largely drowned out. Back in the autumn, I saw an opportunity to remind everyone of the huge benefits we enjoy across Europe thanks to this unprecedented exercise in collaboration between nations.”

— Sam Owens, Thirsty Cambridge

Sam’s first step was to speak to his brewer friend, Justin Hawke of Moor Beer Co in Bristol, to gauge his reaction. Justin jumped straight on board and has gone on to play a crucial role in bringing the project to life. As one of the first recognised craft brewers in the UK and boasting long-standing relationships with great breweries across the country and the continent, Justin was ideally placed to recruit the other 23 brewers. Justin additionally brought in Beer 52 to give the project huge UK-wide distribution and exposure. With a range of other partners including Simpsons Malt, Charles Faram Hop Merchants, eCask, Crown Beverage and Multi Packaging Solutions, the whole of the craft beer supply chain has come on board with the project. All ingredients – including hops – will come from Europe.

Justin Hawke said: “As someone who chose to move to Europe and start my brewery in the UK, this topic is hugely personal. It was crucial for us to avoid a negative, antagonistic tone in what we’re doing. Sure, we believe strongly that it’s a bad idea to leave the EU, but we don’t want to be political. At the heart of everything we’re doing is a positive message celebrating all the great things that can be achieved by working together. This project uses beer as a medium for people to really internalise how we must continue building bridges as people, as businesses and as nations.”

Callum Stewart, Craft Beer Buyer at Beer52, commented: “As a beer club, our whole mission here at Beer52 is to explore the world through beer. We uncover great breweries and learn about other cultures by sharing a beer with the people we meet along the way. Whatever the outcome of Brexit, we're going to continue to brew and drink many beers with our European friends and explore their lovely countries. If ever there was a time to have a few beers with our continental neighbours it is now. The 'Citizens of Everywhere Project' really chimed with what we believe in and has triumphed at showcasing the universal power of beer to bring people together!”

And why “Citizens of Everywhere”? Sam Owens explains: “Back in October 2016, the Prime Minister said, ‘If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere.’ As someone who considers himself very much a citizen of the world, I wanted to turn that statement around in a positive way. What could be more beautiful than uniting people, businesses and countries to brew wonderful beer? This is a fantastic demonstration of the UK and EU working together, all the way from the growers to the manufacturers, distributors, retailers and consumers. That is well worth raising a glass to and considering why we need to continue working together.”

Partners:

Thirsty Cambridge has been open in Cambridge since August 2015. Part-bar, part-bottle shop and with season-long pop-up events at locations around Cambridge, Thirsty has built up a huge following locally and an increasing profile nationally. Owens has extensive European credentials. As well as obtaining a degree in French and German, he has lived and worked in both France and Germany. He founded Le Verre Gourmand in the French Alps in 2005, selling wines and craft beers from all over the world to clients in the ski resorts of France, Switzerland, Austria and Italy. While he insists he always supports England against France in the rugby, he feels as much European as British as English.

www.wearethirsty.co.uk

Moor Beer was born in 2007 when Justin Hawke purchased a defunct brewery based in the Somerset Levels and Moors. With its headquarters now in the centre of Bristol and a site in London, Moor Beer has become one of the world’s top-rated breweries regularly winning national and international awards. In 2017, Justin was named ‘Brewer of the Year’ by the British Guild of Beer Writers. He kicked off the unfiltered beer movement in the UK. Moor Beer is the first brewer to be accredited by CAMRA for cask, keg, bottle and can. Moor Beer’s inspiration mirrors the journey of its founder. Born in California and enjoying beers with intense hop flavours, Justin graduated from West Point and was stationed in Germany, introducing him to naturally hazy beers. Trips to the UK meant the discovery of secondary fermentation and highly drinkable and well-balanced beers. The result is what Moor Beer Company prides itself on – Modern Real Ales and Lagers. Drink Moor Beer!

[...]

3-6-Citizen-Scotland

Auteur : -

Titre : Citizen of the world

Source : National Theater Scotland

Date : -

Lien : le lien n'est plus accessible

“If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere.” Theresa May

National Theatre of Scotland and GalinskyWorks present Citizen of Nowhere, a festival exploring how theatre can work with new technologies and interactive installations to respond to an increasingly fragmented world.

With new realities like Brexit, Trump, and the resurgence of populism and political strongmen, cultural values like unity, diversity, and empathy are under sustained attack. This erosion has gone hand in hand with a disruptive technological revolution which has caused seismic shifts throughout the world, the implications of which we are experiencing in real time today: from fake news and the wild west of the internet, to the threat of AI on the future of jobs. Citizen of Nowhere will provoke theatre-makers, creative technologists, researchers, writers and thinkers to use new technologies to fight back, bridge divides, reach new audiences and tell stories in new ways.

Artist and curator William Galinsky leads an enquiry into the future of how and why theatre is made and for whom. Can theatre use and influence technology to bring more of us together and strengthen civil society?

Taking place in Scotland's tech-hub Dundee, the National Theatre of Scotland invites enquiring minds to come on a journey into the future of theatre, technology and society for five days of installations, performance, discussion and debate.

William Galinsky is an artist and curator, who was previously the Artistic Director at Norfolk and Norwich Festival, the flagship performing arts festival for the east of England.

Performances [une sélection]:

UNKNOWN CLOUD

07/11/2018 - 10/11/2018

Meet at Dundee Rep Theatre

“...imagine a portal between your immediate environment and the life-worlds of distant strangers...”

Unknown Cloud is a nomadic global phenomenon, formed by the people who experience it...

An immersive app experience/ social experiment for audiences outdoors.

Programmed to exist globally until 2057, the Cloud travels across national borders, large cities, remote villages, islands, mountains and across the sea. Immersed in the cloud audiences will explore participation, trust and compassion – the cornerstones of an engaged and humane society.

Unknown Cloud's mission is to use our everyday devices as a tool to re-connect with our own and other bodies, instead of allowing technology to disconnect us from the same. How can we mitigate the risks of trust, and make it easier to trust outgroup strangers?

Each evening at 8.45pm audience members will meet at Dundee Rep to wait for the cloud. Audiences are asked to download the free app: Unknown Cloud Caretaker, which uses a newly developed and innovative tool called Nagoon, consisting of a complex 3-dimensional soundscape, connected to existing environments on location, and follows the movements of the planets in real time.

PLEASE NOTE: You must download the Unknown Cloud Caretaker app in advance in order to participate.

This event is free but ticket, please ensure to book your place using the links at the bottom of the page.

This is an outdoor experience, please dress appropriately for the weather.

Unknown Cloud is developed in collaboration with: Liquid Media Application, iOS and Android developed by Nagoon.

Running Time: 35 minutes

CITIZEN OF NOWHERE PANEL EVENT

10/11/2018 - 10/11/2018

The Vision Building

We're living in astonishing times. Technological advances are changing the very essence of what it is to be human. Democracy, identity, and social, political and economic hierarchies are being rearranged.

There is great hope in all of this and the opportunities are massive, but we must also acknowledge the fears, dangers and uncertainties of the coming years and decades.

Now is the time for art to influence and change the world.

Join Citizen of Nowhere co-curator William Galinsky and our expert panel as we discuss how artists, theatre-makers, developers and futurists are trying to influence the direction of travel.

3-6-Citizen-Coronet

Auteur : -

Titre : Citizens of Nowhere ?

Source : The Coronet Theater

Date : -

Lien : <https://www.thecoronetheatre.com/whats-on/fill-citizens-of-nowhere/>

Theresa May said that “if you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere.” Issues of belonging, roots, community and bonds seem to matter more than ever in the Brexit-era world.

Speakers:

Helena Janeczek is an Italian writer and journalist who was born into a Polish-Jewish family based in Munich. She has written extensively about borders, history, nationality. Her novel *Le rondini di Montecassino* has been translated into English by New Academia Publishing/Scarith Books (*The swallows of Montecassino*, 2013). Her latest novel is *La ragazza con la Leica*.

Lauren Elkin is the author of *Flâneuse: Women Walk the City in Paris, New York, Tokyo, Venice and London*. A contributing editor at the *White Review*, she works at the *Citizens of Everywhere* project for the University of Liverpool and in collaboration with *The Guardian*.

Chair:

Claudia Durastanti is a writer and translator based in London.

Annexe 3.7 Débat et podcast

3-7-Intelligence

Titre : If You Believe You are a Citizen of the World, You are a Citizen of Nowhere

Source : Intelligence squared

Participant-e-s : David Goodhart (DG), auteur, David Landsman (DL), ancien diplomate, Simon Schama (SS), historien, Elif Shafak (ES), écrivaine, Kamal Ahmed (KA), journaliste, animateur du débat ; membres du public qui posent des questions (P1, P2, P3, P4, P5, P6, P7).

Durée : 1:31:38

Date : 5 mars 2018

Lieu : Emmanuel Centre (Londres)

Lien : <https://www.intelligencesquared.com/events/if-you-believe-you-are-a-citizen-of-the-world-you-are-a-citizen-of-nowhere/>

Argumentaire du débat

When Theresa May uttered these words at the Tory party conference in 2016, there was uproar. May was targeting the liberal establishment, who flit business class from Mayfair to Monaco, from Davos to Doha; those in positions of power, who, as May put it, ‘behave as though they have more in common with international elites than with the people down the road’.

But many people who don’t fit in this frequent flyer category felt under attack too. For this group, believing you are a citizen of the world is a badge of honour, not shame. The cosmopolitan impulse, they believe, isn’t about loyalty to any single community. On the contrary, you can be a citizen of your street, your city, your country and the entire globe. And in our interconnected world, those with a burning concern for global justice, for the environment, for the strife and carnage happening beyond our borders, see themselves as part of humanity at large – as citizens of the world.

But for a different group of people, May’s words resonated deeply. These are the people who feel genuinely rooted in their communities, who feel the strongest sense of solidarity with those who share their history, language and other elements of a common culture. These people often feel sneered at as nationalists or worse, as bigots, by the elites who do not understand their profound intuition that the nation state is the natural expression of group identity.

We were joined by Simon Schama, one of Britain’s most celebrated historians, who embodies the cosmopolitan spirit; Elif Shafak, the Turkish novelist and commentator, who calls herself a ‘world citizen and a global soul’; David Goodhart, author of the bestseller *The Road To Somewhere*; and David Landsman, a former diplomat now in the corporate world. The event was chaired by BBC economics editor Kamal Ahmed.

Transcription du débat

- 1 KA thank you *hannah and welcome um to this event mm based around the famous or rather infamous quote by *theresa *may if you believe you are a citizen of the world you are a citizen of nowhere a quick question just to kick us off who here believes they are indeed a citizen of the world [(regarde le public)]
- 2 [(de nombreuses mains se lèvent dans la salle, ensuite rires)]
- 3 KA [excellent welcome the metropolitan elites we are still fighting on and we fight to win well done so this is a sort of rally more than more than a debate]
- 4 ((la salle rit))
- 5 KA i do have a couple of admissions just to kick us off not only do i work for that bastion of liberal elitism the *bbc umm although of course if it is a conspiracy that would that would suggest there needs to be some form of organisation behind it but that for anyone who's worked there will know that's absolute rubbish [umm]
- 6 (([rires]))
- 7 KA but secondly i have also been to *davos the: *davos man i have met and rubbed shoulders with the the capitalist megalomaniacs who basically run the world um to the detriment of not this lot because we're all in that same elite but certainly the detriment of most people in *britain a slightly more serious question actually taken from *david *goodhart's remarkable book which we will obviously touch on hugely this this evening and it is a question which i would like also you to answer (.) and this is the question (.) uh put your hand up if you agree with this proposition and we can test the very representative british audience here with what people actually answered in this *yougov poll in two thousand and eleven so if you agree with this question do raise your hand *britain has changed in recent times beyond recognition it sometimes feels like a foreign country and this makes me uncomfortable (.) who agrees with that proposition
- 8 ((trois mains se lèvent))
- 9 KA excellent so i would say that's in the below five percent category the number of people in *britain who agreed with that statement was sixty-two per cent so you are completely disconnected [from the rest of the world]
- 10 (([rires]))
- 11 KA and i hope you can enjoy that thought as you walk home stepping on the heads of the poor downtrodden people who live elsewhere in this great country (.) so let me uh introduce the fantastic panel we have who are going to take us through this often delicate often controversial umm touches on interesting debates around immigration around culture of course around economics which is the area um i look at most closely (.) and it truly is an expert panel to my direct left though not politically is *david *goodhart the head of demograph- of the demography unit at the think-tank *policy exchange and the founder and former editor of *prospect magazine his recent book *the road to somewhere the populist

revolt and the future of politics certainly one of the most influential pieces of work in this debate coming out post *brexit has been rightly on the *sunday times bestseller list (.) to his left *david *landsman (.) former diplomat who ended his foreign and *commonwealth office career as ambassador to *greece um he also worked euh in what was then *yugoslavia oversaw the end of *libya's *wmd programs and was ambassador to *albania apparently a model we're going to be following after we leave [the *european union um]

12 [[((rires))]]

13 KA he is currently the *european head of the *indian headquartered *tata group (.) to his left is *elif *shafak award-winning novelist and political commentator she's the most widely read female writer in *turkey she's published fifteen books ten of which are novels the most recent of which is *three daughters of eve welcome *elif and on the far left of course *simon *schama one of the *uk's best-known historians um at the moment presenting the new civilization series for the *bbc's university eh he is university professor of art history and history at *columbia university in *new york um the latest of his many books is *belonging which is the second volume of his history of jewish people *the story of the jews welcome panel thank you so much for joining us i'm just gonna (.) go through that first question and in brief order from *david to *simon (.) do you believe let's try and answer this in a sentence we will have further time for expositions a little later but do you believe *david you are a citizen of the world in a sentence

14 DG (.) um no i do not believe i'm a citizen of the world because to be a citizen you have to be a citizen of a state and i'm glad to say there is not a global state so none of you are citizens of the world i am very happily a citizen of the *united kingdom ((regarde vers la gauche))

15 KA *david *landsman

16 DL do you know i suppose i should because i've felt very at home um in every country i've lived in and that's quite a few i'm sure most of my friends come from um well beyond a fifty mile radius of where we're sitting now but do you know i think i'd feel rather (.) arrogant eh if i if i were to say i was a citizen of the world ((regarde *ka)) so no

17 KA *elif what's your sense about your citizenship

18 ES i think i'd like to borrow a metaphor from *rumi the great poet he used to talk about living like a drawing compass one leg of a drawing compass is quite stable fixed rooted in one place meanwhile the other leg draws a huge white circle around that so i have a very strong attachment to this country as well as to *turkey to *istanbul i think that's possible and at the same time i see myself as a world citizen and a global soul

19 KA so you could be many different things=

20 ES =i can be many things at the same time

21 KQ *simon (.) do you believe you are a citizen of the world

22 SS yes (.) i am also: a british passport holder and only a *british passport holder despite having lived in *america for more than forty years i'm also a permanent resident alien of the *united states of *america a::nd a:: probably the most passionate tribal allegiance usually historically doomed *tottenham hotspur football [club as well]

23 [[(rires)]]

24 SS i would say but i do remember and i don't quite agree with this actually but it was very much in my in my memory when *isaac *isaac *deutscher the biography the biographer of *trotsky came to my *cambridge college when i was a baby don and someone said to him mister *deutscher rather aggressively what are your roots and he said i'm a jew and trees have roots jews don't jews have legs

25 ((rires))

26 KA very good now so *david *goodhart kick us off euh just try and frame a little bit of this debate why has it become (.) um and maybe obviously touching on on your book the the people from somewhere and the people from nowhere why do you think it has become such a part of our of our discussion both culturally and economically is it linked back to the events of the financial crisis and what flowed from that or is something else going on

27 DG no i think our society has become our societies have become miles more open economically and culturally in the last thirty years or so umm and (.) one might say that the people that i described as the anywheres the the people who support openness and autonomy who are comfortable with rapid social change have basically won all the arguments in the last thirty years umm and we now talk about don't we we talk about how open v close has replaced the old left v right umm well i think that's a very self-serving way of looking at the world actually i've never met anybody who wants to live in a closed society but a lot of our fellow citizens think that the forms of openness we've had have not served them well (.) economically culturally and so on as we saw from that opinion poll that you described earlier (.) and i think what in her eh i'm afraid typically (.) clumsy way *theresa *may was pointing it at a very obvious truth it seems to me now of course she could have and probably should have prefaced her remarks by saying it's fine to be internationally minded it's fine to be internationally connected i was going to say that earlier i'm like i- i- i feel very internationally connected i lived in other european country for three and a half years i can speak the language a bit rustily um but (.) nonetheless she was pointing to a basic fundamental truth which is that whether it is our freedoms our welfare particularly the least well-off people in our country and indeed just a sense of belonging for all of those things we require successful strong nation states and um and national social contracts (.) and i think what she was saying was that too many people are disentangling themselves from those national social contracts particularly some of the most affluent some of the best educated some of the most influential people in our society and that diminishes uh unfragments our society and it is absolutely fine to be: eh you know to support international openness indeed to be post-national so long as you also respect the vast number the much greater number of people who

still find national attachments extremely important to their lives and um what is not fine is to believe that because you have disentangled yourself from national attachments to some extent and and think of yourself more internationally because you you it is not fine to do that mm and then think you're morally superior to other people um it is also not fine um to believe that you have transcended tribe i'm mm because (.) on the whole citizens of the world i think have not transcended tribe they belong to the anti-tribe tribe and um[you know]

28 [((rires))]

29 DG and and you know i live in *hampstead i know what i'm talking about

30 ((rires))

31 DG it's also i think not fine to caricature quite mainstream views quite mainstream national attachments as xenophobic (.) i think a point that i think liberals find it very hard (.) to take on board is you can be strongly attached to group to nation to locality and also not fear or dislike the other (.) now obviously the history of nationalism in the nineteenth and early twentieth century suggests that you know that you you can also there are also forms of nationalism that that have led to that but i think we know we've we've been through that we've come out the other side one of the great achievements the european union indeed was to kind of recreate the modern liberal open nation-state (.) umm so i think we can have attachment and openness um but openness can go too far and i think a lot of our fellow citizens have used the opportunity of the ballot box to to (.) to constrain what they think as the as the overinternationalised elites economic and cultural

32 KA yes *david can i push you a bit on this liberal group as you described maybe the elites or whatever they might be the people who have become detached have won all the arguments haven't we been having a huge debate for decades and certainly since the large amount of european union immigration into um the *uk from the *a eight nations a massive debate about immigration it's rarely off the front pages of many of our newspapers even if you go back to *david *blunkett and *tony *blair and *charles *clarke they spoke regularly about immigration the immigration theme is is that a won is that a won argument

33 DG um but i mean that's a very good example it's one of those things that's in effect been removed from the democratic contest i think this is another of the things that you know people like us are happy to see things removed from the democratic contest (.) we understand that for the world to be governed effectively things often have to move beyond the level of the nation-state um you know the the kind of technocratic liberal technocratic remainder class are quite comfortable with that um partly because they have quite a lot of sovereignty in their own private and professional lives but i think a lot of people feel the loss of sovereignty when things are removed from from the democratic contest um you know euh whether it's um is (inaud.)

34 KQ (inaud.) what i'm pushing you on is immigration well exactly

35 DG (inaud.) it has not been removed has it but it has or rather politicians have simply not responded i mean we know this is the second great wave of post-war immigration began in nineteen ninety seven um with the *blair government and it was then um turbo-charged after two thousand and four with a huge inflow of people from (.) the former communist countries and i think um a lot of people felt they were experiencing a kind of double whammy (.) i mean people had sort of got used to the idea that we lived in a more open economy your factory might close and move to a lower-cost part of the world but then a whole population of people were imported to compete against you in your own labor market in the service sector jobs that you might then be doing and we discovered we could do nothing about it i mean this is clearly the single biggest not the only but the single biggest reason for for the *brexit vote a:nd so we know we have had opinion polls for the last fifteen twenty years we've had consistently about seventy five per cent of the population saying immigration is either much too high or too high and politicians (.) have either not wanted to respond or post two thousand and four have not been able to respond so i think it is one of those things th- that is in the basket of things that have been taken out of the democratic contest and put in that sorry you can't decide on this you know independence of the *bank of *england much more judicial activism and some majoritarian human rights judicial activism you know all of those things in their own terms maybe perfectly good but they have shrunk the democratic space and you can bet your bottom dollar when something is taken out of the democratic contest it will be decided according to the priorities of the anywhere people

36 KA *simon that the liberal elites have failed haven't they that's what they've done the people of stoke-on-trent [voted *brexit because of the failure of politicians]

37 [[(applaudissements de la salle)]]

38 SS well actually i i want to if you'll allow me [ignore your question and even if you don't allow me] to ignore your question

39 [[(rires)]]

40 SS actually i think i i respect and actually agree with a lot of what *david said and i think what we're stuck with in *theresa *may's formula it's it's a classic example of false dichotomy to me the anywhere somewhere also um with respect strikes me as a false dichotomy (.) you can absolutely and i don't actually recognise whether in this room or in *london the sort of sense in which actually if you feel in some philosophical sense a citizen of the world you necessarily um belong to some kind of free-floating anywhere interchangeable identity most most of us who actually do have some sort of empathy with um with people all over the world or who think actually ultimately it matters for example like climate change borders and barriers don't make a whole lot of sense in the long term do not for a second think that that dilutes their strong sense of british national identity and culture so i think the whole premise i think is relatively benignly put in this country but as you know *kemal i live in the *united states where it is certainly not benign and there was a certain amount after the *brexit vote of people being screamed at on buses who were not polish or romanian

or bulgarian euh they were your color and from your origins and the scream ran go home actually to people and the issue is really what it's become and as i said there's a lot of what *david says i absolutely respect and agree with but what this has become in the kind of poisonous zone of populist politics now is the sense actually that having a devotion to your national allegiance essentially means stigmatising and demonising others (.) your sense of being able to be *british or american or belgian i was talking with a very angry taxi driver the other week presupposes that this will you know a world of flowing populations will all somehow go away as (.) the *lega who've just been elected this morning into a very prominent power could only organise mass deportations so i think i think i i absolutely sort of again agree with *david that if we really were completely just really part of some sort of nebulous (.) interchangeable uh you know nomadic liberal cast that that is really but i just don't recognise that as so we live in a kind of cyber sphere really where you know our little machines we float around and that's actually created a stronger sense of wanting to belong to an identity which i don't really like to call tribal but i (.) you know i don't mind calling it that for the moment but um so in fact all in all sorts of ways there is absolutely nothing wrong with national passion until it starts to say it starts to pick out who actually are you know can be truly of our country and our community and those who can't and one i don't agree with *tony *blair a whole lot be he actually said you know when people walk down a street in *britain and say i don't recognise my country anymore they are not talking about romanians

- 41 KA ((acquiesce)) *simon
- 42 SS or remainians [yes]
- 43 [[(la salle rit)]]
- 44 SS [[(tousse)]]
- 45 KA *simon as i'm at the chair i will ask you the question again but do you think you have you have failed to win the argument because of a lack of understanding of how some people that *david speaks about feel about their culture
- 46 SS the answer is very short yes (.) yes i do believe that's true [and i do believe]
- 47 KA [why]
- 48 SS believe i think *david is quite right echo bubble arrogance of the media a sense i'll answer it in this way i'll answer it in this way with a story as historians unfortunately do um i was euh befriended rather wonderfully by the great *isaiah *berlin mostly to try and keep me out of trouble failed at *oxford used to go to tea and he was working very very interestingly on the you know modern national identity was sort of invented in the eighteenth century by *johann *gottfried *herder and and the very strange j- *johann *hamann and *isaiah who was (.) an absolute voltairian who's one of the favorite people was *alexander *herzen and the much-traveled *alexander *herzen and eh i said how could you you know why do you want to do research on these people who are blood and soil partisans he said look *simon it'd be very

nice if we all thought like the baron de *montesquieu but the vast majority of people don't they they i seem to be getting back to football all time this but this what *isaiah said they feel like football supporters and he meant in a se- not that he knew anything about football but what he meant was that nationalism actually calls to our emotional and and visceral sensation that that's how humans are wired and i think it does actually behave those of us who you know imagine that the world is constructed out of thought to think about that but i also want to say umm and in that sense there is that there was a kind of tone deafness euh and it was in the election which produced *donald *trump as well i think although a lot of that a lot of that election absolutely turned on race and not on a sense of economic neglect that was much too over reported this whole issue goes back rather wonderfully a long long time the great you know against *theresa *may i would like to put up *plutarch really [there's an unfair contest]

49 KA [(petit rire)]

50 [(la salle rit)]

51 SS in *de moralia there is an incredibly moving beautiful um mini book on exile and *plutarch's trying to console somebody who's been banished from his home in *sardis and it's in that it's the sort of founding text and *plutarch doesn't say and he's trying to console people remember city-states and he's living in the second century he's living in the romano-hellenic world\ oh really fierce of course famously fought a bitter war in the *peloponnesian wars so he's not trying to say these allegiances um aren't real but they are actually very deep but then he says something um he does say we are not born into a nation out of nature his point is which is a wonderful consolation also if you're jewish and you know i remember my father who who could (.) you know on saturday morning recited passages from the *bible by heart on sunday did the same with *shakespeare felt it was unproblematic those identities what *plutarch says he says you become part of the country (.) by the the use it makes of you and the use you make of it in other words (.) by residence really and we're sitting in a city where the mayor is *sadiq *khan where i hear *mishal *hussein every morning where *sajid *javid is in one party and *chuka *umunna is in the other that sort of world was something which was horrifying to *enoch *powell you know who thought it was fundamentally the possibility that we have someone like *sadiq *khan as *london mayor was the end of *britain (.) and yes guess what it's not the end of *britain

52 KA thank you *simon (.) and *elif you touched [on this notion of]

53 [(la salle applaudit)]

54 KA you touched earlier upon this notion of of your compass being rooted in in (.) many different places and sort of just it just um eh made me remember you know *james *baldwin's famous phrase on identity being like a flock of starlings that rests on different trees at different times (.) when you look at this debate and as you've lived in *britain for a long long time but with umm your background is this a debate that is peculiar to what i've sometimes described as the worried rich

it's a peculiarity of developed western economies to be fearful of what it has brought or is this a debate that is had in *turkey and in other countries in a in a similar manner

55 ES you know what i find interesting is the anglo-saxon media discovered populism relatively recently but [in other parts of the world]

56 KA [((rit))]

57 ES we have been discussing this for such a long time including in continental *europe including in prosperous relativ- very prosperous countries such as *sweden you know (.) or crisis ridden countries such as *greece and of course *turkey is a very important case study in itself because so much of what's happening in *turkey in my opinion holds the important lessons for anyone who cares about the future of democracy anywhere (.) you know because it's it's not only happening in *turkey it's happening in different countries one after another in different degrees and there are similarities there are echoes but as as i as i was listening to *simon i was thinking about this another (.)um thinker from the from the past from history the the greek thinker *diogenes *diogenes who saw himself as as a world citizen he came actually from um a from a town in *black sea which is in *turkey today in in a town called *sinope so in *sinope we have his statue right every year you know every every couple of months mobs of turkish nationalists go there and they try to pull down the statue saying why do we have this statue of a *greek philosopher in the middle of our town (.) and to me the whole scene is is a good example because that is what nationalism does to us first of all it makes us forget our own history (.) *asia *minor you know greeks turks so many communities living together contributing throughout history there's no such thing as a homogeneous identity there never was but that's what they make us think that's what nationalism does to us it really shrinks our minds and i think it shrinks our hearts as well so maybe we need to make a distinction between nationalism and patriotism we can love our country what is more natural than that you know to love where you come from your cultural belongings your friends your history these these are beautiful values but nationalism is something else nationalism requires an us and a them it requires a dichotomy and whenever there is a crisis it will come with as a package with the assumption that us is ev- eventually better than them so we need to make a distinction there just like we need to make a distinction between faith and religiosity we need to stay away from this false dichotomies this is not a um we don't have to choose a side between identity and non-identity i don- i don't like identity politics but what i like is belongings plural fluid flexible so when i look at myself yes i am an istanbulite i'm quite attached to *istanbul but i'm also from the *aegean from the *mediterranean i carry in my soul so many elements from the *middle *east i'm a european by choice by birth this is where i was born and the values that i uphold and i have become a londoner and i'm very attached to this country why can't i be many things at the same time so all i'm saying is we have to be careful about this all around the world as we are speaking extremist ideologies are saying the same thing they are telling us we can't be multiples we can't be plural (.) that's the definition of extremism it's anti plural anti multiplicity they are telling us are you a muslim you can only be a muslim are you dutch you can only be dutch who says

that you know our main element is water i can be multiple things so i think we need to start by rejecting the identity politics and the categories that they're trying to push us into all over the world

58 KA but *elif=

59 =((la salle applaudit))

60 KA can you r- can you recognise and i hope i i i sort of phrased *david's arguments correctly but can you recognise that the arguments that are made not by you um but by um people who make similar arguments can seem very exclusionary and can seem to ignore people who are proud of their country and have a patriotism (.) but that doesn't mean they are therefore um immediately portrayed as being extreme that th- that the liberal approach to nationalism very quickly elides patriotism with extremism

61 ES i disagree i don't think i don't think this is true if i may come come back on that um i think we have to make one thing very clear not everyone who voted for *brexit is a xenophobe how can anyone say that not everyone who voted for trump is an islamophobe (.) or not everyone who voted in a certain way is a racist how can we ever say that of course not that's ridiculous and to be honest i think one of the biggest mistakes that *hillary *clinton made in the in the run-up to the elections was to call half of *trump's voters a basket of de[plorables]

62 KA [deplorables]

63 ES that was a huge mistake (.) so we can be critical of people like *trump in my opinion we should be you know populist demagogues everywhere but it's quite something else to connect with the people to listen to people if we don't that would be our big mistake so definitely i understand and i can by no means belittle the huge inequality not only economic inequality but also cultural gaps emotional gaps we never talk about emotional gaps but we need to care about this we need to put more thought effort into that but here's where i differ the populist demagogues also are telling us that they are the spokespeople for the real people and i want us to be very careful about that dichotomy who are the real people who are the unreal people you know what is what does that mean it's it's a shift of elites (.) yes one elite is losing ground but let us understand that *marine *le pen is no less elite that the people she's criticising she's also part of the establishment so many of the figures like *viktor *orban (.)um *kaczynski one after another in every country they're also a part of the elite except it's a different elite with a different world view but they are an elite and this is exactly what italian sociologist told us *pareto at the beginning of the twentieth century he was talking about the shift of the elites you know it's a pendulum back and forth but by no means we shouldn't say that oh this is a war against of the real people against the corrupted elite this is another false dichotomy that they're making us believe in

64 KA thank you *elif *david [*landsman]

65 [((la salle applaudit))]

- 66 KA hm what's your view on why this debate has become so much part of *britain's national conversation and similar to *elif you've lived in many countries in the world and and worked there as well in *europe um where do you think and *north *africa where do you think this debate sits in terms of its importance in *britain and the comparison with other places you have worked
- 67 DL i think that's an interesting question i think there's two sites to it um i think it is it does seem to me more acute here it seems quite acute in the *us um i (.) didn't feel it so acute in *greece for example when i lived there i don't find it so acute in *india when i visit now i'm not saying i'm a great expert on either country so others can disagree but i think that there is something distinct about perhaps it's it's the imperial feeling whether it's the imperial past or the imperial quasi present of the of the *us because if you've got a sense of um (.) my country as something revolutionary as something um bottom-up as it were um you can identify with that very much more easily my country top down encourages a certain liberal thinking that there is something wrong with that there is nothing wrong with being in favor of *india and indian independence um the business i work for is um both very socially responsible but very nationalist in a sense it has a very strong sense of nation-building and that's a perfectly reasonable thing if you're an indian to want to build your nation um here i think there is it it's easier to distinguish (.) between ummm between a kind of an imperial grandeur that you wish to reject and um a um a a a a and the um the sense of patriotism and people can question patriotism when you've got so much if you like historical (.) baggage but i think there's another dimension to this which i think goes much more widely and i think it's actually quite important to take this beyo::nd ummm national identity that that's what that's the presenting problem (.) if you like but i think there's there's there's an issue behind that we're in a we're in an age of globalisation (.) we're in an age of increasing complexity technical complexity and other kinds of complexity there are more and more specialisms there are more and more experts it's a phrase we've heard quite a lot about it's a knowledge economy we're becoming more intellectualised greater meritocracy in many ways and i think meritocracy breeds a sense of arrogance and breeds a sense of entitlement and if you're setting the rules and we keep hearing about rule makers and rule takers if you're setting the rules there are some people out there who will set the rules to suit themselves (.) and when you set the rules to suit yourselves you perceived as skewing the society in your favor and then you show some arrogance to those idiots out there who don't quite understand (.) um so we get to a situation in which people (.) people we all depend on the people whose cultures we all depend on people whose services we all depend on begin to think that we are somehow belittling them but we're also skewing the system in favor of ourselves and against them and then what do you do you resort to all sorts of identities as *david i i think it's fair to say that his book you you have a a local identity or national identity that you that you resort to when you feel that the world is coming in on you so i think there is a sense in which those of and i'll say us because we had a poll at the beginning but i think those are us and you've all got to be super intelligent to have wanted to come to intelligence squared in the first place those of us in a privileged position part

of the meritocracy some way or another have to be careful about that arrogance we have to think um less about entitlement and more about um accountability we have to um think you know it's it's it's very easy to treat treat the people out there the public i hate it when i you listen to the radio and people talk about the public you know they're my clients out there no they're our fellow citizens we're part of a society and i think we have to think rather more about the relationship we don't want to throw the baby out with the bathwater um the citizens of the world the meritocrats we know who's going to say that meritocracy is a bad thing but we don't want to throw the baby out with the bathwater so the phrase that comes to my mind um and it sounds very out of place but i hope it's at least provocative it's a noblesse oblige we know we are i mean i remember being told at school don't don't be an intellectual snob you've got huge privileges you've had a hugely good education you're rather bright don't abuse that and i think it's that sense of abuse which we have to guard against because um you know i think i would agree with *simon citizens of the world are citizens of nowhere doesn't bear a huge philosophical analysis it wasn't i think intended to it it was a line at a party conference and full disclosure i was present in the room when it was uttered and it got a a it got a lot of warm recognition around the room it wasn't a philosophical um this disposition um said um but i do think we have to look in the mirror a bit

- 68 KA why do you think she chose it (.) the prime minister (.) chose [to say it]
- 69 DL [well i i] i i don't know but presumably it went down well so presumably to that extent
- 70 KA it was just [the political]
- 71 DL [it was a] it was a a a a a judgement
- 72 DG which was signaling to *brexit voters when she said that they would have a home in the the conservative party
- 73 KA *simon isn't it isn't that
- 74 SS *viktor *orban it goes down very well when he describes *george *soros as a rootless cosmopolitan conspiring to subvert the will of the people in *hungary you know he probably he was very clever man started out as a liberal you know it was one of the inheritors of the post-communist regime but he knows of course that is precisely the danger the historian in me and i'm not making crass comparisons with the rise of the nazis i'm really not but you start to smell a sense in which something you i mean it's it's an elite thing to know you're superior to the slogans you mouth and um you know and then you you laugh about it actually what a tremendous um uptake it gets oh you know three hundred and fifty million pounds in another context on the notorious but of course it was rubbish we knew it all the time but you know it got people riled up
- 75 KA so there's always a dog whistle dog whistle there's always a dog whistle here is there simon in the end (inaud.)
- 76 SS dog whistling dog whistling is the noise of our contemporary politics now but

77 KA *elif and then to you [*david *elif yeah]

78 [(la salle applaudit)]

79 ES i think it's also a um a pattern that we see across *europe um (.) in a way it's an indirect impact of populist movements because they're changing the language of mainstream politics and oftentimes politicians feel almost cornered (.) we've seen this pattern in *holland like mainstream politicians all of a sudden adapting a much more nationalistic rhetoric because otherwise *geert *wilders is gonna occupy that void and you don't want him to occupy that void so what happens is that mainstream politicians start to speak in a more tribalistic if you will tone we see similar things i mean they all feel pushed in that direction and that's the danger of populism in the long run because even when it's not in power when it is in power it's another danger but even when it's not in power it has the impact it has the ability to change the tone of politics i think what we aren't talking about is the fragility of democracy itself you know umm many of these parties are very happy with with with elections but they're not happy with liberal democracy with pluralism we shouldn't confuse majoritarianism with with democracy and for a proper democracy to thrive to survive we need more than the ballot box more than fair and regular elections there's too much emphasis on that but not enough emphasis on the surrounding components that make a democracy viable sustainable in the long run such as rule of law free media definitely an independent academia which is what *hungary lost *turkey lost *poland is losing right now definitely women's rights minority rights together with all these components you have a functioning democracy so what i'm trying to say is we take it for granted sometimes but democracy is something we constantly need to put effort into and we can very easily lose if we only reduce it to majoritarianism and because from majoritarianism to authoritarianism as we've seen in other parts of the world it's a very short step

80 SS [*david one second *simon one second *simon no *simon hold on hold on *david]

81 [(la salle applaudit)]

82 KA [no time] (inaud.)

83 SS *david *david

84 DG i mean i do think that the citizens of the world do have to take some measure of blame for the fact that we have a crazy demagogue in the white house that we will have a clown or the friend of a clown running *italy um that the eu is partially unravelling that the middle east is on fire i mean we have had hyperglobalisation that has been supported by pretty well all the parties of center left and and center right in in these last twenty five thirty years of liberal domination economic and cultural liberal domination (.) and we are seeing a rebalancing i mean in some ways this is democracy working and what i don't hear enough of is people trying to actually to think hard and distinguish between what one may call legitimate populism and illegitimate populism i think quite a lot of the re- the rebalancing we've had um is is completely legitimate and is actually an expression of moderate

nationalism of patriotism as as *elif would describe it moderate nationalism i think is is generally speaking a force for good it binds different kinds of people together in national societies and and and *simon i think you know was was partly guilty of this this caricature that i was talking about earlier that we you know we're essentially seeing the masses as as kind of nascent xenophobes the whole time and i'm concentrated on you know focusing on on the blip you know the hate crime blip was a very ugly incident it lasted three months and then it disappeared again um and you know if you look at the if you look at the opinion polls i didn't invent this is not an argument anyway some ways these are world views they're there in the british social attitude surveys you know and it's if this is one of the reasons that that we do have a slightly sharper divide in this country is that we have twenty twenty five percent of the population the people i call the anywheres who tend to be mobile (.) and and highly educated the two things go together in this country which you think i think is why we have a sharper divide nobody who voted remain knew anybody who'd voted for *brexit and vice-versa partly because of residential universities my partly because of [residential universities]

85 SS [it's not true it's so not true i know] lots of brexiteers well

86 DG yeah i don't know very many brexiteers it's you're you're very unusual in that respect but i think that we we have a sharper divide in in this country partly because of residential universities that that you join the kind of liberal professional classes and you no longer go back and and live where you came from and i think that that divide has been partic- particularly strong here actually less rather less so in *america where half the students live with their parents but i do think that you know that the the ordinary people of *europe are not on the whole xenophobes if you look on the data there are people who are you know about five to seven percent of the people who really do believe pretty malevolent malevolent things but the vast majority of them are not and they have seen the *european union suppressing even their own moderate nationalism

87 ES (inaud.)

88 DG i mean the very fact that you cannot you know [that you cannot discriminate] in favor of a british national citizen when it comes to the labor market the welfare state social housing et cetera because of of the principle of free movement i mean that offends against a common sense idea of moderate nationalism

89 KA [(inaud.)]

90 [(la salle applaudit)]

91 KA *simon isn't the issue (.) *david touched on (.) both *davids have touched on that there has been an arrogance to the arguments made by the liberals let's just describe them as that with that word you might challenge that description and that the the people who do not agree with some of those positions on things like free movement of people on the fact that i can be a citizen anywhere in *europe have felt themselves to be ignored

92 SS well um i actually think there is a discussion to i i i was actually interested to have examples from *david's *david *landsman's point that there is a kind of constant stream of condescension superior arrogance by by supporters of remain or by as you know people who think you can be citizens or belong to many different places but if it's if it's whether or not there ought to be a discussion about immigration i'm absolutely in favor of that you know but what i don't recognise and i i you know what i absolutely don't recognise it's this characteristic of those of us who actually have a more open attitude to immigration (.) um particularly sort of in the *united *states as um sort of this endless sneering i mean if the accusation is that we um are arguing for meritocracy and education wow i plead guilty um to that altogether and let me you know again without wearying you with too many american examples but this is where i live euh last week or the week before that the *immigration service in *america changed took out of its mission statements umm the the sentence that the *immigration service was designed and instituted to help realise the dream of a nation of immigrants that was the title of *jack *kennedy's book but it was also a substance of what made *america (.) special all the way back to *hector *saint *jean de *crèveœur in seventeen eighties who said this is the one country in the world where it doesn't matter where you come from it doesn't matter what language you speak it doesn't matter what religion you profess or none as long as you subscribe to certain political democratic principles and so far from you know i think again *david *landsman said well *america's sort of bottom-up nature did i understand you correctly [*david because]

93 DL [no i'm (inaud.)]

94 SS [or maybe] i misunderstood you that you said that's why it has a very it's likely to have a strong populace=

95 DL =[no my thought rather was] that for countries um with power either have power or have had power

96 SS [i did misunderstand] yeah

97 DL there's likely to be a difference between the approach um where you're you're looking at your feeling of superiority (.) and then eh:: you reject you're resisting that you your sense [(inaud.)]

98 KA [yeah it's different from] *britain and *india yeah well they're different=

99 DG =but i don't think most british people have a sense of superiority any longer we have a sense of specialness=

100 DL =no no (inaud.)

101 DG the superiority has been replaced by you know british national identities no longer a sort of sense of you know we're we're a top-dog nation as it might have been in the eighteenth nineteenth

102 DG, ((parlent tous ensemble))
DL, SS

103 KA (inaud.) *simon

104 SS thank you i promise to be brief be[cause that anecdote about the immigration service was]

105 KA [yes yes yes]

106 SS um to do with something which is front and center in american life right now that's the status of eight hundred thousand children who were brought in by parents who illegally immigrated and have known no other country except the *united *states but they've lived in this you know legal no-man's land and the proposal really as a result of an extremely kind of suddenly nativist exclusionary um um surge of in in the *united states is to actually end up deporting them and that seems to me an extraordinary they have become american in the plutarchian sense by living there by becoming part of the community my that was my grandparents were legal as far as i know one set from *turkey the other set from *lithuania they became absolutely british you know (.) by living here by becoming british so the citizen of the world bit inside me believes in the nobility of the immigrant experience and the possibility of having had that immigrant ancestry and passionately embracing you know british culture and british patriotism

107 KA *elif *elif how can we bring some of these debates from the: those who agree with *david's position to those who agree with *simon's position how can we bring those groups together surely the challenge for leadership is not so dog-whistle for one side or the other but is to try and bring together some of these um um arguments hh do you see ways through the situation we're in or do you feel bleak (inaud.) about the situation we're in

108 ES yeah i think the first step should be recognising the importance of emotions eh this is a subject that's often underestimated in mainstream political theory but i think we live in an age in which emotions very much guide and misguide politics both national and world politics of course economy is tremendously important but all of the issues that we're debating right now are very much shaped also by perceptions (.) our fears our thoughts our perceptions our anxieties this is the age of anxiety it's the age of anger it's the age of resentment frustration and all of those emotions are incredibly important and they're understandable many people yes they do have worries about the future of their children whether their children are gonna have the same job opportunities that they had yes many people i am you know i i totally understand this are worried about immigrants maybe a refugee influx maybe let's make be more blunt muslim immigrants you know diluting their culture let's talk about all of this openly and honestly if we cannot talk about these things and if we belittle people's emotions and this is where i criticise liberals and left in general then we will be pushing these people with all their you know (.) very sincere feelings we will be pushing them towards the lap of the far-right because that is the only open space where those emotions are recognised and let's be honest i think populist demagogues are doing a better job than other politicians in terms of connecting with people's emotions so that's one step forward i think it is our responsibility all of us we have this responsibility we need to go beyond our echo chambers we need

to go beyond our digital echo chambers so yes we must have friends who have voted in different ways it is very narcissistic other way otherwise anyhow i mean if all friends if all of our friends think like us talk like us dress up like us it means we just want to be surrounded by our own mirror image that is a very narcissistic existence so all i'm saying is um i'm very worried about this polarisation because we have seen again in many countries demagogues benefit from that polarisation that is why they're constantly stoking that you know and we have to be smart and go beyond that duality

109 KA yeah i'm gonna be coming to the audience in a couple of minutes do look for umm ushers who'll be walking around with microphones *david *landsman could i come to just before we go to the audience the the question of economics and whether or not two things are being confused here that's euh our notion our sudden notion that um the citizens of nowhere the liberal elites however you might describe them have become a huge problem it's not actually a problem of culture and society and where you belong and rootedness but it's actually a problem of pretty straightforward economics people were willing to put up with the fact that there were elites in the world when every year they were slightly more wealthy than they were the year before and they believed that their children would be slightly wealthier than they are (.) when that broke down in two thousand and eight with the financial crisis and real incomes have been falling in large parts of developed economies people then started to look for other things to possibly blame but actually isn't the fact that if we fixed the economics many of these other issues would become much less toxic

110 DL well yes i think it is a bit about economics but i don't think it's about simple economics because i think people are interested in more than just (.) money um and i think there's a sense here of something really quite acute and urgent um that we've got to address because of technological change that's coming along it's going it's gonna change a lot of jobs it's gonna take away a lot of jobs it's gonna take away a lot of middle-class jobs too a lot of people lawyers accountants a lot of people are already seeing those jobs going away to artificial intelligence now i think we need if we're going to if we're going to manage this i think is a a challenge from meritocracy i'm not saying meritocracy is a bad thing i think it's a challenge from it i think we have to think carefully about redefining the value of work and the value of people because what we're going to be left with is a lot fewer jobs of the kinds we've become used to process driven jobs jobs where you had to learn a lot get a lot of experience to perform various processes quite sophisticated ones over a period of time they're going to disappear they're going to go up with artificial intelligence what are we gonna do what's gonna be left of those jobs which either only humans can do or those jobs which we would rather humans can do (.) sophisticated computer programming writing poetry looking after the elderly these are things we either only humans can do or we'd rather not be done by a robot thank you very much and i think we gonna have to think about how we as a society um reevaluate the value of work and the value of people to try to break down some of these um distinctions it's not just about money now clearly if you don't have a job you don't have money and you've got a problem uh but uh even if you know i'm actually rather worried about universal basic income

because i think it risks just putting everything to into an economic box and saying right we'll we'll we'll put the animal in a small cage we'll give it some food auh and it'll be happy no people aren't going to be happy without a sense of purpose and without a sense of value and it's that devaluing that o think brings along with it a lot um a lot of the unattractive side of searching for identity=

111 KA =*david how do you respond to this this idea that actually there's been a confusion of of two different issues that people are quite willing to live with things like (.) relatively large amounts of immigration with um issues around whether they're rooted or not rooted but actually if the economics works that will fix many or the problems that you raise in your book

112 DG no i think it is much more culture than it is economics i mean that's what most of the most of the work on on populist voting patterns um will tell you ehm although i think economics and culture are also very bad following on from what *david was saying economics and culture are often very hard to disentangle from each other and i think possibly the the the single you know if i was asked to give one reason for the *brexit vote um leaving immigration aside i would say the declining status of non-graduate employment m- my little joke about euh *brexit if you don't mind a *brexit joke is [i blame]

113 KA [i won't laugh or otherwise because i have no opinions]

114 DG [(inaud.)] i blame *brexit on the masses (.) mass immigration and mass higher education the fact that we have as *david was saying that we have created this umm the kind of gold standard of human esteem has become kind of one form of human aptitude amongst many others cognitive ability the ability to pass exams and to think analytically and so on a:nd we have so elevated that that we've somebody wrote me a letter who'd read my book said a good society has a balance between the three h-es the head the hand and the heart and and i think it sounds bit naff but i think that is so true in a way and we have kind of removed status and meaning from the other the other two h-es um when he said heart he meant we were talking about labor markets really and what he really meant was emotional intelligence um and as *david was saying i mean we need yeah i mean we will i think see a switch when lots of jobs to do well you require a degree of emotional intelligence to teach children to look after old people to work in in in the health sector umm and we've historically undervalued a lot of those jobs partly because they used to be done by women in the home and they've just moved out and uh into the into the public realm and have historically been undervalued and i think one of the one of our great tasks in a way is to revalue those jobs and obviously we don't want to we don't want to dismiss or undervalue cognitive ability but to kind of even out the playing field a bit more so you know half of the population by definition are always in the bottom half of the cognitive ability spectrum um so you know we and and i think a lot of people feel too much and also that the the the the traducing of so many traditional lifestyles you know socially conservative views that you know you just have to listen to the to *radio four for a week and particularly the comedy programs to realise uh you know how you know the kind of metropolitan worldview does hold many you know perhaps

indeed most lives in this country in a degree of contempt umm
and and i think you know we need we need a we need an evening
out of status as much as we do of money (.) [thank you]

115 KA [excellent] i'd like to make [a little bit there yes] so
let's have some questions yeah mic one here would be fantastic
to start us off and then we'll go over is that mic number two
over there yeah we'll go over to number number two there yeah
thank you mic one yes good

116 ((la salle applaudit))

117 P1 good evening thank you very much *chris *choa from *urban
land institute (.) i have to say i feel a little bit like a
fish out of water i'm the son of a chinese father a french
mother descended by from a sephardic jew from *india um a
french passport first generation american but i am delighted
to live in *london proud to be a londoner and very grateful
to be a londoner so um it's an amazing discussion and i feel
like i'm in *london but i feel like i'm everywhere else but
the question (.) um so far a lot of the discussion has been
about um maybe the failure in some ways um of direct democracy
and it seems like we've talked about how nationalism works
because it appeals to the emotions and the alternative is
maybe demagoguery but isn't really this also a watershed
moment about democracy itself (.) um are there models
including technocratic models which seem to be working better
in many parts of the world better than democracies

118 KA well *elif this is something that you have touched on as uh
as saying (.) i suggest you were saying no and beware but the
fact is and after the financial crisis certainly the notion
that democracy and capitalism had to go together in some
manner that free markets needed democracy to operate (.)
*china has surely revealed that that is not necessarily the
case and the gentleman raises the point that actually=

119 ES =absolutely

120 KA are there other models that people are starting to think well
bit a discipline maybe but frankly it's better than this mess
we're in-

121 ES yeah and that is something i totally understand and thank you
for your question but what worries me is especially as you
travel throughout *middle *east *turkey the discourse has
changed (.) radically (.) in the past ah whether you call it
an elite or not but the political establishment constantly
talked about being part of *europe or somehow it was as if
the direction was clear you know *europe never saw us as part
of *europe that's another thing but there wasn't this much
talk about democracy not being adequate for our part of the
world and now this is the only rhetoric that you hear across
the *middle *east in other words they're telling us you know
what democracy it comes from *western *europe it's not in our
history it's not in our tradition our customs we come from a
different background we don't need them anyhow let's go
towards *shanghai pact/ what is *shanghai pact *china *russia
*tajikistan *kyrgyzstan it's the right place to be if you
don't care about human rights i'm sorry so i don't don't want
that to be the direction you know and that the rhetoric is
well maybe we should have technocrats led by a strong leader
this emphasis on strong leader if we don't have a strong

leader we will go astray and we want to revive our golden history our golden past and that's the notion of the empire kicks in you see how everything adds up and my fear is around the world people are losing their faith their trust in the very concept of democracy that is very dangerous

- 122 KA *simon do you is there
- 123 ((la salle applaudit))
- 124 KA we can understand quite clearly *elif's point about the negatives around other types of models but *simon is there in history a notion that liberal democracies could take some um lessons from in terms of how they operate if people are thinking to themselves i believe democracy has failed
- 125 SS um no you want to argue against the failure of democracy *viktor *orban has invented the phrase which he's proudly attached to *fidesz party of illiberal democracy as though illiberal democracy as though it's not an oxymoron eh uh also adopted by *kaczynski in *poland this is a horrifying departure an illiberal democracy would not let us have us this evening here an illiberal voting regime as in *russia would not make this possible so far from de- democrats beating themselves up about the terrible failings that they're supposed to have not listening to the people or whatever else they need to go back and read *areopagitica *john *milton argument for the freedom of opinion they need to read *jefferson's doctrine actually about the separation of church and state they need to stand up for the independence of the judiciary in particular and um not the politicisation of the judiciary there is a heroic tradition of defending democracy for which people have died over centuries and now is not the time to scuttle off and say oh deary me maybe illiberal democracy and a strong leader in the arm is the answer that way lies the neutering of freedom
- 126 KA david is there=
- 127 =(la salle applaudit))
- 128 KA *david *goodhart and *david *landsman *david *goodhart same question is has you've talked about the failure of of liberalism (.) and *david *landsman you've talked about the arrogance of some of the ways of the argument but *david *goodhart is there a way that democracy can be (.) not made illiberal but that democracy has failed as well these people because we have elections in *Britain umm uh we're a democratic nation how did our democracy allow in your argument these liberal elites to get away with it for so long
- 129 DG umm becau::se um umm people's standards of living were kind of rising slowly umm that and this domination i think this this kind of division my kind of anywhere somewhere worldview division i mean is something that's only relatively recently emerged as as powerfully as it exists now (.) something it's only going back twenty twenty-five years i think that we've has such a monolithic domination of cultural and economic liberalism and people umm you know their their traditional voting allegiances stuck for quite a long time then they grant you know a lot of people a lot of working-class people moved away from the labour party and voted *ukip and you you see i don't know similar changes that happened much earlier as as

you said earlier in continental *europe um but like i say i mean you know in some ways populism is democracy working so long as we you know so long as we can distinguish between the the legitimate and the illegitimate but now i think we're also in danger of crying wolf on this i mean um with the partial exception as *simon right points to the dangerous developments in *hungary and *poland but in much of the rest of continental *europe what have the populists achieve in what way has the open society been threatened by populism i don't think at you know the swiss have banned minarets well so it's a slight inconvenience to swiss muslims but i mean we had the ridiculous burqini business but i mean that was kind of laughed out of court literally=

130 KA =there were racist posters in swiss elections about black sheep and white sheep i mean that's it's rather more [than a few you know (inaud.)]

131 DG [no i don't think so] i mean there has been a rise in in nativism and possibly racism in some countries i don't think particularly in this country um you know i mean it's still a tiny proportion of people believe that you have to be white to be truly british and yeah i think eight or nine per cent of british people believe that i mean i do not that we're euh euh you know on you know on the verge of a wave of the xenophobic racism there are issues in some countries i but think we've got to stop crying wolf about it and and you know and anywhere technocratic elites have got to respond to the issues otherwise we we have we end up with with *brexit and things like that you know we've unbalanced that we've unbalanced we've overdone we've had a period of liberal overreach and there is now a reaction against it and we need to make sure that that reaction doesn't take ugly forms as it does in some places

132 KA number two and then number four yeah

133 P2 hello

134 KA hi

135 P2 so shall i *ani *zigarin so before i offend anybody um i would like to provide some information about my background so i'm an old yugoslavian born in *germany first five years there seventeen years *turkey two years *japan one years *united states and last ten years i have been a *uk citizen so my question is especially underdeveloping countries or developing countries eh the citizens of these countries very much are attached to their nationality and no matter how many years they spend abroad or what nationalities they have afterwards they will remain yugoslavian they'll remain turkish so what is your opinion about this what do you think the reasons for this is

136 KA why people feel so attached to their nationality maybe in more developing worlds if you think that's true *david *landsman

137 DL well i think that was the point which i obviously inadequately tried to make earlier which is that (.) i think for our for our intellectual elites or whatever we like to call them in countries which are very strong or have been very strong have a long history of domination one way or another we're

understandably rather wary of that and we want to aim off for it and we want to emphasise the bad as well as the good if you come i think from a country which which where you feel that you've had to fight for your independence you've had to fight against the colonialists or against the stronger power over a period of time it's much easier to have a coherent national uniform view that you know my country is a great thing and i'm going to i'm gonna fight for it um [it's easier for us]

- 138 KA [and for that not to be as dangerous as here]
- 139 DL i'm sorry
- 140 KA and that not to be as dangerous possibly as the debates in some developed western [nations *britain and *america]
- 141 DL [i think it depends entirely] on on how what what you do with that sentiment whether you then use it to be aggressive in some way against your neighbor or against someone else then maybe it can be dangerous but i think there is that sense and it's you know we've got a lot that we're going to look through our history and say was that good was that bad we're gonna have a lot a lot of a lot of people will be ashamed of so it's easy to end up with a position where you're saying well my country right or wrong definitely not my country is often being wrong if you feel you country has more often that not being wronged then not surprising you're gonna come away with a much stronger sense of uh it's my country
- 142 KA *elif just very briefly then *simon just [very briefly]
- 143 ES [of course] of course every every nation state has its own official history it's the same in *israel in *turkey in *france in *russia but where the difference is if it's a proper democracy you walk into a bookstore you can find many books that question or criticise or challenge official historiography nobody puts those writers in jail (.) or sues them um with regards to belongings i think that's that's a beautiful thing you know you can um you can as we've spoken before feel attached to many many places at the same time and carry that in your soul i really don't see that as a as a conflict where the trouble starts is when immigrant communities close up and become more inward looking and that is when more nationalistic religious extremist views find the fertile ground to flourish and it's becomes harder for us women overall i think when societies go backwards and when they tumble into authoritarianism nationalism or extremism women have much more to lose than men so we have to be more conscious about that i mean it's totally fine to have multiple belongings but open up you know interaction and and the emphasis on plurality that you can have plural belongings that's why we need it=
- 144 KA =thanks *elif
- 145 ((la salle applaudit))
- 146 KA number four
- 147 P3 hi
- 148 KA hi

- 149 P3 (inaud. <prénom>) *mitchell american expat i wrote this down to make sure i don't forget any if you define citizenship as a status granted by a state you can understand rights responsibilities and the mechanisms for changing one's society as emanating from the state and from a particular uh location what entity grants global citizenship (.) what are the rights and responsibilities of a global citizen (.) and what mechanisms allow a global citizen to enact change in their global society
- 150 KA thank you very much *simon apart from *davos men who who sets the rules for these global elites
- 151 SS sorry can
- 152 KA apart from *davos man who sets who sets the rules this gentleman asks if you're a global citizen what are your rights and responsibilities and who sets them
- 153 SS well i i don't think those of us who i- identify that's a very good question of course actually but i don't think i- it's like a question of contract law or something i mean it i don't think any of us who actually in some general sense are voting for empathy umm you know um have really um certainly i'm not wanting to sort of produce institutional sketches or maybe you're you're serious and question will leave me to ponder this more but in a much more wider sense of course actually there are all sorts of things happening which call on our sense of mutual let's say mutualism *adam *smith's absolutely lovely phrase in the theory of moral sentiments the most obvious being climate change and the *paris accord and after all the pragmatic bashing and the withdrawing from making states absolutely formally obliged to reduce euh carbon emissions something was really euh something was really produced which suggested a degree of constructive mutuality and it was precisely because of that that *donald *trump made such a tremendous dramatic performance about walking out of the global climate accord\ for him it's always as he's doing with mutual trade agreements the psychology really of going it alone of having your country first and not understanding that in the modern world you're necessarily um need to come to a sort of mutual understanding what's in the common good is really what's at stake and as i say that i know that that barely answers your wonderfully formulated question but on the other hand if you're looking at the choices that are on *donald *trump's desk whether or not he's going to define absolutely what he needs to do exclusively in american interests even even when you know there was there was a moment last week when his own cabinet said well surely you think about cutting a break for your allies like *canada and this country in terms of not imposing a twenty-five percent tariff on steel and and ten percent aluminum and he said no not at all there're not gonna be any exceptions so it's that that sense of being in the same boat i know it's wishy-washy it may be a piece of kind of liberal elitist superiority but you know if we're not in the same boat we're gonna drown and make a wreck i think
- 154 KA *david haven't the haven't the haven't the changes in the tax laws over the last ten years under the *oecd um shown that the global elites can get together and think something smells a bit wrong we're gonna change it

155 DG yeah i mean you know the the you know any any moderate nationalist is going to be in favor of interdependence we live in a much more interdependent world economically in terms of climate change and so on *britain outside the *european union you know is still going to be in- involved in all in all those processes and there is no such thing as absolute sovereignty although we will be able to make you know decisions based on or not we will face the famous global bond market it's kind of on our own terms rather than as one amongst twenty-eight but um curiously enough we haven't mentioned the:: the most obvious sort of candidates for um citizenship of the world are: the: digital giants um and they're not a very good advertisement for world citizenship are they um i mean in the extraordinary monopoly power euh you know playing tax zones off against each other um and yeah and to some extent of course we do we need collaboration between nations in order to um in order to to to be a countervailing force against that corporate power umm but umm we don't need to be citizens we don't all need to be citizens of the world in order that we need to be citizens of our nation state and our nation states need to get together and do sensible things together to make sure that you know *facebook pays its tax bill

156 KA [number three and then I'll take number one as well] there yeah number three

157 [(la salle applaudit)]

158 P4 yeah so i think the panel is being rather sort of self-flagellatory towards anywhere man or anywhere person because it seems to me that actually it's someone we should be celebrating as the sort of mindset that everyone should be moving towards it's a sort of embracing wider networks there's gonna be all this technological and economic disruption as we've heard and and effectively we should be going look everyone you're an anywhere and isn't it a real shame that we've got a prime minister who's given this quote

159 KA excellent number one

160 ((SS et quelques personnes dans la salle applaudissent))

161 KA where's that yes sorry yes sir (.) yes hello

162 P5 what would you do with the people who don't feel like they have a country to be a citizen of

163 KA excellent so um

164 ((quelques applaudissements, ES rit))

165 KA *david *landsman what would you do with the people who don't feel that they have a country to be a citizen of

166 DL well i think we've the the international community over the over the last fifty sixty seventy years has tried um to set up structures and systems to find a place of refuge for people who um have nowhere to go i assume you mean because they physically have nowhere to go rather because they think in their minds that they have they they they're not comfortable where they are but and and you know how is that done that is

done by individual countries in the end getting together signing a convention and agreeing to take their responsibility um and i think actually coming back to the previous question and (.) the celebration of

- 167 KA we should be celebrating liberal elites
- 168 DL well yeah at the word we haven't we haven't heard much about is accountability who are whether it's the tech giants whether it's any of the other liberal elites are we accountable to the citizens of the world who are they accountable to as far as i can see ultimately they have to be accountable back into a nation-state somewhere because otherwise it's all out there in the ether and there is no accountability and when people feel there is no accountability that's when the trouble starts so yes by all means of course collaborate i mean i used to be a diplomat i'm not gonna say country shouldn't collaborate with one another you've got to have some accountability rooted somewhere at some point
- 169 KA *simon what about the people who feel to be not a citizen of any nation
- 170 SS how is it that
- 171 KA they can be supported in this debate
- 172 SS yeah they're desperately i mean i'm so glad that question was raised they're desperately in search of anywhere um if we you know look at the three quarters of a million rohingya who you know um until quite recently assumed that they were part of *myanmar part of *birma and don't want to be accommodated by the bangladeshis um so they're absolutely in a terrible limbo i will say actually that (.) like issues of climate change (.) eh the other two great issues if you're looking at it with your history professors hat on there're three enormous long-term dominant problems over the next half century century one is the fate of the ecology of the earth the other is the immense and growing distance between the well-off and the not-well-off of the of the world and if we're saying well the well-off nations can actually shut their doors they're just simply that's gonna be a kind of unsustainable position and thirdly there is this great tidal wave of migration which is just not (.) you know really going to go away in over over the long term so (.) we- without being too apocalyptic and crying wolf too much these are three actually profound upheavals that are going to affect long-term history so the issue of the displaced the uprooted the flotsam and jetsam of humanity is profound and it's gonna get more profound as (.) time goes on
- 173 KA excellent number three
- 174 P6 hello i'm *albie *swift i'd like to dovetail back to the poll that you asked at the beginning and a point that *david *landsman made about the intellectualisation um of um work and i think our technology will accelerate inequality in this meritocratic space (.) i think the crisis of *brexit was um as a result of undignified indecent work okay and one of the perverse outcomes of the *brexit votes has been a brain drain of skilled *eu migrants and a demand for non-*eu skilled migrants as a result of those skilled migrants leaving so when we talk about the poll looking around *britain um and

not wanting to see the other in our communities there's gonna be more non-*eu migrants as one of the perverse outcomes of the *brexit votes

- 175 KA thank you number two over here (.) yeah
- 176 P7 i have a practical commercial question (.) um for *david *goodhart because i really liked your three h's division it was very persuasive but i to me and i'm a nineties kid it sounds very outdated how is the english hand going to compete with the indian or malaysian worker who works for less than an hour a day and does not have the same rights guaranteed how are you going to compete commercially and if you can't compete then how is your division of three h's going to function
- 177 KA i'll come to you in a second *david we're right up against now but *elif can i just start on that first point which was about that again touching i felt on the on the economics of these issues that people's labor was not seen as valuable to them and they have reacted in the way that the lady described umm by (.) going towards this what you would describe as more populist positions but because their very labor was not valuable to them was degrading
- 178 ES totally i think that's quite understandable and it's something we openly need to discuss um that's why i was also talking about the role of emotions and and perceptions the economic inequality is incredibly important but how we're treated in the society how your work is valued or devalued has tremendous importance um a- all of this is not necessarily being discussed enough but i think what we need to be cautious about is (.) when we say populism when we see it as a very innocent entity in itself populism that is when we start to make mistakes it's not true but across *europe except in *hungary and *poland populism has not brought any damage that is not true so going back to *david's point i think when we observe the trends the political trends in the last decade more than the last decade what we see is (.) including the far right and the populist rhetoric becoming more and more part of the mainstream and shaping the mainstream and increasing their votes increasing their legitimacy if that's why i'm very cautious about terms such as moderate or mild nationalism because you might have a mild nationalism but it is to me quite arrogant to assume that well we're far beyond those tribalistic extremist ideologies because we're quite solid here in *europe no place is solid anymore we're living in liquid times so it's not it's not like the west is solid the rest of the world is liquid it's not like that at all and it all depends on another financial crisis another huge wave of of refugee crisis and if you um you know add to it maybe a populist demagogue you have the perfect recipe for another political disaster if we don't address these issues that you have raised if we don't address these economic inequalities and and also the cultural and cognitive inequalities that often *davos elites have refused to address all throughout this time
- 179 KA *david how do you specifically this will be the last answer as well *david how do you specifically answer the question of how does how does the the english hand the toiling english person compete with the mass um (.) democracies of *india as

the lady described it presumably *china and many other large nations where their labor will be far cheaper

180 DG

um yeah i mean this the skilled manual jobs of the industrial era are not going to come back in any significant quantity um i mean they were very decent jobs and they gave people status um but there's still look you know more than eighty percent of our economy is in the service sector um i mean i you know i would include as a manual job you um you know being a bus driver it's actually a rather skilled manual job a:nd it's probably harder being a bus driver um in in *india um there are probably more things rushing across the road in front of you um but you will you know you are going to get paid you know one fiftieth of what a bus driver gets paid in *london that's just you know the the way the world currently is i mean *india is catching up but it's got a long way to go i mean it's just you know it's greater respect to those those basic jobs that that still essentially are uh manual which is probably fifty percent of the jobs in this country um but i do think the i mean that the point the gentleman made about anywhere um we should celebrate anywheres well of course we should and we have been um you know because anywheres had dominated our economy and our culture and our society we have been ce- we're now living through: a kind of readjustment and some sort of i think legitimate reaction against that domination and the eu- the *european union you know is um a crystallisation in some ways of of anywhere values celebrating openness and autonomy um and and um liberalism and it has been a massive success for the first fifty years of its life it was a huge civilizational success but the truth is since the early nineties it has become too dominated by citizen of the world thinking you know money based post national thinking and i think most of the mistakes that it's made in the last twenty years which have contributed to the brexit vote are to do with with with that mentality the the decision to go for a political rather than an economic euro which has which has caused absolutely an absolute mess for the euro- eurozone economy in the last twenty years as you know better than anybody i mean um the decision to to to bring the east european countries in as fast as we did and this was partly a british mistake and then also opening our labor market in two thousand four as we did the decision the extraordinary decision to abolish internal borders inside the *european union through *schengen and then oops we forgot about the external border as it was revealed in the in the refugee crisis which again contributed to the *brexit vote so we have had you know we have had anywhere values running us both domestically and from *europe and we are now seeing i think a legitimate response to that we just have to make sure that it doesn't take extreme forms as as it has in in parts of *eastern *europe and indeed in *turkey thank you

181 KA

thank you so so *simon so i'm sorry but but the time is completely against us we've slightly overrun just one brief summation of this debate by each of you brainy folk i mean a couple of sentences i'm gonna start *simon with you i'm gonna end *david with you but it must be brief because we're already over time *simon a summation are you pessimistic or optimistic about this debate about citizenship and the nationalism

182

((la salle applaudit))

183 SS well i'm incredibly optimistic about the fact we were able to have polite disagreements in a liberal democracy here this evening and thank you very much for it i'm pessimistic along with *elif i so endorse her point about being too complacent about moderate nationalism staying moderate and if it's if it's a quality of being you know um if i'm overintellectualising this or (inaud.) perception i don't care two things have really happened just in the last two weeks which were extraordinary to me and which were unthinkable have been not produced by fringe ten percent parties *jean-marie *le pen's memoire has become a bestseller in *france and the party that's going to dominate the right-wing coalition in *italy is devoted to resurrecting the memory of *benito *mussolini if that's where moderate nationalism takes us it's time to fight back for citizens of openness

184 KA [*elif very briefly]

185 [(la salle applaudit)]

186 KA pessimistic or optimistic maybe after listening to this debate i don't know which is which you feel more or less optimistic

187 ES i guess i like *gramsci's approach you know he used to talk about the pessimism of the intellect and the optimism of the heart and i think we need both because that is part of the problem isn't it this pendulum back and forth please remember early two thousands there was so much optimism both in academia and media article after article predicting how we were all going to become one big global village nationalism was gonna disappear religious was gonna religion was gonna to become redundant and it was the triumph of the liberal order end of ideology end of history you know we've read so many articles in that direction and now in two thousand eighteen it's the exact opposite um complete denigration of liberal democracy of of the word liberal suddenly became a negative thing from one end we have swung to the other end and we're in this you know wave together so i think we need to step outside this dichotomy let's be half pessimistic half optimistic we have enough reasons to be pessimistic but also we've only talked about how states are gonna collaborate i'm not as interested in the collaboration of states but in the collaboration of citizens of civil societies you know the kind of collaboration and solidarity that goes beyond national boundaries among women among minor- among minorities among youth this is what we need right know so that kind of global solidarity and global sisterhood is something that i passionately believe in

188 KA thank you *elif

189 ((la salle applaudit))

190 KA *david (.) *david *landsman just very aware the time i'd have been off the today program by now so *david *landsman um pessimistic or optimistic about the future of this debate

191 DL i'm optimistic we mustn't throw out the baby with the bathwater there are good citizens of britain there are bad citizens of *britain there are good citizens of the world there are bad citizens of the world you've got to look in the mirror and remember you've got to be accountable to our fellow

citizens so we have to make the effort to explain we mustn't
treat them stupid

192 KA *david *goodhart

193 DG umm

194 [((la salle applaudit))]

195 DG i mean two very quick points all well i mean i think the
alternative to:: the kind of moderate nationalism that i've
been talking about is not some sort of global version of the
*european union it is the kind of extreme nationalism that
the the the you two fear so we you know we have got to to
hang on to the best things that we've got the other thing the
kind of more philosophical final point i'd like to make is i
do think that you know if everyone is my brother then sort
of nobody is my brother we simply don't have the the kind of
emotional and financial resources to to to spread that we
have to we believe everybody believes in the civilised world
now in the in the moral equality of all human beings but we
don't believe we have the same obligations to: all human
beings and i think that is sort of the citizens of the world
fallacy i just want to end with a very short quote from
*jonathan *franzen who puts this absolute brilliantly the *us
novelist trying to love all of humanity maybe a worthy
endeavor but in a funny way it keeps the focus on the self
on the self's own moral or spiritual well-being whereas to
love a specific person and to identify with his or her
struggles and joys as if they were your own you have to
surrender some of your self thank you

196 KA [thank you we all love each other in here that's a good thing
thank you for your patience thank you to *simon *elif *david
and *david thank you very much as well for you]

197 [((la salle applaudit))]

3-7-Europe

Titre : Are We All “Citizens of Nowhere”?

Source : Another Europe is Possible

Participant-e-s : Niccolo Milanese (NM), co-auteur du livre *Citizens of Nowhere* (2018), Luke Kupo (LK), animateur du podcast, Zoe Williams (ZW), animatrice du podcast, journaliste à *The Guardian*)

Durée : 39:57

Date : 2 juillet 2018

Lien : <https://www.anothereurope.org/podcast-are-we-all-citizens-of-nowhere/>

- 1 LK welcome to the latest *another *europe podcast with me *luke *cooper from *anglia *ruskin university and my fantastic co-host *zoe *williams from the *guardian (.) today we are joined by *niccolo *milanese one of the authors with *lorenzo *marsili of an outstanding new book *citizens of nowhere out now in all good bookshops (.) as you might have guessed the book challenges *theresa *may's infamous phrase if you're a citizen of the world you're a citizen of nowhere and offers a new agenda to save *europe from itself this is a quite different account of european politics than you'll find in the mainstream one that is focused on the many initiatives organisations and campaigns led by citizens across the continent (.) *milanese and *marsili argue that contrary to the stereotypes mobilised by the detached elites for selfish ends in many respects we have all become increasingly citizens of the world concerned about global issues and aware of the interconnectedness of our societies but we lack the democratic power to affect change on a global scale (.) only through new forms of action across borders will we really be able to take control of our futures and the book isn't just about a vision for political transformation in *europe and the world it's also a story about the authors' own efforts to build these changes over the last decade by establishing a transnational movement *european alternatives (.) so *niccolo let's kick off thanks for coming in
- 2 NM thank you
- 3 LK maybe we'll start with ten years ago and why you and *lorenzo came together to form *european alternatives (.) there's a great part in the book where you describe the sort of the ambience of the italian restaurant
- 4 NM indeed it's it's the mythical it's the mythical beginnings back in two thousand and six which i call mythical beginnings has large elements of truth i was at the time writing in different small magazines poetry literary criticism other kinds of essays and *lorenzo published a small magazine at the time called *naked punch which was published here in *london umm but at that time in two thousand and six we both happened to be in *italy i was living in *siena *lorenzo was back in *rome and the euh lines in the book you refer to *luke

describe us having dinner in mid july in *rome under the blue sky:

- 5 LK ah it was in *tuskany
- 6 NM yeah it was in *tuskany
- 7 LK when I read it i thought *tuskany
- 8 NM it was it was the the heart of empire (.) in *rome with my with my cousin who'd come to visit me having a long discussion with *lorenzo about everything that's wrong with the wo:rlld the lack of interesting culture and arts (.) the lack of political ambition and so on my cousin in her frustration said you guys are always complaining you really ought to do something about it and so by the end of the dinner what we'd decided to do agreeing as we both did that any ambitious politics equal to the challenges of our age would go beyond the nation-state what we had agreed to do is to try to bring together philosophers artists and others to recover a little bit the utopian dimension (.) of:: *europe and the *european union the *european union being before it was a set of bureaucratic institutions (.) the dream of poets and philosophers and even humanists throughout centuries (.) in *europe in so we had this idea let's bring together these people we thought where should we do it we thought an interesting place to try to start might be *london firstly because it was a city we knew well secondly because it had some very powerful still has very powerful cultural and artistic institutions educative institutions as well so we thought if we do something there we might have some impact beyond and thirdly it's a paradoxical space (.) most cosmopolitan city in *europe and yet famously reluctant in a problematic relationship with *europe and so we thought here is an interesting paradoxical space to try to kick-off an alternative so what we did was we organised those cultural activities (.) march two thousand and seven which is something we called the *london festival of *europe and very quickly people came to us and said you guys seem to be interested in *european affairs active on *european affairs you ought to do something about media freedom in *italy about the expulsion of the roma in *france about environmental changes about this whole set of issues and we realised that there's this massive (.) political (.) questions out there legislation being made and very very few (.) organisations organising people across the continent to be involved in discussing them contesting them trying to set up alternatives and so made an organisation *european alternatives to try in our humble way to (inaud.)
- 9 ZW i'm very interested in this because this is i mean we say a lot in *aeip that you know if we want to the left can't desert the left can't want to desert *europe at this point when there's kind of a left rejuvenation across the continent and we can only work with each other but (.) you know i'm always saying that but i can't see the mechanism by which it happens i can't see how our kind of left civic groups really communicate with (.) german ones i can't see any sign of it and i can't see how you foster it
- 10 NM well i think there are signs of it if one looks at the coordinated strikes by by *uber workers or delivery striker or the *amazon strikes that took place in several different countries around *black friday for example so there is a

contact that's going on but it's undeniably true that there's not enough of it and above all there's not enough organisations to: to foster it (.) those organisations that there are i would say have been made in the previous era if you like of european integration where what seemed to be appropriate was making umbrella organisations with headquarters in *brussels and a very sort of hierarchical structure (.) which is totally unsuited to the new form of grassroots politics and activism and indeed the kind of issues that people are concerned with about flexible working and so on and so forth so we need new kinds of organisations acting across *europe to deal with new challenges

- 11 LK because you go around all over *europe all the time you're the ultimate citizen of nowhere in a way do you think that the british (.) left but maybe also just *uk society is particularly in its own bubble particularly isolated or is that a problem that you find in a lot of the countries you visit that it's difficult to imagine still beyond the nation-state
- 12 NM i think that (.) the *uk is a strange place because on the one hand it does have this great openness still and people from throughout the world here not only in *london but throughout the territory and a much greater diversity in that sense than you might find in some other european countries but it also has an extremely parochial media i have to say and an extremely parochial establishment which just sort of is oblivious to : various changes in the wo:rd the provincialisation of (.) the *uk and and *europe more broadly and so on (.) and so there is this sort of disconnect between the lived experience of people who actually for the most part can manage pretty well in diversity and are very interested to hear about what's happening in all the different parts of the world and a sort of political vocabulary and political common sense which is highly parochialised and that i think is quite specific to the *uk
- 13 LK and you're being very generous about the left if you don't mention it but do you think the left also reflects that provincialism of the establishment in a way or is it not as bad
- 14 NM umm yes ((rires)) i think that they i think to to be brutally honest i think that um the left in the *uk but not only in the *uk has started to take an easy option of a sort of soft nationalism [rather than really taking on the arguments] and defending internationalist universalist position
- 15 LK et [yeah yeah yeah]
ZW
- 16 NM that i'm afraid to say it's nothing unique about the *uk
- 17 ZW but it's extraordinary isn't it when you think about the universalist position in particular there are no nobody makes the case anymore i can't imagine the refugee act being passed now i can't imagine anybody iterating in such a strong and passionate way the the the the human beings have a set of universal rights that we should we should respect i mean it's just really curious how much that language has completely evaporated

- 18 LK and on that note could you tell us the story there's this lovely (.) vignette a historical vignette in the book about *ursula *hirschmann and as one of the original citizens of nowhere that I thought would be nice for you to tell us
- 19 NM yeah original citizens of nowhere- i mean throughout the whole book we try to give a lot of historical examples of citizens of nowhere going right away back to *diogenes or *odysseus through the french revolutionaries where a citizen of nowhere was the highest honor of the *french revolutionary state was to be named a citizen of nowhere through the early communists to the resistance and *ursula *hirschmann was a young lady born in *berlin in 1913 who was therefore an active in the left in *berlin during those years i mean a young woman when *hitler came to power she describes in her autobiography the evening when *hitler came to power being in front of the communist party headquarters in *berlin expecting some sort of sign (.) for what should be done about this event and being horrified that actually no signal comes and going home despondent with her brother and she says she has never really trust the communist party again and then she describes however the following months she goes to the meetings of the social democratic party who give the order that that that we should remain calm and basically do nothing and that allows the opportunity for *hitler to suspend the constitution in in *germany the *hirschmans *ursula and her brother *albert being jewish and enter into the resistance in *berlin things get too dangerous for them they go to *paris (.) then eventually to *trieste where *albert finishes his doctorate in economics thankfully for the history of economics because *albert *hirschmann was a very significant economist and then goes to volunteer in the spanish civil war while *ursula joins the italian resistance a:nd for that gets imprisoned on the island of *ventotene along with (.) her partner *eugenio *colorni *altiero *spinelli and *ernesto *rossi and during their time on the *ventotene island imprisoned by *mussolini they write the *ventotene manifesto for a free and united *europe which basically says that if we want to attain the ends of socialism in *europe in these conditions we have to unite ourselves *ursula manages to smuggle that manifesto off of the island and uses it to set up the federalist movement throughout *europe then when they're eventually released the others *eugenio is murdered *ursula marries *altiero *spinelli who enters into the *european parliament and becomes a very important european parliamentarian the entry of the *european parliament in *brussels is called the *altiero *spinelli entrance so there's they have some historical memory even though i think they have largely forgotten what he was really fighting for but while he is in the institutions *ursula is campaigning for european unity and above all the role of women and she actually made an association called *women for *europe in her biography *noi senza patria *we without fatherland and i think coming from *ursula *hirschmann this patria this fatherland also has a strong [feminist side to it]
- 20 ZW [yeah yeah yeah i like that]
- 21 NM she explains that she she's born german jew who has italian children and writes her autobiography in italian but she doesn't feel uh german even though she was born there jewish even though she could have been put to death because she is

- jewish or really italian the only adjective she is happy with is european
- 22 ZW i li- really like that because it kind of does situate nationalism as this very masculinist trope because you know obviously fatherland (.) and nationalism are completely interlinked and it a really rings loud bells with the whole *brexit scenario which does seem to be incredibly masculine in both in conception and in execution and in that kind of peculiarities of its debate and the polarities which can't shift and be: you know in that *ursula *hirschmann case there is a kind of integral to fatherland concept is that your nation can reject you but you must never reject your nation and that's i think you know so that's most starkly shown in the kind of repudiation of the jewish population but i think it's probably quite kind of could be quite felt by a huge number of europeans about their actual nation states since the financial crash a kind of growth of this idea of citizen isn't a citizen unless they're economically productive and you see a large repudiation of economically unproductive or insufficiently productive members of society as no longer properly british or properly french or properly italian um and that's the context in which nationalism grows is when the nation repudiates the citizen and the citizen either goes (.) kind of tries to kind of you know cravingly claw its way back to the heart of nation (.) not realising that that kind of paternalistic framing will always screw it in the end [(rire)]
- 23 LK [and this is a sad] element to the book i know it's not attempting to be super optimistic but in that sense there's sad element because it's the history repeats itself first time as tragedy (.) second time well not as farce but as tragedy again to not paraphrase *marx second time is tragedy second time is even more tragic because people haven't remembered the history um but what is can you give us any hope (.) give us some hope ((rire))
- 24 NM well i think that you know to to=
- 25 LK =in particular around the things in the book you know two kinds of *europe the *europe from above the *europe from below
- 26 NM yeah
- 27 LK how does the *europe from below get its energy and guts and its own imagination back
- 28 ZW and what does it mean first of all what does the term *europe from above *europe from below mean
- 29 NM yeah um (.) well let me le- let me start with *ursula *hirshmann just to say that i think that the stories of resistance and that's what all of these stories of citizens of nowhere are they're stories of resistance of critical thinking of critical action in very difficult circumstances in the cases of *ursula *hirschmann in *berlin in much more serious circumstances than the ones we're currently in as serious they are they can give us hope in this ceaseless invention um a- and inventivity of citizens throughout *europe that for us is actually the core of what citizenship means it's to be able to continuously invent new ways of being politically active and organizing together creating a common world and that's why the crucial part for me of *theresa

*may's insidious phrase if you are a citizen of the world you are a citizen of nowhere is the final part of it you don't even understand what the word citizenship means no theresa it's you that don't understand what the word citizenship means citizenship has always been about contesting power and holding power into account look at *diogenes in front of *alexander the *great when they meet in the myth *diogenes says to *alexander get out of the way of my sun he is the citizen of the world it's not *alexander the *powerful

30 ZW yeah yeah

31 NM ok this can give us hope this is why all of these stories are in the book and the recent stories the recent stories are of people who are inventing these new ways of doing politics right the way throughout *europe whether it is a transnational strike in in *amazon factories that i mentioned or cleaners going on um going on striking in universities in *london whether it is people campaigning against tax havens or showing solidarity with u, refugees the citizens are ceaselessly um inventing ways of confronting real problems that they encounter and that is what we call *europe from below meanwhile they're largely being frustrated by *europe from above which is the establishment the technocracy and so on and so forth which profits from um having economically more or less united but culturally and politically divided um citizens and this is what we explain i-i-i-i in the book is that one of the core elements of neo liberalism is to have this kind of economic integration with a soft nationalism which prevents the citizens from ever sufficiently organising to do something about it and claim- and claim their rights (.) so i think that the hope is is to be found in in new initiatives throughout *europe which ceaselessly reproduce themselves in a long history of citizens in *europe fighting and ultimately and ultimately winning i mean although there's the tragedy and there's the tragedy and there's more a tragedy again throughout european history there's also enormous uh progress and reconciliation and as corny as it sounds to say it the *european union has a glorious history of (.) reconciliation between countries which you know tearing each other apart for centuries so we can take hope from all of that we can also take hope from our capacity to understand and think critically about what's going on

32 LK and how do you (.) think about in terms of your work with european alternatives the relationship between civil society and political politicians how do you work that through because i think in *another *europe is possible i mean we're all constantly trying to mobilise and mobilising civil society activity but you're also constantly trying to build this relationship with politicians how do you do that on the (.) transeuropean you know scale what's the challenge and opportunity

33 NM well i mean the last part of the book is us calling really for (.) a sort of new international or cause we prefer the term a new transnational organisation which would be a kind of civil society organisation which appreciates that (.) political parties particularly in in in the current institutional set up are always going to be (.) frustrating or slightly unsatisfactory forms of political organisation but we have to work with them we have to try and influence them because they're ultimately the ones who are taking a

lot of decisions but we need to be able to organise in between them across them sometimes outside them sometimes inside them and that requires a kind of reflexive citizenry um that that that is aware of its status as an active citizenry and not as simply party members and so that's what we've been trying to develop with *european alternatives and also in other ways now of course it's challenging because what we're up against in terms of national and nationalist powers and also big business and corporations a-a-are very powerful forces but thankfully my experience is actually that a large number of citizens are very frustrated ((rire)) by the current way that politics works and broadly the way the society works they can sense the alienation and actually desperate to find ways to do something about it one of the things we mean by saying that we've all become citizens of the world i don't discount any i don't think anybody is really that happy with the current situation it's just that some people find ways of being able to act in it

- 34 ZW yeah
- 35 NM and others have kind of lost all hope
- 36 ZW yeah yeah yeah
- 37 NM but actually if you go and speak to them and you show them that maybe there are some ways then large amounts of people are willing to give it a go
- 38 ZW so i have two questions one is why do you prefer transnational to international
- 39 NM we think that our society is now crossnational borders if you say international it sounds like there's a risk of it sounding like one's talking about nation states working together
- 40 ZW ah ok
- 41 NM international between them so (.) it's also slightly unsatisfactory but we're trying to talk about transnationality to actually constantly call into question these borders
- 42 ZW yeah and the the second thing is you know i mean i see even though sometimes it frustrates me in not saying what it says it's gonna do (.) um i do see a democratic renewal in the british *labour party just in the sense of you know the kind of the potential is there for the membership to speak and the potential is not there for the leadership to completely ride rough shod over it in the way that could easily do in the *blair years is that replicated in any other notable parts of the european left i mean would you say that the german left has become more porous between members and leaders or the french left or the italian left
- 43 NM i think in the case of the german left i mean there is inside the german socialist party a significant umm need to consult the members and so you'll remember from this time of trying to agree a coalition agreement with *angela *merkel there was a huge debate inside the german socialist party about the whether to do it there were divisions about and so on so there's democratic mechanisms there where the german socialist party has been failing i think is in not integrating

not just um the voice of individual members but actually all the new ways that they wanna do politics and what i found so encouraging about momentum and the *corbyn's project in the *labour party in the *uk is that a lot of it is about grassroots politics in addition to members having a say inside the party and making that constant relationship and saying no actually you are the party the party is not about the leader the party is about all the members and we are going to change society together i think one can find some similarities with for example *podemos in in *spain in that regard

44 ZW and *podemos in *spain seems to have much more of a kind of tech headstart in the way that you know kind of crowdsource manifesto and membership was tied to mobile phone (.) account you know they seem to have kind of got ahead of new democracy in a technological way a way that we haven't really but do you see that as sig- important or just detail

45 NM i see that as just detail i think i mean the big difference with *podemos was *15m and and big the big mobilisations that were happening in in *spain

46 LK which came out the anti-austerity movement and

47 NM exactly

48 ZW but that's been a real that's been a real critique of the british left that it doesn't really have anything beyond anti-austerity its kind of critique of the existing order is essentially a critique of austerity and that hasn't actually become or either blossomed or transformed into a more profound critique of the existing order *podemos seem to be able to do that because anti-austerity was just a master-point and then once people were together between them they came up with a new agenda now i don't know if that's true it's very easy to have a kind of gilded view of a movement from a great distance and i know that there are problems with *pablo *iglesias as a kind of leader and a kind of cultish leader but it's i:t's salient to me that we're not yet at the point we're very very good at making arguments against austerity but we're not yet as good at building something from the solidarity that that creates

49 NM yeah and i think also umm i mean i have plenty criticisms of *podemos friendly criticisms of individual positions of *podemos but one current that they tapped into in *spain which is which is important and not to be underestimated was a process of coming to terms with spanish recent spanish history *franco and all that it meant and that was something that perhaps started under the socialist party (.) earlier but there's this self-questioning about actually what does it mean to be a contemporary spanish citizen and uh which is a much bigger question than one about austerity or and i fear that the *labour party is shied away from posing these big questions

50 ZW yeah yeah

51 NK about actually what does it mean

52 LK and they've almost been explicit in prioritising anti-austerity as the fundamental thing over national security nuclear disarmament and those kinds of issues

- 53 ZW i don't know what that is about them or about us as a nation that makes it so difficult to talk about large issues i mean it isn't you know *corbyn's *labour is nothing like the *labour that came before but it was really salient when they were talking about who could join that you had to you had to tick a box saying you shared *labour's values and one of those values was having strong values ((rire)) there's a real there is a huge huge reticence around saying what your values are and what they mean and i think and i can kind of see it but i feel really just like it's really embarrassing ((rire))
- 54 LK something else that we've seen in this in the *uk and i wonder if you've seen it elsewhere is that you have we used to have social movements and they were big and they challenged the *labour party and the *labour party didn't have any social movements and the *labour party said oh we need to talk to the ngos we need to talk to the social movements because we don't have one now we've got a *labour party that has this huge social movement in its own right and you know of course it does talk to ngos it does do other stuff but it probably doesn't really need them in a way that it needs them to have some kind of link to civil society and i wonder if you've seen that in other i don't know movement parties say as *podemos has risen in the spanish state for example just because people only have so much time or spare time that they can commit to something then does it take them away from other things they we were doing before do you see that dynamic
- 55 NM i think that also in part to deal with the situation in *catalonia *podemos has had to think of quite sophisticated strategies of building (.) coalitions overlaps and forms of collaboration with civil society which um the *uk *labour party hasn't posed itself as a question um so that's the case of *podemos it's even more the case when it comes to umm city administrations and *ada *colau in *barcelona is really the example that we talk about it in the book of of basing her whole way of political action both as a campaigner and then as a mayor on involving civil society not only in decisions but in realising those decisions throughout the city um she understands that that is her political capacity she may not have always financial capacity or other sorts of capacity she might be held hostage by the spanish state but as a city she can work with the citizens and they can achieve a lot together so i think that there's been a certain degree of experimentation with that throughout cities umm in *spain also in *italy also in other select cities often in unexpected places cities in in *poland *gdansk has been experimenting this kind of thing as well um
- 56 ZW that brings us to an important point i think which is a *luke's point about you know we have a fairly good working understanding of *western *europe and *northern *europe but you get to the *balkans you get to *eastern *europe and you get to *hungary and everybody certainly on the british left i think (.) that has it just thinks there is no left to connect with there the minute you say *poland everybody's thinking (.) they've got you know kind of hardcore misogynistic government you know run away but have they got resurg- a resurgent left movements the way everybody else has
- 57 NM so well maybe to preface my my answer *european alternatives has always taken extremely seriously being active in *central

and *eastern *europe for a couple of different reasons one is
(.) perhaps incidental that when we started in two thousand
and seven that was where *romania and *bulgaria joined the
*european union so it was natural to um be interested in
seeing what as it were the frontier of the the expanding
frontier of the *european union meant um but also extremely
natural for us to be interested in um the countries that our
neighbors and friends are coming from um it's it's bizarre to
me to think that um (.) you might in your street have people
who are coming from all different countries and have
discussions with them but you think that what's going on in
their countries has got absolutely nothing to do with what
happens in your street contemporary migration doesn't work
like that people don't totally cut their links with their
home countries when they move to *birmingham um and so quite
clearly what happens in *romania *bulgaria or *poland has an
immediate impact on your everyday life and i think this is
one of the things that we have to sort of get our heads around
as contemporary europeans or as people living in a
increasingly connected and mobile world it's that contexts
which might be physically a bit of a way away have a big
impact on us so it was natural for us to um take a strong
interest in what's happening in in central and *eastern
*europe for those reasons but also perhaps for two other
important reasons one that they're countries which despite
the stereotypes have very recently undergone a significant
political change if not political revolution (.) and so you
might not find something that you spontaneously would call
the left if you look from a distance but there is certainly
a huge historic- recent historical memory of how do you
mobilise how do you change significantly the political
structure in your country um what does that mean what are
those tactics to do it and if you look at contemporary
movements in for example in *romania *rosia say *roșia
*montană campaign about a mountain a gold mine in *romania or
to pick another example the the the student the ways of
student organising in *croatia or the ways that in *zagreb
for much before anybody else was talking about it they were
organising around questions of public space um democratic
and civic inventiveness um in *eastern *europe is i-i is far
ahead of what you might find in *western *europe and so the
idea that there is no interesting activist scene um is a total
mistake now the question of what exactly does left and right
mean in different parts of *europe that's that's that's a
tricky question because um you know left can't mean in *poland
anything which looks like stalinist um socialist party

- 58 ZW ((rire))
- 59 NM of of course i mean there is still a few of those people
around but that's not a viable new left
- 60 ZW so what does the new left call itself then?
- 61 NM well i mean in *poland there is a fantastic organisation which
has existed for fifteen years called *krytyka polityczna
*political critique which is a publishing house and a wide
civic movement and important partners of *european
alternatives who will talk about a new left and be making the
point for years that in their countries in recent years
there's only been right and wrong there hasn't been right and
left and so they've been trying to recuperate a sort of new
left discourse or develop a new left discourse but it's not

socialist parties it's it's new kinds of civic organisations but they have big capacity yes there's xenophobic misogynist government in *poland but there is a very impressive capacity of women to stand up for the right to have abortions and look at the enormous mobilisation

- 62 ZW yeah
- 63 NM in *poland on that or look at in *poland and in *eastern *europe more generally in fighting against *acta and for internet freedom they were leading when no one was talking about it in the rest of *europe
- 64 LK and is the positive idea there potentially that at the moment they're going through a kind of stage where you have mass civic movements and then at some point later that'll be given a political expression hopefully is that the idea
- 65 NM i think it's i think it's youth movements the activist movements are to some extent embryonic low in resources and could easily be stamped out um that's why to my mind it's so important that the european union acts firmly to protect umm civic freedoms in places like *hungary um not only for the present what's going on presently is bad enough but also because if you if you if you crack down on ngos and so on you also condemn the future for some period of time people will still find ways of resisting of course but um it's gonna be much more difficult so yes these these these organisations will grow into uh organisations that will bring political change
- 66 ZW just to bring you back to *brexit quickly um what do you how do you think *brexit is perceived by *brussels and do you think wu- there are things that we have haven't really thought of in terms of their attitude to us
- 67 NM so i mean a slightly cheap response first but i think it's important is that of course *brussels is a shorthand for national leaders um of other member states and bureaucracy so it's not all focused in in *brussels and it's not always the *european union which is taking the important decisions but the members states individually might be taking important positions
- 68 LK and in the *uk debate as well i mean you would think that *michael *barnier and *guy *verhofstadt were the only politicians that mattered to the entire debate on the european side i mean it's literally no one else is featured whatsoever
- 69 NM so with the with that tiresome but i think important clarification in mind i think that one thing to bear in mind is that frustrations with the position of *uk (.) government (.) about *europe um have being running high for quite some period of time it was already the feeling that quite an exceptional deal was proposed to *cameron in february two thousand sixteen where he would have some sort of emergency brake on immigration to the uk or free movement to the *uk despite not being able to provide any evidence why there was a real problem that was addressing now that was taken by many to be quite a significant concession and what that means is that the the degree of frustration means that anything which looks like special pleading coming from the uk gets very short shrift indeed and so the idea that somehow the *uk should be

treated as an exception or a special case or be able to because it has some important uh military capacity or economic power or should be able to kind of pick and choose what it wants that really riles i think not only the politicians or bureaucrats but also actually citizens throughout *europe there's there's there's a sort of frustration with that so i think that's important to to bear in mind the other thing which i think is is important you know if you're involved in negotiations with the *eu which very few of us are pretty much anybody would be doing a better job sorry but so

- 70 ZW ((rires))
- 71 NM maybe maybe this is a way forward um but i think it's really important to see that the *eu is above all a community of law umm which which sets out rules and then follows those rules quite dogmatically um sometimes even quite regardless of the consequences um whereas the *uk with its lack of a constitution and so on has a much more flexible and fluid understanding of how these things might work which is totally misplaced in a place like *brussels and so there's the constant sense that the *uk is expecting to be cut some slack of some sort of flexibility and that actually they won't be pushed off the edge of the cliff or they won't be pushed they won't be allowed to run themselves off the edge of a cliff to a damaging no-deal *brexit where i think that that sort of thing is not the way the *european union works
- 72 ZW it just doesn't occur to them then like you know that it's like your choice
- 73 NM i might occur to them but they take as an overwhelming priority that that the certainty of law um in in *europe is i-is what matters above all um because if you can't have a common um certain interpretation of the european law then the european community falls apart because it has otherwise too much cultural diversity and and different traditions and so on and so you know there's a two-year limit on how long article fifty can can [last]
- 74 LK [tick tock] tick tock tick tock
- 75 ZW is that you saying our podcast ((rires)) or article fifty
- 76 LK oh that's true actually
- 77 NM article fifty ((rires)) no it wasn't it was for article fifty but you know so i'm just saying we shouldn't underesti- we shouldn't think that there are sort of forms of sly deal-making that can be made
- 78 LK very final question because the time clock is ticking down but that wasn't me you know we're in *european alternatives *another *europe is possible is part of *european alternatives
- 79 NM an important part
- 80 ZW oh it's really nice to meet our director
- 81 ((rires))

82 NM et (inaud.) affiliate
LK

83 LK you follow us closely

84 NM [yes]

85 LK [are we doing] anything wrong what's your advice to left remainers

86 NM i think euh that i i wouldn't dain to criticise *another europe is possible it's doing um an extremely important and fantastic job in a difficult context my advice to left campaigners in the *uk but actually not only in the *uk would be to frame arguments in terms of common good and common interests of europeans or all people on european territory rather than taking an easy way out of framing arguments in terms of national um considerations i think that that might be that might seem like an easy strategy in the short term because it wins more support in short but in the long term you're only building up bigger problems with yourself it's the problem i saw uh or many of us saw um right the way through the nineties was that you know mainstream states people *tony *blair above all perhaps allowed themselves to be infected with a sort of populist nationalist discourse i don't buy the idea this is something recent this sort of british jobs for british people british workers all that sort of stuff that was *gordon *brown not *blair but still this sort of soft nationalism was already poisoning the debate back in the nineties and we and now we're seeing the bitter fruits of that and we mustn't make the same mistake again

87 LK and thank you so much for talking to us

88 NM thank you

89 LK thank you for listening at home and we'll be back in a fortnight

Annexe 4. Éléments du corpus de référence

A-1

There is nothing to stop the UK co-operating with the rest of the world on any matter we choose, from pollution to terrorism to human rights, we don't need the EU to do this for us. We could open our borders to the entire world rather than just the Eu if we went our own way, rather than being held back to a parochial protectionist world view by the EU. We could open our trad to the third world rather than imposing import tariffs on them, we could provide aid to the other countries without the cost of EU bureaucracy.

<http://www.anonymong.org/2016/06/21/reasons-to-vote-brexit-1-2-3>

B-1

EU governments have said roaming charges for mobile phone users travelling in the 28-member bloc should remain at least until the end of 2018. The decision is seen as a challenge to both the European Parliament and bureaucrats at the European Commission. They had said charges were too high and called for roaming charges to be scrapped by the end of 2015. An end to roaming charges would bring economic benefits to the EU's 500 million citizens, they argue.

<http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-31737635>

B-2

We've heard a lot about the political and economic arguments that we should consider when casting that vote, but what are the moral considerations? Is preserving our national cultural identity behind strict border controls a moral priority? Do we have a wider duty as good citizens of Europe and the world? Is fear of immigration and fear of an uncertain economic future a defensible moral position? Is it a moral argument to say our choice should be a utilitarian calculation of where we personally and as a nation will be financially better off? Is sovereignty the moral trump card?

<http://www.bbc.co.uk/programmes/b0738kq4>

B-3

A Home Office spokeswoman said: British citizenship is a privilege, not a right and we expect those wishing to settle here to demonstrate they are ready and able to integrate into society. This government has made the acquisition of citizenship harder and all applicants are required to pass

both the new, revised Life in the UK test and have the relevant English language speaking and listening qualification.

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-30113687>

B-4

A total of 193,900 migrants were issued UK passports over that year, according to records from the European Union's statistical office Eurostat. The highest percentage of those went to people from India, followed by Pakistan, Nigeria and the Philippines. The Home Office said acquiring citizenship had become more difficult and that immigration was being reduced. Eurostat said three quarters of the 818,000 new citizenships in the EU were granted in six countries - with Britain granting 23.7% of them.

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-30113687>

C-1

Do you really think that “national identity” is not threatened by these changes? I accept of course that change is inevitable. National identities are not set in stone and it is highly desirable that there should be some mixing to promote international understanding and friendship, as I know to my great personal benefit. But free movement is an accelerant which IMO unduly and unnecessarily advantages the mobile, well-educated and above all wealthy to the detriment of immobile, lesser educated and poor people whose culture and citizenship will be rapidly diminished. People thrive most in societies in which power is distributed as thinly and widely as possible. In such environments they are happier, healthier, wealthier, freer, and they achieve more. The EU, by design, centralises power in Brussels. We are moving into an age of decentralisation and localisation. The EU is the wrong model for the times.

<http://m.citywire.co.uk/money/osborne-hints-at-brex-it-shares-halt-as-soros-warns/a923713>

(l'accès à la source n'est plus possible)

E-1

A few weeks ago I tuned in to a news package in which some pro-EU whippersnappers studying abroad were speaking to the correspondent about a young person's (particularly a student's) view on the upcoming referendum. All seemed to be going predictably, until one of the students decided to say what pretty much amounts to the following: “Young people today see themselves as citizens of the world, not a single nation”. The arrogance of this claim is astonishing. On what grounds can one claim to be such a citizen? Students who take a gap year – or an extended holiday to South-

East Asia – and come back claiming to be higher beings who no longer recognise borders with our fellow man? Or volunteer at an orphanage somewhere in Africa and return armed with a beard, and many an explanation as to how I, a black woman, actually know nothing about black women? The UK is innately incompatible as a part of an idealist superstate. Which young people are they talking about here – these “citizens of the world”? Remainers like to bring up how enlightened and globe-trotting the British youth are, hugging foreigners as much as they hug trees and worshipping at the altar of Merkelism.

<http://exepose.com/2016/06/20/theukdecides-its-time-to-beleave>

E-2

We must leave the European Union so that not only can wages increase for British workers but so that living standards rather than declining can start going up. The wellbeing of those living and working in our country matters to me more than GDP figures. The EU’s open borders make us less safe. As a bureaucratic club it makes us poorer. Membership of this union stops us acting in our own national interest, forcing us to be represented by unelected old men in Brussels. So we must seize this chance.

<https://www.express.co.uk/comment/expresscomment/681776/nigel-farage-eu-referendum-brexite-vote-leave-independence-ukip>

E-3

Poles living in Britain want to stay there even if it leaves the EU, while just three percent want to return home, a poll published Sunday said. More than half of the Polish migrants surveyed by Poland’s IBRiS pollsters also said they intend to apply for British citizenship. The study conducted 15-17 June is the largest ever involving Polish migrants in Britain, which could vote to leave the EU in a referendum on Thursday. A further 10% of Polish migrants said they would move to another EU state if a Brexit meant they would have to leave Britain. “Almost nobody wants to leave Britain,” IBRiS chief Marcin Duma wrote in a commentary summing up the survey results. As non-citizens, the vast majority of Poles in Britain are not entitled to vote in Thursday’s referendum.

<http://www.euractiv.com/section/global-europe/news/luxembourg-warns-of-domino-effect-from-brexite-in-eastern-europe>

F-1

I came to the UK 16 years ago, absolutely fell in love with the city of London, with the English language, the culture, I felt extremely welcome here, and what was supposed to be my original two week vacation turned into 16 years, Coll said. Originally from Ostrow Wielkopolski in central Poland, she now co-owns the Mamuska! Polish bar in Elephant and Castle, a multicultural part of London. After taking British citizenship in 2006, she said she was keen to exercise her right to vote. The tourism, the culture, the economy, it all benefited from the fact that we are very welcoming to everybody. It also benefited from the fact that we've got more people, young people, coming here, wanting to work and pay taxes, so that is why I will be voting to stay in the EU, she said. I would definitely want my children to grow up in a multicultural, cosmopolitan environment.

<https://uk.finance.yahoo.com/news/polish-immigrants-keep-wary-eye-033717819.html>

G-1

That lack of trust is fuelling the leave campaign. But Cameron's pledge also fuelled anti-immigration sentiment. He framed mass immigration as a huge problem that required a radical solution: a target that would have achieved a monumental reduction in the number of people entering the country. "For too long, immigration has been too high," he declared in 2011, and the failure of immigrants to integrate had caused "discomfort and disjointedness" in communities.

<https://discussion.theguardian.com/comment-permalink/76804344>

G-2

This campaign has stirred up anti-migrant sentiment that used to be confined to outbursts from the far fringes of British politics. The justice minister, Michael Gove, and the leader of the house, Chris Grayling – together with former London mayor Boris Johnson – have allied themselves to divisive anti-foreigner sentiment ramped up to a level unprecedented in our lifetime. Ted Heath expelled Enoch Powell from the Tory front ranks for it. Gove and Grayling remain in the cabinet. When politicians from a mainstream party use immigration as their main weapon in a hotly fought campaign, they unleash something dark and hateful that in all countries always lurks not far beneath the surface.

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/jun/16/mood-ugly-mp-dead-jo-cox>

G-3

In many working-class communities, people are getting ready to vote leave not just as a way of telling the neoliberal elite to get stuffed. They also want to discomfort the metropolitan, liberal, university-educated salariat for good measure. For many people involved, it feels like their first ever effective political choice. I want to have one last go at convincing you that leaving now, under these conditions, would be a disaster.

<https://discussion.theguardian.com/comment-permalink/76737941>

G-4

The EU referendum presents us with two choices: to stay in the undemocratic EU and be ruled by a wealthy elite, or to leave and be ruled by the unelected Tory elite. The voices leading these camps are of rich white men. Why does this matter? As working-class students from black and minority ethnic backgrounds, we are silenced at university, and we are silenced in the EU debate. We are disenfranchised – class rifts and racial tensions have meant that our voices are not heard.

<https://discussion.theguardian.com/comment-permalink/76827684>

G-5

Why is the European project facing an existential threat this week? In the recent words of European Union president Donald Tusk: “The spectre of a breakup is haunting Europe.” In perhaps the frankest admission ever to come out of Brussels, he said: “Obsessed with the idea of instant and total integration, we failed to notice that ordinary people, the citizens of Europe, do not share our Euro enthusiasm.” Thus did he dismiss the utopian dreams of the forerunners of the EU and the subsequent “naive Euro-enthusiastic visions of total integration”.

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/jun/20/brexit-make-britain-worlds-most-hated-nation#comment-76723105>

H-1

My reasons for deciding to Vote Remain are: Put simply I feel part of Europe. As a British citizen I'm proud to hold a passport of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. The line above that in the passport states 'European Union'. It's in my being.

<http://thehershambhub.co.uk/a-hershamb-and-walton-on-thames-view-of-the-eu-referendum>

H-2

And it's not just about economics. I am sick with worry that the incredible opportunity we have to pursue the life we want anywhere in this diverse continent will be snatched away from us and from the generations that follow us. In a sense, I am one of the lucky ones: if we exit, I can apply for Swedish citizenship after another year and a half, and I will because I value the freedoms and the rights that being a citizen of the EU brings me. Most people don't have that choice. But on the other hand: what if we hadn't moved to Sweden in 2014 but in 2018, post-Brexit? Would I have been allowed in? What if we were still living in the UK now; what would Andreas's status be post-Brexit? What rights would he have to continue living in the country he contributed to for so many years? If the result is Leave, will we ever move back?

<https://helenejones.wordpress.com/2016/06/21/to-the-brexit-i-dont-knows>

L-1

Excessively emotional and factually erroneous presentations of the immigration dilemma help to solve few real problems, but for sure fuel anti-foreigner sentiments underpinning more extreme forms of nationalism. You can't roll back the clock. The arguments Brexiters often repeat, that Britain will be able to return to a better, pre-EU position or situation is based on a complete misunderstanding of the nature of historical time.

<http://leftlinks.org.uk/106944> (l'accès au document n'est plus possible)

M-1

Paolo Esposito, an Italian national working in financial services, says he has 'zero concern' about attitudes towards European residents changing in the event of a Brexit because of the welcoming, cosmopolitan character of London, where he lives. 'I wasn't expecting it to be so easy to settle. From simple things like bureaucracy, which is a lot more straightforward than in Italy, to people's attitudes towards foreigners. Looking back on it, it was less hassle than changing your gym,' he says. I'm definitely settled, with a ring, a mortgage, a British baby.

<http://uk.mobile.reuters.com/article/idukkc0z7263>

M-2

The only cheerleaders for staying seem to be the establishment, those with vested financial interests like the multi-national companies and the smug urbanite chattering class like left-wing journalists, media stars and entertainment lobbies. Ordinary people from all walks of life seem to

feel very differently, and there is a rising anger at the way the Remain campaign have tried to use unsubstantiated fear as a tactic to cover the electorate.

<https://moraymint.com/2016/06/21/eu-referendum-the-final-shot>

M-3

Studies that treat as migrants only those people who currently have non-UK nationality cannot give a proper comparative account of the outcomes of migration from different countries as there are significant differences in both ability and preference to acquire UK nationality.

<http://www.migrationwatchuk.org/briefing-paper/367>

N-1

All the Brexiteers are asking for is the right for the government of the day to be able to control immigration, if they so desire. If one of the political parties wants to put a commitment to totally open borders in their manifesto, then fair enough. I should imagine the rules and procedures for applying for British Citizenship will be the same as they are now for any immigrant e.g., good character, ability to speak English, resident for 5 years, have possessed an indefinite leave to stay for the last 12 months, have not broken any immigration laws etc. Nobody will be forced to take up Citizenship.

<http://www.newtonnews.co.uk/answers-on-brexit>

N-2

It removes power from institutions subject to the voters in elections, such as the House of Commons, and vests it increasingly in courts and bureaucracies in Brussels that are effectively free of democratic control and even of democratic oversight. As a result, the EU is seductively appealing to those who want to exercise power and who believe they would do so more responsibly and successfully if they did not have to account for their decisions to... well, ordinary people like their relatives. All three passions are temptations to the power-hungry, and they have shaped a Remain campaign reflecting the interests and values of post-national, post-democratic elites.

<http://www.nationalreview.com/article/436853/brexit-vote-restore-british-democracy-vote-leave>

O-1

One of the problems with this anti-immigrant sentiment is that it accepts the idea that 'we' as citizens have common interests. The interests of elites and the mass of ordinary working people, however, are not the same... We should not chain ourselves to the nation-state; we should view

our political elites as they view us. They are foreign to us. As long as political demands are framed in national terms they will favour the interests of elites, not the mass of ordinary people.

<https://openbordersscotland.wordpress.com/2016/06/21/open-borders-and-the-eu-referendum>

P-1

We sit on the cusp of a new world where nations, reacting against economic downturn and aggressive nationalism, decide either to accept open borders and the influx of other cultures or close themselves off. What if Eco's prospective Erasmus idea could instead become a global rather than just a European project? If people from around the world were free to go anywhere, the old argument goes that they would gravitate towards the moneyed western hemisphere. A recent study by the American Economic Association suggests that a world without national borders preventing immigration would be a world that would see a doubling of global GDP. It would also, according to the Centre for Global Development be the greatest possible tool for fighting poverty. These liberal compassions that dream up a 'perfect world' where everyone has enough money are tempered by our innate sense of cultural identity and perceived threats to it.

<https://puremoth.com/2016/06/21/eight-billion-tribes-of-one> (le lien n'a pas pu être vérifié)

R-1

These are the people — Johnson, Gove, Grayling, Duncan Smith, possibly even Farage — who will be responsible for the divorce settlement. They will be in charge of the following:

1. Guiding the economy through what nine out of 10 economists predict will be a traumatic, self-induced shock that will hurt the low-paid most of all.
2. Maintaining, let alone improving, public services amid a likely fall in GDP and an extension of austerity.
3. Negotiating years of new trade deals, including ones with former EU partners who they have spent a long time trashing.
4. Deciding the precarious fate of EU citizens currently resident in the UK.
5. Making up for the loss of EU subsidies everywhere from farming to the arts.
6. Investing in hospitals, schools and house-building, because none of those shortfalls will be solved simply by blocking EU migrants.
7. Preserving the countless rights and protections for workers that will no longer be guaranteed by the EU.
8. Taking leadership on international crises such as refugees and climate change.

9. Holding the UK together after England has decided the fate of the more pro-Remain Scotland and Northern Ireland.

<https://33revolutionsperminute.wordpress.com/2016/06/21/true-colours-why-leave-deserves-to-lose/>

S-1

You can argue that British mistrust of the European mainland is deeply encoded in the national DNA, going back past Henry VIII to the Hundred Years' War. All that is true. But as a citizen of another E.U. nation – the smaller island directly to Britain's left – I can testify that anti-E.U. sentiment is far broader than the Brexit campaign.

http://www.salon.com/2016/06/21/brexit_is_british_for_trump_why_the_u_k_s_anti_europe_surge_should_scare_us,21/06/2016

S-2

The “ever closer union” crowd has spent the past decade or so figuring out how to deny member nations’ citizens the right to vote on where they want their countries to go.

If Britain can leave behind the economic regulations that account for the slow pace of EU growth, others will want a similar chance to be heard.

<https://www.thesun.co.uk/news/1315368/you-need-six-things-for-a-successful-economy-and-britain-has-them-all-as-eus-strongest/>

T-1

I am an immigrant. I chose to become a British citizen because I love our tolerant, open and diverse society.

http://www.twitter.com/Kathy_Rastle/statuses/745000543475671040

T-2

I’m a British citizen and my country should be at the top of my passport not an unaccountable superstate. #VoteLeave

<http://www.twitter.com/MarkHollohead/statuses/745009685363888129> (le tweet a été supprimé)

T-3

“Vote leave means that we can become citizens of the world” Ummm.... really? Did you just hear yourself? #VoteRemain #BBCDebate

https://twitter.com/Dan_rf/status/745355776974266368

T-4

Don't let the self-proclaimed “liberal metropolitan elite” sign away your jobs and future! #VoteLeave

<http://www.twitter.com/netmnp/statuses/745043573016399872>

V-1

The Brexit vote on Thursday is the first electoral test of the biggest political issue in our time: nationalism v. globalism. Are we to go on living in nation-states, under laws and customs suited to our peoples and their histories, with secure borders and a sensible concern for demographic stability; or are we to become a uniform global peasantry herded and taxed by cosmopolitan elites?

http://www.vdare.com/posts/the-brexit-vote-nationalism-v-globalism?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter

V-2

Nationalism is a strong force everywhere, and in Europe, the notion of the nation and the “people” can be very close. As we have noted on numerous occasions, if one comes to the U.S., takes the citizenship test and passes it, one becomes an “American”. But, in Europe, this is less common. Yes, one can move to France, learn the language and pass the citizenship test to become a citizen of France, but one will never truly be “French”.

<http://www.valuwalk.com/2016/06/brexit-risk-world-war-iii>